

CODUL CIVIL

ADNOTAT

CU TEXTUL ART. CORESPUNZĂTOR FRANCEZ, ITALIAN ȘI BELGIAN

CU TRIMITERI LA DOCTRINA FRANCEZĂ ȘI ROMÂNĂ

ȘI

JURISPRUDENȚA COMPLECTĂ DE LA 1868-1926

DE

C. HAMANGIU

CONSILIER LA INALTA CURTE DE CASAȚIE ȘI JUSTIȚIE

Cu colaborarea, în ceea ce privește Doctrina și Jurisprudența mai recentă,
a D-lui N. GEORGÉAN, Judecător de ședință la Tribunalul Ilfov.

VOLUMUL IV

(Art. 1532—1914)

BUCUREȘTI

EDITURA LIBRARIEI „UNIVERSALA” ALCALAY & Co.

Calea Victoriei, 37

1926



1971

BIBLIOTECA CENTRALA UNIVERSITATEI
BUCURESTI
Cote: 532.96
Cote: C 532.35

2096/10

B.C.U. "Carol I" - Bucuresti



C53235

BIBLIOGRAFIA

OPERELOR LA CARE S'AU FĂCUT TRIMITERI

- ALAUZET. Commentaire du Code de Commerce et de la législation commerciale.
- ALEXANDRESCO (DIMITRIE). Explicațiunea teoretică și practică a Dreptului civil Român. (Ed. I și II-a).
- Droit ancien et moderne de la Roumanie.
- ARNTZ. Cours de droit civil français.
- AUBRY ET RAU. Cours de droit civil français d'après la méthode de C. Zachariae, (Ed. IV și V-a).
- BAUDRY LACANTINERIE. Précis de droit civil.
- Commentaire théorique et pratique de la loi sur le divorce.
- Traité théorique et pratique de droit civil avec la collaboration de: Houques-Fourcade, Ph. Boncarrère, G. Chêneaux, M. Chauveau, Albert Wahl, Maurice Colin, L. Barde, J. Le Courtois, F. Surville, Léo Saignat, P. de Loynes, Alb. Tisier (Ed. II și III-a).
- BÉDARRIDE. Commentaire du Code de Commerce, Des sociétés.
- " " " " " Traité des faillites et banqueroutes.
- " " " " " De la lettre de change, des billets à ordre et de la prescription.
- BÉDARRIDE ET RIVIÈRE. Traité du dol et de la fraude en matière civile et commerciale.
- BERTAULT. Questions pratiques et doctrinales de Code Napoléon.
- BEUDANT. Cours de droit civil français.
- BIOCHE. Dictionnaire de procédure civile et commerciale.
- BOILEUX. Commentaire sur le code civil.
- BOISTEL. Cours de droit commercial.
- BOITARD ET COLMET-DAAGE. Leçons de procédure civile.
- BONFILS. Manuel de droit international public.
- BONNIER. Traité théorique et pratique des preuves en droit civil et en droit criminel.
- BOTEZ (CORNELIU). Nouă codice de ședință al judecătorului de ocol. (Ed. 1908).
- BUENOIR. Propriété et Contrat. (Ed. II-a).
- CANTACUZINO (MATEI). Elementele dreptului civil.
- Despre libertatea individuală și persoanele juridice.
- CAPITANT. De la cause des obligations.
- CARPENTIER. Divorce et séparation de corps. Doctrine et jurisprudence.
- CARRÉ ET CHAUVEAU. Lois de la procédure civile et commerciale.
- CHABOT. Commentaire sur la loi des successions, édition revue et augmentée par Belost Jolimont, 1848.
- Commentaire sur la loi des successions, édition revue et augmentée par Mazerat, 1839.
- CHARDON. Traité du dol et de la fraude en matières civiles et commerciales.
- CHAUVEAU ADOLPHE ET FAUSTIN HÉLIE. Théorie du code pénal.
- COLIN ET CAPITANT. Cours élémentaire de droit civil français (Ed. I și II-a).
- CONSTANTINESCU (N. JAC.). Asupra contractului de locațiune. (Ed. II-a).
- CRÉPON. Du pourvoi en cassation en matière civile.
- CRISTODORESCU (CONST.) și ȘTEFĂNESCU-PRIBOI (DEM.) Codul legislațiunei de expropriere pentru utilitate națională.
- DALLOZ, Jurisprudence générale, Répertoire méthodique et alphabétique de législation, de doctrine et de jurisprudence.
- Supplément.
- DEGRÉ (ALEXANDRU). Scrieri juridice.
- DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE. Cours analyt. du Code civil.
- DEMOGUE (RENÉ). Traité des obligations en général, I. Sources des Obligations. Tomes I-V.
- DEMOLOMBE. Cours de Code Napoléon.

BIBLIOGRAFIE

- DESPAGNET. Précis de droit international privé.
- DOCAN (GEORGE P.). Minoritatea. Legislația ungară din Transilvania în comparație cu legislația română.
- DUBREUIL, TARDIF ET COHEN. Analyse de la législation des eaux.
- DUFOURMANTELLE (ROGER). La force majeure dans les contrats civils et commerciaux et dans les marchés administratifs.
- DUMITRESCU (M. A.). Codul de comerț comentat.
- DURANTON. Cours de droit civil français suivant le code civil.
- DUTRUC. Traité de la séparation de biens judiciaire.
- DUVERGIER. Droit civil français. Suite à l'ouvrage de Toullier.
- FAUSTIN-HÉLIE. Traité de l'instruction criminelle.
- FLANDIN. De la transcription en matière hypothécaire, ou explication de la loi du 23 Mars 1855 et des dispositions du code Napoléon relatives à la transcription des domaines et des substitutions.
- FOLLEVILLE (D. de). Traité du contrat pécuniaire de mariage.
- FRÉMONT. Traité pratique du divorce et de la séparation de corps.
- GÂNTOIU (AL.). Lucrări judecătorești.
- GARNIER. Régime ou traité des rivières et cours d'eau.
- GARRAUD. Précis de droit criminel.
- GARSONNET. Traité théorique et pratique de procédure.
- GERBAULT ET DUBOURG. Code des droits successoraux des époux, comprenant le Commentaire de la loi du 9 Mars 1891.
- GIDE. Etude sur la condition privée de la femme dans le droit ancien et moderne.
- GLASSON ET COLMET-DAAGE. Précis théorique et pratique de procédure civile. Ed. II-ème par A. Tissier.
- GRENIER. Traité des donations, des testaments, etc.
- GRIOLET. De l'autorité de la chose jugée.
- GUILLOUARD. Traité du contrat de louage.
- Traité du contrat de mariage.
 - Traité de la vente et de l'échange.
 - Traité du prêt, du dépôt et du séquestre.
 - Traité des contrats aléatoires et du mandat.
 - Traité du cautionnement et des transactions.
 - Traité du nantissement et du droit de rétention.
 - Traité des privilèges et hypothèques.
 - Traité de la prescription.
 - Traité du contrat de société.
- HAMĂNGIU (C.). Proprietatea literară și artistică în legislația românească.
- Noua lege asupra proprietății literare și artistice din 28 Iunie 1923 cu note explicative și prefața (Ed. „Adevărul”, 1924).
- HEROVANU (EUGEN). Tratat teoretic și practic de procedură civilă.
- HOUPIN. Traité général théorique et pratique des sociétés civiles et commerciales.
- HOZOC (D.). Pactul comisor expres.
- HUC. Commentaire théorique et pratique du code civil.
- Traité théorique et pratique de la cession et de la transmission des créances.
- IONAȘCU (TRAIAN). L'évolution de la notion de cause dans les conventions à titre onéreux.
- IONESCU (IOAN I.). Dota sub raportul instrăinării.
- LACOSTE. De la chose jugée.
- LAROMBIÈRE. Théorie et pratique des obligations.
- LASCAROV-MOLDOVANU (A.). Legea autentificării actelor adnotată și comentată.
- LAURENT. Principes de droit civil français.
- Supplément.
 - Le droit civil international.
- LĂZĂRESCU (ALEX. EM.). Despre ideea de subrogațiune. Studiu juridic.
- Regula de drept și jurisprudența actuală.
 - Des droits du conjoint survivant.
- LEROUX DE BRETAGNE. Nouveau traité de la prescription en matière civile.
- LE SELLYER. Commentaire historique et pratique sur le titre des successions.
- Etudes historiques et pratiques sur le droit criminel.
- LEVASSEUR. Traité de la portion de biens dont on peut disposer.
- LUCA (NICULAE). Execuția silită asupra bunurilor nemiscătoare.
- LYON-CAEN ET RENAULT. Traité de droit commercial.
- MARINESCU (N. G.). Codul consolidărilor petrolifere.
- MARCADÉ ET PONT. Explication théorique et pratique du Code Napoléon.
- Commentaire-traité des petits contrats.
- MARTON. Privilèges et hypophèques.
- MERLIN. Recueil alphabétique des questions de droit.
- MICHAUX. Traité pratique des testaments notariés, olographes, mystiques et autres et des actes qui en sont la conséquence (Ed. II-a).

- MICHAUX. Traité pratique des liquidations et partages de communauté, de succession et de société (Ed. IV-a).
- MIRONESCU (GEORGE G.). Analiza noului Cod de procedură civilă. (Ed. II-a).
- MOURLON. Répétitions écrites sur le premier, le deuxième et le troisième examen du Code Napoléon. (Ed. VII-a).
- MOURLON. Traité théorique et pratique de la transcription.
- NACU (C.). Dreptul civil Român.
- NEGULESCU (DEMETRU). Execuțiunea silită Vol. II. Teoria Poprirei (Ed. IV-a).
- NEMETESCU (GEORGE P.). Călăuza divorțului.
- PANDECTES FRANÇAISES. Nouveau Répertoire de doctrine, de législation et de jurisprudence.
- PLANIOL. Traité élémentaire de droit civil (Ed. II și III-a).
- PONT. Commentaire des sociétés civiles et commerciales.
— Commentaire-traité théorique et pratique des privilèges et hypothèques et de l'expropriation forcée.
- PONT ET MARGADÉ. Commentaire-traité des petits contrats.
- POPESCU (PETRE). Jurisprudența Inaltei Curți de Casație pe anii 1917-1918, Iași și Buc.
- POTHIER. Oeuvres annotées et mises en corrélation avec le Code civil par M. Bugnet.
- POUILLET. Traité théorique et pratique des brevets d'invention et de la contrefaçon.
— Traité des marques de fabrique et de la concurrence déloyale en tous genres.
— Traité théorique et pratique de la propriété littéraire et artistique et du droit de représentation.
- RĂDULESCU (ANDREI). Studii de drept civil (2 volume).
— Publicitatea drepturilor reale imobiliare și registrele de proprietate.
- RODIÈRE ET PONT. Traité du contrat de mariage et des droits respectifs des époux.
- ROGUIN. Le mariage. Droit civil comparé.
- ROUSSEAU. Traité théorique et pratique de la correspondance par lettres missives et télégrammes.
- SALEILLES. Etude sur la théorie générale de l'obligation d'après le premier projet de code civil pour l'empire allemand. (Ed. III-a).
- SESCIOREANU (G.). Des conventions relatives à la preuve de la libération du débiteur.
- SIREY, Répertoire du Recueil Sirey.
- ȘTEFĂNESCU-PRIBOI (D. C.). L'idée de faute et la responsabilité des choses inanimées.
- ȘTOEANOVICI (N. A.). La validité des actes de l'héritier apparent en droit français et en droit roumain.
- SOURDAT. Traité général de la responsabilité ou de l'action en dommages-intérêts en dehors des contrats.
- TATARU (V. GH.). Prezidentul Tribunalului în legislația română (Ed. II-a).
- TESSIER. Traité sur la dot.
— Traité général de droit commercial. Sociétés commerciales.
— Traité élémentaire de droit commercial.
- THIRY. Cours de droit civil professé à Liège.
- TITULESCU N. Împărțeala moștenirilor.
- TOCILESCU (GH. GH.). Cours de procedură civilă.
- TROPLONG. Le droit civil expliqué suivant l'ordre des articles du Code.
- VAREILLES-SOMMIÈRES. Des lois d'ordre public et de la dérogation aux lois.
- VAVASSEUR. Traité des sociétés civiles et commerciales avec formules.
- VAZELLE. Résumé et conférence des commentaires du code civil sur les successions, donations et testaments.
- VERDIER. Transcription hypothécaire. Explication de la loi du 23 Mars 1855.
- VERNET. De la quotité disponible.
- VINCENT ET PÉNAUD. Dictionnaire de droit international privé.
- VRAYE ET GODE. Le divorce et la séparation de corps.
- WAHL. Traité théorique et pratique de droit international privé.
- WEISS. Traité théorique et pratique de droit international privé.
— Manuel de droit international privé (Traité élémentaire).

PRESCURTĂRI

al.	Alineat.
Apel.	Curtea de Apel.
Art.	Articolul.
Botoșanii Juridic	Revista de drept „Botoșanii Juridic“.
B., Bul.	Buletinul Curții de Casație.
Bul. C. Apel.	Revista de drept „Buletinul Curților de Apel“.
Bul. Trib. Muscel	Revista de drept „Buletinul Tribunalului Muscel“.
C. Apel.	Curtea de Apel.
C. B.	Curtea de Apel București.
C. civ.	Codul civil Român.
C. J., C. Jud., Curier Jud.	Revista de drept „Curierul Judiciar“.
C. p., C. pen.	Codul penal Român.
Cas.	Inalta Curte de Casație Română.
Cas. Fr.	Inalta Curte de Casație franceză.
Cas. S. U.	Inalta Curte de Casație Română Secții Unite.
Civ.	Codul civil.
Civ. Fr.	Codul civil francez.
Civ. Ital.	Codul civil Italian.
Com.	Codul comercial Român.
Const.	Constituția Română.
Contr. de mar.	Contrat de mariage.
Conv. Jur., Convorbiri Juridice.	Revista de drept „Convorbiri Juridice“.
D., Dr., Drept.	Revista de drept „Dreptul“.
Dr. civ. int.	Droit civil international.
Don. et test.	Donations et testaments.
Ed.	Ediția.
Gaz. Trib., Gazeta Tribunalului	Revista de drept „Gazeta Tribunalului“.
Instr. crim.	Instruction criminelle.
J., Jud., Judec.	Judecătoria.
Jurisprudență	Revista de drept „Jurisprudență“.
Jur. Gen. Jurispr. Gen.	Revista de drept „Jurisprudența Generală“.
Jur. Rom., Jurispr. Rom.	Revista de drept „Jurisprudența Română“.
Justiția Dobrogei	Revista de drept „Justiția Dobrogei“.
Justiția (Craiova)	Revista de drept „Justiția“ din Craiova.
Justiția (Iași)	Revista de drept „Justiția“ din Iași.
Justiția Olteniei	Revista de drept „Justiția Olteniei“.
L., Leg.	Legea.
L. aut. act.	Legea autentificării actelor.
L. Jud. oc.	Legea judecătorilor de ocoale.
L. Timbr.	Legea timbrului.
Mon. of.	Monitorul oficial.
n.	Nota.
No.	Numărul.
p. pg.	Pagina.
Pag. Jur., Pagini Juridice	Revista de drept „Pagini Juridice“.
Pand. Rom.	Revista de drept „Pandectele Române“.
Pand. Săpt.	Revista de drept „Pandectele Săptămânale“.
part.	Partea.
Pen.	Codul penal Român.
Prescr.	Prescription.
Pr. civ.	Codul de procedură civilă Română.

PRESCURTĂRI

<i>Pr. pen.</i>	Codul de procedură penală Română.
<i>Reg., Regul.</i>	Regulamentul.
<i>Reg. act. st. civ.</i>	Regulamentul actelor de stare civilă.
<i>Rep.</i>	Répertoire.
<i>Req.</i>	Casația Franceză, Chambre des requêtes.
<i>Rev. crit., Revista critică.</i>	Revista de drept „Revista critică”.
<i>Rev. de drept., Revista de drept</i>	Revista de drept „Revista de drept”.
<i>Rev. Jud., Revista Judiciară</i>	Revista de drept „Revista Judiciară”.
<i>Revista Juridică</i>	Revista de drept „Revista Juridică”.
<i>S.</i>	Secția.
<i>Săptămâna Juridică.</i>	Revista de drept „Săptămâna Juridică”.
<i>Sentința.</i>	Revista de drept „Sentința”.
<i>Succes. Succ.</i>	Successions.
<i>Suppl.</i>	Supplément.
<i>t.</i>	Text.
<i>T. Trib.,</i>	Tribunalul.
<i>Text belg.</i>	Textul codului civil belgian.
<i>Text fr.</i>	Textul codului civil francez.
<i>Text ital.</i>	Textul codului civil italian.
<i>Tr.</i>	Traité.
<i>Trib. Jur.</i>	Revista de drept „Tribuna Juridică”.
<i>Urm. ur.</i>	Următoarele.
<i>V.</i>	A se vedea.

CODUL CIVIL

VOLUMUL IV.

TITLUL IX.

Despre mandat.

CAPITOLUL I.

Despre natura mandatului.

Art. 1532. — Mandatul este un contract în puterea cărui o persoană se obligă, fără plată, de a face ceva pe seama unei alte persoane dela care a primit însărcinarea. (Civ. 942, 944, 948 urm., 987 urm., 991, 1294, 1533 urm., 1539, 1549 urm.; Pr. civ. 74; C. com. 122, 162, 374—404; L. jud. oc. 73 urm.; L. Timbr. 18 § 34, 19 § 24, 20 § 27, 42 § 3; Civ. Fr. 1984; Civ. Ital. 1737).

Text. fr. Art. 1984. — Le mandat ou procuration est un acte par lequel une personne donne à une autre le pouvoir de faire quelque chose pour le mandant et en son nom.

Le contrat ne se forme que par l'acceptation du mandataire.

Text. Ital. Art. 1737. — Il mandato è un contratto, in forza del quale una persona si obbliga gratuitamente o mediante un compenso a compiere un affare per conto di un'altra persona, da cui ne ha avuto l'incarico.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 635, 639;
BAUDRY ET WAHL, *Des Contrats aléatoires, mandat, etc.*, 370, 378 urm., 382, 384, 385, 387, 398, 405, 411 urm., 419 urm., 421, 443 urm., 461, 462;
CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 207;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 704 urm., 707;
DALLOZ, *Rép. Mandat*, 1 urm., 179 urm.; *Suppl. Mandat*, 1 urm., 72;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 204 bis; 204 bis, X;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 218;
GUILLOUARD, *Tr. du Prêt, etc.*, 15, 17, 36, 39, 55, 60, 135; *Depôt n° 18*;
LAURENT, XXVII, 105, 333, 391, 395, 396;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 425;
PONT, *Pet. contr.*, I, 819, 961;
TROPLONG, *Tr. du Prêt, etc.*, 103.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 555 urm.; (III, part. II, ed. 2-a, p. 437 n. 1, 438, 869 n. 2; IV, part. I, ed. 2-a, p. 227 n. 3); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 184, 185, 292 nota 2; *Observație sub. Trib. Neamț 403 din 6 Nov. 901. Curier Jud. 5/1902; Observație sub. Judec. Ocol. I. Urban Ploești, 16 Mai 1916. Tribuna Juridică 12-13/1920;*

- CERBAN ALEX., *Notă* sub. Trib. Teleorman s. I. 289 din 4 Nov. 920. Curier Jud. 1/921;
 DEGREU AL. (ALEXANDER), *Notă* sub. Cas. I, 36 din 28 Ian. 1900. Dreptul 19/1900;
 GEORGEAN N., *Notă* sub. Trib. Dorohoi, 92 din 14 Febr. 1924. Jurispr. Gen. 23/1924 No. 1343;
 NACU, III, p. 406 urm.;
 RAPAPORT M., „*Natura juridică a contractului de mijlocire în raport cu dreptul de onorar al mijlocitorului*“, Curier Jud. 20/1925;
 TEODORESCU C., *Notă* sub. Trib. Râmnicul-Sărat, 801 din 30 Ian. 1925. Curier Jud. 15/1925;
 VIDRASCU L. AUREL, *Notă* sub. Trib. R.-Sărat, 801 din 30 Ian. 1925. Justiția Olteniei 7-8/1925.

INDEX ALFABETIC

Acțiune 2, 3, 4, 21, 27.	Mandat prète-nom 11, 14, 15.
Advocat 2, 3, 4, 7, 12, 21, 22, 23, 24, 27.	Mandat verbal 23, 24.
Amanet 16.	Mandatar „în rem suam” 12.
Analfabet 23, 24.	Mandatarii mai mulți 26.
Apel 10, 24, 26.	Mărturisire 18.
Aprecie suverană 8, 17 bis, 21.	Misit 19, 27.
Asociație 20.	Morală persoană 17, 17 bis.
Autentică procură 22, 23.	Obiect 21.
Capacitate 17.	Onorariu 2, 6.
Caracterul mandatului 13.	Persoană morală 17, 17 bis.
Carte, neștiutor 22, 24.	Prepus 5, 15.
Cereale (vânzare) 25.	Prète-nom 11, 14, 15.
Comisionar 23.	Probe 11.
Comitent 5, 15.	Procedură, acte 22, 24.
Constituție 20.	Proces, a se vedea „Acțiune”.
Contract de prète-nom 11, 14, 15.	Procură autentică 22, 23.
Creanță 16.	Procură legalizată 10.
Creditor gagist 16.	Procură prin telegramă 10, 23.
Delegațiune 16, 17, 17 bis.	Procură sub semnătură privată 21, 22, 23, 24.
Dotă 7.	Procură verbală 23, 24.
Dovadă, a se vedea „Probe”.	Procurator „în rem suam” 12.
Drept Roman 6.	Revocare 12, 16.
Executarea obligației 20.	Roman drept 6.
Gaj 16.	Salariu 6.
Garanție 5.	Samsar 19, 27.
Gestiune de afaceri 9.	Sechestru judiciar 8.
Gratuitate 6.	Semnătură 10, 17, 18.
Intermediar 19, 27.	Simulație 14, 15.
Interogator 13.	Stipulație pentru altul 9.
Legalizată procură 10.	Suverană apreciere 8, 17 bis, 21.
Legea advocaților, a se vedea „Advocat”.	Taxe de timbru și înregistrare 1.
Locație 18.	Telegramă 10, 23.
Locație de servicii 6, 7, 12, 13.	Tranzacție 25.
Mandat, a se vedea „Procură” și 1-23.	Vânzare-cumpărare 1, 25.
Mandat în alb 4, 18.	
Mandat occult 1.	

Jurisprudență.

1. Nu este de esența mandatului ca numai de cât mandatarul să lucreze în mod văzut în numele mandantului ci poate să lucreze și ocult pentru mandant, destul ca aceasta să reese din convențiunea părților. În acest din urmă caz, dacă mandatarul lucrează în numele său propriu, și cumpără pentru mandant un imobil urmează că o nouă mutațiune de proprietate de la mandatar către mandant a avut loc, mutațiune care atrage și plata unei noi taxe de timbru și înregistrare. (Trib. Suceava, 120, Sept. 7/89. Dr. 63/89).

2. Convențiunea prin care un client însărcinează pe un avocat a face toate diligentele posibile spre a ajunge pe cale de judecată la realizarea drepturilor sale, în schimbul unui onorariu, care i se va plăti chiar când clientul s'ar împăca cu adversarul, fie chiar înainte de începerea procesului, constituie un contract nenumit de natură

aleatorie, care să aseamănă într-o cât-va cu mandatul, și care stabilește *a priori* emolumentele convenite avocatului drept preț al muncii sale și a cheltuielilor ce va face până la terminarea procesului la o sumă determinată, care prin natura afacerii și prin înfățișările la care ar da naștere judecata și executarea hotărârii ar putea fi sau mai mari sau mai mici de cât cea fixată de părți, prin urmare și o parte și alta dacă au șanse de câștig au și de pagubă. Și o asemenea convențiune, care stabilește drepturi pentru ambele părți contractante, nu poate fi nimicită numai prin faptul unuia din părți. (Apel Craiova, II Oct. 12/90, Dr. 76/90).

3. Din sensul art. 94 pr. civ., rezultă că numai actele judecătorești și pledările la judecată nu pot să fie îndeplinite de cât ori de către părți personal, ori de către avocații declarați la audiență sau cu procură; dar faptul de a declara la audiență pe un avocat, ca reprezentant a unei părți, sau de a da procură unui avocat din partea unei părți, se poate negreșit îndeplini și de către un mandatar care să nu aibă calitatea de avocat, pe câtă vreme nu există în această privire nici o derogatiune la principiile generale, relative la drepturile mandatarilor de a lucra în numele mandantilor. art. 1532 urm.). (Cas. I, 182, Dec. 16/91, B. p. 1363).

4. Odată ce una din părți a fost reprezentată în justiție printr-un mandatar cu procură, având nume deschis, nu se poate ca la înfățișările ulterioare să se prezinte un alt avocat în numele acelei părți, în virtutea aceluiaș mandat. (Cas. I, 207/91 B. p. 647).

5. Cel ce pretinde că nu s'a obligat pentru sine ci numai în calitate de prepus pentru comitentii săi trebuie când este chemat în judecată, să cheme pe comitentii săi în garanție și să discute față cu acestia, natura obligațiunii sale. (Cas. 220/901, B. p. 1110).

6. În privința mandatului, legiuitorul român a păstrat, în parte, tradițiunea, dreptul roman unde mandatul nu avea un caracter reprezentativ, iar gratuitatea era de esența lui. În dreptul român, spre deosebire de cel francez de asemenea, mandatul n'are caracter reprezentativ, dar gratuitatea e numai de natura, nu de esența aces-

tui contract. Așa fiind, ideea de reprezentare, posibilitatea îndeplinirii unui fapt juridic pentru altul, nu mai distinge mandatul de locațiunea serviciilor; singurul criteriu, după care putem deosebi aceste două contracte, fiind caracterul plății, prezența sau lipsa onorariului la mandat: existența imperioasă a salariului la locațiunea serviciilor. (Trib. Neamțu C. Jud. 5/902).

7. Actul făcut de un avocat prin care se angajează să scoată zestrea unei femei, este un adevărat contract de mandat, iar nu o închiriere de serviciu, de oarece avocatul în această calitate lucrează nu numai pe comptul, dar chiar în numele clienței sale, pe care o reprezintă în toate afacerile relative la acea zestre. (Cas. I 116/904 B. p. 351).

8. Nu se poate sustine că s'a violat prescripțiile art. 1532 cod. civ., când instanța de fond constată în fapt și deci în mod suveran că mandatul, în baza căruia o persoană a lucrat ca mandatară i-a fost dat după ce i-a încetat calitatea de sequestru judiciar și în care calitate contractase cu persoana, în numele căreia a lucrat mai târziu. (Cas. I, 559/904, B. p. 1789).

9. Stipulația făcută în profitul unei terțe persoane fără mandat din partea acesteia, constituie o gestiune de afaceri. (Cas. I, 385/904, B. p. 1227).

10. Spre a se face un apel valabil prin mandatar nu se cere ca mandatarul să aibă o procură legalizată ci numai o procură după care să depună copie la dosar; de unde rezultă că procura poate fi dată chiar prin telegramă sub rezerva dovedirii că semnătura este a mandantului. (Cas. I, 160 și 163 din 4 Martie 1911. Jurispr. 17/1911).

11. Contractul de mandat propriu zis, cât și mandatul sui generis, cunoscut sub numele de prête-nom și care mandat este permis nefiind interzis prin nici o dispozițiune legală afară de dol și fraudă, se dovedesc, ca orice contract consensual după dreptul comun, atât între părțile contractante, cât și față de cei de al treilea, regulele de probațiune fiind generale. (Cas. II, 18/912 Curier Jud. 37/912).

12. a). Raportul juridic ce se stabilește între un client și avocatul său, când acesta din urmă este însărcinat cu reprezentarea și susținerea intereselor clientului, nu constituie o locație de servicii, ci un adevărat mandat care se poate revoca.

b). În deosebire de locațiunea de servicii, unde locatarul de servicii, deși lucrează pe comptul patronului, însă nu lucrează în numele lui și nici nu-l reprezintă, avocatul în îndeplinirea însărcinării date din partea

clientului său, lucrează în numele și pe comptul acestuia și îl reprezintă pe acesta cât timp își păstrează mandatul.

c). Când mandatul este dat atât în interesul mandantului cât și al mandatarului, adică când acesta din urmă este un *procurator in rem suam*, mandatul nu poate fi revocat de către mandant fără consimțământul mandatarului, pe când atunci când mandatul este dat numai în interesul mandantului, mandatul poate fi oricând revocat exclusiv de mandant, fără a putea ridica vreo pretențiune mandatarul, decât numai dacă mandatul i-a fost retras în mod intempestiv și ofensător pentru dânsul. (Apel Buc. I, No. 123, 1913; Dreptul 1914, p. 29).

13. Caracterul esențial al contractului de mandat este că el poartă asupra obligației mandatarului de a îndeplini un act juridic, iar nu o simplă prestație de servicii materiale, implicând astfel reprezentarea juridică a mandantului de către mandatar cu opozabilitatea tuturor actelor făcute de acesta în limitele puterilor primite. (Trib. Teleorman s. I, 289 din 4 Nov. 1920, Curier Jud. 1/921).

14. Contractul de prête-nom e un contract deghizat sui generis în care elementul simulației poartă în prim loc asupra persoanei care contractează și numai în mod cu totul secundar asupra naturii intrinseci a actului juridic și care nu este în ultimă analiză de cât o variantă a contractului de mandat, de care nu se deosebește ele cât prin împrejurarea interpoziției de persoane care creează raporturi juridice directe între interpus și tert. (Trib. Teleorman s. I, 289 din 4 Nov. 1920, Curier Jud. 1/921).

15. Pentru ca să poată fi vorba de un contract de prête-nom se cere ca interpozițiunea de persoane să fie determinată de un interes al comitentului. Acest interes este un element esențial pentru caracterizarea juridică a convenției.

Când simulația prin interpunere de persoane, este determinată printr'un interes al prepusului mandatar, în acest caz contractul este o simulație ordinară ce ascunde o altă convenție și care nu poate constitui în nici un caz un contract de prête-nom. (Trib. Teleorman s. I, 289 din 4 Nov. 1920, Curier Jud. 1/921).

16. Ideea de mandat poate interveni în situația juridică a creditorului gajist fără ca prin aceasta să se opereze o schimbare a caracterului convenției de gaj, ori de câte ori creditorul gajist primește în gaj o creanță contra unui tert, devenită exigibilă înaintea propriei sale creanțe pe care o încasează deși nu are în principiu acest drept,

în temeiul unei clauze exprese în care se poate vedea fie conceptul unui mandat revocabil, fie al unei delegațiuni. (Trib. Teleorman s. I, 289 din 4 Nov. 1920. Curier Jud. 1/921).

17. Când pentru validitatea unui act legea cere în termeni pur și simpli semnătura unei persoane urmează a se aplica principiul general în virtutea căruia orice persoană capabilă poate semnă actele juridice cu caracter patrimonial, atât personal cât și prin mandat sau — fiind vorba de o persoană juridică — prin reprezentantul ei legal sau autorizat, care la rândul său și întru cât o dispozițiune expres contrarie nu există, poate da unei alte persoane procură sau delegație în acest scop. (Cas. III, 1384 din 14 Dec. 1921. Jur. Rom. 2-3/922. Pand. Rom. 1922, III, 139).

17 bis. Chestiunea de a se ști dacă persoana semnatară a avut sau nu mandat sau delegație din partea reprezentantului unei persoane morale de a semnă în locul său și în numele mandantului principal este o chestiune de fapt care se rezolvă în mod suveran de instanțele de fond. (Cas. III, 1384 din 14 Dec. 1921. Jur. Rom. 2-3/922. Pand. Rom. 1922, III, 139).

18. Existența unui mandat în alb (blanc seigne) poate să rezulte: 1) din declarațiile făcute la interogator de mandatar, declarații prin cari se recunoaște validitatea contractului încheiat de mandatar și a primirilor de chirie făcute de acesta; 2) din condițiile materiale în cari se prezintă contractul încheiat de mandatar și cari lasă a se vedea că semnătura mandantului a fost pusă anticipat pe o coală de hârtie albă, pe care apoi mandatarul cu propria lui scriere a completat-o stabilind clauzele și condițiile convenției împreună cu terțul cu care a tratat; 3) din faptul că mandatarul mai înainte de a încheia contractul, a înfățișat terților o coală de hârtie purtând numai semnătura în alb a mandantului. (Trib. Ilfov s. IV 189 din 12 Martie 1921. Curier Jud. 16/922).

19. Nimic nu împiedică pe un mandatar ca în exercitarea mandatului său, să se comporte față de un tert ca misit, rămânând totuși mandatar față de mandantul său și în consecință misiția primită nu poate influența asupra obligațiilor ce mandantul contractează față de terti pentru convențiile încheiate de mandatar în limitele puterilor conferite. (Trib. Dorohoi. 4 din 25 Febr. 1921. Jur. Gen. 1924, No. 541).

20. În virtutea dreptului recunoscut prin art. 27 din Constituție, se pot asocia mai multe persoane într'un anumit scop și să dea mandat uneia sau mai multora din ele, pentru a face di-

ferite acte în interesul scopului urmărit de asociațiune.

Mandatul însă conferit în astfel de condițiuni nu îndrituește pe mandatar să ceară ulterior în numele său personal îndeplinirea obligațiilor contractate de el, în numele acelora ce i-au dat mandat. (Cas. S. U. 180 din 14 Sept. 1922. Dreptul 5/923).

21. a). Dacă e adevărat că potrivit art. 36 legea nouă a avocaților, avocații pot reprezenta în justitie pe clienții lor și apăra interesele acestora, chiar pe baza unei procuri sub semnătură privată și certificată de dânsii, nu este mai puțin adevărat că legea corpului de avocați nederogând dela dispozițiile dreptului comun cu privire la condițiunile pe care trebuie să le îndeplinească un act pentru a avea caracterul unei procuri, urmează că o asemenea împuternicire pe care legea permite a o da chiar printr'o scrisoare adresată avocatului trebuie să cuprindă numele și pronumele părților, domiciliul lor, obiectul mandatului, drepturile conferite avocatului, pentru că numai în acest mod partea potrivnică poate să cunoască și ea întinderea și limitele puterii mandatului, evitându-se abuzurile ce se pot face și care o pot prejudicia.

b). Chestiunea de a se ști dacă scrisoarea dată unui avocat cuprinde sau nu aceste date singurele care pot conferi caracterul sus arătat, este o chestie de apreciere care scapă controlului Inaltei Curți de casație. (Cas. I, dec. civ. 1101 din 7 Noembrie 1923. Jur. Rom. 5/924. Pand. Rom. 1924, III, 26. Pand. Rom. 1924, III, 34. Dreptul 7/924).

22. Art. 36 din legea avocaților prevede că avocatul poate atunei când este autorizat prin o procură sub semnătură privată, certificată de el să ia orice măsuri cu caracter judiciar și procedural chiar dacă nu se specifică toate drepturile în procură, iar în privința neștiutorilor de carte acest articol dă drept avocatului să facă chiar fără procură scrisă numai actele de procedură ce le-ar fi folositoare.

Intinderea drepturilor derivând din acest mandat peste continutul său expres în cazul știutorilor de carte poate fi verificată de partea adversă și exercițiul ei controlat de mandant.

Pentru cei neștiutori de carte legiuitorul în protecțiunea acordată, restrângând dreptul avocatului fără procură de a face numai acte de procedură, a înțeles prin aceasta să facă loc unor garanții de mai mult control, în scopul ca acel ce nu se poate apăra să nu fie expus vreunei neașteptate sancțiuni juridice, a unui contract judiciar de care este cu totul strein.

Deci, pentru reprezentarea în instanță, neștiutorii de carte nu pot da

decât procuri autentice. (Trib. Botoșani Jurnalul No. 2413 din 13 Martie 1924. Jur. Gen. 1924 No. 702).

23. Mandatul fiind un contract consensual, poate fi dat prin orice formă proprie de a se manifesta consimțământul cum ar fi printr'un act autentic, printr'o scrisoare sub semnătură privată sau chiar verbal.

Deși este constant admis că mandatul poate fi dat și prin telegramă totuș dacă partea adversă contestă în instanță că originalul telegrammei ar fi semnat de către mandant, mandatarul care se prezintă cu telegrama este dator să dovedească că ea emană de la mandant, chiar dacă mandatarul ar fi avocat, de oarece el nu poate să certifice semnătura de pe o asemenea telegramă intrucât originalul ei se află la birourul telegrafic de transmitere. (Trib. Dorohoi, sent. No. 92 din 14 Febr. 1924. Jur. Gen. 1924, No. 1343).

24. Potrivit art. 36 din legea pentru organizarea corpului de avocați, procura dată în scris unui avocat chiar fiind sub semnătura privată și certificată de el, îi acordă dreptul de a îndeplini orice acte cu caracter procedural, chiar dacă nu s'ar indica în mod special un anume act, iar pentru cei neștiutori de carte, avocatul are capacitatea a face chiar și fără procură scrisă, orice act util de procedură.

Din această din urmă dispozițiune rezultă lămurit că legea nu admite puțința de a reprezenta în justiție pe baza unui mandat verbal decât persoanele analfabete și prin urmare numai față de acestea, dispozițiunile dreptului comun din art. 316 pr. c. se găsește abrogate în această privință.

În cauză constant fiind că recurentul nu eră analfabet și că nu s'a făcut dovadă că avocatul care a contrasemnat apelul avea un mandat scris la aceea dată din partea recurentului, urmează că în conformitate cu legea, Tribunalul refuză a considera contrasemnarea avocatului făcută pentru satisfacerea cerințelor din art. 40 din lege, ca o dovadă a existenței unui mandat de a face și introduce apelul în numele recurentului. (Cas. I, dec. 845 din 19 Mai 1924. Jur. Gen. 1924, No. 1456).

25. Contractul care prevede obligația pentru una din părți de a încheia tranzacțiuni de vânzări și cumpărări de cereale, în comptul celeilalte părți, întrunește caracterul unui contract de mandat, cu drepturi și obligații bine definite de la mandant la mandatar.

Prin urmare, când instanța de fond, interpretează acest contract, în sensul că el conține tranzacțiuni sau operațiuni de vindere-cumpărare, denatu-

rează convenția. (Cas. III, 1645 din 1 Oct. 1924. Jur. Rom. 19/924).

26. Dacă mandatul este dat la mai mulți, fără să fie cumulativ, fie care din mandatar este împuternicit să semneze apelul. (C. Apel Buc. s. I, 338 din 26 Noembrie 1924, Bul. C. Apel 6/925).

27. După art. 35 din legea corpului de avocați din 1923, numai avocații înserși în tablou au dreptul de a reprezenta pe altul la autorități, iar art. 45 din aceeași lege, consideră ca intermediari de procese, pe acela care fără a avea calitatea de avocat, obține procuri de reprezentare în justiție. Art. 45 nu face nici o distincție, dacă acesta obține o singură procură sau mai multe în scopul de a trage profit, plasând procesele acceptate.

Actuala lege a corpului de avocați deci a abrogat dispozițiunile art. 1532-1559 din codul civil privitoare la procuratori sau mandatar și aceasta rezultă clar și din debaterile de la Senat unde autorul legii a dat relații în sensul acestei interpretări.

Prin urmare, în specie, procuratorul neavând calitatea de avocat și nefăcând parte din corpul de avocați, el nu se poate prezenta în instanță ca procurator din partea creditorului reclamant. (Trib. R.-Sărat 801 din 30 Ian. 1925. Curier Jud. 15/1925).

28. Potrivit art. 406 C. com. comisionarul este direct obligat către persoana cu care a contractat ca și cum afacerea ar fi fost a sa proprie.

Această responsabilitate a comisionarului încetează însă din momentul ce dânsul contractează nu în numele său personal ca comisionar, ci în calitate de mandatar, făcând cunoscut numele mandantului pe socoteala căruia a lucrat.

Prin urmare, în specie intinutul care este comisionar al Societății „Manufactura Tossy“ făcând cunoscut recurentului în nota de comandă că, mărfurile le vinde fără angajament și numai în așteptarea confirmării de către Societate, mandatarul sa, urmează că cu această ocaziune dânsul a lucrat ca mandatar pe seama acelei case, iar nici decum în calitate de comisionar pur și simplu al ei și de aceea bine a fost apărut de instanța de fond de orice responsabilitate personal. (Cas. III Dec. 379 din 23 Febr. 1915. Jur. Gen. 1925 No. 1609).

29. A se vedea: art. 368, nota 2; art. 401, nota 20; art. 1108 notele 3, 4; art. 1182 notele 33, 36; art. 1252, nota 4; art. 1470, nota 2; art. 1491 nota 6; art. 1534 cu notele respective; art. 1537, notele 9, 12; art. 1546 nota 31.

Art. 1533. — Mandatul poate fi expres sau tacit.

Și primirea mandatului poate să fie tacită și să rezulte din executarea lui din partea mandatarului. (Civ. 944, 987 urm., 991, 1190, 1191 urm., 1197, 1203, 1206, 1532, 1539, 1540; C. com. 374, 384, 402; Civ. Fr. 1985; Civ. Ital. 1738).

Text. fr. Art. 1985. — Le mandat peut être donné ou par acte public ou par écrit sous seing privé, même par lettre. Il peut aussi être donné verbalement; mais la preuve testimoniale n'en est reçue que conformément au titre des Contrats ou des Obligations conventionnelles en général.

L'acceptation du mandat peut n'être que tacite, et résulter de l'exécution qui lui a été donnée par le mandataire.

Text. Ital. Art. 1738. — Il mandato può essere espresso o tacito.

Anche l'accettazione può essere tacita, e risultare dall'esecuzione che vi ha dato il mandatario.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 636, 638; VI, p. 399, 411;
 BAUDRY ET WAHL, *Des Contrats aléatoires, mandat, etc.*, 466 urm., 469, 471, 472, 476, 477, 480, 481 urm., 490, 497, 509 urm.;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 465, 475;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 66; II, p. 273, 704, 708; ed. 1-a, III, p. 898;
 DALLOZ, *Rép. Mandat*, 144 urm.; *Suppl. Mandat*, 56 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 349 bis, III;
 DEMOGUE I, *Sources des Obligations*, I, p. 299; II, p. 216, 218;
 DEMOLOMBE, XIV, 356; XV, 14;
 GUILLOUARD, *Tr. du Prêt, etc.*, 10, 36, 38, 39, 40, 41, 44 urm., 66;
 LAURENT, XXVII, 378 urm., 446, 447, 453;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 426 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2241, 2243;
 PONT, *Pet. contr.*, I, 845, 863, 867, 876;
 TROPLONG, *Tr. du Prêt, etc.*, 114 urm.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IX, p. 550, 559 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 227 n. 3; IV, part. II, ed. 2-a, p. 349, 354; V, p. 42, 43, 318; VI, p. 458 t. și n. 3; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 623 n. 2); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 84, 420 nota 6; *Observație sub. Cas. III, 164 din 18 Sept. 1906, Dreptul 80/1906; Observație sub. Cas. III, 25 din 2 Febr. 1909, Dreptul 24/1909; Observație sub. C. Apel Buc. s. I. 32 din 8 Mai 1901, Curier Jud. 62/903; Observație sub. Judec. ocol. I Urban Ploești, 527 din 16 Mai 1916, Tribuna Juridică 12-13/1920; Observație sub. Trib. Civil Anvers (Belgia), 22 Mai 1921, Tribuna Juridică 24-27/1922; Notă sub. Tribun. Reims (Marne), 9 Sept. 1921, Jurispr. Gen. 17/1924, No. 995;*
- CERBAN AL., *Notă sub. Trib. Olt, 224 din 13 Iulie 1923, Curier Jud. 10/1924;*
- CODREANU S. ION (ISCOD), *Observație sub. Cas. Fr. 1 Iulie 908, Curier Jud. 26/909; Observație sub. Cas. III, 248 din 8 Iunie 1911, Curier Jud. 53/911;*
- DEGREA AL. (ALEXANDER), *Notă sub. Cas. I, 36 din 28 Ian. 1900, Dreptul 19/1900 și Scrieri Juridice, vol. I, p. 491 urm.;*
- GEORGEAN N., *Notă sub. Trib. Dorohoi 92 din 14 Febr. 1924, Jurispr. Gen. 23/1924, No. 1343;*
- MILESCU D. G., *Notă sub. Trib. Dolj s. III, 60 din 21 Mart. 1911, Pagini Juridice 87/1912;*
- NACU, III, p. 412;
- PERIȚEANU GR. I. (IPER), *Notă sub. Trib. Ilfov s. IV, 189 din 12 Mart. 1921, Curier Jud. 16/922;*
- PLASTARA GEORGE, „*Teoria jurisprudențială a probei mandatului*”. *Curier Jud. 75/913;*
- RĂDULESCU SILIU, *Observație sub. C. Apel Rouen, 20 Dec. 913, Dreptul 65/914;*
- SESCIOREANU G., *Observație sub. C. Apel Liège, 16 Febr. 1923, Pand. Rom. 1924-III-46;*
- STOENESCU D. DEM., *Notă sub. Judec. I Craiova, 1784 din 27 Sept. 906, Curier Jud. 78/1906;*
- VERMEULEN H. JEAN, „*Puterea probatorie a scrisorilor misive în civil*”. *Curier Jud. 37/924.*

INDEX ALFABETIC

Acceptare 25, 26, 32, 33.	Apel 1, 2, 4, 5, 7, 9, 11,	Autentic mandat 3, 8, 29.	Concordat 33.
Acțiune 1, 3, 6, 9, 10, 16,	12, 16, 17, 18, 19.	Autenticarea actelor, lege 16.	Curte de Casație, lege 6.
29.	Apreciere suverană 20, 26,	Cambie 37.	Dată certă 10.
Advocat 2, 4, 5, 9, 11, 18.	32, 33, 34, 36, 40.	Carte, neștiutor 10, 12.	Dovadă, a se vedea „Probe”.
		Citație 29, 35.	Drepturi câștigate 2, 5.

Exces de putere 3.	Nulitate 6, 11, 19.
Execuțarea mandatului 23.	Opoziție 5, 10.
Faliment 33.	Partaj 36.
Femea măritată 40, 41, 42.	Petiție 6, 10, 19.
Forță majoră 12, 17.	Plată 22.
Gestiune de afaceri 17, 43.	Prepus 32.
Început de dovadă scrisă 21, 24.	Preț 22.
Înginer 22.	Prezumțiuni 15, 20, 22, 24, 25, 30, 33.
Intentare de acțiune, a se vedea „Acțiune”.	Probe, a se vedea „Mărturi”, „Prezumțiuni” și 15, 20-25, 27, 28, 30, 31, 37, 38, 39.
Interogator 32.	Proces, a se vedea „Acțiune”.
Ipotecă 3.	Procură, a se vedea „Mandat”.
Judecătorii de ocoale 16.	Punere de deget 10.
Legalizat mandat 3, 5, 8, 16.	Ratificare 1, 2, 4, 5, 6, 7, 9, 12, 17, 18, 19, 41.
Licitatie 8.	Recurs 6.
Locație 40.	Retroactivitate 2, 5.
Mandat 1-43.	Semnătură 6, 10, 11, 12, 13, 17, 19.
Mandat autentic 3, 8, 29.	Suverană apreciere 20, 26, 32, 33, 34, 36, 40.
Mandat cu plată 22.	Termin 29, 35.
Mandat legalizat 3, 5, 8, 16.	Terțe persoane 33.
Mandat tacit 1, 7, 14, 15, 20, 22-34, 36-43.	Urmărire 8, 14.
Mandat verbal 17, 21.	Vânzare publică 8, 14.
Mărturi 13, 21, 22, 24, 25, 28, 29, 30, 31, 32, 38.	
Mărturisire 32.	
Notificare 1.	

Jurisprudență.

1. Persoana care face apel în numele alteia ca să aibă o procură specială din parte-i, mandatul tacit în interjecția apelului ne fiind admisibil, afară numai dacă partea n'a notificat înăuntrul termenului apelului, apelul făcut de o persoană autorizată tacit, și aceasta pentru că altfel s'ar eluda dispozițiunile legii în privința duratei termenului apelului. Și în privința a tot ce concerne intentarea de acțiuni și continuarea lor, regulile de procedură urmează a fi strict observate ca atâtea stavili puse la judecăți, care nu trebuie să aibă loc de cât matur chibzuite; or, interjecția unui apel aducând, străgăniri și cheltueli părții adverse, nu trebuie ca apelantul să-l poată ratifica după bunul plac și ori când fără nici o imputare din parte-i, și tocmai de aceea s'a admis ca ratificarea să se facă înăuntrul termenului apelului. (Apel. Buc. II, 265. Nov. 1/79, Dr. 2/80).

2. Ratificațiunea unui apel trebuie să fie dată înăuntrul termenului de apel, căci o ratificațiune peste acest termen echivalează unui apel tardiv, și ratificațiunea are efect retroactiv numai între o parte și avocatul său, nepunând vătămă dreptul câștigat al celui de al treilea. (Cas. I, 420/Nov. 29/72, B. p. 334).

3. Ori de câte ori legiitorul a avut intenția a cere procură autentică a arătat aceasta anume în lege, cum este de exemplu art. 1781, relativ la modul înscrierii unei ipoteci. Deci este valabilă procura legalizată de un comisar de poliție, când este vorba de a prezenta pe cine-va în justiție într'o chestiune pentru care legea nu cere expres procură autentică, și instanța

care o respinge comite un exces de putere. (Cas. II, 137/Nov. 3/82, B. p. 1091).

4. Deși avocatul n'a avut procură de a face apel, totuși din faptul că apelantul a doua zi s'a prezentat la porțării și a plătit taxele pentru citațiuni, rezultă că el a ratificat apelul făcut, și această ratificare, făcută înăuntrul termenului de apel, echivalează cu un mandat expres dat în acest scop. (Apel Iași, II, 1631, Dec. 17/81. Dr. 12/82).

5. Un terțiu nu poate să facă opozițiune fără mandat din partea celui condamnat în lipsă. Și opozițiunea făcută de o persoană fără putere, nu poate să fie ratificată după expirarea termenului de opozițiune, căci se admite în general, ca un principiu constant, că ratificarea nu poate să atingă drepturile câștigate în interval de alte persoane, al căreia drept de a opune neadmisibilitatea opozițiunii nu se poate micșora prin o ratificare tardivă. Restricțiunea ce se caută a se deduce din art. 94 pr. civ., nu e întemeiată pe nimic; scopul acestei legi, care hotărăște că părțile se vor infățișa sau înșile sau prin avocați declarați la audiență, ori având procură legalizată, este de a înlătura deficițările ce ar putea să aducă cu sine o procură nelegalizată, și acest scop nu s'ar putea atinge complet dacă cerința unui mandat legalizat nu s'ar întinde și la facerea de opozițiune sau apel; acest scop general ce-l urmărește legiitorul, în materie de mandat *ad litem*, pune în evidență adevărul că art. 94 citat cuprinde nu o normă restrânsă la cazul infățișării sau al pledării, ci o aplicare specială a unei reguli generale în materie de mandat *ad litem*. (Cas. I, 289/Sept. 17/84, B. p. 684).

6. În ce privește formele relative la modul cum are a se face recursul în casatie, are a se observa principiile relative la petițiuni, după care principii, arătate anume în art. 69 pr. civ., petițiunea trebuie să cuprindă, între enunțaiuni, și aceea a numelui și pronumelui reclamantului, formalitate prescrisă sub pedeapsă de nulitate a petițiunii; și chiar din cuprinderea art. 41 legea organică a curții de casatie, care cere ca declarația de recurs să fie făcută în scris, reese că în ce privește recursurile în casatie, trebuie scrise și subscrise de recurent, singurul mijloc din care se poate constata persoana care a făcut recurs; și iscălitura petițiunii de recurs, fiind o formalitate substanțială, căci prin ea se arată persoana care a făcut recurs, spre a i se putea da curs, omisiunea ei atrage nulitatea recursului, afară de cazul când recurentul înăuntrul termenului de recurs ar veni să iscălească sau ar face o declarațiune că acel recurs, care a omis a-l iscăli, este al său și că și-l în-

suşeşte. (Cas. I, 114/Mart. 19/84, B. p. 253).

7. Chiar de s'ar admite că facerea apelului e un act de conservatiune şi e suficient ca persoana care a făcut apelul să aibă un mandat tacit ca el să fie valabil, pentru ca aceasta să fie exact, urmează ca apelul săvârşit în asemenea condiţiuni, să fi fost ratificat în termenul util, termenul de apel. (Cas. I, 301/Sept. 21/85, B. p. 657).

8. Legea nu cere în materie de vânzare publică, precum cere în materie de judecată pentru ca părţile să fie considerate ca bine reprezentate, o procură autentică; o procură legalizată fiind suficientă pentru ca cineva să se prezinte cu ocaziunea unei vânzări în numele fie al creditorului, urmăritor, fie al debitorului urmăritor, fie al ori cărei persoane ce are un interes la vânzarea ce se face, nu este nici un motiv legal a se cere o procură autentică pentru ca cineva să poată fi admis a concura în numele şi pe computul altei persoane. (Cas. II, 69/Iun. 17/86, B. p. 558).

9. Mandatul de a se prezintă în instanţă, e un mandat deosebit de acela care trebuie să-l aibă o persoană ca să facă apel. Astfel, dacă apelul a fost făcut de avocat, fără procură şi ratificarea s'a urmat după expirarea termenului de apel, tribunalul declarând valabil apelul, nesocoteşte principiul că dreptul de apel nu-l poate avea de cât însăşi partea, sau un anume împuternicit. (Cas. I, 188/Iun. 4/86, B. p. 481).

10. Codul de procedură civilă nu regulează formele sub cari trebuie făcută petiţiunea de opoziţiune în contra unei sentinţe judecătoreşti, şi dacă în această privinţă ne raportăm la formele prescise pentru petiţiunea introductivă de instanţă (art. 68 şi urm. pr. civ.), vedem că nu se cere, ca condiţiune esenţială a validităţii sale, ca petiţiunea prin care se intentă o acţiune să fie subscrisă de reclamantul care ştie să scrie cu propria lui mână. Prin urmare, o petiţiune prin care o persoană face opoziţiune în contra unei sentinţe judecătoreşti, este valabilă deşi oponentul, care ştie să scrie, n'a subscris-o cu propria lui mână. Dacă subscrierea în petiţiune cu propria mână a oponentului care ştie să scrie s'ar cere ca probă că dânsul a făcut opoziţiunea în termen, şi dacă de câte ori oponentul care ştie să scrie este subscris în petiţiune de o altă persoană, ar trebui să se considere această opoziţiune ca făcută de un mandatar, pentru validitatea căreia ar trebui să existe un mandat cu dată certă, apoi, în această teorie, se ajunge inevitabil la principiul că persoanele cari nu ştiu să scrie nu pot să intenteze acţiuni sau să facă opoziţiuni de cât

prin petiţiuni autentificate de un tribunal competente, şi că acţiunile, opoziţiunile, apelurile, cererile de recurs şi revisuire făcute de persoane cari nu ştiu să scrie, prin petiţiuni în cari sunt iscălite prin punere de deget, ar trebui declarate inadmisibile de către instanţele judecătoreşti, pe când din contra asemenea cereri făcute instanţelor judecătoreşti prin petiţiuni iscălite prin punere de deget, sunt considerate ca valabile. (Apel Buc. III, 236/Nov. 4/86, Dr. 36/87).

11. După lege, ori ce declaraţiune de apel în contra unei sentinţe corecţionale urmează a fi subscrisă de către partea care a făcut apel în contră-i sau de un anume împuternicit pentru aceasta. Este dar nul apelul făcut de către avocatul inculpaţilor care ştiu carte, dacă nu a avut un mandat special pentru a face declaraţiunea de apel. (Apel Buc. III, Dos. 76/87).

12. Apelul, ca orice act sub semnătură privată, trebuie, pentru a putea fi valabil, să fie semnat de însăşi persoana nemulţumită pe sentinţa atacată cu apel sau de un mandatar al său având o procură pentru aceasta. Singura derogatiune ce prin forţa lucrurilor trebuie a se aduce la obligaţiunea ca însăşi partea să semneze actul de apel, este în favoarea celor ce nu ştiu semna sau când o cauză de forţă majoră a împiedicat pe parte a putea însăşi semna petiţiunea de apel. Şi art. 318 şi 320 pr. civ., fixând un termen în intrul căruia numai partea nemulţumită pe sentinţa tribunalului poate face apel, urmează neapărat că şi procura dată unui mandatar precum şi ratificarea părţii a unui apel neregulat făcut trebuie să fie dată în intrul termenului prevăzut pentru apel. Ast-fel fiind, când curtea de apel admite un apel de şi nu semnat de parte chiar şi se intenciază pe declaraţiunea făcută de apelant, de şi ea e făcută în urma expirării termenului de apel, violează sus citatele articole de procedură. (Cas. I, 377/Dec. 18/87, B. p. 992).

13. Dacă partea cere să se cheme ca martor chiar persoana care a subscris-o în apelul făcut, pentru a dovedi că ea i-a dat ordin de a-i iscăli numele, fiind în neputinţă de a face această operaţiune, în specie nu poate fi vorba de dovedirea unui contract de mandat, de oarece nu rezultă pentru persoana care a subscris pe apelant nici drepturi nici îndatoriri; ceea ce voeste numitul să dovedească cu martori, e faptul material al subscrierii, pentru care legea permite dovada cu martori. (Cas. I, 93/Mart. 8/87, B. p. 183).

14. De şi legiuitorul, prin art. 1532 şi 1533, vorbeşte şi de mandatele tacite, dar aceste mandate nu pot fi primite de cât în casuri de materie ordinară, iar nu şi

la vânzările silite, unde importanța și gravitatea lor în fața ordinii publice și a creditului general, mandatul trebuie să fie expres, neîndoicnic, îngrădit cu toate formele cerute de lege pentru asemenea autorizațiuni, ca să nu se fraudeze cei interesați și să nu se zădărnicească îndeplinirea atâtor grele și costisitoare formalități. (Cas. II, 153/Nov. 15/89, B. p. 975).

15. Legiuitorul român, admitând un sistem mai larg de cât legiuitorul francez, prin art. 1533 dispune, în mod clar și explicit, că mandatul poate fi expres și tacit, dispozițiune care diferă de legea franceză, care nu prevede de cât mandatul expres. O dată admis mandatul tacit în legislațiunea noastră, nu rămâne îndoială că probatiunea unui asemenea mandat se face în orice mod fie prin acte, prin fapte sau prezumpțiuni concludente în cauză și care-l indică în mod neîndoios. Și e neexact a se sustine că dovada unui asemenea mandat, care ar trece peste 150 lei, trebuie să se facă în scris, căci din momentul ce s'ar cere un înscris, nu ar mai putea fi vorba de un mandat tacit, ci de un mandat expres adică în mod explicit în înscrisul ce s'ar cere. (Apel. Buc. II, 20/Ian. 24/91, Dr. 18/91).

16. Dreptul de a reprezenta și a stă în justiție pentru cineva cuprinde atât dreptul de a pleda, cât și acela de a face toate actele de procedură pentru a aduce procesul în justiție și a-l pune în stare de a fi judecat; și de nicăeri nu rezultă că legiuitorul, prin art. 3, alin. D, din legea autentificării actelor a voit să facă distincțiunea că judecătorii de ocol au dreptul de a legaliza procuri, pentru a reprezenta și sta în judecată, iar nu și de a face apel, dând un înțeles așa de restrâns expresiunii „a reprezenta în justiție”. (Cas. I, 283/Iun. 19/91, B. p. 739).

17. În principiu apelul pentru a fi valabil, trebuie să fie semnat de partea nemulțumită pe sentința atacată cu apel, sau de un mandatar al său, având mandat special în această privință. Prin forța lucrurilor însă, în cazul când există o cauză de forță majoră, trebuie a se aduce o derogatiune la obligațiunea ca însăși partea să semneze actul de apel. Deci, nu e valabil apelul făcut de altă persoană, când partea știa semna și nu alegă nici o cauză de forță majoră, care l-ar fi împiedicat de a semna apelul; și e neîntemeiată pretențiunea apelantului că persoana ce a făcut apelul, i-a semnat numele în virtutea mandatului verbal ce-i dăduse și în ori ce caz, făcându-i o gestiune de afaceri, de oarece în primul caz, pentru ca apelul să poată fi opozabil adversarului, trebuie în timp util să intervină o ratificațiune și de oarece în secundul caz, față cu dispo-

zițiunile art. 987, care presupune necunoștința apelantului, nu poate fi vorba de o gestiune de afaceri, când apelantul mărturisește că el a pus pe acea persoană de a făcut apelul. (Apel Buc. III, 33/Febr. 24/93, Dr. 19/93).

18. Dacă curtea de apel, respingând cererea făcută de avocatul apelantului de a se amâna procesul pentru ca mandantul său să se poată prezenta în persoană înaintea curții de apel, spre a ratifica apelul făcut de avocatul său își motivează deciziunea pe considerentul că ratificarea trebuie făcută înăuntrul termenului de apel, termen expirat în momentul când se cere amânarea, prin aceasta motivează în destul pentru ce respinge cererea de amânare. (Cas. I, 291/Oct. 16/93, B. p. 735).

19. Petițiunea de apel, ca și orice alt act, spre a putea fi valabilă, cată să emane de la însăși persoana care voeste a uza de acest drept, sau de la un împuternicit al său special; de unde urmează că semnătura ei constituie o formalitate substanțială a actului, a cărei lipsă atrage nulitatea lui; și dacă este adevărat că această nulitate poate fi acoperită prin ratificare, o atare ratificare însă nu poate fi valabilă decât dacă ea a fost făcută în mod expres și în lăuntru termenului în care se putea interjecta apelul. (Cas. II, 111/Apr. 17/93, B. p. 417).

20. Proba mandatului tacit poate să rezulte din diferite acte, fapte sau prezumpțiuni care să-l indice în mod neechivoc și pe care instanțele de fond au să le aprecieze. (Cas. I, 291/96 B. p. 1212).

21. Proba testimonială nu este admisibilă pentru dovedirea unui mandat verbal expres, fără un început de dovadă scrisă, când valoarea este mai mare de 150 lei. (Cas. I, 11/97 B. p. 20).

22. Mandatul tacit se poate dovedi cu martori și prezumpții și când este vorba de un lucru de o valoare mai mare de 150 lei, dacă existența lui poate rezulta din fapte și împrejurări care să o învedereze. Mandatul e după natura lucrurilor chiar, cu plată, afară de o anumite convențiune contrarie, iar plata este presupusă tacit stipulată și promisă în însărcinările relative la lucrări ce intră în profesiunea aceluia ce le-a făcut, când de exemplu un inginer, ca mandatar, face lucrări de specialitatea sa. (Cas. I, 36/900 B. p. 36).

23. După art. 1533 din codul civil mandatul putând fi expres sau tacit, existența acestui din urmă se poate dovedi prin orice acte de executare voluntară. (Cas. I, 263/901, B. p. 957).

24. Mandatul poate fi dat în mod tacit, și dovada existenței unui asemenea mandat poate fi făcută prin martori și prezumpțiuni, chiar în cazul când obi-

ectul depășește suma de 150 lei și început de dovadă scrisă nu există. (Cas. III, 18 Sept. 1906, B. p. 1478).

25. Potrivit art. 1533 codul civil, mandatul putând fi și tacit, fără nici o restricțiune, proba existenței acestui mandat, atât în ce privește conferirea cât și acceptarea lui, poate să se facă prin martori și presumpțiuni, chiar când suma trece peste 150 lei, căci nu s'ar mai înțelege ce ar însemna un mandat tacit, dacă pentru constatarea lui s'ar cere o probă scrisă. (Apel, Craiova, I, Dr. 32/908 p. 259).

26. După art. 1533 din codul civil, mandatul poate fi nu numai expres, dar și tacit, atât în privința acceptării cât și a conferirii lui. Mandatul tacit poate să rezulte din fapte sau acte cari îl dovedesc într'un mod neîndoelnic.

Aprecierea întinderii unui atare mandat este o chestiune de fapt, lăsată la suverana apreciere a instanțelor de fond. (Cas. III, 2 Febr. 1909, B. p. 203).

27. În principiu mandatul poate fi dat sub orice formă chiar tacită, partea care îl învoacă fiind obligată numai să dovedească existența mandatului prin mijloacele permise de lege, principiu dela care nu se poate deroga, decât numai în cazurile anume prevăzute de lege. (Cas. I, 160 și 163 din 4 Martie 1911 B. p. 289, Jurisprudența 17/1911).

28. Este în afară de orice îndoială că, legiuitorul nostru, spre a evita controversa din dreptul francez a prevăzut categoric prin art. 1533 din codul civil că mandatul poate fi și tacit.

Prin urmare, din chiar faptul că legiuitorul a admis existența mandatului tacit, rezultă că a înțeles să permită ca dovada unui asemenea mandat să se poată face prin martori chiar pentru o sumă mai mare de 150 lei, de oarece, dacă s'ar admite că dovada nu se poate face de cât printr'un act scris, atunci nu se poate înțelege pentru ce legiuitorul a admis și mandatul tacit pe lângă acel expres. (Cas. I, 827 din 28 Noiembrie 1911, B. p. 1407, Curier Jud. 18/1912).

29. Mandatul pentru a scoate citațiuni și a cere fixare de termen trebuie să fie autentic. Deci un mandat tacit nu poate avea această putere.

Dreptul civil român recunoaște existența mandatului tacit. Totuși pe baza unui mandat tacit, cineva nu poate scoate citații nici a primi termene în cunoștință căci aceste sunt acte ce depășesc o simplă administrație, fiind acte grave și de natură intimă fiecărei persoane. De aceea mandatul în aceste cazuri trebuie să fie expres și constatat printr'un act scris.

Prin urmare proba testimonială este inadmisibilă spre a stabili că cineva a avut un mandat tacit pe baza căruia

s'au scos citații. (Trib. Dorohoi 442/911 Curier Jud. 15/1912).

30. Din moment ce legiuitorul a admis prin art. 1533 cod civil că mandatul poate fi și tacit, existența acestui mandat poate să fie dovedită prin martori și presumpțiuni, chiar dacă valoarea lui trece peste suma de 150 lei. (Apel. Buc. I, Dr. 54/912 p. 426).

31. Din moment ce legiuitorul, român a admis în art. 1533 din codul civil alături, dar distinct de mandatul expres, și pe cel tacit, rezultă că dovada mandatului tacit se poate face prin toate mijloacele de probațiune și în special prin martori, întrucât mandatul supus unei probe scrise nu mai poate fi tacit, ci expres.

Prin urmare, regulile de probațiune stabilite de art. 1191 din codul civil și următorii, pentru dovedirea contractelor și obligațiilor în genere nu sunt aplicabile mandatului tacit. (Cas. I, 446 din 29 Mai 1912, B. p. 938 și Curier Jud. 56/912. În același sens: Cas. II, 121 din 7 Mai 1912, Curier Jud. 44/913; Trib. com. Ilfov, 7358/912. Curier Jud. 68/912).

32. După art. 394 c. com. și art. 1533 c. civ., mandatul putând fi expres sau tacit, atât pentru conferirea lui cât și pentru acceptarea lui, el poate să rezulte din acte sau fapte care îl indică în mod neîndoios.

Prin urmare, dacă instanța de fond se întemeiază pe interogatoriul părților pe scrisorile dintre ele și pe prestări de martori și stabilește în fapt și deci în mod suveran că o persoană eră prepusul și omul de afaceri al altei persoane spre a-l reprezenta și încheia pentru și în numele lui cumpărături de cereale, prin aceasta instanța de fond nu violează art. 396 și 405 c. com. (Cas. III, 485 din 10 Dec. 1913, B. p. 2382 Jur. Rom. 1914, p. 171).

33. După art. 1533 c. civ., mandatul putând fi și tacit și deci rezultând din diferite împrejurări de fapt lăsate la suverana apreciere a instanței de fond, stabilirea unui asemenea mandat, întru cât este suficient motivată, scapă controlului Înaltei Curți de Casație, iar instanța de fond stabilind astfel valabilitatea mandatelor în virtutea cărora anumite persoane au luat parte la deliberările concordatului nu a violat nici un text de lege și nu a comis un exces de putere. ((Cas. III, dec. No. 262 din 19 Sept. 1914, Jurisprudența Rom. 1914, p. 502).

34. Mandatul sau procurațiunea putând rezultă — cu excepțiunea cazurilor în care legea cere anume procuri autentice — chiar și din consimțământul tacit al părților, potrivit art. 1533 c. civ., rezultă de aci că chestiunea de a se ști dacă mandatul a avut sau nu imputernicire de a lucra în numele persoanei pe care o reprezintă, e o ches-

țiune de fapt, care fiind suficient motivată de instanța de fond, scapă de controlul Curții de Casație. (Cas. III, No. 42, 1915; Jurisprudența Rom. 1915, p. 150).

35. Când prin procură s'a dat procuratorului dreptul de a primi citațiuni, implicit i s'a conferit și dreptul de a lua cunoștință de termen, căci scopul pe care a voit legiuitorul să-l atingă când a cerut ca partea să fie citată în instanță este tocmai ca ea să fie încunoștințată de ziua care s'a fixat pentru judecarea pricinii sale. (Apel Constanța, 1915; „Dreptul” 1915; p. 430).

36. Într-o acțiune prin care moștenitorii de sânge ai soțului cer ca soția defunctului să fie obligată a aduce la masa succesorală o sumă de bani, consemnată la Casa de depuneri și pe care soția a ridicat-o după moartea soțului său, instanța de fond este în drept să examineze termenii în care s'au făcut diferitele declarațiuni de depunere și, constatând că acele depuneri au fost făcute de soț pe contul și la dispoziția soției sale, să deducă că soțul eră un mandatar al soției sale, pentru a depune, schimba și ridica efectele ce aparțineau acesteia.

O asemenea interpretare a declarațiunilor de depunere, spre a stabili existența unui mandat tacit, nu poate fi supusă controlului Inaltei Curți de casație, dacă prin acea interpretare nu s'a denaturat voința părților. (Cas. s I, 543/915; Curier Jud. 20/916).

37. Mandatul nefăcând parte integrantă din cambie și el putând fi expres sau tacit, în ipoteza semnării cambiei printr'un mandatar, dovada mandatului urmează a se face după regulele dreptului comun. (C. Apel Buc. s. IV, 59 din 5 Oct. 921. Dreptul 41/921).

38. Mandatul tacit prevăzut de art. 1533 C. civ. fără nici o distincție, atât în privința acceptării cât și în privința conferirii lui poate fi probat de către terți prin orice dovezi, admise de lege, chiar prin martori și prezumțiuni, de oarece ei sunt în imposibilitate de a și procura act scris. (Trib. Dorohoi 4 din 25 Febr. 1921. Jur. Gen. 1924 No. 541).

39. Pentru a exista mandatul tacit, nu se cere un act scris; el poate rezulta și din diferitele împrejurări ale cauzei; a pretinde un act scris este a nu recunoaște existența lui prevăzută de art. 1533 din Codul civil. (Trib. Prahova s. I, 598 din 15 Nov. 1922. Curier Jud. 33 1923).

40. Este de principiu ca femeia măritată, neseparată de bunuri, nu are dreptul de a închiria un apartament pentru locuința comună; dar bărbatul poate să-i dea mandat, fie expres, fie tacit, de a închiria un imobil în acest scop; în caz de lipsă a bărbatului de la domiciliu, femeia este chiar presupusă a avea pentru aceasta un mandat tacit dela dânsul.

Prin urmare, în speță, din moment ce instanța de fond arată că soția, închiriind în lipsa soțului său, un imobil pentru locuința comună, a lucrat în numele acestuia în baza mandatului tacit dat, și că astfel ea nu se poate prevala de titlul de chirie, n'a violat legea și n'a comis exces de putere. (Cas. II, dec. civ. No. 2598 din 24 Dec. 1923. Jur. Gen. 1924 No. 521).

41. Mandatul poate fi expres sau tacit. Mandatul este tacit când rezultă din fapte, acte și prezumțiuni preexistente și concomitente actului cum este în specie că soțul a avut cunoștință de actul făcut și nu a ridicat nici o obiecțiune timp de cinci ani, deci în mod implicit l-a ratificat. (Trib. Olt. 224 din 13 Iulie 1923. Curier Jud. 10/924, Dreptul 23/924).

42. Bărbatul este dator să plătească furniturile cumpărate de soție pe datorie de la un comerciant în proporția necesităților casnice, avându-se în vedere condiția socială a soților cum și buna credință a comerciantului.

Obligația aceasta naște din împrejurarea că femeia măritată este presupusă că are un mandat tacit din partea bărbatului său pentru a cumpăra cele necesare pentru copiii săi și susținerea menajului. (Trib. Buzău s. II 39 din 12 Dec. 1923, Dreptul 14/924).

43. După codul nostru civil, care urmând părerea lui Marcadé, a modificat art. 1372 din Codul civil francez, pentru ca să existe gestiune de afaceri, trebuie să fi avut loc fără cunoștința proprietarului. (Art. 987 C. civ. român).

În consecință quasi-contractul gestiunei de afaceri, nu există acolo unde e o convențiune un consimțământ al proprietarului al celeilalte părți, căci dacă proprietarul cunoaște gestiunea, există mandat tacit. (C. Apel Constanța, 576 din 16 Octombrie 1924, Justiția Dobrogei 9-10/924).

44. A se vedea: art. 196 nota 15; art. 199, Index alfabetic și notele respective; art. 390 nota 8; art. 1171, Index alfabetic „Mandat”, „Procură” și notele respective.

Art. 1534. — Mandatul este fără plată când nu s'a stipulat contrariul. (Civ. 1412, 1540; C. com. 374; L. Timbr. 42 § 3; Civ. Fr. 1986).

Text. fr. Art. 1986. — Le mandat est gratuit, s'il n'y a convention contraire.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 323, 635, 649;
 BAUDRY ET WAHL, *Des Contrats aléatoires, mandat, etc.*, 727-731, 737, 738, 742, 743, 745, 750, 753;
 CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 201;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 705; ed. 1-a, III, p. 897;
 DALLOZ, *Rép. Mandat*, 66 urm., 269; *Suppl. Mandat*, 38 urm.;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 282, 292;
 GARSONNET, I, p. 411, 412, § 103, n° 30, 31;
 GUILLOUARD, *Tr. du Prêt, etc.*, 11-13, 146, 163, 164, 166, 168;
 LAURENT, XXIV, 60; XXVII, 311; XXVIII, 27;
 LYON-CAEN ET RENAULT, *Tr. de dr. comm.*, II, 412;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 431 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2233;
 PONT, *Pet. contr.*, I, 885, 1106, 1109;
 TROPLONG, *Tr. du Prêt, etc.*, 229, 632, 641 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 549, 558, 559; (III, part. II, ed. 2-a, p. 438; IV, part. I, ed. 2-a, p. 227 n. 3; IV, part. II, ed. 2-a, p. 352; V, p. 350); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 185; *Observație*, sub. C. Apel Gand, 17 Ian. 1907. Dreptul 29/1909;
 DEGREA AL. (ALEXANDER), *Notă sub. Cas. I*, 36 din 28 Ian. 1900. Dreptul 19/1900;
 NACU, III, p. 407 urm.

Jurisprudență.

1. În principiu, mandatul este gratuit, conform art. 1534. Gratuitatea este de natura contractului de mandat, astfel că o remunerare nu poate fi cerută de către mandatar de cât dacă anume s'ar fi stipulat. Nu tot aceasta se poate zice când e vorba de un mandat conferit unei persoane a cărei profesiune e de a face acte de acelea ce au format obiectul mandatului, cum ar fi cazul când un avocat s'ar însărcina a pleda vreun proces sau a face acte relative la profesiunea sa. În asemenea caz se poate zice că plata unui onorariu, e tacit stipulată de către părțile contractante, căci nu e de admis că cine-va ar fi putut să însărcineze pe un avocat de profesiune și că acesta ar fi primit a pleda fără a presupune că voința părților contractante, a mandantului și a mandatarului, a fost de a da și de a primi un remunerariu. Prin urmare, nu se poate susține că mandatul conferit unei persoane care face profesiune din îndeplinirea aceluia fel de mandat, ar fi gratuit, de cât numai dacă gratuitatea ar fi fost stipulată într'un mod expres. (Cas. I, 296/Oct. 11/93, B. p. 257; Cas. I, 10/Ian. 12/77, B. p. 12; Cas. I, 25/Febr. 3/76, B. p. 18; Trib. Braïla Martie 28/83, Dr. 46/83).

2. Gratuitatea este de natura iar nu de esența mandatului; și stipulațiunea de onorariu este sub-inteleasă în cazul când se dă mandat unei persoane în cercul și limitele profesiunii sale. Prin urmare chiar dacă părțile

nu au fixat cuantumul onorariului, instanțele de fond sunt în drept să-l determine, având în vedere atât natura serviciilor prestate cât și pozițiunea părților contractante. (Cas. I, 110/11/Mart. 1890 B. p. 295; Cas. I, 441/Dec. 20/78, B. p. 415).

3. Mandatarul are acțiunea de mandat pentru plata onorariului în contra-mandantului, dacă el, executând mandatul, a isbutit să întocmească actul dorit de mandant și de care acesta se folosește; împrejurarea că actul a fost întocmit abia după trecerea termenului stipulat, este absolut nerelevantă atunci când mandantul își însușește printr'o execuțiune voluntară actul târziu și peste termen făcut, nu reclamă daune-interese rezultând din ne-executarea la timp a mandatului (art. 1539), și renunță ast-fel implicit la termenul stipulat. Când dar statuează că mandantul, care profită de actul întocmit de mandatar, poate totuși să opună acestuia că el n'a executat mandatul în termenul tocmit și să refuze onorariul reclamat, curtea violează principiul că execuțiunea voluntară ține loc de renunțare în privința excepțiilor ce pot fi opuse (art. 1167): (Cas. I, 332/Oct. 13/84, B. p. 780).

4. Fiind dovedit că cine-va a lucrat și pledat în calitate de avocat al părții, clientul care pretinde că a plătit onorariul convenit trebuie să probeze pretențiunea sa. (Cas. I, 296/Oct. 11/93, B. p. 873).

5. A se vedea: art. 966, notele 4, 8; art. 1309. Index alfabetic „Pactul de quota litis”; art. 1547 nota 7.

Art. 1535. — Mandatul este special pentru o afacere, sau pentru oarecari anume afaceri, ori este general pentru toate afacerile mandantului. (Civ. 1536 urm.; Pr. civ. 70, 94, 316; C. com. 118, 162, 375, 395, 404, 523, 692; Lege pentru organizarea și unificarea corpului de avocați (Mon. ofic. 251/923), Art. 36; Civ. Fr. 1987).

Text. fr. Art. 1987. — Il est ou spécial et pour une affaire ou certaines affaires seulement, ou général et pour toutes les affaires du mandant.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 641;
 BAUDRY ET WAHL, *Des Contrats aléatoires, mandat, etc.*, 515 urm.;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 710;
 DALLOZ, *Rép. Mandat*, 76 urm.; *Suppl. Mandat*, 45 urm.;
 GUILLOUARD, *Tr. du Prêt, etc.*, 77;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 434;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2237, 2238;
 PONT, *Pet. Contr.* I, 903.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 550, 571 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 227 n. 3); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 420; „Mandatul general și special“. Dreptul 57/1909;
 DEGRÉ ALEXANDRU, *Scrieri Juridice*, vol. I, p. 487 urm. „Procurățiunea sub semnătură privată sau legalizată numai în aceea ce privește identitatea iscăliturii, îndrătuiește ea pe mandatar de a face actele cari trebuie să fie făcute în formă autentică?“;
 NACU, III, p. 413;
 RĂDULESCU SILIU, *Observație sub. Cas. I, 92 din 11 Febr. 1914. Dreptul 24/914*;
 TAZLĂUANU G. D., „Câteva cuvinte asupra art. 1535 și 1536 cod. civil“. Dreptul 56/1901.

INDEX ALFABETIC

Acțiune 3, 4, 6, 8.	Mobilizare 5, 6.
Administrator provizor 5, 6.	Nulitate 5.
Advocat 4, 9, 10.	Opoziție 3.
Apel 3.	Perimare 4, 8.
Aprecieri suverană 3, 4.	Proces, a se vede „Acțiune“.
Autentic mandat 1.	Procură, a se vede „Mandat“.
Autorizația tribunalului 5.	Răsboi 5, 6.
Consiliu de familie 6.	Recurs 7.
Femea măritată 1, 6.	Redeschiderea procesului 4.
Împrumut 1.	Revendicare 6, 8.
Ipotecă 1.	Suverană apreciere 3, 4.
Licitatie 2.	Termin 9.
Mandat 1-10.	Tranzacție 10.
Mandat autentic 1.	Vânzare-cumpărare 5.
Mandat general 2, 10.	
Mandat special 1, 2, 8, 10.	
Militar 5, 6.	

Jurisprudență.

1. Mandatul autentic dat de soție sotului prin care îl împuternicește să ipoteceze orice avere a sa, putând contracta în orice condiții, pe orice termen, cu orice procente și să facă tot ce va fi necesar pentru a putea ipoteca averea ei parafernală, întrucât ea și dânsa, este un mandat special în sensul art. 1535, pentru că prin el se acordă dreptul la o anumită afacere, care depășește limita unei administrații ordinare și anume se dă mandatarului dreptul de a se împrumuta în numele mandantei, ipotecând imobilele ei parafernale pentru garantarea împrumutului. Mandatul prin care manda-

tarul este însărcinat să contracteze un împrumut în numele și pentru mandant, nu încetează de a fi un mandat special, chiar dacă în el nu se specifică numele creditorului și cifra împrumutului, căci legea necerând asemenea condiții, pentru existența mandatului special, este suficient indicarea actului de dispoziție, pe care mandatarul poate să-l facă. (Cas. I, 28/903 B. p. 42).

2. Pentru a putea participa la licitație ca mandatar trebuie o procură specială. Mandatul general în care se dă și dreptul de a lua parte la licitație, nu investeste pe mandatar cu acest drept. (Cas. II, 286/903, B. p. 924).

3. Interpretarea dată de instanțele de fond conținutului unei procuri, cum că mandatarii erau împuterniciți de a se judeca până la sfârșit în proces, de a face apel, și orice ar crede necesar, fără nici o rezervă, astfel că aveau dreptul de a face și opoziție, fiind o interpretare a intențiunii și voinței părților, de suveranul atribut al judecătorilor, de fond, scapă controlului Inaltei Curți de Casatie. (Cas. I, 20 Febr. 1908, B. p. 254).

4. Interpretarea întinderei puterilor conferite mandatarului este o chestiune de fapt, de atributul suveran al instanței de fond, întrucât nu se constată că s'a denaturat actul.

Prin urmare, dacă instanța de fond, examinând termenii și cuprinsul unei procuri dată unui avocat, constată că el nu are alte drepturi decât de a reprezenta pe parte în instanță și a propune orice mijloc de probă în susținerea acțiunii iar nu și de a semna o cerere de redeschidere a procesului, cu drept cuvânt decide că o asemenea cerere de redeschidere făcută de acel avocat nu a putut avea de efect să întrerupă cursul perimării acțiunii, și în consecință declară perimată acțiunea. (Cas. s. III, 177/912, Curier Jud. 37/1912).

5. Decretul-lege din 14 Aug. 1916 referitor la măsurile de luat față de cei mobilizați, prevede în art. 6 că dacă cei mobilizați nu au lăsat un procurator, justiția poate să-i numească un administrator provizoriu, fie pe soția lui, fie o altă persoană cu atribuții generale sau speciale.

Tribunalul încuviințând intimatului să vândă fondul comercial al soțului său, nu a comis o violare a art. 6 din Decretul-lege sus menționat, care să întârzie anularea vânzării.

În specie intimatului având această autorizare de la tribunal, vânzarea e valabilă făcută. (C. Apel Buc. s. I, 23 din 29 Mai 1920, Curier Jud. 2/921, Pand. Rom. 1922, III, 23).

6. Soția unui mobilizat care pleacă la război și care este numită administratoră provizorie asupra averii soțului său în baza legii, autorizând luarea de măsuri în vederea stării de război, cu privire la familia și averea celor mobilizați, publicată în Monitorul Oficial No. 221 din 23 Decembrie 1916, nu are nevoie de autorizația consiliului de familie pentru a intenta în virtutea art. 6 din acea lege, acțiune în revendicarea unui imobil aparținând soțului său, de oarece acest drept îi este conferit de lege, fără a cere formalitatea avizului consiliului de familie. (Trib. Dorohoi, jurnal 7766 din 26 Oct. 1920, Jur. Gen. 1923 No. 1750).

7. Mandatul conceput în următorii termeni: ... cu puteri de reprezen-

tare nelimitate pentru apărarea drepturilor (mandantului) în toate chestiunile procesuale, legale și judecătorești, fără nici o rezervă, cuprinde în mod natural și dreptul de a face recurs în Casație de oarece pe această cale, mandatarul nu face de cât să-și exercite delegația nelimitată de a apăra drepturile mandantului în chestiunile procesuale, delegațiunile cari i s'au acordat expres fără nici o rezervă. (Cas. III, 226 din 30 Martie 1921, Pand. Rom. 1922, III, 59).

8. Dacă într-un mandat se prevede că mandatarul are drept să revendice un imobil determinat, „putând uză de toate mijloacele legale pentru apărarea drepturilor mandantului, servindu-i această procură și chiar specială în cazurile neprevăzute de ea”, urmează că mandatarul poate intenta în numele mandantului acțiune în primare relativ la procesul de revendicare pentru care obținuse mandatul. (Trib. Dorohoi 103 din 19 Mai 1921, Jur. Gen. 1924 No. 378).

9. Avocatul mandatar al contestatului putea lua valabil cunoștință de termen, potrivit legii avocaților în vigoare, care prin art. 36 împuternicește pe avocat să ia, în numele clientului său și în baza procurii date de acesta, orice măsuri cu caracter judiciar sau procedural, chiar dacă nu se indică în mod special, în procură, toate drepturile de mai sus. (Cas. I, dec. 78 din 25 Ianuarie 1924, Pand. Rom. 1924, III, 54).

10. Când avocatul uneia din părțile litigante, prezintă înaintea unei instanțe, un act de tranzacție consimțit chiar de partea pe care o reprezintă printr-o procură generală și cere pronunțarea unei hotărâri de expedient, nu înstrăinează nimic, ci face un simplu act de administrație și prin urmare nu e necesar ca în acest scop să aibă o procură specială. (Cas. II, 4 din 9 Ianuarie 1925, Jur. Rom. 8/925, Dreptul 27/1925).

11. A se vedea: art. 1536 cu notele respective; art. 1546 nota 8.

Art. 1536. — Mandatul conceput în termeni generali cuprinde numai actele de administrațiune.

Când e vorba de înstrăinare ipotecară¹⁾, sau de facerea unor acte ce trec peste administrațiunea ordinară, mandatul trebuie să fie special. (Civ. 362, 427, 1268 urm., 1533, 1535, 1537, 1546; C. com. 375; Lege pentru organizarea și unificarea corpului de Advocați, (Mon. of. 251/923), Art. 36; Civ. Fr. 1988; Civ. Ital. 1741).

¹⁾ Din eroare se zice aici „înstrăinare ipotecară”, în loc de „înstrăinare, ipotecare”, adică despărțite ou d'hypothéquer....

Text. fr. Art. 1988. — Le mandat conçu en termes généraux n'embrasse que les actes d'administration.

S'il s'agit d'aliéner ou hypothéquer, ou de quelque autre acte de propriété, le mandat doit être exprès.

Text. Ital. Art. 1741. — Il mandato concepito in termini generali non comprende che gli atti di amministrazione.

Quando si tratti di alienare, ipotecare o fare altri atti che eccedono la ordinaria amministrazione, il mandato debb'essere espresso.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 640, 642, 659;
 BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires, mandat etc.*, 521-524 urm., 527, 529, 531-538;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 710; ed. 1-a, III, p. 135;
 DALLOZ, *Rép. Mandat*, 77 urm.; *Suppl. Mandat*, 46;
 GUILLOUARD, *Tr. du Prêt, etc.*, 37, 76, 79 urm., 82 urm., 85, 87-91, 93, 94;
 LAURENT, XXVII, 419 urm., 427, 429, 431;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 434;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2237, 2238;
 PONT, *Pet. contr.*, I, 912, 914, 917, 920, 927, 932, 933;
 TROPLONG, *Tr. du Prêt, etc.*, 288.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 550, 571 urm.; (III, part. II, ed. 2-a, p. 869 n. 2, 870 nota; IV, part. I, ed. 2-a, p. 211 n. 1, 228 nota; VI, p. 458 nota; VII, p. 53, 382; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 22 n. 1, 58, 89 n. 2, 527 n. 3, 629; X, p. 202, 341, 590, 650; XI, p. 59); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 177, 420; *Observație sub. C. Apel Buc. s. III, 31 din 25 Ian. 1907. Dreptul 28/1907*; „*Mandatul general și special*“.
 Dreptul 57/1909;
 IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 267;
 NACU, III, p. 413;
 TAZLĂUANU G. D., „*Câteva cuvinte asupra art. 1535 și 1536 cod. civil*“.
 Dreptul 56/1901;
 TONEANU N. C., *Notă sub. Trib. Prahova s. II, 49 din 18 Iunie 1919. Pand. Rom. 1923-II-164.*

INDEX ALFABETIC

Acte de administrație 3,	Mandatar, puterile sale 1,
4, 5, 9, 11.	2, 8.
Acțiune 8.	Militar 9.
Administrator 7, 9.	Nobilizare 9.
Advocat 4, 11.	Nulitate 7.
Citație 8.	Opoziție 2.
Conservator 7, 9.	Perimare 5.
Contencios 10.	Primar 10.
Delegație 10.	Proces 8.
Hotărâre de expedient 3,	Procură, a se vedea „Man-
4, 11.	dat”.
Interpretare 2, 8.	Puterile mandatarului 1,
Jurământ 1.	2, 8.
Limitele mandatului, 2, 8.	Război 9.
Locație 7, 9, 10.	Ratificare 7.
Mandat 1-11.	Reziliere 9.
Mandat convențional 7.	Termin 8.
Mandat general 3, 4, 5, 7,	Tranzacție 3, 4, 11.
9, 11.	Urmărire 1, 6, 7.
Mandat legal 7.	Uzulfuct 7.
*Mandat special 3, 4, 5, 10,	
11.	

juridic. (Cas. II. 57/Mai 11/82. B. p. 588).

2. Judecătorul care, cumpănind termenii unei procuri, declară că opozițiunea făcută de procurator trece peste limitele mandatului său, departe de a comite o abatere, din contră îndeplinește datoria sa, căci misiunea de căpetenie a judecătorului este de a interpreta legile și contractele. (Cas. II, 119, Nov. 27/85, B. p. 875).

3. In virtutea art. 1536, procura generală nu dă drept mandatarului de a face de cât acte de administrație, și de câte ori este vorba de acte care trec peste administrațiunea ordinară acest articol cere un mandat special. Or, prezentarea transacțiunei în instanță și cererea hotărârii de expedient având de efect autentificarea acelei transacțiuni și stingerea judecăței ce mijlocea între părți nu este un simplu act de administrație, pentru că un mandatar, căruia nu i se dă de cât acest din urmă drept, să o poată face. (Cas. I, 376, Dec. 2/87, B. p. 962).

4. Legea distinge între actele de administrație și actele de proprietar, precum sunt actele de vânzare, de ipotecare și în genere de înstrăinare. Art. 1536 cere procură specială avocatului

Jurisprudență.

1. Mandatarul ne putând eși din limitele mandatului său, chiar dacă ar fi făcut o promisiune debitorului urmărit pentru amânarea vânzării, nu poate obliga pe mandante care singur e în drept a cere amânarea vânzării dacă voește. Deci jurământul asupra acestui punct dat unui mandatar cu puteri limitate, iar nu însuș creditorului e un jurământ care, de și personal, însă nu poate avea nici un efect

numai când e vorba de înstrăinare sau de facerea unor acte de proprietar cari trec peste administrațiunea ordinară, iar nu și pentru producerea înaintea instanțelor judecătorești a actelor de dispoziție făcute de chiar mandantele său; a admite că mandatul trebuie să fie special și în acest din urmă caz este a adăoga la cerințele legiuitorului. Deci dar avocatul care, în puterea unei procuri generale, prezintă înaintea judecății un act de transacție, consimțit de partea chiar care o reprezintă, iar nu de dânsul, și cere pronunțarea unei hotărâri de expedient nu înstrăinează nimic ci face un simplu act de administrație care intră în limitele procurățiunii cu care eră investit de a recunoaște actele emane de la clientul său. (Cas. I, 44, Febr. 22/88, B. p. 127).

5. Cererea de primare a unei judecăți este un act util de administrare și deci, poate să fie făcută de un mandatar cu o procură generală; nu e nevoie în acest caz de o procură specială. (Cas. I, 396/94, B. p. 1198).

6. Mandatul dat de cineva procuratorului său, ca să-l reprezinte în urmărirea debitorilor săi, nu poate să serve și pentru urmărirea îndreptată de alți creditori în contra mandantului. (Cas. II, 81/96, B. p. 722).

7. a). Dreptul de administrație al conservatorului imobilului urmărit nu cuprinde, ca acela al uzufructuarului legal, dreptul de a consimți la închirieri pe termen de cinci ani (art. 534 și 1268 C. civ.) deoarece nu există nici o analogie între conservatorul și uzufructuar; cel dintâi conservă veniturile pentru un altul și este îndatorat să dea socoteli, pe când cel de al doilea încasează veniturile în profitul său fără să fie ținut de nici o socoteală. Asemenea nu se poate susține că mandatul conferit conservatorului prin art. 519 pr. civ., cuprinde un mandat general de a administra, deci și dreptul de a închiria până la cinci ani, căci dispozițiile art. 1536 C. civ., sunt aplicabile numai mandatului convențional, iar nu și mandatului legal, care nu poate cuprinde alte puteri decât cele limitativ arătate de lege.

Prin urmare, Curtea de apel n'a interpretat greșit art. 519 pr. civ. și n'a comis nici o violare de lege, când a decis că conservatorul a depășit limitele mandatului său, când a închiriat via urmărită pe termen de 4 ani și a redus acest termen numai la un singur an.

b). Conservatorul imobilului urmărit capitalizând veniturile atât în interesul debitorului cât și, mai ales, al creditorilor, este considerat ca mandatarul tuturor și deci satisfacerea din

partea debitorului urmărit a contractului de închiriere pe termen de 5 ani nu poate fi opusă creditorului, care a cerut anularea aceluia contract, ea excedând puterile conservatorului. (Cas. I, No. 335, 1915; „Jurisprudența Rom.“, 1915, p. 467).

8. a). Când prin procură s'a dat procuratorului dreptul de a primi citațiuni, implicit și s'a conferit și dreptul de a lua cunoștință de termen, căci scopul pe care a voit legiuitorul să-l atingă când a cerut ca partea să fie citată în instanță este tocmai ca ea să fie înconștientată de ziua care s'a fixat pentru judecarea pricinii sale.

b). Intinderea prin echipolenti a puterilor unui mandat este permisă, când nu ne găsim în fața unei dispozițiuni în forma specifică, precisă, clară și imperativă, adică când mandatul nu a avut grija ca odată cu operația ce prescrie în mandatul său, să arate și modul de executare.

c). Mandantul care nu a luminat în deajuns pe terțele persoane asupra înțelesului întinderii mandatului său făcându-le să creadă, după aparență, că măsura ce s'a luat de mandatar este în limitele mandatului, rămâne răspunzător față de ele, când acesta, a excedat puterile ce i s'au dat și în totdeauna îndoaia se interpretează contra mandantului. (Apel Constanța, 1915; „Dreptul“, 1915, p. 430).

9. Delegațiunea administratorului numit de tribunal pentru a conserva, administra și încasa veniturile averii mobilizată și aflat pe front, echivalează în drepturi și obligațiuni cu mandatul conceput în termeni generali și prin urmare nu îmbrățișează decât actele de administrațiune iar nu și pe cele de dispozițiune, cum e acela de a înstrejina sau renunța la drepturile mandatului. Prin urmare, un asemenea administrator nu poate rezilia un contract de închiriere și nici de a reduce chiria constatată prin el ca drept al mandantului. (Cas. I, decizia No. 4 din 16 Ian. 1919. Jurispr. Rom. 8--9/1919 p. 572).

10. Delegația dată de Primăria Capitalei unuia din ajutorii săi, să facă și să semneze actele întocmite la Direcția Contenciosului, privitoare la orice înstrăinări și achizițiuni de imobile se referă la toate lucrările contenciosului așa că deși acest mandat are caracterul de special, pentru că privește numai o ramură din atribuțiunile primarului, cu toate aceste se referă nu numai la actele arătate în mod emunciativ în mandat, ci la toate cari sunt în resortul Direcției Contenciosului și cum cererea de spor de chirie făcută de un proprietar al unui imobil închiriat Primăriei face parte, din lucrările Direcțiunii Contenciosului, mandatul

dat ajutorului de Primar delegat, îi conferă acestuia și calitatea să rezolve cererea de spor. (C. Apel Buc. s. I, 344 din 26 Nov. 1924, Bul. C. Apel 9/925).

11. Când avocatul uneia din părțile litigante, prezintă înaintea unei instanțe, un act de transacție consimțit chiar de partea pe care o reprezintă printr-o procură generală și cere pronunțarea unei hotărâri de expedient, nu

înstrăinează nimic, ci face un simplu act de administrație și prin urmare nu este necesar ca în acest scop să aibă o procură specială. (Cas. II, 4 din 9 Ianuarie 1925, Jur. Rom. 8/925, Pand. Săpt. 6/925).

12. A se vedea: art. 1533 cu notele respective; art. 1535 cu notele respective; art. 1546 nota 31.

Art. 1537. — Mandatarul nu poate face nimic afară din limitele mandatului său; facultatea de a face o transacție¹⁾ cuprinde pe aceea de a face un compromis. (Civ. 987, 1533, 1545, 1546, 1704 urm.; Pr. civ. 339; C. com. 123, 187, 207, 375 urm., 381, 405; Civ. Fr. 1989).

Text. fr. Art. 1989. — Le mandataire ne peut rien faire au-delà de ce qui est porté dans son mandat: le pouvoir de transiger ne renferme pas celui de compromettre.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 642;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires, mandat etc.*, 545-547, 553-558;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 711;
DALLOZ, *Rép. Mandat*, 102 urm.; *Suppl. Mandat*, 47 urm.;
GUILLOUARD, *Tr. du Prêt, etc.*, 96, 97;
LAURENT, XXVII, 438;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 434;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2237, 2238, 2305;
PONT, *Pet. contr.*, I, 941, 950;
TROPLONG, *Tr. du Prêt, etc.*, 322.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 550, 571 urm.; (VIII, part. I, ed. 2-a, p. 527 n. 3, 625, 640);
„Mandatul general și special”. Dreptul 57/1909; *Observație* sub. C. Apel Iași s. II, 20 Dec. 1922. Pand. Rom. 1923-II-273;
NACU, III, p. 413.

INDEX ALFABETIC

Act de administrație 8, 13.	Locație 13.
Acțiune principală 5.	Mandat 1-14.
Administrator 13.	Mandat general 12, 13.
Avocat 7, 12.	Mandat special 7, 12.
Apel 12.	Militar 13.
Apreciere suverană 6.	Ministru 1.
Arbitri, a se vedea „Compromis”.	Mobilizare 13.
Capacitate 4.	Omorar 11.
Compromis 2, 3, 4, 14.	Puterele mandatarului 1, 2, 5, 7, 8, 11.
Comptabilitatea Statului 1, 7.	Război 13.
Comună 2, 4.	Ratificare 8.
Conservator 13.	Reziliere 13.
Consiliu comunal 2.	Stat 1, 7.
Contestație 5.	Substituție 9, 10, 12.
Delegație 13.	Suverană apreciere 6.
Interpretare 6.	Tranzacție 2, 3, 4, 11, 14.
Licitație 1, 5.	Urgență 1.
Limitele mandatului 1, 2, 5, 7, 8, 11.	Urmărire 5.
	Vânzare-cumpărare 3.

Jurisprudență.

1. În regulă generală, toate tocmelele în numele Statului trebuiesc să fie făcute prin concurență și publicitate, conform

art. 45 legea comptabilității, și numai prin excepțiune se permit tocmele prin bună învoire în oare cari cazuri anume determinate prin art. 46 citata lege, în care intră și tocmeala pentru lucrările acelea ce în caz de urgență evidentă, provocată de împrejurări neprevăzute, nu pot suferi adestarea termenilor de licitațiune. Într'un asemenea caz, pentru ca tocmeala făcută de ministru prin bună învoire să poată obliga pe Stat, urmează ca urgența, în modul prescries de lege, să fie constatat că a existat în realitate, iar când se contestă existența ei, tribunalele sunt chemate a aprecia circumstanțele în cari s'a făcut tocmeala și să constate dacă a existat sau nu urgență, ca în orice caz când se contestă puterea unui mandat dat în oarecar condițiuni. (Cas. I, 270 Oct. 5/70, B. p. 288).

2. Deși, conform primei părți a art. 1537, mandatarul nu poate face nimic

1) În textul art. francez corespunzător 1939, se găsește pus înaintea cuvântului „cuprinde”, negațiunea: „nu”, care nu există în nici unul din textele oficiale ale Codului Civil Român. Această omisiune, schimbată cu desăvârșire sensul art. 1537, Cod. Civ. Român, după care „transacțiunea” implică „compromisul”, pe când la francezi este contrariul.

afară din limitele mandatului său totuși legiuitorul, voind a întinde oare cum acest principiu, a adăugat în partea a doua a acestui articol că facultatea de a transige conține pe aceea de a face compromis, de unde dar urmează că mandatarul, care are puterea de a transige, poate face și un compromis. Iar cauza diferenței ce există între art. 1537 român cu art. 1989 francez, nu se poate atribui de cât voinței legiuitorului nostru de a introduce o inovațiune. Deci consiliul comunal care în virtutea art. 71 al. 14 din legea comunală are dreptul de a transige, are și dreptul de a face un compromis. (Trib. Ilfov, IV, 227, Sept. 2/83, Dr. 65/83).

3. Deși după legislațiunea noastră facultatea de a face o transacție cuprinde pe aceea de a face un compromis (art. 1537), totuși rațiunea refuză a admite o asimilațiune perfectă între ambele aceste acte, căci prin tranzacțiune se poate cunoaște mai dinainte ce sacrificii își impune cineva pe când supunându-se unui arbitragiu se referă la o deciziune necunoscută și fără ași putea da seamă exact de întinderea sacrificiilor ce-și impune. (Apel Buc. I, 45, Febr. 22/84, Dr. 28/84).

4. Dreptul de a face compromis fiind incontestabil, unul din cele mai importante în ordinea civilă de oarece prin el părțile înlocuiesc pe judecătorii de drept comun dați de lege prin judecători de echitate aleși de ele, scurtează sau suprimă formalitățile protectoare, renunță la garanția celor două jurisdicțiuni și de multe ori chiar la orice recurs în contra sentinței, de aceea legiuitorul a avut precauțiunea de a dispune prin art. 339 pr. civ. că numai acele persoane pot valabil compromite, care au libera dispozițiune a drepturilor lor, fiindcă compromisul derivă din dreptul de a înstrăina. Or, capacitatea juridică a comunei se află restrânsă în privința drepturilor și a obligațiilor care se referă la patrimoniul ei. Această restricțiune, bazată pe considerațiuni de interes public, se găsește înscrisă chiar în legea ei organică; de unde rezultă că ea nu poate să reguleze prin arbitri judecata contestațiilor sale, fără o violare flagrantă a art. 339 pr. civ. Și nu se poate deduce din ceea că art. 950 c. civ. nementionând printre incapabili și comunele, ele au plenitudinea dreptului lor, și aceasta pe motiv că acel articol trebuie completat și cu dispozițiunile legii comunale, după care o comună nu poate contracta obligațiuni sau a face înstrăinări de oât în limitele acestei legi și numai cu îndeplinirea formalităților intrinsece și extrinsece cerute de dânsa. Și deși art. 1537 dispune că facultatea de a transige, cuprinde și pe aceea de a face compromis, totuși rezul-

tatul cert și prevăzut al transacțiunii pune mare distanță între acest act și compromisul al cărui rezultat incert, ca în toate hotărârile, ar putea angaja foarte grav, interese care au trebuință de o protecțiune specială. Apoi art. 1537 nu face decât să indice printr-o presupusă interpretare a voinței părților, care este întinderea mandatului, independent de condițiunile generale de capacitate cerute de art. 339 pr. civ. Astfel, în virtutea acestui principiu, legiuitorul prin art. 413 acordă tuturor dreptul de a transige pe când îi refuză pe acela de a face compromis. (Apel, Focșani, II, 164, Noembrie 15/84, Dr. 10/85).

5. Chestiunea întinderii mandatului unei părți de a concură la o licitațiune publică nu poate formă obiectul unei contestațiuni care să poată fi judecată de Tribunalul de urmărire, ci aceasta formează obiectul unei acțiuni principale ce avea a fi judecată cu două grade de jurisdicție. (Cas. II, 19 Apr. 1906, B. p. 755).

6. Interpretarea termenilor dintr-o procură pe temeiul unor acte este o chestiune de fapt de atributul suveran al instanțelor de fond, și deciziunea pronunțată în această privință, nu poate cădea sub cenzura Curții de Casație, sub cuvânt de violarea art. 1537 din codul civil sau de denaturarea acelei procuri. (Cas. II 6 Mart. 1907, B. p. 443)

7. Conform art. 1537 din codul civil, mandatarul nu poate face nimic peste limitele mandatului său.

Prin urmare, când instanța de fond ia în considerație o declarațiune a avocatului Statului, făcută fără mandat special și în afară de drepturile ce-i conferă legea, violează art. 14 și următorii din legea pentru administrarea Domeniilor Statului și art. 1537 din codul civil. (Cas. III, 13 Ianuarie 1909, B. p. 90).

8. După art. 1537 combinat cu art. 1546 codul civil, mandatarul nu poate obliga pe mandant în afară de limitele mandatului său, afară numai dacă mandantul, nu a ratificat expres sau tacit;

Astfel, din momentul ce se constată că un mandat a fost dat limitat numai la cumpărarea și administrarea unei moșii, vânzarea unei case și unui alt teren făcută de mandatar, nu era valabilă pe temeiul aceluși mandat special. (Cas. I, 3 Dec. 1913, B. p. 2255).

9. Dreptul mandatarului de a putea fi substituit prin altcineva trebuie să fie prevăzut în mod formal de oarece în principiu mandatul fiind dat în vederea persoanei mandatarului, trebuie ca voința mandantului de a fi reprezentat și prin altcineva de cât persoana aleasă de dânsul ca mandatar și anume prin aceea pe care o va alege

mandatarul să fie manifestată în mod formal. (Cas. I, 52 din 21 Ian. 1913, Jur. Rom. 10/913 și Curier Jud. 22/913).

10. În baza unei procuri prin care se conferă mandatarului drepturi nelimitate și nu se oprește dreptul de a-și substitui pe alt cineva, mandatarul poate substitui pe altul în drepturile sale. (Trib. Dorohoi, Jurnal 3949 din 5 Mai 914, Curier Jud. 44/914; În acelaș sens: C. Apel Galați 30/914, Curier Jud. 3/915).

11. Conform art. 1537 c. civil mandatarul nu poate face nimic afară din limitele mandatului său. Procura prin care cineva e autorizat de a reprezenta în justiție pe mandante și care conține clauza că terminarea procesului „fie pe orice cale” conferă mandatarului drept la onorariu, nu cuprinde și dreptul de a transige. (C. Ap. Buc. I, 159/915, Curier Jud. 14/1916).

12. Legea nu cere ca procura prin care un avocat substitue în drepturile ce-i sunt conferite de diferiții săi clienți pe un alt avocat, cu care colaborează, să fie specială procesului sau clientului pentru care l-a substituit.

Prin urmare dacă procura de substituire dată de un avocat altuia este generală și nelimitată, pentru a face orice acte și a-l reprezenta în justiție în toate drepturile clienților săi, în baza unei asemenea procuri avocatul substituit are dreptul și calitatea de a face apel în numele clienților avocaturii ce i-a substituit, chiar dacă procura dată acestuia de către client este posterioară aceleia de substituire, însă anterioară introducerii apelului. (Cas.

I, decizia No. 615, din 15 Decembrie 1914, Jurispr. Rom. 15/1915, p. 227, Curier Jud. 22/1915).

13. Delegațiunea administratorului numit de tribunal pentru a conserva, administra și încasa veniturile averii mobilizatului aflat pe front, echivalează în drepturi și obligațiuni cu mandatul conceput în termeni generali și prin urmare nu îmbrățișează decât actele de administrațiune iar nu și pe cele de dispozițiune, cum e acela de a înstreina sau renunța la drepturile mandantului. Prin urmare un asemenea administrator nu poate rezilia un contract de închiriere și nici de a reduce chiria constatată prin el ca drept al mandantului. (Cas. I, decizia No. 4 din 16 Ian. 1919; Jurispr. Rom. 1919, p. 572).

14. Spre deosebire de codul francez unde dreptul de a face o tranzacție nu implică pe acela de a face un compromis, după art. 1537 c. civ. român, dreptul de a face o tranzacție implică din contră pe acela de a face un compromis și această deosebire de redacție între ambele texte, nu se datorește unei greșeli sau unei inadvertențe a legiuitorului, după cum susțin unii, ci unei modificări intenționate a legii române. (C. Apel Iasi s. II, 20 Dec. 1922, Pand. Rom. 1923, II, 273; În acelaș sens: Cas. III 398 din 23 Mart. 1923, Jur. Gen. 1923, No. 848).

15. A se vedea: art. 1535 cu notele respective; art. 1536 cu notele respective; art. 1542, notele 1, 2, 3; art. 1546 cu notele respective.

Art. 1538. — Femeile și minorii emancipați pot fi aleși mandatari; mandantul însă nu are o acțiune contra mandatarului minor decât după regulile generale relative la obligațiunile minorilor; iar în contra femeii măritate care a primit mandatul fără autorizațiunea bărbatului, decât după regulile stabilite la titlul despre contractul de căsătorie și drepturile respective ale soților. (Civ. 199, 201, 427 urm., 950 urm., 959 urm., 1157 urm., 1164, 1223 urm.; Civ. Fr. 1990).

Text. fr. Art. 1990. — Les femmes et les mineurs émancipés peuvent être choisis pour mandataires; mais le mandant n'a d'action contre le mandataire mineur que d'après les règles générales relatives aux obligations des mineurs, et contre la femme mariée et qui a accepté le mandat sans autorisation de son mari, que d'après les règles établies au titre du *Contrat de mariage et des Droits respectifs des Epoux*.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 639;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires, mandat, etc.*, 417;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 90, 439; II, p. 710; ed. 1-a, III, p. 659, 898;
DALLOZ, *Rép. Mandat*, 57 urm.; *Suppl. Mandat*, 33 urm.;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 182; II, p. 437; III, p. 122;

GUILLOUARD, *Tr. du Prêt. etc.*, 56;
 LAURENT, XXVII, 397;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 430, 431;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2240.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 569 urm., 595 n. 3; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 355, 357; VI, p. 456; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 527 n. 3, 632); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 53, 57, 219;
 CERBAN ALEX., *Notă sub. C. Apel Buc. s. IV, 52 din 24 Mart. 1920. Curier Jud. 38-39/1920; Notă sub. Trib. Olt, 224 din 13 Iulie 1923. Curier Jud. 10/1924;*
 NACU, III, p. 407 urm.

CAPITOLUL II.

Despre îndatoririle mandatarului.

Art. 1539. — Mandatarul este îndatorit a executa mandatul atât timp cât este însărcinat, și este răspunzător de daune-interese ce ar putea deriva din cauza neîndeplinirii lui.

Este asemenea îndatorit a termina afacerea începută la moartea mandantului, dacă din întârziere ar putea urma pericol. (Civ. 970, 987 urm., 1075, 1084, 1532 urm., 1552, 1556, 1559; C. com. 376, 379, 381, 405, 508; Civ. Fr. 1991).

Text. fr. Art. 1991. — Le mandataire est tenu d'accomplir le mandat tant qu'il en demeure chargé, et répond des dommages-intérêts qui pourraient résulter de son inexécution.

Il est tenu de même d'achever la chose commencée au décès du mandant, s'il y a péril en la demeure.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 124;
 BAUDRY ET WAHL, *De contrats aléatoires, mandat, etc.*, 564, 854, 855;
 COLIN ET CAPITANT, ed. II-a, p. 711, 717, 722;
 DALLOZ, *Rép. Mandat*, 187 urm.; *Suppl. Mandat*, 73 urm.;
 DEMOGUE, I, *Sources des obligations*, I, p. 204; III, p. 71;
 DEMOLOMBE, XXV, 60;
 GUILLOUARD, *Tr. du Prêt, etc.* 223;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 435;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2245;
 TROPLONG, *Tr. du Prêt, etc.* 408.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 582 urm., 632; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 354, 385; V, p. 325, 326, 348; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 527 n. 3, 624);
 NACU, III, p. 416.

Jurisprudență.

1. Proprietarul, e în drept, pentru a-și apăra proprietatea sa, de a exercita acțiunea fie în contra mandatarului, fie în contra aceluia care au susținut lucrul de la mandatar, de oare ce prin faptul că a dat un mandat, nu se poate zice că s'a desezisat de dreptul său de proprietar. (Cas. I, 154, Mai 6/87 B. p. 404).

2. Mandatarul rămâne răspunzător către mandantele său, întru cât nu dovedește îndeplinirea sarcinii ce-și luase. (Cas. I, 71, Mart. 19/88, B. p. 216).

3. Dacă prin mărturisirea mandatarului,

cu privire la actele făcute în limitele mandatului, se obligă mandantele față de terții, tot astfel și jurământul este deferit valabil mandatarului când este dat asupra unor fapte personale săvârșite de el în marginile puterilor ce i-au fost încredințate. (Tribunalul Ilfov I, 1914; Dreptul 1914 p. 494).

4. Legea nu cere ca procura prin care un avocat substitue în drepturile, ce-i sunt conferite de diferiții săi clienți pe un alt avocat, cu care colaborează, să fie specială procesului sau clientului pentru care l-a substituit. Prin urmărire, dacă procura de sub-

stituire dată de un avocat altuia este generală și nelimitată, pentru a face orice acte și a-l reprezenta în justiție în toate drepturile clienților săi, în baza unui asemenea procuri avocatul substituit are dreptul și calitatea de a face apel în numele clienților avocatului ce l-a substituit, chiar dacă procura dată acestuia de către client este posterioară aceleia de substituire, însă anterioară introducerii apelului. (Cas. I. No. 615, 1914; Jurisp. Rom. 1915 p. 227).

5. Actul juridic prin care o persoană însărcinează pe cineva să-i găsească bani cu împrumut și să negocieze cu cei dispuși a împrumută, până când

părțile cad de acord, este un mandat salariat.

Obligațiunea unui asemenea mandatar constă în a găsi pe cel dispus să împrumute, a pune în legătură părțile doritoare de a contracta, a mijloci pentru înlăturarea dificultăților, a stăruii, în fine spre a se ajunge la încheierea convențiunii. El, îndeplinindu-și obligațiunea, are dreptul la plata cuvenită, afară de rea credință și fraudă; altminteri, el ar fi lăsat la bunul plac al mandantului, care l-ar putea priva de plata muncii sale. ceeace este contra; echității. (Trib. Ilfov I No. 176, 1915; „Dreptul“ 1915. p. 356).

6. A se vedea art. 1534 nota 3.

Art. 1540. — Mandatarul este răspunzător nu numai de dol, dar încă și de culpa comisă în executarea mandatului.

Pentru culpă, când mandatul este fără plată, răspunderea se aplică cu mai puțină rigurozitate decât în caz contrariu. (Civ. 989, 998, 1308, 1508, 1534, 1539; Pr. civ. 145; C. pen. 323; C. com. 381, 506; Civ. Fr. 1992).

Text. fr. Art. 1992. — Le mandataire répond non-seulement du dol, mais encore des fautes qu'il commet dans sa gestion.

Néanmoins la responsabilité relative aux fautes est appliquée moins rigoureusement à celui dont le mandat est gratuit qu'à celui qui reçoit un salaire.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 756;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires, mandat, etc.*, 595, 596, 598, 601-603, 604 urm., 606, 608, 609, 611, 612, 616-618 urm., 634, 636, 638, 641, 643 urm., 666, 668;
BUNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 459;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 8, 262, 711; ed. 1-a, III, p. 455, 903;
DALLOZ, *Rép. Mandat* 213 urm.; *Suppl. Mandat* 77 urm.;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, V, p. 529;
DEMOLOMBE, XXXI, 539 urm.;
GUILLOUARD, *Tr. du Prêt, etc.*, 104, 105-107, 109, 110, 169, 192 bis, 202;
LAURENT, XX, 516; XXVII, 479; XXVIII, 24, 61, 62;
LYON-CAEN ET RENAULT, III, 457;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 435;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2245;
PONT, *Pet. contr.*, I, 995, 998.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 585 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 243; IV, part. II, ed. 2-a, p. 384, 385; V, p. 326, 327, 349, 350; VI, p. 320; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 625); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 52, 191;
CANTACUZINO MATEI, p. 441;
NACU, III, p. 416.

Jurisprudență.

1. Art. 1540 consacără principiul că mandatarul este răspunzător de culpa comisă în executarea mandatului; și simplul fapt al remiterii efectelor cumpărate de mandatar în mâinile mandantului, nu constituie o ratificare și nu descarcă pe mandatar de răspundere când în urmă mandantul descoperă că prin executarea mandatului

și s'a cauzat un prejudiciu. (Cas. I. 287/Nov. 21/88, B. p. 925).

2. Dolul și culpa de care, după art. 1540, răspunde un mandatar în executarea mandatului său, chiar pe cale civilă, sunt delictive și quasi-delictive, pentru a căror probare mandantele este autorizat de art. 1198 a produce martori. (Cas. I. 13 Ian. 14/81, B. p. 13).

3. Este de principiu că mandatarul nu este răspunzător de daune către

mandantul său, decât în caz când se dovedește cel puțin o greșală din partea sa, în îndeplinirea mandatului cu care a fost însărcinat. Așa dar mandatarul nu răspunde de daunele ce au rezultat pentru mandant din cauza constituirii unei ipoteci ineficace, dacă judecătorul fondului stabilește prin decizia sa, în mod suveran, cum că nu găsește în persoana mandatarului nici o greșală în executarea mandatului. (Cas. I, 228/94 B. p. 672).

4. Mandatarii unui județ, în specie membrii comitetului permanent, sunt răspunzători către mandantul lor nu numai de dol, ci și dacă, prin culpa și neglijența lor, au făcut ca mandantul să fie condamnat la repararea daunelor provenite din această culpă sau neglijență. (Cas. I, 16/95 B. p. 13).

5. Expeditorul autorizat a scoate marfa de la vamă și a o expediă destinatarului, este responsabil de daune către mandant, dacă, printr'o greșită declarație ce face la vamă asupra mărfurilor ce conțin coletele, dă loc la confiscarea lor. (Cas. II, 54/96, B. p. 608).

6. Din combinațiunea art. 1514, 1540 și 1508 din codul civil rezultă că asociatul însărcinat cu administrarea răspunde față de coasociații săi nu numai de dol, dar încă și de culpa sa, de oarece dispozițiile speciale relative la societăți nu conțin nici o derogare la principiile generale în materie de răspundere. (Cas. I, 728 din 4 Noiembrie 1911, B. p. 1362, Curier Judiciar 12/1912).

Art. 1541. — Mandatarul este dator, ori când i se va cere, a da seama mandantului de lucrările sale, și de a-i remite tot aceea ce ar fi primit în puterea mandatului, chiar când ceea ce ar fi primit nu s'ar fi convenit mandantului. (Civ. 992, 1540, 1544, 1619; C. com. 378, 380; Civ. Fr. 1993).

Text. fr. Art. 1993. — Tout mandataire est tenu de rendre compte de sa gestion, et de faire raison au mandant de tout ce qu'il a reçu en vertu de sa procuration, quand même ce qu'il aurait reçu n'eût point été dû au mandant.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires, mandat, etc.*, 670, 672, 673 urm., 676 urm., 679, 693, 695;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 713;
DALLOZ, *Rép. Mandat*, 234 urm., 248; *Suppl. Mandat*, 86 urm.;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, III, p. 73, 74, 166;
GUILLOUARD, *Tr. du Prêt, etc.*, 132, 133 urm., 141, 148;
LAURENT, XXVII, 496, 498, 509, 524;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 435;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2247;
PONT, *Pet. contr.* I, 1003, 1008, 1014;
TROPLONG, *Tr. du Prêt, etc.*, 420.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 587 urm.; (VIII, part. I, ed. 2-a, p. 501; n. 1, 624 n. 1, 625); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 85;
NACU, III, p. 417.

Jurisprudență.

1. Mandatarul însărcinat cu administrarea unei averi succesoriale este

dator să dea socoteală de lucrările sale și să remită succesiunii, ceea ce a primit în puterea mandatului său (Cas. I, 13 Iunie, 1907. B. p. 1079).

Art. 1542. — Mandatarul este răspunzător pentru acela pe care a substituit în gestiunea sa:

1. Când nu i s'a conces facultatea de a-și substitui pe cineva;
2. Când i s'a conces o atare facultate fără arătarea persoanei, și cea aleasă de dânsul eră cunoscută de necapabilă și nesolvabilă.

În toate cazurile mandantul poate să intenteze direct acțiunea contra persoanei ce mandatarul și-a substituit. (Civ. 1000, 1488; Pr. civ. 611; C. com. 381; Civ. Fr. 1994).

Text. fr. Art. 1994. — Le mandataire répond de celui qu'il s'est substitué dans la gestion, 1° quand il n'a pas reçu le pouvoir de se substituer quelqu'un; 2° quand ce pouvoir lui a été conféré sans désignation d'une personne, et que celle dont il a fait choix était notoirement incapable ou insolvable.

Dans tous les cas, le mandant peut agir directement contre la personne que le mandataire s'est substituée.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 645, 647;
 BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires, mandat, etc.*, 569-571, 574-581 urm., 587, 592;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 712;
 DALLOZ, *Rép. Mandat*, 280 urm., 799; *Suppl. Mandat*, 106 urm.;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 237; II, p. 794; III, p. 61, 295;
 GARSONNET, I, p. 408;
 GUILLOUARD, *Traité du prêt, etc.*, 120, 121-124, 126 urm., 128-130, 149;
 LAURENT, XXVII, 482 urm., 487-489, 494; XXVIII, 1 urm.;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 435;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2246;
 PONT, *Peñ. contr.*, I, 1016, 1020-1023, 1082, 1110;
 TROPLONG, *Traité du prêt, etc.*, 446, 447, 465 urm., 640.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 596 urm.; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 253 n. 3; V, p. 214, 328, 329, 536; VI, p. 464);
 LĂZĂRESCU EM. ALEXANDRU, *Despre idea de subrogațiune*, p. 66;
 NACU, III, p. 418, 419;
 SCRIBAN ȘTEFAN, *Nota sub. Trib. Dorohoi*, 3949 din 5 Mai 1914. *Curier Jud.* 44/1914;
 STOEANOVICI C., „*Despre contractul cumulativ de transport*“. *Curier Jud.* 38/924.

Jurisprudență.

1. Art. 1542 declară că mandatarul este responsabil pentru substituitul său când nu i s'a acordat expres facultatea de a și substitui pe cineva, de unde rezultă în mod virtual că mandatarul poate să și substitue pe altul în locul său. Că această substituțiune este valabilă, mai rezultă și din faptul că legea prin acel articol face pe mandatar răspunzător pentru substituitul său și chiar acordă mandantului o acțiune directă contra substituitului, ceea ce înseamnă că substituitul obligă pe mandant, deci că substituțiunea e valabilă. (Apel Iași, I, Dec. 4/85, Dr. 31/86).

2. Când mandantul acordă mandatarului său dreptul de substituție fără a-l limita și fără nici o rezervă sau restricțiune în alegerea persoanelor, este cert că mandatarul va putea autoriza pe substituitul său să și substitue și el un altul, căci acesta din urmă odată ales, reprezintă pe mandatarul prim ca și când ar fi fost de dreptul substituitul lui; tot ce va urma de aci va fi că mandatarul va putea fi declarat responsabil de alegerea făcută, fie în persoana primului substituit, fie în persoana celui de al doilea,

dar nu se poate susține că substituția n'a fost valabilă și că actele substituțiilor vor putea fi declarate nule. (Apel Iași II, No. 128, 1913; „Dreptul“ 1914, p. 301).

3. Dacă după principiile generale consfințite prin art. 1096 c. civ. plata ca să fie operantă, trebuie să se facă creditorului sau imputernicitului său, nimic nu împiedică însă pe acesta din urmă ca în lipsă de stipulațiuni contrarii, prin care s'ar interzice substituțiile cu sau fără arătare de nume, să substitue în locul său pentru primirea sumelor o altă persoană de care — potrivit art. 1542 c. civ. — rămâne răspunzător față de mandant și în contra căruia mandantul însuși poate exercita acțiune în daune, fără ca terțiul-debitor, care s'a liberat în acest mod de obligațiunea sa să sufere consecințele neglijenței sau neprevederii creditorului sau mandatarului acestuia în alegerea persoanelor autorizate să lucreze în numele sau în locul lor.

Prin urmare, când instanța de fond constată în fapt că mandatul dat unei persoane de a primi — pentru mandant, sume de bani dela debitor, nu conține nici o restricțiune cu privire la substituție, cu drept cutvânt decide ca

suma primită de mandatar, pentru mandant, și printr'o persoană substituită este valabil primită și liberează pe debitor. (Cas. III, No. 100, 1915; „Jurispr. Rom.” 1915 p. 170. Curier Jud. 3/916).

4. A se vedea: art. 1537, notele 9, 10, 12; art. 1546 nota 12.

Art. 1543. — Când prin un act s'au constituit mai mulți mandatar sau procuratori, nu există solidaritate între dânșii, afară numai când anume s'a stipulat. (Civ. 918, 998, 1039, 1041, 1062, 1515, 1555; C. com. 42, 389; Civ. Fr. 1995).

Text fr. Art. 1995. — Quand il y a plusieurs fondés de pouvoir ou mandataires établis par le même acte, il n'y a de solidarité entre eux qu'autant qu'elle est exprimée.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 644, 645;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires, mandat, etc.*, 651, 653, 657, 659;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 713;
DALLOZ, *Rép. Mandat*, 293 urm.; *Suppl. Mandat*, 115;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, III, p. 70;
GUILLOUARD, *Traité du prêt, etc.*, 112, 116-118;
LAURENT, XXVII, 467, 469, 473;
LYON-CAEN ET RENAULT, III, 38;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 436;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2245;
PONT, *Pet. contr.*, I, 1036, 1038.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 550, 592 urm.; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 386 n. 5; V, p. 329);
NACU, III, p. 420.

Jurisprudență.

1. Mandatul fiind indivizibil atunci când printr'un act s'au constituit mai mulți mandatar sau procuratori și nu s'a specificat că fiecare din mandatar poate lucra și singur în numele tuturor, mandantele nu poate fi bine reprezentat înaintea instanței judecătorești pentru actul pentru care a numit procuratori de cât prin toți mandatarii săi. (Cas. I, 115, Mart. 23/92, B. p. 232; In acelaș sens: Cas. III, 371/915, Curier Jud. 66/915).

2. Chiar dacă s'ar admite că mandatul dat de cineva mai multor persoane, pentru a'l reprezenta în justiție, este,

după obiectul său, un mandat indivizibil, așa că mandatarii nu pot lucra de cât în mod conjunctiv, apoi cu atât mai mult consecința logică și naturală este că împedirea în care s'ar găsi unii din ei de a se prezenta la înfățișare, justifică necesarmente și împedirea celorlalți, odată ce aceștia au avea capacitatea de a reprezenta singuri pe mandante în instanță. (Cas. I, 112/Mart. 22/94, B. p. 742).

3. Când mandatul este dat la mai mulți, fără să fie cumulativ, fie care din mandatar este imputernicit să semneze apelul. (C. Apel Buc. s. I, 338 din 26 Nov. 1924, Buc. C. Apel 6/925).

4. A se vedea art. 1516 nota 2.

Art. 1544. — Mandatarul e dator a plăti dobânzi pentru sumele întrebuintate în folosul său, din ziua întrebuintărei lor; iar dobânzile sumelor rămase, din ziua când i s'au cerut acele sume. (Civ. 1079, 1088 urm., 1550, 1586 urm.; C. com. 380, 383; C. pen. 323; Civ. Fr. 1996).

Text fr. Art. 1996. — Le mandataire doit l'intérêt des sommes qu'il a employées à son usage, à dater de cet emploi; et de celles dont il est reliquataire, à compter du jour qu'il est mis en demeure.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 644;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires, mandat, etc.*, 648, 685, 688, 690;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 518; II, p. 713;

DALLOZ, *Rép. Mandat*, 266 urm.; *Suppl. Mandat*, 96 urm.;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, III, p. 70;
 GUILLOUARD, *Traité du prêt*, etc. 140, 142, 144, 145;
 LAURENT, XXVII, 510, 512, 515, 516;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 437;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2247;
 PONT, *Pet. contr.*, I, 1045, 1048, 1049, 1052;
 TROPLONG, *Traité du prêt*, etc. 499, 504.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 590 urm.; (III, part. II, ed. 2-a, p. 391; V, p. 332, 334; X, p. 27;
 XI, p. 497, 531 nota);
 CANTACUZINO MATEI, p. 447;
 NACU, I, p. 657; II, p. 490, 631; III, 417.

Jurisprudență.

1. Retinerile făcute funcționarului de primărie, fiind proprietate a funcționarului întru cât el dovedește că acele rețineri au fost administrate de Primărie în folosul său, prin acest fapt

Primăria nu poate fi considerată de cât o mandatară, și în această calitate, conform art. 1544, e datoare de a plăti dobânzi pentru sumele întrebuințate în folosul ei, din ziua întrebuințării lor. (Cas. I, 236, Sept. 5/86, B. p. 663).

Art. 1545. — Mandatarul care a dat părții cu care a contractat în asemenea calitate, o îndestulă notiță de puterile primite, nu e ținut a garantă aceea ce s'a făcut afară din marginile mandatului, afară numai când s'a obligat pe sine însuși în numele său. (Civ. 1537, 1538, 1546; C. com. 384; Civ. Fr. 1997).

Text. fr. Art. 1997. — Le mandataire qui a donné à la partie avec laquelle il contracte en cette qualité, une suffisante connaissance de ses pouvoirs, n'est tenu d'aucune garantie pour ce qui a été fait au-delà, s'il ne s'y est personnellement soumis.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 651;
 BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires, mandat*, etc. 804-806;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 716; ed. 1-a, III, p. 157;
 DALLOZ, *Rép. Mandat*, 303 urm.; *Suppl. Mandat*, 116 urm.;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 193, 197;
 GUILLOUARD, *Traité du prêt*, etc., 209;
 LAURENT, XXVIII, 47;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 437;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2256;
 PONT, *Pet. contr.*, I, 1057.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 611 urm.;
 NACU, III, p. 420, 421.

Jurisprudență.

1. Dacă mandatarul nu a făcut cunoscut terțiului care a fost puterea întinderii mandatului său și dacă într-o asemenea situațiune terțiul acordându-i credința pentru o calitate ce mandatarul și-o însușise peste mandatul său, aceasta nu poate fi imputată celui de al treilea, ci mandatarului care a usurpat o asemenea calitate peste limitele întinderii mandatului și care deci devine responsabil de daunele ce a cauzat terțiului prin aceasta. (Cas. I, 212, Iun. 12/81, B. p. 493).

2. Nu incumbă terțiului sarcina de a probă necunoașterea întinderii mandatului ce avea mandatarul, de oare ce mandatarul e obligat a nu lucra peste limitele mandatului ce are. (Cas. I, 212, Iun. 12/81, B. p. 494).

3. Mandatarul, după art. 1545 nu e obligat față cu cei de al treilea de cât în limitele mandatului, și nu le datorește personal nimic de cât dacă se obligă în numele său personal. (Cas. I, 66, Febr. 21/89, B. p. 180).

4. a) Potrivit art. 1545 c. civ., mandatarul care a dat părții cu care a contractat în asemenea calitate o îndestulă

arătare de puterile primite, nu mai poate fi ținut a garanta ceea ce s'a făcut afară din marginile mandatului.

b). Dacă printr'un act al Statului ca autoritate tutelară se împiedică în urmă consecințele unei vânzări, făcute de o autoritate supusă lui, nu poate fi declarat răspunzător pentru aceasta nici reprezentantul legal al acestei autorități, nici autoritatea însăși. (Trib. Ilfov I, 1914; „Dreptul“ 1915, p. 6).

5. Deși comisionarul este direct obligat către persoana cu care a lucrat, ca și cum afacerea ar fi fost a sa proprie, totuși această responsabilitate încetează când se constată în fapt că el a contractat în calitate de mandatar, făcând cunoscut numele mandatului pe socoteala căruia a lucrat. (Cas. III, 379 din 23 Febr. 1925. Pand. Săpt. 11/1925).

6. A se vedea: art. 1532 nota 1.

CAPITOLUL III.

Despre obligațiunile mandantului.

Art. 1546. — Mandantul este îndatorat a îndeplini obligațiunile contractate de către mandatar în limitele puterilor date.

Nu este îndatorat pentru tot aceeace mandatarul ar fi făcut afară din limitele puterilor sale, afară numai când a ratificat expres sau tacit. (Civ. 991, 1167, 1190, 1532, 1537, 1542 urm.; C. com. 381 urm., 393, 402, 405 urm.; Civ. Fr. 1998).

Text. fr. Art. 1998. — Le mandant est tenu d'exécuter les engagements contractés par le mandataire, conformément au pouvoir qui lui a été donné.

Il n'est tenu de ce qui a pu être fait au-delà, qu'autant qu'il l'a ratifié expressément ou tacitement.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 261, 650, 651, 655; VIII, p. 221, 259;
 BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires, mandat, etc.*, 772-774, 776, 780, 782, 784, 789 urm., 793, 793 bis, 800, 801, 803;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 715;
 DALLOZ, *Rép. Mandat*, 383 urm.; *Suppl. Mandat*, 136 urm.;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 189, 205 urm.; III, p. 88;
 DEMOLOMBE, XXIX, 362, 516;
 GARSONNET, I, p. 369 § 93;
 GUILLOUARD, *Traité du prêt, etc.*, 184, 185 urm., 189, 191-192 bis, 196-201, 206 urm., 213;
 LAURENT, XIX, 301; XXVIII, 43, 52, 56, 59, 63, 65;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 437 urm.;
 P'ANJOL, II, ed. 3-a, No. 2251, 2254 urm.;
 PONT, *Pet. contr.*, I, 1064, 1071, 1075.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IX, p. 604 urm., 611; (V, p. 333, 343 n. 2, 344 n. 2); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 191; „*Teoria mandatului restrâns sau a reprezentăției imperfecte în materie de lucru judecat*“. Curier Jud. 73/1902; *Notă sub. Cas. Fr.* 7 Mart. 1920. Jurispr. Gen. 15/1924, No. 838;
 NACU, III, p. 423, 424;
 TONEANU N. C., *Nota sub. Trib. Prahova s. II*, 49 din 18 Iunie 1919. Pand. Rom. 1923-II-164.

INDEX ALFABETIC

Administrator 26, 31, 32.
 Advocat 7, 18.
 Antrepriză 24.
 Anulare, a se vedea „Nulitate“.
 Apreciere suverană 19, 21.
 Autoritate de lucru judecat 31.
 Comptabilitatea Statului 2, 4, 8.
 Comună 27.
 Corporație 13.
 Creanțe 6.
 Culpă 18.
 Datorii 6.
 Daune-interese 14.

Disjuncțiune 14.
 Dotă 8, 15.
 Expoziție 8.
 Fabrică 32.
 Funcționar 1, 2, 32.
 Guvern 1, 9.
 Hotărnicie 7.
 Instrăinare, a se vedea „Vanzare-cumpărare“.
 Ipotecă 8.
 Licitație 2, 8.
 Limitele mandatului 1, 2, 3, 6, 7, 8, 10, 12, 13, 17, 19-25, 27, 28, 29, 30, 32.
 Locație 26, 28.
 Locație de servicii 32.

Lucru judecat 31.
 Mandat 1-32.
 Mandat în alb 29.
 Militar 26, 31.
 Ministru 2, 4, 9.
 Minor 1, 2, 5.
 Mobilizare 26, 27, 31.
 Moștenitori 31.
 Nulitate 2.
 Partaj 31.
 Posesie, tulburare 11.
 Primar 27.
 Război 26, 27, 31.
 Ratificare 5, 13, 15, 17, 18, 22, 23, 24, 25, 28, 30.
 Rechiziție 27.
 Renunțare 14, 31.
 Revendicare 14.

Reziliere 18, 26.
 Sechestru 32.
 Simulație 8.
 Societate 30.
 Stat 1, 2, 4, 7, 9.
 Substituție 12.
 Succesori 31.
 Suverană apreciere 19, 21.
 Termin 32.
 Terțe persoane 2, 3, 10, 12, 16, 29, 32.
 Tulburare de posesie 11.
 Tutor 1, 2, 5.
 Vanzare-cumpărare 22, 26, 31.
 Vanzare publică 8.

Jurisprudență.

1. Precum, după art. 1546, mandanțele nu se obligă pentru tot ceea ce mandatarul său a făcut peste limitele puterilor sale, și precum și pe minore nu-l obligă toate actele făcute de tutorele său peste puterile acordate de lege și formele prescrite la secțiunea VII, titlu X, cartea I, asemenea și toate actele făcute de guvern, administrațiile publice, care ar trece peste limita unor acte de simplă administrație, nu obligă națiunea și averea ei. (Cas. I, 139, Apr. 14/71, B. p. 69).

2. Sub raportul efectelor civile ale actelor săvârșite de funcționarii publici, aceștia nu sunt de cât mandatarii ai statului; de unde rezultă că în general, raportul dintre stat cu cei d'al treilea, pentru actele încheiate cu funcționarii publici în numele statului și răspunderea statului trebuie a se determina după regulile comune ale mandatului. Astfel, o tocmeală făcută de un ministru în numele statului, obligă direct pe stat față cu cei d'al treilea când s'a încheiat cu observarea formelor prescrite de art. 45 al legii comptabilității, căci tocmeala numai astfel făcută, se poate zice că e făcută în limitele puterilor date; din contra de s'a făcut o convenție în numele statului, fără observarea formelor legale a publicității și a concurenței prescrite de art. 45, convențiunea va avea a se considera ca făcută afară de limitele puterilor ce avea acel funcționar public. Așa fiind, nu s'ar putea zice că, precum un minor n'are, în cât privește actele făcute de tutore fără observarea condițiilor și formelor prescrite de lege, de cât acțiunea de nulitate, asemenea și statul n'ar avea altă facultate de cât aceea de a exercita acțiunea de nulitate spre a obține anularea concesiunii încheiată fără observarea formelor speciale prescrite de lege, căci dacă actele încheiate de un tutor în numele minorelui se consideră ca făcute de acesta, și dacă această regulă se aplică chiar la actele încheiate fără îndeplinirea condițiilor și formalităților special cerute pentru validitatea lor, în acel sens cel puțin că minorele nu poate să nu le recunoască pur și simplu ca unele ce ar fi săvârșit de un al treilea lipsit de un mandat (argument tras din art. 390) putând numai să exercite acțiunea de nulitate pentru aceasta, în virtutea principiului art. 952: aceste reguli excepționale ale codului civil, nu se pot aplica prin natura lor de cât numai la minori și nu pot fi aplicate prin analogie la stat. Fiind așa, regulile mandatului trebuie a servi exclusiv spre a regulă raporturile dintre

stat față cu cei de al treilea, în cât privește actele făcute cu aceștia de către funcționarii publici în numele statului, Statul ca mandante nici nu are trebuință a cere mai întâiu anularea actelor, făcute afară de limitele mandatului, căci ele fiind *res inter alios acta*, față cu statul n'au nici o existență și de aceea nici nu poate fi vorba de exercitiul acțiunii de anulare. Asemenea nu s'ar putea invoca că formele publicității și ale concurenței n'ar fi prescrite sub pedeapsă de nulitate, căci precum toate dispozițiunile din legea comptabilității, mai cu seamă aceste formalități, au de scop a protege fiscal, statul, contra abuzurilor, ele sunt de aceea de ordine publică, încât din neobservarea lor rezultă virtual, o nulitate a actului respectiv, fără ca să fie trebuință ca această nulitate să se enunțe într'un mod formal prin dispozițiunea legii. Tot atât de puțin se poate susține că art. 45 al legii de comptabilitate și-ar avea sancțiunea numai în responsabilitatea ministerială, iar tocmelele făcute în numele statului, fără îndeplinirea formelor legale prescrite, ar obliga totuși pe stat, căci dacă se poate zice că, sub raportul juridic, ministrii sunt răspunzători de câte ori violează constituțiunea sau legea, această responsabilitate juridică a ministrilor poate da loc la o plângere din partea corpurilor legiuitoare și în consecință la schimbarea lor precum și la darea lor în judecată, dar aceasta nu poate exercita vre-o influență asupra efectelor civile ale unor acte făcute cu violarea formelor prescrite de lege, care față cu statul se consideră a nu fi avut vre-o dată o existență juridică. (Cas. I, 360, Sept. 25/73, B. p. 155).

3. După art. 1546 alin. I, actele juridice făcute de un mandatar în limitele puterilor date și în numele mandatului, au a se considera ca fiind făcute de mandante personal, în care caz e personal obligat față cu tertii. Din contra după art. 1546 alin. II, actele juridice făcute în numele mandatului afară din limitele mandatului au a se considera ca fără nici o existență față cu acesta. (Cas. I, 360, Sept. 25/73, B. p. 165).

4. După dispozițiunile legii comptabilității generale a statului, de câte ori este vorba de încheierea unui contract prin un delegat al ministerului, un atare contract e supus la aprobarea ministerului care a dat delegațiunea și este în drept, după lege, de a refuza aprobarea aceluși contract, când crede că nu corespunde cu interesul statului. (Cas. I, 403, Dec. 18/81, B. p. 938).

5. Nu este și nu poate fi nimic de comun între ratificațiunea art. 1190 și ratificațiunea articolului 1546, cu

toată identitatea de expresiuni, căci e suficient a se citi art. 1190 pentru a se convinge că el nu se aplică la ratificarea art. 1546, ne fiind vorba în specie de o convențiune anulabilă în contra căreia legea admite acțiunea în nulitate (art. 1190), ci de niște acte afectate de exces, în aceea că acel de la care emană n'avea destule puteri pentru a consimți. Deci pentru ca viciul să fie reparat, este suficient ca acela a cărui voință a fost necunoscută să vie a recunoaște actul, a și-l apropia, precum ar fi fost făcut de el însuși; și această ratificare nu are necesitate pentru a produce efectul său de a fi însoțită de mențiuni și enunțări la cari numai ratificarea obligațiilor este supusă prin art. 1190. Ratificarea de care e vorba în art. 1546 al. II este regulată numai prin acest articol, care nu o supune la nici o formă specială. Deci minorul ratificând astfel faptul tutorului care escede puterile sale, atunci faptul tutorului este faptul minorului. (Apel Iași. I, 165, Dec 8/82 Dr. 41/83, p. 337).

6. Actele juridice făcute de mandatar în limitele mandatului său trebuiesc considerate ca făcute de însuși mandantul și prin urmare, creanțele și datorile contractate de mandatar iau naștere direct și se sting asemenea în patrimoniul mandantului. (Apel Buc. I, 174, Oct. 15/83, Dr. 85/83).

7. Art. 1546 prevede în mod clar că mandantul nu răspunde de faptele mandatarului său, cari ar fi făcute afară din limitele puterilor ce i s'au acordat prin mandat. Astfel, curtea nu se poate întemeia pe o declarațiune din partea avocatului statului, făcută la tribunal, prin care recunoaște de bună hotărnicia prin care se prevede că autorul intimatilor avea drept asupra unor stânjieni de moșie ce pretind, căci advocații statului nu au mandat de a face asemenea recunoașteri. (Cas. I, 93, Martie 7/84, B. p. 231).

8. Față cu expresiunile clare și precise ale mandatului, dat de soție soțului pentru afaceri anume determinate, cumpăratoarea unui imobil cu bani dotali sau darea lor împrumut cu asigurare de ipotecă într'un imobil, mandatul este special, conform art. 1535. În cazul unui asemenea mandat, mandatarul nu poate face nimic afară din limitele mandatului, și mandantul nu este îndatorit pentru ceea ce mandatarul ar fi făcut peste aceste limite (art. 1537 și 1546). Astfel, mandatul fiind special, nu poate să oblige pe mandant la convențiunea făcută de mandatar afară din limitele mandatului, convențiune care avea de scop a transforma o vânzare publică prin licitație într'o vânzare simulată. (Cas. I, 409, Nov. 30/84, B. p. 935).

9. Din momentul ce se stabilește că intimatul era mandatar al guvernului, după principiile generale ale mandatului prevăzute de art. 1537 și 1546, mandantele (Statul) e răspunzător pentru toate cheltuelile necesare și utile făcute de mandatar cu consimțământul său și în limitele puterilor ce îi acordase. Deci, e de datoria ministerului care a însărcinat pe mandatar cu organizarea secțiunii române la expoziția universală și a încuviințat facerea cheltuelilor ocazionale cu îndeplinirea ei, să se pună în regulă cu legea comptabilității și să ceară deschidere de credite; nevoița sau neglijența Statului nu se poate restrânge asupra mandatarului, care nu a făcut de cât să execute ordinele guvernului. (Cas. I, 65, Febr. 21/89, B. p. 172).

10. Contractul de mandat se poate exercita în două moduri: 1) mandatarul poate să lucreze în numele mandantului, și atunci trebuie să încunoștințe pe terțele persoane că tratează cu ele în numele mandantului pe care-l reprezintă; în acest caz, tot ceea ce mandatarul zice, face, semnează, în limitele puterilor sale, e presupus că mandantul le zice, face sau semnează; în fapt terțul tratează cu mandatarul, în drept cu mandantul contractează, așa că îndată ce contractul este încheiat, mandatarul dispăre și toate efectele legale active sau pasive ale contractului se realizează în persoana mandantului, ca și cum el însuși ar fi contractat; 2) mandatarul poate încă să lucreze pe socoteala mandantului, dar fără a-l face cunoscut, tratează în numele său propriu; în acest caz terțul nu cunoaște pe mandant ci numai pe mandatar, care singur este creditor sau debitor; fără îndoială, în virtutea contractului de mandat, rămase secret pentru terțiu, mandatarul rămâne răspunzător către mandant, dar între terțiu și mandant nu este nici o legătură juridică; cu toate acestea mandantul poate să silească pe mandatar ca să-i cedeze drepturile și acțiunile ce a contractat cu terțele persoane. (Apel Galați, I, Febr. 8/90, Dr. 23/90).

11. Mandatarul ne fiind responsabil de obligațiunile ce rezultă din acțiunile executate de dânsul în puterea mandatului, urmează că pentru ori ce raport juridic ce rezultă din acele acțiuni, poate să fie urmărit și acționat numai mandantul, iar nu mandatarul personal (art. 1545 și 1546). Și acest principiu, este aplicabil și pentru turburările de posesie ce s'ar comite de un mandatar, căci legea nu face nici o excepție în această privire. (Cas. I, 109/Mart. 1/91, B. p. 285).

12. În general, mandantele poate să fie obligat atât către mandatar cât și către cei de al treilea cu cari a intrat

mandatarul în relații, într-o cât re-
lațiile contractate rezultă din coprin-
sul mandatului, ceea ce art. 1546 pres-
crie că dacă cei de al treilea substi-
tuitii de mandatar pentru executarea
mandatului sunt sau de rea credință
în executarea mandatului, sau comit
o greșeală care le este imputabilă, pe
mandantele nu pot privi consecințele
prejudiciabile și actele săvârșite de
substituitul mandatar, în aparență cu
ocazia executării mandatului, dar în
realitate în contra puterilor conferite
prin mandat sau în contra cuprinsului
formal și precis al mandatului nu pot
fi opuse mandantului, și nu pot privi
pe mandante. În aceste împrejurări
mandantele nu poate să răspundă, în
virtutea art. 1546, pentru că numai
actele săvârșite în limitele mandatului,
fie de mandatar, fie de substituitul
mandatar, pot obliga pe mandante.
Această soluție nu constituie nici o
violare a art. 1542, fiindcă acest articol,
aflător sub titlul de „îndatoririle man-
datarului“, are de obiect a indica dacă
și în ce grad mandatarul este răspun-
zător pentru a-și fi substituit pe alt
cineva, nu rezolvă însă chestiunea efec-
telor greșelii imputabilă substituitului,
care are și trebuie a se rezolvi, nu prin
art. 1542, ci prin art. 1546. (Cas. II,
209, Dec. 15/92, B. p. 1156).

13. După art. 1537 combinat cu art.
1546, mandatarul nu poate face nimic
afară din limitele mandatului său; prin
urmare mandantele nu este îndatorat
pentru tot aceea ce mandatarul ar fi
făcut afară din limitele puterilor sale,
afară numai când a ratificat expres
sau tacit. (Apel Buc. III, 141, Mai 30/94,
Dr. 48/94).

14. Când într-o acțiune în revendi-
care se cere dela o persoană delăsarea
imobilului stăpânit pe nedrept și dela
alte persoane daune interese pentru a-
ceasta, tribunalul este în drept să con-
state că în această acțiune sunt două
acțiuni distincte una de alta și să le
disjunge, judecând numai una din ele.
În acest caz, dacă mandatarul recla-
mantului declară că voește a judeca
una din cele două acțiuni, prin acea-
sta mandatarul nu a renunțat la drep-
turile mandantului asupra celeilalte
acțiuni. (Cas. I 44/99 B. p. 113).

15. Ratificarea dată de soție pentru
primirea banilor de către bărbat, nu
este relativă la o nulitate a ipotecii,
spre a i se putea aplica art. 1255 Cod.
civil, ci este relativă la mandatul dat
soțului de a primi banii, primire pe
care soția este perfect capabilă să o
facă ea însăși, sau prin mandatar și
ca atare urmează să i se aplice dis-
pozițiile dela mandat din art. 1546 Co-
dul civil. (Cas. I, 17/903 B. p. 27).

16. Numai dacă este dovedită exis-
tența mandatului, cei de al treilea pot

avea acțiune în contra mandantului,
pentru toate obligațiunile luate de
mandatar în limitele puterilor date.
(Apel Buc. III Dr. 22/904).

17. Mandantele este îndatorat a in-
deplini obligațiunile contractate de că-
tre mandatar în limitele puterilor da-
te; el este de asemenea obligat și pen-
tru tot ceea ce mandatarul ar fi făcut
afară din limitele puterilor sale, dacă
a ratificat expres sau tacit actele fă-
cute peste acele limite. (Cas. I, 23
Mart. 1907. B. p. 415).

18. Deși președintele unei corpora-
țiuni față cu statutele nu are putere
generală de a angaja cu contract un a-
vocat pentru corporație, totuși într-o
cât este constatat că după angajamen-
tul făcut de președintele corporației
peste limitele mandatului său atât
avocatul cât și corporația și-au înde-
plinit mai mult timp obligațiile reci-
proce la care se angajaseră prin con-
tract, prin aceasta corporația a rati-
ficat tacitamente ceea ce președintele
făcuse peste limitele mandatului, așa
că corporația nu mai putea nesocoti
aceel contract cu dela sine putere, ci
era în drept numai de a cere rezilie-
rea lui dacă dovedea culpa avocatului.
(Jud. Ocol. II Buc. 3143/911, Curier
Jud. 9/1912).

19. Instanța de fond este suverană
să interpreteze actul scris care con-
stată un mandat pentru a stabili cari
sunt puterile conferite mandatarului
prin acel act, fără ca hotărîrea sa în
această privință să poată fi supusă
controlului Inaltei Curți. (Cas. I,
826/1911, Curier Jud. 3/912; În acelaș
sens: Cas. III, 510/911, Curier Jud.
8/912).

20. Numai atunci o persoană ar de-
păși limitele mandatului când actul fă-
cut de dânsul ar fi contrar mandatu-
lui dat. Prin urmare dacă mandatarul
a lucrat în limitele mandatului, man-
dantul este ținut conform art. 1546 c.
civil, să îndeplinească obligațiunile
contractate de el. (Trib. Roman 8 Mart.
1912, Curier Jud. 80/912).

21. După art. 1546 din codul civil,
mandantul este obligat a aduce la in-
deplinire toate obligațiunile contracta-
te de către mandatarul său în limitele
puterilor conferite prin mandat. In-
stanța de fond este suverană să con-
state, examinând și interpretând o pro-
cură, că mandatarul n'a depășit limi-
tele mandatului dat, și că, în conse-
cintă, obligațiunile contractate de
mandatar angajază pe mandant. (Cas.
III, 70 din 7 Febr. 1912, B. p. 395, Curier
Jud. 33/912).

22. După art. 1537 combinat cu art.
1546 codul civil, mandatarul nu poate
obliga pe mandant în afară de limi-
tele mandatului său, afară numai dacă

mandantul, nu a ratificat expres sau tacit.

Astfel, din momentul ce se constată că un mandat a fost dat limitat numai la cumpărarea și administrarea unei moșii, vânzarea unei case și unui alt teren făcută de mandatar, nu era valabilă pe temeiul aceluși mandat special. (Cas. I, 3 Dec. 1913, B. p. 2255).

23. Ratificarea din partea mandantului a actelor făcute de către mandatar peste limitele mandatului este valabilă, chiar dacă nu ar întruni condițiunile cerute de art. 1190 cod. civil, fiind suficient să fi fost făcută în cunoștință de cauză. (Trib. Bacău, I, 246/915, Curier Jud. 16/1916).

24. Modificările ce mandatarul proprietarului ar fi adus planului peste limitele mandatului ce i s'a dat, nu obligă pe mandant față de antreprenor care a executat acele modificări, dacă nu există o ratificare în privința lor din partea mandantului iar tăcerea acestuia nu implică o confirmare a lucrărilor făcute în afară din planul statornicit, fără un act care să manifeste din parte-i în mod clar voința sa în această privință. (Cas. III, decizia No. 195, din 30 Maiu 1914; Jurisp. Rom. 1914, p. 598).

25. Pentru ratificarea prevăzută de art. 1546 c. civ. nu se cere observarea dispoz. art. 1167 și 1190 c. civ. Această ratificare poate rezulta din orice fapte și împrejurări din care să reiasă în mod sigur voința mandantului de a aproba actele făcute de mandatar peste limitele mandatului. (Trib. Ilfov I, No. 696, 1914; Curier Jud. 5/1915, p. 42).

26. Delegațiunea administratorului numit de tribunal pentru a conserva, administra și încasa veniturile averii mobilizatăului aflat pe front, echivalează în drepturi și obligațiuni cu mandatul conceput în termeni generali și prin urmare nu îmbrățișază decât actele de administrațiune iar nu și pe cele de dispozițiune, cum e acela de a înstreina sau renunță la drepturile mandantului. Prin urmare, un asemenea administrator nu poate rezilia un contract de închiriere și nici de a reduce chiria constatată prin el ca drept al mandantului. (Cas. I, No. 4, 1919; Jurispr. Rom. 1919, p. 572).

27. Când puterea ocupantă impune comunei obligația de a-i procura prin rechizițiuni anume obiecte, în acest caz Primarul lucrează în virtutea unui adevărat mandat dat în interesul comunității atât pentru o mai dreaptă repartizare a rechizițiilor cât și pentru a sustrage comunitatea de la extorsunile și violențele la cari ar fi supusă, dacă inamicul ar face direct rechizițiile.

Acest mandat care intră în cadrul art. 1546 și 1549 c. civ. dă naștere unei

datorii civile în sarcina comunei, ea fiind ținută de obligațiunile luate de mandatarul ei, (Primarul) prin remiterea bonurilor de rechiziție. (Cas. I, 270 din 10 Nov. 1919, Pand. Rom. 1922, I, 170).

28. Potrivit art. 1546 c. civ., mandantul nu e îndatorat să respecte obligațiile contractate de mandatar, peste limita puterilor ce i s-au conferit, afară numai când l-a ratificat expres sau tacit. Ratificarea tacită rezultă din intenția părții dedusă din împrejurările cauzei apreciate de judecată în caz de contestație și negreșit mai ales din executarea voluntară în total sau în parte a obligației făcută cu bună știință de acela în contra căruia se invoacă convenția.

În specie apelantul deși a semnat primirea chiriei în josul contractului încheiat de mandatar, peste limitele date, însă nu se poate trage concluzia că a înțeles să ratifice întreaga convenție, căci tăcerea lui nu poate fi interpretată ca o voință de a ratifica și obligația ce depășea puterile mandatului său că chiria ce o primea era datorită pentru timpul când convenția era opozabilă și nu avea motiv să o refuze prin faptul că nici nu expirase termenul contractului cât i se dăduse puteri mandatarului să contracteze cu chiriașul. (C. Apel Buc. s. I, 201 din 13 Oct. 1920, Curier Jud. 21/921, Pand. Rom. 1922, III, 27).

29. Mandatul în alb nedând posibilitatea terților de a cunoaște puterile acordate mandatarului, lasă a se crede că aceste puteri sunt nelimitate și ca consecință, obligă pe mandant pentru actele încheiate în numele său, chiar când acesta ar fi depășit puterile ce-i fuseseră acordate. (Trib. Ilfov, s. IV, 189 din 12 Mart. 1921 Curier Jud. 16/922).

30. Chiar dacă mandatarul societății au depășit limitele mandatului dat, atunci când au lucrat în numele societății, aceasta poate ratifica, pe temeiul art. 1546 c. civ. actul lor; ratificarea poate să reiasă și din faptul că în procesul care pune în discuțiune validitatea acestui act, societatea n-a invocat vre-o depășire a mandatului; — aceasta cu atât mai mult în specie, de oare ce actul nu s'a încheiat cu partea care îl contestă. (C. Apel Buc. s. III, 144 din 15 Iunie 1921, Pand. Rom. 1924, II, 194).

31. După legea din 21 Decembrie 1916, privitoare la familia și averea celor chemați sub arme, Tribunalul, în lipsă unui mandatar lăsat de mobilizat, are dreptul de a numi un administrator, care să facă orice acte necesare privitoare la averea lui, putându-i conferi chiar și dreptul de a face acte de instrăinare.

Prin urmare, atunci când Tribunalul

dă administratorului autorizațiunea, fără nici o rezervă, de a reprezenta pe mobilizat într'un proces de împărțeață cu un co-moștenitor, această autorizație cuprinde implicit și dreptul de a uză sau de a renunța la orice cale de atac contra hotărârilor date în acest proces, și când aceste hotărâri rămân definitive, prin vânzarea sau renunțarea lor la căile de atac, ele sunt opozabile, ca lucru judecat și moștenitorilor mobilizatului, de oarece și ei au fost reprezentați în proces prin administratorul numit de Tribunal. (Cas. I. 1119 din 27 Iunie 1924. Jur. Rom. 17/924).

32. În virtutea efectului reprezentării în actele juridice, contractul încheiat de mandatar, în limitele puterilor sale legale sau convenționale, obligă pe

mandant pentru toată durata contractului încheiat de mandatar, iar nu numai pentru timpul cât durează mandatul, aceasta pentru siguranța celor de al treilea, cari tratează cu un mandatar.

Prin urmare, contractul de locațiune de servicii, încheiat de un administrator sechestru cu un funcționar al unei fabrici puse sub sechestru, trebuie să dureze pe tot timpul convenit, chiar dacă fabrica a fost scoasă de sub sechestru înainte de expirarea contractului. (C. Apel Buc. s. IV, 100 din 29 Oct. 1924, Bul. C. Apel. 6/925).

33. A se vedea: art. 199, Index alfabetic și notele respective; art. 390 nota 8; art. 401 nota 1; art. 415 nota 1; art. 1166 nota 3; art. 1190 cu notele respective; art. 1537 cu notele respective.

Art. 1547. — Mandantul trebuie să desdauneze pe mandatar de anticipațiunile și spesele făcute pentru îndeplinirea mandatului și să-i plătească onorarul, dacă i s'a promis. (Civ. 966, 968, 991, 1190, 1534, 1540, 1545, 1548, 1550 urm.; C. com. 385—387 urm.; Civ. Fr. 1999 § 1).

Text. fr. Art. 1999 § 1. — Le mandant doit rembourser au mandataire les avances et frais que celui-ci a faits pour l'exécution du mandat, et lui payer ses salaires lorsqu'il en a été promis.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 649, 651;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires, mandat, etc.*, 705 urm., 707, 715 urm., 863 urm.;
CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 51, 52, nota 3, 267;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 706, 714, 723;
DALLOZ, *Rép. Mandat*, 318 urm.; *Suppl. Mandat*, 122 urm.;
GUILLOUARD, *Traité du prêt, etc.* 153-156, 158, 159, 167;
LAURENT, XXVIII, 8, 10, 21 28;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 439;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2249 urm.;
PONT, *Pet. contr.*, 1087, 1100.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IX, p. 558, 600 urm., 608, 699; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 380); *Notă sub* Cas. Fr., 7 Mart. 1920. *Jurispr. Gen.* 15/1924, No. 838;
BOTEZ CORNELIU, „*Despre experți și onorariul lor*“. *Curier Jud.* 44/1903;
NACU, III, p. 421;
PLASTARA GEORGE, „*Reducțiunea salarului excesiv al mandatarului*“. *Curier Jud.* 10/914, 19/914;
RĂDULESCU SILIU, *Observație sub* C. Apel Alger, 31 Dec. 1908. *Dreptul* 50/1911.

INDEX ALFABETIC

- | | |
|---------------------------------------|-----------------------------|
| Advocat 7, 8, 9, 11. | Imprumut 6, 9. |
| Aprecieri suverană 1, 11. | Locațiune de serviciu 9. |
| Autentificare 6. | Mandat 1-11. |
| Comerciale uzuri 3, 4. | Misitice 3, 4, 10. |
| Comision 10. | Onorar 2-11. |
| Culpă 2, 5, 6. | Prezumție 7, 9. |
| Desdaunare 1, 2. | Probă 8, 9. |
| Desființare 5. | Revocare 2, 3, 5. |
| Despăgubiri, a se vedea „Desdaunare“. | Salar, a se vedea „Onorar“. |
| Dovadă 8, 9. | Samsar 3, 10. |
| Fraudă 6. | Spese 1, 2, 5. |
| Gratuitate 7. | Suverană apreciere 1, 11. |
| | Uzuri comerciale 3, 4. |

Jurisprudență.

1. Mandantele trebuie să desdauneze pe mandatar de spezele făcute în îndeplinirea mandatului său. Curtea care nu uzează de dreptul său suveran de a aprecia cuantumul acestor desdaunări sub motiv că mandatarul nu a produs acte justificative, violează principiile de lege asupra mandatului. (Cas. I, 86, Febr. 16/73, B. p. 24).

2. Deși după dispozițiunile codului civil mandatul poate fi revocat, totuși legiuitorul dintr'un sentiment de echitate a prevăzut prin art. 1547 și 1548 cod civil, că mandantul trebuie să despăgubească pe mandatarul său de anticipațiunile și spezele făcute pentru îndeplinirea mandatului și să-i plătească onorariul dacă i s'a promis, și de această desdaunare mandantul nu poate să se scutescă, chiar când afacerea nu a reușit, dacă nu se poate imputa mandatarului nici o culpă. (Trib. Ilfov Com. Dr. 78/913 p. 619).

3. Legiuitorul român nu a voit să dea putere de lege uzurilor comerciale și această intențiune a sa reese în mod învederat atât din faptul că în redactarea art. 1 din codul comercial a suprimat alineatul corespunzător din art. 1 din codul comercial italian, cât și din dezbaterile ce au avut loc în parlamentul țării cu ocazia votării acestui cod, din care rezultă că comerțul țării noastre fiind de dată recentă și neavând uzuri constante, ar fi un adevărat pericol admiterea lor cu putere de lege.

Prin urmare, Curtea de apel violează art. 1 din codul comercial și interpretează și aplică greșit art. 1547 și 1548 c. civ., dela mandat, când stabilește că între părți s'a încheiat un contract de misiție care conform uzului ar fi revocabil și nu ar conferi dreptul de onorariu misitului decât numai când afacerea s'a făcut prin mijlocirea lui. (Cas. III, deciz. a No. 490, din 13 Decembrie 1913; „Jurispr. Rom.” 1914, p. 10).

4. Legiuitorul român nevrând să dea putere de lege uzurilor comerciale, a suprimat din art. 1 din cod com. rom. alineatul corespunzător din art. 1 al. cod. com. italian, astfel ca contractul de misiție fiind un contract nenumit dar având natura unui contract asemănător cu al mandatului salariat, trebuie să i se aplice regulile de la acest mandat; prin urmare conf. dispozițiilor art. 1547 cod. civil, mandantul trebuie să plătească onorariul stipulat atunci când misitul a făcut toate demersurile pentru îndeplinirea mandatului său, aducând pe părți până la desăvârșirea juridică a unui contract. (C. Apel Buc. s. II, 173 din 13 Nov. 1914. Jur. Gen. An. I No. 396).

5. Desființarea contractului de mandat de către mandante, fără să se poată imputa vreo culpă mandantului, care și-a îndeplinit în totul însărcinarea dată, nu poate atrage pentru dânsul pierderea onorariului și a spezelor ce a făcut. (Cas. III, 353/914, Curier Jud. 14/915).

6. Actul juridic prin care o persoană însărcinează pe cineva să-i găsească bani cu împrumut și să negocieze cu cei dispuși a împrumuta, până când

părțile cad de acord, este un mandat salariat.

Obligațiunea unui asemenea mandatar constă în a găsi pe cel dispus să împrumute, a pune în legătură părțile doritoare de a contracta, a mijloci pentru înlăturarea dificultăților, a stăruii, în fine, spre a se ajunge la încheierea convenției. El, îndeplinindu-și obligațiunea, are dreptul la plata convenită, afară de rea credință și fraudă; altminteri, el ar fi lăsat la bunul plac al mandantului, care l-ar putea privă de plata muncii sale, ceea ce este contra echității.

Partea care nu mai vrea să se prezinte la autentificarea unui contract de împrumut ipotecar fiindcă nu i-ar mai conveni procentele, este în culpă și trebuie să plătească onorariul mediatorului. (Trib. Ilfov s. I, 176 din 1915. Dreptul 1915, p. 356).

7. Atât jurisprudența franceză cât și cea română recunosc unanim că mandatul dat unei persoane a cărei profesiune este de a face de acele acte cari formează obiectul mandatului — cum e avocatul — nu este gratuit, afară numai dacă gratuitatea a fost expres stipulată, cu alte cuvinte este o prezumpție ca plata unui onorar a fost tacit stipulat între părți.

Rațiunea care a determinat instanțele judecătorești să se pronunțe în acest sens, se explică foarte ușor prin aceea că nu e admis ca cineva ar fi primit să facă afaceri de avocat, fără a presupune că în intenția părților contractante — a mandantului și a mandatarului — a fost de a da și a primi un onorar. (C. Apel Buc. s. III, 8 din 24 Ian. 1920, Curier Jud. 28-29/920).

8. Din moment ce un avocat a făcut dovada că și-a îndeplinit mandatul, proba plății onorariului încumbă mandantului. (Judec. ocol. Târgoviște 364 din 1 Nov. 1921, Curier Jud. 12/922).

9. În fapt: Intimatul în calitate de avocat, a cerut obligarea recurentului la plată de onorar, pentru servicii prestate cu ocaziunea unui împrumut ipotecar. Deși recurentul a contestat existența unei obligațiuni din partea sa, pretinzând că intimatul a fost avocatul creditorului ipotecar, instanța de fond a admis acțiunea motivând că, atunci când un debitor contratează un împrumut ipotecar este sigur că el trebuie să suporte taxele, cheltuelile, onorariul de avocat, el iar nu creditorul având interesul să completeze actele pe care acesta i le pretinde. Recurs pentru violarea art. 1169 și 1203 c. civ. Admitere.

În drept: Intimatul reclamând prin acțiunea sa plata onorariului la care pretinde că recurentul s'ar fi obligat față de dânsul, pentru serviciile ce i le-a prestat ca avocat, stabilește ast-

fel legătura juridică dintre el și re-cu-tient pe baza unui contract de lo-ca-țiune de servicii, a cărui dovadă urmă să o facă conform regulilor de drept comun, prin act scris, din moment ce onorariul depășia suma de 55 lei.

Prin urmare numai violând art. 1169, 1191 și 1203 c. civ. Tribunalul a putut stabili obligațiunea recurentului la plata onorariului de 15.000 le, pe care acesta îl contestă, bazându-se numai pe o simplă prezumpțiune, de altfel ne-justificată că, actul de împrumut ipo-tecar servește exclusiv numai interesele debitorului, (Cas. I, dea. 84 din 25 Ianuarie 1924, Jurisprudența Generală 1924, No. 823).

10. Comisionul este datorit din mo-mentul ce acordul de voințe s'a stabilit, fără ca intermediarul să garanteze și executarea convenției. (C. Apel Craiova s. I, 195 din 23 Sept. 1924. Justi-

ția (Craiova) 13-14/924, Bul. C. Apel 15/924).

11. In cazul când o persoană se adre-sează unui avocat pentru a-i conduce și susține un proces fără să se fi pre-cizat onorarul avocatului, fiecare din aceste părți se poate adresa instanțelor judecătorești pentru ca ulterior să se fixeze cuantumul. In lipsa unui tarif unitar pentru onorariile avocaților, instanțele fixează acest onorar, apre-ciind asupra sumei pe care avocatul a adus-o în patrimoniul clientului său, asupra naturii juridice a chestiunii susținută, cât și asupra diligențelor puse de avocat în executarea manda-tului. (Trib. Fălticeni 46/1925, Jur. Gen. 1925 No. 896).

12. A se vede: art. 966 notele 4, 8; art. 991, nota 8; art. 1309 notele 11, 12, 19; art. 1534 cu notele respective; art. 1546 cu notele respective.

Art. 1548. — Când nu se poate imputa mandatarului nici o culpă, mandantul nu poate să se scutească de asemenea desdaunare și plată, chiar când afacerea n'a reușit, nici să reducă suma cheltuelilor sau a anticipațiunilor pe cuvânt că ar fi putut fi mai mică. (Civ. 991, 1190, 1534, 1540, 1547, 1550 urm.; Civ. Fr. 1999 § 2).

Text. fr. Art. 1999 § 2. — S'il n'y a aucune faute imputable au man-dataire, le mandant ne peut se dispenser de faire ces remboursements et paie-ment, lors même que l'affaire n'aurait pas réussi, ni faire réduire le montant des frais et avances sous le prétexte qu'ils pouvaient être moindres.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires, mandat, etc.*, 704 urm., 714 urm., 726 urm., 805; CAPITANT, *Dé la Cause des Obligations*, p. 51, 52, nota 3, 267; COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 706, 714, 723; DALLOZ, *Rép. Mandat*, 318 urm.; *Suppl. Mandat*, 122 urm.; MOURLON, ed. 7-a, III, p. 439; PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2249 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO. IX, p. 558, 600 urm., 608, 609; (V, p. 348); NACU, III, p. 422.

Jurisprudență.

1. Dacă mandantele are dreptul a revocă mandatul, învederat că manda-tarul are dreptul la salariul stipulat, pentru că salariul trebuie să fie plătit când s'a promis, conform art. 1547 însă mandatarul n'are dreptul la salariu când i se poate imputa o culpă, pre-cum declară art. 1548, adică atunci când nu face ceeace el s'a obligat a face sau când face rău; mandatarul nu poate reclama salariul atunci mai cu seamă când i se impută dol sau fraudă. (Cas. I, 37, Apr. 17/84, B. p. 365).

2. Chiar în caz când revocarea man-

datului a avut loc prin culpa manda-tarului, acesta însă are drept la des-păgubiri pentru lucrările făcute, dacă aceste lucrări au profitat mandantului. (Cas. I, 504/95 B. p. 1425).

3. Legiuitorul român nu a voit să dea putere de lege uzurilor comerciale și această intențiune a sa reese în mod învederat atât din faptul că în redac-tarea art. 1 din codul comercial a su-primat aliniatul corespunzător din art. 1 din codul comercial italian cât și din desbaterile ce au avut loc în Parla-mentul țării cu ocazia votării acestui cod, din care rezultă că comerțul țā-rei noastre fiind de dată recentă și

neavând uzuri constante, ar fi un ade-
vărat pericol admiterea lor cu putere
de lege.

Prin urmare, Curtea de apel violează
art. 1 din codul comercial și interpre-
tă și aplică greșit art. 1547 și 1548 c. civ.,
dela mandat, când stabilește, că între

părți s'a încheiat un contract de mi-
sitie care conform uzului ar fi revo-
cabil și nu ar conferi dreptul de ono-
rariu misitului decât numai când afa-
cerea s'a făcut prin mijlocirea lui. (Cas.
III, No. 490, 1913; Jurispr. Rom. 1914,
p. 10).

Art. 1549. — Mandantul trebuie asemenea să desdauneze
pe mandatar de pierderile suferite cu ocaziunea îndeplinirii
însărcinărilor sale, dacă nu i se poate impută nici o culpă.
(Civ. 991, 1540, 1618; C. com. 109; Civ. Fr. 2000).

Text. fr. Art. 2000. — Le mandant doit aussi indemniser le mandataire
des pertes que celui-ci a essayées à l'occasion de sa gestion, sans imprudence
qui lui soit imputable.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires, mandat, etc.*, 720, 722, 723;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 565, 715;
DALLOZ, *Rép. Mandat*, 361 urm.; *Suppl. Mandat*, 131.
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, III, p. 77;
GUILLOUARD, *Traité du prêt, etc.*, 174;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 440;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2249 urm.;
TROPLONG, *Traité du prêt, etc.*, 672.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 558, 600 urm., 608, 699; (V, p. 339; X, p. 156);
NACU, III, p. 422.

Art. 1550. — Mandantul trebuie să plătească mandatarului
dobânda sumelor anticipate socotită din ziua plăților probate.
(Civ. 1088, 1278, 1279, 1544, 1907; C. com. 386 urm.; Civ.
Fr. 2001).

Text. fr. 2001. — L'intérêt des avances faites par le mandataire lui est
du par le mandant, à dater du jour des avances constatées.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires, mandat, etc.*, 709-711;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 520; II, p. 92, 192, 487, 649, 714, 722; ed. 1-a, III, p. 589;
DALLOZ, *Rép. Mandat*, 349 urm.; *Suppl. Mandat*, 129 urm.;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, III, p. 75;
GUILLOUARD, *Du prêt, etc.*, 156, 157, 160, 161;
LAURENT, XXVIII, 12, 12 bis, 16, 17;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2249 urm.;
PONT, *Pet. contr.*, I, 1092, 1093, 1096;
TROPLONG, *Du prêt, etc.*, 677, 684.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 558, 600 urm., 608, 699; (III, part. II, ed. 2-a, p. 669; V, p. 332,
333, 340, 345 n. 2, 533, 534; VI, p. 426 t. și n. 2, 443 n. 1; X, p. 156);
CANTACUZINO MATEI, p. 420, 447;
NACU, II, p. 490, 581, 631; III, p. 422.

Art. 1551. — Când mai multe persoane, pentru o afacere
comună, au numit un mandatar, fiecare din ele este răspun-
zătoare solidar pentru toate efectele mandatului. (Civ. 1039 urm.,
1062, 1543, 1547, 1548, 1671; C. com. 389, 393; Civ. Fr. 2002).

Text. fr. Art. 2002. — Lorsque le mandataire a été constitué par plusieurs personnes pour une affaire commune, chacune d'elles est tenue solidairement envers lui de tous les effets du mandat.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires, mandat, etc.*, 756-760;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 181, 707, 715, 723;
DALLOZ, *Rép. Mandat*, 373 urm.; *Suppl. Mandat*, 132 urm.;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, III, p. 79;
DEMOLOMBE, XXVI, 258;
GUILLOUARD, *Du prêt, etc.*, 177, 178;
LAURENT, XXVIII, 35, 37 urm., 41;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 440;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2250;
PONT, *Pet. contr.*, I, 853, 1124-1126, 1129;
TROPLONG, *Du prêt, etc.*, 688 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 594 urm., 596; (V, p. 349; X, p. 164);
CANTACUZINO MATEI, p. 530;
LĂZĂRESCU EM. ALEXANDRU, *Despre idea de subrogațiune*, p. 69;
NACU, II, p. 490, 566; III, p. 423.

Jurisprudență.

1. Principiul solidarității consacrat în materie de mandat de art. 1551 Cod. civil nu este aplicabil și în materie de sechestrul judiciar, căci responsabilitatea regulamentată de dispozițiile acestui articol prevede ipoteza unui mandat voluntar și nu se poate aplica prin analogie la mandatul judiciar, pentru care legea nu a decretat responsabilitatea solidară a mandanților. (Trib. Ilfov II, *Dr.* 9/900).

2. Convenția făcută de un client cu un avocat ca să-i apere interesele într'un proces în schimbul unui onorariu, conține un mandat dat aceluia avocat. Prin urmare, când se constată că convenția este făcută între mai mulți clienți, cari au interese comune de o parte și avocatul de cealaltă parte, această comunitate de interese atrage, pentru plata onorariului avocatului, solidaritatea prevăzută de art. 1551 din codul civil. (Cas. I, 11 Iunie 1908, B. p. 1066).

CAPITOLUL IV.

Despre diferitele moduri după cari mandatul încetează.

Art. 1552. — Mandatul se stinge:

1. Prin revocația mandatarului;
2. Prin renunțarea mandatarului la mandat;
3. Prin moartea, interdicțiunea, nesolvabilitatea și falimentul ori a mandantului, ori a mandatarului. (Civ. 447, 448, 988, 1514, 1539, 1553 urm., 1557, 1559; Pr. civ. 254; C. com. 390 urm.; Civ. Fr. 2003).

Text. fr. Art. 2003. — Le mandat finit:

- Par la révocation du mandataire;
- Par la renonciation de celui-ci au mandat;
- Par la mort naturelle ou civile, l'interdiction ou la déconfiture, soit du mandant, soit du mandataire.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 654;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires, mandat, etc.*, 834, 835, 837-841 urm., 846-850;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 76, 312, 350, nota 1, 718; ed. 1-a, III, p. 135, 898;
DALLOZ, *Rép. Mandat*, 418 urm.; *Suppl. Mandat*, 161 urm.;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 51;

GUILLOUARD, *Du prêt*, etc., 231, 232, 237, 240-243, 245-247;
 LAURENT, XXVIII, 82, 88, 92;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 440, 441;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2261, 2263;
 PONT, *Pet. contr.*, I, 1137, 1138, 1153;
 TROPLONG, *Du prêt*, etc., 741, 743, 759, 760, 765, 825.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 612 urm., 618, 624; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 349, 352, 388, 390;
 V, p. 326; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 501, n. 1, 625); *Droit ancien et moderne de lu
 Roumanie*, p. 186, 219;
 CANTACUZINO MATEI, p. 464;
 NACU, III, p. 425.

Jurisprudență.

1. Principiul neretroactivității are de scop conservarea drepturilor dobândite. De aceea când legea nouă desființează o persoană morală creată de legea veche, încetează și mandatul celui ce o reprezintă, căci aci nu se vatămă nici un drept dobândit. (Cas. I, 198, Mai 18/71, B. p. 95).

2. Între alte cazuri mandatul se desființează și prin consumarea afacerii de către mandatar, conform mandatului ce a avut de la mandantele său, și mandantele nu mai poate fi supus la vre-o răspundere pentru faptele posterioare ale fostului său mandatar. (Cas. I, 347, Oct. 24/75, B. p. 280).

3. Mandatul încetează prin revocare din partea mandantului, fie mandatul gratuit, fie mandatul salariat, pentru că în această privință legea nu distinge între mandatul gratuit și mandatul salariat, ceea ce rezultă din art. 1552 al. I și art. 1553. (Cas. II, 37/Apr. 17/84, B. p. 365).

4. Mandatarul nu este în drept a cere ca mandatul să-și execute pe viitor obligațiunea luată, când prin reaua sa credință a provocat revocațiunea mandatului. El este însă în drept a cere despăgubiri pentru cheltuelile și munca sa, dacă mandantul a realizat un beneficiu. Mandatarul poate dovedi cu martori acest drept, oricare ar fi suma, dacă mandantul prin faptul său l-a privat de actele necesare. (Apel Craiova II. Dr. 36/95).

5. a) Raportul juridic ce se stabilește între un client și avocatul său când acesta din urmă este însărcinat cu reprezentarea și susținerea intereselor clientului, nu constituie o locație de servicii, ci un adevărat mandat care se poate revoca.

b) În deosebire de locațiune de servicii, unde locatarul de servicii deși lucrează pe contul patronului, însă nu lucrează în numele lui și nici nu-l reprezintă, avocatul, în îndeplinirea însărcinării date din partea clientului său, lucrează în numele și pe contul acestuia și îl reprezintă pe acesta cât timp își păstrează mandatul.

c) Când mandatul este dat atât în interesul mandantului cât și al mandatarului, adică atunci când acesta din urmă este un *procurător in rem suam*, mandatul nu poate fi revocat de către mandant fără consimțământul mandatarului, pe când atunci când mandatul este dat numai în interesul mandantului, mandatul poate fi oricând revocat exclusiv de mandant, fără a putea ridica vreo pretențiune mandatarul, decât numai dacă mandatul i-a fost retras în mod intempestiv și ofensător pentru dânsul. (Apel Buc. I, No. 123, 1913, Dreptul 1914, p. 29).

6. Drepturile administratorului sequestru, numit conform legii referitoare la supușii statelor cu cari România se găsește în stare de război, nu sunt aceleași ca ale mandatarilor numiți de părți.

Astfel, nu se poate sustine că hotărîrea de rezilierea contractului de închiriere, obținută de proprietar, în contra unui administrator-sequestru al averii unui supus străin, dispărut din imobilul închiriat, ar fi nulă, de oarece supusul străin se află încetat din viață la data intentării acțiunii, și deci mandatul sechestrului încetase, conform art. 1552 c. civ. Chiar de s'ar admite în mod ipotetic că drepturile acestor două feluri de mandatar sunt aceleași, încă, în speță, nu s'a pretins cel puțin că administratorul-sechestru a avut cunoștință de încetarea din viață a supusului străin, pentru ca actele sechestrului să nu mai poată fi opozabile mandantului sau moștenitorilor săi conform art. 1557 c. civ. (Cas. I. No. 58, 1920; Jurispr. Rom. 1920, p. 219).

7. Legea dispunând prin art. 1552 al. 3 cod civil, fără distincțiune că mandatul se stinge prin interdicțiunea mandantului sau mandatarului, se înțelege prin aceasta atât interdicțiunea legală cât și cea judiciară, astfel că aceiași soluțiune trebuind să fie întinsă la orice schimbare a stărei și capacității mandantului, motivele fiind aceleași și într'un caz și într'altul, urmează că prin căsătoria femeiei mandante, ea fiind atrasă de o incapacitate legală și mandatul dat de dânsa se stinge prin

schimbarea stărei civile și a capacității sale. (Cas. II, 544 din 9 Dec. 1924. Jur. Rom. 6/925, Pand. Rom. 1925, III, 62).

3. A se vedea: art. 991 nota 8; art. 1553 cu notele respective; art. 1557 cu notele respective.

Art. 1553. — Mandantul poate când voește, revocă mandatul, și constrânge, la caz, pe mandatar de a-i remite înscrisul de împuternicire. (Civ. 1514, 1555; Pr. civ. 74; C. com. 399; Civ. Fr. 2004).

Text. fr. Art. 2004. — Le mandant peut révoquer sa procuration quand bon lui semble, et contraindre, s'il y a lieu, le mandataire à lui remettre, soit l'écrit sous seing privé qui la contient, soit l'original de la procuration, si elle a été délivrée en brevet, soit l'expédition, s'il en a été gardé minute.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 649, 652, 653;
 BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires, mandat, etc.*, 810, 812, 818, 820 urm., 852;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 598, 716, 717;
 DALLOZ, *Rép. Mandat*, 423 urm.; *Suppl. Mandat*, 163 urm.;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, IV, p. 349;
 GUILLOUARD, *Du prêt, etc.*, 167, 215, 216 urm., 222, 225, 228;
 LAURENT, XXVIII, 86, 97, 104, 105;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 440;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2257;
 PONT, *Pet contr.*, I, 719, 1107, 1159, 1163;
 TROPLONG, *Du prêt, etc.*, 119, 718, 766.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 613 urm., 626; (VIII, part. I, ed. 2-a, p. 625);
 ANTIM ST., *Notă* sub. Trib. Ilfov s. III, 612 din 4 Ian. 1924. Pand. Rom. 1924, II, 200;
 ELIAS R., *Notă* sub. Cas. I, 656 din 13 Mart. 1925. Pand. Rom. 1925-1-175;
 NACU, III, p. 425;
 RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. Cas. Belg., 26 Febr. 1909. Dreptul 79/909.

Jurisprudență.

1. Decretul de destituirea unui funcționar nu poate fi invocat de minister cu putere retroactivă în privința popririi lefei unui funcționar pe timpul trecut cât dânsul a lucrat în acea calitate. (Cas. I, 8, Ian. 14/76, B. p. 8).

2. Mandatul are de obiect principal interesul mandantului, și stipulațiunea unui salariu nu face ca mandatul să fie considerat legalmente și în interesul mandatarului. Prin urmare, mandatul salariat poate întocmai ca și mandatul gratuit să fie revocat după voința mandantului, și în acest caz mandantul nefăcând alt de cât a-și exercită un drept ce i se confere de lege, nu datorește mandatarului nici o indemnitate, de oare ce cine uzează de dreptul său nu se poate zice legalmente că vatămă pe altul. O asemenea indemnitate nu s'ar datoră mandatarului de cât în virtutea unei convențiuni exprese sau tacite, legea ne oprind ca părțile să stipuleze o indemnitate oarecare în caz de revocațiune întempestivă a mandatului. Numai în cazul când mandatul este dat în execuțiunea unei convențiuni în care amândouă părțile au

interes identic, mandatul urmează a fi revocat prin comunul acord al părților (arg. din art. 1514). (Trib. Ilfov. com., Iun. 20/83, Dr. 59/83).

3. O bancă care angajează pe un reprezentant al său în condițiuni determinate și se obligă a nu-l revocă de cât în cazuri anume determinate, dacă îl revocă în afară din acele cazuri e responsabilă de daune, care daune conform art. 1084, cuprind perderile suferite și beneficiile de care a fost lipsit. Inșă nu se poate susține că daunele ce a suferit și beneficiile de care a fost privat agentul se ridică la întreaga sumă ce dânsul avea fixată ca salariu, ci la o sumă ce rămâne a se aprecia de instanța de judecată. (Apel Focșani, II, Noembr. 29/84, Dr. 3/84).

4. Revocațiunea mandatului poate să fie expresă, adică făcută direct de mandante și adresată mandatarului declarând că-i retrage puterile ce i-au fost conferite; poate să fie și tacită, adică manifestată prin acte sau fapte cari implică din partea mandantului voința de a revocă; art. 206 dă un exemplu de revocațiune tacită. În ori ce ipoteză inșă trebuie ca schimbarea de voință să rezulte fără echivocitate din actul

de revocațiune, ceea ce va fi totdeauna recunoscut fără dificultate în actele de revocațiune expresă, dar nu va fi astfel când se va găsi în prezența unor acte susceptibile prin ele însăși a prezuma mandatul tacit. (Apel Iași, I, 54, Mart. 22/84, Dr. 68/84).

5. Faptul menționării clauzei de irevocabilitatea în un mandat nu ridică acestui act caracterul de mandat, de oarece revocabilitatea mandatului e de natura, iar nu de esența acestui contract. (Cas. I, 372, Dec. 1/89, B. p. 1013).

6. Mandatul înserat într'un contract sinalagmatic de locațiune de servicii, în interesul mandatarului, tocmai în scopul executării acestui contract, face parte integrantă dintr'însul și prin urmare încetează de a fi revocabil prin voința numai a părții de la care emană, devenind irevocabil ca și convențiunea în care e înserat, ale cărei condițiuni le urmează în totul. (Trib. Ilfov s. III, 612 din 4 Ian. 1924, Jur. Gen. 1924 No. 200).

7. Mandatul prin esența lui este revocabil. Retragerea lui din partea mandantului, chiar arbitrară, nu îndreptățește pe mandatar de cât să ceară daune, iar nu să pretindă, fie și prin acțiune principală — cu atât mai puțin pe cale de referé — a fi reintegrat în situațiunea de mandatar. (Cas. I, 656 din 13 Martie 1925, Pandectele Săptămânale 7/1925, Pand. Rom. 1925, I, 175, Jur. Român, 13/925).

8. La baza ori cărui mandat existând faptul suflătesc al încrederei pe care mandantul o acordă mandatarului, de aci urmează că, mandatul chiar retribuit, este esențialmente revocabil, el neputând ființă de cât atât timp cât există, încrederea mandantului, — iar mandatul retras pe nedrept, dă drept mandatarului numai la o acțiune în daune. (Cas. I, 187 din 27 Ianuarie 1925, Curier Jud. 28/1925).

9. A se vedea: art. 1552, notele 3, 5.

Art. 1554. — Revocațiunea mandatului, notificată numai mandatarului, nu se poate opune unei alte persoane care în neștiință de aceasta, a contractat cu dânsul cu bună credință; în acest caz mandantul are recurs contra mandatarului său. (Civ. 973, 1539, 1546, 1553; Pr. civ. 70, 94; L. jud. oc. 74; Civ. Fr. 2005).

Text. fr. Art. 2005. — La révocation notifiée au seul mandataire ne peut être opposée aux tiers qui ont traité dans l'ignorance de cette révocation, sauf au mandant son recours contre le mandataire.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires, mandat, etc.*, 869, 870;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 717;
DALLOZ, *Rép. Mandat*, 431, 432, 446 urm.; *Suppl. Mandat*, 176;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 260; II, p. 193.
GUILLOUARD, *Du prêt, etc.*, 212 bis, 220;
LAURENT, XXVIII, 113;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2259.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 616, 617 urm.; (VIII, part. I, ed. 2-a, p. 625 n. 3);
PETIT EUGEN, *Nota sub. Cas. II, 544 din 9 Dec. 1924. Jur. Gen. 1925, No. 858*;
STĂNESCU P. IOAN, *Notă sub. Cas. II, 544 din 9 Dec. 1924. Jur. Gen. 1925, No. 588*.

Jurisprudență.

1. Revocațiunea mandatului din partea mandantului nu se poate opune terților persoane de bună credință, care au contractat cu mandatarul. Efectul revocațiunii, necunoscută de terții, se mărginește între mandant și mandatar. Mandatarul rămâne responsabil către mandant de lucrările făcute în urma revocațiunii mandatului său. (Cas. II, 219/98, B. p. 1084).

2. Revocațiunea unui mandat nu poate avea nici un efect contra unui terțiu care, neavând cunoștiință de aceasta, a contractat de bună credință.

În acest caz, mandantului îi rămâne numai dreptul de recurs contra mandatarului care s'a folosit de un mandat revocat, potrivit art. 1554 c. civil. (Trib. Tutova 17 Mart. 1909. Dr. 15/910, p. 121).

3. a) Potrivit art. 1554 c. civ. revocarea mandatului notificată numai mandatarului nu se poate opune altor per-

soane cari în neștiința de această revocare au contractat cu un astfel de mandatar.

b) Publicarea revocării mandatului prin Monitorul Ofic., nu creează o prezumpție legală din care să se deducă cunoașterea acestei revocări de către

terții contractanți și mandantul trebuie să facă dovadă în fapt că acel ce a contractat cu fostul său mandatar a avut cunoștiința de revocarea mandatului. (C. Apel Buc. s. III, 212 din 1 Oct. 921. Dreptul 17/922).

4. A se vedea: art. 1558 nota 2.

Art. 1555. — Numirea unui nou mandatar pentru aceeași afacere, cuprinde în sine revocațiunea mandatului dat celui întâi, din ziua în care i s'a notificat. (Civ. 922, 1202, 1554 urm.; Civ. Fr. 2006).

Text. fr. Art. 2006. — La constitution d'un nouveau mandataire pour la même affaire, vaut révocation du premier, à compter du jour où elle a été notifiée à celui-ci.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 655.
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires, mandat, etc.*, 823, 825, 826;
DALLOZ, *Rép. Mandat*, 435 urm.; *Suppl. Mandat*, 173;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 200;
GUILLONARD, *Du prêt, etc.*, 219, 220;
LAURENT, XXVIII, 102;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 440;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2258;
PONT, *Pel. contr.*, I, 1161, 1162;
TROPLONG, *Du prêt, etc.*, 787, 788.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 616, 617 urm.;
NĂCU, III, p. 425.

Jurisprudență.

1. Dacă prin contract avocatul s'a obligat de a apăra niște procese ce avea clientul înaintea tuturor instanțelor, primind plata totală în sumă de, fără a îndeplini această obligațiune, de oarece fiind chemat de el ent de a apăra unul din acele procese înaintea curții de apel în unire cu alt avocat, avocatul prin epistolă refuză într'un mod expres de a merge după angajament să apere procesul sub motiv că nu voeste a pleda alături cu un alt avocat, suscepti-

bilitatea pe care nu o pusesse în vedere clientului la angajamentul ce luase, și cum nici prin convențiunea formată între părți, nici prin lege clientul nu era prohibit de a lua alături avocați câți găsea necesar în apărarea proceselor ce avea dânsul, mai luând un alt avocat prin această n'a revocat mandatul ce avea dat primului, de oarece l-a invitat a veni în apărarea procesului, iar nu că-i notifica numai numirea unui alt mandatar în locu-i, caz când numai ar fi putut intra sub previziunile art. 1555. (Cas. I, 26/Ian. 23/74, B. p. 25).

Art. 1556. — Mandatarul poate renunța la mandat notificând mandantului renunțarea sa.

În așa caz mandatarul rămâne către mandante răspunzător de daune, dacă renunțarea sa le cășunează, afară numai când el se află în neputință de a-și continua mandatul fără o daună însemnătoare. (Civ. 978 urm., 987 urm., 998, 1081 urm.; 1539, 1552; C. com. 391, 399; Civ. Fr. 2007)

Text. fr. Art. 2007. — Le mandataire peut renoncer au mandat en notifiant au mandant sa renonciation.

Néanmoins, si cette renonciation préjudicie au mandant, il devra en être indemnisé par le mandataire, à moins que celui-ci ne se trouve dans l'impossibilité de continuer le mandat sans en éprouver lui-même un préjudice considérable.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 653;
 BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires, mandat, etc.*, 828-830;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 598, 716, 717, 722; ed. 1-a, III, p. 898, 903;
 DALLOZ, *Rép. Mandat*, 480 urm.; *Suppl. Mandat*, 192 urm.;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, III, p. 70;
 GUILLOUARD, *Du prêt, etc.*, 227-229;
 LAURENT, XXVIII, 107;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 439, 440;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2260.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 618 urm.; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 351); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 186;
 CANTACUZINO MATEI, p. 360;
 NACU, III, p. 426.

Jurisprudență.

1. Simpla declarație a mandatarului unei părți litigante, cum că nu mai este mandatarul acelei persoane, nu poate face să înceteze de a fi considerat ca atare față cu partea protivnică, pe cât timp dânsa n'a fost încunoștiintată de această renunțare la mandat în timp util. Astfel, comunicarea unei copii de hotărâre făcută în persoana mandatarului, care eră în drept a primi aseme-

nea copii, este bine făcută, dacă partea adversă, care a făcut această comunicare, n'a fost încunoștiintată la timp, adică înainte de această comunicare, că s'a retras procura mandatarului sau că mandatarul a renunțat la acest mandat și, ca consecință, recursul făcut peste termen dela această comunicare a copiei după hotărârea atacată cu recurs este neadmisibil, fiind tardiv. (Cas. I, 319/900, B. p. 1025).

Art. 1557. — E valid aceea ce face mandatarul în numele mandantului, atât timp cât nu cunoaște moartea lui, sau existența unei din cauzele ce desființează mandatul. (Civ. 1539, 1558; Civ. Fr. 2008).

Text. fr. Art. 2008. — Si le mandataire ignore la mort du mandant, ou l'une des autres causes qui font cesser le mandat, ce qu'il a fait dans cette ignorance est valide.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires, mandat, etc.* 496, 861;
 DALLOZ, *Rép. Mandat*, 466 urm.; *Suppl. Mandat*, 178;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 200; II, p. 193;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 442;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2264.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 515 nota, 616, 627 urm.; (VIII, part. I, ed. 2-a, p. 626 n. 3);
 DUMITRESCU A. M., II, 97;
 NACU, III, p. 428;
 PETIT EUGEN, *Nota sub. Cas. II, 544 din 9 Dec. 1924, Jur. Gen. 1925 No. 858*;
 STĂNESCU P. IOAN, *Notă sub. Cas. II. 544 din 9 Dec. 1924. Jur. Gen. 1925, No. 588.*

Jurisprudență.

1. Din combinațiunea și apropierea art. 1557 și 1558 rezultă evident că legiuitorul a înțeles a declara de valabile nu numai contractele, ci și toate actele în genere petrecute între mandatar și terții de bună credință, când ei au ignorat moartea sau interdicțiunea mandantului. (Apel Buc. II, 192, Aug. 25/81, *Dr.* 68/81).

2. Interdicțiunea, moartea, etc. a mandantului fac în adevăr să înceteze mandatul, dar numai din momentul când cauzele care fac să se stingă acel mandat (moartea, interdicțiunea, etc.) au fost cunoscute de mandatar și mai cu seamă de cei de al treilea contractanți de bună credință. Prin urmare, sunt valide toate actele făcute de mandatar și contractările lui cu cei de al treilea de bună credință, atât timp cât

ei au ignorat cauza desființării aceluși mandat (art. 1557 și 1558). (Apel Buc. II, 192, Aug. 25/81, *Dr.* 68/81).

3. Art. 1557 și 1558 recunosc validitatea mandatului și contractările făcute de mandatar cu cei de al treilea în cazurile când nu s'a cunoscut încetarea mandatului. Astfel fiind, orice acte petrecute între mandatar și cei de al treilea fără osebire, prin urmare și actele de procedură sunt valabile în cazurile prevăzute de aceste articole. (Cas. I, 134/Apr. 24/82, B. p. 425).

4. Funcționarii, în exercițiul atribuțiilor ce le conferă funcțiunea lor, sunt considerați ca niște mandatar ai Regelui și prin urmare li se aplică principiile generale ale mandatului. Și dacă funcțiunea, ca și mandatul, trebuie să înceteze prin revocațiune, de oare ce ambele depind de voința constituantului, totuși este de principiu că revocațiunea nu face să înceteze mandatul de cât atunci când actul de revocațiune a parvenit la cunoștința mandatarului; până atunci revocațiunea este fără efect, și dar tot ce mandatarul a făcut în necunoștința revocațiunii puterilor sale este valabil. (Cas. I, 92/Apr. 5/88, B. p. 327).

5. Contractările făcute de un mandatar sunt valide, pe cât timp dânsul nu a avut cunoștință de moartea mandantului și când a fost încheiat cu un terțiu de bună credință. (Cas. I, 44/97, B. p. 137).

6. Potrivit dispozițiilor art. 1557 din codul civil, e valid ceea ce face mandatarul în numele mandantului atât timp cât nu cunoaște moartea lui.

Prin urmare, hotărârea obținută de o parte de bună credință contra mandatarului este opozabilă moștenitorilor mandantului. (Cas. I, 17 Martie 1906, B. p. 500).

7. Atât timp cât mandatarul nu cunoaște existența cauzei care desființează mandatul, toate actele făcute în numele mandatarului precum și contractările făcute cu cei de al treilea de bună credință sunt valabile. (Apel Iași II, 1914; Dreptul 1914, p. 388).

8. În principiu este cunoscut că mandatul încetează prin moartea mandantului, dar această încetare nu are loc de drept ci mandatul continuă atât în ce privește pe părți cât și pe terți conform art. 1557 c. civ., până ce se cunoaște moartea mandantului și chiar până la terminarea afacerii în curs. (Trib. Roman 13 Iulie 1920, Dreptul 31, 1921).

9. Drepturile administratorului sequestru, numit conform legii referitoare la supușii statelor cu care România se găsește în stare de războiu, nu sunt aceleași ca ale mandatarilor numiți de părți.

Astfel, nu se poate susține că hotărârea de rezilierea contractului de închiriere, obținută de proprietar, în contra unui administrator-sequestru al averii unui supus străin, dispărut din mobilul închiriat, ar fi nulă, deoarece supusul străin, se află încetat din viață la data intentării acțiunii și deci mandatul sechestrului încetase, conform art. 1552 c. civ. Chiar de s'ar admite în mod ipotetic că drepturile acestor două feluri de mandatar sunt aceleași, încă, în speță, nu s'a pretins cel puțin că administratorul-sequestru a avut cunoștință de încetarea din viață a supusului străin, pentru ca actele sechestrului să nu mai poată fi opozabile mandantului sau moștenitorilor săi, conform art. 1557 c. civ. (Cas. I, No. 58, 1920; Jurispr. Rom. 1920, p. 219).

10. A se vedea: art. 1558 nota 2.

Art. 1558. — În cazurile arătate în articolul precedent, sunt valide contractările mandatarului cu al treilea persoane cari sunt de bună credință. (Civ. 1544, 1554, 1557, 1898; Civ. Fr. 2009).

Text. fr. Art. 2009. — Dans les cas ci-dessus, les engagements du mandataire sont exécutés à l'égard des tiers qui sont de bonne foi.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires, mandat, etc.*, 869, 870;
DALLOZ, *Rép. Mandat*, 431, 432, 446 urm.; *Suppl. Mandat*, 176;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 232; II, p. 193;
GUILLOUARD, *Du prêt, etc.*, 212 bis, 220;
LAURENT, XXVIII, 113;
MOURLON, ed. 7-a, p. 442;
PLANOL, II, ed. 3-a, No. 2264.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 515 *nota*, 616, 627 urm.;
NACU, III, p. 428;
PETIT EUGEN, *Nota* sub. Cas. II, 544 din 9 Dec. 1924. Jur. Gen. 1925, No. 858;
STĂNESCU P. IOAN, *Nota* sub. Cas. II, 544 din 9 Dec. 1924. Jur. Gen. 1925, No. 588;

Jurisprudență.

1. Potrivit art. 1558 codul civil sunt valide contractările mandatarului cu cei de al treilea, cari sunt de bună credință și n'au cunoscut încetarea mandatului.

Prin urmare, cel ce alege că cumpărătorul știa că mandatul procuratorului vânzătorului încetase prin moartea mandantului, este dator să dovedească aceasta înaintea instanței de fond. (Cas. I, 5 Aprilie 1910, B. p. 588).

2. Deși din faptul că art. 1558 se referă în această privință la art. 1557, care cere pentru validitatea actelor încheiate cu terții de bună credință, ca mandatarul să fi contractat în necunoștința încetării mandatului, s'ar părea

că și mandatarul trebuie să fi fost de bună credință; totuși din combinația art. 1558 cu 1554 codul civil, rezultă că contractele încheiate cu terții de bună credință sunt valabile și deci opozabile mandantului, chiar dacă mandatarul ar fi cunoscut cauza încetării mandatului, de oarece singur mandantul este vinovat de a fi încredințat puterile sale unei persoane care a abuzat de ele, pe când terții, de vreme ce n'au cunoscut cauza încetării mandatului, n'au nici o culpă și nu pot fi prejudiciați în interesele lor, pentru culpa altora. (Cas. II, 544 din 9 Dec. 1924, Jur. Rom. 6/925, Pand. Rom. 1925, III, 62).

3. A se vedea; art. 1557 cu notele respective.

Art. 1559. — În caz de moarte a mandatarului, erezii lui trebuie să înștiințeze pe mandant, și până atuncea să îngrijească de ceea ce împrejurările reclamă pentru interesele acestuia. (Civ. 369, 653, 987, 988; C. com. 391; Civ. Fr. 2010).

Text. fr. Art. 2010. — En cas de mort du mandataire, ses héritiers doivent en donner avis au mandant, et pourvoir, en attendant, à ce que les circonstances exigent pour l'intérêt de celui-ci.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires, mandat, etc.*, 836, 857;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 717; ed. 1-a, III, p. 897;
DALLOZ, *Rép. Mandat*, 488 urm.; *Suppl. Mandat*, 195;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 204;
GLASSON, II, p. 292;
GUILLOUARD, *Du prêt, etc.*, 238, 239;
LAURENT, XXVIII, 85;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 441;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2262;
PONT, *Pet. contr.* I, 1185.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 623 urm.; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 389);
NACU, III, p. 427.

TITLUL X.

Despre comodat.

CAPITOLUL I.

Despre natura comodatului.

Art. 1560. — Comodatul este un contract prin care cineva împrumută altui un lucru spre a se servi de dânsul, cu îndatorire de a-l înapoiă. (Civ. 1100 urm., 1561 urm., 1570; L. Timbr. 19 § 18; Civ. Fr. 1875).

Text. fr. Art. 1875. — Le prêt à usage ou commodat est un contrat par lequel l'une des parties livre une chose à l'autre pour s'en servir, à la charge par le preneur de la rendre après s'en être servi.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 595, § 391, n° 6;
 BAUDRY ET WAHL, *De la société, du prêt, etc.*, 615 urm., 618, 630 urm.;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 261, 636;
 DALLOZ, *Rép. Prêt*, 10 urm.; *Suppl. Prêt*, 5;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 68;
 GUILLOUARD, *Du prêt etc.*, 10, 12, 19, 20, 22;
 HUC, XI, 154;
 LAURENT, XXVI, 458, 462;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 361, 364 urm.;
 PONT, *Pet. contr.*, I, 30, 55, 56;
 TROP LONG, *Du prêt, etc.*, 55 urm., 58 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 637 urm., 663, 664 n. 3, 683; (VI, p. 491 nota); „*Obligația împrumutului de a restitui lucrul împrumutat*“. Dreptul 79/1909; *Observație* sub. Cas. I, 633 din 10 Dec. 1920. Pand. Rom. 1923-I-270;
 NACU, III, p. 431, 432.

Art. 1561. — Comodatul este esențial gratuit. (Civ. 946, 1411, 1587; Civ. Fr. 1876).

Text. fr. Art. 1876. — Ce prêt est essentiellement gratuit.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la société, du prêt, etc.*, 606;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 637;
 DALLOZ, *Rép. Prêt*, 22 urm.;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 364 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2054.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 637 urm., 663, 664 n. 3, 683; (V, p. 330); *Observație* sub. Cas. I, 633 din 10 Dec. 1920. Pand. Rom. 1923-I-270;
 NACU, III, p. 317, 431, 432.

Art. 1562. — Împrumutătorul rămâne proprietar lucrului dat împrumut. (Civ. 1564 urm., 1567, 1577; Civ. Fr. 1877).

Text fr. Art. 1877. — Le prêteur demeure propriétaire de la chose prêtée.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la société, du prêt, etc.*, 620, 676 urm.;
 DALLOZ, *Rép. Prêt*, 25, 39 urm.;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 361, 364 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 637 urm., 663, 664 n. 3, 683; *Observație* sub. Cas. I, 633 din 10 Dec. 1920. Pand. Rom. 1923-I-270;
 NACU, III, p. 431, 432.

Art. 1563. — Obligațiunile ce se formează în puterea comodatului trec la erezii comodantului și ai comodatarului.

Dacă însă împrumutarea s'a făcut în privința numai a comodatarului și numai persoanei lui, erezii lui nu pot să continue a se folosi de lucrul împrumutat. (Civ. 1560; Civ. Fr. 1879).

Text fr. Art. 1879. — Les engagements qui se forment par le comodat, passent aux héritiers de celui qui prête, et aux héritiers de celui qui emprunte.

Mais si l'on n'a prêté qu'en considération de l'emprunteur, et à lui personnellement, alors ses héritiers ne peuvent continuer de jouir de la chose prêtée.

Doctrină străină.

- BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, etc.*, 678-680;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 756;
 DALLOZ, *Rép. Prêt*, 31 urm.; *Suppl. Prêt*, 6;
 GUILLOUARD, *Du prêt, etc.*, 13, 23, 29;
 HUC, XI, 156, 157;
 LAURENT, XXVI, 455;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 364 urm.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IX, p. 637 urm., 663, 664 n. 3, 683; *Observație sub. Cas. I, 633 din 10 Dec. 1920. Pand. Rom. 1923-I-270*;
 NACU, III, p. 433.

CAPITOLUL II.

Despre obligațiunile comodatarului.

Art. 1564. — Comodatarul este dator să îngrijească, ca un bun proprietar, de conservarea lucrului împrumutat, și nu poate să se servească decât la trebuința determinată prin natura lui, sau prin convențiune, sub pedeapsă de a plăti daune interese, de se cuvine. (Civ. 970, 1084, 1429, 1565 urm.; Civ. Fr. 1880).

Text fr. Art. 1880. — L'emprunteur est tenu de veiller en bon père de famille à la garde et à la conservation de la chose prêtée. Il ne peut s'en servir qu'à l'usage déterminé par sa nature ou par la convention; le tout à peine de dommages-intérêts, s'il y a lieu.

Doctrină străină.

- BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, etc.*, 635 urm., 648, 649;
 CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 336;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 638;
 DALLOZ, *Rép. Prêt*, 63 urm.; *Suppl. Prêt*, 12;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 281;
 GUILLOUARD, *Du prêt, etc.*, 28, 32, 34;
 HUC, XI, 159;
 LAURENT, XXVI, 467;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 367, 370;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2055;
 PONT, *Pet. contr.*, I, 70;
 TROPLONG, *Du prêt, etc.*, 98.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IX, p. 647, 648, 653, 654; (VI, p. 322); *Observație sub. Cas. I, 633 din 10 Dec. 1920. Pand. Rom. 1923-I-270*;
 CANTACUZINO MATEI, p. 441;
 NACU, III, p. 434.

Art. 1565. — Dacă comodatarul se servește de lucru la o altă trebuință, ori pentru un timp mai îndelungat decât se cuvine, atunci rămâne răspunzător de pierderea cășunată chiar prin caz fortuit. (Civ. 1082, 1083, 1102, 1156, 1430, 1564; Civ. Fr. 1881).

Text. fr. Art. 1881. — Si l'emprunteur emploie la chose à un autre usage, ou pour un temps plus long qu'il ne le devait, il sera tenu de la perte arrivée, même par cas fortuit.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 596;
 BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, etc.*, 644, 646, 658;
 CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 336;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 638;
 DALLOZ, *Rép. Prêt*, 74 urm.; *Suppl. Prêt*, 13 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 81 bis, II, III;
 DUFOURMANTELLE ROGER, *Force majeure*;
 GUILLOUARD, *Du prêt, etc.*, 30, 31, 40, 49;
 HUC, XI, 115, 158, 159;
 LAURENT, XXVI, 469, 470;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 371;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2056;
 PONT, *Pet. contr.*, I, 73;
 TROPLONG, *Du prêt, etc.*, 101.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 651 urm.; (V, p. 417; VI, p. 353 n. 3); *Notă sub. Trib. Nancy*, 9 Aug. 1920. *Jurispr. Gen.* 22/1924 No. 1285;
 CANTACUZINO MATEI, p. 441;
 NACU, III, p. 434.

Art. 1566. — Dacă lucrul împrumutat piere prin un caz fortuit dela care comodatarul l-ar fi putut sustrage, subrogându-i un lucru al său¹⁾, dacă el neputând scăpa²⁾, unul din două lucruri, a preferit³⁾ pe al său, atunci este răspunzător de pierderea celuiilalt. (Civ. 1082, 1083, 1156; Civ. Fr. 1882; Civ. Ital. 1810).

Text. fr. Art. 1882. — Si la chose prêtée périt par cas fortuit dont l'emprunteur aurait pu la garantir en employant la sienne propre, ou si, ne pouvant conserver que l'une des deux, il a préféré la sienne, il est tenu de la perte de l'autre.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, etc.*, 640, 642, 643;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 8, 262, 638;
 DALLOZ, *Rép. Prêt*, 85 urm.; *Suppl. Prêt*, 14 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 82 bis, II, III;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, III, p. 238;
 DUFOURMANTELLE ROGER, *Force majeure*;
 GUILLOUARD, *Du prêt, etc.*, 37, 39;
 HUC, XI, 160;
 LAURENT, XXVI, 474;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 372;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2056;
 PONT, *Pet. contr.*, I, 95;
 TROPLONG, *Du prêt, etc.*, 117.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 649 urm.; (I, ed. 2-a, p. 493 nota; V, p. 330; VI, p. 318, 322; X, p. 18); *Observație sub. Camera de Comerț din Berlin*, 8 Aug. 1919. *Tribuna Juridică* 24-27/1922; *Observație sub. Cas. I. 633 din 10 Dec. 1920. Pand. Rom.* 1923-I-270;
 NACU, II, p. 618, 621; III, p. 434.

1, 2, 3) Credem că din eroare de copist fraza s'a alcătuit altfel cum figurează în acest articol; ea ar fi trebuit să fie astfel: „sau dacă el neputând scăpa decât unul din două lucruri, a preferit pe al său”, cum e în textul francez și în acel italian corespunzător.

Art. 1567. — Dacă lucrul s'a prețuit când s'a împrumutat, atunci, pentru pierderea lui, cășunată chiar prin caz fortuit, rămâne răspunzător comodatarul, întrucât nu s'a stipulat contrariul. (Civ. 969, 1083, 1245, 1509, 1562; Civ. Fr. 1883).

Text. fr. Art. 1883. — Si la chose a été estimée en la prêtant, la perte qui arrive même par cas fortuit, est pour l'emprunteur, s'il n'y a convention contraire.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, etc.*, 639;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 13, 638;
DALLOZ, *Rép. Prêt*, 90 urm.; *Suppl. Prêt*, 16;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 371;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2056.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 91, 648, 649; *Observație* sub. Cas. I, 633 din 10 Dec. 1920. Pand. Rom. 1923-1-270;
NACU, III, p. 436.

Art. 1568. — Dacă lucrul se deteriorează cu ocaziunea întrebuințării pentru care s'a dat cu împrumutare, și fără culpă din partea comodatarului, acesta nu e răspunzător. (Civ. 998 urm., 1102; Civ. Fr. 1884).

Text. fr. Art. 1884. — Si la chose se détériore par le seul effet de l'usage pour lequel elle a été emprunté, et sans aucune faute de la part de l'emprunteur, il n'est pas tenu de la détérioration.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, etc.*, 637 urm.;
DALLOZ, *Rép. Prêt*, 94 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 370;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2056.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 91, 648, 649; *Observație* sub. Cas. I, 633 din 10 Dec. 1920. Pand. Rom. 1923-1-273;
NACU, III, p. 435.

Art. 1569. — Comodatarul făcând spese necesare la uzul lucrului împrumutat, nu poate să le repete. (Civ. 1561, 1574; Civ. Fr. 1886).

Text. fr. Art. 1886. — Si, pour user de la chose, l'emprunteur a fait quelque dépense, il ne peut pas la répéter.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, etc.*, 667;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 639;
DALLOZ, *Rép. Prêt*, 133 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 660, 661; *Observație* sub. Cas. I, 633 din 10 Dec. 1920. Pand. Rom. 1923-1-270;
NACU, III, p. 431.

1) Cuvântul „repete” înseamnă „a cere înapoi”, „a cere îndărăt”.

Art. 1570. — Comodatarul nu¹⁾ poate să rețină lucrul sub cuvânt de compensațiune pentru creanța ce are asupra comodantului (Civ. 1145, 1147, 1574, 1619, 1730; Civ. Fr. 1885).

Text. fr. Art. 1885. — L'emprunteur ne peut pas retenir la chose par compensation de ce que le prêteur lui doit.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 596;
 BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, etc.*, 669, 670;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 121, 640, 783 nota 1;
 DALLOZ, *Rép. Prêt*, 117 urm.; *Suppl. Prêt*, 21;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 85 bis, I;
 GUILLOUARD, *Du prêt, etc.*, 52, 53, 61;
 HUC, XI, 165;
 LAURENT, XXVI, 480;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2059;
 PONT, *Pet. contr.*, I, 98 urm.;
 TROPLONG, *Du prêt, etc.*, 128.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IX, p. 661, 662; (V, p. 342, 343; VI, p. 735 t. și n. 3; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 30 t. și n. 1); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 214, 497; *Observație* sub. Cas. I, 633 din 10 Dec. 1920. *Pand. Rom.* 1923-I-270;
 CANTACUZINO MATEI, p. 548;
 NACU, III, p. 436;
 RAICEA I. DEM., *Nota sub. Judec. ocol rural Bârca-Dolj*, 254 din 24 Iulie 1925. *Jur. Gen.* 1925, No. 1721.

Jurisprudență.

1. Conform art. 1570 codul civil, comodatarul nu poate reține lucrul dat în comodat sub cuvânt de compensație pentru vre-o creanță ce ar avea contra comodantului.

(In adevăr, comodatul având de obiect un corp cert, un lucru nefungibil, compensația devine imposibilă, de oare ce art. 1145 codul civil statuează că compensația nu operează de cât între

două datorii, cari deopotrivă au de obiect o sumă de bani sau o cantitate de lucruri fungibile de aceeași specie.

Esenta comodatului fiind restituția aceluiasi lucru care a fost dat ca atare, restituirea unui alt lucru de aceeași natură, ar exclude existența contractului de comodat însuși și ar da naștere unui mutuum. (Judec. ocol rur. Bârca-Dolj, 254 din 24 Iulie 1925, *Jur. Gen.* 1925, No. 1721).

Art. 1571. — Dacă mai multe persoane au luat împreună cu imprumut tot acelaș lucru, ele sunt solidar obligate către comodant (Civ. 1039, 1041, 1061, 1062, 1065; Civ. Fr. 1887).

Text. fr. Art. 1887. — Si plusieurs ont conjointement emprunté la même chose, ils en sont solidairement responsables envers le prêteur.

Doctrină străină.

- BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, etc.*, 662;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 181, 638;
 DALLOZ, *Rép. Prêt*, 97 urm.;
 GUILLOUARD, *Du prêt, etc.*, 44;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 373, 374;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2055;
 PONT, *Pet. contr.*, I, 106.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IX, p. 657, 658;
 CANTACUZINO MATEI, p. 530;
 NACU, III, p. 436.

1) In colecțiile de legi: Boerescu și Ghețu, acest nu¹⁾ lipsește schimbând senzul art. 1570. El există însă atât în textul publicat în *Monitorul Oficial*, cât și în ediția oficială, precum și în colecția Șerbescul; de altfel textul art. 1885 francez după care e luat, cuprinde această particulă: *L'emprunteur ne peut pas retenir la chose par compensation de ce que le prêteur lui doit.*

CAPITOLUL III.

Despre obligațiunile comodantului.

Art. 1572. — Comodantul nu poate să ia îndărăt lucrul împrumutat, înainte de trecerea termenului convenit,¹⁾ sau, în lipsă de convențiune, înainte de a fi servit la trebuința, pentru care s'a dat cu împrumut. (Civ. 969, 1022 urm., 1573, 1581; C. com. 713, 714; Civ. Fr. 1888).

Text. fr. Art. 1888. — Le prêteur ne peut retirer la chose prêtée qu'après le terme convenu, ou, à défaut de convention, qu'après qu'elle a servi à l'usage pour lequel elle a été empruntée.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 594;
 BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, etc.*, 652-655;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 638;
 DALLOZ, *Rép. Prêt*, 96, 99 urm., 123 urm., 131 urm.; *Suppl. Prêt*, 17;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 75 bis;
 GUILLOUARD, *Du prêt, etc.*, 21, 46, 55;
 HUC, XI, 164;
 LAURENT, XXVI, 456, 478;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 367;
 PONT, *Pet. contr.*, I, 115;
 TROPLONG, *Du prêt, etc.*, 28.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IX, p. 654, 655, 658; *Observație* sub. Cas. I, 633 din 10 Dec. 1920. Pand. Rom. 1923-I-270;
 NACU, III, p. 437.

Art. 1573. — Dacă însă în curgerea termenului sau mai înainte de a se fi îndestulat trebuința comodatarului, comodantul însuși ar cădea în o trebuință mare și neprevăzută de acel lucru, judecătorul poate, după împrejurări, să oblige pe comodatar la restituțiune. (Civ. 1023, 1572; Civ. Fr. 1889).

Text. fr. Art. 1889. — Néanmoins, si, pendant ce délai, ou avant que le besoin de l'emprunteur ait cessé, il survient au prêteur un besoin pressant et imprévu de sa chose, le juge peut, suivant les circonstances, obliger l'emprunteur à la lui rendre.

Doctrină străină.

- BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, etc.*, 657, 660;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 748;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 638, 641;
 DALLOZ, *Rép. Prêt*, 105 urm.; *Suppl. Prêt*, 18;
 GUILLOUARD, *Du prêt, etc.*, 49, 50;
 LAURENT, XXVI, 477;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 367;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2058;
 PONT, *Pet. contr.*, I, 111;
 TROPLONG, *Du prêt, etc.*, 148 urm.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IX, p. 655 urm., 658, 679; *Observație* sub. Cas. I, 633 din 10 Dec. 1920. Pand. Rom. 1923-I-270;
 NACU, III, p. 437.

¹⁾ Din eroare se zice „convenit” în loc de „condonit” după cum este și în textul francez.

Art. 1574. — Dacă în curgerea termenului, împrumutatul a fost silit, pentru păstrarea lucrului, să facă oarecari spese extraordinare, necesare și așa de urgente încât să nu fi putut preveni pe comodant, acesta va fi dator a i le înapoia. (Civ. 1569, 1618, 1730; Civ. Fr. 1890).

Text. fr. Art. 1890. — Si, pendant la durée du prêt, l'emprunteur a été obligé, pour la conservation de la chose, à quelque dépense extraordinaire, nécessaire et tellement urgente qu'il n'ait pas pu en prévenir le prêteur, celui-ci sera tenu de la lui rembourser.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, etc.*, 666;
CAPITANT, *De la cause des obligations*, p. 51, 52 nota 3, 267;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 637, 639;
DALLOZ, *Rép. Prêt*, 135 urm.; *Suppl. Prêt*, 25;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, III, p. 122, 229;
GUILLOUARD, *Du prêt, etc.*, 56;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 368;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2057.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 659; *Observație sub Cas. I, 633 din 10 Dec. 1920. Pand. Rom. 1923-I-270;*
NACU, II, p. 566; III, p. 437.

Art. 1575. — Dacă lucrul împrumutat are așa defect în cât să poată daună pe acel ce se servește de dânsul, comodantul rămâne răspunzător de daune, dacă cunoscând acele defecte nu a prevestit pe comodatar. (Civ. 998, 1352 urm., 1388 urm., 1580; Civ. Fr. 1891).

Text. fr. Art. 1891. — Lorsque la chose prêtée a des défauts tels, qu'elle puisse causer du préjudice à celui qui s'en sert, le prêteur est responsable, s'il connaissait les défauts et n'en a pas averti l'emprunteur.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 597;
BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, etc.*, 673, 674;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 637, 639;
DALLOZ, *Rép. Prêt*, 127 urm.; *Suppl. Prêt*, 23 urm.;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, V, p. 378, 379;
GUILLOUARD, *Du prêt, etc.*, 59;
HUC, XI, 165;
LAURENT, XXVI, 483;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 369;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2057;
PONT, *Pét. contr.*, I, 130;
TROPLONG, *Du prêt, etc.*, 68.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 662 urm.; *Observație sub Cas. I, 633 din 10 Dec. 1923. Pand. Rom. 1923-I-270;*
NACU, III, p. 438.

Jurisprudență.

1. Regula din art. 1575 c. civ., dela comodat, după care comodantul nu poate răspunde decât de vitiile care-i sunt cunoscute, nu este aplicabilă în cazul când Statul dă particularilor armăsari de reproducție, căci prin acest

fapt Statul urmărește și interesul său de a îmbunătăți rasa cailor în țară în scopul ca pe viitor să-și poată procura numai din țară, iar nu din străinătate, caii necesari serviciilor sale. (Cas. I, decizia No. 183. din 18 Martie 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 325).

TITLUL XI.

Despre împrumut.

CAPITOLUL I.

Despre natura împrumutului.

Art. 1576. — Împrumutul este un contract prin care una din părți dă celeilalte oarecare cătime de lucruri, cu îndatorire pentru dânsa de-a restitui tot atâtea lucruri de aceeași specie și calitate. (Civ. 526, 1103 urm., 1509, 1584 urm.; C. com. 601 urm.; L. Timbr. 33 § 2, 39 § 30; Civ. Fr. 1892; Civ. Ital. 1819).

Text. fr. Art. 1892. — Le prêt de consommation est un contrat par lequel l'une des parties livre à l'autre une certaine quantité de choses qui se consomment par l'usage, à la charge, par cette dernière de lui en rendre autant de même espèce et qualité.

Text. Ital. Art. 1819. — Il mutuo o prestito di consumazione è un contratto, per cui una delle parti consegna all'altra una data quantità di cose, coll'obbligo nell'ultima di restituire altrettanto della medesima specie e qualità di cose.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, etc.*, 688, 697, 698, 736, 737;
BOISTEL, *Dr. commercial*, 695;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 261, 636, 640;
DALLOZ, *Rép. Prêt*, 138 urm.; *Suppl. Prêt*, 26 urm.;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 68;
LYON-CAEN ET RENAULT, IV, 683, 702;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 361, 375, 378;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No 2048, 2060;
PONT, *Pet. contr.*, I, 183.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 665 urm., 670, 683, 689; (VI, p. 489 t. și n. 2);
COSTIN AL., *Notă* sub. C. Apel Chișinău s. I, 100 din 23 Sept. 1921. *Pand. Rom.* 1922-II-114;
NACU, III, p. 439, 440.

Jurisprudență.

1. Titlurile la înfățișător nu sunt admise de cod. civil român, și contractul de împrumut, astfel cum este prevăzut de codul civil, presupune neapărat, chiar în momentul contractării, existența a două persoane determinate: a împrumutatului și a împrumutătorului; astfel că obligația, în care persoana împrumutătorului este nedeterminată, fiind arătată sub denumirea generică de înfățișător, nu este admisibilă în drept. Codul comercial admite titlurile la înfățișător numai în două cazuri excepționale: cekul și polița de încărcare. Argumentul, ce se invoacă în susținerea ideii că legea civilă admite și astăzi titlurile la înfățișător și întemeiat pe oarecare dispoziții din codul Calimach, și anume dispozițiile relative la așa numitele *garanții volante*, nu e întemeiat. Mai întâi din garanțiile volante de sub legea veche nu se poate

deduce nimic astăzi, căci acele garanții se făceau în modul următor: debitorul provoacă prin tribunal o expertiză a averii sale imobiliare și pe temeiurile raportului expertului, se dădea proprietarului o însemnare scrisă din partea tribunalului, prin care se atestă că petentul se bucură de o avere evaluată la suma de.... în imobile; cu această însemnare proprietarul se prezintă la oare care licități și puneă garanție această însemnare pentru lucrări în anteprise. Cei de al treilea puteau să știe dacă un proprietar de imobil a recurs sau nu la așa numitele garanții volante, întru cât aceste garanții se treceau la tribunalul circumscripției imobilului, într'un registru special prevăzut de anexa litera I a regulamentului organic. Garanțiile volante nu aveau loc nici odată asupra averii mobile, și ele au încetat odată cu punerea în aplicare a noului cod civil, care a făcut din ipotecă un contract

solemn, și jurisprudența constant desființează astăzi, în camera de consiliu, după cererea proprietarului, toate garanțiile volante care au rămas, pe ici

pe coale, ca sarcine asupra imobilelor. (Trib. Iași II, C. Jud. 31/903).

2. A se vedea: art. 1593 nota 1.

Art. 1577. — În puterea împrumutului, împrumutatul devine proprietarul lucrului primit care, pierind, fie în orice mod, piere în contul său. (Civ. 1095, 1562, 1578, 1610, 1909; Civ. Fr. 1893).

Text. fr. Art. 1893. — Par l'effet de ce prêt, l'emprunteur devient le propriétaire de la chose prêtée; et c'est pour lui qu'elle périclite, de quelque manière que cette perte arrive.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 599, 600;
BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, etc.*, 708 urm., 726 urm., 730-732 urm.;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 636, 640;
DALLOZ, *Rép. Prêt*, 152 urm., 195 urm.; *Suppl. Prêt*, 31 urm., 41 urm.;
GUILLOUARD, *Du prêt, etc.*, 71, 75, 76, 100, 101;
HUC, XI, 167, 169, 180;
LAURENT, XXVI, 488, 493, 501;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 361, 375 urm., 378 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2048, 2060;
PONT, *Pet. contr.*, I, 173.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 671 urm., 673, 674;
COSTIN AL., *Notă sub. C. Apel Chișinău s. I*, 100 din 23 Sept. 1921. *Pand. Rom.* 1922-II-114;
NACU, III, p. 439, 440.

Art. 1578. — Obligațiunea ce rezultă din un împrumut în bani este totdeauna pentru aceeași sumă numerică arătată în contract.

Întâmplându-se o sporire sau o scădere a prețului monedelor, înainte de a sosi epoca plății, debitorul trebuie să restituască suma numerică împrumutată și nu este obligat a restitui această sumă decât în speciile aflătoare în curs în momentul plății. (Civ. 1579; Com. 41; Civ. Fr. 1895).

Text. fr. Art. 1895. — L'obligation qui résulte d'un prêt en argent, n'est toujours que de la somme numérique énoncée au contrat.

S'il y a eu augmentation ou diminution d'espèces avant l'époque du paiement, le débiteur doit rendre la somme numérique prêtée, et ne doit rendre que cette somme dans les espèces ayant cours au moment du paiement.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 158, 159;
BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, etc.*, 752 urm., 755, 756 urm., 760 urm., 762;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 640;
DALLOZ, *Rép. Prêt*, 201 urm.; *Suppl. Prêt*, 41 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 100, 100 bis, V;
GUILLOUARD, *Du prêt, etc.*, 82;
LYON-CAEN ET RENAULT, VIII, 1170;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 378;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2067;
PONT, *Pet. contr.*, I, 212;
TROPLONG, *Du prêt, etc.*, 243.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 687 urm., 689, 691-694; (VIII, part. I, ed. 2-a, p. 262 t. și n. 3, 582); „*Obligație de restituire a împrumutatului în materie de împrumuturi bănești*”, Dreptul 81/909;

ANTIM ȘT., *Notă* sub. Cas. III, 2078 din 12 Nov. 1924. Pand. Rom. 1925-I-24;

COSTIN AL., *Notă* sub. C. Apel Chișinău s. I, 100 din 23 Septembrie 1921. Pand. Rom. 1922-II-114;

DEGRÉ ALEXANDRU, *Scrieri Juridice*, vol. I, p. 538 urm.; „*Datoria unei sume de bani*”; GĂLĂȘESCU-PYK D., *Notă* sub. C. Apel Genova 12 Septembrie 1922. Jurispr. Gen. 7/1923. No. 537;

NACU, III, p. 442;

SINGER S., *Observație* sub. Cas. Ital. 29 Mart. 1914. Pand. Rom. 1924-III-153.

Jurisprudență.

1. Când într'un contract de împrumut s'a stipulat că plata să se facă în aur, iar prețul realizat din vânzarea averii debitorului se află în altă monedă, creditorul este în drept a cere ca în tabloul de distribuție, oșebit de capital, să i se aloce și o sumă reprezentând valoarea agiului. Aceasta are a se calculă, nu după cursul din ziua efectuării reale a plăței, ci după cursul din ziua depunerii prețului la casa de consemnațiuni. (Cas. I, 248/Iun. 26/89, B. p. 632).

2. În materie de împrumut, când obiectul este o sumă de bani, restituirea trebuie să se facă în monede având curs legal în momentul plății — debitorul putând, conform art. 1578 c. civ., să plătească suma numerică împrumutată cu monede mai rele decât cele primite, destul ca ele să aibă curs legal în momentul plății.

În ce privește datoriile cambiale, art. 315 c. com. prevede că plata trebuie să se facă în moneda arătată în cambie, — consecință a principiilor din art. 969 și 1100 c. civ. Dar textul art. 315 c. com., spre a curmă controversa ce există în Franța, trimite la art. 41 acelaș cod, care precizează modul de plată în caz când moneda arătată nu are curs legal sau comercial în țară și nici cursul ei n'a fost determinat de părți, iar contractul nu poartă clauza „efectiv” sau altă asemenea.

Prin curs legal se înțelege acela fixat odată pentru totdeauna prin o lege, și prin curs comercial, acela pe care o monedă, considerată ca marfă, îl are la Bursă, deci putând varia după ofertă și cerere dintr'o zi într'alta. Când părțile voesc să înțeleagă moneda ca marfă, o individualizează în actul lor prin mențiunea „efectiv”.

Înainte de război moneda legală era la noi leul Băncii Naționale și monedele de aur române sau străine. Cursul monedelor de aur era stabilit prin legea Ghermani, din 16 Mai 1889, care mențineă cursul din legea dela 16 Aprilie 1886 în ce privește monedele de aur engleze.

Legea nefiind abrogată până în prezent, ea este încă aplicabilă, astfel că plata datoriilor în lire sterlinge, ca în speță, are a se face în valoarea schimbului în moneda țării, după cursul stabilit de lege — lei 25 bani 22 echivalând o liră sterlingă. Mai ales că, în speță, datoria este pentru mărfuri, iar cambia a fost emisă și scăzută înainte de război, în 1914.

Această soluțiune echitabilă se impune cu atât mai mult cu cât a preține plata pe cursul comercial al pieței de azi ar fi a se rupe, din cauza deprecierei monedei noastre după război, echilibrul între prestațiunea creditorului și cea a debitorului, prin crearea de avantaje excesive de o parte și pierderi ruinătoare de altă parte. (Trib. Dolj III, sent. com. 38 din 21 Febr. 1923, Jur. Gen. 1923, No. 638).

3. Legea din 21 Decembrie 1916 (art. 8) permițând debitorilor ca pentru datorii stipulate „în aur” să se poată libera valabil, plătiind suma corespunzătoare în lei hârtie-monedă, n'a avut alt scop de cât acela de a protejă stocul metalic al Băncii Naționale Române și de a creea în vederea acestui scop, un curs forțat pentru leul-hârtie. Ca atare, aceste dispozițiuni nu pot fi aplicabile în cazurile când — cum este în specie — e vorba de datorii contractate în monedă străină-aur, a căror plată strict executată, nu pune Banca Națională Română în situațiune de a-și micșoră stocul metalic. (Cas. III, 2078 din 12 Noembrie 1924, Jur. Rom. 1/925, Dreptul 38/924; Pand. Rom. 1925, I, 24).

4. Când un contract prevede plata într'o monedă străină, instanța de fond obligând pe debitor să plătească în aceea monedă, nu face de cât să interpreteze intențiunea pe care au avut-o părțile la facerea contractului. Această interpretare fiind o chestiune de fapt, scapă controlului Curții de Casație. (Cas. III, 2078 din 12 Nov. 1924, Pand. Rom. 1925, I, 24, Jur. Rom. 1/925, Dreptul 38/924).

5. A se vedea: art. 977 nota 39; art. 1579 nota 2; art. 1584 notele 1, 3.

Art. 1579. — Regula cuprinsă în art. precedent nu se va aplică la împrumuturi de vergi metalice sau produse¹⁾.

În acest caz debitorul nu trebuie să restituiască, decât aceeași calitate și cantitate oricare ar fi suirea sau scăderea prețului lor.

Asemenea când s'a făcut împrumutul în monete de aur ori argint și s'a stipulat o restituțiune în aceeași specie și calitate, sau se va altera valoarea intrinsecă a monetelor, sau nu se vor putea găsi, sau vor fi scoase din curs, se va restitui echivalentele prețului intrinsec ce acele monede avuseseră în timpul în care au fost împrumutate²⁾. (Civ. 1100, 1106, 1578; C. com. 41; Cod Calimach § 1328, 1329; Civ. Fr. 1896, 1897; Civ. Ital. 1822 § ultim).

Text fr. Art. 1896. — La règle portée en l'article précédent n'a pas lieu, si le prêt a été fait en lingots.

Text fr. Art. 1897. — Si ce sont des lingots ou des denrées qui ont été prêtés, quelle que soit l'augmentation ou la diminution de leur prix, le débiteur doit toujours rendre la même quantité et qualité, et ne doit rendre que cela.

Text. Ital. Art. 1822 § ultim. — Se viene alterato il valore intrinseco delle monete, o queste non si possono ritrovare, o sono messe fuori di corso, si rende l'equivalente al valore intrinseco che le monete avevano al tempo in cui furono mutate.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la société, du prêt, etc.*, 751 urm.;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 640;
DALLOZ, *Rép. Prêt*, 206 urm.; *Suppl. Prêt*, 42;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 378;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2067.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 687 urm., 689, 691-694; (VI, p. 489, 493); „*Obligația de restituire a împrumutatului în materie de împrumuturi bănești*”. Dreptul 81/1909;
COSTIN AL., *Notă* sub C. Apel Chișinău s. I 100 din 23 Sept. 1921. Pand. Rom. 1922-II-114;
DEGRÉ ALEXANDRU, *Scrieri juridice*, vol. I, p. 538 urm. „*Datoria unei sume de bani*”;
NACU, I, p. 817, 818; III, p. 442.

Jurisprudență.

1. Enunțarea cuprinsă, într'un act că s'a primit o sumă în o monedă oare care nu implică în sine și obligațiunea de a se restitui aceeași monedă. Tribunalul în drept să aprecieze, după circumstanțele cauzei, care a fost intențiunea părților. Astfel, dacă soțul a primit ca dotă o sumă oare care de galbeni în aur, cum ei au fost dați cu ocaziunea căsătoriei și pentru susținerea sarcinilor ce decurg dintr'însa, ei au devenit proprietatea bărbatului încă de atunci, și el nu răspunde, în caz de restituțiune, de cât de valoarea lor. (Trib. Tutova, Dec. 12/85, *Dr.* 13/86).

2. a) Valoarea reală a sumei împrumutată nu poate fi alta de cât aceea

din momentul contractării împrumutului, ca una care reprezintă echivalentul valorii primite iar nu aceea din momentul scadenței, care ar putea să nu reprezinte acel echivalent.

Astfel când a avut loc un împrumut de ruble, înainte de retragerea lor, debitorul are a restitui o sumă în lei, reprezentând valoarea rublei la data împrumutului, iar nu la cea a scadenței.

b) Dispozițiunile art. 1579 al. 3 c. civ. cari în lipsă de text contrar se aplică și în Basarabia, deși se referă numai la cazul când obiectul împrumutului este în monezi de aur sau argint, iar plata se stipulase în aceeași specie și calitate, totuși acest text are a se aplică ori de câte ori o monedă a fost scoasă.

1) În textul art. francez lipsesc cuvintele: „sau produse”.

2) În textul art. francez lipsește acest ultim alineat. Cuprinsul acestui alineat este luat din § 1328 și 1329 din Codul Calimach.

din circulație în intervalul dela data contractului până la scadență. (C. Apel Chișinău 174 din 22 Dec. 1922. Dreptul 14/923; C. Apel Chișinău 116 din 9 Mai 1923. Dreptul 6/924; Cas. I. 34 din 4 Ian. 1924. Jur. Rom. 9-10/924; C. Apel Chișinău 100 din 23 Sept. 1921. Pand.

Rom. 1922, II, 114; Cas. I. 922 din 27 Mai 1924. Jur. Gen. 1924, No. 1511; Cas. I. 752 din 12 Mai 1924, Jur. Gen. 1924, No. 2040).

3. A se vedea: art. 977 nota 39; art. 1578 nota 2; art. 1584 nota 1; art. 1585 nota 1.

CAPITOLUL II.

Despre obligațiunea împrumutătorului.

Art. 1580. — Împrumutătorul este supus la răspunderea prevăzută la articolul 1575 pentru comodat. (Civ. 1575; Civ. Fr. 1898).

Text. fr. Art. 1898. — Dans le prêt de consommation, le prêteur est tenu de la responsabilité établie par l'article 1891 pour le prêt à usage.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la société, du prêt, etc.*, 744 urm.;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 640;
DALLOZ, *Rép. Prêt*, 178 urm.; *Suppl. Prêt*, 35 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2050, 2066.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 678;
NACU, III, p. 441.

Art. 1581. — Împrumutătorul nu poate mai înainte de termen, să ceară lucrul împrumutat. (Civ. 1023, 1025, 1572, 1573, 1584; Civ. Fr. 1899).

Text. fr. Art. 1899. — Le prêteur ne peut pas redemander les choses prêtées, avant le terme convenu.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la société, du prêt, etc.*, 747;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 640, 641;
DALLOZ, *Rép. Prêt*, 184 urm.; *Suppl. Prêt*, 35 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 377;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2050, 2066.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 656, 678, 679, 683;
NACU, III, p. 441.

Jurisprudență.

1. Creditorul poate cere plata imediată a capitalului împrumutat mai înainte de termenul stipulat, când partea cealaltă nu-și îndeplinește angaja-

mentul său de a urma regulat cu plata dobânzilor. Și judecătorul care admite o asemenea cerere, nu violează art. 1581 și 1584, ci face o justă aplicațiune a art. 1020. (Cas. I. 207/Mai 30/72, B. p. 168).

Art. 1582. — Ne fiind defipt termenul restituțiunei, judecătorul poate să dea împrumutatului un termen, potrivit cu împrejurările. (Civ. 1101, 1572, 1583; Pr. civ. 126, 128; Civ. Fr. 1900).

Text. fr. Art. 1900. — S'il n'a pas été fixé de terme pour la restitution, le juge peut accorder à l'emprunteur un délai suivant les circonstances.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la société, du prêt, etc.*, 764, 765;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 640, 641;
DALLOZ, *Rép. Prêt*, 188 urm.; *Suppl. Prêt*, 38;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 377;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2050, 2066.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 679 urm., 683;
CANTACUZINO MATEL, p. 513;
NACU, III, p. 441.

Jurisprudență.

1. Constituirea ca dotă a unui venit, ce trebuie plătit pe un termen nelimitat de ani, fie că s'ar numi o rentă perpetuă, de care nu vorbește codul civil, fie că s'ar numi altfel, nu conține nimic ilicit și dacă într'un act dotal nu se fixează un termen pentru plata ca-

pitalului nu se poate zice că ne aflăm într'un caz analog cu împrumutul fără termen, căci pe cât timp la împrumut obligația de a restitui capitalul e esențială, la dotă, liber este înzestrătorul să dea ce vrea, un capital sau un venit pe un termen sau nelimitat. (Trib. Olt. C. Jud. 27/906).

Art. 1583. — Dacă însă s'a stipulat numai ca împrumutatul să plătească când va putea sau când va avea mezii, judecătorul va prescrie un termen de plată după împrejurări. (Civ. 1101; Pr. civ. 126, 128; Civ. Fr. 1901).

Text. fr. Art. 1901. — S'il a été seulement convenu que l'emprunteur paierait quand il le pourrait, ou quand il en aurait les moyens, le juge lui fixera un terme de paiement suivant les circonstances.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 87;
BAUDRY ET WAHL, *De la société, du prêt, etc.*, 766 urm., 771, 772, 775;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 640, 641;
DALLOZ, *Rép. Prêt*, 191 urm.; *Suppl. Prêt*, 38 urm.;
DEMOLOMBE, XXV, 319;
GUILLOUARD, *Du prêt, etc.*, 104, 106 urm.;
HUC, XI, 172;
LAURENT, XXVI, 502, 503 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2050, 2066;
PONT, *Pt. contr.*, I, 175;
TROPLONG, *Du prêt, etc.*, 258.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 681 urm., 683; (III, part. II, ed. 2-a, p. 610; VI, p. 112); *Nota sub Trib. Epernay (Marne) 14 Aprilie 1921. Curier Jud. 27/1924;*
NACU, III, p. 441.

CAPITOLUL III.

Despre obligațiunea împrumutatului.

Art. 1584. — Împrumutatul este dator să restituiască lucrurile împrumutate în aceeași cantitate și calitate, și la timpul stipulat. (Civ. 1023, 1101, 1104, 1576, 1578, 1579, 1585 urm.; Civ. Fr. 1902).

Text. fr. Art. 1902. — L'emprunteur est tenu de rendre les choses prêtées, en même quantité et qualité, et au terme convenu.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la société, du prêt*, etc., 748 urm.;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 640, 641;
DALLOZ, *Rép. Prêt*, 194 urm.; *Suppl. Prêt*, 44;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 379 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2067.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 682 urm., 689; (VI, p. 489); „*Obligația împrumutatului de a restitui lucrul împrumutat*“. Dreptul 79/909;
NACU, III, p. 442;
PETIT EUGEN, *Notă* sub. Cas. civ. Fr., 23 Ian. 1924. Jurispr. Gen. 17/1924. No. 974.

Jurisprudență.

1. Obligația ce rezultă dintr'un împrumut pe bani, fiind totdeauna pe aceeași sumă numerică arătată în contract împrumutatul este dator a restitui la timpul stipulat aceeași sumă numerică, indiferent dacă cursul monedei este la acea dată scăzut sub valoarea pe care o avea la data împrumutului.

Astfel că dacă s'a efectuat un împrumut de mărci germane, împrumutatul este obligat ca la termenul stipulat să restituie numai aceeași sumă numerică de mărci germane, chiar dacă cursul mărcii nu mai reprezintă nici o valoare apreciabilă. (Trib. Ilfov s. I, 445 din 19 Mai 1924. Dreptul 21/924).

2. Din referatul Ministerului de Finanțe cu data de 13 Ianuarie 1918, arătându-se că până la această dată cursul rublei a fost de 2 lei 66 bani în raporturile dintre stat și particulari și instanța de fond constatând că, ziua scadenței cecului în ruble asupra Ministerului de război, pe care intimatul îl avea, a fost la 12 Ianuarie 1918, bine această instanță a luat normă cursul

de 2 lei 66 bani pentru rublă. (Cas. III, 799 din 15 Aprilie 1924. Jur. Gen. 1924, No. 1941).

3. Dispozițiunile art. 8 din legea de la 22 Decembrie 1916, potrivit cărora debitorii cari au stipulat înainte de 15 August 1916 plata unei datorii în aur, pot să se libereze valabil plătind în hârtie-monedă a Băncii Naționale, fiind edictată de legiuitor în scop de a protejă stocul metalic al acestei bănci și de a creă în vederea acestui scop, un curs forțat pentru leul monedă-hârtie, ca atare aceste dispozițiuni nu pot fi aplicabile de cât în cazul când e vorba de o datorie în monedă „aur“ care strict executată ar pune Banca Națională în situațiune de a-și micșora stocul ei metalic, iar nu și atunci când e vorba de o datorie contractată în monedă străină, caz care reeșind din cadrul legii exceptionale, are a se regulă conform principiilor generale și intențiunei comune a părților. (Cas. III, 2978 din 12 Nov. 1924. Dreptul 38/924, Jur. Rom. 1/925).

4. A se vede: art. 977 nota 39; art. 1578 notele 1, 2, 3; art. 1579 nota 2; art. 1581 nota 1; art. 1587 nota 9.

Art. 1585. — Când este în neposibilitate de a îndeplini datoria prescrisă prin art. precedent, va plăti valoarea lor, calculată după timpul și locul în care urmă a se face restituțiunea.

Dacă nu s'a determinat nici timpul nici locul plăței împrumutului, plata urmează a se face de către împrumutat după valoarea curentă din timpul în care și în locul unde s'a contractat. (Civ. 1104, 1586; Civ. Fr. 1903).

Text. fr. Art. 1903. — S'il est dans l'impossibilité d'y satisfaire, il est tenu d'en payer la valeur eu égard au temps et au lieu où la chose devait être rendue d'après la convention.

Si ce temps et ce lieu n'ont pas été réglés, le paiement se fait au prix du temps et du lieu où l'emprunt a été fait.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 600;
BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt*, etc., 794-798;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 640;

DALLOZ, *Rép. Prêt*, 211 urm.; *Suppl. Prêt*, 45 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 110 bis;
 GUILLOUARD, *Du prêt*, etc., 95, 96;
 HUC, XI, 176;
 LAURENT, XXVI, 506, 508;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 379 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2067;
 PONT, *Pet. contr.*, I, 199, 200;
 TROPLONG, *Du prêt*, 284 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 682 urm., 689; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 358; VI, p. 480, 524);
 NACU, III, p. 442.

Jurisprudență.

1. Art. 1579 se referă la cazul când monedele ar fi eșit din curs sau ar fi suferit veri o depreciatiune; iar art. 1585 prevede ipoteza când debitorul nu e în imposibilitate de a îndeplini obligația sa de a restitui lucruri de acc-

iași cantitate și calitate; ambele aceste texte de lege nu sunt aplicabile în cazul unde e vorba de o creanță pe care debitorul se obligase de a o plăti în napoleoni de aur, monedă care se găsește în mare cantitate și în curs legal în țară. (Cas. I, 248/Iun. 26/89, B. p. 632).

Art. 1586. — Dacă împrumutatul nu întoarce la timpul stipulat lucrurile împrumutate sau valoarea lor, trebuie să plătească și dobânzi, dela ziua cererii prin judecată a împrumutului. (Civ. 1084, 1088, 1589; C. com. 43; Civ. Fr. 1904).

Text. fr. Art. 1904. — Si l'emprunteur ne rend pas les choses prêtées ou leur valeur au terme convenu, il en doit l'intérêt du jour de la demande en justice.

Doctrină străină.

AUDRY ET RAU, IV, p. 600;
 BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt*, etc. 790;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 640;
 DALLOZ, *Rép. Prêt*, 214 urm.; *Suppl. Prêt*, 94;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 110 bis;
 DEMOLOMBE, XXIX, 624;
 GUILLOUARD, *Du prêt*, etc., 98;
 HUC, XI, 177;
 LAURENT, XXVI, 511;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 379 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2067;
 PONT, *Pet. contr.*, I, 219;
 TROPLONG, *Du prêt*, etc., 301.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 682 urm., 689; (VI, p. 401 n. 1);
 NACU, III, p. 442.

Jurisprudență.

1. Dacă împrumutatul nu înapoiază la timpul încuviințat, împrumutul său, el trebuie să plătească dobânzi din ziua în care se va fi cerut prin judecată plata aceluia împrumut, nu din ziua ce-

rerei de plata dobânzilor, întru cât debitorul a fost pus în întârziere din ziua cererii de plată a capitalului. (Cas. I, 365/97, B. p. 1173).

2. A se vedea art. 1587 cu notele respective.

CAPITOLUL IV.

Despre împrumutul cu dobândă.

Art. 1587. — Se poate stipula dobânzi pentru un împrumut de bani, de denariate (zaharele) sau de alte lucruri mobile.

(Civ. 472 urm., 1088, 1090, 1588 urm., 1907; C. com. 370; Civ. Fr. 1905).

Text fr. Art. 1905. — Il est permis de stipuler des intérêts pour simple prêt soit d'argent, soit de denrées, ou autres choses mobilières.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 601;
 BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, etc.*, 902 urm., 905, 906;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 642, 644;
 DALLOZ, *Rép. Compt. cour.*, 70 urm.; Prêt à intér., 1 urm., 16 urm., 124 urm., 164 urm., 214; *Suppl. Compt. cour.*, 42 urm.; Prêt à intér., 1 urm., 24 urm., 94 urm., 114 urm.;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 281;
 GUILLOUARD, *Du prêt, etc.*, 122-124, 126, 128;
 HUC, XI, 180;
 LAURENT, XXVI, 514;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 382;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2072;
 PONT, *Peł. contr.*, I, 246 urm., 250, 251;
 TROPLONG, *Du prêt, etc.*, 409.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 669, 694, 698 urm., 703 urm., 705 urm., 711;
 NACU, III, p. 447.

Jurisprudență.

1. Când e vorba de un împrumut de bani, părțile pot să stipuleze ori ce dobândă ar voi, conform art. 1587. Și ne punerea în întârziere a debitorului nu poate să atragă, ca consecință pentru creditor, pierderea întregii dobânzi stipulată în actul de împrumutare, ci pur și simplu să facă să curgă dobândă stipulată numai de la cererea în judecată. Iar cererea în judecată este o punere în întârziere prin excelență, pe motiv că creditorul nu se mai adresează pur și simplu la debitor, ca în punerea în întârziere, ci la justiție dela care cere ca debitorul să fie condamnat la executarea obligațiunei sale conform contractului. (Apel Buc. II, 214, Oct. 17/80, *Dr.* 24/81).
2. Pentru ca să poată fi aplicabil art. 1586 trebuie ca în convențiunea ce a intervenit între părți să nu fie prevăzută clauza că dobânzile au să curgă din ziua expirării termenului de plată, în care caz numai creditorul nu poate cere dobânzi de cât din ziua când a pus în întârziere pe debitor, sau când a făcut cererea în judecată. (Cas. I, 234, Iun. 19/84, B. p. 533).
3. Dobânzile convenționale nu încetează prin faptul expirării termenului de plată, căci, în lipsă de o stipulațiune contrarie, nu se poate admite ca un împrumut făcut de la origină cu dobândă, când creditorul n'a consimțit să-și dea capitalul de cât mijlocind un interes oare care, să se transforme după expirarea termenului de plată în mod tacit într'un împrumut gratuit, astfel nefiind vorba de interesele moratorii prevăzute de art. 1088, ci de
- niște procente convenționale pe cari părțile au putut să le stipuleze în virtutea art. 1587, aceste procente curg și după expirarea termenului de plată, fără să fie necesitate de veri o punero în întârziere sau chemare în judecată, considerându-se vechiul contract prelungit, astfel cum se urmează la contractul de locațiune (art. 1437). (Cas. I, 219/Iun. 9/92, B. p. 565; Cas. I, 397, Dec. 20/89, B. p. 1044; Cas. I, 150/Iun. 8/88, B. p. 548; Apel Buc. II, 58, Apr. 1/87, *Dr.* 41/87).
4. Ori cât ar putea fi de exagerată pretențiunea creditorilor, debitorii nu pot fi scutiți de plata dobânzilor convenționale după expirarea termenului, decât atunci când s'ar fi dovedit că ei au făcut în acei termen oferte reale, conform art. 1114, 1115 și 1116, pentru tot ceea ce se datoră ca capital și dobânzi, căci în virtutea art. 1101, nimeni nu poate fi silit a primi parte din datorii. (Cas. I, 150/Iun. 3/88, B. p. 549).
5. Deși în regulă generală daunele interese la obligațiunile cari au de obiect o sumă de bani, nu curg de cât din ziua punerii în întârziere (art. 1088), însă natura contractului de împrumut, consistând în aceea a plății unei desdăunări pentru tot timpul cât cel ce a împrumutat a fost privat de beneficiile capitalului său, rezultă că plata unei dobânzi convenționale nu se poate opri la expirarea termenului împrumutului, deși capitalul nu s'a plătit, termenul de altfel stipulându-se pentru fixarea epoei restituirei capitalului, iar nu pentru durata plății dobânzei. A decide contrariul e a admite că contractul de împrumut cu dobândă, care la început avea un caracter

oneros, s'a transformat în urmă într'un contract gratuit, împrumut fără dobândă, ceea ce nu e rațional a se presupune că a fost intențiunea părților contractante. Așa fiind, existând o stipulațiune expresă de dobândă, la expirarea termenului împrumutului nu mai e necesitate de o punere în întârziere spre a putea curge dobânda și de la această dată înainte. (Apel Buc. III, 171, Oct. 14/91, *Dr.* 82/91; Apel Buc. III, 109, Iun. 6/91, *Dr.* 49/91; Apel Buc. III, 29, 11/89, *Dr.* 17/89).

6. Într'un împrumut, pentru care s'au stabilit dobânzi și un termen de plată, dobânzile convenționale nu înțetează prin faptul expirării termenului fixat pentru plată. Instancele de fond sunt suverane ca, interpretând un contract de împrumut, să aprecieze dacă dobânzile sunt stipulate și pentru timpul ce urmează după expirarea termenului de plată al împrumutului până la achitare. (Cas. I, 175/97, B. p. 650).

7. Dobânzile convenționale nu înțetează prin faptul expirării termenului de plată a capitalului împrumutat, ci curg și după expirarea acestui termen,

fără să fie necesitate pentru aceasta de vre-o punere în întârziere, sau chemare în judecată, considerându-se vechiul contract de împrumutare prelungit, după cum se urmează și la alte contracte cu titlu oneros. (Cas. I, 352, 903, B. p. 1058).

8. Operațiunea de bancă cunoscută sub numele de „depozit spre fructificare” constituie un act juridic care are caracterul unui contract de împrumut, iar nu de depozit, de oarece în asemenea operații, depunătorul stipulând în favoarea sa plata unei dobânzi pentru suma depusă, contractul nu mai poate avea caracterul unui depozit, care potrivit art. 1593 c. civil este esențialmente gratuit. (Trib. Ilfov s. I, 445 din 19 Mai 1924, Dreptul 21/924).

9. Expresiunea de „valuta ziua de....” întrebuințată în contractele de împrumut pe bani, înseamnă că dobânda are a curge de la acea dată, iar nu ca restituirea la termen a sumei împrumutată are a se face după valoarea cursului de la acea dată. (Trib. Ilfov s. I, 445 din 19 Mai 1924, Dreptul 21/924).

10. A se vedea: art. 1589 nota 3.

Art. 1588. — Împrumutatul care a apucat de-a plăti dobânzi ce nu s'au stipulat, sau mai mari decât s'au stipulat, nu mai poate a le repeti, nici a le impută ¹⁾ asupra capitalului. (Civ. 992, 1092, 1111; Civ. Fr. 1906).

Text. fr. Art. 1906. — L'emprunteur qui a payé des intérêts qui n'étaient pas stipulés, ne peut ni les répéter ni les imputer sur le capital.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 602;
BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, etc.*, 913, 913 bis;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 69, 642;
DALLOZ, *Rép. Prêt à intér.*, 200; *Suppl. Prêt à intér.*, 137 urm.;
GUILLOUARD, *Du prêt, etc.*, 133, 134;
HUC, XI, 181;
LAURENT, XXVI, 522;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 384;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2073, în notă;
SALEILLES, *Obligation*, ed. 3-a, p. 453 nota 2.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 669, 694, 698 urm., 703 urm., 705 urm., 711; (VI, p. 6 urm., 10 t. și n. 1, 423 t. și n. 2, 424); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 344;
NACU, III, p. 447;
TONEANU N. C., *Observație sub. C. Apel Napoli*, 13 Iunie 1910. *Pand. Rom.* 1924-III-43.

Jurisprudență.

1. Cu drept cuvânt judecata condamna pe creditor a plăti dobânda la o sumă dela data împlinirii ei, iar nu

dela cerere, când se constată în fapt că din culpa lui s'a împlinit o sumă mai mare de cât trebuia. (Cas. I, 19/77, B. p. 182).

2. A se vedea: art. 1092 nota 2.

1) „A le impută”, adică: a le scădea.

Art. 1589. — (Mod. L. 10 Decemvr. 1882¹⁾). Se defige o dobândă de cinci la sută pe an pentru afacerile civile, și de șase la sută pe an pentru cele comerciale, în toate cazurile unde nu s'a hotărît de părți cuantumul ei.

Dobânzile legale începute, cerute, precum și cele consacrate prin hotărîri definitive, se vor calcula conform legei vechi, până în momentul promulgării legei de față. (Civ. 1, 1066, 1089, 1587; Com. 43).

Acest articol este modificat prin art. 49 din „Legea privitoare la unificarea unor dispozițiuni din procedura civilă și comercială pentru înlesnirea și accelerarea judecăților înaintea Tribunalului și Curților de Apel, precum și unificarea competenței judecătorilor“, publicată în Monitorul Oficial No. 108 din 19 Mai 1925, în cuprinderea următoare:

Art. 49. — Procentele legale se vor calcula după scontul Băncii Naționale augmentat cu 4 la sută în materie civilă și 6 la sută în materie comercială.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, ed. 4-a, § 396, p. 601, 606;
 BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, etc.*, 711, 901-903, 905, 922;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 29, 644;
 DALLOZ, *Rép. Prêt à intér.*, 2 urm., 21 urm., 165, 178; *Suppl. Prêt à intér.*, 2 urm., 24 urm., 114;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 345;
 GUILLOUARD, *Prêt*, 73, 122-124, 126, 129;
 LAURENT, XXVI, 489, 514;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 382, 383;
 PLANIOL, II, 2073;
 PONT, *Prêt*, 146, 250;
 THIRY, IV, 168, p. 157;
 TROPLONG, *Prêt*, 349, 362.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IX, p. 669, 694, 698 urm., 703 urm., 705 urm., 711; (VI, p. 390); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 340; *Observație* sub. Trib. civil Le Havre (Seine-Inférieure) 4 Oct. 920. Pand. Rom. 1923-III-139;
 DEGRÉ ALEXANDRU, *Scrieri juridice*, vol. IV, „Cămătăria este oprită?“ p. 334, 335;
 NACU, III, p. 447;
 TONEANU N. C., *Observație* sub. C. Apel Napoli, 13 Iunie 1910. Pand. Rom. 1924-III-43.

Jurisprudență.

1. Când părțile au determinat dobânda, judecătorii nu au dreptul a o modifica. (Apel Buc. II, 70, Mart. 4/82, Dr. 59/82).

2. După art. 22 din legea rurală, dobânda aferentă obligațiilor rurale nu curge de cât în timp de 15 ani. Conform dar acestui articol și legei pentru prelungirea stingerii obligațiilor rurale promulgată la 10 Aprilie 1877, Statul nu avea îndatorire să plătească dobânda de 10 la sută pentru obligațiile rurale, de cât până la 19 Aprilie 1880, când a intervenit legea pentru conversiunea obligațiilor rurale și

care prevede o dobândă de 6 la sută dela 19 Aprilie 1880, dobânda datorită eră de 6 la sută până la 10 Decembrie 1882, data promulgării legei care fixează dobânda legală la 5 la sută; de la 10 Decembrie 1882 și până la achitare nu curge dobânda de cât 5 la sută. (Cas. I, 403, Dec. 19/86, B. p. 947).

3. Din art. 1587 rezultă că părțile contractante pot stipula în contractele de împrumuturi de bani, ori ce dobânzi abandonând astfel dobânda convențională, liberilor stipulațiuni ale părților contractante. Și dacă legea fixează o dobândă de 5% în afacerile civile și 6% în cele comerciale, aceasta se referă la dobânzile moratorii, la

¹⁾ Textul vechiului art. 1589, eră: „Se defige o dobândă de zece la sută, în toate cazurile unde nu s'a hotărît de părți cuantumul ei“. A se vedea asupra dobânzii Codul Calimach § 1332 și 1333, Codul Călcăuței penale, precum și art. 1066 și 1089 Cod. Civ.

care justiția condamnă pe un debitor care este în întârziere, și la interesele legale cari curg de drept în virtutea legii, adică la acele cazuri în cari părțile n'au stipulat dobânzi. (Apel Buc. III, 109, Iun. 6/91, *Dr.* 49/91; Apel Buc. III, 171, Oct. 14/91, *Dr.* 82/91).

4. Prin tractatul de pace de la București din 28 Iulie 1913, cedându-se de statul bulgar României o parte din teritoriul său, prin această cedare statul

român s'a substituit în toate drepturile și obligațiunile statului bulgar.

Prin urmare de la data sus menționată aplicându-se în acest teritoriu legile române, procentele legale în materie comercială au a fi cele prevăzute în aceste legi. (Trib. Durostor, Apr. 1914; Dreptul 1914, p. 399).

5. A se vedea: art. 998 nota 172; art. 1066 notele 2, 7.

Art. 1590. — Adeverința dată pentru capital fără rezervă a dobânzilor este o presumpțiune de plata lor și scutește de dânsa. (Civ. 1111, 1173, 1174, 1200, 1202; Civ. Fr. 1908).

Text. fr. Art. 1908. — La quittance du capital donnée sans réserve des intérêts, en fait présumer le paiement, et en opère la libération.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 602;

BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, etc.*, 919-921;

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 232, 233;

DALLOZ, *Rép. Prêt à intér.*, 189 urm.; *Suppl. Prêt à intér.*, 134 urm.;

GUILLOUARD, *Prêt, etc.*, 138, 139;

HUC, XI, 199;

LAURENT, XXVI, 518, 519;

MOURLON, ed. 7-a, III, p. 384;

PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2074;

PONT, *Pet. contr.*, I, 320;

TROPLONG, *Prêt, etc.*, 414.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 669, 694, 698 urm., 703 urm., 705 urm., 711; (VI, p. 119);

CANTACUZINO MATEI, p. 604;

NACU, III, p. 447, 448.

Jurisprudență.

1. Presumpțiunea de plata dobânzii creată de art. 1590, numai atunci își poate avea aplicațiunea când e îndoielă asupra chestiunii de fapt dacă s'a plătit sau nu dobânda, iar nu când nerăspunderea dobânzii e un fapt netăgăduit de însuși debitorul ei. (Cas. I, 226/Sept. 3/79, B. p. 642).

2. Spre a fi invocată presumpțiunea de plata dobânzilor prevăzută de art. 1590, trebuie ca în adeverința dată să se afirme că este dată pentru primirea capitalului, în care caz cu drept cuvânt dacă nu se prevede vreo rezervă pentru procente se poate ca odată cu plata capitalului s'au socotit și plătit și procentele. Când însă e vorba de o chitanță dată de creditor pentru primirea de parte din sumele datorite, nu are aplicație art. 1590, acest caz fiind prevăzut de art. 1111. (Cas. I, 29/Ian. 24/83, B. p. 48).

3. Dacă în chitanțelo de descărcare se zice că plățile s'au făcut în comptul datoriei, și această datorie constă la epoca acelor vărsări atât din capital cât și din dobânda lui, în atare caz se aplică art. 1111, după care plata par-

tială a unei datorii pentru care se plătește dobândă se impută mai întâi, asupra dobânzii. Numai dacă în chitanțe s'ar fi zis că sumele dintr'insele s'au dat pentru capitalul datorit fără vreo rezervă a dobânzilor, atunci acest fapt ar fi constituit o presumpție legală de plata dobânzilor și în acest caz sumele răspunse s'ar fi imputat numai asupra capitalului. (Cas. I, 231/Iun. 10/85, B. p. 504).

4. Presumpțiunea de plata dobânzilor prevăzută de art. 1590 nu admite, în general, proba contrarie. (Cas. I, 38/Febr. 1/91, B. p. 119).

5. Această presumpție are loc numai atunci când nu s'a făcut nici o rezervă din partea aceluia care a dat adeverința pentru plata capitalului. (Cas. I, 184/Mai 3/91, B. p. 569).

6. Determinarea obiectului și întinderii convențiunilor, cât și stabilirea intențiunei părților, în lipsă de clauze exprese, constituie chestiune de fapt, ce intră în atributul suveran al instanțelor de fond. (Cas. III, 21 Martie 1906, B. p. 661).

7. Deși prin art. 1590 din codul civil legea prevede că adeverința dată pentru plata capitalului, fără rezerve în

ce privește dobânzile, este o prezumpțiune de plata lor și scutește de dănușele pe debitor, totuș această prezumpțiune nu este o prezumpțiune absolută,

ci poate fi combătută prin proba contrarie. (Cas. III, 26 Martie 1907, B. p. 620).

TITLUL XII.

Despre depozit și despre sequestru.

CAPITOLUL I.

Despre depozit în genere.

Art. 1591. — Depozitul în genere este un act prin care se primește lucrul altuia spre a-l păstră și a-l restitui în natură. (Civ. 1593, 1604; L. Timbr. 19 § 18; Civ. Fr. 1915).

Text. fr. Art. 1915. — Le dépôt, en général, est un acte par lequel on reçoit la chose d'autrui, à la charge de la garder et de la restituer en nature.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société*, etc., 1009, 1016;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 261, 650;
DALLOZ, *Rép. Abus de conf.*, 101 urm.; *Dépôt*, 8 urm.; *Suppl. Abus de conf.*, 61 urm.;
Dépôt, 7 urm.;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 68;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 403;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2204.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 1 urm.; (VIII. part. I, ed. 2-a, p. 573);
CETĂȚEANU I. IOAN, *Adnotație sub. C. Apel Tg. Mureș*, 1 April. 1921. *Dreptul* 30/1921;
NACU, III, p. 449;
RAPAPORT M., *Nota sub. Trib. Civ. Seine*, 14 Febr. 1923. *Jurisp. Gen.* 22/1924, No. 1251.

Art. 1592. — Depozitul este de două feluri: depozitul propriu zis și sequestru. (Civ. 1593 urm., 1626 urm.; Civ. Fr. 1916).

Text. fr. Art. 1916. — Il y a deux espèces de dépôts: le dépôt proprement dit, et le séquestre.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société*, etc. 1019;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 403;
POTHIER, *Dépôt* V, No. 1.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 4;
NACU, III, p. 449.

CAPITOLUL II.

Despre depozitul propriu zis.

Secțiunea I. — *Despre natura depozitului.*

Art. 1593. — Depozitul este un contract esențial gratuit, care nu poate avea de obiect decât lucruri mobile.

El nu este perfect decât când s'a făcut tradițiunea lucrului ¹⁾.

¹⁾ Art. francez corespunzător 1919 se exprimă astfel: „la tradition réelle ou feinte de la chose déposée”.

Tradițiunea se înlocuiește prin singurul consimțământ, dacă lucrul ce este a se lăsa în depozit se află deja în mâna depozitarului sub orice alt titlu. (Civ. 472 urm., 946, 1314, 1316, 1591 urm., 1600, 1608, 1623, 1628, 1630; Civ. Fr. 1917-1919).

Text. fr. Art. 1917. — Le dépôt proprement dit est un contrat essentiellement gratuit.

Text. fr. Art. 1918. — Il ne peut avoir pour objet que des choses mobilières.

Text. fr. Art. 1919. — Il n'est parfait que par la tradition réelle ou feinte de la chose déposée.

La tradition feinte suffit, quand le dépositaire se trouve déjà nanti, à quelque autre titre, de la chose que l'on consent à lui laisser à titre de dépôt.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 618;

BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt*, 1012, 1023, 1024, 1168, 1170, 1171;

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 261, 650, 651;

DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 129^{bis}, I, III;

GULLOUARD, *Du dépôt*, etc. 16, 17, 19, 20, 55;

HUC, XI, 231;

LAURENT, XXVII, 77, 79;

MOURLON, ed. 7-a, III, p. 403;

PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2205, 2206;

PONT, *Pt contr.* I, 377, 382;

TROPLONG, *Du dépôt*, etc. 11 urm., 19.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 5 urm.; *Observație sub. Cas. Fr., 12 Nov., 1905. Dreptul 36/1907;*

„Avem sau nu în dreptul actual contracte reale?“. Dreptul 75/1909;

NACU, III, p. 450;

XENI C., *Nolă sub. C. Apel Buc. s. III, 34 din 28 Mart. 1924. Pand. Rom. 1925-II-1.*

Jurisprudență.

1. Operațiunea de bancă (cunoscută sub numele de „depozit spre fructificare“ constituie un act juridic care are caracterul unui contract de imprumut, iar nu de depozit, de oarece în asemenea operațiuni, depunătorul stipulând în favoarea sa plata unei dobânzi pentru suma depusă, contractul nu mai poate avea caracterul unui depozit care, potrivit art. 1593 c. civ. este esențialmente gratuit. (Trib. Ilfov s. I, 445 din 19 Mai 1924, *Dreptul 21/1924*).

Art. 1594. — Depozitul este voluntar sau necesar. (Civ. 1593, 1595 urm., 1620 urm.; Civ. Fr. 1920).

Text. fr. Art. 1920. — Le dépôt est volontaire ou nécessaire.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société etc.* 1025;

DALLOZ, *Rép. Dépôt*, 8 urm.; *Suppl. Dépôt*, 7 urm.;

MOURLON, ed. 7-a, III, p. 403.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 4;

NACU, III, p. 452.

Secțiunea II. — Despre depozitul voluntar.

Art. 1595. — Depozitul voluntar se formează prin consimțământul celui ce dă și celui ce primește lucrul în depozit. (Civ. 948, 953 urm., 1593, 1620; Civ. Fr. 1921).

Text. fr. Art. 1921. — Le dépôt volontaire se forme par le consentement réciproque de la personne qui fait le dépôt et de celle qui le reçoit.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société*, etc. 1026;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 69;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2205;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 407;
 TROPLONG, *Dépôt*, 30-38.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 9, 10;
 NACU, III, p. 452.

Art. 1596. — Depozitul voluntar se face în totdeauna numai de către proprietarul lucrului depozitat sau prin consimțământul său expres ori tacit. (Civ. 1610; Civ. Fr. 1922).

Text. fr. Art. 1922. — Le dépôt volontaire ne peut régulièrement être fait que par le propriétaire de la chose déposée, ou de son consentement exprès ou tacite.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt*, 1034;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, V, p. 456;
 GUILLOUARD, *Du dépôt*, etc. 31;
 HUC, XI, 132;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 407;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2207.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 11, 12;
 NACU, III, p. 453.

Art. 1597. — Depozitul voluntar nu se poate face decât prin înscris¹⁾. (Civ. 1180, 1191, 1197, 1198, 1204 urm., 1208, 1220 urm., 1598, 1606, 1621; Civ. Fr. 1923).

Text. fr. Art. 1923. — Le dépôt volontaire doit être prouvé par écrit. La preuve testimoniale n'en est point reçue pour valeur excédant cent cinquante francs.

Doctrină străină.

ARNTZ, IV, 100;
 AUBRY ET RAU, VIII, ed. 4-a, § 751, p. 176;
 BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt*, 1045-1047, 1051;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 651;
 GUILLOUARD, *Dépôt*, etc. 40 urm.;
 HUC, XI, 232-234;
 LAURENT, XXVII, 89, 92;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 409;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2207;
 PONT, *Dépôt*, 402, 411;
 TROPLONG, *Dépôt*, 46, 48.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 13-15; (VII, p. 247 n. 2); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 408, nota 2, *Observație* sub. C. Apel Buc., s. III, 121 din 26 Mai 1912. *Curier Jud.* 52/913; *Notă* sub. Trib. Toulouse, 19 Febr. 1920. *Jur. Gen.* 1925, No. 631;
 GEORGEAN N., *Nota* sub. Trib. Argeș, s. II, 8 April 1921. *Pand. Rom.* 1924, II, 121;
Notă sub. Trib. Dorohoi, 364 din 6 Nov. 1923. *Jur. Gen.* 1925, No. 99;
 NACU, III, p. 452.

¹⁾ Art. francez corespunzător 1923 adaugă: „La preuve testimoniale n'en est point reçue pour valeur excédant cent cinquante francs”.

Jurisprudență.

1. Pentru constatarea depozitului voluntar a cărui valoare excede suma de 150 lei după art. 1597 combinat cu art. 1191, aplicabile și în materie corecțională, proba testimonială nu este admisă de cât în cazul când există un început de dovadă scrisă, conform art. 1197. (Cas. II, 562/Sept. 1/71, B. p. 203).
2. Art. 1597, diferind de codul francez în această privință, prescrie în mod formal că depozitul nu se poate constata de cât prin înseris, ceea ce eludează cu desăvârșire proba cu martori, fie că ar fi în cauză o sumă mai mică de 150 lei, fie că ar exista un început de dovadă scrisă, întocmai ca și când ar fi vorba de un contract de locațiune sau de transacțiune. (Trib. Ilfov, I, Mart. 1/86. Dr. 31/86).
3. Dispozițiunea cuprinsă în art. 1597, după care depozitul voluntar nu se poate face de cât prin înseris, nu este atât de absolută în cât să excludă ori ce alt mijloc de dovedire admis de legiuitor prin regulile de drept comun ce a stabilit precum ar fi dovada ce ar rezultă chiar din mărturisirea depozitarului sau aceea ce s'ar putea face prin deferirea jurământului decizoriu, etc. De asemenea această dispozițiune nu se poate lua ca o derogatiune la o regulă cuprinsă în art. 1191 și 1203 cari deși prohibă proba cu martori și prezumpțiuni, când valoarea lucrului trece de 150 lei, primește însă excepțiuni în cazurile prevăzute prin art. 1197 și 1198, admitând o atare probă ori de câte ori există un început de dovadă scrisă, sau când partea s'a găsit în imposibilitate de a-și procura o dovadă scrisă, așa că aceste excepțiuni sunt aplicabile și la depozitul voluntar, ca și la ori ce alte convențiuni. (Cas. I, 64/Febr. 22/94, B. p. 584).
4. Dispoziția acestui articol nu este așa de absolută încât să excludă orice alt mijloc de dovedire legal, cum ar fi mărturisirea depozitarului sau jurământul decizoriu. Acest articol nu se

poate lua nici ca o derogatiune la regula din art. 1191 și 1203 cod. civ., care deși proibă proba cu martori și prezumpții, când valoarea trece de 150 lei, însă primește excepții în cazurile din art. 1197 și 1198, admitând o astfel de probă, ori de câte ori există un început de dovadă scrisă sau când părții i-a fost imposibil să-și procure o asemenea dovadă, așa că aceste excepții sunt aplicabile și la depozitul voluntar. (Cas. I, 64/94, B. p. 125).

5. După art. 1597 cod. civil, depozitul voluntar nu se poate dovedi decât cu înseris; reese însă din spiritul art. 1198 cod. civil, că proba testimonială și prezumpțiile sunt admisibile, ori de câte ori părții nu i-a fost cu putință a-și procura o dovadă scrisă. Imprejurările de fapt, din care a rezultat imposibilitatea, sunt lăsate la aprecierea judecătorului. (Ap. Buc. II, Dr. 33/901).

6. Deși potrivit dispozițiilor art. 1191 și 1597 c. civil, contractul de depozit voluntar nu se poate dovedi cu martori, când valoarea lui este mai mare de 150 lei vechi, totuși această prohibițiune nu este de ordine publică și deci nu face parte dintre prohibițiunile cuprinse în art. 5 codul civil, care prevede că nu se poate derogă prin convențiuni sau dispoziții particulare la legile cari interesează ordinea publică și bunele moravuri, ci este de ordin privat și cu caracter supletiv, de oarece dispozițiile prevăzute de art. 1191 codul civil, constituiesc un mijloc de dovadă al convențiilor încheiate între părți și la care ele sunt libere să recurgă sau nu, după cum le dictează interesul, în cazul când ele nu ar posedă un alt mijloc legal pentru dovedirea acelor convențiuni și bine înțeles dacă legea nu prevede „ad solemnitatem“ îndeplinirea unor anumite formalități, fără cari convențiunea nu ar avea existență legală. (Trib. Drohoi 364 din 6 Nov. 923, Jur. Gen. 1925, No. 99).

7. A se vedea: art. 1180 nota 1; art. 1191, nota 2; art. 1198 nota 45.

Art. 1598. — Dacă depozitul s'a făcut de către o persoană capabilă către una necapabilă, aceea ce a făcut depozitul are numai acțiune de revendicațiunea lucrului depozit, pe cât timp se află în mâna depozitarului, sau acțiune de restituțiune pe cât acesta s'a folosit. (Civ. 949 urm., 1164, 1597; Civ. Fr. 1926).

Text. fr. Art. 1926. — Si le dépôt a été fait par une personne capable à une personne qui ne l'est pas, la personne qui a fait le dépôt n'a que l'action en revendication de la chose déposée, tant qu'elle existe dans la main du dépositaire, ou une action en restitution jusqu'à concurrence de ce qui a tourné au profit de ce dernier.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 620;
 BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt*, 1035, 1037;
 BUFNOIR, *Propriété et Contrat*, ed. 2-a, p. 361;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 651;
 DALLOZ, *Rép. Dépôt*, 29 urm., 126 urm.; *Suppl. Dépôt*, 15 urm., 53 urm.;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, III, p. 122;
 GUILLOUARD, *Du dépôt*, etc. 34, 37;
 MOURLON, ed. 7-a, p. 407;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2208;
 TROPLONG, *Du dépôt*, etc. 58.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 13; (III, part. I, ed. 2-a, p. 264 n. 2; VII, p. 35 n. 2); *Notă*, sub.
 Trib. Lons-le-Saulnier, Jura, 9 Aug. 1921. *Jur. Gen.* 1924, No. 2145;
 NACU, III, p. 451.

Secțiunea III. — Despre îndatoririle depozitarului.

Art. 1599. — Depozitarul trebuie să îngrijească de paza lucrului depozit, întocmai precum îngrijește de paza lucrului său. (Civ. 1564, 1566, 1600 urm.; Civ. Fr. 1927).

Text. fr. Art. 1927. — Le dépositaire doit apporter, dans la garde de la chose déposée, les mêmes soins qu'il apporte dans la garde des choses qui lui appartiennent.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt*; 1055, 1056, 1058;
 CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 51;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 8, 262, 517, 652, 656;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 139 bis, II;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*. V, p. 456, 554;
 GUILLOUARD, *Du dépôt*, etc. 22, 48, 50, 51;
 HUC, XI, 237;
 LAURENT, XXVII, 96;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 404, 409;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2211;
 PONT, *Pet. contr.*, I, 426;
 TROPLONG, *Du dépôt*, etc., 65, 69.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 16 urm., 39, 258; (V, p. 326, 327; VI, p. 317, 318 n. 1); *Observație*
 sub. C. Apel Buc., s. I, 12 Mart. 902. *Dreptul* 30/1910; *Observație* sub. Camera de
 Comerț din Berlin, 8 Aug. 1919. *Tribuna Juridică* 24-27/1922;
 CANTACUZINO MATEI, p. 441;
 NACU, II, p. 621; III, p. 453.

Jurisprudență.

1. Depozitarul care păstrează lucrul depozitat, în specie niște juvaere, în acelaș loc în care el își conservă averea sa, în specie într'o ladă de fier, nu comite nici o culpă și deci nu răspunde de pierderea lucrului depozitat survenită dintr'un caz fortuit sau de forță majoră. Spargerea prăvăliei și a casei de fier de către niște făcători de rele, se consideră în genere ca un caz fortuit sau de forță majoră. (C. Apel Buc. s. I, 12 Mart. 1902, *Dreptul* 30, 1910).

2. Depozitarul este obligat să îngrijească de paza lucrului depozitat întocmai cum îngrijește de paza lucrului său, fiind obligat a restitui conform art. 1604 c. civ., însuși lucrul ce a primit.

Prin urmare, depozitarul răspunde chiar de culpa cea mai ușoară, în caz de pierderea lucrului depozitat, dar nu răspunde de pierderea sau stricăciunile aduse obiectului din cauză de forță majoră. (C. Apel Constanța, 95 din 21 Iunie 1923. *Justiția Dobrogei* 3/924).

Art. 1600. — Dispozițiunea articolului precedent trebuie să se aplice cu mai mare rigoare:

1. Când depozitarul s'ar fi oferit a primi un depozit;
2. Când s'ar fi stipulat vre-o plată pentru paza depozitului;
3. Când depozitul s'a făcut numai în folosul depozitarului;
4. Când s'ar fi alcătuit expres ca depozitarul să fie răspunzător de ori și ce culpă. (Civ. 1593; Civ. Fr. 1928).

Text. fr. Art. 1928. — La disposition de l'article précédent doit être appliquée avec plus de rigueur, 1° si le dépositaire s'est offert lui-même pour recevoir le dépôt; 2° s'il a stipulé un salaire pour la garde du dépôt; 3° si le dépôt a été fait uniquement pour l'intérêt du dépositaire; 4° s'il a été convenu expressément que le dépositaire répondrait de toute espèce de faute.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt*, 1060, 1062, 1064, 1068, 1069;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 650, 652, 656;
DALLOZ, *Suppl. Dépôt*, 25;
GUILLOUARD, *Du dépôt, etc.*, 53, 55, 57, 63;
HUC, XI, 232, 239;
LAURENT, XXVII, 97;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 405, 409;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2211;
PONT, *Pet. contr.*, I, 427;
TROPLONG, *Du dépôt, etc.*, 79.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 16 urm., 39, 258; (XI, p. 319);
NACU, II, p. 621; III, p. 453;
XENI C., *Notă sub. C. Apel Buc. s. III, 34 din 28 Mart. 1924. Pand. Rom. 1925-II-1.*

Art. 1601. — Depozitarul nu răspunde nici odată de stricăciunile provenite din forță majoră; afară de cazul când a fost pus în întârziere pentru restituțiunea lucrului depozit. (Civ. 1079, 1082, 1083, 1156, 1604 urm., 1608; Civ. Fr. 1929).

Text. fr. Art. 1929. — Le dépositaire n'est tenu, en aucun cas, des accidents de force majeure, à moins qu'il n'ait été mis en demeure de restituer la chose déposée.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 625;
BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt*, 1071-1075;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 518;
DALLOZ, *Rép. Dépôt*, 60;
DUFOURMANTELLE ROGER, *Force majeure*;
GUILLOUARD, *Du dépôt, etc.*, 60-62, 77;
HUC, XI, 237, 239;
LAURENT, XXVII, 100;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 409, 410;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2211;
TROPLONG, *Du dépôt, etc.*, 95.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 16 urm., 39, 258; (V, p. 186, 377); *Observație sub. C. Apel Buc. s. I, 12 Mart. 1902. Dreptul 30/1910*;
CETĂȚEANU I. IOAN, *Adnotație sub. C. Apel Tg.-Mureș, 1 April. 1921. Dreptul 30/1921*;
NACU, III, p. 454;
XENI C., *Notă sub. C. Apel Buc. s. III, 34 din 28 Martie 1924. Pand. Rom. 1925-II-1.*

Jurisprudență.

1. Depozitarul care păstrează lucrul depozitat, în specie niște juvaere, în acelaș loc în care el își conservă averea sa, în specie într'o ladă de fier, nu comite nici o culpă și deci nu răspunde de pierderea lucrului depozitat, survenită dintr'un caz fortuit sau de forță majoră.

Spargerea prăvăliei și a casei de fier de către niște făcători de rele, se consideră în genere, ca un caz fortuit sau de forță majoră. (C. Apel Buc. s. I, 12 Martie 1902. Dreptul 30/910).

2. Depozitarul este obligat să îngrijească de paza lucrului depozitat, în toamă cum îngrijește de paza lucrului său fiind obligat a restitui conform art. 1604 c. civil însuși lucrul ce a primit.

Prin urmare, depozitarul răspunde chiar de culpa cea mai ușoară, în caz de pierderea lucrului depozitat, dar nu răspunde de pierderea sau stricăciunile aduse obiectului d'n cauză de forță majoră. (C. Apel Constanta 95 din 21 Iunie 1923, Justiția Dobrogei 3/924).

Art. 1602. — El nu poate să se servească de lucrul depus fără permisiunea expresă sau tacită a deponentului. (Civ. 1081, 1088, 1156, 1504, 1565 urm., 1591; Civ. Fr. 1930).

Text. fr. Art. 1930. — Il ne peut se servir de la chose déposée, sans la permission expresse ou présumée du déposant.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt*, 1080, 1082, 1083;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 652;
GUILLOUARD, *Du dépôt*, etc., 66, 68;
LAURENT, XXVII, 103;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 404, 409;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2212;
PONT, *Pet. contr.*, I, 446.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 16 urm., 39, 258; (VI, p. 119);
NACU, III, p. 455, 456.

Jurisprudență.

1. Dispozițiile art. 1602 și 1608 din codul civil potrivit cărora creditorul gajist nu se poate servi de lucrul amanetat nu pot fi o piedică la admiterea ideii de gaj de oarece părțile pot derogă prin convenția lor la această regulă iar în unele cazuri, întrebuin-

țarea lucrului amanetat poate rezulta și din o clauză virtuală a contractului, atunci când conservarea lucrului se confundă cu punerea lui în valoare sau cu anumite lucrări de exploatare, fără executarea cărora însuși obiectul amanetului s'ar distruge. (Trib. Teleorman s. I. 289 din 4 Nov. 1920, Curier Jud. 1/921).

Art. 1603. — Nu poate de fel să caute a vedea lucrurile ce i s'au depozitat, dacă i s'au încredințat în o ladă închisă sau sub o copertă sigilată. (Civ. Fr. 1931).

Text. fr. Art. 1931. — Il ne doit point chercher à connaître quelles sont les choses qui lui ont été déposées, si elles lui ont été confiées dans un coffre fermé ou sous une enveloppe cachetée.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt*, 1086, 1087;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 652;
GUILLOUARD, *Du dépôt*, etc., 67, 68;
HUC, XI, 241;
LAURENT, XXVII, 104;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 409, 410;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2212;
PONT, *Pet. contr.*, I, 450.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 16 urm., 39, 258;
NACU, III, p. 455, 456.

Art. 1604. — Depozitarul trebuie să înapoeze tot acel lucru ce a primit.

Un depozit de bani, când depozitarul, conform art. 1602, făcuse întrebuițare de dânsul¹⁾, trebuie să se restituiească în acele monete în care s'a făcut, atât în cazul de sporire cât și în acela de scădere a valorii lor. (Civ. 1147, 1578 urm., 1591, 1605 urm., 1611; Civ. Fr. 1932; Civ. Ital. 1848).

Text. fr. Art. 1932. — Le dépositaire doit rendre identiquement la chose même qu'il a reçue.

Ainsi, le dépôt des sommes monnayées doit être rendu dans les mêmes espèces qu'il a été fait, soit dans le cas d'augmentation, soit dans le cas de diminution de leur valeur.

Text. Ital. Art. 1848. — Il depositario deve restituire l'identica cosa che ha ricevuto.

Un deposito di denaro, quando in conformità dell'articolo 1846 il depositario ne avesse fatto uso, deve restituirsì nelle medesime specie in cui fu fatto, nel caso tanto d'aumento quando di diminuzione del loro valore.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt*, 1091-1094 urm., 1102;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 653;
LAURENT, XXVII, 75;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 406, 409, 410;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No 2209;
PONT, *Pet. contr.*, I, 390.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 24 urm.: (VI, p. 491 nota, 775 n. 2); *Observație* sub. Trib. Paris, 26 Mai 1909. Dreptul 30/1910;
NACU, III, p. 456.

Jurisprudență.

1. Privilegiile sunt de drept strict în acest sens că numai creanțele acelea pe cari legea le investeste anume cu un drept de precădere sunt privilegiate; or, creanța deponentului contra depozitarului pentru o sumă de bani legea nu o declară privilegiată. (Cas. II, 57/Mai 28/85, B. p. 465).

2. Potrivit dispozițiilor art. 1604 și 1610 c. civ., depozitarul trebuie să înapoeze tot acel lucru ce a primit și poate să-l oprească până la plata integrală ce i se cuvine din cauza depozitului.

Prin urmare, când în speță se constată că acțiunile societății anon. rom. de navigațiune „România”, gajate de intimati apelantului, există, fiind chiar depuse Curței, intimatiilor nu puteau să pretindă decât restituirea lor

cu daune, iar nici de cum plata valorii lor după cursul zilei; că deci urmează a se dispune numai restituirea ziselor acțiuni în natură. (C. Apel Buc. IV, dec. com. 32 din 18 Aprilie 1923, Jur. Gen. 1923, No. 198).

3. Depozitarul este obligat să îngrijească de paza lucrului depozitat, întotdeauna cum îngrijește de paza lucrului său, fiind obligat a restitui conform art. 1604 c. civ., însuși obiectul ce a primit.

Prin urmare depozitarul răspunde chiar de culpa cea mai ușoară, în caz de pierderea lucrului depozitat, dar nu răspunde de pierderea sau stricăciunile aduse obiectului din cauză de forță majoră. (C. Apel Constanta 95 din 21 Iunie 1923, Justiția Dobrogei 3/924).

4. A se vedea: art. 1890, nota 27.

¹⁾ În textul art. francez, lipsesc din art. 1604, cuvintele: „...Când depozitarul conform art. 1602 făcuse întrebuițare de dânsul”.

Art. 1605. — Depozitarul nu este dator de a restitui lucrul depozitat decât în starea în care se află la timpul înapoerii. Stricăciunile survenite fără faptul său, rămân în sarcina deponentului. (Civ. 1102, 1156, 1601; Civ. Fr. 1933).

Text. fr. Art. 1933. — Le dépositaire n'est tenu de rendre la chose déposée que dans l'état où elle se trouve au moment de la restitution. Les détériorations qui ne sont pas survenues par son fait, sont à la charge du déposant.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société*, etc., 1118;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 9, 653, 654;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, V, p. 132;
GUILLOUARD, *Louage*, I, 278; *Dépôt*, 77;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 409;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2209.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 28;
NACU, II, p. 618; III, p. 456.

Art. 1606. — Depozitarul căruia s'a luat prin forță majoră lucrul depozitat, și care a primit în locu-i o sumă de bani, sau orice alt lucru, trebuie să restituiească aceea ce a primit. (Civ. 1156, 1601, 1607; Civ. Fr. 1934).

Text. fr. Art. 1934. — Le dépositaire auquel la chose a été enlevée par une force majeure, et qui a reçu un prix ou quelque chose à la place, doit restituer ce qu'il a reçu en échange.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt*, 1119, 1120;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 653, 654;
DUFOURMANTELLE ROGER, *Force majeure*;
GUILLOUARD, *Dépôt*, 79;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 409, 410;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2209.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 29;
NACU, III, p. 457.

Art. 1607. — Eredele depozitarului care a vândut în bună credință lucrul ce n'a știut că este depozitat, este dator numai să restituiească prețul primit, sau să cedeze acțiunea sa contra cumpărătorului, dacă prețul nu ar fi fost plătit. (Civ. 972, 996, 1604, 1606, 1898, 1909; Civ. Fr. 1935).

Text. fr. Art. 1935. — L'héritier du dépositaire, qui a vendu de bonne foi la chose dont il ignorait le dépôt, n'est tenu que de rendre le prix qu'il a reçu, ou de céder son action contre l'acheteur, s'il n'a pas touché le prix.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt*, 1121, 1124, 1125;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 9, 654;
GUILLOUARD, *Du dépôt*, etc., 72, 97;
HUC, XI, 242, 247;
LAURENT, XXVII, 109;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 409, 410;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2209.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 24, 29, 30; (III, part. II, ed. 2-a, p. 912; V, p. 378 n. 1);
DUMITRESCU A. M., II, 97;
NACU, III, p. 457.

Art. 1608. — Depozitarul trebuie să restituie fructele produse de lucrul depozitat și culese de dânsul.

El nu e dator de a plăti nici o dobândă pentru banii ce i s'au depozitat, afară numai din ziua de când a fost pus în întârziere de a-i restitui. (Civ. 484, 1079, 1088, 1593, 1602, 1604; Civ. Fr. 1936).

Text. fr. Art. 1936. — Si la chose déposée a produit des fruits qui aient été perçus par le dépositaire, il est obligé de les restituer. Il ne doit aucun intérêt de l'argent déposé, si ce n'est du jour où il a été mis en demeure de faire la restitution.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 623;
BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt*, 1103, 1104, 1106, 1109, 1111 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 148;
GUILLOUARD, *Du dépôt, etc.*, 74, 78, 80, 81, 84;
HUC, XI, 141, 243;
LAURENT, XXVII, 110-112;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 409, 410;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2209;
PONT, *Pel. contr.*, I, 467, 468;
TROPLONG, *Du dépôt, etc.*, 104.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 28 urm.;
CANTACUZINO MATEI, p. 447;
NACU, III, p. 456.

Jurisprudență.

1. După art. 1608 depozitarul e dator a plăti dobânda numai din ziua de când a fost pus în întârziere de a re-

stitui suma depozitată. (Cas. I, 400, Nov. 27/78, B. p. 381).

2. A se vedea: art. 1602, nota 1; art. 1688 nota 8.

Art. 1609. — Depozitarul nu trebuie să restituie lucrul depozitat decât aceluia ce i l-a încredințat, sau aceluia în al cărui nume s'a făcut depozitul, sau persoanei arătate spre a-l primi. (Civ. 1096, 1607, 1610, 1611, 1612; Civ. Fr. 1937).

Text fr. Art. 1937. — Le dépositaire ne doit restituer la chose déposée, qu'à celui qui la lui a confiée, ou à celui au nom duquel le dépôt a été fait, ou à celui qui a été indiqué pour le recevoir.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 623;
BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt*, 1126, 1139 urm.;
BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 494, 501;
GUILLOUARD, *Du dépôt, etc.*, 85 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 410;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2208, 2210.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 30, 31;
NACU, III, p. 458.
XENI C., *Notă sub. C. Apel Buc. s. III, 34 din 28 Martie 1924. Pand. Rom. 1925-II-1.*

Jurisprudență.

1. Din momentul ce este constant că o instituție, pe numele căreia s'a depus o sumă de bani la Casa de depuneri, nu eră persoană juridică la data depunerii, legătura de drept, cu privire la acest fapt și la consecințele lui, nu poate fi decât între depunător personal și Casa care a primit depozitul. Prin urmare, instanța de fond violează art. 1609 cod. civil când, independent de chestiunea de a vedea dacă cererea de restituire în fond este sau nu fundată, refuză dela început ca inadmisibilă cererea de restituire a depozitului făcută în justiție, de oarece nu se poate concepe ca o persoană morală să fie declarată inexistentă pentru a intentă o acțiune și, în acelaș timp, ca existentă pentru a fi proprietara sumei depuse. (Cas. I, 194/902, B. p. 621).

2. a). In virtutea principiului că o persoană morală nu are existență juridică decât în virtutea unei legi și numai dela promulgarea ei, Cercul Militar din București neavând, înaintea legii din 1896, o personalitate juridică nu poate fi vorba de drepturi și obligațiuni ale cercului, așa că depozitele făcute la Casa de Depuneri în acel timp de un fost contabil al cercului nu pot fi considerate ca făcute decât personal, iar nu pentru și în numele cercului.

b) Din art. 1609 și 1610 c. civ., re-

zultă că atunci când aceia pe numele căruia s'a depus efectele la Casa de Depuneri, în speță vechiul Cerc Militar, nu are existență juridică, legătura de drept cu privire la acest fapt și la consecințele lui nu mai rămâne și nu poate fi decât între deponent personal, în speță contabilul cercului și Casa de Depuneri, așa că numai acel contabil este în drept să ceară restituirea depozitului.

Prin urmare, Curtea de apel judecând contrariul, violează precizatele texte de lege. (Cas. I, decizia No. 354, din 17 Iunie 1914. In acelaș sens sunt și deciziile 354 bis și 355 din aceeaș zi. Jurispr. Rom. 1914, p. 465. Curier Jud. 1914, p. 588).

3. Faptul unei bănci de a achită o sumă dată în depozit, fără a fi uzat de toate precauțiunile necesare și a verifică în fapt dacă persoana ce se prezintă la plată cu o scrisoare din partea deponentului, este în adevăr autorizată de acesta să primească banii, constituie o lipsă de diligență care atrage responsabilitatea sa și deci obligația de a plăti a doua oară, în caz când scrisoarea deponentului ar fi fost falsificată de un terțiu. (C. Apel Buc. s. III, 34 din 28 Mart. 1924, Pand. Rom. 1925, II, 1; Trib. Ilfov s. II com. 945 din 3 Nov. 1922, Pand. Rom. 1925, II, 1).

4. A se vede: art. 368 nota 2; art. 1000, notele 44, 90, 164.

Art. 1610. — Depozitarul nu poate pretinde ca deponentul să probe că lucrul depozitat este proprietatea sa.

Cu toate acestea, dacă descoperă că lucrul este de furat și cine este adevăratul proprietar trebuie să vestească acestuia depozitul ce i s'a făcut, interpelându-l a-l reclama în un termen determinat și îndestulător, fără prejudiciul dispozițiunilor codicelui penal¹⁾.

Dacă acela care a fost vestit de aceasta, neglige reclamarea depozitului, depozitarul este bine liberat prin trădarea depozitului în mâna aceluia dela care s'a primit. (Civ. 1596, 1616, 1909, 1910; C. p. 53; Civ. Fr. 1938).

Text. fr. Art. 1938. — Il ne peut pas exiger de celui qui a fait le dépôt, la preuve qu'il était propriétaire de la chose déposée.

Néanmoins, s'il découvre que la chose a été volée, et quel en est le véritable propriétaire, il doit dénoncer à celui-ci le dépôt qui lui a été fait, avec sommation de le réclamer dans un délai déterminé et suffisant. Si celui auquel la dénonciation a été faite, néglige de réclamer le dépôt, le dépositaire est valablement déchargé par la tradition qu'il en fait à celui duquel il l'a reçu.

1) In textul art. francez, lipsesc cuvintele: „fără prejudiciul dispozițiunilor codicelui penal”.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 625;
 BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt* 1132-1135;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 652, 653;
 DALLOZ, *Rep. Dépôt*, 82;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERE, VIII, 150 bis, I;
 DEMOGUE, I, *Sources de Obligations*, I, p. 378;
 GUILLOUARD, *Du dépôt, etc.*, 101, 106;
 HUC, XI, 246;
 LAURENT, XXVII, 120, 126;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 407, 410;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2208, 2210;
 PONT, *Pet. contr.* I, 490, 504.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 34; (IX, p. 645);
 NACU, III, p. 458.

Jurisprudență.

1. Deși este adevărat că, după art. 1610, depozitarul nu poate pretinde ca deponentele să probeze că lucrul depozitat este proprietatea sa, totuși aceste prescripțiuni nu și au aplicațiune când se face opozițiune la restituirea depozitului fie de către un al treilea, pentru că lucrul nu este al depunătorului ci al său, fie de către depozitar pentru că el însuși este proprietarul aceluia lucru depozitat; căci în ambele cazuri, conform art. 1616 și 1617, obligațiunea depozitarului de a restitui lucrurile în mâna depunătorului se stinge, dacă se probează că acele lucruri sunt ale altuia. Așa dar, ori de câte ori se prezintă chestiunea sub aceste faze, judecătorul fondului, chemat a se pronunță asupra restituțiunei depozitului, este în drept și dator chiar a judecă și rezolvă a cui este proprietatea lucrului depozitat. (Cas. I, 65/Febr. 12/91, B. p. 157).

2. a). O persoană morală, nu are existența juridică, decât în virtutea unei legi și numai dela promulgarea ei.

Prin urmare, înaintea legii din 1896, cercul militar din București, neavând personalitate juridică, nu putea fi vorba de drepturi și obligațiuni ale cercului, așa că depozitele făcute de fostul contabil al cercului nu puteau fi considerate ca făcute decât personal de contabil, iar nu în numele cercului.

b) După art. 1609 c. civ., depozitarul este obligat să restituie depozitul celui ce i l'a încredințat, sau celui în al cărui nume s'a făcut, iar după art. 1610, depozitarul nu poate pretinde ca deponentul să probeze, că lucrul depozitat este proprietatea lui.

Că de aci rezultă că atunci când cel pe numele căruia s'au depus ofertele (vechiul cerc militar) nu avea existența juridică, legătura de drept cu privire la acest fapt și la consecințele lui, nu mai putea fi decât între contabil personal și Casa de depuneri, așa că numai contabilul putea cere restituirea depozitului. (Cas. I, decizia No. 354, 1914; In acelaș sens sunt și deciziile 354 bis și 355 din aceeaș zi. Jurispr. Rom. 1914, p. 465; Curier Jud. 1914, p. 588).

Art. 1611. — In caz de moarte a deponentului, lucrul depus nu se poate restitui decât eredelui.

Dacă sunt mai mulți erezi, lucrul depozitat trebuie să se restituiească, fiecărui din ei o parte pe cât i se cuvine.

Dacă lucrul nu se poate împărți, erezii trebuie să se unească între dânșii asupra modului primirii lui. (Civ. 653, 1060, 1064; Civ. Fr. 1939).

Text. fr. Art. 1939. — En cas de mort naturelle ou civile de la personne qui a fait le dépôt, la chose déposée ne peut être rendue qu'à son héritier.

S'il y a plusieurs héritiers, elle doit être rendue à chacun d'eux pour leur part et portion.

Si la chose déposée est indivisible, les héritiers doivent s'accorder entre eux pour la recevoir.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 623, 624;
 BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt*, 1127, 1143 urm., 1148, 1149;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 501;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 653;
 DALLOZ, *Suppl. Dépôt*, 37;
 DEMOGUE, I, *Sources des obligations*, I, p. 71;
 GUILLOUARD, *Du dépôt, etc.*, 94, 95;
 HUC, XI, 244, 247;
 LAURENT, XXVII, 117-119;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 410;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2208, 2210;
 PONT, *Pet. contr.*, I, 482, 484.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 31; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 269; VI, p. 453 n. 1);
 NACU, III, p. 459.

Art. 1612. — Dacă deponentul, prin schimbarea statului său, a pierdut administrațiunea bunurilor sale, după facerea depozitului, acesta nu se poate restitui de cât persoanei însărcinate cu administrațiunea averei deponentului. (Civ. 199, 390, 445, 454, 458, 1242, 1597; Civ. Fr. 1940).

Text. fr. Art. 1940. — Si la personne qui a fait le dépôt, a changé d'état par exemple, si la femme, libre au moment où le dépôt a été fait, s'est mariée depuis et se trouve en puissance de mari; si le majeur déposant se trouve frappé d'interdiction; dans tous ces cas et autres de même nature, le dépôt ne peut être restitué, qu'à celui qui a l'administration des droits et des biens du déposant.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt*, 1128;
 GUILLOUARD, *Dépôt*, 84;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 410;
 PANDECTES FR. *Dépôt*, 360;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2208, 2210;
 PONT, *Dépôt*, 476, 477;
 SIREY, *Dépôt*, 512;
 TROPLONG, *Dépôt*, 138, 162, p. 134.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 32, 33; (VI, p. 455);
 NACU, III, p. 459.

Jurisprudență.

1. a). Răspunderea depozitarului care ar liberă depozitul fără a se preocupă despre modificările aduse capacității deponentului este stabilită în mod clar de art. 1612 c. civ., iar faptul că în codul român nu s'au reproduș exemplele date de textul corespunzător francez (art. 1940) nu schimbă întru nimic această soluțiune, consacrată prin inversiune și de art. 1613 c. civ.
 b). Față de art. 1612 c. civ., și de principiul opozabilității către cei de al treilea a actelor dotale transerise, depozitarul unor bani dotali este dator când restituie depozitul a se conforma clauzei actului dotal și a supraveghia

întrebuințarea banilor fără care nu se consideră liberat în mod valabil. (Apel Buc. I, No. 20, 1915; Dreptul 1915, p. 301).

2. a). Deși în principiu dota mobilă, constând din o sumă de bani, este alienabilă și ca atare trece în proprietatea soțului, care rămâne debitorul sumei, totuși părțile pot să prevadă prin actul dotal că suma, fără a trece în proprietatea soțului, rămâne indisponibilă în mâinile unui al treilea, care o deține cu titlu de depozit și că nu poate fi ridicată decât pentru o anume întrebuințare, păstrându-și individualitatea și caracterul ei de sumă dotală inalienabilă.

b. Se admite în mod constant, pe te-

meiul dispozițiilor art. 1612 c. civ., și în conformitate cu principiul opozabilității actelor dotale, că atunci când se constituie ca dotă o sumă de bani aflată în depozit la un al treilea și se prevede în actul de dotă clauza de a nu se putea ridica capitalul depus, de cât pentru o certă întrebuințare, depozitarul, la cererea de restituire, are obligațiunea de a cerceta, față de

schimbarea capacității femeii deponente prin căsătorie, existența actului dotal, care modifică natura depozitului și a nu liberă acest depozit, decât potrivit clauzei de întrebuințare prevăzută în actul dotal, care fiind transcris îi este opozabil. (Cas. III, decizia No. 592 din 23 Noembrie 1915; Jurispr. Rom. 1916 p. 23. Curier Jud. 7/916).

Art. 1613. — Dacă depozitul a fost făcut de către un tutor sau administrator în asemenea însușire, și administrațiunea sa a fost încetată în momentul restituțiunei, aceasta nu se poate face decât către persoana ce a fost reprezentată sau către noul ei reprezentator. (Civ. 1609, 1612; Civ. Fr. 1941).

Text. fr. Art. 1941. — Si le dépôt a été fait par un tuteur, par un mari ou par un administrateur, dans l'une de ces qualités, il ne peut être restitué qu'à la personne que ce tuteur, ce mari ou cet administrateur représentaient, si leur gestion ou leur administration est finie.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, et du dépôt*, 1129; MOURLON, ed. 7-a, III, p. 410.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 33 urm.; NACU, III, p. 460.

Jurisprudență.

1. Răspunderea depozitarului care ar elibera depozitul fără a se preocupă despre modificările aduse capacității deponentului este stabilită în mod clar de art. 1612 c. civ., iar faptul că în co-

dul român nu s'au reproduș exemplele date de textul corespunzător francez (art. 1940) nu schimbă întru nimic această soluțiune, consacrată prin inversiune și de art. 1613 c. civ. (Apel Buc. I, No. 20, 1915; Dreptul 1915, p. 301).

Art. 1614. — Dacă prin contractul de depozit s'a stipulat locul unde trebuie să se facă restituțiunea, depozitarul trebuie să transporteze acolo lucrul depozitat; spesele însă ce s'ar face sunt în greutatea deponentului. (Civ. 969, 1103, 1104, 1615; Civ. Fr. 1942).

Text. fr. Art. 1942. — Si le contrat de dépôt désigne le lieu dans lequel la restitution doit être faite, le dépositaire est tenu d'y porter la chose déposée. S'il y a des frais de transport, ils sont à la charge du déposant.

Doctrină străină.

ARNTZ, IV, 1413;
BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt*, 1159, 1160;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 653;
GUILLOUARD, *Dépôt*, 102;
HUC, XI, 249;
LAURENT, XXVII, 124;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 411;
PANDECTES FR., *Dépôt*, 367, 369-371;
PONT, *Dépôt*, 492;
THIRY, IV, 189;
TROPLONG, *Dépôt*, 168, 170.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 35 urm.; (VI, p. 524);
 NACU, III, p. 461.

Art. 1615. — Restituțiunea trebuie să se facă, dacă prin contract nu s'arată locul, acolo unde se află lucrul depozitat. (Civ. 1103, 1104, 1614; Civ. Fr. 1943).

Text. fr. Art. 1943. — Si le contrat ne désigne point le lieu de la restitution, elle doit être faite dans le lieu même du dépôt.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt*, 1150;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 653;
 GUILLOUARD, *Dépôt*, 102;
 HUC, XI, 249;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 411.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 35 urm.; (VI, p. 520);
 NACU, III, p. 461.

Art. 1616. — Depozitul trebuie să se restituiască deponentului îndată ce s'a reclamat, chiar când s'ar fi stipulat prin contract un anume termen pentru restituțiunea lui; se exceptă însă cazul când, în formele legale s'a notificat depozitarului un act de sequestru sau de opozițiune la restituțiunea sau la strămutarea lucrului depozitat. (Civ. 1079, 1099, 1147, 1570, 1572 urm., 1610, 1617; Pr. Civ. 455 urm., 610 urm.; Civ. Fr. 1944).

Text. fr. Art. 1944. — Le dépôt doit être remis au déposant aussitôt qu'il le réclame, lors même que le contrat aurait fixé un délai déterminé pour la restitution; à moins qu'il n'existe, entre les mains du depositaire, une saisie-arrêt ou une opposition à la restitution et au déplacement de la chose déposée.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt*, 1152, 1153, 1156-1158;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 653;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 129 bis;
 GUILLOUARD, *Dépôt*, 20, 22, 103, 104;
 HUC, XI, 250;
 LAURENT, XXVII, 122;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 406;
 PONT, *Pet. contr.*, I, 496.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 36, 37; (VI, p. 122 t. și nota);
 CANTACUZINO MATEI, p. 514;
 NACU, III, p. 461.

Jurisprudență.

1. A se vedea: art. 1610 cu notele respective; art. 1890, nota 27.

Art. 1617. — Se stinge orice îndatorire a depozitarului, dacă se descopere și se probează că el este însuși proprietarul lucrului depozitat. (Civ. 1154 urm., 1169, 1909, 1910; Civ. Fr. 1946).

Text. fr. Art. 1946. — Toutes les obligations du dépositaire cessent, s'il vient à découvrir et à prouver qu'il est lui-même propriétaire de la chose déposée.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt*, 1946;
DALLOZ, *Rép. Dépôt*, 45 urm.; *Suppl. Dépôt*, 19 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 411.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 37, 38; (VI, p. 803 n. 2);
NACU, III, p. 458.

Jurisprudență.

1. A se vedea: art. 1610, nota 1.

Secțiunea IV. — Despre îndatoririle deponentului.

Art. 1618. — Deponentul este îndatorit în a întoarce depozitarului toate spesele făcute pentru păstrarea lucrului depozitat, și a-l dezdaună de toate pierderile cășunate lui din cauza depozitului. (Civ. 991, 997, 1569, 1619, 1730 § 4; Civ. Fr. 1947).

Text. fr. Art. 1947. — La personne qui a fait le dépôt, est tenue de rembourser au dépositaire les dépenses qu'il a faites pour la conservation de la chose déposée, et de l'indemniser de toutes les pertes que le dépôt peut lui avoir occasionnées.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 626;
BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt*, 1162-1164, 1166, 1167;
CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 61, 52 nota 3;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 650;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, III, p. 122, 229;
GUILLOUARD, *Dépôt*, 31, 110-113;
HUC, XI, 251;
LAURENT, XXVII, 128, 129;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 412;
PONT, *Pet. Contr.* I, 508, 509.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 38 urm., 280, 346; (VI, p. 775 n. 1);
NACU, III, p. 462.

Jurisprudență.

1. Conform art. 1618 și următorii din codul civil, deponentul este obligat să despăgubească pe depozitar de toate cheltuielile făcute cu conservarea depozitului, având dreptul de a deține depozitul până la plata acelor cheltuieli.

Prin urmare, face o justă aplicațiune

a acestor texte de lege instanța de fond când hotărăște că o persoană eră în drept să se opue la ridicarea depozitului în virtutea dreptului său de retenție, și când condamnă pe deponent la costul întreținerii depozitului pe tot timpul cât acel depozit a stat la depozitar. (Cas. I, 536 din 22 Iunie 1912, B. p. 1183, Curier Jud. 63/1912).

2. A se vedea: art. 1619, nota 2.

Art. 1619. — Depozitarul poate să oprească depozitul până la plata integrală cuvenită lui din cauza depozitului. (Civ. 771, 1147, 1322, 1323, 1377, 1444, 1694, 1700, 1730; Com. 387, 388; Civ. Fr. 1948).

Text. fr. Art. 1948. — Le dépositaire peut retenir le dépôt jusqu'à l'entier paiement de ce qui lui est dû à raison du dépôt.

Doctrină străină

AUBRY ET RAU, IV, p. 627;
BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt*, 1175-1177, 1179;
CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 267;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 416, 419, 650, 780;
DALLOZ, *Rép. Dépôt*, 113 urm.; *Suppl. Dépôt*, 47 urm.;
GUILLOUARD, *Dépôt*, 115, 118;
HUC, XI, 251, 252;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 412;
PONT, *Pét. contr.*, I, 511;
TROPLONG, *Dépôt*, 257.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 40 urm., 346, 350, 427; (VI, p. 775 n. 1); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 211; „*Teoria generală a dreptului de retenție*“. *Dreptul* 29/1910;
CANTACUZINO MATEI, p. 548;
NACU, III, p. 461, 549;
PETIT EUGEN, *Notă sub. Trib. com. Lyon*, 25 Febr. 1924, *Jur. Gen.* 1925. No. 763.

Jurisprudență.

1. Locatorul hotelier e în drept, ca depozitar, a reține obiectele mobile ale locatarului-călător până la plata sumelor contractate cu ocaziunea depozitului (art. 1619), având chiar o creanță privilegiată asupra unor atari obiecte (art. 1730). (Apel Buc. I, Apr. 26/90, *Dr.* 40/90).

2. Conform art. 1618 și urm. c. civil, deponentul este obligat să despăgubească pe depozitar de toate cheltuelile făcute cu conservarea depozitului,

având dreptul de a deține depozitul până la plata acelor cheltueli.

Prin urmare, face o justă aplicațiune a acestor texte de lege instanța de fond când hotărăște că o persoană eră în drept să se opue la ridicarea depozitului în virtutea dreptului său de retenție, și când condamnă pe deponent la costul întreținerii depozitului pe tot timpul cât acel depozit a stat la depozitar. (Cas. s. I, 536/912. *Curier Jud.* 63/912 și *Bul.* p. 1183).

3. A se vedea: art. 1322 „*Dreptul de retenție*“.

Secțiunea V. — Despre depozitul necesar.

Art. 1620. — Depozitul necesar este acela ce se face sub sila unei întâmplări, cum: un foc, o ruină, o predare, un naufragiu sau alt eveniment neprevăzut de forță majoră. (Civ. 1198, 1621 urm.; Civ. Fr. 1949).

Text. fr. Art. 1949. — Le dépôt nécessaire est celui qui a été forcé par quelque accident, tel qu'un incendie, une ruine, un pillage, un naufrage, ou autre événement imprévu.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt*, 1182-1184;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 655;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 70, 519;
GUILLOUARD, *Dépôt*, 29, 122;
HUC, XI, 253;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 412.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 43, 44;
NACU, III, p. 462.

Jurisprudență.

1. Din art. 1620 rezultă că depozitul trebuie să ia naștere în așa circumstanțe pentru ca alegerea să nu fie posibilă pentru acela care face depozitul; el trebuie să se găsească sub imperiul

unor împrejurări grave, cari să-l oblige a-și încredința lucrul celui dintr-ai venit, fără posibilitate de informațiune dacă acela merită sau nu merită încrederea lui. (Apel Buc. I, 16, Apr. 3/85, Dr. 41/85).

Art. 1621. — Proba prin martori este admisă pentru depozitul necesar și chiar în cazul când valoarea depozitului ar trece peste 150 lei ¹⁾. (Civ. 1188, 1191, 1198, 1620; Civ. Fr. 1950).

Text. fr. Art. 1950. — La preuve par témoins peut être reçue pour le dépôt nécessaire, même quant il s'agit d'une valeur au-dessus de cent cinquante francs.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt*, 1185;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 655, 657;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 520;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 412;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2217;
POTHIER, *Dépôt*, V, 76, 81.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 44; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 282; VII, p. 256, 286 n. 2);
NACU, III, p. 462;
STOENESCU D. DEM., *Notă sub. Judec. ocol. II Craiova*, 8 Aug. 1905. Curier Jud. 68/906.

Jurisprudență.

1. În conformitate cu dispozițiile art. 1198 al. 2 și 3, 1620 și 1621 c. civ., este admisibilă proba cu martori spre a se dovedi un depozit necesar când prin împrejurări de forță majoră, depozitarul nu a putut lua un act scris, spre a dovedi existența depozitului.

Prin urmare, în specie cineva, cu ocazia ocupării capitalei, de teama ocupației, încredințând o sumă de bani soției sale, dela care a luat chitanță de primire, această faptă nu constituie un depozit necesar. (C. Apel Buc. s. I, 44 din 11 Mart. 1920. Curier Jud. 38-39, 1920. Pand. Rom. 1922, III, 19).

Art. 1622. — Depozitul necesar este supus la toate regulile depozitului voluntar și fără prejudiciul dispozițiilor art. 1198 ²⁾. (Civ. 1596; Civ. Fr. 1951; Civ. Ital. 1865).

Text. fr. Art. 1951. — Le dépôt nécessaire est d'ailleurs régi par toutes les règles précédemment énoncées.

Text. Ital. Art. 1865. — Il deposito necessario è sottoposto a tutte le regole del deposito volontario, salvo quanto è disposto dell' art. 1348.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, et du dépôt*, 1186;
DALLOZ, *Rép. Dépôt*, 148 urm.; *Suppl. Dépôt*, 59 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 412;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2217.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 44;
NACU, III, p. 462.

Art. 1623. — Ospătătorii ori hangii, răspund ca depozitari pentru toate lucrurile aduse în localul lor de un călător; depo-

1) Acești lei sunt „lei vechi“, conform sistemului monetar în vigoare în timpul promulgării codului civil. Transformați în „lei noi“, suma de 150 lei vechi ne dă 55 lei noi și 55 bani.

2) În textul art. francez lipsesc cuvintele: „și fără prejudiciul dispozițiilor art. 1198“.

zitul unor așa lucruri trebuie să se considere ca un depozit necesar. (Civ. 1198, 1473 urm., 1621, 1624 urm., 1730, 1903; Civ. Fr. 1952).

Text. fr. Art. 1952. — Les aubergistes ou hôteliers sont responsables, comme dépositaires, des effets apportés par le voyageur qui loge chez eux; le dépôt de ces sortes d'effets doit être regardé comme un dépôt nécessaire.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 628, 630;
 BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt*, 1190, 1191, 1195, 1198, 1199, 1201 urm., 1229, 1233 urm., 1237, 1239, 1245, 1247;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 655;
 DALLOZ, *Rép. Dépôt*, 157 urm., 174; *Suppl. Dépôt*, 63 urm., 73 urm.;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, V, p. 172;
 DUFOURMANTELLE ROGER, *Force majeure*;
 GUILLOUARD, *Dépôt*, 114, 136, 141, 142, 144, 146 urm., 151;
 HUC, XI, 257, 258, 260, 261, 265, 266;
 LAURENT, XXVII, 139, 146, 154, 155;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 413;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2218;
 PONT, *Pet. contr.*, I, 524, 530 urm., 543;
 TROPLONG, *Dépôt*, 207, 218, 241.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 21, 42, 43, 46 urm., 425, 427; (V, p. 416); *Observație* sub. Trib. suprem din Viena, 4 April 1907. Dreptul 64/1911; *Observație* sub. Trib. comercial din Nizza, 21 Ian. 910. Dreptul 38/1910; *Observație* sub. Trib. Superior din Colonia, 22 Dec. 1897. Curier Jud. 24/1902; *Observație* sub. C. Apel Roma, 21 Sept. 1922. Pand. Rom. 1923-III-71; *Notă* sub. Justiția de Pace din Ypres (Belgia), 25 Aug. 1922. Jurispr. Gen. 13/1924 No. 763;
 GĂLĂȘESCU-PYK D., *Notă* sub. C. Apel Roma, 21 Sept. 1922. Jurispr. Gen. 2/1923 No. 164;
 NACU, III, p. 463;
 RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. Trib. Ilfov s. com. 732 din 22 Iunie 910. Dreptul 63/1910; *Observație* sub. Justiția de pace din Paris, 21 Ian. 913. Dreptul 39/914;
 RAPAPORT M., *Notă* sub. Trib. Seine, 28 Nov. 1923. Jurispr. Gen. 20/1924. No. 1150;
 TONEANU N. C., „Cine poate fi citat în societățile neregulate”. Dreptul 27/1925.

Jurisprudență.

1. A se vedea: art. 1473 nota 1; art. 1624, notele 1, 2.

Art. 1624. — Ei răspund de furtul sau stricăciunea lucrurilor călătorului, în caz când furtul sau stricăciunea s'a comis de servitori, ori de cei însărcinați cu direcțiunea ospătărilor, ori de străinii ce le frecventează. (Civ. 1000, 1623, 1625; C. P. 309, 389; Civ. Fr. 1953).

Text. fr. Art. 1953. — Ils sont responsables du vol ou du dommage des effets du voyageur, soit que le vol ait été fait ou que le dommage ait été causé par les domestiques et préposés de l'hôtellerie, ou par des étrangers allant et venant dans l'hôtellerie.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 629;
 BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt*, 1205, 1220;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 11, 23, 582 nota 1, 656;
 DALLOZ, *Rép. Dépôt*, 182 urm.; *Suppl. Dépôt*, 70 urm.;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, V, p. 540;
 DUFOURMANTELLE ROGER, *Force majeure*;
 GUILLOUARD, *Dépôt*, 145;
 HUC, XI, 261;

LAURENT, XXVII, 141;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 413;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2221;
 PONT, *Pet. contr.*, I, 537.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 21, 42, 43, 46 urm., 425, 427; (V, p. 398 n. 2, 533, 534; IX, p. 284);
 CANTACUZINO MATEI, p. 441;
 NACU, III, p. 463;
 RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. Trib. Ilfov s. com. 732 din 22 Iunie 1910. Dreptul 63/1910; *Observație* sub. Justiția de pace din Paris 21 Ian. 913. Dreptul 39/914;
 RAPAPORT M., *Notă* sub. Trib. Seine 28 Nov. 1923. *Jurispr. Gen.* 20/1924 No. 1150;
 TONEANU N. C., „Cine poate fi citat în societățile neregulate“. Dreptul 27/1925.

Jurisprudență.

1. Din art. 1623, 1624 și 1625 rezultă: că hangii și ospățătorii sunt răspunzători în totdeauna de lucrurile aduse în localul lor de către călători; că responsabilitatea lor nu este mărginită numai la faptele ce dânsii sau oamenii lor ar comite, ci ei răspund și pentru furtisagul și stricăciunea lucrurilor călătorilor ce s'ar comite de celelalte persoane (străini), cari în orice chip frecventează localul acelor hangii; că numai când furtisagul s'a comis cu mâna armată sau cu forță majoră, ei scapă de răspundere. Dar dacă responsabilitatea hangiiilor pentru lucrurile aduse de călători este așa de generală și întinsă, este evident că un hangiu ea să se poată apăra de această răspundere câtă să probeze că în adevăr furtul s'a comis prin forță majoră. Astfel fiind, dacă hangiuul la care a tras în gazdă călătorii și de unde li s'au furat niște vite, nu propune veri

un caz de forță majoră, ci se mărginește pur și simplu a alege numai că ar fi recomandat călătorilor să-și vadă de vite, acest fapt chiar de ar fi adevărat, nu este de natură a-l apăra de răspundere față cu textele pozitive ale articolelor de lege citate. (Cas. I, 49/Februarie 14/83, B. p. 163).

2. Situația călătorului dintr'un vagon cu paturi neputând fi asimilată cu a călătorului dintr'un hotel, de oare ce călătorul din vagon nepărăsind trenul de cât odată cu bagajele lui, lucru ce clientul unui hotel nu poate face din cauza afacerilor ce-l cheamă în afară de hotel, compania de vagoane cu paturi nu poate fi deci făcută responsabilă de bagajele călătorului căruia i-a închiriat cabina, ea neavând de cât obligațiunile impuse transportului prin art. 1473 și 1475 c. civil și art. 431 c. com. (Trib. Ilfov s. com. 732 din 22 Iunie 1910. Dreptul 63/910).

Art. 1625. — Ei nu sunt răspunzători de furturile comise cu mână înarmată sau în altfel cu forță majoră. (Civ. 1083; 1624; C. p. 309, 310, 317 urm.; Civ. Fr. 1954).

Text. fr. Art. 1954. — Ils ne sont pas responsables des vols faits avec force armée ou autre force majeure.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 629;
 BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt*, 1210-1212, 1214-1216, 1219;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 11, 656;
 DALLOZ, *Rép. Dépôt*, 165, 186 urm.; *Suppl. Dépôt*, 67;
 DUFOURMANTELLE ROGER, *Force majeure*;
 GUILLOUARD, *Dépôt*, 145-147;
 HUC, XI, 261;
 LAURENT, XXVII, 142, 146;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 413;
 PONT, *Pet. contr.*, I, 540;
 TROPLONG, *Dépôt*, 235, 237.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 21, 42, 43, 46 urm., 425, 427; (V, p. 416, 537; VI, p. 319, 350 n. 3; IX, p. 284);
 NACU, III, p. 463;
 TONEANU N. C., „Cine poate fi citat în societățile neregulate“. Dreptul 27/1925.

Jurisprudență.

1. A se vedea: art. 1624, nota 1.

CAPITOLUL III.

Despre sequestru.

Secțiunea I. — *Despre diversele feluri de sequestruri.*

Art. 1626. — Sequestrul este convențional sau judiciar. (Civ. 1627 urm.; 1632 urm.; Civ. Fr. 1955).

Text. fr. Art. 1955. — Le séquestre est ou conventionnel ou judiciaire.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt*, 1253, 1255;
DALLOZ, *Rép. Dépôt*, 192 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 414;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2227.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 57;
NACU, III, p. 465.

Secțiunea II. — *Despre sequestru convențional.*

Art. 1627. — Sequestrul convențional este depozitul unui lucru în litigiu, făcut de una sau mai multe persoane, unui al treilea care, ia asupra-și îndatorirea de a-l restitui, după terminarea procesului, celui cărui va declara judecătorul că se cuvine. (Civ. 542, 1628 urm.; Pr. Civ. 129 § 4; 371, 373, 375, 376, 378; L. Timbr. 19 § 18; Civ. Fr. 1956).

Text. fr. Art. 1956. — Le séquestre conventionnel est le dépôt fait par une ou plusieurs personnes, d'une chose contentieuse, entre les mains d'un tiers qui s'oblige de la rendre, après la contestation terminée, à la personne qui sera jugée devoir l'obtenir.

Doctrină străină.

ARNTZ, IV, 1428;
BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt*, 1255;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 658;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 42;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 414;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2228, nota 3;
THIRY, IV, 200.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 57 urm.;
NACU, III, p. 466.

Art. 1628. — Sequestrul poate să nu fie gratuit. (Civ. 1593, 1600; Civ. Fr. 1957).

Text. fr. Art. 1957. — Le séquestre peut n'être pas gratuit.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt*, 1257;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 650, 658;
GUILLOUARD, *Dépôt*, 167;
HUC, XI, 268;
LAURENT, XXVII, 166;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 414;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2228.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 57 urm.;
NACU, III, p. 466.

Art. 1629. — Când este gratuit, se aplică asupra-i regulile depozitului propriu zis cu deosebiri ce se vor arăta mai jos. (Civ. Fr. 1958).

Text. fr. Art. 1958. — Lorsqu'il est gratuit, il est soumis aux règles du dépôt proprement dit, sauf les différences ci-après énoncées.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt*, 1257;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 414;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2228.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 57 urm.;
NACU, III, p. 466.

Art. 1630. — Obiectul sequestrului poate fi bunuri mobile sau imobile. (Civ. Fr. 1959).

Text. fr. Art. 1959. — Le séquestre peut avoir pour objet, non-seulement des effets mobiliers, mais même des immeubles.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt*, 1268;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 658;
GUILLOUARD, *Dépôt*, 168;
LAURENT, XXVII, 168;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 414;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2228.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 57 urm.;
NACU, III, p. 466.

Art. 1631. — Depozitarul, însărcinat cu un sequestru, nu poate fi liberat de dânsul înainte de terminarea procesului, decât atunci când toate părțile interesate vor consimți, sau când va urmări o cauză ce se va judeca de legitimă. (Civ. 969, 1616; Civ. Fr. 1960).

Text. fr. Art. 1960. — Le dépositaire chargé du séquestre ne peut être déchargé avant la contestation terminée, que du consentement de toutes les parties intéressées, ou pour une cause jugée légitime.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 631;
BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt*, 1261-1264 urm.;
DALLOZ, *Rép. Dépôt*, 195 urm.; *Suppl. Dépôt*, 80;
GUILLOUARD, *Dépôt*, 169-171;
HUC, XI, 269;
LAURENT, XXVII, 167;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 414;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2228;
PONT, *Pet. contr.*, I, 549.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 57 urm.;
NACU, III, p. 466.

Secțiunea III. — *Despre sequestru judiciar* ¹⁾.

Art. 1632. — Afară de cazurile statornicite de codicele de procedură civilă²⁾, judecătorul poate ordona sequestrul:

1. A unui imobil sau a unui lucru mobil pentru a cărui proprietate ori posesiune se judecă două sau mai multe persoane;

2. A lucrurilor oferite de un debitor spre liberarea sa. (Civ. 535 urm., 542, 568, 732, 733, 739, 1114, 1116, 1121; Pr. Civ. 512—522, 610—618; C. com. 68, 71, 438, 567, 590; L. timbr. 19 § 12, 21, § 1; Lege p. regularea și consolidarea dreptului de a exploata petrolul și ozocherita, Art. 55; Civ. Fr. 1961; Civ. Ital. 1875).

Text. fr. Art. 1961. — La justice peut ordonner le séquestre:

1^o Des meubles saisis sur un débiteur;

2^o D'un immeuble ou d'une chose mobilière dont la propriété ou la possession est litigieuse entre deux ou plusieurs personnes;

3^o Des choses qu'un débiteur offre pour sa libération.

Text. Italian Art. 1875. — Oltre i casi stabiliti dal codice di procedura civile, l'autorità giudiziaria può ordinare il sequestro:

1^o Di un immobile o di una cosa mobile, la cui proprietà o il cui possesso sia controverso fra due o più persone;

2^o Delle cose che un debitore offre per la sua liberazione.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 632 urm.;
 BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt*, 1269, 1271, 1272, 1283, 1284, 1286-1288;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 658; ed. 1-a, III, p. 608;
 DALLOZ, *Rép. Dépôt*, 226; *Suppl. Dépôt*, 84;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 172 bis, II;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 495;
 DEMOLOMBE, II, 18;
 GUILLOUARD, *Dépôt*, etc. 175, 180;
 HUG, XI, 271, 272;
 LAURENT, XXVII, 173;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 415;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2229, 2230.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, X, p. 60 urm., 62 n. 3, 73; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 188, 360 nota 1; *Observație* sub. Trib. Vâlcea, s. I, 137 din 30 Sept. 1919. Tribuna Juridică 37-38/1920; „*Sechestrul judiciar*“, Pagini Juridice 54/1909, 65/1910; *Notă* sub. Trib. Saint-Girons (Ariège), 9 Ian. 1921. Jur. Gen. 1925, No. 1373;
 DEGRÉ AL., *Scrieri juridice*, vol. I, p. 548 urm. „Despre incidentele urmăririi imobiliare“;
 DISSESCU G. C., *Notă* sub. C. Apel Buc. s. I, 96/915. Curier Jud. 4/1916;
 IONESCU TAKE, „*Concluziuni*“. Curier Jud. 4/916;
 NACU, III, p. 467;
 NIȚESCU M., „*Sechestrul judiciar se poate ridica prin dare de cauziune?*“. Curier Jud. 65/902;
 PANTAZI EM., „*Concluziuni*“. Curier Jud. 4/1916;
 PERIETEANU Gr. I., „*Instituția sechestrului judiciar*“. Curier Jud. 5/1922;
 RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. Cas. I, 415 din 4 Nov. 1909. Dreptul 77/1909;
 URLĂTEANU Gr., „*Concluziuni*“ Curier Jud. 4/916.

1) A se vedea și art. 610—618 din procedura civilă, relative la sequestrul asigurător și judiciar.

2) În textul francez lipsesc primele cuvinte: „Afară de cazurile statornicite de codicele de procedură civilă“, și articolul începe cu vorbele: „Judecătorul poate ordona sequestrul“. Acest articol este reproducerea art. 1875 cod. civil Italian, de unde legiuitorul Român l'a împrumutat.

INDEX ALFABETIC

- Acte de ad-ție 37, 68.
 Acțiune 37, 62.
 Administrația unui bun 10, 2), 41, 44, 49.
 Admitere în principiu 59.
 Adopțiune 64.
 Anulare, a se vedea „Nulitate”.
 Apel 61, 66.
 Aprecie suverană, a se vedea „Interpretare limitativă” și 3, 20, 26, 27, 29, 30, 32, 36, 42, 43, 45, 52, 54, 55 bis, 53, 65.
 Arendare, a se vedea „Locație”.
 Autoritate de lucru judecat 34.
 Autorizația justiției 37.
 Calitate 5.
 Cauțiune 3, 11, 13, 21, 22, 35.
 Competență 61, 62.
 Conservator 50.
 Construcțiuni 53.
 Contencioasă cale, a se vedea „Grațioasă cale” și 2, 3, 11, 26, 29, 60, 63.
 Contestație 2, 46.
 Coproprietate, a se vedea „Indiviziune”, „Partaj”.
 Custode 11, 50.
 Demonstrativă interpretare, a se vedea „Interpretare limitativă”.
 Enunțativă interpretare, a se vedea „Interpretare limitativă”.
 Excepțiune 66.
 Executare 66.
 Exploatare de păduri 36.
 Femece văduvă săracă 47.
 Fine de neprimire 66.
 Folosință, a se vedea „Administrația unui bun”, „Poseziune”.
 Fraudă 63.
 Grațioasă cale, a se vedea „Contencioasă cale” și 2, 3, 11, 22, 26, 29, 39, 60, 63.
 Hotărîre 2, 34, 66.
 Indiviziune, a se vedea „Partaj” și 7-10, 20, 45, 48, 55, 56.
 Inlocuirea sechestrului 61.
 Interes, a se vedea „Pericol”, „Prejudiciu”.
 Interpretare limitativă 1, 15, 16, 19, 24, 31, 33, 48, 52.
 Interpus 63.
 Inventar 67.
 Ipotecă 36.
 Legatar universal 6.
 Licitatie 20.
 Limitativă interpretare, a se vedea „Interpretare limitativă”.
 Litigiu 4, 11, 14, 17, 25, 40, 41, 44, 46, 49-54, 55 bis, 59, 60, 67.
 Locațiune 11, 20, 48, 55, 68.
 Lucru judecat, a se vedea „Autoritate de lucru judecat”.
 Mandat 55 bis.
 Moară 45.
 Nulit. 6, 36, 55 bis, 64, 68.
 Opoziție 67.
 Păduri, exploatare 36.
 Partaj 8, 9, 10, 12, 14, 20, 28, 31, 33, 41, 56, 59, 67.
 Pericol 18, 25, 32, 36, 45, 51, 53, 54, 55, 56, 57.
 Petiție de ereditate 21.
 Poseziune 7, 44, 48, 49, 52, 53, 55, 57, 60, 67.
 Prejudiciu 3, 7, 18, 23, 25, 36, 51, 53, 54, 55, 56, 57.
 Procedură, a se vedea „Contencioasă cale”, „Grațioasă cale”.
 Proces, a se vedea „Litigiu”.
 Procură 55 bis.
 Proprietate 4, 53, 57, 67.
 Recurs, a se vedea „Aprecie suverană”.
 Restrictivă interpretare, a se vedea „Interpretare limitativă”.
 Revendicare 11.
 Revocarea sechestr. 61.
 Rudenie 5.
 Sechestrul asigurator 2, 11, 22, 23, 35, 39, 44.
 Sechestrul judiciar 1-68.
 Societ. 1, 17, 31, 35, 33, 44.
 Stare civilă 64.
 Succesiune 5, 9, 16, 19, 20, 21, 24, 28, 31, 33, 41, 47, 63, 64, 65, 67, 68.
 Suspendare 66.
 Suverană apreciere, a se vedea „Aprecie suverană”.
 Terțe persoane 7, 34.
 Testament 5, 60.
 Trimestere în posesie 60, 63.
 Urgență 2, 3, 23, 26, 45.
 Urmărire 46.
 Văduvă săracă 47.
 Venituri 40, 41.
 Vexatorie măsură 55 bis.
 Vie 52, 63.

Jurisprudență.

1. Dispozițiunea art. 1632 asupra înființării sechestrului judiciar trebuie a fi interpretată într'un mod limitativ. Aceasta rezultă din chiar termenii restrictivi întrebunțați de legiuitor în art. 1632. Deci nu se poate înființa sechestrul judiciar pe averea socială după cererea unui tovarăș care urmărește rezilierea contractului de societate. (Apel Buc. II, Dec. 1973, Dr. 5/74).

2. În principiu, sechestrul judiciar fiind o măsură conservatoare, și necesară, regulile care trebuie să-l guverneze, nu pot fi decât cele prevăzute de procedura civilă relativă la sechestrul asigurator cu care are o perfectă analogie, cel puțin în privința efectelor ce ambele urmăresc. Or, după art.

610, 614, 615 și urm. pr. civ., sechestrul asigurator se poate ordona de tribunal numai după o simplă petițiune, dată de către partea interesată. Și nici o dispozițiune de lege nu prescrie o procedură specială pentru sechestrul judiciar; din contra, legiuitorul, prin art. 1632, dispunând că afară de cazurile stabilite de procedura civilă, mai sunt și altele în cari se poate admite sechestrul judiciar, fără însă a determina vre-o formă diferită de aceea prevăzută în procedură, a înțeles prin aceasta că se referă la acele forme consfințite prin anume texte pozitive. Această intențiune se deduce cu înlesnire din îndemnul care natural a condus pe legiuitor să admită principiul sechestrului judiciar față cu cei de al treilea; interesul lor într'adevăr reclamă măsură foarte urgente, în scop de a garantă înstrăinarea obiectului pe care-l urmăresc și care se deține de către un altul. Această idee răsare evident din art. 619 pr. civ., care dispune că tribunalul, în cazurile urgente, să trimită autorității locale ordin în scris ca chiar înaintea mergerei agentului să se oprească debitorul a scoate, sau a da deoparte un lucru din cele a căror sechestrare se cere. Din cele ce preced, rezultă dar, că, sechestrul judiciar să ordonă pe cale grațioasă, prin o simplă petițiune după cererea numai a părții interesate. Teoria după care un asemenea sechestrul nu ar putea fi aplicat, de cât în urma unei hotărîri, dată contradictoriu, nu numai că nu ar fi fundată pe lege, dar încă ar avea neapărat de rezultat paralizarea efectelor acestei măsură urgente prin însăși natura ei, căci formele multiple ale unui sechestrul contradictoriu, dând loc la străgăniri, adesea ori repetite, ar face de sigur iluzorii un sechestrul judiciar. Pentru a înlătură însă surprinderile și nemulțumirile, partea în defavoarea căreia se înființează sechestrul, este liberă de a provoca la ori ce moment instanța contradictoriu, introducând contestațiune înaintea tribunalului care a ordonat sechestrul. Și deși în adevăr, prin art. 1634 se dispune că sechestrul judiciar se dă sau persoanei asupra căreia s'au învoit ambele părți interesate, sau unei persoane numite din oficiu, însă din cuprinderea acestui text nu rezultă că sechestrul nu se poate înființa de cât numai în urma unei hotărîri pronunțată contradictoriu, căci acest articol se referă pur și simplu la ipoteza când ambele părți interesate, sau de bună voie, sau după o contestațiune care a deschis instanța contencioasă, se prezintă înaintea tribunalului, pentru a declară învoirea lor asupra gerantului, fără a se ocupa întru nimic de procedura ce cată a se păzi în aplica-

rea sequestrului judiciar. (Apel Focșani, II, 105, Dec. 10/80, Dr. 23/81).

3. Chestiunea de a se ști dacă un sequestru judiciar se poate cere și încuviința pe cale grațioasă, în lipsă de un text special de lege, pentru asemenea sequestre, se poate rezolvă prin combinațiunea art. 1632 cod. civ., și art. 610, 614, 615 și 619 pr. civ., din care reese că judecătorii sunt suverani apreciatori în asemenea materie să reguleze asupra cererilor, după gradul de urgență ce va prezintă cazul. A se interpretă legea în sens contrariu că tribunalul este ținut să judece cererile de asemenea natură după procedura dreptului comun, prin chemarea părților, ar fi că această măsură pură de asigurare, să nu-și mai ajungă scopul său eficace, odată ce deținătorul ar fi înștiințat de mai înainte despre asigurarea lucrului aflat în posesiunea sa. Pe lângă aceasta, procedura dreptului comun nu poate fi invocată ca substanțială în asemenea materie, și pentru un alt cuvânt care se găsește pus în art. 614 pr. civ., și din care rezultă că părțile nu pot suferi nici un prejudiciu din cauza aceasta, întru cât reclamantul este supus la dare de cauțiune. Toate aceste garanții de care se vede înconjurat sequestrul judiciar, fac să rezulte că admiterea lui, cu sau fără chemarea părților, să fie lăsată la aprecierea tribunalului, bine înțelegându-se sub rezerva dreptului de apel al părții interesate. (Cas. I, 16/Ian. 16/81, B. p. 18).

4. Sequestrul judiciar, după art. 1632 c. civ., combinat cu art. 614 pr. civ., neputând fi încuviințat de cât când există un litigiu între două sau mai multe persoane asupra dreptului de proprietate al bunurilor în discuțiune și sub îndatorirea pentru partea ce-l reclamă de a da cauțiune, instanțele judecătorești nu sunt datoare să cerceteze titlurile în virtutea cărora partea interesată este autorizată a face asemenea cerere de asigurare, întru cât acesta fiind tocmai obiectul principal al litigiului, de care este totdeauna precedată cererea de sequestru, prin asemenea procedură s'ar prejudică însă și fondul procesului. (Cas. I, 257/Sept. 13/93; Cas. I, 16/Ian. 16/81, B. p. 19).

5. Cu ocaziunea cererei de sequestru asupra averii successorale, reclamantul nu este ținut a probă, calitatea sa de rudă cu defunctul, căci acest punct nu poate fi judecat de cât numai atunci când se va discuta meritul acțiunii ce el a intentat pentru desființarea testamentului. (Apel Focș. II, 185, Dec. 10/80, Dr. 23/81).

6. Cel care cere anularea unui testament în virtutea căruia legatarul universal a fost pus în posesiunea averii successorale, în scop de a salvă inte-

resul său, căci legatarul fundat pe faptul posesiunii și pe titlul său de legatar universal ar putea chiar fiind de bună credință să dispună de obiectele litigiului în interesul său propriu, este în drept a cere înființarea de sequestru judiciar asupra averii successorale. Căci punerea legatarului în posesiunea averii successorale, ori cât de regulată și de definitivă ar fi ea, nu împiedică pe partea interesată de a intentă acțiune în nulitatea testamentului și de a reclama sequestrul judiciar ca consecință a acelei acțiuni admise de legiuitor. (Apel Focșani, II, 185, Dec. 10/80, Dr. 23/81).

7. Legiuitorul autorizând punerea sequestrului judiciar pe un bun mobil sau imobil pentru a cărui proprietate se judecă două sau mai multe persoane, nu deosebește cazul în care unul în litigiu se stăpânește de singur defendorul, de cazul când acel bun se stăpânește de defendor în indiviziune cu o terție persoană. În acest din urmă caz punerea sequestrului nu poate fi împiedicată prin considerațiunea trasă din neputința d'a se determina porțiunea de proprietate a aceluia contra căruia se cere sequestru, căci punerea sequestrului n'are de efect de a modifică în nimic în prejudiciul terțiilor coproprietari dreptul lor de coproprietari indivizi, ci acela de a împiedică pe posesorul în indiviziune contra căruia se cere sequestru de a înstrăina porțiunea sa indiviză până la terminarea procesului intentat de cel ce a cerut sequestru pe acea porțiune indiviză. (Cas. I, 351/Oct. 21/83, B. p. 953).

8. Dacă un imobil se află în indiviziune între mai mulți proprietari și există contestație în privința porțiunilor de pământ ce fie-care din acei proprietari voese să exploateze, și pentru a face să înceteze aceste neînțelegeri s'a cerut esirea din indiviziune, într'o asemenea stare de lucruri judecata e în drept să ordone sequestru judiciar, fără ca prin aceasta să violeze art. 1632. (Cas. I, 336/83, B. p. 928).

9. Dreptul de o quotă-parte în averea successorală fiind recunoscut unui coerede și chiar trimis în posesiune asupra acelei porțiuni, rămânând numai ca prin esirea din indiviziune să se determine porțiunile fiecărui dintre erezi, în asemenea caz nu se cere sequestru judiciar, ca ne intrând în prevederile art. 1632. (Trib. Ilfov, IV, Aug. 18/83, Dr. 62/83).

10. Este admis în drept ca orice cerere găsită justă și întemeiată să fie admisă, dacă nu este prohibită de lege. De unde rezultă că, dacă chiar obiectul cererei nu este prevăzut în vreo dispozițiune a legii, nu urmează de aci ca dânsa să fie și respinsă. De aseme-

nea, orice contestațiune ivită în relațiunile juridice ce au putut avea părțile, dânsa urmează a fi deferită instanțelor judiciare, care sunt ținute a le da o soluțiune, bazându-se pe textele legilor, interpretatiunea lor și, în caz de lipsă, pe principiile de echitate. Astfel, când e vorba de neînțelegere pentru administrațiunea unui bun ce se posedă în comun de două sau mai multe persoane și legea neprevăzând de cât esirea din indiviziune, operațiune complicată, cerând un timp îndelungat, așa în cât bunul ar rămâne neadministrat în dauna fiecăruia din ei, în asemenea caz e just și echitabil a se numi un administrator provizoriu până la punerea în posesiune a drepturilor exclusive pentru fiecare din părți. Și dacă în principiu, o asemenea cerere este admisibilă, totuși judecătorul trebuie să aprecieze circumstanțele și modul de administrațiune la care se poate supune bunul, pentru ca să fie mai util și mai puțin vexator pentru toate părțile. (Apel Buc. III, 69, Mart, 22/84, Dr. 71/84).

II. Sequestrul asigurător face parte din procedură și este o măsură asigurătoare ce creditorul poate lua în privința averei mobile a debitorului său, ca să aibă de unde să se despăgubească când va obține titlul executoriu (art. 610—620 pr. civ.); pe când sequestrul judiciar, după locul ce-l ocupă în codul civil și după termenii întrebunțați de legiuitor în titlul XII, și cu deosebire în art. 1592, 1626 și 1633 c. civ., se vede că este o specie a depozitului, depozit judiciar, prin urmare un contract, care are de scop asigurarea însuși a lucrului care este obiectul litigiului dintre părți. De unde urmează că natura sequestrului judiciar diferă cu totul de aceea a sequestrului asigurător. Această deosebire rezultă și de acolo că altele sunt cazurile și condițiunile în cari se aplică unul din sequestre și altele în cari se poate ordona celălalt. În adevăr, sequestrul asigurător, pe lângă că asigură numai plata unei creanțe (art. 620 pr. civ.), dar se aplică numai pe averea mobilă, care trebuie să fie nelitigioasă și numai dacă se depune o cautiune, excepându-se proprietarii, principalii locatari și sublocatarilor lor (art. 614, 618 și 610 pr. c.); nu se poate respinge de tribunal o asemenea cerere, dacă o făcută în condițiunile cerute de procedură, căci legiuitorul nu a lăsat la aprecierea judecătorilor utilitatea unei atari măsurii de cât în cazul art. 615 pr. civ. când e vorba de aplicarea sequestrului asigurător pe averea mobilă ce revindică, bine înțeles tot cu depunere de cautiune, căci art. 615 continuă ideea din art. 614 care supune la cautiune

pe orice creditor sequestrant; pe lângă acestea, custodele se numește de agentul de urmărire după arătarea creditorului urmăritor, putând fi numit chiar debitorul sequestrat (art. 618 combinat cu art. 411, 418 și 420 pr. civ.). Din contră, sequestrul judiciar asigură însuși obiectul procesului; se poate pune nu numai pe mobile, ci și pe imobile; lucrul asupra căruia se cere sequestrul judiciar trebuie să fie în litigiu; sequestrantul nu e obligat a da cautiune, și tribunalul poate refuza aplicarea acestui sequestru (art. 1632 cod. civ.); depozitarul se orânduiește după învoirea ambelor părți, sau la neînțelegere din oficiu de către tribunal, și nu poate fi numit însuși debitorul (art. 1634 cod. civ.); atâtea deosebiri care probează natura cu totul deosebită a acestor două sequestre. Deci sequestrul judiciar fiind cu totul diferit de cel asigurător, urmează ca și căile pe care se poate aduce la îndeplinire încă trebuie să fie diferite. Art. 1632 c. civ., ca și art. 615 pr. civ. lăsând la aprecierea judecătorilor încuviințarea sequestrului, iar art. 1634 c. civ. prevăzând că depozitarul trebuie să fie ales de părțile interesate, aceste texte de lege implică ideea unei debateri înaintea judecătorilor cari trebuie să fie convinși de utilitatea sequestrului, și în caz de admitere trebuie să motiveze învoirea depozitarului; pe neînvoirea părților interesate asupra persoanei sale; și sequestrul sau depozitului judiciar fiind o subdiviziune a depozitului (art. 1592 și 1626 c. civ.), urmează că sequestrul judiciar se cere de la tribunal numai când părțile nu se învoiesc a face un sequestru voluntar. Dacă dar se cere intervenirea ambelor părți în sequestrul voluntar, aceeași rațiune este ca ambele să-și expună motivele pentru care nu se înțeleg, și, să fie pusă în pozițiune a auzi justiția pronunțându-se în favoarea uneia sau alteia din părțile litigante. Obiectiunea ce se face acestei teorii, că s'ar putea înstrăina obiectul litigios până la obținerea sequestrului judiciar în mod contradictoriu, nu e serioasă, pentru că se poate aplica prin analogie art. 619 pr. civ., dându-se de timpuriu ordin autorităților locale să privilegheze a nu se dosi averea mobilă, iar în ceea ce privește averea imobilă pericolul nu e așa de mare, căci nu se poate înstrăina așa de curând. Afară de acestea nu se poate concepe că legiuitorul să fi acordat mai multe favori unui pretins creditor care numai de cât introduce acțiune în revendicare fără garanție, de cât unui proprietar sau posesor care poate fi depozitat la lucrul său fără a avea poate posibilitatea de a se despăgubi de la sequestrant de daunele

cauzate prin aplicarea fără drept a sequestrului. Iar de ordonanța din 1667 și de legiuirile franceze nici poate fi vorba, de vreme ce procedura noastră e deosebită de cea franceză, și chiar art. 1632 diferă de corespondentul său francez art. 1961 care prevede aplicarea sequestrului judiciar și pe mobilele urmărite ale debitorului. Din toate acestea rezultă dar că sequestrul judiciar nu se poate încuviința pe cale grațioasă, ci pe cale contencioasă, prin o sentință dată în contradictoriu. (Trib. Vaslui, 79, Iulie 22/85. *Dr.* 61/85).

12. Tribunalul e în drept, în baza facultății ce-i dă art. 1632, a ordona sequestrul imobilelor asupra cărora există acțiune de împărțeală, căci în cazul acesta e incertitudine în ce privește părțile ce aparțin fiecărui din copărtitori; în această stare de lucruri unul ar putea posedă bunuri asupra cărora va fi recunoscut mai târziu că n'a avut nici odată drept, și această posesiune ar putea compromite drepturile eredelui în lotul căruia vor cădea bunurile. (Trib. Covur. I, Sept. 19/85. *Dr.* 69/85).

13. Din art. 1632, rezultă într'un mod clar că legiuitorul n'a făcut alt de cât numai a întinde dreptul de sequestru și asupra unui lucru pentru al cărui drept de proprietate ori posesiune, se judecă două sau mai multe persoane, fără ca prin aceste dispozițiuni să fi derogat, sau să fi modificat în ceva formele și regulile prescrise de art. 610 și urm. pr. civ., pentru înființarea unor asemenea sequestre. Așa fiind, art. 614 pr. civ., cere în mod imperativ ca sequestrul să se autorize de tribunal, sub îndatorire pentru creditor a da cautiune pentru daune-interese. Dacă reclamantul nu dă o asemenea garanție cererea de sequestru urmează a fi respinsă. (Apel Buc. II, 51, Mart. 80/86. *Dr.* 58/86).

14. Se poate pune sub sequestru judiciar un imobil, a cărui ieșire din diviziune s'a cerut, când este în litigiu în sensul că de și drepturile părților asupra imobilului sunt fixate prin titlurile de proprietate ale fiecăruia, însă este incertitudine și proces în ceea ce privește porțiunea anume care va trebui să aparțină fiecărui cu ocaziunea executării drepturilor lor. În această stare de lucruri, o parte poate posedă o porțiune de teren, care în urmă poate a se recunoaște că n'a avut nici un drept asupra ei, și această posesiune poate compromite drepturile coproprietarului în lotul căruia această porțiune va cădea. (T. Ialom., 1664, Iun. 5/86. *Dr.* 54/86).

15. Art. 1632 nu este limitativ ci numai indicativ, adică judecătorul poate înființa sequestru și afară din cazurile prevăzute de art. 1632; aceste ca-

zuri nu sunt arătate de cât *exempli gratia*, căci legiuitorul nu procede pe cale de prohibițiune, adică că numai în acele cazuri se poate înființa sequestru. (Apel Buc III, 161, Sept. 12/89. *Dr.* 60/89).

16. În virtutea principiilor generale de drept, este permis ori cărei persoane interesată într'o avere administrată de un altul să ia măsuri de conservarea dreptului său. Art. 1632 face numai o aplicațiune specială a acestei regule generale, dictată atât de rațiune cât și de echitate, și dar este învederat că dispozițiunile sale nu sunt limitative și că sequestrul judiciar poate fi încuviințat de justiție, ori de câte ori există rațiune care l-a dictat. Dovadă că acest articol este numai enunciativ, reese și din împrejurarea că legiuitorul nu întrebunțează formula prohibitivă, formulă generalmente adoptată când este vorba de cazuri restrictive. De altă parte, credele beneficiar ne fiind de cât un administrator al succesiune, însărcinat de lege cu lichidarea ei, atât creditorii cât și legatarii succesiunii pot cere de la justiție îndepărtarea lui și incredințarea averei succesoriale în mâna unei alte persoane, dacă vor constata rea credință sau chiar numai neglijență din parte-i. Luarea administrațiunei din mâna eredelui și incredințarea ei unui al treilea, nu este în definitiv de cât tot un sequestru judiciar, — eredele având și el un drept eventual în succesiune, — ceea ce dovedește încă o dată mai mult că art. 1632 nu este limitativ. (Cas. I, 188, Maiu 7/90, B. p. 602).

17. În principiu după art. 1632, instanțele judecătorești nu pot ordona sequestru judiciar de cât când este pendent un litigiu care are de obiect obțințiunea proprietății sau posesiunii unui imobil sau a unui lucru mobil. Dacă termenii art. 1632 nu trebuiesc interpretați într'un mod restrictiv, în acest sens că proprietatea sau posesiunea în această materie poate fi considerată ca contestată, de și obiectul procesului nu este o acțiune de revendicare sau o acțiune posesorie propriu zisă, totuși pentru ca să fie admisibil sequestrul judiciar, trebuie ca acțiunea introdusă, pe orice drept s'ar întemeia, să tindă neapărat la punerea în posesiune a unui lucru corporal. Astfel fiind, dacă obiectul acțiunei principale este lichidarea unui fond social, reclamantul este în drept de a-și întemeia cererea unui sequestru judiciar, asupra fondului social, pe art. 1632. (Apel Buc. III, 11, Mart. 8/90 *Dr.* 31/90).

18. Sequestrul judiciar fiind o măsură gravă, prin care se aduce o atingere dreptului de proprietate, privând pe proprietarul aparent, pe un timp

nedeterminat, de exercitiul drepturilor sale, de administratiunea și de bucuria lucrurilor cari se află în posesiunea sa, trebuie în toate cazurile să existe un pericol pentru una din părți în posesiunea de care se bucură partea adversă, pentru ca judecătorul să recurgă la această măsură extremă. (Apel Buc., III, 11 Mart. 8/90, *Dr.* 31/90).

19. De și din termenii art. 1632 ar rezultă că sequestrul judiciar nu poate fi admis de cât în cele două cazuri prevăzute de zisul articol, cu toate acestea dispozițiunea cuprinsă în art. 1632 nu poate fi luată într'un sens limitativ și mărginită numai la cele două cazuri anume indicate, ci este demonstrativă, fiind lăsat la facultatea judecătorului a încuviința sequestrul judiciar când el îl crede necesar și în interesul unei părți. Această interpretare se bazează pe considerațiunile istorice care au dat naștere dispozițiunilor art. 1961 codul francez (art. 1632 român), articol tras din ordonanța de la 1667, care da putere discreționară judecătorului pentru încuviințarea unui sequestru judiciar. Independent de aceasta, chiar în pură echitate și rațiune ar fi inadmisibil ca sequestrul judiciar să poată fi încuviințat numai în cazul când ar fi discuțiunea asupra proprietății sau posesiunii unui imobil, căci a decide astfel este a lăsa fără nici o garanție și lipsite de orice protecțiuni a legii interesele unei părți în o avere oarecare, de și ar fi constatată că ele sunt absolut compromise prin reaua administratiune a unei alte persoane, și aceasta numai pentru simplul cuvânt că proprietatea ori posesiunea acestei averi nu este în discuțiune. Dacă legiuitorul nostru, reproducând întotdeauna dispozițiunile art. 1661 francez, a arătat cazurile în cari sequestrul judiciar poate fi admis, el nu a făcut altceva de cât a se ocupa despre ceea ce se întâmplă mai adesea, iar nu de a circumseri puterea judecătorului în această privință. De altfel, sequestrul judiciar fiind o măsură eminentement conservatoare, judecata este în drept a o încuviința și ordonă chiar în afară de cazurile prevăzute de art. 1632, dacă însă faptele dovedesc că această măsură este imperios cerută de împrejurări și de o utilitate vădită pentru partea care o cere. Deci se poate ordona sequestrul judiciar, după cererea legatarului particular, asupra averii successorale, atunci când interesele legatarului sunt periclitate printr'o rea administratiune a eredelui beneficiar. Iar dacă codul civil prin dispozițiunile cuprinse în art. 713 și urm. a regulamentat drepturile creditorilor sau legatarilor unei succesiuni față cu ere-

dele beneficiar, prin aceasta nu a exclus cât de puțin dreptul acestora, atunci când ei ar crede că interesele lor sunt periclitate sau sunt nimicite printr'o rea administratiune a acestui erede beneficiar, să ceară, în virtutea principiilor generale de drept, luarea unei măsuri conservatoare care să tindă la numirea unei alte persoane ca administrator în locul eredelui beneficiar, și aceasta cu atât mai mult cu cât eredele beneficiar putând deveni insolubil dintr'un moment într'altul, să nu mai prezinte nici cea mai mică garanție legatarilor sau creditorilor unei succesiuni pentru faptele rele săvârșite în administratiunea sa. (Apel Buc. II, 237, Dec. 15/89, *Dr.* 10/90).

20. În drept, administratiunea bunurilor comune ale mai multor proprietari ce sunt încă în stare de indiviziune aparține tuturor coproprietarilor și nici unul dintr'inșii nu le poate administra fără voia și consimțământul celorlalți. De aci rezultă că existând neînțelegeri între coproprietari asupra modului cum au să fie administrate bunurile comune și pentru a nu se împiedică vre unul din coproprietari de a se folosi de venitul ce i se cuvine în bunurile comune, justiția poate, după cererea ori căruia dintr'inșii să intervină pentru a face să înceteze neînțelegerile și a regulă modul de administratiune a unor asemenea bunuri; aceasta reese prin analogie și din cuprinsul art. 691 pr. civ., care prevede că împărțeala de succesiuni între mai multe persoane se va face prin tribunal, dacă ea nu se poate face prin bună înțelegere, căci dacă împărțeala se face prin justiție, în caz de neînțelegere, cu atât mai mult justiția poate interveni în regularea modului de folosință a bunurilor unei succesiuni până la terminarea partagiului. Prin urmare, instanța de fond nu comite nici un exces de putere dacă în suverana sa apreciere, care scapă de controlul curții de casate, găsește că, până la terminarea partagiului, cel mai bun mijloc de administratiune al zisei averi e închirierea prin licitație publică. (Cas. I, 319/Sept. 9/91, B. p. 924).

21. Este admisibil sequestrul judiciar într'o acțiune în petițiune de ereditate intentată de unii ce se pretind rude în grad mai apropiat cu defunctul de cât cei ce au fost puși în posesiunea succesiunii. În asemenea circumstanțe, este just ca cei cari dețin succesiunea să nu fie privați de avantajile posesiunii până ce prin o acțiune suficientă nu vor fi garantați de daunele-interese ce li s'ar putea cauza prin sequestru, precum și că pretențiunea reclamantilor nu e temerarie și vexatorie. (Apel Galați, II, Sept. 25/92, *Dr.* 72/92).

22. Legiuitorul admitând sequestrul judiciar, prin art. 1623 și urm., ca o măsură conservatoare în cazurile în care se judecă două sau mai multe persoane asupra proprietății sau posesiunii unui imobil sau mobil, nu arată formele după cari judecata să procedă când este sesizată a-l pronunța; așa în cât pe lângă procedura comună a citării părților în contradictoriu, a admis și posibilitatea înființării unui sequestru judiciar în camera de consiliu după regulile prevăzute de art. 610 și urm. pr. civ., relative la sequestrul asigurator; de oarece ambele sequestre au același scop, tinzând a asigura efectual măsurile ce le urmăresc. Și dacă, după art. 610 și urm. pr. civ., sequestrul asigurator se poate rândui de tribunal numai după o simplă cerere în camera de consiliu, cu sau fără cautiune, după cazurile prevăzute de procedură, urmează că și sequestrul judiciar poate fi pronunțat și pe cale grațioasă, cu sau fără cautiune, când urgența cere această măsură. Și deși după art. 1634 c. civ., tribunalul înființând sequestrul judiciar ca și a unui ca sequestru administrator pe acela asupra căruia convin părțile, de unde se deduce că în totdeauna părțile trebuiesc citate, totuși art. 1634 adaugă că sequestru administrator poate fi rânduit sau o persoană numită din oficiu de autoritatea judiciară, așa în cât această dispozițiune, care se referă numai la numirea administratorului, nu implică necesarmente citarea părților în toate cazurile, nefiind nici o contradicțiune între sistemul admis și dispozițiunea acestui articol, și putându-se sustine cu succes că legiuitorul a prevăzut prin această dispozițiune tocmai ambele ipoteze ale înființării sequestrului pe cale grațioasă sau în contradictoriu, adică că administratorul poate fi numit, după citarea părților, persoana aleasă de părți sau cea numită de judecători, și în camera de consiliu persoana numită din oficiu. A admite că sequestrul judiciar se poate ordona numai în contradictoriu, ar fi de a anihila unele măsuri urgente pe care instanța le-ar putea lua în cazurile când le-ar găsi fundate în interesul asigurării părții interesate și chiar a executării hotărârilor; în fine obiecțiunea că acest sistem are de rezultat ca după o simplă petițiune să se ia averea din mâinile unei persoane, nu poate fi fundată, căci această măsură fiind asimilată cu sequestrul asigurator, în cazurile când se pronunță în camera de consiliu, cel sequestrat nu poate suferi nici un prejudiciu întru cât reclamantul, după art. 614 pr. civ., poate fi supus după împrejurări la darea unei cautiuni, și astfel este înconjurat cu destule ga-

ranții. (Trib. Iași, II, Oct. 10/92, Dr. 65/92).

23. Legiuitorul distinge sequestrul asigurator, prevăzut de art. 610 și 613 pr. civ., de cel judiciar, pe care-l asimilează numai cu sequestru asigurator prevăzut de art. 615 pr. civ., în ceea ce privește facultatea ce se lasă judecății de a le acorda, căci pe când sequestrul asigurator urmează a fi acordat de drept aceluia care-l cere și dovedește că se află în condițiunile cerute de lege, sequestrul asigurator prevăzut de art. 615 pr. civ., și sequestrul judiciar este cu totul lăsat prin lege la suverana apreciere a judecății care poate să-l ordone numai când găsește de cuviință, și după gradul de urgență ce prezintă cazul și când se dovedește că neaplicarea lui ar putea cauza prejudiciu întru acel ce-l cere. (Trib. Iași II, Oct. 10/92, Dr. 65/92).

24. Deși din termenii art. 1632 ar rezultă că sequestrul judiciar nu poate fi admis de cât în cele două cazuri prevăzute în el, cu toate acestea dispozițiunea sa nu poate fi luată într'un sens limitativ și mărginită numai la cele două cazuri. anume indicate, ci din contra este demonstrativă și astfel sequestrul judiciar poate fi încuviințat de justiție de câte ori se crede că este în interesul părților. Deci se poate pune sub sequestru judiciar succesiunea asupra căreia s'au ivit pretențiuni din partea mai multor moștenitori. (Trib. Ialomița, Iun. 8/92, Dr. 62/92).

25. Pentru a se putea ordona sequestrul judiciar, conform art. 1632, se cer două condițiuni: 1) să existe proces în privința posesiunii sau proprietății lucrurilor asupra cărora se cere sequestrul; 2) această măsură să fie necesară pentru conservarea drepturilor părților. Deci dar, legea nu cere pentru a se putea ordona sequestrul judiciar ca reclamantul, pe lângă aceste două condițiuni, să stabilească încă și fundamentul dreptului sau titlul pe baza căruia pretinde obiectul în litigiu. (Apel Galați, II, Sept. 25/92, Dr. 72/92).

26. Sequestrul judiciar, fiind o măsură gravă care deposedează pe o persoană de averea ce o deține, nu poate fi acordat fără citarea părților și fără discuțiune de cât numai în cazurile urgente, când contradictoriul, prin întârzierea ce ar putea da loc ar avea de efect paralizarea efectelor ce ca și-a produce; oportunitatea unei asemenea măsuri e lăsată la desăvârșita apreciere a judecătorilor. (Trib. Iași, II, Oct. 10/92, Dr. 65/92).

27. Tribunalul chemat a ordona un sequestru judiciar, în limitele dreptului de apreciere în privința aplicării sequestrului, este ținut a vedea întru cât

fondul litigiului este întemeiat, căci numai astfel poate statua dacă în realitate măsura sequestrului este legală și în interesul reclamantului. (Trib. Iași, II, Nov. 7/92, *Dr.* 82/92).

28. Rânduirea unui sequestru judiciar se poate admite și asupra averii unei succesiuni în urma cererii unuia din coerezi, care a cerut esirea din indiviziune, până la lichidarea drepturilor fiecărui erede, ca să nu poată posedă unul dintre coerezi bunuri asupra cărora se poate recunoaște mai târziu că n'a avut nici odată vre un drept și ca nu cumva această posesiune să compromită drepturile eredului în locul cărui vor cădea acele bunuri. (Trib. Iași, II, Oct. 10/92, *Dr.* 65/92; și Nov. 7/92, *Dr.* 82/92).

29. Dacă însăși măsura sequestrării este dată la discrețiunea puterii judecătorești, cu atât mai mult procedura de urmat în asemenea cauză urmează a se stabili după aceleași norme de utilitate, posibilitate sau necesitate practică, indicate prin împrejurări concrete. Deci dar, fiind lăsat la aprecierea justiției de a cumpăni dacă o cerere de sequestru este a se rezolvă în camera de consiliu, ca ori ce altă cerere de justiție grațioasă, urmând în asemenea caz a împărtași soarta și eventualitățile procesuale unor asemenea încheeri și a primi imediată ei executare, sau a se discuta în contradictoriu, deschizându-se în asemenea caz prin inițiativa justiției un proces ordinar deosebit de litigiul de fond la a cărui definitivitate numai, măsura și-ar căpăta executarea, contopirea ambelor ar face inutil și înfructuos primul, adică cel în privința sequestrului, de oarece ar lua sfârșit odată cu fondul, adică când proprietățile fiind individualizate definitiv, sequestrul n'ar mai fi necesar. Dacă aceasta este situațiunea juridică față cu o cerere unilaterală din partea unei părți, ea nu s'ar schimba nici prin introducerea unei cereri contrare din partea altor interesați cari ar reclama în mod formal discuțiunea contradictorie asupra sequestrului, căci considerațiunile care dau întreaga materie în aprecierea discreționară a justiției rămân decisive și în acest caz, și printr'un act de voință a unei părți nu se poate lua din mâna justiției această putere suverană de apreciere. (Trib. Suceava, Ian. 29/93, *Dr.* 13/93).

30. Legiuitorul, prin art. 1632, lasă la facultatea judecătorului fondului de a aprecia dacă găsește sau nu utilă și necesarie înființarea sequestrului judiciar; de unde rezultă că hotărârea sa, prin care respinge o asemenea cerere, este suverană și scapă de cenzura casatiei. (Cas. I, 377/Nov. 30/93, B. p. 756).

31. Cazurile determinate de art. 1632 sunt numai enumerative, iar nu limitative; căci sequestrul judiciar fiind o măsură de conservatiune pe care una din părți aflate în litigiu o ia către celelalte, ar fi fost imposibil pentru legiuitor să determine în complect toate cazurile când asemenea măsură se impune și de sigur că numai împrejurările și necesitățile practice pot desvălui judecătorului oportunitatea sequestrului judiciar. Numai întemeiată pe acest raționament, în conformitate cu spiritul protegiutor al legiuitorului față cu interesele periclitate ale părților și neprotivnic dispozițiilor art. 1632, jurisprudența a hotărât că e loc pentru sequestru judiciar nu numai în chestiunile propriu zise de proprietate sau posesiune a lucrurilor, dar chiar și în chestiunile de esire din indiviziune, de mostenire și de asociațiune. (Trib. Vlașca, Oct. 9/92, *Dr.* 4/93).

32. Legiuitorul, prevăzând pornirea naturală a părții ce nu posedă de a cere totdeauna sequestrul judiciar contra părții ce posedă, a căutat să atenueze efectele păgubitoare ale acestei măsuri extreme ce privează pe proprietar de exercițiul și bucuria drepturilor sale, și de aceea a lăsat-o cu totul la aprecierea judecătorului, care nu o va ordonă de cât în cazuri foarte grave, de pildă ca acelea când rămânerea lucrurilor în mâna posesorului ar fi un pericol pentru reclamant, când litigiul ar face nesigur dreptul părții asupra lucrurilor ce posedă și când posesorul prin pozițiunea sa materială n'ar fi în stare a face față condamnățiunii sau acțiunii în daune la care s'ar expune. (Trib. Vlașca, Oct. 9/92, *Dr.* 4/93).

33. Dacă cererea de a se aplică sequestru judiciar asupra succesiunii în care s'a cerut esirea din indiviziune, nu intră deadreptul în prevederile art. 1632, totuși doctrina și jurisprudența a aplicat art. 1632 la comunități de proprietate sau posesiune, de îndată ce există un litigiu asupra cotității reale de proprietate sau posesiune, și aceasta pentru motivul că realitatea lucrurilor poate să facă necesară luarea unei astfel de măsuri conservatorice în chiar interesul coproprietarilor sau coposesorilor. (Trib. Suceava, Ian. 29/93, *Dr.* 13/93).

34. Hotărârea dată asupra cererii unui sequestru judiciar nu poate avea nici o înrăurire și nu poate constitui cătuși de puțin autoritatea lucrului judecat, în privința judecății ce are loc în urmă, asupra fondului. Deși în spiritul legii este ca sequestru să fie numit o terță persoană, însă, când circumstanțe cu totul speciale ar justifică numirea uneia din părțile liti-

gante, judecătorul fondului poate să facă aceasta. (Cas. I, 102/95, B. p. 175).

35. Sequestrul judiciar poate fi admis și asupra unui fond social după cererea unuia din asociați, când sunt neînțelegeri și litigiu între dânsii asupra administrației lui. Partea, contra căreia se face o cerere de sequestru judiciar, nu poate să se opună la admiterea lui prin oferirea unei cautiuni. Dreptul acesta este acordat de lege numai în materie de sequestru asigurător. (Cas. II, 66/95, B. p. 815).

36. Creditorul ipotecar poate cere sequestru judiciar asupra imobilului ipotecat, până la judecarea acțiunii ce dânsul a intentat pentru anularea contractelor încheiate de debitorul său, contracte prin care se deteriorează sau micșorează obiectul dat ca garanție, cum e darea în exploatare a pădurilor aflate pe moșia ipotecată, contra regulilor admise de bunul simț, fără a se distinge între contractele anterioare constituirii ipotecei sau posteroare, când anularea tuturor acestor contracte s'a cerut de o dată și printr'una și aceiași acțiune. Și aprecierea interesului sau a pericolului, ce comportă aplicarea unui asemenea sequestru, este lăsată cu totul la suveranitatea judecătorului de fond. Această cerere de sequestru poate fi judecată față numai cu cedentul acelor contracte, dânsul reprezentând în destul pe cesionar. (Cas. I, 313/95, B. p. 887).

37. Sequestru judiciar, numit fără specificare a atribuțiilor și drepturilor conferite, nu are de cât dreptul de a administra, spre a conserva averea peste care a fost numit sequestru. El nu poate dar să stea în judecată, de cât printr'o autorizare specială dată de tribunal. (Cas. II, 233/96, B. p. 1569).

38. Cazurile indicate de art. 1632 din codul civil, ca putând da loc la un sequestru judiciar, nu sunt limitative, ci numai enunțiative, astfel că sequestrul judiciar poate fi învuițat de justiție, chiar și din oficiu, ori de câte ori există rațiunea de conservare a averii litigioase, care l-a dictat. Se poate dar înființa sequestru judiciar și asupra fondului social, după cererea unuia din asociați, când sunt neînțelegeri și litigiu între dânsii. (Cas. I, 269/97, B. p. 863).

39. Sequestrul judiciar, având o mare analogie cu sequestrul asigurător, poate fi ordonat pe cale grațioasă, după o simplă cerere a părții interesate. (Apel Galați I, Dr. 17/97).

40. Când două părți litigante își dispută posesiunea și folosința veniturilor unui imobil, instanțele judecătorești pot admite cererea uneia din părți, de a se pune un sequestru judiciar, fără însă a examina cui aparține proprietatea acelui imobil, căci

atunci s'ar rezolvă, cu ocazia sequestrului, un litigiu deosebit. (Cas. I, 93/99, B. p. 249).

41. Între comostenitori, sequestrul judiciar se poate cere, în ceea ce privește dreptul de folosință ce au fiecare în raport cu partea lor, de câte ori acești comostenitori ar găsi că este în conservarea drepturilor lor asupra veniturilor. În ce privește însă sequestrul asupra imobilelor, chestiunea nu se poate naște între comostenitori, de oarece, prin faptul că ei se recunosc comostenitori, nu poate fi vorba de proprietatea litigioasă prevăzută de art. 1632 codul civil. Posibilitatea unui litigiu fiind deci numai în privința folosinței asupra veniturilor, aceasta poate face obiectul unei cereri de sequestru judiciar între moștenitori. Acțiunile de felul acesta sunt inerente moștenitorilor, ele au de obiect dreptul de administrațiune și liberul exercițiu al lor, astfel încât ele nu pot fi exercitate de creditori, creditorul nu poate cere sequestrul nici în baza art. 974 cod. civ., căci acest articol îndreptățește pe creditor a exercita drepturile și acțiunile, ce debitorii au în raport cu terțiile persoane, iar nu drepturile ce au debitorii asupra lor înșile. (Apel Craiova I, Dr. 42/900).

42. Încuviințarea unui sequestru judiciar este lăsată cu totul la facultatea instanțelor de fond, care sunt în drept să aprecieze în mod suveran oportunitatea numirii unui asemenea sequestru. (Cas. I, 23 Iunie 1906, B. p. 1142).

43. Instanțele de fond sunt suverane a aprecia oportunitatea înființării sequestrului judiciar. (Cas. I, 415 din 4 Nov. 1909. Dreptul 77/1909; Cas. I, 927 din 27 Mai 1924. Jur. Gen. 1924, No. 1467).

44. Potrivit art. 615 din procedura civilă, sequestrul judiciar se poate înființa și atunci când există litigiu asupra administrațiunii sau folosinței unui lucru comun.

Astfel, dacă litigiul are de obiect desființarea și lichidarea unei asociațiuni dintre părți, cererea de a se numi un sequestru de către justiție care să urmeze cu administrațiunea fondului social până la desființarea societății, este admisibilă. (Cas. I, 308/912. Curier Jud. 45/912).

45. Înființarea unui sequestru judiciar este o măsură lăsată de lege la aprecierea judecătorilor și pe care ei o pot admite sau nu, ținând seama de împrejurările pentru care este cerută, de utilitatea ei în fapt, cum și de pericolul la care ar fi expus cel ce voește să ia această măsură, dacă ea nu s'ar lua de urgență.

Prin urmare, instanța de fond poate să respingă o cerere de înființarea u-

nui sechestrului judiciar cerută de coproprietarul unei mori, constatând și motivând că coproprietarul fondului comercial asupra căruia se cere înființarea sechestrului judiciar nu face o rea administrație, că dânsul nu se opune ca celălalt coproprietar, care cere înființarea sechestrului judiciar, să controleze prin el însuși sau printr'un mandatar al său întregul mers al fondului comercial, cercetând registrele și contabilitatea fondului și că chiar dacă ar avea oarecari temeri în ce privește drepturile sale în acest fond comercial, pe de o parte aceste drepturi sunt pe deplin garantate prin dreptul său de coproprietate, iar pe de altă parte n'ar avea decât să grăbească judecata asupra fondului. (Cas. III, 360, 1912. Curier Jud. 71/912).

46. Prin proces în sensul art. 615 pr. civ., pe baza căruia o parte să fie îndrituită a face o cerere de sechestrul judiciar, legiuitorul a înțeles numai acele judecăți, cari desleagă pricinile relative la drepturile de proprietate, folosință sau administrație a unui bun și care au loc înaintea tribunalelor ordinare, iar nu și contestațiunile ce se ridică înaintea tribunalului de urmărire, de oarece acestea sunt judecăți cari nu tranșează asupra drepturilor de proprietate, iar hotărîrea instanței de urmărire prin care contestația este admisă, nu are alt efect decât că ridică titlului puterea lui executorie. (Trib. Ilfov I, 1913; Dreptul 1915, p. 76).

47. Acțiunea de recunoaștere în principiu a dreptului văduvei sărace la o porțiune în plină proprietate din averea rămasă pe urma defunctului său soț este o acțiune reală relativă la proprietatea bunurilor determinate aflate în succesiune și deci intră în cadrul prevăzut de art. 1632 c. civ., spre a se putea admite sechestrul judiciar al lucrurilor ce fac obiectul litigiului. (Cas. I, decizia No. 69, din 30 Ianuarie 1915; Jurispr. Rom. 17/915, p. 263).

48. Oricare ar fi speța procesului, spețe ce legiuitorul nu a putut enumăra în întregime lor, că s'a mărginit a le enumăra *exempli gratia* în art. 1623 din codul civil, pentru ca să fie loc la încuviințarea unui sechestrul judiciar, trebuie să fie un lucru comun sau un lucru asupra căruia se ridică o pretențiune de proprietate sau de posesiune, iar nu de simplă detențiune. Prin urmare, când reclamantii nu ridică nici o pretențiune având de obiect proprietatea sau posesiunea unui lucru, și nici nu invoacă comunitatea lui, ci este vorba de o simplă acțiune personală, având de obiect o locațiune de fond de comerț, un drept de folosință cu titlu de locațiune asupra unui lucru ce nu este comun, o obligațiune de a face, în acest caz, vor putea cere,

potrivit art. 610 și 613 pr. civ., odată cu acțiunea principală, un sechestrul asigurător, iar nici de cum un sechestrul judiciar. (Trib. Ilfov I, No. 488, 1915; Dreptul 1915, p. 598).

49. Art. 615 din noul cod de procedură civilă a păstrat dispoziția art. 1632 c. civil, după care se poate cere sechestrul judiciar când este proces: a) asupra proprietății sau b) asupra posesiei. A mai arătat însă și alte două cazuri în care se poate cere sechestrul judiciar: c) când este proces asupra administrației sau d) folosinței unui lucru comun.

Cuvântul „posesie“ din art. 1632 c. civ., și din art. 615 pr. civ., este *generic*. El cuprinde atât posesia — semn prin care se manifestă proprietatea sau mijloc care duce la dobândirea proprietății — cât și detenția, faptul material al ținerii unui bun mișcător sau nemișcător. (C. Apel Buc. s. I, 96/915. Curier Jud. 4/916).

50. Dacă părțile sunt în litigiu asupra unui imobil, ele nu pot cere nimicra unui conservator care să administreze imobilul, ci înființarea unui sechestrul judiciar conform art. 615 pr. civ. și 1632 c. c., (C. Apel Buc. s. I, 170 din 30 Aug. 1920. Curier Jud. 81-82/920).

51. Înființarea sechestrului judiciar e reglementată de art. 1632 c. civil și de art. 615 pr. civilă, potrivit căreia sechestrul se poate încuviința atunci când un proces e pendinte între părți asupra proprietății sau posesiunii unui lucru. Afară de aceasta, partea reclamantă trebuie să mai stabilească și interesul cererei, de oarece textul vorbește de cererea celui interesat și chiar principiile generale, ce cărmuiesc înființarea ori cărei acțiuni în justiție, admit că nu există acțiune fără interes. În dovedirea interesului, doctrina și jurisprudența cer în afară de tema eventuală și de grija conservării, cari pot arăta cel mult „utilitatea măsurii“ să se evedențieze și faptul că sechestrul judiciar e și absolut necesar pentru conservarea dreptului, ceea ce revine la arătarea existenței unui pericol de natură a periclită dreptul, fără putință de refacere și care nu s'ar putea înlătură pe altă cale.

Tot în legătură cu „condițiunea interesului“, doctrina a mai stabilit, ca element de apreciere pentru instanță, pipăirea acțiunii de fond spre a se vedea din examenul motivelor de drept din felul mijloacelor de probă enumerate sau chiar dezvoltate, din felul conducerii acțiunii și din stăruința depusă, criteriile de seriozitate a acțiunii și aceasta spre a feri instanțele de surprinderile ce pot să apară prin luarea unei măsuri așa de grave, pe temeiul acțiunilor temerare sau dubioase.

Cu alte cuvinte, interesul trebuie să fie apreciat prin oportunitatea lui, prin pericolul ce amenință conservarea dreptului și care face ca măsura sechestrului să fie nu numai utilă, dar și absolut necesară, cât și prin elementele de fond și formă ale acțiunii, ce-i pot da gradul și măsura seriozității ei.

Că în ce privește pericolul, el trebuie să se raporte la conservarea lucrului în substanța lui sau la periclitarea viitoarelor pretențiuni în legătură cu dreptul de restituire a fructelor percepute pe nedrept; că, pentru a se evidenta pericolul referitor la conservarea substanței, e nevoie a se arăta în cea mai favorabilă situație că pârătul e cel puțin un rău administrator că prin faptele sale de administrație face imposibilă o conservare compatibilă cu existența integrală în viitor a dreptului sau a bunului în substanța lui, sau că e de rea credință, vătămând în mod vădit interesele reclamantului. (Trib. Dorohoi 278 din 14 Oct. 1920. Jur. Gen. 1923, No. 1758).

52. Dispozițiunile art. 615 pr. civ., în tocmă ca și acele ale art. 1632 c. civ., nu au a fi luate într'un înțeles restrictiv și este conform cu necesitățile practice ca sechestrul judiciar, ca măsură de conservare, să poată fi luată de justiție pentru asigurarea drepturilor părților și de câte ori există litigiu asupra proprietății și folosinței unei averi comune sau necomune și ori de câte ori împrejurările cauzei justifică utilitatea și oportunitatea acestei măsuri. Această rezultă din caracterul sechestrului judiciar care are scopul de a păstra averea supusă unui proces și de aceea legea nu a limitat cazurile în care este locul la înființarea lui. Nici expunerea de motive a procedurii civile din 1900, nu consacră o doctrină contrară, căci nu arată că sunt limitative cazurile indicate în art. 615 pr. civ.

Prin urmare în specie instanța de fond, constatând că părțile se găseseră în proces asupra folosinței unei vii și apreciind împrejurările cauzei, a uzat de dreptul său suveran de apreciere, când a înființat sechestrul judiciar, pentru ca drepturile reclamantului asupra veniturilor viei să nu fie periclitate. (Cas. I, 284 din 4 Aprilie 1921, Jur. Rom. 23/921, Pand. Rom. 1922, III, 105; Trib. Dâmbovița s. II, 208 din 26 Iunie 1923, (pentru partea I-a) Jur. Gen. 1924, No. 108).

53. Potrivit art. 1632 c. civ., combinat cu art. 615 pr. civ., pentru ca să se poată înființa un sechestrul judiciar se cere să existe un proces și ca acel proces să poarte asupra proprietății sau posesiunii unui lucru, mișcător, sau ne-

mișcător, sau asupra administrațiunii sau folosinței unui lucru comun.

Dreptul ce îl pretind reclamantii prin acțiunea de fond asupra plus valutei imobilului datorită construcțiunii făcute de autorul lor, este un drept de creanță care poartă asupra unei sume de bani, pe care intimatele, în cazul când acțiunea se va găsi fondată, vor fi obligate să o plătească reclamantilor în baza principiului că nimănui nu-i este permis să se îmbogățească în dauna altuia.

Intrucât litigiul ce există între părți și care formează obiectul acțiunii de fond pe baza căreia se cere încuviințarea sechestrului judiciar asupra imobilului nu este privitor la proprietatea sau posesiunea aceluia imobil și nici nu este vorba în acea acțiune de administrațiunea sau folosința unui lucru comun, ci de un simplu drept de creanță în contra intimatelor în calitate de reprezentante ale autoarei lor, cererea de sechestrul judiciar nu este admisibilă în drept, rațiunea pentru care s'a admis de legiuitor punerea, în cazurile enunțate de dânsul, a unui bun sub sechestrul judiciar fiind ca nu cumva cealaltă parte să fie păgubită dacă bunul ar continua să rămână mai departe, până la judecarea procesului privitor pe acel bun, în posesiunea celeilalte părți, rațiune ce nu poate avea loc în cazul când cel ce reclamă această măsură nu are nici un drept asupra aceluia bun, cum este în speță. (Trib. Ilfov I c. e. sent. civ. 762 din 21 Oct. 1921, Jur. Gen. 1924, No. 834).

54. Este casabilă sentința instanței de fond prin care se admite o cerere de sechestrul judiciar, numai pe baza constatării că între părți există proces asupra posesiunii unui bun, fără a examina dacă împrejurările cauzei justifică necesitatea măsurii, cerută și la care partea adversă s'a opus tocmai pentru acest motiv. Într'adevăr, prin art. 615 pr. c. legea cere pentru admiterea sechestrului judiciar: pe de o parte existența unui litigiu între părți, iar pe de altă parte justificarea oportunității unei astfel de măsuri. (Cas. I, dec. 53 din 30 Ianuarie 1923. Jur. Gen. 1923, No. 144).

55. Deși art. 615 pr. civ., prevede că judecata poate încuviința sechestrul asupra bunului comun, când există proces asupra administrației sau folosinței lui, în speță însă se dovedește că apelanții pârâți au drepturi indivize cu intimata reclamantă asupra imobilului în litigiu, iar partea indiviză a acesteia o au închiriată anual, chiria fiind încasată de intimată, în calitate de tutoare, pe primul an, și pentru anii următori, fiind refuzată, a fost consemnată conform legilor în vigoare, până la Sf. Gheorghe viitor.

Prin urmare, apelanții fiind în drept a se folosi și de partea indiviză a intimității, sechestrul judiciar este inaplicabil în speță, întrucât folosința totală a bunului aparține apelanților-părăți.

Chiar dacă s'ar dovedi că pentru încă o parte indiviză din acest imobil, actul de cumpărare al apelanților ar putea fi discutabil, totuși nu se poate procedea la înființarea sechestrului, câtă vreme nu se stabilește că există un pericol dacă starca actuală de lucruri n'ar încetă. (C. Apel Buc. III, dec. civ. 1417 din 20 Aprilie 1923, Jur. Gen. 1923, No. 864).

55 bis. Măsura prevăzută de art. 615 pr. civ., fiind gravă prin consecințele ce decurg dintr'însa, întrucât se ia de la deținător folosința bunului, ea trebuie utilizată cu multă prudență, pentru a nu deveni vexatorie, față de cel în contra căruia se ia măsura și prin urmare o atingere a dreptului său de proprietate sau de posesiune.

Astfel, deși s'a intentat o acțiune pentru anularea unui act, prin care s'a cumpărat un teren de la un procurator, a cărui procură este contestată ca falsă, totuși până la pronunțarea unei hotărâri definitive de anulare, cumpărătorul fiind proprietar în temeiul titlului, curtea este suverană a aprecia oportunitatea și utilitatea înființării sechestrului judiciar. (C. Apel Constanța 521 din 18 Aprilie 1923, Justiția Dobrogei, 9-10/924).

56. Cererea de înființarea unui sechestrul judiciar este inadmisibilă, dacă reclamantul nu justifică un interes imediat, o pierdere ireparabilă rezultată din cauza nînființării lui, iar faptul că părătul vinde părți din imobil, în speță, dintr'o întindere de pământ, nu poate constitui un prejudiciu pentru reclamant, pentru că toate transferirile de proprietate consimțite de părăt, dacă reclamantul va câștiga acțiunea sa în revendicare, cad în baza principiului: nemo ad alium transferre potest, quam ipse habet. (Judec. oc. Herta-Dorohoi, Carte de judec. No. 81 din 1924, Jur. Gen. 1924, No. 994).

57. Conform art. 1632 c. civ., și 615 pr. civilă se poate cere înființarea unui sechestrul judiciar atunci când este în discuțiune proprietatea unui bun imobiliar care este în litigiu.

Prin urmare, stabilindu-se în fapt—sufapte grave imputate părătului, ca sustrageri de acte, desființare de scrisori, etc., cari face îndoelnică putința de a mai lăsa administrația bunului în litigiu părătului, cererea de sechestrul este întemeiată. (Trib. Ilfov, s. II, c. cor., sent. civ. 408 din 12 Martie 1924, Jur. Gen. 1924, No. 1522).

58. Înființarea sechestrului judiciar fiind o simplă măsură de conservare

a averei pentru timpul cât asupra ei există un litigiu, instanțele de fond au a face cu această ocazie numai un examen sumar al afacerii, pentru a aprecia oportunitatea înființării sechestrului.

De aceea în specie, cu drept cuvânt curtea de fond respinge cererea făcută de recurent înaintea ei și prin care dânsul, pentru a scoate de sub sechestrul averea respectivă, pune în discuțiune însăși chestiunea proprietății acestei averi, care urmă a fi rezolvată în procesul asupra fondului afacerii. (Cas. I, 1224 din 30 Iunie 1924, Jur. Gen. 1924, No. 2028; Trib. Muscel I Mart. 1924, Bul. Trib. Muscel 7/924, Jur. Gen. 1924, No. 2187).

59. Într'un proces de ieșire din indiviziune, adevărata hotărâre este cea de admitere în principiu, așa că toate formalitățile ulterioare, denumirea expertului și de tragerea loturilor sunt formalități de aplicare ale acestei hotărâri. Numirea unui sechestrul judiciar, nu se mai poate face după ce hotărârea de admitere în principiu a rămas definitivă întrucât nu mai există litigiu cerut de art. 1632 al. 2 c. civ. (Trib. Dolj s. II, 482/924, Jur. Gen. 1924, No. 2188).

60. După art. 615 pr. civ., pentru a se putea înființa un sechestrul judiciar, trebuie să existe un proces asupra proprietății sau posesiunii, unui lucru mișcător sau nemișcător, sau asupra administrației sau folosinței unui lucru comun. Trebuie deci ca această afacere să fie contencioasă, nu grațioasă.

Cererea de trimitere în posesie pe baza unui testament are în principiu un caracter grațios. Pe baza ei deci, nu s'ar putea cere înființarea unui sechestrul judiciar.

Când însă la cererea de trimitere în posesie s'au plătit taxele de timbru ca pentru cererile contencioase și când în această cerere s'a contestat de părți testamentul produs, afacerea judecându-se în ședință publică, caracterul acestei cereri nu mai este grațios, ci contencios. Pe baza ei astfel se poate cere înființarea unui sechestrul judiciar. (Trib. Teleorman I, 317 din 1924, Jur. Gen. 1925, No. 248).

61. Dacă numirea unui sechestrul judiciar s'a făcut de către Curtea de Apel, orice cerere de desemnarea altei persoane, pe motiv de demisie, deces, etc., cum și cererea de înlocuire sau revocare, are a se îndreptă la Curtea de Apel, adică la instanța care a încuviințat instituirea sechestrului și a desemnat persoana ce urmează a exercita această atribuțiune.

Prin urmare, dacă Curtea de Apel, în a doua instanță, judecând o cerere de înființarea sechestrului judiciar, a

schimbat persoana sechestrului numit de tribunal și a numit pe altcineva, cererea prin care, în urmă, o parte interesată o face la Tribunal, pentru înlocuirea sechestrului numit de Curte, este rău, îndreptată la tribunal, trebuind a fi făcută la Curtea de Apel. (C. Apel Iași s. II, 7 din 28 Ian. 1925, Bul. C. Apel 11/1925).

62. Cererea de sechestrul judiciar poate fi judecată de alt tribunal de cât acela zeisat cu judecarea acțiunii de fond pe care se sprijină cererea de sechestrul judiciar. (Trib. Ilfov s. I, 4114 din 25 Febr. 1925, Curier Jud. 24/1925).

63. O cerere de trimitere în posesie nu poate constitui o bază pentru admiterea unei acțiuni de sechestrul judiciar, întrucât ea fiind o cerere cu caracter unilateral, fără să existe pretențiuni opuse din partea altor persoane, constituie o cerere grațioasă, iar nu una contencioasă. (Trib. Ilfov s. I, 500 din 11 Aprilie 1925, Curier Jud. 24/1925).

64. O acțiune în anularea adopțiunii intentată de rudele de sânge ale adoptatorului, la a căror succesiune vroesc a veni, în contra celui adoptat, nu poate constitui o bază pentru admiterea unei acțiuni de sechestrul judiciar cerută de rudele de sânge contradictorii cu adoptatul, întrucât o asemenea acțiune nu poartă asupra proprietății sau posesiunii unui lucru mișcător sau nemiscător, nici asupra administrațiunii sau folosinței unui lucru comun, ci tinde la anularea unei hotărâri de adopțiune, urmărindu-se schimbarea stărei civile de fiu adoptiv a intimatului. (Trib. Ilfov s. I, 500 din 11 Aprilie 1925, Curier Jud. 24/1925).

65. Chestiunea oportunității admiterei sechestrului judiciar, fiind în funcțiune de împrejurările de fapt ale cauzei, este lăsată la aprecierea suverană a instanței de fond.

Deci Curtea de apel făcându-și în fapt convingerea că cererea recurentei de a se introduce sub sechestrul judiciar imobilele stăpânite de intimati și pe cari aceștia pretindeau, că fac parte din moștenirea defunctei lor mame, nu este întemeiată în ce privește o parte din aceste imobile, pe baza acestor constatări de atributul suveran al instanței de fond, care ca atare scapă de sub controlul Inaltei Curți, a fost în drept să dispue scoaterea de sub sechestrul a imobilelor în discuțiune. (Cas. I, 567 din 3 Martie 1925, Jur. Gen. 1925, No. 1419).

66. Nu se poate ridica un fine de neprimire a cererei de suspendarea executării unei sentințe prin care s-a admis înființarea de sechestrul judiciar, pe motiv că executarea ar fi fost consumată de oarece din moment ce partea a apelat sentința de admitere a sechestrului, cerând suspendarea ei, are tot interesul să se revină asupra executării, iar instanța de apel are dreptul să repună lucrul în starea anterioară chiar dacă, în fapt, executarea ar fi avut loc în întregime. (Cas. III 1122 din 9 Iunie 1925, Pandectele Săptămânale 17/1925).

67. Dacă este stabilit că un imobil se află trecut în inventarul unei succesiuni, care este atacat cu opozițiune pe motivul că rău a fost trecut în acel inventar, opoziție care încă nu a fost judecată și dacă este asemenea constatată că s-a cerut de către părți împărțea averei în indiviziune în care este cuprins și imobilul în discuțiune, urmează că, independent de temeinicia în fond a pretențiunilor părților, proprietatea imobilului în discuțiune are un caracter litigios, odată ce ea este discutată și partea adversă a fost în drept să ceară înființarea unui sechestrul judiciar și asupra acestui imobil, iar instanța de fond a fost autorizată pe temeiul aceleiași dispozițiuni legale să-l admită, întrucât textul art 615 din procedura civilă autorizează măsura sechestrului judiciar tocmai pentru cazurile când există un proces asupra proprietății sau posesiunii unui bun mișcător sau nemiscător. (Cas. I, 1765 din 30 Iunie 1925, Jur. Gen. 1925 No. 1796).

68. În principiu un sechestrul judiciar numit conform art. 615 din procedura civilă, are dreptul ca orice administrator legal de a arenda bunul pe care îl administrează, însă cu condiția această arendare să nu se facă prin fraudă în folosul unuia dintre cei administrați, cum este în specie.

Prin urmare constatându-se în fapt că arendarea viei defunctului V. Gheorghiu s'a făcut în fraudă comostenitorului, contractul de arendă fiind prelungit pe patru ani, cu doi ani înainte de expirare, prin o persoană interpusă, că adevăratul arendaș renunță, contractul de arendă este făcut în fraudă drepturilor unora dintre comostenitori și el urmează a fi anulat. (C. Apel Iași s. I, 185 din 4 Iulie 1925, Jur. Gen. 1925 No. 1797).

69. A se vede: art. 714, notele 2, 3.

Art. 1633. — Depozitul judiciar dă naștere la obligațiuni reciproce între sequestranți și depozitari.

Depozitarul trebuie să îngrijească de păstrarea lucrului sequestrat ca un bun proprietar.

Trebuie să-l dea de față pentru vânzare spre îndestularea sequestratului, ori spre a-l restitui părții dela care s'a sequestrat, în caz de revocațiune a sequestrului.

Sequestrantul este dator să plătească depozitarului salariul statornicit de lege sau în lipsă, pe cât îl va hotări judecătorul ¹⁾. (Civ. 1600, 1632; C. p. 323; Pr. civ. 421, 422, 487, 518 urm.; Com. 71; Civ. Fr. 1962; Civ. Ital. Art. 1876).

Text. fr. Art. 1962. — L'établissement d'un gardien judiciaire produit, entre le saisissant et le gardien, des obligations réciproques. Le gardien doit apporter pour la conservation des effets saisis les soins d'un bon père de famille.

Il doit les représenter, soit à la décharge du saisissant pour la vente, soit à la partie contre laquelle les exécutions ont été faites; en cas de main-levée de la saisie.

L'obligation du saisissant consiste à payer au gardien le salaire fixé par la loi.

Text. Ital. Art. 1876. — La destinazione di un depositario giudiziale produce fra il sequestrante e il depositario vicendevoli obbligazioni. Il depositario deve usare per la conservazione delle cose sequestrate la diligenza di un buon padre di famiglia.

Deve presentarle tanto per sonddisfare il sequestrante colla vendita, quanto per restituire alla parte contro cui sono state fatte le esecuzioni, in caso di revocazione del sequestro.

L'obbligo del sequestrante consiste nel pagare al depositario la mercede stabilita dalla legge, o in mancanza dall'autorità giudiziaria.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt*, 1295 urm., 1298, 1299 bis, 1305 urm., 1309; COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 221; GLASSON, II, p. 291; GUILLOUARD, *Dépôt*, etc. 87, 177 urm., 186, 188; LAURENT, XX, 183; MOURLON, ed. 7-a, III, p. 415; PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2229, 2230.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 72, 73; „*Sechestrul Judiciar*“. Pagini Juridice 65/1910; Nota sub. Trib. Muscel, 20 Ian. 1923, Jur. Gen. 1925. No. 1372; NACU, II, p. 621; III, p. 467.

Jurisprudență.

1. Depozitarul fiind un administrator provizoriu, numit pentru îngrijirea și conservarea lucrului sequestrat, rezultă că drepturile și puterile sale sunt acelea ce decurg din dreptul de administrațiune, și pe cari tribunalul, pentru a evita ori ce discuțiune, le fixează el. (Trib. Ialomița, 1664, Iun. 5/86, Dr. 54/86).

2. După art. 422 Procedura civilă, combinat cu art. 1034 și 1086 din Codul civil, custodele este ținut a răspunde de orice pagubă ce se va aduce creditorului din cauza neglijenței sale, iar daunele-interese ce sunt datorite creditorului cuprind, în genere, pierderea

ce a suferit și beneficiul de care a fost lipsit și dacă paguba rezultă din dolul debitorului, chiar în acest caz, daunele interese nu trebuie să cuprindă mai mult decât ceea ce este o consecință directă și necesară a neexecutării obligațiunii. Prin urmare, pe baza acestor principii, custodele, care, după art. 1633 din Codul civil este obligat să dea de față depozitul pentru vânzare spre îndestularea sequestrantului, nu poate fi ținut decât de pagubele ce partea vătămată a suferit în realitate și care trebuie a fi anume constatate de instanța de fond, astfel încât, dacă această instanță condamnă pe custode la plata întregii creanțe a creditorului sechestrat, fără a constată ce daune a

1) In textul art. francez, lipsesc cuvintele finale: „sau în lipsă, pe cât îl va hotări judecătorul“.

suferit acesta prin faptul custodelui, violează textele de lege mai sus citate și ca atare, sentința sa urmează a fi casată. (Cas. I, 458/901, B, p. 1591).

3. Plata sechestrului judiciar conform art. 615 pr. civ., nu va putea depăși, pe fiecare an, de 10% din venitul net anual al bunului, apreciat de instanță. (Cas. I, 137 din 24 Martie 1908. Revista Judiciară 7/1908).

4. Custodele nu are acțiune pentru plata salariului său de cât contra creditorului urmăritor după cererea căruia este numit iar nu și contra debitorului urmărit și deci nici poprire nu poate înființa în mâinile acestuia. (Cas. II, 33 din 28 Febr. 1911. Jurisprudența 15/911).

5. Sechestrul judiciar este un mandat al părților litigante, impus de justiție și cu anume drepturi prevăzute de lege; el n'are dreptul de a face acte de dispoziție.

Din art. 23 al legii învoelilor agricole rezultă că prin „reprezentanți legali“ nu se înțeleg mandatarii impuși în mod accidental cum e sechestrul, ci numai aceia pe care dreptul comun i-a instituit în mod general pentru incapabili și așezămintele publice.

Sechestrul judiciar al bunurilor unui minor n'are dreptul să vândă teren pentru izlazuri comunale. (Trib. Ilfov I, 696/914, Curier Jud 5/915)

6. Dispozițiile art. 534, 1268, 1269 și 1419 c. civ., referitoare la uzufruct nu se pot aplica administratorului provizoriu, întru cât nu are nici un interes personal, presupunându-se că lucrează în interesul exclusiv al proprietarului.

Art. 615 pr. civ., arătând drepturile sechestrului judiciar îi dă puțință a face toate actele de conservare și administrație fără a-i pune termen.

Normele sechestrului judiciar se impun și administratorului provizoriu, întrucât i se conferă dreptul de a face orice act de administrație în numele proprietarului.

Prin urmare, reînnoirea unui contract de închiriere pe cinci ani, ina-

inte de termen, asupra unei averi pusă sub sechestrul judiciar, întrucât se constată că este un act de bună administrație, este valabilă, în această materie aplicându-se regulile mandatului. (Trib. Ilfov I, 220/915, C. Jud. 54/915).

7. În conformitate cu dispozițiile art. 1623 c. civ., custodele fiind obligat să dea de față depozitul pentru vânzare, spre îndestularea sechestrantului sau spre a-l restitui debitorului, în caz de revocație a sechestrului, de aci rezultă pentru dânsul o îndoită răspundere și anume: 1) față de creditorul urmăritor, pentru îndestularea creanței acestuia, 2) față de debitor, căruia urmează să-i restituie lucrul sechestrat în caz de revocație a sechestrului.

Ca consecință a acestui principiu, în cazul când creditorul a fost îndestulat cu din altă avere, iar averea sechestrată a fost înstrăinată de custode, debitorul nu poate cere restituirea lucrului sechestrat de cât numai custodelui iar nu creditorului, care cerând schimbarea depozitului aversei sechestrată din păstrarea debitorului în aceea a unui custode, nu a făcut altceva de cât și-a exercitat un drept acordat de lege și ca atare nu poate fi în culpă de faptul custodelui. (Cas. I, 417 din 6 Oct. 1920, Curier Jud. 13/921 și 33/921, Dreptul 6/921).

8. Sechestrul judiciar fiind un mandat al părților rânduit de justiție, atribuțiile sale consistă în a face acte de conservare și de administrare. Prin rânduirea lui nu se ridică părților drepturile ce decurg din calitatea lor de proprietar.

În consecință, acțiunea în revendicare aparținând proprietarului depozitat, contra unui posesor neproprietar, nu poate fi exercitată de cât de proprietarul depozitat, iar nu de către sechestrul judiciar, care nu are nici o calitate în această privință. (Trib. Muscel 20 Ianuarie 1923. Jurisprudența Gen. 1925, No. 1372).

9. A se vedea: art. 1632 nota 37.

Art. 1634. — Sechestrul judiciar se dă sau persoanei asupra cărei s'a învoit ambele părți interesate, sau unei persoane numite din oficiu de autoritatea judiciară.

Și într'un caz și într'altul, acel ce a luat în păstrare lucrul, este supus tuturor îndatoririlor ce nasc din sechestrul convențional. (Civ. 1116, 1627 urm.; Pr. civ. 518; Com. 68, 71, 438, 567, 590; Civ. Fr. 1963).

Text. fr. Art. 1963. — Le séquestre judiciaire est donné, soit à une personne dont les parties intéressées sont convenues entre elles, soit à une personne nommée d'office par le juge.

Dans l'un et l'autre cas, celui auquel la chose a été confiée, est soumis à toutes les obligations qu'emporte le séquestre conventionnel.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 633;
 BAUDRY ET WAHL, *De la Société, du prêt, du dépôt*, 1289, 1290;
 DALLOZ, *Rép. Dépôt*, 209 urm.; *Suppl. Dépôt* 81 urm.;
 GUILLOUARD, *Dépôt*, etc. 181 bis;
 LAURENT, XXVII, 181;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 415;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2220, 2230.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 61 urm.; „*Sechestrul Judiciar*“. Pagini Juridice, 65/910;
 FRIEDMANN HUGO, *Observație sub C. Apel Buc. s. IV, 5 Iunie 923 și 26 Iulie 1923*. Pand. Rom. 1923-III-138;
 NACU, III, p. 467.

Jurisprudență.

1. Prin art. 1634, se lasă la facultatea tribunalului de a încredința sechestrul judiciar sau persoanei asupra căreia s'au învoit părțile interesate, sau unei persoane numite din oficiu de autoritatea judiciară. (Cas. I, 16/Ian. 10/81, B. p. 19).

2. Art. 1634 lasă la facultatea instanței de fond de a numi custode, fie din oficiu fie după alegerea părților. (Cas. I, 336/83, Oct. 10/83, B. p. 929).

3. Această formă alternativă, în care se exprimă art. 1634, implică o alegere, care alegere este cert că nu poate depinde de părți; ci numai de tribunal. Astfel, tribunalul are dreptul a numi din oficiu un depozitar, fără chiar a consulta pe părți. (Trib. Ialomița, 1644, Iun. 5/86, *Dr.* 54/86; Trib. Ialom. Iun. 8/92, *Dr.* 62/92).

4. Legea nu limitează puterea de alege a judecătorului atunci când numirea sechestrului este deferită de justiție; și din dispozițiunea cu totul enunțiativă a art. 1627, nu s'ar putea crea contra părților litigante o împiedecare care nu trebuie în general să rezulte de cât dintr'un text de lege expres. Deci una din părțile litigante poate fi numit sechestrul. (Trib. Ialomița, Iun. 8/92, *Dr.* 62/92).

5. În ce privește persoana sau persoanele cărora urmează a se încredința gerarea bunurilor, justiția n'are a se conduce în principiu, de cât de aprecierea și experiența sa, pe câtă vreme nu s'ar face nici o propunere, sau nu s'ar stabili o înțelegere completă între părți, putându-se numi din chiar părțile, sau în afară de ele; și dacă s'ar face o propunere nominativă din partea unora, prudenta ar cere să se consulte și ceilalți, în privința persoanelor propuse, pentru a evita ori ce eroare sau inconvenient, în alegerea garanților. (Trib. Suceava, Ian. 29/93, *Dr.* 13/93).

6. Când la numirea unui sechestrul judiciar părțile nu se învoesc asupra persoanei, trib. este în drept a face această numire din oficiu, cercetând în prealabil calitățile ce trebuie să intrinsească persoana căreia are a i se încredința o așa importantă însărcinare, dacă însă trib. lasă la voia întâmplărei, a sortului, să hotărască alegerea dintre mai multe persoane, o asemenea procedură, fiind contrară spiritului legii, este nulă și, în aceste condiții, Curtea, făcând ceea ce trebuie să facă trib., este în drept a procedă la numirea unui alt sechestrul judiciar. (Apel Buc. III, *Dr.* 93/98).

7. Odată ce asupra apelului contra jurnalului de înlocuirea sechestrului judiciar, Curtea a rezolvat diferendul dintre părți, prin deciziunea ce a pronunțat, ea se găsește desesizată de a face și n'ar mai putea reveni asupra dispozitivului, decât în caz de simple rectificări materiale. Numai tribunalul, care are administrația sechestrului judiciar, este competente de a lua în viitor orice măsuri privitoare la această administrație, implicit la eventuala înlocuire a persoanei sechestrului, etc.

Așa fiind, Curtea nu poate statua asupra cererii sechestrului numit de ea, de a fi înlocuit din această însărcinare și urmează a trimite trib. dosarul, spre cele legale. (C. Apel Buc. IV, jurnalul 2898 din 5 Iunie 1923, Pand. Rom. 1923, III, 138).

8. Din moment ce se constată că un sechestrul judiciar numit de Curte nu a primit însărcinarea dată și a cerut a fi înlocuit, motivând că pentru această însărcinare nu posedă specialitatea necesară, Curtea nu e desesizată prin numirea lui și poate reveni numind în locul celui demisionat altă persoană. (C. Apel Buc. s. IV vacantă, Jurnal 3750 din 26 Iulie 1923, Pand. Rom. 1923, III, 138).

TITLUL XIII.

Despre contractele aleatorii.

CAPITOLUL I.

Despre contractele aleatorii în genere.

Art. 1635. — Contractul aleatoriu este convențiunea reciprocă ale cărei efecte în privința beneficiilor și a pierderilor pentru toate părțile, sau pentru una sau mai multe din ele, depind de un eveniment necert.

Astfel sunt:

1. Contractul de asigurare;
2. Imprumutul nautic ¹⁾;
3. Jocul și prinsoarea;
4. Și contractul de rentă pe vieață.

Cele două dintâiu se regulează după legile comerziului maritim. (Civ. 947, 1636 urm., 1651; C. com. 442—477, 601—614, 615—643; Civ. Fr. 1964).

Text. fr. Art. 1964. — Le contrat aléatoire est une convention réciproque dont les effets, quand aux avantages et aux pertes, soit pour toutes les parties, soit pour l'une ou plusieurs d'entre elles, dépendent d'un événement incertain.

Tels sont,

Le contrat d'assurance,

Le prêt à grosse aventure,

Le jeu et le pari,

Le contrat de rente viagère,

Les deux premiers sont régis par les lois maritimes.

Doctrină străină.

- BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 6;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 459;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 267, 658, 662;
 DALLOZ, *Rép. Contr. aléat.*, 1 urm.; *Suppl. Contr. aléat.*, 1 urm.;
 GUILLOUARD, *Des contrats aléatoires*, etc., 4, 11, 12;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 416, 417;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 996.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, X, p. 74 urm.; *Observație* sub. Trib. Montbéliard, (Doubs), 14 Mai 1922.
 Pand. Rom. 1924-III-79; *Notă* sub. Trib. Lons-Le Saulnier (Jura), 23 Febr. 1923.
 Jurispr. Gen. 23/1923, No. 1585;
 CONSTANTINESCU JAC. N. *Notă* sub. C. Apel Galați s. II, 4 din 20 Febr. 1923. Pand.
 Rom. 1924-II-4;
 MAVROJANNI ALEX., *Notă* sub. Trib. Comercial Ilfov s. I, 381 din 16 April 924. Curier
 Jud. 10/925;
 NACU, II, p. 411; III, p. 471.

Jurisprudență.

1. Art. 1635 codul civil, după ce prevede că contractul aleatoriu este convențiunea reciprocă, ale cărei efecte, în privința beneficiilor și a pierderilor pentru toate părțile sau pentru una sau mai multe din ele, depinde de un

eveniment necert, enumără, între alte contracte de acest fel, și jocul, iar prin art. 1636 se prevede că legea nu dă nici o acțiune spre plata unui debit din joc.

Astfel, faptul unui ziar de a oferi abonaților săi premii cari li se atribuiesc prin tragerea la sorti, constituie o loterie, deci un joc la noroc, pentru

¹⁾ În privința „imprumutului nautic sau maritim” a se vedea mai pe larg art. 601—615 Codul Comercial.

care legea prin art. 1636 codul civil, nu dă nici o acțiune în justiție. (Cas. I, 23 Ianuarie 1913, B. p. 60).

2. Contractul de asigurare asupra vieții pentru caz de război este perfect valabil și asiguratul nu mai poate cere restituirea taxei plătite unei societăți de asigurare în vederea riscului de război, din moment ce se constată că cel asigurat în momentul concentrării pentru mobilizare a fost chemat sub arme și aceasta indiferent dacă a fost sau nu război, sau dacă cel asigurat a fost sau nu trimis pe câmpul de luptă, de oarece în momentul încheierii contractului există riscul

pentru ambele părți, căci cel asigurat fiind la dispoziția comandamentului superior al armatei putea în orice moment să fie trimis pe câmpul de luptă unde putea să-și găsească moartea, fie prin faptul războiului, fie prin boalele ce se pot contracta cu această ocazie. (Trib. Ilfov II, No. 1174, 1914; Dreptul 1915, p. 23).

3. Creditorul poate asigura în mod valabil bunul debitorului său pentru el și în numele său, pentru a-și garanta o ipotecă sau o creanță privilegiată. (Trib. comercial Ilfov s. I, 381 din 16 Aprilie 1924, Curier Jud. 10/925).

4. A se vedea: art. 948, nota 1.

CAPITOLUL II.

Despre joc și prinsoare.

Art. 1636. — Legea nu dă nici o acțiune spre plata unui debit din joc sau din prinsoare. (Civ. 1638; C. P. 349, 350, 389; Civ. Fr. 1965).

Text. fr. Art. 1965. — La loi n'accorde aucune action pour une dette du jeu ou pour le paiement d'un pari.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 574, 576;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 85, 103, 105, 108, 110, 117 urm., 149 urm., 152;
CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 230 urm.;
DALLOZ, *Rép. Jeu-pari*, 11 urm., *Obligations*, 585; *Trés. publ.*, 1289 urm.; *Suppl. Bourse de commerce*, 71 urm.; *Jeu-pari*, 12 urm.; *Trés. publ.*, 913 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRÉ, VIII, 178 bis, I;
GUILLOUARD, *Des contrats aléatoires*, etc., 31-36, 45 bis, 61 urm., 65, 69, 70, 85, 86;
LAURENT, XXVII, 194;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 118;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2108;
PONT, *Pet. contr.*, I, 603, 639, 643;
TROPLONG, *Contrats aléatoires*, etc., 64, 189, 190, 196.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 77, 83 urm., 195; (V, p. 132; VI, p. 6 urm., 9); *Observație sub C. Apel Montpellier*, 17 Febr. 1910. *Dreptul* 55/1910; *Observație sub Curtea supremă din Austria*. *Curier Jud.* 67/1900; *Observație sub Trib. Mamers (Sarthe)*, 9 Ian. 1920. *Pand. Rom.* 1922-III-144; *Notă sub Trib. Meaux (Seine et Marne)*, 9 Ian. 1920. *Jurispr. Gen.* 15/1924 No. 861;
CONSTANTINESCU JAC. N., *Notă sub C. Apel Galați s. II*, 4 din 20 Febr. 1923. *Pand. Rom.* 1924-II-4;
GEORGESCU B. I., „*Jocurile de noroc din punct de vedere penal*”. *Curier Jud.* 18-19/1920;
NACU, III, p. 472;
RĂDULESCU SILIU, *Observație sub Trib. civil Gand*, 18 Ian. 909. *Dreptul* 13/1910;
STOIANOVICI A. CONST., *Notă sub Judec. ocol. II Buc.* 682 din 1 Dec. 1921. *Curier Jud.* 18/922;
VRĂBIESCU GEORGE, *Notă sub Trib. Ilfov s. II com.*, 6 Nov. 1922. *Pand. Rom.* 1923-II-176;
VRĂBIESCU NICOLAE, *Notă sub Trib. Ilfov s. II Com.*, 6 Nov. 1922. *Pand. Rom.* 1923-II-175.

Jurisprudență.

1. Dacă în România câștigătorul la o loterie din străinătate nu poate intenta acțiune civilă pentru plata sumei câștigată de la loteria din străinătate, căci asemenea loterii sunt oprite, totuși el are dreptul în caz de neplată să pornească o asemenea acțiune în țara unde este hotărâtă loteria

și deci el e în putință de a realiza plata sumei câștigate. El însă poate face acțiune contra vânzătorului unor asemenea bilete de loterie pentru a-i predă biletul cumpărat. (Cas. II, 285/Iunie, 22/81, B. p. 543).

2. Vânzările cu termen a unor efecte sunt valabile între părți de câte ori prezintă caracterul unei operațiuni de plasare reală și serioasă. Din contra

vânzările cu termen nu dau naștere unei acțiuni în justiție când ascund un joc de noroc. Distincțiunea între o vânzare serioasă cu termen și o speculațiune asupra diferenței efectelor rezultă din intențiunea părților, chestiune de fapt lăsată la aprecierea tribunalului. (Trib. Ilfov, com., 127, Mart. 5/82, Dr. 31/82).

3. Ceea ce constituie jocul de bursă și noroc este speculațiunea numai asupra diferențelor ce ar eși din scăderea și urcarea unor efecte, fără ca în realitate să fi fost o vânzare serioasă între părți. Prin urmare, este valabilă o vânzare de efecte cu termen făcută de un bancher având obiceiul unor asemenea operațiuni, când mai ales valoarea transacțiunii este în raport cu pozițiunea părților și nu atât de exagerată în cât împlinirea ei în natură să nu se poată efectua, astfel ca să se susție că părțile nu aveau în vedere de cât plata diferenței. (Apel Buc. I, 35, Oct. 13/82, Dr. 85/82).

4. Toate operațiunile făcute la bursă și prin intermediul unui agent de schimb se consideră ca operațiuni serioase. Legea bursei române consideră toate târgurile cu termen ca operațiuni serioase, fără a se putea invoca jocul de noroc, și intențiunea aceasta a legiuitorului rezultă clar din expunerea de motive a acelei legi. (Trib. Ilfov, com., Ian. 5/84, Dr. 24/84).

5. Târgurile cu termen al efectelor publice se pot considera ca având caracterul de jocuri la noroc numai atunci când părțile încă de la început nu au avut în vedere o predare reală și efectivă a efectelor, ci numai o speculă asupra diferenței. Și nu se poate zice că ori de câte ori o parte nu și-a executat un asemenea târg și cealaltă cere diferența ce există între cursul cumpărării și cursul prețului, de atâtea ori operațiunea ascunde un joc la noroc oprit de lege, de oarece în asemenea cazuri operațiunea are caracterul unei adevărate specule comerciale, mai ales când această operațiune intervine între bancheri, ale căror principale operațiuni consistă tocmai în specula asupra cumpărării și vânzării fondurilor publice și de comerț.

(Trib. Ilfov, com., Ianuarie 17/85, Dr. 28/85).

6. Tribunalele române n'au executat hotărârile autorităților judecătorești străine, dacă ele sunt contrarii ordinii publice, și în deosebi se poate considera o hotărâre ca contrarie ordinii publice și atunci când aceea hotărâre a autorității străine obligă și condamnă la plata pentru care legea română, prin art. 1636 din Cod. civil. nu dă nici o acțiune. Chestiunea, dacă un debit provine dintr'un joc sau din prinsoare, este o chestiune, care se judecă după împrejurările și faptele cauzei de atributul suveran al judecătorilor fondului. De asemenea și convențiile pentru vânzare de produse pot sau nu să implice un joc sau o prinsoare, și soluția într'un fel sau într'altul atârnă dela împrejurări, pe care instanța de fond, analizându-le, le apreciază, în mod suveran. (Cas. II, 270/99, B. p. 1349).

7. Obligația, derivând dintr'o speculație asupra urcării și scăderii, la diferite termene, a francilor și leilor, ori cât ar fi mascată de o iscusită operație de contabilitate, are la bază o cauză ilicită, ca orice obligație derivând din joc și prinsoare și ca atare este lipsită de orice sancțiune legală.

Iar faptul că pentru constatarea acestei obligații, a intervenit o trată acceptată, nu poate schimba întru nimic valoarea intrinsecă a obligației însăși, de oarece actul servind numai pentru a recunoaște existența ei, nu poate avea nici un efect asupra valorii sale, care rămâne aceeași. (C. Apel Galați s. II, 4 din 20 Febr. 1923. Pand. Rom. 1924, II, 4).

8. Legiuitorul în materia specială a operațiunilor de bursă, a derogat de la principiul de drept comun al nulității acțiunilor întemeiate pe obligațiuni isvorite din joc sau din prinsoare (art. 1636 c. civ.) și prin art. 42 și 44 din legea burselor, a recunoscut validitatea obligațiunilor isvorite din jocuri de bursă, cu condițiunea ca operațiunile să fie regulat făcute, adică cu respectarea condițiunilor de formă prescrise de lege. (Cas. III, 794 din 8 Aprilie 1925, Pand. Săpt. 13/1925).

9. A se vedea: art. 1635 nota 1.

Art. 1637. — Sunt exceptate jocurile ce contribuiesc la exercițiul corporal, cum: armele, cursele cu piciorul, călare sau cu carul și alte asemenea.

Cu toate acestea judecătorul poate să respingă cererea când suma pusă în joc sau la prinsoare ar fi escesivă. (Civ. 1636; Civ. Fr. 1966).

Text. fr. Art. 1966. — Les jeux propres à exercer au fait des armes, les courses à pied ou à cheval, les courses de chariot, de jeu de paume et autres

jeux de même nature qui tiennent à l'adresse et à l'exercice du corps, sont exceptés de la disposition précédente.

Néanmoins le tribunal peut rejeter la demande, quand la somme lui paraît excessive.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 577;
 BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 31, 34, 36, 38, 41, 45, 47, 66, 67, 69;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 694;
 DALLOZ, *Rép. Jeu-pari*, 11 urm.; *Suppl. Jeu-pari*, 12 urm.;
 GUILLOUARD, *Contrats aléatoires*, etc., 38 bis, 47, 49, 53, 54;
 LAURENT, XXVII, 198, 199;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 418;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2111;
 PONT, *Pet. contr.*, I, 610, 619, 621;
 TROPLONG, *Contrats aléatoires*, etc., 50, 51.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 77, 83 urm., 195; *Observație* sub. C. Apel Iași s. II, 22 Febr. 1908 și Judecătoria ocol. I rural Iași, 16 Febr. 1911. Dreptul 10/1913; *Observație* sub. Trib. Corecțional din Aurillac, 25 Nov. 900. Curier Jud. 8/904; *Observație* sub. C. Apel Buc. s. II, 69 din 15 Dec. 1908. Curier Jud. 37/909;
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Notă* sub. C. Apel Galați s. II, 4 din 20 Febr. 1923. Pand. Rom. 1924-II-4;
 NACU, III, p. 472;
 STOEANOVICI A. CONST., *Notă* sub. Judec. ocol. Buc. 682 din 1 Dec. 1921. Curier Jud. 18/1922;
 VRĂBIESCU GEORGE, *Notă* sub. Trib. Ilfov s. II Com., 6 Nov. 1922. Pand. Rom. 1923-II-176;
 VRĂBIESCU NICOLAE, *Notă* sub. Trib. Ilfov s. II Com., 6 Nov. 1922. Pand. Rom. 1923-II-175.

Jurisprudență.

1. Jocul de biliard neintrând în excepțiunea prevăzută de art. 1637 codul civil, nu poate da loc la o acțiune în justiție. (Apel Buc. III, *Dr.* 8/909, p. 59).

2. Dacă jucătorii de biliard nu pot, în raporturile dintre ei, avea acțiune pentru sumele stipulate cu ocaziunea acestui joc, evident că, pentru aceeași rațiune, produsul acestui joc e ilicit și nu se poate acordă acțiune nici aceluia care, fără a fi jucat direct, exploatează totuși și încurajează acest joc, reclamând o parte din câștigul realizat cu ocaziunea jocului de biliard. (Apel Buc III, *Dr.* 8/909, p. 59).

3. Chiar dacă s'ar admite, contrar unei doctrine constante, că jocul la biliard poate da loc la o acțiune în justiție, totuși, potrivit art. 1637 alin. II codul civil, judecătorul poate să respingă cererea rezultând dintr'un joc

autorizat de lege, când suma pretinsă i se pare excesivă, căci în asemenea caz câștigul sau prețul convenit la joc nu mai este un accesoriu al jocului și un stimulent, ci el constituie obiectul principal pe care părțile îl au în vedere, jocul fiind numai ocaziunea unei asemenea convențiuni și degenerând astfel dintr'un joc licit într'un joc ilicit. (Apel Buc. III, *Dr.* 8/909, p. 59).

4. Legea refuză acțiunea pentru debite rezultate din joc sau prinsoare. Singura excepție admisă este pentru jocurile care contribuiesc la exercițiul corporal.

În materie de curse de cai, acțiunea este acordată jockeyului și proprietarului calului, în nici un caz însă nu poate fi admisă o asemenea acțiune spectatorului, care nu urmărește decât un câștig material. (Judec. ocol II Buc. 682 din 1 Dec. 1921. Curier Jud. 18/922).

Art. 1638. — Pierzătorul nu poate în nici un caz repeti ceea ce a plătit de bunăvoie, afară numai în cazul când câștigătorul a întrebuintat dol, înșelăciune sau amăgire. (Civ. 953, 960 urm., 1092; C. P. 332, 334; Civ. Fr. 1967).

Text. fr. Art. 1967. — Dans aucun cas, le perdant ne peut répéter ce qu'il a volontairement payé, à moins qu'il n'y ait eu, de la part du gagnant, dol, supercherie ou escroquerie.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 577, 578;
 BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 94-96 urm., 100, 101, 111, 112, 129, 135 urm., 138 urm., 142;

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 68, 411, 693;
 DALLOZ, *Rép. Jeu-pari*, 32 urm.; *Suppl. Jeu-pari*, 36 urm.;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 712;
 GARSONNET, I, p. 462;
 GUILLOUARD, *Contrats aléatoires, etc.*, 40, 68; 77, 78 bis, 79, 81, 83, 89-91;
 LAURENT, XXVII, 213, 214, 218, 219;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 419 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2109 urm.;
 PONT, *Pet. contr.*, I, 645, 657, 658, 660;
 TROPLONG, *Contrats aléatoires, etc.*, 71 urm., 193 urm., 200.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 77, 83 urm., 195; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 320; VI, p. 6 urm., 9, 433); *Observație* sub. Curtea supremă din Austria, 14 Dec. 1898. *Curier Jud.* 67/1900;
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Notă* sub. C. Apel Galați s. II, 4 din 20 Febr. 1923. *Pand. Rom.* 1924-II-4;
 NACU, II, p. 442; III, p. 472;
 VRĂBIESCU GEORGE, *Notă* sub. Trib. Ilfov s. II com., 6 Nov. 1922. *Pand. Rom.* 1923-II-176;
 VRĂBIESCU NICOLAE, *Notă* sub. Trib. Ilfov s. II com., 6 Nov. 1922. *Pand. Rom.* 1923-II-175.

CAPITOLUL III.

Despre contractul de rentită pe viață.

Secțiunea I. — Despre natura contractului de rentită pe viață.

Art. 1639. — Rentita pe viață se poate înființa cu titlul oneros ¹⁾. (Civ. 474, 523, 527, 550, 844, 845, 945, 947, 1646 urm., 1785, 1907; L. Timbr. 20 § 35, 21 § 31, 42 § 6, 61—f; Civ. Fr. 1968).

Text. fr. Art. 1968. — Le rente viagère peut être constituée à titre onéreux, moyennant une somme d'argent, ou pour une chose mobilière appréciable, ou pour un immeuble.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires, etc.*, 184, 185, 200, 242;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 699;
 DALLOZ, *Rép. Rente viag.*, 6 urm.; *Suppl. Rente viag.*, 10 urm.;
 GUILLOUARD, *Contrats aléatoires, etc.*, 121, 128, 130;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 396, 397;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2114;
 PONT, *Pet. contr.*, I, 684, 694.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 96, 100 urm., 115; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 622); „*Avem sau nu în dreptul actual rente perpetui*”. *Dreptul* 76/909;
 NACU, III, p. 474.

Jurisprudență.

1. Capitalul unei rente viagere, constituită cu titlu oneros, este neexigibil din partea creditorului rentei, și nerambursabil din partea debitorului; și din neexigibilitatea capitalului rentei, care este de esența aceluși contract, rezultă că odată ce creditorul rentei a murit, debitorul este absolut liberat, fără a mai putea fi constrâns de ni-

meni ca să întoarcă capitalul ce i se dedese pentru constituirea rentei. Astfel fiind, acel capital care nu e disponibil, nici nu se poate ipoteca, căci rezultatul ipotecei ar fi ca debitorul rentei să întoarcă la moartea creditorului rentei și capitalul acelei rente, ceea ce este contrar naturii acestui contract. (Cas. I, 157/Mai 4/68, B. p. 151).

2. A se vedea: art. 1647 notele 1, 2.

Art. 1640. — Ea se poate constitui și cu titlu gratuit, prin donațiune între vii sau prin testament.

¹⁾ Art. francez corespunzător 1968, continuă: „*moyennant une somme d'argent, ou pour une chose mobilière appréciable, ou pour un immeuble*”.

Trebuie însă atunci să fie revestită de formele cerute de legi pentru asemenea acte. (Civ. 800 urm., 813 urm., 856 urm., 900, 1641 urm., 1650; L. Timbr. 61—m, n; Civ. Fr. 1969).

Text. fr. Art. 1969. — Elle peut être aussi constituée à titre purement gratuit, par donation entre-vifs ou par testament. Elle doit être alors revêtue des formes requises par la loi.

Doctrină străină.

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 698;
DALLOZ, *Rép. Rente viag.*, 18 urm.; *Suppl. Rente viag.*, 14, 19 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 396, 397, 399;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2118, 2138.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 96, 100 urm., 115; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 491, 602, 603, 620 n. 3, 621 nota, 627, t. și n. 2; IV, part. II, ed. 2-a, p. 241); *Observație sub. Trib. Ilfov s. I*, 857 bis din 15 Nov. 900. *Curier Jud.* 69/1905;
NACU, III, p. 474.

Jurisprudență.

1. Deși rentele pe viață se pot constitui și cu titlul gratuit prin donațiune între vii, într'un asemenea caz însă renta trebuie să fie revestită de formele cerute de lege pentru donațiuni. (Apel Iași, II, Febr. 24/90, *Dr.* 21/90).

2. Renta viageră, ce un bărbat se obligă a plăti unei femei, cu care a avut relațiuni de natură intimă, constituie o liberalitate, dacă femeia nu dovedește că a fost sedusă sau că din pricina existenței sau a ruperei relațiilor a suferit vre-un prejudiciu moral sau material. (Trib. Ilfov I, C. Jud. 69/905).

3. Din termenii generali ai art. 48 al.

4 din legea timbrului, rezultă neîndoiios ce legiuitorul a supus la taxa de înregistrare nu numai donațiunile prevăzute de art. 813 c. civ., și constatare prin acte autentice, dar încă și orice liberalități între vii, indiferent de forma actului care le constată.

Prin urmare, orice act de donațiune, chiar anulabil, din cauză că n'a fost investit cu forma autentică, trebuie supus la plata taxei de înregistrare, dacă actul există, este făcut cu consimțământul părților, semnat de ele și executat, neavând agentii fiscalului de a se preocupa de cazurile de nulitate de care asemenea acte ar fi susceptibile. (Cas. Secțiuni Unite, No. 12, 1913; *Jurispr. Rom.* 1914, p. 57).

Art. 1641. — Rendita pe viață înființată prin donațiune sau testament este supusă la reduțiune, dacă întrece porțiunea disponibilă; este nulă dacă se face în favoarea unei persoane necapabilă de a primi. (Civ. 751 urm., 808 urm., 812, 841 urm., 844, 847 urm., 934, 939 urm., 1642; Civ. Fr. 1970).

Text. fr. Art. 1970. — Dans le cas de l'article précédent, la rente viagère est réductible, si elle excède ce dont il est permis de disposer: elle est nulle si elle est au profit d'une personne incapable de recevoir.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 321;
BUENOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 503;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 698; ed. 1-a, III, p. 728;
DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs.*, 963 urm., 980 urm.; *Rente viag.*, 22 urm., *Suppl. Dispos. entre-vifs.*, 247 urm., 256 urm.; *Rentes viag.*, 24;
GUILLOUARD, *Contrats aléatoires*, etc., 126;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 399;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2138.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 96, 100 urm., 115; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 491, 602, 603, 620 n. 3, 621 nota, 627 t. și n. 2);
 NACU, III, p. 474.

Art. 1642. — Rendita pe viață se poate înființa în favoarea persoanei ce a plătit prețul, sau a altei a treia ce n'are nici un drept la rendită¹⁾.

În cazul din urmă, deși întrunește însușirile unei liberalități, totuși nu este supusă formelor stabilite pentru donațiune; însă este în totul supusă dispozițiilor articolului precedent. (Civ. 751, 1640, 1650; Civ. Fr. 1971, 1973).

Text. fr. Art. 1971. — La rente viagère peut être constituée, soit sur la tête de celui qui en fournit le prix, soit sur la tête d'un tiers, qui n'a aucun droit d'en jouir.

Text. fr. Art. 1973. — Elle peut être constituée au profit d'un tiers, quoique le prix en soit fourni par une autre personne.

Dans ce dernier cas, quoiqu'elle ait les caractères d'une libéralité, elle n'est point assujettie aux formes requises pour les donations; sauf les cas de réduction et de nullité énoncés dans l'article 1970.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 583, § 388, n° 5;
 BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 203, 205 bis, 206, 207;
 BUENOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 503, 572, 756, 762;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 323, 698, 700;
 GUILLOUARD, *Contrats aléatoires*, etc., 127, 140, 143, 145;
 LAURENT, XXVII, 270;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 399;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2122, 2138, în notă;
 PONT, *Pet. contr.*, I, 686, 687, 689, 696, 697;
 TROPLONG, *Contrats aléatoires*, etc., 239, 241.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 96, 100 urm., 115; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 255, 299, 300, 770, n. 3; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 180);
 CANTACUZINO MATEI, p. 380, 468 urm.;
 NACU, III, p. 476;
 ROSETTI-BĂLĂNESCU I., *Notă sub. Judec. ocol. Târg. Cărcinov*, 231 din 5 Oct. 922. Pand. Rom. 1924-II-207.

Jurisprudență.

1. După doctrină și jurisprudență și exemplul dat de legiuitor prin art. 1642 cod. civ., liberalitățile sub forma unui contract oneros sunt supuse numai condițiilor de fond ale donațiilor între vii, cum capacitatea persoanelor care dăruiesc și primesc, raportul și reduciunea; ele nu sunt supuse însă la nici o condiție de formă, la formalitățile solemne prescrise de art. 813 și 815 cod. civ., pentru existența donațiilor, destul să fi fost acceptate, indiferent de orice formă, chiar și tacit. Astfel, constituie o donațiune indirectă

sub forma unui contract oneros liberalitatea făcută de părinte fiicei sale printr'un contract de asigurare și o convențiune încheiată cu mama fetei, prin care, cum este în speță, părțile își împart sarcinile părintesti privitoare la copii, lăsând mamei paza, întreținerea și educațiunea lor, iar părintele obligându-se a plăti o pensie alimentară, plus o sumă oarecare pentru plata asigurării fetei, recunoscând în același timp că asigurarea pe numele său dintr'o poliță este făcută în favoarea copilei sale și dând fetei sale soții dreptul de a-l putea constrânge judecătorește pentru exacta îndeplinire a obli-

1) Art. francez corespunzător 1972, se exprimă astfel în partea finală a primului alineat: „qui n'a aucun droit d'en jouir” în loc de: „ce n'are nici un drept la rendită”.

gațiunilor ce și-a luat, cu care ocaziune mama declară că acceptă darul făcut fiicei sale. O asemenea donațiune fiind acceptată de mamă, persoană autorizată de lege prin art. 815 cod. civ., să accepte, este perfectă și nu se mai poate revoca de părinte oricare ar fi nevoile sale ulterioare. (Apel Iași I, Dr. 39/902).

2. Stipulațiunea pentru al treilea este valabilă în legislația română. (C. Apel Galați s. I, 186 din 22 Nov. 1902, Dreptul 1/903).

3. În delegația de plată făcută prin mijlocul unei stipulații pentru altul, stipulație perfect valabilă în legislațiunea noastră, acceptarea delegatarului nu face să nască o nouă convenție între dânsul și delegat ci are de efect numai să întărească convenția dintre stipulant și delegat și să facă irevocabil beneficiul din stipulația făcută în favoarea delegatarului de către un altul fără mandat. Așa dar, o asemenea acceptare nu este altceva decât rectificarea unei gestiuni de afaceri, care deci se poate face și după moartea stipulantului de către succesorii delega-

tarului, atât timp cât stipulația n'a fost revocată de cei în drept a o revoca și poate fi făcută și tacit. Stipulația în profitul unui terțiu, care conține o liberalitate, nu este supusă la regulile de formă stabilite de cod. civil pentru donații; în acest caz, donația are a fi considerată ca un accesoriu, care urmează soarta contractului principal și deci, chiar dacă acel contract este constatat printr'un act sub semnătură privată, liberalitatea este totuși valabilă. (Cas. I, 385/904, B. p. 1227).

4. Renta pe viață în favoarea unei a treia persoane deși întrunește însușirile unei liberalități, totuși conform art. 1642 al. 2 codul civil, nu este supusă formelor stabilite pentru donațiune, astfel că atunci când o donațiune făcută printr'o stipulațiune pentru altul este conținută într'un act cu care se află într'un raport de conexitate, act care este valabil încheiat în forma sa proprie, ea însăși este dispensată de forma autentică prevăzută de art. 813 din codul civil. (Apel Iași II, No. 136, 1913; Dreptul 1914, p. 234).

Art. 1643. — Ea se poate înființa în favoarea unei sau mai multor persoane. (Civ. Fr. 1972).

Text. fr. Art. 1972. — Elle peut être constituée sur une ou plusieurs têtes.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 209, 210;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 700;
GUILLOUARD, *Contrats aléatoires*, etc., 144;
LAURENT, XXII, 273, 274;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2123;
PONT, *Pet. contr.*, I, 690.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 96, 100 urm., 115; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 534 n. 1);
NACU, III, p. 476.

Art. 1644. — Este fără lucrare orice contract de rentă pe viață, înființat în favoarea unei persoane care eră dejă moartă în momentul facerei contractului. (Civ. 962, 966; Civ. Fr. 1974).

Text. fr. Art. 1974. — Tout contrat de rente viagère créée sur la tête d'une personne qui était morte au jour du contrat, ne produit aucun effet.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 584, 585;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc. 212, 231, 232, 234, 235, 237;
CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 203 urm.;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 76; II, p. 700;
GUILLOUARD, *Contrats aléatoires*, etc. 148, 155, 159, 160, 161;
LAURENT, XXVII, 277, 278, 284;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 397;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2121;
PONT, *Pet. contr.*, I, 705, 717, 720, 721;
TROP LONG, *Contrats aléatoires*, etc., 266, 267, 275.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 96, 100 urm., 115;

NACU, III, p. 477;

POLICHRON DEM., *Notă* sub. C. Apel Craiova, 193 din 13 Oct. 1922. Pand. Rom. 1923-II-268.

Art. 1645. — Contractul de rentă pe viață, în favoarea unei persoane afectate de o boală de care a murit în interval de 20 zile dela data contractului, este nul. (Civ. 1644; Civ. Fr. 1975).

Text. fr. Art. 1975. — Il en est de même du contrat par lequel la rente a été créée sur la tête d'une personne atteinte de la maladie dont elle est décédée dans les vingt jours de la date du contrat.

Doctrină străină

AUBRY ET RAU, IV, p. 583, 584, 586;

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 216, 220, 221, 224, 226, 228;

CAPITANT, *De la Cause des Obligations* p. 203 urm.;

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 700, 703;

GUILLOUARD, *Contrats aléatoires*, etc. 151-154, 162-164;

LAURENT, XXVII, 281-283, 288;

MOURLON, ed. 7-a, III, p. 397;

PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2121;

PONT, *Pet. contr.*, I, 715, 719;

TROPLONG, *Contrats aléatoires*, etc. 268, 269, 276, 277.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 96, 100 urm., 115; (III, part. I, ed. 2-a, p. 546 t. și n. 3; IX, p. 42, 43 n. 4);

NACU, III, p. 478;

POLICHRON DEM., *Notă* sub. C. Apel Craiova, 193 din 13 Oct. 1922. Pand. Rom. 1923-II-268.

Secțiunea II. — *Despre efectele contractului de rentă pe viață între părțile contractante.*

Art. 1646. — Acela în a cărui favoare s'a înființat cu titlu oneros, o rentă pe viață, poate să ceară sfărâmarea contractului, dacă înființătorul ei nu dă asigurările stipulate pentru executare. (Civ. 1019 urm., 1025; Civ. Fr. 1977).

Text. fr. Art. 1977. — Celui au profit duquel la rente viagère a été constituée moyennant un prix, peut demander la résiliation du contrat, si le constituant ne lui donne pas les sûretés stipulées pour son exécution.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 589, 590;

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc. 261, 262, 264, 270, 271 urm., 275;

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 702; ed. 1-a, III, p. 418;

DALLOZ, *Rép. Rente viag.*, 109 urm.; *Suppl. Rente viag.*, 82 urm.;

GUILLOUARD, *Contrats aléatoires*, etc. 181, 192, 195-197, 200, 201;

LAURENT, XXVII, 312;

MOURLON, ed. 7-a, III, p. 401;

PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2130, 2134;

PONT, *Pet. contr.*, I, 735, 737, 739, 747, 748;

TROPLONG, *Contrats aléatoires*, etc. 291, 293.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 108 urm., 115;

NACU, III, p. 478.

Art. 1647. — Singura neplată a termenelor expirate a rentitei nu dă drept celui în a cărui favoare este înființată să ceară întoarcerea capitalului, sau reintrarea în posesiune a fondului înstrăinat. El are numai dreptul de a face să se sequestreze și să se vândă averea debitorului său, și a cere ca, neconsimțind debitorul, să se reguleze, din produsul vinderii, o sumă suficientă spre plata termenilor. (Civ. 829, 1020, 1021, 1365, 1367, 1646, 1648, 1651 urm., 1719, 1824 urm.; Civ. Fr. 1978).

Text. fr. Art. 1978. — Le seul défaut de paiement des arrérages de la rente n'autorise point celui en faveur de qui elle est constituée, à demander le remboursement du capital, ou à rentrer dans le fonds par lui aliéné: il n'a que le droit de saisir et de faire vendre les biens de son débiteur, et de faire ordonner ou consentir, sur le produit de la vente, l'emploi d'une somme suffisante pour le service des arrérages.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 419; IV, p. 591, 592;
 BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc. 285, 288, 292 urm., 298, 299, 301, 306-308;
 CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 339;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 350, 491, 702, 703;
 DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.* 2303 urm.; Rente viag., 95 urm., 131 urm.; *Suppl. Privil. et hypoth.* 1420 urm.; Rente viag., 67 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 193 bis, VII;
 GUILLOUARD, *Contrats aléatoires*, etc. 205-208, 210, 242 urm., 214, 217;
 LAURENT, XXVII, 319, 321-324, 330, 331;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 398;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2130, 2134;
 PONT, *Pet. contr.*, I, 752, 755, 757, 759, 760, 763, 765;
 TROPLONG, *Contrats aléatoires*, etc. 310, 313; *Privileges*, IV, n. 759 quater.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 108 urm., 115; (VI, p. 748 urm.);
 DUMITRESCU A. M., II, 686, 687;
 NACU, III, p. 479;
 POLICHRON DEM., *Notă sub. C. Apel Craiova*, 193 din 13 Oct. 1922. Pand. Rom. 1923-II-268.

Jurisprudență.

1. Instanța de fond este suverană să constate ca actul intervenit între părți deși se intitulează act de vânzare însă, din conținutul actului sub semnătură privată intervenit între părți în aceeași zi, care face parte integrantă din actul de vânzare, rezultă că actul este o rentă viageră, care după art. 1647 c. civ. nu dă dreptul creditorului rentei să ceară reziliera anuităților. (Cas. I,

54 din 21 Ianuarie 1913. Jur. Rom. 12/913).

2. Nici un text de lege nu oprește constituirea de rentă viageră asupra unui pământ clăcășesc, astfel dacă un asemenea pământ a făcut obiectul unui contract de rentă viageră, drepturile creditorului neplătit nu pot fi altele de cât acele prevăzute de art. 1647 c. civil. (Cas. I, 54 din 21 Ian. 1913. Jur. Rom. 12/1913)

3. A se vedea: art. 1020, nota 14.

Art. 1648. — Inființatorul rentitei nu poate să se libereze de plata ei, oferind înapoierea capitalului și renunțând la reperațiunea anuităților plătite, ori cât de lungă fie viața acelor în a căror favoare s'a înființat rentita, și ori cât de oneroasă fie prestațiunea rentitei. (Civ. 969, 1635, 1647, 1893; Civ. Fr. 1979).

Text. fr. Art. 1979. — Le constituant ne peut se libérer du paiement de la rente, en offrant de rembourser le capital, et en renonçant à la répétition des arrérages payés; il est tenu de servir la rente pendant toute la vie de la personne ou des personnes sur la tête desquelles la rente a été constituée, quelle que soit la durée de la vie de ces personnes, et quelque onéreux qu'ait pu devenir le service de la rente.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 593;
 BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 336, 338;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 702; ed. 1-a, III, p. 591, 592;
 DALLOZ, *Rép. Rente viag.*, 159 urm.; *Suppl. Rente viag.*, 128 urm.;
 GUILLOUARD, *Contrats aléatoires*, etc., 215, 216;
 LAURENT, XXVII, 293;
 MOURLON ed. 7-a, III, p. 399;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2127;
 PONT, *Pet. contr.*, I, 768, 770;
 TROP LONG, *Contrats aléatoires*, etc., 320, 324.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 108 urm., 115; (VI, p. 748 urm.);
 NACU, III, p. 478.

Art. 1649. — Rendita pe vieață se dobândește de proprietarul ei în proporțiunea zilelor ce a trăit.

Dacă însă s'a stipulat ca termenii ei să se plătească anticipat, atunci se consideră de câștigat fiecare termen din ziua în care a venit plata lui. (Civ. 523, 525, 527, 1280; Civ. Fr. 1980).

Text. fr. Art. 1980. — La rente viagère n'est acquise au propriétaire que dans la proportion du nombre de jours qu'il a vécu.

Néanmoins, s'il a été convenu qu'elle serait payée d'avance, le terme qui a dû être payé, est acquis du jour où le paiement a dû en être fait.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 587, 589, 593;
 BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 323 urm., 328, 330, 332, 342, 345;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 701;
 DALLOZ, *Rép. Rente viag.* 180 urm.; *Suppl. Rente viag.* 141 urm.;
 GUILLOUARD, *Contrats aléatoires*, etc., 143, 182, 187-189, 191, 196;
 LAURENT, XXVII, 217, 275, 304, 305;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 402;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2128;
 PONT, *Pet. Contr.*, I, 688, 691-693, 773, 784, 787;
 TROP LONG, *Contrats aléatoires*, etc., 245, 246, 253

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 108 urm., 115; (III, part. I, ed. 2-a, p. 448);
 NACU, III, p. 480.

Art. 1650. — Numai în cazul în care rendita pe vieață s'a înființat cu titlul gratuit, se poate stipulă ca dânsa să nu fie supusă sequestrării. (Civ. 1640 urm., 1718; Pr. civ. 408, 613, urm.; Civ. Fr. 1981).

Text. fr. Art. 1981. — La rente viagère ne peut être stipulée insaisissable, que lorsqu'elle a été constituée à titre gratuit.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 421, 587;
 BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 314, 316, 317;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 699;
 DALLOZ, *Rép. Rente viag.*, 78 urm.; *Suppl. Rente viag.*, 62 urm.;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 281;
 GUILLOUARD, *Contrats aléatoires*, etc., 168, 172, 173, 175;
 LAURENT, XXVII, 299, 467;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 401;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2124, 2139;
 PONT, *Pet. contr.* I, 777, 780, 782;
 TROPLONG, *Contrats aléatoires*, etc., 345, 347 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 108 urm., 115; (III, part. I, ed. 2-a, p. 196);
 NACU, I, p. 324; III, p. 475.

Jurisprudență.

1. Dreptul de uzufruct poate fi urmărit de creditorii uzufructuarului, și aceasta chiar dacă în actul constitutiv al uzufructului s'a pus clauză că obiectul dreptului de uzufruct să nu poată fi urmărit, fiindcă o asemenea clauză este nulă, iar această nulitate a clauzei nu anulează uzufructul. (Cas. II, 118, 1901, B. p. 854).

2. Donațiunea unei sume fixe de bani din venitul anual al unei moșii, chiar în cazul când în act se întrebuintează de părți cuvântul de „uzufruct“ și se prevede dreptul pentru donatar de a plăti impozitul funciar aferent la acel venit, precum și transcrierea actului de donație, nu constituie un uzufruct, ci o rentă viageră în venitul acelei moșii, întru cât nu creiază donatarului nici cel mai mic drept sau amestec asupra fondului, din care

se creiază acel venit. Astfel, clauza de neurmărire, prevăzută în actul de donație, e perfect valabilă, conform art. 1650 codul civil, și opozabilă celor de al treilea. (Apel Buc. I. C. Jud. 18/1902).

3. Potrivit dispozițiilor art. 1650 codul civil, renditele viagere înființate cu titlu gratuit, pot fi însoțite de clauze de necesibilitate și neurmăribilitate, clauze cari trebuie să-și producă efectul și prin urmare să împiedice efectuarea de popriri asupra lor. (Apel Buc. II, Dr. 55/908, p. 452).

4. Numai când rendita s'a înființat cu titlu gratuit se poate stipula incesibilitatea ei. (Cas. I, 19 Mai 1906, B. p. 861).

5. După art. 1650 din codul civil, se poate stipula ca o rentă pe viață înființată cu titlu gratuit să nu fie supusă sechestrării. (Cas. III, 18 Ianuarie 1910, B. p. 96).

Art. 1651. — Proprietarul renditei pe viață nu poate să ceară termenele expirate decât justificând existența sa ori existența persoanei în favoarea cărei s'a înființat. (Civ. 120, 1169, 1907 urm.; Civ. Fr. 1983).

Text. fr. Art. 1983. — Le propriétaire d'une rente viagère n'en peut demander les arrérages qu'en justifiant de son existence, ou de celle de la personne sur la tête de laquelle elle a été constituée.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc. 349 urm.;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 701;
 DALLOZ, *Rép. Certif. de vie*, 7 urm.; *Rente viag.*, 152 urm.; *Suppl. Certif. de vie*, 1 urm.; *Rente viag.*, 124 urm.;
 GUILLOUARD, *Contrats aléatoires*, etc., 185;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 402;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2126.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 108 urm., 115; (III, part. I, ed. 2-a, p. 547 n. 2; IV, part. I, ed. 2-a, p. 573 n. 1, 582, 622); *Observație sub. Trib. civil Versailles*, 16 Febr. 1907.
 Curier Jud. 19/1908;
 NACU, III, p. 480.

TITLUL XIV.

Despre fidejusiune (cauțiune).

CAPITOLUL I.

Despre natura și întinderea fidejusiunei.

Art. 1652. — Cel ce garantează o obligațiune, se leagă către creditor de a îndeplini însuși obligațiunea, pe care debitorul nu o îndeplinește. (Civ. 943, 944, 946, 947, 1179, 1656, 1662 urm., 1666 urm.; C. com. 803, 855; Pr. civ. 392 urm.; Civ. Fr. 2011).

Text. fr. Art. 2011. — Celui qui se rend caution d'une obligation, se soumet envers le créancier à satisfaire à cette obligation, si le débiteur n'y satisfait pas lui-même.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 210, 674, 676;
 BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 916, 919, 921, 926 urm., 933, 934;
 CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 64;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, M, p. 74, 261, 733, 940, 970;
 DALLOZ, *Rép. Caution*, 14 urm.; *Suppl. Caution*, 3 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, 305;
 GUILLOUARD, *Cautionnement*, etc. 24, 29, 31, 40, 66, 125;
 LAURENT, XXVIII, 119 urm., 154 urm., 157, 294;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 443, 444;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2323, 2338;
 PONT, *Pel. contr.*, II, 13 urm., 93 urm.;
 TROP LONG, *Mandat.*, etc. 135, 522, 523.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 116 urm.;
 CANTACUZINO MATEI, p. 534;
 NACU, III, p. 484 urm.;
 ROSETTI-BĂLĂNESCU I., *Observație sub. Cas. civ.*, 6 Ian. 1919. *Pand. Rom.* 1924-III-74.

Jurisprudență.

1. Garanția este un contract unde se cere imperios consimțământul părților contractante ca să-și poată avea tăria. (Cas. I, 165/Mai 18/74, B. p. 117).

2. Darea unei ipotecii pentru asigurarea plății unei datorii contractată de altul, constituie o garanție reală, iar nu o fidejusiune, adică o garanție personală. (Cas. I, 110/Apr. 6/82, B. p. 390).

3. Ori care ar fi fost considerațiunile care au făcut pe garant să subscrie actul ca garant, aceasta nu poate afecta validitatea legământului său. (Cas. I, 237/Iun. 15/85, B. p. 514).

4. Exercițiul retractului litigios nu poate fi propus prin concluziuni subsidiare. Astfel fiind, garantul, care a

admis ca cumpărătorul să exercite retractul litigios, nu mai poate reveni asupra adeviziunii sale. (Apel Buc. III, Dr. 49/94).

5. Pentru ca un litigant să poată chema pe un terțiu în garanție, trebuie să fie bine stabilit sau că acel litigant deține dela chematul în garanție un drept real, care face obiectul procesului, sau că între el și terțul chemat în garanție există un raport juridic de natură a face pe terțiu răspunzător de obligațiunea personală, a cărei executare se cere dela acela ce face cererea de chemare în garanție. (Apel Buc. III, Dr. 22/903).

6. A se vedea: art. 1084, nota 12; art. 1201, notele 17, 44, 51, 69, 104, 139, 166, 173, 180.

Art. 1653. — Fidejusiunea nu poate exista decât pentru o obligațiune validă.

Cu toate acestea se poate face cineva fidejusorele unei obligațiuni ce poate fi anulată în virtutea unei excepțiuni personale debitorului, cum de pildă în cazul de minoritate. (Civ. 207, 448, 950 urm., 955, 964, 968 urm., 1047, 1681; C. com. 352, 353; Civ. Fr. 2012).

Text. fr. Art. 2012. — Le cautionnement ne peut exister que sur une obligation valable.

On peut néanmoins cautionner une obligation, encore qu'elle pût être annulée par une exception purement personnelle à l'obligé; par exemple, dans le cas de minorité.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 674, 676, 677, 683;
 BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc. 944, 945, 947, 949, 950;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 74, 734, 735, 746;
 DALLOZ, *Rép. Caution*, 50 urm.; *Suppl. Caution*, 14 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 174 bis, III;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 916;
 GUILLOUARD, *Cautionnement*, etc. 17, 51, 52, 54, 56 urm., 58, 58 bis, 161, 230;
 LAURENT, XXVIII, 128, 136 urm., 138, 139, 141, 142;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2329, 2330;
 PONT, *Pet. contr.*, II, 26, 28, 36 urm., 42, 387 urm., 425;
 TROPLONG, *Mandat.*, etc. 80, 495.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 120 urm., 123, 153, 598; (VII, p. 418 nota, 572);
 CANTACUZINO MATEI, p. 535;
 CORODEANU N., *Nota sub C. Apel Constanța*, 32 din 18 Oct. 1919. Pand. Rom. 1922-II-49;
 HOZOC D., *Nota sub Cas. I*, 709 din 11 Dec. 1915. Pand. Rom. 1925-I-50;
 IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 225, 250;
 NACU, III, p. 484 urm.

Jurisprudență.

1. În principiu nu se poate cauționa de cât o obligație validă pentru că fidejusiunea nu este o obligație de sine stătătoare, ci este prin esența ei o obligație accesorie, a cărei existență este subordonată validității obligației principale.

Cu toate acestea legea permite în mod excepțional prin art. 1653 al. 2 c. civ., cauționarea unei obligații anulabile pentru cauză de incapacitate, cum de pildă minoritatea, pentru că legiuitorul presupune în acest caz că dacă

creditorul a cerut și a obținut o cauțiune, a fost tocmai pentru a se pune la adăpostul riscului la care se expune ca incapabilul să invoace incapacitatea sa. (C. Apel Constanța 32 din 18 Oct. 1919. Curier Jud. 65-66/920. Pand. Rom. 1922, II, 49).

2. Garantul nu poate opune creditorului excepțiunile cari sunt curat personale debitorului cum ar fi excepția trasă din minoritatea sau incapacitatea debitorului. (C. Apel Constanța 32 din 18 Oct. 1919. Curier Jud. 65-66/920. Pand. Rom. 1922 II, 49).

Art. 1654. — Fidejusiunea nu poate întrece datoria debitorului, nici poate fi făcută sub condițiuni mai oneroase.

Poate fi însă numai pentru o parte a datoriei și sub condițiuni mai puțin grele.

Cauțiunea ce întrece datoria sau care este contractată sub condițiuni mai oneroase e validă numai până în măsura obligațiunei principale. (Civ. 1066, 1087, 1656 urm.; Civ. Fr. 2013).

Text. fr. Art. 2013. — Le cautionnement ne peut excéder ce qui est dû par le débiteur, ni être contracté sous des conditions plus onéreuses.

Il peut être contracté pour une partie de la dette seulement, et sous des conditions moins onéreuses.

Le cautionnement qui excède la dette, ou qui est contracté sous des conditions plus onéreuses, n'est point nul: il est seulement réductible à la mesure de l'obligation principale.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 673;
 BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 964, 966-968;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 733, 734;
 DALLOZ, *Rép. Caution*, 73 urm.; *Suppl. Caution*, 22 urm.;
 GUILLOUARD, *Cautionnement*, etc., 12, 15, 60, 62-65;
 LAURENT, XXVIII, 162;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 447;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2323;
 PONT, *Pet. contr.*, II, 78;
 TROPLONG, *Mandat*, etc., 101, 108 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 132 urm.;
 CANTACUZINO MATEI, p. 534, 536;
 NACU, III, p. 484 urm.

Jurisprudență.

1. Principiul consacrat în art. 1654, că fidejutorul sau cautiunea nu poate fi îndatorat la mai mult de cât debitorul nici poate fi supus la condițiuni mai oneroase, nu-și are nici o aplicatie în cazul în care fidejutorul n'a caucionat față cu creditorul obligatiunea

debitorului către acesta, ci obligat direct și exclusiv către debitor, fidejutorul e supus tuturor obligațiilor luate față cu acesta, ori cari ar fi fost stipulațiunile fixate între debitor și creditor, la a căror convențiune fidejutorul n'a fost parte. (Cas. II, 65/lun. 18/85, B. p. 552).

Art. 1655. — Oricine poate să se facă fidejutore fără ordinea și chiar fără știință acelu pentru care se obligă.

Asemenea se poate face nu numai pentru debitorul principal, dar și pentru fidejutorul acestuia. (Civ. 946, 1669 urm., 1678, 1680; Civ. Fr. 2014).

Text. fr. Art. 2014. — On peut se rendre caution sans ordre de celui pour lequel on s'oblige, et même à son insu.

On peut aussi se rendre caution, non-seulement du débiteur principal, mais encore de celui qui l'a cautionné.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 930;
 DALLOZ, *Rép. Caution*, 14 urm.; *Suppl. Caution*, 3 urm.;
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 443, 444, 448, 449;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2333.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 121 urm.;
 CANTACUZINO MATEI, p. 536;
 NACU, III, p. 484 urm.

Art. 1656. — Fidejusiunea trebuie să fie expresă și nu se poate întinde peste mărginile în care s'a contractat. (Civ. 1041, 1169, 1191 urm., 1203, 1654; L. Timbr. 20 § 6, 7; Civ. Fr. 2015).

Text. fr. Art. 2015. — Le cautionnement ne se présume point; il doit être exprès, et on ne peut pas l'étendre au-delà des limites dans lesquelles il a été contracté.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 680;
 BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 929, 994-996;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 735;

DALLOZ, *Rép. Caution*, 22, 37 urm., 90 urm., 156 urm.; *Suppl. Caution*, 9 urm., 23 urm., 35 urm.;
 GUILLOUARD, *Cautionnement*, etc., 43, 69;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 448;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2324-4^o 2325;
 PONT, *Pet. contr.*, II, 104;
 TROP LONG, *Mandat*, etc., 149.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 129 urm.; (VII, p. 257; IX, p. 186 n. 3);
 CANTACUZINO MATEI, p. 536;
 NACU, III, p. 484 urm.

Jurisprudență.

1. Garantul nu poate fi supus la o răspundere peste limitele cauțiunii sale. (Cas. II, 180/Sept. 15/75, B. p. 218).

2. Garantul nu poate fi condamnat să plătească o sumă mai mare de cât a garantat. (Cas. I, 215/Iun. 18/86, B. p. 516).

3. Deși fidejusiunea trebuie să fie expresă, contractul însă de fidejusiune nu e supus la nici o formă solemnă și el poate să rezulte dintr'un început de dovadă scrisă, completată prin martori sau prezumpțiuni. (Cas. I, 217/97, B. p. 701).

4. Judecătorii fondului sunt savorani să aprecieze dacă din declarațiunea unei părți litigante reese elementele necesare pentru constatarea contractului de fidejusiune, și această apreciere a lor, scapă cenzurei Curței de casație. (Cas. II, 60/900, B. p. 415).

5. Legiuitorul, prin art. 1656 din cod. civil, cerând ca fidejusiunea să fie expresă, n'a voit decât ca consimțământul fidejursorului de a garantat plata să fie manifest exprimat, n'a înțeles însă a supune fidejusiunea la o anumită formă, nici a cerut întrebuintarea unor termeni sacramentali, și, deci, fidejusiunea poate fi dată atât verbal, cât și prin scris. Mijloacele de dovedire ale fidejusiunii sunt acelea ale dreptului comun, și prin urmare și proba testimonială, în condițiile în care această probă este admisă. Astfel, este casabilă hotărîrea, când judecata omite a se pronunța asupra cererii unei părți de a-și completa dovedirea fidejusiunii cu proba testimonială, cerere întemeiată pe un început de dovadă scrisă emanată dela fidejursor. (Cas. I, 162/901, B. p. 635).

6. Cauțiunea neavând nici un interes în privința obligațiunii pe care o garantează, ba expunându-se chiar a plăti, fără a avea vre-un recurs util în contra debitorului principal, urmează

că cauțiunamentul este de strictă interpretare. Această interpretare restrictivă a obligațiunii contractată de cauțiune, în ceea ce concerne întinderea ei, nu leagă pe judecător de termenii contractului, căci el are dreptul și datoră, conform regulei generale de interpretare a convențiunilor, prevăzută de art. 977 c. civ., de a căuta intenția comună a părților atunci când termenii convențiunii par a nu fi adevărate expresie a părților contractante.

Când, dar, Curtea de apel găsește că contractul intervenit între fidejursori și creditor, în unele dispozițiuni ale sale arată că dânsii se obligă solidar, iar în altele cum că ei renunță numai la drepturile acordate lor de art. 1662 c. civ., adică la beneficiul discuțiunii, așa că contractul nu este clar și precis, cu drept cuvânt Curtea a căutat comuna intenție a părților, în diferitele acte, fapte și circumstanțe ale cauzei cu ajutorul cărora a determinat sensul termenilor actului, și anume cum că cofidejursorii nu s'au obligat solidar față de creditor și s'a conformat regulei de interpretare consacrată de art. 977 și 1656 c. civ., și bine n'a aplicat nici dispozițiunile art. 42 c. com.

Prin urmare, din moment ce între cofidejursor și creditor nu există solidaritate, urmează că orice întrerupere de prescripție făcută de creditor față de unul din ceilalți fidejursori, nu întrerupe prescripțiunea și față de cofidejursorul față de care creditorul nu a făcut nici o urmărire, precum nu făcuse nici contra debitorilor principali, în decursul primilor cinci ani, așa că pentru acest timp dobânzile s'au prescris și Curtea de apel cu drept cuvânt a considerat, asupra contestațiunii cofidejursorului la urmărirea exercitată de creditor, ca prescrise dobânzile nereclamate și neplătite în decursul primilor cinci ani dela data actului pus în executare. (Cas. II, No. 243, 1913; Jurispr. Rom. 1914, p. 99).

Art. 1657. — Fidejusiunea nedeterminată a unei obligațiuni principale, se întinde la toate accesoriile unei datorii, și încă și la speșele primei reclamațiuni, și la toate cele posterioare

notificări¹⁾ făcute fidejursorului. (Civ. 1046, 1654, 1666, 1956; Civ. Fr. 2016).

Text. fr. Art. 2016. — Le cautionnement indéfini d'une obligation principale s'étend à tous les accessoires de la dette, même aux frais de la première demande, et à tous ceux postérieurs à la dénonciation qui en est faite à la caution.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires, etc.*, 999, 1002 urm., 1004;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 735;
DALLOZ, *Rép. Caution*, 95 urm.; *Suppl. Caution*, 25 urm.;
GUILLOUARD, *Cautionnement, etc.*, 66, 67, 78, 80;
LAURENT, XXVIII, 170, 179;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 448;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2325.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 129 urm.;
CANTACUZINO MATEI, p. 534, 536.

Art. 1658. — Indatoririle fidejursorului trec la erezi, afară de constrângerea corporală chiar dacă îndatorirea eră asigurată prin constrângere corporală²⁾. (Civ. 653, 1060 urm., 1657; Civ. Fr. 2017).

Text. fr. Art. 2017. — Les engagements des cautions passent à leurs héritiers, à l'exception de la contrainte par corps, si l'engagement était tel que la caution y fût obligé.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires, etc.*, 1171;
DALLOZ, *Rép. Caution*, 23 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 134;
NACU, III, p. 489.

Art. 1659. — Debitorul obligat a da siguranță trebuie să prezinte o persoană capabilă de a contracta care să poseadă avere indestulă, spre a garantă o obligațiune, și care să aibă domiciliul în teritoriul juridicțional al curței apelative la care trebuie să se dea. (Civ. 87, 950, 1104, 1160 urm., 1664, 1675; Pr. Civ. 392 urm.; Com. 339, 356; Civ. Fr. 2018).

Text. fr. Art. 2018. — Le débiteur obligé à fournir une caution doit en présenter une qui ait la capacité de contracter, qui ait un bien suffisant pour répondre de l'objet de l'obligation, et dont le domicile soit dans le ressort de la cour royale où elle doit être donnée.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 676, 679;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires, etc.*, 935 urm., 972-974, 980, 981;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 736;
DALLOZ, *Rép. Caution*, 66;

¹⁾ Din eroare se zice aci „notificări“ în loc de „notificări“. Textul francez zice: „postérieurs à la dénonciation...“.

²⁾ Cu privire la legea constrângerei corporale din 12 Sept. 1864, care nu s'a pus niciodată în aplicare, a se vedea mai pe larg nota de sub textul art. 1125, Cod. Civ.

GUILLOUARD, *Cautionnement*, etc., 45 urm., 93, 105, 106, 108;
 LAURENT, XXVIII, 160, 193, 193;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 449;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2336;
 PONT, *Pet. contr.*, II, 57, 128, 131;
 TROPLONG, *Mandat*, etc., 188, 193, 194.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 134 urm., 139, 168, 661; (VIII, part. I, ed. 2-a, p. 316);
 CANTACUZINO MATEI, p. 537;
 LĂZĂRESCU EM. ALEX., *Des droits du conjoint survivant*, p. 172;
 NACU, I, p. 215, 236, 829; III, p. 490, 492.

Art. 1660. — Solvabilitatea unui garant se măsoară numai după nemișcătoarele ce pot fi ipotecate, afară de cazul când datoria este mică sau afacerea este comercială. Spre acest finit nu se pot lua în considerațiune nemișcătoarele în litigiu, nici acelea situate la o așa depărtare încât să devină foarte dificile lucrările executive asupra-le. (Civ. 1659, 1664, 1675, 1806; Pr. civ. 392—394; Civ. Fr. 2019).

Text. fr. Art. 2019. — La solvabilité d'une caution ne s'estime qu'en égard à ses propriétés foncières, excepté en matière de commerce ou lorsque la dette est modique.

On n'a point égard aux immeubles litigieux, ou dont la discussion deviendrait trop difficile par l'éloignement de leur situation.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 678;
 BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 976-978 urm.;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 736;
 GUILLOUARD, *Cautionnement*, etc., 87, 88, 90, 91 urm.;
 LAURENT, XXVIII, 189, 190 urm., 192;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 449;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2236;
 PONT, *Pet. contr.*, II, 120, 124 urm.;
 TROPLONG, *Mandat*, etc., 209 urm., 211.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 134 urm., 139, 168, 661; (III, part. I, ed. 2-a, p. 495; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 316);
 CANTACUZINO MATEI, p. 537;
 LĂZĂRESCU EM. ALEX., *Des droits du conjoint survivant*, p. 172;
 NACU, I, p. 236, 829; III, p. 490, 492.

Art. 1661. — Dacă fidejursorul, căpătat de creditor de bună-voe sau judecătorește, a devenit apoi nesolvabil, trebuie să se dea un altul.

Această regulă nu se aplică în singurul caz în care fidejusele s'a dat numai în puterea unei convențiuni prin care creditorele a cerut de fidejursor o anume persoană. (Civ. 1133; Civ. Fr. 2020).

Text. fr. Art. 2020. — Lorsque la caution reçue par le créancier, volontairement ou en justice, est ensuite devenue insolvable, il doit en être donné une autre. Cette règle reçoit exception dans le cas seulement où la caution n'a été donnée qu'en vertu d'une convention par laquelle le créancier a exigé une telle personne pour caution.

Doctrină străină

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 983-987, 989;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 170, 737;
 DALLOZ, *Rép. Caution*, 125 urm., 128 urm.; *Suppl. Caution*, 29 urm., 116 urm.;
 GUILLOUARD, *Cautionnement*, etc., 94, 96-100;
 LAURENT, XXVIII, 196, 197;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 449;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2337;
 PONT, *Pet. contr.*, II, 116, 135, 140, 144 urm.; 147;
 TROPLONG, *Mandat*, etc., 216-219.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 134 urm., 139, 168, 661;
 CANTACUZINO MATEI, p. 537;
 NACU, III, p. 490, 492.

CAPITOLUL II.

Despre efectele fidejusiunei.

Secțiunea I. — *Despre efectele fidejusiunei între creditor și caucionator (fidejuser).*

Art. 1662. — Fidejuserul nu este ținut a plăti creditorului, decât când nu se poate îndestulă dela debitorul principal, asupra așerei căruia trebuie mai întâi să se facă discuțiune afară numai când însuși a renunțat la acest beneficiu, sau s'a obligat solidar cu datornicul. In cazul din urmă efectul obligațiunei sale se regulează după principiile statornicite în privința datorilor solidarare. (Civ. 1039 urm., 1042, 1663, 1677; Pr. Civ. 112; C. com. 42, 464; Civ. Fr. 2021).

Text. fr. Art. 2021. — La caution n'est obligée envers le créancier à le payer qu'à défaut du débiteur, qui doit être préalablement discuté dans ses biens; à moins que la caution n'ait renoncé au bénéfice de discussion, ou à moins qu'elle ne se soit obligée solidairement avec le débiteur; auquel cas l'effet de son engagement se règle par les principes qui ont été établis pour les dettes solidaires.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 681, 682;
 BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 1013, 1014 urm., 1023-1025, 1036, 1042 urm.;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 739;
 DALLOZ, *Rép. Caution*, 160, 163 urm.; *Suppl. Caution*, 42 urm.;
 DEMOLOMBE, XXV, 707;
 GUILLOUARD, *Cautionnement*, etc., 25, 117, 118, 123 urm., 127, 138;
 LAURENT, XXVIII, 203, 206, 208, 215, 216;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 450, 451;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2341, 2352;
 PONT, *Pet. contr.*, II, 11, 153, 154, 157, 161;
 TROPLONG, *Mandat*, etc., 230, 231, 240.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 140 urm.; 143, 682;
 CANTACUZINO MATEI, p. 537;
 NACU, III, p. 493, 494;
 ROSETTI-BĂLĂNESCU I., *Observație sub. Cas. Civ. 6 Ian. 1919. Pand. Rom. 1924-III-74.*

Jurisprudență.

1. Beneficiul discuțiunei asupra așerei debitorului principal, despre care se ocupă legiuitorul în art. 1662, are loc numai atunci când este vorba de

o garanție personală și nu se poate invoca de aceia cari au afectat cu ipotecă un imobil al lor pentru achitarea unei datorii către o a treia persoană. (Cas. II, 88/77, Apr. 11/77; B. p. 168; Cas. I, 380/Nov. 25/81, B. p. 856).

2. Ori care ar fi origina creanței ce urmărește creditorul pe cât prin sentința tribunalului rămasă definitivă, s'a obligat la plata debitorului principal și în caz de insolvabilitate, să o plătească garantul, această sentință numai constituie pentru creditor titlul său și urmează a se supune la efectele acestui titlu, care regulează modul executării plății prin discuțiune mai întâi a averii debitorului principal. (Cas. I, 276/Iun. 14/78, B. p. 250).

3. Când se chiamă cine-va în garanție pentru a răspunde de datorie, nu e vorba de un debitor principal și de un garant care ar avea beneficiul de discuțiune asupra averii debitorului, ci de descărcarea unui debitor prin chemarea în garanție a adevăratului debitor. (Cas. I, 335/Oct. 31/81, B. p. 769).

4. Darea unei ipotece pentru asigurarea plății unei datorii contractată de altul, constituie o garanție reală, iar nu o fidejusiune, adică o garanție personală, în favoarea căreia numai poate exista beneficiul de discuțiune. Când dar se obligă creditorul ca mai înainte de a pune în vânzare ipoteca concedată de garant pentru asigurarea plății datoriei debitorului, să urmărească pe debitor, rău se interpretează și se aplică art. 1662 combinat cu 1625. (Cas. I, 110, Apr. 6/82, B. p. 390).

5. Regulele prescripse de codul civil în titlul despre fidejusiune se aplică la ori ce fidejusiune în general; asemenea și în cazul când unul sau mai mulți fidejutori au oferit o siguranță reală constituind o ipotecă, printr'aceasta nu se schimbă condițiunile fidejusiunii nici nu se agravează; deosebirea e numai într'aceasta între o fidejusiune simplă și între fidejusiunea cu o garanție reală; în cazul din urmă fidejutorul răspunde nu numai în virtutea relației personale creată prin fidejusiune, ci tot odată și în virtutea relației reale; dar pentru aceasta, acest din urmă nu e obligat la mai mult, căci dreptul de urmărire a bunurilor fidejutorului, îl are creditorul și în cazul fidejusiunii fără garanție reală; de aceea și fidejutorul care a dat și o siguranță reală are drepturile ce le are fidejutorul indicate prin art. 1662 urm.; de aceea el are și dreptul cuprins în art. 1667, adică el are asemenea ca și fidejutorul personal beneficiul diviziunii. (Cas. I, 207/Sept. 6/88, B. p. 707).

6. Beneficiul de discuțiune nu trebuie să fie propus înaintea Curței de compturi cu ocaziunea verificării gestiunii; acest beneficiu, conform art. 1662 Cod. civ., se invoacă când se urmărește încasarea banilor, adică atunci când se execută contractul de garanție. Prin urmare, legalmente, acest beneficiu trebuie propus la tribunalul prin care se

face urmărirea, fiindcă judecarea unei asemenea chestiuni nu intră în competența Curței de compturi. (Apel Buc. I, Dr. 55/902).

7. Cauțiunea neavând nici un interes în privința obligațiunii pe care o garantează, ba expunându-se chiar a plăți, fără a avea vre-un recurs util în contra debitorului principal, urmează că cautiunamentul este de strictă interpretare. Această interpretare restrictivă a obligațiunii contractată de cautiune, în cece conține întinderea ei, nu leagă pe judecător de termenii contractului, căci el are dreptul și datoria, conform regulei generale de interpretare a convențiunilor, prevăzută de art. 977 cod. civ., de a căuta intenția comună a părților atunci când termenii convențiunii par a nu fi adevărata expresie a părților contractante.

Când, dar, Curtea de apel găsește că contractul intervenit între fidejutori și creditor în unele dispozițiuni ale sale arată că dânsii se obligă solidar, iar în unele cum că ei renunță numai la drepturile acordate lor de art. 1662 c. civ., adică la beneficiul discuțiunii, așa că contractul nu este clar și precis, cu drept cuvânt Curtea a căutat comuna intenție a părților, în diferitele acte, fapte și circumstanțe ale cauzei cu ajutorul cărora a determinat sensul termenilor actului, și anume cum că cofidejursorii nu s'au obligat solidar față de creditor și s'au conformat regulei de interpretare consacrată de art. 977 și 1656 c. civ., și bine n'a aplicat nici dispozițiunile art. 42 c. com.

Prin urmare, din moment ce între cofidejursor și creditor nu există solidaritate, urmează că orice întrerupere de prescripție făcută de creditor față de unul din ceilalți cofidejursori, nu întrerupe prescripțiunea și față de cofidejursorul față de care creditorul nu a făcut nici o urmărire, precum nu făcuse nici contra debitorilor principali, în decursul primilor cinci ani, așa că pentru acest timp dobânzile s'au prescripse și Curtea de apel cu drept cuvânt a considerat, asupra contestatiunii cofidejursorului la urmărirea exercitată de creditor, ca prescripse dobânzile nereclamate și neplătite în decursul primilor cinci ani dela data actului pus în execuțiune. (Cas. II, No. 243, 1913; Jurispr. Rom. 1914, p. 99).

8. Creditorul care își are garantată creanța sa în gaj asupra unor bunuri din averea debitorului și cu garanția personală a unui garant care, în materie de comert, a înțeles să se oblighe pur și simplu, fără solidaritate, nu poate urmări pe acesta din urmă, dacă n'a depus nici o diligență pentru conservarea și urmărirea gajului și dacă

obiectele s'au înstrăinat astfel din culpa sa.

Chestiunile de a se ști dacă garantul a înțeles să se abstragă dela orice solidaritate și dacă creditorul a fost sau nu în culpă pentru înstrăinarea

gajului, sunt chestiuni de fapt, cari nu pot forma obiectul unor motive de casare. (Cas. III, No. 154, 1920; Jurispr. Rom. 1920, p. 175. Curier Jud. 53-54/1920; Pand Rom. 1924, III, 85).

Art. 1663. — Creditorul nu este îndatorat să discute averea debitorului principal, dacă garantul nu o cere dela cele dintâi lucrări îndreptate contra sa. (Civ. 1662, 1664 urm.; Pr. civ. 106, 107, 111, 392—396; Civ. Fr. 2022).

Text. fr. Art. 2022. — Le créancier n'est obligé de discuter le débiteur principal que lorsque la caution le requiert, sur les premières poursuites dirigées contre elle.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 1022;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 739;
DALLOZ, *Rép. Caution*, 178 urm.; *Suppl. Caution*, 46 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 450, 451;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2343.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 140 urm., 143, 682;
CANTACUZINO MATEI, p. 537, 591;
NACU, III, p. 493, 788.

Jurisprudență.

1. După art. 1663 și 1664 e în sarcina garanților să indice averea debitorului principal, anticipând și speșele cuviincioase pentru punerea în lucrare a executărei, în care caz numai creditorul e ținut să discute averea debitorului principal. (Cas. I, 384/Dec. 10/85, B. p. 900).

2. După art. 1663 și 1664, pentru ca garantul să poată cere discuția averii debitorului principal, i se impun următoarele condițiuni: 1) să facă cerere de la începutul urmăririi; 2) să indice averea debitorului principal; și 3) să

anticipeze speșele. Dacă dar garantul nu s'a conformat acestor condițiuni, de oarece n'a cerut discuția averii de la celo dintâi acte de urmărire îndreptate contra sa, n'a anticipat speșele cuviincioase, și bunul ce a desemnat eră în indiviziune, și cum, bunurile indivize nu pot fi considerate de cât litigioase, de oarece creditorul pentru a ajunge la realizarea drepturilor sale trebuie să provoace prealabil împărțea (art. 494 pr. civ.), ceea ce constitue un proces, face o bună aplicațiune a art. 1664, judecătorul care respinge contestația garantului. (Cas. I, 345/Nov. 14/86, B. p. 854).

Art. 1664. — Fidejasurele care cere discuțiunea trebuie să indice creditorului averea debitorului principal și să anticipeze speșele cuviincioase pentru punerea în lucrare a executărei.

Nu se va ține seamă arătarea bunurilor debitorului principal situate afară din teritoriul juridicțional al curței apelative în care trebuie să se efectueze plata, sau a bunurilor în litigiu, ori a bunurilor dejă ipotocate pentru siguranța datoriei, care nu mai sunt în posesiunea debitorului. (Civ. 1660, 1665, 1794; Civ. Fr. 2023).

Text. fr. Art. 2023. — La caution qui requiert la discussion, doit indiquer au créancier les biens du débiteur principal, et avancer les deniers suffisants pour faire la discussion.

Elle ne doit indiquer ni des biens du débiteur principal situés hors de l'arrondissement de la cour royale du lieu où le paiement doit être fait, ni des biens litigieux, ni ceux hypothèques à la dette qui ne sont plus en la possession du débiteur.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, 683;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 1028-1031, 1037, 1040;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 739, 972;
DALLOZ, *Rép. Caution*, 190 urm.; *Suppl. Caution*, 47 urm.;
GUILLOUARD, *Cautionnement*, etc., 132-134, 139, 140, 144;
LAURENT, XXVIII, 212, 213;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 450, 451;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2343;
PONT, *Pet. contr.*, II, 172, 174, 176, 178, 179;
TROPLONG, *Mandat*, etc., 237, 245, 262, 263 urm., 272.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 140 urm., 143, 682;
CANTACUZINO MATEI, p. 537, 591;
NACU, III, p. 493, 788.

Jurisprudență.

1. Este adevărat că garantul pentru plata unui capital poate opune beneficiul discuțiunii, dar când pe lângă obligația de garanție el s'a obligat direct și personal la plata dobânzilor, contra urmării acestor dobânzi, care îl privesc exclusiv, nu poate opune nici un beneficiu de discuțiune.

Acest beneficiu îl pierde el chiar ca garant pentru plata capitalului, din moment ce nu indică instanței de urmărire bunurile imobile ale debitorului asupra cărora să se facă urmărirea și nici nu anticipează speșele trebuitoare acelei urmăriri potrivit art. 1664 c. civ. (Cas. II, decizia No. 56 din 8 Iulie 1919; Jurispr. Rom. 1919, p. 842).

2. A se vedea: art. 1663, notele 1, 2.

Art. 1665. — De câte ori cauționatorul va arăta bunuri în cuprinderea articolului precedent și va anticipa și speșele cuviincioase pentru discuțiune, creditorul rămâne către garant răspunzător până la valoarea bunurilor arătate, în caz de nesolvabilitate a debitorului principal survenită prin amânarea urmării. (Civ. 1664; Civ. Fr. 2024).

Text. fr. Art. 2024. — Toutes les fois que la caution a fait l'indication de biens autorisée par l'article précédent et qu'elle a fourni les deniers suffisants pour la discussion, le créancier est, jusqu'à concurrence des biens indiqués, responsable, à l'égard de la caution, de l'insolvabilité du débiteur principal survenue par le défaut de poursuites.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 1039;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 740;
DALLOZ, *Rép. Caution*, 197 urm.;
GUILLOUARD, *Cautionnement*, etc. 142, 143;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 450, 451;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2344.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 140 urm., 143, 682;
CANTACUZINO MATEI, p. 537;
NACU, III, p. 494.

Art. 1666. — Când mai multe persoane au garantat unul și acelaș creditor pentru una și aceeași datorie, fiecare din

ele rămâne obligată pentru datoria întregă. (Civ. 1039 urm., 1108, 1652, 1657, 1667 urm., 1674, 1710; Com. 42; Civ. Fr. 2025).

Text. fr. Art. 2025. — Lorsque plusieurs personnes se sont rendues cautions d'un même débiteur pour une même dette, elles sont obligées chacune a toute la dette.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 685;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc. 1051;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 740;
DALLOZ, *Rép. Caution*, 203; *Suppl. Caution*, 50;
GUILLOUARD, *Cautionnement*, etc. 147;
LAURENT, XXVIII, 220;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 452 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2345 urm.;
PONT, *Pet. contr.*, II, 192;
TROPLONG, *Mandat*, etc. 291.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 146 urm., 166;
CANTACUZINO MATEI, p. 539;
NACU, II, p. 566; III, p. 495.

Jurisprudență.

1. A se vedea: art. 1041, notele 2, 3, 5.

Art. 1667. — Cu toate acestea fiecare din persoanele arătate în articolul precedent, întrucât n'a renunțat la beneficiul diviziunii, poate cere ca creditorul să dividă mai întâiu acțiunea sa și să o reducă la proporțiunea fiecărui.

Dacă unii din garanți erau nesolvabili în timpul în care unul din ei obținuse diviziunea, acesta rămâne obligat în proporțiunea unei asemenea nesolvabilități; dacă însă nesolvabilitatea a supraventit după diviziune, atunci nu mai poate fi răspunzător pentru aceasta. (Civ. 1042, 1668 urm.; Pr. civ. 106, 107, 111, 112, 392-396; Civ. Fr. 2026).

Text. fr. Art. 2026. — Néanmoins chacune d'elles peut à moins qu'elle n'ait renoncé au bénéfice de division, exiger que le créancier divise préalablement son action et la réduise à la part et portion de chaque caution.

Lorsque, dans le temps où une des cautions a fait prononcer la division, il y en avait d'insolvables, cette caution est tenue proportionnellement de ces insolvabilités; mais elle ne peut plus être recherchée a raison des insolvabilités survenues depuis la division.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 695;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc. 1056, 1058-1061, 1063-1067;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 80, 739, 740;
DALLOZ, *Rép. Caution*, 204 urm.; *Suppl. Caution* 51 urm.;
GUILLOUARD, *Cautionnement*, etc., 148-152, 154-156, 160;
LAURENT, XXVIII, 223-225, 229, 230;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 452 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2345 urm.;
PONT, *Pet. contr.*, II, 197, 198, 200 urm., 209, 210, 215, 218;
TROPLONG, *Mandat*, etc. 295, 303, 305-307, 315.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 146 urm., 166; (VI, p. 500);
CANTACUZINO MATEI, p. 480, 539;
NACU, II, p. 566; III, p. 495.

Jurisprudență.

1. Beneficiul de diviziune poate fi propus de unul din garanți chiar cu ocaziunea executării hotărârii de condamnarea garanților, când din parte-i n'a existat o renunțare la acest drept. (Cas. I, 276/Iun. 14/78, B. p. 250).

2. Regulele prescise de codul civil în titlul despre fidejusiune se aplică la orice fidejusiune în general; asemenea și în cazul când unul sau mai mulți fidejutori au oferit o siguranță reală constituind o ipotecă, printr'aceasta nu se schimbă condițiunile fidejusiunii nici nu se agravează; deosebirea e numai într'aceasta între o fidejusiune simplă și între fidejusiunea cu o ga-

ranție reală; în cazul din urmă fidejutorul răspunde nu numai în virtutea realității personale creată prin fidejusiune, ci tot odată și în virtutea relațiunei reale; dar pentru aceasta, acest din urmă nu e obligat la mai mult, căci dreptul de urmărire a bunurilor fidejusorelui îl are creditorile și în cazul fidejusiunei fără garanție reală; de aceea și fidejutorul care a dat și o siguranță reală are drepturile ce le are fidejutorul indicate prin art. 1662 urm.; de aceea el are și dreptul cuprins în art. 1667, adică el are asemenea ca și fidejutorul personal beneficiul diviziunii. (Cas. I, 207/Sept. 6/88, B. p. 707).

3. A se vedea: art. 1041, notele 3, 5.

Art. 1668. — Dacă creditorul însuși și de bună voie a împărțit acțiunea sa, nu mai poate să se lepede de această diviziune, deși, mai înainte de timpul în care a primit-o, unii din cauționatori au fost nesolvabili. (Civ. 1049, 1050; Civ. Fr. 2027).

Text. fr. Art. 2027. — Si le créancier a divisé lui-même et volontairement son action, il ne peut revenir contre cette division, quoiqu'il y eût, même antérieurement au temps où il l'a ainsi consentie, des cautions insolvables.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 685;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 1052;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 741;
DALLOZ, *Rép. Caution*, 227 urm.;
GUILLOUARD, *Cautionnement*, etc., 158, 159;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 452 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2350.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 146 urm., 166; (VI, p. 215 n. 1);
CANTACUZINO MATEI, p. 539;
NACU, III, p. 496.

Secțiunea II. — Despre efectele fidejusiunii între debitor și cauționator (fidejusore).

Art. 1669. — Cauționatorul ce a plătit are regres¹⁾ contra debitorului principal, atât când a garantat cu știința debitorului cât și pe neștiința lui.

Regresul se întinde atât asupra capitalului cât și asupra dobânzilor și a speselor; cu toate acestea garantul nu are regres decât pentru speșele făcute de dânsul după ce a notificat debitorului principal reclamațiunea pornită asupra-i.

Fidejutorul are regres și pentru dobânda sumei ce a plătit, chiar când datoria nu produce dobândă, și încă și pentru daune-interese²⁾ dacă se cuvine.

1) „Are regres”, adică: are dreptul de a urmări.

2) În textul art. francez lipsesc cuvintele: „și pentru dobânda sumei...” pînă la cuvântul: „pentru daune...”. De asemenea lipsește în textul francez și ult. aliniat al acestui art. 1669.

Cu toate acestea dobânzile ce ar fi fost datorite creditorului nu vor merge în favoarea garantului decât în ziua în care s'a notificat plata. (Civ. 991, 1084, 1088 urm., 1093, 1108 urm., 1547, 1548, 1550, 1657, 1672; C. com. 298, 324, 803 urm.; Civ. Fr. 2028; Civ. Ital. 1915 § 3 și ultim).

Text. fr. Art. 2028. — La caution qui a payé, a son recours contre le débiteur principal, soit que le cautionnement ait été donné au su ou à l'insu du débiteur.

Ce recours a lieu tant pour le principal que pour les intérêts et les frais; néanmoins la caution n'a de recours que pour les frais par elle faits depuis qu'elle a dénoncé au débiteur principal les poursuites dirigées contre elle.

Elle a aussi recours pour les dommages et intérêts, s'il y a lieu.

Text. Ital. Art. 1915. § 3. — Egli ha regresso per gli interessi di tutto ciò che ha pagato pel debitore, ancorchè il debito non producesse interessi, ed anche pei danni, quando sia il caso.

§ *ultim.* — Gli interessi però che non sarebbero dovuti al creditore, non decorrono a favore del fideiussore che dal giorno în cui avrà notificato il pagamento.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 689;
 BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 1081, 1083, 1087, 1105, 1107;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 28, 742;
 DALLOZ, *Rép. Caution*, 230 urm., 834, 1009; *Suppl. Caution*, 54 urm.;
 GUILLOUARD, *Cautionnement*, etc., 168, 170, 174, 177;
 LAURENT, XXVIII, 232, 234, 238;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 455 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2355 urm.;
 PONT, *Pet. contr.*, II, 231, 235, 239, 240;
 TROPLONG, *Mandat*, etc. 333, 350.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, X, p. 153 urm.; (VI, p. 508, 720; VII, p. 572);
 CANTACUZINO MATEI, p. 447, 533, 539, 540;
 NACU, II, p. 581; III, p. 497.

Art. 1670. — Cautionatorul ce a plătit datoria intră în dreptul ce avea creditorul contra datornicului. (Civ. 1108 § 3, 1682; Civ. Fr. 2029).

Text. fr. Art. 2029. — La caution qui a payé la dette, est subrogée à tous les droits qu'avait le créancier contre le débiteur.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 188, 189, 191, 686;
 BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc. 1111-1118, 1127;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 742;
 DALLOZ, *Rép. Caution*, 245 urm., 1959 urm.; *Suppl. Caution* 59 urm., 816;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 197 bis;
 GUILLOUARD, *Cautionnement*, etc., 169, 176, 183-187, 189, 190, 252;
 LAURENT, XXVIII, 135, 246;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 455 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2354;
 PONT, *Pet. contr.*, II, 267, 272, 274;
 TROPLONG, *Mandat*, etc., 329, 362.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, X, p. 154, 155, 161, 179; (I, ed. 2-a, p. 112; VI, p. 618 urm., 640, 641);
 CANTACUZINO MATEI, p. 539;
 NACU, III, p. 498, 499.

Jurisprudență.

1. Spre a operă această subrogațiune trebuie ca garantul să plătească creanța garantată. Simpla urmărire începută de creditor contra lui, îi dă numai dreptul a acționa pe debitorul garantat conform art. 1673. (Cas. I, 12/Ian. 12/72, B. p. 13).

2. Debitorul principal nu se poate sustrage în nici un mod de la restituirea sumei plătite pentru dânsul de garant, decât probând că garantul, făcând acea plată, a avut intenția de a-i face o liberalitate. Cumpărătorul unor drepturi sau unui lucru, luând sarcina de a plăti o datorie ce vânzătorul avea, nu

poate fi obligat în alt mod decât acela în care era obligat și vânzătorul, așa că, dacă vânzătorul era obligat ca garant și cu drept de a repetă dela debitorul principal și cumpărătorul va fi obligat tot ca garant și cu același drepturi. Astfel, dacă, în asemenea caz, cumpărătorul a plătit pentru debitorul principal, subrogațiunea la datoria plătită de dânsul s'a efectuat, nu în favoarea vânzătorului, ci în favoarea sa, și dacă, pentru plata acestei datorii, a luat dela debitorul principal o cambie, această cambie are o cauză și nu se poate anula ca neavând cauză. (Cas. II, 38/901, B. p. 264).

Art. 1671. — Când sunt mai mulți debitori principali solidari pentru una și aceeași datorie, fidejursorul ce a garantat pentru ei toți, are regres în contra fiecărui din ei pentru repetițiunea sumei totale ce a plătit. (Civ. 974, 1053, 1108, 1551, 1664, 1670, 1682; Civ. Fr. 2030).

Text. fr. Art. 2030. — Lorsqu'il y avait plusieurs débiteurs principaux solidaires d'une même dette, la caution qui les a tous cautionnés, a, contre chacun d'eux, le recours pour la répétition du total de ce qu'elle a payé.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 687;
 BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc. 1122;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 743;
 DALLOZ, *Rép. Caution*, 256 urm.; *Suppl. Caution*, 63 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 263 bis;
 GUILLOUARD, *Cautionnement*, etc. 193;
 LAURENT, XXVIII, 249;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 455 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2359;
 PONT, *Pet. contr.*, II, 278;
 TROPLONG, *Mandat*, etc. 379.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 146, 163 urm.; (VI, p. 618 urm., 640, 641);
 CANTACUZINO MATEI, p. 540;
 NACU, III, p. 499.

Art. 1672. — Fidejursorul ce a plătit prima dată, nu are regres contra debitorului principal ce a plătit de-a doua oară¹⁾; are însă acțiunea de repetițiune contra creditorului.

Când fidejursorul a plătit, fără să fi fost urmărit și fără să fi înștiințat pe datornicul principal, nu va avea nici un regres contra acestuia în cazul când în timpul plăței, datornicul ar fi avut meziu de a declara stinsă datoria sa; îi rămâne însă dreptul de a cere înapoi dela creditor banii dați. (Civ. 974, 991, 994, 1092, 1351, 1547, 1548, 1669; Civ. Fr. 2031).

1) In art. francez corespunzător 2031, după cuvintele: „de a doua oară” urmează imediat: „lorsqu'elle ne l'a point averti du paiement par elle fait”.

Text. fr. Art. 2031. — La caution qui a payé une première fois, n'a point de recours contre le débiteur principal qui a payé une seconde fois, lorsqu'elle ne l'a point averti du paiement par elle fait; sauf son action en répétition contre le créancier.

Lorsque la caution aura payé sans être poursuivie et sans avoir averti le débiteur principal, elle n'aura point de recours contre lui dans le cas où, au moment du paiement, ce débiteur aurait eu des moyens pour faire déclarer la dette éteinte; sauf son action en répétition contre le créancier.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 690;
 BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 1089-1091;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 744;
 DALLOZ, *Rép. Caution*, 258 urm.; *Suppl. Caution*, 66;
 GUILLOUARD, *Cautionnement*, etc., 168, 178, 180, 181;
 LAURENT, XXVIII, 240;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 455 urm
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2360;
 PONT, *Pet. contr.*, II, 232, 255.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 157, 158; (VI, p. 118, 204, 444);
 CANTACUZINO MATEI, p. 540, 541;
 NACU, III, p. 500.

Art. 1673. — Fidejuserul, și fără a fi plătit, poate să reclame dezdaunare dela debitor:

1. Când este urmărit în judecată pentru a plăti;
2. Când debitorul se află falit sau în stare de nesolvabilitate;
3. Când debitorul s'a îndatorat de a-l liberă de garanție într'un termen determinat și acesta a expirat¹⁾;
4. Când datoria a devenit exigibilă prin sosirea scadenței stipulate;
5. După trecerea de zece ani, când obligațiunea principală nu are un termen determinat de scadență, întrucât însă obligațiunea principală nu ar fi fost de așa fel încât să nu poată a se stinge înaintea unui termen determinat, cum de exemplu tutela, ori întrucât nu s'a stipulat contrariul²⁾. (Civ. 969, 991, 1022, 1025, 1546, 1669, 1684; Civ. Fr. 2032; Civ. Ital. 1919).

Text. fr. Art. 2032. — La caution, même avant d'avoir payé, peut agir contre le débiteur, pour être par lui indemnisée:

- 1^o Lorsqu'elle est poursuivie en justice pour le paiement;
- 2^o Lorsque le débiteur a fait faillite, ou est en déconfiture;
- 3^o Lorsque le débiteur s'est obligé de lui rapporter sa décharge dans un certain temps;
- 4^o Lorsque la dette est devenue exigible par l'échéance du terme sous lequel elle avait été contractée;
- 5^o Au bout de dix années, lorsque l'obligation principale n'a pas de terme fixe d'échéance, à moins que l'obligation principale, telle qu'une tutelle, ne soit pas de nature à pouvoir être éteinte avant un temps déterminé.

1) In textul art. francez lipsesc cuvintele: „...și acesta a expirat”.

2) In textul art. francez lipsesc ultimele cuvinte: „ori întrucât nu s'a stipulat contrariul”.

Text. Ital. Art. 1919. — Il fideiussore, anche prima di aver pagato, può agire contro il debitore per essere da lui rileyato:

- 1° Quando sia convenuto giudizialmente pel pagamento;
- 2° Quando il debitore sia fallito o si trovi in istato di non solvenza;
- 3° Quando il debitore siasi obligato di liberarlo dala sicurtà in un tempo determinato, e questo sia scaduto;
- 4° Quando il debito sia divenuto exigibile per essere scaduto il termine convenuto pel pagamento;
- 5° Al termine di anni dieci, quando l'obligazione principale non abbia un termine fisso per la scadenza, purchè l'obligazione principale non fosse di tal natura da non potersi estinguere prima di un tempo determinato, come accade riguardo alla tutela, o non vi fosse convenzione in contrario.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 321, 691;
 BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc. 1098-1100, 1102, 1108;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 745;
 DALLOZ, *Rép. Caution*, 260 urm.; *Suppl. Caution* 68 urm.;
 DEMOLOMBE, XXVI, 427;
 GUILLOUARD, *Cautionnement*, etc., 203, 204, 206, 208, 209;
 LAURENT, XVII, 365; XXVIII, 253, 257, 259, 262;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 453, 459;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2361, 2362;
 PONT, *Pct. contr.*, II, 286, 289, 294, 297-299, 304;
 TROPLONG, *Mandat*, etc., 391, 392, 395, 405, 410, 413, 414, 416.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 155, 158 urm.; (VI, p. 118, 204, 444);
 CANTACUZINO MATEI, p. 538, 540;
 NACU, III, p. 501, 502.

Jurisprudență.

1. Simpla urmărire a garantului să plătească nu e suficientă a operă subrogatiunea legală, ci numai de a da dreptul caucionarului să acționeze pe debitorul garantat pentru desdaunări, conform art. 1673. (Cas. I, 12/Ian. 17/72, B, p. 12).

2. Garantul, independent de acțiunea recursorie ce ar avea în cazul când ar fi plătit datoria debitorului mai are încă și acțiunea ce-i acordă articolul 1673 paragraful 1. În adevăr, conform art. 1673, fidejuserul și fără a fi plătit, poate să reclame desdaunare de la debitor, pentru justul motiv ca să poată fi pus la adăpostul urmăririlor creditorului și să fie ferit de pericolul insolvabilității debitorului. Desdăunarea pe care cauciunea poate în acest caz să o reclame de la debitor, nu poate avea alt obiect de cât descărcarea sa de obligatiunea ce a contractat, lucru care nu se poate obține decât obligan-

du-se debitorul să consemneze o sumă de bani egală cu quantumul obligațiunei caucionate, de oarece garantul neplătind nimic creditorului, nu poate cere nici el ca debitorul să-i plătească ceva, ci numai ca să consemneze suma, și aceasta este o siguranță suficientă pentru el care să-i garanteze eficacitatea recursului său ulterior. (Apel Galați, I, Febr. 8/94, Dr. 38/94).

3. Girantul unei cambii, independent de acțiunea recursorie ce ar avea în cazul când ar fi plătit în locul emitențului cambiile emise de acesta, mai are și acțiunea acordată fidejuserului de art. 1673 al. I codul civil, adică dânsul, în calitate de fidejuser, chiar dacă n'ar fi plătit cambia girată de el, poate cere desdaunarea dela debitor, pentru justul motiv de a putea fi pus la adăpostul urmăririlor creditorului și de a fi ferit de pericolul insolvabilității debitorului. (Apel Galați I, C. Jud. 39/94).

4. A se vedea: art. 1684, notele 1, 2.

Secțiunea III. — *Despre efectele fidejusiunei între mai mulți garanți.*

Art. 1674. — Când mai multe persoane au garantat pentru unul și același debitor și pentru una și aceeași datorie, garantul ce a plătit datoria, are regres contra celorlalți garanți pentru porțiunea ce privește pe fiecare.

Cu toate acestea nu are loc regresul decât când garantul a plătit în unul din cazurile arătate în articolul precedent. (Civ. 778, 991, 1053, 1108, 1109, 1666, 1673; Civ. Fr. 2033).

Text. fr. Art. 2033. — Lorsque plusieurs personnes ont cautionné un même débiteur pour une même dette, la caution qui a acquitté la dette, a recours contre les autres cautions, chacune pour sa part et portion.

Mais ce recours n'a lieu que lorsque la caution a payé dans l'un des cas énoncés en l'article précédent.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 692;
 BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 1132-1135;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 100, 745;
 DALLOZ, *Rép. Caution*, 285 urm.; *Suppl. Caution*, 71 urm.;
 GUILLOUARD, *Cautionnement*, etc. 211-213;
 LAURENT, XXVIII, 266, 267;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 455 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2364 urm.;
 PONT, *Pet. contr.* II, 312, 313, 324;
 TROP LONG, *Mandat*, etc., 432 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 165 urm., 167; (III, part. II, ed. 2-a, p. 699 n. 1; VI, p. 640, 650);
 CANTACUZINO MATEI, p. 541;
 NACU, III, p. 503.

CAPITOLUL III.

Despre fidejusiunea legală și cea judecătorească.

Art. 1675. — De câte ori o persoană este obligată de lege sau de judecător a da o garanție, garantul ce se oferăște trebuie să aibă condițiunile prescrise de art. 1659 și 1660. Fidejusiunea judecătorească trebuie încă să poată fi supusă la constrângere corporală¹⁾. (Civ. 15, 106, 109, 541, 556, 644, 682, 718, 1364, 1659, 1660, 1806; Pr. civ. 106, 112, 129, 155, 392 urm.; C. com. 339, 356, 734; Civ. Fr. 2040).

Text. fr. Art. 2040. — Toutes les fois qu'une personne est obligée par la loi ou par une condamnation, à fournir une caution, la caution offerte doit remplir les conditions prescrites par les articles 2018 et 2019.

Lorsqu'il s'agit d'un cautionnement judiciaire, la caution doit, en outre, être susceptible de contrainte par corps.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 990;
 DALLOZ, *Rép. Caution*, 327 urm.; *Suppl. Caution*, 106;
 GUILLOUARD, *Cautionnement*, etc., 109;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 449;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2334 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 138, 139, 143, 167 urm.;
 CANTACUZINO MATEI, p. 537;
 NACU, I, p. 236, 829; III, p. 490.

¹⁾ A se vedea notele de sub textul art. 1125 și 1658 Cod. Civil, cu privire la legea constrângerii corporale din 12 Sept. 1864.

Art. 1676. — Cel ce e dator să dea garanție, e liber să dea un amanet sau altă asigurare care să se găsească suficientă pentru asigurarea creanței. (Civ. 1685 urm.; Pr. civ. 107; Civ. Fr. 2041; Civ. Ital. 1922).

Text. fr. Art. 2041. — Celui qui ne peut pas trouver une caution, est reçu à donner à sa place un gage en nantissement suffisant.

Text. Ital. Art. 1922. — E in facoltà di colui che deve dare una sicurtà, il dare invece un pegno od altra cautela che sia riconosciuta sufficiente ad assicurare il credito.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 680;

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 992, 993, 993 bis;

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 815; II, p. 737;

DALLOZ, *Rép. Caution*, 377 urm.; *Surench.*, 172 urm.; *Suppl. Caution*, 107 urm.; *Surench.* 135 urm.;

GUILLOUARD, *Cautionnement*, etc., 110;

LAURENT, XXVIII, 199, 202.;

MOURLON, ed. 7-a, III, p. 449;

PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2334 urm.;

PONT, *Pet. contr.*, II, 150, 445;

TROPLONG, *Mandat*, etc. 202.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 138, 139, 143, 167 urm.; (III, part. I, ed. 2-a, p. 496; III, part. II, ed. 2-a, p. 408 n. 5, 409);

CANTACUZINO MATEI, p. 537;

NACU, I, p. 236, 829; III, p. 490, 492.

Jurisprudență.

1. Veri cine după lege este dator să dea o garanție, dânsul se poate liberă prin predarea unei asigurări de ori ce natură ar fi, numai să fie suficientă pentru a garanța creanța. Acest principiu fundamental, prescris de art. 1676 c. civ., departe de a fi fost înlăturat de legiuitor prin art. 77 leg. curții de casație, legiuitorul pare că a voit a-l consacra din nou prin chiar termenii cum a redactat acest articol, dispunând modul cum are a se efectua garanțiile, fie prin depunerea valorii la care a fost condamnat debitorul, fie prin asigurarea acestei valori. Dacă legiuitorul a cerut o garanție pentru suspendarea executării hotărârilor atacate prin recurs, aceasta a făcut-o cu scop de a

asigura interesele creditorului îndreptățit, și nici o garanție nu poate atinge acest scop de cât cele asigurate în ipotecă. Asemenea garanție reală neputând fi clasată de cât între ipotecile convenționale, trebuie a fi supusă la regulile prescrise pentru constituirea lor. Deși în cazul când creditorul s'ar refuza fără cuvânt de a consimți la constituirea unei asemenea ipotece, justiția suplinește consimțământul său, însă totuși creditorul trebuie a fi somat de a interveni la constituirea ipotecei, astfel ca și dânsul să fie pus în poziție de a aprecia dacă garanția ce i se oferă nu este iluzorie, dacă imobilul ipotecat nu este litigios, grevat de sarcini, sau dacă expertiza valorii lui s'a făcut într'un mod sincer. (Apel Buc. I, Oct. 20/73, Dr. 78/73).

Art. 1677. — Garantul judecătoresc nu poate cere discuțiunea averii debitorului principal. (Civ. 1662, 1678; Pr. civ. 396; Civ. Fr. 2042).

Text. fr. Art. 2042. — La caution judiciaire ne peut demander la discussion du débiteur principal.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 1041;

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 736, 740;

MOURLON, ed. 7-a, III, p. 449;

PANDECTES FR., *Caution*, 540, 541;

PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2334 urm.;
 THIRY, IV, 242, p. 220, 267;
 TROPLONG, *Cautionnement*, 242, 593 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 138, 139, 143, 167 urm.;
 CANTACUZINO MATEI, p. 538;
 NACU, III, p. 490, 494.

Art. 1678. — Cel ce s'a făcut garant numai pentru fidejursorul judecătoresc, nu poate să ceară discuțiunea averei debitorului principal și a fidejusorelui. (Civ. 1655; Civ. Fr. 2043).

Text. fr. Art. 2043. — Celui qui a simplement cautionné la caution judiciaire, ne peut demander la discussion du débiteur principal et de la caution.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc. 1048;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 740;
 DALLOZ, *Rép. Caution*, 382;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 449;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2342.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 138, 139, 143, 167 urm.;
 CANTACUZINO MATEI, p. 538, 541;
 NACU, III, p. 490, 494.

CAPITOLUL IV.

Despre stingerea fidejusiunei.

Art. 1679. — Obligațiunea ce naște din fidejusiune se stinge prin acele cauze prin care se sting și celelalte obligațiuni. (Civ. 1044, 1045, 1091 urm., 1137, 1142 urm., 1148, 1155, 1215, 1216, 1218, 1873; Civ. Fr. 2034).

Text. fr. Art. 2034. — L'obligation qui résulte du cautionnement, s'éteint par les mêmes causes que les autres obligations.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 1170;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 512;
 DALLOZ, *Rép. Caution*, 297 urm., 360 urm.; *Suppl. Caution*, 75 urm., 100;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 459;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2377.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 169 urm.;
 NACU, III, p. 505.

Art. 1680. — Confuziunea urmată între datornicul principal și fidejursorul său, prin erizarea unuia de către altul, nu stinge acțiunea creditorului contra celui ce a garantat pentru fidejursor. (Civ. 653, 1091, 1154 urm., 1655; Civ. Fr. 2035).

Text. fr. Art. 2035. — La confusion qui s'opère dans la personne du débiteur principal et de sa caution, lorsqu'ils deviennent héritiers l'un de l'autre, n'éteint point l'action du créancier contre celui qui s'est rendu caution de la caution.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 1162;
DALLOZ, *Rép. Caution*, 322 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 461;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2380.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 175 urm.;
CANTACUZINO MATEI, p. 542;
NACU, III, p. 506.

Art. 1681. — Garantul se poate servi în contra creditorului de toate excepțiunile datornicului principal inerente datoriei; însă nu-i poate opune acele ce sunt curat personale datornicului. (Civ. 1047, 1093, 1118 urm., 1142, 1148, 1155, 1201, 1215, 1216, 1218, 1653, 1682 urm., 1837, 1890, 1906 urm.; Civ. Fr. 2036).

Text. fr. Art. 2036. — La caution peut opposer au créancier toutes les exceptions qui appartiennent au débiteur principal, et qui sont inhérentes à la dette; Mais elle ne peut opposer les exceptions qui sont purement personnelles au débiteur.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 684;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 956-958;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 738, 742, 746;
DALLOZ, *Rép. Caution*, 328 urm.; *Suppl. Caution*, 85;
GUILLOUARD, *Cautionnement*, etc., 58 bis, 162, 231, 232;
LAURENT, XXVIII, 297, 300;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 444 urm., 459;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2370, 2376;
PONT, *Pet. contr.*, II, 416;
TROPLONG, *Mandat*, etc., II, 522.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 151 urm.; (VI, p. 194 n. 1; VII, p. 418 nota);
CANTACUZINO MATEI, p. 541;
NACU, III, p. 497;
ROSETTI-BĂLĂNESCU I., *Observație* sub. Cas. Civ., 6 Ian. 1919. Pand. Rom. 1924-III-74.

Jurisprudență.

1. Nu-și poate avea aplicațiunea art. 1681 și 1682 când se constituie o garanție ipotecară. (Cas. I, 380/Nov. 25/81, B. p. 856).

2. Apărarea întemeiată pe prescripțiune, fiind de natură, când e dovedită, a stinge obligațiunea chiar, ea este inerentă datoriei, iar nu o excepțiune personală a debitorului; prin urmare conform art. 1681 garantul putându-se servi în contra creditorului de toate excepțiunile debitorului principal inerente datoriei, afară de acelea ce sunt curat personale ale debitorului, poate invoca în numele său personal prescripțiunea câștigată de debitorul principal, chiar în caz când debitorul prin-

cipal n'ar fi invocat-o. (Cas. I, 399/Oct. 28/91, B. p. 1105; Cas. I, 22/Ian. 22/86, B. p. 25).

3. Garantul nu poate invoca de cât prescripțiunea ce ar fi putut invoca și debitorul garantat. (Cas. I, 399/Oct. 23/91, B. p. 1105).

4. Garantul, având dreptul a invoca toate excepțiunile datornicului principal, inerente datoriei, este evident că cel chemat în garanție are tot dreptul, chiar în lipsa datornicului principal, să invoace finele de admisibilitatea acțiunii, căci prin aceasta, apărând pe creditorul principal, chiar în absența sa, se apără și pe sine. (Trib. Putna C. Jud. 74/901).

5. A se vedea: art. 1201, notele 17, 44, 51, 69, 104, 139, 166, 173, 180.

Art. 1682. — Cauționatorul se liberează de garanția sa, când nu poate să intre în drepturile, privilegiile și ipotecele creditorului din cauza acestuia. (Civ. 998, 999, 1107, 1108, 1169, 1670; Civ. Fr. 2037).

Text. fr. Art. 2037. — La caution est déchargée, lorsque la subrogation aux droits, hypothèques et privilèges du créancier, ne peut plus, par le fait de ce créancier, s'opérer en faveur de la caution.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 694-696, 680, 683, 697, 698;
 BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 1144 urm., 1157 urm., 1163-1165, 1168, 1176, 1177, 1179-1181 urm., 1186-1189;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 741, 747 urm., 940, 970;
 DALLOZ, *Rép. Caution*, 332 urm., 495 urm., 1459 urm.; *Suppl. Caution*, 86 urm., 205, 586;
 GUILLOUARD, *Cautionnement*, etc., 161, 220, 234, 237-240 urm., 245, 251 urm.;
 LAURENT, XXVIII, 277, 304, 307-314;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 459;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2382 urm., 3219 urm.;
 PONT, *Pet. contr.*, II, 368, 369, 371, 372, 376-378, 380, 381;
 TROPLONG, *Mandat*, etc., 558, 561, 563, 565 urm., 570-572.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 163, 179 urm., 184, 267; (VI, p. 204, 217, 218, 720); *Notă sub C. Apel Bourges*, 18 Ian. 1922. *Jurispr. Gen.* 14/1924 No. 811;
 CANTACUZINO MATEI, p. 538, 540, 591;
 NACU, III, p. 505;
 ROSETTI-BĂLĂNESCU I., *Observație sub. Cas. civ.*, 6 Ian. 1919. *Pand. Rom.* 1924-III-74.

Jurisprudență.

1. Nu s' poate avea aplicațiunea art. 1681 și 1682 când se constituie o garanție ipotecară. (Cas. I, 380/N. v. 25/81, B. p. 85).

2. Garantul este obligat a plăti conform convențiunei, în caz când obligațiunea nu s'ar îndeplini de către debitorul principal. Această îndatorire există pentru dânsul chiar când creditorul ar acorda termene și în acest interval ar rezulta insolvabilitatea debitorului principal (art. 1684). Răspunderea garantului încetează numai când prin faptul creditorului s'au pierdut asigurările existente în momentul contractărei, ceea ce rezultă învederat din principiile ce guvernează cautiunea și din restricțiunea anume pusă prin art. 1682. Astfel fiind, garantul nu poate pretinde a fi scutit de plată sub cuvânt că creditorul n'a fost diligent de a urmări în termen util pe debitorul principal care a devenit din această cauză insolvabil. (Apel Buc. II, 192, Mai 29/87, Dr. 57/87).

3. Deși garantului îi este deschisă calea de a urmări pe debitorul principal pentru acoperirea creanței garantate, totuși această neurmărire nu poate disculpa pe creditor de neglijența sa pentru că prin culpa sa a zădărnicit drepturile garantului, și în asemenea caz, după art. 1682, cautiunatul se liberează de garanția sa când nu poate să intre în drepturile, privilegiile și ipotecele creditorului din cauza acestuia. (Cas. I, 259/Iun. 8/91, B. p. 718).

4. Conform art. 1682 c. civil, cautiunatul se liberează de garanția sa când nu poate să intre în drepturile creditorului din cauza acestuia.

Prin urmare dacă creditorul s'a dezistat la prima instanță de la debitorul principal pe care îl chemase în judecată împreună cu garantul, acesta din urmă ne mai putând să intre în drepturile creditorului urmează să fie eliberat de garanția sa. (Cas. III, 371/911. *Curier Jud.* 21/1912).

5. A se vedea: art. 1684, notele 1, 2.

Art. 1683. — Dacă creditorul primește de bunăvoie un imobil sau alt lucru în plata datoriei principale, cautiunatorul rămâne liberat chiar când creditorul a fost evins din acel lucru. (Civ. 1095, 1100, 1128; Civ. Fr. 2038).

Text. fr. Art. 2038. — L'acceptation volontaire que le créancier a faite d'un immeuble ou d'un effet quelconque en paiement de la dette principale, décharge la caution, encore que le créancier vienne à en être évincé.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 693;
 BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 1149-1152;
 CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 410;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 513, 746;
 DALLOZ, *Rép. Caution*, 364 urm.; *Suppl. Caution*, 101 urm.;
 GUILLOUARD, *Cautionnement*, etc., 254-257;
 LAURENT, XXVIII, 280, 281, 283;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 460;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 524, 2372;
 PONT, *Pet. contr.*, II, 404;
 SALELLES, *Obligation*, ed. 3-a, p. 39 nota 1;
 TROPLONG, *Mandat*, etc., 583.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 171 urm., 686; (VI, p. 487, 682);
 CANTACUZINO MATEI, p. 478, 541;
 NACU, III, p. 504.

Art. 1684. — Prelungirea termenului acordat de creditor în favoarea datornicului principal, nu liberează pe fidejutor de garanția sa, care poate în acest caz să urmărească pe debitor pentru plată. (Civ. 1673; Civ. Fr. 2039).

Text. fr. Art. 2039. — La simple prorogation de terme, accordée par le créancier au débiteur principal, ne décharge point la caution, qui peut, en ce cas, poursuivre le débiteur pour le forcer au paiement.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 1191 urm.;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 748;
 DALLOZ, *Rép. Caution*, 369 urm.; *Suppl. Caution*, 105;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 460.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 163, 182; (VI, p. 118);
 NACU, III, p. 504.

Jurisprudență.

1. Prelungirea termenului acordat de creditor în favoarea debitorului principal nu liberează pe fidejutor de garanția sa, care, poate în acest caz să urmărească pe debitor pentru plată. Prin urmare, întru cât fidejutorul are acțiune de la lege pentru a-și asigura drepturile sale contra debitorului principal și nu întrebuintează acest mijloc prevăzut și prin art. 1673, faptul de a acorda termene debitorului principal nu poate fi considerat dăunător fidejutorului, căci e permis de lege, fără ca fidejutorul prin această singură împrejurare să se descaree de garanția sa. Numai în cazul când creditorul ar fi în culpă sau de rea credință față de caucionarul s'ar discuta despre liberarea cauciunei. (Trib. Iași, II, 146, Iun. 4/87, Dr. 15/88).

2. Deși cauciunea se eliberează, când subrogațiunea în drepturile creditoru-

lui nu se mai poate opera în favoarea cauciunei, prin faptul creditorului, conform art. 1682 c. civ., însă simpla prelungire a termenului acordat de debitor, în favoarea datornicului, nu liberează cauciunea, care poate în acest caz să urmărească pe debitor ca să-l oblige la plată conform art. 1684, combinat cu art. 1673, în virtutea căruia fidejusorele, și fără a fi plătit, poate să reclame desdaunare de la debitor, când datoria a devenit exigibilă, prin sosirea scadenței. Astfel fiind, nu importă a se mai discuta gravitatea faptului creditorului, care ar face imposibilă subrogațiunea fidejusorelui în drepturile creditorului, dacă adică dispozițiunile art. 1682 s'ar aplica și când faptul ar fi omisiune sau neglijență din partea creditorului, de oarce faptul prelungirii termenului nu liberează cauciunea. (Cas. I, 44/Febr. 6/89, B. p. 133).

TITLUL XV.

Despre amanet.

Art. 1685. — Amanetul este un contract prin care datornicul remite creditorului său un lucru mobil ¹⁾ spre siguranța datoriei. (Civ. 942, 1139, 1316, 1591 urm., 1676, 1689, 1690, 1722, 1730 § 3; C. com. 433, 478 urm., 495, 496 urm.; Lege p. creditul agricol 2 Iunie 1892, Art. 26, 27; Lege p. înființarea unei bănci agricole 1 Aprilie 1894, Art. 11, 12; Legea băncilor populare 15 Aprilie 1910, Art. 14, 15; Lege p. regularea și consolidarea dreptului de a exploata petrolul și ozocherita, Art. 62 urm.; Civ. Fr. 2071; Civ. Ital. 1878).

Text. fr. Art. 2071. — Le nantissement est un contrat par lequel un débiteur remet une chose à son créancier pour sûreté de la dette.

Text. Ital Art. 1878. — Il pegno è un contratto, col quale il debitore dà al creditore una cosa mobile per sicurezza del credito, da restituirsi in natura dopo l'estinzione del medesimo.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, p. 109 urm., 129; II, ed. 5-a, p. 159; IV, p. 700, 715;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du Nantissement, des Privilèges et Hypothèques*, I, 6-10, 23-25, 28, 29, 31-38, 381; p. 23, n° 4; p. 25, n° 4;
 BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 870;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 751;
 DALLOZ, *Rép. Nantiss.*, 38 urm.; *Suppl. Nantiss.*, 20 urm., 715;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 299 bis, I; 303 bis, II, IV; 393 bis, III;
 GUILLOUARD, *Tr. du Nantissement, des Privilèges et Hypothèques*, 19, 22-25, 40, 42-45, 49, 51-54, 56, 91, 93, 143, 202, 203, 250-255;
 LAURENT, XXVIII, 436, 437, 439, 440, 444-446, 461, 462, 528, 530, 534, 541, 542; XXXII, 575, 587;
 LYON-CAEN ET RENAULT, *Tr. de dr. comm.*, III, 263, 275 bis;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 482;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2388 urm.;
 PONT, *Pet. contr.*, II, 1060, 1071, 1074, 1075, 1080, 1098, 1221-1223, 1232;
 TROPLONG, *Comment. des Privilèges et Hypoth.*, 114, 517-519.
 WAHL, *Titres au porteur*, 1530.

Doctrină românească

ALEXANDRESCO, X, p. 234 urm., 244, 253, 296; *Droit ancien et moderne de la Roumanie* p. 226;
 CANTACUZINO MATEI, p. 550 urm.;
 CERBAN AL., „Lacunele și defectele în organizarea sistemului nostru civil de garanții reale”. *Curier Jud.* 23-24/919; *Notă sub. Trib. Teleorman s. I*, 289 din 4 Nov. 1920. *Curier Jud.* 1/921;
 IONESCU STELIAN, *Notă sub. C. Apel Buc. s. IV*, 92 din 17 Oct. 1923 și *Trib. Ilfov s. II com.*, 417 din 19 Febr. 1925. *Pand. Rom.* 1925-II-126;
 NACU, III, p. 511 urm.;
 RAPAPORT M., *Notă sub. Trib. com. Ilfov s. I*, 146 din 7 Febr. 1925, *Curier Jud.* 31/1925.

Jurisprudență.

1. Constituirea unui lucru ca amanet conferă creditorului amanetar un drept real asupra lucrului amanetat. Amanetul fiind lucru mobil, creditorul amanetar n'are a cercetă proprietatea lucrului amanetat, ci numai faptul posesiunii debitorului, căci posesiunea în materie mobilă constituie acestuia

dreptul de proprietate, de unde rezultă că numai acel lucru poate fi considerat ca amanet, care în realitate se află în posesiunea debitorului, încât dacă gagiul oferit se află în stăpânirea altuia, este de interes și prin urmare de datoria creditorului amanetar, de a se asigura că lucrul, deși în alt loc, este proprietatea debitorului, de unde îndatorirea creditorului de a constată exis-

1) In textul art. francez, lipsește denumirea de: „mobil”.

tență și posesiunea lui de către debitor. De aci rezultă că un contract de amanet nu poate a se raporta de cât la lucruri cari în momentul constituției amanetului se aflau în posesiunea debitorului. Deci, ori ce altă avere a debitorului nu poate fi supusă la rigoarea averii amanetată. Dacă însuși amanetul este supus la dreptul de aprehensiune *erga omnes*, toată cealaltă avere a debitorului este, în raportul ei cu creditorul ne îndestulat din amanet, supusă dreptului comun, și cu atât mai mult daraverile debitorului cu cei de al treilea, încât chiar dacă creditorul, îmbrăcând calitatea debitorului său, vrea să urmărească pe terții debitori ai debitorului său, amanetar, nu poate să o facă decât în bază art. 974 c. civ., și conform regulilor ei procesuale ordinare. Același principiu de separațiune în ce privește lucrul constituit amanet și daraverile debitorului cu terțiile persoane subsistă și pentru creditul agricol, căci și rigoarea amanetării privilegiate a creditorului agricol se întinde numai asupra lucrului constituit ca gaj nu însă și asupra celeilalte averi, căci astfel constituirea unui gajiu special n'ar avea nici un sens în caz de înstrăinare frauduloasă sau pierderea amanetului; aceasta urmează a se constata judecătorește, și această constatare formează creditului titlul pentru executarea căruia aplică mai departe legea de urmărire; apoi substituirea creditului în drepturile debitorului amanetar nu-i poate conferi alte drepturi de cât acelea ale debitorului, pozițiunea celor de al treilea neputându-se agrava prin substituirea creditului agricol în locul creditorului lor originar. (Trib. Suceava, Sept. 25/93, Dr. 65/93).

2. Constituirea gagiului nu are alt efect de cât a transmite creditorului gajist dreptul de a deține lucrul până ce va fi complet achitat, precum și de a fi plătit cu preferință din pret; constituitorul gagiului conservă cu toate acestea posesiunea cu titlu de proprietar al lucrului amanetat. (Apel Galați, I, No. 21/94. Curier Judic. 19/94).

3. Legea specială nu conferă caselor de credit agricol pe lângă dreptul de privilegiu și pe acela de a urmări și revendica lucrurile amanetate dela terții, cari cu bună credință le-au cumpărat dela debitorii împrumutați. (Cas. secții unite, 12/94, B. p. 953).

4. O creanță pe amanet nu are acest caracter, când nu se dovedește faptul material al unei posesii reale a amanetului. (Trib. Dorohoi, Dr. 59/96).

5. Un gaj sau un amanet nu se poate înființa de cât asupra unor bunuri mobile, prin urmare mașinele și alte instrumente, pe care proprietarul unui imobil anume destinat spre a servi de fabrică sau uzină, le așează în acest imobil pentru uzul și exploatarea fabricii sau uzinei, nu mai sunt lucruri mobile, ci ele devin imobile prin destinație. (Trib. Buzău, 102 din 23 Dec. 1913. Curier Jud. 8/914).

6. a) Contractul de amanet sau de gaj, fiind un contract accesoriu, nu este, prin natura sa, nici civil, nici comercial, ci își împrumută caracterul său civil sau comercial dela natura obligației principale, pe care o garantează, fără a se avea în vedere natura lucrului amanetat.

b) Condițiunile esențiale ale unui contract de amanet, civil sau comercial, sunt următoarele: 1) existența prealabilă a unei creanțe, care să fie garantată; 2) lucrul constituit amanet să fie un lucru mobil; 3) posesiunea lucrului amanetat să fie predată creditorului sau unei terții persoane, în numele creditorului. (Trib. Botosani, 1913; Dreptul 1915, p. 588).

7. a) Constituirea unui gaj fiind un act de dispozițiune, urmează că persoana care-l constituie trebuie să aibă capacitatea de a înstrăina.

b) Contractul de gaj fiind un contract real, el nu devine perfect cât timp lucrul gajat nu se află în posesiunea creditorului sau a unui tert ales de părți. (Trib. Ilfov s. II, com. 1914; Dreptul 1915, p. 109).

8. Contractul prin care debitorul remite creditorului un lucru mobil spre siguranța datoriei sale, este un contract de gaj, care își împrumută caracterul de civil sau comercial de la creanța pe care o garantează. (C. Apel Buc. s. IV 92 din 17 Oct. 1923, Pand. Rom. 1925, II, 126).

9. Gajul poate să consistă și într-o sumă de bani, care să fie primită și consemnată de un al treilea, căci tot ceea ce vrea legea este ca lucrul dat în gaj să nu rămână în posesiunea debitorului. (C. Apel Buc. s. IV 92 din 17 Oct. 1923, Pand. Rom. 1925, II, 126).

10. A se vedea: art. 1532, nota 16; art. 1688 cu notele respective.

Art. 1686. — Amanetul dă creditorului dreptul de a fi plătit din lucrul amanetului cu preferință înaintea altor creditori.

Ca să rezulte preferință se cere un act înregistrat în regulă ce să enunțe, suma datorită, specia și natura lucruri-

lor amanetate sau o descripțiune de calitate, greutatea și măsura lor.

Facerea unui act înscris și înregistrat nu este neapărat decât când datoria trece peste 150 lei ¹⁾. (Civ. 1171, 1179, 1182, 1191 urm., 1197, 1198, 1203, 1688, 1722, 1730; Pr. civ. 728 bis; C. com. 387, 405, 433, 478, 479, 480, 495; L. Timbr. 20 § 5, 35, 21 § 5, 31; Lege p. regularea și consolidarea dreptului de a exploata petrolul și ozocherita, Art. 63 urm.; Civ. Fr. 2073, 2074).

Text. fr. Art. 2073. — Le gage confère au créancier le droit de se faire payer sur la chose qui en est l'objet, par privilège et préférence aux autres créanciers.

Text. fr. Art. 2074. — Ce privilège n'a lieu qu'autant qu'il y a un acte public ou sous seing privé, dûment enregistré, contenant la déclaration de la somme due, ainsi que l'espèce et la nature des choses remises en gage, ou un état annexé de leurs qualité, poids et mesure.

La rédaction de l'acte par écrit et son enregistrement ne sont néanmoins prescrits qu'en matière excédant la valeur de cent cinquante francs.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 700-703;
 BAUDRY ET BARDE *Obligations*, IV, 2372;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du Nantiss. etc.*, I, 14, 44-50, 52-55, 64, 88;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 755, 766, 799;
 DALLOZ, *Rép. Nantiss.*, 59 urm., 75 urm., 83, 86, 90, 111, 123, 192, 209 urm.; *Obligations* 3884, 3906; *Suppl. Nantiss.*, 19 urm., 40 urm., 120 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 300 bis, II, III, IV;
 DURANTON, VIII, No. 514;
 GUILLOUARD, *Tr. du Nantiss. etc.*, 23, 31 urm., 63, 66, 68-70, 72, 76, 77, 79, 80, 85;
 HUC, VIII, 252; XII, 358;
 LAURENT, XXVIII, 437, 448-456, 488, 489;
 PLANJOL, II, ed. 3-a. No. 2406 urm., 2416 urm., 2435 urm.;
 PONT, *Pet. contr.*, II, 1061, 1088, 1089-1092, 1094-1099, 1118, 1119;
 TROPLONG, *Comment. sur les Privilèges*, 195, 199, 202.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, X, p. 234 urm., 245 urm., 248, 255, 256, 290, 296; (VI, p. 521; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 30); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 453 nota 2, 454;
 „*Studii asupra privilegiilor*“. Curier Jud. 47/910;
 CANTACUZINO MATEI, p. 459, 552;
 CERBAN ALEX., „*Publicitatea drepturilor reale, mobiliare și imobiliare în legislația noastră*“. Dreptul 75/1904;
 GEORGEAN N., *Notă sub. Cas. I, 148 din 31 Martie 1920. Pand. Rom. 1923-I-233*;
 IONESCU STELIAN, *Notă sub. C. Apel Buc. s. IV, 92 din 17 Oct. 1923 și Trib. Ilfov s. II com. 417 din 19 Febr. 1925. Pand. Rom. 1925-II-126*;
 NACU, II, p. 846; III, p. 518 urm., 528 urm.

Jurisprudență.

1. Privilegiul, după art. 1686, nu poate avea loc de cât atunci când actul ce dă naștere privilegiului va fi înregistrat, și aceasta este evident, căci din momentul ce este vorba de a exercita un privilegiu și de a procede în contra altor creditori și în prejudiciul lor dreptul de preferință ce rezultă din o convențiune, acea convențiune urmează a fi fost dată publicității. (Trib. Ilfov. s. com. Oct. 23/76, Dr. 28/76).

2. Art. 1686 nu este aplicabil în materie de amanet comercial de cât numai în cazurile prevăzute de art. 91 c. com. adică atunci când părțile locuiesc în același loc și când obiectele emanate se află în mâinile lor, în care caz părțile având la îndemână, ar putea lesne să facă din ele în ajunul dărei pe față a încetării plăților un obiect de fraudă și de simulațiune. (Cas. II, 21/80, Ianuarie 26/80, B. p. 27).

3. Cuvintele *înregistrat în regulă* nu pot să aibă alt sens de cât că actul care

¹⁾ E vorba de *lei cechi*, 55 lei noi, 55 bani. A se vedea și nota de sub textul art. 1621, Cod. Civil.

constată remiterea amanetului să poarte o dată certă, care să excludă astfel o idee de fraudă sau de coluziune, nefiind în legislațiunea noastră (legea timbrului) nici o dispozițiune care să supună la o taxă de înregistrare actul de amanet. Chiar în Franța, unde este o lege de înregistrare, dacă actul este lipsit de înregistrare, el câștigă dată certă prin una din circumstanțele enunțate în art. 1328 (1182 român), întrucât ideea legii nu a fost alta de cât a preveni coluziunile și fraudele care ar fi prea ușor de practicat prin mijlocul antidatării. Astfel actul de amanet câștigă dată certă prin înfățișarea înaintea primarului, și purtătorul său este în drept a-l opune celor de al treilea. (Apel Iași, II, 140, Oct. 28/82, *Dr.* 83/82).

4. Conform art. 1686, dreptul ce rezultă din amanet pentru creditor, este de a fi plătit din prețul lucrului amanetat cu preferință asupra celorlalți creditori. (Apel Iași, II, Febr. 22/93, *Dr.* 29/94; Apel Galați, I, No. 31/94, C. Jud. 19/94).

5. Din dispozițiile art. 1686 și 1689 c. civ., cari dau drept creditorului, în caz de neplată, a urmării lucrului amanetat, nu rezultă, în lipsa unei convenții contrarii, obligația pentru creditor de a urmări mai întâi lucrul amanetat și numai în caz de neacoperirea creanței să aibă drept să urmărească și altă avere a debitorului. (Trib. Constanta, No. 66, 1915; *Dreptul* 1915, p. 341).

6. Dacă în principiu ceilalți creditori ai debitorului au facultatea de a urmări și vinde obiectul amanetat de aceasta, creditorul amanetar își conservă însă dreptul de a fi plătit din prețul obținut la licitațiune, cu preferință înaintea celorlalți creditori.

Dacă creditorul amanetar nu are o sentință investită cu formula executorie, această împrejurare nu poate avea ca consecință pierderea dreptului său de preferință, consacrat de art. 1686 c. civ., pentru simplul motiv că legea nu cere o asemenea condițiune; ca da creditorului amanetar dreptul de a fi plătit înaintea celorlalți creditori, oricum ar fi titlurile lor, executorii ori neexecutorii, fără nici o deosebire în această

privință; cu alte cuvinte preferința este acordată calității creanței iar, nu titlului.

Prin urmare, cu drept cuvânt Curtea de apel a dispus ca banii rezultați din vânzarea obiectelor amanetate să rămână consemnați până la terminarea procesului în care creanța creditorului amanetar eră contestată, iar pentru creditorul urmăritor, numai rămânând nimic din vânzarea acelor obiecte, el nu putea fi trecut în tabloul de distribuțiune a pretului. (Cas. II, No. 284, 1915; *Jurispr. Rom.* 1916, p. 10).

7. Intre părți contractul accesoriu de gaj există independent de forma constituției lui. Inscrisul cerut de art. 1686 al. 2 c. civ., este numai o condițiune a existenței privilegiului într'un eventual conflict de drepturi între creditorul gagist și terți, iar nu o formalitate ce ar condiționa existența gajului care nu e un contract solemn. (Trib. Teleorman s. I, 289 din 4 Nov. 1920. *Curier Jud.* 1/921).

8. Deși gajul consimțit sub forma unui alt contract este nul, atât pentru motivul ca o asemenea convenție ar fi un pericol pentru siguranța drepturilor terțelor persoane cât și pentru considerațiunea că prin contractul de gaj se creiază un drept special, care nu poate fi constituit în nici un alt mod, totuși această nulitate nu poate fi opusă de cât numai de terți și numai în cazul când ei ar avea un interes întemeiat pe o fraudă comisă contra lor și cu condiția ca convențiunea aparentă, ce deghizează gajul să nu întrunească condițiile de constituire proprii ale acestui contract. (Trib. Teleorman s. I, 289 din 4 Noembrie 1920, *Curier Jud.* 1/921).

9. Contractul de amanet este perfect valabil când obiectul s'a lăsat în păstrarea debitorului și a unei terțe persoane, întrucât debitorul este desesizat de posesiunea lucrului cu titlul animodominio. (Judec. ocol rural Herța-Dorohoi, 401 din 26 Sept. 1924, *Jur. Gen.* 1924, No. 1810).

10. A se vedea: art. 1688 cu notele respective; art. 1690, nota 1.

Art. 1687. — Preferința arătată în art. precedent nu se poate înființa în privința mobililor necorporali, cum creanțele mobiliare, de cât prin un act în regulă înregistrat și notificat debitorului creanței date în amanet. (Civ. 1107, 1171, 1174, 1182, 1393, 1686, 1688, 1692; L. Timbr. 20 § 35; 21 § 31; 31; 42 § 5; Lege p. regularea și consolidarea dreptului de a exploata petrolul și ozocherita, Art. 62 urm.; Civ. Fr. 2075).

Text. fr. Art. 2075. — Le privilège énoncé en l'article précédent ne s'établit sur les meubles incorporels, tels que les créances mobilières, que par acte public ou sous seing privé, aussi enregistré, et signifié au débiteur de la créance donnée en gage

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 702-705;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du Nantiss.*, etc., I, 43, 57-60, 64-66, 88;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 149, 524, 757, 758, 760, 761, 799;
 DALLOZ, *Rép. Nantiss.*, 97 urm.; *Suppl. Nantiss.*, 44 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 301 bis, III;
 GUILLOUARD, *Tr. du Nant.*, etc., 23, 31 urm., 85, 113, 115, 116, 119;
 LAURENT, XXVIII, 437, 459, 464-466, 488, 489;
 LYON-CAEN ET RENAULT, *Tr. de dr. comm.*, III, 283;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 484;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2406 urm., 2416 urm.;
 PONT, *Pcl. contr.*, II, 1090, 1105-1107, 1119, 1133;
 POUILLET, *Tr. des brevets d'invent.*, 201;
 TROPONG, *Comm. des Privil.*, etc., 267, 268.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 242, 247, 251, 253 urm., 559; *Observație* sub. C. Apel Roma, 1 Mai 1910. Dreptul 70/1910; *Notă* sub. Trib. Dolj s. II, 79 din 1 April 1924. Curier Jud. 28/924;
 CANTACUZINO MATEI, p. 494, 495, 552;
 CERBAN ALEX., *Notă* sub. Trib. Teleorman s. I, 289 din 4 Nov. 1920. Curier Jud. 1/921;
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Asupra contractului de locație*, ed. 2-a, p. 36;
 GEORGEAN N., *Notă* sub. Cas. I, 148 din 31 Nov. 1920. Pand. Rom. 1923-I-233;
 NACU, III, p. 528 urm.;
 RAPAPORT M., *Notă* sub. Trib. Ilfov com. s. I, 146 din 7 Febr. 1935. Curier Jud. 31/1925.

Jurisprudență.

1. Art. 1687 nu se aplică în caz de amanetare a unor efecte la purtător, cari sunt din contră asimilabile cu mobilele corporale. (Cas. II, 21/Ian. 28/80, B. p. 27).

2. Gagiul creanțelor mobiliare civile și comerciale, pentru a-și avea privilegiul lor față de cei de al treilea, trebuie să fi notificat debitorului constituirea gagiului și această notificare, fiind cerută de legiuitor în scop de a preveni fraudă și convența dintre debitor și creditor în paguba celor de al treilea, trebuie să aibă un caracter public și autentic, adică să fie notificată prin portărei. (Cas. I, 557/903, B. p. 1495).

3. Dacă s'a dat în gage o creanță mobilă, creditorul gage, pentru a-și avea privilegiul său față de cei de al treilea, urmează să notifice debitorului constituirea gagiului. Această notificare, fiind cerută de legiuitor în scop de a preveni fraudele și convența, ce se pot organiza între debitor și creditor în detrimentul terțiilor, este pre-scrisă în interesul creditorului public și data ei trebuie stabilită în mod cert și public, ceea ce nu se poate face decât prin organul portăreilor; orice altă înștiințare, făcută debitorului în afară de intermediul lor, nu este operantă nici chiar pentru debitor, care, față cu cei cari au contractat gagiul, cesiunea sau amanetul, este un terțiu. (Apel Galați II, Dr. 24/903).

4. Dreptul de locațiune fiind un drept mobilier incorporal susceptibil de posesiune și tradițiune, poate fi dat în gage conf. art. 1687 c. civ., ca orice drept de creanță în genere, întrucât nici o rațiune de drept nu poate exclude ipoteza gajului ce ar avea de obiect drepturile ce rezultă dintr'un contract de locație, din moment ce e recunoscut caracterul lor personal. (Trib. Teleorman s. I, 289 din 4 Nov. 1920. Curier Jud. 1/1921).

5. Ca și în materie de cesiune de creanțe, acceptarea autentică a gajului de către debitorul creanței gajate echivalează cu notificarea constituției amanetului cerută de art. 1687 c. civ. (Trib. Teleorman s. I, 289 din 4 Nov. 1920. Curier Jud. 1/921).

6. a) Conform art. 1687 din codul civil, preferința înființată de lege în favoarea creditorului amanetar, nu există în privința mobilelor incorporale, precum: creanțe mobiliare, de cât în virtutea unui act în regulă înregistrat și notificat debitorului creanței constituite amanet care în privința titlurilor de expropriere nu poate fi de cât Statul, reprezentat prin Casa de împroprietărire.

b) Prin art. 73 § final al legii agrare se oprește, până la consemnarea prețului de a se înființa în mâna Statului, debitor al prețului, orice cesiuni, urmăriți, popriri, etc.

Această dispoziție nu a putut avea de scop să oprească cesiunile sau con-

stituirile de amanet ale titlurilor de rentă pentru expropriere, cari fiind bunuri în comert, se bucură de principiul liberei lor circulații, legea voind pur și simplu ca pământul expropriat să intre în mâinile sătenilor muncitori, liber de orice sarcini, iar pretențiile eventuale ale terților să nu poată fi îndreptate contra pământului expropriat însuși, ci numai asupra pretului, pentru ca Statul debitor al acestui pret, să nu fie împovărat cu procese multiple.

c) Doctrina franceză admite pentru anumite lucruri incorporale, precum: valori sau drepturi altele de cât creanțe, de exemplu: titlurile noastre de expropriere, unde nu există un debitor căruia să se poată face notificarea, ca această notificare să nu mai fie făcută;

de unde rezultă că formele punerii în gaj a unor astfel de efecte nefiind reglementate de lege, atari valori pot fi constituite amanet prin simpla remitere a titlurilor care constată proprietatea lor.

d) După art. 479 § 2 c. com., adaus prin legea din 15 Iunie 1905, gajul asupra drepturilor incorporale netransmisibile prin gir, poate fi constituit prin acte făcute în forma unei cesiuni; în asemenea cazuri însă, actul trebuie să cuprindă mențiunea că: „cesiunea se face cu titlu de gaj”. (Trib. Dolj s. II, 79 din 1 Aprilie 1924, Curier Judiciar 28/924).

7. A se vede: art. 1318, nota 2; art. 1688, notele 2, 5.

Art. 1688. — În toate cazurile însă acest privilegiu nu subzistă asupra amanetului decât când s'a dat și a rămas în posesiunea creditorului sau unui al treilea ales de părți. (Civ. 1139, 1316 urm., 1391, 1393, 1730, 1751, 1909; C. com. 480, 496, 497; C. Pen. 322, 323, 330; Lege p. creditul agricol 23 Iunie 1892, Art. 26, 27; L. pentru înființarea unei bănci agricole 1 Aprilie 1894, Art. 11, 12; Legea băncilor populare 15 Aprilie 1910, Art. 14, 15; Lege p. regularea și consolidarea dreptului de a exploata petrolul și ozocherita, Art. 62 urm.; Civ. Fr. 2076).

Text. fr. Art. 2076. — Dans tous les cas, le privilège ne subsiste sur le gage qu'autant que ce gage a été mis et est resté en la possession du créancier, ou d'un tiers convenu entre les parties.

Doctrină străină

AUBRY ET RAU, IV, p. 699, 705, 706;
BAUDRY ET LOYNES, *Du Nant.*, etc., I, 66, 69, 74-76, 78, 80, 81, I, II, 82-84, 87, I, II, XII, 88;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 757, 758, 759, 799, 836;
DALLOZ, *Rép. Nantiss.*, 93, 100, 119 urm., 201, 211; *Suppl. Nantiss.*, 39, 71 urm., 93, 94;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 302 bis, V, IX;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 519;
GUILLOUARD, *Tr. du Nant.*, etc., 23, 31 urm., 53, 68, 71, 85, 90-93, 95, 96, 98, 99, 102, 104-106, 109, 110;
LAURENT, XXVIII, 437, 461, 474-478, 480, 481, 484, 485, 487-489;
LYON-CAEN ET RENAULT, *Tr. de dr. comm.*, III, 280, 281, 283;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 484;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2404;
PONT, *Pei. contr.*, II, 1090, 1125, 1127, 1128, 1132, 1134, 1137, 1138, 1140;
POUILLET, *Tr. des brevets d'invent.*, 201; *Tr. de propr. litt. et artist.*, 198;
TROPLONG, *Comm. des Privil.*, 311, 314, 315 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 235, 238, 244, 248 urm., 253, 265, 289; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 454;
CANTACUZINO MATEI, p. 553;
CONSTANTINESCU JAC. N. *Asupra contractului de locațiune*, ed. 2-a, p. 36;
RAPAPORT M., *Notă sub. Trib. Ilfov s. I com.*, 146 din 7 Febr. 1925. Curier Jud. 31/1925.

INDEX ALFABETIC

Administrator 10.	Notificare 7.
Agricol credit 1, 3, 4.	Poprire 1.
Agricultor 4.	Poseziunea amanetului
Amanet 1—10.	2—7, 9, 10.
Antrepozite 10.	Preferință, a se vedea
Cereale 10.	„Privilegiu“.
Comercial amanet 10.	Prepus 10.
Compt curent 2.	Prescripție 6.
Creanță 2.	Privilegiu 2, 3, 5, 6, 9.
Creditul agricol 1, 3, 4.	Produsele solului 10.
Credit deschis 2.	Proprietate 6.
Custodie 10.	Registru de intabulare
Folosința gajului 8.	1, 3, 4, 10.
Gaj, a se vedea „amanet“.	Renunțare 1, 2, 5, 7, 9, 10.
Imprumut 4.	Retențiune 4.
Incorporate mobile 2.	Silozuri 10.
Intabulare 1, 3, 4, 10.	Terțe persoane 3, 4, 5, 9.
Intrepozite 10.	Titluri 2, 10.
Locație 7.	Tradițiune, a se vedea
Magazii 10.	„Remitere“.
Mărfuri 10.	Urmărire 1, 4.
Mobile incorporate 2.	Vânzare-cumpărare 4.

Jurisprudență.

1. In ce privește pe creditul agricol, legiuitorul, prin art. 27 din legea creditorilor agricole, prevede că, prin derogare la art. 1685 și 1688 c. civ., remiterea amanetului se consideră efectuată în puterea convențiunii și de la data înscrisului ce o constată, iar față de cei de al treilea de la data intabulării convențiunii într'un registru special al comunei, unde se află lucrul amanetat. Și dacă legiuitorul a luat această înțeleaptă măsură, n'a făcut-o în scop de a sustrage averea amanetată de la urmărirea altor creditori ai debitorului, căci, de ar fi înțeles aceasta, trebui să o supună în mod clar, ci numai pentru că, la caz când această avere s'ar urmări și vinde în pretențiunea altor creditori, creditul agricol, deși n'are posesiunea de fapt a obiectului, să și poată stabili gradul său de preferință, mai ales că după art. 430 pr. civ., creditorii debitorului urmărit nu se pot opune la executarea urmăririi, nici la vinderea obiectelor, ci au numai dreptul de a popri până la regularea pretențiunilor lor sumele provenite din vânzarea obiectelor. (Trib. Tutova, Iun. 19/86, Dr. 62/86).

2. După art. 1688 privilegiu nu există asupra mobilelor incorporate de cât când gagiul a fost dat în posesiunea creditorului; iar art. 1318 și 1391 prevăd că tradițiunea drepturilor incorporate se face prin remiterea titlurilor; de unde urmează că desesizarea efectivă a aceluia care dă în gagiul o creanță și sesizarea creditorului său nu se pot opera de cât când această creanță este stabilită prin un titlu și când acest titlu este remis în mâinile creditorului gagist. Așa fiind, deși se poate consimți un gagiul pentru siguranța unui credit deschis, însă când creanța creditorului pentru lucrările ce se angajase să execute este o creanță eventuală și nestabilită prin nici un titlu în momentul constituirei gagiului, din care

cauză nici nu se poate remite titlul în mâinile creditorului gagist, urmează că gagiul constituit în afari împrejurări nu întrunește condițiunile art. 1688 și nu are nici o existență. (Apel Buc. II, 2, Ian. 13/93, Dr. 45/93).

3. De și este adevărat că, dupe art. 1685 și 1688, pentru ca acest drept să l poată avea creditorul amanetar, se cere ca lucrul amanetat să se fi dat și să fi rămas în mâna sa; însă legea creditorului agricol, în art. 27 declară într'un mod expres că prin derogatiune la dispozițiunile art. 1685 și 1688, remiterea amanetului în raport cu casele de credit agricol, se va considera efectuată în puterea convențiunii, și art. 28 spune că în privința celor de al treilea remiterea se va considera efectuată de la data intabulării convențiunii, de către primar. Deci dar, pentru ca aceste case să aibă privilegiul unui creditor gagist, este suficient ca convențiunea să fie intabulată de primar. Astfel fiind, când curtea de apel respinge creditului agricol, cu toate că convențiunea sa cu debitorul eră intabulată, cererea de a fi condamnat cumpărătorul la restituirea obiectului amanetat sau la plata datoriei contractată de debitor la casa creditorului agricol, violează și rău interpretează art. 27 și 28 din legea creditorului agricol. (Cas. II, 97/93, B. p. 615).

4. Conform art. 1686 dreptul ce rezultă din amanet pentru creditor este de a fi plătit din prețul lucrului amanetat cu preferință asupra celorlalti creditori, și pentru a se ajunge la acest rezultat s'a recunoscut un drept de retențiune creditorului gagist. Iar prin legea creditorului agricol nu se derogă la legea comună, de cât în aceea că, în loc ca lucrul să fie detinut de creditor, se lasă în posesiunea debitorului care devine responsabil de acel lucru, fără a se schimba întru ceva efectele ce are a produce acest contract. Dacă prin art. 28 din legea creditorului se spune că în privința celor de al treilea se consideră remiterea amanetului ca efectuată din momentul intabulării convențiunii, aceasta nu însemnează alta de cât că din acel moment ceilalti creditori nu mai pot urmări lucrurile amanetate de cât respectând privilegiul creditorului; nu însemnează însă că creditul a căpătat vre-un drept de proprietate asupra lucrului amanetat, astfel că cel de al treilea de bună credință să nu-l mai poată cumpără de la debitor. In adevăr, de nicăeri nu rezultă că ori de câte ori ar fi vorba ca cineva să cumpere un lucru mobil de la un agricultor, chiar când vânzarea s'ar face într'o piață publică, să fie obligat să meargă la comună ca să se asigure mai întâiu dacă lucrul este sau nu amanetat la credit. Interpretându-se

legea astfel ar fi a se aduce cea mai mare lovitură comerțului, și de sigur că legiuitorul nu a vroit aceasta cu atât mai mult cu cât a luat suficiente măsuri pentru a garanta pe credit contra debitorului de rea credință, prin aceea că prin art. 30 dispune că debitorul ce ar înstrăina amanetul să fie urmărit pentru abuz de încredere. Acest articol nu a vizat de cât pe persoanele ce ar fi avut a împrumută cu bani pe un agricultor, căci acestora le este foarte ușor dacă țin să vadă gradul de solvabilitate a persoanei cu care contractază, să se ducă la primărie și să cerceteze dacă averea lor este sau nu amanetată. Iar dacă prin art. 29 și 33 din legea creditului se derogă la legea civilă în privința modului de a se urmări și vinde obiectul amanetat, aceasta nu însemnează că s'ar fi recunoscut creditului un drept de urmărire în mâinile tertului, căci prin nici un text de lege nu se arată aceasta, ci prin aceste articole se indică pur și simplu modul de urmărire și vinderea a amanetului întru cât se află în posesiunea debitorului și nimic mai mult. (Apel Iași, II, Febr. 22/93. Dr. 29/94).

5. Este adevărat că după art. 1688 Cod. civil privilegiul creditorului gagist nu subsistă asupra amanetului decât atunci când el s'a dat și remis în posesiunea creditorului sau unui al treilea ales de părți, însă pentru lucrurile incorporale, tradițiunea se face conform art. 1318 Cod. civil, prin remiterea titlurilor, așa că prin această remitere lucrurile amanetate se consideră față de cei de al treilea, ca remise în mâna creditorului și acesta are toate drepturile de privilegiu ale unui creditor gagist de a urmări acele lucruri pentru despăgubirea sa, în mâinile oricui ar trece. (Apel Galați I Dr. 32/905).

6. În partea prescripției instantanee a lucrurilor mobile, prevăzută de art. 1909 c. civil, creditorul gagist care are posesiunea lucrului amanetat, dobândind asupra lui de bună credință un drept real, urmează ca dânsul să fie preferat asupra acestor lucruri chiar și adevăratul proprietar care ar fi pierdut posesiunea. (Cas. II, 237 din 30 Octomb. 1912. Curier Jud. 13/914 și Bul. pg. 1757).

7. Atunci când se constituie gaj drepturile ce derivă dintr'un contract de locație, tradițiunea gajului se poate opera fie prin posesiunea efectivă exercitată de creditorul amanetar, asupra folosinței, fie prin remiterea contractului către creditor și notificarea amanetului făcut locatorului. (Trib. Teleorman s. I 289 din 4 Nov. 1920. Curier Jud. 1/921).

8. Dispozițiile art. 1608 c. civ. potrivit cărora creditorul gagist nu se poa-

te servi de lucrul amanetat nu pot fi o piedică la admiterea ideii de gaj de oarece părțile pot derogă prin convenția lor la această regulă iar în unele cazuri întrebuintarea lucrului amanetat poate rezulta și din o clauză virtuală a contractului, atunci când conservarea lucrului se confundă cu punerea lui în valoare sau cu anumite lucrări de exploatare, fără executarea cărora, însuși, obiectul amanetului s'ar distruge. (Trib. Teleorman S. I. 289 din 4 Nov. 1920 Curier Jud. 1/921).

9. O primă condițiune de opozabilitate a gajului față de tertile persoane, este ca creditorul gagist să fi intrat efectiv în posesiunea gajului.

Elementul posesiunii efective e necesar chiar în raporturile dintre părți, întru cât creditorul gagist nu câștigă asupra obiectului amanetat un drept real de garanție cu consecința dreptului de a fi plătit cu preferință decât dacă este pus efectiv în posesiune.

Că dacă între părți, desesizarea efectivă a debitorului ar fi suficientă pentru validitatea gajului, față de tertile persoane însă, posesiunea constituind o adevărată măsură de publicitate, e necesar pentru opozabilitatea ce trebuie să o producă, ca posesiunea să corespundă în totul rolului de publicitate ce i s'a dat, adică trebuie să fie reală, actuală, neechivocă și destul de aparentă pentru a fi ușor cunoscută de cei interesați. (Trib. Dorohoi, 34 din 8 Febr. 1923 Jur. Gen. 1923 No. 1823).

10. a) Remiterea reală și efectivă în posesiunea creditorului a lucrului gajat, fiind o condițiune esențială pentru existența contractului de gaj, urmează că atunci când tradițiunea gajului este materialmente imposibilă, fie că ar fi vorba de mărfuri sau cereale ce se găsesse depuse în magazii sau silozari, trebuie să se predea creditorului sau titlul de credit care reprezintă marfă depusă, sau cheile depozitului unde se află acea marfă și astfel gajul să treacă și să fie lăsat în custodia creditorului sau a unui prepus al acestuia, care poate fi chiar administrația silozurilor sau antrepozitelor unde se află marfa.

b) Potrivit art. 480 c. com. o singură derogatie se face de la principiul tradițiune efective în mâinile creditorului a lucrului gajat și anume când sunt constituite în gaj produsele solului pendente încă pe rădăcini sau deja culese, precum și materiile prime în curs de fabricațiune sau deja fabricate și aflate în fabrică sau depozite, însă în acest caz, pentru validitatea actului de gaj, trebuiesc îndeplinite formele cerute de art. 480 c. com. (Trib. Ilfov, s. I, com. 634 din 2 Iulie 1924. Dreptul 6/925).

11. A se vedea: art. 1318, nota 2; art. 1685, cu notele respective.

Art. 1689. — Creditorul, la caz de neplată, nu poate să dispună de amanet; are dreptul însă să ceară dela judecător ca amanetul să-i rămână lui, drept plată, și până la suma datoriei, cu ale ei dobânzi, de se cuvine, după o estimațiune făcută de experți, ori să se vândă la licitațiune.

E nulă orice stipulațiune prin care creditorul s'ar autoriză sau a-și apropiă amanetul sau a dispune de dânsul fără formalitățile sus arătate. (Civ. 5, 968, 1008, 1690, 1700, 1701; Pr. Civ. 211 urm., 437 urm.; C. com. 482—488; Lege p. regularea și consolidarea dreptului de a exploata petrolul și ozocherita, Art. 65, 66; Civ. Fr. 2078).

Text. fr. Art. 2078. — Le créancier ne peut, à défaut de paiement, disposer du gage; sauf à lui à faire ordonner en justice que ce gage lui demeurera en paiement et jusqu'à due concurrence, d'après une estimation faite par experts, ou qu'il sera vendu aux enchères.

Toute clause qui autoriserait le créancier à s'approprier le gage ou à en disposer sans les formalités ci-dessus, est nulle.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 712;
 BAUDRY ET LOYNES, *Du Nant.*, etc., I, 113-117, 119-123, 129-135;
 BEUDANT, *Les Sûretés personnelles et réelles*, I, 198;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 496, 755, 765, 771;
 DALLOZ, *Rép. Nantiss.* 150 urm., 169, 170, 219, 265, 922; *Suppl. Nantiss.*, 99 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 304 bis, IV, VI-VIII; 305 bis, II;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 153; II, p. 798;
 GUILLOUARD, *Tr. du Nant.*, etc., 167-170, 172-178;
 LAURENT, XXVIII, 510-515, 518-521, 528;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 482;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2447 urm., 2452 urm.;
 PONT, *Pet. contr.*, III, 1146-1151, 1157, 1159, 1162, 1163.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, X, p. 235, 257, 258, 266 urm., 288, 306 n. 3; (I, ed. 2-a, p. 229 n. 1; V, p. 139; VII, p. 45 n. 3); „*Despre pactul comisoriu în materie de amanet, antichreză și ipotecă*”. Dreptul 26/910; *Observație* sub. Trib. Vaslui din 30 Oct. 909. Dreptul 47/910; *Observație* sub. Cas. II, 235 din 14 Iunie 902. Curier Jud. 82/903; *Observație* sub. Trib. Avranches (Manche), 4 Iunie 1920. Pand. Rom. 1922-III-145;
 CANTACUZINO MATEI, p. 554, 556, 557, 565;
 DEGRÉ ALEXANDRU, *Scrieri Juridice*, vol. I, p. 582 urm. „Tocmeala ca să rămână lucrul amanetat proprietatea creditorului prin singura neplata a datoriei la termenul stipulat”;
 GEORGESCU B. I., „*Dispozițiunile imperative ale art. 1689 și 1701 c. civ. sunt ele aplicabile ori nu și la contractele de ipotecă*”. Curier Jud. 58/905;
 HOZOC D., *Notă* sub. Trib. Dorohoi 137 din 24 Mai 1922. Pand. Rom. 1924-II-166;
 IONESCU STELLAN, *Notă* sub. C. Apel Buc. s. IV, 92 din 17 Oct. 1923 și Trib. Ilfov s. II com. 417 din 19 Febr. 1925. Pand. Rom. 1925-II-126;
 NACU, I, p. 109;
 POLICHRON DEM., *Notă* sub. C. Apel Craiova s. II, 57 din 27 Mart. 1922. Pand. Rom. 1922-II-225.

INDEX ALFABETIC

• Adjudecare 6.	Imprumut 1, 2, 4, 5, 9, 10.	Pignorativ contract 1—5,	Urmărire 6, 8.
Amanet 1, 4, 6—11	Interpretare 3.	7, 9.	Uzură 3, 4.
Antichreză 1, 4.	Interpretare limitativă 4.	Plată (dare în) 5, 7.	Vânzare 9, 11.
Anulare, a se vedea „Nulitate”.	Ipotecă 1, 4, 5.	Prezumpțiune 4.	Vânzare cu pact de răscumpărare 3.
Arendare, a se vedea „Locațiune”.	Limitativă interpretare, a se vedea „Interpretare limitativă”.	Succesiune 5.	
Clauză penală 2, 10.	Locațiune 6, 10.		
Datio in solutum 5, 7.	Nulitate 1, 2, 7, 11.		
Gaj a se vedea „Amanet”.	Pact comisor 1—5, 7, 9.		

Jurisprudență

1. Dacă legea prin art. 1689 și 1701 aduce o derogare la principiul pus de art. 969, că convențiunile legal făcute

au putere de lege între părțile contractate, și anulează pactul comisoriu prin care un creditor, după ce a stipulat pentru asigurarea creanței sale un drept real (amanet, antichresă sau chiar ipotecă) asupra unui obiect determinat și specificat din averea debitorului său, a mai stipulat că la caz de ne plată să devină proprietar pe acel obiect, fără nici o altă formă. Aceste dispozițiuni derogatorii la libertatea convențiunilor nu pot fi întinse la cazurile care nu au nici o analogie cu cel prevăzut de lege, cum este cazul când se stipulează la o împrumutare fără nici o asigurare reală, că dacă debitorul nu va plăti la termen, creditorul devine proprietar pe un obiect determinat al averii debitorului; căci dacă există o rațiune ca legea să vază cu ochi răi pe creditorul acela care, fiind deja asigurat cu un drept real asupra averii debitorului său, a voit să profite de pozițiunea critică a nenorocitului debitor spre a putea dobândi cu un preț poate scăzut averea ce-i este afectată specialmente spre asigurarea creanței sale, nu este tot astfel cu acel creditor, care mulțumindu-se pe creditul personal al debitorului când l'a împrumutat, nu a cerut de la dânsul nici o asigurare reală asupra patrimoniului lui, și ast-fel stipulațiunea ce el ar face că, la cas de neplată, el are să devină proprietar pe un obiect determinat al debitorului său, nu poate caracteriza un spirit de aviditate și speculațiune urăcioasă, ca a celui ce are deja stipulată o asigurare reală, căci o asemenea stipulațiune din partea celui ce împrumută, fără nici o asigurare reală, cuprinde ceva aleatoriu, debitorul său putând până la termenul plății să facă să dispară obiectul despre a cărui proprietate condițională se făcuse stipulațiunea, și astfel acea stipulațiune să devină caducă prin chiar faptul debitorului. (Cas. I, 92/Apr. 4/75 B. p. 65).

2. Prin art. 1689 și 1701 legiuitorul, în scop de a protegea pe debitorii nenorociți a dispus că creditorul nu poate deveni, prin singurul fapt al neplătii datoriei și fără intervențiunea autorității, proprietar al mobilului sau imobilului a cărui posesiune i s'a fost specialmente transferită de debitor spre asigurarea plății datoriei; și orice clauză contrarie este declarată nulă. Cu atât mai mult cuvânt și pentru aceleași motive, clauza nu se poate executa în contractele de împrumut, unde nu s'a constituit nici o garanție specială și unde creditorul, după art. 1718, nu este asigurat de cât în genere și eventual cu toate bunurile debitorului său. Atare clauză într'un contract de împrumutare simplă nu se poate considera nici ca o vânzare *sui generis*,

lipsind cu totul intențiunea părților, nici ca o clauză penală liber și cu cunoștință convenită, de oare-ce, după art. 1069, clauza penală nu este simplul equivalent al obligațiunei părții contra căreia a fost stipulată, ci compensațiunea daunelor-înterese care rezultă din neexecutare și care covârșesc obiectul obligațiunei și agravează pozițiunea debitorului. (Cas. I, 32/Ian. 21/78, B. p. 21).

3. Această dispozițiune a legii, care are de obiect a protegea pe debitorul nenorocit în contra cupidității usurarilor, ar fi ilusorie dacă ar fi permis ca părțile să violeze prohibițiunea legii dând convențiunii lor forma unei vânzări cu clauză de răscumpărare. Prin urmare, este de datoriu judecătorului, când se află în fața unei convențiuni calificată de părți, vânzare cu clauză de răscumpărare, de a examina dacă constituie o asemenea convențiune, sau dacă în realitate constituie un contract pignorativ prohibit de lege. (Buc. II, 100, Mai/16/78, Dr. 9/78).

4. Dispozițiunile art. 1689 și 1701 decurg din o prezumțiune absolută a legii, pe baza căreia dânsa se fundează pentru a anula convențiunea de înstrăinare în folosul creditorului a lucrului depus în gagiu sau antichresă, și prin urmare presumpțiuni de asemenea natură fiind o derogatiune la dreptul comun, care presupune că vointa umană în ori care din manifestațiunile sale, până la proba contrarie, este liberă și spontanee, trebuiesc circumscrise în mod strict numai la cazurile în cari legea le a prevăzut; iar nu a fi întinse pe cale de analogie și interpretare. A aplica această dispozițiune la contracte de altă natură, ar fi a estinde un principiu peste limitele lui acordate de lege, și a transforma o măsură tutelară și de protecțiune într'o dispozițiune vexatorie și tiranică, prin aceea că ar îngreună și mai mult pozițiunea celui care voește să-și procure fonduri absolut necesare, și pe cari le-ar găsi în chip mai avantajos de cât cu această condițiune. Aceste restricțiuni la marile principii al libertății convențiunilor care domină legiuirea noastră, n'au fost edictate de cât în scopul de a evita pe cât se poate usura, și de a protegea contra sa însuși pe debitorul nenorocit, care, pentru a-și procura oare cari fonduri, este redus a-și înstrăina, fie posesiunea de fapt, fie pe lângă dânsa chiar și perceperea fructelor lucrului dat ca garanție creditorului său, precum aceasta se întâmplă în contractele de gagiu și antichreză, și fiind că în asemenea situațiune cel mai slab este cel ce voește să se împrumute cu condițiunea aspră pentru el, de a se desbrăca, concomitent cu perceperea sumei împrumutată, de posesiunea sau

folosința veniturilor lucrului dat în siguranță creditorului și care formează unul din cele mai esențiale atribute ale dreptului de proprietate, la care omul ține atât de mult, de aceea s'a socotit că într'o pozițiune atât de desăvârșită pentru debitor, libertatea sa de voință este foarte mult apăsată, în cât să poată a respinge condițiunile spoliatoare impuse de creditor, că în caz de neplătă la termen lucrul depus ca gagiu sau antichresă să devie proprietatea acestuia, și ca consecință s'a declarat anularea acestor clauze. Inșă în contractul de împrumut cu ipotecă, natura acestei sigurante este ast-fel în cât orice debitor își poate găsi fondurile necesare cu mai multă ușurință și este pus în pozițiune a respinge condițiunile cari nu'i convin și cari i-ar fi impuse de creditor. Chiar dacă am admite că situațiunea celui ce voeste să se împrumute cu ipotecă ca garanție, ar fi egală cu a celui ce nu ar putea da de cât un gagiu, sau antichresă, totuși nu putem pe cale de analogie să creăm restricțiuni acolo unde legea nu le a prevăzut, mai cu seamă când prin cele restricțiuni isbim pe o persoană majoră și capabilă de ori ce act al vieții civile, de incapacități pe care legiuitorul nu le-a prevăzut în mod expres la materia ce ne ocupă; căci dacă garanțiile și protecțiunea trebuiesc acordate celui ce se împrumută, nu trebuie pentru a salvă acest principiu să se sdrobească și anihileze un altul care domină și pe acesta, acela adică că ori ce act voluntar al omului se socoteste liber până la proba contrarie, și că convențiunile noastre fiind emanațiunea acestei libertăți, ordinea stabilită cere ca ele să aibă putere de lege între cei ce le contractă. Deci e valabilă convențiunea prin care se dispune că creditorul ipotecar va lua o parte din imobilul ipotecat dacă la termen debitorul nu va plăti suma împrumutată, cu care debitorul va fi achitat. (Apel Craiova, II, Febr./19/91, Dr. 22/91).

5. Dacă asupra unui împrumut de ipotecă cu clauza comisorie pe partea dintr'un imobil, moștenitorul capabil al împrumutului consimte a recunoaște clauza comisorie în schimbul desființării ipotecii de pe întregul imobil, o asemenea convențiune pentru achitarea datoriei ipotecare prin *datio in solutum* a acelei părți din imobil este valabilă și constituie și o executare voluntară a pactului comisoriu. (Cas. I, 301, Ian. 23/91, B. p. 763).

6. Debitorul amanetat este în drept

a închiria obiectul amanetat și o închiriere pe doi ani, chiar cu plata anticipată a prețului chiriei, nu trebuie să fie considerată ca un act de dispoziție. De aci rezultă că creditorul amanetar, care urmărește vânzarea silită a acestui lucru și devine adjudecatorul lui, este ținut să respecte închirierea făcută în regulă de debitor. (Cas. II, 122/98 B. p. 754).

7. Nulitatea pactului comisoriu stabilită de art. 1689 cod. civil, nu atinge convențiile care atribuie proprietatea gajului creditorului, de cât atunci când sunt contemporane constituției gajului, astfel că o *datio in solutum* după constituirea gajului este valabilă. (Trib. Vaslui. Dr. 47/910, p. 378).

8. Din dispozițiile art. 1686 c. civ., cari dau drept creditorului, în caz de neplătă, a urmări lucrul amanetat, nu rezultă, în lipsa unei convenții contrarii, obligația pentru creditor de a urmări mai întâiu lucrul amanetat și numai în caz de neacoperirea creanței să aibă drept să urmărească și altă avere a debitorului. (Trib. Constanța, No. 66, 1915; Dreptul 1915, p. 341).

9. Pactul comisoriu sau contractul pignorativ este oprit numai în momentul închirierii contractului. Odată însă împrumutul făcut și gajul constituit, nimic nu împiedică pe debitor să autorize pe creditor a vinde gajul de bună voie, dar pentru vânzare publică, dacă el găsește mai cu folos acest mod de înstrăinare. (Cas. III, No. 192, 1915; Justiția 1915, p. 42).

10. Art. 1066 c. civ. prescrie în mod clar că părțile se pot obliga, printr'o clauză penală, să dea orice lucru, de unde rezultă că acel lucru poate fi determinat sau numai determinabil.

Dispozițiunile art. 1689 c. civ., fiind referitoare numai la contractul de împrumut pe amanet, nu-și au aplicațiunea, când arendașul principal n'a dobândit proprietatea averii urmărită pe baza unui contract de împrumut pe gaj, ci din efectul clauzei penale, înscrisă în contractul de sub-arendare. (Cas. II, No. 49, 1916; Juris. Rom., 1916, p. 332).

11. Faptul că ar exista o acțiune în anulare a contractului de amanet, nu împiedică vânzarea obiectului, nefiind în lege nici un text în această privință. (Judec. ocol. Herța-Dorohoi 401 din 26 Sept. 1924, Jur. Gen. 1924 No. 1810).

12. A se vede: art. 1101 nota 1; art. 1122, nota 2; art. 1701, notele 1, 2; art. 1746, nota 7).

Art. 1690. — Până la expropriatiunea debitorului; de este să se facă, el rămâne proprietarul amanetului. (Civ. 1599 urm., 1685, 1686, 1701, 1730; Civ. Fr. 2079).

Text. fr. Art. 2079. — Jusqu'à l'expropriation du débiteur, s'il y a lieu, il reste propriétaire du gage, qui n'est dans la main du créancier, qu'un dépôt assurant le privilège, de celui-ci.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 711, 714;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du Nant.*, etc., I, 92, 93, 95, 99, 142;
 BAUDRY ET TISSIER, *Prescript.*, 315;
 CHAUVEAU ET CARRÉ, IV, quest. 1690;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 767;
 DALLOZ, *Rép. Nantiss.*, 104, 150 urm., 212, 441;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 312 bis, VII;
 GUILLOUARD, *Tr. du Nant.*, etc., 141, 144, 180;
 LAURENT, XXVIII, 496, 497, 525;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 482, 485;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2431;
 PONT, *Pet. contr.*, II, 1160, 1165, 1167, 1169, 1180, 1185;
 TROP LONG, *Comm. des Privil.*, 417, 418.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 235, 257, 258, 266 urm., 288, 306 n. 3;
 CANTACUZINO MATEI, p. 555;
 IONESCU STELIAN, *Nota* sub. C. Apel. Buc. s. IV, 92 din 17 Oct. 1923 și Trib. Ilfov s. II Com., 417 din 19 Febr. 1925. *Pand. Rom.* 1925-II-126;
 NACU, III, p. 515.

Jurisprudență.

1. Averea constituită gaj de către debitor unuia dintre creditorii săi, poate fi urmărită de către ceilalți creditori ai debitorului și creditorul gagist nu

se poate opune la aceste urmăriri, el neavând de cât dreptul de a fi plătit cu preferință din prețul lucrului. (Cas. II, 167 din 8 Oct. 1910, *Jurisprudența* 32 1910).

2. A se vedea: art. 1685, nota 2.

Art. 1691. — Creditorul răspunde după regulile stabilite la titlul: *Despre contracte și obligațiuni în genere*, de pierderea sau stricăciunea amanetului provenită din culpa sa.

Asemenea și debitorul trebuie să întoarcă creditorului toate speșele utile și cele necesare făcute pentru conservarea amanetului. (Civ. 991, 999, 1081 urm., 1102, 1156 urm., 1574, 1605, 1618, 1690, 1699, 1730; C. com. 481; Civ. Fr. 2080).

Text. fr. Art. 2080. — Le créancier répond, selon les règles établies au titre des *Contrats ou des Obligations conventionnelles en général*, de la perte ou détérioration du gage qui serait survenue par sa négligence.

De son côté, le débiteur doit tenir compte au créancier des dépenses utiles et nécessaires que celui-ci a faites pour la conservation du gage.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 713, 714;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du Nant.*, etc., I, 137-139, 142-145;
 CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 51, 52 nota 3, 267, 336;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 416, 766;
 DALLOZ, *Rép. Nantiss.*, 183 urm.; *Suppl. Nantiss.*, 111 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 309 bis, II;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, III, p. 229;
 GUILLOUARD, *Tr. du Nant.*, etc., 160, 161, 188, 189;
 LAURENT, XXVIII, 524, 526;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 485;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2432;
 PONT, *Pet. contr.*, II, 1172, 1174, 1176;
 TROP LONG, *Comm. des Privil.*, 426 urm., 431.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 277 urm., 280;

CANTACUZINO MATEI, p. 556;

IONESCU STELIAN, *Notă* sub. C. Apel Buc. s. IV, 92 din 17 Oct. 1923 și Trib. Ilfov s. II Com., 417 din 19 Febr. 1925. Pand. Rom. 1925-II-126;

NACU, II, p. 618; III, p. 515.

Jurisprudență.

1. Acest articol își are aplicarea numai atunci când amanetul a trecut în posesia creditorului sau a unei terțe persoane. Așa dar, când e vorba de amanetul constituit în favoarea unei case de credit agricol, în care caz după art. 27 din legea caselor de credit agricol, lucrurile amanetate sunt lăsate în posesia debitorului până la expirarea termenului de împrumut, Casa Creditului nu poate să fie răspunzătoare de stricăciunile sau pierderile lucrurilor. (Cas. I, 307/94, B. p. 949).

2. Contractul de gaj nu creează numai un simplu drept real și accesoriu pentru garantarea unei creanțe, dar poate fi sursa unor drepturi sau unei

obligatii de responsabilitate în favoarea și în sarcina creditorului gajist, care răspunde pentru pierderea sau stricăciunea amanetului conform regulilor stabilite prin art. 1074 al. 1, 1080, 1081, 1120, 1156, 1605, c. civ. (Trib. Teleorman s. I, 289 din 4 Nov. 1920. Curier Jud 1/921).

3. Natura responsabilității creditorului amanetar nu poate fi aceea a mandatarului sau a depozitarului ci numai aceea a comodatariului, care răspunde chiar și pentru abaterile de la diligența unui bun proprietar pe cari teoria clasificării culpelor le așează în categoria așa denumită „culpa levis”. (Trib. Teleorman S. I. 289 din 4 Nov. 1920. Curier Jud. 1/921).

4. A se vedea: art 1156, nota 1.

Art. 1692. — Dacă s'a dat drept amanet o creanță ce produce dobânzi, creditorul trebuie să țină în seamă aceste dobânzi asupra dobânzilor ce ar fi datorite.

Dacă datoria, pentru a cărei siguranță s'a dat amanet o creanță, nu produce ea însăși dobânzi, atunci dobânzile creanței amanetate se țin în seamă asupra capitalului datoriei. (Civ. 1060, 1101, 1111, 1589, 1687, 1697 urm.; Civ. Fr. 2081).

Text. fr. Art. 2081. — S'il s'agit d'une créance donnée en gage, et que cette créance porte intérêts, le créancier impute ces intérêts sur ceux qui peuvent lui être dus.

Si la dette pour sûreté de laquelle la créance a été donnée en gage ne porte point elle-même intérêts, l'imputation se fait sur le capital de la dette.

Doctrină străină.

BAUDRY ET DE LOYNES, *Du Nant.*, etc., I, 15, 96;

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 767;

DALLOZ, *Rép. Nantiss.*, 190 urm.; *Suppl. Nantiss.*, 113;

DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 295 bis, IV;

MOURLON, ed. 7-a, III, p. 482;

PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2432.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 258 urm.;

CANTACUZINO MATEI, p. 555;

NACU, III, p. 516.

Art. 1693. — Dacă creditorul abuză de amanet, debitorul poate să ceară ca acel amanet să se pună sub sechestru¹⁾. (Civ. 1632, 1685; Civ. Ital. 1887).

¹⁾ Textul acestui articol nu are echivalentul său în Codul Civil francez, el este luat din Codul Civil Italian, art. 1887).

Text. Ital. Art. 1887. — Se il creditore abusa del pegno, il debitore può domandare che il medesimo sia posto sotto sequestro.

Doctrină străină.

BAUDRY ET DE LOYNES, *Du Nantissement*, etc., I, 11, 14, 96, 100 urm., 136, 141;
GUILLOUARD, *Nantissement*, 220;
LAURENT, XXVIII, 555;
PONT, *Nantissement*, II, 1244;
TROPLONG, *Nantissement*, 468.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 260 urm., 305, 344;
CANTACUZINO MATEI, p. 556;
NACU, III, p. 516.

Art. 1694. — Debitorul nu poate pretinde restituțiunea amanetului de cât după ce a plătit în întreg capitalul, dobânzile și speșele datoriei pentru a cărei siguranță s'a fost dat amanetul.

Dacă acelaș debitor ar fi făcut o altă datorie către acelaș creditor după tradițiunea amanetului, și o asemenea datorie ar fi devenit exigibilă înainte de plata primei datorii, creditorul nu va putea fi constrâns să libereze amanetul mai înainte de a se fi plătit ambele creanțe, chiar când nu s'ar fi stipulat de a subordonă amanetul la plata datoriei a doua. (Civ. 558, 771, 1322, 1323, 1377, 1444, 1619, 1686, 1700, 1730; Civ. Fr. 2082).

Text. fr. Art. 2082. — Le débiteur ne peut, à moins que le détenteur du gage n'en abuse, en réclamer la restitution qu'après avoir entièrement payé, tant en principal qu'intérêts et frais, la dette pour sûreté de laquelle le gage a été donné.

S'il existait de la part du même débiteur, envers le même créancier, une autre dette contractée postérieurement à la mise en gage, et devenue exigible avant le paiement de la première dette, le créancier ne pourra être tenu de se dessaisir du gage avant d'être entièrement payé de l'une et de l'autre dette, lors même qu'il n'y aurait eu aucune stipulation pour affecter le gage au paiement de la seconde.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 711, 714;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du Nant.*, etc., I, 101, 102, 106-110, 136, 140, 141;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescript.* 530;
BEUDANT, *Les Sûretés pers. et réelles*, I, 208, 209;
CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 337;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 349, 763, 767, 770, 779;
DALLOZ, *Rép. Nantiss.*, 197 urm., 211; *Suppl. Nantiss.*, 115 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 312 bis, II urm.; 313 bis, VI;
GUILLOUARD, *Tr. du Nant.*, etc., 144, 151, 152, 155-157, 190;
LAURENT, XXVIII, 497, 506-508;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 485 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2440, 2442 urm.;
PONT, *Pet. contr.*, II, 499, 1167, 1195-1197;
TROPLONG, *Comm. des Privil.*, 465, 469, 470, 473.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 262 urm., 344; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 211, 226 nota 4; "Teoria generală a dreptului de retenție". Dreptul 29/910; Observație sub. Trib. Vaslui, 3 Oct. 909. Dreptul 47/910;

BOTEZ CORNELIU, „Doctrina asupra dreptului de retențiune“. Pagini Juridice 56/1910;
 CANTACUZINO MATEI, p. 547, 555, 556;
 MAVROJANNI ALEX., Notă sub. Trib. Comercial Ilfov s. I, 491 din 9 Iulie 923. Curier
 Jud. 15/924;
 NACU, III, p. 518 urm.

INDEX ALFABETIC

Accesorii 4.	Garanție a se vedea „Amanet“, „Gaj“.
Adjudecare 2.	Indivizibilitate 4.
Amanet 1-10.	Ipotecă 1.
Amanet comercial 3.	Prescripție 7.
Comercial amanet 3.	Prezumție 8.
Creditori 2, 3, 6, 10.	Privilegiu 1, 2.
Cumpărător, a se vedea „Vânzare-cumpărare“.	Proprietate 1.
Datorie posterioară 6, 8.	Retențiune 1, 2, 3, 5, 6, 8, 9, 10.
Debitori 10.	Terțe persoane 1.
Evicțiune 1.	Urmărire 2.
Executare silită 2.	Vânzare-cumpărare 1, 2.
Faliment 2.	Vânzare silită 2.
Furnituri de materiale 6.	
Gaj 1-10.	

Jurisprudență.

1. Independent de privilegiul ce legea acordă creditorului amanetar, pentru a se garanta de plata creanței sale față de cei-l-alți creditori ai debitorului, după art. 1694, el câștigă dreptul de retențiune asupra lucrului amanetat, drept care fiind real este opozabil, nu numai debitorului, dar și celor de al treilea care au câștigat posterior drepturi asupra lucrului reținut, cun ar fi un cumpărător, de oare-ce dacă nu ar fi ast-fel dreptul de retențiune nu ar însemna nimic și nu ar avea caracterul de siguranță care a fost în voința legii de a-i da, și totul ar depinde atunci de voința debitorului care, înstrăinând sau ipotecând lucrul reținut ca amanet, ar putea să răpească ast-fel dreptul de retențiune ori-ce eficacitate. E evident dar că creditorul amanetar nu poate să fie evins de cei de al treilea, cari au câștigat drepturi de proprietate sau ipotecă asupra lucrului după nașterea dreptului său. (Apel Iași, II, 140, Oct. 22/82. Dr. 83/82).

2. Gagiul tacit admis în cazul art. 1694, al. II nu produce un adevărat privilegiu și nu conferă de cât un drept de retențiune și aceasta rezultă din chiar contextul art. 1694 al. II, care drept de retențiune poate să fie opozabil cumpărătorului, creditorilor chirografari sau privilegiați ai proprietarului lucrului deținut, și aceasta chiar în materie de faliment. Prin urmare, singurul beneficiu de care e privat creditorul în asemenea caz e mai cu seamă de a nu putea uză de procedura expeditivă și puțin costisitoare prescrisă de lege pentru vânzarea gagiului, însă acest drept de retențiune, nu poate face obstacol unei vânzări pe cale de execuțiune silită, cu ocaziunea căreia creditorul însă nu poate să fie constrâns de a delăsa lucrul în posesiunea adjudecatarului, de cât dupe ce va fi fost complet desinteresat. (Trib. Ilfov, com., Nov. 16/88, Dr. 77/88).

3. Nu este loc a se aplică art. 1694 al. II, în materie de gagiul comercial, de oare ce gagiul comercial, este reglementat în toate detaliurile sale în art. 478 urm. c. com., și nu se prevede nici-eri un asemenea drept de retențiune, pentru o creanță chirografară a creditorilor cari ar avea asupra aceluiași debitor o creanță gagiistă, ast-fel că nu e loc de a complectă dispozițiunile codului de comerț cu dispozițiunile codului civil când codul comercial reglementează în mod complet materia de care se ocupă. (Apel Buc. I, 6, Febr. 27/89, Dr. 24/89).

4. Garanția este indivizibilă în acest sens că întreagă și ast-fel cum s'a constituit, răspunde de executarea contractului în toate amănuntele lui. În virtutea acestui principiu, partea nu este în drept, după art. 1694, să ceară unei restituirea, nici reducerea garanției, de cât în principal, cât și în accesorile ei. (Cas. I, 122/Mart. 23/90, B. p. 323).

5. Constituirea gagiului are de efect a transmite creditorului gagiist dreptul de a deține lucrul, până ce va fi complet achitat. (Apel Galați I, No. 31/94. Curier Jud. 19/94).

6. Conform art. 1694 al. II din cod civil, pentru ca un creditor să aibă dreptul să continue a reține amanetul pentru siguranța unei alte datorii, decât aceea pentru care s'a stipulat amanetul, trebuie, pe lângă celelalte condițiuni, ca datoria cea de a doua să fie născută în urma celei dintâi. Astfel, gajul stipulat în mod expres prin convenție, ca siguranță pentru garanțarea obligațiunei de executare și de întreținere, continuă a fi afectat ca gaj legal tacit, pentru siguranța plătei altor creanțe, provenite din furnituri de materiale, născute posterior convențiunei, și devenite exigibile înainte de stingerea obligațiunei pentru care s'a stipulat gajul conventional. (Cas. III 79/905 B. p. 1577).

7. Dispozițiunile art. 1886 din c. civ. privitoare la începerea curgerii unei prescripții, precum și ale art. 1694 din acelaș cod, care se referă la exercitarea acțiunii debitorului, contra creditorului pentru restituirea gagiului, se aplică și pentru prescripțiunile acțiunilor comerciale, de oarece, potrivit art. 1 din codul comercial, dispozițiile codului civil se aplică și în comercial, întrucât nu există alte dispoziții, derogatorii. (Cas. III, 10 Dec. 1907, B. p. 1966).

8. După art. 1694 codul civil, când se contractează o datorie ce are o dată

posterioră unei alteea convenită între aceleași persoane și pentru asigurarea căreia se dăduse un gaj, creditorul este autorizat să rețină gajul și pentru cea de a doua datorie, dacă aceasta are scadența anterioară exigibilității primei datorii, pentru că prezumpția este că părțile au consimțit tacit ca ambele datorii să fie asigurate cu acel gaj. (Cas. III, 5 Nov. 1908, B. p. 1940).

9. Amanetul garantează, potrivit art. 1694 c. civ., plata întregului capital pentru care el a fost dat, așa că el nu

poate fi liberat înainte de a se fi făcut plata integrală a capitalului. (Cas. II, No. 102, 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 402).

10. Conform art. 1694 c. civ. creditorul gagist va putea avea totdeauna dreptul său de retenție atât asupra debitorului său cât și asupra creditorilor chirografari ai săi. (Trib. Ilfov, s. I, com. 491 din 9 Iulie 1923. Curier Jud. 15/924, Pand. Rom. 1924, III, 67).

11. A se vedea art. 1322, „Dreptul de retenție“.

Art. 1695. — Amanetul este nedivizibil, deși datoria este divizibilă între erezii debitorului, ori între aceia ai creditorului.

Eretele debitorului ce nu ¹⁾ și-a plătit partea sa de datorie, nu poate cere restituțiunea părții sale de amanet atât timp cât datoria nu este plătită în întregul ei.

Și vice-versa, eretele creditorului care și-a primit partea sa de datorie, nu poate să restituiască amanetul cu daunarea coerezilor săi încă neplătiți. (Civ. 1057 urm., 1062, 1702, 1746; Civ. Fr. 2083).

Text. fr. Art. 2083. — Le gage est indivisible nonobstant la divisibilité de la dette entre les héritiers du débiteur ou ceux du créancier.

L'héritier du débiteur, qui a payé sa portion de la dette, ne peut demander la restitution de sa portion dans le gage, tant que la dette n'est pas entièrement acquittée.

Réciproquement, l'héritier du créancier, qui a reçu sa portion de la dette, ne peut remettre le gage au préjudice de ceux de ses cohéritiers qui ne sont pas payés.

Doctrină străină.

BAUDRY ET DE LOYNES, *Du Nantissement*, etc., I, 103;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 763;
DALLOZ, *Rép. Nantiss.*, 40 urm.; *Suppl. Nantiss.*, 22;
GUILLOUARD, *Nantissement*, etc., 147;
LAURENT, XXVIII, 503;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 483;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2463;
PONT, *Pet. contr.*, II, 1202.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 276, 277, 296, 548;
CANTACUZINO MATEI, p. 555;
HAMANGIU C., *Nota sub. C. Apel Iași s. I*, 74 din 8 Oct. 920. Pand. Rom. 1922-II-117;
NACU, III, p. 518 urm.

Art. 1696. — Dispozițiunile precedente nu se aplică în materie de comerț, nici la casele de împrumut pe amanet, în privința cărora se va urmări după legile și regulamentele relative la dânsese. (Pr. civ. 722; C. com. 387, 405, 433, 478—489; Civ. Fr. 2084).

1) Particula „nu“, care face acest articol neînțeles, credem că din eroare figurează în textul oficial. În textul francez ea nu există, după cum nu trebuie să existe nici în textul român, ca una ce schimbă înțelesul logic al frazei.

Text. fr. Art. 2084. — Les dispositions ci-dessus ne sont applicables ni aux matières de commerce, ni aux maisons de prêt sur gage autorisées, et à l'égard desquelles on suit les lois et règlements qui les concernent.

Doctrină străină.

BAUDRY ET DE LOYNES, *Du Nantissement*, etc., I, 146, 150;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 761;
DALLOZ, *Rép. Commissionn.*, 143 urm.; Mont de piété, p. 397, col. 2 in medio; Nantiss., 109 urm., 213 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 487;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2423.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 281 urm.; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 453;
NACU, III, p. 523 urm.

Jurisprudență.

1. Dacă este adevărat atât că dreptul civil este dreptul fundamental la care, ca să recurgem în cazurile neprevăzute de legea comercială, cât și că nu este permis a se lărgi prin analogie sfera de aplicatie a unei legi excep-

ționale, adică prin recursul la un alt text de lege care este fundat pe aceeași rațiune, nu este mai puțin adevărat că și legile exceptionale sunt susceptibile de a fi interpretate în sens larg, când aceasta rezultă că necesitate logică din scopul evident ce urmărește aceste legi. (Cas. II, 21/Ian. 28/80, B. p. 26).

TITLUL XVI.

Despre antichresă.

Art. 1697. — Antichresa este un contract, prin care creditorul dobândește dreptul de a-și apropia fructele unui imobil remis lui de datornic, cu îndatorirea de a le impută¹⁾ pe fiecare an asupra dobânzilor, de sunt datorite, și apoi asupra capitalului creanței sale. (Civ. 1698 urm.; L. Timbr. 21 § 5; Civ. Fr. 2085 § 2; Civ. Ital. 1891).

Text. fr. Art. 2085 § 2. — Le créancier n'acquiert par ce contrat que la faculté de percevoir les fruits de l'immeuble, à la charge de les imputer annuellement sur les intérêts, s'il lui en est dû, et ensuite sur le capital de sa créance.

Text. Ital. Art. 1891. — L'antichresi è un contratto, mediante il quale il creditore acquista il diritto di fare suoi i frutti dell'immobile del suo debitore, coll'obbligo di imputarli annualmente a sconto degli interessi, se gli sono dovuti, e quindi del capitale del suo credito.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 715, 719, 721;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du Nantissement*, etc., I, 16, 17, 182, 183, 187, 191, 193, 203, 211, 219;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 752, 753, 754;
DALLOZ, *Rép. Nantiss.*, 22, 216 urm., 252; *Suppl. Nantissement*, 123 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 295 bis, V; 319 bis, I, II;
GUILLOUARD, *Du Nantissement*, etc., 227-229, 246;
LAURENT, XXVIII, 545, 546, 555;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 487;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2497;
PONT, *Pet. contr.*, II, 1233, 1235, 1247, 1274.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 295 urm., 306, 544; (VIII, part. I, ed. 2-a, p. 331 n. 3); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 226; *Observație* sub. Cas. I, 244 din 14 Mai 1910.

1) A „impută” adică: a scădea.

Dreptul 48/910; *Notă* sub. Justiția de Pace din Carnières (Nord), 9 Mai 1920. Jurispr. Gen. 21/1923. No. 1445;
 CANTACUZINO MATEI, p. 564, 565;
 CERBAN AL., „*Lacunele și defectele în organizarea sistemului nostru civil de garanții reale*”. Curier Jud. 23-24/1919;
 CODREANU S. ION (ISCOD), *Observație* sub. Trib. Muscel, 106 din 14 Mart. 1909. Curier Jud. 49/909;
 NACU, III, p. 538, 539;
 STOENESCU D. DEM., „*Studii asupra legilor rurale*”. Curier Jud. 23/907.

Jurisprudență.

1. Pentru constituirea unei antichrese trebuie ca contractul să fie scris și transcris, acceptat de ambele părți, conform art. 1698; și ceea ce este mai esențial, cătă ca imobilul dat în antichresă să fie remis în posesiunea creditorului, dupe cum ordonă art. 1697. (Apel Buc. III, 115, Mai 22/84, Dr. 72/84).

2. Antichresa este un drept real. (Apel Focșani, II, Dr. 18/85).

3. Pământurile rurale pot fi date în antichreză. (Cas. I 244 din 14 Mai 1910. Jurisprudență 20/1910).

4. Când, prin convenție, părțile stabilesc că veniturile imobilului dat în antichreză, să se impute numai asupra procentelor, impozit fonciar și asigurare, prin această nu se violează întru nimic nici o dispoziție imperativă sau proibitivă a vreunui text de lege, de oarece nicăeri legea nu impune părților

obligatiunea ca să prevadă că parte din veniturile imobilului să fie imputate și asupra capitalului, sau să nu se însereze în act clauza de compensațiune a veniturilor cu dobânzile capitalului împrumutat. (Trib. R.-Sărat, No. 188, 1915; Dreptul 1915, p. 458).

5. Antichreza, prin faptul că debitorul — proprietar al imobilului — rămâne lipsit de folosința bunului dat în antichreză, care trece în stăpânirea creditorului, constituie un desmembrământ al proprietății, și prin urmare nu pot fi date în antichreză pământurile cu cari au fost improprietăți locuitorii săteni la 1864 iar antichreza unor astfel de pământuri este nulă, pe baza art. 1 și 2 din legea interpretativă dela 1879. (Trib. R.-Sărat, No. 188, 1915, Dreptul 1915: p. 158).

6. A se vedea: art. 1108, nota 15; art. 1700, nota 1.

Art. 1698. — Acest contract trebuie să fie făcut înscris și transcris, întrucât este o datorie mai mare de 150 lei ¹⁾. (Civ. 1179, 1191, 1197, 1198, 1686; L. Timbr. 20 § 5, 42 § 1; Civ. Fr. 2085 § 1).

Text. fr. Art. 2085 § 1. — L'antichrèse ne s'établit que par écrit.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 715, 716;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du Nantissement*, etc., I, 18, 173-177;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 752, 753, 754;
 DALLOZ, *Rép. Nantissement*, 216 urm.; *Suppl. Nantissement*, 123 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 295 bis, VI; 348 bis, I, III;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 346;
 GLASSON, *Dr. de rét.*, p. 48;
 GUILLOUARD, *Du Nantissement*, etc., 208, 210, 214; *Dr. de rét.*, 35;
 LAURENT, XXVIII, 536, 537;
 NICOLAS, *Dr. de rét.*, 161;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No 2497;
 PONT, *Pet. contr.*, II, 1228-1236.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 297, 300 urm., 735 urm.; (VIII, part. I, ed. 2-a, p. 331 n. 3); *Observație* sub. Cas. I, 170 din 28 Mart. 1910. Dreptul 48/910; *Observație* sub. Trib. civil din Falaise 2 Mai 913. Curier Jud. 81/913;
 CANTACUZINO MATEI, p. 555, 564, 565;
 CODREANU S. ION (ISCOD), *Observație* sub. Trib. Muscel, 106 din 14 Martie 1909. Curier Jud. 49/909;
 GEORGEAN N., *Nota* sub. Cas. I, 148 din 31 Mart. 1921. Pand. Rom. 1923-I-233;
 NACU, II, p. 846; III, p. 540.

¹⁾ E vorba de „*lei vechi*”, adică 55 lei noi și 55 bani. E de notat că în *textul francez nu se spune că acest contract trebuie să fie transcris*, cum cere *textul român* al art. 1698 Cod Civ.

Jurisprudență.

1. Pentru constituirea unei antichreze, trebuie ca contractul să fie scris și transcris, acceptat de ambele părți conform art. 1698 c. civ.; și aceea ce este

mai esențial, trebuie ca imobilul dat în antichreză să fie remis în posesiunea creditorului după cum ordonă art. 1697 c. civ. (C. Apel. Buc. s. III 115 din 22 Mai 1884, Dreptul 72/84).

Art. 1699. — Creditorul, dacă nu s'a stipulat contrariul, este dator să plătească dările și sarcinile anuale ale imobilului ce posedă în antichresă. Asemenea trebuie să îngrijească de întreținere și să facă reparațiunile necesare și utile ale imobilului; la din contră, rămâne răspunzător de daune-interese.

Toate spesele relative la obiectele sus arătate se vor preleva asupra fructelor. (Civ. 991, 997, 1084, 1691, 1700; Civ. Fr. 2086).

Text. fr. Art. 2086. — Le créancier est tenu, s'il n'en est autrement convenu, de payer les contributions et les charges annuelles de l'immeuble qu'il tient en antichrèse.

Il doit également, sous peine de dommages et intérêts, pourvoir à l'entretien et aux réparations utiles et nécessaires de l'immeuble, sauf à prélever sur les fruits toutes les dépenses relatives à ces divers objets.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 717, 720;
 BAUDRY ET CHAUVEAU, *Des biens*, 373, 376;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., I, 212, 213, 214, 215;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 754;
 DALLOZ, *Rép. Nantiss.*, 251 urm., 277 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 320 bis, VI;
 GUILLOUARD, *Du Nantissement*, etc., 233, 258, 259;
 LAURENT, XXVIII, 549, 550;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 492;
 PONT, *Pel. contr.*, II, 1238, 1240;
 TROPLONG, *Privil. et hypoth.*, 519 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 303, 304, 343, 344, 544; (VIII, part. I, ed. 2-a, p. 331 n. 3);
 CANTACUZINO MATEI, p. 441, 564, 565;
 NACU, III, p. 541.

Art. 1700. — Debitorul nu poate reclama folosința imobilului dat în antichresă, mai înainte de a fi plătit toată datoria. Creditorul însă ce voește a se liberă de îndatoririle enumerate în articolul precedent, poate totdeauna, întrucât n'a renunțat expres la acest drept, sili pe debitor să-și primească îndărăt folosința imobilului. (Civ. 771, 1322, 1323, 1377, 1444, 1619, 1694; Civ. Fr. 2087).

Text. fr. Art. 2087. — Le débiteur ne peut, avant l'entier acquittement de la dette, réclamer la jouissance de l'immeuble qu'il a remis en antichrèse.

Mais le créancier qui veut se décharger des obligations exprimées en l'article précédent, peut toujours, à moins qu'il n'ait renoncé à ce droit, contraindre le débiteur à reprendre la jouissance de son immeuble.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 717-720;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du Nantissement*, etc., I, 186-188, 205 urm., 211, 212, 216, 218;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 754, 779;

DALLOZ, *Rép. Nantiss.*, 282 urm., 408, 788; *Suppl. Nantissement*, 139, 715;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 321 bis, II; 322 bis, IV, V;
 GUILLOUARD, *Du Nantissement*, etc., 220, 223, 226;
 LAURENT, XXVIII, 551, 552, 555, 561-573;
 LYON-CAEN ET RENAULT, VII, 377;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 488 urm., 492;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2496;
 PONT, *Pet. contr.*, II, 1244, 1246;
 TROPLONG, *Privil. et hypoth.*, 551, 576 urm., 592.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 303, 304, 343, 344, 544; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 211; „*Teoria generală a dreptului de retenție*“. *Dreptul* 29/910;
 BOTEZ CORNELIU, „*Doctrina asupra dreptului de retențiune*“. *Pagini Juridice* 56/1910;
 CANTACUZINO MATEI, p. 547, 564, 565;
 NACU, III, p. 541.

Jurisprudență.

(Cas. I, 253 din 5 Mai 1910, B. p. 719-
 Jurisprudența 20/1910).

1. Creditorul este ținut a restitui pământul constituit antichreză, când datornicul a plătit suma împrumutată.

2. A se vedea: art. 1322 „*Dreptul de retenție*”.

Art. 1701. — Creditorul nu devine proprietar al imobilului prin singura neplată a datoriei la termenul stipulat; orice clauză contrarie este nulă.

La neplată, poate să ceară expropriațiunea debitorului după formele legale. (Civ. 5, 1008, 1689, 1719, 1824 urm.; Pr. civ. 378; Civ. Fr. 2088).

Text. fr. Art. 2088. — Le créancier ne devient point propriétaire de l'immeuble par le seul défaut de paiement au terme convenu; toute clause contraire est nulle: en ce cas, il peut poursuivre l'expropriation de son débiteur par les voies légales.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 718;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du Nantissement*, etc., I, 192, 194, 195, 197-201;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 755;
 DALLOZ, *Rép. Nantiss.*, 262 urm.; *Suppl. Nantissement*, 135 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 322 bis, I, II;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 798;
 GUILLOUARD, *Du Nantissement*, etc., 218, 236;
 LAURENT, XXVIII, 544, 557, 559;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 488 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2499;
 PONT, *Pet. contr.*, II, 1226, 1255, 1257, 1259.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 268 urm., 305 urm.; (V, p. 139; VII, p. 45 n. 3); „*Despre pactul comisoriu în materie de amanet, antichreză și ipotecă*“. *Dreptul* 26/1910; *Observație* sub. Trib. Avranches (Manche), 4 Iunie 1920. *Pand. Rom.* 1922-III-145;
 CANTACUZINO MATEI, p. 564, 565;
 DEGREA AL., „*Scieri Juridice*“. Vol. I, p. 582 urm. „*Tocmeala ca să rămână lucrul amanetat proprietatea creditorului prin singura neplată a datoriei la termenul stipulat*“.
 GEORGESCU B. I., „*Dispozițiunile imperative ale art. 1689 și 1701 c. civ. sunt ele aplicabile ori nu și la contractele de ipotecă*“. *Curier Jud.* 53/905;
 Hozoc D., *Notă* sub. Trib. Dorohoi, 137 din 24 Mai 1922. *Pand. Rom.* 1924-II-166;
 NACU, III, p. 542 urm.;
 POLICHRON DEM., *Nota* sub. C. Apel Craiova s. II, 57 din 27 Mart. 1922. *Pand. Rom.* 1922-II-225.

Jurisprudență.

1. Sub legiuirea Caragea ca și în Dr. roman și în legislația actuală, nu eră valabilă clauza, prin care creditorul stipulă în actul de împrumut să devină proprietar pe imobilul amanetat, dacă debitorul nu-i plătește datoria la termen; creditorul n'avea decât dreptul de a cere ca zălogul să fie vândut cu știrea Domniei. (Apel Buc. I. Dr. 61/903).

2. Vânzarea cu pact de răscumpărare este permisă prin art. 1371 și urm. c. civ. și se transferă imediat proprietatea la cumpărător, vânzătorul având însă dreptul ca în anume termen, restituind prețul și cheltuielile să-și poată relua bunul. Dacă răscumpărarea nu se exercită în condițiunile fixate, lucrul trece definitiv în proprietatea cumpărătorului.

Acastă vânzare poate ascunde însă de multe ori un împrumut uzurar, având de scop a eluda legile asupra cametei sau un împrumut cu gaj, anti-chreză, ipotecă, având de scop eludarea dispozițiilor art. 1689 și 1701 c. civ. prin cari creditorul amanetar, anti-chrezist și ipotecar este oprit a-și însuși lucrul constituit garanție sau să dispună de el, fără formele legale. Aceste contracte simulate, denumite în drept contracte pignorative se caracterizează prin facultatea de răscumpărare acordată vânzătorului, vilitatea

prețului și relocatia imediată a lucrului din partea cumpărătorului către vânzător. Chiar dacă unul din aceste elemente lipsește, aceasta nu poate împiedeca existența contractului, când alte împrejurări dovedesc existența lui; — iar dovada simulațiunii, prin care se ținde la eludarea dispozițiilor art. 1689 și 1701 c. civ., se poate face prin orice mijloc de probă și chiar prin prezumpții. Faptul că vânzătorul rămâne în stăpânirea lucrului, este o prezumpție pentru stabilirea ultimei condiții, de oarece dacă doctrina și jurisprudența vorbesc de relocatie, este numai pentru că se referă la mijlocul cel mai obicinuit la care recurg fraudatorii legii.

Deși potrivit art. 1689 și 1701 c. civ., stipulațiunea prin care creditorul ar fi autorizat a-și apropia lucrul ce servă de garanție, este nulă, totuși ulterior debitorul poate vinde creditorului lucrul amanetat și convenția aceasta este valabilă, de oarece este făcută la o epocă când debitorul nu mai e la discreția creditorului; — se cere însă ca ea să fie serioasă iar nu o simplă execuțiune a unei înțelegeri intervenită în momentul încheierii împrumutului. (C. Apel Craiova 57 din 27 Mart. 1922, Pand. Rom. 1922 II, 225; Trib. Drohoi 137 din 24 Mai 1922, Pand. Rom. 1924, II, 166).

3. A se vedea: art. 1689 cu notele respective; art. 1746, nota 7.

Art. 1702. — Dispozițiunile art. 1695 se aplică la antichrese întocmai ca la amanet. (Civ. Fr. 2090).

Text. fr. Art. 2090. — Les dispositions des articles 2077 et 2082 s'appliquent à l'antichrèse comme au gage.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 720;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du Nantissement*, etc., I, 189;
DALLOZ, *Rép. Nantiss.*, 239;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 321 bis, VI;
GUILLOUARD, *Du Nantissement*, etc., 221;
LAURENT, XXVIII, 552;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 488 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2496;
PONT, *Pel. contr.*, II, 1245.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 304, 305;
CANTACUZINO MATEI, p. 564, 565;
NACU, III, p. 542 urm.

Art. 1703. — Creditorul antichresist conservă asupra fondului și celelalte privilegii și ipotece, legal formate și conservate. (Civ. 973, 1697, 1698, 1700, 1720 urm., 1790 urm.; Civ. Fr. 2091¹⁾).

¹⁾ Art. francez corespunzător 2091 are un cuprins mult mai complex și întrucât-va diferit; tot astfel și art. 2045 (1706 român).

Text. fr. Art. 2091. — Tout ce qui est statué au présent chapitre, ne préjudicie point aux droits que des tiers pourraient avoir sur le fonds de l'immeuble remis à titre d'antichrèse.

Si le créancier, muni à ce titre, a d'ailleurs sur le fonds, des privilèges ou hypothèques légalement établis conservés, il les exerce à son ordre et comme tout autre créancier.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, p. 261; III, p. 114-121; III, ed. 5-a, p. 187-196; V, p. 630;
 BAUDRY-LAC., *Précis*, III, 1054;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du Nantissement*, etc., I, 227, 228, 235-238, 244, 245, 247-251;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 754;
 DALLOZ, *Rép. Nantiss.*, 240 urm.; *Suppl. Nantissement*, 5, 12, 17, 20, 125 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 5 bis, II, VI; 30 bis, II;
 DEMOLOMBE, IX, 682; X, 595;
 GLASSON, *Du dr. de rét.*, p. 37, 58 urm., 134, 142 urm., 150-152 urm.;
 GUILLOUARD, *Nantiss. et dr. de rét.*, 19, 23, 26, 41, 47, 51-55, 78-80, 85, 88, 89, 98, 100, 101, 113;
 LAURENT, XXIX, 292-294, 297, 300-302;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 488 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2501 urm.;
 PONT, *Pet. contr.*, II, 129;
 TROPLONG, *Priv. et hyp.*, I, 176, 258 urm.; *Du prêt*, 127; *Nantiss.*, 449; *Mandat*, 699 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCU, X, p. 307;
 CANTACUZINO MATEI, p. 564, 565;
 NACU, III, p. 542 urm.

TITLUL XVII.

Despre transacțiune.

Art. 1704. — Transacțiunea este un contract prin care părțile termină un proces început sau preîntâmpină un proces ce poate să nască. (Civ. 791, 943, 945, 947, 969, 1179, 1191, 1197, 1198, 1709 urm.; Pr. Civ. 260, 339 urm.; L. jud. oc. 81; Civ. Fr. 2044 § 1).

Text. fr. Art. 2044 § 1. — La transaction est un contrat par lequel les parties terminent une contestation née, ou préviennent une contestation à naître.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires, mandat, cautionnement, de la transaction* 1207, 1208, 1214;
 BUFNOIR, *Propriété et Contrat*, ed. 2-a, p. 296, 533;
 CAPITANT, *De la cause des Obligations*, p. 215 urm.;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 724 urm.;
 DALLOZ, *Rép. Enregistrement*, 1049 urm.; *Transaction*, 14 urm.;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 346, 431;
 GUILLOUARD, *Transaction*, 31, 31 bis, 32;
 LAURENT, XXVIII, 329;
 MOURLON, ed. 7-a, III, 461 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2285 urm.;
 PONT, *Pet. contr.* II, 482-484.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 188 urm.; „*Scopul și definiția tranzacției*“. Dreptul 11/910;
 CANTACUZINO MATEI, p. 667 urm.;
 DAN EM., *Nota sub. Judec. ocol. II C.-Lung*, din 24 Iulie 1925, Curier Jud. 34/925;
 GEORGEAN N., *Notă sub. Trib. Dorohoi*, 395 din 14 Nov. 1923. Jur. Gen. 1924 No. 925;
 NACU, I, p. 631; III, p. 555.

Jurisprudență.

1. Caracterul distinctiv al transacțiunii este ca părțile litigante, împărțind obiectul în litigiu, își recunosc reciproc pe partea ce se adjudecă fie căreia dreptul cu care pretindea totul. (Apel București, III, Mai 13/74, *Dr.* 14/75).

2. Actul de transacție prin care se recunoaște unei părți dreptul preexistent de proprietate asupra imobilului ce formă obiectul litigiului, nu este translativ de proprietate, pentru că nici o mutațiune de proprietate nu s'a operat. (Apel Buc. III, 6, Ian. 16/84, *Dr.* 20/84).

3. Transacțiunea fiind un contract, ea trebuie să cuprindă condițiunile esențiale pentru validitatea convențiilor prescrise de legea generală a contractelor, și cari sunt: consimțământul părților contractante, capacitatea de a contracta, un obiect și o cauză licită. (Trib. Ilfov, I, Mart. 29/89, *Dr.* 36/89).

4. Indivizibilitatea sau nedivizibilitatea transacțiunii nu e un principiu de drept, ci o chestiune de fapt. (Cas. I. 93/93, Mart. 5/93, B. p. 235).

5. Deși în contractul sinalagmatic de transacțiune, părțile sunt ținute să-și facă reciproc concesiuni sau sacrificii, însă neegalitatea concesiunilor nu exclude reciprocitatea lor. (Cas. I, 180/98, B. p. 709).

6. Din nici o dispozițiune de lege nu rezultă că tranzacțiunea trebuie să cuprindă modalitățile în care a fost făcută.

Prin urmare, declarațiunea scrisă a părților că s'au împăcat și luarea con-

simțământului lor la judele de ocol constituie o tranzacțiune valabilă care cată să-și producă efectele legale între părțile contractante, așa că cu drept cuvânt instanța de fond a constatat că părțile s'au împăcat și nu se mai pot judeca pentru această afacere. (Cas. I, 26 Nov. 1907, B. p. 1712).

7. Dispozițiunile art. 260 pr. civilă, relative la stingerea procesului, nu-și au aplicațiune, când este vorba de o urmărire făcută pe baza unei hotărâri, care fusese încheisă după cererea creditorului urmărit și care putea fi redeschisă atât timp cât dreptul creditorului nu s'a preseris.

Prin urmare, cu drept cuvânt a fost respinsă ca nefondată contestația făcută de debitor întemeiată pe motivul că dosarul fiind încheis în urma declarațiunei creditorului că a fost îndestulat, hotărârea pusă în executare și-a pierdut efectul întrucât Tribunalul, — examinând actul prin care debitorul arată că din eroare s'a încheis dosarul căci datoria n'a fost achitată, — constată că voința părților n'a fost de a face o novațiune a datoriei și bine s'a procedat la urmărirea averii debitorului. (Cas. II, No. 215, 1914; *Jurispr. Rom.* 1915, p. 21).

8. Tranzacția fiind un contract, deci un acord de voințe producător de obligațiuni este ca orice contract în genere indivizibilă, în sensul că nu s'ar putea executa fără voința părților, numai parte din obligațiuni, ci trebuiesc executate toate în întregime. (Trib. Dorohoi 105 din 20 Mai 1922, *Jur. Gen.* 1923, No. 1129; *Pand. Rom.* 1924, III, 38).

Art. 1705. — Transacțiunea trebuie să fie constatată prin act scris. (Civ. 1171, 1176, 1179, 1191 urm., 1197 urm., 1704; Pr. civ. 260, 341, 722; L. Timbr. 18 § 21, 21 § 13; Civ. Fr. 2044 § 2).

Text. fr. Art. 2044 § 2. — Ce contrat doit être rédigé par écrit.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 660, 661, 666;
 BAUDRY ET WAHL, *Des contrat aléatoires*, etc., 1219 urm., 1222, 1224;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 296, 533;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 516; II, p. 724 urm.;
 DALLOZ, *Rép. Transact.*, 14 urm.;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 346;
 DEMOULOMBE, XXX, 109;
 GUILLOUARD, *Transaction*, 81, 85 bis, 86;
 LAURENT, XXVIII, 367, 375;
 LYON-CAEN ET RENAULT, III, 52;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 461 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2285 urm.;
 PONT, *Pel. contr.*, II, 463, 487, 501, 502;
 TROPLONG, *Transaction*, 27, 30.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 203 urm.; (XI, p. 359 n. 4); *Observație* sub. Trib. Dâmbovița 20 Mart. 1906. Dreptul 23/1907; *Observație* sub. C. Apel Bordeaux, 11 Iulie 1898. Curier Jud. 23/1901; *Observație* sub. Cas. I, 256 din 19 Aprilie 1911. Curier Jud. 43/1911: CANTACUZINO MATEI, p. 667 urm.; GEORGEAN N., *Observație* sub. Trib. Dorohoi, 105 din 20 Mai 1922. Pand. Rom. 1924-III-38; NACU, II, p. 846; III, p. 555.

INDEX ALFABETIC

Act scris 1-11	Marturi 1, 2, 6, 8, 9, 10.
Advocat 11.	Mărturisire 1, 5, 10.
Aprecieri suverană 5, 3, 9	Notificare 10.
Consimțământ 7.	Nulitate 3.
Dovadă, a se vedea „Pro- bă”.	Probe, a se vedea „Act scris” și 1, 2, 6, 9, 10.
Hotărâre de expedient 3, 7, 11.	Procură 11.
Inceput de dovadă scrisă 1, 8, 10.	Semnătură 6.
Interogator 1, 5.	Somație 10.
Jurământ 1, 4, 10.	Suverană apreciere 5, 3, 9.
Mandat 11.	Tranzacție 1-11.
	Tranzacție verbală 10.
	Verbală tranzacție 10.

Jurisprudență.

1. Dacă art. 1705 a cerut ca transacțiile să fie redactate în scris, prin aceasta a înțeles numai că transacțiile nu se pot dovedi prin martori, scrierea în materie de transacție nefiind cerută *ad solemnitatem* ca o condiție esențială a existenței convenției, dar numai *ad probationem*; și aceasta reese în privința jurământului și din art. 1208 care permite să se defere jurământul asupra ori cărei spetă de contestație deși nu există nici un început de dovadă, și astfel fiind transacțiile se pot dovedi sau prin interogatoriu, care nu este decât o mărturisire a părții, sau prin jurământ. (Apel Buc. III, Nov. 26/79, Dr. 9/80, și Trib. Romanai 2 Aprilie 1908. Revista Jud. 36/908).

2. Această dispoziție nu prescrie forma scrisă *ad solemnitatem* ci numai *ad probationem*, putând în de altminteru, transacția să fie dovedită ca ori care contract nesolemn prin oricare mod admis de lege, afară de proba prin martori. (Cas. I, 428/84, Dec. 21/84, B. p. 1001).

3. Legea nu cere ca condiție necesară validității unei transacții ca să fi mijlocit o hotărâre de expedient; art. 1705 prescrie numai ca transacția să fie constatată prin un act scris. În o atare situație partea e în drept de a cere executarea transacției după cum poate cere executarea ori cărei convențiuni; și din momentul ce partea adversă invoacă diferite nulități de formă în ceea ce privește validitatea transacției, instanța înaintea căreia s'a depus transacția pentru stingerea procesului nu poate face alt ceva de cât să le examineze, statuând asupra acestor motive de nulitate; și decizia ea sa nu e dată ca hotărâre de expedient ci ca deslegând o contestație asupra unui litigiu urmat între părți. (Cas. I, 8/Ian. 12/90, B. p. 14).

4. Deși art. 1705 prevede că transacțiunea, și prin urmare și jurământul decizoriu, care nu este altceva de cât o transacțiune, să fie constatată prin act scris, dar dacă se constată că reclamantul deferind jurământ în scris intimatului, acesta a referit același jurământ reclamantului care l'a acceptat și prestat, jurământul fiind constat în scris și fiind tot același jurământ care s'a referit părții ce-l deferise, termenii în care el a fost dat sunt arătați în scris și prin urmare se poate constata dacă acel jurământ era personal și concludent. (Cas. II, 15/Ian. 23/91, B. p. 92).

5. Deși după art. 1705, transacțiunea trebuie constatată printr'un act scris, însă în lipsa unui asemenea act, partea care invoacă existența unei asemenea transacțiuni poate să se refere la mărturisirea părții adverse; și dacă cel chemat la interogator nu vine, instanța de fond poate să aprecieze dacă această nevenire constituie o mărturisire din partea sa. (Cas. II, 81/Mai 22/91, B. p. 675).

6. Dispozițiunea art. 1705 din codul civil, că transacțiunea trebuie să fie constatată prin act scris, nu exclude ideea că, dacă una din părțile semnatare își tăgăduiește semnătura dintr'un atare act, să nu fie admisă orice fel de probă, fie chiar proba testimonială, pentru constatarea, nu a existenței transacțiunii, ci a veracității acelei semnături. (Cas. II, 80/95, B. p. 853).

7. Legea nu cere ca condiție necesară a validității unei transacții ca să fi mijlocit, din partea tribunalului înaintea căruia se judecă litigiul asupra căruia părțile convin a transige, o hotărâre de expedient și aceasta cu drept cuvânt, căci ceea ce termină contestațiunea dintre părți este consimțământul, voința părților, iar nu actul, prin care tribunalul constată voința părților semnate în transacție. (Apel Iași II, C. Jud. 85/901).

8. Tranzacțiunea trebuie să fie făcută prin act scris, conform art. 1705 codul civil, însă această cerință nu are a fi considerată ca o condiție fără care nu s'ar putea dovedi existența unei tranzacțiuni, așa în cât, dacă obiectul tranzacțiuni întrece valoarea de 150 lei, și dacă există un început de dovadă scrisă, aceasta este o chestiune de fapt, și constatările în această privință ale

instanței de fond nu cad sub cenzura Curții de Casație. (Cas. II, 14 Febr. 1907, B. p. 278).

9. Dispozițiunea din art. 1705 din codul civil nu prescrie forma scrisă *ad solemnitatem*, ci numai *ad probationem*, putând tranzacția să fie dovedită ca orice contract nesolemn prin orice mijloc admis de lege, afară de proba cu martori.

Astfel, existența unei tranzacții poate fi dovedită cu diferite acte de către instanța de fond, în virtutea dreptului său suveran de apreciere în această privință. (Cas. I, 256 din 19 Apr. 1911, B. p. 523, Jurisprudența 18/911).

10. Tranzacția e un act consensual care nu este supus la nici o formă determinată. Art. 1705 c. civ., cere ca ea să fie constatată prin act scris nu „ad solemnitatem” ci „ad probationem”.

O tranzacție chiar verbală poate fi validă și în lipsa unui act scris poate fi dovedită prin toate mijloacele de drept comun: mărturisire, jurământ, martori, etc., față de un început de dovadă scrisă.

Prin urmare în specie declarația scrisă de intimat pe somația adresată de apelant, prin care s'a mulțumit de modul cum s'a tranșat diferendul dintre ei și se declară mulțumit, fapt care nu e contestat nici de apelant, nu poate fi considerată ca o declarațiune unilaterală de voință ci ca o adevărată tran-

zacție și ca atare intimatul nu mai poate ridica pretenții asupra diferendului tranșat. (C. Apel Buc. s. IV 43 din 3 Dec. 1919, Curier Jud. 24-25/920; Trib. Dorohoi 105 din 20 Mai 1922, Pand Rom. 1924, III, 38).

11. Tranzacțiunea depusă înaintea unei instanțe judecătorești pentru stinggerea unui proces pendinte, este valabilă chiar dacă nu s'a pronunțat hotărîrea de expedient, destul numai că în conformitate cu art. 1705 din codul civil, ea să fie constatată printr'un act scris emanat de la părțile litigante capabile după lege de a transige, de oare ce ceeace stinge procesul este voința părților, iar nu hotărîrea tribunalului care nu face decât să constate această voință.

Așa fiind, atunci când avocatul uneia din părțile litigante prezintă înaintea judecății un act de tranzacție consimțit chiar de partea pe care o reprezintă, iar nu de dânsul și cere pronunțarea unei hotărîri de expedient, el nu înstrăinează nimic, ci face un simplu act de administrație, care intră în limitele mandatului cu care este învestit de a recunoaște actele emantate de la clientul său și prin urmare nu este necesar ca să aibă o procură specială în acest scop, fiind suficientă o procură generală. (Cas. II, 4¹ din 9 Ian. 1925, Dreptul 27/925).

12. A se vede: art. 1704, nota 6.

Art. 1706. — Transacțiune pot face numai acei ce pot dispune de obiectul cuprins în ea.

Acei însă ce nu pot dispune de obiectul cuprins în transacțiune, nu pot transige decât în formele stabilite de legi speciale. (Civ. 5, 113, 199 urm., 413, 419, 427-430, 433, 445, 448, 454, 458, 726, 950, 963, 966, 968, 1084, 1248, 1285, 1307, 1537, 1707, 1711; Pr. Civ. 260, 339, 340; C. com. 810; Civ. Fr. 2045.¹).

Text. fr. Art. 2045. — Pour transiger il faut avoir la capacité de disposer des objets compris dans la transaction.

Le tuteur ne peut transiger pour le mineur ou l'interdit que conformément à l'article 467 au titre de la *Minorité, de la Tutelle et de l'Émancipation*; et il ne peut transiger avec le mineur devenu majeur, sur le compte de tutelle, que conformément à l'article 472 au même titre.

Les communes et établissements publics ne peuvent transiger qu'avec l'autorisation expresse du Roi.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, I, p. 570; IV, p. 660, 663; V, p. 403;

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 1227-1229, 1231, 1232, 1240 urm., 1261, 1265, 1272, 1274, 1276;

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 522; II, p. 725; ed. 1-a, III, p. 249, 287;

DALLOZ, *Rép. Transaction*, 42 urm.; *Suppl. Transaction*, 27 urm.;

¹) Textul art. 1706 Cod. civil Român, diferă de textul art. 2045 Cod. civil Francez, de unde s'a luat.

DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 279 bis, II-VI;
 DEMOLOMBE, IV, 159; VIII, 275;
 GUILLOUARD, *Transaction*, 34, 43, 46, 47, 49, 53, 58, 59, 61, 63, 73, 79;
 LAURENT, IX, 560; XXVIII, 335-339, 341;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 464;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2287;
 PONT, *Pet. contr.*, II, 510, 515, 520, 526, 537, 576, 580, 613, 732;
 TROPLONG, *Transaction*, 51.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 198 urm.; (VIII, part. I, ed. 2-a, p. 330 n. 4, 507); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 67 nota 1;
 CANTACUZINO MATEI, p. 667 urm.;
 GEORGEAN N., *Notă sub Trib. Dorohoi* 395 din 14 Nov. 1923. *Jur. Gen.* 1924 No. 925;
 NACU, III, p. 556.

Jurisprudență.

1. Asupra unui obiect nu pot transige de cât acei cari au și deplina dispozițiune a aceluși obiect; și guvernul nefiind proprietarul averii naționale, nu poate prin urmare nici transige asupra averii publice, și nu poate dar avea facultatea de a transige asupra bunurilor naționale, de cât atunci când va obține această facultate printr'o lege specială. (Cas. I, 139/Apr. 14/71, B. p. 69).

2. În principiu nimeni nu poate transige sau a compromite asupra unui obiect de care nu este capabil de a dispune. (Cas. I, 337/Oct. 23/85, B. p. 744; Cas. I, 166/Mai 7/84, B. p. 398).

3. Neobservarea formalităților edictate de lege pentru complectarea capacității unor persoane morale nu face transacțiunea nulă de drept, ci ea trebuie considerată numai ca anulabilă și lăsată la arbitriul părții lezate a se prevala de dânsa când găsește de cuviință. (Cas. I, 85/Mart. 29/88, B. p. 241).

4. Intrucât averea este indiviză, interesele succesorilor în moștenire sunt comune și ca atare este natural ca toți împreună să concure la facerea ori căruia act de administrațiune; obligațiunile și drepturile unei succesorii sunt reprezentate de toți moștenitorii și toți au dreptul la ea până în momentul în care ar fi renunțat; refuzul unuia chiar din succesorii la confecționarea unui act, fie pentru orice motive, va împiedica pe ceilalți de a contracta și a lucra, aceasta pentru rațiunea că drepturile tuturor sunt egale în cât actul unuia nu poate obliga pe ceilalți cu atât mai mult o transacțiune, unde părțile sunt prezumpte că și-au făcut reciproc oarecare concesiuni pentru a preîntâmpina un proces. (Apel Iași, II, Ian. 25/94, *Dr.* 57/94).

5. Partea contractantă, în favoarea căreia este stipulată o condiție rezolutorie expresă, poate să renunțe în mod tacit sau expres la beneficiul acelei clauze; iar instanța de fond este suverană să aprecieze din cari fapte rezultă renunțarea părții la beneficiul condiției rezolutorii, fără a decizia sa în această privință să fie supusă controlului Curții de Casație. (Cas. I, 9 Decembrie 1909, B. p. 1453).

6. Dacă un contract de arendare poate fi făcut numai de primar pentru un bun al comunitii, el poate să renunțe în mod valabil la stipulațiunile prevăzute într'insul, cum ar fi pactul comisoriu expres, prevăzut în favoarea Primăriei. (Cas. I, 9 Dec. 1909, B. p. 1453).

7. Facultatea de a transige sau de a face un act de compromis, acte între cari există o mare analogie după cum rezultă din comparațiunea art. 339 pr. civilă, 1537 și 1706 c. civil, implică în sine ideea unei renunțări la drepturi, care nu se poate face decât numai de acei ce pot dispune de aceste drepturi, nu și de către administratorii cari nu pot depăși în actele lor, puterile cuprinse în mandatul ce au de a administra.

Direcțiunea generală a poștelor neavând facultatea de a face un compromis în baza legii sale organice, și nefiind autorizată la aceasta de către Ministerul Domeniilor în formele edictate de art. 20 din legea dela 28 Martie 1872 pentru ca un asemenea compromis să fie valabil, este nul, și prin urmare este nulă și hotărârea dată pe temeiul acestui compromis. (C. Buc. s. IV, 93/912, *Curier Jud.* 63/912).

8. A se vedea: art. 413 cu notele respective; art. 653, nota 2; art. 950, nota 2.

Art. 1707. — Se poate transige asupra unei acțiuni civile ce derivă din o infracțiune¹⁾. (Civ. 5; Pr. P. 4; Civ. Fr. 2046).

¹⁾ Textul art. francez 2046 corespunzător, continuă: „*La transaction n'empêche pas la poursuite de ministère public*”.

Text. fr. Art. 2046. — On peut transiger sur l'intérêt civil qui résulte d'un délit.

La transaction n'empêche pas la poursuite du ministère public.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires, etc.*, 1262;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 725;
DALLOZ, *Rép. Transaction*, 70 urm.; *Suppl. Transaction*, 43 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 463;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2289.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 193 urm.; (V, p. 503, 513, 514);
CANTACUZINO MATEI, p. 667 urm.;
NACU, I, p. 109; III, p. 556, 557.

Art. 1708. — In transacțiune se poate stipulă o penalitate contra celui ce nu se va țineă de dânsa. (Civ. 1020, 1021, 1066 urm.; Civ. Fr. 2047).

Text. fr. Art. 2047. — On peut ajouter à une transaction la stipulation d'une peine contre celui qui manquera de l'exécuter.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 667;
BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires, etc.*, 1295;
DALLOZ, *Rép. Transaction*, 116 urm.; *Suppl. Transaction*, 80 urm.;
DEMOLOMBE, XXVI, 659;
GUILLOUARD, *Transaction*, 126, 127 urm.;
LAURENT, XXVIII, 381;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 472;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2293;
PONT, *Pel. contr.*, II, 618, 621 urm.;
TROPLONG, *Transaction*, 103 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 218; (VI, p. 258, 268);
CANTACUZINO MATEI, p. 667 urm.;
NACU, III, p. 560.

Art. 1709. — Transacțiunile se mărginesc numai la obiectul lor; renunțarea, făcută în ¹⁾ toate pretențiile și acțiunile, cuprinde numai aceeace se reportă la pricinile, asupra cărora a urmat transacțiune. (Civ. 977, 984, 1710, 1716; Civ. Fr. 2048).

Text. fr. Art. 2048. — Les transactions se renferment dans leur objet: la renonciation qui y est faite a tous droits, actions et prétentions, ne s'entend que de ce qui est relatif au différend qui y a donné lieu.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires, etc.*, 1286;
DALLOZ, *Rep. Transact.*, 125 urm.; *Suppl. Transaction*, 85 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 471;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2294.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 212 urm.; (V, p. 300, 301); „Efectele tranzacției în privința obiectului său”. Dreptul 14/1910;
CANTACUZINO MATEI, p. 667 urm.;
NACU, III, p. 558.

¹⁾ In textul francez se zice „la” în loc de „în”.

Jurisprudență.

1. Cu toate că este necesar ca tranzacția să fie limitată riguros la punctele cari au făcut obiectul discuției pricinii.

totuși ea trebuie extinsă și la tot ceea ce este o consecință necesară a celor exprimate în tranzacție. (Trib. Ilfov s. II, 694 din 15 Oct. 1920. Dreptul 16/921).

Art. 1710. — Tranzacțiunea nu se întinde decât asupra pricinilor de cari tratează, fie intențiunea părților manifestată prin expresiuni speciale sau generale, ori rezulte ea ca o consecință necesară din ceea ce s'a expres. (Civ. 977, 984, 1709, 1716; Civ. Fr. 2049).

Text. fr. Art. 2049. — Les transactions ne règlent que les différends qui s'y trouvent compris, soit que les parties aient manifesté leur intention par des expressions spéciales ou générales, soit que l'on reconnaisse cette intention par une suite nécessaire de ce qui y est exprimé.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 1286;
DALLOZ, *Rép. Transaction*, 125 urm.; *Suppl. Transaction*, 85 urm.;
MOURLON ed. 7-a, III, p. 471;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2294.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 212 urm.; (V, p. 300, 301); „Efectele tranzacției în privința obiectului său”. Dreptul 14/1910;
CANTACUZINO MATEI p. 667 urm.;
NACU, III, p. 558.

Jurisprudență.

1. Art. 1709 și 1710 reglementând modul interpretării tranzacțiilor și precizând că ele nu regulează de cât diferențele asupra cărora a urmat, fie că părțile și-au manifestat intențiunea lor

prin expresiuni speciale sau generale, rezultă că nu trebuie a se avea în vedere termenii tranzacțiunii, ci comuna intențiune a părților contractante, chestiune de altfel nediscutabilă și reprodușă asemenea și în art. 977 și 984. (Trib. Ilfov, II, 219, Nov. 1/86, Dr. 80/86).

Art. 1711. — Tranzacțiunile au între părțile contractante puterea unei sentințe neapelabile ¹⁾. (Civ. 791, 954, 966, 1200, 1201, 1206, 1704, 1709; Pr. Civ. 288 urm., 291, 305, 360; Civ. Fr. 2052).

Text. fr. Art. 2052. — Les transactions ont, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier resort.

Elles ne peuvent être attaquées pour cause d'erreur de droit, ni pour cause de lésion.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 1291;
BUFNOIR *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 296, 624, 674;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 291, 726, 727, 728;
DALLOZ, *Rép. Transaction*, 98 urm., 130 urm.; *Suppl. Transaction*, 66 urm., 93 urm.;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 405, 432, 661;
GUILLOUARD, *Transaction*, 106;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 465, 467, 468;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2293-2300.

¹⁾ Art. francez corespunzător 2052, adaugă: „Elles ne peuvent être attaquées pour cause d'erreur de droit ni pour cause de lésion.”

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, X, p. 208, 216 urm.; (III, part. II, ed. 2-a, p. 918; V, p. 54 nota, 94 n. 1, 156 urm., 371); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 431; „Caracterele tranzacției”. Dreptul 28/1910;
- CANTACUZINO MATEI, p. 667 urm.;
- DAN EM., *Notă* sub. Judec. Ocol. II C.-Lung din 24 Iulie 1925. Curier Jud. 34/925;
- LĂZĂRESCU EM. ALEXANDRU, *Regula de drept și jurisprudența actuală*, „Despre eroarea de drept” p. 6;
- NACU, II, p. 428; III, p. 557.

Jurisprudență.

1. O tranzacție nu cade *inso-jure* prin acea că o parte nu s'a ținut de ea, ci trebuie intentat un proces de reziliere a contractului de tranzacțiune. Deci întru cât nu s'a făcut un proces pentru retractarea ei, judecata nu e chemată a se pronunța asupra validității tranzacției când nulitatea ei se invoacă ca mijloc de apărare. (Cas. I, 186/Mai 20/85, B. p. 399).
2. Ori cât ar fi de întemeiată obiecțiunea că tranzacțiunea judiciară din litigiu nu s'a convertit în hotărîre, de oarece judecata s'a mărginit a o adevări și nu a statuat după consimțământul părților condamnând pe o parte la concluziunile luate de cealaltă, nu este mai puțin constant că procesul s'a închis în urma tranzacțiunii, și dar toate hotărîrile date în cursul instanței închise nu mai au nici o tărie și nu pot să valoreze ca titluri executorii. (Cas. I, 350/Nov. 18/86, B. p. 862).
3. Atât tranzacțiunile cât și desistarea, fiind încă personale ale părților la care autoritatea judecătorilor *nihil addit ad vim transactionis*, este înverdat dar că validitatea lor nu poate fi discutată de cât pe calea acțiunii principale, ca ori ce altă convențiune în genere. (Trib. Ilfov, II, 420, Iun. 22/94, Dreptul 58/94).
4. Instanțele judecătorești nu pot reveni pe cale incidentală asupra hotărîrilor de expedient care constată o tranzacție pentru terminarea unui proces început și să judece motivele de nulitate, ce se invoacă în contra ei. Așa dar, pentru a se putea redeschide instanța închisă prin tranzacție, trebuie mai întâi să se urmărească anularea tranzacției pe cale principală. (Cas. I, 325/94, B. p. 964).
5. Tranzacția fiind un titlu declara-

tiv, iar nu translativ de proprietate, nu poate fi opuse unui terțiu ce revendică un imobil asupra căruia a intervenit acea tranzacție. (Cas. I, 141/904, B. p. 391).

6. a). Intr'o hotărîre de expedient, judecătorul nu pune nimic din cugetul și voința sa proprie, ca în orice altă hotărîre judecătorească, ci, el nu face altceva de cât același lucru ce-l face și la autentificarea unui act: anume, că ia act de voința scrisă a părților și investeste actul cu forma autentică, atunci când îi dă autenticitatea legală; sau îl investeste cu forma unei hotărîri judecătorești, când el pronunță o hotărîre de expedient; deci judecătorul *nihil addit ad vim transactionis*. În ambele cazuri, opera judecătorului este absolut mecanică.

b) Intr'o hotărîre de expedient, părțile făcând recunoașteri reciproce și luându-și obligațiuni una față de alta, o asemenea hotărîre, prin voința părților, este definitivă și executorie și, ca atare, nu mai e susceptibilă de apel. (Judec. Ocol II C.-Lung, 24 Iulie 1925, Curier Jud. 34/1925).

7. Este constant în drept, că hotărîrea dată asupra unei contestațiuni va fi susceptibilă de apel sau nu, după cum și hotărîrea dată în procesul principal va putea fi apelată sau nu.

Hotărîrea dată în procesul principal este susceptibilă de apel când ea, fără a confirma o tranzacție încheiată între părți, se sprijină numai pe o atare tranzacție ca mijloc de probă sau de apărare. Prin urmare, și hotărîrea dată în contestație, ca accesoriu, va fi susceptibilă, în acest caz, de apel. (Cas. II, 260 din 11 Mai 1925, Pandectele Săptămânale 18/1925).

8. A se vedea: art. 1101, nota 2; art. 1201, notele 98, 103, 110; art. 1208, nota 13; art. 1211, notele 25, 29.

Art. 1712. — Este admisibilă acțiunea de nulitate contra unei tranzacțiuni, pentru eroare asupra persoanei sau obiectului în proces. (Civ. 954, 966, 1191, 1717; Civ. Fr. 2053).

Text. fr. Art. 2053. — Néanmoins une transaction peut être rescindée, lorsqu'il y a erreur dans la personne ou sur l'objet de la contestation. Elle peut l'être dans tous les cas où il y a dol ou violence.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 670;
 BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 1245;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 727;
 DALLOZ, *Rép. Transaction*, 144 urm.; *Suppl. Transaction*, 97 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 17 bis, II;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 431, 592;
 DEMOLOMBE, XXIV, 120;
 GUILLOUARD, *Transaction*, 139;
 LAURENT, XXVIII, 333;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2299 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 192, 219 urm., 221, 222; (V, p. 46 urm., 48, 52); *Observație sub. Cas. Fr.*, 29 Iulie 1902. Dreptul 40/1907; „Cauzele de anulare ale tranzacției“.
 Dreptul 20/1910;
 CANTACUZINO MATEI, p. 667 urm.;
 NACC, III, p. 560 urm.

Jurisprudență.

1. Cazurile în cari o tranzacțiune se poate ataca în nulitate pe cale principală, sunt limitativ prevăzute la art. 1712 și urm. (Cas. I, 125/Mart. 11/78. B. p. 127).

2. Tranzacțiunile nu sunt rescindibile pentru leziune de mai mult de jumătate. (Trib. Ilfov, II, 420. Iun. 22/94. *Dr.* 58/94).

3. Dolul este o cauză de nulitate a tranzacțiunii ea a ori cărei convențiunii în genere. (Trib. Ilfov, II, 420. Iun. 23/94. *Dr.* 58/94).

4. Acțiunea în nulitate, bazată pe eroarea asupra persoanei, formată în contra unei tranzacții, este admisibilă, căci consimțământul părții se găsește viciat. (Apel Buc. II, C. Jud. 8/98).

5. Art. 1712 cod. civ., nefiind decât aplicațiunea principiului general din art. 954, eroarea asupra persoanei, nu este o cauză de nulitate a unei tranzacțiuni, de cât numai când ea este substantială, adică atunci când considerațiunea persoanei a fost cauza determinantă a tranzacțiunii. (Tribunalul Ilfov I, *Dr.* 7/905).

Art. 1713. — Asemenea se poate ataca tranzacțiunea făcută spre executarea unui titlu nul, afară numai când părțile ar fi tratat expres despre nulitate. (Civ. 954, 966, 1167, 1190, 1711; Civ. Fr. 2054).

Text. fr. Art. 2054. — Il y a également lieu à l'action en rescision contre une transaction, lorsqu'elle a été faite en exécution d'un titre nul, à moins que les parties n'aient expressément traité sur la nullité.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 671;
 BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 1248;
 CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 213, 215 urm.;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 727, 728;
 DALLOZ, *Rép. Transaction*, 150 urm.; *Suppl. Transaction*, 102 urm.;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 281, 432;
 GUILLOUARD, *Transaction*, 149, 166;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 465;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2299 urm.;
 PONT, *Pet. contr.*, II, 702 urm.;
 TROPLONG, *Transaction*, 145 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 192, 219 urm., 221, 222 urm.; „Cauzele de anulare ale tranzacției“.
 Dreptul 20/1910;
 CANTACUZINO MATEI, p. 667 urm.;
 NACU, III, p. 560 urm.

Jurisprudență.

1. Pentru ca o tranzacțiune să fie valabilă, trebuie să existe un drept îndoios pus în contestațiune asupra căruia părțile au căzut de acord; și, pentru a se determina dacă dreptul este îndoios ori nu, trebuie a ne referi la părțile din proces și a interpreta această îndoială în spiritul jur. sconsulților. Astfel, nu se mai poate atacă transacțiunea care a avut de obiect dacă testamentul conține o substituțiune fideicomisară și o condițiune ilegală ce ar atrage nulitatea lui; de oarece aceste puncte care dau loc la discuțiuni și la îndoială în spiritul jur. sconsulților, este evident că au putut produce îndoială în spiritele părților. (Trib. Brăila, Maj 31/83, *Dr.* 59/83).

2. Art. 1713 c. civ., după care se poate sfărâma transacțiunea făcută spre executarea unui titlu nul presupune că sorginta dreptului asupra căruia s'a transigat să fi fost un titlu nul. (Cas. I, 54/Febr. 29/88, B. p. 145; Apel Iași, II, 77, Mai 2/87, *Dr.* 27/88).

3. Din art. 1713 rezultă că în principiu o transacțiune este nulă ori de câte ori ea este făcută spre executarea unui titlu nul, și ca excepțiune la acest principiu, articolul admite cazul când părțile ar fi tratat expres despre nulități. (Cas. I, 46/92, Febr. 14/92, B. p. 108; Apel Galați, II, Mai, 26/92, *Dr.* 45/92).

4. Tranzacțiunea, în cazul prevăzut de art. 1713, fiind nulă pentru lipsă de cauză, iar nu pentru eroare, această nulitate nu poate fi acoperită de cât tratând expres asupra ei. Deci, de o confirmare tacită nici poate fi vorba. (Apel Galați, II, Mai 26/92, *Dr.* 45/92).

5. Din acest articol reese evident că pentru validitatea tranzacției nu este suficient cunoștința, pe care o au părțile despre nulitatea titlului în momentul când tranzig asupra executiei lui, ci trebuie ca părțile să fi tratat expres asupra acestei nulități. Astfel, dacă instanța de fond constată că enumerarea calităților în care tratează părțile însemnează că ele au cunoscut fiecare în momentul încheierii tranzacției diversitatea gradului lor de rudenie cu de cuius și deci vocația lor respectivă la succesiunea lui, și totuși au convenit să ceară împreună și fără deosebire de rangul rudeniei să fie trimise cu toții în posesie; dacă instanța de

fond constată încă că voința părților a fost de a curmă orice discuție între ei și asupra apropierii sau depărtării gradului lor de rudenie, și că ei au declarat expres și formal că fac tranzacție, în scop de a termina orice judecată între ei, renunțând reciproc la orice pretenții, o asemenea tranzacție cuprinde în mod expres atât cauza cât și obiectul. (Cas. I, 401/903, B. p. 1207).

6. Nulitatea prevăzută de art. 1713 nu poate să fie o acțiune de nulitate pentru lipsă de cauză, nesuscetibilă de confirmare, ci numai pentru eroare, astfel că tranzacțiunea nu poate să fie nulă, decât pentru motiv de eroare. Astfel, partea care a transigat asupra unui act, cunoscând, în momentul tranzacțiunii, viciile aceluia act, nu poate cere nulitatea tranzacțiunii, pe motiv că actul fiind nul și tranzacțiunea este nulă. Prin cuvintele „a trată expres despre nulitate“, din art. 1713, legiuitorul a înțeles că eroarea nu se prezumă și că ea trebuie dovedită după regulile de drept comun, cu alte cuvinte că art. 1713 nu este decât aplicațiunea regulilor de drept comun relative la acte confirmative, confirmare care poate să fie expresă, în caz când actul de confirmare trebuie să conțină mențiunea de motivul acțiunii în nulitate precum și intențiunea de a repara vitiul pe care se întemeia acea acțiune, precum și confirmare ce poate să fie tacită, rezultând din executarea voluntară a actului atins de o nulitate cunoscută de acel ce execută actul. (Apel Buc. III, *Dr.* 47/904).

7. Dacă prima acțiune pentru anularea unei transacțiuni dintre moștenitori se bazează pe art. 1713 cod. civ., adică se invoacă nulitatea titlului de erede, spre a se susține că părțile n'au tratat expres asupra nulității, iar a doua acțiune pentru anularea aceleiași transacțiuni se bazează pe art. 1712 cod. civ. adică se invoacă eroarea asupra calității de erede, spre a se susține că partea n'a avut de loc calitatea de erede, ambele acțiuni se bazează în realitate pe același viciu, de consimțământ, eroarea asupra calității de erede, invocată în prima acțiune iar lipsa calității de rudă în grad succesibil, invocată în a doua acțiune, nu constituie decât niște mijloace de fapt în dovedirea cauzei. (Trib. Ilfov I, *Dr.* 7/905).

8. A se vedea: art. 1190, nota 5.

Art. 1714. — Transacțiunea făcută pe documente dovedite în urmă de false, este nulă. (Civ. 966, 1712, 1716; Pr. civ. 290 urm., 366; Civ. Fr. 2055).

Text. fr. Art. 2055. — La transaction faite sur pièces qui depuis ont été reconnues fausses, est entièrement nulle.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 671;
 BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 1250, 1280 urm.;
 CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 213, 215 urm.;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 727;
 DALLOZ, *Rép. Transaction*, 160 urm.; *Suppl. Transaction*, 109 urm.;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 432; II, p. 529;
 GUILLOUARD, *Transaction*, 71, 151;
 LAURENT, XXVIII, 420;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 466, 467;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2299 urm.;
 PONT, *Pet. contr.*, II, 593, 718.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 192, 211, 219 urm., 221, 222, 224, 225; „*Cauzele de anulare ale tranzacției*”. Dreptul 20/1910;
 CANTACUZINO MATEI, p. 667 urm.;
 NACU, III, p. 560 urm.

Art. 1715. — E asemenea nulă transacțiunea asupra unui proces finit prin sentință neapelabilă despre care părțile sau una din ele n'aveau cunoștință.

Când sentința necunoscută părților ar fi încă apelabilă, transacțiunea va¹⁾ fi validă. (Civ. 954, 966, 1202, 1712; Pr. civ. 291; Civ. Fr. 2056).

Text. fr. Art. 2056. — La transaction sur un procès terminé par un jugement passé en force de chose jugée, dont les parties ou l'une d'elles n'avaient point connaissance, est nulle.

Si le jugement ignoré des parties était susceptible d'appel, la transaction sera valable.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 1251;
 BUENOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 533;
 CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 213, 215 urm.;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 727;
 DALLOZ, *Rép. Transaction*, 167 urm.; *Suppl. Transaction*, 112 urm.;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 432, 433;
 GUILLOUARD, *Transaction*, 157;
 LAURENT, XXVIII, 421;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 466;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2299 urm.;
 TROPLONG, *Transaction*, 155.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 225, 226; „*Cauzele de anulare ale tranzacției*”. Dreptul 20/1910;
 CANTACUZINO MATEI, p. 667 urm.;
 NACU, III, p. 560 urm.

Jurisprudență.

1. O tranzacție este valabilă nu numai când printr'un astfel de act părțile au în vedere un interes apreciabil în bani, dar și când ele tranzig spre a conserva pacea și unirea dintre ele, prevenind sau stingând un proces. Transacția făcută asupra unui proces finit prin sentință neapelabilă, este nulă când

părțile sau una din ele n'avea cunoștință despre acea sentință. În caz când o asemenea hotărâre, necunoscută de părți, sau de una din ele, este susceptibilă de a fi atacată de recurs, tranzacția trebuie declarată valabilă, căci chiar dacă un asemenea act nu ar merita numele de tranzacție, însă el trebuie primit ca o renunțare, ca un act nenumit. (Apel Buc. II, C. Jud. 8/98).

¹⁾ În edițiunea oficială din eroare se zice aci „ar” în loc de „va” cum este și în textul francez.

Art. 1716. — Când părțile au transigeat în genere asupra tuturor afacerilor ce ar putea să existe între dânsese, documentele ce le-ar fi fost necunoscute lor în timpul transacțiunii, și cari s'ar fi descoperit în urmă, nu constituiesc un titlu de anularea transacțiunii, afară numai atunci când ar fi fost ascunse prin fapta uneia din părțile contractante.

Insă transacțiunea va fi nulă, când ea nu ar cuprinde decât un singur obiect și s'ar dovedi din documentele în urmă descoperite, că una din părți nu avea nici un drept asupra acelui obiect. (Civ. 1711, 1714; Pr. civ. 290 urm., 296; Civ. Fr. 2057).

Text. fr. Art. 2057. — Lorsque les parties ont transigé généralement sur toutes les affaires qu'elles pouvaient avoir ensemble, les titres qui leur étaient alors inconnus, et qui auraient été postérieurement decouvert ne sont point une cause de rescision, à moins qu'ils n'aient été retenus par le fait de l'une des parties;

Mais la transaction serait nulle si elle n'avait qu'un objet sur lequel il serait constaté, par des titres nouvellement découverts, que l'une des parties n'avait aucun droit.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 1252, 1253, 1280;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 727;
CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 213, 215 urm.;
DALLOZ, *Rép. Transaction*, 170;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 432, 433, 592; II, p. 577;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2299 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 191, 212, 219 urm., 228, 229; (VII, p. 414); „Cauzele de anulare ale tranzacției”. Dreptul 20/1910;
CANTACUZINO MATEI, p. 667 urm.;
NACU, III, p. 561 urm.

Jurisprudență.

1. Art. 1716 prevede cazul când una din părțile ce au subscris tranzacțiunea, n'ar avea vre un drept asupra obiectului de care tratează tranzacțiunea, iar nici cum și cazul când mai multe persoane formează o singură parte în tranzacțiune, și când una din acele persoane fără drept ar fi subscris acea tranzacțiune, căci în acest din urmă caz această iregularitate nu poate da loc de cât la o contestațiune între acele

persoane ce formează o singură parte în tranzacțiune, iar nici cum poate da loc de un motiv în casațiune. Astfel, cel iscălit în persoană nu poate cere și obține nulitatea tranzacțiunii pe motiv că și fiul său care n'avea nici un rol la această tranzacțiune ar fi subscris împreună cu dânsul tranzacțiunea, de oare ce o subsemnătură superflue nu poate vicia o tranzacțiune de altminterea legală și valabilă (*utile per inutile non vitiatur*). (Cas. I, 39/Februarie, 8/81, B. p. 74).

Art. 1717. — Invederata greșală în socoteli, urmată la facerea transacțiunii, nu păgubește pe nici una din părți, și trebuie să se repareze. (Civ. 1712; Pr. Civ. 292; Civ. Fr. 2058).

Text. fr. Art. 2058. — L'erreur de calcul dans une transaction doit être réparée.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Des contrats aléatoires*, etc., 1251;
DALLOZ, *Rép. Transaction*, 171 urm.; *Suppl. Transaction*, 114;

GUILLOUARD, *Transaction*, 163 urm.;
 HUC, XII, 334;
 LAURENT, XXVIII, 414,
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 469.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 228, 229; (III, part. II, ed. 2-a, p. 834; V, p. 57; VII, p. 579 n. 2);
 CANTACUZINO MATEI, p. 667 urm.;
 NACU, III, p. 561 urm.

Jurisprudență.

1. Art. 1717 c. civ., autoriză numai îndreptarea unor invederate greșeli urmate la facerea unei tranzacții și cari ca atare sunt imputabile ambelor părți contractante; el nu autoriză și cercetarea pretențiilor uneia din părți, cari ar tinde la modificarea tranzacției, pe mo-

tiv că această parte ar fi constatată în scriptele ei erori neimputabile celeilalte părți, căci prin aceasta s'ar ajunge să se modifice pe cale contencioasă însăși fondul sau baza de calcul a tranzacției consimțită de ambele părți, ceea ce nu e admisibil. Cas. III, 585 din 16 Mai 1923; Jur. Rom. 13-14, 1923).

TITLUL XVIII.

Despre privilegiile și ipotecile ¹⁾.

CAPITOLUL I.

Dispozițiuni generale.

Art. 1718. — Oricine este obligat personal, este ținut de a îndeplini îndatoririle sale cu toate bunurile sale mobile și imobile, prezente și viitoare. (Civ. 1719, 1824 urm., 1826 urm., 1831; Pr. Civ. 379 urm. L. propr. liter. (Mon. of. 68/923), Art. 9, 10; Lege p. regularea și consolidarea dreptului de a exploata petrolul și ozocherita, Art. 56; Civ. Fr. 2092; L. Belg. 7).

Text. fr. Art. 2092. — Quiconque s'est obligé personnellement, est tenu de remplir son engagement sur tous ses biens mobiliers et immobiliers, présents et à venir.

Text. belg. Art. 7. — Quiconque est obligé personnellement, est tenu de remplir ses engagements sur tous ses biens mobiliers ou immobiliers présents et à venir.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, V, p. 408, 409;
 BAUDRY ET WAHL, *Des successions*, II, 1720, 1759 urm.;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du Nantissement, des Priv. et hyp.*, etc. I, 253-259, 272;
 BUENOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 369, 765;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 107, 109, II, p. 39 urm., 85, 729, 730, 784, 789, 964;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VI, 101 bis, VII, XII;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 708; III, p. 246;
 DEMOLOMBE, *Mariage*, II, 161;
 GLASSON, II, p. 256 urm.;
 GUILLOUARD, *Priv. et hyp.*, I, 142, 143; *Contr. de mar.*, III, 1199;
 LAURENT, XXII, 309-311; XXIX, 268, 269; XXXI, 287;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 493 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 180 urm., 2310 urm.;
 PONT, *Pet. contr.*, II, 1181; *Privilèges et hypothèques*, I, 9, 16.

1) În această materie a privilegiilor și ipotecilor vom indica atât articolele corespunzătoare din Legea Belgiană dela 16 Dec. 1851, cât și articolele corespunzătoare ale codului civil francez. Căci, după cum am arătat în nota dela început, legiuitorul român, a avut în vedere la alcătuirea Codului nostru Civil, pe lângă Codul francez al lui Napoleon și Legea Belgiană din 1851, asupra regimului ipotecar, precum și proiectul Codului Civil Italian al ministrului Pisanelli. Mai ales în această materie a regulamentării privilegiilor și ipotecelor, legiuitorul român s'a servit mult și în special de Legea Belgiană din 16 Decembrie 1851, care i-a servit de model.

În vechiul drept român, Codul Caragea și Calimach, privilegiile erau cunoscute sub denumirea de *protimisiss*, iar ipotecile sub aceea de *zalog*.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, X, p. 117 nota, 331 urm., 361, 716, 751; (III, part. II, ed. 2-a, p. 386, 414, 417, 495, 715, 725, 754, 755, 763; IV, part. I, ed. 2-a, p. 576, 701 nota; IV, part. II, ed. 2-a, p. 236, 379; V, p. 199, 200, 213, 221, 263, 267 nota, 272, 474; VI, p. 511, 621; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 224, 339, 340, 401, 512, 531; IX, p. 528 n. 4, 660); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 451; *Observație* sub. Trib. Iași s. I, 24 Nov. 907; *Dreptul* 8/908; *Observație* sub. C. Apel Iași s. II, 49 din 27 Mart. 1898. *Curier Jud.* 43/904; „*Drepturile creditorilor în genere asupra bunurilor debitorului lor*”. *Pagini Juridice* 61/1910; *Observație* sub. Trib. civil Nantua (Ain), 9 Ian. 1923. *Pand. Rom.* 1924-III-123;
- DMITRESCU GRIGORE, „*Din regimul dotal*”, *Dreptul* 13/910; *Observație* sub. Trib. Iași s. II, 22 Mai 910. *Dreptul* 50/910;
- GEORGEAN N., *Notă* sub. Trib. Dorohoi, 143 din 7 Iunie 1921. *Jur. Gen.* 24/1923 No. 1666;
- HOZOC D., *Notă* sub. Cas. I, 709 din 11 Dec. 1915. *Pand. Rom.* 1925-I-50;
- IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul instrăinării*, p. 102, 116 urm.;
- MARINESCU GEORGE CONST., *Notă* sub. Cas. II, 72 din 21 Mart. 1922. *Pand. Rom.* 1923-I-39;
- NACU, III, p. 577 urm.;
- STAMBULESCU N. IOAN, *Notă* sub. Cas. s. u., 26 Febr. 1925. *Pand. Rom.* 1925-I-65;
- VULTURESCU GR., „*Controversă nu poate fi*”. *Dreptul* 61/1901.

INDEX ALFABETIC

Agrară lege 19-29.
 Amanet 13, 29.
 Bănci 25, 29.
 Cambie 15.
 Cesiune 12, 29.
 Cheltuieli de deplasare 30.
 Credit Funciar 7, 22.
 Creditori 1-9, 11-15, 17, 18, 21-24, 26, 28, 29, 30.
 Debitori 1, 3-9, 11-14, 18, 21-24, 26, 23, 29, 30.
 Deplasare, cheltuieli 30.
 Deputat 16
 Diurnă 30.
 Diurnele Deputaților 16.
 Dobânzi 21, 24, 26, 27.
 Exigibilitate, prelungire 22, 26.
 Expropriere 19-29.
 Funcionar 30.
 Gaj a se vedea „Amanet”.
 Gajul creditorilor 1, 2, 5-9, 11, 13, 14, 16, 18, 21, 30.
 Interes 12.
 Ipotecă 6, 7, 8, 17, 19-27, 29.
 Legatari 1.
 Lege agrară 19-29.
 Lichidare, a se vedea

„Plată”, „Rentă”.
 Moștenitori 1.
 Ordine publică 22.
 Pământ rural 10.
 Parlament 16.
 Parțaj 2.
 Plată 19-22, 25, 26, 27, 29.
 Poprire 3, 4, 6, 15, 18.
 Preferință 2, 13, 19-27, 29.
 Prejudiciu 12.
 Prelungirea exigibilității 22, 25.
 Privilegiu, a se vedea „Ipotecă”, „Preferință”.
 Procente 21, 24, 26, 27.
 Rentă 20, 22-27, 29.
 Retroactivitate 21.
 Rural pământ, a se vedea „Pământ rural”.
 Salariu 3.
 Simulație 4, 12.
 Societate 5, 9, 18.
 Succesori 1.
 Suspendare 19, 21.
 Terțe persoane 4.
 Urmărire 1, 4-10, 13, 16, 17, 19, 22, 23, 30.
 Vânzare-cumpărare 18.
 Venituri 10.

tori ai lor, și nici nu schimbă calitatea creanței aceluia creditor arătat în actul de împărțeață, ei toți creditorii rămân în drept să fie plătiți din această sumă, în proporție cu creanțele lor. (Apel Buc. I, Dr. 70/901).

3. Orice creditor poate să poprească, pentru sumele cuprinse în titlul său, sumele sau efectele datorite debitorului sau de către un al treilea și prin sume datorite de un al treilea nu se poate înțelege numai sumele exigibile și datorite în momentul popririi ei, ci și acelea ce i s'ar datora „sub modo” în viitor. Așa dar, creditorii sunt în drept de a popri în mâinile patronilor, impiegatilor lor, atât pe trecut cât și pe viitor, căci dacă acest salariu nu este exigibil încă de acum, el este datorit în principiu în virtutea contractului și în raport cu serviciile ce se vor presta. (Cas. I, 143/901, B. p. 448).

4. Ori ce creditor, care urmărește bunurile debitorului, este considerat ca terță persoană, ca și acela care cere poprirea pe sume datorite, așa că, în această calitate, este în drept să dovedească că actele opuse lui de un alt creditor al debitorului comun sunt simulate. (Cas. II, 209/902, B. p. 797).

5. Orice creditor are drept gajiu întreaga avere a debitorului său, prin urmare, dacă debitorul este asociat, beneficiile, ce el ar avea în societate, făcând parte din patrimoniul său, sunt și ele cuprinse în gajul creditorilor săi, căci prin aceasta fondul societății nu se atinge și nici o dispoziție a legii nu oprește urmărirea unor asemenea beneficii. (Cas. I, 215/904, B. p. 609).

6. Conform ar. 1718 codul civil, întreaga patrimoniu debitorului servește spre asigurarea creditorilor săi, de unde urmează că, creditorul ipotecar, mai înainte de a urmări imobilul ipotecat, are dreptul a popri în mâna unui terțiu sumele ce acesta datorește debitorului său; iar excepțiunea cuprinsă

Jurisprudență.

1. Deși între legatari și creditori, între erede sau legatar universal, sunt oarecare asemănări în privința situației lor juridice față cu debitorii lor, nu este mai puțin adevărat că sunt și deosebiri însemnate; așa creditorul este garantat pentru plata creanței sale cu întreg patrimoniul debitorului său, pe când legatarul nu are dreptul de cât asupra bunurilor testate de de cuius, etc. etc., așa că nu se poate susține cu succes că regulile admise de legiuitor, când este vorba de urmărirea debitorului unui legat, sunt absolut aceleași, ca și când este urmărit un debitor de orice alt creditor. (Cas. I, 145/99, B. p. 314).

2. Când într'un act de împărțeață între doi copartagianți se stipulează că unul din ei are să plătească o creanță a unui creditor, această stipulație nu este opozabilă celorlalți credi-

în art. 1828 codul civ., nu poate fi întinsă peste limitele pentru care a fost creată, așa că acea excepțiune, neavând în vedere decât prohibițiunea urmării imobilelor, creditorul ipotecar poate urmări averea mobilă a debitorului său, înainte de a urmări averea ipotecată. (Cas. II, 443/905, B. p. 1469).

7. Conform art. 56 din legea sa specială, Soc. credit. funciar poate, ca oricare creditor, a urmări, pe lângă imobilul ipotecat și orice altă avere mobilă a debitorului său, pe baza dispozițiilor de drept comun prevăzute în art. 1718 și 1719. În zadar se opune Creditului art. 1828 cod. civ. de oarcece acest articol oprește, ca excepțiune la art. 1719, numai urmărirea unei averi imobiliare alta de cât cea afectată prin ipotecă, și lasă, prin urmare, supusă urmării creditorului ipotecar averea mobilă a debitorului său. (Apel Buc. II, Dr. 63/905).

8. Legiuitorul a stabilit ca principiu în art. 1718 și 1719 codul civil, că orice debitor este ținut a-și îndeplini îndatoririle, cu toate bunurile sale mobile și imobile prezente și viitoare; că la acest principiu legiuitorul a introdus oarecare excepțiuni prin art. 1825-1831 limitând dreptul creditorilor, și între aceste excepțiuni este și aceea prevăzută în art. 1828, care interzice unui creditor ipotecar de a urmări vânzarea imobilelor ce nu-i sunt ipotecate, decât atunci, când acelea ce-i sunt ipotecate n'ar ajunge spre plata creanței sale, dispozițiune rațională și conformă cu intenția părților; că această excepție, la principiul general nu poate fi întinsă peste marginele ei. Astfel, interzicându-se urmărirea numai a altor imobile, nu poate fi prin urmare aplicabilă și la urmărirea averii mobiliare a debitorului, și cum subrogație reală nu există decât în favoarea creditorilor privilegiați sau ipotecari, atunci tot avere mobilă este și aceea care ar proveni din vânzarea unor imobile. (Cas. II, 483/905, B. p. 1685).

9. Toate bunurile unui debitor formând gajul comun al creditorilor săi, aceștia din urmă pot urmări și se poate în vânzare creanța sau partea de folos, pe care debitorul lor o are într-o societate. Această soluție, care rezultă din termenii generali ai art. 1718 și 1719, după care toate bunurile debitorului servese spre asigurarea comună a creditorilor săi, nu este contrazisă, în specie, prin natura însăși a dreptului urmărit, deși este știut că societatea este un contract care se formează în tuitu personae. (Trib. Iași, III, Dr. 78, 1909, p. 621).

10. Veniturile pământurilor rurale date locuitorilor pe baza legii de împroprietărire pot fi urmărite. (Cas. II,

180 din 27 Nov. 1909. Jurisprudența 39, 1908; Cas. II, 40 din 5 Febr. 1913. Jur. Rom. 14/913, Curier Jud. 28/913; Cas. II, 195/914, Curier Jud. 20/915).

11. Potrivit art. 1718 din codul civil, creditorul are un drept de gaj tacit numai asupra bunurilor prezente sau viitoare, iar nu și asupra celor esite din patrimoniul debitorului său. (Cas. II, 18 Oct. 1910, B. p. 1412).

12. Din moment ce creditorul nu poate face dovada existenței vreunui prejudiciu pentru el, nu poate invoca simulațiunea cesiunii debitorului său, deoarece acțiunea sa este lipsită de interes și unde nu este interes, nu este acțiune. (Apel Buc. II, No. 98, 1914; Curier Jud. 1915, p. 249).

13. Din faptul că un creditor diliget primește un lucru mobil în amanet, în scopul de a-și asigura creanța și un drept de preferință față de ceilalți creditori, nu se poate deduce, în lipsa unui text expres de lege, că a deșăzut din beneficiul dreptului de gaj tacit asupra întregii averi a debitorului, în privința căreia s'ar găsi astfel pus într-o situație inferioară creditorilor chirografari. (Trib. Constanța No. 66, 1915; Dreptul 1915, p. 341).

14. După principiul stabilit de dreptul comun, prin art. 1718 și 1719 c. civ., averea debitorului este gajul comun al tuturor creditorilor săi, regulă care nu suferă excepțiuni decât în cazurile unde legea dispune altfel, fie în considerația persoanei debitorului, fie în privința unor anumite categorii de bunuri. (Trib. Tecuci, 1915; Dreptul 1915, p. 366).

15. Un creditor al beneficiarului cambiei nu poate efectua o poprire pentru suma ce se datorește acestuia de un terțiu pe baza cambiei, căci măsura asigurătoare sau executivă a poprirei este vădit incompatibilă cu caracterul special al cambiei, întrucât cine zice „poprire” zice și indisponibilitate a sumei poprite, iar cambia este prin excelență un instrument de circulație, fiind asemănată, în legislația comercială modernă, unei adevărate monede fiduciare, proprietatea fiind necontestată supusă transmisiunii prin gir, grație clauzei la ordin. (Trib. Căliacra, No. 55, 1915; Curier Jud. 1915, p. 654).

16. Diurnele deputaților nefiind declarate insesizabile nici prin art. 406-409 pr. civ., care arată în mod expres și limitativ bunurile mobile ce nu se pot urmări, și nici prin vre-un alt text de lege, este evident, că în privința acestor diurne principiul general consacrat prin art. 1718 c. civ. își are deplina lui aplicațiune și deci indemnizațiunea cuvenită membrilor parlamentului poate fi urmărită pentru plata datorțiilor.

Nu se poate obvia dela acest principiu nici pe tema imunității parlamentare, această imunitate nefiind creată în vederea bunurilor ce aparțin reprezentanților națiunii, ci numai în privința persoanei lor, iar executarea silită îndreptată asupra sumelor ce un parlamentar are de încasat dela casierul corpului legiuitor nu încalcă nici unul din atributele puterii legislative. (Cas. Iași II, decizia No. 3 din 15 Mai 1917; Jurispr. Rom. 13-14 1919, p. 635. Petre Popescu. Jurispr. Casației 1917-1918, No. 12).

17. Un creditor ipotecar este în drept să ia măsuri de conservare și să urmărească averea imobilă a debitorului său, independent de orice urmărire sau măsură de conservare asupra averii mobile. Averea imobilă, neipotecată însă nu poate fi urmărită decât când cea ipotecată nu ajunge pentru plata creanței. (Cas. II, No. 33, 1920; Jurispr. Rom. 10/920, p. 148, Curier Jud. 69-70, 1920, Dreptul 29/920; In acelaș sens: Trib. Dorohoi 143 din 7 Iunie 1921. Jur. Gen. 1923, No. 1666; Trib. Ilfov s. Not. 202 din 5 Sept. 1924, Dreptul 29/924).

18. Clauza din actul constitutiv al unei societăți anonime sau în comandită pe acțiuni, care dispune ca acțiunile unui asociat, nu se pot vinde de cât cu asentimentul adunării generale, este contrară dispozițiilor art. 963, 1718 și 1719 c. civ., căci bunurile sale din comerț, constituie gajul creditorilor săi, cât și dispozițiilor art. 86 c. com., cari prevăd că creditorii proprietari ai asociatului pot sechestra și chiar vinde părțile sau acțiunile debitorilor lor. (C. Apel Craiova s. II, 166 din 30 Dec. 1920, Curier Jud. 22/922).

19. Suspendarea plății creanțelor privilegiate și ipotecare, prevăzută de art. 76 al. ultim al legii agrare, se aplică nu numai atunci când urmărirea se exercită asupra părții de moșie rămasă debitorului expropriat ci și atunci când se exercită asupra restului averii lui, ceea ce rezultă atât din textul citatului articol, care e general și nu face nici o deosebire, cât și din spiritul și din celelalte dispoziții ale legii. (C. Apel Iași s. II, 20 Mart. 1922. Dreptul 17/922).

20. Proprietarul expropriat nu poate fi ținut la plata în numerar față de creditorii ipotecari sau privilegiați de cât în măsura în care creanțele acestora nu au fost achitate prin pretul de expropriere plătit în rentă, astfel că refuzul său de a plăti pe acești creditori până la data consemnării pretului și lichidării creanțelor este justificat. (Cas. I 361 din 3 Aprilie 1922, Jur. Rom. 12/922, Curier Jud. 24/922, Pand. Rom. 1923, III, 17; C. Apel Buc. s. I 2 din 2 Ian. 1922, Curier Jud. 23, 1922).

21. Principiul de drept comun, după care averea debitorilor formează gajul comun al creditorilor săi, nu poate fi aplicat în ceea ce privește regularea raporturilor dintre creditorii cari au un drept real asupra unui imobil supus exproprierei pentru utilitatea națională. În asemenea caz legea substituind voința sa contractului părților, obligă pe creditor să suporte și el o diminuare a drepturilor sale prin reducerea cu efect retroactiv a dobânzii stipulate și prin stabilirea unei părți în efecte cu curs forțat pentru el și dispunând suspendarea executării creanțelor ipotecare până la consemnarea pretului exproprierei, în care aceste creanțe sunt asigurate. (Cas. II, 72 din 21 Mart. 1922. Pand. Rom. 1923, I, 39).

22. Prin art. 75 din legea agrară, reglementându-se modul de lichidare a creanțelor privilegiate și ipotecare aflate asupra moșiei expropriate, când între creditorii figurează atât Creditul Funciar cât și alți particulari, se prevede că în ce privește creanțele particularilor, prin derogare dela legi sau convențiunea părților, privilegiile și ipotecile rămân de drept desființate în întregul lor deasupra porțiunii expropriate, și că drepturile acestor creditori se resfrâng numai asupra părții rămase expropriatului, și numai pentru creanța ce ar mai avea de primit după ce în prim rând ar încasa numerarul sau titlurile de rentă cavenite expropriatului.

Dacă prin această măsură s'a căutat a se aduce proprietarilor expropriați o înlesnire obligând și pe creditorii să participe la sacrificiul impus proprietarilor rurali prin faptul exproprierei, legiuitorul s'a îngrijit însă când a edictat această măsură de pericolul la care ar fi expus creditul Statului dacă s'ar fi lăsat la discrețiunea creditorilor ca aceștia să poată reclama pe temeiul convențiilor achitarea creanțelor lor în numerar, căci în asemenea caz, proprietarii pentru a evita urmărirea silită ce i-ar fi deposedat de pământul ce le-ar fi rămas după expropriere, ar fi fost siliți a vinde cu orice preț renta primită de Stat drept preț, ceea ce ar fi provocat o depreciere și mai mare a titlurilor, sdruncinând creditul Statului.

De aceea această măsură nu poate fi considerată ca având menirea de a ocroti numai interesele personale ale unei categorii restrânse de persoane și dela care acestea ar putea renunța, ci ea privește un interes superior al Statului, și are un caracter de ordine publică dela care nu se poate derogă prin convenția părților.

Prin urmare nu violează legea Tribunalul, când înlătură ca fiind contrarie unei legi de ordine publică con-

venția intervenită la 1 Iulie 1920 între recurrentul creditor ipotecar și intimatul proprietar expropriat, și în virtutea căreia, creditorul își rezervase de a refuza renta ce se va depune de Stat ca preț al exproprierei.

Atât în ipoteza prevăzută de art. 75 cât și în cea prevăzută de art. 76 din legea agrară, legiuitorul prevede același mod de lichidare a creanțelor privilegiate și ipotecare ale particularilor, și anume că: creditorii vor încasa mai întâi titlurile de rentă depuse drept preț și numai în caz când aceste titluri nu ar fi suficiente spre a acoperi creanțele, acestea vor subsista asupra restului de moșie rămasă expropriatului. Dacă legiuitorul vorbește de proporționalitate între creanțe, prin aceasta nu însemnează că aceste creanțe se vor achita numai în parte în rentă proporțional cu suprafața expropriată și ca în proporția suprafeței expropriate creditorul să primească renta, iar pentru restul creanței să subsiste ipoteca asupra moșiei rămăasă neexpropriate, ci pentru a face ca toți creditorii să primească neapărat titluri de rentă, pentru a nu se întâmpla ca tocmai creditorii cari ar fi având un rang de preferință mai înalt și trebuind a fi achitați cei întâi, să primească numai rentă, iar creditorii în rang mai inferior să nu poată fi achitați cu ocazia exproprierei și să rămână a fi achitați în numerar din moșia rămasă neexpropriată numai.

De altfel legea arată în art. 76 al. 4, că creditorii dacă doresc a fi achitați în numerar, trebuiesc să consimtă la prelungirea termenului creanței cu încă 10 ani dela data exigibilității edictată de această lege și cu procent de 5 la sută pe an, ceea ce arată de asemea că acum, trebuiesc să primească renta în condițiile legii. (Cas. I, dec. 1099 din 6 Noembrie 1923, Jur. Rom. 2/924; Pand. Rom. 1924, I, 49, Curier Jud. 2/924; Cas. I, 490 din 24 Mart. 1924, Jur. Rom. 16/924; C. Apel Iași s. I, 124 din 27 Iunie 1924, Dreptul 32/924).

23. Potrivit art. 75 din legea agrară, ipotecile și privilegiile rămân de drept desființate deasupra porțiunii expropriate, drepturile creditorilor ipotecari și privilegiați resfrângându-se numai asupra părții rămase expropriatului, pentru fiecare creanță în rangul in-scripțiunii ei și numai pentru creanța ce ar mai avea de primit după ce în primul rând ar încasa numerariul sau titlurile de rentă convenite expropriatului.

Intrucât potrivit acestui text de lege, drepturile creditorilor ipotecari și privilegiați se resfrâng asupra porțiunii rămăasă proprietarului numai pentru partea din creanță ce ar mai rămâne de plătit după ce în prim rând ar în-

casă titlurile de rentă convenite proprietarului, urmează că acești creditori nu pot cere plata creanței lor în numerar dela proprietar și nu pot procede la o executare silită a acestuia, prin scoaterea în vânzare a porțiunii rămăasă neexpropriată, decât numai după distribuirea valorilor convenite proprietarului ca indemnizație pentru porțiunea expropriată, indemnizație din care s'ar putea ca întreaga lor creanță să fie acoperită, în care caz o urmărire a porțiunii rămăasă proprietarului nu ar mai putea avea loc. (T. Ilfov s. Not. 266 din 21 Dec. 1923, Jur. Gen. 1924, No. 217).

24. Potrivit art. 76 din legea agrară, atât capitalul cât și orice dobânzi datorite de proprietarul expropriat, se vor plăti în renta consemnată de stat ca preț al exproprierei moșiei.

Cupoanele titlurilor de rentă convenite pe trecut ca dobânzi, sunt convenite proprietarului ca echivalent al lipsei de folosință a moșiei; ele reprezentând plăți făcute în numerar, nu ar putea fi afectate la plata dobânzilor ce se cuvin creditorului la capitalul datorit, căci prin aceasta s'ar contrazice dispozițiunile legii care prevede că orice plăți de dobânzi se va face în rentă, nu în numerar.

Creditorul deci, nu poate obține cupoanele titlurilor de cât dela data de când nu mai are a primi dobânzi la capitalul împrumutat. (Cas. I, dec. 193 bis din 11 Februarie 1924, Jur. Gen. 1924, No. 752; Cas. I, 1034 din 9 Iunie 1924, Jur. Gen. 1924, No. 1561).

25. Modul de lichidare al creanțelor privilegiate și ipotecare, aflate asupra moșiei expropriate și prevăzut de art. 75 legea agrară, se aplică și ipotecelor constituite asupra porțiunii din moșii neexpropriate prin prima expropriere, dar supusă ulterior exproprierei efectuată pe baza legii agrare din Iulie, 1921, și în urma căreia numai se lichidează plata prețului datorit pentru întreg teren expropriat și trecut în patrimoniul statului, în scopul împrietăririi.

De aceia legea prevede o singură lichidare în urma exproprierei definitive pe temeiul legii agrare și dispune achitarea, fără nici o distincție, numai prin rentă, a datoriiilor ipotecare ale bănelor, cu din prețul unic datorit expropriatului, pentru întreg terenul expropriat, simplificând astfel procedura lichidării și realizând numai astfel scopul îndoit urmărit de legiuitor. (Cas. I, 599 din 11 Aprilie 1924, Jur. Rom. 12, 1924; Cas. I, 491 din 24 Martie 1924, Jur. Rom. 16/924).

26. Dacă prin art. 76, al. 4 Legea agrară se prevede și posibilitatea pentru creditorii de a fi achitați în numerar, dacă ar consimți ca întreaga lor cre-

anță să rămână asigurată în restul proprietății necexpropriate și în același timp ar prelungi termenul de exigibilitate cu zece ani și cu o dobândă de 5 la sută pe an, această dispoziție înseamnă numai că prin, derogare de la normele de mai sus, obligatorii pentru lichidarea creanțelor, legiuitorul lasă părților facultatea că, peste 10 ani, când nu se mai întrevăde vreun prejudiciu pentru creditul Statului, să se poată face plata și în numerar, în condițiunile prevăzute în acest text.

Această dispozițiune nu poate avea înțelesul că legiuitorul ar fi intenționat să restrângă sollicitudinea arătată debitorului expropriat și să lase la alegerea numai a creditorului modalitatea plății în rentă sau numerar, ci este necesar și consimțământul debitorului, căci legea vorbește de un consimțământ adică de un acord de voințe, pentru ca prelungirea termenului creanței și plata ei în numerar să poată avea loc. De aceea art. 159 din regulamentul legii, care prevede că, plata în numerar peste 10 ani se va face dacă creditorul acceptă cererea proprietarului în acest sens, nu face decât să lămurească ideea necesității consimțământului ambelor părți și deci nu modifică și nici adaugă la lege după cum pretinde recurentul. (Cas. I, 472 din 19 Martie 1924, Jur. Rom. 14/924; Cas. I, 732/924. Dreptul 23/924; Cas. I, 1255 din 2 Iulie 1924. Jur. Gen. 1924, No. 1512).

27. Prin art. 76 din legea agrară dispunându-se lichidarea creanțelor ipotecare și privilegiate aflate asupra moșiilor expropriate, legea înlăturând convenția părților, pe de o parte declară exigibile aceste creanțe, iar pe de altă parte dispune achitarea lor în titluri de rentă, socotindu-se valoarea lor nominală drept valoare egală, în ce privește plata dobânzilor acestor creanțe, legea adaugă că, tot în rentă socotită astfel, se va achita de către debitor orice dobânzi datorite până în ziua consemnării.

Din termenii generali în cari se exprimă legiuitorul când reglementează lichidarea dobânzilor datorite la creanțele privilegiate, rezultă neîndoios că nici o distincție nu se poate face după natura creanței garantată prin ipotecă sau privilegiu, ori după epoca pentru cari se datorese procentele și deci ori care ar fi natura creanței sau epoca la care se datorese, aceste procente vor fi lichidate în titluri de rentă, valoarea nominală drept o valoare egală. (Cas. I, 998 din 6 Iulie 1924. Jur. Gen. 1925, No. 226).

28. Indisponibilitatea de care legea agrară lovește moșile expropriate, încă de la 1 Februarie 1921, privește numai raporturile dintre expropriat și autoritatea expropriantă, fără a aduce vreo atingere drepturilor creditorilor, de a urmări averea debitorilor lor. (Cas. II, 330 din 1 Iulie 1924. Jur. Rom. 2/925).

29. a) Legea agrară nu dăstinge, în ce privește modul de lichidare a creanțelor privilegiate și ipotecare constituite asupra moșiei expropriate, între creanțele la diferite epoci, între data decretului de expropriere și data publicării legii agrare, prevăzând un singur mod de lichidare, și anume în rentă, atât a sarcinilor cari grevau terenul expropriat în prima expropriere, cât și a aceloră din a doua expropriere.

Prin urmare, instanța de fond constatând că creanța ipotecară a Băncii întimate grevează numai porțiunea rămasă după prima expropriere, nu și porțiunea expropriată, cu drept cuvânt a hotărât că banca nu poate participa decât la distribuirea rentei rezultate din exproprierea a doua a terenului afectat cu ipotecă.

b) Stipulațiunea din actul de ipotecă ca creditoarea să fie garantată și cu o cesiune de gaj comercial, asupra rentei rămase la dispoziția proprietarului expropriat din prima expropriere este perfect valabilă și nu contrazice dispozițiunile art. 73 ult. alin. din legea agrară, întrucât această stipulațiune nu atinge în nimic drepturile creditorilor privilegiate și ipotecari asupra moșiei expropriate cari urmează să fie achitați cu precădere. (Cas. S. U. Dec. 6 din 26 Febr. 1925. Pandectele Săptămânale 6/1925, Pand. Rom. 1925, I, 65. Curier Jud. 25/1925).

30. Sumele acordate cu titlu de cheltuieli de deplasare nu constituie nici un beneficiu al funcționarului, ci reprezintă echivalentul cheltuielilor necesitate cu transportul funcționarului în altă localitate, în interesul serviciului, așa că neîntrând în patrimoniul funcționarului, nu pot forma obiectul urmării creditorilor, art. 1718 cod. civil dând creditorilor ca gaj al debitorilor lor numai bunurile ce aparțin acestora din urmă. (C. Apel Buc. s. III, 89 din 14 Martie 1925, Bul. C. Apel. 12-1925).

31. A se vedea: art. 520, nota 2; art. 974, notele 3, 7, 8; art. 975, notele 4, 45; art. 998 nota 114; art. 1016, nota 6; art. 1253, notele 56, 57, 58; art. 1365, nota 19; art. 1690 nota 1; art. 1719, cu notele respective; art. 1824 cu notele respective; art. 1825 cu notele respective; art. 1828 cu notele respective.

Art. 1719. — Bunurile unui debitor servesc spre asigurarea comună a creditorilor săi, și prețul lor se împarte între

ei prin analogie, afară de cazul când există între creditori cauze legitime de preferință. (Civ. 974 urm., 1718, 1720, 1824, urm.; Pr. civ. 450 urm., 464, 477 urm., 578 urm.; C. com. 786; L. Agrară 73, 75, 76; 8; Civ. Fr. 2093; L. Belg.)

Text. fr. Art. 2093. — Les biens du débiteur sont le gage commun de ses créanciers; et le prix s'en distribue entre eux par contribution, à moins qu'il n'y ait entre les créanciers des causes légitimes de préférence.

Text. belg. Art. 8. — Les biens du débiteur sont le gage commun de ses créanciers, et le prix s'en distribue entre eux par contribution, à moins qu'il n'y ait entre les créanciers des causes légitimes de préférence.

Doctrină străină.

BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, des priv. et hyp.*, etc., I, 271, 273, 275;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 105; II, p. 40, 523; ed. 1-a, III, p. 228;
DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 112 urm.; *Supl. Privil. et hypoth.*, 26 urm.;
GARSONNET, IV, § 1264;
GUILLOUARD, *Priv. et hyp.*, I, 139, 145;
LAURENT, XXIX, 272;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 493 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 180, urm., 2310 urm.;
PONT, *Priv. et hyp.*, I, 14.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 117, nota, 331 urm., 361, 716, 751; (III. part. II. ed. 2-a, p. 386, 414, 417, 495, 715, 725, 754, 755, 763; V, p. 199, 200, 213, 221, 263, 267, nota, 272, 474; VI, p. 511, 621; IX, p. 528, n. 4, 660); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 451; *Observație* sub. Trib. civ. din Béziers, 19 Febr. 1910, Dreptul 63/1910; „*Drepturile creditorilor în genere asupra bunurilor debitorului lor*“. Pagini Juridice 61/1910; *Observație*, sub. Trib. civil Nantua (Ain), 9 Ian. 19.3. Pand. Rom. 1924, III, 123;
ALEXANDRESCU TRAIAN, „*Drepturile proprietarilor și creditorilor ipotecari în raport cu legislația agrară*“. Curier Jud. 45/1922; „*Plata prefului exproprierei*“, Curier Jud. 7/1923; *Notă* sub. Cas. I, 1099 din 5 Nov. 1923. Curier Jud. 2/924; *Notă*, sub. Cas. I, 1322 din 9 Iulie 1924. Curier Jud. 3/925; *Notă* sub. Cas. I, 1060 din 29 April 1925. Curier Jud. 34/925;
ALEXIANU G., *Notă* sub. Trib. Brăila s. I, 179 din 13 Iulie 1923. Pand. Rom. 1923, II, 277; *Notă* sub. Cas. I, 1099 din 5 Nov. 1923. Pand. Rom. 1924, I, 54;
CANTACUZINO MATEI, p. 448.
IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 117;
MITESCU N., *Notă* sub. Cas. I, 1210 din 3 Dec. 1923 și Cas. I, 1083 din 13 Iunie 1924. Pand. Rom. 1924, I, 236;
NACU, III, p. 577 urm.;
POLICHRON DEM., *Notă* sub. Trib. Dolj s. III, 84 din 10 Mart. 1923. Pand. Rom. 1923, II, 182, *Notă* sub. Trib. Dolj, 18 Febr. 1924. Pand. Rom. 1924, II, 85;
SIEFERT E., *Notă* sub. Trib. Dolj s. III, 170 din 26 Dec. 1923. Jurispr. Gen. 19/1924 No. 1096;
STAMBULESCU N. IOAN, *Notă* sub. Cas. I, 1099 din 5 Nov. 923. Pand. Rom. 1924, I, 49;
STOEANOVICI A. CONST., „*Soarta creditorilor ipotecari sau privilegiați în urma aplicației exproprierei*“. Curier. Jud. 24/922;
URLĂȚIANU GR., *Notă* sub. Cas. I, 1099 din Nov. 1923. Pand. Rom. 1924, I, 54.

INDEX ALFABETIC

Acțiune 12.	„Agrară lege“.	„Lege
Adjudecare 4.	agrară“.	
Agrară lege 9, 10, 11, 12,	Funcționar 14.	
13, 15-18.	Gaj 6, 13.	
Alimentară pensie 14.	Gajul creditorilor 1, 2, 3,	
Amanet 6, 13.	6, 7.	
Arendare 1.	Ipotecă 8, 9, 10, 12, 13,	
Cesiune 17.	15-18.	
Comptabilitatea Statului	Lege agrară 9, 10, 11, 12,	
1.	13, 15-18.	
Compt curent 15.	Licitație 4.	
Contestație 12.	Ministerul de Finanțe 1.	
Creditori 1-18.	Ordonanța prezidențială	
Dăune-interese 4.	11.	
Debitor 1-18.	Ordine publică 16.	
Dobânzi 15, 18.	Pensie alimentară 14.	
Expropriere, a se vedea	Plata 9, 10.	

Poprire 1, 2, 3, 14.	Rentă 9, 10, 11, 12, 13, 15-
Preferință 2, 4, 6, 9, 10, 12,	18.
13, 15-18.	Rezoluție 12.
Prejudiciu 10.	Stat 1.
Preț 4, 9, 12.	Suspendare 12.
Privilegiu, a se vedea	Tablou de distribuție 5.
„Preferință“.	Terțe persoane 2, 3.
Proces 12.	Urmărire 4, 5, 8.
Radiere 10.	Vânzare-cumpărare 12.
Renunțare 2.	Veanturi 1.

Jurisprudență.

1. Averea debitorului este, după dreptul comun (art. 1719), gajul comun al debitorilor săi. Această regulă nu suferă excepțiune decât în cazurile

unde legea dispune anume altfel, fie în considerațiunea persoanei debitorului, pentru un timp oare care, fie în privința unor anume categorii de bunuri. Iar art. 85 din legea comptabilității generale a statului n'are de obiect de a crea o excepțiune la această regulă de drept comun, căci el n'are alt obiect de cât de a înlătura pe ministerul de finanțe de a pune în budget o alocățiune pentru acoperirea diferitelor datorii ale statului, fără a lăsa măcar să se întrevadă ideea că dacă ministerul de finanțe nu-și va îndeplini datoria prescrisă în acest articol creditorul statului rămâne dezarmat și în neputință de a uză de drepturile ce-i dă legea comună față cu toți debitorii săi fără nici o distincțiune, nici art. 31 al legii administrațiunei domeniilor nu creează o excepțiune la dreptul comun, de vreme ce dispozițiunea conținută în acest text n'are alt obiect de cât de a îndatoră administrațiunea domeniilor să facă cunoscute ministerului de finanțe diferitele condamnățiuni judecătorești suferite de stat ca proprietar, fără a lăsa măcar să se întrevadă ideea că dacă administrațiunea domeniilor n'ar îndeplini această a sa datorie, creditorul statului s'ar afla paralizat prin această lipsă de încunoștiințare de facultatea de a uză, față cu statul, de toate drepturile acordate de lege creditorului contra tuturor debitorilor în genere. Deci dar, curtea de apel dând drept creditorului fiseului, de a popri în mâna arendașului statului, veniturile imobilului arendat nu violează nici un text de lege. (Cas. I, 108/Mart. 15/80, B. p. 135).

2. Ori ce avere a debitorului, pe cât timp ea nu a eșit din patrimoniul său, constituie gagiul comun al tuturor creditorilor fără deosebire, deosebirea neputând exista de cât atunci când un creditor are drepturi de preferință recunoscute de lege. Și circumstanța găsierei averii debitorului în mâna unui terțiu nu face nici de cum ca aceea avere să nu fie tot în patrimoniul debitorului. Astfel fiind, în cazul când asupra unei sume aflată în mâna unui terțiu s'a validat o poprire prin hotărâre definitivă, nici o lege nu decide că suma poprită trece în patrimoniul creditorului popritor prin singurul fapt al validărei popririi sale. Prin urmare, chiar după validare, până când creditorul sequestrant nu a făcut să i se atribue în mod exclusiv averea poprită, ori ce alt creditor poate cere înființarea unei noi popriți în comptul său pentru ca să se poată și el despăgubi din acea avere. Această interpretațiune a legii pe lângă că reese din art. 464 și 465 pr. civ., este și justă pentru că ar fi nedrept a se atribui celui mai diligent dintre creditori, celui

care a fost întâi înștiințat de găsierea unei averi a debitorului în mâna unui terțiu de a i se atribui totul, și de a se lăsa ceilalți creditori fără nici un drept atunci când au fost și ei diligenti, mai puțin de cât primul e adevărat, dar tot au fost diligenti, căci și ei au făcut o poprire posterioară. Și în cazul când primul creditor popritor renunță la poprire pur și simplu, fără a declara formal că a renunțat în avantajul sequestranților care vin după el, nici un principiu de drept nu poate face ca el să fie considerat că a renunțat chiar la creanța sa; el poate renunță la poprire pentru câtva timp și pentru multe motive, dar păstrând creanța, fiind creditor, nimic nu-l împiedică ca mai târziu să reînființeze poprirea, să ia din nou aceea măsură asigurătoare pe care o părăsise; el nu ar putea fi împiedecat la aceasta de cât în cazul când averea poprită a eșit din patrimoniul debitorului, adică atunci când s'ar fi dat altuia conf. legii. Art. 466 pr. civ., confirmă această teorie, de oare ce, deși ordonă încetarea popririi când creditorul nu se prezintă la validare, adică atunci când renunță la poprire, cu toate acestea art. 466 nu zice nici de cum că un asemenea creditor nu mai are dreptul de a înființa o nouă poprire. (Trib. Ilfov. not., 244, Nov. 17/82, Dr. 7/82).

3. În cazul când asupra unei sume aflate în mâna unui al treilea s'a validat o poprire prin hotărâre definitivă de validare, nici un text de lege nu decide că suma poprită de primul creditor proprietar trece în patrimoniul său prin singurul fapt că s'a condamnat cel de al treilea a-i plăti banii. Prin urmare, chiar după ce a rămas definitivă hotărârea de validare și până în momentul plății banilor, ori ce alt creditor poate să facă poprire pentru ca să poată și el participa la sumele datorate de cel de al treilea, pe baza principului de drept (art. 1718 c. civ., și 379 pr. civ.), că întreaga avere a debitorului e gagiul creditorilor săi. (Trib. Ilfov. not., lun. 25/85, Dr. 58/86; Trib. Ilfov. not., Oct. 20/83, Dr. 79/83).

4. Prin art. 557 pr. civ., se prevede că dacă primul adjudecator nu va depune prețul, lucrul se va adjudeca pe seama aceluia care va da un preț, fie și mai mic, iar fostul adjudecator va fi îndatorat a plăti diferența până la prețul adjudecațiunei sale, precum și cheltuelile ocazionate cu noua adjudecare. Însă această diferență de preț, la care urmează a fi condamnat primul adjudecator, nu poate fi considerată ca un supliment de preț, neputând exista preț fără ca acela care este obligat a-l plăti să primească nimic în schimbul lui; această diferență de preț nu reprezintă de cât quantum daunelor

ocazionate creditorilor de către primul adjudecatar, care prin faptul său de a nu depune prețul adjudecațiunii a făcut ca imobilul să se pună din nou în licitațiune și a se vinde cu un preț mai mic decât cel eșit la prima adjudecare. Prin urmare, această diferență de preț reprezentând daunele interese ocazionate creditorilor se cuvine tuturor creditorilor debitorului expropriat, iar nu numai celor urmăritori, și ca atare urmează a se împărți între toți creditorii înscrși în tablou, în proporțiune cu creanțele lor și fără distincțiune de rang. (Apel Galați I, Dec. 12/87, Dr. 30/89).

5. Un creditor, care n'a participat la tabloul de distribuție a prețului rezultat din vânzarea averii debitorului său pentru care cuvânt nu i-a fost comunicat acel tablou, este în drept și poate să ceară înscrierea sa la tablou, până la distribuirea efectivă a prețului, deși vânzarea a fost cerută de alți creditori și nu s'a arătat înaintea efectuării vânzării, fără a i se putea spune că o asemenea cerere n'ar fi fost făcută în timp util, pentru că s'ar fi încheiat tabloul de distribuțiune. (Cas. II, Decizia civilă No. 180 din 17 Oct. 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 614).

6. Din faptul că un creditor diligent primește un lucru mobil în amanet, în scopul de a-și asigura creanța și un drept de preferință față de ceilalți creditori, nu se poate deduce, în lipsa unui text expres de lege, că a decăzut din beneficiul dreptului de gaj tacit asupra întregii averi a debitorului, în privința căreia s'ar găsi astfel pus într-o situație inferioară creditorilor chirografari. (Trib. Constanța, No. 66, 1915; Dreptul 1915, p. 341).

7. După principiul stabilit de dreptul comun, prin art. 1718 și 1719 c. civ., averea debitorului este gajul comun al tuturor creditorilor săi, regulă care nu suferă excepțiuni decât în cazurile unde legea dispune altfel, fie în considerația persoanei debitorului, fie în privința unor anumite categorii de bunuri. (Trib. Tecuci, 1915; Dreptul 1915, p. 366).

8. Din moment ce creditorul ipotecar urmăritor are un titlu executor contra debitorului său, el poate urmări orice avere a acestuia, drept pe care îl are chiar dacă ar fi un simplu creditor chirografar. (Trib. Ilfov notariat, No. 207, 1915, Dreptul 1915, p. 563).

9. Drepturile creditorului ce se exercită conform art. 76 din legea agrară asupra prețului, se referă nu numai la cei 80 la sută ce se consemnă la început care este o parte din preț, ci la plata prețului cuvenit proprietarului expropriat pentru întreaga suprafață expropriată.

Titlurile de rentă trebuiesc utilizate

în întregime pentru plata creditorilor ipotecari fără a se putea atribui proprietarului vre-o parte din aceste efecte, de cât în singura ipoteză când prețul exproprierei e superior valorii creanțelor.

Potrivit dispozițiilor legii agrare, art. 76 al. II, când prețul moșiei expropriate nu ajunge să îndeștelege pe toți creditorii și privilegiații urmează a se face o proporționalitate între creditorii declarându-se exigibilă partea proporțională din creanța ipotecară care revine creditorului pentru partea expropriată. Această proporționalitate se referă numai la raporturile dintre creditorii ipotecari spre a se evita ca un creditor ipotecar dintr'un rang subsecuent să poată fi plătit în numerar, iar un altul dintr'un rang anterior să fie obligat a primi numai titluri de rentă, făcându-se iluzorii drepturile ce decurg din anterioritatea titlurilor.

Proporționalitatea între creditori trebuie făcută în raport cu prețul moșiei expropriate și creanțele ipotecare, nu în raport cu terenul din moșia expropriată.

Dacă proprietarul debitor a plătit înainte de depunerea prețului de Stat, în numerar sau dări de plată pe unii din creditorii ipotecari sau privilegiați, în acest caz cota parte din titlurile de rentă cuvenită acestor creditori se va aloca proprietarului, rămânând ca numai restul titlurilor să fie împărțit între creditorii existenți. (Trib. Dolj, s. III, sent. civ. 156 din 19 Mai 1923. Jur. Gen. 1923, No. 917).

10. Din art. 75 din legea agrară cât și din economia legii, rezultă că, renta ca și numerarul decurgând din expropriere, trebuiesc să fie distribuite între creditorii proporțional cu creanțele lor, fără ca debitorul, în înțelegere cu unii din acești creditori, să poată în mod direct sau indirect, să-i avantajeze pe aceștia în dauna celorlalți.

Prin urmare, radierea unei ipoteci consimțită de unul din creditor din categoria sus menționată, în urma achitării, de către debitor în numerar, a creanței sale, cum și consimțirea debitorului de a acorda vre-unuia din acești creditori un privilegiu asupra porțiunii neexpropriate, pentru garantarea unei creanțe, — care anterior exproprierei, este garantată de un privilegiu, care grevă și partea expropriată, — este contrară spiritului susmenționatului text de lege, de oarece prin acest procedeu sustrăgându-se, unii din creditorii ipotecari sau privilegiați, de la obligația impusă lor de legea agrară de a primi și titluri de rentă pentru plata creanței lor, s'ar aduce — contrar intenției legiuitorului — un prejudiciu celorlalți creditori privilegiați sau ipotecari, cari, din această cauză, s'ar

vedea obligați a primi un număr mai mare de rentă depreciată de cât cel curențelor proporțional cu numărul tuturor creditorilor. (Cas. I, 1322 din 9 Iulie 1924, Jur. Rom. 19/24, Curier Jud. 3/925, Pand. Rom. 1925, III, 1).

11. În conformitate cu legea agrară, Președintele de tribunal poate ca prin ordonanță prezidențială să dispună împărțirea titlurilor de rentă numai între creditorii moșiei expropriate, nu și între coproprietari când aceștia nu sunt de acord și când mai ales dânsii se găseseră în proces pentru ieșire din indiviziune. (Cas. I, 2317 din 16 Dec. 1924, Revista Juridică 2-3/1925).

12. Art. 163 din regulamentul legii agrare trebuie interpretat în sensul că suspendarea distribuirii pretului unei moșii expropriate la diverși creditorii ipotecari și privilegiați, are loc numai în cazul când asupra dreptului de proprietate există o acțiune sau contestațiune nerezolvată încă de justiție, fără a se putea ști care din părțile litigante are drept asupra rentei acordate de Stat.

Când însă prin o acțiune, intentată ulterior exproprierii, se tinde, nu la revindicarea dreptului de proprietate contestat de posesor, ci la rezoluția vânzării pentru neplata pretului sau unei părți din pret, reclamantul, vânzător, nu poate invoca în favoarea sa dispoziția art. 163 citat, care nu este aplicabil în acest caz, ci, ca orice creditor privilegiat urmează a fi satisfăcut pentru creanța sa potrivit art. 76 din legea agrară, fără a putea provoca nici un dilatoriu în această privință din cauza calității sale speciale de reclamant în acțiunea de rezoluție. (Cas. I, 186 din 27 Ian. 1925, Pandectele Săptămânale 7/1925).

13. a). Legea agrară nu distinge, în ce privește modul de lichidare a creanțelor privilegiate și ipotecare constituite asupra moșiei expropriate, între creanțele la diferite epoci, între data decretului de expropriere și data publicării legii agrare, prevăzând un singur mod de lichidare, și anume în rentă, atât a sarcinilor cari grevau terenul expropriat în prima expropriere, cât și a aceloră din a doua expropriere.

Prin urmare, instanța de fond constatând că creanța ipotecară a băncii intimată grevează numai porțiunea rămasă după prima expropriere, nu și porțiunea expropriată, cu drept cuvânt a hotărât că banca nu poate participa de cât la distribuirea rentei rezultate din expropriere a doua a terenului afectat cu ipotecă.

b). Stipulațiunea din actul de ipotecă, ca creditoarea să fie garantată și cu o cesiune de gaj comercial, asupra rentei rămase la dispoziția proprietă-

rului expropriat din prima expropriere, este perfect valabilă și nu contrazice dispozițiunile art. 73 ultimul alineat din legea agrară, întru cât această stipulațiune nu atinge în nimic drepturile creditorilor privilegiați și ipotecari asupra moșiei expropriate, cari urmează să fie achitați cu precădere. (Cas. S. U. Decizia No. 6 din 26 Februarie 1925, Jur. Rom. 13/1925).

14. Nu se poate înființa poprire pentru plata pensiei alimentare asupra sumelor ce un funcționar public are de primit ca indemnizație de chirie, indemnizație de scumpete și cheltuieli de deplasare. (C. Apel Buc. s. III, 89 din 14 Martie 1925, Pandectele Săptămânale 16/1925).

15. a). Un contract de compt-curent garantat cu ipotecă, urmând a fi lichidat în baza legii agrare, se lichidează întocmai ca și un contract de ipotecă simplă, conform art. 76 din lege, de oarece legea agrară nu a făcut nici o distincție în această privință, chiar dacă datoria în compt-curent a fost făcută posterior Decretului-Lege din 1918, menținându-se însă caracterul inițial, va fi lichidată tot conform legii agrare, adică plătinându-se în rentă.

b). În caz când suma datorită în compt-curent, prin capitalizarea dobânzilor, limita sumei pentru care s'a luat inscripția ipotecară, restul sumei datorit în plus, nu devine o creanță chirografară, ci simple dobânzi datorite la un act de ipotecă și au a fi plătite tot în rentă. (Cas. I, 54 din 13 Ianuarie 1925, Pandectele Săptămânale 19/1925, Curier Jud. 36/1925).

16. După art. 75 din Legea agrară, creanțele ipotecare ale particularilor asupra moșiilor supuse exproprierii, se plătesc în rentă. Această măsură fiind edictată în interesul general al creditului Statului, ea nu poate fi considerată ca având menirea de a ocroti numai interesele personale ale unei categorii restrânse de persoane și de la care acestea ar putea renunța, ci ea privește un interes superior al creditului Statului și ca atare, are un caracter de ordine publică, de la care nu se poate derogă prin convenția părților.

Așa fiind, Curtea de Apel înlăturând actul ipotecar al recurenților, în baza căruia aceștia aveau dreptul să pretindă achitarea creanțelor în numerar și să refuze achitarea lor în rentă, conform art. 75 din Legea agrară, nu a săvârșit nici o violare de lege, nici exces de putere. (Cas. II, 257 din 1925, Jur. Rom. 16/1925).

17. Tribunalul chemat a distribui renta provenită dintr'o expropriere, este în drept a atribui cesionarului creanței ipotecare sau privilegiate,

renta în proporție cu valoarea creanței și a rentei de distribuit.

Imprejurarea că cedentul s'a obligat prin actul de cesiune a suportă diferența de curs, în cazul când cesionarul său va fi plătit în rentă, nu poate fi pusă în discuțiune în instanța de distribuire a rentei, ci trebuie valorificată pe calea dreptului comun. (Cas. I, 948 din 10 Aprilie 1925, Jur. Gen. 1925, No. 1783).

18. Potrivit art. 76 alineatul 3 partea finală din Legea agrară, dobânzile datorite pentru creanțele ipotecare, după ce au fost reduse la 6 la sută cu începere de la 15 Decembrie 1918, se achită creditorilor ipotecari tot în

rentă, însă numai cele datorite până la ziua consemnării rentei.

De aci urmează că, cu începere de la data consemnării rentei, creditorii au dreptul a fi achitați drept procente pentru renta ce li s'a atribuit, cu cupoanele aferente ei și prin urmare în specie în mod greșit Tribunalul a atribuit proprietarului cupoanele după consemnarea rentei. (Cas. I, 1060 din 29 Aprilie 1925, Pandectele Săptămânale 17/1925, Curier Jud. 34/1925).

19. A se vedea: art. 974, nota 7; art. 975, notele 4, 45; art. 1099, notele 3, 4, 5, 10; art. 1365 nota 19; art. 1690, nota 1; art. 1718 cu notele respective.

Art. 1720. — Cauzele legitime de preferință sunt privilegiile și ipotecile. (Civ. 494, 771, 1377, 1574, 1619, 1685 urm., 1722 urm., 1746 urm.; Civ. Fr. 2094; L. Belg. 9).

Text. fr. Art. 2094. — Les causes légitimes de préférence sont les privilèges et hypothèques.

Text. belg. Art. 9. — Les causes légitimes de préférence sont les privilèges et hypothèques.

Doctrină străină.

BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, des privil. et hypoth.*, I, 16, 275 urm., 306; DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 121; Récent., 1 urm.; *Suppl. Privil. et hypothèques* 29; Récent., 1 urm.;

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 778;

MOURLON ed. 7-a, III, p. 493 urm.;

PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 180 urm., 2310 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 331 urm.; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 338); *Droit ancien et moderne de la Roumanie* p. 451; „*Considerațiuni generale și istorice asupra privilegiilor și ipotecilor*“. Curier Jud. 26/910, 27/910; „*Drepturile creditorilor în genere asupra bunurilor debitorului lor*“. Pagini Juridice 61/1910;

NACU, I, p. 70; III, p. 577 urm.

Jurisprudență.

1. Privilegiul ca și ipoteca fiind niște drepturi acordate de lege unor creditori, nu contra debitorului, ci contra celorlalți creditori, și acești din urmă ne participând la instanța care a tranșat chestiunea de privilegiu sau ipotecă, nu se poate zice că ei au fost reprezentați de debitorul lor, și prin urmare hotărîrea pronunțată de acea instanță nu le poate fi opozabilă. (Cas. I, 14/76, lan. 19/76, B. p. 16).

2. De câte ori o lege nouă vine să stabilească un privilegiu până atunci necunoscut pentru a protege oarecare acte sau fapte juridice, această lege se aplică la toate actele de această specie făcute după promulgarea sa, nu însă la cele făcute mai înainte (leg. 12 § 3 cod. *qui potiores in pignore habeantur*, cart. VIII, tit. 18 Basil. leg. 39, cart. 25 tit. 5). Și legile creatoare de privilegiu sau ipotecă nu fac să decurgă dreptul de preferință, ce dănele acordă creditorilor, numai din lege, ci mai au încă

de fundament și o convențiune tacită a părților, căci se presupune că părțile au contractat numai în vederea legilor existente în momentul contractării, și aceasta atât în ceea ce privește chestiunea de a se ști cum se nasc, se modifică și se sting drepturile cari decurg din contract, cât și în cât se atinge de chestiunea de a se ști, dacă creanța istoritoare din contract dă sau nu creditorului un drept de preferință. (Cas. I, 273/Sept. 27/82, B. p. 888).

3. Prin nici un text de lege nu se interzice părților, când pretind a li se recunoaște un drept oarecare prin care ele ar crede că-l au, de a se adresa pe cale principală la instanțele ordinare. Dacă dar partea pentru recunoașterea priorității creanței sale ipotecare, pornește acțiune la tribunal, acesta are competența a o judeca. (Cas. I, 46/Febr. 7/84, B. p. 110).

4. A se vedea: art. 2, nota 2; art. 1201, notele 40, 49, 50, 52, 60, 65, 71, 81, 141; art. 1718 și 1719 cu notele respective.

Art. 1721. — Când un imobil, recolte, sau alte bunuri mobile vor fi fost asigurate în contra incendiului, sau în contra oricărui alt caz fortuit, suma, ce se va datoră de către asigurator, va trebui, dacă nu va fi fost cheltuită în reparațiunea obiectului asigurat, să fie afectată la plata creanțelor privilegiate și ipotecare, după rangul fiecărei din ele.

Asemenea se va urmă și cu orice despăgubire va fi datorită de către o a treia persoană, pentru pierderea totală sau deteriorațiunea obiectului însărcinat de un privilegiu sau ipotecă. (C. com. 448, 679; L. Belg. 10).

Text. belg. Art. 10. — Lorsqu'un immeuble, des récoltes ou des effets mobiliers auront été assurés soit contre l'incendie, soit contre tout autre fléau, la somme qui, en cas de sinistre, se trouvera due par l'assureur devra, si elle n'est pas appliquée par lui à la réparation de l'objet assuré, être affectée au payement des créances privilégiées ou hypothécaires, selon le rang de chacuné d'elles. Il en sera de même de toute indemnité qui serait due par des tiers à raison de la perte ou de la détérioration de l'objet grevé de privilège ou d'hypothèque.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, ed. 5-a, § 283, p. 665, nota 10;
 BAUDRY, *Précis*, II, ed. 9-a, 1378;
 BAUDRY ET LOYNES, *Du nantissement, des priv. et hyp.*, I, 281-286 urm., 499, 635;
 LAURENT, XXXI, 410-413;
 THIRY, IV, 451, p. 392;
 TROPLONG, *Priv. et hyp.*, IV, 890.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 353 urm., 419, 488, 501, 662, 704: (VIII, part. 1, ed. 2-a, p. 218, n. 3): *Droit ancien et moderne de la Roumanie* p. 451; „Despre despăgubirea la care creditorii privilegiați și ipotecari au drept, în caz de distrugerea lucrului grevat, atunci când acest lucru a fost asigurat”. *Curier Judiciar* 31/910;
 CANTACUZINO MATEI, p. 557, 562, 597, 723;
 CERBAN ALEXANDRU, *Notă* sub. C. Apel Buc. s. I, 193 din 7 Iulie 1923. *Pand. Rom.* 1924, II, 98;
 NACU, II, p. 676; III, p. 580 urm., 799;
 STĂNESCU P. ION, *Notă* sub. Cas. II, 126 din 31 Mart. 1924. *Jur. Gen.* 1925, No. 906.

Jurisprudență.

1. Dispozițiunile art. 1721 c. civ., create de legiuitor în favoarea creditorilor ipotecari, de a-și exercita drepturile lor asupra despăgubirii cuvenită debitorului, sunt de strictă interpretare și nu se pot întinde de cât la cazul când bunul grevat a fost asigurat contra incendiului. (C. Apel Buc. s. I, 193 din 7 Iulie 1923. *Pand. Rom.* 1924, II, 98).

2. Potrivit art. 1730 No. 1 codul civil. locatorul unui imobil are pentru plata chiriei, pentru reparațiunile locative, cum și pentru tot ce privește executarea contractului, un drept de privilegiu special asupra mobilelor, pe cari locatorul este dator să le aducă în casă, pentru a o mobilă îndeajuns, conform art. 1446 c. civ. Acest privilegiu se exercită asupra mobilelor, chiar când ele ar aparține unui tertiu, dacă se stabilește că în momentul introducerii lor în

imobil, locatorul credea că ele aparțin locatarului său. Acest privilegiu garantează nu numai plata chiriei, ci și plata pentru daunele ce s'au adus imobilului de către locatar, de oarece potrivit contractului de locațiune, locatarul este dator să întrebuinteze lucrul închiriat în bune condițiuni și să-l predea în starea în care l-a primit, locatarul răspunzând, după art. 1435 c. civil. de incendiul imobilului închiriat, dacă nu dovedește că incendiul este rezultatul unui caz fortuit.

Din aceste texte de lege, precum și din art. 1721 c. civil, rezultă că dacă lucrurile mobile grevate de privilegiul locatarului, au fost distruse prin incendiu, privilegiul nu se stinge, deși lucrurile nu mai sunt în ființă, de oarece în virtutea legii, indemnitatea datorită de asigurator se subrogă lucrurilor mobile asigurate și privilegiul se menține asupra ei.

Astfel fiind, pentru creanțe rezultând din căștiurile de chirie și din despăgubirile pentru daunele cauzate din incendiu, locatorul poate să poprească în mâinile societății de asigurare, sumele ce s'ar datoră de către aceasta locatarului pentru mobilele incendiate, cari

fuseseră asigurate și cari erau supuse privilegiului locatarului, cât timp indemnitatea, chiar lichidată, nu a fost vărsată în mâinile asiguratului. (Cas. II, 126 din 31 Martie 1924, Jur. Rom. 16/924, Pand. Rom. 1925, III, 2).

CAPITOLUL II.

Despre privilegiu.

Art. 1722. — Privilegiul este un drept, ce dă unui creditor calitatea creanței sale de a fi preferit celorlalți creditori, fie chiar ipotecari. (Civ. 1685, 1686, 1718, 1719, 1723 urm., 1730, 1737, 1738, 1741, 1790, 1800; C. com. 387, 405, 437, 480, 678 urm.; Civ. Fr. 2095; L. Belg. 12).

Text. fr. Art. 2095. — Le privilège est un droit que la qualité de la créance donne à un créancier d'être préféré aux autres créanciers, même hypothécaires.

Text. belg. Art. 12. — Le privilège est un droit que la qualité de la créance donne à un créancier, d'être préféré aux autres créanciers, même hypothécaires.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 124, 125; III, ed. 5-a, p. 200 urm.;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, des priv. et hyp.*, I, 306;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 785;
 DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 122 urm.; *Suppl. Privil. et hypoth.*, 30;
 GUILLOUARD, *Priv. et hyp.*, I, 150, 155;
 LAURENT, XXIX, 306, 317;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 408;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2548, 2636, 3139;
 PONT, *Priv. et hyp.*, I, 24.

Doctrina românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 360 urm., 508, 517, 544, 658; (III, part. II, ed. 2-a, p. 857 n. 4);
Droit ancien et moderne de la Roumanie, p. 451;
 CANTACUZINO MATEI, p. 544, 581;
 NACU, III, p. 582.

Jurisprudență.

1. Privilegiile sunt de drept strict în acest sens că numai creanțele acelea pe cari legea le investeste anume cu un drept de precădere sunt privilegiate; or, creanța deponentului contra depozitarului pentru o sumă de bani legea nu o declară privilegiată. (Cas. II, 57/Mai 28/85, B. p. 465).

2. Creanțele privilegiate sunt preferite creanțelor ipotecare și rangul lor se determină prin gradul de favoare ce legea dă calității creanței, iar nu prin data la care a luat naștere creanța. (Apel Iași, II, Februarie 2/94, Dr. 43/94).

3. A se vedea: art. 1718, 1719 cu notele respective.

Art. 1723. — Intre creditorii privilegiați preferința se regulează după diferitele calități ale privilegiilor. (Civ. 1718, 1719, 1724, 1729—1736; C. com. 678—682; Civ. Fr. 2096; L. Belg. 13).

Text. fr. Art. 2096. — Entre les créanciers privilégiés, la préférence se règle par les différentes qualités des privilèges.

Text. belg. Art. 13. — Entre les créanciers privilégiés, la préférence se règle par les différentes qualités des privilèges.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 124, 125; III, ed. 5-a, p. 201, 798;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, des priv. et hyp.*, I, 301, 755;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 870;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 6 bis, V;
 GUILLOUARD, *Priv. et hyp.*, I, 152;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 499;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2546 urm.;
 PONT, *Priv. et hyp.*, I, 25, 26.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 342, 356, 362, 365 urm., 381, 390, 398, 405, 472, 538, 544; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*; p. 451;
 NACU, III, p. 582, 881.

Jurisprudență.

1. A se vedea: art. 1718, 1719 cu notele respective.

Art. 1724. — Creditorii privilegiați, cari au acelaș rang, au de o potrivă drept la plată. (Civ. 1718, 1719, 1723; C. com. 681; Civ. Fr. 2097; L. Belg. 14).

Text. fr. Art. 2097. — Les créanciers privilégiés qui sont dans le même rang, sont payés par concurrence.

Text. belg. Art. 14. — Les créanciers privilégiés qui sont dans le même rang, sont payés par concurrence.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 482; III, ed. 5-a, p. 803, 805;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, des priv. et hyp.*, etc., I, 766;
 DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 584 urm.; *Suppl. Privil. et hypoth.*, 310 urm., 316;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 49 bis, IX;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 500, 501;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2546 urm.;
 TROPLONG, *Priv. et hyp.*, I, 87, 89.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 342, 356, 362, 365 urm., 381, 390, 398, 405, 472, 538, 544; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 451;
 CANTACUZINO MATEI, p. 546;
 NACU, III, p. 632 urm.

Jurisprudență.

1. A se vedea: art. 1718, 1719 cu notele respective.

Art. 1725. — Privilegiile tezaurului public și ordinea în care se exercită ele, sunt regulate prin legi speciale¹⁾.

Tezaurul public nu poate obține un privilegiu în contra drepturilor persoanelor al treilea dobândite mai înainte. (Civ. 1730 § 8, 1753; L. urmăr. 1877, art. 7, 8; L. comptab., art. 17; Civ. Fr. 2098; L. Belg. 15).

Text. fr. Art. 2098. — Le privilège, à raison des droits du trésor royal, et l'ordre dans lequel il s'exerce, sont réglés par les lois qui les concernent. Le trésor royal ne peut cependant obtenir de privilège au préjudice des droits antérieurement acquis à des tiers.

1) A se vedea art. 27 din „*Legea comptabilității generale a Statului*”, din 21 Martie 1903 cu modificările din 1906, 1908, 1910 și 1911, precum și „*Legea de urmărire*” din 24 Martie 1877 (art. 7, 8).

Text. belg. Art. 15. — Le privilège, à raison des droits du trésor public, et l'ordre dans lequel il s'exerce, sont réglés par les lois qui les, concernent.

Le trésor public ne peut cependant obtenir de privilège au préjudice des droits antérieurement acquis à des tiers.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 187, 188; III, ed. 5-a, p. 312-314;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, des priv. et hyp.*, etc., I, 648, 650;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 786;
 DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 533 urm.; *Suppl. Privil. et hypothèques*, 285 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 8, 8 bis;
 GUILLOUARD, *Priv. et hyp.*, II, 555;
 LAURENT, XXIX, 320;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 502;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 3145 urm.;
 PONT, *Priv. et hyp.*, I, 29;
 TROPLONG, *Priv. et hyp.*, 90.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 363, n. 1, 368 urm., 475; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 451; „*Despre privilegiul tezaurului public*“. *Dreptul* 36/1910;
 CANTACUZINO MATEI, p. 544, 545;
 NACU, III, p. 584 urm., 632 urm., 716.

INDEX ALFABETIC

Amanet 14.	Neretroactivitate, a se vedea „Retroactivitate“.
Arendare 2, 5.	Perceptori 4, 12.
Caragea Cod 1.	Preferință, a se vedea „Privilegiu“.
Cheltueli 9, 10.	Privilegiu 1-14.
Comune 1, 4, 7, 13.	Privelegii generale 11, 13.
Contribuții 2, 3, 5, 6, 7, 11, 12.	Privelegii speciale 11, 13.
Credit Funciar 11.	Retroactivitate 1, 5, 7, 13.
Dotă 1.	Sindicul falimentului 9, 10.
Drepturi câștigate, a se vedea „Retroactivitate“.	Stat 1-11, 13.
Faliment 9, 10.	Succesiune 8, 11.
Gaj 14.	Tablou de ordine 9.
Impozite 2, 3, 5, 6, 7, 11, 12.	Taxe de timbru 7, 8, 11.
Inscripție 3, 4, 7, 8, 12.	Terțe persoane 1, 5, 7.
Ipotecă 7, 8, 9, 10.	Tezaur public a se vedea „Stat“ și 4-7, 11-14.
Județ 1, 7, 13.	Urmărire lege 2, 3, 5, 6, 7, 11, 12, 13.
Lege de urmărire 2, 3, 5, 6, 7.	Vamă 3, 14.
Ministerul de finanțe 4.	

Jurisprudență.

1. Dacă creanța statului a luat naștere sub imperiul noului cod civil, el nu poate a se folosi de privilegiul prevăzut de art. 20, cap. 8. part. III codul Caragea, față cu soție, pentru dota ei, care este o a treia persoană și avea dobândit mai dinainte un drept în privința dotei sale care, după art. 1725, cață a primă pe stat. (Cas. I, 286/Iun. 21/78, B. p. 262).

2. Din art. 8 al legii de urmărire reese că statul, județul și comuna au privilegiu înainte de ori ce datorie particulară pentru plata contribuțiunilor directe asupra întregii averi a debitorului, mobilă sau imobilă. Și acest privilegiu subsistă și asupra sumelor ce arendașii datoresc proprietarului. (Apel Buc. II, 114, April. 30/82, *Dr.* 49/82).

3. Statul, atât după legea veche cât și după legea de urmărire din 1862, are dreptul de prioritate înaintea creanțelor particulare numai pentru contribuțiuni directe și vamă iar pentru cele-

alte creanțe n'are privilegiu de cât cu condițiunea de a-l înscrie. (Cas. I, 446, Dec. 19/83, B. p. 1202).

4. Deși art. 1725 nu vorbește de cât de privilegiul tezaurului public, totuși perceptorii comunei exercitând prin delegațiune atribuțiunile ministerului de finanțe, primăria s'ar putea bucura ea și statul de privilegiul sus menționat. însă acest privilegiu este supus formalităților inscripțiunei, legea nedispensând de inscripțiune de cât privilegiile generale asupra mobilelor. Art. 1725 trimete la legi speciale în ceea ce privește acest principiu și ordinea în care se exercită; asemenea legi însă nu există, astfel în cât privilegiul tezaurului public rămânând neregulamentat el nu se conservă de cât prin luarea inscripțiunei. Și legea neacordând nici un termen pentru conservarea privilegiului urmează, ca inscripțiunea să fie luată în momentul nașterii creanței, altfel privilegiul degenează în ipotecă și nu are rang de cât de la data inscripțiunei. (Trib. Ilfov, II, 55, Febr. 8/84, *Dr.* 31/84).

5. Prin art. 1725 se zice că privilegiile tezaurului public și ordinea în care se exercită ele, sunt regulate prin legi speciale, iar al. II prevede că tezaurul public, nu poate obține un privilegiu în contra drepturilor persoanelor al treilea dobândite mai înainte; iar în art. 1738 legiuitorul a stabilit în privința privilegiilor principiul publicității. Deci dar, ori care ar fi fost sistemul legii de urmărire din 1862 asupra privilegiilor tezaurului public, întru cât judecata s'a urmat după promulgarea codului civil și după ce a intervenit legea de urmărire prin care se abrogau dispozițiile legii din 1862 și se stabi-

leste că în privința arenzilor statul n'are alt privilegiu de cât cel ce rezultă din drept comun, judecătorul când aplică legea anterioară din 1862, care astăzi nu mai e în vigoare, trebuie să motiveze constatând totdeauna când creanța statului a luat naștere; nefăcând aceasta violează principiul că drepturile câștigate trebuie respectate, pronunțând în același timp și o decizie nemotivată. (Cas. I, 390/Dec. 12/86, B. p. 934).

6. Prin art. 7 leg. 24 Apr. 82, pentru urmărirea în materie de contribuțiuni directe și de alte venituri ale statului, se prevede că tezaurul public are privilegiul, înainte de ori ce datorie particulară, a fi plătit pentru veniturile fiscale. Și prin *venituri fiscale*, legea înțelege veniturile ce fiscul percepe de la contribuabili, ca stat, adică diferitele impozite directe și indirecte, iar nu veniturile ce statul strânge ca proprietar de imobile. (Cas. I, 439/Nov. 18/91, B. p. 1223).

7. Creanțele privilegiate sunt preferite creanțelor ipotecare și rangul lor se determină prin gradul de favoare ce legea dă calității creanței, iar nu prin data la care a luat naștere creanța. Or, conform art. 8 din legea pentru urmărirea, statul, județul și comuna au privilegiu, înainte de ori ce datorie particulară, pentru contribuțiunile directe. De asemenea, după art. 60 din legea timbrului, statul are privilegiu și pentru sumele datorite din timbru, înregistrare și amenzi asupra întregii averi mobiliară sau imobiliară a debitorului fără ca în privința imobilelor să fie supus la formalitatea inscripțiunii. Astfel fiind, întreaga sumă datorită statului drept contribuțiuni directe, taxe de timbru și amenzi, trebuie să fie trecută ca privilegiată înaintea creditorului ipotecar. Iar prin art. 1725 ultimul alineat, legiuitorul n'a avut altă intențiune de cât de a exprima o consecință a principiului neretroactivității legii consacrată prin art. 1 c. civ.: prin urmare acest text nu se interpretează în sensul că drepturile mai vechi dobândite de particulari ar primă pe cele mai noi ale tezaurului, ci numai că survenirea unei legi, care acordă un privilegiu tezaurului, nu prejudiciază drepturile câștigate înaintea legii de către particulari asupra obiectului supus privilegiului tezaurului. (Apel Iași II, Febr. 2/94, Dr. 43/94).

8. Creditorii ipotecari anteriori deschiderii succesiunii nu pot invoca beneficiul art. 1725 al. 2 față cu privilegiul creat în favoarea Statului de art. 60 legea timbrului, privilegiu scutit de formalitatea inscripției. (Trib. Fălciu, Dr. 35/900).

9. Când se urmărește averea imobiliară a unui falit, după cererea credi-

torului ipotecar, rolul sindicului este redus la acela de intervenient în scop de a accelera urmărirea. Singurele sume ce trebuie înscrise în tabloul de ordine al creditorilor cu privilegiu, față de creditorul ipotecar, sunt cheltuielile de urmărire proprie zise, făcute în interesul comun al creditorilor, astfel că sindicul nu poate fi înscris în acel tablou cu privilegiu față de creditorul ipotecar urmăritor pentru celelalte cheltuieli făcute în justiție cu ocazia administrației falimentului și nici cu cota Statului. (Trib. Iași, III, Dr. 50/901).

10. Sindicul are dreptul ca, pentru cheltuielile de administrație ale falimentului și pentru cota Statului, să fie plătit cu preferință, din produsul activului falimentului, înaintea oricăror altor datorii, adică din acel activ al falitului ce nu ar fi grevat de sarcine ipotecare anterioare falimentului, însă n'are acest drept de privilegiu și contra pasivului falitului și deci aceste creanțe ale sindicatului nu pot trece cu preferință înaintea creanțelor ipotecare cu rang căpătat anterior falimentului. (Trib. Ilfov, C. Jud. 4/902).

11. Privilegiile generale, având rang după cele speciale, de aci rezultă că, un privilegiu general asupra averii mobile și imobile are a se exercita mai întâi asupra bunurilor neafectate de un privilegiu special și numai în caz de insuficiență are a se întinde și asupra acestor bunuri, luând rang însă după privilegiul special. Prin urmare, o creanță a Soc. Creditului care a luat naștere prin neplata ratelor exigibile tezaurului, rezultând din taxele de timbru și înregistrare ale unei succesiuni deschisă în urma exigibilității ratelor Creditului, primează, rămânând ca Statul să vie în urmă pentru plata taxelor de înregistrare datorite de moștenire. Această prioritate a Creditului rezultă și din aceea că nici art. 8 din legea de urmărire, care recunoaște tezaurului un drept de privilegiu asupra întregii averi a debitorului înainte de orice datorie particulară, nici art. 58 din legea Creditului, care obligă pe societate ca din venitul imobilului luat în posesie, să achite drepturile tezaurului, nu rezultă prioritatea privilegiului general al Statului pentru perceperea taxelor de înregistrare asupra privilegiului special al Creditului pentru ratele datorite, căci amândouă aceste taxe sunt relative la contribuții directe, iar nu la taxa de înregistrare, care e o contribuție indirectă, și care e regulată prin legi speciale. (Apel Buc. I, C. Jud. 48/905).

12. După art. 1725 codul civil privilegiile tezaurului public și ordinea în care ele se exercită, sunt regulate prin legi speciale.

Astfel, prin art. 79 din legea de constatare și perceperea contribuțiilor directe se prevede că, pentru orice deficite sau rămășițe constatate asupra percepătorilor, provenind din orice contribuții, taxe sau venituri, fiscul se va despăgubi din orice avere a percepătorului, cu preferință înaintea oricărei datorii particulare, fără ca în privința imobilelor să fie supus la formalitatea inscripției, și acest text de lege se aplică nu numai în cazul când deficitul pentru fișe provine din neincasarea contribuțiilor de către percepător, dar și atunci când percepătorul a încasat impozitele, dar și le-a însușit în propriul său folos, căci și în acest caz este un deficit pentru fișe, iar pe de altă parte legea nu face nici o distincție în această privință. (Cas. II, 30 Ianuarie 1907, B. p. 104).

13. Deși potrivit art. 8 din legea de urmărire, statul, Județul și comuna au privilegiu înainte de orice altă datorie particulară, pentru contribuțiile directe, asupra averii mobile sau imobile a debitorului, totuși nu se poate admite ca tezaurul public să poată obține un privilegiu în contra drepturilor dobândite mai înainte printr-un privilegiu special, lucru care ar fi contrar dispozițiilor categorice ale art. 1725 cod. civil și în contra întregii teorii a privilegiilor, după care privilegiile speciale primează privilegiile generale. (Trib. Ilfov, not. *Dr.* 19/908, p. 148).

14. Privilegiul este dreptul acordat unui creditor prin calitatea creanței sale de a fi preferat altor creditori chiar ipotecari, Art. 1725 c. civ., arată că tezaurul public — în ce privește privilegiul — va fi garantat prin legile speciale, fără însă ca să treacă înaintea creditorilor cari au dobândit deja asemenea drepturi, Art. 79 și urm. legea vămilor indicând că mărfurile nu se pot libera până la plata drepturilor vamale, consacra ideea de gaj ca bază a preferinței fiscului. Aceiași ideile de gaj rezultă și din art. 97 și 99 legea vămilor, cari permit eliberarea mărfurilor în schimbul unei garanții îndestulătoare în efecte de stat acetate la plata drepturilor vamale. Așa dar odată eliberate mărfurile din vamă, fiscul pentru drepturile ce i se cuvin asupra altor mărfuri este considerat creditor chirografar, căci art. 223 legea vămilor pe lângă că este referitor la centrabande, apoi nu face decât să indice procedura de urmat prevăzută de art. 8 din legea de urmărire, iar nu să stabilească și o preferință. Contrariu s'ar nesocoti drepturile și buna credință a terților, cari au creditat o persoană primind în gaj mărfuri, bazați tocmai pe convingerea că fiscul și-a luat toate garanțiile necesare atunci când a liberat marfa din vamă. (Trib. Ilfov s. I com. sent. 872 din 20 Dec. 1922. *Jurispr. Gen.* 1923, No. 773).

15. A se vedea: art. 1729 nota 7.

Art. 1726. — Privilegiile pot fi atât asupra mobilelor, cât și asupra imobilelor. (Civ. 1728—1737; Civ. Fr. 2099; L. Belg. 16).

Text. fr. Art. 2099. — Les privilèges peuvent être sur les meubles ou sur les immeubles.

Text. belg Art. 16. — Les privilèges peuvent être sur les meubles ou sur les immeubles.

Doctrină străină.

BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, des privilèges et hypoth.*, I, 303 urm.;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 785;
DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 127;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 502;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2544.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 362, 366 urm., 372; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 452;
NACU, III, p. 584.

Secțiunea I. — Despre privilegiile cari se întind asupra mobilelor și imobilelor.

Art. 1727. — Cheltuelile de judecată sunt privilegiate atât asupra mobilelor cât și asupra imobilelor, în privința tuturor creditorilor în interesul cărora au fost făcute. (Civ. 1729, 1737; C. com. 808; L. Belg. 17).

Text. belg. Art. 17. — Les frais de justice sont privilégiés sur les meubles et les immeubles, à l'égard de tous les créanciers dans l'intérêt desquels ils ont été faits.

Doctrină străină.

ARNTZ, IV, 1665, 1666;
 AUBRY ET RAU, III, ed. 5-a, § 260, p. 206-209;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, des priv. et hyp.*, I, 311, 312, 314, 316, 317;
 BEUDANT, *Surêts pers. et réél.*, I, 366 urm.;
 GUILLOUARD, *Priv. et hyp.*, I, 190;
 LAURENT, XXIX, 322 urm., 341, 352, 353;
 PONT, *Priv. et hyp.*, I, 67;
 THIRY, IV, 351, p. 319.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 367, 372 urm., 399, 467; (III, part. II, ed. 2-a, p. 438, n. 1); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 452; „*Studiu asupra privilegiilor*“. Curier Jud. 32/910;
 CANTACUZINO MATEI, p. 544;
 NACU, III, p. 586 urm.

Jurisprudență.

1. Dacă tribunalul autoriză pe conservator a face un împrumut pentru cultivarea imobilului, cu condițiune ca sumele împrumutate să fie plătibile cu privilegiu din recolta anului, creanța împrumutătorului nu poate fi privilegiată asupra pretului imobilului, fiindcă asemenea creanțe sunt anume prevăzute în art. 1737 cod. civ.; ea nu intră nici în denumirea generică de cheltueli de judecată prevăzute de art. 1727, nici nu este o cheltuială făcută pentru conservarea imobilului, care să fi profitat tuturor creditorilor; prin urmare, o a-

semenea creanță este privilegiată numai asupra recoltei, conform art. 1730 alin 2. (Apel Buc. III, Dr. 38/902).

2. Prin cheltueli de judecată, din art. 1727 codul civil, se înțeleg nu numai cheltuelile făcute în cursul unei instanțe judecătorești, dar încă și acele cheltueli făcute din ordin judecătoresc, în interesul comun al creditorilor, pentru acte sau operațiuni extrajudiciare, în scop de a conserva, lichidă sau a realiza bunurile debitorului. (Cas. II, 31 Oct. 1906. B. p. 1637).

3. A se vedea: art. 1725, notele 9, 10; art. 1731 nota 1.

Secțiunea II. — Despre privilegii asupra mobilelor.

Art. 1728. — Privilegiile sunt sau generale, sau speciale asupra unor mobile. (Civ. 1729, 1730; C. com. 678 urm., 786 urm.; Civ. Fr. 2100; L. Belg. 18).

Text. fr. Art. 2100. — Les privilèges sont ou généraux, ou particuliers sur certains meubles.

Text. belg. Art. 18. — Les privilèges sont ou généraux, ou particuliers sur certains meubles.

Doctrină străină.

BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, des priv. et hypoth.*, I, 307;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 785;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 502;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2544.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 376 urm.; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 452; „*Studiu asupra privilegiilor*“. Curier Jud. 39/910;
 NACU, III, 590;
 CERBAN AL., „*Lacunele și defectele în organizarea sistemului nostru civil de garanții reale*“, Curier Jud. 23-24/919.

§ 1. Despre privilegiu generale asupra mobilelor.

Art. 1729. — Creanțele privilegiate asupra tuturor mobilelor sunt cele mai jos arătate, și se exercită în ordinea următoare:
 1. Cheltuelile de judecată făcute în interesul comun al creditorilor;

2. Cheltuelile îngropării în raport cu condițiunea și starea defunctului;

3. Cheltuelile boalei celei după urmă făcute în curs de un an;

4. Salariile oamenilor de serviciu pentru un an trecut și restul datoriei din anul curent;

Salariul de șase luni al calfelor de prăvălie, și salariul pe o lună al lucrătorilor cu ziua;

5. Prețul obiectelor de subzistență date debitorului și familiei sale în curs de șase luni.

Când valoarea imobilelor n'a fost absorbită de creanțele privilegiate și ipotecare, partea din prețul lor ce mai rămâne, se va afecta cu preferință la plata creanțelor arătate prin prezentul articol ¹⁾. (Civ. 98, 99, 339, 461, 472 urm., 570, 572, 723, 919, 1183, 1187, 1268, 1269, 1279, 1471, 1472 urm., 1723, 1725, 1730 urm., 1739, 1885, 1903, 1904 urm.; C. com. 678-683, 685 urm., 687, 689, 786; Pr. civ. 407 urm., 421, 490, 610, 611, 654-677, 702 urm.; Civ. Fr. 2101; L. Belg. 19).

Text. fr. Art. 2101. — Les créances privilégiées sur la généralité des meubles sont celles ci-après exprimées, et s'exercent dans l'ordre suivant:

1^o Les frais de justice;

2^o Les frais funéraires;

3^o Les frais quelconques de la dernière maladie, concurremment entre ceux à qui ils sont dus;

4^o Les salaires des gens de service, pour l'année échue et ce qui est dû sur l'année courante;

5^o Les fournitures de subsistances faites au débiteur et à sa famille; savoir, pendant les six derniers mois, par les marchands en détail, tels que boulangers, bouchers et autres, et pendant la dernière année, par les maîtres de pension et marchands, en gros.

Text. Belg. Art. 19. — Les créances privilégiées sur la généralité des meubles sont celles ci-après exprimées, et s'exercent dans l'ordre suivant:

1^o Les frais de justice faits dans l'intérêt commun des créanciers;

2^o Les frais funéraires en rapport avec la condition et la fortune du défunt;

3^o Les frais de dernière maladie pendant un an;

4^o Les salaires des gens de service pour l'année échue et ce qui est dû sur l'année courante; le salaire des commis, pour six mois, et celui des ouvriers pour un mois;

5^o Les fournitures de subsistances faites au débiteur et à sa famille, pendant les six mois.

Les époques indiquées aux trois paragraphes précédents sont celles qui précèdent la mort, le dessaisissement ou la saisie de mobilier.

Lorsque la valeur des immeubles n'a pas été absorbée par les créances privilégiées ou hypothécaires, la portion du prix, qui reste due est affectée de préférence au payement des créances énoncées au présent article.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 128-137; III, ed. 5-a, p. 206-223 urm., 328, 340, 341;

BAUDRY ET DE LOYNES. *Du nantissement*, etc., I, 309, 311, 312, 314, 316, 317, 319-322, 324-326, 328, 330, 332-341, 343, 345, 348, 350, 750, I, IV;

¹⁾ Acest ultim aliniat, lipsește în textul art. francez corespunzător 2101. A se compară art. român 1729 cu art. francez 2101 și art. 19 al Legii Belgiene din 1851 asupra privilegiilor și ipotecilor, fiind multe diferențe.

- BEUDANT, *Surétés personnelles et réelles*, I, 370;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 408, 563, 786, 789, 790, 791 urm., 796 urm., 819, 824, 834, 855, 869, 960, 1003, 1031;
 DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 127 urm., 193, 200, 217; *Suppl. Privil. et hypoth.*, 32 urm., 44, 48, 51, 53;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 14 bis, I-IV; 16 bis, II, III; 17 bis, I-III; 18 bis, I, II, IV, V; 19 bis, I-III, V, VI;
 GUILLOUARD, *Privilèges et hypoth.*, I, 179, 180, 182, 185-193, 195-197, 202, 207, 212, 216, 217, 220, 223-226, 229-231, 237, 239, 240, 244-246, 249, 252, 253;
 LAURENT, XXIX, 312, 322, 324, 328-330, 340-342, 349, 357, 358, 362, 365-367, 371-373;
 LYON-CAEN ET RENAULT, VIII, 823 urm., 825, 1123;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 503 urm., 549, 550;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2552-2557 urm., 2563 urm., 2570 urm., 2624 urm., 2638, 2642;
 PONT, *Priv. et hyp.*, I, 67-69, 71-73, 79, 80, 82, 86, 89, 91, 92;
 TROPLONG, *Privilèges et hypoth.*, I, 131, 134, 136, 142, 147, 147 bis.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, X, p. 338, 367, 376 urm., 390, 440, 467, 469, 475, 521; (III, part. I, ed. 2-a, p. 137 nota; III, part. II, ed. 2-a, p. 424 t. și n. 1, 438 n. 1; VI, part. II, ed. 2-a, p. 380; V, p. 263; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 543 n. 1, 595; IX, p. 271; XI, p. 300); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 224, 226, 352, 354, 452; *Observație sub Trib. Ilfov. secția notariat 31 Oct. 1906. Dreptul 82/1906; Observație sub Trib. com. Gand., 23 Ian. 907. Curier Jud. 26/1908; „Studiu asupra privilegiilor”. Curier Jud. 39/910, 42/910, 43/910, 45/910; Nota sub Trib. Agen, 29 Nov. 1922. Jur. Gen. 1924 No. 1536; Notă sub Decizia fr. Jur. Gen. 1924 No. 2252; Nota sub Trib. Annecy 23 Oct. 1921. Jur. Gen. 1925, No. 1679;*
- CANTACUZINO MATEI, p. 544, 546, 547;
 IONESCU-DOLJ I., *Observație sub Trib. Tutova*, 35 din 6 Febr. 1907. Curier Jud. 2/908;
 NACU, I, p. 70; III, p. 590 urm., 632 urm., 659;
 PĂRVULESCU M. NIC., *Cheltuelile de înmormântare a soției, cine trebuie să le suporte?*. Curier Jud. 77/1903;
 RĂDULESCU ANDREI, *Publicitatea drepturilor reale imobiliare și registrele de proprietate*, p. 12 urm.;
 RĂDULESCU SILIU, *Observație sub Trib. com. Gand.*, 20 Ian. 909. Dreptul 49/910.

Jurisprudență.

1. Spre a se putea invoca art. 1729 § 4 urmează neapărat ca cel ce reclamă preferința să fie: 1) un om de serviciu, adică un om care își angajează serviciile pentru un timp determinat unei persoane și pe un salariu fix, fie pentru menagiu, fie pentru exploatarea fondurilor rurale, 2) ca privilegiul lui să fie restrâns la salariul lui pe anul expirat și pe anul curent, adică a anului decedului sau deconfiturii debitorului. Și cum înțelesul termenilor „oameni de serviciu” nu este determinat într'un mod precis de lege, la nevoie s'ar putea aplica la toți aceia care își angajează munca pe preț fix și cari se pun într'un mod sau într'altul sub autoritatea mai mult sau mai puțin absolută a domnului lor. În vechiul drept francez acest privilegiu era acordat exclusiv servitorilor, și pentru acest sfârșit expresiunea de „slugă” era conservată; iar redactorii codului substituind aceste expresiuni „oameni de serviciu”, care a trecut și la noi, trebuie să conchidem că s'a înțeles a se acordă această favoare a privilegiului la toți aceia cari se găseseră într'o condițiune egală de sarcine și de dependință către domnul lor. Astfel sunt isprăvniceii de la moșii. Deși isprăvnicelul are să pri-

mească salariul pe un an și câte-va luni din al doilea an, dar din cauză că suma ce are să primească nu este o creanță expirată în decursul anului care a urmat pe acela al deconfiturii debitorului, deconfitura ce s'a constatat când s'a pus averea sa în vânzare, el nu poate să beneficieze de privilegiul acordat de art. 1729 § 4 oamenilor de serviciu. (Apel. Buc. I, 10, Ian. 12/85, Dr. 25/85).

2. Moștenitorul este obligat a plăti cheltuelile de înmormântare ale lui de *cujus*, făcute de un terțiu, fără să se poată prevala de dreptul ce-i dă o inscripțiune ipotecară luată asupra imobilului vândut. (Cas. I, 158/Mai 11/93, B. p. 446).

3. După art. 409 din Procedura civilă, modificat prin legea din 30 Ianuarie 1901, lefurile militare ca și ale funcționarilor civili nu pot fi urmărite decât pentru datorii către Stat, penalități, creanțele privilegiate, prevăzute de art. 1729 din cod. civil, și alimente acordate soției și copiilor. Și, întru cât excepțiunile sunt de strictă interpretare, alimentele acordate părinților, nefiind prevăzute de art. 409, nu se pot urmări asupra lefurilor funcționarilor. (Cas. I, 342/901, B. p. 1204).

4. Cheltuelile de înmormântare și ale boalei din urmă sunt creanțe privile-

giate, care sunt dispensate de inscripțiune și se exercită atât asupra mobililor cât și asupra imobilelor. Privilegiul pentru cheltuielile de înmormântare aparține nu numai acelor care au furnizat obiectele de înmormântare, dar și moștenitorilor cari au făcut comanda și cari devin astfel ei înșiși creditori privilegiați, fără a avea nevoie de vre-o subrogațiune. (Apel Buc. III, Dr. 48993).

5. Privilegiul acordat de art. 1729 al. II Cod. civil creanțelor relative la cheltuielile de înmormântare nu se poate întinde și asupra creanței văduvei, în contra succesiunii, soțului său, pentru abitațiune și vestiminte în cursul anului de doliu, această creanță neavând de obiect o cheltuială de înmormântare. (Trib. Prahova II, C. Jud. 72/903).

6. Numai debitorul sau un creditor al său, ce ar pretinde un rang privilegiat, poate contesta natura și privilegiul creanței, în baza căreia s'a făcut poprirea, nu însă și tertul poprit. (Cas. I. 489903, B. p. 1226).

7. Privilegiul Statului introdus prin o lege specială, primează toate privilegiile indicate prin art. 1729 și 1730 codul civil, fiindcă codul civil presupune existența acestui privilegiu al Statului, introdus și regulamentat prin o lege specială, precum aceasta rezultă din art. 1725 codul civil. Că dacă Statul are a fi preferit pentru plata impozitelor, ar avea un privilegiu general sau special prevăzut de codul civil și acelor creditori privilegiați, pentru cari a-nume art. 14 din legea Băncii Agricole face rezerve, nu e îndoiială că Statul, pentru plata impozitelor are preferință și fața cu Banca Agricolă, când aceasta urmărește plata creanței din

vânzarea unui obiect amanetat. (Cas. II, 12 Mai 1907, B. p. 891).

8. După art. 783, alin. I codul comercial, combinat cu art. 1729, alin IV, c. civil, în materie de faliment salariile comișilor și a băieților de prăvălie sunt datorite pe cele șase luni cari au precedat declararea în faliment și sunt considerate ca creanțe privilegiate.

Prin urmare, săvârșește un exces de putere Comisia de apel, când scade de la taxa de 3% asupra salariului pe directorul unei societăți în lichidare cu trei luni mai înainte de încetarea privilegiului legal asupra salariului ce dânsul are să primească dela societatea falită. (Cas. III, 28 Apr. 1909, B. p. 511).

9. Potrivit art. 1729 c. civ., cheltuielile ultimei boale și ale înmormântării defunctului, sunt privilegiate asupra tuturor mobililor succesiunii, și cel ce le-a suportat are drept a și le retrage din succesiune.

Dar tot în conformitate cu acest text, succesiunea nu datorește de cât cheltuielile strict necesare acestor operațiuni și nu poate fi ținută de cheltuielile făcute pentru întreținerea unui lux și fast deosebit, neobiceiuit în asemenea ocazii și în disproporție cu starea materială a defunctului. În orice caz instanța are dreptul celei mai largi aprecieri în fixarea sumei acestor cheltuieli, fiind strict seamă și raportându-se la condiția socială a defunctului și la quantumul succesiunii; iar chitanțele de cheltuieli prezentate de reclamant, nu pot lega și împune instanței, ele servindu-i doar ca un criteriu în aprecierea ce urmează a face. (Trib. Dorohoi 160 din 4 Martie 1924. Jur. Gen. 1924, No. 1920).

10. A se vedea: art. 1727, notele 1, 2; art. 1731, nota 1.

§ 2. Despre privilegiu asupra oarecărui mobil.

Art. 1730. — Creanțele privilegiate asupra oarecărui mobil, sunt:

1. Chiriile și arenzile. Când contractul este autentic, sau are o dată certă, proprietarul are privilegiu pentru toată chiria sau arenda pe anul curent, precum și pe tot timpul ce rămâne a curge până la expirarea contractului.

Când contractul nu e autentic, sau nu are dată certă, proprietarul are privilegiu numai pentru chiria sau arenda pe anul curent și pe anul viitor.

În cazul dintâi, dacă prin contractul de arendare sau închiriere nu va fi fost expres prohibită subarendarea sau subînchirierea, ceilalți creditori ai debitorului pot reînchiria casa sau rearendă moșia pentru timpul ce mai rămâne a curge după contract; dar sunt obligați de a plăti proprietarului tot ce-i este datorit.

Obiectele asupra cărora se exercită privilegiul sunt:

Pentru casă, toate mobilele din ea.

Pentru moșie, toată recolta anului curent, precum și tot ce servește la exploatarea moșiei.

Acelaș privilegiu are loc pentru reparațiunile locative și pentru tot ce privește execuțiunea contractului.

Proprietarul poate sequestră mobilele cari se află în casa sa sau pe moșia sa, când ele au fost duse în alt loc, fără consimțământul său, și proprietarul conservă privilegiul său pe aceste mobile, întrucât timp le-a revendicat; adică când sunt în chestiune mobilele unei moșii, dacă a făcut cererea sa în termen de patru-zeci zile, și când sunt în chestiune mobilele unei case, în termen de cinci-spre-zece zile.

2. Sumele datorite pentru semănțe, sau pentru cheltuiala recoltei anului curent, asupra prețului acestei recolte, și sumele datorite pentru instrumente de exploatațiune, pe prețul acestor instrumente; în ambe aceste cazuri, cu preferință chiar înaintea proprietarului moșiei pentru privilegiul arendei.

3. Creanța pe amanetul ce este în posesiunea creditorului.

4. Cheltuelile făcute pentru conservarea lucrului.

5. Prețul pentru lucruri mobile neplătite, dacă se află încă în posesiunea debitorului, chiar și în cazul când a cumpărat cu termen de plată.

Dacă vânzarea s'a făcut fără termen de plată, vânzătorul poate chiar să revendice obiectele vândute, pe cât timp se află în posesiunea cumpărătorului, și poate să împiedice revinderea acelor lucruri, dacă însă s'a făcut cererea sa în termen de opt zile după trădarea lucrurilor, și dacă lucrurile se află încă tot în starea în care se găseau la timpul trădării lor.

Pierderea acțiunii de revendicare aduce cu sine și pierderea acțiunii rezolutorie¹⁾ a contractului vânzării, în privința celorlalți creditori.

6. Creanțele ce are un hangiu în această calitate asupra efectelor voiajilor, ce se află în ospătăria sa.

7. Creanța cheltuelilor de transport și a cheltuelilor accesorii asupra lucrului transportat, întrucât timp acela ce l-a transportat, îl are în posesiunea sa, și în cele douăzeci și patru ore ce vor urmă trădării lucrului la destinatarul său, dacă acesta din urmă a conservat posesiunea lucrului.

8. Creanțele rezultând din abuzuri și prevaricațiuni ale funcționarilor publici, în exercițiul funcțiunii lor, asupra cauționamentului lor precum și asupra dobândirilor²⁾, ce ar fi produs acel cauționament. (Civ. 480, 484, 972, 974, 991, 997,

1) „Acțiunea rezolutorie” în specie este acțiunea ce se poate face spre a cere desființarea contractului de vânzare.

2) Din eroare se zice aci „dobândirilor” în loc de „dobândilor” cum este și în textul francez. A se vedea și art. 409 și 410 din procedura civilă.

1021, 1025, 1171, 1176, 1182, 1198 § 2, 1294, 1365, 1370, 1416 urm., 1421, 1429 urm., 1446 urm., 1455 urm., 1470 urm., 1574, 1618, 1621, 1623 urm., 1685, 1686, 1688, 1691, 1725, 1734, 1737. 1742, 1751, 1822, 1903, 1909, 1910; Pr. civ. 406, 407 urm., 468 urm., 478, 490, 610-620; C. com. 2, 387, 388, 405, 433, 437, 480, 589, 675 urm., 683-687, 716, 720, 722, 786; L. asupra drept. propriet. (Mon. of. 324/903), Art. 18, 22; Civ. Fr. 2102¹⁾; L. Belg. 20).

Text. fr. Art. 2102. — Les créances privilégiées sur certains meubles sont :

1^o. Les loyers et fermages des immeubles, sur les fruits de la récolte de l'année, et sur le prix de tout ce qui garnit la maison louée ou la ferme et de tout ce qui sert à l'exploitation de la ferme; savoir, pour tout ce qui est échu, et pour tout ce qui est à échoir, si les baux sont authentiques, ou si, étant sous signature privée, ils ont une date certaine; et dans ces deux cas, les autres créanciers ont le droit de relouer la maison ou la ferme pour le restant du bail, et de faire leur profit des baux ou fermages à la charge toutefois de payer au propriétaire tout ce qui lui serait encore dû.

Et, à défaut de baux authentiques, ou lorsqu'étant sous signature privée, ils n'ont pas une date certaine, pour une année à partir de l'expiration de l'année courante;

Le même privilège a lieu pour les réparations locatives, et pour tout ce qui concerne l'exécution du bail;

Néanmoins les sommes dues pour les semences ou pour les frais de la récolte de l'année, sont payées sur le prix de la récolte, et celles dues pour ustensiles, sur le prix de ces ustensiles, par préférence au propriétaire, dans l'un et l'autre cas;

Le propriétaire peut saisir les meubles qui garnissent sa maison ou sa ferme, lorsqu'ils ont été déplacés sans son consentement, et il conserve sur eux son privilège, pourvu qu'il ait fait la revendication; savoir, lorsqu'il s'agit du mobilier qui garnissait une ferme, dans le délai de quarante jours; et dans celui de quinzaine, s'il s'agit des meubles garnissant une maison;

2^o. La créance sur le gage dont le créancier est saisi;

3^o. Les frais faits pour la conservation de la chose;

4^o. Le prix d'effets mobiliers non payés, s'ils sont encore en la possession du débiteur, soit qu'il ait acheté à terme ou sans terme;

Si la vente a été faite sans terme, le vendeur peut même revendiquer ces effets tant qu'ils sont en la possession de l'acheteur, et en empêcher la revente pourvu que la revendication soit faite dans la huitaine de la livraison, et que les effets se trouvent dans le même état dans lequel cette livraison a été faite;

Le privilège du vendeur ne s'exerce toutefois qu'après celui du propriétaire de la maison ou de la ferme, à moins qu'il ne soit prouvé que le propriétaire avait connaissance que les meubles et autres objets garnissant sa maison ou sa ferme n'appartenaient pas au locataire;

Il n'est rien innové aux lois et usages du commerce sur la revendication;

5^o. Les fournitures d'un aubergiste, sur les effets du voyageur qui ont été transportés dans son auberge;

6^o. Les frais de voiture et les dépenses accessoires, sur la chose voiturée;

7^o. Les créances résultant d'abus et prévarications commis par les fonctionnaires publics dans l'exercice de leurs fonctions, sur les fonds de leurs cautionnement, et sur les intérêts qui en peuvent être dus.

³⁾ A se face comparație între textul art. 1730 român și art. 2102 francez și art. 20 al Legii Belgiene din 1851, fiind multe diferențe de text.

Text. Belg. Art. 20. — Les créances privilégiées sur certains meubles sont :

1°. Les loyers et fermages des immeubles, sur les fruits de la récolte de l'année, et sur le prix de tout ce qui garnit la maison louée ou la ferme, et de tout ce qui sert à l'exploitation de la ferme, savoir pour deux années échues, s'il s'agit d'une maison; pour trois années échues, s'il s'agit d'une ferme, en outre pour l'année courante ainsi que pour celle qui suivra, et même, si les baux sont authentiques ou si, étant sous signature privée, ils ont une date certaine, pour tout ce qui est à échoir; dans ce dernier cas, les autres créanciers ont le droit de relouer la maison ou la ferme, pour le restant du bail, et de faire leur profit des baux ou fermages, à la charge toutefois de payer au propriétaire tout ce qui lui serait encore dû.

Le même privilège a lieu pour les réparations locatives et pour tout ce qui concerne l'exécution du bail.

Le propriétaire peut saisir les meubles qui garnissent sa maison ou sa ferme, lorsqu'ils ont été déplacés sans son consentement, et il conserve sur eux son privilège, pourvu qu'il en ait fait la revendication; savoir lorsqu'il s'agit d'un mobilier qui garnissait une ferme, dans le délai de quarante jours, et dans celui de quinzaine, s'il s'agit de meubles garnissant une maison;

2°. Les sommes dues pour les semences ou pour les frais de la récolte de l'année, sur le prix de cette récolte, et celles dues pour ustensiles servant à l'exploitation, sur le prix de ces ustensiles;

3°. La créance sur le gage dont le créancier est saisi;

4°. Les frais faits pour la conservation de la chose;

5°. Le prix d'effets mobiliers non payés, s'ils sont encore en la possession du débiteur, soit qu'il ait acheté à terme ou sans terme.

Le privilège établi par les numéros 4 et 5 cessera d'avoir effet si ces objets mobiliers sont devenus immeubles par destination, ou par incorporation, sauf s'il s'agit de machines et appareils employés dans les établissements industriels.

Dans ce cas et pour ces objets le privilège sera maintenu pendant deux ans à partir de la livraison; toutefois, il n'aura d'effet que pour autant que, dans la quinzaine de cette livraison, l'acte constatant la vente soit transcrit, dans un registre spécial tenu au greffe du tribunal de commerce de l'arrondissement dans lequel le débiteur aura son domicile, et, à défaut de domicile, au greffe du tribunal de commerce de l'arrondissement dans lequel le débiteur aura sa résidence. Le greffier du tribunal sera tenu de donner connaissance de cette transcription à toutes les personnes qui en feront la demande. La livraison sera établie, sauf la preuve contraire, par les livres du vendeur.

En cas de saisie immobilière pratiquée sur les machines ou appareils ou de faillite du débiteur déclarée avant l'expiration des deux années, le privilège continuera à subsister jusqu'après la distribution des deniers ou la liquidation de la faillite.

Si la vente a été faite sans terme, le vendeur peut même revendiquer les objets vendus, tant qu'ils sont en la possession de l'acheteur, et en empêcher la revente, pourvu que la revendication soit faite dans la huitaine de la livraison, et qu'ils se trouvent dans le même état que lors de la livraison.

La déchéance de l'action revendicatoire emporte également celle de l'action en résolution à l'égard des autres créanciers.

Il n'est rien innové aux lois et usages de commerce sur la revendication,

6°. Les fournitures d'un aubergiste, sur les effets du voyageur qui ont été transportés dans son auberge;

7°. Les frais de voitures et les dépenses accessoires, sur la chose voiturée, pendant que le voiturier en est saisi et pendant les vingt-quatre heures qui suivront la remise au propriétaire ou au destinataire, pourvu qu'ils en aient conservé la possession;

8° Les créances résultant d'abus et prévarications commis par les fonctionnaires publics dans l'exercice de leurs fonctions, sur les fonds de leur cautionnement, et sur les intérêts qui en peuvent être échus.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, III, p. 138-164, 180; III, ed. 5-a, p. 225-229, 232-239, 241-246, 251 urm., 254-277, 302, 338, 339, 344, 345; IV, p. 406;
- BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., I. 356-358, 362-366, 368, 374, 375, 377-380, 382, 383, 390, 394, 401, 402, 405, 426 urm., 430-433, 435, 438-440, 446, 447, 449, 451, 453, 459-462, 465-472, 475-478, 480, 487-493, 495-498, 501-503, 506, 507, 511, 512, 514-519, 531, 533-538, 542-546, 548, 549, 552-556, 558, 559, 745;
- BEUDANT, *Sûr. pers. et réél.*, I, 411, 420;
- COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 408, 563, 786, 789, 790, 791 urm., 796 urm., 819, 824, 834, 855, 869, 960, 1003, 1031;
- DALLOZ, *Rép. Cautionn. de fonct.*, 51 urm., 89; *Commissionn.*, 457 urm.; *Office* 316 urm., 338; *Privil. et hypoth.*, 218 urm., 298; *Suppl. Cautionn. de fonct.*, 7 urm.; *Commissionn.*, 282 urm.; *Office* 68 urm.; *Privil. et hypoth.*, 71 urm., 80, 90, 110, 134, 147, 168, 188, 190;
- DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 24; 28 bis II-V, VII-XX, XXV, XXXI, XXXII; 30, 30 bis, I, II; 31 bis, II; 32 bis, I-III, V, VI; 37 bis, I, II; 38 bis, II;
- DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, III, p. 81, 295;
- GLASSON, II, p. 257;
- GUILLOUARD, *Privilèges et hypothèques*, I, 263, 265-267, 269, 272, 274, 275, 278-280, 282, 284, 285, 287, 288, 297-302, 304, 306, 307, 312-316, 321-326, 330-333, 335, 336, 340, 343-345, 347, 349, 351-354, 358-360, 362, 365-367, 371, 374, 375, 386-383, 390-394, 396, 398, 402, 404, 405, 407, 416, 418, 424-428, 431, 433, 437, 438, 440, 441, 444-447; *Louage*, II, 465, 614, 629;
- LAURENT, XXV, 249, 480; XXIX, 380-383, 400, 402-406, 408, 409, 411-413, 416-420, 422-423, 425-427, 429, 430, 433, 436, 437, 438, 444, 445, 448, 449, 451-453, 456, 473-475, 479, 480, 483, 485, 486, 498, 502, 506, 509, 510, 513, 514, 516, 518;
- MOURLON, ed. 7-a, III, p. 511 urm.;
- PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2395, 2426, 2435, 2465 urm., 2521, 2587, 2590 urm., 2604 urm., 2621;
- PONT, *Priv. et hyp.*, I, 117, 119, 121, 129, 131-136, 139, 141, 143, 147-154, 163-166, 168-172, 181;
- SALEILLES, *Obligation*, ed. 3-a, p. 195;
- TROPLONG, *Privilèges et hypothèques*, I, 144, 150, 154, 151 bis, 155, 156, 161, 163, 164, 165 bis, 176, 204, 205, 207, 207 bis, 210.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, X, p. 41, 46 n. 5, 249, 256, 280, 368, 375, 376, 401, 402 urm., 416, 424 urm., 428, 443, 430 urm., 434, 435, 437 urm., 443, 447 urm., 478 n. 1, 520, 539, 540; (I, ed. 2-a, p. 133 n. 4; III, part. I, ed. 2-a, p. 219 n. 1, 261 n. 2, 426; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 271, 276, 277, 279; IX, p. 70, 78, 130, 131, 155, 187 nota, 287, 329, 363, 589, 661; XI, p. 294); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 351, 358, 453; *Observațiune sub. C. Apel Iași s. II, 20 I. Febr. 1902. Dreptul 28/1902; Observație sub. Cas. II, 214 din 18 Sept. 1907. Dreptul 78/907; „Efectele falimentului locatarului asupra contractelor de locație încheiate de dânsul”. Dreptul 45/1909; Observație sub. Cas. Florența 19 Dec. 1898. Curier Jud. 1/1901; Observație sub. Trib. Vlașca 25 Iunie 1903. Curier Jud. 86/903; „Studiu asupra privilegiilor”. Curier Jud. 47/910, 55/910, 57/910, 60/910, 66/910, 67/910, 68/910, 69/910, 71/910, 73/910, 74/910;*
- CANTACUZINO MATEI, p. 121, 145, 505, 524, 544, 549, 550, 558, 559 urm., 562, 648;
- CONSTANTINESCU JAC. N., *Asupra contractului de locațiune*, ed. 2-a, p. 17, 117 urm.;
- CORBESCU M DAN, „Despre privilegiul proprietarului asupra mobilelor aduse de chiriși sau arendași”. Dreptul 39/914;
- GEORGEAN N., *Notă sub. Cas. I, 148 din 31 Martie 1920. Pand. Rom. 1923-I-233;*
- HAMANGIU C., *Notă sub. C. Apel Iași s. I, 74 din 8 Oct. 1920. Pand. Rom. 1922-II-117;*
- Observație sub. Trib. Civil Pointoise (Seine-et-Oise) 9 Oct. 922. Pand. Rom. 1924-III-80;*
- MAVROJANNI ALEX., *Notă sub. Trib. Ilfov. s. I, Com. 381 din 16 April 924, Curier Jud. 10/925;*
- NACU, I, p. 70, 758; III, p. 352, 599 urm.;
- RĂDULESCU SILIU, *Observație sub. Trib. civil Gand, 11 Iunie 1906. Dreptul 27/1909;*
- Observație sub. Trib. civil Paris 17 Ian. 1910. Dreptul 30/1910; Observație sub. Justiția de pace din Sf. Flour 9 Mai 910. Dreptul 50/1910; Observație sub. Trib. Commercial Reims 18 Ian. 1910, Dreptul 56/910; Observație sub. Cas. Palermo 22 Iunie 1899. Curier Jud. 30/1902;*
- SCRIBAN ST., „Dacă privilegiul din art. 1730 al II, și 1734 c. civil îl au acei ce au imprumutat bani pentru a se cumpăra semințe, a face sămânături sau a recolta”; *Notă sub. C. Apel Iași s. I, 13/1911. Curier Jud. 2/912;*
- STĂNESCU P. ION, *Notă sub. Cas. II, 126 din 31 Martie 1924, Jur. Gen. 1925 No. 906.*

INDEX ALFABETIC

Accesorii 4, 18, 31.
 Adjudecare 36.
 Amanet 16, 17, 23, 44, 59, 63.
 Arendare, a se vedea „Locație” și 1, 2, 5, 7, 9, 14, 15, 17, 18, 23, 25, 26, 27, 33, 45, 46, 51, 52, 53, 54, 55, 58, 59, 61, 65, 68.
 Asigurare 6.
 Autentic contract 2, 26, 52, 53.
 Bani 21.
 Belgian Cod 13.
 Buna credință, a se vedea „Fraudă”.
 Cambie 29.
 Cauțiune 18, 71.
 Cesiune 18, 36.
 Cheltuieli 6, 27, 46, 47, 43, 50, 56, 69.
 Cod Belgian 13.
 Cod Francez 13.
 Comerț 9, 10, 30.
 Conservarea lucrului 6, 69.
 Conservare, măsuri 3.
 Consimțământ 9, 14, 15, 20, 43, 58.
 Contestatie 56.
 Contract autentic 2, 26, 52, 53.
 Contract verbal 2.
 Creditul agricol 16, 17, 36.
 Custode 69.
 Daț. certă 2, 26, 53.
 Deconfitură 32.
 Deficit 25, 26.
 Despăgubiri 11.
 Dobândă 31.
 Dotă 42.
 Efecte negociabile 29.
 Exigibilitate 5, 52.
 Exploatarea moșiei 1, 33, 45, 51, 53, 65.
 Fabrică 4, 13.
 Faliment 32, 34, 37, 57, 60.
 Formula executorie 61.
 Forță majoră 70.
 Francez Cod 13.
 Fraudă 5, 12, 14, 35, 55, 56, 58.
 Fructe, a se vedea „Producte”.
 Gaș, a se vedea „Amanet”.
 Garanție 45.
 Grindină 6.
 Hotărâre 63.
 Imobil prin destinație 4, 13, 57.
 Imprumut 7, 8, 27, 33, 50.
 Incendiu 6.
 Incorporare 49.
 Industrie 10, 57.
 Inscricție 4.
 Înștiințare, a se vedea „Preferință”.
 Înstrăinare, a se vedea „Vânzare-cumpărare”.
 Interogator 67.
 Interpretare 13.
 Ipotecă 4, 13.
 Investire cu formulă executorie 63.
 Jurământ 67.
 Lege de urmărire 56.
 Licitatie 36.
 Locație, a se vedea „Arendare” și 9, 10, 12, 19-24, 26, 31, 32, 34, 37, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 50, 64, 66, 67, 68, 71.
 Lucru mobil, a se vedea „Mobile”.
 Mărfuri 9, 10, 12, 23, 40, 60.
 Marturi 64.
 Mașini 1, 13, 30, 57.
 Măsuri de conservare 3.
 Mobile 4, 9, 10, 13, 15, 17, 19-24, 26, 29, 33, 35, 37, 39, 41-45, 49, 51, 55, 58, 64, 66, 67, 70, 71.
 Moșie 1, 5, 7, 14, 15, 23, 25, 27, 33, 45, 51, 53, 55, 58, 59, 65.
 Munca moșiei 7, 8.
 Neglijență 56.
 Novațiune 29.
 Ordonanță prezidențială 67.
 Plata chiriei 1, 2, 5, 14, 15, 17, 18, 19, 20, 22, 25, 26, 31, 32, 34, 41, 43, 53, 54, 55, 61, 65, 67, 68, 71.
 Plata prețului, a se vedea „Mașini”, „Mobile”, „Vânzare-cumpărare” și 28, 29, 30, 49, 52.
 Poprire, a se vedea „Sechestrare” și 24, 62.
 Posesiune 12, 22, 23, 49, 58.
 Preferință 4, 16, 17, 27, 23, 41, 46, 59, 62, 63, 64.
 Prescripție instantanee 22.
 Privilegiu 1-71.
 Probă 35, 64.
 Producte 1, 5, 6, 7, 14, 15, 23, 27, 33, 33, 45, 46, 47, 48, 50, 51, 53, 55, 56, 58, 61.
 Proprietar, a se vedea „Arendare”, „Locație” și 1, 5, 9, 10, 12, 14, 15, 17-27, 32, 33, 34, 37, 39, 40, 41, 42, 43, 45, 46, 47, 51, 52, 53, 54, 58, 59, 65, 66, 67, 69, 70, 71.
 Rea credință, a se vedea „Fraudă”.
 Rearendare 25, 26.
 Recolte, a se vedea „Producte”.
 Retențiune 11, 55.
 Revendicare 1, 9, 12, 14, 15, 20, 21, 23, 24, 33, 35, 43, 44, 49, 58, 59, 64, 56, 67.
 Reziliere 26, 40, 46, 66.
 Scadență, a se vedea „Exigibilitate”.
 Sechestrare 1, 3, 5, 9, 13, 23, 34, 37, 40, 42, 54, 67, 71.
 Sechestrul asigurator, a se vedea „Sechestrare”.
 Semănături, a se vedea „Semănță”.
 Semănță 7, 8, 38, 46, 47, 50, 55, 56.
 Simulație 64.
 Subrogare 7, 8.
 Tablou de distribuție 56, 62, 63.
 Termin, a se vedea „Plata chiriei”.
 Transcriere 30, 36, 57.
 Urmărire, a se vedea „Revendicare” și 24, 36, 41, 49, 56, 58, 63, 64, 69.
 Urmărire lege 56.
 Vânzare-cumpărare 1, 4, 12, 13, 14, 18, 23, 29, 33, 33, 36, 38, 40, 49, 53, 57, 58, 59, 60, 63, 68.
 Verbal contract 2.
 Vite 1.

plată de către arendaș asupra producătorilor și a tot ce servește la exploatarea moșiei. Ele pot fi sechestrate și urmărite de proprietar în termen de 40 zile, când au fost duse într'alt loc. Deci dar proprietarul pentru sumele ce debită arendașul, poate sechestra și urmări vite, produse și mașini ce arendașul debitor înstrăinase după moșia arendață fără știrea și consimțământul proprietarului, căci acesta și-a păstrat privilegiul ce-i acordase art. 1730. (Cas. I. 304/78, Sept. 5/78, B. p. 283).

2. Legea nu refuză nicieri dreptul de privilegiu când contractul de arenduire este verbal; singura distincțiune ce se face de legiuitor între un contract autentic și cu dată certă și între un contract ce n'ar avea aceste caractere, adică fie chiar verbal, este numai pentru a restrânge creanța privilegiată, acordând în primul caz privilegiul pentru toată chiria sau arenda datorită pe anul curent, precum și pentru tot timpul ce rămâne a curge până la expirarea contractului; pe când în cel de al doilea caz, legea nu recunoaște proprietarului privilegiul de cât pentru chiria sau arenda pe anul curent și pe anul viitor. (Cas. I. 243/Aug. 10/81, B. p. 577).

3. Privilegiul dând drept creditorului a fi despăgubit cu precădere din prețul obiectului asupra căruia s'a concedat privilegiul, îi dă dreptul a lua măsurile de conservare asupra acestui lucru, și prin urmare dreptul de a putea sechestra pentru ea astfel să-l poată popri de a fi înstrăinat. (Cas. I. 243/Aug. 19/81, B. p. 576).

4. Art. 1730 § 5 acordă vânzătorului unui lucru mișcător un privilegiu asupra prețului neplătit încă al acelui lucru, însă exercițiul acestui drept e supus mai multor condițiuni, între cari și aceea ca lucrul, în caz de a-și fi schimbat natura lui juridică, să nu fi devenit obiectul unui drept real de ipotecă, condițiune care reese din principiile generale asupra privilegiilor și ipotecelor. Astfel fiind, dacă cumpărătorul unui cazan, ne plătit încă, l-a așezat în fabrica sa, devenind astfel un imobil prin destinațiune, și dacă asupra acelei fabrici eră luată o inscripțiune ipotecară, acea ipotecă, conform art. 1750 și 1777, își întinde efectele asupra tuturor accesoriilor acelui imobil și chiar asupra ameliorațiunilor ce a căpătat în urmă, și prin urmare și asupra cazanului; în asemenea situațiune vânzătorul cazanului nu-și mai poate exercita privilegiul său precum ar fi putut face față cu creditorii chirografari, căci dreptul de preferință acordat de art. 1750 creditorului ipotecar asupra accesoriilor unui imobil, cată să primeze dreptul de privilegiu.

Jurisprudență.

1. După art. 1730 proprietarul are o creanță privilegiată pentru sumele de

drept personal al vânzătorului. (Trib. Ilfov, s. not. Ian. 26/82, Dr. 20/82).

5. Deși legea, prin art. 1730, recunoaște proprietarului drept de privilegiu pentru arenzile anului viitor, însă spre a i se acorda acest privilegiu urmează ca aceste arenze să fie exigibile, și numai atunci când ele devin legalmente astfel. Aceasta rezultă învederat atât din împrejurarea că, potrivit cu art. 1023, debitorul neputând să fie constrâns a plăti înainte de termen, evident că proprietarul nici nu poate avea calitatea de creditor al arendașului său pentru o arendă neexigibilă; cât și din art. 610 pr. civ., care acordă proprietarului sequestrul asigurător asupra recoltelor moșiei arendate numai pentru asigurarea plății arenzilor datorite și neplătite. A hotări altfel, ar fi, a privă pe arendaș, deși cu arenda plătită la termen, de dispozițiunea recoltelor și fructelor moșiei arendate, fie în mod indirect a se plăti proprietarului arenzile viitoare totdeauna înaintea exigibilității lor, cu din averea celorlalți creditori ai arendașului, și cu chipul acesta a ocroti judiciarmente concertul fraudulos dintre proprietar și arendaș în paguba celorlalți creditori ai acestui arendaș. (Trib. Argeș, Sept. 20/82, Dr. 70/82).

6. Art. 1730 § 4 acordă privilegiu cheltuelilor făcute pentru conservarea lucrului, în care nu poate intra de cât acelea fără de cari lucrul ar fi perit sau s'ar fi deteriorat. Primele de asigurare în contra incendiului, grindinei și altor cazuri fortuite nu pot fi însă considerate ca niște cheltueli fără de cari recolta asigurată ar fi pierit neapărat, aceasta cu atât mai mult că privilegiul fiind de drept strict nu se poate acorda prin interpretatiune. Astfel fiind, creanța societății de asigurare rămâne o simplă creanță chirografară. (Trib. Ilfov, s. not., Febr. 15/82, Dr. 26/82).

7. Art. 1730 § 2 acordă privilegiu, chiar înaintea proprietarului unei moșii, aceluia care a vândut sâmantă și a înlesnit cheltuiala pentru recolta anului curent. Pentru aceasta însă trebuie să se stabilească că creditorul a vândut direct sâmantă, sau că a plătit direct munca întrebuintată în recoltă, sau că s'a subrogat drepturilor creditorilor pentru sâmantă și pentru muncă, fie printr'o subrogațiune convențională, fie printr'o subrogațiune legală. (Trib. Ilfov, s. not., Febr. 15/82, Dr. 26/82).

8. Cel care a împrumutat bani, ca să se plătească sâmantă și munca întrebuintată în recoltă, nefiind acela care a vândut direct sâmantă nici acela care a plătit direct munca, nu poate pretinde privilegiul prevăzut de

art. 1730, de cât dovedind că s'a subrogat în drepturile creditorului pentru sâmantă și muncă, fie printr'o subrogațiune convențională, fie printr'o subrogațiune legală. (Apel Buc. II, 114, Apr. 30/82, Dr. 49/82).

9. Din combinațiunea art. 1730 c. civ. cu art. 610 pr. civ., rezultă că proprietarul are dreptul de a revendica și sequestră mobilele cari se aflau în casa sa, când ele au fost depuse în alt loc fără consimțământul său. Acest consimțământ poate fi expres sau tacit. Și deși în general se poate susține că proprietarul a consimțit tacit la înstrăinarea mărfii ce eră destinată pentru vânzare, totuși această argumentare, admisibilă în cazul unei înstrăinări sau vânzări regulate și în limitele exercitărei de către locatar a comerciului său, nu poate fi luată în considerațiune când marfa a fost vândută în total fără știrea și consimțământul proprietarului; și astfel chiriașul, de parte de a exercita prin acest fapt comerțul său la care proprietarul a consimțit tacit chiar din ziua locațiunei, el l'a desființat de tot, și aceasta contrariu intențiunei și interesului locatorului; în acest caz locatorul nu mai exercită comerțul său în modul cum a consimțit locatorul și beneficiul art. 1446 pentru proprietar dispăre de odată cu gagiul ce aveă asupra lucrurilor înstrăinate. (Trib. Brăila, Nov. 9/83, Dr. 86/83).

10. Din generalitatea termenilor art. 1730, reese că privilegiul proprietarului se întinde și asupra mărfii aflată în magazie. De s'ar da o altfel de interpretare acestui articol și s'ar restrânge privilegiul numai asupra lucrurilor ce mobilează casa sau magazinul, atunci s'ar lăsa fără nici o garanție mai toate stabilimentele de industrie și comerț, în cari nu ar exista o mobilă propriu zis, și aceasta ar fi contrariu intențiunei legiuitorului, care a voit să asigure un privilegiu tuturor construcțiunilor. (Trib. Brăila, Nov. 9/83, Dr. 86/83).

11. Nu este exact a se zice că dreptul de retențiune nu se poate acorda de cât când e anume fixat prin lege și cerut expres de părți; din potrivă acest drept este lăsat la aprecierea judecătorului de a-l acorda de câte ori fiind vorba de un *debitum in re ad-junctum*, pentru motive de echitate îl găsește necesar pentru a salvarda realizarea eficace a despăgubirilor ce el acordă. (Cas. I, 263/Un. 25/83, B. p. 677).

12. Din art. 1730 c. civ., și art. 610 pr. civ., rezultă că dreptul de privilegiu al proprietarului încetează dacă n'a revendicat marfa în termen de 15 zile de la înstrăinarea ei, căci legiuitorul a voit să garanteze stabilitatea pro-

prilegiilor și astfel a conciliat aceste drepturi punând un termen fatal privilegiului proprietarului. Însă din scopul ce a avut legiuitorul când a prescris acest termen se vede că dânsul a voit să asigure pe posesorul de bună credință, și că nu a voit să limiteze privilegiul proprietarului când ar fi vorba de un posesor care a participat cu bună știință la fraudă comisă de chirie în prejudiciul proprietarului. Deci, cel ce a cumpărat marfa știind că chiria nu e plătită, nu poate beneficia de termenul de 15 zile, în care legiuitorul a limitat privilegiul proprietarului. (Trib. Brăila, Nov. 9/83, *Dr.* 86/83).

13. Privilegiile fiind excepțiuni la dreptul comun, ele trebuie interpretate în sens restrictiv. Astfel, conform art. 1730 § 5, privilegiul dispăre când mobilele vândute devin imobile prin destinațiune. Și deși legiuitorul belgian din 1851, pentru considerațiuni economice, în privința mașinilor industriale, a admis privilegiul chiar dacă acele mașini ar deveni imobile prin destinațiune, legiuitorul român însă a preferat a adopta în această privință legea franceză care nu acordă un privilegiu vânzătorului de obiecte de această natură. Astfel fiind, vânzătorul unor mașini așezate într-o fabrică nu poate pretinde asupra acelor mașini privilegiul prevăzut de art. 1730 § 5, de oare ce acele mașini, chiar de la instalarea lor în fabrică, au devenit imobile prin destinațiune, conform art. 468, (Apel Buc. I, 10, Ian. 24/84, *Dr.* 1884).

14. După art. 1730, proprietarul are o creanță privilegiată pentru plata arendei sale asupra tuturor produselor aflate pe moșie; și ele pot fi urmărite în termen de 40 de zile în cazul când au fost duse în alt loc fără știrea și consimțământul proprietarului. Dacă dar se constată că proprietarul a urmărit în termen de 40 zile grâul ce arendașul său îl înstrăinase după moșia arendată și că nu a consimțit nici expres, nici tacit la ridicarea lui după moșie, că cumpărătorul era de rea credință, de oarece avea cunoștința de clauzele prevăzute în contractul de arenda, în care se zicea că nu se poate ridica produsele din moșie, până ce nu se plătește sau asigură câștigul arendat, în atare caz proprietarul își păstrează privilegiul ce i-l acordă art. 1730, și-l poate exercita față cu cumpărătorul. (Cas. I, 318 Oct. 7/85, B. p. 721).

15. Recolta de pe moșia arendată nu devine proprietatea arendașului de cât din momentul ce el dovedește că a plătit arenda. Și după art. 1730, proprietarul, nu numai că are privilegiul asupra recoltei aflată pe moșie, dar are dreptul de urmărire pentru recoltele

vândute de arendaș fără știrea sa, de-stul numai că acest drept să-l fi exercitat în termen de 40 zile. Proprietarul, pentru neplata arendei datorite, poate urmări mobilele scoase după moșie, și a se despăgubi cu privilegiu din valoarea lor, care privilegiu și drept de urmărire, există și asupra produselor recoltei anului curgător, fără a se distinge dacă achizitorul este de bună sau rea credință, și acest drept proprietarul îl pierde numai dacă a consimțit la ridicarea produselor. (Apel Buc. I, 138, Iunie 1/85, *Dr.* 62/85).

16. Creanța creditului agricol, conform art. 31 leg. credit. agric., este privilegiată, după cheltuelile de judecată, de înmormântare a debitorului și de conservarea lucrului, asupra pretului averii mobile indicate în art. 27 din acea lege și enumerată în actul de convențiune. Și enumeratiunea din art. 27 are de scop de a indica natura obiectelor susceptibile de amanet și în privința cărora remiterea materială se consideră ca efectuată în puterea convențiunii și de la data înscrîsurii ce o constată, iar nu de a fixa întinderea privilegiului, care este reglementată de convențiune. Privilegiul dar al creditului nu e general, ci se limitează numai asupra pretului lucrurilor indicate în scrisul ce îl constată. (Trib. Ilfov, not. Apr. 26/85, *Dr.* 42/85).

17. Prin art. 31 din legea creditului agricol se prevede că creanțele creditului vor fi privilegiate asupra averii mobile enumerate la art. 26, și ele vor veni îndată după cheltuelile de judecată, de îngropăciune și de conservarea lucrului, iar art. 1732 c. civ., dispune că cheltuelile pentru conservarea lucrului trec înaintea privilegiilor anterioare. Deci, pe cât timp prin legea excepțională a creditelor agricole legiuitorul a derogat de la dreptul comun, prevăzând anume cari creanțe sunt privilegiate înaintea creanței creditului, cari vine imediat după creanța pentru conservarea lucrului, în acest caz nu se poate aplica legea comună, în sensul că proprietarul are privilegiu pentru arenzile neplătite înaintea creanței creditului agricol. Intențiunea legiuitorului de a derogă de la dreptul comun în ceea ce privește casele agricole, stabilind pentru aceste case un alt rang când sunt creditoare cu amanet, și dându-le dreptul de a se îndestula imediat după cheltuelile pentru conservarea lucrului, și prin urmare și înaintea proprietarului, rezultă din desbaterile corpurilor legiuitoare asupra acestei legi. Dacă legiuitorul ar fi avut intențiunea ca creditul agricol să vie în rang după creanța proprietarului, ar fi prevăzut-o într-un mod expres prin art. 31 din lege, după cum a prevăzut pentru alte creanțe care

urmează să fie trecute cu rang înaintea creditelor, care au fost înființate într'un interes general. Deci creditul agricol are dreptul a se îndestula cu din averea amanetată cu preferință înaintea creanței proprietarului pentru neplata arenzii. (Apel Focșani I, Mai 24/86, Dr. 51/86).

18. După art. 610 pr. civ., proprietarii, locatarii sau arendașii principali pot cere sequestru; ei au acest drept pentru asigurarea privilegiului de care se bucură creanța lor, conform art. 1730 c. civ. Natura creanței este care legitimează dreptul recunoscut prin art. 610 pr. civ.; și dacă creanța ce o are un proprietar pentru câștiuri neplătite și datorite a vândut-o sau a cedat-o, cesionarul asemenea e în drept a exercita dreptul acordat prin art. 610 căci după art. 1396 c. civ., vânzarea sau cesiunea unei creanțe cuprinde accesoriile creanței, precum cautiunea, privilegiul și ipoteca. Și cesionarul unei creanțe de câștiuri având, după art. 1396, privilegiul acordat de art. 1730, el trebuie să aibă și mijlocul de a sequestră, prevăzut nu numai prin art. 610 din pr. civ., ci totodată prin art. 1730 c. civ. (Cas. I, 82/Febr. 24/87, B. p. 132).

19. Din art. 1446 și 1730 rezultă că mobilele aduse de chiriaș în casele închiriate servesc ca gagiu pentru proprietar în caz când nu se plătește chiria, având dreptul de a se îndestula cu privilegiu, independent dacă mobilele sunt sau nu proprietatea chiriașului, afară numai când se dovedește că proprietarul a fost încunostiințat că mobilele nu sunt proprietatea chiriașului, în cât proprietarul a fost pus în pozițiune sau să ia alte garanții de la chiriaș sau să ceară rezilierea contractului. (Apel Galați, I, 6, Ian. 16/88. Dr. 17/88).

20. Art. 1730 c. civ., acordă proprietarilor privilegiul asupra lucrurilor locatarilor (*invecta et illata*) pentru neplata de chirie. După acest articol proprietarul creditor conservă privilegiul asupra mobilelor cari se aflau în casa sa, chiar când ele au fost duse în alt loc fără consimțământul său, într'un cât timp le-a revendicat în termen de 15 zile. Dacă acest text de lege dă drept proprietarului de a urmări mobilele când au fost deplasate fără consimțământul său, a *fortiori* proprietarul poate să se opună ca ele să nu iese din casă sa. (Cas. I, 344/89, Nov. 13/89, B. p. 911).

21. Art. 1730, după care proprietarul are un drept de privilegiu asupra mobilelor ce se află în casa închiriată și dreptul de a le urmări în mâna unei terție persoane, în termenul prevăzut de acel articol, cere ca acele obiecte asupra cărora se exercită privilegiu, să

fie proprietate a locatarului, iar nu avere străină, cum ar fi o sumă de bani ce locatarul avea să primească de la un altul. (Cas. I, 135/89, Apr. 17/89, B. p. 419).

22. Privilegiul locatarului pentru plata de chirie prevăzut de art. 1730 se întinde asupra tuturor lucrurilor aflate în localul închiriat; și din art. 1909 rezultând că proprietatea bunurilor mobiliare se transmite prin simplul fapt al posesiunii, prin urmare lucrurile mișcătoare ce se află în localul închiriat fiind presupuse ale locatarului, ele pot cu drept cuvânt fi privite de locator ca având a servi de gagiu pentru plata pretului locațiunii, și ar fi a se înșela legitima sa așteptare când aceste obiecte ar fi sustrate din gagiul său. De aci urmează că nu este suficient, pentru a înlătura dreptul de privilegiu al locatarului, să caute a se dovedi că lucrurile mobile ce se află aduse în localul închiriat sunt proprietatea altuia iar nu a locatarului, ci trebuie să se dovedească că locatorele a cunoscut că acele lucruri nu erau proprietatea locatarului, căci în acest caz locatorul ne mai putând invoca buna sa credință, n'ar mai avea în favoarea sa rațiunea pentru care numai i s'a acordat într'un asemenea caz dreptul de privilegiu. (Cas. I, 86, Martie 2/90, B. p. 248).

23. Pentru plata chiriei sau a arendei proprietarul are privilegiul de a fi plătit, înaintea altor creditori ai chiriașului sau arendașului, din valoarea mobilelor aduse în casa închiriată, sau din aceea a recoltei anului curent, ori a obiectelor ce servesc la exploatarea moșiei arendată, fără a se face distincțiune dacă menționatele mobile din casa închiriată, sau menționatele obiecte aflate pe moșia arendată, și cari servesc ca garanție pentru executarea contractului către proprietar (art. 1446 și 1455) aparțin sau nu chiriașului ori arendașului, ci din contră proprietarul are dreptul de a urmări asemenea avere mobilă prin acțiunea de revendicare contra celor de al treilea, chiar și atunci când a fost dusă din casa închiriată sau moșia arendată fără consimțământul său, cu condiție numai ca, în acest caz, acțiunea în revendicare să fie exercitată în termen de 40 de zile de la scoaterea averii de pe moșia arendată și de 15 zile dela scoaterea averii din casa închiriată (art. 1730). Așa fiind, creditorul privilegiat are dreptul de a sequestră averea de pe moșie pentru plata câștiului datorit, chiar când acea avere era deja vândută de către arendaș, și acel drept îl are fără a i se pretinde de a face acțiune de revendicare, pe câtă vreme menționata avere se află încă pe mo-

șie când se pune sequestru pe ea. (Cas. I, 157/Apr. 1/91, B. p. 428).

24. Obligațiunea revendicării în termen scurt, impusă de legiuitor proprietarului pentru conservarea privilegiului său asupra mobilelor, este decretată în interesul celor de al treilea cari ar putea cumpăra obiectele și plăti prețul în necunoștința privilegiului, cu atât mai mult că mobilele se transmit ușor din mână în mână și astfel dacă s'ar lăsa un termen mai lung în care să se exercite acțiunea în revendicare, s'ar fi dat loc la o serie de procese între diferiți achizitori ai obiectelor. Nu mai poate fi însă același interes atunci când obiectele supuse privilegiului fiind urmărite și de alți creditori, sunt strămutate în interesul comun al tuturor creditorilor, pentru că în acest caz, deși sunt eșite din casa proprietarului, se află sub custodia ordonată de justiție, mutațiunea proprietății lor încetează până la vânzare și în tot acest interval nimic nu împiedică pe proprietar a-și exercita acțiunea ce derivă din privilegiul său. În asemenea caz proprietarul neputându-se împotrivi la executarea urmăririi îndreptată de ceilalți creditori, sau la vinderea obiectelor, nici n'are interes de a le revendica în termenul specificat, destul numai dacă intervine la urmărire, face a se popri în mâinile creditorilor sequestranți suma ce preține și aceasta mai înainte de a distribui prețul obiectelor vândute între creditori (art. 430 pr. civ.). Și deși în textul legii ar rezultă decăderea privilegiului în lipsa acțiunii în revendicare, totuși textele legii urmând a fi combinate unele prin altele se deduce clar din art. 430 pr. civ., că în cazul urmăririi și deplasării obiectelor după ordinul justiției este inutilă și fără sens acțiunea în revendicare, pentru că în asemenea situațiune mobilele sunt transportate din casa proprietarului numai ca o măsură de conservare și în interesul tuturor creditorilor. În adevăr, acțiunea în revendicare presupune existența unui proprietar; or, în cazul acesta, nimenea dintre creditorii sequestranți n'a dobândit proprietatea. Debitorul este prezumat ca proprietar până în momentul vânzării. Lucrurile se află sub paza ordonată de justiție. În contra cui să se exercite această acțiune? Și în tot cazul acțiunea în revendicare nu este pe deplin înlocuită prin opozițiunea ce o face proprietarul cu ocaziunea popririi ce o exercită în contra creditorilor ce au început urmărirea? Nu manifestă el destul intențiunea de a discuta privilegiul ce-l preține? (Trib. Iași, II, 19, Febr. 8/94, Dr. 59/94).

25. Din momentul ce moșia s'a rearendat în comptul arendașului, din

cauza neplății la termen a arenzii, pe un preț anual mai mic, și din momentul ce arendașul, în virtutea contractului de arendare, e răspunzător de acest deficit de arendă, apoi creanța proprietarului pentru acest deficit de arendă pentru tot timpul până la expirarea termenului arendărei, este privilegiată, întru cât acest deficit reprezintă o parte din arendă, calculată până la arendarea termenului de arendare. (Cas. I, 189/Mai 80/94, B. p. 756).

26. Când contractul de închiriere sau arendare este autentic sau are dată certă, proprietarul are privilegiu pentru toată chiria sau arenda pe anul curent și pe tot timpul ce curge până la expirarea contractului. Acest privilegiu al său se întinde și pentru deficitul ce ar rezultă, când, reziliindu-se contractul, s'ar arenda imobilul, în comptul fostului arendaș, cu un preț mai mic. (Cas. I, 189/94, B. p. 538).

27. Sumele datorite pentru cheltuețile recoltei anului curent sunt creanțe privilegiate asupra prețului acestei recolte cu preferință înaintea privilegiului proprietarului moșiei pentru privilegiul arendei, însă acest privilegiu, al celui care a împrumutat bani pentru cheltuețile recoltei, nu poate să existe decât dacă se dovedește că banii împrumutați s'au întrebuințat în acest scop. (Cas. I, 367/98, B. p. 1273).

28. Vânzătorul are dreptul de privilegiu asupra mărfurilor și mobilelor vândute și neplătite dacă ele se află încă în posesiunea debitorului, chiar și în cazul când au fost cumpărate cu termen de plată, și acest privilegiu trece înaintea creditorului gagist, dacă acele mărfuri și mobile se află tot în posesiunea cumpărătorului debitor. (Apel Buc. II, C. Jud. 32/99).

29. Creanța vânzătorului de mobile este privilegiată dacă prețul este neplătit. Însă vânzătorul pierde privilegiul său când, pentru plata prețului, el primește efecte negociabile, cum sunt cambiale subscrise de cumpărător căci în acest caz s'a operat o novatie prin substituirea unei datorii noi celei vechi. (Trib. Iași II, Dr. 69/900).

30. Privilegiul vânzătorului, pentru prețul mașinelor neplătite, nu trebuie transcris cum cere art. 783 al. cod. com. această transcriere este cerută numai în cazul când cumpărătorul este comerciant și nu poate fi întinsă și la vânzările făcute necomercianților, fie chiar în caz de nesolvabilitate. (Apel Iași II, C. Jud. 51/901).

31. Dobânda convențională pentru întârziere, fiind un accesoriu al chiriei și privitoare la executarea contractului de închiriere, urmează, conform art. 1730 al. 1 codul civil, a fi plătită

de asemenea cu privilegiu. (Apel Buc. II, *Dr.* 27/901).

32. După art. 1730 al. 1 cod. civil, proprietarul având dreptul a fi plătit cu privilegiu pentru chiria anului curent, precum și pe toți anii viitori, până la expirarea contractului, trebuie a se înțelege prin anul curent anul de închiriere, în cursul căruia s'a produs starea de deconfitură sau de faliment a chiriașului, care a dat naștere la un concurs de creditori. (Apel Buc. II, *Dr.* 27/901).

33. Art. 1730 cod. civil înțelegând prin expresiunea „mobile”, atât mobilele propriu-zise și lucrurile ce servesc la exploatarea moșiei, cât și recolta anului curent, dreptul de revendicare în termenul legal este conferit proprietarului, fără nici o deosebire, oricare ar fi scopul strămutării averei, mișcătoare de pe moșie, fie că ea a fost înstrăinată fie că a fost strămutată numai în interesul arendașului. Proprietarul o poate în toate cazurile revendica, pentru a o readuce pe moșie, spre a exercita asupra ei privilegiul său. Din această dispoziție rezultă că înstrăinarea mobilelor nu este opozabilă proprietarului, și dacă ele au fost vândute, însă se găsește tot pe moșie, privilegiul proprietarului se exercită direct asupra lor, ca și cum ele n'ar fi eșit din patrimoniul arendașului. (Apel Iași II, *Dr.* 28/902).

34. Proprietarul, pentru chiria anului curent, are dreptul a fi plătit cu privilegiu, conform art. 1730 cod. civil. Prin anul curent trebuie a se înțelege anul de închiriere, în cursul căruia s'a produs evenimentul, care a dat loc la starea de faliment a chiriașului, care dă naștere la concurs de creditori. În speță, evenimentul care a dat loc la faliment, care a denotat completa insolvabilitate a falșilor, este sechestrul asigurător dela 1 Aprilie 1900. Astfel fiind, anul curent este anul în care intră data de 1 Aprilie, adică anul dela 23 Aprilie 1899—1900. (Apel Buc. II, *Dr.* 26/902).

35. Punctul de plecare al termenului de 40 zile este ziua când s'a operat ridicarea mobilelor după moșie ca să fie transportate aiurea; în caz însă când mutarea mobilelor s'a făcut în secret, în înțelegere frauduloasă cu acela la care au fost duse, termenul de 40 zile se calculează de când proprietarul a putut cunoaște transportarea lor, iar proba că acțiunea în revendicare este făcută în termenul legal incumbă locatorului, pentru că, fiind reclamant, el trebuie să dovedească tot ce cere și afirmă. (Apel Buc. I, *Dr.* 58/902).

36. Stipulațiunea relativă la cesiunea de rang a privilegiului vânzătorului, fiind făcută în contractul de vânzare și operându-se de drept, în virtutea

contractului, ea constituie nu o obligațiune personală vânzătorului, care n'ar fi opozabilă cesionarului creanței privilegiate, ci constituie una din condițiunile vânzării, care afectează însăși eficacitatea privilegiului, și, ca atare, este opozabilă cesionarului care a trebuit să aibă cunoștință de contractul de vânzare transcris în registrele tribunalului. Prin urmare, creanțele Creditului, fiind în rang util și opozabile cesionarului privilegiului vânzătorului, ele trebuie să fie admise a fi depuse drept pret. (Apel Buc. I, *Dr.* 81/902).

37. Privilegiul creat de art. 1730 c. civ. nu se poate pierde prin nici un fapt posterior care ar putea să supravie în averea și starea de fapt cunoscută proprietarului și asupra căreia dănsul a înțeles să-și exercite privilegiul său la facerea contractului, mai cu osebire în cazul când proprietarul cere și obține un sechestrul asigurător pe averea chiriașului. Prin urmare, în caz de faliment al chiriașului, chiar dacă s'a fixat o cotă concordantă pentru toate datoriile sale către alți creditori, proprietarul nu poate pierde sau micșora privilegiul său asupra mobilelor chiriașului, chiar dacă nu a intentat vre-o acțiune sau nu s'ar fi prezentat cu creanța chiriei la verificare. (Cas. I, 255, 902, B. p. 746).

38. Privilegiile nu pot rezulta din convențiile părților, ci numai legea poate să le creeze. Astfel, privilegiul prevăzut de art. 1730 al. II din codul civil, nu există decât în profitul vânzătorului de semințe și acelor cari directamente au contribuit la realizarea recoltei; cu alte cuvinte acest privilegiu, astfel cum l-a prevăzut legea, nu rezultă decât din faptul muncii și dar nu poate să existe și în favoarea acelor cari au avansat fonduri agricultorilor pentru exploatarea fondului agricol, căci aceasta ar însemna că privilegiile pot rezulta și din convențiuni. (Trib. Vlașca C. Jud. 86/903).

39. Dacă dreptul de proprietate asupra lucrurilor mobile nu se poate dovedi decât prin luarea lor în posesiune de bună credință, apoi negreșit că și dreptul de privilegiu al proprietarului, asupra mobilelor aduse în casă de către chiriași, nu se poate câștiga decât prin buna credință, că acele mobile aparțin chiriașului, căci, acest privilegiu, constituind un drept real asupra lor, el face parte din dreptul de proprietate și, prin urmare, nu se poate dobândi decât cu aceleași condițiuni, care se cer pentru dobândirea întregii proprietăți, în lipsă de o excepțiune specială a legii, în această privință. (Cas. II, 481/905, B. p. 538).

40. O marfă, ce intră în magazia unui cumpărător, devine proprietatea acestuia, numai dacă cumpărătoarea

este în regulă, și dacă ea nu se reziliază; că în deosebi, dacă vânzarea s'a reziliat, marfa deși aflată în magazie, ea însă nu mai aparține proprietarului magaziei și prin urmare, când se constată că vânzarea eră reziliată, atunci când un creditor al proprietarului magaziei a sequestrat marfa ce se găsea în magazie, acel sequestru nu putea fi considerat valabil. (Cas. II, 153/905, B. p. 601).

41. Deși conform art. 1730 cod. civil, proprietarul, pentru plata chiriei ce i se datorește, are un drept de privilegiu asupra tuturor mobilelor aduse de chiriași în imobilul închiriat, fără a se face vre-o deosebire, dacă mobilele aduse aparțin sau nu chiriașului, însă, ținând seamă și de privilegiul pus în art. 1719 cod. civ., care prevede că, ori ce avere a unui debitor este gagiul comun al tuturor creditorilor și prețul se împarte între toți prin analogie, avându-se în vedere desigur calitatea și rangul creanțelor, ajungem la concluziunea că proprietarul nu are alt drept asupra averii mobile a chiriașului, decât de a fi plătit cu preferință înaintea altor creditori ai acestuia, neputându-se opune la vânzarea averii mobile a chiriașului său, cerută de alți creditori. (Trib. Covurlui, II. C. Jud. 2/907).

42. Mobilele, fie chiar dotale, nu pot fi sustrate dela urmărirea proprietarului cât timp dânsul nu a fost încunoștiințat despre condiția lor juridică, mai ales că averea dotală mobilă nu este inalienabilă. (Cas. II, 18 Septembrie 1907, B. p. 1353).

43. După dispozițiunea art. 1730 din codul civil, proprietarul are o creanță privilegiată pentru plata chiriei sale asupra tuturor mobilelor chiriașului aflate în casa sa și *ele pot fi revendicate din mâinile oricui în termen de 15 zile*, când au fost duse în alt loc, fără știrea și consimțământul proprietarului. (Cas. I, 2 Aprilie 1908, B. p. 638).

44. Art. 1730 din codul civil este aplicabil și atunci când mobilele chiriașului ar fi date în gagiu cuiva. Prin urmare, proprietarul este în drept să le revendice chiar de la creditorul gagiist, când acesta le-ar fi ridicat în mod ilegal din imobil. (Cas. I, 2 Aprilie 1908, B. p. 638).

45. Privilegiul prevăzut de art. 1730, alin. I, codul civil, în favoarea proprietarului locator nu se poate întinde asupra garanției în bani depusă de arendaș în mâinile proprietarului pentru asigurarea plății arenzei și a cheltuielilor de reparațiuni, de oarece privilegiile neputând rezultă de cât din lege, ele sunt de strictă interpretare și nu se pot exercita decât asupra obiectului anume prevăzut în lege; adică, atunci când este vorba de moșie, acest

privilegiu există numai asupra recoltei anului curent, precum și asupra a tot ce servește la exploatarea moșiei. (Cas. II, 26 Mai 1909, B. p. 646).

46. Dacă, după art. 1730, alin. II din codul civil, sumele datorite pentru seminte sau pentru cheltuiala recoltei anului curent, se plătesc din prețul acelei recolte cu preferință, chiar asupra privilegiului proprietarului moșiei, aceasta are loc însă cu condițiunea implicită, dar neapărată, ca recolta să se găsească în posesiunea arendașului, și să nu fi trecut în posesiunea proprietarului prin rezilierea contractului, sau a unui terțu de bună credință. (Cas. II, 3 Dec. 1920, B. p. 1745).

47. Când legea a acordat, prin art. 1730 alin. 2 și 1734 c. civil, privilegiul asupra recoltei din anul curent, pentru sămânță și cheltuielile de recoltă, nu a avut în vedere de cât aplicațiunea principiului înscris în art. 484 cod. civil, după care legea nu acordă proprietarului fructele produse de lucrul său de cât numai după deducerea cheltuielilor făcute de alții pentru producerea acelor fructe; astfel că acela care a procurat o sămânță anumită, nu poate pretinde privilegiul asupra produsului altei seminte, fiindcă el nu a contribuit cu nimic la producerea acelei recolte. (Trib. Suceava, Dr. 25/911, p. 197).

48. Prin cheltuielile de recoltare, se înțeleg numai acelea cari se fac de acei ce înlesnesc prin munca lor producerea unei recolte, și numai aceste persoane au deci dreptul de a pretinde privilegiul înscris în art. 1730 alin 2 din codul civil. (Trib. Suceava, Dr. 25/911, p. 197).

49. Vânzătorul unui lucru mobil, al cărui preț nu a fost plătit, păstrează privilegiul prevăzut de art. 1730, alin. V din codul civil, pe tot timpul cât lucrul vândut a rămas în posesiunea cumpărătorului și și-a păstrat individualitatea sa.

Prin urmare, dreptul de urmărire al vânzătorului nu se pierde decât atunci când lucrul a fost înstrăinat și n'a fost revendicat în timp util, sau când și-a pierdut individualitatea sa, prin incorporare la un alt lucru din care ar face parte integrantă. (Cas. II, 10 din 1 Febr. 1911, B. p. 185, Jurisprudența 8/1911).

50. Privilegiul din art. 1730 al. 2 și 1734 c. civ., nu-l au acei cari au împrumutat bani pentru a se face semănături și a se cumpăra seminte, ci numai acei cari au dat seminte, au cheltuit cu recoltarea moșiei sau au dat instrumente necesare la exploatarea moșiei.

Chiar dacă s'ar admite că are privilegiu și acel care a dat bani cu împrumut încă în fapt trebuie să se dovedească că banii au servit la cumpărare de seminte sau la cheltuielile re-

coltei. (C. Iași s. I, 13/911. Curier Jud. 2/1912).

51. Lucrurile asupra cărora se exercită privilegiul proprietarului pentru moșie, sunt toată recolta anului curent și tot ce servește la exploatarea moșiei. (Trib. Olt 11 Sept. 1912. Curier Jud. 44/1913).

52. Prin art. 1730 al. 1 c. civil prevăzându-se că dacă contractul de arendare este autentic proprietarul are privilegiu pentru toată arenda pe anul curent precum și pe tot timpul ce rămâne a curge până la expirarea contractului de arendare, de aici se deduce că legea conferind proprietarului dreptul la toate câștiurile viitoare, ea îl autoriză prin aceasta însăși a cere plata datoriei înainte de scadența ei. Această anticipație se justifică prin natura privilegiului care afectează atât de mult lucrul constituit drept siguranță a plății în cât legiuitorul a preferat să anticipeze termenul datoriei spre a nu compromite interesele creditorului privilegiat. (Trib. Olt. 11 Sept. 1912. Curier Jud. 44/913).

53. Legea acordând proprietarului pentru moșie privilegiul, adică recunoscând existența gajului tacit asupra întregii recolte a anului curent și tot ce servește la exploatarea moșiei, pentru plata arenzei, prin aceasta se înțelege că averea asupra căreia se exercită privilegiul, când contractul este autentic sau cu dată certă, trebuie să fie suficientă pentru garantarea plății arenzei pe tot timpul ce rămâne a curge până la expirarea contractului. (Trib. Olt. 11 Sept. 1912. Curier Jud. 44/913).

54. Privilegiul proprietarului întemeindu-se pe ideea de gaj, de aici rezultă că în caz când arendașul este pe cale de lichidare sau în imposibilitate de a mai da asigurările la care este obligat prin art. 1455 c. civ., pentru garantarea privilegiului proprietarului, acesta este în drept, fie de a reclama alte garanții fie de a lua măsuri obținând un sechestrul asupra averii arendașului aflată la moșie pentru a-și asigura chiar plata ratelor cu termen până la complecta sa achitare. (Trib. Olt. 11 Sept. 1912. Curier Jud. 44/913).

55. Când instanța de fond constată că vânzarea unor recolte făcută de către arendaș a fost bună și valabilă, iar nu frauduloasă, consecința este că recoltele vândute au ieșit din patrimoniul debitorului și, prin urmare, proprietarul moșiei nu-și mai poate exercita dreptul său de privilegiu, consacrat prin art. 1730 din codul civil, care privilegiu nu se poate exercita decât asupra averii arendașului.

Acest privilegiu al proprietarului este însă și stins când instanța de fond constată că grâul vândut nu mai

există, din cauză că a fost în urmă întrebuințat ca sământă și, prin transformarea operată prin punerea lui în pământ, el nu se mai află în starea în care se găsea în timpul când se punea exercită dreptul de privilegiu, așa că asupra recoltei rezultată urmează a se exercita un privilegiu nou.

În afară de mobilele cari servesc la exploatarea moșiei, precum vitele, instrumentele de cultură, etc., și de recolta anului curent asupra cărora legea îi conferă un drept de urmărire, proprietarul nu are dreptul de retenție asupra recoltei anului precedent, decât dacă această recoltă nu a fost culeasă și înstrăinată, ci înmagazinată pe moșia arendașului. (Cas. II, 157 din 13 Iunie 1912. B. p. 1283, Curier Jud. 56/912).

56. După art. 1730 alin. 2 din codul civil, sumele datorite pentru semințe și prețul muncii unei recolte, au un drept de preferință înaintea privilegiului arendeii, iar după art. 449, 450 și 451 pr. civilă, din sumele esite din vânzare se vor scădea mai întâi cheltuielile de urmărire și de vânzare și alte creanțe privilegiate ce s'ar arăta, iar restul se va da creditorului ce a urmărit, iar dacă ar exista contestație fie din partea datornicului, fie din partea unui din creditori, sumele adunate se vor depune la tribunal, care potrivit titlurilor înfățișate, va face tablou de distribuire, ne mai putându-se după distribuire a se primi cererea părții pretinsă vătămată contra celui ce a urmărit, decât în caz de rea credință sau neîndeplinirea formelor cerute de lege pentru executare.

Din combinațiunea acestor texte de lege, reese în mod evident că creditorii cari nu s'au ivit în timp util, adică în timpul urmăririi și vânzării bunului urmărit și nu au făcut nici o întâmpinare la distribuirea prețului, nu au nici un drept asupra obiectelor vândute nici asupra prețului distribuit, deoarece legea nu le pune la îndemână nici un mijloc prin care prețul încasat de creditorii diligenți ar putea să reintre în patrimoniul datornicului, spre a fi din nou distribuit după calitatea creanțelor cu privire la averea vândută, căci distribuirea este o declarare de drepturi asupra căreia nu se poate reveni decât în cazurile și modurile anume prevăzute de lege și ei trebuie să suferă urmările neglijenței lor; iar împrejurarea că o urmărire s-a făcut în baza legii de urmărire, nu schimbă întru nimic drepturile creditorilor neglijenți față de creditorul urmărit, întrucât această lege prevede cazurile de contestație și autoritățile în drept a se pronunța asupra lor. (Cas. III, 29 Mai 1913. B. p. 1300).

57. După art. 783 al. 3 c. com., creanța pentru prețul neplătit al mașinilor de o importanță valoare, întrebuințate într-o exploatare industrială este privilegiată în rangul indicat la No. 5 de sub art. 1730 c. civ., asupra mașinilor vândute și predate falitului în cei trei ani cari au precedat declarația falimentului, cu toate că ar fi devenit imobile prin destinațiune. Acest privilegiu însă nu va avea nici un efect dacă vânzătorul în cele trei luni dela predarea mașinilor cumpărătorului nu va fi făcut să se transcrie actul său de vânzare. (Trib. Buzău, II, No. 102, 1913, Curier Jud. 1914, p. 60).

58. a) Dreptul de urmărire pe care îl are proprietarul asupra mobilelor chiriașului sau arendașului duse de către acesta în alt loc, se întinde nu numai asupra mobilelor aduse de către arendași sau chiriași pe moșie, dar chiar și asupra fructelor, întrucât acestea fiind, după culegere, lucruri mobile, legiuitorul a înțeles să le cuprindă în cuvântul generic de „mobile” întrebuințat în textul art. 1730 c. civ.

b) Acțiunea în revendicare prevăzută de art. 1730 c. civ., nu este dată proprietarului decât pentru lucrurile pe cari chiriașul le-ar fi transportat fără știrea lui, iar nu și pentru mobilele transportate și în privința cărora proprietarul și-a dat în mod expres sau tacit consimțământul.

c) Fructele de pe moșie fiind prin natura lor destinate a fi transportate, urmează că prin însăși faptul arendărei, proprietarul a consimțit ca ele să poate fi transportate și vândute la epocile obișnuite.

d) Cu toate că acțiunea în revendicarea gajului tacit, prevăzută de art. 1730 c. civ., se întinde în mod general asupra tuturor mobilelor în privința cărora legea acordă dreptul de privilegiu și chiar când se găsește în posesia terților cari au dobândit drepturi asupra lor, totuși cu privire la fructe, această acțiune nu se poate exercita decât atunci când recoltele sunt în posesia arendașului, deși duse în alt loc decât pe moșie, iar nu și când ele se găsesc în posesia unui cumpărător de bună credință. (Trib. Tutova, Oct. 1913; Dreptul 1914, p. 268).

59. Dacă pentru conservarea privilegiului prevăzut de art. 1730 c. civ., legiuitorul a regulat un termen înăuntrul căruia proprietarul e ținut a exercita acțiunea în revendicare, aceasta a făcut-o în interesul celor de al treilea, cum e proprietarul moșiei unde au fost deplasate lucrurile, un creditor gagic sau cumpărătorul lor, pentru ca drepturile acestora să nu rămână în incertitudine; un simplu creditor chirografar nu poate, însă, invoca un asemenea interes, între el și proprietar

neputând avea loc nici un conflict de drepturi. (Apel Galați II, No. 59, 1914; Dreptul 1914, p. 467).

60. Privilegiul vânzătorului prevăzut de art. 1730 al. 5 din codul civil, nu poate subsista și în urma declarării în stare de faliment a cumpărătorului, de oarece a se admite contrariul ar fi a se contrazice dispozițiunile art. 814 c. com., potrivit cărora odată ce mărfurile au intrat în magazinul falitului, ele au intrat în patrimoniul său și deci sunt considerate ca gaj comun al tuturor creditorilor săi. (Trib. Prahova II, No. 131, 1914; Dreptul 1915, p. 13).

61. Arenda neîncasată pentru un an agricol trecut, nu mai e privilegiată pe recolta anului în curs. (Trib. Iași s. III, 80/915, Curier Jud. 15/916; C. Apel Iași s. II, 35 din 5 Aprilie 1922, Dreptul 35/922, Pand. Rom. 1923, III, 62).

62. Creditorii cari obțin mai înainte o sentință de validare de poprire asupra unei sume ce se cuvine debitorului lor, nu capătă prin aceasta nici un privilegiu față de creditorii cari imediat ar cere să se poprească aceeași sumă, în intervalul de timp până la validare.

Prin urmare, o poprire făcută de un alt creditor pe aceeași sumă, înainte ca prima poprire să fi validată, este valabilă, urmând ca creditorii să se prevaleze de privilegiul conferit de art. 1730 c. civ., la întocmirea tabloului de ordinea creditorilor. (Trib. Iași III, 1915, Curier Jud. 1915, p. 371).

63. Dacă în principiu ceilalți creditori ai debitorului au facultatea de a urmări și vinde obiectul amanetar de acesta, creditorul amanetar își conservă însă dreptul de a fi plătit din pretul obținut la licitațiune, cu preferință înaintea celorlalți creditori.

Dacă creditorul amanetar nu are o sentință investită cu formula executorie, această împrejurare nu poate avea ca consecință pierderea dreptului său de preferință, consacrat de art. 1686 c. civ., pentru simplul motiv că legea nu cere o asemenea condițiune; ea dă creditorului amanetar dreptul de a fi plătit înaintea celorlalți creditori, oricum ar fi titlurile lor, executorii ori neexecutorii, fără nici o deosebire în această privință; cu alte cuvinte preferința este acordată calității creanței, iar nu titlului.

Prin urmare, cu drept cuvânt Curtea de apel a dispus ca banii rezultați din vânzarea obiectelor amanetate să rămână consemnați până la terminarea procesului în care creanța creditorului amanetar era contestată, iar pentru creditorul urmăritor, nemai rămânând nimic din vânzarea acelor obiecte, el nu putea fi trecut în tabloul de distri-

buțiune a pretului. (Cas. II, No. 284, 1915; Jurispr. Rom. 1916, p. 10).

64. Potrivit art. 1733 c. civ., privilegiul locatorului nu se poate exercita asupra mobilelor aduse de chirie în imobilul închiriat înainte de privilegiul vânzătorului, pentru faptul acelor mobile, când a fost înștiințat de existența acestui privilegiu, de unde urmează că atunci când locatorul a fost înștiințat că mobilele aduse în imobil nu aparțin chiriei, privilegiul din art. 1730 c. civ., nu mai poate fi exercitat asupra acelor mobile, fiindcă din momentul înștiințării, prezumpțiunea că mobilele aparțin chiriei încetează, iar locatorul este pus în situațiunea de a lua orice măsuri, pentru garantarea drepturilor sale.

Astfel fiind, instanța de fond nu oră ținută să se pronunțe asupra obiecțiunii locatorului, că contractul prin care s'a închiriat o pianină locatorului său nu-i este opozabil fiind simulat, fiindcă din momentul înștiințării prescrisă de art. 1733 c. civ., locatorul nu mai putea exercita privilegiul ce legea îi acordă, decât făcând dovada că pianina sechestrată și ridicată din imobilul închiriat, este proprietatea chiriei sale, ceea ce n'a făcut.

În ce privește înștiințarea, prescrisă de art. 1733 c. civ., legea nu impune nici o condițiune de formă, așa că ea poate fi făcută atât scris cât și verbal și, prin urmare, poate fi dovedită prin toate mijloacele de probațiune admise de lege și deci și prin martori. (Cas. II, No. 268, 1915; Jurispr. Rom. 5/915, p. 72 și Curier Jud. 19/916).

65. Deși este exact în principiu că, tot ce servește la exploatarea moșiei este supus privilegiului special al proprietarului pentru plata arendei, în conformitate cu art. 1730 c. civ., independent dacă acea avere aparține ori nu arendașului, — totuși acest drept presupune, că este vorba de lucruri aduse de arendaș la intrarea în moșie, ori mai târziu, dar pe care a putut comptă proprietarul la plata arendei, întrucât nu a avut cunoștință că ele ar aparține unei persoane străine.

Lucrurile mobile despre care proprietarul are cunoștință că nu aparțin arendașului său și că numai temporar sunt în posesiunea acestuia, nu pot fi supuse privilegiului prevăzut de art. 1730 c. civ. (Cas. II, decizia No. 22 din 26 Martie 1919; Jurispr. Rom. 1919, p. 680).

66. Dreptul de revendicarea mobilelor acordat de art. 1730 c. civ., având de scop conservarea privilegiului acordat proprietarului față de alți creditori ai chiriei, nu ridică proprietarului dreptul de a cere rezilierea, în cazul prevăzut de art. 1446 c.

civ., adică atunci când locatarul nu mobilează îndeajuns casa.

Prin urmare, aceste două drepturi fiind independente unul de altul, proprietarul poate cere rezilierea contractului, pentru nemobilarea casei, chiar când ar fi pierdut dreptul de privilegiu acordat de art. 1730 c. civil. (Cas. I, No. 68, 1920; Jurisprudenta Rom. 1920, p. 219).

67. Președintele Tribunalului poate respinge cererea chiriei făcută potrivit art. 66 bis pr. civ., de a se ordona proprietarului ca să-i permită luarea mobilelor din imobilul închiriat, de oarece potrivit dispozițiilor art. 1730 c. civil, proprietarii au drept de privilegiu, pentru plata chiriei datorite asupra mobilelor chiriei care se găsesse în imobil, iar potrivit art. 610 pr. civ., ei au chiar dreptul de a revendica și sechestră mobilele care s'ar fi transportat din imobilul închiriat, pentru a-și putea conserva asupra lor privilegiul legal, și aceasta mai cu seamă când opunerea proprietarului este justificată prin neplata pretului locației iar chirieașul nu prezintă un act doveditor al plății chiriei, interogatorul sau jurământul și în sfârșit celalte probe admise de lege, neputându-se administra pe această cale sumară, excepțională și urgentă, de oarece pe deoparte ar întârziă soluția ce se cere, și pe de alta ar angaja fondul afacerii întru cât părțile s'ar găsi în imposibilitate de a reveni asupra dovezilor administrate în cazul când ulterior s'ar judecă procesul în fond. (Trib. Dorohoi Ord. prez. 5743 din 26 Iulie 1922. Jur. Gen. 1923, No. 994).

68. Prin anul curent pentru care este acordat privilegiul pentru chirii și arenzei de art. 1730 c. civ., se înțelege anul care începe de la data de la care contractul a intrat în lucrare, iar nu anul calendaristic. (C. Apel. Iași s. II 35 din 5 Aprilie 1922. Dreptul 35/922. Pand. Rom. 1923, III, 62).

69. Conform art. 600 și 450 pr. civ., combinate cu art. 1719 și 1730 cod. civil, plata custodelui, a cheltuielilor de conservare, ca chirii, transporturi, etc., a lucrurilor puse sub custodie, se face de către proprietarul lucrurilor, cu prețul ieșit din vânzare, în caz când nu se va face plată benevolă. (C. Apel Constanța 534 din 8 Oct. 1924, Justiția Dobrogei 9-10/924).

70. Locatorul nu poate avea un drept de privilegiu de cât asupra lucrurilor aduse în imobil de locatar, deci atunci când ele au pierit prin caz fortuit, el pierde acest drept. (Trib. comercial Ilfov s. I, 381 din 16 Aprilie 1924, Curier Jud. 10/925).

71. Debitorul poate cere pe baza art. 617 pr. civ., să se ridice sechestrul asigurător, atunci când dă garanții su-

ficiente pentru plata creanței reclamate și pentru care s'a luat de justiție această măsură.

În specie, gresit tribunalul a ordonat ridicarea sechestrului cu o cauțiune de 40.000 lei, când suma reclamată în justiție este de 84.000 lei plus procente și cheltueli și când prin această măsură se răpește reclamantului proprietar dreptul de privilegiu, ce-l are asupra lucrurilor sechestrate

și care garantau plata chiriilor atât în trecut cât și în viitor, potrivit art. 1730 codul civil. (C. Apel Constanta 486 din 30 Sept. 1924, Justiția Dobrogei 1-2/925).

72. A se vedea: art. 1074, nota 1; art. 1107, nota 11; art. 1429 nota 2; art. 1455 nota 4; art. 1721, nota 2; art. 1727, nota 1; art. 1729, nota 7; art. 1732, 1733, 1734 cu notele respective.

§ 3. Despre rangul privilegiilor asupra mobilelor la caz de concurs între ele.

Art. 1731. — Cheltuelile de judecată vin înaintea tuturor creanțelor în interesul cărora au fost făcute. (Civ. 1729 § 1; C. com. 387; L. Belg. 21).

Text. Belg. Art. 21. — Les frais de justice prennent toutes les créances dans l'intérêts desquelles ils ont été faits.

Doctrină străină.

BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, des privil. et hypoth.*, I, 303, 641 urm., 670, 773, 792 urm.;

LAURENT, XXIX, 521, 523;

THURY, IV, 411, p. 354.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 378, 383, 443, 454, 455, 464 urm., 515; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 638, 715); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 452, 455; „*Studiu asupra privilegiilor*”. *Curier Jud.* 78/910;

CANTACUZINO MATEI, p. 544, 545, 557;

NACU, III, p. 631 urm.

Jurisprudență.

1. Cheltuelile de judecată primează toate creanțele în interesul cărora au fost făcute; prin urmare cheltuelile de judecată făcute cu sequestrarea și vânzarea mobilelor debitorului primează privilegiul chiriilor și arenziilor; căci deși proprietarul are dreptul de retențiune asupra mobilelor chiriașului, însă ca să fie plătit trebuie ca să pună în urmărire și să vândă a-

cele lucruri. — Cheltuelile însă de judecată făcute pentru validarea titlului de creanță, adică cheltuelile făcute până la obținerea hotărârii cu care a urmărit pe debitor, nu pot trece înaintea creanței de chirie, căci aceste cheltueli nu sunt făcute în interesul comun al creditorilor, după cum cere art. 1727, 1729 și 1731. (Trib. Brăila, 281. Sept. 28/85, *Dr.* 75/85).

2. A se vedea: art. 1727 notele 1, 2; art. 1729, cu notele respective.

Art. 1732. — Cheltuelile făcute pentru conservarea lucrului trec înaintea privilegiilor anterioare.

Ele trec, în toate cazurile chiar înaintea privilegiilor cuprinse la numerile 3, 4 și 5 ale articolului 1729. (Civ. 1703 § 4; L. Belg. 22).

Text. Belg. Art. 22. — Les frais faits pour la conservation de la chose prennent les privilèges antérieurs.

Ils prennent même, dans tous les cas, le privilège compris dans les trois derniers numéros de l'art. 19.

Doctrină străină.

LAURENT, XXIX, 526;

THURY, IV, 412, p. 355;

TROPLONG, *Priv. et hyp.*, I, 62.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 378, 383, 443, 454, 455, 464 urm., 515; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 455; „*Studiu asupra privilegiilor*“. Curier Jud. 78/910;
CANTACUZINO MATEI, p. 544, 549, 550, 557, 562;
NACU, III, p. 631 urm.

Jurisprudență.

1. Deși după art. 11 și 13 alin. II din legea de urmărire, statul, în calitatea sa de creditor, nu poate fi obligat personal la plata onorariului de custode, totuși din acele articole, rezultă că creditorul urmează să sufere ca plata de custodie să se rețină cu precădere din prețul eșit la vânzare. (Cas. I, 277, Sept. 28/93, B. p. 867).

2. Când instanța de fond interpretează un act de cesiune ca conținând o cesiune de drepturi sucesorale, când din conținutul clar și precis al actului rezultă, din contra, că este vorba pur și simplu de cumpărarea unei creanțe dintr-o succesiune, acea instanță denaturează în mod manifest actul de cesiune, așa că hotărîrea dată nu se

justifică în drept pe baza unei asemenea interpretățiuni.

Cheltuelile de conservare ale unei creanțe în sensul art. 1732 c. civil, nu sunt considerate ca atare decât dacă se aplică la oarecare mobile, corporale sau incorporale, privite în mod individual, iar nu la o universalitate, dacă ele au servit la păstrarea lucrului și au fost făcute în mod efectiv și dacă acest privilegiu al cheltuielilor s'a exercitat contra debitorului, înainte ca lucrul să fi ieșit din patrimoniul lui, neexistând drept de suită pentru un asemenea privilegiu asupra mobilelor. (Cas. II, decizia civilă No. 64, din 12 Martie 1914, Jurispr. Rom. 1914, p. 342).

3. A se vedea: art. 1730, nota 6.

Art. 1733. — Creditorul amanetar, hangiul și cărașul sunt preferiți vânzătorului unui obiect mobilier care le servește de siguranță, afară de cazul când ei, primind lucrul, au știut că prețul eră încă datorit.

Privilegiul vânzătorului nu se exercită decât după acel al proprietarului casei sau moșiei, afară de cazul când vânzătorul, la transportarea lucrurilor în locurile închiriate, a făcut cunoscut proprietarului că prețul încă nu i s'a plătit. (Civ. 1685 urm., 1730; C. com. 387, 388, 786 § 3; L. Belg. 23).

Text. Belg. Art. 23. — Le créancier gagiste, l'aubergiste et le voiturier sont préférés au vendeur de l'objet mobilier qui leur sert de gage, à moins qu'ils n'aient su, en le recevant, que le prix en était encore dû.

La privilège du vendeur ne s'exerce qu'après celui du propriétaire de la maison ou de la ferme, à moins que, lors du transport des meubles dans les lieux loués, le vendeur n'ait fait connaître au bailleur que le prix n'en avait pas été payé.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, ed. 5-a, § 261, p. 267;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, des priv. et hyp.*, I, 506 urm.;
LAURENT, XXIX, 532;
THIRY, IV, 412, p. 357;
TROPLONG, *Priv. et hyp.*, I, 186.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 378, 383, 443, 454, 455, 461 urm., 515; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 455; „*Studiu asupra privilegiilor*“. Curier Jud. 78/1910;
CANTACUZINO MATEI, p. 544, 549, 550, 557, 558, 562;
NACU, III, p. 631 urm.

Jurisprudență.

1. După principiile stabilite în codul civil sumele datorite pentru utensilele care s'ar servea la exploatarea moșiilor se plătesc cu preferință din prețul acestor utensile, înaintea privilegiului proprietarului, și aceasta fără distincție dacă proprietarul a știut sau nu că prețul utensilelor nu este încă plătit vânzătorului. Dreptul de preferință al vânzătorului față cu proprietarul moșiei, generalizat astfel, este incontestabil numai atunci când utensilele în chestiune au fost vândute arendașului în cursul termenului arenduirei; dacă ele au fost aduse de acesta la moșie odată cu intrarea sa în folosință, apoi privilegiul vânzătorului nu se poate exercita înainte de acela al proprietarului moșiei de cât numai dacă vânzătorul a făcut cunoscut proprietarului la transportarea lor pe moșie cum că prețul încă nu i s'a plătit. (Apel Buc. II, Sept. 21/76, Dr. 29/76).

2. Art. 1733 dă preferință privilegiului proprietarului casei sau moșiei asupra privilegiului vânzătorului, pe cât timp dânsul va fi de bună credință căci această preferință nu este de cât consecința regulii că lucrurile mișcătoare se prescriu prin faptul posesiunii lor, care regulă implică că acela care invoacă posesiunea contra proprietarului sau contra unui drept real, trebuie să fie de bună credință. Și deși în principiu buna credință este o chestiune de fapt și ca atare proprietarul ar înceta de a fi de bună credință din momentul ce ar avea cunoștință prin ori ce mod că mobilele din locurile închiriate nu sunt plătite, însă legiuitorul nostru, în art. 1733 al. II, a schimbat redacțiunea art. 2102 al. IV codul francez, introducând modificarea prevăzută în art. 23 din legea Belgiei, și care consistă în aceea că vânzătorul să facă cunoscut proprietarului că prețul încă nu i s'a plătit. Astfel fiind, nu este suficient ca proprietarul să aibă cunoștință despre aceasta de la un terțiu, ci vânzătorului chiar îi incumbă obligațiunea de a aduce acest fapt la cunoștința proprietarului. Și tot din textul acestui articol rezultă că această incunoștințare trebuie s'o facă vânzătorul la transportul lucrurilor închiriate. Astfel, dacă ar face-o mai târziu, privilegiul proprietarului ar primă pe al său; legea este formală, și în materie de privilegiu totul este de rigoare. Astfel fiind, neîndeplinirea acestor condițiuni face ca proprietarul să fie considerat de bună credință, și prin urmare, chiar când vânzătorul și-ar fi rezervat proprietatea până în momentul plății prețului, totuși el nu va putea revendica obiectul

vândut, căci art. 1909 nu permite revendicarea contra unui posesor de bună credință. Rațiunea juridică pentru care legiuitorul a dat preferință proprietarului asupra vânzătorului fiind aceeași pentru toți aceia cari s'ar substitui proprietarului, urmează că aceleași reguli se aplică și în privința sublocatarilor în raport cu locatarul lor, așa că vânzătorul este obligat a face incunoștințarea ce-i impune legea sublocatarului, care este creditorul direct al locatarului, fiind foarte facil de a-l cunoaște de la locatarul în casa căruia transportă obiectul vândut. Și legea deși vorbește numai de proprietar, însă ea dispune de *eo quod plerumque fit*, probă despre aceasta este și art. 610 pr. civ., care acordă aceleași drepturi atât proprietarilor, cât și principalilor locatari, spre a sequestră lucrurile aflate în casa închiriată pentru chiriile neplătite. Proprietarul având privilegiul asupra mobilelor din casă pentru plata chiriei, își conservă acest drept și în caz de subînchiriere. Dreptul său fiind real, nu-i poate fi ridicat, prin faptul debitorului său. Art. 611 pr. civ., dând drept proprietarului a sequestră lucrurile sublocatarilor pentru plata chiriei datorită de chiriașul principal, cu restricțiune însă de a-l exercita numai până la concurența datoriei sublocatarului către chiriașul principal, rezultă că proprietarul n'are acțiune directă contra sublocatarului, ci numai exercitând drepturile chiriașului principal, astfel că și pierde acțiunea sa contra sublocatarului, chiar asupra mobilelor din casa închiriată, dacă acesta va fi plătit chiria. Astfel fiind, incunoștințarea despre care vorbește art. 1733 al. II, trebuie făcută chiriașului principal. Și după dreptul comun vânzătorului îi incumbă sarcina de a proba incunoștințarea, pentru că el reclamă privilegiul său contra proprietarului, și legea neprevăzând cum trebuie a face această probă, se raportează prin aceasta la principiile generale ce a stabilit la titlul contractelor sau convențiilor. Or, după dreptul comun, proba faptelor pure și simple se poate face prin martori în mod indefinit, ori care ar fi valoarea pecuniară a litigiului, pe când faptele juridice trebuie a se proba prin înseris, dacă obiectul este de o valoare mai mare de 150 lei. Și în general, buna sau reaua credință este un punct de fapt, care se poate stabili prin martori, dar în cazul prevăzut de art. 1733 al. II, buna sau reaua credință este un punct de drept, căci legea dispune că proprietarul nu poate fi considerat de rea credință, de cât prin cunoștința ce vânzătorul este obligat a-i face despre faptul că prețul nu este plătit. Astfel fiind, trebuie a se aplică

art. 1191, după care proba testimonială este inadmisibilă dacă valoarea obiectului litigios este mai mare de 150 lei. (Tribunalul Ilfov, II, 149, Mai 29/87, Dr. 54/87).

3. Aliniatul 2 al art. 1733 stabilește că fiind concurs între privilegiul proprietarului pentru lucruri neplătite și privilegiul proprietarului casei sau moșiei pentru arenda sau chiria neplătită, privilegiul acestuia primează pe acela „afară dacă proprietarul lucrurilor vândute la importarea lor în casă sau moșie a făcut cunoscut proprietarului casei sau moșiei că prețul acelor lucruri încă nu s'a plătit”. Din însuși textul art. 1733 rezultă dar că prioritatea privilegiului proprietarului pentru prețul neplătit a lucrurilor vândute atârnă de la faptul că el a făcut cunoscut proprietarului casei sau moșiei, ceea ce indică că legiuitorul nu se mulțumește cu cunoștința ce proprietarul casei sau moșiei ar fi putut avea sau dobândi de aiurea, ci trebuie anume ca acest fapt al neplății prețului să-i fi fost făcut cunoscut de proprietarul lucrurilor vândute. Legiuitorul a voit să înlăture ori ce incertitudine care ar fi putut fi, dacă s'ar fi mulțumit cu postulatul ca proprietarul casei sau al moșiei să aibă cunoștință precum se prescrie în art. 2102 § 4, codul Napoleon. Legiuitorul nostru, ca și legiuitorul belgian, prin art. 23 *loi hypothécaire* a voit să introducă alt postulat ca în codul Napoleon. (Cas. I, 181/89, Mai 19/89, B. p. 522).

4. Din textul art. 1733 s'ar părea că ar rezultă că e suficient ca proprietarul să fi făcut cunoscut de neplata prețului lucrului vândut proprietarului casei sau moșiei nu însă și locatarului principal. Însă dacă art. 1733 face mențiune numai de proprietarul casei sau moșiei, nu însă și de locatarul principal, prin aceasta nu se indică că voința legiuitorului e satisfăcută numai prin facerea cunoscut proprietarului casei sau moșiei, cu toate că a-rendașul sau chiriașul principal ar fi subarendat sau subînchiriat; mențiunea numai a proprietarului casei sau moșiei, este fiindcă în genere și obi-cinuit el e și acel care a închiriat; dar când aceasta nu e, sau când locatarul principal a subînchiriat, cum ar putea să se conserve prioritatea privilegiului proprietarului pentru prețul lucrului vândut în concurență cu privilegiul locatarului principal căruia nu s'ar fi plătit chiria de subchirias, când s'ar fi plătit chiria de subchirias, nu e plătit. Această voință a legiuitorului de a notifica locatarului principal, reese nu numai din spiritul art. art. 1733 al. II, dar și din art. 610 urm. pr. civ. (Cas. I, 181/Mai 19/89, B. p. 522).

5. Fiind concurs între privilegiul vânzătorului pentru lucrurile neplătite și privilegiul proprietarului pentru chiria neplătită, privilegiul acestuia primează pe al celui dintâi, afară de cazul când vânzătorul lucrurilor, la transportarea lor în casa închiriată, a făcut cunoscut proprietarului casei că prețul acelor lucruri încă nu i s'a plătit, nu și în cazul când proprietarul a aflat de aiurea că prețul lucrurilor n'a fost plătit. (Cas. I, 437/98, B. p. 1431).

6. Instanța de fond se conformă art. 1733 c. civ., când decide că creditorul amanetar trebuie să fie preferat vânzătorului obiectelor amanetate pentru neplata acelor obiecte, întrucât nu s'a dovedit cu nimic că creditorul amanetar a știut că prețul lucrului amanetat era încă datorat. (Cas. II, decizia No. 248, din 6 Noembrie 1915. Jurispr. Rom. 1916, p. 11).

7. Potrivit art. 1733 c. civ., privilegiul locatarului nu se poate exercita asupra mobilelor aduse de chiriaș în imobilul închiriat înainte de privilegiul vânzătorului, pentru prețul acelor mobile, când a fost înștiințat de existența acestui privilegiu, de unde urmează că atunci când locatarul a fost înștiințat că mobilele aduse în imobil nu aparțin chiriașului, privilegiul din art. 1730 c. civ., nu mai poate fi exercitat asupra acelor mobile, fiindcă din momentul înștiințării prezumțiunea că mobilele aparțin chiriașului încetează, iar locatarul este pus în situațiunea de a lua orice măsură pentru garantarea drepturilor sale.

Astfel fiind, instanța de fond nu era ținută să se pronunțe asupra obiectiunii locatarului, că contractul prin care s'a închiriat o pianină locatarului său nu-i este opozabil, fiind simulat, fiindcă din momentul înștiințării, prescrisă de art. 1733 c. civ., locatarul nu mai putea exercita privilegiul ce legea îi acordă, de cât făcând dovada că pianina sechestrată și ridicată din imobilul închiriat, este proprietatea chiriașului său, ceea ce n'a făcut.

În ce privește înștiințarea prescrisă de art. 1733 c. civ., legea nu impune nici o condițiune de formă, așa că ea poate fi făcută atât scris, cât și verbal și, prin urmare, poate fi dovedită prin toate mijloacele de probațiune admise de lege și deci și prin martori. (Cas. II, decizia civilă No. 268, din 23 Octombrie 1915. Jur. Rom. 5/916).

8. Din combinația art. 1730 și 1733 c. civ., cu art. 15, 19, 20 L. Băneii agricole, rezultă că în cazul când Banca Agricolă urmărește averea mobilă amanetată ei de pe o moșie concomitent cu urmărirea exercitată de proprietarul pentru încasarea arendeii moșiei, ran-

gul privilegiilor în concurență, trebuie stabilit conform dreptului comun care dă preferință privilegiului proprietarului. (Cas. II, 76 bis din 11 Aprilie

1921. Pandectele Române 1922, III, 60).
9. A se vedea: art. 1730 cu notele respective.

Art. 1734. — Sumele datorite pentru semințe sau pentru cheltuelile recoltei de peste an se plătesc din prețul acestei recolte; și sumele datorite pentru ustenzile, cari servesc la exploatațiunea moșiei, din prețul acestor ustenzile, cu preferință în ambele aceste cazuri înaintea privilegiului proprietarului moșiei. (Civ. 1730 § 2; L. Belg. 24).

Text. Belg. Art. 24. — Les sommes dues pour les semences ou pour les frais de la récolte de l'année sont payées sur le prix de cette récolte, et celles dues pour ustensiles servant à l'exploitation, sur le prix de ces ustensiles, par préférence au bailleur dans l'un et l'autre cas.

Doctrină străină.

DURANTON, XIX, 99;

PONT, *Priv. et hyp.*, I, 135;

TROPLONG, *Priv. et hyp.*, I, ed. 4-a, 63, 70, p. 63.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 378, 383, 443, 454, 455, 464 urm., 515; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 455. „*Studiu asupra privilegiilor*”. Curier Jud. 78/910;

CANTACUZINO MATEI, p. 544, 549, 550, 562;

NACU, III, p. 631 urm.;

SCRIBAN ST., *Notă sub. C. Apel Iași s. I*, 13/911. Curier Jud. 2/912.

Jurisprudență.

1. După art. 1730 al. II și art. 1734, sumele datorite de către arendaș pentru instrumentele de lucru, ca și pentru semințe, se plătesc cu preferință înaintea privilegiului proprietarului moșiei, fără a fi necesitate de o în cunoștiințare din partea vânzătorului la transportarea lor, că prețul nu i s'a plătit, de oarece legiuitorul, în privința unor atari instrumente și semințe, prin excepțiune, nu cere a face vreo în cunoștiințare proprietarului, după cum a prevăzut la art. 1733 relativ la celelalte lucruri mobile. (Cas. I, 240, Mai 29/78, B. p. 229).

2. Privilegiul muncitorilor de pe moșie primează privilegiul proprietarului

lui și al creditorului gagist potrivit art. 1730 al. 2 și 1734 c. civil. Când însă instanța de fond motivează că nu poate pune temei pe titlurile definitive obținute de acei muncitori în aceeași zi contra arendașului, care n'a făcut nici o obiecțiune, și în consecință reduce creanțele muncitorilor, prin această procedură nu se săvârșește nici un exces de putere și nu se violează autoritatea lucrului judecat, întrucât titlurile obținute de muncitorii agricoli în contra arendașului, în condițiunile arătate, nu se puteau opune unui al treilea care nu luase parte la ele, cum este creditorul gagist. (Cas. II. 111/912. Curier Jud. 60/912).

3. A se vedea: art. 1730, notele 47, 50, 56.

Art. 1735. — Privilegiul cheltuelilor de îngropare trece înaintea tuturor celorlalte privilegii ¹⁾. (Civ. 1729 § 2; L. Belg. 25).

Text. Belg. Art. 25. — Le privilège des frais funéraires l'emporte sur tous les autres privilèges, à l'exception du privilège des frais de justice, du privilège des frais faits postérieurement pour la conservation de la chose, et du privilège de l'aubergiste, du voiturier et du créancier gagiste en tant que ceux-ci ne sont pas primés par le vendeur de l'objet donné en gage.

¹⁾ Art. belgian corespunzător 25, prevede și o serie de excepțiuni, cari trec înaintea acestor cheltueli ca: privilegiul cheltuelilor de justiție pentru conservarea lucrurilor, etc., care de altfel sunt trecute și în codul nostru civil înaintea acestora, în art. precedente 1724 și următorii.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 378, 383, 443, 454, 455, 464 urm., 515; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 455; „*Studiu asupra privilegiilor*“. Curier Jud. 78/910;
CANTACUZINO MATEI, p. 544, 547, 557;
NACU, III, p. 632 urm.

Art. 1736. — Celelalte privilegii generale sunt primite de către privilegiile speciale. (Civ. 1729, 1730; C. com. 678 urm.: L. Belg. 26).

Text. Belg. Art. 26. — Les autres privilèges généraux sont primés par les privilèges spéciaux.

Doctrină străină.

BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, des priv. et hyp.*, I, 769 urm.;
BEUDANT, *Sûretés pers. et récl.*, I, 483 urm.;
LAURENT, XXIX, 521, 541.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 378, 383, 443, 454, 455, 464 urm., 515; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 455; „*Studiu asupra privilegiilor*“. Curier Jud. 78/910;
CANTACUZINO MATEI, p. 544, 546;
NACU, I, p. 71; III, p. 632 urm.

Secțiunea III. — Despre privilegiu asupra imobilelor.

Art. 1737. — Creditorii privilegiați asupra imobilelor sunt:

1. Vânzătorul¹⁾ pe imobilul vândut pentru plata prețului. Dacă s'au făcut mai multe vânzări succesive pentru care a rămas datorit prețul în total sau în parte, întâiul vânzător se preferă celui de al doilea, cel de al doilea celui de al treilea și așa înainte.

2. Acei ce au dat banii cari au servit la achizițiunea unui imobil.

Trebuie însă să fie constatat într'un mod autentic, prin actul de împrumutare, că suma eră destinată a fi întrebuințată la aceasta; asemenea trebuie să fie constatat prin chitanța vânzătorului că plata prețului s'a făcut cu banii împrumutați.

3. Coerezii asupra imobilelor succesiunii pentru garanția împărțelii făcute între ei și a sumelor cu cari a rămas dator unul către altul²⁾.

¹⁾ În edițiunea oficială din eroare se zice, aci „vanzătorului“, în loc de „vanzătorul“, cum este și în textul francez.

²⁾ Între paragrafele 3 și 4 ale art. 1737 cod civil se intercalează Art. 42 și Art. 43 din Legea pentru organizarea și unificarea corpului de avocați. (Mon. of. 251/923), în cuprinsul următor:
Art. 42. — Avocatul pentru onorarul convenit va avea dreptul de privilegiu asupra sumei sau averii mobile conservate sau intrată în patrimoniul clientului prin serviciile prestate de avocat, dacă creanța sa este constatată prin act scris.

Acest privilegiu va veni în rang imediat următor după privilegiul Statului, înaintea oricărei alte creanțe privilegiate.

Art. 43. — Convenția privitoare la onorarul stipulat între avocat și client va putea căpăta autenticitate prin depunerea de către client și avocat a unei declarații scrise către președintele sau locțiitorul său, în camera de consiliu a secțiunii la care e pendinte litigiul (pentru actele de notariat, la secțiunea respectivă).

Creanța de onorariu constatată prin sus menționata declarațiune sau prin alt act autentic, va avea drept de privilegiu asupra bunurilor aduse sau conservate în patrimoniul clientului prin serviciile prestate de avocat.

Acest privilegiu se va adăuga la art. 1737 din codul civil după alin. 3 formând un nou aliniat 3 bis și se va inserie în registrul de tribunal după simpla cerere a avocatului.

În privința bunurilor imobiliare, acest privilegiu se conservă prin inscripția creanței de onorariu în registrul de mutațiuni imobiliare sau în cărțile funduare locale.

Creanța de onorariu se execută prin investirea cu formulă executorie a actului autentic sau jurnalului încheiat conform sus menționatei declarațiuni. Executarea nu se va putea suspenda pe cale de contestație de cât după consemnarea sumei. Judecarea contestației se va face conform art. 41 al acestei legi:

4. Arhitecții, antreprenorii, pietrarii și alți lucrători întrebuințați pentru a zidi, a reconstrui sau a repara edificii, canale sau alte opere, cu condițiune însă ca prealabilmente să se fi încheiat un proces-verbal de către un expert numit de tribunalul de prima instanță în circumscripțiunea cărui sunt situate edificiile, constatator stărei și felului lucrărilor ce proprietarul va declara că are de gând a face, și numai în cazul când acele lucrări ar fi fost permise, cel mult în curs de șase luni, după terminarea lor, de către expert asemenea numit de tribunal. Dar privilegiul acesta nu poate trece niciodată peste valorile constatate prin al doilea proces-verbal, ci se va reduce la adaosul de valoare ce va fi existând la epoca alienării imobilului ca rezultat al lucrărilor executate.

5. Acei ce au împrumutat bani pentru a indemniza pe lucrători, se bucură de acelaș privilegiu, însă numai la cazul când întrebuințarea acelor bani va fi constatată într'un mod autentic prin actul de împrumutare, și prin chitanța lucrătorilor, în modul în care s'a vorbit mai sus despre acei cari au împrumutat bani pentru achizițiunea unui imobil. (Civ. 728, 736, 742, 778, 787 urm., 972, 1020, 1021, 1107 § 2, 1171, 1294 urm., 1365, 1377, 1483 urm., 1488 urm., 1722, 1725, 1738 urm., 1740, 1741, 1742, 1745, 1785, 1790, 1902; C. com. 687 § 12; L. Timbr. 42 § 1; L. advocaților, 41, 42, 43; Civ. Fr. 2103; L. Belg. 27).

Text. fr. Art. 2103. — Les créanciers privilégiés sur les immeubles sont:

1°. Le vendeur, sur l'immeuble vendu, pour le paiement du prix;
S'il y a plusieurs ventes successives dont le prix soit dû en tout ou en partie, le premier vendeur est préféré au second, le deuxième au troisième, et ainsi de suite;

2°. Ceux qui ont fourni les deniers pour l'acquisition d'un immeuble, pourvu qu'il soit authentiquement constaté, par l'acte d'emprunt, que la somme était destinée à cet emploi, et, par la quittance du vendeur, que ce paiement a été fait des deniers empruntés;

3°. Les cohéritiers, sur les immeubles de la succession, pour la garantie des partages faits entre eux, et des soulte ou retour de lots;

4°. Les architectes, entrepreneurs, maçons et autres ouvriers employés pour édifier, reconstruire ou réparer des bâtiments, canaux ou autres ouvrages quelconques, pourvu néanmoins que, par un expert nommé d'office par le tribunal de première instance dans le ressort duquel les bâtiments sont situés, il ait été dressé préalablement un procès-verbal, à l'effet de constater l'état des lieux relativement aux ouvrages que le propriétaire déclarera avoir dessein de faire, et que les ouvrages aient été, dans les six mois au plus de leur perfection, reçus par un expert également nommé d'office;

Mais le montant du privilège ne peut excéder les valeurs constatées par le second procès-verbal, et il se réduit à la plus-value existante à l'époque de l'aliénation de l'immeuble et résultant des travaux qui y ont été faits;

5°. Ceux qui ont prêté les deniers pour payer ou rembourser les ouvriers, jouissent du même privilège, pourvu que cet emploi soit authentiquement constaté par l'acte d'emprunt, et par la quittance des ouvriers, ainsi qu'il a été dit ci-dessus pour ceux qui ont prêté les deniers pour l'acquisition d'un immeuble.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, III, p. 167-177, 193, 483, 484; III, ed. 5-a, p. 280-296, 335, 336, 807, 808;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., I, 568-570, 574, 576, 578-581, 583-585, 587, 588, 590-592, 596, 597, 604-607, 612-615, 620, 622-624, 629-635, 637, 639, 736, 737, 790, 791;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 563, 699, 786, 788, 839 urm., 850, 851, 852, 860, 862, 869 nota 1; ed. 1-a, III, p. 288, 566, 589;
 DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 410 urm., 417, 427, 448, 460; *Suppl. Privil. et hypoth.*, 196 urm., 204, 206, 247, 379;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 51 bis, II-VII; 55 bis, I-III, V; 56 bis, I, II; 57 bis, II, III; 58, 65 bis, I;
 DEMOGUE, I, *Sources des obligations*, III, p. 54;
 DEMOLOMBE, VIII, 369; XI, 367; XVII, 369; XVIII, 21; XX, 576; XXVII, 388;
 GUILLOUARD, *Privileges et hypothèques*, II, 463, 466, 468, 470, 471, 474, 476, 480, 481, 483-486, 488, 489, 499, 500, 502, 506-509, 511, 515-520, 529-532, 534-537, 540, 541, 543, 544, 625, 724;
 LAURENT, VII, 121; XVIII, 288, 293; XXX, 3, 8, 9, 11-16, 27-29, 33, 36, 40, 41, 44-46, 52, 54-56, 56 bis, 61, 65;
 MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 2662 urm.;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 541 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2888, 2890 urm., 2905 urm., 2913 urm.;
 PONT, *Priv. et hyp.*, I, 58, 186-191, 193, 194, 197, 200-208, 210, 211, 213, 214, 218, 222;
 TROPLONG, *Privileges et hypothèques*, I, 199 bis, 214-216, 218, 220, 223, 233, 239 n° 4, 5, 243, 245, 315.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, X, p. 367, 372, 428, 443 urm., 475, 476 urm., 488 urm., 491 urm., 498 urm., 504, 507, 515, 516, 524, 528, 529, 602, 604, 618, 634; (III, part. II, ed. 2-a, p. 529, 694, 789, 796, 797 n. 1, 822, 879, 880; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 207, 271, 335, 371, 409 n. 2); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 194, 226, 455; *Notă sub. Trib. civil Albi (Tarn)*, 19 Dec. 921. *Curier Jud.* 32/1923; *Observație sub. Trib. Remirumont*, 13 Mart. 1904. *Curier Jud.* 20/1906; *Observație sub. Justiția de Pace din Alban (Tarn)*, 15 Iunie 910. *Curier Jud.* 61/910; „*Studiu asupra privilegiilor*“. *Curier Jud.* 79/1910, 81/1910, 82/1910, 3/911, 4/911, 5/911;
 CANTACUZINO MATEI, p. 146, 266, 544, 578, 579, 580, 581, 583;
 CERBAN AL., *Notă sub. C. Apel Iași s. I*, 131 din 8 Dec. 922. *Curier Jud.* 31/923;
 CRISTODORESCU C. și ȘTEFĂNESCU-PRIBOI DEM., *Codul legislației de expropriere*, p. 166;
 GEORGEAN N., *Nota sub. Cas. II*, 25 din 24 Mart. 1920. *Pand. Rom.* 1924-I-22;
 IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul instrăinării*, p. 84;
 NACU, I, p. 70; III, p. 639 urm., 667, 669, 670;
 RĂDULESCU ANDREI, *Studii de drept civil*, vol. I, „*Privilegiul aceluia care a dat cu imprumut banii necesari pentru cumpărarea unui imobil*“, p. 85 urm.; vol. II, partea I: „*Privilegiul copărtașilor*“, p. 3 urm.

Jurisprudență.

1. Procesul-verbal încheiat de către un expert numit de tribunal, constatător stărei și felului lucrării, precum și acela prevăzut de art. 1737 al. IV pentru primirea lucrărilor săvârșite, servesc ca elemente de comparațiune pentru a se determina adausul de valoare ce a dobândit imobilul prin acele lucrări, și dar a se fixa suma pentru care se admite privilegiul; din momentul ce prin acest al doilea proces-verbal se constată care eră starea în care se află imobilul înainte de începerea lucrării, și sporirea ce a dobândit în valoare prin acele lucrări, nu există nici un motiv de a se tăgădui, aceluia care prin munca și capitalul său a făcut ca valoarea imobilului să fie sporită, dreptul de privilegiu pentru valoarea acestor sporiri de către acel care recunoaște că prin acele lucrări valoarea imobilului său a sporit și nu îi contestă dreptul de cât pe singurul

motiv că nu s'a încheiat prealabilmente un proces-verbal a stărei imobilului, când starea în care se află acel imobil înainte de acele lucrări este necontestată de dânsul. (Cas. II, 81/Iun. 25/90, B. p. 870).

2. Un creditor privilegiat nu poate invoca privilegiul din art. 1737 al. 5 codul civil, când nu s'a conformat cerințelor aliniatelor 2 și 4 de sub acele art. combinate cu art. 1742 din cod. civil pentru conservarea privilegiului său. Aceste formalități fiind esențiale, ele nu pot fi suplinite prin cunoștința ce ar avea ceilalți creditori de acest privilegiu al său. (Apel Buc. III, C. Jud. 7/96).

3. Coerede și copărtașul își rezervă privilegiul prevăzut de acest art., atunci când ia o inscripțiune în termenul și condițiunile prevăzute în art. 1741. Pentru a putea lua o inscripțiune în vederea asigurării chiar a unor drepturi eventuale, se cere ca valoarea acestor drepturi să fie bine deter-

minată și prin urmare existența sulței să fie certă. (Apel Buc. I, Dr. 74/98).

4. Privilegiul prevăzut de art. 1737 al. 3 din codul civil are de obiect de a asigura despăgubirea unui copărtas în cazul când el ar fi evins de un al treilea, în total sau în parte, de lotul său, pentru o cauză anterioară a împărtelei și afară de aceasta mai are de obiect a garanta plata sumelor, cu care coerezii sau copărtășii ar rămâne datori unji către alții, din cauza împărtelei sau a licitației săvârșite între ei. Acest privilegiu se conservă prin inscripțiune asupra imobilelor cuprinse în actul de împărteală, sau asupra imobilelor, care au făcut obiectul licitației între copărtăși în termen de 60 zile, socotit în primul caz dela data actului de împărteală și în al doilea caz dela data adjudecăției prin licitație. Inscirierea însă a acestui privilegiu nu poate să aibă loc, dacă nu s'a făcut încă o împărteală, din care să rezulte că un copărtas a rămas dator cu ceva către altul. De asemenea la caz de licitație, privilegiul nu poate fi invocat dacă actul de adjudecare nu constată că copărtășul adjudecatar a rămas dator cu ceva din prețul adjudecării. (Cas. I, 306/99. B. p. 990).

5 Sub imperiul vechei legiuri Caragea, femeia măritată avea privilegiul ocult asupra întregii averi a sotului și, în caz de urmărire silită a acestei averi, dota eră plătită cu preferință asupra oricărei spete de creditori posteriori căsătoriei. Privilegiul ocult al femeii măritate sub legea Caragea nu îi dă dreptul de a urmări averea imobiliară a sotului în mâna unui al treilea, căruia sotul ar fi trecut-o prin vânzare voluntară. De asemenea, femeia măritată nu putea împiedica vânzarea voluntară a imobilului, în alte cazuri decât acelea prevăzute în art. 36, 37, 38 partea III cap. XVI legea Caragea. (Apel Buc. II, Dr. 37/900).

6. Vânzătorul unui imobil care, pentru plata pretului vânzării, și-a rezervat asupra imobilului privilegiul conform art. 1737 și 1740 cod. civ., având prin urmare asupra acestui imobil un desmembrământ al dreptului de proprietate (privilegiu), are acelaș drept ca și cumpărătorul să se apere contra reclamantului principal, ce revendică acel imobil. Tot în baza acestui drept real, ce are asupra imobilului vândut, apelul făcut de dânsul în contra hotărârii date în prima instanță asupra acțiunii în revendicare și prin care atât defendorul principal (cumpărătorul), cât și el ca garant, sunt condamnați, profită la amândoi, chiar dacă defendorul principal n'a făcut apel, pentru că apelul garantului, făcut în termen, profită garantatului, după cum apelul unui coproprietar profită celor-

lalți coproprietari. (Trib. Putna C. Jud. 74/901).

7. Din combinațiunea art. 1737 și 1740 din codul civil rezultă că vânzătorul are privilegiul asupra imobilului vândut pentru plata pretului și acest privilegiu se conservă prin transcrierea titlului care a transferat proprietatea la cumpărător, în care titlu se constată suma datorită din pret, de unde rezultă că privilegiul vânzătorului prevăzut de art. 1740 din codul civil nu este supus formalității inscripțiunii, singura formalitate cerută de lege pentru conservarea lui, fiind cerută de lege pentru conservarea lui, fiind numai transcrierea titlului care a transferat proprietatea la cumpărător.

Prin urmare, și întrucât nici un text din codul civil sau procedura civilă nu prevede că privilegiul vânzătorului pentru plata pretului se perimează ca și ipotecile prin expirarea termenului de 15 ani dela transcrierea actului de vânzare, dispozițiile art. 1876 din codul civil, privitoare la inscripțiuni nu sunt aplicabile la privilegiul vânzătorului pentru plata pretului, căci nu se pot aplica prin analogie, nici deduce pe cale de interpretare, decăderi de drepturi cari trebuesc să rezulte numai din dispozițiunile categorice de lege. (Cas. sect. Unite, 9 din 18 Oct. 1912, B. p. 1855. Curier Jud. 1/913; Pand. Rom. 1924, I, 64).

8. a) Pretul ce se cuvine cu privilegiu, conform art. 1737, al. I, c. civil, vânzătorului imobilului, fiind esit din patrimoniul acestuia prin efectul transferului judiciar operat în urma popriri făcută și validată de un creditor al vânzătorului, bine acesta a fost înscris în tabloul de distribuirea pretului rezultat din vânzarea imobilului și instanța de fond n'a violat citatul articol dacă n-a recunoscut nici un drept unui alt creditor al vânzătorului asupra aceluși pret, întrucât el n'a făcut contestațiune la tablou.

b) Chiar dacă creditorul urmăritor ar fi fost înscris în tabloul de distribuirea pretului rezultat din vânzarea imobilului, cu o sumă mai mare decât aceea ce avea să primească, un alt creditor nu se poate plânge de aceasta, întrucât n'a făcut contestație la tablou înaintea Tribunalului și inscrierea a rămas definitivă față de acest creditor.

c) Când instanța de fond constată că suma cu care creditorul urmăritor a fost înscris în tablou întrece cu mult creanța privilegiată a vânzătorului derivând din restul de pret cu care acesta vânduse imobilul, cu drept cuvânt a înlăturat din tablou pe un alt creditor al vânzătorului și a înscris pe creditoarea ipotecară legală a cumpărătorului imobilului asupra restului de

prot rezultat din vânzare asupra căruia rest vânzătorul nu mai are nici un drept. (Cas. II, decizia civilă No. 226, din 5 Decembrie 1914. Jurispr. Rom. 1915, p. 139).

9. Soțul, care a împrumutat bani soției, pentru a o ajuta în mod real la construirea unui imobil dotal, are conform art. 1737 c. civ., un drept de privilegiu asupra aceluiași imobil și sen-

tința prin care i s-a recunoscut dreptul său de creanță privilegiată, fiind transcrisă, odată cu comandamentul de punere în vânzare a imobilului, de privilegiului caracterul de publicitate. (C. Apel Buc. s. IV 224 din 3 Iunie 1925, Bul. C. Apel 14/925).

10. A se vedea: art. 1740 cu notele respective; art. 1741 cu notele respective.

Secțiunea VI. — Cum se conservă privilegiile.

Art. 1738. — Intre creditorii, privilegiile nu produc nici un efect, în privința imobilelor, decât atunci când ele s'au adus la cunoștința publică, prin înscripțiune, și numai dela data acelei înscripțiuni în registrele tribunalelor de prima instanță destinate pentru aceasta, după modul determinat de lege, afară de singurele excepțiuni ce urmează. (Civ. 1722 urm., 1739 urm., 1745, 1780 urm., 1790 urm., 1818; Com. 338, 405, 435, 437, 684, 689; Pr. civ. 725 urm.; Legea specială autorizând luarea de măsuri excepționale, (Mon. of. 217/914), Art. 3—6; Civ. Fr. 2106; L. Belg. 29).

Text. fr. Art. 2106. — Entre les créanciers, les privilèges ne produisent d'effet à l'égard des immeubles qu'autant qu'ils sont rendus publics par inscription sur les registres du conservateur des hypothèques, de la manière déterminée par la loi, et à compter de la date de cette inscription, sous les seules exceptions qui suivent.

Text. Belg. Art. 29. — Entre les créanciers, les privilèges ne produisent d'effet à l'égard des immeubles qu'autant qu'ils sont rendus publics par inscription sur les registres du conservateur des hypothèques à l'exception des privilèges des frais de justice.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 286, 287; III, ed. 5-a, p. 482-484;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, II, 1439, 1440, 1539;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 870;
DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 626 urm., 1404; *Suppl. Privil. et hypoth.*, 335 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 101 bis, II;
GUILLOUARD, *Privilèges et hypothèques*, III, 1042-1045;
LAURENT, XXX, 551-553;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 551, 555 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 3152;
PONT, *Priv. et hyp.*, II, 728-730;
TROPLONG, *Priv. et hypoth.*, II, 558, 567, 569.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 479, 517, 518 urm., 521, 523; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 455;
CANTACUZINO MATEI, p. 582;
NACU, III, p. 661, 672 urm., 716.

Jurisprudență.

1. După dreptul internațional privat legea locului situațiunii imobilului sau, de este vorba de mobile; iarăși legea locului situațiunii lor pe timpul vânzării, este aceea care regulează

dreptul de preferință între creditorii aceluiași debitor, ori care ar fi locul nașterii creanțelor. Prin urmare aceeași lege are să determine modul exercitării aceluiași drept de preferință, astfel, că, dacă prin aceeași lege se impun condițiuni de publicitate, cum trans-

cripțiuni sau inscripțiuni în registre publice pentru exercitiul dreptului de preferință, numai creditorii care s'au conformat acelor condițiuni de publicitate, pot beneficia și opune acel drept celorlalți creditori. Acest principiu nu este în desacord cu *locus regit actum*, căci dacă pentru validitatea unui act este de ajuns a se conforma formalităților preserise de legea locului unde el s'a încheiat, este nevoie pentru exercitarea drepturilor derivând din acel act, a se conforma cu legile locului unde se execută actul. (Cas. I 257. Ian. 71, B. p. 132).

2. Privilegiile nu produc nici un efect în privința imobilelor, de cât

atunci când ele s'au adus la cunoștința publică prin inscripțiune. (Cas. I, 187/Mai 27/81, B. p. 407).

3. Dacă existența creanțelor chirografare nu ridică, în principiu, debitorului, dreptul de a dispune de averea sa, și dară de a putea consimți în favoarea unui al treilea, un drept de preferință în această avere, nu se poate însă admite, dacă legea a preseris formalități pentru validitatea acestui drept, să se poată prevala de dânsul, când aceste formalități n'au fost observate. (Cas. sect. unite, 1/Ian. 22/81, B. p. 31).

A se vedea: art. 1725, notele 4, 5.

Art. 1739. — Sunt scutite de formalitatea inscripțiunei, creanțele arătate la articolul 1729. (Civ. 388, 405, 433, 435, 480, 684, 689, 1729; Civ. Fr. 2107).

Text. fr. Art. 2107. — Sont exceptées de la formalité de l'inscription les créances énoncées en l'article 2101.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 300; III, ed. 5-a, p. 506;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., I, 808-810;
 DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 628; *Suppl. Privil. et hypoth.*, 337;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 147 bis, XIV;
 GUILLOUARD, *Privilèges et hypothèques*, III, 1215, 1216;
 LAURENT, XXXI, 242;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 552;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 3004 urm.;
 PONT, *Priv. et hyp.*, I, 288;
 TROPLONG, *Privil. et hypoth.*, I, 274.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 520, 521;
 NACU, III, p. 659.

Art. 1740. — Vânzătorul privilegiat conservă privilegiul său prin transcripțiunea titlului care a transferat proprietatea cumpărătorului, și care titlu constată că i se datorește întregul preț sau parte din el; asemenea și acela care a dat bani pentru cumpărarea unui imobil, conform aliniatului 2 dela art. 1737 conservă privilegiul său prin transcripțiunea titlului care constată destinațiunea împrumutării și trecerea asupra sa a tuturilor drepturilor vânzătorilor¹⁾. (Civ. 1020, 1021, 1365 urm., 1737, 1738, 1745, 1781, 1790, 1801 urm.; Com. 689; Civ. Fr. 2108. L. Belg. 30, 34, 35).

Text. fr. Art. 2108. — Le vendeur privilégié conserve son privilège par la transcription du titre qui a transféré la propriété à l'acquéreur, et qui constate que la totalité ou partie du prix lui est due; à l'effet de quoi la trans-

¹⁾ Din eroare se zice aici „vânzătorilor” în loc de „vânzătorului”, cum este și în textul francez. Textul român cuprinde numai prima parte a art. francez 2108, eliminând chiar din această primă parte cuvintele: „à l'effet de quoi la transcription du contrat faite par l'acquéreur vaudra inscription pour le vendeur et pour le preteur”.

cripțion du contrat faite par l'acquéreur vaudra inscription pour le vendeur et pour le prêteur qui lui aura fourni les deniers payés, et qui sera subrogé aux droits du vendeur par le même contrat: sera néanmoins le conservateur des hypothèques tenu, sous peine de tous dommages et intérêts envers les tiers, de faire d'office l'inscription sur son registre, des créances résultant de l'acte translatif de propriété, tant en faveur du vendeur qu'en faveur des prêteurs, qui pourront aussi faire faire, si elle ne l'a été, la transcription du contrat de vente, à l'effet d'acquérir l'inscription de ce qui leur est dû sur le prix.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, III, p. 292, 317, 318, 324, 355-357, 360-362; III, ed. 5-a, p. 493, 529, 538, 584-587, 591-593;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., I, 624, 811, 813-817, 819, 823, 824; II, 1625; III, 1853, 2093;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 97;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 949; II, p. 844, 958, 1004 nota 1, 1016; ed. 1-a, III, p. 494;
 DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 630 urm., 675; *Transcript. hyp.*, 547 urm.; *Suppl. Privil. et hypoth.*, 338 urm.; *Transcript. hyp.*, 200;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 69 bis, VI-IX, 123 bis, I;
 GUILLOUARD, *Privilèges et hypothèques*, III, 1101, 1269, 1271-1274, 1276-1280, 1288, 1289;
 LAURENT, XXX, 76, 77;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 552;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 3007 urm.;
 PONT, *Priv. et hyp.*, I, 227, 264-266;
 TROPLONG, *Privil. et hypoth.*, I, 258, 266 bis, 279, 281, 284, 285 bis.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, X, p. 479, 484, 521 urm., 524, 525; (III, part. II, ed. 2-a, p. 529, 604, 789, 796, 797 n. 1, 822, 879, 880);
 CANTAGUZINO MATEI, p. 578;
 NACU, III, p. 660, 679, 776, 777, 779;
 OPREȘCU I. MIH., *Nota sub. Cas. s. u. 9 din 18 Oct. 1912. Pand. Rom. 1924-I-64*;
 RĂDULESCU ANDREI, *Studii de drept civil vol. I. „Conservarea privilegiului vânzătorului de imobile“*, p. 41 urm., *Dreptul 18/1915, 20/915, 22/915, 26/915, 29/915*;
 SUCIU I. A., *Observație sub. Trib. Valcea, 88 din 11 Febr. 1906. Curier Jud. 24/1906.*

Jurisprudență.

1. Nu este nulă inscripționea privilegiului pentru că în actul de vânzare nu se face mențiune de restul pretului neachitat, și această recunoaștere se face de cumpărător prin un act separat fără dată certă, căci actul separat prin care se face această recunoaștere nu este de cât o contra-chitanță a actului de vânzare, sau mai bine zis un adaus al actului principal. Apoi legiuitorul nu a cerut altceva prin art. 1740 de cât recunoașterea formală a cumpărătorului că a rămas neachitat pretul sau un rest din pretul vânzării pentru a putea fi trecut în registrele de transcripțion. (Trib. Ilfov. II, Oct. 31/85. *Dr.* 81/85).

2. Textul art. 1740 din Codul nostru civil este cu totul deosebit de acel corespunzător al art. 34 și 35 din legea ipotecară belgiană din 16 Dec. 1851, de unde legiuitorul nostru s'a inspirat în materia privilegiilor și a ipotecilor, căci Codul nostru nu prescrie, ca cel belgian, că transcripționea actului de vânzare valorează ca o inscripțion pentru conservarea privilegiului vân-

zătorului și ce e mai mult, că legiuitorul nostru n'a admis sistemul celui belgian (art. 35) ca să impue oficiului de notariat din tribunalele noastre sub pedeapsă de daune interese, față de cei de al treilea să facă dela sine inscripționea pe registrul respectiv al creanțelor rezultând din actele translativo de proprietate în favoarea vânzătorului și în același timp să prevadă ca, în caz când acest oficiu n'ar fi avut grija să facă această inscripțion, atunci transcripționea actului făcut de vânzător, să valoreze ca și o inscripțion în ce privește pretul ce i se datorește. Este evident dar că sub imperiul Codului nostru (art. 1740 Codul civil) nu este necesitate pentru conservarea privilegiului vânzătorului, decât numai de formalitatea transcripționii titlului, care a transferat proprietatea cumpărătorului, fără să se mai ceară inscripționea acestui privilegiu, după cum o prescrie legiuitorul belgian, căci legiuitorul nostru s'a mulțumit numai cu transcripționea pentru conservarea privilegiului vânzătorului, fără nici o restricțion și aceasta pe timp de 30 ani, iar nu numai

pe 15 ani, după cum cere art. 1786 al. 1 Cod. civil, relativ la inscripțiune, așa că transcripțiunea actelor de mutațiune nu se perimă în lipsă de un text formal de lege, care să prevadă această decădere, prin trecerea termenului de 15 ani ca la inscripțiunile ordinare, pentru ca astfel să mai poată fi nevoie de o reînnoire a acestei transcripțiuni sau de o nouă inscripțiune. (Cas. I, 231/904 B, p. 62).

3. În sistemul Codului nostru, cel care ar voi să cumpere un imobil va trebui a ști dacă acest imobil nu este grevat de privilegiul vânzătorului, să consulte numai registrele de transcripțiune pe timp de 30 ani în urmă, fără să mai fie nevoie a consulta și registrul de inscripțiuni, unde legiuitorul nostru nu obligă pe vânzător să facă

inscripțiunea privilegiului. (Trib. Valcea C. Jud. 24/906)

4. Din momentul ce se constată că prețul unui imobil vândut nu este numai cel numărat de cumpărător, ci și o rentă ce cumpărătorul are a mai plăti în favoarea unei biserici; această rentă trebuind a fi plătită în fiecare an, imobilul rămâne afectat de privilegiul vânzătorului, pentru garanțarea plătei rentei.

Prin urmare, dacă asupra aceluși imobil se constituie o nouă ipotecă, nu se poate ca acea ipotecă să fie înscrisă înaintea privilegiului rentei de care creditorul ipotecar a trebuit să aibă cunoștință în urma transcrierii actului de vânzare. (Cas. II, 10 Febr. 1910. B. p. 254).

5. A se vedea: art. 1737, nota 7.

Art. 1741. — Coeredele sau copărtașul la o împărțeață conservă privilegiul său asupra bunurilor cuprinse în fiecare lot, sau asupra lucrului pus în licitațiune, pentru tot ce are drept a reclama în această calitate, prin inscripțiunea acestui privilegiu în termen de șasezeci zile socotite de la data actului de împărțeață sau dela data adjudecațiunii prin licitațiune; în cursul acestui timp nici o ipotecă nu poate fi constituită în prejudiciul coeredelui sau copărtașului creditor asupra nici unui bun care se găsește cuprins în masa comună. (Civ. 728, 742, 748, 787 urm., 1737 § 3, 1738, 1740, 1745, 1780 urm.; Pr. civ. 692 urm.; Civ. Fr. 2109; L. Belg. 33).

Text. fr. Art. 2109. — Le cohéritier ou copartageant conserve son privilège sur les biens de chaque lot ou sur le bien licité, pour les soulte et retour de lots, ou pour le prix de la licitation, par l'inscription faite à sa diligence, dans soixante jours, à dater de l'acte de partage ou de l'adjudication par licitation; durant lequel temps aucune hypothèque ne peut avoir lieu sur le bien chargé de soulte ou adjugé par licitation, au préjudice du créancier de la soulte ou du prix.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 262, 263, 324, 362, 363; III, ed. 5-a, p. 538, 593-595, 599;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., I, 826, 829-831, 833, 835; III, 1625;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 851, 852, 853, 854, 958, 1032; ed. 1-a, III, p. 491, 536, 935;
 DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 679 urm.; *Transcript. hyp.*, 547 urm.; *Suppl. Privil. et hypoth.*, 372 urm.;
 FLANDIN, *Transcription*, II, 1136;
 GUILLOUARD, *Privilèges et hypoth.*, III, 1293, 1295-1299, 1301-1303;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 553;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2906 urm.;
 PONT, *Priv. et hyp.*, I, 294;
 TROPONG, *Privil. et hypoth.*, I, 314 ter, 315.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 367, 493, 494, 496-498, 525 urm., 531, 634; (III, part. II, ed. 2-a, p. 529, 694, 789, 796, 797 n. 1, 822, 879, 880; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 335, 409 n. 2);
Droit ancien et moderne de la Roumanie, p. 193, 194; „*Studiu asupra privilegiilor*”
 Curier Jud. 4/911;
 CANTACUZINO MATEI, p. 579, 580, 582;

CERBAN AL., *Notă sub. C. Apel Iași s. I, 131 din 8 Dec. 1922. Curier Jud. 31,923;*
 DRAGOMIRESCU IULIU, „*Prețul adjudecării în materie de partaj*”. Dreptul 80,915;
 GEORGEAN N., *Notă sub. Cas. II, 25 din 24 Mai 1920. Pand. Rom. 1924-I-22;*
 NACU, III, p. 661 urm.;
 RĂDULESCU ANDREI, *Studii de drept civil, vol. II, partea I, p. 3 urm. „Privilegiul copartașilor”;*
 TĂTARU G. V., *Președintele Tribunalului, p. 84.*

Jurisprudență.

1. Când coeredele se găsește, prin expirarea termenului de 60 zile, căzut din facultatea de a mai putea să și conserve privilegiul, această decădere este absolută și îl privează nu numai de dreptul de urmărire față cu cumpărătorul imobilului succesoral dar încă și de dreptul de preferință față cu creditorii coeredelui. Este dar nulă o inscripțiune luată după expirarea acestui termen. (Apel Buc. III, 88/Mart. 16/87, Dr. 45/87).

2. Din combinațiunea art. 1737 alin. III, cu art. 1741, rezultă că privilegiul coerezilor asupra imobilelor succesiunii, pentru garantarea împărțelii și a sumelor cu cari au rămas datori unul către altul, nu are efect în contra celor de al treilea de cât prin inscripțiunea lui în termen de 60 zile de la data împărțelii în natură sau a adjudicațiunii, în care termen acele imobile nu pot să fie ipotecate sau înstrăinate, de cât cu sarcina menționatului privilegiu, dacă înscrierea s'a operat înainte de expirarea lui. Or, femeea înzestrată cu unul sau mai multe imobile, precum și soțul ei, nu se pot considera de cât ca persoane

de al treilea, în fața creditorilor persoanei înzestrătoare, căci dânșii nu sunt decât achizitori cu titlu particular, și nu sunt responsabili, conform art. 1790 și urm., de alte sarcini și pretențiuni ce s'ar pretinde că există asupra imobilelor de zestre de cât acele ce s'ar găsi înscrise sau transcrise asupra lor înainte de înzestrare. Astfel de și cocreziile aveau privilegiul de garanție asupra unor imobile căzute în lotul coredei lor, pentru plata raportului dotei sale și a sultei, după partagiul averii de succesiune rămasă de la defunctul lor părinte, totuși nu mai au dreptul, conform principiilor sus expuse, de a urmări unul din acele imobile, pentru plata acelor sume, pe câtă vreme dânșii n'au făcut a se înscrie privilegiul lor în termenul de 60 zile conform art. 1741, și pe câtă vreme acel imobil eră dejă constituit ca dotă de către coerdele lor către fiica sa și ginerele său, cari ca achizitorii cu titlu particular, nu pot să fie responsabili de datoriile înzestrătoarei. (Cas. I, 373/Nov. 28/92, B. p. 988).

3. A se vede: art. 786, Index alfabetic „Privilegiul copartașului” și notele respective; art. 1737, notele 3, 4.

Art. 1742. — Arhitecții, antreprenorii, pietrarii și alți lucrători întrebuințați pentru a zidi, a reconstrui sau a repara edificii, canaluri, sau alte opere, și acei care au împrumutat, pentru a indemniza pe persoanele de mai sus, cu bani a căror întrebuințare se constată conform aliniatului 5 delă articolul 1737, conservă privilegiul lor prin inscripțiunea proceselor verbale ale experților menționate la aliniatul 4 al articolului 1737. (Civ. 1737, 1738, 1745; Civ. Fr. 2110; L. Belg. 38).

Text. fr. Art. 2110. — Les architectes, entrepreneurs, maçons et autres ouvriers employés pour édifier, reconstruire ou réparer des bâtiments, canaux ou autres ouvrages, et ceux qui ont, pour les payer et rembourser, prêté les deniers dont l'emploi a été constaté, conservent, par la double inscription: 1° du procès-verbal qui constate l'état des lieux, 2° du procès-verbal de réception, leur privilège à la date de l'inscription du premier procès-verbal.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 366-369; III, ed. 5-a, p. 600, 602, 604;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, I, 842, 843, 846 urm., 849;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 825, 859;
 DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 697 urm.; *Transcript. hypoth.*, 566 urm.; *Suppl. Privil. et hypoth.*, 384 urm.;

DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 71, 71 bis, I, III;
 FLANDIN, *Transcr.*, II, 1039, 1041;
 GUILLOUARD, *Privil. et hypoth.*, III, 1309, 1314, 1315, 1318, 1320;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 555;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No 3159;
 PONT, *Priv. et hyp.*, I, 278, 279;
 TROP LONG, *Privil. et hypoth.*, I, 319.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 504, 528 urm.;
 CANTACUZINO MATEI, p. 579, 581, 583;
 IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 84;
 NACU, III, p. 644, 665, 670;
 TATARU G. V., *Președintele Tribunalului*, p. 84.

Jurisprudență

1. Formalitățile prescrise de legiuitor pentru conservarea unui drept de privilegiu, având de scop a regulă raporturile dintre diferiții creditori.

orică discuțiune privitoare la ele nu se pot ridica de cât între dânsii, iar nu și de debitor. (Cas. II, 81/Lan. 25/90, B. p. 871).

2. A se vede: art. 1488, nota 1; art. 1737, nota 1.

Art. 1743. — Creditorii și legatarii, cari cer separațiunea patrimoniului defunctului, conservă privilegiul lor asupra imobilelor succesiunii în fața creditorilor¹⁾, erezilor sau reprezentanților defunctului, prin inscripțiunea acestui privilegiu în termen de șase luni dela data deschiderii succesiunii.

Înainte expirării acestui termen, nici o ipotecă stabilită de către erezii sau reprezentanții defunctului asupra acelor bunuri spre prejudiciul creditorilor sau legatarilor succesiunii, nu poate avea efect. (Civ. 781—783, 902, 1738, 1745, 1780 urm., 1790; Civ. Fr. 2111; L. Belg. 39).

Text. fr. Art. 2111. — Les créanciers et légataires qui demandent la séparation du patrimoine du défunt, conformément à l'article 878, au titre des *Successions* conservent, à l'égard des créanciers des héritiers ou représentants du défunt, leur privilège sur les immeubles de la succession, par les inscriptions faites sur chacun de ces biens, dans les six mois à compter de l'ouverture de la succession.

Avant l'expiration de ce délai, aucune hypothèque ne peut être établie avec effet sur ces biens par les héritiers ou représentants au préjudice de ces créanciers ou légataires.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 324, 337, 339, 340, 342, 362; III, ed. 5-a, p. 538, 544, 556, 559-561, 563; VI, 482-492, 495-498, 500-504, 506-508, 599;
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, II, 1711 urm., 1715, 1718 urm., 2559; III, 4035 urm., 4041, 4042, 4045;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, I, 861-867, 869, 870, 872-874 urm.; II, 1626, 1669; III, 2089;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 964; II, p. 840, 849, 862, 864, 866, 868; ed. 1-a, III, p. 611, 612, 615;
 DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 704 urm.; *Successions*, 1395 urm. 1481; *Transcript. hyp.*, 574 urm., *Suppl. Privil. et hypoth.*, 389 urm.; *Successions*, 928 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 72 bis, V; 129 bis, I; 147 bis, XVIII;
 DEMOLOMBE, XV, 171 urm.; XVII, 106, 122, 194-197, 203, 211, 214, 222;
 FLANDIN, *Transcript.*, II, 1054 urm.;

1) Credem că din eroare s'a intercalat aci această virgulă, care nu există în textul francez și a cărei existență schimbă sensul textului, dându-i o altă direcțiune, și făcând a se înțelege că ar fi vorba de creditorii defunctului, iar nu de creditorii erezilor sau reprezentanților defunctului, după cum în adevăr a înțeles legiuitorul și după cum se înțelege și din textul francez, unde lipsește această virgulă.

GUILLOUARD, *Privil. et hypoth.*, III, 1101, 1105, 1335-1338, 1340, 1341, 1345-1349, 1391-7; HUC, V, 410, 416, 417, 425, 427, 428;
 LAURENT, X, 28, 32, 68;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 554, 565 urm.;
 PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2624; II, ed. 3-a, No. 2927 urm.; III, ed. 2-a, No. 2177 urm.;
 PONT, *Priv. et hyp.*, I, 300, 314; II, 944, 1125;
 TROPLONG, *Privil. et hypoth.*, I, 324, 325, 327; III, 651; *Transcr.*, 288.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 464, 504 urm., 530 urm., 616; (I, ed. 2-a, p. 98 n. 2; III, part. II, ed. 2-a, p. 370, 504, 715, 720, 721, 723, 724, 736, 744 n. 1, 746 urm., 755-757, 759 urm.; IV, part. II, ed. 2-a, p. 310, 334, 335, 372; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 445 n. 1); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 175; *Observație* sub. C. Apel Craiova s. II, 38 din 12 April 1901. *Curier Jud.* 7/1902; *Observație* sub. Cas. I, 26 Dec. 1919. *Tribuna Juridică* 27-29/1921; „*Studiu asupra privilegiilor*“. *Curier Jud.* 7/911; *Nota* sub. C. Montpellier, 26 Nov. 1923. *Jur. Gen.* 1924 No. 1796; *Notă* sub. Trib. Bastia, Corsica, 11 Oct. 1920. *Jur. Gen.* 1924 No. 1797; *Nota* sub. Trib. Avignon (Vaucluse), 11 Ian. 1921. *Pand. Rom.* 1925-III-27;
 BIRNBERG I., *Nota* sub. C. Apel Buc. s. I, 141 din 18 Iunie 914. *Pand. Rom.* 1922-II-237;
 CANTACUZINO MATEI, p. 305, 306, 308, 363, 578, 583, 584;
 COSTIN AL., *Nota* sub. C. Apel Buc. s. I, 103 din 25 Aug. 1920. *Curier Jud.* 20-21/1920;
 DEGRÉ ALEXANDRU, *Scrieri juridice*, vol. IV, „Aphorisme juridice“ p. 139 urm.;
 EMMANUEL EUGEN, „*Despre diviziunea datorilor*“. *Dreptul* 6/1919;
 HAMANGIU C., *Notă* sub. Trib. Alençon (Orne), 9 Sept. 1921. *Pand. Rom.* 1925-III-29;
 NACU, III, p. 666 urm.;
 POLICHRON DEM., *Notă* sub. Trib. Dolj s. III, 11 din 18 Febr. 1924. *Pand. Rom.* 1924-II-85;
 RĂDULESCU ANDREI, *Notă* sub. Cas. I, 352 din 26 Dec. 1919 și C. Apel Buc. s. IV, 103 din 25 Aug. 1919. *Pand. Rom.* 1922-I-177;
 TĂTARU G. V., *Președintele tribunalului*, p. 84.

INDEX ALFABETIC

Act scris 17, 18, 19.	Ipotecă 2, 5, 7, 10, 11, 20.
Acțiune 3, 6, 8, 16, 17, 19.	Legatari 10, 12.
Adjudecare 13.	Lege agrară 21.
Agrară lege 21.	Minori 3, 5.
Amanet 15.	Mobile 2.
Cambie 15.	Notificare 9.
Cesiune 9.	Plată 21.
Creanță chirografară 13.	Preferință 1, 2, 8, 9, 10, 13, 19, 21.
Creditorii 1, 2, 3, 4, 7, 8, 10, 12, 13, 17-21.	Privilegiu 2, 21.
Defunct, a se vedea „Succesiune“.	Rentă de expropriere 21.
Dotă 14.	Separație de patrimonii 1-21.
Drept de suită 21.	Succesiune 1-8, 10-14, 16, 17, 19, 20.
Drept real 21.	Successori 1-4, 7, 8, 12, 13, 14, 16, 17, 20.
Expropriere 21.	Tablou de ordine 3.
Gaj 15.	Termin, a se vedea „Inscripție“.
Imobile 1, 2, 3, 5, 6, 8, 10, 11, 14, 16.	Terțe persoane 1, 2, 4.
Inscripție 1, 2, 3, 5, 6, 7, 8, 10-21.	Titlu scris 17, 18, 19.
Instrăinare, a se vedea „Vânzare-cumpărare“.	Urmărire 2, 11, 13, 14.
Intentare de acțiuni, a se vedea „Acțiune“.	Uzucruț 12.
Invocare 4.	Vânzare-cumpărare 2, 3, 8.

Jurisprudență.

1. Din art. 1743 rezultă că inscripțiunea nu ține loc de cerere de separațiune de patrimonii, căci art. 1743, în ceea ce concerne cererea, nu derogă de la art. 781 ei din contră se referă la el, după cum se vede chiar și din articolele la care trimite. Ast-fel fiind, din combinațiunea art. 1743 cu 781, urdin rezultă că creditorii trebuie a îndeplini două formalități pentru a-și putea exercita dreptul lor de preferință asupra imobilelor în fața creditorilor erezilor; trebuie a lua inscripțiunea prevăzută de art. 1743, care se acordă

fără nici o altă formalitate, căci creditorul nu e obligat a face nici o justificare, această inscripțiune având de scop numai de a încunoștiința pe terțiile persoane, cari tratează cu eredele, că bunurile succesiunii ce a primit sunt afectate creditorilor defunctului cu preferință în fața creditorilor erezilor; și în urmă a face și cererea prevăzută de art. 781 spre a primă pe acești creditori ai erezilor. (Trib. Ilfov, II, Oct. 22/86. *Dr.* 75/86.)

2. Separațiunea de patrimoniu, după art. 783, se exercită atât asupra mobilelor cât și asupra imobilelor; însă când creditorii o exercită asupra imobilelor sunt ținuți a anunța public intențiunea lor, prin luarea unei inscripțiuni în termenul prevăzut de art. 1743, pentru ca cei de al treilea să cunoască situațiunea eredului, și să fie în deplină cunoștință de cauză în tratările ce ar avea cu el. Deci art. 1743 nu a putut avea alt scop de cât a face să fie publică preferința ce rezultă din separațiunea de patrimoniu, fără însă a da acestei preferințe un alt caracter, de cât acela stabilit de art. 781, și dovadă despre aceasta este însuși aliniatul al doilea din acel articol, care ne spune că ori ce ipotecă s'ar stabili de erede înainte expirării celor 6 luni de la deschiderea succesiunii în care creditorii succesiunii sunt datori ași lua inscripțiunea, rămâne fără efect; prin urmare când legiuitorul se ocupă de inscripțiunea preferinței ce dă creditorilor separarea de patrimoniu,

arată că efectul ei este de a depărta chiar pe creditorul ipotecar stabilit de erede, ceea ce este în concordanță și cu privilegiul stabilit de art. 781, că adică în tot.d'a-una legiuitorul s'a ocupat a lua măsuri de a se da creditorilor succesiunii o preferință înaintea creditorilor eredelui. Art. 1743 nu vorbește nimic despre înstrăinările ce ar putea face erede, deci înstrăinările sunt permise. Dacă s'ar admite că și înstrăinările sunt supuse la aceleași restricțiuni ca și ipotecile, argumentând că dacă nu poate să ipoteceze cu mai mare cuvânt nu poate să alieneze, am ajunge la o contradicere de principii și de texte: *de principii* fiindcă legiuitorul prin separarea de patrimoniu a voit a da o preferință creditorilor succesiunii numai când se află în concurs cu creditorii eredelui pentru a depărta pe acestia până ce vor fi ei mai întâiu plătiți, și în afară de aceasta nici un alt drept nu se vede a fi voit legiuitorul să creeze în favoarea creditorilor succesiunii prin acest drept de preferință ce le acordă prin permiterea separării de patrimoniu; terții cumpărători nu pot fi atinși prin separațiunea de patrimoniu fiindcă ei nu sunt creditori, ci proprietari; *de texte*, fiindcă dacă am admite că art. 1743 a voit a opri pe erede și de a înstrăina bunurile succesiunii atunci raționând în sensul dispozițiilor art. 1743, după cum o ipotecă stabilită de erede înaintea expirării celor 6 luni nu poate produce efect, fie că în momentul luării acestei ipotece creditorii ceruse sau nu separarea de patrimoniu, luase sau nu inscripțiunea prevăzută de art. 1743, însă erau în termen de a o cere și a o lua și au cerut-o și luat-o în termen, tot ast-fel trebuie să zicem și despre înstrăinări atunci am ajunge la concluziunea că dacă o înstrăinare s'a făcut de erede înaintea expirării celor 6 luni ea nu poate produce nici un efect măcar că în momentul înstrăinării creditorii nu ceruse încă separarea de patrimoniu și nu luaseră inscripțiunea prevăzută de art. 1743 alin. I, dar că mai în urmă o ceruse și luase în intrul termenului. Or, aceasta ar fi în contradicțiune cu dispozițiunile art. 783 partea finală care nu permite în mod absolut creditorilor a mai cere separarea de patrimoniu lo dată ce imobilul a eșit din mâna eredelui, fără vre-o distincțiune fie el eșit din mâna eredelui chiar și a doua zi după deschiderea succesiunii. Din toate acestea rezultă dar că legiuitorul și când a creat art. 1743 n'a voit a întinde efectele separațiunii de patrimoniu ele au rămas așa cum sunt definite

de art. 781 adică că creditorii succesiunii au un drept de preferință când vin în concurs cu creditorii eredului care drept se conservă și se face public cunoscut, prin îndeplinirea dispozițiilor art. 1743, iar nu că prin crearea art. 781 și a art. 1745, care are același scop ca și art. 1743, a voit legiuitorul a da creditorilor succesiunii mai mari drepturi, acordându-le și dreptul de a urmări imobilul în mâna terțiilor persoane, acest drept ne fiind expres prevăzut. Singura obiecțiune serioasă ce se poate face pentru a da creditorilor succesiunii dreptul de a urmări imobilul debitorului lor defunct și în mâna terțelor persoane mai ales când înstrăinarea făcută de erede avusese loc după ce se ceruse de creditori separarea de patrimoniu și după ce se luase inscripțiunea prevăzută de art. 1743, sau de art. 1745, este următoarea: „După art. 1743 și 1745, separațiunea este o veritabilă ipotecă privilegiată, pentru că aceste texte califică în mod formal separațiunea de privilegiu, sau de ipotecă, după cum ea este înscrisă în termen de 6 luni de la deschiderea succesiunii, sau după expirarea acestui termen. Creditorii și legatarii, zice art. 1743, conservă privilegiul lor prin inscripțiunea luată în termen de 6 luni de la deschiderea succesiunii, și în lipsă de luarea inscripțiunii în acest termen privilegiul lor, adaugă art. 1745, degenerază în o simplă ipotecă. Textele fiind formale separațiunea valorează ipotecă privilegiată, sau simplă ipotecă, și deci creditorii au dreptul, conform art. 1790, a urmări imobilul succesiunii în ori ce mână ar trece. Soluțiunea acestei obiecțiuni, de a se ști dacă dreptul de preferință ce-l dă separațiunea de patrimoniu creditorilor sau legatarilor cari au cerut-o, este o ipotecă privilegiată sau o simplă ipotecă, depinde de modul cum se va decide dacă separațiunea de patrimoniu constituie sau nu un privilegiu propriu zis, și dacă acest privilegiu implică o ipotecă în virtutea art. 1745. Or, art. 1722, care ne dă definițiunea privilegiului, ne spune că privilegiul este un drept ce dă unui creditor calitatea creanței sale de a fi preferit celor-alți creditori fie chiar ipotecari, pe când din cele sus expuse am văzut că separațiunea de patrimoniu este un drept de preferință ce se acordă creditorilor succesiunii față cu creditorii eredelui, fără a ne preocupa întru nimic de calitatea creanțelor. Definițiunea dată privilegiului de art. 1722 nu poate fi de loc aplicată separațiunii de patrimoniu, pentru că dacă am aplică această definițiune și separa-

țiunei de patrimoniu atunci am ajunge la rezultatul că creditorii privilegiați ai eredelui ar trece înaintea creditorilor chirografari ai succesiunii. Un privilegiu presupune tot d'una un concurs de mai mulți creditori asupra bunurilor unuia și aceluiași debitor, pe când în separațiunea de patrimoniu sunt doi debitori: eredele și succesiunea; mai mult, dacă legiuitorul ar fi voit a face din separațiunea de patrimoniu un privilegiu propriu zis, l'ar fi enumerat printre privilegiile imobiliare prevăzute de art. 1737, ceea ce vedem că n'a făcut. Pe lângă aceasta, ce vom zice despre dreptul de separațiune aplicat la mobilele succesiunii? despre aceasta nu se poate zice că constituie un adevărat privilegiu, fiindcă nu avem nici un text în sprijinirea acestei deciziuni. Vom zice dar că în privința mobilelor, separațiunea se deosebește de aceea a imobilelor, fiind numai un drept de preferință *sui generis*? Inșă atunci s'ar introduce o distincțiune care nu are nici o rațiune de a exista. Separațiunea de patrimoniu dar nu este nici de cum un privilegiu propriu zis, este un drept de preferință *sui generis* ce legiuitorul acordă creditorilor succesiunii, pentru a depărta pe creditorii eredelui; și prin faptul că legiuitorul în art. 1743 a întrebuintat cuvântul *privilegiu* în mod impropriu, nu se poate atribui legiuitorului intențiunea că a voit a schimba caracterul separațiunii, mai ales că nu era locul aci a se ocupa de acest lucru; aci legiuitorul ocupându-se numai de modul cum să o facă publică în ce privește exercițiul ei. Prin urmare, separațiunea de patrimoniu ne fiind un privilegiu propriu zis nu poate produce nici efectele pe care le are un privilegiu, deci nu poate avea dreptul de urmărire pe care art. 1790 îl acordă privilegiilor și ipotecelor: art. 1743 și 1745 nu se pot explica altfel, de cât că în cazul când creditorii și-au înscris dreptul lor de separațiune în termenul prevăzut de art. 1743, atunci aplicându-se acest articol, ei depărtează pe toți creditorii eredelui. În cazul însă când nu și au înscris acest drept al lor în termen atunci aplicându-se art. 1745, ei nu depărtează de cât pe acei creditori care și-au înscris drepturile în urma lor aplicându-se regula *qui prior tempore potior jure* și către creditorii succesiunii și către creditorii eredelui. Deci separațiunea de patrimoniu ne fiind un privilegiu propriu zis și ne având prin urmare dreptul de urmărire ce se acordă privilegiilor, eredele este liber să vândă imobilul ori când, fie în timpul când creditorii succesiunii

sunt în termen de a lua inscripțiunea prevăzută de art. 1743 fie după luarea inscripțiunii, și creditorii n'au dreptul de a urmări imobilul în mâna terților cumpărători. (Trib. Dolj. s. com., 5 Nov. 12/90, Dr. 82/90).

3. Pentru conservarea privilegiului separațiunii de patrimoniu pe imobilele succesiunii, art. 1743 nu prescrie nici o altă condițiune de cât înscrierea celui privilegiu în termen de șase luni de la deschiderea succesiunii. Din termenii art. 1743 nu rezultă că legiuitorul ar fi subordonat conservarea zisului privilegiu la intentarea unei acțiuni în separațiune de patrimoniu pe cale principală. Și dacă pentru a arată persoanele în drept de a invoca beneficiul separațiunii de patrimoniu legiuitorul a întrebuintat verbal *a cere*, apoi din simpla întrebuintare a acestui cuvânt care are și înțelesul de a invoca sau a reclama, nu se poate deduce că legiuitorul a voit să arate modul cum trebuie să se exercite privilegiul separațiunii de patrimoniu a defunctului asupra imobilelor succesiunii și să prescrie ca o condițiune esențială că acest privilegiu să se exercite numai pe cale principală, iar nu și pe cale de excepțiune la colocarea creditorilor pe tabloul de ordine astfel precum se exercită obicnuit toate privilegiile. De altfel, în ce privește imobilele succesiunii, intentarea unei acțiuni principale în separațiune de patrimoniu a defunctului n'ar prezintă nici un interes de o utilitate practică, căci o asemenea acțiune nu poate avea alt obiect de cât acela de a manifesta voința creditorilor sau a legatarilor defunctului, că înțeleg de a se folosi de privilegiul lor și de a aduce acest privilegiu la cunoștința creditorilor personali ai eredelui. Dacă acestea sunt efectele ce poate produce intentarea unei acțiuni principale, apoi aceste efecte se produc cu prisosință atât prin înscrierea privilegiului asupra imobilelor, conform art. 1743, cât și prin invocarea celui privilegiu pe cale de excepțiune la colocarea creditorilor pe tabloul de ordine; de unde rezultă că intentarea unei acțiuni principale în separațiune de patrimoniu cu privire la imobilele succesiunii nu prezintă nici o utilitate practică și deci n'a putut fi impusă de legiuitor ca o condițiune esențială pentru conservarea privilegiului prevăzut de art. 1743. În afară de acestea, dacă conservarea privilegiului asupra imobilelor succesiunii, ar fi subordonată la intentarea unei acțiuni principale în separațiune de patrimoniu al defunctului, apoi îndeplinirea acestei condițiuni în cele mai multe ca-

zuri ar face imposibilă conservarea privilegiului și ar pune în pericol chiar existența lui. În adevăr după art. 783, acțiunea în separațiune de patrimoniu în ce privește imobilele succesiunii, nu se poate exercita de cât în timpul în care acele imobile ar rămânea în mâinile eredelui, iar după art. 781 această acțiune cată a se intenta în contra creditorilor personali ai eredelui, apoi mai adesea ori creditorii eredelui tinându-se ascunși și rămânând necunoscuți, creditorii defunctului nu le vor putea intenta acțiune în separațiune de patrimoniu, iar eredele mai înainte de a se face o asemenea acțiune va putea vinde imobilele succesiunii; în asemenea cazuri în zadar creditorii succesiunii ar înscrie privilegiul lor conform art. 1743, căci acest privilegiu ar fi nimicit prin nepuțința în care s'ar găsi de a intenta acțiune creditorilor eredelui pe care nu'i pot cunoaște, și astfel creditorii moștenirii lăsați la voia întâmplării și la discreția eredelui, ar deveni victimele relei credințe și s'ar vedea amenințați în ori ce moment de a perde un privilegiu, acordat de lege fără ca să li se poată imputa cea mai mică culpă, cea mai neînsemnată neglijență; un asemenea rezultat ar contraveni tuturor principiilor de drept și de echitate, și de sigur n'a putut fi consacrat de legiuitor, care, prin organizarea separațiunii de patrimoniu, a căutat tocmă de a ocroti interesele creditorilor succesiunii în contra eredelui și a creditorilor săi. Din cele sus expuse rezultă dar că privilegiul separațiunii patrimoniilor asupra imobilelor succesiunii se conservă numai prin înscrierea acestui privilegiu în timp util; aceasta reese atât din textul cât și din spiritul legii. Deci dacă nu se ține seamă de privilegiul acesta pentru că înscrierea privilegiului nu a fost însoțită și de o acțiune principală în separațiune de patrimoniu valabil făcută, se dă o greșită interpretare art. 1743. (Cas. I, 51/Febr. 14/94 B. p. 245).

4. Dacă creditorul nu a cerut separațiunea de patrimoniu a averii rămășiță pe urma debitorului său decedat de aceea a eredezilor, această lipsă nu poate fi invocată cu succes de cât de terțiile persoane nu însă și de eredi, fie chiar minori, căci ei în calitate de eredi sunt ținuți să plătească datoriile succesiunii. (Cas. I, 102, Mart. 15/94, B. p. 624).

5. Minorul nu se poate prevala de dreptul ce-i dă înscripțiunea ipotecară a mamei sale asupra unui imobil, de cât atunci când va achita mai întâiu, datoriile ce există deja asupra succesiunii cuvenită mamei sale în

momentul luării înscripțiunii ipotecare. (Cas. I, 102/Mart. 15/94, B. p. 624).

6. Privilegiul separației patrimoniilor asupra imobilelor unei succesiuni se conservă numai prin singura înscriere a lui în timp util, fără să se ceară, pentru conservarea lui, intențarea unei acțiuni principale pentru separarea de patrimoniu. (Cas. I, 51/94, B. p. 103).

7. Creditorul, care cere separațiunea patrimoniului defunctului său debitor de acela al eredezilor lui, trebuie să înscrie privilegiul ce acest art. îi acordă în termen de 6 luni, dela data deschiderii succesiunii; fiind înscris după 6 luni, privilegiul degerează în ipotecă (art. 1745). (Apel Buc. III, Dr. 20/99; Trib. Ilfov III, Dreptul 64/900).

8. Din combinațiunea art. 781 și 1743 nu rezultă că legiuitorul a înțeles a subordona unei cereri de separațiune de patrimoniu, validitatea luării înscripțiunii prin cuvintele: „cari cer separațiune de patrimoniu“ întrebuintate în art. 1743, legiuitorul a înțeles a zice: acei, cari au dreptul să ceară separațiunea de patrimoniu, sunt creditorii și moștenitorii defunctului. De s'ar cere neapărat intențarea acțiunii în separațiune de bunuri s'ar face anevoioasă conservarea dreptului de preferință, căci acțiunea trebuind îndreptată contra creditorilor personali ai moștenitorilor, aceștia nu sunt cunoscuți în totdeauna. Echitatea cere ca, între un achizitor nou al unui imobil, rămas grevat de o sarcină, pe care eră în măsură să o cunoască și de care s'a ținut seamă la fixarea prețului vânzării și între creditorul moștenirii ce a luat înscripție, să se dea preferință celui din urmă. (Trib. Ilfov III, C. Jud. 6/99).

9. Efectele cesiunii consistând în strămutarea unei creanțe sau drept in-corporal din patrimoniul cedentului în acel al cesionarului din momentul notificării cesiunii, consecința juridică ce rezultă din acest principiu este că notificarea făcută debitorului de către cesionarul diligent dă acestuia preferința înaintea cesionarilor aceleiași creanțe sau drepturi, care au făcut notificarea mai în urmă. (Cas. I, 146/99, B. p. 265).

10. Dreptul creditorilor și legatarilor rezultând din art. 1743 este un ade-vărat drept de preferință, și dacă înscripția lui s'a luat după șase luni dela deschiderea succesiunii, însă mai înainte ca imobilul să fi fost vândut, privilegiul degerează în ipotecă conform art. 1745, care, fiind anterioară vânzării, își produce consecințele legale față de cumpărător. (Cas. I, 5/902, B. p. 786).

11. Inscrispțiunea privilegiului în separațiunea de patrimonii trebuie luată în interval de 6 luni dela epoca morții debitorului; trecând acest termen, privilegiul degenerază într-o ipotecă, care n'are rang de cât de la data inscripțiunii. Această inscripțiune se poate lua chiar dacă la acea epocă imobilul eră pus în urmărire, fiindcă indisponibilitatea de care el este lovit, însemnează că nu se poate constitui noul ipotecă asupra imobilului urmărit, însă nimic nu împiedică de a se lua inscripțiunii în baza unor ipotecă anterior constituite sau a unui privilegiu legal. (Apel Buc. III, Dr. 48/903).

12. Dispoziția art. 1743, care acordă creditorilor succesiunii și legatarilor privilegiul separației patrimoniilor ca garanție a drepturilor lor împiedecând astfel concursul creditorilor personali ai eredelui asupra bunurilor succesiunii, presupune, ca orice privilegiu, un drept principal de creanță, pe care-l garantează, iar nu un drept real, care nu are nevoie de nici o garanție reală. Prin urmare, legatarul unui uzufruct, devenind, din momentul morții testatorului, uzufructuar asupra bunurilor succesiunii, iar nu un simplu creditor al succesiunii, nu are nevoie și nu este supus inscripției din art. 1743 cod. civ. (Cas. I, 423/904, B. p. 1416).

13. Art. 781 codul civil nu dă acțiunea în separațiunea patrimoniilor de cât creditorilor defunctului în contra creditorilor moștenitorilor, și presupune prin urmare, că această acțiune este cu totul străină de raporturile reciproce ale creditorilor defunctului între dânsii, raporturi cari rămân tot așa cum erau înainte de deschiderea succesiunii; acest lucru reese clar și din art. 1743 codul civil, care prevede că dreptul de preferință, care decurge din separațiunea de patrimoniu, este stabilit exclusiv contra aceluia cari în calitate de creditori ai eredelui, ar avea interes să se prevaleze de confuziunea patrimoniilor.

Prin urmare, deși un creditor, a cerut separațiunea patrimoniilor și a înscris privilegiul, cu toate acestea creanța sa a rămas tot chirografară și nu a dobândit nici un drept de preferință față de alți creditori și, dar, o asemenea creanță nefiind considerată ca un rang util și necontestat față de alte creanțe ale celorlalți creditori, ea nu poate fi primită drept preț al unui imobil. (Cas. II, 2 Mai 1907, B. p. 856).

14. Inscrispțiunea privilegiului separației de patrimonii luată de un creditor chirografar al defunctului în contra herezilor pentru garantarea dreptului său de gaj, este inoperantă atunci când imobilul care se urmărește a fost constituit dotă de defunct în timpul vieții sale și prin urmare eră ieșit din

patrimoniul său în momentul deschiderii succesiunii. (Cas. II, 17 din 11 Febr. 1911, Jurisprudenta 12/1911).

15. Creditorii gagist care ar avea în gaj o cambie a defunctului poate cere o inscripțiune de separație de patrimoniu conform art. 1743 c. civ., și această inscripție este valabilă. (Trib. Ilfov s. not. 259/911, Curier Jud. 37/912).

16. Inscrispțiunea privilegiului separației de patrimoniu, luată conform art. 1743 c. civil asupra imobilelor succesiunii, este valabilă fără să existe o acțiune principală în separațiunea patrimoniului defunctului de acela al erezilor și această separațiune există prin simpla inscripțiune a privilegiului. (Trib. Ilfov s. not. 259/911, Curier Jud. 37/912; Trib. Dolj s. III, Ordon. 11 din 18 Februarie 1924, Pand. Rom. 1924, II, 85).

17. Creditorii unei persoane încetate din viață au un privilegiu în averea rămasă pe urma ei, față de creditorii personali ai moștenitorilor. Pentru conservarea acestui privilegiu ei au obligațiunea de a face să și-l înscrie în registrele publice dela trib. situațiunei imobilului, în termen de 6 luni dela deschiderea succesiunii, pentru a înlătura confuziunea de patrimonii, fără să se facă vreo distincțiune cu privire la natura și originea creanțelor, la condițiunile și modalitățile ei, chiar dacă creanța nu este constatată prin titlu scris, fiind destul numai pentru admiterea cererei, ca să existe, ca în speță, o acțiune introdusă pentru reclamarea sumei de lei 100.000 provenite ca daune dintr'un fapt penal: uciderea fiului și fratelui reclamantilor. (C. Apel Buc. III, 170/915, Curier Jud. 75/915).

18. Un creditor poate cere separația de patrimonii a debitorului său pentru garantarea datoriei sale, însă inscripțiunea privilegiului său nu se poate admite de cât în baza unui titlu scris conform art. 725 și 727 pr. civ. (C. Apel Buc. s. IV 103 din 25 August 1919, Pand. Rom. 1922, I, 179).

19. Art. 1780—1783 c. civ., și 725—727 se referă la formele exterioare ale inscripțiunii, pentru acele privilegii cari decurg dintr'un titlu de creanță, de aceea în art. 1783 legiuitorul vorbește de prezentarea titlului la luarea inscripției, pe când în art. 1743 este vorba de o preferință, care decurge din calitatea de creditor a defunctului, menită să profite mai ales creditorilor chirografari, și odată această calitate constatată prin acțiunea introductivă în justiție, inscripțiunea beneficiului separațiunei de patrimonii asupra imobilelor succesiunii, nu poate fi respinsă, pe motivul lipsei de titlu, sau al faptului că creanța nu este încă lichidă.

Prin urmare, lipsa unui titlu, nu poate fi un motiv de refuz a inscripțiunii, dat fiind natura însăși a creanței, astfel că instanța de fond, respingând cererea de inscripție a privilegiului de separațiune de patrimoniu, pentru întreaga sumă reclamată, dă o greșită interpretare articolelor sus menționate și pronunță o decizie casabilă. (Cas. I, decizia civilă No. 352, din 26 Decem. 1919; Jurispr. Română 9/1920, p. 114, Curier Jud. 20-21/920. Pand. Rom. 1922, I, 177; Pand. Rom. 1924, III, 81. Dreptul 20/920).

20. Potrivit dispozițiilor art. 1743 c. civ., creditorii succesiunii cari cer separația de patrimoniu, conservă privilegiul lor prin inscripția acestui privilegiu în termen de șase luni de la deschiderea succesiunii, iar înăuntrul acestui termen nici o ipotecă constituită de crezi nu poate avea efect.

De aci rezultă că o asemenea inscripție, luată în termen produce efecte retroactive până în momentul deschiderii succesiunii, data la care ea este opozabilă creditorilor erezilor.

Dar nici un text de lege nu declară inexistentă sau nulă o asemenea inscripțiune luată după termenul prescriis mai sus; singurul efect al unei inscripțiuni tardive este numai că privilegiul se transformă în ipotecă și nu mai poate fi opus creditorilor erezilor de la data deschiderii succesiunii. (Trib. Dolj s. III, Ordonanța II din 18 Febr. 1924. Pand. Rom. 1924, II, 85).

21. Separațiunea de patrimoniu nu este un adevărat privilegiu și nu conferă creditorilor cari au înscris-o decât un drept de preferință, iar nu și un drept de suită.

Astel fiind, asemenea privilegiu „sui generis”, nu are caracterul unui drept real și deci titularul lui nu poate fi obligat a primi plata în rentă de expropriere. (Trib. Dolj s. III, Ordonanța II din 18 Febr. 1924. Pand. Rom. 1924, II, 85).

22. A se vedea: art. 781 cu notele respective; art. 1745, nota 1.

Art. 1744. — Cesionarii acestor diverse creanțe privilegiate, exercită întru toate aceleași drepturi, care le aveau și acei ce le-au cedat aceste creanțe. (Civ. 1106 urm., 1391 urm., 1396, 1833; Civ. Fr. 2112; L. Belg. 40).

Text. fr. Art. 2112. — Les cessionnaires de ces diverses créances privilégiées exercent tous, les mêmes droits que les cédants, en leur lieu et place.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 125; III, ed. 5-a, p. 201;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., I, 887 urm.; II, 1287;
DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 490 urm.; *Suppl. Privil. et hypoth.*, 251 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 583;
SALEILLES, *Obligation*, ed. 3-a, p. 91.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 364, 366, 533 urm.;
NACU, III, p. 669.

Art. 1745. — Toate creanțele privilegiate supuse la formalitatea inscripțiunii, în privința căror nu s'ar fi îndeplinit condițiunile prescrise pentru conservarea privilegiului, nu încetează cu toate acestea de a fi creanțe ipotecare; însă ipoteca în privința tuturor persoanelor al treilea nu datează decât dela epoca inscripțiunilor care vor trebui făcute, după cum mai jos se va arăta. (Civ. 1725, 1738 urm., 1778, 1786; Civ. Fr. 2113).

Text. fr. Art. 2113. — Toutes créances privilégiées soumises à la formalité de l'inscription, à l'égard desquelles les conditions ci-dessus prescrites pour conserver le privilège n'ont pas été accomplies, ne cessent pas néanmoins d'être hypothécaires; mais l'hypothèque ne date, à l'égard des tiers, que de l'époque des inscriptions qui auront dû être faites ainsi qu'il sera ci-après expliqué.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 366-368, 370, 482-484; III, ed. 5-a, p. 599-602, 605, 607;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, etc.*, I, 828, 841, 846 urm., 850, 851, 867; II, 1593;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 783, 855, 860, 864, 867, 870;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 70 bis, I, II; 71 bis, III, V, VI;
 DEMOLOMBE, V, 203: XVII, 197;
 GUILLOUARD, *Privilèges et hypothèques*, III, 1307, 1308, 1310, 1312, 1314, 1315, 1333, 1347, 1348;
 HUC, V, 424;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 584;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, N. 3148 urm.;
 PONT, *Priv. et hyp.*, I, 279, 281, 295;
 TROPLONG, *Privil. et hypoth.*, I, 322, 325.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 362, 509, 511, 514, 533 urm., 537, 637, 647; (III, part. II, ed. 2-a, p. 750 n. 3); *Notă* sub C. Montpellier, 26 Nov. 1923. Jur. Gen. 1924 No. 1796;
 CANTACUZINO MATEI, p. 308, 579, 582, 583;
 NACU, III, p. 672 urm.;
 POLICHRON DEM., *Notă* sub Trib. Dolj. s. III, 11 din 18 Febr. 1924. Pand. Rom. 1924-II-85.

Jurisprudență.

1. Inscricțiunea ipotecară, luată în baza art. 1745 din codul civil de către un creditor al lui *de cuius* într'un imobil, ce încă nu trecuse în mâna unui terțiu achizitor, este valabilă, chiar dacă a fost luată după 6 luni dela deschiderea succesiunii, termen prevăzut de art. 1743 din cod. civil, pentru luarea unei asemenea inscripțiuni ipotecare și fără ca creditorul defunctului să fi făcut cererea de separare a patrimoniului acestuia de acela al eredeiului. (Apel Craiova II, C. Jud. 7/902).

2. După dispozițiunile art. 1786 c. civil inscripția își păstrează efectul timp

de 15 ani, iar reînnoirea făcută înaintea expirării acestui termen păstrează rangul primitiv al privilegiului.

Astfel, un sot ca uzufructuar al averii dotale fiind un terțiu, inscripția privilegiului său nefiind reînnoită în termenul prescripției de lege, urmează că efectele sale au încetat și că privilegiul este perimat, ceiace face ca creanța garantată cu acel privilegiu să devină chirografară, precum aceasta rezultă din interpretarea art. 1745 c. civil. (Trib. Bacău I, No. 381, 1919; Curier Jud. 62/1915, p. 505).

3. A se vedea: art. 1725, nota 4; art. 1743, notele 7, 10, 20).

CAPITOLUL III.

Despre ipoteci ¹⁾.

Art. 1746. — Ipoteca este un drept real asupra imobilelor afectate la plata unei obligațiuni.

Ipoteca este din natura ei nedivizibilă, și subzistă în întregime ei asupra tuturor imobilelor afectate, asupra fiecărui, și asupra fiecărei porțiuni din acele imobile.

Dreptul de ipotecă se conservă asupra imobilelor în orice mână va trece. (Civ. 1062 urm., 1720, 1722, 1790 urm., 1800; C. com. 813; Civ. Fr. 2114; L. Belg. 41).

Text. fr. Art. 2114. — L'hypothèque est un droit réel sur les immeubles affectés à l'acquittement d'une obligation.

Elle est, de sa nature, indivisible, et subsiste en entier sur tous les immeubles affectés, sur chacun et sur chaque portion de ces immeubles.

Elle les suit dans quelques mains qu'ils passent.

¹⁾ În vechiul drept român, (Codul Caragea și Calimach), ipotecile erau cunoscute sub denumirea de „zđlog” iar privilegiile sub aceea de „protimisıs”.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, III, 33, 124, 261, 341, 407, 408, 412-419, 425-434; III, ed. 5-a, p. 126, 127, 200, 430, 561, 665, 666, 674-682 urm., 697-709; IV, p. 346, 347, 698, 719;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., II, 898, 899, 1292, 1397; III, 1256, 1711, 1933, 1949, 1956-1966 urm., 1976-1981, 1983-1985 urm., 1991, 1992, 1994, 1995 urm., 2000, 2002-2006, 2008-2011 urm., 2018-2023 urm., 2026 urm., 2037-2039;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 881, 884; ed. 1-a, III, p. 587;
 DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 53, 132, 134, 721 urm., 2272; *Suppl. Privil. et hypoth.* 412 urm., 420, 1222, 1421;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 111 bis, IV; IX, 75, 75 bis, IV; 100 bis, IV-VII; 147 bis, III, V, VI;
 DEMOLOMBE, IX, 188 urm., 326; XII, 748, 749; XXV, 685; XXVII, 470, 491 urm., 493;
 FLANDIN, *Transcr.*, II, 1252 urm.;
 GARSONNET, IV, § 1511, 1512, 1528 urm., 1534, 1534 bis, 1537 urm.;
 GUILLOUARD, *Privil. et hypoth.*, I, 1534, 1536; II, 636, 638, 641, 934; III, 1505, 1509, 1532, 1533, 1537, 1538 urm., 1541-1546, 1549-1552, 1580-1586, 1593, 1594, 1596, 1598, 1600-1602, 1604-1606 urm., 1613; *Louage*, I, 61; *Contr. aléat.*, 207 urm.;
 LAURENT, XVII, 207; XXX, 176, 177, 181, 184, 226, 521;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 584 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2645 urm.;
 PONT, *Priv. et hyp.*, I, 336, 340, 341, 344, 363, 364; II, 604;
 TROPLONG, *Privil. et hypoth.*, II, 544; III, 750 urm.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, X, p. 276, 277, 361, 542 urm., 662, 668, 685; (III, part. II, ed. 2-a, p. 679, 702, 704 n. 2; IV, part. I, ed. 2-a, p. 702; IV, part. II, ed. 2-a, p. 217, 328, 338, 339; VI, p. 277; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 667); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 226, 455; „Noțiunea, definiția, natura și caracterele ipotecii”. Pagini Juridice 71/911;
 CANTACUZINO MATEI, p. 568;
 CERBAN AL., „Lacunele și defectele în organizarea sistemului nostru civil de garanții reale”. Curier Jud. 23-24/1919;
 FILITTI D. ION, „O interesantă deciziune. Anulare de act ipotecar”. Pagini Juridice 5/1907;
 NACU, III, p. 680 urm.;
 RĂDULESCU ANDREI, *Studii de drept civil*, vol. II, p. 157 urm. „Ratificarea prevăzută de art. 1546 Codul Civil”.

INDEX ALAFBETIC

Accesorii 1, 14.	Lege de urmărire 5.
Administrație 10, 15.	Licitație 3, 5.
Anulare, a se vedea „Nulitate”.	Locație 10, 11.
Calimach Cod 7.	Nulitate 7, 14.
Caragea Cod 9.	Ordine publică 7.
Cauțiune 5.	Pact comisori 7.
Cesiune 1, 11.	Pădure 15.
Competență 3.	Partaj 13.
Consimțământ 9.	Preferință 2, 5.
Contract pignorativ 7.	Privilegiu 8.
Coproprietate 6.	Procedură civilă Geneveză 3.
Creditor ipotecar 2, 3, 4, 5, 8, 12, 13, 14.	Recoltă 15.
Creditor simplu 2, 5, 14.	Renunțare 7.
Drept real imobiliar 1, 2, 3, 12, 14.	Sarcine 3.
Fructe 15.	Stat 9.
Funcționar 9.	Succesori 13.
Garant 4, 9.	Tablou de ordine 2.
Garanție 5.	Terțe persoane 11.
Imprumut 14.	Transcriere 9.
Indivizibilitate 6.	Tribunal competent 3.
Inscripție 9.	Urmărire 3, 6, 8, 10, 12, 15.
Ipotecă 1-15.	Urmărire lege 5.
Legalizare 9.	Vânzare-cumpărare 3, 8, 12, 15.
	Venituri 10.

Jurisprudență.

1. Ipoteca, fiind un drept real imobiliar, este, ca ori ce alt drept, susceptibilă de veri ce stipulațiune. Deci cesiunea unei ipoteci, nefiind prohibită de nici un text de lege, este valabilă. Ipoteca cedată urmează tot ca o obligațiune accesorie la noua creanță la care

se alipește pentru a asigura plata ei în viitor. (Apel Buc. II, Oct. 17/73. Dr. 77/73).

2. Creditorul ipotecar având un drept real asupra imobilului, el are dreptul a fi satisfăcut înaintea altor creditori simpli, ce are debitorile din pretul imobilului scos în vânzare și asupra căruia există dreptul de ipotecă; și dacă creanța ipotecară nu s'a înscris în tabloul ordinei în contra prescripțiilor art. 570 și 574 pr. civ., chiar în urma închiderii tabloului și a trimiterei extractului de tablou, creditorul ipotecar poate cere a i se plăti suma destinată a se plăti creditorilor simpli, căci dreptul de ipotecă fiind o siguranță reală pentru plata unei creanțe vânzându-se imobilul ipotecat fie în urma cererei creditorului ipotecar sau a altor creditori, dreptul creditorului ipotecar se întinde asupra prețului obținut, și acest drept asupra prețului înaintea altor creditori simpli subsistă chiar dacă s'ar fi încheiat tabloul de ordine sau s'ar fi trimis extractul; de altminterlea, ceilalți creditori simpli înscrisi în tablou nu se pot opune cererei creditorului ipotecar de a i se plăti suma destinată spre plata acelor creditori, căci și ei știu

că prețul servă mai întâi spre plata creanțelor privilegiate sau ipotecare, și că ei pot fi chiar expuși unei acțiuni din partea creditorului ipotecar, pentru restituirea prețului plătit lor fără de drept; și prin art. 587 pr. civ., nu s'a putut abrogă principiile stabilite, căci ar fi a le abrogă dacă creditorul ipotecar n'ar avea dreptul a cere plata prețului, chiar în urma închiderii ordinii; de aceea acest articol nu se aplică când e vorba de un creditor ipotecar, a cărui creanță nu s'a trecut în tablou. Art. 1818 nu poate fi invocat spre rezolvarea chestiunii pusă mai sus într'un sens sau altul. (Cas. I, 36/Febr. 8/75, B. p. 25).

3. Ipoteca definită de art. 1746 „un drept real asupra imobilelor afectate la plata unei obligațiuni“, desigur lasă proprietarului posesiunea imobilului ipotecat, ridică însă și reține pentru dânsa oare care din prerogativele a căror totalitate constituie dreptul de proprietate în plenitudinea sa; or, între altele, proprietarul imobilului ipotecat nu mai poate avea dreptul de a vinde acest imobil de cât prin licitațiune, și ori unde de cât în principiu la tribunalul situațiunii imobilului; și dar vânzarea făcută în alt mod nu poate să aibă de efect, dacă prețul creanței ipotecare nu este acoperit, de a face să treacă acest imobil în mâinile altei persoane liber de sarcina ipotecii la care se află afectat. Dacă ultima dispozițiune a art. 495 pr. civ., dă dreptul debitorului de a alege, după primirea comandamentului și în termenul acolo arătat, un alt tribunal înaintea căruia să se urmărească vânzarea, de cât acel al situațiunii imobilului, aceasta n'a făcut-o legiuitorul de cât în vederea putinței de a se obține un preț mai avantajos pe imobilul urmărit și pentru că a văzut că acest avantaju ce a voit să acorde debitorului, nu putea fi de natură a aduce vre-o pagubă creditorului urmăritor care n'ar avea a face de cât urmărirea înaintea acestui tribunal, dar n'a înțeles când mai multi creditori se află înseriși și cunoscuți să se poate face vânzarea, după înțelegerea urmată între debitor și unul din creditori, la care tribunal și-ar alege ei, și fără ca ceilalți creditori ipotecari înseriși și cunoscuți să fie încunoștiințați de această schimbare și cu acest mijloc dânsii, neștiind de vânzare și ne putând dar fi față când se va face, să ajungă a nu obține pentru acest imobil măcar prețul ce ei neapărat au crezut că el valorează; de oare ce l'au primit ca ipotecă pentru suma cu care au împrumutat. Nu se poate sustine că încunoștiințarea despre vânzarea imobilului și tribunalul unde are să se facă a fost făcută prin afiptele și pu-

blicațiunile cerute de § 3, al art. 506 din pr. civ., și prin inserțiunea lor în *Monitorul Oficial* cerută de art. 508 pr. civ., căci acest mod de încunoștiințare nu se raportă de cât la sarcinile asupra imobilului ce este a se vinde, necunoscute în momentul cererii de vânzare dar nu și la acele sarcini, și dar și la ipotece cari ar fi necunoscute de tribunal la acea epocă; această distincțiune rezultă din chiar expresiunile și economia art. 506, dispozițiunile § 3 al acestui articol fiind prescrite sub pedeapsa forcluziunii pentru toți acei ce crezând că ar avea veri un drept, nu l'ar face să valoreze înaintea zilei adjudecării, această sancțiune ori care ar fi întinderea ce i s'ar putea da, învederează că nu poate fi vorba în acest aliniat de sarcinile cunoscute și publicate, căci cu acele sarcini se vinde imobilul, nici în special de ipotecile cunoscute și publicate, căci ele vor fi plătite dacă prețul cu care s'ar vinde imobilul ar fi suficient pentru acoperirea lor, chiar când partea care s'ar afla în acest condițiuni, nu s'ar fi prezentat la tribunal înaintea zilei de adjudecare. Afară de aceasta nu se poate sustine că în § 3 al acestui articol pe lângă sarcinile prevăzute într'însul, adică sarcinile necunoscute, a putut fi vorba și de alte sarcini, sarcinile cunoscute, pe care un alt paragraf, § 2 al aceluiași articol, le-a prevăzut și regulat; prin urmare dar, § 3 n'a avut în vedere aceste din urmă sarcini. Către acestea, dacă căutând soriginea acestui paragraf, și văzând că el este traducțiunea art. 525 § 4 din procedura geneveză, văzând că după textul original acest mod de înștiințare nu privea pe creditorii ipotecari cunoscuți, că pentru aceștia art. 527 din citata legiuire a Genevei, cerea o înștiințare făcută la persoana sau la domiciliu în formele ordinare, — cum oare s'ar putea zice că această dispozițiune tradusă mai literal a putut fi introdusă în legislațiunea noastră dându-i-se o altă întindere de cât aceea ce avea în textul original. Pe de o parte fiind probat că nici o formă excepțională nu este admisă de lege pentru chemarea creditorilor ipotecari cunoscuți, — iar pe de alta că vânzarea prin licitațiune făcută la tribunal, are să aibă în privință-le, în virtutea art. 568 pr. civ., de efect a stinge un drept ce aveau asupra imobilului vândut, rămânem sub imperiul principiiu general că adică instanțele judecătorești nu pot declară stins un drept fără ca persoana ce-l avea să fi fost încunoștiințată, principiu de la care legiuitorul nu numai că n'a voit a se departă în materie, dar încă din art. 1781 c. civ., la care se referă art. 725 pr. civ., se dovedește că a voit a-l consacra.

căci pentru ce îndatorirea pentru creditorul ipotecar de a-și alege, în momentul facerii convenției de ipotecă un domiciliu în circumscripțiunea tribunalului situației imobilului, dacă nu pentru a se ști unde are să i se facă chemările în caz de vânzare? (Cas. II, 161/80, Oct. 10/80, B. p. 345).

4. Dacă prin actul de ipotecă garantul a fixat suma cu care, garantează pentru debitor cu moșia sa, această moșie este afectată la plata menționatei sume, și judecata e în drept, în fața unei atare obligațiuni, de a nu ține în seamă suma prinsă din vânzarea imobilului debitorului principal, de oare ce creditorul a avut în vedere suma pentru care s'a constituit ipoteca în acel imobil de către garant care este răspunzător cu întreaga sumă, și de oare ce imobilul ipotecat câtă să răspundă de suma datorită. (Cas. I, 380/Nov. 25/81, B. p. 856).

5. Ipoteca dând creditorului dreptul de a fi despăgubit cu precădere înaintea tuturor creditorilor chirografari sau ipotecari posteriori, până la concurența creanței sale, din pretul vânzării imobilului ipotecat, nu se poate admite, fără a face iluzorii dreptul său, de a nu i se recunoaște în virtutea acestei calități numai dreptul de a putea concura la cumpărătura imobilului ipotecat, când creanța creditorului urmăritor este primată de creanța sa. Iar dacă art. 16 leg. de urmărire recunoaște statului dreptul de a înlătură de la licitațiune ori ce concurent asupra unui imobil urmărit de dânsul când n'ar depune garanția cerută de acel articol, aceasta nu se aplică de cât în privința acelor concurenți cari n'ar avea un drept real asupra imobilului urmărit. (Cas. II, 119, Oct. 5/82, B. p. 979).

6. Dacă prin contractul de împrumut ipotecar se prevede că creanța, și prin urmare și ipoteca ce garantează acea creanță, este indivizibilă, formalitățile urmăririi făcute în persoana unuia din codebitorii coproprietari ai imobilului ipotecat, sunt considerate ca bine făcute în contra tuturor codebitorilor coproprietari ai imobilului urmărit. (Cas. II, 38/Mart. 16/93, B. p. 290).

7. După art. 604 din codul Calimach, clauza, prin care părțile au stipulat ca creditorul să rămână proprietarul fondului ipotecat, la caz când debitorul n'ar plăti la termen, este isbită de nulitate. Această nulitate a fost creată de lege, nu pe motive de ordine publică, ci în interesul debitorilor, ca o măsură de protecțiune a lor față cu creditorii. De aci rezultă că debitorii erau liberi a invoca această nulitate sau a renunța la dânsa, așa după cum îi povățuiau interesele lor. (Apel Galați II, 137/1894, C. Jud. 29/95).

8. Din art. 1746, 1790 și 1791 din Cod. civil rezultă că existența privilegiului sau ipotecei asupra unui imobil nu oprește trecerea proprietății aceluși imobil dela o persoană la alta, ci noul proprietar rămâne numai obligat de a plăti creditorului privilegiat sau ipotecar datoria, pentru care s'a constituit privilegiul sau ipoteca. Prin urmare, creditorul privilegiat sau ipotecar n'are dreptul de a cere desființarea înstrăinării imobilului afectat făcută de debitorul său, ci numai de a urmări vânzarea în mâinile noului proprietar și detinător, dacă acesta va refuza sau nu poate plăti datoria asigurată prin privilegiu sau ipotecă. (Cas. I, 174/95 B. p. 1145).

9. Sub Codul Caragea o terție persoană putea garantă prin ipotecă gestiunea unui funcționar și această ipotecă era valabilă, dacă se legaliză conform acelei legiuiri și se trecea în condicta de ipotecă, fără să fie nevoie la constituirea ei de participarea concomitentă a Statului garantat. În asemenea caz, consimțământul și aderența Statului la constituirea ipotecei rezultă în mod tacit din numirea și funcționarea slujbaşului, pentru a cărui gestiune s'a garantat prin ipoteca constituită. (Trib. Vâlcea C. Jud. 18/96).

10. În sistemul legislației noastre, proprietarul, care își ipotecează imobilul, conservă dreptul de administrație și are prin urmare dreptul de a-l închiria și percepe chiriiile, de oarece veniturile nu sunt imobilizate prin simplul efect al ipotecei și nici chiar prin procedura de urmărire. (Cas. I, 238/904 B. p. 758).

11. Stipulațiunea dintr'un act de ipotecă, că debitorul nu poate cedă chiriiile pe mai mult de șase luni și nici a închiria imobilul mai mult de un an, este o convențiune care creează drepturi și obligațiuni numai în raporturile dintre părțile contractante, neparticipând întru nimic la caracterul real al ipotecei și deci nu este opozabilă la terți care au calitatea de ayant-cause cu titlul particular ai uneia din părțile contractante. (Trib. Ilfov II C. Jud. 21/905).

12. Ipoteca fiind un drept real, creditorii ipotecari pot să urmărească imobilele ipotecate și să ceară scoaterea lor în vânzare în mâinile oricui s'ar găsi, fără să fie nevoie ca față cu acest detentor să se judece mai întâi spre a-și validă dreptul său. (Apel Craiova I, 1914: Dreptul 1915, p. 620: În același sens: Cas. II, 38 din 10 Febr. 1914, Curier Jud. 32/914).

13. Partajul moștenitorilor nu poate avea nici o influență asupra drepturilor creditorilor ipotecari din tim-

pul vieții defunctului și moștenitorii nu pot prin nimic, ca reprezentanți ai defunctului, să-i prejudicieze prin actele lor de împărțeață. (Trib. Botoșani 1915; Dreptul 1915, p. 491).

14. Ipoteca fiind un drept real și accesoriu dacă ea dispăre din o cauză oarecare, nu atinge prin aceasta și nu desființează creanța principală, astfel că prin anularea ipotecei în virtutea art. 514, pr. civ. nu se anulează și împrumutul intervenit între părți care rămâne a fi considerat numai cu titlu de creanță chirografară. (Trib. Ilfov, s. not. 47 din 27 Mai 1918 Dreptul 4/919).

15. Ipoteca grevază imobilul și se întinde și asupra fructelor ce el produce atâta timp cât sunt prinse de rădăcini, fără ca această extenziune să împiedice exploatarea solului, întrucât ea nu ridică proprietarului debitor libertatea de a se folosi de bunul

ipotecat, și de a consuma sau înstrăina recoltele. Debitorul are dreptul de a înstrăina însuși fondul, afectat la plata datoriei ipotecare, dar această înstrăinare lasă în întregime dreptul creditorului ipotecar, care urmărește fondul în mâinile noului proprietar. Înstrăinarea fructelor, însă ridică dreptul creditorului asupra lor, căci lucrurile mobile nu pot fi ipotecate.

Acest principiu se aplică tuturor fructelor solului, oricare ar fi valoarea lor, și deci și pădurilor vândute pentru tăere.

Ca atare vânzarea de pădure făcută de proprietarul debitor, nu numai că este valabilă și opozabilă creditorului hipotecar, dar acesta nici nu poate pretinde să i se atribue prețul vânzării. (C. Apel, Buc. s. I, 193 din 7 Iulie 1923. Pand. Rom. 1924 II. 98).

16. A se vedea: art. 1747, nota 1.

Art. 1747. — Dreptul de ipotecă nu se poate constitui decât în cazurile și cu formele prescrise de lege. (Com. 10, 16; Cvi. Fr. 2115; L. Belg. 42).

Text. fr. Art. 2115. — L'hypothèque n'a lieu que dans les cas et suivant les formes autorisées par la loi.

Doctrină străină.

BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., II, 962;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 592;
PONT, *Priv. et hyp.*, I, 322.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 551 urm., 588; (VIII, part. I, ed. 2-a, p. 93); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 456; „Ipoteca judiciară”. Dreptul 80/1910;
NACU, III, p. 690, 691.

Jurisprudență.

1. Promisiunea de ipotecă constituind o obligație de a face, ea e valabilă prin simplul consimțământ al părților, o asemenea obligație putând fi luată cu orice formă și chiar în mod verbal fără forme solemne cari

se cer numai pentru ipotecă și debitorul poate fi constrâns să-și execute promisiunea sa în cazul când nu o îndeplinește de bună voie. (C. Apel Constanta 32 din 8 Oct. 1919. Curier Jud. 65-66/920, Pand. Rom. 2/922, II, 49).

16 A se vedea: art. 1738 nota 3; art. 1772 cu notele respective.

Art. 1748. — Ipoteca este sau legală sau convențională ¹⁾. (Civ. 1749 urm., 1753 urm., 1760 urm., 1769 urm.; Civ. Fr. 2116; L. Belg. 43).

Text. fr. Art. 2116. — Elle est ou légale, ou judiciaire, ou conventionnelle.
Text. Belg. Art. 43. — Elle est légale, conventionnelle ou testamentaire.

Doctrină străină.

BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., II, 962;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 894;
DALLOZ, *Rép. Privil. et hyp.*, 746 urm., 844 urm.; *Suppl. Privil. et hyp.*, 448 urm.;

¹⁾ Art. francez corespunzător 2116, adaugă și „ipoteka judiciară”.

DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 338;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 592;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2755.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 552 urm., 563; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 456;
 NACU, II, p. 690, 691.

Art. 1749. — Ipoteca legală este aceea care ia naștere în virtutea unei dispozițiuni speciale a legii.

Ipoteca convențională este aceea care ia naștere din convențiunea părților, cu formele prescrise de lege. (Civ. 902, 1738 urm., 1745, 1753 urm., 1769 urm.; Civ. Fr. 2117; L. Belg. 44).

Text. fr. Art. 2117. — L'hypothèque légale est celle qui résulte de la loi. L'hypothèque judiciaire est celle qui résulte des jugements ou actes judiciaires.

L'hypothèque conventionnelle est celle qui dépend des conventions, et de la forme extérieure des actes et des contrats.

Text. Belg. Art. 44. — L'hypothèque légale est celle qui résulte de la loi.

L'hypothèque conventionnelle est celle qui dépend des conventions et de la forme extérieure des actes et des contrats.

L'hypothèque testamentaire est celle qui est établie par le testateur sur un ou plusieurs immeubles spécialement désignés dans le testament, pour garantie des legs par lui faits.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 200, 201, 251; III, ed. 5-a, p. 345, 421;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., I, 300; II, 963;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 934;
 DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 845, 1096 urm., 1186; *Suppl. Privil. et hypoth.*, 727 urm.;
 GUILLOUARD, *Privilèges et hypoth.*, II, 876;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 592, 598, 602;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2755.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 552 urm., 563; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 456;
 CANTACUZINO MATEI, p. 571, 574;
 NACU, III, p. 690, 691;
 SCRIBAN TRAIAN, „*Legatarii în legislația română n'au ipoteca legală*“. *Curier Jud.* 32/915;
 SION FLORIN, „*Ipoteca legală distinctă a legatarilor*“. *Curier Jud.* 7/915;
 STOENESCU D. DEM., „*Consimțământul creditorului într'un contract de ipotecă poate fi dat posterior și tacit?*“. *Curier Jud.* 53/904.

Jurisprudență.

1. Legiuitorul nostru, admitând ipotecile legale pe lângă cele convenționale, nu a făcut altă diferență între aceste două feluri de ipotecă de cât numai în privința modului cum ele se constituiesc: primele luând naștere în virtutea legii, secunde rezultând numai din convenția părților (Apel. Buc. II, 250, Nov. 27/79, *Dr.* 17/80).

2. Ipoteca propusă de o societate de asigurare și acceptată de minister, conform art. 147 din Codul de comerț, combinat cu art. 15 din regulamentul din 4 Aprilie 1900 modificator pentru punerea în aplicare a Codului comercial, nu intră în categoria ipotecelor legale scutite de taxele de în-

registrare prin art. 44 din legea timbrului și, ca atare, bine instanța de fond a respins cererea de restituire a acestor taxe. (Cas. I, 408/901, B. p. 1437).

3. Ipoteca, ce o societate o oferă Statului nu poate intra decât în categoria ipotecelor convenționale, după cum rezultă din combinarea art. 147 Cod. com. cu art. 15 din regulamentul de punere în aplicare a aceluși Cod, iar trimiterea, ce acest art. 15 face la ipotecile legale, nu poate să schimbe natura ipotecii, căci el nu are de scop decât să arate modul de procedură pentru efectuarea înscrierii acelei ipotecii. (Cas. I, 523/904, B. p. 1641).

4. A se vedea: art. 1772 cu notele respective.

Art. 1750. — Se pot ipotecă:

1. Imobilele cari sunt în comerț, cu accesoriile lor, ce după lege se privesc ca imobile;

2. Uzufuctul asupra acestor imobile și accesorii. (Civ. 462 urm., 471, 488—492, 963, 1310, 1770, 1777, 1778, 1824; L. agrară, 123; Civ. Fr. 2118; L. Belg. 45).

Text. fr. Art. 2118. — Sont seuls susceptibles d'hypothèques:

1°. Les biens immobiliers qui sont dans le commerce, et leurs accessoires.

2°. L'usufruit des mêmes biens et accessoires pendant le temps de sa durée.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, III, p. 126, 127, 308, 407, 409, 410; III, ed. 5-a, p. 203, 204, 665-667, 669, 670, 672;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., I, 504; II, 915, 920, 928, 934, 944, 945 urm.; III, 1941, 1944-1946;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 80, 133;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 456, 806, 826, 846; II, p. 841, 885;
 DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 589, 751 urm., 800; *Suppl. Privil. et hypoth.*, 422 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 78, 78 bis, I-IV, VI, VIII;
 GLASSON, II, p. 280 urm.;
 GUILLOUARD, *Privilèges et hypoth.*, III, 1508, 1513, 1522-1524;
 LAURENT, XXX, 200, 202, 208, 211, 213, 218, 219;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 587 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2718 urm., 2721 urm., 2735 urm.;
 PONT, *Priv. et hypoth.*, I, 370, 384, 393-395, 407;
 TROPLONG, *Privil. et hypoth.*, I, 108; II, 400-406, 553 bis.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, X, p. 299, 362, 480, 554 urm., 576, 705, 740, 761; (III, part. I, ed. 2-a, p. 468, 477, 478, 551, 567; IV, part. I, ed. 2-a, p. 344; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 305 n. 4); *Observațiune* sub. C. Apel Iași s. I, 17 Nov. 901. Dreptul 14/1902; *Notă* sub. Trib. Lannion (Cotes du Nord), 11 Mai 922. Curier Jud. 32/923; *Observație* sub. Judec. ocol. rural Calafat-Dolj, 367 din 12 Dec. 1919. Tribuna Juridică 26-27/1920;
 CANTACUZINO MATEI, p. 568;
 CRISTODORESCU C. și ȘTEFĂNESCU-PRIBOI DEM., *Codul legislației de expropriere*, p. 188 urm.;
 NACU, III, p. 686 urm.

Jurisprudență.

1. Cumpărarea unei păduri pentru exploatare prin tăiere nu constituie pentru cumpărător un drept real asupra acelei păduri ci numai dreptul incorporal de a face să se taie și să se ridice arborii tăiați, și prin urmare asemenea cumpărător nu poate constitui o ipotecă valabilă asupra pădurei supusă tăierii, căci prin asemenea destinațiune ea nu mai reprezintă de cât o valoare mobilă, care nu este susceptibilă de a fi ipotecată (art. 466, 1750 și 1751). Inșă dacă cumpărătorul unui asemenea drept de tăiere a unei păduri a constituit ipotecă asupra ei, și creditorul o scoate în vânzare silită pentru achitarea creanței sale, acel cumpărător nu poate să oprească vânzarea pentru motivul că ipoteca nu este valabilă, căci în lipsă de obligațiune ipotecară el rămâne obligat personal, și ținut astfel de a îndeplini îndatorirea sa cu toate bunurile sale, fie mobile, fie imobile. urmând

numai ea și alți creditori să poată discuta drepturile lor asupra pretului averii vândute, după mărimea și gradul de preferință a creanțelor lor (art. 1718 și 1719). (Cas. II, 177, Nov. 1/93, B. p. 547).

2. Drepturile reale neputând fi înființate decât prin lege, iar nu prin convenții particulare, de oarece organizația proprietății, numărul și natura desmembrărilor ei, interesează ordinea publică, dela care părțile nu pot derogă și legiuitorul nostru nevorbind nicăeri de dreptul de superficie, de aici rezultă că, în legea noastră, asemenea drept nu există cu caracterul de realitate și susceptibil de a fi ipotecat. Aceasta rezultă mai cu seamă din art. 471, 479, 492, modificat dela codul francez, din art. 1750 Cod. civil, care reproducând în parte art. 45 din legea ipotecară belgiană dela 1851, declară susceptibile de ipotecă numai imobilele ce sunt în comerț cu accesoriile lor, eliminând din acest text partea relativă la drepturile de superficie

și emfiteosă, prevăzute anume în legea belgiană, ca o aplicare a legii Tărilor de Jos din 1824, care permite ipotecarea acestor drepturi. (Apel Iași I. Dr. 14/902).

3. Art. 4 din decretul-lege 3681-918 relativ la exproprierea pentru cauză de utilitate națională, lovind de indisponibilitate părțile de moșii declarate expropriate, aceste părți de moșii și-au pierdut calitatea de lucruri în comerț și ca atare cel expropriat nu mai poate dispune de ele prin transmisiune ori constituire de vreun drept real potrivit dispoz. art. 1750 al I. cod. civ.

Această indisponibilitate nu privește numai pe stat, căruia nui pot fi opuse actele de dispoziție făcute de proprietar asupra pământului expropriat, dar ea interesează pe orice cre-

ditor, care, în caz de neplată, ar fi chemat să-și îndestuleze creanța din imobilul ipotecat.

Din acest punct de vedere cererea apelantului creditor-ipotecar în spetă, astfel cum a formulat-o de a se considera nulă ipoteca, ce i-a fost constituită la 5 Ianuarie 1920 de debitor asupra întregii moșii care a fost expropriată în parte, și a se recunoaște creanței sale caracterul de creanță chirografară, are a fi primită. Prin consecință, urmează a se scoate pe apelant din tabloul de distribuție a rentei de expropriere, făcut conform art. 76 legea agrară. (Trib. Dolj III, sent. civ. 149 din 15 Mai 1923, Jur. Gen. 1923 No. 605).

4. A se vedea: art. 786. Index „Ipotecă” și notele respective.

Art. 1751. — Mobilele nu pot fi ipotecate. (Civ. 472 urm., 1909; Civ. Fr. 2119; L. Belg. 46).

Text fr. Art. 2119. — Les meubles n'ont pas de suite par hypothèque.

Doctrină străină.

BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., II, 917, 950 urm.;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 387;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 755, 790, 817, 891;
 DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 753 urm.; *Suppl. Privil. et hypoth.*, 422;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 589 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2705 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 299, 362, 480, 554 urm., 576, 705, 740, 761; (VIII, part. I, ed. 2-a, p. 668);
 NACU, II, p. 274; III, p. 686 urm.

Jurisprudență.

1. Privilegiul asupra mobilelor durează cât ele se află la locul unde se găseau, când privilegiul a luat naștere, și creditorul ce are privilegiul asupra lor nu nu este ținut să le revindică, când debitorul le-a vândut sau cedat, dacă acele mobile se găseseră încă la locul unde se aflau. (Tribu-

nalul Botoșani, Curier Judiciar 25/96).

2. Dreptul de farmacie nu este un bun imobiliar nici prin natura lui, nici prin destinație, nici prin obiectul la care se aplică și ca atare un asemenea drept nu e susceptibil de a fi ipotecat. (C. Apel Galați 64 din 27 April. 1922, Dreptul 37/1902).

3. A se vedea: art. 1750, nota 1.

Art. 1752. — Nu se aduce nici o modificare prin acest codice dispozițiilor legilor maritime în privința navelor și bășimentelor de mare. (C. com. 490 urm., 678—694; Civ. Fr. 2120).

Text fr. Art. 2120. — Il n'est rien innové par le présent Code aux dispositions des lois maritimes concernant les navires et bâtiments de mer.

Doctrină străină.

BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., I, 694; II, 954 urm.;
 DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 790.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 299, 362, 480, 554 urm., 576, 705, 740, 761;
 NACU, III, p. 692.

Secțiunea I. — Despre ipotecile legale.

Art. 1753. — Drepturile și creanțele cari se asigură de lege prin o ipotecă sunt:

1. Ale femeilor măritate asupra bunurilor bărbatului¹⁾.
 2. Ale minorilor și interzișilor asupra bunurilor tutorelui.
 3. Ale Statului, ale comunelor și stabilimentelor publice asupra bunurilor perceptorilor și administratorilor centrali²⁾.
- (Civ. 343 urm., 348, 390, 415 urm., 435, 454, 1242 urm., 1272 urm., 1281, 1725, 1754 urm., 1778; C. com. 799; L. Timbr. 42 § 1; Civ. Fr. 2121).

Text. fr. Art. 2121. — Les droits et créances auxquels l'hypothèque légale est attribuée, sont:

- Ceux des femmes mariées, sur les biens de leur mari;
- Ceux des mineurs et interdits, sur les biens de leur tuteur;
- Ceux de l'État, des communes et des établissements publics, sur les biens des receveurs et administrateurs comptables.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, I, p. 185, 304 urm., 307, 364; II, p. 42; III, p. 201, 206-210, 213-219, 225-231, 234 urm., 248-250; III, ed. 5-a, p. 346, 347, 354-360, 363-366, 368-373, 383-388 urm., 394 urm., 415-418; VII, p. 338;
- BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., I, 666; II, 973-975, 978-981, 996, 1006-1012 urm., 1174-1179, 1181, 1182-1187, 1189-1192, 1209, 1212, 1213;
- BEUDANT, II, 92, 93, 601, 688 urm.;
- COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 521; II, p. 828 nota 1, 892, 895 urm., 904, 907, 922, 945, 948, 961, 971, 1009; ed. 1-a, III, p. 894;
- DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 845 urm.; *Suppl. Privil. et hypoth.*, 448 urm., 471, 503;
- DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 81 bis, VIII; 82 bis, III-V; 83 bis, I, II; 105 bis, VIII, XVI;
- DEMOLOMBE, I, 88; VI, 236, 420; VII, 124, 128, 135, 211; VIII, 29, 824, 825;
- GUILLOUARD, *Privilèges et hypothèques*, II, 692, 693, 707-713, 715-717, 719-721, 723, 725, 726, 729, 730, 752-754, 756, 774-776, 782-785, 787, 795, 797 urm., 801, 802, 804, 806, 863, 865-867;
- LAURENT, XXX, 264, 266, 269, 273, 275, 339, 346, 361-363, 370, 371, 373, 419;
- LYON-CAEN ET RENAULT, *Traité de droit commercial*, VIII, 890 urm., 1123;
- MOURLON, ed. 7-a, III, p. 592 urm.;
- PONT, *Priv. et hyp.*, I, 430, 432, 439, 491-493, 496, 497, 499-502, 524, 526;
- TROPLONG, *Privilèges et hypothèques*, I, 130, 426; II, 218 bis, 408 bis, 410 urm., 418 ter, 421, 423, 425, 427, 433 ter, 443 ter, 513 ter; *Contr. de mariage*, III, 1646.

Alle hipoteci legale.

- AUBRY ET RAU, III, p. 203, 206, 250; III, ed. 5-a, p. 350 urm., 353, 354, 419; VII, p. 493 urm.;
- BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., II, 965-968, 1216, 1217;
- BEUDANT, II, 606 urm.;
- DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 162 bis, III;
- DEMOLOMBE, XXI, 673;
- GUILLOUARD, *Privilèges et hypothèques*, II, 690, 691, 868;
- LYON-CAEN ET RENAULT, *Traité de droit commercial*, VII, 276 urm., 625; VIII, 1039;
- PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2810 urm., 2814 urm., 2831 urm., 2845 urm.;
- TROPLONG, *Privilèges et hypothèques*, II, 432 ter; *Donations*, IV, 1828, 1829.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 450, 657 urm., 664, 665 t. și n. 2, 666 nota, 667, 676; X, p. 368, 553, 566 urm., 570, 647; (II, ed. 2-a, p. 570, 668 urm.; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 49, 456;
- CANTACUZINO MATEL, p. 363, 575, 578;
- NACU, I, p. 114 urm., 167; III, p. 693, 694.

1) A se vedea, în legătură cu aceste articole, notele de sub textul articolelor 1256, 1281 și 1283 Codul Civil.

2) Din eroare se zice aici „centrali” în loc de „comptabili”, cum este și în textul francez.

Jurisprudență.

1. Prin art. 1753 § 3 statul, comunele și stabilimentele publice au ipotecă legală în bunurile percepțorilor și administratorilor. Aceste ipoteci nu au rang de cât din ziua luării înscrispțiunii în registrul tribunalului. (Apel Buc. III, 122, Ian. 5/84, Dr. 64/84).

2. Codul civil român constituind, prin excepțiune la dreptul comun mai multe ipoteci legale în profitul minorilor, femeii măritată și al statului a avut grijă de a determina în mod destul de clar cazurile în cari ele există, și prin urmare, afară de aceste cazuri nu pot exista de cât ipoteci convenționale, ipoteci supuse dreptului comun, atât în ce privește constituirea lor cât și înscrispțiunea. Or, în nici un text de lege nu se vede trecută ca ipotecă legală aceea ce un portărel dă ca garanție pentru funcțiunea ce ocupă. Și caracterul esențial al ipotecei legale e ca dânsa să existe prin singura voință a legii și fără intențiunea acordului de voință al părților contractante. E învederat dar că în ipotecile date de portărei, pe lângă voința lor, e necesară și acceptațiunea ministerului de justiție, care e în drept să le accepte sau să le refuze ca suficiente sau insuficiente. Astfel fiind aceste ipoteci nu pot fi considerate de cât ca ipoteci convenționale. Or, o ipotecă convențională, după art. 1772 și 1171, nu poate fi valabilă de cât atunci când ea e constatată prin un act autentic făcut înaintea tribunalului care, pe lângă celelalte solemnități, trebuie să constate declarațiunea și liberul consimțământ al părților contractante. Deci este nulă ipoteca consimțită de un portărel ca garanție a funcțiunei sale, dacă la constituirea ei nu s'a prezentat statul printr'un advocat public. (Trib. Ilfov, I, Apr. 28/84, Dr. 45/84).

3. Legiuitorul, prin art. 1753, determină anume cari ipoteci sunt legale, între cari nu intră ipoteca prin care constituentul dotei garantează fiicei

sale plata dotei, aceasta fiind o ipotecă convențională. (Cas. I, 222, Ian. 7/85 B. p. 494).

4. După art. 1753 și 1754 din codul civil, femeia are o ipotecă legală specială asupra bunurilor ce sunt afectate prin contractul de căsătorie pentru asigurarea dotei alienabile și că această ipotecă are a se înscrie de bărbat înaintea celebrării căsătoriei, ea fiind apărută și de taxa de înregistrare, conform art. 44, alin. ultim din legea timbrului.

Prin urmare, ipoteca afectată de sot prin contractul de căsătorie, pentru garantarea dotei constituite viitoareii soții, fiind o ipotecă legală, Tribunalul a violat sus citatele texte de lege când a hotărât că asemenea ipotecă este convențională, supuind-o în acelaș timp și la taxa de înregistrare. (Cas. III, 26 Mai 1910, B. p. 886).

5. Femeia poate cere înscrierea ipotecei sale legale asupra bunurilor bărbatului și după desfacerea căsătoriei. (Cas. II, 48 din 20 Febr. 1912, B. p. 345, Curier Jud. 56/912).

6. Din combinarea art. 1753 și 1757 din codul civil și din întreaga economie a legii, rezultă că ipoteca legală a femeii, tinde nu numai la asigurarea dotei sale alienabile, dar și la asigurarea dotei sale nealienabile. (Cas. II 48 din 20 Febr. 1912, B. p. 345, Curier Jud. 56/912).

7. Femeia nu are ipotecă legală asupra imobilului soțului numai pentru dota sa alienabilă, ci și pentru orice alte pretențiuni cari ar isvori din foaia sa dotală și deci și, pentru averea sa parafernala prevăzută într-o asemenea convențiune. (Apel Buc. I, No. 200, 1913, Dreptul 1914 p. 50).

8. Ipoteca legală a Statului asupra bunurilor grefierilor, fiind cuprinsă în art. 1753 alin. III c. civ., urmează că, conform art. 46 alin. ultim din legea timbrului să fie scutită de taxe de înregistrare. (Trib. Bacău I, No. 131, 1915; Dreptul 1915, p. 478).

9. A se vedea: art. 1754 cu notele respective.

§ 1. Despre siguranțele femeilor măritate¹⁾.

Art. 1754. — Femeia va avea o ipotecă specială asupra bunurilor ce sunt afectate prin contractul de căsătorie pentru asigurarea dotei alienabile.

Ipoteca se va înscrie de bărbat înaintea celebrării căsătoriei, și nu va avea efect decât dela data acelei înscrispțiuni.

Înscrispțiunea va putea fi cerută și de femeie. (Civ. 1242 urm., 1281, 1753, 1755 urm.; C. com. 799; L. Timbr. 39 § 9, 42 § 1; L. Belg. 64).

1) A se vedea, în legătură cu aceste articole, notele de sub textele Art. 1256, 1231 și 1283 Cod. Civ.

Text. Belg. Art. 64. — La femme aura une hypothèque spéciale sur les biens qui sont affectés par le contrat de mariage, pour sûreté de sa dot et de ses conventions matrimoniales.

Elle pourra également stipuler, dans son contrat de mariage, une hypothèque spéciale pour garantie des reprises de toute nature, même conditionnelles ou éventuelles, qu'elle pourra avoir à exercer contre son mari.

Ces hypothèques seront inscrites par le mari avant la célébration du mariage, et auront leur effet à dater de l'inscription.

L'inscription pourra aussi être requise par la femme.

Doctrină străină.

- ARNTZ, IV, 1764, 1769, 1773 bis, 1774, 1777, 1778, 1780, 1851;
 AUBRY ET RAU, I, § 78, p. 516 urm., (ed. 5-a); III, § 264 ter, p. 348, 368, 369, n° 5, 370, 371 t. și n. 8, 379 t. și n. 25; (ed. 5-a); V, § 468, p. 127;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, des priv. et hyp.*, etc., II, 973-976, 980-982, 986, 1000;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 81 bis, II; 105 bis, XVI;
 DEMOLOMBE, III, 226;
 GULLOARD, *Priv. et hyp.*, II, 692 urm., 752-754, 756, 772, 774, 790;
 HUC, XIII, 177, 178 urm., 237 urm.;
 LAURENT, I, 116; XXX, 153, 317, 333, 338, 339, 345, 346, 334, 365, 367, 378, 381 urm., 388, 394, 397, 406, 407, 410, 411; XXXI, 108, 328 urm.; XXXIII, 560; *Dr. int.*, VII, 375, 396, 398;
 MARTON *Priv. et hyp.*, III, 855 bis, 884, p. 13; 889, 891, 894, p. 19; 895, 918, 923, 929, 930 urm., 938-940, 943, 943 bis, 950, 951, 1693;
 PANDECTES FR., *Privileges et hypothèques*, 4733, 15216, 15223 urm.;
 PONT, *Priv. et hyp.*, I, 429, 433, p. 424 urm., 436, 437, 509; art. 2121, n° 427, p. 421;
 RODIÈRE ET PONT, *Contr. de mar.*, I, 193;
 SIREY, *Hypothèques*, 254;
 TESSIER, *Tr. de la dot*, II, p. 285 urm.;
 THIRY, IV, 474, 475, 481, 487, 488, p. 423, 424;
 TROPLONG, *Priv. et hyp.*, II, 418 bis, 418 ter, 513 bis și ter;
 WEISS, *Pr. de dr. int. priv.* p. 418, 518, 617; *Traité de dr. int. priv.*, II, p. 213; III, p. 339, 560.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 315, 442, 537 n. 5, 657 urm., 658 n. 1, 660 t. și n. 1, 661, 664 urm., 667, 670 urm., 673-675, 677, 681; X, p. 555, 567; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 352, 415); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 95, 93, 456; *Observație sub. Cas. II, 27 din 18 Ian. 1906. Dreptul 44/1906*;
 CANTACUZINO MATEI, p. 575, 576;
 CERBAN ALEXANDRU, „Câteva considerațiuni critice asupra ipotecilor legale ale femeii maritate, ale minorilor și celui interzis“. *Dreptul 64/1899, 83/1899, 40/1900, 46/1900, 70/1900*;
 IONESCU I. IOAN, *Dotă sub raportul înstrăinării*, p. 286;
 NACU, III, p. 694 urm.;
 PALLADE T. GEORGE, *Notă sub. C. Apel Iași s. I, 28 din 26 Iunie 913 și Trib. Fălcium, 64 din 27 Aprilie 1913. Curier Jud. 15/921*;
 SCRIBAN ȘTEFAN, *Executarea ipotecilor legale. Curier Jud. 83/1915*;
 TATARU G. V., *Prezidentul tribunalului*, p. 86.

Jurisprudență.

1. Legiuitorul nostru, admitând ipotecile legale pe lângă cele convenționale, nu a făcut altă diferență între aceste două feluri de ipotecă de cât numai în privința modului cum ele se constituiesc: primele luând naștere în virtutea legii, secunde rezultând numai din convenționea părților; întrucât privește însă celelalte reguli relative atât la specializarea acestor ipotecă cât și publicitatea lor, le-a supus la o regulă comună, legiuitorul voind ca orice ipotecă din ori ce cauză ar lua ele naștere să fie specializate și în-

scrise, două condițiuni esențiale, pentru validitatea lor. Acest principiu reese nu numai din combinațiunea tuturor articolelor codului civil relative la această materie, dar și din aceasta că legiuitorul român, depărtând dispozițiunile codului francez, a adoptat cu totul sistemul legii belgiane, unde specializarea și publicitatea ipotecelor sunt prescrise întocmai ca în ipotecile convenționale. Or, după art. 1754 femeia are o ipotecă specială asupra bunurilor bărbatului ce sunt afectate prin contractul de căsătorie pentru asigurarea dotei declarate alienabilă, ipotecă care urmează a se inseri de băr-

bat sau de femeie înaintea celebrării căsătoriei. Chiar când o asemenea stipulațiune nu există în contractul de căsătorie sau chiar când ar fi stipulațiuni contrarii, totuși legea civilă dă drept femeii ca cu autorizațiunea președintelui tribunalului domiciliului său, în timpul căsătoriei, să ceară o inscripțiune ipotecară asupra imobilelor bărbatului său, până la concurența dotei alienabile sau pentru ori ce pretențiuni ar putea avea, în virtutea foii sale dotale, drept care-l poate exercita în numele femeii constituentul său (art. 1756, 1757, 1759). Art. 1755 prevăzând că contractul de căsătorie trebuie să specializeze nu numai imobilele ipotecate dar și suma până la concurența căreia se va putea lua inscripțiunea ipotecară și art. 1758 cerând ca inscripțiunile luate în virtutea art. 1756 și 1757 să specializeze sumele pentru care o inscripțiune ipotecară este luată, rămâne evident că în toate aceste cazuri ipoteca legală, sub pedeapsă de nulitate, urmează a fi specializată sau prin contractul de căsătorie sau prin ordonanța președintelui tribunalului care autoriză luarea unei inscripțiuni. (Apel Buc. II, 256, Nov. 27/79, Dr. 17/80).

2. Inscripțiunea unei ipoteci legale fiind supusă la aceleași formalități ca și aceea a unei ipoteci convenționale, nimeni nu se poate prezintă în numele unei persoane pentru a cere inscripțiunea unei ipoteci de cât atunci când mandatul în virtutea căruia se prezintă e investit cu formele exterioare ale autenticității. (Apel Buc. II, 256, Nov. 27/79, Dr. 17/80).

3. Din textul tuturor articolelor ce regulează materia ipotecelor legale reese că femeia măritată, pentru a putea avea o ipotecă legală asupra averii soțului, care prin inscripțiune să poată fi opusă unei terții persoane, urmează a avea un contract dotal făcut cu formele prevăzute de lege. Argumentul din expresiunile generale întrebunțate de legiuitor în art. 1753, care ar acorda femeii măritate o ipotecă legală asupra bunurilor bărbatului pentru toate creanțele sale fără a distinge dacă acele creanțe au luat naștere înainte, de odată cu căsătoria, sau în timpul duratei ei, nu e cât de puțin fundat, căci legiuitorul în art. 1753 nu are drept scop de cât a arăta care sunt persoanele ce pot beneficia de o ipotecă legală și care sunt bunurile asupra cărora aceste ipoteci pot avea loc, iar nici de cum a arătat că femeile măritate pentru ori ce creanță ar fi având contra soțului său au o ipotecă legală. Ceea ce face și mai evidentă această intențiune a legiuitorului nostru, sunt dispozițiunile categorice ale art. 1754—1757, cari, ocupându-se despre sigurantele femeilor măritate,

arată nu numai formalitățile cum aceste inscripțiuni pot fi luate, dar și că creanțele pentru cari femeile măritate au o ipotecă legală, pentru cari pot cere o inscripțiune ipotecară, sunt cele rezultând din contractul lor dotal și până la concurența dotei alienabile. Această intențiune a legiuitorului reese asemenea și din art. 1815 care prevede siguranța femeii măritate sub codul Caragea. Dacă s'ar admite că legiuitorul nostru a voit a asigura femeia măritată cu o ipotecă legală pentru ori ce creanță, și dacă art. 1753 ar cuprinde acest principiu general, atunci ar trebui să presupunem că art. 1754 și urm., nu sunt decât o inutilă repetițiune, și în ori ce caz o contradicțiune flagrantă a principiilor puse în art. 1753. Astfel fiind, e imposibil a se admite că soția, în lipsă de un act dotal regulat făcut pentru creanța sa parafernala, poate avea o ipotecă legală. (Apel Buc. I, 40, Febr. 14/84, Dr. 33/84).

4. Art. 1753, departe de a face vre-o distincție, hotărăște în termeni generali că femeia măritată are pentru asigurarea drepturilor și creanțelor ei o ipotecă legală asupra bunurilor bărbatului său; de unde urmează că toate creanțele femeii, precum zestrea, clauza de întrebuințare, câștiguri nuptiale, bunuri parafernale, etc., sunt garantate prin ipotecă legală. Art. 1745—1757 nu au un înțeles limitativ, căci singura restricțiune care reese din aceste articole este că numai pretențiunile ce ar putea avea femeia în virtutea foaiei sale dotale, adică în virtutea unei convențiuni matrimoniale, dau loc la o ipotecă legală (art. 1575). (Cas. I, 245/Iun. 22/85, B. p. 519).

5. Art. 1753 stabilește că femeile măritate au o ipotecă legală asupra bunurilor bărbatului pentru drepturile și creanțele lor; iar art. 1754 și 1757 enumără drepturile cele mai uzuale ce femeia are contra bărbatului său; această enumerațiune nu este limitativă căci prin ea legea are de scop de a determina modul cum această ipotecă trebuie a fi specializată, iar nu de a determina cazurile în cari femeia are o ipotecă legală; principiul este stabilit prin art. 1753, iar enumerațiunea este o chestiune de interpretare, care nu intră în domeniul legiuitorului. (Trib. Ilfov, I, Mart. 29/89, Dr. 36/89).

6. Sub regimul separatiunii de bunuri, ca și sub regimul dotal, în ceea ce privește bunurile parafernale, femeia singură își administrează patrimoniul său și ca atare ea nu poate avea nici o acțiune contra bărbatului său pentru aceste bunuri, prin urmare nu poate avea nici vre o ipotecă legală. Și chiar dacă femeia ar lăsa administrațiunea acestor bunuri soțului

său, ca tot nu poate avea o ipotecă legală asupra averii bărbatului, căci în acest caz bărbatul administrează această avere a soției nu în baza convenției matrimoniale, ci în baza unui mandat, așa că el nu poate fi responsabil de cât ca un mandatar (art. 1286); or, mandantul nu are ipotecă legală asupra averii mandatului său. (Trib. Ilfov, I, Mart. 29/89, Dr. 36/89).

7. Sub legiuirea Caragea femeia măritată avea o preferință ocultă asupra întregii averi a bărbatului, în virtutea căreia, când venea în concurs cu alți creditori, era îndreptățită de a-și lua cu preferință zestrea. Acest drept de preferință nu se putea exercita, de cât atât cât averea era în proprietatea soțului, îndată însă ce acesta înstreină această avere, soția nu-și mai putea exercita dreptul său de prefe-

rință în contra terților achizitori, întru cât nu avea nici un drept de urmărire. Legiuitorul cod. civil, găsind că sistemul acesta e prea slab, a prescris ca femeile măritate să ia o inscripțiune ipotecară asupra averii soțului, dându-le astfel posibilitate de a dobândi și dreptul de urmărire. (Apel Buc. III, C. Jud. 54/901).

8. Femeia poate, chiar după desfăcerea căsătoriei, să înscrie ipoteca sa legală, pentru ca, cel puțin dela data acestei înscrieri, să-și asigure un rang față de ceilalți creditori posteriori ai bărbatului, iar acesta n'are calitate de a critica regularitatea unei asemenea înscrieri, care nu este cerută în interesul lui. (Apel Buc. III, Dr. 39/905).

9. A se vedea: art. 1281 cu notele respective; art. 1753 cu notele 4, 5, 6, 7; art. 1815 cu notele respective.

Art. 1755. — Prin contractul de căsătorie se vor specializa imobilele ipotecate, obiectele dotale garantate și suma până în concurența căreia se va putea lua inscripțiunea ipotecară. (Civ. 1224 urm., 1281, 1756 urm.; L. Belg. 65).

Text. Belg. Art. 65. — Le contrat désignera les immeubles grevés de l'hypothèque, l'objet de la garantie et la somme a concurrence de laquelle l'inscription pourra être prise.

Doctrină străină.

- ARNTZ, IV, 1764, 1769, 1773 bis, 1774, 1777, 1778, 1780, 1851;
 AUBRY ET RAU, I, § 78, p. 516 urm. (ed. 5-a); III, § 264 ter, p. 348, 368, 369, n° 5, 370, 371 t. și n° 8, 379 t. și n° 25 (ed. 5-a); V, § 468, p. 127;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, des priv. et hyp.*, II, 973-976, 980-982, 986, 1000;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 81 bis, II; 105 bis, XVI;
 DEMOLOMBE, III, 226;
 GUILLOUARD, *Priv. et hyp.*, II, 692 urm., 752-754, 756, 772, 774, 790;
 HUC, XIII, 177, 178 urm., 237 urm.;
 LAURENT, I, 116; XXX, 153, 317, 333, 338, 339, 345, 346, 364, 365, 367, 378, 381 urm., 388, 394, 397, 406, 407, 410, 411; XXXI, 108, 328 urm.; XXXIII, 580; *Dr. int.*, VII, 375, 396, 398;
 MARTON *Priv. et hyp.*, III, 855 bis, 884, p. 13, 889, 891, 894, p. 19, 895, 918, 923, 929, 930 urm., 938-940, 943, 943 bis, 950, 951, 1693;
 PANDECTES FR., *Privileges et hypothèques*, 4733, 15216, 15223 urm.;
 PONT, *Priv. et hyp.*, I, 429, 433, p. 424 urm., 436, 437, 509; art. 2121, n° 427, p. 421;
 RODIÈRE ET PONT, *Contr. de mar.*, I, 193;
 SIREY, *Hypothèques*, 254;
 TESSIER, *Tr. de la dot.*, II, p. 285 urm.;
 THIRY, IV, 474, 475, 481, 487, 488, p. 423, 424;
 TROPLONG, *Priv. et hyp.*, II, 418 bis, 418 ter, 513 bis, 513 ter;
 WEISS, *Pr. de dr. int. priv.*, p. 418, 518, 617; *Traité de dr. int. priv.*, II, p. 213; III, p. 339, 560.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 315, 442, 537 n. 5, 657 urm., 658 n. 1, 660 t. și n. 1, 661, 664 urm., 667, 670 urm., 673-675, 677, 681; X, p. 555, 567; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 352, 415); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 95, 456;
 CANTACUZINO MATEI, p. 575;
 NACU, III, p. 694 urm.;
 TATARU G. V., *Prezidentul tribunalului*, p. 86.

Jurisprudență.

1. A se vedea: art. 1754, nota 1.

Art. 1756. — În lipsă de stipulațiuni exprese¹⁾ de ipotecă în contractul de căsătorie sau când garanțiile determinate prin acest contract nu vor fi îndestulătoare, femeia va putea în timpul căsătoriei, în virtutea autorizațiunei date de către președintele tribunalului domiciliului său, și până la concurența sumei dotei alienabile, să ceară înscripțiunea ipotecară asupra unuia sau mai multe imobile anume determinate ale bărbatului său. (Civ. 1224, 1281, 1755, 1757 urm.; C. com. 799; L. Belg. 66²⁾).

Text. Belg. Art. 66. — A défaut de stipulation d'hypothèque, ou en cas d'insuffisance des garanties déterminées par le contrat, la femme pourra, pendant le mariage, en vertu de l'autorisation du président du tribunal de son domicile et à concurrence de la somme qui sera fixée par lui, requérir des inscriptions hypothécaires sur les immeubles de son mari, pour sûreté des droits énumérés au § 1-er de l'article 64.

Doctrină străină³⁾

- ARNTZ, IV, 1764, 1769, 1773 bis, 1774, 1778, 1780, 1851;
 AUBRY ET RAU, I, § 78, p. 516 urm. ed. 5-a; III, § 264 ter, p. 348, 368, 369, n° 5, 370, 371
 I. și n° 8, 379 t. și n° 25, (ed. 5-a); V, § 468, p. 127;
 BAUDRY ET LOYNES, *Du nantissement, des priv. et hyp.* II, 973-976, 980-982, 986, 1000;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 81 bis, II; 105 bis, XVI;
 DEMOLOMBE, III, 226;
 GUILLOUARD, *Priv. et hyp.*, II, 692 urm., 752-754, 756, 772, 774, 790;
 HUC, XIII, 177, 178 urm., 237 urm.;
 LAURENT, I, 116; XXX, 153, 317, 333, 338, 339, 345, 346, 364, 365, 367, 378, 381 urm., 388, 394, 397, 406, 407, 410, 411; XXXI, 108, 328 urm.; XXXIII, 560; *Dr. int.*, VII, 375, 396, 398;
 MARTON, *Priv. et hyp.*, III, 855 bis, 884, p. 13, 889, 891, 894, p. 19, 895, 918, 923, 929, 930 urm., 938-940, 943, 943 bis, 950, 951, 1693;
 PANDECTES FR., *Privileges et hypothèques*, 4733, 15216, 15223 urm.;
 PONT, *Priv. et hyp.*, I, 429, 433, p. 424 urm., 436, 437, 509; art. 2121, n° 427, p. 425;
 RODIÈRE ET PONT, *Contr. de mar.*, I, 193;
 SIREY, *Hypothèques*, 254;
 TESSIER, *Tr. de la dot.*, II, p. 285 urm.;
 THIRY, IV, 474, 475, 481, 487, 488, p. 423, 424;
 TROPLONG, *Priv. et hyp.*, II, 418 bis, 418 ter, 513 bis, 513 ter;
 WEISS, *Pr. de dr. int. priv.*, p. 418, 518, 617; *Traité de dr. int. priv.*, II, p. 213; III, p. 339, 500.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 315, 442, 537 n. 5, 657 urm., 658 n. 1, 661, 664 urm., 667, 668, 670, 673 t. și n. 2, 674, 675; X, p. 555, 567; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 352, 415); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 95, 96, 456; *Observație sub. Trib. Iași s. I, 7 Oct. 1906. Dreptul 68/1906*;
 CANTACUZINO MATEI, p. 575, 576;
 CHIRCULESCU D. N., „*Despre efectul erorilor sau indicațiilor necomplete sau neexacte într-o înscripție de ipotecă sau privilegiu și despre autorizația cerută femeii zestrăse pentru luarea înscripției legale*“. *Curier Jud.* 43/1903;
 NACU, III, p. 694 urm.;
 PALLADE T. GEORGE, *Notă sub. C. Apel Iași s. I, 28 din 26 Iunie 913 și Trib. Fălciu, 64 din 27 Aprilie 1913. Curier Jud.* 15/1921;
 TATARU G. V., *Prezidentul Tribunalului*, p. 80.

Jurisprudență.

1. Femeia măritată are drept de a cere înscripțiune ipotecară asupra bunurilor imobile ale bărbatului său,

pentru asigurarea zestrei sale, și dacă dânsa nu va exercită acest drept, îl va putea exercită în numele ei acela ce a constituit dota, și în lipsa acestuia, chiar procurorul tribunalului de

¹⁾ Art. belgian corespunzător 66, nu cuprinde expresiunea „expresse“, care nu se găsește nici în textul francez.

²⁾ A se compara art. 1756 român cu art. 66 din Legea belgiană dela 1851.

prima instanță al domiciliului femeii. Constitutorul dotei poate cere această inscripție fără autorizarea președintelui tribunalului domiciliului femeii, autorizatiune fără de care însă femeia nu poate cere o asemenea inscripțiune. O asemenea inscripțiune este opozabilă tuturor. (Apel Galați I. C. Jud. 41/95).

2. Inscripțiunea ipotecară în averea nemisăcătoare a bărbatului, pentru asigurarea dotei mobiliare a femeii sale, se poate lua și de cei ce au constituit dota, fără ca în acest caz să fie nevoie de autorizatiunea președintelui tribunalului, această autorizatiune fiind preserisă de lege numai pentru femeie, în interesul autorității maritale. (Cas. I, 218/95, B. p. 605).

3. Femeia sau constitutorii dotei, pentru asigurarea drepturilor rezultând din contractul dotal și până la concurența dotei alienabile, nu pot cere inscripțiune ipotecară, decât în timpul

duratei căsătoriei. (Cas. I, 131/901, B. p. 426).

4. Femeia poate în timpul căsătoriei să ia o inscripție ipotecară asupra imobilelor bărbatului său cu autorizarea președintelui Trib. și aceasta chiar în caz când ar exista o convenție contrară în contractul matrimonial, iar garanția femeii subsistă în tot timpul căsătoriei. Inscripția ipotecară a femeii garantează nu numai dota, dar chiar averea ei parafernală. (Trib. Iași I, Dr. 68/906).

5. Femeia n'are trebuință de autorizarea bărbatului, sau de punerea lui în cauză, când cere o inscripțiune ipotecară pentru asigurarea dotei sale mobiliare, precum de asemenea bărbatul nu este ținut să pună în cauză pe femeie când cere reducțiunea inscripțiunii ipotecare. (Cas. II, 18 Ianuarie 1906, B. p. 110).

6. A se vedea: art. 1754, notele 1, 8; art. 1759, notele 4, 6, 7; art. 1786, nota 21.

Art. 1757. — Femeia va putea încă, chiar în caz de convențiune contrarie, dară cu autorizatiunea președintelui tribunalului domiciliului său, să ceară în timpul căsătoriei inscripțiuni ipotecare asupra imobilelor bărbatului său, pentru orice pretențiuni ar putea avea în contra lui în virtutea foaiei sale dotale. (Civ. 1281, 1756, 1758; C. com. 799; L. Belg. 67¹).

Text, Belg. Art. 67. — La femme pourra toujours nonobstant convention contraire, mais en vertu de l'autorisation du président du tribunal de son domicile, requérir, pendant le mariage, des inscriptions sur les immeubles de son époux pour toutes causes de recours qu'elle peut avoir contre lui, telles que celles qui résultent d'obligations par elle souscrites, d'aliénations de ses propres, de donations ou de successions auxquelles elle aurait été appelée.

Doctrină străină.

- ARTZ, IV, 1764, 1769, 1773 bis, 1774, 1778, 1780, 1851;
 AUBRY ET RAU, I, § 78, p. 516 urm., ed. 5-a; III, § 264 ter, p. 348, 368, 369, n° 5, 370, 371, t. și n° 8, 379 t. și n° 25, ed. 5-a; V, § 468, p. 127;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, des priv. et hyp.*, II, 973-976, 980-982, 986, 1000;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 81 bis, II; 105 bis, XVI;
 DEMOLOMBE, III, 226;
 GUILLOUARD, *Priv. et hyp.*, II, 692 urm., 752-754, 756, 772, 774, 790;
 HUC, XIII, 177, 178 urm., 237 urm.;
 LAURENT, I, 116; XXX, 153, 317, 333, 338, 339, 345, 346, 364, 365, 367, 378, 381 urm., 388, 394, 397, 406, 407, 410, 411; XXXI, 108, 328 urm.; XXXIII, 560; *Dr. int.*, VII, 375, 396, 398;
 MARTON, *Priv. et hyp.*, III, 855 bis, 884, p. 13, 889, 891, 894, p. 19, 895, 918, 923, 929, 930 urm., 938-940, 943, 943 bis, 950, 951, 1693;
 PANDECTES FR., *Privilèges et hypothèques*, 4733, 15216, 15223 urm.;
 PONT, *Priv. et hyp.*, I, 429, 433, p. 424 urm., 436, 437, 509; art. 2121, n° 427, p. 421;
 RODIÈRE ET PONT, *Contr. de mar.*, I, 193;
 SIREY, *Hypothèques*, 254;
 TESSIER, *Tr. de la dot.*, II, p. 285 urm.;
 THIRY, IV, 474, 475, 481, 487, 488, p. 423, 424;
 TROPLONG, *Priv. et hyp.*, II, 418 bis, 418 ter, 513 bis, 513 ter;
 WEISS, *Pr. de dr. int. priv.*, p. 418, 518, 617; *Traité de dr. int. priv.*, II, p. 213; III, p. 339, 560.

1) A se compară art. 1757. român cu art. 67 din legea belgiană din 1851.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 664, 665, 666 urm., 666 nota, 667, 668, 670, 673-676, 681; X, p. 625; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 352, 415); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 95, 456; „Două chestiuni controversate asupra ipotecei legale a femeii măritate”. Dreptul 14/1904; *Observație* sub. Cas. II, 27 din 18 Ian. 1906. Dreptul 44/1906; *Observație* sub. Trib. Iași s. I, 7 Oct. 1906. Dreptul 68/1906;
CANTACUZINO MATEI, p. 575, 576, 715;
IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 286;
NACU, III, p. 695 urm.;
TATARU G. V., *Prezidentul tribunalului*, p. 86;
VULTURESCU GR., „Femeia măritată poate ceda rangul inscripției ipotecei sale”. Dreptul 5/1904.

Jurisprudență.

1. Femeia nu are ipotecă legală a supra averii imobile a soțului numai pentru dota sa alienabilă, ci și pentru orice alte pretențiuni cari ar isvorî din foaia sa dotală și deci și pentru ave-

rea sa parafernala prevăzută într-o asemenea convențiune. (Apel Buc. I, No. 200, 1913. Dreptul 1914, p. 50).

2. A se vedea: art. 1753, notele 5, 6; art. 1754, notele 3, 4, 5; art. 1756, notele 4, 5.

Art. 1758. — Inscripțiunile luate în virtutea articolelor 1756, 1757 vor arăta special fiecare imobil, și vor determina sumele pentru care sunt cerute acele inscripțiuni. (Civ. 1281, 1759 urm., 1780; L. Belg. 68).

Text. Belg. Art. 68. — Les inscriptions prises en vertu des articles 66 et 67 désigneront spécialement chaque immeuble et exprimeront les sommes pour lesquelles ces inscriptions sont requises.

Doctrină străină.

ARNTZ, IV, 1764, 1769, 1773 bis, 1774, 1778, 1780, 1851;
AUBRY ET RAU, I, § 78, p. 516 urm., ed. 5-a; III, § 264 ter, p. 348, 368, 369, n° 5, 370, 371, t. și n° 8, 379, t. și n° 25, ed. 5-a; V, § 468, p. 127;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, des priv. et hyp.*, II, 973-976, 980-982, 986, 1000;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 81 bis, II; 105 bis, XVI;
DEMOLOMBE, III, 226;
GUILLOUARD, *Priv. et hyp.*, II, 692 urm., 752-754, 756, 772, 774, 790;
HUC, XIII, 177, 178 urm.; 237 urm.;
LAURENT, I, 116; XXX, 153, 317, 333, 338, 339, 345, 346, 364, 365, 367, 378, 381 urm., 388, 394, 397, 406, 407, 410, 411; XXXI, 108, 328 urm.; XXXIII, 560; *Dr. int.*, VII, 375, 396, 398;
MARTON, *Priv. et hyp.*, III, 855 bis, 884, p. 13, 889, 891, 894, p. 19, 895, 918, 923, 929, 930 urm., 938-940, 943, 943 bis, 950, 951, 1693;
PANDECTES FR., *Privileges et hypothèques*, 4733, 15216, 15223 urm.;
PONT, *Priv. et hyp.*, I, 429, 433, p. 424 urm., 436, 437, 509; art. 2121, n° 427, p. 421;
RODIÈRE ET PONT, *Contr. de mar.*, I, 193;
SIREY, *Hypothèques*, 254;
TESSIER, *Tr. de la dot.*, II, p. 285 urm.;
THIRY, IV, 474, 475, 481, 487, 488, p. 423, 424;
TROPLONG, *Priv. et hyp.*, II, 418 bis, 418 ter, 513 bis, 513 ter;
WEISS, *Pr. de dr. int. priv.*, p. 418, 518, 617; *Traité de dr. int. priv.*, II, p. 213; III, p. 339, 560.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 670, 673; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 352, 415); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 95, 456;
CANTACUZINO MATEI, p. 575;
NACU, III, p. 695 urm.

Jurisprudență.

1. Legiuitorul nostru, admitând ipotecile legale pe lângă cele convenționale, nu a făcut altă diferență între

aceste două feluri de ipotecă de cât numai în privința modului cum ele se constituiesc: primele luând naștere în virtutea legii, secundele rezultând numai din convențiunea părților; întru

cât privește însă celelalte regule relative atât la specializarea acestor ipotece cât și la publicitatea lor, le-a spus la o regulă comună, legiuitorul voind ca ori ce ipotece din ori ce cauză ar lua ele naștere să fie specializate și înscrise, două condițiuni esențiale pentru validitatea lor. Acest principiu reese nu numai din combinațiunea tuturor articolelor din codul civil, relative la această materie, dar și din aceasta că legiuitorul român, depărtând dispozițiunile codului francez, a adoptat cu totul sistemul legii belgiane, unde specializarea și publicitatea ipotecelor sunt prescise întocmai ca în ipotecile convenționale. Și după art. 1754 femeia are o ipotecă specială asupra bunurilor bărbatului ce sunt afectate prin actul de căsătorie pentru asigurarea dotei declarate alienabilă, ipotecă care urmează a se înscrie de bărbat sau de femeie înaintea celebrării căsătoriei. Și chiar când o asemenea stipulațiune nu există în contractul de căsătorie sau chiar când ar fi stipulațiuni contrarii, totuși legea civilă dă drept femeii ca cu autorizațiunea președintelui tribunalului domiciliului său, în timpul căsătoriei să ceară o inscripțiune ipotecară asupra imobilelor bărbatului său până la concurența dotei alienabile sau pentru ori ce pretențiuni ar putea avea în virtutea foaiei sale dotale, drept care îl poate exercita în numele femeii constituențului dotei sau însuși procurorul tribunalului domiciliului său (art. 1756, 1757, 1759). Iar art. 1755 prevăzând că contractul de căsătorie trebuie să specializeze nu numai imobilele ipotecate dar și suma până la concurența căreia se va putea lua inscripțiunea ipotecară, și art. 1758 cerând ca inscripțiunile luate în virtutea art. 1756 și 1757, să specializeze sumele pentru cari o inscripțiune ipotecară este luată, rămâne evident, că în toate aceste cazuri ipoteca legală, sub pedeapsă de nulitate, urmează a fi specializată sau prin contractul de căsătorie sau prin ordonanța președintelui tribunalului care

autoriză luarea unei inscripțiuni. (Apel Buc. II, 256, Nov. 27/79, *Dr.* 17/80).

2. Dreptul sotului de a cere pentru soție în timpul căsătoriei inscripțiune ipotecară în averea sa, neputând fi cu temeiu tăgăduit, specializarea sumei dotei alienabile, în favoarea căreia contractul de căsătorie a stipulat luarea unei inscripțiuni în un anume imobil al sotului, acea specializare odată admisă de sot, care singur, după art. 1761, e în drept de a o contesta în privința quantumului, și în consecința acestei specializări, făcută sau admisă de sot, inscripțiunea odată luată după cerința legii prin înserarea în registrele respective a unei sume determinate, creditorii ipotecari înscrși în urmă nu pot cere, sub cuvânt că suma n'a fost specificată, anularea inscripțiunii anterioare: 1) pentru că în fapt, suma creanței dotale înscrși se află specificată în registre la data când ei și-au înscrși ipoteca; 2) pentru că nici un text de lege nu cere, sub pedeapsă de nulitate a unei inscripțiuni specificată în registre atât în privința imobilului cât și în privința sumei, că acea specificare, întru cât privește suma, să fi fost prealabil încuviințată și ordonată de președintele tribunalului domiciliului soției, și aceasta chiar în cazul când cel în drept de a contesta inscripțiunea în privința quantumului sumei înscrise, sotul, este acela care cere inscripția. Prin urmare, în asemenea caz, creditorii posteriori înscrși, neputând invoca nici o anume nulitate, în conformitatea art. 785 al. 3 pr. civ., ei nu pot avea alt drept de cât acela de a face, pe cale principală, de va fi cazul, să se declare fie simulată în total sau în parte suma pentru care s'a luat inscripția. (Cas. I, 96. Mart. 8/80, B. p. 110).

3. Legiuitorul, prin specializarea bunurilor bărbatului asupra căroră trebuie a se lua inscripțiunea ipotecară, a înțeles a nu se grevă toate bunurile bărbatului de cât numai acelea până la concurența averii dotale. (Trib. Gori, Nov. 13/87, *Dr.* 86/87).

Art. 1759. — În toate cazurile determinate mai sus în cari femeia măritată are drept de a cere inscripțiunea de ipotecă asupra bunurilor imobile ale bărbatului, dacă ea nu va exercită acest drept, îl va putea exercita în numele ei acel ce a constituit dota, și în lipsa acestuia, chiar procurorul¹⁾ tribunalului de prima instanță a domiciliului femeii. (Civ. 1281, 1754 urm.; Pr. civ. 80 și urm.; Leg. 29 Oct. 77; L. Belg. 69, 70²⁾).

1) Este discutabilă chestiunea dacă exercițiul acestui drept îl mai are Procurorul, în urma legii din 20 Octomvrie 1877 asupra atribuțiunilor Ministerului public. A se vedea și dispozițiunile art. 80 și urm. din noua procedură civilă.

2) A se compară art. 1759 român cu art. 69 și 70 din Legea belgiană din 1851.

Text. Belg. Art. 69. — Dans les cas prévus par les articles précédents, et en se conformant aux règles qui y sont prescrites, les parents et alliés des époux jusqu'au troisième degré inclusivement pourront requérir les inscriptions ou nom de la femme.

Text. Belg. Art. 70. — Le juge de paix du canton du domicile marital et le procureur du Roi près le tribunal de première instance pourront d'office requérir ces inscriptions au nom de la femme.

Le mari pourra toujours les prendre de son chef.

Doctrină străină.

- ARNTZ, IV, 1764, 1769, 1773 bis, 1774, 1778, 1780, 1851;
 AUBRY ET RAU, I, § 78, p. 516 urm., ed. 5-a; III, § 264 ter, p. 348, 368, 369, n° 5, 370, 371
 I. și n° 8, 379, t. și n° 25, ed. 5-a; V, § 468, p. 127;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, des priv. et hyp.*, II, 973-976, 980-982, 986, 1000;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 81 bis, II; 105 bis, XVI;
 DEMOLOMBE, III, 226;
 GUILLOUARD, *Priv. et hyp.*, II, 692 urm., 752-754, 756, 772, 774, 790;
 HUC, XIII, 177, 178 urm., 237 urm.;
 LAURENT, I, 116; XXX, 153, 317, 333, 338, 339, 345, 346, 364, 365, 367, 378, 381 urm., 388, 394, 397, 406, 407, 410, 411; XXXI, 108, 328 urm.; XXXII, 560; *Dr. int.*, VII, 375, 396, 398;
 MARTON, *Priv. et hyp.*, III, 855 bis, 884, p. 13, 889, 891, 894, p. 19, 895, 918, 923, 929, 930 urm., 938-940, 943, 943 bis, 950, 951, 1693;
 PANDECTES FR., *Privilèges et hypothèques*, 4733, 15216, 15223 urm.;
 PONT, *Priv. et hyp.*, I, 429, 433, p. 424 urm., 436, 437, 509; art. 2121, n° 427, p. 421;
 RODIÈRE ET PONT, *Contr. de mar.*, I, 193;
 SIREY, *Hypothèques*, 254;
 TESSIER, *Tr. de la dot.*, II, p. 285 urm.;
 THIRY, IV, 474, 475, 481, 487, 488, p. 423, 424;
 TROPLONG, *Priv. et hyp.*, II, 418 bis, 418 ter, 513 bis, 513 ter;
 WEISS, *Pr. de dr. int. priv.*, p. 418, 518, 617; *Traité de dr. int. priv.*, II, p. 213; III, p. 339, 560.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 675, 677, 678; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 96, 456; *Observație sub. Cas. II, 27 din 18 Ian. 1906. Dreptul 44/1906*;
 NACU, III, p. 695 urm.;
 TATARU G. V., *Prezidentul tribunalului*, p. 86.

Jurisprudență.

1. Soțul, mandatar legal al femeii, nu e poprit de lege de a cere în această calitate, în timpul căsătoriei, luarea de inscripțiuni ipotecare în averea sa, pentru siguranța dotei alienabile a soției sale, și pentru care contractul de căsătorie stipulează acea inscripție și specializează și imobilul asupra căruia urmează a se lua inscripția. Dacă art. 1759 nu enumeră și pe soț între perscanele în drept și datoare de a face asemenea cerere, cuvântul e că legea, privindu-l ca având interes de a se opune la luarea inscripțiunii în averea sa (art. 1761), nu a voit să-i transforme acest drept în o obligațiune de îndeplinit din parte-i. Asemenea dacă, prin art. 1754, s'a impus această obligațiune viitorului soț, înainte de celebrarea căsătoriei, cauza a fost că înaintea nunței, viitorul soț neavând nici drepturi nici datorii isvorând dintr'un contract ce încă nu s'a încheiat, el nu putea fi îndatorat la luarea unei inscripțiuni în propria sa avere, fără anume

text de lege, care să-i impună aceasta. Astfel fiind, din îndatorirea impusă anume de lege viitorului soț pentru timpul ce precede celebrarea căsătoriei, nu se poate induce prin argumentație altă consecință de cât că în timpul căsătoriei, luarea din parte-i a unei inscripțiuni în favoarea femeii nu i se impune ca o obligațiune, iar nu că legea a voit să-i denege un drept decurgând din chiar caracterul său de mandatar legal al femeii și în interesul ei exclusiv. (Cas. I, 96/Mart. 8/80, B. p. 109).

2. Legiitorul nostru prin art. 1759, neadmitând, ca cel Belgian (art. 69 și 70), ca bărbatul în timpul căsătoriei să ceară inscripțiunea unei ipotece legale asupra averii sale, pentru asigurarea dotei soției sale, rezultă că o asemenea inscripțiune este inoperantă și nu poate produce efectele sale către cel de al treilea, de oare ce ea a fost efectuată după cererea unei persoane incapabilă de a exercita dreptul femeiei. Chiar dacă s'ar pretinde că un asemenea drept existând numai în fa-

voarea soțului, acesta poate renunța la dânsul și că într'un interes de siguranță dotei poate singur a-și micșora creditul prin luarea unei inscripțiuni asupra averei sale, totuși un asemenea argument e inadmisibil, pentru că legiuitorul nostru a limitat dreptul bărbatului de a cere o inscripțiune asupra averei sale, numai la cazul când acea inscripțiune e luată înainte de celebrarea căsătoriei; și pentru că legiuitorul nu a voit ca drepturile celor de al treilea să fie supuse bunei sau relei credințe a unui sot, care în definitiv, prin luarea unei inscripțiuni și a quantinului ei, să poată frustra drepturile creditorilor săi. (Apel Buc. II, 256, Nov. 27/79, Dr. 17/80).

3. Chiar dacă am admite că soțul e în drept ca în timpul căsătoriei să poată cere în numele femeii, inscripțiunea unei ipoteci legale, totuși trebuie ca luarea unei asemenea inscripțiuni, să fie înconjurată de toate formalitățile cerute de lege, pentru a-și asigura specializarea și publicitatea. Deci, soțul exercitând drepturile femeii, urmează a cere autorizațiunea președintelui tribunalului domiciliului soției sale. (Apel Buc. II, 256, Nov. 27/79, Dr. 17/80).

4. Dacă art. 1759 dă dreptul constituentului unei dote, de a cere în timpul căsătoriei, inscripțiunea unei ipotece legale, în numele femeii, acest drept trebuie să fie exercitat în modul și condițiunile ce legea civilă impune femeii măritate. Constituentul dotei urmează dar ca mai întâi să ceară autorizațiunea președintelui tribunalului domiciliului femeii, pentru ca acesta să specializeze suma până la concurența căreia se ia inscripțiunea, când în actul dotal nu se specializează suma. Autorizațiunea ce se cere de către femeie, președintelui tribunalului, nu e din aceea ce se dă în general de justiție femeii măritate în caz de refuz al bărbatului pentru a se putea pretinde că ea nu trebuie a fi cerută și de constituentul unei dote, căci numai acest președinte e în drept a vedea dacă în adevăr există un contract de căsătorie în prevederile legii, dacă creanța femeii pentru care se cere inscripțiunea a luat naștere, dacă contractul de căsătorie specializează suma dotei declarată alienabilă pentru ca dânsul în

caz contrariu, prin ordonanța sa, să specializeze conform art. 1758, până la concurența cărei sume inscripțiunea poate fi luată, legea dându-i dreptul de a refuza chiar autorizațiunea de luarea unei inscripțiuni atunci când el găsește că ea nu trebuie acordată. (Apel Buc. II, 256, Nov. 27/79, Dr. 17/80).

5. Art. 1759 dacă dă drept constituitorului dotei de a cere inscripțiunea ipotecară asupra averii soțului în timpul căsătoriei, motivul e temerea ce a avut legiuitorul ca bărbatul să nu influențeze pe femeie prin autoritatea sa, rămâind ca dota neasigurată, motiv care nu mai are loc după desfacerea căsătoriei prin moartea soțului. Deci, e nulă inscripțiunea luată de constituitorul dotei după moartea soțului, dacă n'a avut un mandat autentic de la soție. (Apel Buc. I, 494, Iun. 4/93, Dr. 52/93).

6. Din termenii întrebunțați de legiuitor, prin art. 1756, 1757 și 1759, rezultă că femeia sau constituitorii dotei nu pot exercita acest drept de a cere inscripțiunea ipotecară de cât în perioada duratei căsătoriei, de unde urmează că dacă căsătoria s'a desfășurat fie prin divorț, fie prin moarte, drepturile acestora nu mai pot fi garantate prin inscripțiunea unei ipoteci legale. (Trib. Prahova, I, 295, Oct. 8/92, Dr. 52/93).

7. Art. 1759, dând facultate constituitorului dotei de a lua inscripțiunea ipotecară asupra imobilului soțului, nu prescrie că această inscripțiune o va putea lua numai în virtutea unei autorizațiuni date de tribunalul domiciliului femeii, precum o prescrie când aceeași inscripțiune s'ar lua fie de soția însăși, fie de procurorul tribunalului aceluși domiciliu. În lipsa unei asemenea dispozițiuni, nu se poate recurge de cât la regula comună, și nulitățile fiind de drept strict, ele nu pot fi create prin deducțiuni. (Apel Buc. III, 31, Febr. 25/93, Dr. 24/93).

8. Potrivit art. 1759 din codul civil, numai aceluia ce a constituit dota îi este dat dreptul de a cere luarea unei inscripțiuni ipotecare legale pentru garantarea dotei. (Apel Buc. IV, Dr. 61/910, p. 490).

9. A se vedea: art. 1754, nota 1; art. 1756, notele 1, 2, 3.

Art. 1760. — Femeia nu va putea renunța nici într'un caz în favoarea bărbatului său la inscripțiunile luate în virtutea articolelor precedente. (Civ. 1253, 1281, 1754—1759; L. Belg. 71).

Text. Belg. Art. 71. — La femme ne pourra renoncer, directement au profit de son mari, aux inscriptions prises en vertu des dispositions précédentes.

Doctrină străină.

ARNTZ, IV, 1764, 1769, 1773 bis, 1774, 1778, 1780, 1851;
 AUBRY ET RAU, I, § 78, p. 516 urm., ed. 5-a; III, § 264 ter, p. 348, 368, 369, n° 5, 370, 371 t. și n° 8, 379 t. și n° 25, ed. 5-a; V, § 468, p. 127;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, des priv. et hyp.*, II, 973-976, 980-982, 986, 1000;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 81 bis, II; 105 bis, XVI;
 DEMOLOMBE, III, 226;
 GUILLOUARD, *Priv. et hyp.*, II, 692 urm., 752-754, 756, 772, 774, 790;
 HUG, XIII, 177, 178 urm., 237 urm.;
 LAURENT, I, 116; XXX, 153, 317, 333, 338, 339, 345, 346, 364, 365, 367, 378, 381 urm., 388, 394, 397, 406, 407, 410, 411; XXXI, 108, 328 urm.; XXXIII, 560; *Dr. int.*, VII, 375, 396, 398;
 MARTON, *Priv. et hyp.*, III, 855 bis, 884, p. 13, 889, 891, 894, p. 19, 895, 918, 923, 929, 930 urm., 938-940, 943, 943 bis, 950, 951, 1693;
 PANDECTES FR., *Privileges et hypothèques*, 4733, 15216, 15223;
 PONT, *Priv. et hyp.*, I, 429, 433, p. 424 urm., 436, 437, 509; art. 2121, n° 427, p. 421;
 RODIÈRE ET PONT, *Contr. de mar.*, I, 193;
 SIREY, *Hypothèques*, 254;
 TESSIER, *Tr. de la dot*, II, p. 285 urm.;
 THIRY, IV, 474, 475, 481, 487, 488, p. 423, 424;
 TROPLONG, *Priv. et hyp.*, II, 418 bis, 418 ter, 513 bis, 513 ter;
 WEISS, *Pr. de dr. int. priv.*, p. 418, 518, 617; *Traité de dr. int. priv.*, II, p. 213; III p. 339, 560.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 30 n. 2, 79, 359, 508 t. și n. 2, 657 urm., 660 n. 1, 681, 682; X, p. 535, 646, 656; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 96, 456;
 Observație sub. C. Apel Craiova, 47 din 18 Martie 1911. Dreptul 62/1911; Observație sub. Trib. Iași s. I, 7 Oct. 906. Dreptul 68/1906;
 CANTACUZINO MATEI, p. 576, 715;
 IONESCU I. IOAN, *Dotă sub raportul instrăinării*, p. 41, 42;
 NACU, III, p. 695 urm.

Jurisprudență.

1. Când ipoteca soției este convențională, nu se poate aplica în acest caz dispozițiunile art. 1730, care privește special numai ipoteca legală a femeii. Deci renunțarea la rang din partea soției este valabilă în atare caz. (Apel Iași, II, Ianuarie, 15/94, *Dr.* 32/94).

2. Femeia nu poate renunța la inscripțiunea ipotecară luată pentru garantarea zestreii sale mobiliare în favoarea sotului său, și se explică această dispozițiune a legiuitorului pentru a proteja pe femeie în contra autorității sotului și a face astfel ca ipoteca legală să nu devie iluzorie, însă poate renunța la inscripțiunea luată

în favoarea unui terțiu. (Apel Iași II. C. Jud. 85/901).

3. Femeia măritată nu poate renunța, sub pedeapsă de nulitate, la ipoteca legală, pe care legea a stabilit-o ca o măsură de protecție, nici la inscripțiunea ipotecară, care nu este decât o măsură de publicitate destinată a asigura eficacitatea ipotecei legale și nu poate renunța fie în favoarea bărbatului, direct sau indirect, fie în favoarea terțiilor. De asemenea nu poate renunța nici la rangul inscripției ipotecei sale legale. Orice stipulație de asemenea natură, fie ca prevăzută chiar în actul dotal, este nulă și fără efect. (Cas. I, 339/904, B. p. 959).

4. A se vedea: art. 1281 cu notele respective.

Art. 1761. — Bărbatul va putea contesta valoarea dotei alienabile, pentru care s'a luat inscripțiune de femeie după săvârșirea căsătoriei. În cazul acesta tribunalul va decide într'un mod sumar asupra contestațiunii, numind experți pentru estimățiunea dotei alienabile, și ascultând raportul lor, precum și concluziunile procurorului ¹⁾. (Civ. 1281, 1756 urm.; L. Belg. 72).

Text. Belg. Art. 72. — Dans le cas des articles 66, 67, 69 et 70, le mari pourra demander que l'hypothèque inscrite pour raison des reprises de la femme

1) Conform legii din 20 Octomvrie 1877 asupra atribuțiunilor Ministerului public, aceste concluziuni astăzi nu mai sunt necesare. A se compara art. 1761 român cu art. 72 din Legea belgiană dela 1851.

soit réduite aux sommes que la femme peut avoir à réclamer, et restreinte aux immeubles suffisants pour les garantir.

Le tribunal statuera comme en matière sommaire, le procureur du Roi entendu et contradictoirement avec lui après avoir pris l'avis des trois plus proches parents de la femme, et à défaut de parents dans la distance de deux myriamètres, l'avis de trois personnes connues pour avoir avec la femme ou sa famille des relations d'amitié.

Doctrină străină.

- ARNTZ, IV, 1764, 1769, 1773 bis, 1774, 1778, 1780, 1851;
 AUBRY ET RAU, I, § 78, p. 516 urm., ed. 5-a; III, § 264 ter, p. 348, 368, 369, n° 5, 370, 371 t. și n° 8, 379 t. și n° 25, ed. 5-a; V, § 468, p. 127;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, des priv. et hyp.*, II, 973-976, 980-982, 986, 1000;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 81 bis, II; 105 bis, XVI;
 DEMOLOMBE, III, 226;
 GUILLOUARD, *Priv. et hyp.*, II, 692 urm., 752-754, 756, 772, 774, 790;
 HUC, XIII, 177, 178 urm., 237 urm.;
 LAURENT, I, 116; XXX, 153, 317, 333, 338, 339, 345, 346, 364, 365, 367, 378, 381 urm., 388, 394, 397, 406, 407, 410, 411; XXXI, 108, 328 urm.; XXXIII, 560; *Dr. int.*, VII, 375, 396, 398;
 MARTON, *Priv. et hyp.*, III, 855 bis, 884, p. 13, 889, 891, 894, p. 19, 895, 918, 923, 929, 930 urm., 938-940, 943, 943 bis, 950, 951, 1693;
 PANDECTES FR., *Privileges et hypothèques*, 4733, 15216, 15223 urm.;
 PONT, *Priv. et hyp.*, I, 429, 433, p. 424 urm., 436, 437, 509; art. 2121 n° 427, p. 421;
 RODIÈRE ET PONT, *Contr. de mar.*, I, 193;
 SIREY, *Hypothèques*, 254;
 TESSIER, *Tr. de la dot.*, II, p. 285 urm.;
 THIRY, IV, 474, 475, 481, 487, 488, p. 423, 424;
 TROPLONG, *Priv. et hyp.*, II, 418 bis, 418 ter, 513 bis, 513 ter;
 WEISS, *Tr. de dr. int. priv.*, p. 418, 518, 617; *Traité de dr. int. priv.*, II, p. 213; III, p. 339, 560.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 657 urm., 658, 661, 664, 665, 678 t. și n. 1, 680 nota; X, p. 535, 646, 656; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 96, 456, 464; *Observație sub. Trib. Iași s. I, 7 Oct. 1906. Dreptul 68/1906*;
 CANTACUZINO MATEI, p. 576;
 NACU, III, p. 695 urm.;
 NEGULESCU DEMETRU, *Notă sub. C. Apel Constanța*, 35 din 9 April 921. *Curier Jud.* 27/921.

Jurisprudență.

1. Dispozițiunile art. 1761 codul civil, deși prevăd numai cazul când bărbatul contestă valoarea dotei alienabile pentru care s'a luat inscripția ipotecară în timpul căsătoriei, se aplică însă prin analogie, fiind același interes, și la cazul când inscripția s'ar pretenzi excesivă în ceea ce privește imobilele asupra cărora s'a luat. (Cas. II, 18 Ian. 1906, B. p. 110).
2. În urma legii din 29 Decembrie 1877, prezența și concluziunile procurorului, cerute de art. 1761 codul civil,

când tribunalul decide asupra reducerii unei inscripțiuni, nu mai sunt necesare. (Cas. II, 18 Ianuarie 1906, B. p. 110).

3. Numirea expertilor, prevăzută de art. 1761 codul civil, pentru estimarea dotei alienabile și prin urmare și a imobilelor asupra cărora se cere inscripția ipotecară, este facultativă pentru judecători și lipsa avizului expertilor nu poate atrage nulitatea măsurii ce ar lua, dacă judecătorii s'au luminat și s'au format convingerea în alt mod. (Cas. II, 18 Ianuarie 1906, B. p. 110).

§ 2. *Despre garanțiile ce sunt obligați a da tutorii în interesele minorilor și interzișilor.*

Art. 1762. — Înaintea intrării tutorilor în administrațiunea tutelei, consiliul de familie va defige suma pentru care se va lua inscripțiunea ipotecară, va arăta anume imobilele tutorelui asupra cărora această inscripțiune se va cere.

La determinarea sumei inscripțiunei, consiliul de familie va avea în vedere starea minorului sau a interzișilor, natura valorilor de cari se compune această stare și eventualitățile de responsabilitate la cari poate fi supus tutorul.

Consiliul de familie după împrejurări poate decide ca suma inscripțiunei să nu fie mai mare decât venitul pe un an al stărei minorului sau al interzisului. (Civ. 390, 454, 1763, 1780; Pr. Civ. 638 urm.; L. Belg. 49¹).

Text. Belg. Art. 49. — Lors de la nomination des tuteurs ou avant l'entrée en exercice de toute tutelle, le conseil de famille fixera la somme pour laquelle il sera pris inscription hypothécaire; il désignera les immeubles sur lesquels cette inscription devra être requise, eu égard à la fortune des mineurs et des interdits, à la nature des valeurs dont elle se compose et aux éventualités de la responsabilité des tuteurs.

Le conseil de famille pourra d'après les circonstances, déclarer qu'il ne sera pris aucune inscription sur les biens du tuteur. Cette déclaration n'aura d'effet que jusqu'à révocation.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, ed. 5-a, § 264 bis, p. 353, 363;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, des priv. et hyp.*, II, 1174-1176, 1183, 1189;
 DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 1034;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 82 bis, I;
 DURANTON, XIX, 317;
 GUILLOUARD, *Priv. et hyp.*, II, 707, 708, 710, 723;
 LAURENT, XXX, 268, 270, 272, 273, 277, 278, 285-288, 291, 298, 300, 301, 311, 317, 320;
 PANDECTES FR., *Privileges et hypothèques*, 793;
 PONT, *Priv. et hyp.*, I, 501;
 SIREY, *Hypothèques*, 1265, 1266, 1269, 1270, 1276, 1287;
 THIRY, IV, 460, p. 402;
 TROPLONG, *Priv. et hyp.*, II, 427.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, II, ed. 2-a, p. 570, 668 urm.; X, p. 569; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 351, 352; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 657 n. 1, 664; XI, p. 281 n. 4); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 49, 456;
 CANTACUZINO MATEI, p. 81, 577;
 CERBAN AL., „Câte-va considerațiuni critice asupra ipotecilor legale ale femeii măritate, ale minorului și celui interzis”. Dreptul 64/1899, 83/1899, 40/1900, 46/1900, 70/1900;
 DOCAN P. GEORGE, *Minoritatea*, p. 71, 72;
 NACU, III, p. 705 urm.

Jurisprudență.

1. Afară de ipoteca legală prevăzută de art. 1762, legea nu supune pe tutor la obligațiunea de a depune o cautiune. (Trib. Iași, I, Oct. 29/85. *Dr.* 3/85).

2. Art. 1762, 1764 și 1765 c. civil. prescriu ca, consiliul de familie să fixeze suma până la concurența căreia trebuie să se ia inscripțiunea ipotecară asupra imobilului sau imobilelor tutorelui și dispun ca inscripția să se ceară de însuși tutorul sau de un anumit membru al consiliului de familie delegat de consiliu în acest scop.

De aci nu rezultă câtus de puțin că,

atunci când tutorul nu are nici un imobil, legiuitorul a înțeles să refuze o garanție de o altă natură, oferită de un al treilea, în numerar, sau într'o inscripțiunea ipotecară, întru cât prin instituirea ipotecei legale în favoarea acestor incapabili, nu s'a înțeles să se respingă alte garanții oferite de tutore, iar în drept ipoteca legală nu se deosebește de cea convențională decât în privința modului de înscriere.

De aceia instanța de fond dă o deciziune casabilă, atunci când refuză oferta de garanție de altă natură a tutoarei, pe motivul că nu se satisface în acest mod nevoia unei inscripțiuni

1) A se compară art. 1762 român cu art. 49 din legea belgiană dela 1851.

legală, cerută de lege. (Cas. II, decizia civilă No. 93 din 7 Noembrie 1919; Jurispr. Rom. 1920, p. 53 Dreptul 9/921).

3. Dacă dispozițiile art. 1762, 1764 și 1765 prevăd că consiliul de familie să fixeze suma până la concurența căreia trebuie să se ia inscripție ipotecară asupra imobilului tutorului de aici nu rezultă că atunci când tutorul nu are nici un imobil, legiuitorul ar fi înte-

les să refuze a se primi o garanție de o altă natură sau oferită de un al treilea în numerar sau într'o inscripție ipotecară. (C. Apel Buc. s. I, 12 din 1 Febr. 1922, Dreptul 28/922; Cas. II 138 din 9 Iunie 1922, Jur. Rom. 18/922, Pan-Rom. 1923, I, 137, Curier Jud. 42/922).

4. A se vedea: art. 343, nota 1; art. 1767, notele 1, 2.

Art. 1763. — Deliberațiunea consiliului de familie va fi motivată și dată după ce tutorul va fi ascultat sau chemat. (Civ. 1762; Pr. Civ. 638 urm.; L. Belg. 50).

Text. Belg. Art. 50. — La délibération du conseil de famille sera motivée.

Dans le cas énoncé au § I-er de l'article précédent, le tuteur devra être entendu ou appelé.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, ed. 5-a, § 264 bis, p. 358, 363;
BAUDRY ET LOYNES, *Du nantissement, des priv. et hyp.*, II, 1174-1176, 1183, 1189;
DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 1034;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 82 bis, I;
DURANTON, XIX, 317;
GUILLOUARD, *Priv. et hyp.*, II, 707, 708, 710, 723;
LAURENT, XXX, 268, 270, 272, 273, 277, 278, 285-288, 291, 298, 300, 301, 311, 317, 320;
PANDECTES FR., *Privilèges et hypothèques*, 793;
PONT, *Priv. et hyp.*, I, 501;
SIBEY, *Hypothèques*, 1265, 1266, 1269, 1270, 1276, 1287;
THIERY, IV, 460, p. 402;
TROPLONG, *Priv. et hyp.*, II, 427.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, II, ed. 2-a, p. 570, 668 urm.; X, p. 569; (VIII, part. I, ed. 2-a, p. 657 n. 1, 664; XI, p. 281 n. 4);
CANTACUZINO MATEI, p. 77, 81, 577;
NACU, III, p. 705 urm.

Jurisprudență.

1. A se vedea: art. 388, nota 2.

Art. 1764. — Tutorul va putea contesta valoarea venitului pentru care s'a cerut inscripțiune la tribunalul de prima instanță, la care caz tribunalul va urma întocmai ca la articolul 1761. (Civ. 1762 urm., 1780; L. Belg. 51¹).

Text. Belg. Art. 51. — Le tuteur, le subrogé tuteur, ainsi que tout membre du conseil de famille pourra, dans la huitaine, former opposition à la délibération.

Cette opposition, qui dans aucun cas ne sera suspensive, devra être formée contre le subrogé tuteur, si elle tend à faire réduire les garanties déterminées par le conseil de famille, au profit des mineurs et des interdits, et contre le tuteur, si elle a pour but de les faire augmenter.

Le tribunal statuera comme en matière urgente, après avoir entendu le procureur du roi et contradictoirement avec lui.

1) A se compară art. 1764 român cu art. 51 din Legea belgiană din 1851.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, III, ed. 5-a, § 264 bis, p. 358, 363;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, des priv. et hyp.*, II, 1174-1176, 1183, 1189;
 DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 1034;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 82 bis I;
 DURANTON, XIX, 317;
 GUILLOUARD, *Priv. et hyp.*, II, 707, 708, 710, 723;
 LAURENT, XXX, 268, 270, 272, 273, 277, 278, 285-288, 291, 298, 300, 301, 311, 317, 320;
 PANDECTES FR., *Privilèges et hypothèques*, 793;
 PONT, *Priv. et hyp.*, I, 501;
 SIREY, *Hypothèques*, 1265, 1266, 1269, 1270, 1276, 1287;
 THIRY, IV, 460, p. 402;
 TROPLONG, *Priv. et hyp.*, II, 427.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, II, ed. 2-a, p. 570, 668 urm.; X, p. 656; (VIII, part. I, ed. 2-a, p. 657 n. 1, 664, 678; XI, p. 281 n. 4); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 96;
 CANTACUZINO MATEI, p. 81, 577;
 NACU, III, p. 705 urm.

Jurisprudență.

1. Art. 1762, 1764 și 1765 c. civil prescriu ca, consiliul de familie să fixeze suma până la concurența căreia trebuie să se ia inscripțiunea ipotecară asupra imobilului sau imobilelor tutorelui și dispun ca inscripția să se ceară de însuși tutorelui sau de un anumit membru al consiliului de familie delegat, de consiliu în acest scop.

De aci nu rezultă cătuș de puțin că, atunci când tutorelui nu are nici un imobil legiuitorul a înțeles să refuze o garanție de o altă natură, oferită de un al treilea în numerar, sau într'o

inscripțiune ipotecară, întrucât prin instituirea ipotecei legale în favoarea acestor incapabili nu s'a înțeles să se respingă alte garanții oferite de tutore, iar în drept ipoteca legală nu se deosebește de cea convențională de cât în privința modului de înscriere.

De aceea instanța de fond, dă o decizie casabilă, căci interpretează greșit art. 1762 și următorii c. civil, atunci când refuză oferta de garanție de altă natură a tutorei, pe motivul că nu se satisface în acest mod nevoia unei inscripțiuni legale cerută de lege. (Cas. II. No. 93, 1919; Jurisprudenta Rom. 1920, p. 53).

Art. 1765. — Inscripțiunea va fi luată de tutor în virtutea deliberățiunii consiliului de familie. (Civ. 1762 urm., 1766, 1780; Pr. Civ. 638 urm.; L. Belg. 52¹).

Text. Belg. Art. 52. — L'inscription sera prise par le tuteur ou le subrogé tuteur, en vertu de la délibération du conseil de famille.

Si le tuteur s'ingère dans la gestion avant que cette formalité ait été remplie, le conseil de famille, convoqué, soit sur la réquisition des parents ou autres parties intéressées, soit d'office par le juge de paix, pourra lui retirer la tutelle.

Le subrogé tuteur est tenu, sous sa responsabilité personnelle, de veiller à ce que l'inscription soit valablement prise sur les biens du tuteur ou de la prendre lui-même.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, III, ed. 5-a, § 264 bis, p. 358, 363;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, des priv. et hyp.*, II, 1174-1176, 1183, 1189;
 DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 1034;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 82 bis, I;
 DURANTON, XIX, 317;
 GUILLOUARD, *Priv. et hyp.*, II, 707, 708, 710, 723;
 LAURENT, XXX, 268, 270, 272, 273, 277, 278, 285-288, 291, 298, 300, 301, 311, 317, 320;
 PANDECTES FR., *Privilèges et hypothèques*, 793;
 PONT, *Priv. et hyp.*, I, 501;

1) A se compară art. 1765 român cu art. 52 din Legea belgiană din 1851.

SIREY, *Hypothèques*, 1265, 1266, 1269, 1270, 1276, 1287;
 THIRY, IV, 460, p. 402;
 TROPLONG, *Priv. et hyp.*, II, 427.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, II, ed. 2-a, p. 570, 668 urm.;
 CANTACUZINO MATEI, p. 81, 577;
 NACU, III, p. 714.

Jurisprudență.

1. Art. 1762, 1764 și 1765 c. civil. prescriu ca consiliul de familie să fixeze suma până la concurența căreia trebuie să se ia inscripțiunea ipotecară asupra imobilului său imobilelor tutorelui și dispun ca inscripțiunea să se ceară de însuș tutorelui sau de un anumit membru al consiliului de familie delegat de consiliu în acest scop.

De aci nu rezultă câtuș de puțin că, atunci când tutorelui nu are nici un imobil, legiuitorul a înțeles să refuze o garanție de o altă natură, oferită de un al treilea, în numerar, sau într-o

inscripțiune ipotecară, intrucât prin instituirea ipotecei legale în favoarea acestor incapabili nu s'a înțeles să se respingă alte garanții oferite de tutore, iar în drept ipoteca legală nu se deosebeste de cea convențională decât în privința modului de înscriere.

De aceea instanța de fond dă o deciziune casabilă, căci interpretează greșit art. 1762 și următorii c. civ. atunci când refuză oferta de garanție de altă natură a tutorei, pe motivul că nu se satisface în acest mod nevoia unei inscripțiuni legale cerută de lege. (Cas. II, No. 93, 1919; Jurisp. Rom. 1920, p. 53).

Art. 1766. — Consiliul de familie va putea numi special pe unul din membrii săi sau orice altă persoană pentru luarea inscripțiunei. (Civ. 1765, 1780; L. Belg. 53).

Text. Belg. Art. 53. — Le conseil de famille pourra spécialement commettre d'un de ses membres ou toute autre personne pour requérir l'inscription.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, ed. 5-a, § 264 bis, p. 358, 363;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, des priv. et hyp.*, II, 1174-1176, 1183, 1189;
 DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 1034;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 82 bis, I;
 DURANTON, XIX, 317;
 GUILLOUARD, *Priv. et hyp.*, II, 707, 708, 710, 723;
 LAURENT, XXX, 268, 270, 272, 273, 277, 278, 285-288, 291, 298, 300, 301, 311, 317, 320;
 PANDECTES FR., *Privilèges et hypothèques*, 793;
 PONT, *Priv. et hyp.*, I, 50;
 SIREY, *Hypothèques*, 1265, 1266, 1269, 1270, 1276, 1287;
 THIRY, IV, 460, p. 402;
 TROPLONG, *Priv. et hyp.*, II, 427.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, II, ed. 2-a, p. 570, 668 urm.;
 CANTACUZINO MATEI, p. 81, 577;
 NACU, III, p. 714.

Art. 1767. — Când tutorele este tatăl sau mama rămasă în viață, ipoteca legală nu va avea loc. (Civ. 352 urm., 1753 § 2¹).

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, ed. 5-a, § 264 bis, p. 358, 363;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, des priv. et hyp.*, II, 1174-1176, 1183, 1189;

1) Acest art. 1767, nu-și are echivalentul său nici în Codul civil francez, nici în Legea belgiană din 1851. El este o inovație a legiuitorului român.

DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 1034;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 82 bis I;
 DURANTON, XIX, 317;
 GUILLOUARD, *Priv. et hyp.*, II, 707, 708, 710, 723;
 LAURENT, XXX, 268, 270, 272, 273, 277, 278, 285-288, 291, 298, 300, 301, 311, 317, 320;
 PANDECTES FR., *Privileges et hypothèques*, 793;
 PONT, *Priv. et hyp.*, I, 50;
 SIREY, *Hypothèques*, 1265, 1266, 1269, 1270, 1276, 1287;
 THIRY, IV, 460, p. 402;
 TROPLONG, *Priv. et hyp.*, II, 427.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, II, ed. 2-a, p. 570, 668 urm.; X, p. 326; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 352; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 657 n. 1, 664); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 49, 456;
 CANTACUZINO MATEI, p. 81, 578;
 NACU, III, p. 705 urm.

Jurisprudență.

1. Prin art. 1767 legea scutește pe mamă ca și pe tată chiar de ipoteca legală, fără a se face deosebire între mama rămasă în văduvie sau cea căsătorită din nou. Și de și pe lângă mamă legea a voit ca consiliul de familie să numească cotutor pe cel de al doilea soț, care în unire cu dânsa să administreze și să fie ambii solidari responsabili de administrația lor, nu e mai puțin adevărat că nici un text de lege nu obligă pe soțul cotutor să dea cautiune pentru a garanta venitul averii copiilor, și aceasta se poate explica prin garanția destul de puternică ce vede legea în persoana mamei, care ori cât de influentată ar fi de secundul soț, n'ar putea să-și înstrăineze afecțiunea către copiii din prima căsătorie nici n'ar căuta să le lovească interesele lor materiale. De

asemenea, secundul soț se bucură în fața legii de o situațiune excepțională prin faptul că consiliul, menținând mama în tutelă, trebuie să numească pe soțul ei ca cotutor. Prin urmare, numirea acestuia este o consecință impusă de legea menținerii mamei, de unde rezultă că cotutorul ca și mama este într'o situațiune cu totul deosebită de aceea a tutorilor numiți de consiliul de familie. (Trib. Iași, I, Oct. 29/85, Dr. 3/85).

2. În ce privește garanția ce urmează a depune tutoarea și cotutoarele, după art. 1726, consiliul de familie este îndrituit de a defige suma pentru care urmează a se lua inscripțiune ipotecară, și el singur poate decide ca suma inscripțiunii să nu fie mai mare de cât venitul pe 1 an al stării minorilor. (Apel Craiova, I, Apr. 8/94, Dr. 59/94).

3 A se vedea: art. 343, nota 1.

§ 3. *Despre garanțiile ce sunt obligați a da Statului, comunelor și stabilimentelor publice, perceptorii și administratorii contabili.*

Art. 1768. — Ipoteca legală a Statului, a comunelor și a stabilimentelor publice asupra bunurilor perceptorilor și administratorilor publici, nu se poate stabili decât asupra bunurilor prezente iară nu și a celor viitoare. (Civ. 1725, 1753 § 3¹).

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, ed. 5-a, § 264, p. 346, 347; § 264 quater, p. 415, 416, 418;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, des priv. et hyp.*, II, 1209;
 MOURLON, III, 1400, 1460 bis.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 299, 368, 570, 596; (II, ed. 2-a, p. 672 n. 1); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 456;
 CANTACUZINO MATEI, p. 578;
 NACU, III, p. 715.

¹) A se vedea art. 27 din „Legea comptabilității generale a statului” din 21 Martie 1903 (cu mod. din 1906, 1903, 1910 și 1911), precum și „Legea de urmărire” din 24 Martie 1877 (art. 9); de asemenea și art. 4725 Codul civil.

Secțiunea II. — Despre ipotecile convenționale.

Art. 1769. — Cine are capacitatea de a înstrăina un imobil, poate a-l și ipoteca. (Civ. 113, 199, 401, 430, 454, 458, 538, 834, 948, 950 urm., 1248, 1265, 1306, 1310, 1535, 1749, 1770 urm.; C. com. 12, 16, 379; L. agrară 123; Civ. Fr. 2124; L. Belg. 73).

Text. fr. Art. 2124. — Les hypothèques conventionnelles ne peuvent être consenties que par ceux qui ont la capacité d'aliéner les immeubles qu'ils y soumettent.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU. I, p. 551, 556, 557; III, p. 261-265, 268-274; III, ed. 5-a, p. 435, 439-444, 448, 449, 451-454, 458, 459, 462-464, 469; IV, p. 140; V, p. 406, 479, 480; VI, p. 250; VII, p. 297;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, etc.*, II, 1294, 1302-1308, 1310, 1310 I, 1311-1313, 1326, 1327, 1330, 1335-1337, 1339-1341, 1357, 1362, 1381, 1413-1415;
 BEUDANT, II, 650, 651;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 935;
 DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 1186 urm.; *Suppl. Privil. et hypoth.*, 775 urm., 807, 830;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 214 bis; IX, 92 bis, I-VI; 93 bis, I; 94 bis, V;
 DEMOLOMBE, VIII, 289; XXV, 225; XXIX, 798-800; XXXI, 224;
 GUILLOUARD, *Privilèges et hypothèques*, II, 367, 936-939, 969, 975, 978, 979, 981, 982, 984-986, 992, 993; *Tr. de la vente*, I, 115;
 LAURENT, XI, 468; XVI, 480; XVIII, 664, 667; XXX, 446, 470-473, 488, 490, 495;
 LYON-CAEN ET RENAULT, *Traité de droit commercial*, II, *Apendice*, 51, 54, 55; VI, 1631;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 603, 604;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2770 urm.;
 PONT, *Priv. et hyp.*, I, 353, 470; II, 613, 621-631, 642, 643, 657;
 TROPLONG, *Privilèges et hypothèques*, I, 510, 522-524; II, 521, 524; III, 661.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 572 urm.; (III, part. I, ed. 2-a, p. 796; III, part. II, ed. 2-a, p. 760);
Droit ancien et moderne de la Roumanie, p. 457; *Observație* sub. C. Apel Galați s. II, 58 din 1 Aprilie 1903. *Curier Jud.* 46/1903; *Observație* sub. Trib. Carcassonne (Aude), 11 Mai 1920. *Pand. Rom.* 1922-III-161; *Nota* sub. Cas. I, 1317 din 9 Iulie 1924. *Curier Jud.* 30/1924; *Notă* sub. Trib. Epernay-Marne, 9 Mart. 1922. *Jur. Gen.* 1924, No. 1831; *Notă* sub. Trib. Compiègne, 11 Ian. 1920. *Jur. Gen.* 1925, No. 164;
 CANTACUZINO MATEI, p. 570;
 NACU, III, p. 723 urm.;
 PERIEȚEANU GR. I., *Nota* sub. Cas. I, 539/915, C. Apel Galați s. II, 24/915 și Trib. R. Sărat 268/914. C. Jud. 84/915;
 RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. Cas. I, 539 din 6 Oct. 915. *Dreptul* 78/915.

Jurisprudență.

1. a) Dreptul pentru soți de a putea ipoteca imobilele dotale trebuie să fie în mod expres rezervat prin contractul de căsătorie el neputând rezulta implicit din rezerva dreptului de înstrăinare; în consecință actul de ipotecă întocmit în baza unui act dotal care nu conține de cât rezerva dreptului de înstrăinare, este un act făcut cu nesocotirea și călcarea dispozițiilor art. 1248 c. civ. și în consecință anulabil.

b) Clauza de înstreinare cuprinsă într'un act dotal, cu mențiunea „cum interesele vor fi”, nu poate face să se deducă în fapt că soții au înțeles să își rezerve atât dreptul de înstreinare cât și cel de înstrăinare indirectă, cum este

ipoteca, și instanța de fond care, interpretând actul, atribuie părților contractante o asemenea intenție, denaturează termenii clari și precisi ai actului și comite un exces de putere. (Cas. I, No. 539, 1915; *Jurispr. Rom.* 39/915, p. 610; *Curier Jud.* 84/1915, p. 683, *Dreptul* 1915 p. 617).

2. Facultatea de a înstreina imobilele dotale pe care soții și-au rezervat-o prin contractul de căsătorie cuprinde în sine implicit și rezerva dreptului de a ipoteca acele imobile și în consecință este valabil actul prin care se constituie o ipotecă asupra imobilelor dotale, deși un asemenea drept nu este expres rezervat prin contractul de căsătorie. (Apel Galați II, No. 24, 1915; *Curier Jud.* 84/1915 p. 685).

3. În materie de dotă imobiliară,

inalienabilitatea fiind principiul, orice derogatiune trebuie interpretată în mod restrictiv, de unde rezultă că din clauza prin care soții au admis facultatea de a înstrăina, nu se poate deduce că ei au admis și pe aceea mai periculoasă de a ipotecă. (Cas. I. No.

100, 1916; Jurisp. Rom. 20/1916, p. 310. Trib. R. Sărat 268/914. Curier Jud. 84/915, Cas. I, 1317 din 9 Iulie 1924, Curier Jud. 30/924).

4. A se vedea: art. 1248, nota 38; art. 1253, notele 1, 3, 5, 8, 12, 18, 20, 42.

Art. 1770. — Acei, cari au asupra unui imobil un drept suspens prin o condițiune, sau rezolubil¹⁾ în oarecari cazuri, sau supus la o acțiune de resciziune²⁾, nu pot consimți decât o ipotecă supusă aceluiași condițiuni sau aceluiași resciziuni. (Civ. 769, 830, 1017, 1019, 1157 urm., 1365, 1377, 1380, 1770, 1776, 1781, 1900; Civ. Fr. 2125; L. Belg. 74).

Text. fr. Art. 2125. — Ceux qui n'ont sur l'immeuble qu'un droit suspens par une condition, ou résouuble dans certains cas, ou sujet à rescision, ne peuvent consentir qu'une hypothèque soumise aux mêmes conditions ou à la même rescision.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, p. 305, 406, 407; III, p. 225, 265-268; III, ed. 5-a, p. 383, 444-448;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc, II, 1001, 1314, 1315 I, 1316, 1317, 1320-1323;
BUNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 619, 701;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 826; II, p. 166, 905, 936, 938; ed. 1-a, III, p. 425, 498, 499, 501;
DALLOZ, *Rép. Privil et hypoth.*, 1197 urm.; *Suppl. Privil et hypoth.*, 781, 788;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 109 bis, III;
DEMOLOMBE, IX, 419; XXV, 411, 416;
GUILLOUARD, *Privilèges et hypothèques*, II, 792, 944, 945 urm., 948, 950, 953, 956; *Vente* II, 660;
LAURENT, X, 404; XXIV, 371; XXX, 477;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 603;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2752 urm.;
PONT, *Priv. et hyp.*, I, 512; II, 639, 640, 647;
TROPLONG, *Privil. et hypoth.*, II, 469; *Vente*, II, 691.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 579, 580, 584 urm., 705; (III, part. I, ed. 2-a, p. 280, 573, 795, 853; III, part. II, ed. 2-a, p. 659, 786, 840 n. 1, 886 nota, 921; V, p. 91, 237 n. 2, 238, 281; VI, p. 56, 58, 63, 74, 75, 95, 475; VII, p. 38 urm., VIII, part. I, ed. 2-a, p. 672); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 376, 457;
CANTACUZINO MATEI, p. 570;
CRISTODORESCU C. și ȘTEFĂNESCU-PRIBOI DEM., *Codul legislației de expropriere*, p. 99;
DEGRÉ AL., *Scrieri Juridice*, vol. I, p. 202 urm.: „Împărțeață—Creditor ipotecar”;
GEORGEAN N., *Nota sub. Cas. II, 25 din 24 Mart. 1920. Pand. Rom. 1924-1-22*;
NACU, III, p. 727 urm.

Jurisprudență.

1. Dacă în regulă generală principiul *resoluto jure dantis resolvitur jus accipientis*, a fost consacrat de legiuitor, dânsul nu trebuie a fi aplicat de cât cu un temperament generalmente admis. Dreapta rațiune și principiile de echitate reclamă a se distinge între cazul când dreptul proprietarului sau deținătorului unui imobil e rescindat sau anulat dintr'o cauză ne-

cesară și inerentă titlului de așizițiune, și între acela când anularea sau resciziunea procede dintr'o cauză nouă și voluntară. Dacă în general, cum de exemplu în cazul când vânzătorul reintră în urma pactului de rescumpărare în drepturile sale, imobilul îi revine liber de ipotecile de cari cumpărătorul l'ar fi încărcat (art. 1380), sau când după împărțeață coerede de constituind o ipotecă dânsa devine caducă prin anularea împărțeații

1) „Rezolubil”, drept care se poate desființa.

2) „Acțiunea de resciziune”, înseamnă o acțiune în anulare.

din cauză de dol sau violență, legea chiar recunoaște și consacră temperamentul și distincțiunea propusă în anume cazuri, cum de exemplu, în ipoteza art. 834 care dispune că revocarea pentru ingratitudine nu poate infirma ipotecile sau alte sarcini constituite de donatar; o atare distincțiune e aplicabilă atât în cazul rescisiunilor făcute de bună voce cât și celor pronunțate de instanțele judecătorești. Astfel dacă dreptul de proprietate al cuiva asupra unui imobil a fost desființat nu dintr'o cauză inerență titlului său de achizițiunea acelu imobil, ci dintr'o cauză cu totul voluntară din partea sa, cum ar fi neîndeplinirea obligațiunii ce-si luase, dreptul său ne fiind resolubil dintr'o cauză legitimă și necesară, nu poate fi opozabil creditorului său ipotecar o atare ipotecă este valabilă și trebuie ași produce efectele sale legale. (Apel Buc. I, 125, Mai 31/82, Dr. 61/82).

2. Art. 1770 se acupă numai de un drept real, concedat de un proprietar, supus rezoluțiunii; iar nu de un drept personal, cum e repetirea unor fructe înstrăinate, care nu pot fi urmărite în mâinile celor d'al treilea. (Cas. I, 65, Febr. 22/84, B. p. 135).

3. Principiul *resoluto jure dantis resolvitur jus accipientis* (art. 1770), nu se aplică la strămutarea de lucruri mobiliare căci proprietatea lor se câștigă față cu cei de al treilea, nu prin titlu ci prin posesiune, care ține loc de titlu (art. 1909). (Cas. I, 38/85, Febr. 1/85 B. p. 69).

4. Unui creditor ipotecar, a cărui ipotecă poartă asupra părții indivize dintr'o moștenire și care cere pe temeiul art. 1770 din Cod. civil, împărțea acelei moșteniri, nu i se poate opune art. 1825 din acelaș Cod, căci ceea ce proibă acest articol este ca un creditor personal al unuia din coerezi

să nu poată urmări partea indiviză a acestuia. (Cas. I, 338/99, B. p. 1095).

5. Clauza din actul de vânzare a bunului Statului, prin care se spune că s'a vândut imobilul așa cum s'a posesat de predecesori, nu poate fi privită decât ca o clauză adoptată de Stat, pentru a se garanta și mai bine de răspunderea de evicție, dar care nu poate ridica cumpărătorului niște drepturi acordate de lege și pe care Statul nu și le-a rezervat expres. Cel ce vinde fără nici o rezervă transmite cumpărătorului, ca succesor cu titlul particular, toate drepturile ce le avea vânzătorul asupra lucrului vândut. (Cas. I, 193/99, B. p. 627).

6. Anularea unei vânzări are de efect a pune pe părți în aceeaș stare, în care se găseau în momentul vânzării, iar nulitatea pronunțată se răsfrânge nu numai asupra părților, ci și asupra terților, căroră cumpărătorul le-a concedat vre-un drept real asupra lucrului vândut, după cum aceasta rezultă evident, în ce privește ipoteca din art. 1770, care nu este de cât aplicația principiului *resoluto jure dantis resolvitur jus accipientis*. (Apel Buc. I, C. Jud. 38/906).

7. Potrivit art. 7 alin. II din legea dela 1879, un sătean nu poate cumpără pământ rural, dat după legile de împroprietărire, decât până la complectarea suprafeții cu care ar fi putut fi împroprietărit.

Actul, prin care un sătean cumpără pământ rural peste limita prevăzută de legea rurală este nul și ca atare, el nu poate să transfere proprietatea la cumpărător și deci nici acesta nu o poate transmite în mod valabil către o altă persoană. (Cas. I, 11 Nov. 1909, B. p. 1262).

8. A se vedeă: art. 830, nota 1; art. 973 notele 6, 7, 15; art. 975 notele 11, 13, 24, 35, 49, 55; art. 1019, nota 1; art. 1201, notele 60, 65, 82.

Art. 1771. — Bunurile minorilor și ale interzișilor, nu pot fi ipotocate decât pentru cauzele și cu formele prescrise de legi¹⁾. (Civ. 113, 199, 342, 343 urm., 401 urm., 430, 445, 454, 458; Com. 12, 16; Civ. Fr. 2126; L. Belg. 75).

Text. fr. Art. 2126. — Les biens des mineurs, des interdits, et ceux des absents, tant que la possession n'en est déférée que provisoirement, ne peuvent être hypothèques que pour les causes et dans les formes établies par la loi, ou en vertu de jugements.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, ed. 5-a, p. 453;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., II, 1357 urm.;

1) A se compară art. 1771 român, cu art. francez corespunzător 2126.

DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 1209 urm.; *Suppl. Privil. et hypoth.*, 813;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 604 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2770, 2778.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, II, ed. 2-a, p. 770 urm.; X, p. 582 urm.; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 458;
 CANTACUZINO MATEI, p. 570;
 NACU, III, p. 723 urm.

Jurisprudență.

1. Creditorul ipotecar nu poate fi ținut răspunzător cu anularea ipotecii, dacă se constată că împrumutul contractat a fost sau nu determinat de nevoile bănești personale ale minorilor, sau dacă împrumutul a fost sau nu întrebuițat în realitate scopului pentru care a fost contractat destul numai ca împrumutul să fie făcut cu formele prescise de art. 401 și 402 și 1171 c. civil, că dacă minorii lezați au o acțiune, această acțiune nu poate fi îndreptată contra împrumutătorului, care a îngrădit actul său cu toate formele ci contra tutorului sau consiliului de familie care a încuviințat ipotecarea bunului minorilor fără nici un folos învederat pentru minori. (Cas. I No 568, 1914; *Jurispr. Rom.* 1915, p. 114; *Curier Jud.* 78/915, p. 68).

2. a) După dispozițiunile art. 1771 c. civ. bunurile minorilor nu pot fi ipotecate decât pentru cauzele și cu formele prescise de lege de unde rezultă că împrumutul ipotecar, făcut fără îndeplinirea acestor formalități sau fără ca deliberarea consiliului de familie să constate existența unei cauze de mare nevoie sau a unui folos învederat, cu alte cuvinte, în disprețul dispozițiunilor art. 401 și 402 c. civ., nu este valabil și opozabil minorilor, și aceștia, ajunși la majoritate pot ataca în nulitate un asemenea act, independent de orice prejudiciu, deoarece nulitatea decurge din însuș caracterul prohibitiv al actului.

b) Împrumutul ipotecar făcut de tutor în baza unui aviz al consiliului de familie, care deși e dat pentru o cauză de mare nevoie sau de un folos învederat, însă în realitate a avut în vedere motive cu totul străine de acestea, nu poate fi atacat în nulitate în

prejudiciul terțiului de bună credință, iar dacă suma împrumutată a avut sau nu o întrebuițare conformă cu destinația dată prin aviz, în acest caz creanța terțiului e pusă la adăpostul oricărei acțiuni în nulitate din partea minorilor deveniți majori, cari în ambele cazuri nu vor avea alt drept decât de a recurge, fie în contra tutorului, fie în contra acelor cari nu le-au ocrotit interesele. (Apel Constanța, No. 26, 1915, *Dreptul* 1915, p. 645).

3. Din combinarea art. 401, 402 și 1771 cod. civ., rezultă că bunurile imobiliare ale minorilor pot fi ipotecate de către tutor cu autorizația consiliului de familie, omologată de Tribunal și dată pentru cauze legale, adică pentru nevoi urgente ale minorilor sau un folos învederat chestiuni ce cad în exclusiva competență a consiliului de familie care le constată și a Tribunalului ce dă omologarea avizului. Odată ce împrumutătorul și-a îngrădit actul său cu formele cerute de lege, el este pus la adăpost de orice acțiuni din partea minorilor lezați prin acel act, aceștia neputând avea recurs decât contra tutorului care a întrebuițat banii împrumutați sau contra consiliului de familie care a aprobat împrumutul pentru cauze streine intereselor lor.

Așa fiind, instanțele de judecată nu mai au căderea să judece față de creditorul ipotecar, contra căruia s'ar cere anularea ipotecii, dacă în fond cauzele ce au determinat aprobarea împrumutului au fost sau nu nevoile personale ale minorilor, când acele cauze au fost astfel apreciate de instanța de omologare. (Cas. I No. 220, 1916; *Jurispr. Rom.* 1916, p. 358, *Curier Jud.* 48/916).

4. A se vedea: art. 401, notele 17, 18, 25; art. 1164, nota 1.

Art. 1772. — Ipoteca convențională nu va putea fi constituită decât prin act autentic. (Civ. 778, 1171, 1533, 1748, 1774, 1775, 1776; L. Timbr. 20 § 5, 21 § 5, 42 § 1; Civ. Fr. 2127; L. Belg. 76).

Text fr. Art. 2127. — L'hypothèque conventionnelle ne peut être consentie que par un acte passé en forme authentique devant deux notaires ou devant un notaire et deux témoins.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 274-277; III, ed. 5-a, p. 461, 462, 464-470;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., II, 1332, 1407, 1408, 1410, 1411, 1416, 1417, 1417 II, 1418, 1423;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 67; II, p. 203, 263, 941 urm.;
 DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 1240 urm.; *Suppl. Privil. et hypoth.* 839 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 96, 96 bis, I;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 321, 331;
 GUILLOUARD, *Privilèges et hypothèques*, II, 972, 977, 989-991, 994, 1001-1003, 1008, 1010;
 LAURENT, III, 119, 120; XXX, 432, 436, 440, 453;
 LYON-CAEN ET RENAULT, VI, 1631;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 606, 607;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2578 urm.;
 PONT, *Priv. et hyp.*, II, 658, 659, 663-665, 942;
 TROPLONG, *Privilèges et hypothèques*, II, 505 bis.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 551, 587 urm., 588; (VIII, part. I, ed. 2-a, p. 99; XI, p. 396); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 457; *Observație* sub. Trib. Tecuci, 23 Iunie 912. Dreptul 14/1913;
 CANTACUZINO MATEI, p. 571;
 NACU, III, p. 717 urm.;
 STOENESCU D. DEM., „*Consimțământul creditorului într-un contract de ipotecă, poate fi dat posterior și tacit?*”. Curier Jud. 53/904.

INDEX ALFABETIC

Acceptare 10, 12, 13, 20, 22.	14, 19, 20.
Accesorii 9.	Locație 23.
Act autentic 1, 3-7, 9-14,	Mandat 1, 3, 4, 5, 6, 9, 11,
16, 17, 20, 22, 24, 25.	12, 14, 17, 19, 20.
Act solemn, 1, 3, 4, 6, 7,	Notificare 10, 12.
8, 9, 10, 12.	Nulitate 1, 2, 3, 4, 6, 7, 9,
Act sub semnătură pri-	11, 12, 14, 16, 17, 25.
vată 10, 22.	Politiie 1, 3, 4, 5, 6, 11, 14, 19.
Cesiune 17.	Prejudiciu 9.
Consimțământ 10, 12, 15,	Ratificare 12.
16, 18, 19, 20, 21, 22.	Sancțiune 9.
Creditori chirografari 9.	Semnătură 25.
Data certă 1, 11.	Simultaneitate, a se vede
Donațiuni 10.	„Acceptare”, „Con-
Dotă 10.	simțământ”.
Imprumut 2, 9, 14.	Solemn act, a se vede
Inscripție 1, 5, 6, 8, 9, 10,	„Act solemn”,
11, 12, 15, 20, 21, 22.	Terțe persoane 5, 9, 23.
Ipotecă 1-24.	Tribunal 1, 3, 8.
Legalizare 1, 3, 4, 5, 6, 11,	

Jurisprudență.

1. Prin art. 1772 se dispune, în termeni prohibitivi, că ipoteca convențională nu va putea fi constituită de cât prin act autentic. Chiar din singura această dispozițiune, rezultă că la caz când debitorul, la instrumentarea actului autentic nu se prezintă în persoană, ci prin mandatar, mandatul trebuie să fie autentic; și din dispozițiile art. 1781, pentru modul operațiunii inscripțiunii ipotecelor, rezultă și mai evident că mandatul pentru constituirea unei ipoteci trebuie să fie autentic, de oare ce chiar pentru operațiunea inscripțiunii se cere ca mandatul să fie autentic. Prin urmare este nulă ipoteca convențională, nu numai când nu este constituită prin act autentic, ci încă atunci când mandatarul ce reprezintă pe debitor la instrumentarea actului autentic de ipotecă nu are o procură autentică, și act autentic este,

dacă art. 1171 c. civ. a celui ce s'a făcut cu solemnitățile cerute de lege, de un funcționar public, care are dreptul de a funcționa în locul unde actul s'a făcut; iar din dispozițiile art. 18 din legea pentru organizația judecătorească reese că tribunalele de prima instanță sunt în drept a legaliza, adică a da autenticitatea actelor; și prin nici o dispozițiune legislativă, comisarii polițieniști nu sunt îndrituiți a legaliza, a da autenticitate actelor. Actele legalizate de asemenea comisarii nu sunt de cât acte cu dată certă. Deci dar cu drept cuvânt se declară nulă ipoteca pe motiv că s'a prezentat la tribunal pentru autentificarea actului de ipotecă, nu debitorul în persoană, ci prin procurator cu procură legalizată de comisia polițienească. (Cas I, 118/Mart. 80/81, B. p. 240).

2. Actul nul în ceea ce privește ipoteca, nu este nul ca simplu act de creanță doveditor al faptelor ce s'au petrecut între părțile contractante și constatată printr'insul, nici în ceea ce privește recunoașterile lor. Deci judecătorul se poate baza pe acel act pentru constatarea împrumutului urmat. (Cas. I, 29/Ian. 26/85, B. p. 37).

3. Este nul actul de ipotecă consimțit și înscris de un mandatar cu procură autentificată de poliție, de oare ce tribunalul este singura autoritate competentă de a da autenticitate unor atari acte, ceea ce rezultă evident din lege, căci în toate cazurile în care legiuitorul cere un act autentic (art. 860, 861, 1228 c. civ. combinate cu art. 708-720 pr. civ. și 1230 c. civ.), desemnează pe tribunal cu îndeplinirea ace-

stei solemnități, de unde consecința logică e tribunalul, cu excluderea ori căruia oficer public, este în drept de a da autenticitate unor atare acte. (Apel Buc. I, 79/ Mart. 19/82, Dr. 43/82).

4. Ipoteca fiind un contract solemn, forma autentică este de esența sa. Astfel ipoteca trebuie constituită prin act autentic pentru a avea forța sa legală, și mandatul ce s'ar da pentru constituirea ei trebuie, sub pedeapsă de nulitate, să fie constatată prin act autentic. Mandatul legalizat de comisie nu are caracterul de act autentic și prin urmare e nulă ipoteca constituită prin un atare mandat. (Trib. Brăila, Dec. 8/81, Dr. 14/82).

5. Deși debitorul a fost reprezentat înaintea tribunalului la autenticitatea actului de ipotecă și la inscripțiunea lui prin procurator cu procură legalizată de poliție, însă actul ipotecar fiind făcut în toate condițiunile legale este opozabil debitorului căci acea lipsă de formalitate nu se poate opune de partea contractantă, de oare ce publicitatea ipotecei este făcută în interesul terțiilor persoane care au un drept real asupra imobilului, și întru cât actul de ipotecă e subscris de debitor el nu poate beneficia de lipsa acestei formalități care nu e esențialmente inerentă actului. (Apel Craiova, I, 106, Mai 17/79, Dr. 43/82).

6. Art. 1772 prevede în mod formal că ipoteca convențională nu poate fi constituită decât prin act autentic; or, prin cuvântul act autentic, legiuitorul a înțeles în art. 1171 actele făcute de către un oficer public competent cu solemnitățile cerute de lege, care să constate declarațiunile și liberul consimțământ al părților care formează actul. Dacă dar din originalul act de ipotecă nu se constată altceva de cât: 1) că părțile s'au prezentat la tribunal, dintre care împrumutătorul prin procurator; 2) că a prezentat constituitorul ipotecei actele doveditoare dreptului de proprietate ce are asupra imobilelor care se afectă cu ipotecă și 3) înscușințarea tribunalului pentru inscripțiunea ipotecei, fără să se constate însă că părțile au făcut vre o declarațiune prin care să manifeste consimțământul pentru constituirea ipotecei, pe cât timp este constant că părțile înaintea tribunalului și mai înainte de a se ordona inscripțiunea ipotecei, n'au declarat verbal consimțământul lor, nu există un act autentic în sensul art. 1171, și deci, ca consecință, nu există ipotecă; cu atât mai mult când și procura dată de împrumutător nu eră autentică, ci legalizată de comisie. (Cas. I, 227/Lun. 10/83, B. p. 639).

7. Art. 1772 c. civ., prevede formal că ipoteca convențională trebuie formată prin act autentic; iar prin cu-

vântul act autentic legiuitorul, prin art. 1171 c. civ., a înțeles actele făcute de către un oficer public competente care prin îndeplinirea formelor solemne cerute de lege, să constate declarațiunea și liberul consimțământ al părților. De unde rezultă că toate părțile contractante, când au să facă asemenea acte, să se prezinte în persoană, sau prin mandatar cu procuri autentice. Deci, dacă înaintea tribunalului, când s'a dat autenticitatea actului s'a prezentat numai debitorul, nefiind astfel prezinte ambele părți, după cum cere legea, spre a-și da reciproc consimțământul, nu se poate admite ca act autentic. (Cas. I, 311/Sept. 20/83, B. p. 822).

8. Deși tribunalul, primind actul de ipotecă de la debitor, nu constată în mod formal liberul consimțământ al părților prin care dispune inscripțiunea totuși, întru cât în dreptul modern nu sunt forma sacramentale, această constatare a liberului consimțământ al părților rezultă implicitamente din faptul că tribunalul, luând act de cererea de inscripțiune a ipotecei făcută de debitor a procedat la lucrările ulterioare spre a o putea opera, și în urmă găsind actul investit cu toate formele cerute de lege, a și ordonat inscripțiunea. (Apel Focșani; I, Mart. 11/83, Dr. 35/83).

9. Afară de cazurile unde legea pronunță expres nulitatea, mai sunt o sumă de dispozițiuni sub formă prohibitivă și imperativă cari evident implică în sine nulitatea actelor făcute cu călcarea lor și alte dispozițiuni tot sub aceste forme, dar a căror neobservare nu atrage nulitatea actelor. În asemenea cazuri, judecătorul e ținut, în tăcerea legii, a scrută vointa legiuitorului și a face distincțiuni pe care legiuitorul ar fi trebuit să le facă dar nu le-a făcut. De aci a rezultat doctrina formalităților substanțiale și accidentale, înțelegându-se prin cele substanțiale acele cari constituiesc esențialmente substanța unui act și fără de care actul este inexistent, iar prin forme accidentale, acele străine de substanța actului și neatrăgând prin urmare nulitatea lui. Conform dar acestor principii, și mai ales față cu simplitatea și cu lipsa de sancțiune cu care legiuitorul nostru a regulat sistemul ipotecelor, urmează a judeca fiecare dispozițiune lipsită de sancțiune cu privire la totalitatea dispozițiilor prescise pentru o ipotecă valabilă și, după importanța motivelor raționale și juridice cari au dictat acea dispozițiune, a aprecia apoi dacă în spiritul legiuitorului constituie o formă substanțială sau accidentală, spre a decide în consecință dacă neobservarea acelei dispozițiuni atrage sau nu nuli-

tatea actului. Or, legiuitorul prin art. 1772, dispunând în formă prohibitivă că ipoteca convențională nu va putea fi constituită de cât prin act autentic, a înțeles a declara prin aceasta chiar că autenticitatea actului este o formalitate substanțială, pentru că prin ea și în interesul terțiilor se organizează publicitatea, clement esențial al regimului ipotecar, și ca atare trebuie observată sub pedeapsă de nulitate. Însă spre a rezolvă chestiunea dacă se poate invoca de creditorul chirografar nulitatea ipotecii pentru lipsă de consimțământ autentic din partea creditorului ipotecar, trebuie a cercetă mai întâi ce se înțelege, conform cu natura specială a acestei convențiuni, prin constituirea de ipotecă. Or, ipoteca, fiind prin natura ei un accesoriu al contractului de împrumut, care este un contract unilateral, este și ea, în esența ei, un contract unilateral și, prin urmare, autenticitatea cerută mai înainte prin art. 1772 se referă specialmente la constituentul ipotecii, care ca obligat are partea principală în acest contract, și astfel numai consimțământul său trebuie a fi constatat în mod autentic sub pedeapsă de nulitate. Această interpretare rezultă mai evident din chiar motivele ce se dau pentru justificarea cerinței că constituirea ipotecii să fie în mod autentic, și acestea sunt că împrumuturile pe ipotecă trebuie să fie de tot sigure, pentru că soarta lor nu trebuie să depindă de la o simplă denegare a unei semnături, fiind în chestiune interesul public și necesitățile creditului. Dar aceste scopuri se ating în cazul când actul de ipotecă este autentic din partea constituentului ipotecii, căci în ceace ce privește pe creditor, pe lângă că el nu va avea interes de a contesta actul luat numai în favoarea sa, dar în tot cazul ar fi ceva straniu a se pretinde la noi procură autentică de la persoana pentru un act care este luat numai în favoarea ei, de când aceasta nu se pretinde când se tratează de a fi reprezentată dinaintea instanțelor judecătorești și unde sunt în joc interese foarte grave. Dacă legiuitorul, când regulează modalitatea inscripțiunii ipotecii prin aceasta el a înțeles a arăta numai modul unei inscripțiuni regulate, însă n'a declarat nulă o ipotecă în care creditorul ar fi consimțit la înscriere și într'un mod neautentic, căci autenticitatea la asemenea act este rațional și juridic cerută numai din partea celui care se obligă în interesul general al creditorilor cât și al terțiilor. Apoi, față cu principiul de echitate care constă în aceea că să nu existe nici o nulitate fără prejudiciu, și care, trebuind să domine în chestiuni de interese curat materiale poate fi luat ca

criteriu just și în sistemul nostru ipotecar, rămâne a se vedea dacă lipsa unei procuri autentice din partea creditorului ipotecar a căsunat terțiilor și mai ales ca creditor chirografar, vre un prejudiciu, căci numai în atare caz drepturile terțiilor fiind considerate ca de interes general, urmează că acea formalitate ar fi substanțială, și, prin urmare, de o nulitate absolută. Însă creditorii chirografari nu pot justifica nici un prejudiciu din cauza unei asemenea neregularități, căci nu se poate înțelege ca o inscripțiune defecțuoasă să poate induce în o eroare prejudiciabilă pe alte persoane de cât pe acelea cari, pentru direcțiunea și conservarea intereselor lor, trebuie să consulte registrul de inscripțiuni ipotecare, adică pe acele persoane cari au făcut a li se concedă de către debitor drepturi reale asupra imobilului ipotecat, căci este evident că creditorii chirografari nu se hotărâse a face credit debitorului după enunțările mai mult sau mai puțin complete ale inscripțiunilor luate de debitor, ci însăși natura titlului lor de creditori chirografari atestă în ajuns că ei nu s'au ocupat de drepturi reale, mulțumindu-se a da banii lor pe creditul personal al debitorului. Deci dar, în lipsă unei nulități expres pronunțată de lege pentru faptul că creditorul s'a prezintat la luarea inscripțiunii printr'un mandatar cu procură neautentică, și această formalitate neputând fi în spiritul legiuitorului substanțială, întru cât neobservarea ei nu lovește în nici un drept legitim al terțiilor, această lipsă a consimțământului autentic al creditorului precum nu s'ar putea invoca de către debitorul ipotecar, fără a probă vre un interes legitim, de cât consacrandu-se dreptul spoliatiunii, tot așa nu se poate invoca nici de creditorii chirografari, căci, întru cât această inscripțiune nu a putut fi cauza nici unui prejudiciu și nici e substanțială, a admite nulitatea, ar fi a admite dreptul cuiva de a se îmbogăți pe nedrept din averea altuia. (Apel Focșani, I, Mart. 11/83, Dr. 34/83).

10. Ipoteca convențională fiind un contract pentru formarea lui cată să existe concurs de voințe. Și la ipotecă, consimțământul creditorului, ca în ori care contract poate fi dat printr'un act posterior și sub semnătură privată, precum poate fi și tacit. Pe lângă aceste condițiuni generale, necesare încheierii contractelor, legiuitorul în interesul debitorului, pentru a-l destepți asupra importanței actului ce săvârșește, a prescris formal ca ipoteca convențională să fie constituită prin act autentic. A se pretinde însă de aci că acceptațiunea creditorului trebuie a fi

concomitentă, cu oferta debitorului, constatată prin același act autentic, ar fi a se cere formalități mai riguroase de cât chiar la donațiune, în defavoarea cărora se știe că legiuitorul a aglomerat asemenea forme pentru a înmulți cauzele de nulități, și unde se permite și acceptarea posteroară. Numai la donațiuni și la contractele de căsătorie, numai la ambele aceste contracte solemne, pentru cuvinte bine definite, legiuitorul a prescriș lămurit modul cum să se manifeste consimțământul părților contractante; pe când la ipotecă, nu numai că nu a edictat nici o formă specială pentru acceptarea creditorului, dar modificând textul francez al art. 2127, unde cuvântul „*consentir*” a dat naștere la indoiala de a se ști dacă nu ar trebui ca și creditorul să exprime consimțământul său autentic chiar prin actul de ipotecă și, întrebându-l termenul „constituită”, ce nu se poate aplica de cât debitorului, pentru că numai despre el se poate zice că constituie o ipotecă, iar nu și creditorul, care acceptă ipoteca constituită, a lăsat învederat neatinsă regula comună la toate contractele, după care consimțământul creditorului poate rezulta dintr'un fapt sau dintr'un act oarecare. Iar din definițiunea ipotecei convenționale, cuprinsă în art. 1749, nu rezultă îndatorirea pentru creditor a manifesta acceptațiunea sa în același timp cu debitorul, fiind că art. 1749 se rapoartă la formele stabilite în articolii următori, și s'a demonstrat că nicăeri legiuitorul nu ordoană ca creditorul să-și dea consimțământul său prin chiar actul constituirii ipotecei și într'un mod autentic. Astfel fiind, acceptarea creditorului reese din răspunderea banilor și din prezentarea sa înaintea președintelui tribunalului cu actul de ipotecă cerând inscripțiunea asupra imobilului constituit ipotecă de către debitor; cu atât mai mult când creditorul acceptă în urmă în mod autentic ipoteca și notifică debitorului acceptarea prin portărei. (Apel Buc. III, 21, Ian. 23/86, *Dr.* 23/86; Apel Buc. III, 120, Mai 7/88, *Dr.* 37/88; Apel Buc. III, 112, Mai 14/84, *Dr.* 64/84).

11. Art. 1772 prevede în mod prohibitiv că ipotecile convenționale nu pot fi constituite de cât prin acte autentice. Din aceasta rezultă că în caz când împrumutatul sau împrumutătorul nu s'ar putea prezenta în persoană la tribunal unde are a se face ipoteca, ei prin mandatar, mandatul trebuie să fie autentic. Aceasta rezultă și din art. 1781 relativ la modul inscripțiunei ipotecilor, unde se cere că chiar pentru operațiunea inscripțiunei, mandatul trebuie să fie autentic. Și după art. 1171, act autentic este acela care s'a făcut cu solemnitățile cerute de lege de un

funcționar public, care are drept a instrumenta în locul unde actul s'a făcut. Or, deși agenții administrativi, polițaii sau comisarii, n'aveau dreptul de a da autenticitate unor asemenea acte, totuși în sensul adevărat al art. 1171, acești funcționari, după un uz constant admis după legislațiunea veche, puteau face asemenea legalizări numai într'atât în cât să se constate data certă, precum și validitatea semnăturii. Deci dar dacă procura, în puterea căreia s'a prezintat un mandatar din partea debitorului la tribunal pentru a lua inscripțiune ipotecară, nu eră autentică, ci numai legalizată de autoritatea administrativă (poliția), această legalizare aveă puterea a constată veracitatea semnăturii precum și data certă a procurei, și prin urmare, judecătorul deși în drept a anula ipoteca ca neregulat făcută, totuși nu poate, fără a comite un exces de putere și să violeze principiile cele mai elementare de drept, să declare că acea creanță nu poate aveă caracterul unei creanțe chirografară. (Cas. I, 29/85, Ian. 26/85, B. p. 37).

12. Conform art. 1749, prin ipotecă convențională se înțelege aceea care ia naștere din convențiunea părților cu formele legale, adică prin act autentic, conform art. 1772. Or, din acest articol rezultă că toate părțile contractante, când au să facă niște asemenea acte, trebuie să se prezinte înaintea tribunalului respectiv, în persoană sau prin mandatar cu procuri autentice, pentru autentificarea actului de ipotecă, ceea ce rezultă formal din cuvintele „convențiunea părților” din art. 1749. Este dar nul actul de ipotecă la a căruia autentificare s'a prezintat numai debitorul și numai el l-a subscris. Iar participarea ambelor părți la luarea inscripțiunei nu poate validă acel act de ipotecă, căci autenticitatea unui act de ipotecă, care se dă de tribunal și care e prescrișă *ad solemnitatem*, nu trebuie confundată cu inscripțiunea ipotecei, care se ordonă de singur președintele tribunalului; și ce este mai mult, în atare caz nu există un concurs simultaneu al consimțimintelor părților, aceste consimțiminte nu sunt concomitente, și dar părțile n'au luat de cât inscripțiunea unei simple oferte a debitorului, a unei policitațiuni. Creditorul trebuie neapărat să se prezinte și el la autentificarea actului de ipotecă, căci și el își ia obligațiuni. O ratificațiune posteroară prin un act autentic și comunicată debitorului prin portărei nu poate validă asemenea acte de ipotecă, nefiind concomitente cu consimțământul dat de părți; apoi ratificare pentru un act solemn nu poate aveă loc, căci acesta e chiar caracterul esențial al unui asemenea act.

că el nefiind făcut cu solemnitățile cerute de lege, este radicalmente nul. (Trib. Ilfov, I, 116, Mart. 7/85, Dr. 23/86).

13. Pentru formarea ipotecii se cere concursul voinței ambelor părți contractante; și dacă legiuitorul prin art. 1772 cere ca consimțământul creditorului să fie exprimat prin un act în formă autentică, nicăeri nu se prevede că acceptațiunea creditorului să fie concomitentă cu oferta debitorului. (Cas. I, 250/86, Sept. 19/86, B. p. 684; Cas. I, 32/Ian. 26/90, B. p. 48).

14. Nu au caracterul de creanțe ipotecare actele de împrumut pentru a căror autentificare și inscripțiune părțile s'au prezentat la tribunal prin procuratori însărcinați cu procuri legalizate de poliție, iar nu și prin procuri autentice cum cere legea. (Apel Focșani, I, 150, Dec. 9/85, Dr. 50/86).

15. Deși actul de ipotecă a fost iscălit numai de debitor, dar de oare ce mai în urmă ambii contractanți s'au prezentat la tribunal în persoană și au cerut înscrierea acestei ipotecii în registrele tribunalului, din aceasta se constată învederat că și creditorul a aderat și consimțit la ipoteca iscălită numai de debitor. Astfel se îndeplinește formalitatea preserisă de lege, căci deși pentru formarea unui act de ipotecă, se cere consimțământul ambelor părți contractante, însă nicăeri nu se zice că de odată și prin chiar același act cu debitorul să participe și creditorul. (Cas. I, 305/Dec. 9/88, B. p. 1033).

16. Pe cât timp una din părți, creditorul, nu a fost regulat reprezentată înaintea tribunalului, nu se poate susține că a declarat în mod valabil consimțământul ei la confecționarea actului de ipotecă, și astfel actul nu se poate considera ca autentic în sensul art. 1171, Or. art. 1772 prevede într'un mod formal că ipoteca convențională nu poate fi constituită de cât printr'un act autentic, și prin urmare declară nulă ori ce ipotecă constituită în alt mod. (Trib. Muscel, 15, Ian. 22/87, Dr. 37/88).

17. Neprezentarea creditorului sau a unui mandatar cu procură autentică nu poate atrage nulitatea unui act de ipotecă, când se constată că în adevăr creditorul și-a manifestat voința sa pentru a contracta cu debitorul, ceea ce rezultă din cesiunea acelei creanțe. Art. 1772 cere numai ca actul de ipotecă să fie autentic; prin urmare a exigi pentru facerea unei ipotecii prezența creditorului sau reprezentarea sa prin procură autentică este a cere formalități mai riguroase de cât cele preserise de lege. (Apel Buc. I, 112, Mai 16/89, Dr. 49/89).

18. În contractul de ipotecă convențională, legătura de drept nu se poate forma de cât prin concursul a două

voințe, prin voința celui ce afectă un imobil pentru asigurarea executării unei obligațiuni și prin voința celui ce, primind această afectare, dobândește dreptul de ipotecă; de unde rezultă că până ce creditorul nu și-a manifestat voința, contractul nu se poate considera perfect. (Cas. I, 400/Dec. 20/89, B. p. 1048).

19. Odată ce se constată în fapt că părțile s'au prezentat în persoană la tribunal și au exprimat liberul lor consimțământ la actul de ipotecă, devine cu totul indiferent și fără nici o importanță pentru validitatea celui act, circumstanța dacă el poartă semnătura lor proprie sau a unui împuternicit al lor chiar cu o procură legalizată de comisie. (Apel Galați, II, 69, Mai 18/91, Dr. 50/91).

20. În contractul de ipotecă convențională legătura de drept nu se poate forma de cât prin concursul a două voințe, prin voința celui ce afectă un imobil pentru asigurarea executării unei obligațiuni și prin voința celui ce, primind această afectare, dobândește dreptul de ipotecă. Și dacă legiuitorul, prin art. 1772 și 1781, cere ca consimțământul părților, prin urmare și consimțământul creditorului, să fie exprimat printr'un act în formă autentică, atât pentru constituirea ipotecii, cât și pentru inscripțiunea ei, nicăeri însă nu se prevede că acceptațiunea creditorului să fie concomitentă cu oferta debitorului, ci poate fi posterioară. Astfel, deși procura dată de creditor procuratorului său pentru a consimți la ipoteca ce debitorul îi constituie și a cere inscripția ei nu a fost autentică, totuși creditorul și-a dat consimțământul său în mod valabil, autentic, că primește acea ipotecă și inscripțiunea luată mai târziu, prin faptul că a cedat creanța sa ipotecarului altuia. (Cas. I, 194/Mai 27/92, B. p. 489).

21. Dacă în mod normal și regulat, la facerea actului pentru constituirea unei ipotece și luarea inscripției ipotecare, trebuie să fie atât creditorul cât și debitorul, totuși constatarea numai a voinței debitorului, în lipsa creditorului, nu face ca acesta să nu poată invoca față de un debitor recunoașterea actului constitutiv de ipotecă și a cere executarea lui. (Cas. I, 80/95, B. p. 144).

22. Creditorul, în profitul căruia se constituie o ipotecă, nu este ținut să și dea consimțământul său în același timp cu al debitorului și în forma autentică; acceptarea ipotecii se poate face prin act posterior sub semnătură privată și chiar în mod tacit, rezultând aceasta din cererea pentru luarea inscripțiunii. (Trib. Ilfov, III, Dr. 13/97).

23. Clauza înserisă într'un act de ipotecă, prin care se pune debitorului

ipotecar îndatorirea de a nu percepe anticipat chirii, nu constituie decât o obligație personală a debitorului care nu poate fi opusă terților și prin urmare nici chirieșului. (Cas. I, 328/905. B. p. 882).

24. O ipotecă convențională, pentru a fi validă, trebuie ca actul care o constituie să fie autentic. (Cas. s. u. 4 din 3 Febr. 1911, B. p. 273. Jurisprudența 7/911).

25. Atunci când unul din exemplarele actului autentic intrunește toate

condițiunile de validitate, acel act nu poate fi declarat nul, pentru că, celui-lalt exemplar, sau procesului-verbal rămas la dosar, i-ar lipsi vreuna din condițiunile de formă cerute de lege, cum ar fi lipsa semnăturii judecătorului, în procesul-verbal rămas la dosar. (Cas. s. u. din 3 Febr. 1911, B. p. 273. Jurisprudența 7/911).

26. A se vedea: art. 1171, Index „Ipotecă”, și notele respective; art. 1173, nota 5; art. 1754, nota 2.

Art. 1773. — Ipotecile consimțite în țară străină nu pot avea efect în România decât după ce actele prin care s'a consimțit ipoteca, se vor fi vizat de președintele tribunalului civil al situațiunei bunurilor și se va fi luat inscripțiune.

Acest magistrat va verifica dacă actele de constituțiunea ipotecei unesc toate condițiunile cerute de legile locului unde s'au făcut spre a fi autentice¹⁾. (Civ. 2, 11, 1789; Pr. Civ. 374; Civ. Fr. 2128; L. Belg. 77).

Text. fr. Art. 2128. — Les contrats passés en pays étranger ne peuvent donner d'hypothèque sur les biens de France, s'il n'y a des dispositions contraires à ce principe dans les lois politiques ou dans les traités.

Text. Belg. Art. 77. — A défaut de dispositions contraires dans les traités ou dans les lois politiques, les hypothèques consenties en pays étranger n'auront d'effet, à l'égard des biens situés en Belgique, que lors que les actes qui en contiennent la stipulation auront été revêtus du visa du président du tribunal civil de la situation des biens.

Ce magistrat est chargé de vérifier si les actes et les procurations qui en sont le complément reunissent toutes les conditions nécessaires pour leur authenticité dans le pays où ils ont été reçus.

L'appel de la décision du président sera interjeté par requête adressée à la cour, qui statuera comme en matière d'appel de référé.

Doctrină străină.

ARNTZ, I, 76; IV, 1811, p. 330;

AUBRY ET RAU, I, § 31, p. 167, nota 70 și p. 168 (ed. 5-a), p. 109, aceeaș notă și p. 110 (ed. 4-a);

BAUDRY, *Précis*, I, 84; III, 17;

BAUDRY ET FOURCADE, *Des personnes*, I, 222;

BAUDRY ET LOYNES, *Du nantissement, des priv. et hyp.*, II, 1413;

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 943;

DEMOLOMBE, I, 106; XX, 113;

DURANTON, I, 91;

HUC, I, 168; IX, 61;

LAURENT, XXX, 456-458; *Principes*, I, 99; V, 213; *Dr. internat.*, II, 240 urm.; VIII, 28, 30, 35;

MOURLON, ed. 7-a, III, p. 607;

PANDECTES FR., *Lois*, 862;

SIREY, *Donations*, 7123;

THIRY, I, 53, p. 59, 58;

WEISS, *Dr. internat.*, IV, p. 327, text și nota 3, 388; V, p. 479; *Tr. élém. de dr. internat.*, p. 625, 626.

1) A se compară art. 1773 român cu art. 77 din legea belgiană dela 1851.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, I, ed. 2-a, p. 178, 217 urm.; X, p. 551, 587 urm., 588, 594; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 326; VII, p. 467; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 102; IX, p. 630); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 41, 458;
 CANTACUZINO MATEI, p. 571;
 NACU, I, p. 88; III, p. 721, 722;
 TATARU G. V., *Prezidentul tribunalului*, p. 87, 88.

Art. 1774. — Ipoteca convențională nu este valabilă dacă prin actul de constituțiune al ipotecei nu se specifică anume natura și situațiunea fiecărui imobil al debitorului, asupra cărui se consimte ipoteca creanței. (Civ. 1749; Civ. Fr. 2129 § 1¹); L. Belg. 78 § 1).

Text. fr. Art. 2129 § 1. — Il n'y a d'hypothèque conventionnelle valable que celle qui, soit dans le titre constitutif de la créance, soit dans un acte authentique postérieur, déclare spécialement la nature et la situation de chacun des immeubles actuellement appartenant au débiteur, sur lesquels il consent l'hypothèque de la créance. Chacun de tous ses biens présents peut être nominativement soumis à l'hypothèque.

Text. Belg. Art. 78 § 1. — Il n'y a d'hypothèque conventionnelle valable que celle qui, soit dans le titre authentique constitutif de la créance, soit dans un acte authentique postérieur, déclare spécialement la nature et la situation de chacun des immeubles actuellement appartenant au débiteur, sur lesquels il consent l'hypothèque de la créance.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 278-281, 285; III, ed. 5-a, p. 470-475, 480-482;
 AUBRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc. II, 1288, 1290, 1291, 1367, 1368, 1370, 1371, 1373-1379;
 BEUDANT, II, 660;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 297, 892, 936, 937, 943, 944, 945 urm., 948 urm.; ed. 1-a III, p. 756;
 DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.* 1286 urm., 1295, 1346; *Suppl. Privil. et hypoth.* 867 urm., 1063;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 96 bis, III;
 GULLOUARD, *Privilèges et hypothèques*, 1022, 1024-1029, 1038, 1039; III, 1202, 1208;
 LAURENT, XXX, 499, 504, 510, 512, 513;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 608, 609;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2781 urm., 2800 urm.;
 PONT, *Priv. et hyp.*, II, 672, 674, 675, 678;
 TROPLONG, *Privilèges et hypothèques*, II, 515, 536 bis; *Vente*, I, 77.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 574, 594 urm., 626; (III, part. II, ed. 2-a, p. 787 nota; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 673); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 458;
 CANTACUZINO MATEI, p. 572;
 NACU, III, p. 730.
 TATARU G. V., *Prezidentul tribunalului*, p. 85.

Jurisprudență.

1. Prin art. 1774 se declară nevalabil actul de ipotecă prin care nu s'ar specifică anume natura și situațiunea imobilului ipotecat. Este dar suficient când natura și situațiunea imobilului sunt arătate prin expresiunea „cu ipo-

tecă în fondul moșiei mele cutare din acest district”. (Cas. II, 63/Apr. 5/75, B. p. 68).

2. Dacă printr'un act constitutiv de ipotecă se specializează imobilul ipotecat, atât prin hotarele sale, cât și prin superfiția sa, judecata nu poate, fără a comite un exces de putere, ca,

1) A. se compară art. 1774 român, cu art. 2129 Codul Civil francez și art. 78 Legea belgiană din 1851.

interpretând clauza din actul de ipotecă că se ipotecează imobilul „și ori ce alte trupuri sub orice alte denumiri vechi sau noi din care se compun”, să decidă că s'a ipotecat și partea din imobil, ce trece peste hotarele și întinderea specificată în act. (Cas. I, 215, 900, B. p. 672).

3. Din momentul ce prin actul de constituire al ipotecii se specializează imobilul ipotecat prin arătarea hotarelor și prin suprafața sa, instanța de fond nu poate, fără a comite un exces de putere, să nu țină seamă de această specializare și să conchidă că s'a afectat la plata creanței și părțile de pământ de dineolo de acest hotar și o suprafață îndoi de mare decât aceea prevăzută în actul de constituire al ipotecii. Excesul de putere este cu atât mai învederat, cu cât „specificarea anume a naturii și situațiunii imobilului asupra căruia se consimte ipotecă”, este în virtutea art. 1774 din codul civil, unul din principiile fundamentale în materie de ipotecă; iar expresiunile: „orice alte trupuri sub orice denumiri”, trecute în actul de ipotecă, chiar când constant ar fi că alte trupuri au făcut parte totdeauna din moșia ipotecată, nu pot fi privite, din momentul ce hotarele acestei moșii

erau specificate în act ca făcând parte din imobilul ipotecat, decât numai atunci când ele ar fi fost înăuntrul acestui hotar. Când însă este constant că acele trupuri sunt dineolo de acel hotar, a se considera și ele ca făcând parte din imobilul ipotecat, este a se recunoaște un drept de ipotecă asupra unor trupuri de moșie, a căror natură și situațiune nu erau specificate în actul de ipotecă și, dar, a recunoaște dreptul pentru instanțele judecătorești de a derogă, sub motiv de interpretare, la dispozițiunile formale și precise ale sus citatului art. 1774. Ceeace este neadmisibil. (Cas. secții unite, 4/901, B. p. 799).

4. După dispozițiunile art. 1774 și 1776 c. civ., ipoteca convențională nu este valabilă, dacă prin actul de constituire al ipotecii nu se specifică anume, atât imobilul debitorului asupra căruia se consimte ipoteca, cât și suma pentru care ipoteca este constituită.

Nespecializarea, în acest sens, a ipotecii pentru a se preciza și limita dreptul creditorului ipotecar, atrage nulitatea ei, — căci textele menționate proclamă formal că numai astfel ipoteca e valabilă. (Cas. I. 1305 din 9 Iulie 1924. Curier Jud. 1/925).

Art. 1775. — Bunurile viitoare ale debitorului nu pot fi obiectul unei ipotece. (Civ. 965, 1772; Civ. Fr. 2129 § 2; L. Belg. 78 § 2).

Text. fr. Art. 2129 § 2. — Les biens à venir ne peuvent pas être hypothèques.

Text. Belg. Art. 78 § 2. — Les biens à venir ne peuvent pas être hypothèques.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 268; III, ed. 5-a, p. 449;

BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc. II, 1381;

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 297, 892, 936, 937, 943, 944, 945 urm., 948 urm.; ed. 1-a, III, p. 756;

DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.* 1286 urm.; *Suppl. Privil. et hypoth.* 867 urm.;

GUILLOUARD, *Privilèges et hypothèques*, II, 957;

PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2781 urm., 2800 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 574, 594 urm., 626; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 458; CANTACUZINO MATEI, p. 569;

NACU, III, p. 727 urm.

Art. 1776. — Ipoteca convențională nu poate fi valabilă decât atunci când suma, pentru care ipoteca este constituită, va fi determinată prin act.

Dacă creanța este condițională, se va menționa condițiunea

în inscripțiune¹⁾. (Civ. 948, 965, 1004, 1009, 1015, 1017, 1019, 1746 urm., 1770, 1781; C. com. 372; Civ. Fr. 2132; L. Belg. 80).

Text. fr. Art. 2132. — L'hypothèque conventionnelle n'est valable qu'autant que la somme pour laquelle elle est consentie, est certaine et déterminée par l'acte: si la créance résultant de l'obligation est conditionnelle pour son existence, ou indéterminée dans sa valeur, le créancier ne pourra requérir l'inscription dont il sera parlé ci-après, que jusqu'à concurrence d'une valeur estimative par lui déclarée expressément, et que le débiteur aura droit de faire réduire, s'il y a lieu.

Text. Belg. Art. 80. — L'hypothèque conventionnelle n'est valable qu'autant que la somme pour laquelle elle est consentie est déterminée dans l'acte.

Si la créance résultant de l'obligation est conditionnelle la condition sera mentionnée dans l'inscription dont il sera parlé ci-après.

L'hypothèque consentie pour sureté d'un crédit ouvert, à concurrence d'une somme déterminée, qu'on s'oblige à fournir est valable: elle prend rang à la date de son inscription, sans égard aux époques successives de la délivrance des fonds qui pourra être établie par tous moyens légaux.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 277, 282; III, ed. 5-a, p. 470, 476;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc. II, 1280 I, 1281, 1400, 1402;
COLIN et CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 944, 945, 1008, 1020;
DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 1312 urm., 1322; *Suppl. Privil. et hypoth.* 883 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 99 bis, I, IV;
GUILLOUARD, *Privilèges et hypothèques*, II, 1017, 1018, 1030, 1031;
LAURENT, XXX, 528;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 611;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2806 urm.;
PONT, *Priv. et hyp.*, II, 702 urm., 718, 719;
TROPLONG, *Privilèges hypothèques*, II, 480.

Hipoteci conționale stipulate cu garanția unei deschideri de credit.

AUBRY ET RAU, III, p. 282, 283, 285; III, ed. 5-a, p. 476-480;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., II, 1282-1287;
DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 1323;
DEMOLOMBE, XXV, 392, 394;
GUILLOUARD, *Privilèges et hypothèques*, II, 1032-1037;
LAURENT, XXX, 529, 537;
LYON-CAEN ET RENAULT, IV, 729, 732;
PONT, *Priv. et hyp.*, II, 715, 719;
TROPLONG, *Privilèges et hypothèques*, II, 477, 508.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 574, 594 urm., 626; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 459;
CANTACUZINO MATEI, p. 572;
NACU, III, p. 730;
TATARU G. V., *Prezidentul tribunalului* p. 85.

Jurisprudență.

1. În sistemul legislațiunii noastre specialitatea este de esență contractului de ipotecă, și această specialitate stabilită de legiuitor în interesul creditului public, cuprinde două elemente:
1) arătarea cu exactitate a naturii și situațiunii imobilului ce se ipotecează,
2) determinarea chiar în actul de ipo-

tecă a sumei pentru care se contractează ipoteca. Dacă dar în act nu s'a determinat suma, ipoteca e nulă, și nulitatea nu se poate acoperi prin faptul că creditorul a luat în urmă inscripțiune pentru o sumă determinată, căci dacă creanța este nedeterminată în act, ea se poate în adevăr determina în urmă, dar această determinare trebuie să se facă de ambele părți contrac-

1) A se compară art. 1776 român cu art. 2132 francez și art. 80 Legea belgiană din 1851.

tante, și motivul e că specialitatea creanței e un element esențial al contractului de ipotecă, și e de principiu că ori ce element al contractului trebuie să fie opera tuturor părților contractante. (Trib. Brăila, Dec. 8/81, Dr. 14/82).

2. După dispozițiile art. 1774 și 1776 c. civ., ipoteca convențională nu e valabilă, dacă prin actul de constituire al ipotecei nu se specifică anume, atât

imobilul debitorului asupra căruia se consimte ipoteca, cât și suma pentru care ipoteca este constituită.

Nespecializarea, în acest sens, a ipotecei pentru a se preciza și limita dreptul creditorului ipotecar, atrage nulitatea ei — căci textele menționate proclamă formal că numai astfel ipoteca e valabilă. (Cas. I, 1305 din 9 Iulie 1924. Jur. Gen. 1924, No. 1893).

Art. 1777. — Ipoteca se întinde asupra tuturor ameliorărilor survenite în urma constituirii¹⁾ imobilului ipotecat. (Civ. 462 urm., 489, 490 urm., 494, 498, 904, 1737, 1742, 1750, 1774, 1775; Civ. Fr. 2133; Civ. Belg. 45-2).

Text. Art. 2133. — L'hypothèque acquise s'étend à toutes les améliorations survenues à l'immeuble hypothèque.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, III, p. 404, 408-412; III, ed. 5-a, p. 658, 667-669, 671-673;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., I, 593, 594; III, 1932, 1938, 1939, 1941, 1943, 1947, 1950-1955;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 865; II, p. 820, 842, 894;
 DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 1350 urm.; *Suppl. Privil. et hypoth.* 907 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 100 bis, I, 147 bis, I;
 DEMOLOMBE, X, 159;
 GUILLOUARD, *Privilèges et hypothèques*, III, 1510, 1513, 1515, 1516, 1518-1522, 1525, 1528, 1529 urm., 1532;
 LAURENT, XXX, 17, 18, 206-208;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 614;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2741 urm., 2898;
 PONT, *Priv. et hyp.*, I, 197, 407, 410, 411;
 TROPLONG, *Privilèges et hypothèques*, II, 400, 551, 552.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, X, p. 362, 487, 535, 537, 600 urm., 658, 668, 704; *Droit ancien et moderne de la Roumanie* p. 459; *Observație* sub. C. Apel Buc. s. I, 195 din 30 Oct. 902. Curier. Jud. 11/903;
 CANTACUZINO MATEI, p. 46, 586, 587, 588.
 CERBAN ALEXANDRU, *Notă* sub. C. Apel Buc. s. I, 193 din 7 Iulie 1923. Pand. Rom. 1924, II, 98;
 DUMITRESCU A. M., II, 692;
 NACU, III, p. 733, 734.

Jurisprudență.

1. Ipoteca constituită asupra unui imobil se întinde asupra tuturor accesoriilor acestui imobil și chiar asupra celor care s'au adăos posterior ipotecei, din momentul că intențiunea părților a fost ca fondul și tot ce servește la întreținerea și exploatarea lui să fie ipotecat. (Trib. Ilfov, s. not., 277, Nov. 19/81, Dr. 9/82).

2. Art. 1777 stabilește că ipoteca se întinde asupra tuturor ameliorărilor survenite în urma constituirii ipotecei, fără a deosebi dacă ameliorările s'au săvârșit de către însuși debitorul

care a consimțit dreptul de ipotecă sau de un al treilea. Așa dar și un succesor al primitivului debitor sau în general un detentor al imobilului garantat, executând ameliorațiuni pe imobilul ipotecat, este expus a fi urmărit de către creditorul ipotecar, fără ca acesta să fie obligat a-l despăgubi pentru valoarea acelor ameliorațiuni. Raporturile dintre creditorul ipotecar și detentorul unui imobil ipotecat sunt regulate prin art. 1790—1799 și în ele nu se găsește reprodușă dispoziția art. 2175 din codul francez, după care detentorul are dreptul a recurge contra creditorului ipotecar pentru ameliora-

1) În textul francez, lipsesc cuvintele: „în urma constituirii”.

țiuni; acea dispoziție suprimată de legiuitorul nostru nu se înțelege de la sine. În lipsa acestei dispoziții, detentorul n'are de cât dreptul de a recurge contra debitorului principal, precum prevede art. 1799. Spre a da o soluțiune contrarie, în lipsa unui text, ar trebui a ne întemeia pe consideratii de echitate; or aceasta e inadmisibil în vederea textelor citate și a efectului general al dreptului de ipotecă, și ar însemna a slăbi dreptul de ipotecă și a expune pe creditorul ipotecar relei credințe. De altmintearea detentorul unui imobil ipotecat, spre a evita efectele urmăririi din partea creditorului ipotecar, are dreptul a operă purgarea, conform art. 1801 urm. (Cas. I, 62/Febr. 20/89, B. p. 166; *Contra acestei soluții*, a se vedea decizia Curței de Apel București din *Dreptul* 17/88, aflată la No. 6 de sub art. 494).

3. Imobilele, pe care debitorul le dobândește, sub orice titlu, în urma constituirii unei ipoteci, nu pot fi consi-

derate, prin simplul fapt că se găsece în apropierea imobilului ipotecat, ca constituind îmbunătățiri în sensul art. 1777 din codul civil. Astfel, dacă imobilul ipotecat a fost urmărit și vândut aquisitionar acestui imobil nu poate pretinde, în baza ordonanței de adjudecare, alte drepturi decât acelea ce aveă creditorul ipotecar; nimeni nepuținse transmite altuia drepturi mai întinse decât aveă și are el însuși. (Trib. Ilfov I, *Dr.* 57/901).

4. Achizițiunea unui teren în scopul ca proprietatea riverană să iasă din aliniere, nu poate fi considerată decât ca în interesul și în folosul fondului principal și deci în folosul proprietarilor acestui fond. O asemenea achizițiune, constituind o ameliorațiune adusă fondului principal, în sensul art. 1777 din codul civil, rămâne cuprinsă în ipotecile constituite asupra fondului principal, chiar dacă ar fi survenit în urma acestor ipoteci. (Cas. I, 11 Oct. 1906, B. p. 1537).

Secțiunea III. — *Despre rangul ipotecelor între ele.*

Art. 1778. — Intre creditori, ipoteca, fie legală, fie convențională, nu are rang decât din ziua inscripțiunei sale în registre. (Civ. 1108, 1180, 1738, 1745, 1748, 1779 urm., 1790; L. agrară, 76; Legea specială autorizând luarea de măsuri excepționale (Mon. of. 217/914), Art. 3—6; Civ. Fr. 2134; L. Belg. 81 § 1).

Text. fr. Art. 2134. — Entre les créanciers, l'hypothèque, soit légale, soit judiciaire, soit conventionnelle n'a de rang que du jour de l'inscription prise par le créancier sur les registres du conservateur, dans sa forme et de la manière prescrites par la loi, sauf les exceptions portées en l'article suivant.

Text. Belg. Art. 81, § 1. — Entre les créanciers, l'hypothèque n'a de rang que du jour de l'inscription prise sur les registres du conservateur, dans la forme et de la manière prescrite par la loi.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, III, p. 260, 261, 287, 300, 484, 485; III, ed. 5-a, p. 418, 438, 484, 506, 808-810;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc. II, 1439, 1441, 1444, 1448, 1539;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 955, 959 urm.;
 DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.* 1357 urm., 2262 urm.; *Suppl. Privil. et hypoth.* 938 urm., 1412 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 10 bis, III;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 333.
 GUILLOUARD, *Privileges et hypothèques*, II, 916, 1044, 1045;
 LAURENT, XXX, 552, 554;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 615;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2980;
 PONT, *Priv. et hyp.*, II, 728;
 TROPLONG, *Privileges et hypothèques*, II, 569.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, X, p. 362, 487, 535, 537, 600 urm., 658, 668, 704; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 337, 338; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 673); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 459;

CANTACUZINO, MATEI, p. 572, 575;

CHIROULESCU D. N., „Despre efectul erorilor sau indicațiilor necomplete sau neexacte într-o inscripție de ipotecă sau de privilegiu”. Curier Jud. 43/903;

NACU, III, p. 734.

Jurisprudență.

1. Prioritatea rangului într-o urmărire nu atârână de la voința părților, ci ea rezultă din registrele de inscripțiuni. De unde rezultă că cunoștința ce ar avea un creditor că o ipotecă anterioară prima pe a sa, nu-l împiedică de a trece înaintea celui dintâi în virtutea unei noi inscripțiuni ipotecară. (Apel Galați, s. vec., Aug. 31/89, Dr. 63/89).

2. Subrogația legală din art. 1108 al. II cod. civ. transferând dobânditorului toate drepturile, atât principale cât și accesorii, ale creditorilor pe cari i-a dezinteresat, dobânditorul profită de toate inscripțiile luate, dar e ținut a veghea la conservarea lor, ca însăși creditorii în locul căroră s'a subrogat. (Apel Iași II, C. Jud. 85/901).

3. Dreptul de preferință, privilegiul ocult, ce legea Caragea acordă femeii asupra întregii averi a soțului său pentru garantarea zestrei sale, nu conferă femeii și dreptul de a urmări averea mobilă a soțului, când trece în mâna unui terțiu. Femeia măritată și înzestrată sub codul Caragea pierde dreptul de preferință asupra întregii averi a soțului său pentru garantarea zestrei sale, drept ce-i acordă codul Caragea, dacă în termen de un an dela punerea în aplicare a actualului cod civil, n'a avut grijă a cere inscripțiunea ipotecară asupra imobilelor soțului pentru asigurarea dotei sale. (Trib. Gorj C. Jud. 58/903).

4. Existența unei ipotece asupra unui imobil nu e de natură a reștrânge dreptul proprietarului de a percepe cu anticipație chiriiile; că perceperea cu

anticipație a chiriiilor este opozabilă chiar creditorilor ipotecari, înscrși anterior, afară de cazul când se va constata că această percepere a fost făcută prin fraudă și prejudiciul creditorilor. (Cas. I, 328/905, B. p. 881).

4 bis. O inscripțiune ipotecară radiată, se consideră ca și cum n'ar fi existat, și ca atare creditorul care ar trată cu debitorul, pe baza unui certificat negativ liberat de grefă este la adăpost de orice eventualitate, care ar restabili o ipotecă ce fusese radiată.

Astfel, în caz de conflict între dreptul creditorului a căruia inscripție ar fi restabilită după ce a fost radiată, și dreptul creditorilor înscrși în urma radierii, aceștia urmează a fi preferați. (Cas. II, 18 Ianuarie 1906 B. p. 110).

5. Inscripțiunea ipotecei are de scop de a da publicității existența dreptului real de ipotecă iar nu de a face opozabile terțiilor clauzele accesorii ale contractului de împrumut, cari rămân obligațiuni pur personale ale debitorului. (Cas. s. I, 89/912, Curier Jud. 30, 1912).

6. Inscripțiunea unei ipotece, fiind un act de conservare iar nu de alcătuirea dreptului recunoscut prin actul de ipotecă, nulitatea ei nu poate fi invocată de terți decât numai dacă s'ar fi omis a se pune în cunoștință printr'insa vreuna din condițiunile cuprinse în actul ipotecar, din a cărei lipsă li s'ar fi cauzat un prejudiciu justificat. (Cas. II, 199/914, Curier Jud. 14/915).

7. A se vede: art. 1108, nota 2; art. 1109, nota 1; art. 1753 nota 1; art. 1781, nota 5.

Art. 1779. — Ipotecele înscrise în registre în aceeași zi, au acelaș rang. (Civ. 1778, 1790, 1820; Civ. Fr. 2147; L. Belg. 81 § 2).

Text. fr. Art. 2147. — Tous les créanciers inscrits le même jour exercent en concurrence une hypothèque de la même date, sans distinction entre l'inscription du matin et celle du soir, quand cette différence serait marquée par le conservateur.

Text. Belg. Art. 81, § 2. — Tous les créanciers inscrits le même jour exercent en concurrence une hypothèque de la même date, sans distinction entre l'inscription du matin et celle du soir quand cette différence serait marquée par le conservateur.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, p. 62 urm.; III, p. 485, 486; III, ed. 5-a, p. 810;

BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc. II, 1445, 1448;

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 960, 967;

DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.* 1396 urm.; *Suppl. Privil. et hypoth.* 945;

PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 3099;
PONT, *Priv. et hyp.*, II, 735, 736;
TROPLONG, *Privilèges et hypothèques*, II, 664.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 366, 605 urm.; (III, part. I, ed. 2-a, p. 269 n. 4; IV, part. I, ed. 2-a, p. 636; V, p. 171 n. 2); *Droit ancien et moderne de la Roumanie* p. 459;
CANTACUZINO MATEI, p. 572;
GEORGEAN N., *Nota* sub. Cas. I, 148 din 31 Martie 1920. *Panp. Rom.* 1923-I-233;
NACU, III, p. 734.

Jurisprudență.

1. Doi creditori subrogați în același drept de ipotecă, fiind creditori co-ipotecari în același rang, rangul primitiv al ipotecii ca greva imobilul vândut la licitație urmează că amândoi să fie plătiți prin analogie din prețul esit la vânzarea imobilului în conformitate cu creanța lor respectivă (Apel Buc. II. Octombrie 17/73. *Dr.* 77/73).

2. De și două ipotecii s'au înscris în aceeași zi, totuși dacă cererea de inscripțiunea unei ipotecii s'a făcut cu două zile înaintea celeilalte cereri, dar nu s'a înscris în ziua în care s'a făcut cererea pe motiv că ea s'ar fi prezentat prea târziu la orele 4 p. m., cu toate că după legea organizării judecătorești se putea lua acea inscripțiune în ziua în care s'a făcut cererea,

urmează a se considera în primul rang ipoteca pentru a cărei inscripțiune s'a făcut cereve mai întâiu, și pe cealaltă în al doilea rang. (Apel. Buc. III, 122, Ian. 5/84 *Dr.* 64/84).

3. Prin art. 1753 § 3 se prevede că statul, comunele și stabilimentele publice au o ipotecă legală în bunurile percepțorilor și administratorilor lor. Această ipotecă nu are rang de cât din ziua luării inscripțiunei în registrele tribunalului; și dacă sunt înscrise în aceeași zi ele au rang egal (art. 1778, 1779). (Trib. Ilfov II 55 din 8 Febr. 1884. *Dr.* 31/84).

4. Acela care prin faptul sau prin manoperile întrebuintate împiedecă luarea unei inscripțiuni, nu se poate prevala de vreun drept rezultând din vre-un vitiu al inscripțiunei cauzat prin această împiedicare. (Trib. Ilfov. II, 55, Febr. 8/84, *Dr.* 31/84).

CAPITOLUL IV.

Despre modul inscripțiunei privilegiilor și ipotecilor.

Art. 1780. — Inscripțiunile se fac la grefa tribunalului districtului în care sunt situate bunurile ipotocate.

Drepturile de privilegii și ipotecii cari nu s'ar fi înscris înaintea morței debitorului, nu vor mai putea fi înscrise decât după trei luni dela deschiderea succesiunei. Inscripțiunile nu vor produce nici un efect când vor fi fost luate în intervalul de timp în cursul cărui actele făcute înaintea deschiderei falimentelor sunt declarate de lege, nule. (Civ. 708, 945, 1738, 1778, 1790, 1816 urm.; Pr. Civ. 496 urm., 565, 702 urm., 721 urm., 725—728; C. com. 720—723; Civ. Fr. 2146; L. Belg. 82).

Text. fr. Art. 2146. — Les inscriptions se font au bureau de conservation des hypothèques dans l'arrondissement duquel sont situés les biens soumis au privilège ou à l'hypothèque. Elles ne produisent aucun effet, si elles sont prises dans le délai pendant lequel les actes faits avant l'ouverture des faillites sont déclarés nuls.

Il en est de même entre les créanciers d'une succession, si l'inscription n'a été faite par l'un d'eux que depuis l'ouverture, et dans le cas où la succession n'est acceptée que par bénéfice d'inventaire.

Text. Belg. Art. 82. — Les inscriptions se font au bureau de conservation des hypothèques dans l'arrondissement duquel sont situés les biens soumis au privilège ou à l'hypothèque.

Les droits de privilège ou d'hypothèque acquis et qui n'aurait pas été inscrit avant le décès du débiteur ne pourront plus l'être que dans les trois mois de l'ouverture de la succession sans préjudice aux disposition de l'article 112.

L'effet des inscriptions prises avant l'ouverture des faillites est réglé par les lois particulières sur les faillites.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, III, p. 257, 289, 291, 307, 318-320, 325, 331-336, 357-360, 363, 367-369; III, ed. 5-a, p. 432, 488, 491, 530-533, 539, 540; 547-554, 588-591, 596, 602, 604, 606; VI, p. 485, 486;
- BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, I, 836, 844, 846, 847, 868, 880; II, 1259 urm., 1541, 1547, 1548, 1561, 1563, 1565, 1567-1572, 1576-1582, 1585, 1587, 1598, 1599, 1601 urm., 1605, 1606, 1610-1614, 1616, 1618, 1619; III, 2607;
- BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 97;
- COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 845 urm., 854, 861, 866, 900, 932, 952, 955, 956, 958, 1005, 1017; ed. 1-a, III, p. 230, 595;
- DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 468, 494, 1398 urm., 1407 urm., 1487, 1493, 1500; *Suppl. Privil. et hypoth.*, 403, 581, 744, 958 urm.;
- DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 87 bis, I, III-V; 119 bis, II-IV urm., VII-IX; 120 bis, II, III, VII-XV;
- DEMOLOMBE, XVII, 198; *Successions*, III, 397;
- FLANDIN, *Transcr.*, II, 1183;
- GUILLOUARD, *Privilèges et hypothèques*, III, 909 urm., 1050, 1052, 1054, 1075-1082, 1084, 1119, 1120, 1130-1135, 1137, 1139-1141, 1144-1147, 1149, 1150, 1154, 1281, 1282, 1284-1287, 1304, 1305, 1313, 1316, 1317, 1322, 1334;
- LAURENT, XXXI, 4, 8-10, 25, 46, 575, 576;
- LYON-CAEN ET RENAULT, VII, 203, 281, 294-296, 412;
- MOURLON, ed. 7-a, III, p. 632 urm.;
- PLANIOU, II, ed. 3-a, No. 3015 urm.;
- PONT, *Priv. et hyp.*, II, 868, 876, 877, 899, 908, 916-920, 923, 927, 928, 931, 963;
- TROPLONG, *Privil. et hypoth.*, I, 364, 365, 368; III, 655 ter, 658 ter, 659, 659 bis, 659 ter, 660-662; *Transcription*, 295, 296.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, X, p. 524, 525, 606, 612, 613 urm.; (III, part. II, ed. 2-a, p. 751, 752; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 675, 676, 679); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 460;
- CANTACUZINO MATEI, p. 572, 573;
- COSTIN AL., „*Asupra legislației de război*”. *Tribuna Juridică* 26-27/1919, 30-31/1919, 37-38/1919, 42-44/1919;
- NACU, III, p. 737 urm.;
- TATARU G. V., *Prezidentul tribunalului*, p. 83, 87.

Jurisprudență.

1. După art. 1780, drepturile de privilegiu și ipotecă, care nu s'ar fi înscris înaintea morții debitorului nu vor mai putea fi înscrise de cât după 3 luni de la deschiderea succesiunii. Prin cuvinte „după 3 luni de la deschiderea succesiunii” legiuitorul nu a putut înțelege de cât până în 3 luni ce succesiunea a fost deschisă. În vedere că regularea și acceptarea succesiunilor să nu rămână în suspensiune un timp mărginit legiuitorul a crezut de cuviință să fixeze un termen de la moartea debitorului peste care inscripțiunile să fie considerate ca nule și neavenite. Că aceasta este adevărata interpretare ce trebuie dată art. 1780, rezultă și de acolo că acest articol fiind luat și tradus de legiuitorul nostru după art. 82 din legea bel-

giană de la 16 Decembrie 1851 asupra privilegiilor și ipotecilor care prevedea că drepturile de privilegiu sau de ipotecă, care nu vor fi fost înscrise înaintea morții debitorului, nu vor mai putea fi înscrise de cât în cele 3 luni ce urmează după deschiderea succesiunii este învederat că legiuitorul nostru a înțeles prin cuvintele „după 3 luni” termen de 3 luni ce urmează de la deschiderea succesiunii. A da o altă interpretare art. 1780 este a face ca situațiunea exactă a unei succesiuni să rămână timp îndelungat incertă, starea ce ar prejudicia atât pe moștenitorii care au interes a cunoaște cât mai curând activul și pasivul unei succesiuni spre a se putea decide dacă acceptă sau renunță la moștenire cât și pe creditorii decedatului care au interes să cunoască sarcinile ce pot exista asupra bunuri-

lor imobile ale succesiunii. Ast-fel fiind, drepturile de privilegiu și ipotecă care nu s'au înscris înaintea morții debitorului nu mai pot fi înscrise de cât în intrul termenului de 3 luni ce urmează după deschiderea succesiunii. (Cas. I. 301 Oct. 13/93).

2. Femeia măritată poate lua în mod valabil inscripțiune ipotecară pentru asigurarea dotei sale și după ce căsătoria s'a dizolvat prin moartea sotului, în timp de 3 luni dela data deschiderii succesiunii, conform art. 1780 Codul civil. (Trib. Ilfov not. Dr. 62/97, și Dr. 10/99).

3. Dreptul soției creditoare de a cere inscripțiunea ipotecăi legale ce are asupra bunurilor bărbatului, atât pentru asigurarea dotei sale alienabile, cât și pentru orice pretențiuni ce ar putea avea contra lui, în virtutea foaiei sale dotale subsistă atât timp cât subsistă și creanța dotală, și prin urmare ea poate lua o asemenea inscripțiune nu numai în timpul căsătoriei, dar și după desfacerea ei, bine înțeles însă în limitele puse de art. 1780 Cod. civil. (Trib. Ilfov. Not. Dr. 74/911 p. 587).

4. A se vedea: art. 1786, nota 21.

Art. 1781. — Spre a operă inscripțiunea, creditorul și debitorul, în persoană sau prin mandatar cu procure autentice, vor prezenta președintelui tribunalului actul autentic al convențiunei prin care se constituie ipoteca. Totodată, creditorul va face și alegere de domiciliu la vreun loc din circumscripțiunea tribunalului. (Civ. 97, 196, 1132, 1740, 1746, 1772, 1774, 1782, 1784, 1788, 1819; Pr. civ. 509, 725; L. jud. oc. 46; L. Timbr. 20 § 29, 24 § 4; Civ. Fr. 2148; L. Belg. 83).

Text. fr. Art. 2148. — Pour opérer l'inscription, le créancier représente, soit par lui-même, soit par un tiers, au conservateur des hypothèques, l'original en brevet ou une expédition authentique du jugement où de l'acte qui donne naissance au privilège ou à l'hypothèque.

Il y joint deux bordereaux écrits sur papier timbré, dont l'un peut être porté sur l'expédition du titre: ils contiennent,

1° Les nom, prenom, domicile du créancier, sa profession s'il en a une, et l'élection d'un domicile pour lui dans un lieu quelconque de l'arrondissement du bureau;

2° Les nom, prenom, domicile du débiteur, sa profession s'il en a une connue, ou une désignation individuelle et spéciale, telle, que le conservateur puisse reconnaître et distinguer dans tous les cas l'individu grevé d'hypothèque;

3° La date et la nature du titre;

4° Le montant du capital des créances exprimées dans le titre, ou évaluées par l'inscrivant, pour les rentes et prestations, ou pour les droits éventuels, conditionnels ou indéterminées, dans le cas où cette évaluation est ordonnée; comme aussi le montant des accessoires de ces capitaux, et l'époque de l'exigibilité;

5° L'indication de l'espèce et de la situation des biens sur lesquels il entend conserver son privilège ou son hypothèque.

Cette dernière disposition n'est pas nécessaire dans le cas des hypothèques légales ou judiciaires: à défaut de convention, une seule inscription, pour ces hypothèques, frappe tous les immeubles compris dans l'arrondissement du bureau.

Text. Belg. Art. 83. — Pour opérer l'inscription, le créancier représente, soit par lui-même, soit par un tiers, au conservateurs des hypothèques, l'expédition authentique de l'acte qui donne naissance au privilège ou à l'hypothèque.

Il y joint deux bordereaux écrits sur papier timbré, dont l'un peut être porté sur l'expédition du titre. Ces bordereaux contiennent:

1° Les noms, prénoms, domicile et profession du créancier;

2° Les nom, prénoms, profession et domicile du débiteur ou une désignation individuelle et spéciale telle que le conservateur puisse reconnaître et distinguer, dans tous les cas l'individu grevé d'hypothèque;

3° L'indication spéciale de l'acte qui confère l'hypothèque ou le privilège et la date de cet acte;

4° Le montant du capital et des accessoires des créances pour lesquelles l'inscription est requise, et le terme assigné à leur paiement.

5° L'indication spéciale de la nature et de la situation des chacuns des immeubles sur lesquels l'inscrivant entend conserver son privilège ou son hypothèque.

L'inscrivant sera de plus tenu de faire élection du domicile dans un lieu quelconque de l'arrondissement du bureau, et, à défaut d'élection de domicile, toutes significations et notifications relatives à l'inscription pourront être faites au procureur du Roi.

Le conservateur fait mention, sur son registre, du contenu aux bordereaux; il remet aux requerants l'expédition du titre et l'un des bordereaux, au pied duquel il certifie avoir fait l'inscription dont il indique la date, le volume et le numéro d'ordre.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, II, p. 495, 496; III, p. 320-322, 341, 342, 344, 350, 351, 382, 533-536, 562, 563, 566-568, 577-579, 623;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, II, 1615, 1620, 1621, 1625, 1627, 1640, 1694, 1695, 1697; III, 1765;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 651;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 57, 428; II, p. 914, 945, 946, 950, 1005 urm., 1010;
 DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 1447 urm., 1667; *Suppl. Privil. hypoth.*, 995 urm., 1019, 1035;
 DEMANTE ET COLMET DE SENTERRE, IX, 125 bis, I, II, 130 bis, V-VII;
 FLANDIN, *Transcrip.* II, 1123;
 GUILLOUARD, *Privilèges et hypothèques*, III, 1057, 1085, 1086, 1088-1094, 1105, 1106, 1155, 1156, 1203 urm., 1400;
 LAURENT, XXVII, 361 urm.; XXXI, 5, 6, 116;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 637 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2950 urm.;
 PONT, *Priv. et hyp.*, I, 270; II, 933, 935-937, 940, 943, 966, 969, 970, 1051;
 TROPLONG, *Privil. et hypoth.*, I, 677; III, 673, 674, 679.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, X, p. 521, 523, 525, 591, 619 urm., 627, 636 t. și n. 1, 652, 719; (I, ed. 2-a, p. 241, 480 n. 1; III, part. II, ed. 2-a, p. 751, 752; VI, p. 559 t. și n. 3; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 674 n. 1); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 292 nota 2, 461; *Observație* sub. C. Apel Iași s. I, 81 din 24 Iunie 1908. Dreptul 62/908; *Observație* sub. C. Apel Iași s. I, 81 din 24 Iunie 908. Dreptul 62/1908; *Observație* sub. Trib. Tutova, 30 April 1914. Curier Jud. 73/1914;
 CANTACUZINO MATEI, p. 572, 594;
 DEGRÉ ALEXANDRU, *Scricri juridice*, vol. I, p. 592 urm. „Art. 1781 codul civil“; vol. I, p. 600 urm., „Adnotație“;
 NACU, III, p. 742 urm., 758;
 RĂDULESCU ANDREI, *Studii de drept civil*, vol. I, p. 149 urm., „Alegerea de domiciliul în inscripțiunile ipotecare“;
 TATARU G. V., *Președintele tribunalului*, p. 83, 84, 85.

INDEX ALFABETIC

Act autentic 2, 3, 5, 6, 7, 11, 12, 14, 15, 17, 19, 20, 21, 24.	Grefier 1, 2.
Act solemn 15.	Inscripție 1-24.
Anulare, a se vedea „Nullitate“	Ipotecă 1-24.
Aprecieri suverană 16.	Ipotecă legală 9, 19, 24.
Bolnav 23.	Judecător comisar 1, 2.
Citarea părților 1.	Judecător delegat 23.
Consimțământ 2, 6, 17, 18, 22, 23.	Jurisdicție contencioasă 1, 2.
Contencioasă jurisdicție 1, 2.	Jurisdicție grațioasă 1, 2.
Creditori chirografari 6.	Legalizare 7.
Daune-interese 1.	Mandat 3, 5, 6, 7, 11, 14, 15, 19, 20, 21, 24.
Dobânzi 20, 21, 22.	Nullitate 3, 4, 6, 7, 8, 10, 12, 13, 15, 18, 23.
Garanție 9.	Perimare 14.
Gestiune de afaceri 13.	Poliție 7.
Grațioasă jurisdicție 1, 2.	Portărel 9.
	Predarea contractului 4.
	Prejudiciu 23.

Președintele Tribunalului 1, 2, 9, 11.	Sanctiune 6.
Privilegiu 1.	Sarcine 1, 2, 3.
Procură, a se vedea „Mandat“.	Solemn act 15.
Reinoire 14, 16, 22.	Suverană apreciere 16.
	Terțe persoane 8, 13, 17, 23.
	Transcripție 1.

Jurisprudență.

1. Din dispozițiunile clare ale art. 1754, 1756, 1757, 1759, 1765, 1760, 1780, 1781, 1782, 1783, 1801, 1802, 1819, 1820, c. civ. și ale tit. II, cartea 6-a din pr. civ. despre transcripțiuni și inscripțiuni, rezultă evident că tribunalele și curțile de apel nu au o jurisdicțiune grațioasă nici în materie de transcripțiuni.

uni, nici în materie de inscripțiuni, căci după dispozițiunile acelor articole, când este vorba de transcripțiunea actelor de strămutarea proprietății ori a contractelor de arendare pe un timp mai lung de 3 ani, fiecare din părțile contractante dacă interesul le povățuește, poate să se adreseze deadreptul la grefierul tribunalului situațiunii imobilului înstrăinat ori arendat, și să ceară transcripțiunea actului de înstrăinare ori de arendare, și grefierul nu poate refuza, nici întârziă transcripțiunea acestor acte, sub pedeapsă de daune-interese către părți (art. 1819), ba încă și de amenda prevăzută de art. 1822, iar când este vorba de inscripțiunea privilegiilor sau a ipotecelor, fie convenționale, fie legale, partea interesantă nu poate să se adreseze d'a dreptul la grefier ca să ceară inscripțiunea, ci trebuie mai întâiu a se adresa la președintele tribunalului, iar nu la tribunal, care singur ordonă inscripțiunea, după ce s'a făcut mai întâiu o prealabilă cercetare în registrul de inscripțiuni și transcripțiuni, de un jude-comisar asistat de grefier, spre a se vedea starea sarcinilor asupra imobilului, asupra căruia se cere inscripțiunea privilegiilor sau ipotecelor. Și nu trebuie să se facă confuziune între constituirea ipotecei convenționale și între inscripțiunea ei; constituirea unei asemenea ipotece, nu se poate face în țară la noi, de cât prin un act autentic (art. 1772), iar după art. 1771 c. civ., combinat cu art. 18 din legea organizării judecătorești, acte autentice de o asemenea natură nu pot emana de cât de la tribunalele de prima instanță, oricare ar fi situațiunea imobilului ipotecat, iar inscripțiunea ei trebuie să se facă la greșă situațiunii imobilului, veri-unde ar fi fost constituită ipoteca, fie în țară, fie în străinătate (art. 1773). Dacă transcripțiunea actelor de mutațiune și inscripțiunea privilegiilor și ipotecelor, nu este dată de lege în jurisdicțiunea grațioasă a tribunalelor se face evident că ele și, prin urmare, curțile de apel, ca instanțe superioare, nu pot avea în aceste materii de cât jurisdicțiunea contencioasă, când sunt sesizate sau prin o cerere de către veri-un interesat ori pentru că grefierul se opune la aceste operațiuni ori pentru că un al treilea face niște asemenea opuneri, sau prin cereri de ștergere și de reduțiune de inscripțiuni. Prin urmare, tribunalele și curțile de apel, în afacerile cari nu sunt atribuite de cât jurisdicțiunilor contencioase, nu pot fără exces de putere să pronunțe, de cât păzind formele de procedură dietate prin lege pentru afacerile con-

tencioase, între care ea formă substanțială, este și chemarea părților, căci pronunțând în materie contencioasă, fără a chema pe părți, se face exces de putere prin răpire în contra legii a dreptului de apărare, oșebit că se violează toate dispozițiunile de procedură, care la ori-ce instanță nu permite în contencios ascultarea unei cauze, de cât numai dacă mai întâiu părțile au fost regulat chemate. (Cas. I. 217/Aug. 17/70, B. p. 227).

2. Pentru a se face o inscripțiune ipotecară legea n'are de cât condițiunile următoare: a) consimțământul ambelor părți contractante, a împrumutătorului și a împrumutatului, constat în mod autentic dinaintea instanței competente (art. 1780 și 1781); b) cercetarea în registrul respectiv de un jude-comisar și grefier despre sarcinile și drepturile existente asupra aceluia imobil; c) prezentarea titlurilor împrumutătorului de există, despre proprietatea obiectului supus la privilegiu sau ipotecă; d) mențiune despre constatarea liniștitei posesiuni în actul de inscripțiunea ipotecei sau privilegiului (art. 725, 726 pr. civ.). După citatele articole, o dată ce autoritatea competente constată împlinirea formalităților cerute de lege pentru inscripțiune, acea autoritate, după art. 1781 c. civ., e datoare a ordonă inscripțiunea și, după art. 1819, a o efectua fără întârziere. Ori care autoritate, sau președintele singur, sau complectul tribunalului, e chemat de lege a ordonă acea inscripțiune, acea autoritate nu poate de cât a constata consimțământul părților, fără a putea controlă validitatea aceluia consimțământ în privința puferei ei legale, căci numai pe calea contestațiunii se poate controlă efectele aceluia consimțământ. Art. 726 pr. civ. ordonă numai *constatarea materială* a stării lucrului ce se ipotecează sau a drepturilor împrumutătorului consemnate în actele prezintă, iar nu și cercetarea, adică discutarea acelor titluri. Pentru o lucrare de jurisdicțiune grațioasă numai atunci autoritatea chemată a o îndeplini poate a controlă drepturile persoanelor când legea o cere pozitiv, precum în chestiuni de tutelă, pe care în cazul de față nici o lege nu le-a conferit tribunalelor. (Apel Iași, Dr. 22/75).

3. Procura autentică cerută de art. 1781 mandatarilor creditorului și debitorului la operarea inscripțiunei ipotecei convenționale, nu e o condițiune esențială a cărei lipsă să poată atrage nulitatea inscripțiunei operată în temeiul unei procure neautentice: 1) pentru că legea nu pronunță formal, pentru lipsa procurei autentice, nuli-

tatea inscripțiunii; 2) pentru că această lipsă de autenticitate a procurii nu poate fi oprită nici ca o nulitate virtuală, precum e în cazul art. 1789, unde legea în termeni imperativi cere o asemenea procură pentru ștergerea inscripțiilor, căci când e vorba de operarea inscripțiilor, mandatarii, fiind purtătorii titlului autentic constitutiv al ipotecei, nu sunt chemați de cât a prezenta actul de ipotecă sau titlul constitutiv al ipotecei și a cere înscrierea ipotecei. (Cas. I, 96/80, Mart. 8/80 B. p. 110).

4. Ca o ipotecă să fie valabilă nu este destul ca să fie numai înregistrată în registrul tribunalului, ci urmează ca actul, care este instrumentul obligațiunii, să fie predat de către constituitorul ipotecei în mâinile părții, în favoarea căreia se constituie, spre a se probă că cauza pentru care părțile au consimțit a constitui ipoteca a fost realizată. (Cas. I, 34/Ian. 22/80 B. p. 40).

5. După art. 1781 spre a se putea opera o inscripțiune ipotecară creditorii și debitorii urmează a se prezenta la tribunal în persoană sau prin mandatari cu procure autentice. Dacă debitorul a fost reprezentat la tribunal la constituirea ipotecei de către un procurator fără a avea procură autentică, lipsa unei asemenea formalități poate fi invocată de debitor, pe cât cerințele legii nu au fost îndeplinite. (Cas. I, 237/Ian. 27/81, B. p. 514).

6. Afară de cazurile unde legea pronunță expres nulitatea, mai sunt o sumă de dispozițiuni sub formă prohibitivă și imperativă cari evident implică în sine nulitatea actelor făcute cu călcarea lor și alte dispozițiuni tot sub aceste forme, dar a căror neobservare nu atrage nulitatea actelor. În asemenea cazuri, judecătorul e ținut, în tăcerea legii, a scruta voința legiuitorului și a face distincțiuni pe care legiuitorul ar fi trebuit să le facă dar nu le-a făcut. De aci a rezultat doctrina formalităților substanțiale și accidentale, înțelegându-se prin cele substanțiale acelea cari constituiesc esențialmente substanța unui act și fără de care actul este inexistent, iar prin forme accidentale, acele străine de substanța actului și ne-atrăgând prin urmare nulitatea lui. Conform dar acestor principii, și mai ales față cu simplitatea și cu lipsa de sancțiune cu care legiuitorul nostru a regulat sistemul ipotecelor, urmează a judecă fiecare dispozițiune lipsită de sancțiune cu privire la totalitatea dispozițiilor prescrie pentru o ipotecă valabilă și, după importanța motivelor raționale și juridice cari au dictat acea dispozițiune, a aprecia

apoi dacă în spiritul legiuitorului constituie o formă substanțială sau accidentală, spre a decide în consecință dacă neobservarea acelei dispozițiuni atrage sau nu nulitatea actului. Dacă legiuitorul când regulează modalitatea inscripțiunii ipotecei prin art. 1781, cere procuri autentice pentru ambele părți, prin aceasta el a înțeles a arăta numai modul unei inscripțiuni regulate, însă n'a declarat nulă o ipotecă în care creditorul ar fi consimțit la înscriere și într'un mod ne autentic, căci autenticitatea la asemenea act este rațional și juridic cerută numai din partea celui care se obligă în interesul general al creditorilor cât și terțiilor. Apoi, față cu principiul de echitate care constă în aceea că să nu existe nici o nulitate fără prejudiciu, și care trebuind să domine în chestiuni de interese curat materiale poate fi luat ca criteriu just și în sistemul nostru ipotecar, rămâne a se vedea dacă lipsa unei procuri autentice din partea creditorului ipotecar a căsunat terțiul și mai ales ca creditor chirografar, vreun prejudiciu, căci numai în atare caz drepturile terțiilor fiind considerate ca de interes general, urmează că acea formalitate ar fi substanțială și, prin urmare de o nulitate absolută. Însă creditorii chirografari nu pot justifica nici un prejudiciu din cauza unei asemenea neregularități, căci nu se poate înțelege ca o inscripțiune defectuoasă să poată induce în o eroare prejudiciabilă pe alte persoane de cât pe acelea cari, pentru direcțiunea și conservarea intereselor lor, trebuie să consulte registrele de inscripțiuni ipotecare, adică pe acele persoane cari au făcut a li se conceda de către debitor drepturi reale asupra imobilului ipotecat, căci este evident că creditorii chirografari nu se hotărâse a face credit debitorului după enunțările mai mult sau mai puțin complete ale inscripțiilor luate de debitor, ci însăși natura titlului lor de creditori chirografari atestă în ajuns că ei nu s'au ocupat de drepturile reale, mulțumindu-se a da banii lor pe creditul personal al debitorului. Deci dar, în lipsa unei nulități expres pronunțată de lege pentru faptul că creditorul s'a prezentat la luarea inscripțiunii printr'un mandatari cu procură ne autentică, și această formalitate ne putând fi în spiritul legiuitorului substanțială întru cât neobservarea ei nu lovește în nici un drept legitim al terțiilor, această lipsă a consimțământului autentic al creditorului precum nu s'ar putea invoca de către debitorul ipotecar, fără a probă vre-un interes legitim, de cât consacându-se dreptul spoliațiunii, tot așa nu se

poate invoca nici de creditorii chirografiari, căci, întru cât această inscripțiune nu a putut fi cauza nici unui prejudiciu și nici e substantială, a admite nulitatea, ar fi a admite dreptul cuiva de a se îmbogăți pe nedrept din averea altuia. (Apel Focșani, I, Mart. 11/88 Dr. 34/83).

7. Dacă inscripțiunea s'a făcut de niște mandatarî cari nu aveau procuri autentice, astfel, cum prescrie art. 1781, ei numai niște procuri legalizate de autoritățile polițienești, procurile fiind nule și inscripțiunea trebuie considerată ca atare. (Apel Buc. I, 182, Oct. 25/82, Dr. 2/83; Apel Focșani, I, 150, Dec. 9/85, Dr. 50/86).

Inscripțiunea ipotecară e creată a da publicitate ipotecii și a vesti prin urmare pe terții, cari ar intra în relațiuni cu debitorul, de sarcinile existente asupra imobilului. Deci numai persoanele în interesul cărora s'a înființat au dreptul a ataca o inscripțiune incompletă sau neregulată, iar nu și debitorul care fiind obligat a plăti creanța, iar la caz contrariu a suferi exproprierea imobilului ipotecat, independent de ori ce inscripțiune nu poate obține desființarea convenției pentru un atare motiv. (Apel. Buc. III, 110, Maiu 14/84, Dr. 64/84).

9. Chiar dacă s'ar admite ca o ipotecă legală, ipotecă constituită de un portărel ca garanție a funcțiunei sale, în ceea ce privește inscripțiunea ei, legea nedispunând nicăeri alt-fel, această inscripțiune cată a se lua conform art. 1781 și 1783, adică prezentându-se înaintea președintelui tribunalului sau numai creditorul sau ambele părți. (Trib. Ilfov, I, Apr. 26/84, Dr. 45/84).

10. De și art. 1781 c. civ. prevede că trebuie să se prezinte ambele părți în persoană pentru a se opera inscripția, însă debitorul nu se poate plânga că nu s'a prezentat și creditorul, de oare ce inscripția nu-l interesează, pe el ca debitor, ei pe alți creditori cari ar pretinde că creanțele lor au drept de preferință în acest imobil; între părțile contractante, ipoteca e valabilă independent de inscripție. Această interpretare reese și din art. 1780 c. civ. unde se prevede, că și după moartea debitorului se poate lua inscripția numai de creditor, care text de lege n'ar mai avea aplicație dacă s'ar cere sub pedeapsă de nulitate a ipotecii ca ambele părți contractante să se prezinte în persoană și la inscripție. (Cas. I, 114/Dec. 22/86, B. p. 953).

11. Nici pentru cererea inscripțiunei ipotecare nu e necesitate de prezența creditorului sau a unui mandatar cu procură autentică fiind-că părțile, care pot contracta o ipotecă

cu formele prevăzute de art. 1772, neapărat sub aceleași forme au dreptul de a cere și inscripțiunea ipotecară. Apoi, singurul scop al inscripțiunei e de a aduce la cunoștința celorlalți creditori că averea imobilă a unei persoane e deja angajată a răspunde unei obligațiuni și formalitățile prevăzute de art. 1781, în aparență mai riguroase pentru înscrierea ipotecii ca pentru confecționarea actului de ipotecă, nu constituiesc de cât niște măsuri de administrațiunea inscripțiunei ipotecare, lăsate la aprecierea președintelui tribunalului dacă trebuie să reclame sau nu procură autentică de la ambele părți pentru operarea inscripțiunei, fiindcă art. 1782 lasă președintelui o deplină latitudine să ordone sau nu inscripțiunea ipotecară, dacă găsește actul investit cu formele cerute de lege. (Apel Buc. I, 112, Mai 16/89, Dr. 49/89).

12. Nu are un fundament juridic motivul de nulitatea actului de ipotecă dedus din aceea că tribunalul, printr'un singur proces-verbal, constatând autenticitatea actului de ipotecă, ordonă tot de odată și înscrierea lui. În adevăr, dacă pentru regularitatea pur administrativă e mai bine ca mai întâiu să se investească actul cu formă autentică și apoi să intervină ordonanță separată de inscripțiune totuși nici un text de lege nu se opune ca tribunalul, autentificând actul, să ordone tot de o dată și inscripțiunea lui; a decide altfel ar fi a creca în mod arbitrar nulități ne prevăzute de lege. (Apel Galați, II, 69, Mai 18/91, Dr. 50/91).

13. Scopul înscrierii ipotecii este de a aduce la cunoștința tuturor constituirea ipotecii prin o înscriere care întrunește condițiunile cerute, care cuprinde anunțurile necesare și care este trecută în registrul special de inscripțiune al tribunalului. Dacă dar transcrierea săvârșită în regulă, nu s'ar fi făcut în urma unei cereri în formă sau din oficiu, cei de al treilea nu sunt în drept a sustine nulitatea înscrierii, pentru că legea prin nici o dispozițiune nu stabilește asemenea cauză de nulitate, și ei nu pot legitim a se plânga și a contesta validitatea inscripțiunei de oare ce ei nu sunt induși în eroare și prejudiciu nu li s'a cauzat prin o ipotecă consimțită prin actul a cărui transcriere ambele părți contractante au cerut, omițând formal și expres de a cere și înscrierea. Dacă creditorul poate a se folosi de o inscripțiune făcută după cererea unui al treilea care ar fi lucrat numai ca *negotiorum gestor* și fără ca debitorul să fi cerut ștergerea unei ipotecii convenționale consimțită de creditor și debi-

tor prin actul constitutiv, ne cerută formal dar de care creditorul cere a beneficiă, a fi nulă. Deci dar, cei de al treilea nu pot cere anularea inscripțiunii ipotecară, ordonată de tribunal, dar ne cerută de părți, cari au cerut numai transcrierea actului prin care se constituise ipoteca. (Cas. I, 303/Oct. 12/94).

14. Inscripțiunea ipotecară perimată în virtutea art. 1786 Cod. civil, prin trecerea termenului de 15 ani, nu se poate reînoui, Drepturile de preferință ale unei asemenea ipoteci nu pot fi invocate decât după o nouă inscripțiune, care este supusă la toate regulile prevăzute pentru inscripțiunile luate pentru prima oară și în special la dispozițiunea art. 1781, care cere și prezența debitorului în persoană sau prin mandatar cu procură autentică. (Apel Buc. I Dr. 9/97).

15. Ipoteca fiind un contract solemn, toate formalitățile prevăzute de lege pentru constituirea ei sunt cerute ad-solemnitatem, iar nu ad-probationem, așa că nu numai formele relative la înscriere trebuie observate pentru existența însăși a convențiunii, căci lipsa uneia din ele atrage nulitatea ei. Inscripțiunea ipoteci trebuie să fie cerută de părțile contractante, sau de reprezentanții lor autorizați cu procură autentică. (Apel Galați II Dr. 13/98).

16. Chestiunea de a se ști dacă creditorul ipotecar poate reînoui singur inscripția și după trecerea termenului de 15 ani, sau are nevoie pentru aceasta și de concursul debitorului, cerând o verificare a elementelor de fapt, cu privire la modul cum s'a făcut reînouierea inscripțiunii, o asemenea chestiune nu poate fi propusă direct în Casație. (Cas. II, 26 Mai 1908, B. p. 916).

17. Într'o ipotecă convențională sunt două formalități de observat: una, autenticitatea actului constitutiv al ipoteci, formalitate fără care ipoteca nu-și are ființa iar cealaltă, inscripția ipotecară, publicitate creată numai în interesul terților cari voind a contracta cu debitorul ipotecar, au interes de a cunoaște starea sa materială și situația averii sale; de unde rezultă că inscripția ipotecară nu e o formalitate substanțială a însăși existenței ipoteci.

Așa fiind lucrurile de câte ori debitorul refuză de a cere împreună cu creditorul inscripția ipotecară, nimic nu se opune ca atât în interesul creditorului cât și în acel al terților, inscripția a cărui scop e numai publicitatea actului constitutiv a ipoteci să se îndeplinească în afară și chiar contra voinței debitorului prin ordinul justiției pe care ea este în drept a-l da contradictor cu părțile față de debitor,

de câte ori ea constată că ipoteca își are existența legală. (C. Apel Iași s. I, 81/908. Rev. Judiciară 5/908).

18. Consimțământul părților contractante fiind una din condițiunile substanțiale cerute pentru validitatea actului de ipotecă, urmează că neconstatarea autentică a consimțământului uneia sau alteia din părțile contractante atrage nulitatea actului. (Cas. II, 20 Sept. 1910, B. p. 1231).

19. Cu toate că prin art. 1781 cod. civil, se spune că mandatarii cari s'ar prezintă pentru creditor și debitor ca să ceară o inscripție ipotecară, trebuie să aibă o procură autentică, această regulă, însă, își are aplicarea numai în ceea ce privește ipotecile convenționale, iar nu și cele legale, în privința cărora există un text special, art. 1783 cod. civil, în care nu se mai vorbește de autenticitate, ci pur și simplu de mandatar, fără să mai arate felul mandatului. (Apel Buc. I, No. 200, 1913; Dreptul 1914, p. 50).

20. O inscripție ipotecară pentru conservarea rangului, cu privire la dobânzile capitalului ipotecat, nu poate fi ordonată și luată decât după cererea creditorului și a debitorului, care trebuie să se prezinte înaintea Tribunalului, fie în persoană fie reprezentată prin mandatar investit cu procură autentice. (Președ. T. Tutova, Ord. 3706/914, Curier Jud. 73/915).

21. Nu se poate ordona inscripțiunea ipotecară a dobânzilor pe trei ani, ca să aibă acelaș rang cu capitalul, numai după cererea creditorului, fără să se prezinte și debitorul în persoană sau prin mandatar cu procură autentică. (Trib. Tutova, Apr. 1914; Dreptul 1914, p. 397).

22. Deși art. 1781 din Cod. civil cere, pentru luarea unei inscripții ipotecare prezența creditorului și a debitorului, totuși această dispoziție, specială legiuitorului nostru, fiind prea excesivă, inexplicabilă și chiar dăunătoare părților, atât doctrina cât și jurisprudența admit, cu drept cuvânt, că o inscripție ipotecară, fie pentru asigurarea rangului ipotecar, fie pentru conservarea dobânzilor peste termenul de trei ani, poate în mod valid fi luată numai după cererea creditorului ipotecar. (Trib. Tutova, 3 Apr. 1914; Curier Jud. 73/915, p. 595).

23. Inscripțiunea unei ipoteci, astfel cum o prevede art. 1781 c. civil, combinat cu art. 725 pr. civilă, fiind un act de conservare, iar nu de alcătuirea dreptului recunoscut prin actul de ipotecă, nulitatea ei nu poate fi invocată de terți decât dacă s'ar fi omis a se pune în cunoștință printr'insa vreuna din condițiunile cuprinse în actul ipotecar din a cărui lipsă l' s'ar fi cauzat un prejudiciu justificat.

Când partea interesată era bolnavă și în imposibilitate de a se prezenta la tribunal, judecătorul delegat era competent să ordone luarea inscripției, după ce a luat la domiciliu consimțământul părții, căci nicăeri legea nu-i ridică un asemenea drept.

Prin urmare, inscripția ipotecară astfel luată nu este nulă și contestația întemeiată pe acest motiv bine a fost respinsă ca nefondată. (Cas. II, decizia civilă No. 199, din 12 Noembrie 1914; Jurispr. Rom. 1915, p. 42).

24. Prin art. 1783 c. civ., în opoziție cu art. 1781 același cod, care se referă la ipotecile convenționale, se dispune că cererea de inscripție a unei ipotece legale poate fi făcută de creditor sau mandatarul său, fără a mai cere de astă dată o procură autentică. (Cas. I, decizia No. 566, din 26 Noembrie 1914. Jurispr. Rom. 1915, p. 98).

25. A se vede: art. 1108, notele 3, 4; art. 1171 nota 57; art. 1764 nota 3.

Art. 1782. — Președintele găsind actul investit cu toate formele cerute de lege pentru inscripție, va ordona inscripțiunea sa, după care se va certifica pe actul original data și numărul de ordine, sub care s'a scris în registru¹⁾. (Civ. 1780 urm., 1789; Pr. Civ. 726, 727).

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, § 271, p. 537;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, des priv. et hyp.*, II, 1623;
GUILLOUARD, *Priv. et hyp.*, III, 1099;
LAURENT, XXXI, 13;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 637 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 521, 523, 525, 591, 619 urm., 622, 627, 636 t. și n. 1, 719; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 57); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 461; *Observație* sub. C. Apel Constanța 35 din 9 April 1921. *Tribuna Juridică* 30-32/1921; *Notă* sub. C. Apel Iași s. I, 21 din 3 Mart. 1923. *Pand. Rom.* 1924-II-193;
CANTACUZINO MATEI, p. 572;
NACU, III, p. 742 urm., 758;
NEGULESCU DEMETRU, *Notă* sub. C. Apel Constanța 35 din 9 April 1921. *Curier Jud.* 27/921;
SCRIBAN ȘTEFAN, „*Considerațiuni privilegiate la transcripțiuni*”. *Curier Jud.* 19/922;
TATARU G. V., *Președintele tribunalului*, p. 84, 85.

Jurisprudență.

1. Dacă procesul verbal de inscripție este subscris de complectul tribunalului, iar nu numai de președinte, aceasta nu poate atrage nulitatea inscripțiunii. (Cas. II, 72/Iun. 12/90, B. p. 849).

2. Cei de al treilea nu pot cere anularea unei ipotece constituită de creditor și de debitor prin actul a cărui transcriere ambele părți au cerut-o pe motiv că inscripția ipotecei a fost ordonată de tribunal, fără ca părțile să o fi cerut. (Cas. I, 303/94, B. p. 943).

3. Inscripțiunea unei ipotece, astfel cum o prevede art. 1781 c. civ., combinat cu art. 725 pr. civilă, fiind un act de ipotecă, nulitatea ei nu poate fi invocată de terți decât numai dacă s'ar fi omis a se pune în cunoștință printr'înșa vreuna din condițiunile cuprinse în actul ipotecar din a cărui

lipsă li s'ar fi cauzat un prejudiciu justificat.

Când partea interesată era bolnavă și în imposibilitate de a se prezenta la tribunal, judecătorul delegat era competent să ordone luarea inscripțiunii, după ce a luat la domiciliu consimțământul părții, căci nicăeri legea nu-i ridică un asemenea drept.

Prin urmare, inscripția ipotecară astfel luată nu este nulă, și contestația întemeiată pe acest motiv bine a fost respinsă ca nefondată. (Cas. II, No. 199, 1914; Jurispr. Rom. 1915, p. 42).

4. Apelul ce se face contra unei ordonate dată de președintele tribunalului, prin care se dispune înscrierea unui privilegiu sau unei ipotece, trebuie să fie îndreptat astăzi, în urma revizuirii procedurii civile din 1900, la tribunalul din care președintele face parte, conform art. 66 bis pr. civ., iar

¹⁾ Textul acestui articol 1782 și acel al art. 1783 și 1789, nu are echivalentul său nici în Codul Civil Francez, nici în Legea Belgiană din 16 Decembrie 1851.

nu la Curtea de Apel, art. 104 din aceeași procedură nefiind aplicabil în specie. (C. Apel Iași s. I, 21 din 3 Mart. 1923, Pand. Rom. 1924, II, 193, Curier

Jud. 23/925; C. Apel Constanța 9 Aprilie 1921, Tribuna Jur. 30-32/921).

5. A se vedea: art. 1781 cu notele respective.

Art. 1783. — În toate cazurile de inscripțiune a unei ipotece legale sau a unui privilegiu, este destul ca creditorul sau mandatarul său singur să se prezinte înaintea președintelui tribunalului și să ceară inscripțiunea ipotecei sau a privilegiului său, în virtutea titlului din care decurge acea ipotecă sau acel privilegiu¹). (Civ. 1753 urm., 1769 urm.; C. com. 851).

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, § 278, p. 584, 585;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, des Priv. et hyp.*, I, 813;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 69 bis, VII;
FLANDIN, *Transcription*, II, 1109;
GUILLOUARD, *Priv. et hyp.*, III, 1272;
HUC, XIII, 151, p. 187;
LAURENT, XXX, 76, 77;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 637 urm.;
PLANOL, II, 3010;
TROPLONG, *Priv. et hyp.*, I, 285 bis.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 521, 523, 525, 591, 619 urm., 622, 627, 636 t. și n. 1, 719; (III part. II, ed. 2-a, p. 751, 752; IV, part. II, ed. 2-a, p. 337, 338); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 462;
CANTACUZINO MATEI, p. 585;
NACU, III, p. 742;
TATARU G. V., *Președintele tribunalului*, p. 84.

Jurisprudență.

1. Femeia n'are trebuință de autorizarea bărbatului, sau de punerea lui în cauză, când cere o inscripțiune ipotecară pentru asigurarea dotei sale mobiliare, precum de asemenea bărbatul nu este ținut să pună în cauză pe femeie când cere reducțiunea inscripțiunii ipotecare. (Cas. II, 18 Ian. 1906. Bul. p. 110).

2. Cu toate că prin art. 1781 cod. civil se spune că mandatarii cari s'ar prezintă pentru creditor și debitor ca să ceară o inscripție ipotecară, trebuie să aibă o procură autentică, această regulă, însă, își are aplicarea numai în cecece privește ipotecile convenționale, iar nu și cele legale, în privința cărora există un text special, art. 1783 cod. civil, în care nu se mai vorbește de autenticitate, ci pur și simplu de mandatar, fără să mai arate felul mandatului. (Apel Buc. I, No. 200, 1913; Drep-tul 1914, p. 50).

3. Prin art. 1783 c. civ., în opoziție cu art. 1781 același cod, care se referă la ipotecile convenționale, se dispune că cererea de inscripțiune a unei ipotece legale poate fi făcută de creditor sau mandatarul său, fără a mai cere de astădată o procură autentică. (Cas. I, No. 566, 1914; Jurispr. Rom. 1915, p. 98).

4. Art. 1780—1783 c. civ. și 725—727 se referă la formele exterioare ale inscripțiunii pentru acele privilegii care decurg dintr'un titlu de creanță, de aceea în art. 1783 legiuitorul vorbește de prezentarea titlului la luarea inscripțiunii, pe când în art. 1743 este vorba de o preferință care decurge din calitatea de creditor a defunctului, menită să profite mai ales creditorilor chirografari, și odată această calitate constatată prin acțiunea introductivă în justiție, inscripțiunea beneficiului separațiunii de patrimoniu asupra imobilelor succesiunii, nu poate fi respinsă, pe motivul lipsei de titlu.

1) A se vedea nota de sub textul art. 1782 Cod. Civil. Și acest art. 1783 lipsește în Codul Civil Francez, ca și în Legea belgiană din 1851. Această lipsă se explică prin excepția introdusă de legiuitorul român în 2135, care înființează ipotecile legale ale minorilor, interzișilor și femeilor măritate, independent de orice inscripție. La Francezi și la Belgieni există și un *conservator de ipotecă*, cecece face ca la noi, în lipsa unui registre.

sau al faptului că creanța nu este încă lichidă.

Prin urmare, lipsa unui titlu nu poate fi un motiv de refuz al inscripțiunii, dat fiind natura însăși a creanței, astfel că instanța de fond, respingând cererea de inscripție a privilegiului de separațiune de patrimoniu,

pentru întreaga sumă reclamată, dă o greșită interpretare articolelor sus menționate și pronunță o decizie casabilă. (Cas. I, No. 352, 1919; Jurispr. Rom. 1920, p. 114, Curier Jud. 20-21/920. Pand. Rom. 1922, I, 177, Pand. Rom. 1924, III, 81, Dreptul 20/920).

Art. 1784. — Inscripțiunile asupra bunurilor unei persoane moarte, pot fi cerute numai de creditor¹⁾. (Civ. 780, 1781; Pr. civ. 321; Civ. Fr. 2149; L. Belg. 86).

Text. fr. Art. 2149. — Les inscriptions à faire sur les biens d'une personne décédée pourront être faites sous la simple désignation du défunt, ainsi qu'il est dit au n^o 2 de l'article précédent.

Text. Belg. Art. 86. — Les inscriptions à faire sur les biens d'une personne décédée pourront être faites sur la simple désignation du défunt.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 323; III, ed. 5-a, p. 537;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., II, 1623, I;
DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 1489 urm., 1510 urm.; *Suppl. Privil. et hypoth.*, 1028;
GUILLOUARD, *Priv. et hyp.*, III, 1099;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 637 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2954;
PONT, *Priv. et hyp.*, II, 974.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 521, 523, 525, 591, 619 urm., 622, 627, 636 t. și n. 1, 719; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 462;
CANTACUZINO MATEI, p. 573;
NACU, III, p. 742 urm.

Art. 1785. — Creditorul privilegiat sau ipotecar, înscris pentru un capital sau pentru o rentă care produce interese, are drept ca interesele datorite pe trei ani să aibă acelaș rang ca și capitalul, fără prejudiciul inscripțiunilor ce poate lua pentru interese după trei ani, și cari vor avea rang din ziua inscripțiunii lor. (Civ. 1587 urm., 1781, 1817; Lege p. modificarea legii Băncii Agricole, (Mon. of. 25/912), Art. 5; Civ. Fr. 2151; L. Belg. 87).

Text. fr. Art. 2151. — Le créancier inscrit pour un capital produisant intérêt ou arrérage, a droit d'être colloqué pour deux années seulement et pour l'année courante, au même rang d'hypothèque que pour son capital; sans préjudice des inscriptions particulières à prendre, portant hypothèque à compte de leur date, pour les arrérages autres que ceux conservés par la première inscription.

Text. Belg. Art. 87. — Le créancier privilégié ou hypothécaire, inscrit pour un capital produisant intérêts ou arrérages, a droit d'être colloqué pour trois années seulement, au même rang que pour son capital, sans préjudice des inscriptions particulières à prendre, portant hypothèque à compter de leur date, pour les autres intérêts ou arrérages.

¹⁾ In art. francez 2149 ca și în cel belgian 86, în locul cuvintelor: „pot fi cerute numai de creditor” se zice: „pouront être faites sur la simple désignation du défunt”.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 341, 419-425; III, ed. 5-a, p. 561, 562, 684-693 urm., 696; VIII, p. 439;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., II, 1587; III, 1715, 1721, 1722, 1724, 1726
 urm., 1732, 1733, 1736, 1738-1742, 1746;
 COLIN ET CAPITANT, cd. 2-a, II, p. 862, 958, 973, 1011 urm., 1018;
 DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 420, 2388 urm., 2412; *Suppl. Privil. et hypoth.*, 210,
 1267, 1468 urm., 1483;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 131, 131 bis, IV-XVI;
 GARSONNET, IV, § 1629; V, 1883;
 GUILLOUARD, *Privil. et hypoth.*, III, 1556-1558, 1560-1563, 1565, 1567, 1571, 1574 urm.,
 1576, I, 1577, 1578;
 LAURENT, XXXI, 67, 70-74, 274;
 LYON-CAEN ET RENAULT, VI, 1654; VII, 292;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 642 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2962 urm.;
 PONT, *Priv. et hyp.*, II, 889, 925, 1019-1021, 1024, 1027-1033, 1132;
 TROPLONG, *Privil. et hypoth.*, III, 698, 699, 699 bis, 700, 701, 701 bis, 788; *Prescription*,
 II, 1010.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 495, 620, 637 urm., 664; (II, ed. 2-a, p. 678 t. și n. 3); *Droit ancien
 et moderne de la Roumanie*, p. 462; *Observație* sub. C. Apel Iași 29 April 1902.
 Dreptul 43/1902; „Dacă, și în ce sens, art. 1785 este aplicabil ipotecilor legale ale
 minorilor, interzișilor și femeilor măritate“. *Curier Jud.* 37/1903;
 CANTACUZINO MATEI, p. 588;
 IONESCU-OLT C., „Dacă inscripțiile pot să conserve dobânzile ipotecare pe un termen mai
 mare de 3 ani“. *Curier Jud.* 20/1915;
 NACU, III, p. 751;
 NEGULESCU DEMETRU, *Adnotațiune* sub. Cas. II, 143 din 28 Iunie 1900. *Dreptul* 43/1901;
 RĂDULESCU ANDREI, *Studii de drept civil*, vol. I, p. 97 urm.; „Efectul inscripțiunei ipo-
 otecare asupra dobânzilor“. *Curier Jud.* 45/915; 48/915 și 51/915;
 TATARU G. V., *Prezidentul tribunalului*, p. 84.

INDEX ALFABETIC

Adjudecare 3, 6, 14, 15.	Licitatie 3, 5, 6, 7, 14, 15.
Apel 6, 7.	Măsuri excepționale, lege 17.
Capital 1, 3, 9, 10, 12, 13, 14, 15, 16, 17.	Nullitate 16.
Cesiune de rang 1.	Preferință 11.
Creditor chirografar 8.	Prescripție 17.
Creditor ipotecar, a se ve- dea „Ipotecă“.	Privilegiu, a se vedea „Ipotecă“.
Culpă 4.	Purga 15.
Dobânzi 1-17.	Rang ipotecar 1-6, 9, 10, 14, 15, 17.
Excepționale măsuri 17.	Rentă 7.
Exces de putere 14.	Suspendare 17.
Exigibilitate 8, 13.	Tablou de distribuție 7, 14, 17.
Inscripție 3-17.	Terțe persoane 13, 17.
Interese a se vedea „Do- bânzi“.	Urmărire 3, 4, 7, 14, 15.
Ipotecă 1-17.	Vânzare-cumpărare 5.
Legea măsurilor excepțio- nale 17.	

Jurisprudență.

1. Nu poate fi îndoială că cedarea rangului produce efecte nu numai pentru capital ci și pentru dobânzile pe 3 ani datorite creditorilor cari au obținut rangul creditorului ipotecar anterior, fără ca să mai fie trebuință de o mențiune anume cu ocazia renunțării la rang, fiind că ori care creditor ipotecar în rangul în care se află se bucură de acel rang atât pentru capital cât și pentru dobânzi, conform art. 1785. Și dacă un creditor ipotecar ar voi să cedeze rangul său numai în privința capitalului nu și în privința dobânzilor, aceasta ar trebui

să se declare anume. (Cas. I, 288/Oct. 8/82, B. p. 947; Apel Buc. II, 210, Nov. 20/84, *Dr.* 5/84).

2. Prin „dobânzi datorite“ se înțeleg dobânzi neplătite și cari de odată cu capitalul au a fi achitate. (Cas. I, 288, 82, Oct. 8/82, B. p. 947).

3. Creditorul ipotecar, înscris pentru un capital care produce interese, are drept ca interesele datorite pe trei ani să aibă același rang ca și capitalul, fără prejudiciul inscripțiunilor ce poate lua pentru interese după trei ani și care vor avea rang din ziua inscripțiunilor. În nici un caz însă, părțile nu pot derogă la aceste dispozițiuni și, deci, creditorul nu poate, prin nici un fel de stipulațiune să asigure procentelor datorite peste trei ani același rang cu capitalul, fără o nouă inscripțiune pentru acele procente. Astfel, când adjudecatorul unui imobil depune, drept prof. mai întâi o sumă de bani, prin care se acoperă un prim creditor ipotecar de capitalul împrumutat și de interesele pe trei ani și apoi o creanță ipotecară în al doilea rang, în rang util, cu drept cuvânt tribunalul o primește pentru completarea pretului adjudecării, dacă primul creditor ipotecar n'a luat inscripția pentru interese după expirarea celor trei ani. (Cas. I, 143/900, B. p. 929).

4. Creditorul ipotecar este în drept

a fi înscris pentru procente pe 3 ani, în acelaș rang cu capitalul și acești 3 ani nu se socotesc dela data creanței, sau mai bine zis inscripțiunei ipotecei, ci din momentul când procentele au încetat de a fi plătite. În privința procentelor curgătoare în timpul urmăririi și neplătite pe 3 ani, creditorul ipotecar nu poate, fără o nouă inscripție, să se bucare de rangul capitalului, invocând culpa debitorului, pentru că urmărirea, la care debitorul a fost nevoit să recurgă, nu poate să vatăme întru nimic drepturile debitorului. Textul art. 1785 este în adevăr prea categoric, pentru a se putea întinde dispozițiile sale peste limitele determinate prin litera sa, ele constituind o garanție numai pentru creditorii ipotecari posteriori. (Apel Iași II, Dr. 43/902).

5. Creditorul ipotecar înscris pentru un capital care produce interes, are dreptul ca interesele datorite pe trei ani să aibă acelaș rang ca și capitalul și acești trei ani nu trebuie socotiți dela data inscripției, ci aceia care au precedat epoca când inscripția ipotecii și-a produs efectul, adică când imobilul ipotecat s'a vândut și în așa caz cei trei ani sunt aceia anteriori adjudecării. (Cas. I, 431/902, B. p. 1135).

6. Dacă trib. calculează greșit cei trei ani pentru care creditorul are dreptul de a cere dobânzile cu privilegiu, dar în definitiv îi acordă dobânzile la care are drept după art. 1785, creditorul n'are nici un interes a face apel, numai în scopul de a se schimba dota acelor dobânzi. Prin vânzarea imobilului, creditorul ipotecar fiind pus în imposibilitate de a mai putea lua o inscripțiune specială pentru conservarea dobânzilor sale, art. 1785 nu se mai aplică, dreptul comun ia aplicațiunea și creditorul are încă dreptul la dobânzile stipulate de la prima judecare care a avut loc și până în momentul când instanța de judecată este chemată a se pronunța. Dobânzile datorite pe trei ani, care, după art. 1785 cod. civil, sunt privilegiate ca și capitalul, sunt dobânzile datorite pe trei ani fără distincțiune de dată, care să nu fie prescise, și, în această privință, este indiferent dacă creditorul a primit deja dobânzi pe trei ani, sau mai mult, cum și dacă ele au fost plătite, voluntar sau prin mijlocirea tribunalului, destul numai ca, în momentul când ipoteca își produce efectul, să i se datoreze dobânda pe trei ani, pentru ca creditorul să aibă dreptul la aceste dobânzi în acelaș rang ca și capitalul. (Apel Buc. III, Dr. 38, 1902).

7. Renta fiind un capital producător de dobânzi, termenele întârziate trebuie să fie trecute în tablou în acelaș

rang cu inscripțiunea întâia, conform art. 1785 cod. civil și aceasta chiar pentru termenele scăzute, după pronunțarea sentinței tribunalului și în timpul instanței de apel, potrivit dispozițiilor art. 327 procedura civilă. (Apel Buc. II, Dr. 25/904).

8. Cerința art. 1785 este satisfăcută, când se zice că inscripția luată pentru asigurarea sumei împrumutate în condițiile și cu clauzele din actul de ipotecă, în care se face mențiune de dobânzi. O inscripțiune luată pentru interese viitoare, anterioare exigibilității lor, nu este valabilă și în această privință dispozițiunea art. 1785 cod. civil poate fi invocată nu numai de creditorii ipotecari, dar și de creditorii chirografari, căci o creanță pentru asemenea interese nu poate să aibă, față de creditorii chirografari, caracterul unei creanțe ipotecare, când ea nu are acest caracter față de creditorii ipotecari. (Apel Buc. I, C. Jud. 7/907).

9. Potrivit art. 1785 din codul civil, dreptul la procente nu este asigurat creditorilor în acelaș rang cu capitalul, de cât pe o perioadă de trei ani.

Astfel, când printr'un act de ipotecă se recunoaște că s'a primit cu anticipație dobânda pe doi ani, mai rămâne de garantat cu rangul acestei creanțe numai procentele pe un an, iar în ce privește restul dobânzilor datorite, pentru care s'ar lua altă inscripție hipotecară, ele nu pot avea alt rang de cât acela rezultând din data acestei din urmă inscripțiuni ipotecare, și iarăși pe timp numai de trei ani. (Apel Buc. III, Dr. 24/908, p. 188).

10. Conform art. 1785 din codul civil, creditorul ipotecar, înscris pentru un capital care produce interese, are dreptul ca interesele datorite pe trei ani să aibă acelaș rang ca și capitalul, fără ca acest articol să facă vreo distincțiune de dată, dacă acei trei ani au a fi socotiți dela data creanței sau dela altă dată.

Prin urmare, instanța de fond violează dispozițiile art. 1785 din codul civil atunci când reduce dobânzile datorite pe trei ani numai la un an, sub cuvânt că pe doi ani fusese plătit la facerea actului de ipotecă. (Cas. II, 3 Nov. 1908, B. p. 1861).

11. După art. 1785 c. civil, nu poate exista drept de preferință pentru plățile dobânzilor peste cei trei ani prevăzuți în acest articol, decât dacă creditorul a avut grija să și ia inscripțiunea pentru procentele datorite peste acest termen (C. Apel Buc. s. IV 197/911 Curier Jud. 39/912).

12. Față cu textul precis al art. 1785 c. civil, creditorul nu poate nici chiar prin clauză expresă să stipuleze în favoarea sa o garanție ipotecară în rang cu capitalul pentru procentele viitoare

re ce ar trece peste acești trei ani ci pentru tot ce depășește acest termen, legea cere neapărat o inscripție specială (C. Apel Buc. s. IV 197/911 Curier Jud. 39/912).

13. Principiile publicității inscripțiilor cerând ca inscripțiunea să nu se poată lua decât pentru sume certe și determinate urmează că inscripțiunea luată de creditor în cursul ipotecii pentru garantarea procentelor, nu poate garanta decât procentele expirate și datorite, pentru că nu mai astfel cei de al treilea pot cunoaște adevărata situație a debitorului; iar art. 1785 c. civ. care încuviințează ca inscripțiunea luată pentru capital să garanteze și procentele viitoare, e o excepțiune la principiul de mai sus. (Trib. not. Ilfov, 124/912, Curier Jud. 63/912).

14. Dispoziția art. 1785 din c. civ. nu poate să aibă nici o aplicație pentru garantarea rangului dobânzilor posterioare adjudecării. În adevăr, acest articol se ocupă de dobânzile datorite creditorului ipotecar pe timpul cât durează ipoteca și hotărăște că dobânzile datorite pe timp de 3 ani, au acelaș rang ipotecar ca și capitalul, chiar fără a se lua vre o inscripțiune, beneficiind și ele de inscripția capitalului; iar celelalte dobânzi, datorite peste cei 3 ani sunt chirografare dacă nu s'a luat și pentru ele inscripțiune, având rang numai dela data inscripțiunii.

Acest articol nu se ocupă de cazul când ipoteca a fost realizată prin vânzarea imobilului și nu arată cum să se urmeze cu procentele cari curg după adjudecare și până la achitarea creditorului ipotecar.

În acest caz, imobilul vânzându-se și creditorul ipotecar cerând a fi înscris în tablou, are dreptul de a fi plătit de îndată și, dacă din cauza formelor de procedură nu este plătit, are drept ca procentele ce curg pe acest timp de întârziere să aibă acelaș rang ca și capitalul, fiindcă creditorul nu are nici o vină; să mai ia inscripție nu e posibil, imobilul eșind din patrimoniul debitorului; creditorul făcând, dar, tot ce i-a stat în putință, nu este în drept ca el să devie victima mersului încet al formelor de procedură.

Ordonanța de adjudecare rămânând definitivă în momentul transcrierii, din acel moment se cuvin de drept creditorului dobânzi, în acelaș rang cu capitalul până la achitare, așa că instanța de fond nerecunoscând creditorului acest drept, comite exces de putere și dă o gresită aplicație art. 1785 din codul civil. (Cas. II, 134 din 15 Mai 1912, B. p. 999, Curier Jud. 48/1912).

15. Creditorul ipotecar sau privilegiat nu poate lua inscripția ipote-

cară încuviințată de art. 1785 cod. civil, pentru ca interesele să aibă acelaș rang ca și capitalul, decât pentru procentele datorite până în momentul când adjudecarea a rămas definitivă, de oarece după această dată ipoteca își perde efectul său legal prin purgă și drepturile creditorilor cu preferința rangului lor se strămută asupra prețului astfel că inscripția ipotecară nu se poate lua pe pret, căci ipoteca nu se poate constitui decât asupra bunurilor imobile. (Apel Galați I, No. 34, 1914; Dreptul 1914 p. 195).

16. Faptul că în inscripția pentru procentele nu s-a arătat suma la care ele se ridică nu constituie o cauză de nulitate, întru cât în inscripțiune se indică capitalul la care și timpul pentru care ele erau datorite și aceste indicațiuni sunt suficiente pentru a se aduce la cunoștința terților care este suma procentelor pentru cari a luat inscripția. (Cas. II, 4/916, Curier Jud. 36/916).

17. Prin art. 1785 c. civ. după care creditorul privilegiat sau ipotecar, înscris pentru un capital producător de procentele, are drept ca interesele datorite pe 3 ani să aibă acelaș rang ca și capitalul — nu se distinge dacă acești trei ani curg din ziua inscripției sau dela încetarea plății procentelor.

Scopul inscripției este pe lângă asigurarea creditorului, prevenirea terților persoane de sarcinile existente asupra imobilului, pentruca, în cazul când proprietarul constituie o altă ipotecă, noul creditor să fie edificat că asupra imobilului grevează o primă ipotecă împreună cu procentele pe 3 ani. Noului creditor îi este dar indiferent cari sunt acești 3 ani și dânsul nici nu ar putea să verifice dacă sunt plătite aceste procentele, — este de principiu că creanța sa are rang în urma lor, situațiune identică cu aceea în care a doua ipotecă se înscrie imediat după cea dintâi, procentele acesteia fiind privilegiate. Prin urmare, în speță are a fi admisă cererea primului creditor dispunându-se trezirea în tablou și a procentelor datorite pe 3 ani la creanța sa; după care are a fi trecut al doilea creditor, a cărui creanță se lichidează, în cazul de față, numai în parte, în proporție cu suma ce a rămas.

În ce privește însă rangul inscripției luată de primul creditor pentru alte procentele peste cele garantate de lege, însă posterior inscripției celui de al doilea creditor, acele procentele nu pot avea rang decât după a doua creanță, — suspendarea prescripțiilor, prevăzută de legea măsurilor ex-

cepționale neputând fi invocată, în speță, căci procentele pe 3 ani le avea asigurate, iar a doua creanță se în-

scrisesse anterior acestei legi, în 1915. (Trib. R.-Sărat, sent. 1134 din 28 Iunie 1921 Jur. Gen. 1923 No. 1321).

Art. 1786. — Inscripțiunile conservă dreptul de privilegiu și de ipotecă în curs de cincisprezece ani¹⁾ din ziua în care s'au făcut inscripțiunile. Efectul lor încetează dacă inscripțiunile nu au fost reînnoite înaintea expirării acestui termen.

Cu toate acestea inscripțiunile luate în favoarea minorilor, interzișilor, a femeilor măritate, a Statului, comunelor și celorlalte stabilimente publice, sunt dispensate de a fi reînnoite până după un an dela încetarea tutelei, disoluțiunea căsătoriei sau încetarea din funcțiune a funcționarului²⁾. (Civ. 969, 1740, 1778, 1780, 1781, 1787, 1790 urm., 1800 urm., 1804, 1820; Pr. civ. 721, 725 urm.; L. Timbr. 20 § 29, 24 § 4; Legea specială autorizând luarea de măsuri excepționale (Mon. of. 217/914), Art. 3—6; L. p. modificarea legeri Băncii agricole (Mon. of. 25/912), Art. 5; Civ. Fr. 2154; L. Belg. 90).

Text. fr. Art. 2154. — Les inscriptions conservent l'hypothèque et le privilège pendant dix années, à compter du jour de leur date; leur effet cesse, si ces inscriptions n'ont été renouvelées avant l'expiration de ce délai.

Text. Belg. Art. 90. — Les inscriptions conservent l'hypothèque et le privilège pendant quinze années à compter du jour de leur date; leur effet cesse si les inscriptions n'ont été renouvelées avant l'expiration de ce délai.

Néanmoins les inscriptions prises au profit des mineurs, des interdits, des personnes placées dans des établissements d'aliénés et des femmes mariées, conformément aux dispositions contenues aux §§ 1 et 2 de la section I du chapitre III, seront dispensées de tout renouvellement jusqu'à l'expiration de l'année qui suivra la cessation de la tutelle, de l'administration provisoire ou la dissolution du mariage.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 198, 372-384; III, ed. 5-a, p. 335, 342, 608, 609, 611-623, 625, 626; BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement* etc., II, 1586; III, 1750 urm., 1753, 1754, 1759, 1762, 1764, 1770-1774, 1777-1786, 1788, 1792-1808, 1811;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 838, 958, 1014, 1016;
DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 1629 urm., 1693; *Suppl. Privil. et hypoth.*, 1064 urm., 1072, 1152, 1483;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 120 bis, V; 134 bis, III-V; IX-XXI;
FLANDIN, *Transcr.*, II, 1022, 1104, 1106, 1138;
GARSONNET, IV, ed. 2-a, § 1629;
GUILLOUARD, *Privil. et hypoth.*, III, 1357, 1358, 1360, 1365-1370, 1372-1386, 1389-1391, 1393, 1394, 1397-1399, 1404-1409, 1596;
LAURENT, XXXI, 111, 112, 132, 134-136, 140, 142, 144, 145 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 644 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 3042 urm.;
PONT, *Priv. et hyp.*, I, 265; II, 827, 1039, 1040, 1054, 1056, 1057, 1059, 1061, 1062, 1064;
TROPLONG, *Privilèges et hypothèques*, I, 254, 286 urm., 363; III, 660 bis, 714, 720-723, 726, 726 bis; *Transcr.*, 272, 294.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 278, 522, 620, 628 urm., 643, 679, 706; (I, ed. 2-a, p. 97; II, ed. 2-a, p. 678 t. și n. 3; III, part. II, ed. 2-a, p. 755; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 677 t. și n. 3;

1) În art. francez corespunzător 2154 termenul acesta este numai pe zece ani.
2) A se compara textul art. român 1786 cu art. francez 2154 și belgian 90, fiind importante diferențe de text.

- XI, p. 183, 184); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 462, 463; *Observație* sub. C. Apel Buc. s. III, 219 din 11 Sept. 906. Dreptul 84/1906; *Observație* sub. C. Apel Buc. s. I, 867 din 9 April 1910. Dreptul 62/1910; *Observație* sub. Trib. civil din Tarbes, 15 Iunie 904. Curier Jud. 47/906;
- *CANTACUZINO MATEI, p. 574, 578, 585;
- *COSTIN AL., „Asupra legislației de război“, Tribuna Juridică 26-27/1919, 30-31/1919, 37-38/919, 42-44/919;
- NACU, III. p. 752 urm.;
- *OPRESCU I. MIH., *Notă* sub. Cas. S. U. 9 din 18 Oct. 1912. Pand. Rom. 1924-I-64;
- RĂDULESCU ANDREI, *Studii de drept civil*, vol. I, „Perimarea înscripțiunii ipotecelor și privilegiilor“ p. 1 urm. și Curier Jud. 8/915, 11/915 și 14/915;
- SUCIU I. A., *Observație* sub. Trib. Valcea, 88 din 11 Febr. 1906. Curier Jud. 24/1906;
- TATARU G. V., *Prezidentul tribunalului*, p. 84, 85.

INDEX ALFABETIC

Acceptare 15, 21.	Nou proprietar 33.
Act autentic 23.	Perempțiune, a se vedea
Adjudecare, a se vedea	„Prescripție“.
„Licitație“.	Preferință 23.
Anulare 16, 38.	Prejudiciu 3.
Aprecieri suverană 35.	Prescripție 4, 6, 7, 12, 14,
Beneficiu de inventar 15,	21, 27, 28, 31, 36, 37.
21.	Preț, distribuția lui 10.
Calimach Cod 3, 4.	Privilegiu 4, 10, 16, 31,
Caragea Cod 2, 5, 25.	36, 37.
Consimțământ 33.	Proprietar nou 33.
Creditor chirografar 11,	Radiere 33.
24, 37.	Rang ipotecar 4, 12, 14,
Cunoștință 8.	29, 32, 37.
Decesul soțului 19, 21.	Registre de înscripție 4,
Desfacerea căsătoriei 19,	22, 23.
21, 27.	Regulament Organic 4.
Distribuția prețului 10.	Reinoire 2-34.
Dobânzi 1.	Renunțare 8.
Dotă 4, 6, 19, 21, 27, 37.	Retroactivitate 2, 3, 4, 5,
Drepturi câștigate, a se	6, 25.
vedea „Retroactivitate“.	Simulație 26, 38.
Faliment 21.	Succesiune 15, 19, 21.
Femei măritată, a se ve-	Suverană apreciere 35.
dea „Ipoteca legală“.	Tablou de ordine și dis-
Femei văduvă 19, 21.	tribuție 10, 22, 24, 34.
Înscripție 1-38.	Terțe persoane 3, 4, 5, 6,
Interese 1.	9, 11, 14, 16, 26, 29, 31,
Întrerupere 7, 27.	37.
Ipoteca 1-38.	Transcriere 31.
Ipoteca legală 4, 6, 19, 21,	Urmărire 10, 13, 16, 17, 18,
27.	19, 22, 26, 27, 30, 32,
Licitație 10, 13, 17, 22, 27,	34.
32, 34.	Uzufruct 37.
Mandat 23.	Văduvă 19, 21.
Minori 15, 21.	Vânzare-cumpărare 30, 36,
Ne-retroactivitate, a se ve-	38.
dea „Retroactivitate“.	

Jurisprudență.

1. Interesele datorite, de care vorbeste art. 1785, nu pot fi numai dobânzile datorite în timpul celor 3 ani de la data înscripțiunii, ci dobânzile neplătite în timp de 3 ani fără distincțiune, de oare ce legiuitorul prin art. 1785 voind a restrânge favoarea acordată de dreptul vechiu francez integralității dobânzilor neplătite s'a mărginit a înștiința pe împrumutătorii posteriori înscripțiunii că trebuie să compenteze solvabilitatea debitorului ca și cum înscripțiunea ar fi luată în mod tacit și pentru plata dobânzilor pe 3 ani. Apoi art. 1785 se rosteste în genere de interesele datorite, fără a distinge dacă aceste dobânzi sunt datorite *ex lege* sau în virtutea unei stipulațiuni. Prin urmare privilegiul se întinde atât asupra dobânzilor legale cât și asupra celor conventionale. (Apel Buc. II. 219, Noem. 20/84, Dr. 5/84).

2. Reînnoirea înscrierii ipotecei după trecerea de 15 ani prescrisă de art. 1786 c. civ., trebuie să se aplice și la ipotecile constituite înaintea punerii în aplicare a codului civil și de la data promulgării acestui codice fiind că prin aceasta nu se atinge validitatea ipotecei sau drepturi câștigate de părțile contractante, ci numai în interesul general se prevede o formă a cărei observare este neapărată pentru creditorul ipotecar. Scopul pentru care prin art. 1786, s'a prescris reînnoirea nu s'ar realiza dacă ipotecile constituite sub legea Caragea, nu ar fi supuse reînnoirii și de aceea dispozițiile în privința formalității reînnoirii înscrierii trebuie să se aplice și la ipotecile constituite înaintea promulgării codului civil. (Cas. I. 135/Mai 2/86 B. p. 386; Cas. I. 377 Nov. 17/84. B. p. 908).

3. Dispozițiunile art. 1786 pot să fie întinse, fără a se viola principiul ne-retroactivității legilor, și asupra înscripțiilor ipotecelor de sub codul Calimach care admitea că înscripțiunea se stinge o dată cu ipoteca, pentru că prin faptul că creditorul nu a reînnoit înscripțiunea el nu pierde dreptul său de ipotecă, ipoteca subsistă între părți, și nu pierde nici dreptul de înscripțiune, căci poate cere ori când înscripțiunea ipotecei sale, prin urmare nu suferă nici un prejudiciu, ceea ce pierde este rangul de înscripțiune față cu cei de al treilea. Această formalitate însă nu este o formă instrumentară a actului, ci numai o simplă formalitate creată în interesul celor de al treilea și care nu atinge nici dreptul părților nici forma actului și nici aduce vreun prejudiciu creditorului; prin urmare, este una din acele forme exterioare ale actului pe care legiuitorul poate să o schimbe și judecătorul poate să o întindă *salvo jure adquisito* fără a călca, principiul ne-retroactivității. (Trib. Bacău Oct. 15/85, Dr. 78/85).

4. De și în codul Calimach și în regulamentul organic al Moldovei nu se prevede nici o dispozițiune pentru reînnoirea înscripțiunii privilegiilor și

ipotecelor într'un termen oare care, și cu toate că, după art. 1 c. civ., prescripțiile unei nouă legislațiuni nu se pot aplică la contracte și fapte petrecute în timpul legislațiunei vechi, totuși art. 1786 se aplică și pentru inscripțiunile privilegiilor și ipotecelor efectuate sub imperiul vechei legislațiuni a țării pentru următoarele motive: principiul neretroactivității legii ne putând avea alt sens de cât acela că prin legea nouă nu se desființează drepturi câștigate deja sub imperiul legii vechi, urmează că dispozițiunile prin cari legea nouă prescrie formalități sau condițiuni, nu pentru constituire sau desființare de drepturi, ci numai pentru conservarea de drepturi, trebuie a se aplică atât pentru drepturi ce se vor câștiga sub acea lege cât și pentru cele câștigate deja sub legea veche. Ast-fel art. 1786 prevede numai o formalitate pentru conservarea privilegiilor și ipotecelor, iar nu pentru formarea sau desființarea lor, și prin urmare din acest punct de vedere trebuie a se aplică atât pentru cele ce se constituiesc sau iau naștere sub noul cod civil, cât și pentru cele deja formate sub vechea legislațiune. De alt-fel, pe de o parte obligațiunea prevăzută prin art. 1786 trebuie a se considera, în caz de neindeplinirea acelei reînnoiri ca un mod de prescripțiune al rangului ipotecelor și privilegiilor câștigate prin acele prescripțiuni iar pe de altă parte, este nediscutabil că diferitele moduri de prescripțiune stabilite de legea nouă se aplică atât pentru drepturile ce iau naștere sub această lege cât și pentru cele câștigate deja sub legea veche, a-fără de cazul când legea nouă prevede expres contrariul, după cum face asemenea excepțiune prin art. 1911. În fața acestui principiu este evident că legiuitorul n'a avut necesitate de a prevedea expres prin art. 1786 că obligațiunea inscripțiunilor privilegiilor și ipotecelor trebuie a se aplică atât pentru inscripțiunile efectuate sub codul civil cât și cele operate sub legea veche, căci tocmai dacă ar fi voit să apere aceste din urmă inscripțiuni de modul de prescripțiune ce a stabilit prin art. 1786, atunci ar fi avut necesitate de a prevedea expres asemenea excepțiune pentru ele. Dacă legiuitorul a crezut necesar de a prevedea expres prin art. 1815 că femeile măritate trebuie să ceară inscripțiunea asupra averii bărbatilor lor pentru asigurarea dotei lor conform regulilor codului civil, din aceasta nu rezultă că tot astfel ar fi trebuit să se prevadă expres și pentru reînnoirea inscripțiunilor făcute sub legea veche dacă legiuitorul ar fi voit să supună la această formalitate și a-

cele incripțiuni, ei rezultă numai că prin legea nouă nu se pot impune condițiuni noi pentru constituirea unor drepturi deja câștigate, și că atunci când legiuitorul nu crede necesar de a face vre-o excepțiune la acest principiu trebuie să prevadă expres aceea excepțiune, după cum a făcut aceasta prin art. 1815. În fine pe de o parte fiind știut că operațiunea înscrierii privilegiilor și ipotecelor este stabilită de legiuitor în interesul creditului public pentru ca cei de al treilea să poată găsi informațiuni sigure despre sarcinile ce există asupra unui imobil, iar pe altă parte, fiind iarăși știut că prin art. 1786 legiuitorul a avut de scop de a face posibilă căutarea unor asemenea informațiuni prin aceea că a fixat timpul de 15 ani pentru care cei de al treilea trebuie a cercetă registrele inscripțiunilor, urmează că nu s'ar putea realiza de loc acest scop dacă termenul de 15 ani s'ar aplică numai pentru inscripțiuni efectuate sub codul civil, pe câtă vreme cei de al treilea ar fi ast-fel obligați a face cercetări în ori ce registru ar exista din timpul trecut și pe un timp de ani nedeterminat pentru a vedea dacă nu există asupra unui imobil vre-o sarcină înscrisă sub vechea legislațiune, ceea ce ar fi imposibil și neadmisibil. Terții nu pot să fie obligați de a căuta numai în registrele pe cei din urmă 30 de ani căci prescripțiunile drepturilor principale se pot întrerupe prin diferite moduri prevăzute de lege, fără ca cei de al treilea să poată găsi informațiuni despre asemenea întrepreri și astfel ar putea să fie surprinși de existența unor privilegii și ipoteci câștigate sub vechea lege într'un timp mai depărtat de cât acela de 30 ani în urmă. În fine pentru a se respecta pe de o parte principiul de a nu se desființa prin legea nouă drepturi deja câștigate sub legea veche și pentru a se putea pe de altă parte realiza scopul prevăzut prin art. 1786, urmează că pentru inscripțiunile de sub legea veche nu poate să curgă termenul de 15 ani pentru reînnoirea lor de cât de la data aplicării acestui text de lege, adică de la înființarea acestui mod de prescripțiune a inscripțiunilor, pe câte vreme cele vechi nu puteau să fie supuse acestui mod de prescripțiune într'un timp când el nu era deja înființat. (Apel Iași II, 61, Mai, 27/96, Dr. 55/86).

5. Deși după codul Caragea nu eră prevăzută reînnoirea ipotecelor, însă întru cât codul civil cere pentru ca o creanță ipotecară să-si mențină privilegiul seu să fi reînnoită inscripțiunea în timp de 15 ani, apoi ca niște asemenea creanțe, fie ele constituite și

sub codul Caragea, pentru ca să poată avea efectele prevăzute de codul civil, trebuie ca acest privilegiu să fie conservat conform regulilor prevăzute de actualul cod, prin urmare trebuie să fie reînviată inscripțiunea în timp de 15 ani de la punerea în aplicare a codului civil căci terțiile persoane în vederea cărora este prescris modul conservării diferitelor privilegii prevăzute în codul civil, nu pot fi obligate să se preocupe de alte forme de cât de cele prevăzute în acest cod pentru salvagardarea drepturilor lor. Prin acest mod nu se atinge întru nimic principiul neretroactivității legilor, căci a se aplica ipotecelor regimul codului actual cu începere de la data când acest cod a fost pus în aplicare, este tocmai a aplica fiecare lege în timpul pentru care este făcută. (Apel Focșani, II, 15, Mart. 13/86 Dr. 48/86, *In acest sens*: Cas. I, 114, Mart. 29/87 B. p. 202).

6. După principiul stabilit prin art. 1786, ori ce inscripțiune ipotecară, care n'a fost reînviată în termen de 15 ani de la data ei, încetează de a avea efectul ei față cu cei de al treilea în potri-va cărora acțiunea ipotecară nu se mai poate exercita. Reînvierea înscriereii ipotecei, după trecerea de 15 ani, nu e prescrisă pentru validitatea ipotecei față cu părțile contractante, ci în interesul celor de al treilea. Și dispozițiunea art. 1786 trebuie să se aplice și la ipotecile înscrise înaintea punerii în aplicare a codului civil, fiind că prin ea nu se atinge drepturile câștigate de părțile contractante, ci se prescrie numai, în interesul general, o formalitate a cărei îndeplinire este neapărată pentru creditul ipotecar. Art. 1911 nu își are aplicațiune în cazul de față, de oare ce nu e vorba de o prescripțiune începută înainte de publicarea codului civil, care ar trebui regulată după legile cele vechi; precum nici art. 1815, căci nu este în chestiune o ipotecă legală a femeii măritată sub vechea legiuire pentru asigurarea drepturilor sale zestrăle în averea sotului. (Apel Buc. III, 12, Febr. 13/86 Dr. 36/86).

7. Reînvierea inscripțiunii ipotecare cerută de art. 1786 c. civ., fiind singura formă pentru conservarea dreptului de ipotecă precum inscripțiunea ipotecară este singura formă pentru dobândirea dreptului de ipotecă, nu se poate deduce din nici un alt fapt nici conservarea nici dobândirea acestui drept și dar nu poate fi vorba de nici un alt mod de întrerupere a prescripțiunii de cât acela prevăzut de art. 1786. (Cas. I, 135, Mai 2/86 B. p. 382).

8. Cunoștința ipotecarului posterior despre creanța ipotecarului anterior nu dispersează pe acesta de a-și re-

învi inscripțiunea, căci ipotecarul posterior, în momentul luării inscripțiunii ipotecei sale, nu are a se preocupa de validitatea inscripțiunii ipotecarului anterior, ale cărei efecte nu se pot discuta de cât atunci când are să-i fie opusă. Asemenea, de și dânsul s'a servit cu creanța sa ipotecară ca atare în mai multe rânduri în justiție, fără să i se conteste calitatea de ipotecar, dar aceasta nu poate acoperi lipsa reînvierei inscripțiunii în termen de 15 ani. (Apel Focșani, II, 15 Mart. 13/86, Dr. 48/86).

9. După principiul stabilit prin art. 1786, ori ce inscripțiune ipotecară, care n'a fost reînviată în termen de 15 ani de la data ei, încetează de a avea efectul ei față cu cei de al treilea în potri-va cărora acțiunea ipotecară nu se mai poate exercita. Reînvierea înscriereii ipotecei, după trecere de 15 ani, nu e prescrisă pentru validitatea ipotecei față cu părțile contractante, ci în interesul celor de al treilea. (Apel Buc. III, 42, Febr. 13/86, Dr. 26/86).

10. Un creditor privilegiat are dreptul să exercite privilegiul său până în momentul distribuiri prețului esit din vânzarea imobilului afectat privilegiului. Deci numai dacă cei 15 ani se împlinesc după efectuarea vânzării și înainte de distribuirea prețului creditorului ipotecar nu mai are nevoie de reînvierea inscripțiunii sale pentru menținerea privilegiului (întru cât imobilul ipotecat este vândut; altfel creditorii ipotecari posteriori pot să-i opună privilegiul lor până în momentul distribuiri prețului. (Apel Focșani, II, 15, Mart. 13/86, Dr. 48/86).

11. Dacă ipoteca nu este reînviată în timp de 15 ani conform art. 1786, ea nu-și pierde această calitate, ci își pierde numai vechimea față cu cei de al treilea, astfel că creditorul poate să o reînviască și după acest termen, în care caz ea nu-și conservă privilegiul de cât față cu creditorii privilegiați posteriori și față cu creditorii chirografari. (Apel Galați, Aug. 31/89, Dr. 63/89; Apel Focșani, II, 45 Mart. 13/86, Dr. 48/86).

12. Art. 1786 prevede numai o formalitate pentru conservarea privilegiilor și ipotecelor, iar nu pentru formarea sau desființarea lor. Obligațiunea prevăzută de art. 1786 trebuie a se considera, în caz de neîndeplinirea acelei reînvierei ca un mod de prescripțiune al rangului ipotecelor și privilegiilor câștigate prin acele prescripțiuni. (Apel Iași II, 61, Mai 27/86, Dr. 55/86).

13. Creditorul ipotecar care a neglijat reînvierea pierde dreptul său de urmărire și rangul pe care-l avea ipoteca sa. El este ținut dacă voește a conser-

va aceste beneficii, a-și reînoi inscripția până în momentul când după vânzarea efectuată, dreptul său asupra lucrului ipotecat s'a prefăcut în un drept asupra prețului. Dar simpla punere în vânzare a imobilului ipotecat nu operează încă schimbarea dreptului asupra imobilului în un drept asupra prețului; și dar cu toată urmărirea făcută de dânsul creditorul e ținut, pentru a păstra avantajile inscripțiunei primitive, a reînoi inscripțiunea dacă termenul de 15 ani ar expira înaintea adjudecațiunei definitive. (Cas. I, 114, Mart. 22/87 B. p. 203).

14. Art. 1786 prescrie că efectele inscripțiunei încetează dacă nu a fost reînnoită înaintea expirării termenului de 15 ani din ziua din care s'a făcut inscripțiunea. Efectele perempțiunei față cu terții sunt de a nimici inscripțiunea care nu a fost reînnoită. Consecința acestei rîmiceri a inscripțiunei este de a lipsi pe creditorul ipotekar care a neglijat reînnoirea de dreptul seu de urmărire și de rangul pe care îl avea ipoteca sa. (Cas. I. 114, 87, Mart. 20/87, B. p. 202).

15. O ipotecă se poate reînoi și atunci când succesiunea e acceptată de minori cu beneficiu de inventariu; rațiunea este că o atare excepțiune nu dă nici un drept creditorilor ipotecari asupra prețului imobilului; dreptul lor nu se realizează de cât prin vânzare, iar până atunci ei trebuie să reînnoiască inscripțiunea lor. (Apel Galați, Aug. 31/89, Dr. 63/89).

16. Legiuitorul prin art. 1780—1787, arată unde și cu ce forme se ia sau se reînnoește o inscripțiune, și nici o altă formalitate, fie ea urmărirea și publicitatea ce decurge din ea, nu poate suplini forma solemnă prescrisă pentru luarea inscripțiunilor ipotecare. Este adevărat că prin mijlocul urmării creditorul ipotekar tinde la realizarea creanței sale; se poate însă întâmpla ea urmărirea să nu mai fie continuată sau să se anuleze, ceea ce ar repune lucrurile în aceeași stare ca și cum n'ar fi existat de fel urmărirea; de aceea, pentru a-și conserva dreptul său de preferință trebuie, cu toată urmărirea începută, să-și reînnoiască inscripțiunea sa. Ar fi absurd a se obliga terțiile persoane, în vederea cărora este prescrie modul conservării diferitelor privilegii prevăzute în codul civil, să se preocupe de alte forme de cât cele prevăzute în acest cod, pentru salvagardarea drepturilor lor. Chiar dacă creditorul avea cunoștință că ipoteca celuilalt creditor era anterioară și că o primă pe a sa, din aceasta nu se poate deduce că el a recunoscut ca valabilă, acea ipotecă nereînnoită, căci prioritatea rangului într'o urmărire nu atîrnă de la voința părților, ci ea

rezultă din registrele de inscripțiuni. (Apel Galați s. vac., Aug. 31/89, Dr. 63/89).

17. Cât pentru chestiunea de a se ști până când se poate reînoi sau luă o inscripțiune asupra unui imobil urmărit, e destul a se vedea că până în momentul adjudecațiunei și depunerii prețului imobilul nu încetează de a fi al debitorului urmărit. Prin urmare, se pot lua măsuri de conservarea privilegiului asupra lui, și deci asupra prețului ce va rezulta prin vânzare, chiar după o primă adjudecare când prețul nu s'a depus și imobilul s'a scos din nou în vânzare pe comptul adjudecatarului. (Apel Galați s. vac. Aug. 31/89, Dr. 63/89).

18. Creditorului care și-a reînoit inscripțiunea în timpul urmării imobilului ipotecat nu i se poate opune dispozițiunile art. 514 pr. civ., fiind că aci nu e o ipotecă nouă constituită de debitor după începerea urmării, ci un act de conservarea privilegiului exercitat de creditor, nu e cu alte cuvinte o sarcină nouă. (Apel Galați, s. vac. Aug. 31/89, Dr. 63/89).

19. Nu pot avea aplicațiune nici art. 1780 nici art. 1786, aliniatul ultim, în cazul când la disoluțiunea căsătoriei, prin moartea sotului și la deschiderea succesiunei acestuia, care a avut loc anterior urmării imobilului ipotecat, ipoteca legală a soției nu împlinise 15 ani, prin urmare nu e locul nici de o reînnoire nici de o nouă inscripțiune. (Apel Galați, s. vac. Aug. 31/89, Dr. 69/89).

20. Reînnoirea inscripțiunei ipotecare, fiind un mijloc de conservarea creanței, creditorul are dreptul să ceară singur luarea inscripțiunei, mai ales când debitorul a murit, căci art. 1784 spune că inscripțiunile asupra bunurilor unei persoane moarte pot fi cerute numai de creditor. (Apel Galați, s. vac. Aug. 31/89, Dr. 63/89).

21. Indatorirea de reînnoire a inscripțiunei prescrisă de art. 1786 este generală; ea se aplică de aceea în deosebi și la ipoteca legală a femeii măritată. Și precum inscripțiunea se poate reînoi, asemenea o nouă inscripțiune se poate luă în caz de perimare a inscripțiunei luată în timpul căsătoriei sau a minorității, chiar după încetarea căsătoriei sau a minorității, cu prejudiciul numai că rangul va fi de la data inscripțiunei, precum de altmintrelea e când după perimarea unei inscripțiuni pentru o ipotecă convențională se ia o nouă inscripțiune, căci femeea devenită văduvă, minorul devenit major, dacă pot, și trebuie să poată, a-și reînoi inscripțiunea spre a conserva efectul inscripțiunilor luate în interesul lor în tim-

pul căsătoriei sau în timpul tutelei, asemenea ei trebuie să poată, când inscripțiunea s'a perimat să ia și o nouă inscripțiune, spre a nu se lipsi de exercitiul dreptului de ipotecă. Și nu e rațiune de a face o deosebire între cazul luării unei noi inscripțiuni din partea creditorului care are o ipotecă convențională și între cazul luării unei noi inscripțiuni din partea femeii devenită văduvă sau a minorului devenit major; ca să fim de altă părere ar trebui să fie o dispozițiune expresă, ceea ce nu este; astfel că dacă în legea noastră nu se găsește o dispozițiune analogă ca în art. 8 al legii franceze din 23 Martie 1855 asupra transcripțiunii, care permite femeii să ia o nouă inscripțiune, lipsa unei asemenea dispozițiuni nu exclude dreptul de a putea lua o nouă inscripțiune. Așa fiind, văduva nu e oprită prin art. 1756 și 1757 de a lua o nouă inscripțiune asupra imobilului sotului decedat. Apoi inscripțiunea se poate reînoui precum și o nouă inscripțiune se poate lua chiar după începerea urmăririi silite și cât timp ipotecă nu și-a produs efectele, și cel puțin până la adjudecare. Dacă de la cea dintâi afișare a publicațiunei ori: ce înstrăinare, precum și ori ce ipotecare, e prohibită conform art. 514 pr. civ., aceasta nu împiedică putința reînouirii inscripțiunei sau a luării unei noi inscripțiuni, fiindcă prin aceasta nu se îngreuiază cu o nouă ipotecă, ipoteca existând, numai ineficacitatea ipotecei constituite, numai exercitiul dreptului de ipotecă se preservează; de aceea nu putem zice, că în urma începerii urmăririi se fixează inscripțiunile în sens că pentru ipotecile mai înainte constituite, inscripțiunile nu s'ar putea reînoui sau lua din nou. Dacă inscripțiunea se perimează înaintea declarării falimentului, deschiderii succesiunei și a primirii succesiunei sub beneficiu de inventar, inscripțiunea nu se poate reînoui nici o nouă inscripțiune nu se poate lua, căci precum nu se poate constitui o ipotecă în mod util pe bunurile unui debitor după declararea falimentului sau după deschiderea moștenirii, dacă ea s'a acceptat cu beneficiu de inventariu, ceea ce prescrie art. 1780, asemenea nu se poate nici reînoui inscripțiunea, nici a se lua o inscripțiune, fiindcă creditorul lipsit de rangul prin efectul perempțiunei, fără să-și fi conservat inscripțiunea primitivă, este totdeodată împiedicat de a-și conserva exercitiul dreptului de ipotecă, fiindcă un obstacol legal se opune, anume art. 1780, care oprește cursul inscripțiunilor. Așa dar în acest caz, într'adevăr noua inscripțiune e ca și o primă inscripțiune. Inșă dacă inscripțiunea se perimează după declararea falimentului debitorului ipo-

tecar, după deschiderea moștenirii și după primirea moștenirii sub beneficiu de inventariu, dreptul de a reînoui inscripțiunea sau de a lua o nouă inscripțiune subsistă și există, căci e vorba de a conserva dreptul ce dedea inscripțiunea primitivă, și la aceasta nu se opune art. 1780, care articol nu oprește nici nu dispensează de a reînoui inscripțiunile sau de a lua o nouă inscripțiune după intervenirea unei cauze; și aceasta e adevărat, fiindcă inscripțiunea nu-și produce efectul legal în urma nici unei din acele cauze. (Cas. I, 392/Nov. 16/90, B. p. 1255).

22. Art. 1786 stabilește că efectul inscripțiunilor ipotecare încetează dacă ele n'au fost reînouite înaintea expirării termenului de 15 ani de la data efectuării lor. Prescripțiunea sistemului publicității ipotecelor nu poate să rezulte de cât din inscripțiunile înscrise și reînouite din timp în timp în registrele respective. Și nu există nici o excepțiune în virtutea căreia creditorul înseris să fie dispensat a o reînoui în timpul urmăririi imobilului ipotecat. Ori ce creditor ipotecar, spre a-și conserva dreptul de urmărire asupra imobilului și rangul creanței sale, este ținut să ceară reînouirea inscripțiunei în termenul arătat prin citatul articol, până în momentul în care inscripțiunea și-a produs efectul său legal. Acest efect nu se produce, când e vorba de o vânzare silită de cât după săvârșirea adjudecațiunei definitive, căci numai de atunci, după cum rezultă din art. 568 combinat cu art. 564 și 567 pr. civ., imobilul rămâne liber de orice privilegii sau ipotecei consimțite de debitor și numai din acel moment dreptul creditorului asupra lucrului încetează și se preschimbă într'un drept asupra prețului. De altmintrelea nu se poate vedea alt lucru din actele de urmărire de cât formalitățile preliminare pentru a ajunge la efectuarea vânzării; de asemenea și în ce privește sistemul adoptat de codicele procedurii noastre civile și în privința colocațiunei creanțelor în tabloul de ordinea creditorilor nu se opune la cele mai sus susținute; căci deși deschiderea acestei ordine și înfățișarea titlurilor se operează încă de la cel dintâi act de urmărire, închiderea însă a acestui tablou și regularea efectuării plăților urmând a avea loc numai după săvârșirea vânzării (art. 578 și 564), nu de la deschiderea și închiderea acestui tablou de ordine, depinde producerea efectului legal al inscripțiunilor. (Cas. I, 392/90, Nov. 16/90, B. p. 1253).

23 Art. 1786 stabilește că efectul inscripțiunilor ipotecare încetează dacă ele n'au fost reînouite înaintea expira-

rei termenului de 15 ani de la data efectuării lor. Prescripțiunea sistemului publicității ipotecelor nu poate să rezulte de cât din inscripțiunile înscrise și reînnoite din timp în timp în registrele respective. Orice creditor ipotecar, spre a-și conserva dreptul de urmărire asupra imobilului și rangul creanței sale, este ținut să ceară reînnoirea în termenul arătat, până în momentul în care inscripțiunea și-a produs efectul său legal. (Cas. I, 392/90, Nov. 16/90, B. p. 1253).

24. Nereînnoirea inscripțiunei ipotecare în termenul de 15 ani prevăzut de art. 1786, are de efect pierderea privilegiului, rămânând creanța simplă chirografară, numai atunci când ipoteca nu și-a produs efectele sale înainte de expirarea celor 15 ani. Intru cât dar ipoteca și-a produs efectele sale prin înscrierea creanței la tabloul de ordinea creditorilor, nu mai este necesitate de a fi reînnoită la expirarea termenului de 15 ani de la constituirea ei. (Cas. I, 439/Nov. 18/91, B. p. 1223).

25. Sub regimul codului Caragea ipoteca convențională nu eră ocultă, ci supusă formalității inscripțiunei. Așa fiind, creditorul ipotecar, a cărui creanță poartă o dată anterioară promulgării noului cod civil, e supus a se conforma, din ziua promulgării noului cod, formalității art. 1786 c. civ., care prescrie reînnoirea inscripțiunilor ipotecare, căci, spre a fi dispensat de această formalitate, el nu poate invoca existența în favoarea sa a vre-unui drept dobândit în sensul legal și juridic al cuvântului. (Cas. I, 391/Dec. 2/92, B. p. 1081).

26. Nereînnoirea inscripțiunei ipotecare în curs de 15 ani nu se poate invoca de ceice au dobândit imobilul ipotecat printr-un act simulat, făcut în fraudă drepturilor creditorului ipotecar și următor, intru cât această reînnoire este cerută de lege pentru validitatea ipotecei numai în interesul celor de al treilea, care prin acte valabile și opozabile ar fi dobândit drepturi asupra imobilului ipotecat. (Trib. Vâlcea, Dr. 29/96).

27. Indatorirea, de a se reînnoi inscripția înaintea expirării termenului de 15 ani, se aplică și la ipoteca legală a femeii măritate, cu singura excepție că dânsa este dispensată să facă această reînnoire timp de un an după desfacerea căsătoriei, timp în care perimarea inscripției nu curge. Simpla urmărire a imobilului ipotecat, nu întrerupe perimarea inscripției, ipotecare, dacă termenul de 15 ani expiră înaintea adjudecării definitive. (Cas. I, 96/96 B. p. 499).

28. Inscripțiunea ipotecară perimată în virtutea art. 1786 codul civil prin trecerea termenului de 15 ani, nu se

poate reînnoi. Drepturile de preferință ale unei asemenea ipotecei nu pot fi invocate decât după o nouă inscripțiune care este supusă la toate regulile prevăzute pentru inscripțiunile luate pentru prima oară și în special la dispozițiunea art. 1781, care cere și prezența debitorului în persoană sau prin mandatar cu procură autentică. (Apel Buc. I, Dr. 9/97).

29. Reînnoirea inscripției fiind numai un mijloc pentru conservarea rangului creanței ipotecare, o asemenea creanță nu-și pierde calitatea și nu încează de a-și produce efectele, chiar dacă s'a înscris și după 15 ani, decât față cu cei de al treilea, care în intervalul dela data expirării acestui termen și până la reînnoire ar fi dobândit vre-un drept asupra imobilului ipotecat, astfel că creditorul este în drept să facă singur reînnoirea, fără concursul debitorului și după expirarea termenului de 15 ani. (Cas. I, 34/902, B. p. 40).

30. Ipotecarul, care, în termen de 15 ani și până în momentul vânzării, nu și-a reînnoit înscrierea ipotecei sale, nu poate fi scotit după expirarea termenului de 15 ani în momentul vânzării, că are o ipotecă cunoscută pentru a fi încunoștințat de vânzare, conform art. 509 din Pr. civilă. (Cas. II, 48/903, B. p. 127).

31. Privilegiile și ipotecile se sting prin prescripție, și anume: atunci când bunurile se află încă în posesia debitorului, prescripția îi este câștigată prin expirarea timpului defipt pentru prescripția acțiunilor ce rezultă din ipotecă sau privilegiu, adică prin 15 ani în privința rangului inscripției și prin 30 ani în ce privește însuș dreptul de ipotecă; atunci însă când bunul ipotecat sau supus privilegiului se găsește în mâinile unui al treilea deținător, prescripția se împlinește prin expirarea timpului regulat pentru prescripția proprietății în favoarea sa. Dacă terțiul deținător a început să stăpânească în baza unui titlu, prescripția nu începe să curgă în favoarea lui, decât în ziua când dânsul s'a înscris în registrele tribunalului ca nou proprietar. (Cas. I, 47/904, B. p. 128).

32. Nereînnoirea inscripțiunei nu poate avea alte consecințe pentru creditorul ipotecar decât pierderea rangului față de ceilalți creditori și dobândirea unui nou rang față de creditorii ipotecari posteriori și de creditorii chirografari. Dreptul creditorului ipotecar de a-și reînnoi inscripțiunea subsistă și după scoaterea în vânzare a imobilului pe contul adjudecaturului, care n'a depus prețul, până în momentul adjudecării definitive, având creanța sa dela data reînnoirii toate

efectele ce-i acordă legea ca creanță ipotecară. (Apel Iași I, Dr. 30/906).

33. Dacă actul de ipotecă și titlurile de proprietate ale imobilului ipotecat sunt în mâinile creditorului ipotecar, sau în mâinile celui care deține drepturile dela creditorul ipotecar, este învederat că creanța ipotecară n'a fost achitată, iar faptul că ipoteca a fost radiată se explică prin aceea că inscripțiunea ipotecii n'a fost reînviată în curs de 15 ani. (Cas. I, 14 Iunie 1906, B. p. 1105).

34. Inscripțiunea ipotecară nu produce tot efectul său prin trecerea creditorului în tabloul de ordine; acest efect nu are loc decât atunci când imobilul grevat s'a transformat în mod definitiv în bani, căci de atunci ipoteca trece dela imobil asupra pretului cu care a fost înstrăinat și creditorul dobândește un drept asupra acestui preț în locul dreptului de ipotecă. La vânzările silite, această transformare în bani are loc din momentul adjudecării, căci din acest moment adjudecatorul devine debitor personal și direct al creditorilor; astfel, din aceea zi a adjudecării, creditorii nu mai sunt datori să reînviace inscripțiunile lor, afară de cazurile când adjudecatorul nu plătește prețul, ori când ordonanța de adjudecare se casează, în cari cazuri reînvierea inscripțiunilor poate fi necesară chiar după adjudecare, și fiindcă aceste evenimente nu se pot ști mai dinainte, este prudent ca creditorii să reînviace inscripțiunile lor până la realizarea plății. (Cas. II, 27 Martie 1907, B. p. 520).

35. Chestiunea de a se ști dacă creditorul ipotecar poate reînvi singur inscripția și după trecerea termenului de 15 ani, sau are nevoie pentru aceasta și de concursul debitorului, cerând o verificare a elementelor de fapt, cu privire la modul cum s'a făcut reînvierea inscripțiunii, o asemenea chestiune nu poate fi propusă direct în casatie. (Cas. II, 26 Mai 1908, B. p. 916).

36. Dispozițiunile art. 1786 c. civ., nu se aplică la privilegiul vânzătorului pentru plata pretului, de oarece nu se pot aplica prin analogie, nici deduce pe cale de interpretare decăderi de drepturi cari trebuiesc să rezulte nu-

mai din dispozițiuni categorice de lege.

Prin urmare este casabilă hotărîrea care stabilește că privilegiul vânzătorului se perimă, ca și ipotecile. (Cas. S. U. 9 din 18 Oct. 1912, Bul. p. 1855, Curier Jud. 1/913, Pand. Rom. 1924, I, 64).

37. După dispozițiunile art. 1786 c. civil inscripția își păstrează efectul timp de 15 ani, iar reînvierea făcută înaintea expirării acestui termen, păstrează rangul primitiv al privilegiului.

Astfel, un soț ca uzufructuar al averii dotale fiind un tertiu, inscripția privilegiului său nefiind reînviată în termenul prescripției de lege, urmează că efectele sale au încetat și că privilegiul este perimat, ceea ce face ca creanța garantată cu acel privilegiu să devină chirografară, precum aceasta rezultă din interpretarea art. 1745 c. civil. (Trib. Bacău I, No. 381, 1913, Curier Jud. 62/915, p. 505).

38. Numai noul proprietar al imobilului, poate împreună cu creditorul, să consimtă la reînvierea inscripțiunii ipotecare, iar nu debitorul originar, care încetase de a mai avea vre-o calitate din moment ce înstrăinase imobilul său. Chiar în caz când vânzarea imobilului a fost anulată ca simulată, decizia de anulare nu poate să fie o pusă creditorului ipotecar, care avea un drept real, dobândit înainte de procesul în simulațiune, de oarece el n'a luat parte în acel proces, astfel că reînvierea inscripțiunii rămâne a se fi făcut de fapt de creditor împreună cu debitorul.

Dar chiar dacă reînvierea inscripțiunii s'ar considera făcută numai de creditor și în acest caz instanța de fond a dat o exactă interpretare art. 1786 c. civ., când a decis că legea nu cere pentru aceasta concursul debitorului căci reînvierea inscripțiunii este numai un act de conservare și nu se poate ca creditorul să fie lăsat la discrețiunea debitorului, când el n'ar voi să-si dea consimțământul. (Cas. II, No. 4, 1916; Jurispr. Rom. 1916 p. 218, Curier Jud. 36/916).

39. A se vedea: art. 1781 nota 16.

Art. 1787. — Inscripțiunea reînviată trebuie să indice inscripțiunea primitivă ce se reînvieste. În lipsă de o asemenea indicațiune, creanța ipotecară va avea rang dela inscripțiunea din urmă. (Civ. 1786; Pr. Civ. 721, 726 urm.; L. p. modificarea legii Băncii agricole (Mon. of. 25/912), Art. 5; L. Belg. 90 § 3).

Text. fr. Art. 90 § 3. — L'inscription en renouvellement ne vaudra que comme inscription première, si elle ne contient pas l'indication précise de l'ins-

cription renouvelée, mais il ne sera pas nécessaire d'y rappeler les inscriptions précédentes.

Doctrină străină.

BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, des priv. et hyp.*, II, 1586; III, 1749, 1759, 1767, 1772;
 BEUDANT, II, 805;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 120 bis, V;
 HUC, XIII, 363;
 GUILLOUARD, *Priv. et hyp.*, 1396, 1405;
 LAURENT, XXX, 551;
 LYON-CAEN ET RENAULT, *Dr. comm.*, VII, 288;
 MOURLON, *Transcription*, II, 658, p. 354;
 PLANIOL, II, 3034, 3043, 3046, 3050, 3051, 3053, 3055;
 PONT, *Priv. et hyp.*, II, 1036, 1054;
 THIRY, IV, 536, p. 469.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 278, 522, 620, 628 urm., 643, 679, 706; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 463;
 CANTACUZINO MATEI, p. 574;
 NACU, III, p. 752 urm.

CAPITOLUL V.

Despre ștergerea și reducțiunea inscripțiunilor.

Art. 1788. — Inscripțiunile vor fi șterse sau reduse prin consimțământul părților interesate, capabile de a consimți la aceasta, sau în virtutea unei sentințe date în ultimă instanță sau care a dobândit puterea lucrului judecat. Mandatul dat, spre a face o ștergere sau reducere, trebuie să fie expres și autentic ¹⁾. (Civ. 417, 949, 950 urm., 953 urm., 1200, 1201, 1204, 1532 urm., 1740, 1778, 1789, 1800, 1817; Pr. Civ. 129, 583; C. com. 694; L. Timbr. 20 § 8, 29; 21 § 1-b; 22 § 3; 24 § 4; L. agrară, 73; Civ. Fr. 2157; L. Belg. 92).

Text. fr. Art. 2157. — Les inscriptions sont rayées du consentement des parties intéressées et ayant capacité à cet effet, ou en vertu d'un jugement en dernier ressort ou passé en force de chose jugée.

Text. Belg. Art. 92. — Les inscriptions sont rayées ou réduites du consentement des parties intéressées et ayant capacité à cet effet, ou en vertu d'un jugement en dernier ressort ou passé en force de chose jugée.

Le cessionnaire d'une créance hypothécaire ne peut consentir de radiation ou de réduction, si la cession ne résulte d'actes énoncés dans l'art. 2.

Le mandat à l'effet de rayer ou de réduire, doit être exprès et authentique.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 386-389, 393, 397, 399; III, ed. 5-a, p. 629-634, 641, 642, 644, 647, 648, 651;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, etc.*, II, 1207; III, 1815, 1821, 1822, 1825-1835, 1841, 1842, 1844-1846, 1874, 1878, 1880, 1897 urm., 1911, 1928;
 CHAUVÉAU SUR CARRE, *quest.*, 1906, 1907;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 1018; ed. 1-a, III, p. 314;
 DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 2664 urm., 2699, 2772, 2773; *Suppl. Privil. et hypoth.*, 587, 1601 urm., 1616, 1623, 1631;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 138 bis, I-V;
 DEMOLOMBE, VII, 666;

¹⁾ A se compară textul art. 1788 român, cu art. francez 2157 și belgian 92, fiind importante diferențe de text.

GUILLOUARD, *Privileges et hypothèques*, III, 1415, 1417, 1419-1423, 1425, 1427, 1435, 1448-1452, 1467, 1470; *Contr. de mariage*, III, 1191;
 HUC, III, 420;
 LAURENT, XXII, 296; XXXI, 147, 153, 155 urm., 159, 169, 200, 214 urm.;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 647, 648;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 3059, 3063;
 PONT, *Priv. et hyp.*, II, 1073, 1076-1078, 1080, 1093, 1096;
 TROPONG, *Priv. et hyp.*, III, 738 bis, 739, 740; *Contr. de mar.*, II, 1423.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 278, 522, 620, 628 urm., 643, 679, 706; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 292, nola 2, 464;
 BENDERLI D. G., „Care este calea pentru obținerea ștergerii unei inscripțiuni ipotecare”. *Justiția Dobrogei* 1/923;
 BUZDUGAN N. C., „Câteva cuvinte asupra efectelor radierei inscripțiunilor ipotecare”. *Dreptul* 76/1901;
 CANTACUZINO MATEI, p. 585;
 DUMITRESCU N. IOAN, „Competența în acțiunile de radiere forțată”. *Curier Jud.* 11/913;
 NAGU, III, p. 756 urm.;
 TATARU G. V., *Prezidentul tribunalului*, p. 85.

INDEX ALFABETIC

Act autentic 1.	Ipotecă 1-10.
Acțiune personală 8.	Ipotecă legală 2.
Administrarea Domeniilor 1.	Judecătoria de ocol 8.
Advocat 1.	Jurisdicție grațioasă 3.
Anulare 7, 8, 9.	Jurnal 3, 9.
Autoritate de lucru judecat 3.	Mandat 1.
Competență 8.	Nulitate 7, 8, 9.
Consimțământ 9, 10.	Privilegiu 4, 9.
Contestație 6.	Radiere 3-10.
Creditor 10.	Rang ipotecar 5.
Debitor 10.	Reducțiune 1, 2.
Depunerea sumei 10.	Renunțare 1.
Domenii, administrare 1.	Stat 1.
Dotă 2.	Ștergere, a se vedea „Radiere”.
Eroare 4, 5.	Terțe persoane 4.
Grațioasă jurisdicție 3.	Transcriere 9.
Hotărâre definitivă 6, 7.	Tranzacție 4.
Incheiere 3, 9.	Urmărire 6.
Inscripție ipotecară 1, 2, 4, 5, 7, 9, 10.	Vânzare-cumpărare 9.

Jurisprudență.

1. De câte ori este vorba de ștergerea sau reducțiunea unei inscripțiuni, când cererea are a se face printr'un mandat, acesta trebuie să aibă un mandat expres și autentic. Or, prin art. 20 legea administrării domeniilor, este prohibit ca avocatii statului să adereze la veri o cerere care ar obliga pe stat sau a renunța la un drept câștigat fără a avea o autorizațiune specială din partea consiliului de avocați, aprobată de administrațiunea domeniilor sau de ministru. (Cas. I, 372/Dec. 18/82, B. p. 1190).

2. Ipoteca legală a sotului nu poate să covârșească valoarea necesară pentru a asigura restituirea dotei. De unde rezultă că reducându-se dota, trebuie neapărat redusă și valoarea inscripțiunii până la concurența dotei ce a mai rămas. (Apel Buc. II, 215, Ian. 27/84, Dr. 40/84).

3. Jurnalul de radierea unei ipoteci, pronunțat pe cale grațioasă nu are puterea lucrului judecat, și poate fi atacat în mod incidental de părțile in-

teresate în lipsa cărora s'a format. (Cas. I, 168/84, Mai 8/84, B. p. 402).

4. Principiul publicității, prin inscripțiunea privilegiilor și ipotecilor, are de scop garantarea intereselor persoanelor de al treilea până la ștergerea inscripțiunii; și, dar, prin ștergerea inscripțiunii, încetând publicitatea și efectele ei, încetează întru cât privește pe cei de al treilea, în tot cursul timpului până la restabilirea inscripțiunii. Si efectele publicității ne putând fi produs de cât prin inscripțiune, ștergerea inscripțiunii chiar greșită face să înceteze aceste efecte. Astfel fiind, veri ce transacțiune s'a făcut asupra imobilului ipotecat de către persoanele de al treilea de la ștergerea ipotecei chiar din greșală, însă pe temeiul acestei ștergeri, rămâne bine făcută. (Cas. I, 276/Nov. 15/88, B. p. 915).

5. Dispoziția art. 1788 cod. civil, potrivit căreia ipotecile n'au rang decât din ziua inscripțiunii lor, n'are aplicare decât la luarea unei inscripțiuni noi, nu însă și în cazul unei inscripțiuni radiate din eroare, în care caz această ipotecă își reia rangul vechi inscripțiuni restabilite. (Trib. Prahova I, Dr. 65/901).

6. Tribunalul nu se poate pronunța pe cale de contestațiune decât asupra punctului dacă bine sau rău este imobilul urmărit, acțiunile care au motivat urmărirea neputându-se ataca de cât pe cale principală. Prin urmare, cererea de radiere a unei ipoteci nu se poate rezolva concomitent cu contestația, ci numai în virtutea unei sentințe definitive, cum prevede art. 1788 cod. civ. (Trib. Prahova I, Dr. 80/902).

7. Din dispozițiunile art. 1788 din codul civil, nu rezultă că e necesară o hotărâre specială pentru radierea ipotecei, ci e destul ca ipoteca să fie anulată printr'o hotărâre definitivă.

pentru ca să nu mai poată stă valabilă inscripțiunea. (Cas. I, 17 Mai 1906, B. p. 856).

8. Obligațiunea de a șterge o ipotecă fiind personală, acțiunea care are de obiect ștergerea sau anularea ei intră, conform dreptului comun, în competența judeului de ocol ca primă instanță, dacă valoarea ipotecei este mai mică de 1500 lei. (Cas. I, 24 Sept. 1908, B. p. 1396).

9. Pentru ștergerea privilegiului vânzătorului nu e nevoie de îndeplinirea formalității cerute pentru radierea inscripțiilor ipotecare, de oare ce privilegiul vânzătorului se înscrie și se conservă prin simpla transcriere a actului de vânzare, spre deosebire de ipotecă, pentru a căror inscripție legea cere îndeplinirea unor anume formalități; prin urmare lipsa unui

jurnal din partea tribunalului prin care să se ordone ștergerea privilegiului vânzătorului, nu poate constitui un motiv de nulitate, dacă se constată că ambele părți s-au prezentat judecătorului cu petiție semnată de ele, cerând să se ia act că s'a achitat restul de preț și să se facă mențiune în registre despre această cerere. (Cas. I, 546/913, Curier Jud. 24/914 și 40/914).

10. Dispozițiunile art. 1788, după care inscripțiunile nu se pot șterge decât prin consimțământul părților interesate, deci și al creditorului, nu trebuie să se înțeleagă că operează și în ipoteza în care debitorul își îndeplinește obligația de a plăti creanța depunând suma. (Trib. Telecoman, Febr. 1914; Curier Jud. 30/914, p. 250).

11. A se vedea: art. 1138, nota 3.

Art. 1789. — Actele făcute în țară străină care constată consimțământul pentru ștergerea sau reducțiunea unei inscripțiuni, nu sunt executorii în România, decât după ce s'au vizat de președintele tribunalului situațiunei bunurilor, care va verifică autenticitatea acelor acte ¹⁾. (Civ. 2, 1773, 1788; Pr. Civ. 374; Leg. Belg. 93).

Text. Belg. Art. 93. — Ceux qui requièrent la radiation ou la réduction déposent, au bureau du conservateur, soit l'expédition de l'acte authentique ou l'acte en brevet, portant consentement, soit l'expédition du jugement.

Un extrait littéral de l'acte authentique suffit, lorsqu'il y est déclaré, par le notaire qui l'a délivré, que l'acte ne contient ni conditions, ni réserves.

Les actes de consentement à radiation ou réduction, passés en pays étrangers, ne sont exécutoires en Belgique qu'après avoir été visés par le président du tribunal de la situation des biens, qui vérifiera leur authenticité, ainsi qu'il est dit en l'art. 77.

Doctrină străină.

ARNTZ, I, 76; IV, 1811, p. 330;

AUBRY ET RAU, I, § 31, p. 167, nota 70 și p. 168 (ed. 5-a), p. 109, aceeaș notă și p. 110 (ed. 4-a);

BAUDRY, *Précis*, I, 84; III, 17;

BAUDRY ET FOURCADE, *Des personnes*, I, 222;

BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, des priv. et hyp.*, etc., II, 1413;

DEMOLOMBE, I, 106; XX, 113;

DURANTON, I, 91;

HUC, I, 168; IX, 61;

LAURENT, XXX, 456-458; *Principes*, I, 99; V, 213; *Dr. internat.*, II, 240 urm.; VIII, 28, 30, 35;

PANDECTES FR., *Lois*, 862;

SIREY, *Donations*, 7123;

THIRY, I, 53, p. 59, 58;

WEISS, *Dr. internat.*, IV, p. 327, text și nota 3, 388; V, p. 479; *Tr. élém. de dr. internat.*, p. 625, 626.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, I, ed. 2-a, p. 178, 217 urm.; X, p. 594, 650; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 326; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 102; IX, p. 630); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 41, 458;

¹⁾ A se vedea notele de sub textul art. 1782 și 1783 Cod. Civil.

CANTACUZINO MATEI, p. 585;

NACU, III, p. 762;

TATARU G. V., *Prezidentul tribunalului* p. 88.

CAPITOLUL VI.

Despre efectul privilegiilor și ipotecelor în contra persoanelor al treilea cari dețin imobilul.

Art. 1790. — Creditorii cari au privilegiu sau ipotecă înscrisă asupra unui imobil, îl urmăresc în orice mână ar trece¹⁾. (Civ. 1719, 1720, 1722, 1738 urm., 1746, 1753, 1778, 1780 urm., 1786, 1791 urm., 1800, 1818; L. agrară 72, 73, 75, 76; Civ. Fr. 2166; L. Belg. 96).

Text. fr. Art. 2166. — Les créanciers ayant privilège ou hypothèque inscrite sur un immeuble, le suivent en quelques mains qu'il passe, pour être colloqués et payés suivant l'ordre de leurs créances ou inscriptions.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 301, 404; III, ed. 5-a, p. 507, 661, 713;

BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., I, 809, 810; II, 1119; III, 2229;

BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 85;

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 964 urm.;

DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 1698 urm., 1736 urm.; *Suppl. Privil. et hypoth.*, 1167 urm.;

DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 147 bis, XIV;

FLANDIN, *Transcr.*, II, 1028;

GUILLOUARD, *Privil. et hypoth.*, III, 1216;

LAURENT, XXXI, 242;

MOURLON, ed. 7-a, III, p. 653 urm.;

PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 3006, 3161 urm.;

PONT, *Priv. et hyp.*, II, 1122;

TROPLONG, *Privil. et hypoth.*, IV, 922; *Transcript.*, 283.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 342, 343, 514, 546, 665, 667 urm.; (III, part. I, ed. 2-a, p. 531; III, part. II, ed. 2-a, p. 751; IV, part. II, ed. 2-a, p. 217, 263, 295, 336, 338, 339, 420; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 404); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 224, 464; *Observație* sub. Judec. ocol. rural Calafat-Dolj, 367 din 12 Dec. 1919. Tribuna Juridică 26-27/1920;

ALEXANDRESCU TRAIAN, „*Drepturile proprietarilor și creditorilor ipotecari în raport cu legislația agrară*”. *Curier Jud.* 45/922;

CANTACUZINO MATEI, p. 572, 575, 588, 589, 590;

IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 116;

NACU, III, p. 786.

Jurisprudență.

1. Dreptul unui creditor de a urmări și pune în vânzare imobilul ce i s'a ipotecat nu poate fi întru nimic jicnit prin faptul înstrăinării imobilului de către debitorul său, de oarece creditorii ipotecari au dreptul a urmări imobilul în orice mâini ar trece (art. 1790). Detentorul imobilului ipotecat nu poate a se opune la acest exercițiu legal al dreptului unui creditor de cât delăsând imobilul, plătind datoriile ipotecare sau implinind formalitățile necesari pentru curățirea imobilului

de drepturile ipotecare ce-l apasă (art. 1791, 1792); la caz de neexecutare din partea detentorului imobilului ipotecat a u-nora din aceste îndatoriri, dânsul ȳsilit a suferi expropriațiunea acestui imobil, nerămânând de cât un drept de recurs în contra debitorului principal, de oare ce acesta e ținut legalmente a-l garantă de evicțiunea ce a încercat (art. 1799). Și ori care ar fi fost titlul oneros sau lucrativ în virtutea căruia detentorul posedă imobilul urmărit, principiile de echitate cer a i se recunoaște o acțiune în repetițiune contra acelui din a cărui cauză a fost expro-

1) Art. francez corespunzător 2166, continuă: „pour être colloqués et payés suivant l'ordre de leurs créances ou inscriptions”.

priat. Și nu e rațional a se susține că vânzarea prin licitațiune publică a unui imobil ce fusese afectat la plata unei datorii nu poate atinge drepturile reale ale detentorului și în special dreptul său de proprietate asupra acestui imobil, căci obiectul final al ipotecii fiind vânzarea imobilului ipotecat, această transmitiune forțată stinge neceasarmente dreptul de proprietate al detentorului. Și ar fi un non sens a declara pe de o parte, că natura și efectul acestei garanții reale se rezolvă în puterea creditorului ipotecar de a putea pune în vânzare imobilul ipotecat, iar pe de alta, a declara că acest eveniment juridic, care nu e altceva de cât strămutarea proprietății din patrimoniul vânzătorului în acela al cumpărătorului, conservă totuși dreptul de proprietate vânzătorului expropriat. Și deși prin art. 565 pr. civ., se dispune că adjudecatiunea transmite adjudecatarului numai drepturile ce avea și urmăritul asupra lucrului vândut, însă această dispozițiune legală se referă la cazul unui conflict de drepturi ce s'ar putea naște în urma adjudecării între o terție persoană și cumpărătorul prin adjudecatiune, iar nu la un pretins drept ce detentorul unui imobil ipotecat ar putea invoca față cu dreptul netăgăduit al unui creditor ipotecar, de a urmări și vinde imobilul ce-i era afectat la plata datoriei sale. (Apel Buc. II, 227, Nov. 29/87, Dr. 29/88).

2. Imobilul, fiind ipotecat mai înainte de a se fi constituit ca dotă, conform art. 1790, sarcina ipotecară afectă imobilul, în orice mână ar trece. Dacă dar, imobilul constituit dotă, era grevat de o ipotecă anterioară, în atare caz nu se aplică principiul prevăzut de art. 1248, fiind că acest articol atribue în adevăr caracterul de inalienabilitate imobilului dotal, însă numai față cu terțiele persoane, cari au dobândit un drept real asupra imobilului, prin luare de inscripțiune înainte ca acest imobil să fi devenit dotal. (Cas. I, 254/Oct. 24/88, B. p. 853).

3. Nu se poate serios contesta unui creditor al constituenților dotei, dreptul de a urmări, pentru acoperirea creanței sale, imobilul ce i s'a ipotecat, sub cuvânt că, deși creanța sa e anterioară constituției aceluși imobil ca dotă, însă căsătoria imprimându-i caracterul de inalienabilitate, el nu mai poate fi vândut, căci ar fi a-l declara

alienabil într'un mod indirect. Numai din cauza confuziunii ce se face între drepturile unui creditor ipotecar și acela al capacității femeii măritată, cu privire la facultatea sa de înstrăinare a imobilului dotal, se poate explica o asemenea argumentațiune, lipsită de ori ce fundament juridic. În adevăr, principiul neînstrăinării imobilului dotal, nu poate fi atins prin aceea că un creditor al constituitorului dotei pune și scoate în vânzare imobilul dotal, asupra căruia se constituise o ipotecă anterioară căsătoriei. Principiul inalienabilității oprește pe soți sau pe creditorii lor de a putea înstrăina imobilul dotal, dar întru nimic caracterul de dotalitate al unui imobil nu poate împiedeca pe cel ce ține un drept real de la fostul proprietar al imobilului dotal de a-l exercita în condițiunile determinate de lege. (Apel Buc. II, 227, Nov. 29/88).

4. Urmărirea exercitată în baza unei sentințe definitive și investite cu titlu executoriu, pentru restituire de dotă; pentru care se luase inscripție ipotecară în imobilul sotului, este valabil îndreptată în contra terțiului; deținător al aceluși imobil și nu poate fi anulată pentru lipsă de titlu în contra terțiului, pe motiv că ar fi trebuit în prealabil o acțiune în justiție în contra acestuia, spre a cere față de el plata creanței dotei, ori recunoașterea datoriei.

În adevăr, creditorii ipotecari având asupra imobilului supus ipotecii un drept real, care nu poate fi în nimic modificat prin schimbarea proprietarului, dânsii sunt autorizați a urmări acel imobil în mâna oricui ar trece și a cere punerea lui în vânzare după facerea comandamentului, fără să fie ținuți a exercita în prealabil o acțiune în justiție contra terțiului deținător, pentru a cere față de acesta plata creanței ori recunoașterea datoriei. (Cas. II, decizia civilă No. 38, din 10 Febr. 1914, Jurispr. Rom. 1914, p. 163).

5. Creditorii ipotecari, fiind terții persoane în procesele ulterioare obținerii dreptului lor, nechemarea lor în instanța ce hotărăște asupra imobilelor ipotecate, nu le poate face opozabilă hotărârea ce s'ar da în lipsa citării lor. (Trib. Botoșani 1915, Dreptul 1915, p. 491).

6. A se vedea: art. 786, notele 4, 6, 16, 20; art. 1791 nota 3; art. 1793, nota 1.

Art. 1791. — Dacă persoana a treia, care deține imobilul, nu îndeplinește formalitățile mai jos stabilite pentru a purgă¹⁾

1) Cu privire la purgarea proprietăților ipotecate, a se vedea și nota de la Cap. VIII ce urmează, precum și art. 1805 Cod. Civil.

proprietatea sa, ea rămâne îndatorată, prin singurul efect al înscripțiunilor, în calitatea sa de detentor a imobilului, la toate datoriile ipotecare, și se bucură de toți termenii de plată ce îi aveă și debitorul primitiv. (Civ. 1108, 1740, 1790, 1792, 1795, 1801 urm., 1804 urm.; Civ. Fr. 2167; L. Belg. 97).

Text. fr. Art. 2167. — Si le tiers détenteur ne remplit pas les formalités qui seront ci-après établies, pour purger sa propriété, il demeure, par l'effet seul des inscriptions, obligé comme détenteur à toutes les dettes hypothécaires, et jouit des termes et délais accordés au débiteur originaire.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 435, 436, 441, 448, 449; III, ed. 5-a, p. 712, 726, 732, 733;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., III, 2024, 2103-2106, 2109, 2115-2117, 2175, 2197;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 966;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 149 bis, I, II;
 GUILLOUARD, *Privileges et hypoth.*, III, 1626, 1627, 1643-1647, 1671;
 LAURENT, XXXI, 245;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 668;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 3182;
 PONT, *Priv. et hyp.*, II, 1131;
 TROPLONG, *Privileges et hypoth.*, III, 788, 831, 832.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 340, 669, 713; (VI, p. 126, 129 n. 3); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 464;
 CANTACUZINO MATEI, p. 590, 593;
 NACU, III, p. 788, 790.

Jurisprudență.

1. Din combinațiunea art. 1791 cu art. 1804 și următorii din codul civil rezultă că purgarea privilegiilor sau ipotecelor de către noul proprietar nu este prevăzută de către legiuitor ca o condițiune pentru validitatea înstrăinării ce vechiul proprietar a făcut imobilului supus privilegiului sau ipotecei către noul achizitor, ci numai ca un mijloc, prin care noul proprietar poate scăpa imobilul de urmărirea creditorilor privilegiați sau ipotecari. De unde urmează că tribunalul de urmărire comite un exces de putere și face o greșită aplicare a citatelor texte de lege, când respinge contestațiunea ridicată de noul cumpărător, care aveă de obiect scoaterea imobilului de sub urmărire, cu toate că dânsul a probat că cumpărătoarea a făcut-o înainte de orice publicațiune de urmărire și se oferă tot deodată de a plăti pe creditor de suma pentru care se constituise ipotecă asupra imobilului. (Cas. II, 174/95, B. p. 1145).

2. Art. 1790, 1791, 1792 și 1793 din codul civil, nu-și au aplicațiunea, când creditorul invoacă contra tertului cumpărător al imobilului ipotecat sau supus privilegiului chiar nulitatea ac-

tului de înstrăinare, în virtutea art. 514 din procedura civilă, pe motiv că ea a avut loc în urma afișării urmării aceluși imobil, de oarece zisele articole presupun înstrăinarea valabilă, dar regulează numai efectele privilegiilor și ipotecelor înscrise asupra imobilului vândut, pentru cazul în care cumpărătorul lui nu ar fi îndeplinit formalitățile cerute de lege pentru purgarea unor asemenea sarcine. (Cas. I, 480/95, B. p. 1337).

3. Din art. 1746, 1790 și 1791 din codul civil, rezultă că existența privilegiului sau ipotecei asupra unui imobil nu oprește trecerea proprietății aceluși imobil dela o persoană la alta, ci noul proprietar rămâne numai obligat de a plăti creditorului privilegiat sau ipotecar datoria, pentru care s'a constituit privilegiul sau ipoteca. Prin urmare, creditorul privilegiat sau ipotecar nu are dreptul de a cere desființarea înstrăinării imobilului afectat făcută de debitorul său, ci numai de a urmări vânzarea în mâinile noului proprietar și detinător, dacă acesta va refuză sau nu poate plăti datoria asigurată prin privilegiu sau ipotecă. (Cas. I, 174/95, B. p. 1145).

4. A se vedea: art. 1790 cu notele respective.

Art. 1792. — Detentorul este ținut în acelaș caz sau de a plăti toate capitalurile și interesele exigibile, la orice sumă s'ar urcă, sau de a lăsa imobilul ipotecat fără nici o rezervă. (Civ. 1785, 1791, 1793, 1795; Civ. Fr. 2168; L. Belg. 98).

Text. fr. Art. 2168. — Le tiers détenteur est tenu, dans le même cas, ou de payer tous les intérêts et capitaux exigibles, à quelque somme qu'ils puissent monter, ou délaisser l'immeuble hypothèque, sans aucune réserve.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 439; III, ed. 5-a, p. 718, 719;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., III, 2173-2175;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 973;
GUILLOUARD, *Privil. et hypoth.*, III, 1657;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 667;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 3200;
TROPLONG, *Privilèges et hypothèques*, III, 788.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 670; (III, part. II, ed. 2-a, p. 692, 693; IV, part. II, ed. 2-a, p. 217
263, 295, 336, 338, 339, 420; VI, p. 135); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*
p. 196, 464;
CANTACUZINO MATEI, p. 591, 593;
NACU, III, p. 790.

Art. 1793. — Când detentorul nu îndeplinește una din aceste obligațiuni pe deplin, fiecare creditor ipotecar are dreptul de a cere vânzarea imobilului ipotecat pentru creanța sa¹⁾. (Civ. 1722, 1746, 1790, 1794, 1795, 1803, 1824, 1836; Civ. Fr. 2169; L. Belg. 99).

Text. fr. Art. 2169. — Faute par le tiers détenteur de satisfaire pleinement à l'une de ces obligations, chaque créancier hypothécaire a droit de faire vendre sur lui l'immeuble hypothèque, trente jours après commandement fait au débiteur originaire, et sommation faite au tiers détenteur de payer la dette exigible ou de délaisser l'héritage.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, ed. 5-a, p. 713;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., II, 1190; III, 2115, 2122 urm., 2196, 2403;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 968, 975;
DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 1778 urm.; *Vente publ. d'imm.*, 438 urm.; *Suppl. Privil. et hypoth.*, 1188 urm.; *Vente publ. d'imm.*, 90 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 668, 669;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 3163, 3201 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 674; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 464;
CANTACUZINO MATEI, p. 590;
NACU, III, p. 790.

Jurisprudență.

1. Creditorii ipotecari având asupra imobilului supus ipotecei un drept

real, care nu poate fi în nimic modificat prin schimbarea proprietarului, dânsii sunt autorizați a urmări acel imobil în mâna oricui ar trece și cere

¹⁾ Art. francez corespunzător 2169 continuă: „trente jours après commandement fait au débiteur originaire et sommation faite au tiers détenteur de payer la dette exigible ou de délaisser l'héritage”.

punerea lui în vânzare, după facerea comandamentului, fără să fie ținută de a exercita în prealabil o acțiune în justiție contra terțiului deținător, pentru a cere față de acesta plata creanței sau recunoașterea ipotecii.

Prin urmare, instanța de fond nesocotește principiile care regulează această materie, când admite contestatia terțiului deținător al imobilului urmă-

rit, pentru lipsă de titlu contra sa, deși urmărirea se exercită pe baza unei sentințe de restituire de dotă, pentru care se luase inscripțiune ipotecară sentință definitivă și investită cu formula executorie. (Cas. II, decizia civilă 38, 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 163; Curier Jud. 1914, p. 268).

2. A se vedea: art. 1746, nota 7.

Art. 1794. — Cu toate acestea, detentorul care nu este personal obligat pentru creanța ipotecară a creditorului, poate să se opună la vânzarea imobilului ipotecat ce i-a fost transmis, dacă au mai rămas alte imobile ipotocate pentru această datorie în posesiunea principalului sau principalilor debitori, și poate să ceară discuțiunea prealabilă după forma regulată la titlul *Despre caucionament*. În timpul acestei discuțiuni se va opri vânzarea imobilului ipotecat. (Civ. 1662 urm., 1753, 1793; Pr. Civ. 112; Civ. Fr. 2170).

Text. fr. Art. 2170. — Néanmoins le tiers détenteur qui n'est pas personnellement obligé à la dette, peut s'opposer à la vente de l'héritage hypothèque qui lui a été transmis, s'il est demeuré d'autres immeubles hypothèques à la même dette dans la possession du principal ou des principaux obligés, et en requérir la discussion préalable selon la forme réglée au titre du *Cautionnement*; pendant cette discussion il est sursis à la vente de l'héritage hypothèque.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 440-444, 453; III, ed. 5-a, p. 719-726, 739, 740;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., III, 2122 urm., 2143-2151, 2157-2169, 2175;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 969, 971;
 DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 1755, 1932;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 151 bis, II-XII; 156 bis, III;
 GLASSON, *Dr. de rét.*, p. 140, 141;
 GUILLOUARD, *Privilèges et hypoth.*, III, 1648, 1658, 1660-1664, 1667-1670, 1691; *Cautionnement*, 246, 247;
 HUC, V, 70;
 LAURENT, XI, 70; XXXI, 264-267, 309;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 669 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 3210 urm.;
 PONT, *Priv. et hyp.*, II, 1143, 1160, 1163-1165, 1167, 1168, 1208;
 TROPLONG, *Privilèges et hypoth.* III, 797, 800 bis, 801, 802, 804, 806, 836.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 680 urm.; (V, p. 211 n. 1); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 464;
 CANTACUZINO MATEI, p. 590, 591;
 NACU, III, p. 787 urm.

Art. 1795. — Cât pentru lăsarea imobilului ipotecat, ea poate să fie făcută de către orice detentor care nu este personal obligat la datorie și care are capacitatea de a înstrăina. (Civ. 949 urm., 1769, 1796, 1799; Civ. Fr. 2172; L. Belg. 100).

Text. fr. Art. 2172. — Quant au délaissement par hypothèque, il peut être fait par tous les tiers détenteurs qui ne sont pas personnellement obligés à la dette, et qui ont la capacité d'aliéner.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 445-447, 453; III, ed. 5-a, p. 727-730, 739, 740; VI, p. 675;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., III, 2183, 2185, 2187-2189;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 974; ed. 1-a, III, p. 597;
DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 1828 urm.; *Suppl. Privil. et hypoth.*, 1197 urm., 1200;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 152 bis, XI, XIII-XVI;
GUILLOUARD, *Privilèges et hypoth.*, III, 1675-1678, 1681, 1691;
LAURENT, XXXI, 286, 291-293, 295;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 665, 666;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 3231 urm.;
PONT, *Priv. et hyp.*, II, 1172, 1180;
TROPLONG, *Privil. et hypoth.*, III, 813, 820, 823.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 670; (VI, p. 74); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 464;
CANTACUZINO MATEI, p. 591, 592;
NACU, III, p. 793, 804.

Art. 1796. — Detentorul poate să lase imobilul chiar după ce a recunoscut obligațiunea sau după ce a fost condamnat în această calitate; lăsarea imobilelor nu împiedică nici pe detentor, până la adjucecațiune, de a lua imobilul înapoi plă-tind toată datoria și cheltuelile. (Civ. 1791, 1795, 1797; Pr. Civ. 544, 549; Civ. Fr. 2173; L. Belg. 101).

Text. fr. Art. 2173. — Il peut l'être même après que le tiers détenteur a reconnu l'obligation ou subi condamnation en cette qualité seulement: le délaissement n'empêche pas que, jusqu'à l'adjudication, le tiers détenteur ne puisse reprendre l'immeuble en payant toute la dette et les frais.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 445, 447, 448, 452; III, ed. 5-a, p. 727, 731, 732, 738;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., III, 2190, 2191, 2194, 2195, 2195 I, 2197;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 974 nota 1, 975;
DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 1858, 1882 urm.; *Suppl. Privil. et hypoth.*, 1212 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 153 bis, I-VIII, X, XII;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 373;
GUILLOUARD, *Privilèges et hypoth.*, III, 1673, 1683, 1684, 1687;
LAURENT, XXXI, 278;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 665;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 3225, 3409;
PONT, *Priv. et hyp.*, II, 1186, 1193, 1196;
TROPLONG, *Privil. et hypoth.*, III, 825, 826.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 670; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 464;
CANTACUZINO MATEI, p. 591;
NACU, III, p. 793.

Art. 1797. — Lăsarea imobilului ipotecat se face prin declarațiune la grefa tribunalului situațiunei imobilului.

Tribunalul va încheia act despre aceasta.

După cererea celui mai diligent dintre cei interesați, se va numi un curator imobilului părăsit, și se va urmări vânzarea sa după formele prescise pentru expropriațiuni. (Civ. 725, 1780, 1824 urm.; Pr. Civ. 426 urm., 503 urm.; Civ. Fr. 2174; L. Belg. 102).

Text. fr. Art. 2174. — Le délaissement par hypothèque se fait au greffe du tribunal de la situation des biens; et il en est donné acte par ce tribunal.

Sur la pétition du plus diligent des intéressés, il est créé a l'immeuble délaissé un curateur sur lequel la vente de l'immeuble est poursuivie dans les formes prescrites pour les expropriations.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, III, p. 447, 451; III, ed. 5-a, p. 730, 731, 737;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., III, 2192;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 974;
 DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 1869 urm.; *Suppl. Privil. et hypoth.*, 1205 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 155 bis;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 495;
 GUILLOUARD, *Privil. et hypoth.*, III, 1682, 1685;
 LAURENT, XXXI, 276;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 665;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 3238 urm.;
 PONT, *Priv. et hyp.*, II, 1189, 1190.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, X, p. 670; (II, ed. 2-a, p. 840); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 183 nota, 464;
 CANTACUZINO MATEI, p. 591;
 NACU, III, p. 793.

Art. 1798. — Servituțile și drepturie reale ce aveã asupra imobilului detentorul înaintea posesiunii sale, renasc după pãrãsirea sau adjudecațiunea imobilului ¹⁾. (Civ. 576, 636 urm., 1091, 1795; Civ. Fr. 2177; L. Belg. 105).

Text. fr. Art. 2177. — Les servitudes et droits réels que le tiers détenteur avait sur l'immeuble avant sa possession, renaissent après le délaissement ou après l'adjudication faite sur lui.

Ses créanciers personnels, après tous ceux qui sont inscrits sur les précédents propriétaires exercent leur hypothèque à leur rang, sur le bien délaissé ou adjudgé.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, III, p. 73, 452; III, ed. 5-a, p. 126, 127, 738, 739;
 BAUDRY ET LOYNES, *Du nantissement*, III, 2212-2214;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 961, 977, 1012;
 DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 1904 urm.; *Suppl. Privil. et hypoth.*, 1225;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 158 bis, I, II;
 GUILLOUARD, *Privil. et hypoth.*, III, 1686, 1689;
 LAURENT, XXXI, 314, 318;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 664;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 3245 urm.;
 PONT, *Priv. et hyp.*, II, 1215;
 TROP LONG, *Privil. et hypoth.*, III, 843 bis.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, X, p. 677, 678; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 464;
 CANTACUZINO MATEI, p. 592;
 NACU, III, p. 793.

¹⁾ Art. francez corespunzător 2177 adaugă: „*Ses créanciers personnels, après tous ceux qui sont inscrits sur les précédents propriétaires, exercent leur hypothèque à leur rang, sur le bien délaissé ou adjudgé.*”

Art. 1799. — Detentorul care a plătit datoria ipotecară, sau care a lăsat imobilul ipotecat, sau care a suferit expropriatiunea acestui imobil, are recurs în garanție, de drept, în contra debitorului principal. (Civ. 551, 905, 1108, 1336 urm., 1795 urm., 1812; Civ. Fr. 2178. L. Belg. 106).

Text. fr. Art. 2178. — Le tiers détenteur qui a payé la dette hypothécaire, ou délaissé l'immeuble hypothèque ou subi l'expropriation de cet immeuble; a le recours en garantie, tel que de droit, contre le débiteur principal.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 444, 453; III, ed. 5-a, p. 726, 739, 740;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc. III, 2170, 2178, 2219;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 980;
 DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 1907 urm.; *Suppl. Privil. et hypoth.*, 1226 urm.;
 GUILLOUARD, *Privilèges et hypoth.*, III, 1671, 1690, 1692;
 LAURENT, XXXI, 269;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 676, 677;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 3268.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 677; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 263, 420); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 464;
 NACU, III, p. 796, 797.

Jurisprudență.

1. Art. 2175 cod. Napoleon nefiind produs în legislațiunea noastră, detentorul unui imobil nu poate recurge contra creditorului ipotecar, pentru a obține de la dânsul valoarea ameliora-

țiunilor făcute la imobil, el n'are decât dreptul de a invoca art. 1799 cod. civil, care-i permite de a recurge în garanție în contra debitorului principal. (Trib. Ilfov IV, *Dr.* 31/904).

2. A se vede: art. 1777, nota 2; art. 1790, nota 1.

CAPITOLUL VII.

Despre stingerea privilegiilor și a ipotecelor.

Art. 1800. — Privilegiile și ipotecile se sting:

1. Prin stingerea obligațiunei principale;
2. Prin renunțarea creditorului la ipotecă;
3. Prin îndeplinirea formalităților și condițiunilor prescrise detentorilor pentru purgarea ¹⁾ bunurilor dobândite de ei;
4. Prin prescripțiune.

Prescripțiunea este câștigată debitorului, pentru bunurile care se află în posesiunea sa, prin expirarea timpului defipt pentru prescripțiunea acțiunilor ce rezultă din ipotecă sau din privilegiu.

Cât pentru bunurile cari se găsesc în mâinile unui al treilea detentor, prescripțiunea îi este câștigată prin expirarea timpului regulat pentru prescripțiunea proprietăței în favoarea sa; în cazul când prescripțiunea presupune un titlu, ea nu începe a curge decât din ziua când detentorul s'a înscris în registrele tribunalului ca nou proprietar.

¹⁾ A se vede nota de sub text Cod. Civil.

și cea dela Cap. VIII ce urmează, precum și art. 1805

Inscripțiunile luate de creditori nu întrerup cursul prescripțiunei stabilite prin lege în favoarea debitorului, sau în favoarea unei al treilea persoane detentoare a imobilului¹). (Civ. 1091, 1107 urm., 1134—1136, 1683, 1780, 1786, 1788 urm., 1801 urm., 1837 urm., 1863, 1890, 1895; C. com. 690; Civ. Fr. 2180; L. Belg. 108).

Text. fr. Art. 2180. — Les privilèges et hypothèques s'éteignent:

1^o. Par l'extinction de l'obligation principale;

2^o. Par la renonciation du créancier à l'hypothèque;

3^o. Par l'accomplissement des formalités et conditions prescrites aux tiers détenteurs pour purger les biens par eux acquis;

4^o. Par la prescription.

La prescription est acquise au débiteur, quant aux biens qui sont dans ses mains, par le temps fixé pour la prescription des actions qui donnent l'hypothèque ou le privilège.

Quand aux biens qui sont dans la main d'un tiers détenteur, elle lui est acquise par le temps réglé pour la prescription de la propriété à son profit: dans les cas où la prescription suppose un titre, elle ne commence à courir que du jour où il a été transcrit sur les registres du conservateur.

Les inscriptions prises par le créancier n'interrompent pas le cours de la prescription établie par la loi en faveur du débiteur ou du tiers détenteur.

Text. Belg. Art. 108. — Les privilèges et hypothèques s'éteignent:

1^o. Par l'extinction de l'obligation principale;

2^o. Par la renonciation du créancier;

3^o. Par l'effet des jugements, dans les cas prévus par les §§ 1 et 2 de la première section du chapitre III;

4^o. Par l'accomplissement des formalités et conditions prescrites aux tiers détenteurs pour purger les biens par eux acquis;

5^o. Par la prescription.

La prescription est acquise au débiteur, quant aux biens qui sont dans ses mains, par le temps fixé pour la prescription des actions qui donnent l'hypothèque ou le privilège.

Elle n'est acquise aux tiers détenteur que par le temps requis pour la prescription la plus longue des droits immobiliers.

Les inscriptions prises par le créancier n'interrompent pas le cours de la prescription établie par la loi en faveur du débiteur ou du tiers détenteur, mais ce dernier peut être contraint de fournir, à ses frais, un titre récognitif de l'hypothèque, à dater de la transcription de son acquisition. Vingt-huit ans après la date de ce titre, il est tenu de le renouveler s'il possède encore l'immeuble hypothèque.

6^o. Par la cause énoncée au paragraphe 2 de l'art. 82.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, p. 332, 335, III, p. 281, 282, 395, 486-495, 499; III, ed. 5-a, p. 476, 486, 644, 645, 665, 667, 669, 811-817, 819-827; IV, p. 693, 694;

BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc. II, 1280; III, 1887, 2245-2248, 2250-2253, 2256, 2259, 2261-2263, 2265, 2272, 2274-2276, 2279, 2283-2285, 2287, 2289, 2290, 2292, 2293 urm., 2298, 2300-2302, 2305, 2306, 2309, 2311, 2313, 2314;

BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 121, 573;

BUFNOIR, *Propriété et Contrat*, ed. 2-a, p. 175;

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 949; II, p. 512, 1019, 1021, 1022, 1024 urm.; ed. 1-a, III, p. 305;

1) A se compară art. 1800 Cod. Civil român cu art. 108 din Legea belgiană din 1851, fiind importante diferențe de text între ele.

DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 2454 urm.; *Suppl. Privil. et hypoth.*, 903, 1509 urm. 1530, 1532;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 161 bis, II; 164 bis. I-III, VII-X; 165 bis, II;
 DEMOLOMBE, XXVIII, 288 urm.;
 GUILLOUARD, *Privilèges et hypoth.*, III, 1509;
 LAURENT, XVIII, 323; XXX, 391; XXXI, 378, 379, 389, 398; XXXII, 143;
 LYON-CAEN ET RENAULT, VII, 577, 585;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 678 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 3390, 3397 urm., 3401, 3402 urm., 3888 urm.;
 PONT, *Pet. contr.*, II, 339; *Priv. et hyp.*, II, 1225, 1232, 1235, 1237, 1238, 1248, 1250, 1253-1255;
 TROPLONG, *Privil. et hypoth.*, IV, 868, 869, 871, 878, 879, 880 bis, 881 urm.; *Caution.*, 488.

Despre transcrierea privilegiilor și hipotecilor în general.

AUBRY ET RAU, III, p. 454-457 urm., 460, 461; III, ed. 5-a, p. 741-746 urm., 749, 750;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., I, 889, 890; II, 905-907, 1051-1053 urm., 1059, 1125, 1126, 1129;
 BEUDANT, II, 828;
 DALLOZ, *Suppl. Privilèges et hypoth.*, 393, 1042;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 75 bis, VI-XII, XVI;
 LAURENT, XXX, 118; XXXI, 324, 325, 330;
 PONT, *Priv. et hyp.*, I, 334, 459, 479, 480;
 TROPLONG, *Transcr.*, 323 urm., 344; *Vente*, II, 906.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 546, 684 urm., 692; (III, part. I, ed. 2-a, p. 851 n. 2, 869; XI, p. 201, 209, 218 t. și n. 1, 225, 229, 234, 253 n. 1, 281 n. 4); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 464; *Observație* sub. Cas. II, 43 din 26 Febr. 907. Dreptul 5/1908;
 BIRNBERG I. ISIDOR, *Observație* sub. Cas. I, 47 din 2 Febr. 1904. Curier Jud. 31/905;
 CANTACUZINO MATEI, p. 127, 128, 132, 597, 598;
 NACU, III, p. 797 urm.

Jurisprudență.

1. Privilegiile și ipotecile se sting prin prescripție, și anume: atunci când bunurile se află încă în posesia debitorului, prescripția îi este câștigată prin expirarea timpului defipt pentru prescripția acțiunilor ce rezultă din ipotecă sau privilegiu, adică prin 15 ani în privința rangului inscripției și prin 30 ani în ce privește însuș dreptul de ipotecă; atunci însă când bunul ipotecat sau supus privilegiului se găsește în mâinile unui al treilea deținător, prescripția se împlinește prin expirarea timpului regulat pentru prescripția proprietății în favoarea sa. Dacă terțiul deținător a început să stăpânească în baza unui titlu, prescripția nu începe să curgă în favoarea lui, decât din ziua când dânsul s'a înscris în registrele tribunalului ca nou proprietar. (Cas. I, 47/904, B. p. 128).

2. Renunțarea la dreptul de ipotecă asupra unuia din imobilele ipotecate, constatată în mod autentic, produce efecte în mod general, și nu se poate zice că ipoteca asupra imobilului la care s'a renunțat nu dispăre, întru cât nu s'a îndeplinit formalitatea ștergerii, fiindcă renunțarea la dreptul de ipotecă produce efecte pentru desființarea ipotecii, independent de îndeplinirea ștergerii ipotecii, de oarece codul civil prevăzând, prin art. 1800, alin 2,

renunțarea între modurile generale, nu prescrie pentru eficacitatea ei o formă oarecare, cum ar fi ștergera. (Cas. II, 26 Febr. 1907, B. p. 308).

3. Conform art. 1800, alin. IV cod. civil, privilegiile și ipotecile se sting prin prescripțiune cu următoarea distincțiune: atunci când bunurile se află încă în posesia debitorului prescripțiunea este câștigată prin expirarea timpului defipt pentru prescripțiunea acțiunilor ce rezultă din ipotecă sau privilegii, adică 15 ani în privința rangului inscripției, și prin 30 ani conform dreptului comun, în ce privește însuș dreptul de ipotecă; atunci însă când bunul ipotecat sau supus privilegiului se găsește în mâinile unui al treilea detentor, prescripțiunea îi este câștigată prin expirarea timpului regulat pentru prescripțiunea proprietății în favoarea sa, adăugând legiuitorul că în caz când terțiul deținător a început a stăpâni în baza unui titlu, prescripțiunea nu începe a curge în favoarea lui decât din ziua când dânsul s'a înscris în registrele Tribunalului ca nou proprietar. (Cas. I, 15 Oct. 1907, B. p. 1482).

4. Inscripțiunile luate de creditori nu întrerup cursul prescripțiunii stabilite prin lege în favoarea debitorului sau în favoarea unei a treia persoane detentoare a imobilului. (Cas. I, 15 Oct. 1907, B. p. 1482).

5. O ipotecă fiind stinsă prin pre-

scriptiune, inscripțiunile reînnoite nu mai au nici un efect neputând conserva o ipotecă ce legalmente nu mai există. (Cas. I, 15 Oct. 1907, B. p. 1482).

6. Deși, potrivit dispozițiilor art. 1800 alin. 4 codul civil, prescripțiunea ipotecei se calculează prin expirarea timpului defipt pentru prescripțiunea acțiunii, totuși în materie de privilegii și ipotecei legea admitând două prescripțiuni, una liberatorie pentru debitor și alta achizitivă pentru terțiul deținător, care sunt cu totul independente una de alta, prima curgând contra creditorului ipotecar, secunda contra proprietarului imobilului, pre-

scriptia va putea foarte bine să fie împlinită pentru proprietarul imobilului și neîmplinită pentru creditorul următor. (Trib. Ilfov not. Dr. 54/908, p. 444).

7. Conform art. 1800 al. 1 c. civil, ipotecile se sting între altele și prin stingerea obligațiunei principale.

Prin urmare, din momentul ce se constată că plata creanței s'a făcut prin depunerea sumei datorită, nu e nici un pericol pentru creditorii care-și dispută creanța, ea fiind asigurată prin suma depusă. (Trib. Teleorman 2751 din Febr. 1914; Curier Jud. 30/914, p. 250).

CAPITOLUL VIII.

Despre modul de a purga ¹⁾ proprietățile de privilegii și ipotecă.

Art. 1801. — Toate actele translative de bunuri și drepturi cari se pot ipoteca, se vor transcrie pe registre ce se vor ține spre acest sfârșit la grefa tribunalului în ocolul căruia sunt bunurile situate ²⁾. (Civ. 818 urm., 1295, 1740, 1750, 1800, 1802, 1803, 1816; Pr. Civ. 721 urm.; L. jud. oc. 46; L. Timbr. 19 § 41; Civ. Fr. 2181; L. Belg. 1).

Text. fr. Art. 2181. — Les contrats translatifs de la propriété d'immeubles ou droits réels immobiliers, que les tiers détenteurs voudront purger de privilèges et hypothèques, seront transcrits en entier par le conservateur des hypothèques dans l'arrondissement duquel les biens sont situés.

Cette transcription se fera sur un registre à ce destiné, et le conservateur sera tenu d'en donner reconnaissance au requérant.

Text. Belg. Art. 1. — Tous actes entre-vifs à titre gratuit ou onéreux translatifs ou déclaratifs de droits réels immobiliers, autres que les privilèges et les hypothèques, seront transcrits en entier sur un registre à ce destiné au bureau de la conservation des hypothèques dans l'arrondissement duquel les biens sont situés. Jusque-là, ils ne pourront être opposés aux tiers qui auraient contracté sans fraude.

Il en sera de même des jugements passés en force de chose jugée, tenant lieu de conventions ou de titres, pour la transmission de ces droits, des actes de renonciation à ces droits et de baux excédant neuf années, ou contenant quittance d'au moins trois années de loyer.

Si ces baux n'ont pas été transcrits, la durée en sera réduite, conformément à l'art. 1429 du Code Civil.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, III, p. 503-507, 510; III, ed. 5-a, p. 838-845, 849, 850;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., III, 2331-2334, 2338-2340 urm., 2347, 2348, 2353-2356, 2358-2361, 2394, 2395;
 BEUDANT, II, 959 urm.;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 949; II, p. 743, 989;
 DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.* 1698 urm., 2056 urm.; *Suppl. Privil. et hypoth.* 1287, 1308 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 169 bis, IV, X-XII, XXI, XXVI, XXXVI; 170 bis, VIII, IX;

¹⁾ „A purga” o proprietate, înseamnă a o libera de privilegiile și ipotecile ce o grevează.

²⁾ A se compara art. 1801 Cod. Civil român cu art. 2181 francez și art. 1 Legea belgiană din 1851 fiind diferențe de text.

DEMOLOMBE, XV, 291 bis; XVII, 75;

HUC, V, 399;

LAURENT, XXXI, 422, 425, 427-429, 431, 433, 434, 441;

MOURLON, ed. 7-a, III, p. 689, 690;

PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 3293, 3402 urm.;

PONT, *Priv. et hyp.*, I, 391; II, 1270, 1270 bis, 1272-1274 bis, 1276, 1283, 1285, 1291, 1292;

TROPLONG, *Privilèges et hypoth.*, II, 404, 405; III, 816; IV, 903, 903 bis.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 579, 585, 707 urm., 736, 740, 744, 745 n° 2; (III, part. II, ed. 2-a, p. 874; IV, part. I, ed. 2-a, p. 303, 691; V, p. 168 urm.); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 149, 464; *Observație* sub. Cas. I, 5 Nov. 904. Curier Jud. 82/904; *Notă* sub. Trib. Lannion (Cotes du Nord), 11 Mai 922. Curier Jud. 32/923;

DUMITRESCU A. M., II, 19;

EFTIMIE C. D., *Notă* sub. Trib. Constanța s. I, 132 din 6 April. 1921. Pand. Rom. 1924-II-218;

GEORGEAN N., *Notă* sub. Cas. II, 25 din 24 Mart. 1920. Pand. Rom. 1924-I-22;

GHIKA ȘERBAN AL., *Notă* sub. Cas. I, 313 din 8 April. 1921. Pand. Rom. 1922-I-122;

NACU, III, p. 764 urm.;

PLASTARA GEORGE, „*Despre publicitatea actelor juridice*“. Dreptul 69/907; „*Problema publicității actelor juridice*“. Dreptul 74/1907;

RĂDULESCU ANDREI, „*Publicitatea drepturilor reale imobiliare și Registrele de proprietate*“. Comunicare;

ROSENTAL S., *Notă* sub. Cas. I, 179 din 2 Mart. 1914. Pand. Rom. 1922-I-115;

ROSETTI-BĂLĂNESCU I., *Observație* sub. C. Apel Montpellier, 23 Oct. 1922. Pand. Rom. 1924-III-75;

TATARU G. V., *Prezidentul tribunalului*, p. 80, 83.

Jurisprudență.

1. Art. 1801 c. civ. și 722 pr. civ., care vorbește de transcripțiunea actelor strămutătoare de proprietate în registrele tribunalului, nu se refer de cât la actele cari strămută acea proprietate între vii. Actele testamentare, de și ne transcrise, sunt opozabile terților achizițorii. (Apel Buc. I, Ian. 28/81, Dr. 48/81).

2. Din termenii clari și preciși ai art. 722 pr. civ. rezultă că în registrul de transcripțiuni se trec actele de înstrăinare a proprietăților imobiliare. Deci, actul de transacțiune prin care se recunoaște unei părți dreptul preexistent de proprietate asupra imobilului ce forma obiectul litigiului, ne fiind translativ, pentru că nici o mutațiune de proprietate nu s'a operat, ci numai declarativ de proprietate un atare act, în virtutea efectului atribuit lui de legiuitor, putându-se opune, fără îndeplinirea vreunei alte formalități, celor de al treilea cari ar dobândi asupra aceluși imobil drepturi numai de la unul din coproprietari, nu e susceptibil de transcripțiune. Și nu se poate susține serios că aceste asigurări date de legiuitor ne fiind îndestulătoare, părțile ar putea să le completeze, cerând de comun acord transcrierea actului de învoială, căci dacă s'ar consacra acest principiu, atunci tribunalul ar fi dator să primească a se transcrie ori ce fel de act fie și de vânzare mobilă, destul numai ca părțile, după arbitru lor, să declare că află o mai mare securitate pen-

tru daraverile lor în transcripțiune. Pericolul unui asemenea sistem ar fi necalculabil, fiindcă, pe de o parte, ținându-se, conform articolului articol. la tribunal numai un singur registru de transcripțiuni, lucrările, din cauza actelor de diverse naturi, s'ar întârzia într'un mod păgubitor intereselor celor ce ar face adevărate acte de strămutare de proprietate imobiliară, iar, pe de altă, aglomerațiunea diferitelor acte ar spori, peste prevederile legiuitorului, greutatea cercetării registrelor, de unde ar decurge inevitabil omisiuni de sarcini, fie în certificatele liberate de grefieri fie în ordonanțele de luarea inscripțiilor ipotecare. Un argument puternic în sprijinul tezei acesteia se află și în art. 1819 c. civ. care obligă pe grefieri, sub pedeapsă de daune-interese, a nu refuza sau întârziă transcripțiunea actelor de mutațiune de proprietate imobiliară, iar nu și a altor acte. (Apel Buc. III, 6, Ian. 16/84, Dr. 20/84).

Testamentele conținând orice fel de legături, fie că strămută proprietăți imobiliare, fie că constituie drepturi reale, nu trebuiesc să fie transcrise, pentru a fi opozabile terților persoane, ce au dobândit drepturi reale asupra imobilelor, de oarece legiuitorul a înțeles să supună transcripției numai actele între vii cu titlu oneros sau gratuit, căci numai în privința lor părțile contractante au posibilitatea să execute măsurile de publicitate preserise de lege, fiind în culpă dacă nu le îndeplinesc. (Cas. I. 472/904 B. p. 1578).

4. Art. 1801 și 1802 din codul civil în concordanță cu art. 722 și 723 din vechea procedură civilă, supuneau la transcripțiune în registrul tribunalului unde este așezat imobilul toate actele de înstrăinare a drepturilor reale pentru a putea să fie opuse terților persoane, iar art. 818 din codul civil prevede, ca o aplicațiune a acestui principiu, că actele ce conțin donațiunea unui imobil trebuie să fie transcrise la tribunalul unde este așezat imobilul.

Prin urmare, această formalitate trebuie să fie îndeplinită și pentru actele dotale care cuprindeau un imobil, pentru ca terțiile persoane să poată lua cunoștință că proprietatea acelui imobil a fost strămutată dela înzestrător la înzestrat. (Cas. I, 16 Mai 1911, B. p. 639).

5. Impărțala fiind declarativă iar nu translativă de drepturi, este opozabilă terților, independent de formalitatea transcripției actului care o constată. (Cas. I, 216 din 29 Mart. 1913. Jur. Rom. 19/913).

6. În vânzările pentru ieșire din diviziune, adjudecaturul strein, adică altul decât un copârtaș, dobândește prin jurnalul de adjudecare un drept de proprietate asupra imobilului, sub condiția depunerii pretului, drept

care poate fi opus terților, chiar dacă jurnalul de adjudecare n-a fost transcris, căci legea nu cere o asemenea transcriere.

Prin urmare, dacă în urma adjudecării definitive în intervalul până la depunerea pretului și darea ordonanței, unul din copârtași a vândut drepturile sale unui terțiu, care a transcris actul său în acel interval, terțul cumpărător nu dobândește un drept de proprietate asupra părților indivize cumpărate ci numai un drept asupra porțiunii de preț corespunzătoare acelor părți. (Cas. I, No. 179, 1914; Jurisp. Rom. 1914 p. 292).

7. Dreptul de uzufruct, derivând dintr'un testament, nu este nevoc să fie transcris, cu toată modificarea făcută la 1900. legii autentificării actelor. (Trib. Buzău s. II, 340 din 10 Iunie 1925, Pandectele Săptămânale 23/925).

8. A se vedea: art. 285, Index „Transcripție” și notele respective; art. 625, nota 2; art. 786, notele 2, 3, 26; art. 818 cu notele respective; art. 819 cu notele respective; art. 975, nota 80; art. 1228 Index „Transcriere” și notele respect.; art. 1229 nota 7; art. 1254, notele 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 17, 21, 22, 23; art. 1295 Index „Transcriere” și notele respective; art. 1802 cu notele respective.

Art. 1802. — Orice act de înstrăinare a drepturilor menționate în art. precedent, nu se va putea opune persoanelor al treilea de nu se va fi făcut transcripțiunea cerută prin acel articol. (Civ. 969, 973, 1175 urm., 1182, 1295, 1801, 1803; Pr. Civ. 723; L. Belg. 1 § 1).

Text. Belg. Art. 1 § 1. — Tous actes entre-vifs à titre gratuit ou onéreux translatifs ou déclaratifs de droits réels immobiliers, autres que les privilèges et les hypothèques, seront transcrits en entier sur un registre à ce destiné, au bureau de la conservation des hypothèques dans l'arrondissement duquel les biens sont situés. Jusque-là, ils ne pourront être opposés aux tiers qui auraient contracté sans fraude.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, X, p. 579, 585, 707 urm., 736, 740, 744, 745 n° 2; (III, part. II, ed. 2-a, p. 874; V, p. 168 urm.); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 464;
 COSTIN AL., *Observație* sub. Cas. Req., 15 April. 1920. Pand. Rom. 1922-III-97; „*Asupra legislației de război*”. Tribuna Juridică 26-27/919, 30-31/919, 37-38/919, 42-44/919;
 EPTIME C. D., *Notă* sub. Trib. Constanța s. I, 132 din 6 April. 1921. Pand. Rom. 1924-II-218;
 NACU, III, p. 764 urm.;
 RĂDULESCU ANDREI, *Publicitatea drepturilor reale și registrele de proprietate*, p. 7 urm.;
 ROSENAL S., *Notă* sub. Cas. I, 179 din 2 Mart. 1914. Pand. Rom. 1922-I-115.

INDEX ALFABETIC

Achizitori, a se vedea „Vânzare-cumpărare”.	Cunoștință despre înstrăinare 3.	Invocare 5, 9.	Prescripție 4.
Act autentic 8.	Eroare 9 bis.	Ipotecă 1, 2, 3.	Privilegiu 2.
Adjudecare 7.	Excepțiuni 1.	Licitatie 6.	Purga 2.
Ayant-cause 11.	Fraudă 3, 8.	Lipsa transcripției, a se vedea „Transcripție”.	Renunțare 1.
Cesiune 1.	Instrăinare, a se vedea „Vânzare cun-părare”.	Nullitate 1, 9.	Revendicare 2.
Creață ipotecară 1.		Partaj 7.	Terț 2, 3, 5, 6, 6, 7, 8, 9 bis, 10, 11.
		Preferință a se vedea Transcripție”.	Transcripție 1-10.
			Vânzare-cump. 2, 3, 8, 9, 10.

Jurisprudență.

1. Lipsa de transcripțiune, conform art. 1801, a actului de cesiune a unei creanțe ipotecare, constituind o nulitate de procedură, și nefiind de esența actului, conform art. 111 pr. civ., trebuie propusă înainte de ori-ce apărare asupra fondului, adică trebuie încă de la început să se constate calitatea și drepturile cesionarului de a reprezenta pe cedent. Această nulitate invocată tardiv, după desbaterea fondului, presupune renunțarea de a o mai invoca și nu se mai poate reveni asupra ei. (Apel Buc. I, 112, Mai 16/89, Dr. 49/89).

2. Dispozițiunile art. 1801 și 1802, fiind privitoare la terții dobânditori, ce voeste a purgă un imobil de privilegii și ipoteci, sunt străine de specia în care în timpul acțiunii de revendicare imobilul revendicat a trecut în proprietatea unui terțiu care nu și-a transcris actul său de proprietate. (Apel Buc. I, 13, Ian. 17/90, Dr. 11/90).

3. Pentru ca vânzarea unui imobil să poată fi opusă terțiilor, cari au dobândit drepturi asupra aceluiași imobil, e necesar ca ea să fie transcrisă în registrul de transcripțiuni al tribunalului situațiunei imobilului. În lipsa unei asemenea transcripțiuni, nici înstrăinările, nici ipotecile, nici alte drepturi reale constituite de cumpărător, nu sunt opozabile terțiilor cari au dobândit drepturi asupra aceluiași imobil din partea vânzătorului. Nici cunoștința ce secundul cumpărător ar fi avut despre vânzarea făcută dejă primului cumpărător, nu poate dispensa de transcripțiune, căci când legea prescrie o măsură de publicitate în interesul terțiilor, numai prin îndeplinirea acelei măsuri, actul devine opozabil acelor terți. Aceste principii însă, încetează de a mai fi aplicabile în caz de fraudă (*fraus omnia corrumpit*). (Apel Buc. I, Oct. 6/93, Dr. 31/94).

4. Art. 1802 din codul civil și 723 din procedura civilă, relative la conflictele de drepturi cari se regulează după anterioritatea transcripțiunii, se aplică numai în cazul când achizitorii nu pot invoca de cât drepturile rezultând din titlurile lor, iar nu și atunci când unul din ei, pe baza titlului său poate invoca prescripția de 10 ani prevăzută de art. 1895 din codul civil. (Cas. I, Iunie 1908, B. p. 1089).

5. Transcripțiunea unui act constitutiv de drepturi reale, fiind creată pentru apărarea drepturilor celor de al treilea cari nu au putut participa la facerea actului, lipsa acestei formalități nu poate fi invocată de cât numai de cei d'altreilea, vătămați în dreptu-

rile lor. (Cas. s. I, 294, din 912. Curier Jud. 33/1912).

6. În principiu, până la transcripțiune, drepturile asupra unui bun nemiscător rezultând din actele supuse acestei formalități, nu pot fi opuse celor d'al treilea cari au drepturi asupra acestui bun, de unde rezultă că, pentru a se putea opune lipsa acestei formalități, trebuie ca cel ce o invoacă să stabilească că are un drept asupra bunului nemiscător în litigiu. (Cas. s. I, 427/912 Curier Jud. 57/1912).

7. În vânzările prin licitațiune publică pentru eșire din indiviziune, adjudecatarul străin, adică altul decât un copărtas, dobândește prin jurnalul de adjudecare un drept de proprietate asupra imobilului sub condițiunea depunerii prețului, și pentru ca mutațiunea proprietății să poată fi opozabilă terțiilor, nu se cere transcrierea jurnalului de adjudecare. (Cas. I, No. 179, 1914; Juris. Rom. 1914, p. 292; Dreptul 1914, p. 322).

8. Tribunalul face o justă aplicare a art. 723 p. civ. când înlătură efectele ce rezultă din transcripția unui act și hotărăște că acel act nu poate fi opus aceluia care a dobândit imobilul printr'un act autentificat în aceeași zi când s'a transcris actul adversarului, deci tribunalul constată în fapt că transcripția s'a operat cu viclenie. (Cas. I, 192/915, Curier Jud. 44/915).

Transcripțiua nu este o condiție de validitate a unui act de înstrăinare. Actul netranscris nu este nul iar lipsa de transcriere nu poate fi invocată decât de aceia cari au un drept asupra imobilului înstrăinat și cari l-au conservat în mod regulat. (Cas. II, 305 din 27 Dec. 1921 Jud. Rom. 9-10/922, Pand. Rom. 1923, I, 171).

9 bis. O transacțiune eronat făcută, neputând determina și individualiza imobilul în scopul pentru care legea o creează, echivalează cu o lipsă totală de transcripție și ca atare nu poate produce efectul său legal obicinuit, de a atribui, dreptului din actul transcris, caracterul de opozabilitate față de terțele persoane, cari ulterior au dobândit și conservat după lege drepturi asupra aceluiași imobil. (Trib. Prahova, Comisiunea de Consolidare, 392/1922, Al. Găntoiu. Lucrări Judecătorești No. 4, 1924 p. 20 urm.).

10. Transcripțiunea actelor fie autentice, fie sub semnătură privată, fiind o formalitate de publicitate instituită în interesul și pentru apărarea celor de al treilea și având de efect opozabilitatea transmisiunei față de aceștia de bună credință, cari ar pretinde drepturi asupra aceluiași nemiscător, rezultă de aci că între doi sau mai mulți achizitori de bună

credință ai aceluiaș nemișcător, cari dețin dreptul lor de la acelaș autor, acela va fi considerat ca proprietar care își va transcrie titlul său mai întâi. (C. Apel Constanța 227 din 5 Mart. 1924. Justiția Dobrogei 5/924. Jur. Gen. 1924 No. 1064).

11. a). Prin ayant-cause se înțelege o persoană care, fără să fi luat parte la un act determinat, fie în persoană, fie printr'un reprezentant, a succedat uneia din părți sau autorului actului.

Acești ayant-cause sunt la rândul lor de două feluri: cu titlu universal, când au dobândit universalitatea patrimoniului autorului lor, sau a unei fracțiuni din această universalitate și cu titlu particular, când au dobândit unul

sau mai multe bunuri determinate în individualitatea lor.

b). Prin terțe persoane se înțeleg acele persoane cari nu au luat parte, nici personal, nici reprezentati, cu alte cuvinte cari pot invoca cu succes maxima: „res inter alios acta”. (Trib. Buzău s. II, 10 Iun. 1925, Pand. Săpt. 23/925).

12. A se vedea: art. 285, Index „Transcriere” și notele respective; art. 616, nota 14; art. 786, notele 2, 3, 26; art. 818 cu notele respective; art. 819 cu notele respective; art. 975, nota 80; art. 1228, Index „Transcriere” și notele respective; art. 1229, nota 7; art. 1254, notele 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 17, 21, 22, 23; art. 1295, Index „Transcriere” și notele respective; art. 1801 cu notele respective.

Art. 1803. — Transcripțiunea prescrisă prin articolul 1801, transmite dobânditorului drepturile ce înstrăinătorul avea asupra proprietății imobilului, dar cu privilegiile și ipotecile cu cari imobilul eră însărcinat. (Civ. 644, 971, 1295, 1740, 1746, 1770 urm., 1790, 1801, 1810; Civ. Fr. 2182; L. Belg. 109).

Text. fr. Art. 2182. — La simple transcription des titres translatifs de propriété sur le registre du conservateur, ne purge pas les hypothèques et privilèges établis sur l'immeuble.

Le vendeur ne transmet à l'acquéreur que la propriété et les droits qu'il avait lui-même sur la chose vendue: il les transmet sous l'affectation des mêmes privilèges et hypothèques dont il était chargé.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, III, p. 496-502; III, ed. 5-a, p. 829-837;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc. III, 2367 urm., 2370-2372, 2375, 2379-2383, 2385, 2387-2389;
 BUENOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 101, 126;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 949; II, p. 743;
 DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 2042, 2056 urm.; *Suppl. Privil. et hypoth.*, 1308 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 169 bis, XIV-XVII, XIX; 183 bis, III-V;
 GARSONNET, V, § 1693;
 LYON-CAEN ET RENAULT, VIII, 696-698;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 689, 690;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 3308;
 PONT, *Priv. et hyp.*, II, 1350;
 TROPLONG, *Privilèges et hypoth.*, IV, 908, 909.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, X, p. 579, 585, 707 urm., 736, 740, 744, 745 n. 2; (III, part. II, ed. 2-a, p. 840 n. 1, 886 nota; V, p. 168 urm.; VI, p. 475); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 464;
 CANTACUZINO MATEI, p. 593;
 CERBAN AL., „Sistemul legislației noastre în ce privește purga legală și cea voluntară”. *Dreptul* 14/911, 17/911, 18/911;
 EFTIMIE C. D., *Notă sub Trib. Constanța s. I*, 132 din 6 April. 1921. *Pand. Rom.* 1924-II-218;
 NACU, III, p. 764 urm.;
 RĂDULESCU ANDREI, „Publicitatea drepturilor reale imobiliare și registrele de proprietate”, p. 7 urm.

Art. 1804. — Dacă noul proprietar voește a fi apărat de urmărirea autorizată prin Capitolul VI al prezentului titlu, este ținut, în cursul unei luni de la transcripțiunea actului de transmisiunea proprietății, de a notifica creditorilor la domiciliile ce și au ales când au luat inscripțiunile ipotecare:

1. Contractul de dobândirea imobilului;
2. Un certificat de transcripțiunea lui;
3. O tabelă în trei coloane, din care cea d'întâi va cuprinde data ipotecelor și aceea a inscripțiunilor; cea de a doua, numele creditorilor, și cea de a treia sumele creanțelor înscrise. (Civ. 1115, 1781, 1790, 1801, 1805 urm., 1806 urm., 1813, 1816; C. com. 691; Civ. Fr. 2183; L. Belg. 110).

Text. fr. Art. 2183. — Si le nouveau propriétaire veut se garantir de l'effet des poursuites autorisées dans le chapitre VI du présent titre, il est tenu, soit avant les poursuites, soit dans le mois, au plus tard, à compter de la première sommation qui lui est faite, de notifier aux créanciers, aux domiciles par eux élus dans leurs inscriptions:

1^o. Extrait de son titre contenant seulement la date et la qualité de l'acte, le nom et la désignation précise du vendeur ou du donateur, la nature et la situation de la chose vendue ou donnée; et, s'il s'agit d'un corps de biens, la dénomination générale seulement du domaine et des arrondissements dans lesquels il est situé, le prix et les charges faisant partie du prix de la vente, ou l'évaluation de la chose, si elle a été donnée;

2^o. Extrait de la transcription de l'acte de vente;

3^o. Un tableau sur trois colonnes, dont la première contiendra la date des hypothèques et celle des inscriptions; la seconde, le nom des créanciers; la troisième, le montant des créances inscrites.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 507, 511-513, 521; III, ed. 5-a. p. 845, 850-855, 865, 866;
 BAUDRY ET LOYNES, *Du nantissement*, etc., III, 2128, 2363, 2403-2406, 2410, 2420;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 743, 969, 991, 992, 1007;
 DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 2008 urm.; *Suppl. Privil. et hypoth.*, 1264 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 172 bis, II, III, XIX;
 DEMOGUE, I, *Sources des obligations*, I, p. 332;
 GUILLOUARD, *Vente*, I, 164, 197;
 LAURENT, XXXI, 261, 417, 454, 455, 457, 459, 461;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 690 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 3303, 3311;
 PONT, *Priv. et hyp.*, 1149, 1154, 1296-1299, 1302-1304, 1323, 1324;
 TROPLONG, *Privil. et hypoth.*, III, 795 bis; IV, 916, 919, 920.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 711 urm.; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 464;
 CANTACUZINO MATEI, p. 594;
 CERBAN AL., „Sistemul legislației noastre în ce privește purga legală și cea voluntară”.
 Dreptul 14/911, 17/911, 18/911;
 NACU, III, p. 491, 803 urm.;
 ROSETTI-BĂLANESCU I., *Notă sub. C. Apel Buc. s. IV, 24 din 1 Febr. 1923. Pand. Rom.*
 1924-II-9.

Jurisprudență.

1. După art. 1242 Cod. civ. numai bărbatul are, în timpul căsătoriei, exercițiul acțiunilor dotale și numai

în contra lui se pot intenta asemenea acțiuni, astfel că este nulă comunicarea făcută de cumpărătorul unui imobil, în sensul art. 1804 pentru purgarea unei inscripții dotale, nu în per-

soana bărbatului și a femeii. Această nulitate nu se poate acoperi printr-o mărturisire ulterioară, la care bărbatul ar fi chemat să facă, cum că a avut cunoștință de acea comunicare, căci nu printr-astfel de mărturisire s'ar putea completa îndeplinirea zisei formalități, mai cu seamă față de femeia sa, care în această privință este o terță persoană. (Cas. I, 83/94, B. p. 266).

2. Din combinațiunea art. 1791 cu art. 1804 și următorii din Codul civil rezultă că purgarea privilegiilor sau ipotecelor de către noul proprietar nu este prevăzută de către legiuitor ca o condițiune pentru validitatea înstrăinării ce vechiul proprietar a făcut imobilului supus privilegiului sau ipotecei către noul achizitor ci numai ca un mijloc, prin care noul proprietar poate scăpa imobilul de urmărirea creditorilor privilegiați sau ipotecari. De unde urmează că tribunalul de urmărire comite un exces de putere și face o greșită aplicare a citatelor texte de lege, când respinge contestațiunea ridicată de noul cumpărător, care avea de obiect scoaterea imobilului de sub urmărire, cu toate că dânsul a probat că cumpărătoarea a făcut-o înainte de orice publicațiune de urmărire și se oferea tot deodată de a plăti pe creditor de suma pentru care se constituise ipotecă asupra imobilului. (Cas. II, 174/95 B. p. 1145).

3. Dispozițiunile art. 1804 din codul civil, prin care cumpărătorul trebuie să notifice creditorilor ipotecari actul de vânzare al imobilului ipotecat, au fost edictate numai pentru obținerea purgării unui imobil de privilegii și ipotece, ele nu poate să aibă nici o aplicațiune în materia primirii unei inscripțiuni ipotecare. (Apel Buc. I, Dr. 62, 910, p. 498).

4. a). Pentru ca cineva să poată exercita purga conf. art. 1804 c. civ. trebuie să fie proprietar în momentul îndeplinirii formalităților de purgare, condițiune ce rezultă din termenii „noul proprietar” întrebuițați de legiuitor; iar acel care a fost proprietar iar care nu mai este, nu se mai găsește nici în textul legii, nici în spiritul ei spre a o exercita sau continua.

b). Adjudecatarul în sistemul legii române devine proprietar din momentul depunerii prețului, însă sub condițiunea suspensivă a acceptării prețului și a rămânerei definitive a ordonanței.

c). Proprietarul sub condițiune suspensivă poate exercita purga.

d). Maxima „surenchère sur surenchère ne vaut” nu are aplicațiune în legea română. (Trib. Ilfov notariat, No. 228/913; Curier Jud. 30/914, p. 249).

5. A se vedea: art. 1242, notele 26, 30.

Art. 1805. — Noul proprietar ¹⁾ va declară prin acea notificațiune că este gata a plăti îndată datoriile și sarcinele ipotecare numai până la concurența prețului stipulat prin actul de înstrăinare sau până la valoarea de la care va prețui imobilul ²⁾, dacă este dăruit, fără distincțiune între datoriile exigibile sau neexigibile. (Civ. 1025, 1363, 1791 urm., 1804, 1806; Civ. Fr. 2184).

Text. fr. Art. 2184. — L'acquéreur ou le donataire déclarera, par le même acte, qu'il est prêt à acquitter, sur le champ, les dettes et charges hypothécaires, jusqu'à concurrence seulement du prix, sans distinction des dettes exigibles ou non exigibles.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 516-520; III, ed. 5-a, p. 859-865;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., III, 2304, 2414-2416, 2427-2429, 2434, 2435;
 CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 67;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 255, 489, 991;
 DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 2144 urm.; *Suppl. Privil. et hypoth.*, 155, 1342 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 250 bis, V; IX, 165 bis, IV; 172 bis, XVII;
 LAURENT, XXXI, 400, 464, 467, 469;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 690 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 3312 urm.;
 PONT, *Priv. et hyp.*, II, 1317-1320, 1337;
 TROPLONG, *Privil. et hypoth.* IV, 883 bis, 927, 929-931, 931 bis, 959;

1) În articolul francez corespunzător 2184, se zice: „l'acquéreur ou le donataire” în loc de expresiunea: „noul proprietar”.

2) În textul art. francez corespunzător 2184 lipsesc cuvintele: „stipulat prin actul de înstrăinare sau până la valoarea la care va prețui imobilul”, cari au fost intercalate de legiuitorul român.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 711 urm.; (VI, p. 500); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 464;

CANTACUZINO MATEI, p. 594;

CERBAN AL., „Sistemul legislațiunii noastre în ce privește purga legală și cea voluntară“
Dreptul 14/911, 17/911, 18/911;

NACU, III, p. 805 urm.

Art. 1806. — După ce noul proprietar a făcut notificațiunea prescrisă în termenul defipt prin articolul 1804, și dacă prețul stipulat nu poate acoperi toate datoriile privilegiate și ipotecare, orice creditor al cărui titlu este înscris poate cere punerea imobilului în vânzare prin licitațiune publică, cu îndatorirea:

1. De a comunica astă cerere noului proprietar în curs de patruzeci zile dela notificațiunea ce acesta i-a făcut;

2. De a se supune a sui prețul imobilului cu a zecea parte mai mult peste prețul stipulat în actul de înstrăinare.

Toate acestea se vor comunica, după cererea în scris a creditorului, atât noului proprietar cât și înstrăinătorului imobilului, prin tribunalul unde s'a făcut transcripțiunea actului de înstrăinarea imobilului.

Toate acestea sub pedeapsă de nulitate. (Civ. 1781, 1804 urm., 1808 urm., 1813; Pr. Civ. 547 urm., 722; Com. 692; Civ. Fr. 2185; L. Belg. 115).

Text. fr. Art. 2185. — Lorsque le nouveau propriétaire a fait cette notification dans le delai fixé, tout créancier dont le titre est inscrit, peut requérir la mise de l'immeuble aux enchères et adjudications publiques; à la charge,

1^o Que cette réquisition sera signifiée au nouveau propriétaire dans quarante jours, au plus tard, de la notification faite à la requête de ce dernier, en y ajoutant deux jours par cinq myriamètres de distance entre le domicile élu et le domicile réel de chaque requérant;

2^o Qu'elle contiendra soumission du requérant, de porter ou faire porter le prix à un dixième en sus de celui qui aura été stipulé dans le contrat, ou déclaré par le nouveau propriétaire;

3^o Que la même signification sera faite dans le même delai au précédent propriétaire, débiteur principal;

4^o Que l'original et les copies de ces exploits seront signés par le créancier requérant, ou par son fondé de procuration expresse, lequel, en ce cas, est tenu de donner copie de sa procuration;

5^o Qu'il offrira de donner caution jusqu'à concurrence du prix et des charges.

Le tout à peine de nullité.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 518, 522-526, 529-533; III, ed. 5-a, p. 862, 867-874, 878, 879, 881 883, 884;

BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., III, 2440-2442, 2445, 2446, 2448-2452, 2454-2456, 2467-2469, 2477, 2479, 2493;

CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 67;

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 954; II, p. 736, 993, 994;

DALLOZ, *Rép. Surench.*, 12 urm., 101, 264; *Suppl. Surench.*, 20 urm., 51, 64, 159, 816;

DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VI, 101 bis, VII-IX; IX, 174 bis, III-V, VIII, IX, XI-XIII, XVII;

DEMOGUE I, *Sources des Obligations*, I, p. 332;
 DEMOLOMBE, IV, 133, 292;
 LAURENT, XXXI, 484, 485, 490, 491, 498-502, 504, 506, 511, 512, 524, 534, 539, 602;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 692;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 3331 urm.;
 PONT, *Priv. et hyp.*, II, 1343-1346, 1354, 1364, 1365, 1369, 1384, 1386;
 TROPLONG, *Privileges et hypoth.*, IV, 932, 935, 949, 955, 956, 965

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 711 urm.; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 464;
 CANTACUZINO MATEI, p. 594;
 NACU, III, p. 491, 809.

Art. 1807. — Dacă creditorii nu vor cere punerea în licitațiune în termenul și cu formele prescrise în articolele precedente, valoarea imobilului va rămâne definitiv defiptă la prețul stipulat prin contract, sau la suma estimațiunii în caz de donațiune, și noul proprietar va rămâne liberat de ori ce privilegiu și ipotecă, plătind prețul creditorilor după ordinea înscripțiunii lor, sau depunându-l la casa de depozite și consemnațiuni. (Civ. 1114 urm., 1116, 1311, 1800, 1806; Pr. Civ. 604 urm.; Com. 693; Civ. Fr. 2186; L. Belg. 116).

Text. fr. Art. 2186. — A défaut, par les créanciers, d'avoir requis la mise aux enchères dans le délai et les formes prescrits, la valeur de l'immeuble demeure définitivement fixée au prix stipulé dans le contrat, ou déclaré par le nouveau propriétaire, lequel est, en conséquence, libéré de tout privilège et hypothèque, en payant ledit prix aux créanciers qui seront en ordre de recevoir, ou en le consignant.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 531, 532; III, ed. 5-a, p. 881-883;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc. III, 2485, 2486, 2489;
 CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 67;
 CHAUVEAU ET CARRÉ *quest.*, 2619 bis;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 994;
 DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 2162 urm.; *Suppl. Privil. et hypoth.*, 1353 urm.;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 301;
 LAURENT, XXXI, 555, 562 bis;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 693;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 3322 urm.;
 TROPLONG, IV, 957, 958 ter.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 711 urm.; (V, p. 566); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 464;
 CANTACUZINO MATEI, p. 594;
 NACU, III, p. 808.

Art. 1808. — În caz de vânzare, ea se va face cu formele prescrise pentru expropriațiunile forțate, după stăruința sau a creditorului care a cerut vânzarea sau a noului proprietar. Acela din aceștia care va stăruî pentru vânzare, va îngrijii a se pune în așteptarea de publicațiune prețul stipulat prin contract sau declarat după estimațiune, și suma cu care creditorii s'a obligat a sui acest preț. (Civ. 1806 § 2; Pr. Civ. 540 urm., 544, 549; Com. 693; Civ. Fr. 2187; L. Belg. 117).

Text. fr. Art. 2187. — En cas de revente sur enchères, elle aura lieu suivant les formes établies pour les expropriations forcées, à la diligence soit du créancier qui l'aura requise, soit du nouveau propriétaire.

Le poursuivant énoncera dans les affiches le prix stipulé dans le contrat, ou déclaré et la somme en sus à laquelle le créancier s'est obligé de la porter ou faire porter.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 532, 533; III, ed. 5-a, p. 883, 884;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc. III, 2492;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 995;
DALLOZ, *Rép. Surench.*, 226 urm.; *Suppl. Surench.*, 168 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 694 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 3355 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 711 urm.; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 464;
CANTACUZINO MATEI, p. 595;
NACU, III, p. 810.

Art. 1809. — Adjudecatarul este dator, peste prețul adjudicațiunii, a restitui dobânditorului imobilului sau donatorului¹⁾ deposedat toate cheltuelile ce acesta a făcut cu formarea contractului său, pentru transcripțiunea lui, acelea ale notificațiunii, și cele făcute de el la vânzarea prin licitațiune. (Civ. 1019, 1341, 1402, 1798, 1809; Civ. Fr. 2188; L. Belg. 118).

Text. fr. Art. 2188. — L'adjudicataire est tenu, au-delà du prix de son adjudication, de restituer à l'acquéreur ou au donataire dépossédé les frais et loyaux coûts de son contrat, ceux de la transcription sur les registres du conservateur, ceux de notification, et ceux faits par lui pour parvenir à la revente.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, p. 533, 534, 536, 537, 575; III, ed. 5-a, p. 885-890;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., III, 2505-2509, 2515, 2516, 2519 urm.;
CHAUVEAU ET CARRÉ, *quest.*, 2500;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 1000, 1002;
DALLOZ, *Rép. Vente publ. d'imm.*, 2144 urm.; *Suppl. Vente publ. d'imm.*, 489 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 177 bis, II, IV;
LAURENT, XXXI, 544, 545;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 697 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 3364 urm.;
PONT, *Priv. et hyp.*, II, 1396;
TROPLONG, IV, 962, 967, 971.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 711 urm.; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 464;
CANTACUZINO MATEI, p. 596;
NACU, III, p. 810.

Art. 1810. — Dacă imobilele în urma licitațiunii s'au adjudecat asupra dobânditorului imobilului sau a donatorului²⁾ acesta nu este obligat de a transcrie jurnalul de adjudecațiune. (Civ. Fr. 2189; L. Belg. 119).

1) Din eroare se zice aici „donatorului”, în loc de „donatarului”, cum este și în textul francez.
2) Din eroare se zice aci „donatorului”, în loc de „donatarului”, cum este și în textul francez.

Text. fr. Art. 2189. — L'acquéreur ou le donataire qui conserve l'immeuble mis aux enchères, en se rendant dernier enchérisseur, n'est pas tenu de faire transcrire le jugement d'adjudication.

Doctrină străină.

BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc. III, 2495, 2496;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 949, 954; II, p. 999;
DALLOZ, *Rép. Surench.*, 299 urm.; *Vente publ. d'imm.*, 2158; *Suppl. Surench.*, 189 urm.;
Vente publ. d'imm., 490;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 3359.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 711 urm.; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 194, 464;
CANTACUZINO MATEI, p. 595;
NACU, III, p. 812.

Jurisprudență.

1. Art. 722 pr. civ., enumerând actele ce trebuiesc transcrise pentru ca potrivit art. 723 pr. civ., să poate fi opuse terților persoane cari au drepturi asupra imobilului, nu prevede și ordonanțele de adjudecare. Or, ordonanțele de adjudecare fiind asimilate cu hotărârile judecătorești și în privința lor legiuitorul necerând formalitatea transcripției, câtă să decidem că această regulă se aplică și la ordonanțele de adjudecare. De altmintrelea față cu art. 567 al. 2. care declară în mod absolut că ordonanța de adjudecare are efect retroactiv din momentul adju-

cațiunii și face pe adjudecator proprietar fără nici o restricțiune și cu art. 1810 c. civ., după care actele de adjucațiune nu se transcriu, a admite transcripțiunea și pentru ordonanțele de adjudecare este a admite în mod tacit o formalitate pe care legea nu o prevede și a creea pentru neindeplinirea ei o nulitate pe cale de interpretare. Din toate acestea rezultă că ordonanțele de adjudecare nefiind supuse transcripției, nu întâietatea transcripției trebuie să declare care e adevăratul proprietar. (Cas. I, 50/Febr. 26/88. B. p. 37; Apel Galați, I, 163, Nov. 25/88, *Dr.* 12/89).

Art. 1811. — Retragerea creditorului care va fi cerut punerea în licitațiune, nu va putea stavili sub nici un cuvânt adjucațiunea publică, dacă nu vor consimți toți ceilalți creditori privilegiați¹⁾, sau ipotecari. (Civ. 1336 urm.; Civ. Fr. 2190; L. Belg. 120).

Text. fr. Art. 2190. — Le désistement du créancier requérant la mise aux enchères, ne peut, même quand le créancier paierait le montant de la soumission, empêcher l'adjudication publique, si ce n'est du consentement exprès de tous les autres créanciers hypothécaires.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 531; III, ed. 5-a, p. 881;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc. III, 2476;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 995;
DALLOZ, *Rép. Surench.*, 258 urm.; *Suppl. Surench.*, 184 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 694;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 3356;
PONT, *Priv. et hyp.* II, 1385.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 711 urm.; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 464;
CANTACUZINO MATEI, p. 595;
NACU, III, p. 809.

¹⁾ În textul francez de unde este luat acest art. lipsește cuvântul „privilegiați”, care nu se găsește nici în Legea belgiană din 16 Decembrie 1851.

Art. 1812. — Dacă adjudecațiunea se va face asupra aceleia care cumpărase imobilul, atunci va avea recurs în contra vânzătorului spre a fi desdaunat de suma care escede prețul stipulat prin actul de vânzare, și pentru dobânda acestui escedent¹). (Civ. 1336 urm., 1798 urm., 1813; Civ. Fr. 2191; L. Belg. 121).

Text. fr. Art. 2191. — L'acquéreur qui se sera rendu adjudicataire aura son recours tel que de droit contre le vendeur, pour le remboursement de ce qui excède le prix stipulé par sont titre, et pour l'intérêt de cet excédant à compter du jour de chaque paiement.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 533; III, ed. 5-a, p. 885;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc. III, 2497 urm.;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 1000;
 DALLOZ, *Rép. Vente publ. d'imm.*, 2160 urm.; *Suppl. Vente publ. d'imm.*, 490 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 3360;
 PONT, *Priv. et hyp.*, II, 1395;
 TROPLONG, *Priv. et hyp.*, IV, 968;

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 711 urm.; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 464;
 CANTACUZINO MATEI, p. 595;
 NACU, III, p. 812.

Art. 1813. — În cazul când titlul noului proprietar ar cuprinde imobile și mobile, sau mai multe imobile din cari unele ipotecate și altele neipotecate, situate în aceeași sau în diferite circumscripțiuni de tribunale, toate instrăinate cu un singur preț sau pentru prețuri deosebite și separate, sau că aceste imobile sunt coprinse sau că nu sunt coprinse în aceeași exploatațiune, în acest caz prețul imobilului asupra căruia sunt luate inscripțiuni se va determina cu analogie după prețul total, și va fi declarat în notificațiunea ce noul proprietar este obligat a face conform cu art. 1804.

Creditorele care a cerut punerea în licitațiune nu este dator, în nici un caz, a face suirea prețului cerut prin articolul 1806 pentru mobile sau pentru alte imobile decât cele ipotecate creanței sale²).

Noului proprietar îi rămâne totdeauna recurs în contra autorului său spre a fi dezdaunat de vătămarea ce ar suferi, sau din cauza diviziunii achizițiunii sale sau din cauza diviziunii exploatațiunilor. (Civ. 1790 urm., 1804, 1806, 1830; Civ. Fr. 2192, L. Belg. 122).

Text. fr. Art. 2192. — Dans le cas où le titre du nouveau propriétaire comprendrait des immeubles et des meubles, ou plusieurs immeubles, les uns hypothèques, les autres non hypothèques, situés dans le même ou dans divers

1) Art. francez corespunzător 2191 continuă: „à compter du jour chaque paiement”.

2) Art. francez corespunzător 2192 adaugă imediat după acest aliniat: „et situés dans le même arrondissement”.

arrondissements de bureaux, aliénés pour un seul et même prix, ou pour des prix distincts et séparés, soumis ou non à la même exploitation, le prix de chaque immeuble frappé d'inscriptions particulières et séparées, sera déclaré dans la notification du nouveau propriétaire, par ventilation, s'il y a lieu, du prix total exprimé dans le titre.

Le créancier surenchérisseur ne pourra, en aucun cas, être contraint d'étendre sa soumission ni sur le mobilier, ni sur d'autres immeubles que ceux qui sont hypothèques à sa créance et situés dans le même arrondissement; sauf le recours du nouveau propriétaire contre ses auteurs, pour l'indemnité du dommage qu'il éprouverait, soit de la division des objets de son acquisition, soit de celle des exploitations.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 538-540; III, ed. 5-a, p. 891-894;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., III, 2421, 2424, 2425, 2457, 2518;
 CHAUVEAU ET CARRÉ, *quest.*, 2499 bis;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 993;
 DALLOZ, *Rép. Ordre entre créanc.*, 534 urm.; *Privil. et hypoth.* 2120 urm.; *Surench.* 39 urm.; *Suppl. Ordre entre créanc.* 65 urm.; *Privil. et hypoth.* 1336 urm.; *Surench.*, 38 urm.;
 LAURENT, XXXI, 563, 564, 568, 569, 571;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 700;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 3318;
 PONT, *Priv. et hyp.*, II, 1309, 1361, 1369;
 TROPLONG, *Priv. et hyp.*, IV, 973, 984.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 711 urm.; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 464;
 CANTACUZINO MATEI, p. 596;
 NACU, III, p. 811.

Art. 1814. — Nici un imobil nu poate fi liberat de ipotecile legale, de cât supunându-se ipotecei un alt imobil de aceeași valoare, sau depunându-se, la casa de depozite și consemnațiuni, o sumă egală cu valoarea creanței asigurate prin ipotecă.

Formele ce urmează a se observa la mutarea ipotecei de pe un imobil pe altul, se vor determina prin legea de procedură¹⁾. (Civ. 1753, 1800; Pr. civ. 725—728).

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 568, 731, 732; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 456;
 CANTACUZINO MATEI, p. 576, 596;
 CERBAN AL., „Sistemul legislațiunii noastre în ce privește purga legală și cea voluntară”.
 Dreptul 14/1911, 17/1911, 18/1911;
 NACU, III, p. 813.

Jurisprudență.

1. Ipotecele neputând avea ființă față de terții decât prin inscripțiune, este fără interes pentru terții, cari au luat o inscripțiune ipotecară asupra unui imobil, asupra căruiu nu a găsit nici o inscripțiune, dacă ștergerca unei ipotece legale anterioare după acel imobil, la care dânsii n'au participat,

a fost făcută sau nu cu paza tuturor prescripțiunilor cerute de lege. (Cas. I, 315/98, B. p. 1153).

2. Dispoziția art. 1814 din codul civil, privitoare la degrevarea ipotecei legale, își găsește aplicațiunea numai la înstrăinările voluntare, iar nu și în materia execuțiunii silite. (Apel Buc. I, Dr. 8/911, p. 60).

¹⁾ Acest art. lipsește în Codul Civil francez ca și în Legea belgiană, în special alineatul din urmă. A se vedea art. 725—728 din procedura civilă relativă la înscrierea ipotecilor și privilegiilor. A se vedea și notele de sub textul art. 1792 și 1793 din Codul civil cu privire la lipsa acestui articol din Codul civil francez și belgian.

Dispozițiune tranzitorie.

Art. 1815. — Femeile căsătorite până la promulgarea acestei legi, vor fi datoare în curs de un an dela această epocă a cere inscripțiune asupra imobilelor bărbaților pentru asigurarea dotei lor, conform regulilor prescrise prin acest codice¹⁾. (Civ. 1754—1761).

Doctrină străină.

LAURENT, XXXI, 615.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 732; (I, ed. 2-a, p. 109; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 667, 683 urm., 684-686); *Observație* sub. Trib. Gorj, 335 din 11 Oct. 902. Curier Jud. 58/1903;
CANTACUZINO MATEI, p. 576;
NACU, I, p. 71 urm.; III, p. 814;
SUCIU I. A., *Observație* sub. Trib. Vâlcea, 88 din 11 Febr. 1906. Curier Jud. 24/1906.

INDEX ALFABETIC

Abrogare 12.	Legalizare 3.
Calimach Cod 7, 12.	Neretroactivitate, a se
Caragea Cod. 1, 3, 5—16.	vedea „Retroactivitate”.
Creditor chirografar, a se	Ordine publică 13.
vedea „Preferință”.	Preferință 1, 2, 3, 5—16.
Divorț 4.	Privilegiu 7, 12.
Dota 1—16.	Regulament Organic 1, 2,
Drepturi căștigate, a se	3, 10.
vedea „Retroactivitate”.	Retroactivitate 1—16.
Drept de urmărire, a se	Tablou de distribuție 8.
vedea „Preferință”.	Terțe persoane 5, 6, 7, 13.
Femeie măritată 1—16.	Urmărire silită 8.
Inscripție 1, 2, 3, 5—16.	Vânzare-cumpărare 13.
Ipotecă, legală 1—16.	

Jurisprudență.

1. Femeia măritată înainte de codul civil actual, când foaia sa dotală era transcrisă conform art. 335 din Reg. Org., avea în baza art. 23 și 24 de la împrumuturi din cod. Caragea, un drept de preferință asupra averii soțului său, atât cea mișcătoare cât și cea nemiscătoare, fără să aibă însă și dreptul de urmărire, astfel că ea putea să exercite dreptul său de preferință, pe cât timp averea soțului său nu era eșită din patrimoniul lui. Acest drept era de o mare importanță pentru femeile măritate înainte de codul civil actual, pentru că era mijlocul prin care ele puteau, până la un punct oarecare, să-și conserve intacte dotele lor de care nu puțin s'a îngrijit Codul Caragea. Astfel fiind, era un drept dobândit pentru o femeie măritată înainte de codicele actual, de a putea să-și exercite dreptul de preferință asupra averii mișcătoare a soțului său, care n'a posedat la maritagiul o avere imobiliară, pentru că tocmai în vederea aceluia drept a consimțit să încredințeze în mâna soțului său, fără alte precauțiuni, dota sa bănească. Aceste drepturi de preferință acordate de legea Caragea femeilor măritate sub aceea lege, nu sunt desființate de art. 1815 c. civ., căci prin el nu se manifestă

voința legiuitorului de a isbi în drepturile dobândite, de oare ce nu dispune că femeia căsătorită până la promulgarea acelei legi, va pierde de atunci înainte cu desăvârșire dreptul de preferință asupra averii mobiliară a soțului ei, astfel că ea, dacă soțul său n'a avut și nu are nici un imobil, să se pomenească redusă la rândul de creditor chirografar, unde în timpul căsătoriei sale credea că creanța sa dotală este asigurată de un privilegiu asupra totalei averi mobiliare a soțului său, căruia numai pe temeiul acestui privilegiu s'a hotărât a-i incredința dota sa bănească. Din dispozițiunea art. 1815, că acele femei vor fi datoare în curs de un an a cere inscripțiune asupra imobilelor bărbaților pentru asigurarea dotei lor, conform regulilor prescrise prin acel codice, nu poate rezultă cel puțin nici chiar că acele femei pierd dreptul de preferință, dobândit sub legea cea veche asupra imobilului bărbaților (când ei s'ar întâmpla să aibă imobile), ci numai că femeia măritată sub Cod. Caragea pentru asigurarea dotei sale conform codului civil, care asigurare după acest codice (1753, 1754 și urm.) este ipoteca legală, având de efect după art. 1790 urmărirea imobilului afectat în ori ce mână ar trece, trebuie să ia inscripțiuni conform aceluia codice. Din aceasta rezultă evident, că femeia căsătorită sub Cod. Caragea, și care s'a conformat prescripțiilor art. 335 din Regul. Org., departe de a fi pierdut prin promulgarea codului nou, dreptul de preferință acordat de aceea lege asupra averii bărbatului său, atât mobiliară cât și imobiliară, care preferință însă nu era atunci asigurată de dreptul de urmărire, pentru cazul de înstrăinare a averii, poate dobândi și acest din urmă drept, când ar lua inscripțiune asupra imobilelor

1) Acest art. 1815 Cod civil român, lipsește atât în codul civil francez cât și în Legea belgiană din 1851.

bărbatului său (de va fi având) în termenul prescripției de art. 1815. (Cas. II, 116/Sept. 2/71, B. p. 216).

2. Prin legea cea nouă, în locul preferinței, s'a acordat creanței dotale constituită prin căsătorie în timpul acestei legi, o ipotecă legală și specială, conform art. 1753 și 1754; iar cât pentru căsătoriile contractate sub legea cea veche și pentru a căror dotă nu s'a împlinit formalitățile prescrise de art. 335 din Regulamentul Organic, pentru ca privilegiul acordat de legea cea veche să-și fi putut lua existența sub această lege prin dispozițiile transitorii ale art. 1815, s'a determinat modul în care, și epoca până la care, o asemenea dotă putea să dobândească o asigurare prin ipotecă specială asupra bunurilor bărbatului constituită prin inscripțiune; căci legea a avut în vedere, că formalitatea prevăzută de legea cea veche și care singură da existența privilegiului de preferință a creanței dotale nu se mai putea îndeplini în legea cea nouă, care făcea o altă asigurare acestei creanțe și pentru că numai în acest sens se pot înțelege dispozițiile transitorii ale art. 1815. (Cas. I, 409/72, Nov. 25/72, B. p. 327).

3. Art. 23 de la cap. VIII, partea III din Codul Caragea, acordă femeii; măritate, dreptul de a se despăgubi de creanțele sale dotale din întreaga avere a bărbatului mobilă și imobilă cu preferință asupra creditorilor ipotecari posteriori căsătoriei. Și pentru a avea acest drept femeia nu era obligată la nici o formă de inscripțiune, singura condițiune ce se cerea era aceea a legalizării foaiei sale dotale, conform art. 335 Reg. Organic. Acest drept de preferință fiind un efect ce legea de atunci da contractului constituirei de dotă, legea din 1864, nu putea, fără a viola într'un mod învederat principiul neretroactivității legii, proclamat în art. 1 din chiar acea lege și a ridică părții un drept deja câștigat, nici a-l desființa, nici a cere alte condițiuni pentru existența lui de cât acele cerute de legea sub imperiul căreia el a luat naștere. Și din art 1815 nu se poate deduce voința legiuitorului de a derogă la acest principiu. Art. 1815 își are aplicațiunea în considerațiunea că femeile măritate sub imperiul Codicelui Caragea, n'aveau, pentru îndestularea creanțelor lor dotale, de cât drept de preferință asupra creditorilor arătați la art. 23 și 24, la distribuirea prețului provenit din vânzarea averii bărbatului lor; dar Codicele Caragea nu acordă femeii măritate, în caz când averea imobilă a bărbatului, ar fi eșit din patrimoniul său, dreptul ce legiuirea anului 1864, recunoaște femeilor măritate în cazurile

și condițiunile prevăzute de art. 1754 până la 1761, de a urmări această avere în mâinile actualului deținător, pentru îndestularea creanțelor sale dotale, și tocmai acest drept, ce legea cea veche n'acordă femeilor măritate, a voit legea din 1864, prin art. 1815 să-l poată avea chiar femeia măritată sub imperiul legii celei vechi, îndeplinind însă condițiunile arătate în acest articol. Astfel fiind, din art. 1815 nu se poate deduce voința legiuitorului că femeia măritată sub Codicele Caragea să nu mai aibă, pentru asigurarea creanței sale dotale, dreptul de precădere în întreaga avere mobilă și imobilă a bărbatului și numai ipoteca specială prevăzută de art. 1754—1761 și cu condițiunea ca această ipotecă să fie înscrisă în termenul de 1 an prevăzut de acest art. 1815. Acest articol n'are alt înțeles de cât că femeia măritată sub legiuirea Caragea și care ar voi să beneficieze de dreptul ce noua legiuire a acordat femeilor măritate sub această legiuire, de a avea adică o ipotecă specială în averea imobiliară a bărbatului, sunt datoare a cere inscripțiunea în modul și în termenul prevăzut de acel articol. (Cas. I, 351/87, Nov. 27/87, B. p. 902; Cas. I, 57/Febr. 17/89, B. p. 155; Cas. I, 53/Febr. 15/74, B. p. 45; Trib. Olt, Iun. 14/82, Dr. 62/82; Apel Buc. II, Sept. 17/76, Dr. 26/76).

4. Art. 1815 c. civ., fiind o excepțiune făcută de legiuitorul modern tocmai în a asigura și a protege mai mult dota femeilor ce se găseau la promulgarea acelei legi, măritate, această dispozițiune excepțională nu poate privi și pe femeile acelea cari erau deja divorțate cu mult mai înainte și a căror dotă se găsea privilegiată în averea fostului soț după dispozițiunile art. 1640 și 1646 c. Calimach. (Cas. I, 410, Nov. 20/74, B. p. 281).

5. După art. 24 Cod. Caragea, partea III, cap. IX, femeia se preferă pentru cererile sale zestrele creditorilor chirografari fără nici o deosebire; dacă o femeie măritată sub Cod. Caragea pentru restituirea zestrei sale, vine în concurs cu un creditor chirografar anterior codului nou civil, femeia trebuie să conserve dreptul său de preferință, chiar dacă n'a luat inscripție ipotecară, conform art. 1815 c. civ., căci față cu un asemenea creditor ea avea dreptul câștigat de a fi preferită, și acest drept nu poate fi atins prin dispoziția art. 1815, căci de altminterlea ar fi a recunoaște legii noi efect retroactiv ceea ce e contrar art. 1 c. civ. A da altă interpretare art. 1815, ar fi a crea femeii măritată sub Codul Caragea o poziție mai defavorabilă de cât femeii măritată sub codul civil, căci de vreme ce aceasta poate chiar după căsătorie ori când să ceară in-

scriptie ipotecară asupra unui imobil determinat al bărbatului pentru asigurarea sumei zestrăle în modul arătat de art. 1756 c. civ., același drept nu are femeia măritată sub Cod. Caragea pentru asigurarea zestrei sale alienabile constituită sub Cod. Caragea, de cât numai în termen de 1 an; trecând dar anul, ea va trebui să sufere să fie pusă pe aceeași linie cu alți creditori chirografari, chiar de sunt aceștia anteriori codului civil, când sub Cod. Caragea ei nu puteau să se despăgubească de cât în urma femeii, rezultat care pe lângă că e și nelogic e și prea înic pentru ca să se poată zice că l'ar fi voit legiuitorul prin art. 1815. Așa dar o femeie măritată sub Cod. Caragea își conservă, pentru zestrea sa dreptul său de preferință, față cu un creditor chirografar anterior codului civil; același drept de preferință nu-l poate avea cea femeie, dacă ea vine în concurs cu creditorii posteriori codului civil, fie aceștia ipotecari sau chirografari, de cât numai dacă va fi luat o inscripțiune ipotecară asupra unor imobile determinate de a sotului, conform prescripțiilor noului cod civil. Dacă s'ar fi recunoscut femeii dreptul de preferință în aceleași condițiuni de mai înainte și sub noul cod civil, aceasta ar fi fost contrariu intereselor celor de al treilea, garantate prin noul cod civil. (Cas. I, 94/Apr. 5/75, B. p. 68).

6. După Codul Caragea, art. 22, 23 și 24, cap. 8, part. III, creanța zestrei alienabile eră garantată, contra creditorilor ipotecari ai bărbatului, printr'un drept de preferință, după care ordinea între dânsii și creanța dotală eră determinată conform regulei; *prior tempore potior jure*; dar nu există în favoarea femeii vre-un drept de urmărire contra terțiilor aquisitionari în caz de înstrăinare a averii imobiliare a bărbatului. Dreptul de preferință creat prin sus citatele articole a fost subordonat, sub pedeapsă de nulitate, la condițiunea publicității prescise prin art. 335 regulamentului organic. Noua lege civilă, art. 1754 urm., a adăogit în favoarea zestrei alienabile, pe lângă același drept de preferință, și un drept de urmărire sub numire, amândouă acestea de ipotecă legală și a subordonat, ca și legea veche, câștigarea de către femeia a acestor drepturi, la condițiunea *sine qua non* a publicității prin luare de inscripțiune ipotecară asupra acestor imobile ale bărbatului. Astfel diferența între aceste două legi cari s'au succed nu consistă, în ceea ce privește securitatea zestrei, de cât în dubla protecțiune ce legea cea nouă îi asigură atât contra creditorilor, ca legea veche, cât și contra terțiilor aquisitionari mai mult de cât

acea lege; iar condițiunile de publicitate ale acestei protecțiuni sunt atât în legea Caragea cât și în cea actuală, de aceeași eficacitate așa în cât creditul public nu este mai mult asigurat după legea cea nouă de pe cât eră cea veche. La favoarea dată zestrei prin actuala lege civilă sunt admise, după dispozițiunea tranzitorie a art. 1815, și femeile măritate sub regimul legii Caragea, cu condițiune însă de a fi luat o inscripțiune ipotecară asupra unui sau mai multor imobile determinate ale bărbatului, în termen de 1 an de la promulgarea zisei legi civile, 4 Decembrie 1864. Zestrile în a căror privință s'a putut îndeplini dispozițiunea art. 1815 au rămas în interval de la promulgarea legii civile actuale 4 Decembrie 1864 până în momentul inscripțiunei ipotecare acolo cerute și care a putut să fie făcută până la 4 Decembrie 1865, în aceeași condițiune de drept care le-a fost creat prin legea în vigoare în momentul constituțiunei lor, adică legea Caragea; căci, dacă pe deoparte, obțințiunea dreptului de urmărire, asigurat creanței dotale prin actuala lege civilă, nu putea să se facă mai înainte de îndeplinirea condițiunei la care ea este subordonată, luarea de inscripțiune ipotecară, apoi pe de altă parte pierderea dreptului de preferință al legii anterioare nu poate să se inducă din nimic, dacă nu există o expresă dispozițiune contrarie retroactivă a legii celei noi de oarece este vorba de un drept legalmente câștigat femeii. Pozițiunea femeilor în privința zestrei cărora nu s'a luat inscripțiunea ipotecară, conform art. 1815, în termenul de 1 an acolo defipt, diferă de a acelor cari au îndeplinit această formalitate, prin aceea că ele nu mai sunt admisibile nici odată a dobândi ipoteca legală în averea imobiliară a bărbatilor lor, dar este identică în punctul acesta că dreptul de preferință, legalmente câștigat sub legea veche îl conservă și sub legea cea nouă, pe cât aceasta nu l'a revocat retroactivamente. Astfel, imperativul dispozițiunei art. 1815 nu vizează faptul, de cele mai multe ori imposibil în practică, de a se lua în interesul femeii inscripțiune ipotecară asupra imobilului bărbatului, ci el se reduce la faptul de pură diligență, de a se observa termenul de 1 an în cazurile când asemenea cerere de inscripțiune s'ar face. (Cas. I, 223/Septembrie, 3/75, B. p. 196).

7. Femeia are, pentru asigurarea zestrei sale mobile și a pretențiunilor zestrăle, o ipotecă legală și privilegiată asupra întregii averi a bărbatului, conform dispozițiilor C. Caragea § 23, 24 part. III, cap. VIII. Că asigurarea femeii este de natură arătată, aceasta

rezultă din însuș textul § 23 C. Caragea, după care, dacă zestrea se protimisește celor cu zalog, după nuntă împrumutători, aceasta indică că femeea are nu numai o preferință pentru creanța sa, fără efecte reale, numai un așa numit privilegiu *exigendi*, căci astfel interpretată dispoziția, nu s'ar înțelege cum s'ar protimisi zestrea tuturor creditorilor ipotecari după nuntă; această interpretare este conformă cu dreptul Roman Justinian (v. între altele C. 12 *Codicis qui portiones in pign.* 8, 18) cu dreptul Bizantin precum rezultă între altele și din *Basiliarum, lib. XXV, t. 5, § 39* și din *lib. III, titlu 5, §§ 41, 58* din care rezultă că femeea are o ipotecă privilegiată și generală pentru asigurarea zestreii. Însă în urma punerii în aplicare a cod. civil femeea măritată și dotată sub C. Caragea nu poate invoca, față cu creditorii bărbatului, ipoteca privilegiată ce avea după C. Caragea dacă noul cod civil a introdus noi forme în privința conservării dreptului de ipotecă sau a privilegiului. Într'adevăr, după art. 1754 urm. c. civil femeea măritată nu are pentru asigurarea zestreii alienabile o ipotecă legală de cât numai dacă a obținut o inscripție specială asupra acelor imobile ce-i sunt afectate a-nume, iar cât pentru femeile măritate înaintea cod. civ., ele sunt obligate, după art. 1815, a cere în curs de un an dela promulgarea cod. civ., inscripțiunea asupra imobilelor bărbatului pentru asigurarea dotei lor, conform regulilor preserise prin art. 1745 urm. Din această dispoziție transitorie rezultă că femeea măritată înaintea cod. civ. sub Cod. Caragea sau Calimach nu poate pretinde pentru zestrea sa alienabilă sau pentru pretenții zestrăle a fi preferită celorlalți creditori ai bărbatului (precum s'ar fi putut după dispozițiile Codicilor Caragea și Calimach) de cât numai dacă a obținut o inscripție specială asupra unui imobil al bărbatului în timpul arătat prin art. 1815. Și nu s'ar putea zice că printr'aceasta s'ar atinge drepturi câștigate și s'ar da legii efect retroactiv contrariu art. 1 c. civ., căci dacă femeea avea pentru asigurarea zestreii sale o ipotecă legală și privilegiată în caz când ar fi venit în concurs cu creditorii bărbatului, acesta este, nu un drept câștigat, ci un simplu drept conferit de o lege și care poate fi luat printr'o lege posterioară, fără ca această lege să aibă efect retroactiv; în special, în cât privește ipotecile și privilegiile, legiuitorul printr'o lege posterioară regulând din nou materia el poate introduce noi forme pentru exercițiul dreptului de ipotecă sau a dreptului de privilegiu în interesul celor de al treilea. cerând de exemplu

o inscripție ipotecară specială, căci printr'aceasta nu se ating drepturile câștigate, cecace e cu totul diferit. Așa fiind, femeea măritată și dotată sub Codicele Caragea sau Calimach nu poate fi preferită creditorilor bărbatului pentru zestrea sa alienabilă sau pentru pretențiile sale mobiliare zestrăle întru cât ea nu a obținut o inscripție specială, conform art. 1815 c. civ., și numai întru cât e vorba de distribuirea prețului imobilului afectat pentru asigurarea zestreii femeii. (Cas. I, 119/Apr. 23/79. B. p. 274).

Femeea măritată și dotată sub Codul Caragea, dacă a obținut o inscripție specială, conform art. 1815 c. civ., prin această înscriere însă ea nu dobândește dreptul de a fi preferită creditorilor bărbatului de ori ce fel, cari ar exercita drepturile lor asupra altei averi a bărbatului. Așa fiind, în urma vânzării averii mobile a bărbatului depe moșia luată de el cu arendă fiind concurs în privința distribuirii prețului acelei averi între femeea măritată și între creditorii bărbatului care au privilegii speciale asupra mobilelor, conform art. 1730 și 1734 c. civ., acești creditori trebuie a fi preferiți, nu pentru motivul că femeea măritată nu și-a conservat ipoteca legală conform art. 1815 c. civ., ci chiar dacă și-ar fi conservat ea trebuie să fie primată de creditorul bărbatului, fiindcă aceasta exercită privilegiul special asupra averii mișcătoare a bărbatului, conform art. citate și care avere nu e afectată în mod special pentru asigurarea zestreii, (Cas. I, 119 Apr. 28/79, B. p. 274).

9. Sub legea Caragea creanța zestrăală avea precădere asupra tuturor creditorilor posteriori constituirei zestreii în întreaga avere mobilă și imobilă a bărbatului, drept de precădere nesopus vre unei inscripțiuni asupra cutărei sau cutărei averi a bărbatului. Și codul din 1864 îndatorind pe femeile înzestrate sub legea Caragea de a lua inscripțiunea în averea bărbatului, nu a putut avea în vedere de cât pe acele femei măritate înainte de 1864, cari au voit a beneficia de dispozițiile noului cod garantând zestrea lor prin o ipotecă specială, iar nici cum pe acele femei cari mulțumindu-se cu garanția asigurată zestreii lor prin Codul Caragea n'au voit a beneficia de dispozițiunile noului cod. Or, luarea de inscripțiuni în termen de 1 an fiind o condițiune a dobândirii unui drept nou, neluarea unei asemenea inscripțiuni nu poate avea, fără a se nesocoti respectul datorit dreptului dobândit, efectul de a ridică celui ce avea un drept anterioramente recunoscut, dreptul femeii măritate înainte de 1864 de a se despăgubi cu precădere în totala

avere a bărbatului aflată în patrimoniul său, înaintea tuturor creditorilor posteriori ei. (Cas. I, 298/Nov. 7/79, B. p. 774).

10. Creanța dotală a femeii măritată sub regimul Codului Caragea și investită cu formalitatea art. 335 Reg. Org. avea precăderea în toată averea mobilă și imobilă a soțului înaintea tuturor creditorilor acestuia, posteriori căsătoriei. Acest drept de precădere general și absolut și nesupus formalității inscripțiunei, n'a fost desființat prin noua lege civilă, care, în art. 1815 îndatorind pe femeile măritate înainte de promulgarea noului cod, de a lua inscripțiune ipotecară specială în averea bărbatului, n'a avut în vedere de cât pe acele femei cari ar voi să beneficieze de garanțiile noului cod acordate creanțelor dotale iar nici cum pe acelea care s'ar mulțumi pe pozițiunea creată lor prin legea în vigoare la facerea căsătoriei; căci art. 1815 c. civ., neridicând într'un mod formal și expres femeilor măritate sub Codul Caragea și cari n'au luat inscripțiune în termen de 1 an, dreptul de precădere generală și ocult ce-l aveau după legea veche, ar fi a se nesocoti respectul datorit dreptului câștigat, dacă s'ar admite ideea că prin neluarea unei inscripțiuni în termenul de 1 an prescris de art. 1815, femeia măritată sub Codul Caragea și-ar pierde dreptul de preferință *sui generis* existent la epoca constituției contractului său patrimonial. (Cas. sect. unit., 9/79, Nov. 22/79, B. p. 989).

11. Sub Codul Caragea creanța dotală eră garantată printr'un privilegiu, care acorda femeii dreptul de a se despăgubi cu preferință, înaintea ori căruia creditor posterior constituției dotei, din ori ce avere mobilă sau imobilă a soțului, fără a o supune la luarea vre unei inscripțiuni asupra acestei averi. Și legiuitorul din 1864, obligând pe femeia măritată prin art. 1815, ca în termen de 1 an să ia inscripțiune ipotecară asupra averii imobile a soțului pentru asigurarea dotei lor, desigur nu a putut avea în vedere de cât o protecțiune mai mult pentru femeile măritate înainte de promulgarea acestui codice, voind ca prin luarea unei inscripțiuni ipotecare să le acorde pe lângă dreptul de preferință ce-l avea după Codul Caragea, și dreptul de urmărire contra celui de al treilea, când soțul de rea credință și-ar înstrăina averea. Luarea acestei inscripțiuni în termen de 1 an fiind condițiunea dobândirii unui nou drept, nu se poate susține că neîndeplinirea ei atrage după sine pierderea celui alt drept acordat de o lege anterioară, aceasta în virtutea principiilor de drept că o lege nouă nu poate avea putere

retroactivă și că nu prin interpretațiunea unui articol se poate ridica un drept acordat într'un mod expres de o altă lege. (Trib. Ilfov, I, Mart. 26/80, Dr. 14/80; Apel Buc. II, 119, Mai 31/83, Dr. 12/84; Trib. Ilfov, notar., 610, Febr. 22/89, Dr. 19/89; Trib. Dolj, s. com., Nov. 12/90, Dr. 5/91; Apel Buc. I, 100, Iun. 14/91, Dr. 60/91).

12. Legiuitorul codului civil, dintr'un punct de vedere general, pentru siguranța și garanția averii imobiliare, a introdus sistemul publicității prin inscripțiunea ori cărei ipotecă sau privilegiu ce se preinde asupra imobilelor și a desființat sarcinile oculte ce existau în unele cazuri după Codul Calimach și Caragea. Și condițiunile și formalitățile prescrise printr'o lege nouă pentru conservarea și exercițiul drepturilor de ipotecă se aplică și la ipotecile anterioare acelei legi, fie că acele formalități ar fi fost sporite sau micșorate. Consecințe dar acestui principiu, legiuitorul, în marea sa solicițudine pentru conservarea averilor dotale și pentru a nu lovi cu totul în drepturile femeilor măritate sub regimul Codurilor Calimach și Caragea, le-a dat facultatea a-și asigura dotalor, obligându-le prin art. 1815 c. civ., ca în curs de un an de la promulgarea legii să ceară inscripțiunea asupra imobilelor bărbatilor pentru asigurarea dotei lor, conform regulilor prescrise prin codul civil, Edictând dispozițiunea art. 1815, legiuitorul nu a avut intențiunea să acorde femeilor măritate sub Codul Caragea, pe lângă ipoteca ocultă, și dreptul de urmărire în averea bărbatului, drept ce nu-l aveau după acel cod, pentru că prin art. 1912 c. civ., dispune expres că Codicele Calimach și Caragea rămân abrogate în tot ce nu sunt conforme regulilor prescrise de codul civil, de unde concluziunea, că sunt abrogate și toate drepturile oculte ce femeia, conform Codului Caragea, avea asupra averii bărbatului, afară dacă nu le-a consolidat îndeplinind forma prevăzută de art. 1815 c. civ. Dacă intențiunea legiuitorului nou ar fi fost de a conserva drepturile câștigate de femeia măritată sub regimul Codului Caragea, ar fi declarat aceasta expres prin lege, care în asemenea caz ar fi trebuit să facă deosebire între femeile măritate sub regimul Codului Caragea și cele măritate sub Codul Calimach, lucru ce n'a făcut. Afară de aceasta, legiuitorul n'ar fi limitat termenul de un an în care femeia să poată cere inscripțiunea prin care să dobândească dreptul de urmărire asupra averii bărbatului. Iar sancțiunea art. 1815 rezultă în mod implicit din însăși natura dispozițiilor cuprinse în el, combinate cu art. 1912. Deci femeia măritată sub legea veche,

care n'a luat inscripțiunea prevăzută de art. 1815 în averea bărbatului pierde ori ce drept de preferință sau privilegiu asupra averii bărbatului. (Apel Galați, II, 80, Iun. 3/87, *Dr.* 87/87; Trib. Ilfov, II, Nov. 7/89, *Dr.* 74/89).

13. Femeea căsătorită sub Codul Caragea avea un privilegiu care-i asigură restituirea zestrei înaintea creditorilor chirografari ai bărbatului; însă acest privilegiu, la început ocult, a fost înconjurat de oare care publicitate prin art. 1815 c. civ., forme de ordine publică, pe cari dacă femeea nu le-a îndeplinit, creanța ei privilegiată a degenerat într'o creanță chirografară, care nu mai poate fi opusă de cât debitorului și erezilor săi, iar nu terțiilor deținători ai imobilului, adică cumpărătorilor sau succesorilor cu titlu particular. (Apel Buc. III, Dec. 21/87, *Dr.* 9/88).

14. Legiuitorul prin art. 1815 îndatorând pe femeea înzestrată, sub Codul Caragea, de a lua în termen de un an inscripție în averea bărbatului, nu a putut să aibă în vedere decât pe acele femei măritate înainte de 1864, care ar voi să beneficieze de dispozițiile noului cod, spre a-și garantă zestrea prin o ipotecă specială, prin care se acordă femeii un drept de urmărire chiar asupra imobilelor eșite din patrimoniul bărbatului, iar nici de cum pe acele femei care, mulțumindu-se cu garanția de preferință pe cât timp se află imobilul în patrimoniul bărbatului, garanție dată prin Codul Caragea, n'au voit să beneficieze de dispoziția art. 1815 cod. civ. Prin urmare, luarea inscripției în termen de un an, fiind o condiție a dobândirii unui nou drept, neluarea unei asemenea inscripțiuni nu poate avea efectul de a ridica femeii măritate înainte de 1864 dreptul de a se despăgubi cu precădere din

averea imobiliară a bărbatului aflată în patrimoniul său, înaintea tuturor creditorilor posteriori ei. (Cas. I, 167, 903, B. p. 364).

15. Femeile măritate sunt obligate ca în termen de un an să ia inscripțiune ipotecară asupra averii imobile a soților lor pentru asigurarea dotei lor. Legiuitorul de sigur nu a putut avea în vedere, decât o protecțiune mai mult pentru femeile măritate înainte de promulgarea acestui Cod, care fiind ca prin luarea unei inscripțiuni ipotecare să le acorde, pe lângă dreptul de preferință ce-l aveau după Codul Caragea și dreptul de urmărire celui de al treilea, când soțul de rea creștință ar fi înstrăinat averea sa. Luarea acestei inscripțiuni în termen de un an, fiind condițiunea dobândirii unui nou drept, nu se poate susține că neîndeplinirea ei atrage după sine pierderea celui alt drept acordat de legea anterioară, aceasta în virtutea principiilor de drept, că o lege nouă nu poate avea putere retroactivă și că nu prin interpretatiunea unui articol se poate ridica un drept acordat în mod expres prin o altă lege. (Trib. Vâlcea C. Jud. 24/1906).

16. Legiuitorul din 1865, fiind să dea posibilitate și femeilor înzestrate sub Codul Caragea de a se bucura de avantajile noii legi, a edictat dispozițiunile din art. 1815 codul civil, dispunând înscrierea ipotecei legale în termen de un an de la punerea în aplicare a codului civil. Neluarea acestei inscripțiuni nu poate ridica femeii măritate înainte de 1864 dreptul de a se despăgubi cu precădere din averea imobiliară a bărbatului, aflată în patrimoniul lui, înaintea tuturor creditorilor posteriori ei. (Trib. Ilfov, not. *Dr.* 54/908, p. 444).

CAPITOLUL IX.

Despre publicitatea registrelor și despre responsabilitatea grefierilor de tribunale însărcinați cu ținerea registrelor.

Art. 1816. — Grefierii tribunalelor sunt ținuti de a elibera tuturor acelor ce cer, copie de pe actele transcrise în registrele lor, și de pe inscripțiunile existente, sau certificat că nu există nici o inscripțiune. (Civ. 1778, 1791, 1796, 1804, 1817 urm., 1822; Civ. Fr. 2196).

Text. fr. Art. 2196. — Les conservateurs des hypothèques sont tenus de délivrer à tous ceux qui le requièrent, copie des actes transcrits sur leurs registres et celle des inscriptions subsistantes, ou certificat qu'il n'en existe aucune.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 289, 290, 292, 293; III, ed. 5-a, p. 489, 490, 494-496; BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc. III, 2604-2607;

DALLOZ, *Rép. Organ. des colon.*, 489 urm., 558, 658, 713, 823; *Privil. et hypoth.*, 2817 urm.;
Suppl. Privil. et hypoth., 1697 urm.;
 FLANDIN, *Transcr.*, II, 1305;
 GUILLOUARD, *Privilèges et hypoth.*, III, 1052, 1058-1061;
 LAURENT, XXXI, 577, 585, 587;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 709;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2942;
 PONT, *Priv. et hyp.*, II, 1440, 1441;
 TROPLONG, *Privil. et hypoth.*, IV, 999.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 611, 738, 744, 748 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 342; V, p. 170 n. 1);
 CANTACUZINO MATEI, p. 573;
 NACU, III, p. 783.

Art. 1817. — Ei sunt responsabili pentru orice prejudiciu ar rezulta:

1. Din omisiunea pe registrele lor a transcripțiilor ac-telor de mutațiune ale proprietății, și a inscripțiilor luate în birourile tribunalului;

2. Din lipsa de mențiune în certificatele lor a unei sau mai multor inscripțiuni existente, afară de cazul când eroarea provine din arătări nesuficiente cari nu pot să le fie imputate. (Civ. 998, 999, 1084, 1105, 1730, 1780 urm., 1788, 1801, 1816, 1818, 1819, 1822; Civ. Fr. 2197).

Text. fr. Art. 2197. — Ils sont responsables du préjudice résultant,

1°. De l'omission sur leurs registres, des transcriptions d'actes de mutation, et des inscriptions requises en leurs bureaux;

2°. Du défaut de mention dans leurs certificats, d'une ou de plusieurs des inscriptions existantes, à moins, dans ce dernier cas, que l'erreur ne provint de désignations insuffisantes qui ne pourraient leur être imputées.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 288, 289, 294-299; III, ed. 5-a, p. 486, 488, 496-504;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., III, 1817, 2611-2614, 2616-2621, 2624;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 991;
 DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 1586, 2960 urm., 3022; *Suppl. Privil. et hypoth.* 2817, 1779 urm., 1786, 1791;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, V, p. 604;
 GUILLOUARD, *Privilèges et hypoth.* 1051, 1062, 1063, 1063 I, 1034-1073;
 LAURENT, XXXI, 208, 593, 598, 599, 605, 606 urm., 610, 612;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 709;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2982 urm.;
 PONT, *Priv. et hyp.*, II, 1446;
 TROPLONG, *Privil. et hypoth.*, IV, 1000, 1001, 1003.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 611, 738, 744, 748 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 342; V, p. 431, 432);
 CANTACUZINO MATEI, p. 573;
 NACU, III, p. 783;
 RĂDULESCU ANDREI, *Publicitatea drepturilor reale imobiliare și registrele de proprietate*, p. 16 urm.

Art. 1818. — Imobilul în privința cărui grefierul ar fi omis în certificatele sale una sau mai multe sarcine înscrise, rămâne cu toate acestea încărcat cu toate sarcinele în-

scrise, rămânând însă noului cumpărător care a fost indus în eroare recurs în contra grefierului pentru daunele ce i s'au cauzat prin omisiune, precum și recurs contra vânzătorului pentru întoarcerea prețului și daunelor interese ¹⁾. (Civ. 1746, 1778 urm., 1790, 1804, 1816, 1822; Civ. Fr. 2198).

Text. fr. Art. 2198. — L'immeuble à l'égard duquel le conservateur aurait omis dans ses certificats une ou plusieurs des charges inscrites, en demeure, sauf la responsabilité du conservateur, affranchi dans les mains du nouveau possesseur, pourvu qu'il ait requis le certificat depuis la transcription de son titre; sans préjudice néanmoins du droit des créanciers de se faire colloquer suivant l'ordre qui leur appartient, tant que le prix n'a pas été payé par l'acquéreur, ou tant que l'ordre fait entre les créanciers n'a pas été homologué.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 290, 494; III, ed. 5-a, p. 489, 825;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., III, 2226;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 991, 1031;
 DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 2089 urm., 2079 urm.; *Suppl. Privil. et hypoth.*, 1318, 1787;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 710;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 3426 urm.;
 PONT, *Priv. et hyp.*, II, 1447, 1448;
 TROP LONG, *Privil. et hypoth.* IV, 1007 bis.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 611, 738, 744, 748 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 342);
 CANTACUZINO MATEI, p. 573;
 NACU, III, p. 783;
 RĂDULESCU ANDREI, *Publicitatea drepturilor reale imobiliare și registrele de proprietate*, p. 16 urm.

Jurisprudență.

Cumpărătorul unui imobil la licitațiune publică n'a putut dobândi mai mare drept de cât a avut debitorul urmărit după art. 565 pr. civil. de oare ce precum cel ce are un drept de proprietate, de usufruct și altele. poate urmări acest drept în mâinile ori cărui s'ar găsi imobilul, tot ast-fel cel ce are un drept real de ipotecă ce s'a omis a se trece în publicațiuni îl poate asemenea urmări. de oare ce debitorul urmărit nu era proprietar pe acel imobil de cât cu respectarea dreptului real al ipotecii și tot ast-fel a trecut asupra cumpărătorului. Iar prin art. 568 pr. civ., legiuitorul a avut în vedere o vânzare la care au fost îndeplinite toate formalitățile cerute de procedură unde publicațiunile au cuprins sarcinile de ipotecă la care era afectat imobilul urmărit. Iar nu unde un drept de ipotecă a fost omis de a fi trecut în listele de publicațiuni și care omitere, după art. 1818 c. civ., face ca imobilul să rămăie încărcat de acele sarcini. Ast-fel fiind, imobilul vândut în atare condițiuni nu trece asupra cumpărătorului purgat de dreptul real al ipotecii de care se găseă grevat și

cumpărătorul după art. 565, n'a dobândit mai multe drepturi de cât a avut debitorul urmărit asupra imobilului vândut. (Cas. I, 176 Mai 8/82 B. p. 570).

Art. 568 pr. civ. dispune în termeni generali și fără nici o deosebire că, o dată ce actul de adjudecare s'a dat noului proprietar, imobilele sunt libere de ori ce privilegii sau ipotecă consimțită de debitorul urmărit sau autorii săi. Art. 565 pr. civ. ce se invoacă în favoarea părerii opuse în combinațiune cu principiile de drept comun, consfințite de art. 1722, 1746 c. civ. etc., nu trebuie luat în generalitatea sa, ci trebuie din contră luat în sens restrâns, căci luat fără restricțiune dănsul ar contrazice art. 569, al. 3 și 568 pr. civ. care sunt concepute în termeni generali, datorită interpretului fiind să mărginească aplicațiunea noiei legi care, luată în calitatea ei, ar stinge regula contrarie consimțită de un alt text de lege. Interpretând dispozițiunile cuprinse în art. 506 al. 3, 565, 569 pr. civ. unele prin altele și dând fiecărei înțelesul ce rezultă din economia întregă a legii, ajungem la soluțiunea că vânzarea silită nu purgează în înțelesul legii noastre imobilul vândut la licitațiune de drep-

¹⁾ Textul acestui articol nu-și are echivalentul său nici în codul Napoleon, nici în Legea belgiană din 16 Dec. 1851 asupra ipotecilor; a se compără cu textul art. 2198 Cod. civil francez.

tu de proprietate și de servitute (art. 565 combinat cu art. 506 al. 3 pr. civ.), dar îl purgează de ori ce privilegiu și ipotecă (art. 568 combinat cu art. 506 al. 3 pr. civ.). Art. 1818 c. civ. care hotărăște cu privire la vânzările voluntare că imobilul în privința căruia grefierul a omis în certificatele sale una sau mai multe sarcini înscrise, rămâne cu toate acestea încărcat de toate sarcinile înscrise, nu se aplică vânzării silite pentru care legiuitorul nostru a stabilit regula contrarie (art. 568, combinat cu art. 506 al. 3 pr. civ.), sistemul întreg urmat de legea noastră în materie de vânzare silită deosebindu-se esențial de acela care s'a adoptat pentru vânzarea voluntară. La vânzările silite, în deosebire de cele voluntare, grefierul e ținut a forma din oficiu, sub privigherea președintelui tribunalului, o listă specială despre toate inscripțiunile de privilegii și ipoteci, și a trece din oficiu, în afișele prescise de legi, toate sarcinile existente (art. 570 și 506 al. 3 pr. civ.). Pe când la vânzările voluntare noul proprietar care vrea să purgeze proprietatea sa de privilegiu și ipotecă, trebuie să notifice creditorilor ipotecari contractul de dobândirea imobilului (art. 1804) la vânzările silite, din contra, ori-ce creditor care are un drept de ipotecă sau de privilegiu, e dator de la cel dintâi act de urmărire și până în momentul adjudecării să se arate la tribunal și să înfățișeze titlurile creanței sale (art. 569 pr. civ.). Imobilul în privința căruia s'a omis în afișele și publi-

cațiunile făcute conform art. 506 pr. civ. una sau mai multe sarcine înscrise, nu rămâne încărcat cu toate sarcinile înscrise, ca în materie de vânzare voluntară, căci art. 506 hotărăște expres: că toți acei cari ar pretinde vre-un drept de privilegiu sau ipotecă trebuie să se înfățișeze înaintea adjucecațiunei la tribunal spre a-și arăta pretențiunile lor, sub pedeapsă de a nu se mai ține în seamă, și art. 508 pr. civ. adaugă că adjudecarea șterge toate sarcinile înscrise. La vânzările silite, în deosebire de cele voluntare, o dată ce ordinea s'a închis, prin încheierea procesului-verbal al tribunalului și trimeterea extractului de tablou la casa de consemnație nici un creditor nu se mai poate primi a produce titluri de creanță sau a contesta creanța înscrisă în tabloul ordinii (art. 597, pr. civ.). Vătămarea ce o încearcă creditorul, a căruia ipotecă s'a omis a se trece în publicațiunile făcute conform art. 506 pr. civ., nu se poate pune în culpă cu răul neasemănat mai mare care ar resulta, dacă creditorii, cari au depus titlurile lor achitate și ale căror inscripțiuni sunt șterse, ar fi siliți să restituie țifra colocațiunei lor în folosul creditorului a căruia ipotecă s'a omis în afișele făcute conform art. 506 pr. civ. căci creanțele lor ar renaște, dar despuiate de siguranțele ipotecare cari le garantau și cari nu mai există. (Cas. I. 243/ Jun. 28/89, B. p. 625).

3. A se vedea: art. 1746, nota 2.

Art. 1819. — În nici un caz, grefierii tribunalelor nu pot refuza, nici întârziă transcripțiunea actelor de mutațiune ale proprietăților, inscripțiunea privilegiilor și drepturilor ipotecare, nici eliberarea de certificate ce se cer de părți, nici prezentarea registrelor originale când se cer de părți, sub pedeapsă de răspundere de daune-interese către părți; drept care, la caz de refuz sau întârziere nemotivată, se va încheia îndată asupra cererii părților proces-verbal desprea aceasta de către procurorul tribunalului respectiv. (Civ. 998, 1084, 1780, 1801, 1816, 1817, 1822; Civ. Fr. 2199).

Text. fr. Art. 2199. — Dans aucun cas, les conservateurs ne peuvent refuser ni retarder la transcription des actes de mutation, l'inscription des droits hypothécaires, ni la délivrance des certificats requis, sous peine des dommages et intérêts des parties; à l'effet de quoi, procès-verbaux des refus ou retards seront, à la diligence des requérants, dressés sur-le-champ, soit par un juge de paix, soit par un huissier audiencier du tribunal, soit par un autre huissier ou un notaire assisté de deux témoins.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 291, 292, 298; III, ed. 5-a, p. 492, 493, 504;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc. III, 2602, 2622, 2623;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 957;
DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 1462 urm., 2938 urm.; *Suppl. Privil. et hypoth.*, 1775 urm.;

GUILLOUARD, *Privil. et hypoth.* III, 1055;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 711;
 PONT, *Priv. et hyp.*, II, 1434.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 611, 738, 744, 748 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 342; V, p. 432);
 CANTACUZINO MATEI, p. 573;
 CEZĂRESCU N. I., „*Publicarea actelor de notariat*“. *Curier Jud.* 59, 60/901;
 NACU, III, p. 782;
 SCRIBAN ȘTEFAN, „*Considerațiuni privitoare la transcripțiuni*“. *Curier Jud.* 49/922.

Jurisprudență.

1. Din complexul legislațiunei noastre nu reese nici o dispozițiune care să îndreptățească pe tribunale a se pronunța, prin admitere sau respingere, asupra unei cereri de transcripțiune a unui act din cele prevăzute de art. 722 pr. civ. Din art. 1816 și urm. c. civ. rezultă că funcționarii însărcinați cu transcripțiunea actelor de mutațiunea proprietăților și conservarea acestor registre sunt grefierii tribunalelor cari în organizațiunea noastră judecăto-

rească joacă același rol ca și conservatorul de ipotecă din legislațiunea franceză. Astfel fiind, singurul funcționar competent a opera o transcripțiune fiind numai grefierul tribunalului este învederat că tribunalul, făcând oficiu de notar, nu are nici o cădere a se pronunța asupra unei cereri de asemenea natură. Singurul cas în care legiuitorul a admis o participare a tribunalului și în special a președintelui este numai cu ocaziunea luării unei inscripțiuni ipotecare. (Apel Buc. II, 172. Sept. 29/88. *Dr.* 69/80).

Art. 1820. — Grefierii tribunalelor vor fi ținuți de a avea un registru pe care vor înscrie zi cu zi și în ordine numerică depunerile ce li se vor fi făcut de actele de mutațiune ale proprietăților destinate de a fi transcrise; ei vor elibera deponentului un bilet de recunoaștere care va purta numărul de ordine sub care s'a înscris depunerea în registru și ei nu vor putea transcrie, în registrele destinate pentru aceasta, actele de mutațiune ale proprietăților decât cu data și după ordinea în care s'a făcut depunerea acelor acte la grefă. (Civ. 818, 1740, 1781 urm., 1801, 1822; Pr. civ. 513, 721; Civ. Fr. 2200).

Text. fr. Art. 2200. — Néanmoins les conservateurs seront tenus d'avoir un registre sur lequel ils inscriront, jour par jour et par ordre numérique, les remises qui leur seront faites d'actes de mutation pour être transcrits, ou de bordereaux pour être inscrits; ils donneront au requérant une reconnaissance sur papier timbré, qui rappellera le numéro du registre sur lequel la remise aura été inscrite, et ils ne pourront transcrire les actes de mutation ni inscrire les bordereaux sur les registres à ce destinés, qu'à la date et dans l'ordre des remises qui leur en auront été faites.

Doctrină străină.

BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., III, 2076, 2598 urm.;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 958; II, p. 967, 1004, 1006;
 DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 2380 urm.; *Suppl. Privil. et hypoth.*, 1744 urm.;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 711;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2945.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 611, 738, 744, 748 urm.; (III, part. I, ed. 2-a, p. 269 n. 4; IV, part. I, ed. 2-a, p. 342);
 CANTACUZINO MATEI, p. 573;
 NACU, III, p. 781, 782;
 RAICEA I. DEM., *Notă sub. Judec. ocol. Bârca-Dolj.* 427 din 1924; *Jur. Gen.* 1925 No. 1902;
 TATARU G. V., *Președintele tribunalului*; p. 80.

Jurisprudență.

1. Transcrierea făcută pe numele altei persoane decât proprietarul sau constituen-
tul dreptului nu poate echivala cu transcrierea cerută de lege, de oarece, terții nu pot fi obligați să cerceteze registrele de transcripție decât numai pe numele persoanei care conferă dreptul supus acestei formalități; că dacă în art. 1820 c. civ. nu se arată decât că transcripțiile se operează zi cu zi și în ordine numerică fără să se ceară și formalitatea trecerei nominative, aceasta se explică prin aceea că intențiunea legiuitorului a fost să lase pentru mai târziu, regulamentul acestor formalități, precum s'a și făcut prin regulamentul pentru organizarea serviciului interior al tribunalelor și grefelor din 1909 care, prin art. 112 al. final, impune formalținerea unei tabele alfabetice și nominative de transcripții la finele tuturor registrelor.

Prin urmare, din toate acestea rezultă că transcrierea unui contract de sub-arendare nu poate înlocui transcrierea în extract a contractului principal. (Cas. s. I, 257/912 Curier Jud. 43/1913).

2. Potrivit art. 1820 c. civil grefierii tribunalelor sunt obligați să primească și să înscrie în ordinea numerică într'un registru ținut în acest scop, toate drepturile de acte de mutațiune ale proprietăților destinate a fi transcrise și nu vor putea transcrie actele în registrele de mutațiuni decât cu data și după ordinea în care s'a făcut depunerea actelor la grefă.

Odată primit actul, grefierul nu-și mai poate retrage rezoluțiunea, actul urmând să fie transcris și după aceasta trimis la Administrația financiară pentru timbrare; faptul că a taxat rezoluțiunea punând cererea la dosar, nu modifică data primirii actului spre transcrieri și ordinea instituită de art. 1820 c. civil. (Trib. Prahova s. I, 457 din 15 Sept. 1922, Sentința 1/925).

3. În caz de vânzări succesive făcute asupra aceluiași imobil, vânzări transcrise în aceeași zi, preferința se acordă aceluia dintre achizitori, care a cerut mai întâi transcrierea și anterioritatea rangului se va regula după numărul de ordine în care cererea de transcriere s'a trecut în registrele de depozit prevăzute de art. 1820 Codul civil.

Această soluție se poate invoca și în cazul când anterioritatea numărului derivă din registrul de transcripții, deci nu se contestă sinceritatea transcripției privită în raport cu registrul de depozit; întru cât potrivit art. 1820 Codul civil, grefierii fiind datori să treacă actele în registrul de transcripții în ordinea depunerii, ordine care se constată numai în registrul de depozit, se prezumă că transcripția s'a făcut în conformitate cu legea și aceasta până la proba contrarie care incumbă celui ce alegă eroarea sau fraudă.

În acest caz, registrul de depozit este rezultatul dreptului părților. (Judec. Ocol Bârca-Dolj. 427 din 1924. Jur. Gen. 1925 No. 1902).

Art. 1821. — Toate registrele de transcripție și inscripție vor fi șnuruite, numerotate și parafate pe fiecare pagină de către președintele tribunalului. (Civ. Fr. 2201).

Text. fr. Art. 2201. — Tous les registres des conservateurs sont en papier timbré, cotés et paraphés à chaque page par première et dernière, par l'un des juges du tribunal dans le ressort duquel le bureau est établi. Les registres seront arrêtés chaque jour comme ceux d'enregistrement des actes.

Doctrină străină.

BAUDRY ET DE LÖYNES, *Du nantissement*, etc. III, 2597;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 958;
DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 2880 urm.; *Suppl. Privil. et hypoth.* 1744;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 711.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 611, 738, 744, 748 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 342; V, p. 170 n. 1);
CANTACUZINO MATEI, p. 573;
NACU, III, p. 782;
TATARU G. V., *Prezidentul tribunalului în legislația română*, p. 41.

Art. 1822. — Grefierii sunt ținuti de a se conforma în exercițiul funcțiunii lor, tuturor dispozițiilor capitolului

prezent, sub pedeapsă de amendă dela 500 până la 3000 lei ¹⁾ pentru întâia contravențiune, și de destituire pentru a doua contravențiune. fără prejudiciul daunelor interese către părți cari vor fi plătite înaintea amendei. (Civ. 998, 1084, 1730, 1816, 1817, 1823; Civ. Fr. 2202).

Text. fr. Art. 2202. — Les conservateurs sont tenus de se conformer, dans l'exercice de leurs fonctions, à toutes les dispositions du présent chapitre, à peine d'une amende de deux cents à mille francs pour la première contravention, et de destitution pour la seconde; sans préjudice des dommages et intérêts des parties, lesquels seront payés avant l'amende.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 299; III, ed. 5-a, p. 505;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., III, 2627;
DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 2953 urm., 3000;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 711.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 611, 738, 744, 748 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 342; V, p. 432);
CANTACUZINO MATEI, p. 573;
NACU, III, p. 784;
RAICEA I. DEM., *Notă sub. Judec. ocol Bârca-Dolj 427 din 1924. Jur. Gen. 1925 No. 1902.*

Art. 1823. — Mențiunile de depozit, inscripțiunile și transcripțiunile se vor face în registre, în șir, fără nici un loc alb, nici interlinii, sub pedeapsă în contra greșierului de o amendă dela 1500 până la 5000 ²⁾ lei și de daune-interese către părți cari vor fi plătite înaintea amendei. (Civ. 998, 1084, 1729, 1822; Civ. Fr. 2203).

Text. fr. Art. 2203. — Les mentions de dépôt, les inscriptions et transcriptions, sont faites sur les registres, de suite, sans aucun blanc ni interligne, à peine, contre le conservateur, de mille à deux mille francs d'amende, et des dommages et intérêts des parties, payables aussi par préférence à l'amende.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 299; III, ed. 5-a, p. 505;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., III, 2627;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 958;
DALLOZ, *Rép. Privil. et hypoth.*, 2957, 3000;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 711.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 611, 738, 744, 748 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 342);
CANTACUZINO MATEI, p. 573;
NACU, III, p. 782.

TITLUL XIX.

Despre expropriațiunea silită.

Art. 1824. — Creditorele poate urmări expropriațiunea:
1. A bunurilor imobile și a accesoriilor reputate imobile cari sunt proprietatea debitorului său;

¹⁾ E vorba de „lei vechi” de oarece Codul civil a fost promulgat la 1865 înaintea legii pentru înființarea noului sistem monetar care a fost promulgat la 22 Aprilie 1867.

²⁾ E vorba de „lei vechi” de oarece Codul civil a fost promulgat la 1865 înaintea legii pentru înființarea noului sistem monetar care a fost promulgat la 22 Aprilie 1867.

2. A uzufructului ce are debitorul asupra bunurilor de aceeași natură. (Civ. 462 urm., 489—492. 517 urm., 1718 urm., 1750, 1825; C. com. 813, 830, 837; Pr. Civ. 371 urm., 378, 492, 503 urm.; L. jud. oc. 110; L. Timbr. 44 § 2; L. agrară 121; Legea pentru urmăriri, Art. 14; Civ. Fr. 2204).

Text. fr. Art. 2204. — Le créancier peut poursuivre l'expropriation: 1° des biens immobiliers et de leurs accessoires réputés immeubles appartenant en propriété à son débiteur; 2° de l'usufruit appartenant au débiteur sur les biens de même nature.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, I, p. 463, 551, 552; I, ed. 5-a, p. 702, 845; II, p. 534; III, p. 408; III, ed. 5-a, p. 666; VI, p. 272; VIII, p. 459, 460, 466, 470, 471;
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, II, 3053;
 BAUDRY ET COLIN, *Des donations entre-vifs et des testaments*, I, 131, 132 urm.;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., III, 2632-2634, 2670-2676, 2691, 2700-2702, 2705, 2706, 2706 I, p. 851;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 456; II, p. 885;
 DALLOZ, *Rép. Vente publ. d'imm.*, 48 urm., 280, 281, 1331; *Suppl. Vente publ. d'imm.* 9 urm., 13;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 199 bis;
 DEMOLOMBE, VII, 686; VIII, 285; X, 786, 789;
 GARSONNET, IV, § 1259, 1261-1263, 1505;
 GLASSON, II, p. 256 urm.;
 GUILLOUARD, *Privileges et hypoth.*, III, 1507;
 LAURENT, V, 82; 368; VIII, 527;
 LYON-CAEN ET RENAULT, VII, 251 urm.;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 712, 713, 719;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 196 urm.;
 PONT, *Epr. forcée*, 35, 41, 44, 45;
 TROPLONG, *Privileges et hypoth.*, II, 406; III, 777 bis, 795.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, X, p. 479, 655, 751 urm., 761, 769; (III, part. I, ed. 2-a, p. 479; V, p. 249, n. 2; VI, p. 474, 475); *Notă sub. Trib. Lannion, (Côtes du Nord), 11 Mai 1922. Curier Jud. 32/923; Observație sub. Trib. civil Epernay (Marne), 23 Febr. 1923. Pand. Rom. 1924-III-127;*
 BENEȘACHE C. R., „*Câteva cuvinte asupra deciziei No. 3/916 a Inaltei Curții de Casație s. II, și asupra recentei circulari a Ministerului de Justiție relativ la neurmăritățile pământurilor rurale*“. *Curier Jud.* 42/916;
 CANTACUZINO MATEI, p. 568;
 CRISTODORESCU C. și ȘTEFĂNESCU-PRIBOI DEM., *Codul legislației de expropriere*, p. 188 urm.;
 HAMANGIU C., *Proprietatea literară și artistică în legislația Românească*, p. 39;
 ILIESCU B. AL., *Notă sub. Cas. II, 218 din 12 Dec. 1914. Pand. Rom. 1922-I-268;*
 LUCA N., *Executarea silită*, p. 35;
 NACU, III, p. 815.

Jurisprudență.

1. Din combinarea art. 1824 c. civ. și a art. 493 pr. civ. rezultă că bunurile supuse expropriației silită sunt numai imobilele prin natura lor și imobilele prin a lor destinație sau accesoriile reputeate imobile (Cas. I, 100/Mart. 21/69, B. p. 138).
2. Veniturile pământurilor date locuitorilor pe baza legii de improprietărire pot fi urmărite (Cas. II, 180 din 27 Nov. 1909; Jurisprudența 39/909; In acelaș sens: Cas. II, 40 din 5 Feb. 913. *Jur. Rom.* 14/913 și *Curier Jud.* 28/913; Cas. II, 195/914. *Curier Jud.* 20/915).
3. Pământurile date după legea rurală

nu pot fi înstrăinate prin vânzări silită. (Cas. II, 105 din 14 Iunie și 26 din 3 Febr. 1910. *Jurisprudența* 26/910. In acelaș sens: Cas. I, 469 din 22 Sept. 1910. *Jurisprudența* 31/1910; Cas. II, 6 din 26 Ian. 1911. *Jurisprudența* 9/1911; Cas. I, 727 din 19 Oct. 912. *Jur. Rom.* 1/913; Cas. I, din 9 Iunie 1912. *Jur. Rom.* 12/913; Cas. II, 282 din 12 Dec. 1912. *Jur. Rom.* 12/913; Cas. II, 45/912. *Curier Jud.* 33/912; Cas. I, 480/912. *Curier Jud.* 54/912; Cas. I, 126 din 13 Febr. 1913. *Jur. Rom.* 14/913; Cas. II, 3 din 12 Ian. 1916. *Jur. Rom.* 11/916 și *Curier Jud.* 24/916; Cas. II, 60/915. *Curier Jud.* 51/915; Cas. II, 53 din 25 Martie 1921. *Jur. Rom.* 8-9/921. *Curier Jud.* 34/921).

4. Conform art. 7 din legea rurală de la 1864 art. 1 L. interpretativă dela 1879 și art. 110 l. jud. ocoale, legiuitorul a înțeles să permită numai înstrăinările de bună voie a pământurilor rurale, nu și cele pe cale de urmărire silită.

Art. 125 din legea agrară din 1921 nu derogă într'un nimic dela dispozițiile legilor anterioare de împroprietărire și art.

110 L. jud. ocoale, căci vânzările voluntare sunt permise și oprește înstrăinările silită. (Trib. Fălciu, 64 din 19 Febr. 1924, Jur. Gen. 1924 No. 1158).

5. Veniturile sau fructele pământurilor date locuitorilor pe baza legilor de împroprietărire nu pot fi urmărite. (Trib. Fălciu 64 din 19 Febr. 1924, Jur. Gen. 1924 No. 1158).

Art. 1825. — Cu toate acestea partea nediviză¹⁾ a unui coerede în imobilele unei succesiuni nu poate fi pusă în vânzare de către creditorii săi personali înaintea împărțelii sau a licitațiunii ce pot provoca creditorii, dacă vor găsi de cuviință, sau în care au dreptul de a interveni. (Civ. 785, 974, 1718 urm., 1746, 1793, 1824; Pr. Civ. 494; Civ. Fr. 2205).

Text. fr. Art. 2205. — Néanmoins la part indivise d'un cohéritier dans les immeubles d'une succession ne peut être mise en vente par ses créanciers personnels, avant le partage ou la licitation qu'ils peuvent provoquer s'ils le jugent convenable, ou dans lesquels, ils ont le droit d'intervenir conformément à l'article 882, au titre des Successions.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 405, 406; III, ed. 5-a, p. 659; VI, p. 533; VIII, p. 457, 460-464; BAUDRY ET WAHL, *Successions*, II, 2269, 2329 urm.; BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., III, 2637-2642, 2644, 2645; CHAUVEAU ET CARRÉ, V, *quest.*, 2198, 242; COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 771; II, p. 40, 986; ed. 1-a, III, p. 225, 228, 506, 507, 509; DALLOZ, *Rép. Vente publ. d'imm.*, 93 urm., 100, 102, 106, 107, 112-114, 116, 117, 123, 203, 377; *Suppl. Vente publ. d'imm.*, 21 urm., 114; DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 200 bis, III, IV; DEMOLOMBE XV, 509; GARSONNET, IV, § 1324, 1325, 1327; GLASSON, II, p. 272 urm.; MOURLON, ed. III, p. 714; PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 197, 3171; III, ed. 2-a, No. 2327; PONT, *Expropriation forcée*, 7-9.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 336, 557 n. 1, 763 urm.; (III, part. II, ed. 2-a, p. 490 n. 1, 765 urm.; V, p. 200 n. 3; IX, p. 544, 545); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 192-362; *Observație* sub. Cas. II, 30 din 25 Febr. 1911, Dreptul 41/1911; CANTACUZINO MATEI, p. 261; GEORGEAN N., *Nota* sub. Cas. II, 25 din 24 Mart. 1920, Pand. Rom. 1924-I-22; *Nota* sub. Trib. Borohei 286 din 18 Oct. 1920, Jurispr. Gen. 21/1923 No. 1488; IONESCU I. IOAN, *Nota* sub. *raportul înstrăinării*, p. 112; LUCA N., *Executarea silită*, p. 70; NACU, I, p. 324; III, p. 817.

INDEX ALFABETIC

Ațiune indirectă 17.	Hotărâre 1.
Adjudecare 2.	Imobil a se vedea „Ur-
Asigurarea creditorului 14.	mărire.”
Competență 1.	Imprumut 8.
Contestație 16.	Indirectă ațiune 17.
Coproprietar 6.	Intervenție 6.
Creditori 1—17.	Licitație a se vedea „Ur-
Efect declarativ 2, 3, 4, 8,	mărire.”
9, 10.	Măsuri de asigurare 14.
Excepțiuni 17.	Nulitate 2.
Execuțarea hotărârilor 1.	Oblică ațiune 17.

Pactaj 1—17.	Urmărire silită 1—16.
Societate 2, 3, 8, 9, 11, 14.	Vânzare cu pact de răs-
Succesiune 2, 3, 4, 7-12,	cumpărare, 17.
15, 16.	

Jurisprudență.

1 Cazurile prevăzute de art. 378 și 394 pr. civ. combinat acest din urmă cu art. 1825 c. civ. constituiesc opozițiuni la execuțarea hotărârilor chiar spre a se liquida

1) In vechile legiuri se zicea: „partea în devalmășie”.

datoria și spre a se face împărțeala sau licitațiunea imobilului în comun, cari opozițiuni urmează să se facă chiar la tribunalul a cărui hotărâre se execută. (Cas. I, 129/69, Apr. 7/69, B, p. 169).

2. Legiuitorul, după ce prin art. 1718 dispune că ori-cine este obligat personal, este ținut a îndeplini îndatoririle sale cu toate bunurile sale mobili și imobili, prezenți și viitoare, prin art. 1824 c. civ. și 492 pr. civ. arată că creditorul poate urmări expropriațiunea imobilelor debitorului său; însă prin art. 1825 c. civ. și art. 494 pr. civ. se aduce o excepțiune la dreptul acordat creditorului prin citatele articole. Prin această excepțiune se oprește creditorul personal al unui comostenitor sau coasociat d'a urmări și pune în vânzare silită partea nedivisă a debitorului său într'un imobil al moștenirii sau al societății, mai înainte de a se face partagiul acelei moșteniri sau societăți. Această excepțiune își are rațiunea, căci moștenirea sau societatea fiind o universalitate, o masă de bunuri, ce poate fi de deosebite naturi: creanțe, mobile și imobili, s'ar putea întâmpla la partagiul că în urma socotelilor dintre comostenitori sau coasociați, ori a preluărilor, vre-unul din ei să nu ia nici o parte din imobilele moștenirii sau societății, și chiar de ar lua în lotul său imobilul, ar putea să se întâmple ca tocmai partea din imobilul vândut pentru datoria unui comostenitor ori coasociat să nu căză în lotul expropriatului, ci în lotul celorlalți comostenitori ori coasociați, din care cauză și într'un caz și într'altul acea vânzare prin efectul partagiului care după art. 786 c. civ. este declarativ, iar nu atributiv de proprietate, este nulă și adjudecătorul poate fi evins de moștenitorul sau asociatul în al cărui lot a căzut partea din imobilul vândut silit; dacă urmărirea și vinderea silită a părții nedivisă din imobilele unei universalități (unei mase) de bunuri, are acest inconvenient care nu poate fi întâmpinat decât prin partagiul, ast-fel că creditorii personali al părtașilor universalității să nu poată vinde de cât partea ce se va determina prin partagiul către a debitorului lor, nu se poate pretinde că același inconvenient poate să existe și în cazul când nediviziunea se raportă la un imobil determinat, care nu face parte dintr'o universalitate (masă) de bunuri, căci adjudecătorul nu poate fi evins din imobilul vândut pentru partea aliquotă (partea ideală), prin efectul partagiului de către coproprietarul său. Și dacă nu se poate invoca aceeași rațiune a legii pentru cazul din urmă a nediviziunii într'un imobil determinat evident că dispozițiile excepționale ale art. 494 pr. civ. și art. 1825 c. civ. nu pot avea loc când e vorba de urmărirea și vânzarea silită ce un creditor personal al unui coproprietar voeste să face a părții nedivise dintr'un imobil

determinat. Dacă legiuitorul pentru verificare rațiune, ar fi voit să cuprindă în dispozițiunea sa popritoare nu numai nediviziunile ce au de cauză o universalitate de bunuri, ci veri-care altă cauză, ar fi formulat dispozițiunea sa în termeni largi, iar nu restrictivi, cum a făcut prin art. 1825 c. civ. și 494 pr. civ., și ceea ce legea n'a făcut, judecătorul nu poate face mai cu seamă când e vorba de o derogățiune la o dispoziție generală și de drept comun, cum este cea de la art. 1718—1824 c. civ. și 492 pr. civ. (Cas. II, 28/Febr. 29/76, B. p. 60).

3. Prin art. 1825 c. civ. și 494 pr. civ. se aduce o excepțiune la dreptul acordat creditorului de a urmări expropriațiunea imobilelor debitorului său. Prin această excepțiune se oprește creditorul personal al unui comostenitor sau coasociat d'a urmări și pune în vânzare silită partea indivisă a debitorului, fie într'un imobil al moștenirii, fie al societății, mai înainte de a se provoca și face partagiul moștenirii sau al societății, în cazul numai când obiectul moștenirii sau al societății se compune din o universalitate de bunuri, căci atunci comostenitorii sau coasociații fiind în indiviziune în privința tuturor acestor bunuri, nu se poate ști dacă imobilul ce se urmărește pentru partea ce se cuvine într'insul debitorului urmărit nu va cădea la facerea împărțelei în lotul altui comostenitor sau coasociat, și atunci, pentru că împărțeala, conform art. 786 c. civ. este declarativă iar nu atributivă de proprietate, urmărirea făcută în acel imobil nu poate să fie fără nici un efect legal de oare-ce prin această împărțeală debitorul urmărit are să fie considerat ca și cum n'ar fi avut niciodată vre-o parte în acel imobil. În caz însă când indiviziunea nu există de cât în privința unui singur imobil și când partea indiviză ce fie-care din coproprietari are în acel imobil este determinată, nu este nici un motiv juridic pentru care partea indiviză ce debitorul are în acel imobil să nu poată fi vândută înainte de eșirea din indiviziune, căci facă-se împărțeala în natură sau prin licitațiune, în nici un caz dreptul codevălmașului în acel imobil nu poate să înceteze. (Cas. II, 121, Oct. 1/90, B. p. 1162; Cas. II, 88 Iun. 4/91, B. p. 795; Cas. II, 60/Mai 28/90, B. p. 734; Cas. II, 147, Nov. 5/90, B. p. 1313; Cas. sect. unite. 9 Nov. 10/78, B. p. 438; Apel Buc. I, 126 Mai 31/82 Dr. 61/82; Apel Buc. I, 35 Febr. 11/84 Dr. 29/84; Apel Buc. I, 135 Sept. 25/86 Dr. 70/86; Apel Buc. III, 30, Febr. 3/87 Dr. 25/87; Apel Craiova I, Apr. 8/94, Dr. 59/94).

4. De și acțiunea unui creditor se întinde asupra tuturor bunurilor debitorului său însă în vederea ficțiunii legale prevăzute de art. 796, după care partagiul e numai declarativ de proprietate, orice expropriație sau vânzare a unei părți indivize din un imobil ar da naștere la inconveniente și de aceea legiuitorul le-a prohibit în interesul

tuturor părților. Art. 1285, care oprește vânzarea părții indivize a unui coerede din imobilele succesiunii înainte de facerea partagiului, este general în dispozițiunile sale, și el nu este de cât consecința principiului după care un creditor nu poate urmări creanța sa de cât asupra bunurilor debitorului său. Prin urmare, atât cât ține indiviziunea între coproprietarii ne-debitori și coproprietarii debitori, porțiunile acestora nefiind nici cunoscute nici determinate nu pot fi expropriate. (Apel Buc. I, 38, Febr. 23/94, Dr. 27/94; Cas. I, 169 Mai 24/82, B. p. 563).

5. Fiind vorba de o urmărire de mobile, după art. 1825 c. civ. combinat cu art. 494 pr. civ., toate părțile pot să scape de acest drept de a provoca împărțeala; și dar nu este exact a se zice că aceasta este o facultate rezervată de legiuitor numai creditorilor, la care ei pot să renunțe. Ast-fel fiind, coproprietarul e în drept a cere scoaterea de sub urmărire a imobilului indiviz, până ce creditorul va provoca diviziunea. (Cas. I, 214 Iun. 4/85, B. p. 488).

6. Coproprietarul, având un drept indivis asupra imobilului urmărit drept ce se va transforma în proprietate exclusivă asupra cutărei porțiuni din imobil prin faptul împărțelei, are interes și calitate de a interveni la acea urmărire și a face act de conservare a bunului indivis. (Apel Iași I, Febr. 8/89, Dr. 29/89).

7. Urmărirea neputându-se exercita de cât asupra unui lucru imobil cert și determinat, prohibițiunea stabilită prin art. 1825 c. civ. combinat cu art. 494 pr. civ., în cât privește urmărirea imobilelor indivize ale unei moșteniri, își are aplicațiunea sa și în cazul când se urmărește o parte dintr'un imobil determinat. Este neîntemeiată argumentațiunea prin care se tinde a se stabili că această prohibițiune ar avea loc numai în cazul când proprietatea indiviză s'ar constitui din mai multe imobile, de oarece nu pluralitatea imobilelor ce alcătuiesc masa indiviză face să se schimbe și rațiunea acelor dispozițiuni prohibitive, moștenirea fie ea compusă din mai multe imobile sau numai din unul singur, până la împărțeală acele imobile nu aparțin în plină proprietate nici unui din coerezi și incertitudinea lotului ce se va cuveni coerezilor rămâne aceeași. Drepturile creditorului sunt destul de garantate prin facultatea ce-i acordă legea de a procedea la diviziunea averii, pentru a-și putea în urmă exercita urmărirea sa asupra porțiunii atribuită debitorului său. Asemenea este neîntemeiată argumentațiunea prin care se invoacă validitatea unei atari urmăriri din punctul de vedere că ea s'ar întinde numai asupra dreptului debitorului său la o parte de proprietate a imobilului urmărit, iar nu și asupra fondului, de oarece urmărirea nu se pot exercita de cât asupra bunurilor aflate în patrimoniul debitorului său, iar când e vorba de drepturi, ele nu

pot face obiectul unei urmăriri silite ci numai a unui exercițiu prin subrogațiune din partea creditorului, și care în specie s'ar putea traduce numai prin o acțiune în partagiu. (Apel Iași. I, Februarie 8/89 Dr. 29/89).

8. Pentru ca un imobil să poată face obiectul unei execuțiuni silite, și prin urmare a unei vinderi, trebuie să fie cert și determinat, și să nu fie exceptat sau oprit de lege de a fi vândut (art. 379 pr. civ și art. 1310 c. civ.). Or, legiuitorul, prin art. 1825 c. civ., combinat cu art. 494 pr. civ., a oprit pe creditorii personali ai unui co-moștenitor sau asociat de a putea să urmărească și să vândă partea indiviză a debitorului lor, în imobilele moștenirii sau societății, obligându-i să provoace mai întâiu împărțeala acelor imobile; și aceasta de motiv că partagiul nemai fiind translativ de proprietate, cum era la Romani, ci determinativ sau declarativ de proprietate (art. 786 și 1530), coerelele sau coasociații, căruia i-ar cădea în lot un imobil, e prezumpt că l-a moștenit singur direct de la defunct și ceilalți coerezi sau coasociați sunt prezumpți că nu au fost nici un moment proprietari pe acel imobil, așa în cât e nesigur dacă coerelele debitor urmărit, va culege sau nu din partagiu, imobilul urmărit sau o parte determinată din el la caz când s'ar putea face partagiul în natură sau dacă nu va primi o sumă de bani ca parte a lui, sau dacă nu va mai primi nimic din pricina raporturilor ce ar trebui să facă; cu alte cuvinte legiuitorul a impus creditorilor unui coerede îndatorirea ca pentru a putea pune în vânzare un imobil al succesiunii, pentru datoria unuia dintre coerezi, să facă a se determină partea sau lotul acestui debitor al lor, provocând partagiul pentru a putea în urmă urmări și vinde numai bunurile asigurate debitorului său, căci altfel, imobilul indiviz nu e cert și determinat, măcar că s'ar ști că coeredului debitor i se cuvine o jumătate sau a treia parte din imobil dar această parte nu e determinată în ce va fi anume și în ce va consista. Ori când e vorba de a urmări prin vedere un imobil al unui debitor, acesta trebuie să fie cert și determinat, iar nu numai determinabil. Din expresiunea imobilă nu se poa' e deduce că restricțiunea art. 1825 e aplicabilă nu mai când e vorba de mai multe imobile de o colectivitate de bunuri succesoriale, de o universalitate, iar nu și când e vorba de un singur imobil, căci cuvintele de universalitate, colectivitate sunt foarte relative și chiar un singur imobil poate fi considerat ca o universalitate dacă e singurul care compune succesiunea sau o alicută parte din succesiune; apoi legea nu distinge și nici judecătorul nu poate distinge; și imobilele trebuind a fi urmărite succesiv, mai ales când ar fi situate în mai multe județe și nu ar face parte din o singură exploatare, ca regula aceasta de interpretare s'ar

ajunge a se vinde și o succesiune întreagă, compusă din sute de imobile. căci nici o dată nu ar mai fi universalitatea bunurilor succesoriale, în fiecare bun știindu-se numărul erezilor, s'ar putea susține că, cutare erede în cutare imobil are cutare parte, prin urmare o parte certă și lichidă, care s'ar putea vinde și fără partagiul; cu acest chip de interpretare s'ar adăuga la lege, iar nu s'ar interpreta, și s'ar eluda o dispozițiune precisă. Creditorul, care a împrumutat bani pe o parte indiviză a unui moștenitor, a cunoscut că nu poate vinde înainte de partagiul, și apoi dacă cu adevărat urmărește plata creanței sale, el poate să o obțină prin partagiul, în caz când debitorului său i-ar cădea în lot o sumă de bani, ori dacă creditorul nu urmărește decât dreptul debitorului său în imobilul succesiunii iar nu imobilul în sine, căci acesta nu se știe al cui va fi prin efectul declarativ al partagiului, apoi exercițiul acestui drept se traduce tocmai într-o acțiune în partagiul, pe care legea prin textele citate îl pune îndatorirea de a o provoca. (Trib. Iași, III, 225, Oct. 18/90, Dr. 70/90).

9. Orice avere a debitorului, mobilă sau imobilă, poate să fie urmărită de creditorii săi, după formele legale, cu condițiune numai ca să fie stabilită și determinată ca avere a sa, căci numai atunci se pot găsi cumpărători cari să dea prețul cuvenit (art. 1718 c. civ., 416 și 504 pr. civ.). Numai în sensul îndeplinirii acestei condițiuni, se prevede prin art. 1825 c. civ. și 494 pr. civ. că nu se poate urmări și vinde partea indiviză a unui comostenitor sau coasociat. În imobilele succesiunii sau asociațiunii, înainte de împărțea lor. În acest sens, partea indiviză a unui debitor comostenitor sau coasociat, în imobilele succesiunii sau coasociațiunii, numai atunci nu este bine stabilită și determinată ca avere a lui, când acele imobile fac parte dintr'o universalitate de bunuri a succesiunii sau asociațiunii, căci numai în acest caz nu se știe dacă la împărțea acel debitor va obține în lotul său vre-o parte din acele imobile, și cât anume, sau că va obține în acel lot altă natură de avere. În cazul însă, când prin împărțea sau alt mod, este bine și definitiv stabilit dreptul de coproprietate al unui comostenitor sau coasociat asupra unei porțiuni oarecare din toate imobilele succesiunii sau asociațiunii, ori numai asupra unora din acele imobile, fie chiar în indiviziune cu alți comostenitori sau coasociați atunci negreșit acea parte este bine determinată ca avere a comostenitorului sau coasociatului, căci se poate cunoaște natura, întinderea și valoarea ei, și prin urmare se poate urmări și vinde prin licitațiune publică, ca și de bună voe, spre a se obține pentru ea prețul cuvenit. (Cas. I, 206, Mai 17/91 B. p. 535).

10. Dispozițiunea din art. 1825 c. civ. și art. 494 pr. civ., se referă numai la credi-

torii personali ai unui comostenitor oprindu-i de a exercita dreptul lor de gagiu asupra porțiunii cuvenite debitorului lor în imobilele moștenirii mai înainte de a se determina această porțiune prin împărțea pe care ei sunt autorizați de a o provoca. Aplicațiunea acestei dispozițiuni excepționale care este o consecință a principiului efectului declarativ al împărțelii este exclusă atât prin rațiunea ei juridică cât și prin termenii „creditorii personali ai unui erede” întrebuițat de legiuitor atunci când e vorba de executarea unei datorii a moștenirii sau a unei datorii comune tuturor comostenitorilor. (Apel Iași, I, Ian 24/94, Dr. 21/94).

11. Dispozițiua acestui articol se aplică numai atunci când imobilul urmărit face parte dintr'o universalitate de bunuri ale succesiunii sau ale unei societăți iar nu și atunci când partea indiviză a debitorului în imobil este certă și determinată. (Cas. II, 57/96 B. p. 614).

12. Dispozițiua art. 1825 Cod. civ și a art. 494 Pr. civilă, care oprește pe un creditor personal al unui comostenitor să urmărească și să pună în vânzare silită partea indiviză, se aplică numai la imobilele care fac parte dintr'o universalitate de bunuri, iar nu și la cazul când se urmărește întreaga parte indiviză, căci în acest caz obiectul este determinat. (Cas. II, 97/96 B. p. 876).

13. Creditorul este în drept a urmări întreaga avere a debitorului său, atât mobilă cât și imobilă, însă, când această avere este în indiviziune cu alți coproprietari, astfel că nu se știe care anume este partea debitorului, creditorul trebuie mai întâi să ceară a se face diviziunea conform legii. (Cas. I, 224/97, B. p. 813).

14. Deși, potrivit dispozițiunilor art. 494 pr. civilă și 1825 codul civil, un creditor personal al unui coasociat nu poate vinde fondul social în timpul cât durează societatea, totuși nimic nu se opune ca creditorul să-și ia măsurii asigurătoare în averea indiviză. (Trib. Ilfov Not, Dr. 9/908, p. 69).

15. Conform, art. 494 pr. civ. e admisă vânzarea unei părți de valmașe a unui comostenitor dacă cătmea ei este neîndoelnică și lămurită, fără ca să fie nevoie să se ceară mai întâi împărțea imobilului. (Cas. II, 153 din 7 Oct. 1909, Jurisprudența 33/1909. În acelaș sens: Cas. II, 30 din 25 Febr. 1911, Jurisprudența 15/1911).

16. Potrivit art. 1825 din codul civil și 494 din procedura civilă, partea indiviză a unui comostenitor nu se poate urmări și vinde înainte de împărțea, afară numai dacă cătmea ei este neîndoelnic stabilită și lămurită; că partea indiviză a unui debitor comostenitor numai atunci este neîndoelnic stabilită și urmărită, când face parte dintr'un singur imobil, iar nu și atunci când imobilul face parte dintr'o universalitate de bunuri, când partea indiviză a

unui moștenitor fiind incertă și nelămurită până la împărțeață nu poate până atunci face obiectul unei urmăriri silite. Prin urmărire, violează sus citatele articole Tribunalul când respinge contestația și procedează la vânzare, deși în averea succesorală se găseau două imobile asupra cărora moștenitorii se găseau în indiviziune. (Cas. I. 156/912 B. p. 389).

17. Potrivit art. 974 codul civil creditorii putând exercita toate drepturile și acțiunile

debitorilor lor, afară de acele care le sunt exclusiv personale acestora, iar printre excepțiuni neîntrând și acțiunea în partaj, după cum o arată expres art. 1835 c. civ., urmează că un creditor are posibilitatea să provoace dănsul ieșirea din indiviziune, pentru a-și putea exercita drepturile de răscumpărare. (Cas. I. 105 din 19 Ian. 1925 Jür. Rom. 13/925).

18. A se vedea : art. 786, nota 11 ; art. 924, nota 18.

Art. 1826. — Imobilele unui minor, chiar emancipat, sau unui interzis nu pot fi puse în vânzare înaintea vânzării mobilelor sale. (Civ. 342, 401, 421 urm., 454, 1827; Civ. Fr. 2206).

Text. fr. Art. 2206. — Les immeubles d'un mineur, même émancipé, ou d'un interdit, ne peuvent être mis en vente avant la discussion du mobilier.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, I, p. 353; I, ed. 5-a, p. 563; VIII, p. 470;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., III, 2647-2649, 2649 I, 2650-2652;
CHAUVEAU ET CARRÉ, V, *quest.*, 2198;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 40;
DALLOZ, *Rép. Vente publ. d'imm.*, 128, 181;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 201 bis;
DEMOLOMBE, I, 192;
GARSONNET, IV, § 1497;
GLASSON, II, p. 283;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 714;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 181, 198;
PONT, *Expr. forc.*, 14-17.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 766 urm.; (II, ed. 2-a, p. 869 n. 1; III, part. I, ed. 2-a, p. 41);
LUCA N., *Executarea silite*, p. 92;
NACU, I, p. 627; III, p. 818.

Jurisprudență.

Legea timbrului, ca orice lege fiscală, fiind de strictă aplicare, trebuie interpretată în favoarea contribuabilului, astfel că taxa de perceput să fie cât mai puțin oneroasă pentru cel ce o datorește. Prin urmărire, în lipsa unei dispoziții care să reguleze din ce avere succesorală au a fi deduse datorile succesiunii pentru aflarea activu-

lui succesoral supus la plata taxei de înregistrare, este drept și rațional de a deduce aceste datorii din averea mobilă producătoare sau nu de venit și numai în caz de neajungere să se deducă și din valoarea averii imobiliare. Aceasta rezultă și din art. 1826 cod civ., după care imobilele unui minor sau ale unui interzis nu pot fi puse în vânzare înaintea mobilelor sale. (Cas. I, 294/903 B. p. 805).

Art. 1827. — Discuțiunea prealabilă a mobilelor nu este cerută la expropriatiunea imobilelor posedate în nedivis de către un majore și un minore sau interzis, dacă datoria le este comună; asemenea discuțiunea nu se cere nici în cazul când urmărirea au fost începute în contra unui majore sau înaintea pronunțării interdicițiunii. (Civ. 1826; Civ. Fr. 2207).

Text. fr. Art. 2207. — La discussion du mobilier n'est pas requise avant l'expropriation des immeubles possédés par indivis entre un majeur et un mineur ou interdit, si la dette leur est commune, ni dans le cas, où les poursuites ont été commencées contre un majeur, ou avant l'interdiction.

Doctrină străină.

BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, etc.*, III, 2653;
DALLOZ, *Rép. Vente publ. d'imm.*, 124 urm., 280 urm.; *Suppl. Vente publ. d'imm.*, 53 urm.;
GLASSON, II, p. 273, 283;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 714.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 766 urm.;
LUCA N., *Executarea silită*, p. 94;
NACU, I, p. 628; III, p. 818.

Art. 1828. — Creditorul nu poate urmări vânzarea imobilelor cari nu-i sunt ipotecate decât la cazul când bunurile ce-i sunt ipotecate nu ajung spre plata creanței sale. (Civ. 1718; Civ. Fr. 2209).

Text. fr. Art. 2209. — Le créancier ne peut poursuivre la vente des immeubles qui ne lui sont pas hypothèques, que dans le cas d'insuffisance des biens qui lui sont hypothèques.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 464, 465;
BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, etc.*, III, 2655-2659;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 40;
DALLOZ, *Rép. Vente publ. d'imm.*, 179 urm., 184, 189, 190, 192-194, 635;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 205 bis;
GARSONNET, IV, § 1256, § 1256, n° 14, 17, 22;
GLASSON, II, p. 281;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 715;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 181, 199, 200;
PONT, *Expr. forc.*, 19-21.

Doctrină românească

ALEXANDRESCO, X, p. 333, 768 urm.; „O chestiune asupra art. 1828 c. civil”. Dreptul 85/902;
GEORGEAN N., *Notă sub Trib. Dorohoi*, 143 din 7 Iunie 1921. Jurispr. Gen. 24/1923 No. 1666;
IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 117;
LUCA N., *Executarea silită*, p. 95;
MARINESCU GEORGE CONST., *Notă sub Cas. II*, 72 din 21 Mart. 1922. Pand. Rom. 1923-I-39;
NACU, III, p. 819.

INDEX ALFABETIC

Apreciere suverană 10.	Ipotecă 1-13.
Avere mobilară, a se vedea „Mobile”.	Măsuri de conservare 13.
Avere imobilară, a se vedea „Imobile”.	Mobile 4-13.
Credit funciar 7.	Ordine publică 4.
Creditori chirografari 1.	Poprire 8.
Creditori ipotecari 1-13.	Restricțiune, a se vedea „Excepțiune”.
Excepțiune 5, 6, 7, 8, 9, 12.	Suverană apreciere 10.
Imobile 4-13.	Tablou de ordine 1.
Interpretare 6, 10.	Urmărire silită 1-13.
	Urmărirea altei averi 1-13.

Jurisprudență.

1. După art. 1828, creditorii ipotecari, de și au dreptul de a se despăgubi, ca și creditorii chirografari, din oricare altă avere a debitorului lor, însă un atare drept ei nu pot să-l exercite decât în caz când urmărind și vânzând imobilul ipotecat, nu s'a putut îndestula de întreaga creanță, sau când au propus și dovedit că imobilele ipotecate nu sunt îndestulătoare pentru acoperirea întregii creanțe. Astfel, credito-

rul ipotecar care nu a urmat această cale nu poate fi admis și înscris cu creanța sa ipotecară în tabloul de ordinea creditorilor ce se formează la tribunal pentru distribuirea prețului prins din vânzarea altei averi a debitorului urmărită de alți creditori chirografari. (Cas. I, 73, Mart. 5/83; B. p. 255).

2. După art. 1718, oricine este obligat personal este responsabil cu toate bunurile sale, mobile și imobile prezente și viitoare. Prin urmare creditorul, chiar ipotecar e în drept să exercite urmărirea asupra oricărei averi ipotecate sau nu, de oarece întregul patrimoniu al debitorului servește ca gagi al creditorului. (Cas. I, 3 Ian. 10/86 B. p. 8).

3. Creditorul ipotecar este în drept ca, după vânzarea imobilului ipotecat, să urmărească pentru restul datoriei orice altă avere a debitorului său tot în baza actului de ipotecă, fără să aibă trebuință de obli-

nerea vreunei hotărâri. Aceasta rezultă din art. 1828 (Trib. Ilfov, notar., 232/Febr. 24/89 Dr. 24/89).

4. Legiuitorul codului civ. inspirându-se de ideile timpului cari considerau averea mobilă ca vilă și numai cea imobilă ca prețioasă și constituind adevărata bogăție a unei națiuni, privește cu ochi răl expropriierile, și pentru a le îngrădi a creat o serie de forme meticuloase și restricțiuni, între cari și aceea din art. 1828: că un creditor ipotecar să nu poată urmări vânzarea imobilelor ce nu sunt ipotocate, de cât numai când bunurile ipotocate nu sunt îndestulătoare spre a-l achită. I-a impus creditorului ipotecar să-și urmărească mai întâiu gagiul special ce și l-a ales și apoi să urmărească și alt imobil al debitorului sau să dovedească în prealabil că gagiul ales nu e îndestulător a-l achită. și numai dovedind aceasta să poată urmări și alt imobil neipotecat, deci a creat o favoare debitorului de care acesta poate sau nu uză, ca de orice favoare căci debitorul putând vinde de bună voie ori câte imobile are, nu e nici o rațiune de ordine mai înaltă ca să nu i se dea voie a lăsa pe creditorul său să-i vândă prin licitațiune chiar și imobilele ce nu sunt ipotocate, și nici un text nu îndrituește pe tribunal ca din oficiu să se poată opune la o atare vânzare silnică la care nu s'ar opune cel mai direct atins, debitorul urmărit; deci nimic nu poate fi de ordine publică în această restricțiune a art. 1828, ci este o favoare creată pentru debitor, ca multe alte în materie de expropriere. Și apoi dacă art. 1828 ar cuprinde ceva atingător de ordinea publică și bunele moravuri, desigur că ordinea publică și bunele moravuri nu se cântăresc și se schimb după nevoile unui particular; or, art. 1828 prevede că dacă creditorul ar stabili că imobilul ipotecat nu-l poate achită deplin, poate urmări și altul ce nu este ipotecat, prin urmare o dispozițiune proteguitoare și de chibzuință, iar nu de ordine publică. (Trib. Iași, III, 225, Oct. 18/90, Dr. 70/90).

5. Art. 1828 care permite creditorului ipotecar a urmări vânzarea imobilelor ce nu-i sunt ipotocate, numai în cazul când cele ipotocate nu ajung spre plata creanței sale, fiind o excepțiune la principiul arătat în art. 1718, ea nu poate fi întinsă peste limitele pentru care a fost creată; astfel fiind, întru cât acea excepțiune nu are în vedere de cât prohibițiunea urmării imobilelor, creditorul este în drept să ia măsuri de conservare și să urmărească averea mobilă a debitorului său înainte de orice urmări în imobilele ce i s'au afectat ca ipotecă. (Cas. II, Iun. 4/90, B. p. 835).

6. Excepțiunea făcută principiului art. 1718 de dispozițiile art. 1828 cod. civ., care opresc pe creditorul ipotecar de a vinde alte imobile ale debitorului său decât cel ipotecat, afară numai când din vânzarea imobilului ipotecat nu s'a îndestulat, tre-

bue interpretată în mod strict, adică numai la imobile așa că și creditorul ipotecar are dreptul să urmărească averea mobilă a debitorului său, înainte de a realiza creanța sa ipotecară. (Apel, Buc., I. Dr. 70/901).

7. În virtutea art. 1718 cod. civil și a art. 56 din legea creditului funciar, prin care societatea Creditului și-a rezervat pe lângă privilegiile speciale și toate drepturile ce aparțin oricărui creditor, aceea societate poate să sequestreze și să urmărească averea mișcătoare, ce se află pe imobilul ipotecat ei, mai înainte chiar de a fi pusă în posesia acelu imobil. Prin această nu se contravine art. 1828 cod. civil, căci acest articol, aducând o restricție la regula generală, el nu-și găsește aplicarea decât în cazul vânzării imobilului. (Cas. I. 44/902, B. p. 1153).

8. Regula din acest articol se aplică numai când creanța este garantată prin ipotecă și debitorul are mai multe imobile: celelalte imobile ale creditorului nu pot fi puse în urmărire, decât după vânzarea imobilului ipotecat și dacă creditorul nu se va îndestula din prețul lui. Continând o excepție la principiul general din art. 1718, aceasta nu se poate întinde la averea mobilă a debitorului. Creditorul ipotecar este deci în drept a urmări și popri o suma oarecare de bani, pe care a depus-o conservatorul din venitul imobilului ipotecat al debitorului. (Apel, Galați, II, Dr. 33/903).

9. Intreaga avere a debitorului formând gagiul creditorului, acesta este, în principiu, în drept a-și urmări îndestularea din orice bun mobil sau imobil al debitorului său, și art. 1828 din codul civil, care prescrie că nu se poate vinde altă avere înainte de imobilul ipotecat, trebuie interpretat în sensul că această restricțiune la dreptul creditorului se aduce numai atunci când nu se dovedește că imobilul ipotecat este insuficient pentru acoperirea datoriei, căci altfel, nu s'ar putea explica de ce, p în fapt luării unei garanții mai mult—ipotecă—un creditor diligent ar fi lipsit de dreptul pe care îl are orice creditor chirografar. Așa dar, de câteori un creditor ipotecar dovedește că imobilul care-i este ipotecat nu este suficient pentru acoperirea creanței sale, el este în drept a urmări, o dată sau chiar înainte de imobilul ipotecat, orice altă avere a debitorului său. (Apel, Buc., III, Dr. 64/904).

10. În ce privește interpretarea clauzelor dintr'un contract, instanțele de fond sunt suverane apreciatoare. Prin urmare, dacă într'un contract există clauza următoare: „creditorul va putea urmări și vinde orice altă avere mobilă și imobilă fără a aștepta mai întâi vânzarea moșiei ipotocate” și dacă instanța de fond găsește că intenția părților a fost ca creditorul să poată urmări simultan numai averea unde se află imobilul ipotecat iar nu din diferite județe, prin aceasta nu violează art. 1828 și 1829 cod. civ. (Cas. I. 258/904, B. p. 780).

11. Art. 1828 și 1829 cod. civ., conțin dispozițiunile de protecțiune și favoare pentru debitor, care sunt cu totul deosebite una de alta. Art. 1828 este aplicabil numai creditorului ipotecar și este bazat pe această considerațiune că, el primind o garanție specială, se presupune că acea garanție este suficientă pentru a fi plătit, însă dacă se dovedește contrariul, el intră în drepturile, pe care le are orice creditor, din contră, art. 1829 este o dispoziție generală care se aplică tuturor creditorilor de orice categorie ar fi. (Apel. Buc I, Dr. 19/905).

12. Legiuitorul a stabilit ca principiu în art. 1718 și 1719 cod. civil, că orice debitor este ținut a-și îndeplini îndatoririle, cu toate bunurile sale mobile și imobile prezente și viitoare; că la acest principiu legiuitorul a introdus oarecari excepțiuni prin art. 1825—1831, limitând dreptul creditorilor și între aceste excepțiuni este și aceea prevăzută în art. 1828, care interzice unui creditor ipotecar de a urmări vânzarea imobilelor ce nu îi sunt ipotecate decât atunci când acelea ce-i sunt ipotecate n'ar ajunge spre plata creanței sale, dispozițiune rațională și conformă cu intenția păr-

ților; că această excepție la principiul general, nu poate fi întinsă peste marginile ei. Astfel, interzicându-se urmărirea numai a altor imobile, nu poate fi prin urmare aplicabilă și la urmărirea averii mobiliare a debitorului; și cum subrogație reală nu există, decât în favoarea creditorilor privilegiați sau ipotecari, atunci tot avere mobilă este și aceea care ar proveni din vânzarea unor imobile. (Cas. II, 483/905, B. p. 1685).

13. Un creditor ipotecar este în drept să ia măsuri de conservare și să urmărească averea mobilă a creditorului său independent de orice urmărire sau măsură de conservare asupra averii imobile. Averea imobilă neipotecată însă nu poate fi urmărită decât când cea ipotecată nu ajunge pentru plata creanței. (Cas. II, deciziunea civilă No. 33, din 2 Aprilie 1920; Jurisprudența Rom 10/1920, p. 1437; Curier Judiciar 69-70 din 1920; Dreptul 29/920. In acelaș sens: Trib. Drohoi 143 din 7 Iunie 1921 Jur. Gen. 1923 No. 1666).

14. A se vedeă: art. 1718, notele 6, 7, și 17.

Art. 1829. — Vânzarea silită a bunurilor situate în diferite districte nu poate fi provocată decât succesiv afară de cazul când acele bunuri fac parte din una și aceeași exploatațiune.

Vânzarea se urmărește înaintea tribunalului în circumscripțiunea cărui se găsește centrul exploatațiunii, sau în lipsa unui asemenea centru, partea bunurilor ce prezintă cel mai mare venit. (Civ. 1830; Pr. civ. 495, 523; Civ. Fr. 2210).

Text. fr. Art. 2210. — La vente forcée des biens situés dans différents arrondissements ne peut être provoquée que successivement, à moins qu'ils ne fassent partie d'une seule et même exploitation.

Elle est suivie dans le tribunal dans le ressort duquel se trouve le chef-lieu de l'exploitation, ou à défaut de chef-lieu, la partie des biens qui présente le plus grand revenu, d'après la matrice du rôle.

Doctrină străină.

BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., III, 2661, 2662;
DALLOZ, *Rép. Vente publ. d'imm.*, 195 urm.;
GLASSON, II, p. 282;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 717;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 181, 199, 200, 202.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 763, 772 urm.;
LUCA N., *Executare silită*, p. 88;
NACU, III, p. 819.

Jurisprudență.

1. Când părțile convin prin actul de împrumutare ca, la caz de neplată, imobilul ipotecat să se vândă la alt tribunal decât la acela unde este situat, debitorul nu mai

poate impută tribunalului că a violat art. 495 pr. civ., vânzând fără competență un imobil din alt district. (Cas. II, 83/Mai 26/76 B. p. 206).

2. Nu se poate răsturnă, nici prin renunțarea unei părți, nici prin convențiunile par-

riculare, ordinea jurisdicțiunilor care e de interes public. (Cas. II, 305/79, B. p. 672).

3. Vânzarea unei păduri făcută prin licitație la consulațul străin nu poate fi presupusă că efectuată în țară străină, de oarece principiul exteriorității, care este o ficțiune relativă la persoana reprezentanților puterilor străine, nu poate fi aplicat unor acte judecătorești, ce în realitate s'au petrecut într-o țară, ca să fie considerate ca făcute într'altă țară. (Cas. I, 98/Mart 10/60 B. p. 116).

4. În principiu, creditorul are drept a urmări toată averea debitorului său, și mai cu seamă imobilele ipotocate lui, printr'o singură vânzare, fără a putea fi silit a le vinde câte unul, afară de cazul când legea ordonă vânzarea separată, caz prevăzut de art. 1829. Afară din acest caz, chestiunea de a se ști dacă un imobil sau mai multe imobile se vând în bloc sau în loturi este o chestiune de fapt care se regulează de tribunal, după interesul creditorului și al

debitorului, fără ca deciziunea sa, într'un sens sau într'altul să constituie vreo violațiune de lege supusă controlului curții de casație. (Cas. II, 115/Nov. 11/88, B. p. 970).

5. Consulii străini nu sunt în drept a efectua vânzarea imobilelor situate în România, chiar când sunt proprietatea unor supuși ai țării ce reprezintă. (Trib. Dolj. II, Oct. 28/89, Dr. 78/89).

6. Art. 1828 și 1829 cod. civ., conțin dispozițiuni de protecțiune și favoare pentru debitor, care sunt cu totul deosebite una de alta. Art. 1828 este aplicabil numai creditorului ipotecar și este bazat pe această considerațiune că, el primind o garanție specială, se presupune că acea garanție este suficientă pentru a fi plătit, însă dacă se dovedește contrariul, el intră în drepturile pe care le are orice creditor; din contră art. 1829 este o dispoziție generală care se aplică tuturor creditorilor de orice categorie ar fi (ApeI Buc. I. Dr. 19/905).

7. A se vedea: art. 2, nota 3.

Art. 1830. — Dacă bunurile ipotocate creditorului și bunurile ce nu-i sunt ipotocate sau bunurile situate în diferite districte, fac parte din una și aceeași exploatațiune, vânzarea unuia și altora se va urmări la un loc, dacă o cere debitorul¹⁾. (Civ. 1311, 1790, 1813, 1829; Civ. Fr. 2211).

Text. fr. Art. 2211. — Si les biens hypothèques au créancier, et les biens non hypothèques, ou les biens situés dans divers arrondissements, font partie d'une seule et même exploitation, la vente des uns et des autres est poursuivie ensemble, si le débiteur le requiert; et ventilation se fait du prix de l'adjudication, s'il y a lieu.

Doctrină străină.

BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, etc.*, III, 2664;
DALLOZ, *Rép. Vente publ. d'imm.*, 202 urm.;
GLASSON, II, p. 231;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 717;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 199.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 763, 772 urm.;
LUCA N., *Executarea silită*, p. 91;
NACU, III, p. 819.

Art. 1831. — Dacă debitorul justifică, prin contracte de arendă autentice, că venitul curat al imobilelor sale pe timp de un an este de ajuns pentru plata capitalului datoriei, dobânzilor și cheltuelilor, și dacă el dă delegațiune creditorului de a percepe acel venit, tribunalul poate suspenda urmărirea, cari urmăriri pot fi însă continuate dacă se prezintă vreun obstacol sau vreo opozițiune la plata datoriei. (Civ. 1101, 1132 urm., 1171, 1413; Pr. civ. 502; Civ. Fr. 2212).

¹⁾ Art. francez corespunzător, 2211, continuă: „et ventilation se fait du prix de l'adjudication s'il y a lieu”.

Text. fr. Art. 2212. — Si le débiteur justifie, par baux authentiques, que le revenu net et libre de ses immeubles pendant une année, suffit pour le paiement de la dette en capital, intérêts et frais, et s'il en offre la délégation au créancier, la poursuite peut être suspendue par les juges, sauf à être reprise s'il survient quelque opposition ou obstacle au paiement.

Doctrină străină.

BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., III, 2665-2668;
 CHAUVEAU ET CARRÉ, V, *quest.*, 2198, § 3;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 172;
 DALLOZ, *Rép. Vente publ. d'imm.*, 167 urm., 176; *Suppl. Vente publ. d'imm.*, 38;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IX, 208 bis; 208 bis, I, III;
 GARSONNET, IV, § 1322, 1499;
 GLASSON, II, p. 283;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 715;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 201;
 PONT, *Expr. forc.*, 20, 29, 30.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 773 urm.; (VI, p. 505); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 364;
 LUCA N., *Executarea silită*, p. 106, 168;
 NACU, III, p. 819.

Jurisprudență.

1. Legea c. editului funciar, fiind lege excepțională, și intru cât după acea lege art. 60 capitalul integral este exigibil, în caz de neplata unei anuități, debitorul nu se poate prevală de dispozițiunile art. 1831 c. civ. decât dovedind dinaintea tribunalului cu acte autentice că venitul imobilului urmărit este cât capitalul integral debitat, iar nu cât ratele întârziate. (Cas. II, 117, Oct. 30/87, B. p. 834).

2. Prin art. 502 pr. civ. și 1831 c. civil, prevăzându-se clar că debitorul care probează că venitul pe un an al imobilului urmărit este suficient pentru plata datoriei creditorului urmăritor, poate să obțină de la tribunal suspendarea vânzării, urmează că

asemenea cerere trebuie să o facă la tribunal înainte de adjudecarea lui, căci atunci se poate suspenda urmărirea după cum permite legea, pe când dacă s'ar admite asemenea cerere a debitorului făcută după efectuarea adjudecării, atunci ar trebui să se anuleze această operațiune, iar nu să se suspende urmărirea ceea ce ar fi contra textului clar al legii. Apoi, prin admiterea unei asemenea cereri a debitorului făcută la tribunal în urma adjudecării provizorii, s'ar răpi dreptul câștigat al adjudecatarului de a rămâne cumpărător definitiv al imobilului urmărit, sub condițiunea numai de a nu fi supralicitat de altă persoană (art. 550 pr. civ.), ceea ce nu se poate admite. (Cas. II, 163, Nov. 6/91, B. p. 1270).

Art. 1832. — Vânzarea silită a imobilelor nu poate fi provocată și urmărită decât în virtutea unui titlu autentic și executoriu pentru o datorie certă și lichidă.

Dacă datoria constă în sume nelichidate, urmărirea sunt valabile, dar adjudecațiunea nu se va putea face decât după lichidațiune. (Civ. 1171, 1173; Pr. civ. 371, 378; Civ. Fr. 2213).

Text. fr. Art. 2213. — Le vente forcée des immeubles ne peut être poursuivie qu'en vertu d'un titre authentique et exécutoire, pour une dette certaine et liquide. Si la dette est en espèces non liquidées, la poursuite est valable; mais l'adjudication ne pourra être faite qu'après la liquidation.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 227; VIII, p. 466, 467;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc., III, 2677-2680;
 CHAUVEAU ET CARRÉ, IV, *quest.*, 1913, 1926;
 DALLOZ, *Rép. Vente publ. d'imm.*, 137 urm., 210 urm., 227 urm., 262 urm.; *Suppl. Vente publ. d'imm.*, 30 urm., 40 urm., 45 urm., 47 urm.;

DEMOLOMBE, V, 242 bis, V; XXV, 516 urm.;
 GUILLOUARD, *Privilèges et hypothèques*, IV, § 1265, 1269-1272, 1272, n° 3, 1273;
 LAURENT, XXVIII, 398, 399;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 718;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 192;
 PONT, *Expr. forc.*, 48, 60.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 753 urm.;
 LUCA N., *Eexecutarea silită*, p. 106;
 NACU, III, p. 816;
 OPRESCU CONST., „Observație cu privire la executarea actelor autentice”. Botoșani
 Juridic 2/924.

Jurisprudență.

1. Formula executorie prescrisă de art. 135 pr. civ., este delegațiunea puterii executive, adică a șefului statului, investit cu această putere, dată tribunalelor ca să execute în numele său, pe temeiul principiului echilibrului puterilor publice, care exige tot atât de imperios participarea acestor puteri una dintr'alta, cât și separațiunea lor în înțelesul de a nu se afla unite într'o singură mână, ca singurul mijloc de întreținerea bunei ordine sociale. În consecința acestui principiu fundamental, prin art. 373 pr. civ., se prescrie că fără formulă executorie, nici o hotărâre a tribunalelor și curilor nu se poate executa. Acest principiu adevărat pentru hotărârile judecătorești, este cu atât mai adevărat, pentru actele autentice susceptibile de execuțiune cu cât acestea, spre a se putea executa, trebuie prin apozitiunea formulei executorie să devină acte executorii în sensul art. 371 al. 6 pr. civ. Aceasta rezultă și mai clar din combinarea cu dispozițiunile art. 1173 al. 2 c. civ., despre actele autentice investite cu formula executorie, și din prescripțiunea art. 1832, despre actele autentice și executorii, prescripțiune conformă cu dispozițiunea art. 378 pr. civ. Acest principiu al determinării atribuțiunilor puterilor publice fiind eminamente un principiu de or-

dine publică, tribunalul nu poate să deroghe la acest principiu fundamental cuprins în formula executorie fără a comite un exces de putere. (Cas. I, 163, Mai 18/69, B. p. 197; Cas. II, 346/Nov. 7/68, B. p. 363).

2. Titlu executoriu este acela care emana de la o autoritate având puterea de a impune actelor sale forța executorie investit fiind cu formele prescise de lege cărei dau autoritatea legală. (Cas. I, 203, Mai 29/72, B. p. 162).

3. Curtea de apel când declară că contul casierului, constatător sumelor datorite de arendaș, nu poate fi considerat ca un titlu executoriu, contravine dispozițiunilor categorice stabilite în legea de urmărire și după care garantul unui arendaș este supus ca și arendașul la aceleași reguli de urmărire, și face în același timp și o violațiune a art. 29 din legea de urmărire. (Cas. I, 305, Sept. 16/83, B. p. 810).

4. Din combinațiunea art. 371 al. b. 375, 376 pr. civ., cu art. 171 al. a, și 1832 c. civ., rezultă că formula executorie se poate pune nu numai asupra hotărârilor judecătorești cari au putere de lucru judecat, dar și asupra oricărui titlu legalmente contractat pentru care părțile au convenit să devină executoriu. (Cas. I, 338/Dec. 12/86, B. p. 930).

5. A se vedea: art. 1173, Index „Formula executorie” și notele respective.

Art. 1833. — Cesionarul unui titlu executoriu nu poate urmări expropriatiunea decât după semnificațiunea făcută debitorului despre cesiunea titlului. (Civ. 780, 1391 urm., 1744, 1832; Civ. Fr. 2214).

Text. fr. Art. 2214. — Le cessionnaire d'un titre exécutoire ne peut poursuivre l'expropriation qu'après que la signification du transport a été faite au débiteur.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 381; VIII, p. 468, 469;
 BAUDRY ET COLIN, *Donat. et test.*, I, 1360;
 BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, etc.*, III, 868, 2692-2697;
 CHAUVEAU ET CARRÉ, IV, *quest.*, 2202;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 149, 152;
 DALLOZ, *Rép. Vente publ. d'imm.*, 137 urm., 231 urm., 1820; *Suppl. Vente publ. d'imm.*, 30 urm.;
 DEMOLOMBE, III, 228;

GARSONNET, IV, § 1260, 1260 n° 3;
 LAURENT, XII, 367;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 718;
 PONT, *Expr. forc.*, 58.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 753 urm.;
 LUCA N., *Executarea silită*, p. 115;
 NACU, III, p. 816.

Jurisprudență.

1. După art. 1833 c. civ., cesionarul unui titlu executoriu nu poate urmări exproprierea decât după semnificația făcută debitorului despre cesiunea titlului. (Cas. I, 153, lun. 6/88, B. p. 553).

2. Potrivit art. 1833 din codul civil, cesio-

narul unui titlu executor nu poate procede la urmărirea silită, decât după ce va notifica debitorului cesiunea titlului.

Astfel, cerințele acestui articol sunt îndeplinite când se constată că în comandament se află reprodus atât titlul primitiv de creanță, cât și titlul de cesiune. (Cas. II, 1 Iunie 1911, B. p. 853).

Art. 1834. — Adjudecațiunea nu se poate face decât după o sentință definitivă în ultimă instanță sau trecută în putere de lucru judecat. (Civ. 1201; Pr. civ. 129, 376, 558; L. Timbr. 20 § 5, 21 § 5, 44 § 2; Civ. Fr. 2215).

Text. fr. Art. 2215. — La poursuite peut avoir lieu en vertu d'un jugement provisoire ou définitif, exécutoire par provision nonobstant appel; mais l'adjudication ne peut se faire qu'après un jugement définitif en dernier ressort, ou passé en force de chose jugée.

La poursuite ne peut s'exercer en vertu de jugements rendus par défaut durant le délai de l'opposition.

Doctrină străină.

BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, etc.*, III, 2684;
 DALLOZ, *Rép. Vente publ. d'imm.*, 240 urm.; *Suppl. Vente publ. d'imm.*, 46 urm.;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 718.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 753 urm.; (III, part. II, ed. 2-a, p. 817 n. 1);
 DAN EM., *Notă sub Trib. Ilfov, Secția notariat*, 5686 din 25 Aug. 1922. *Curier Jud.* 38/922;
 ILIESCU B. AL., *Notă sub Cas. II*, 218 din 12 Dec. 1914. *Pand. Rom.* 1922-I-263;
 LUCA N., *Executarea silită*, p. 107;
 NACU, III, p. 816;
 PERIȘTEANU G. I. (IPER), *Notă sub C. Apel Buc. s. II*, 14 din 5 Ian. 923. *Curier Jud.* 23/923.

Jurisprudență.

1. Art. 375 și 376 pr. civ., precum și art. 1834 c. civ., nu sunt aplicabile în materie de executare a obligațiilor, ca unele ce tra-

teză de executare silită în puterea de hotăriri judecătorești, iar nu de executare în putere de titlu executoriu, care nu este o hotărîre judecătorească. (Cas. I, 125, Sept 30/66 B. p. 523).

Art. 1835. — Urmăririle nu pot fi anulate sub pretext că creditorele ar fi început a cere urmărire pentru o sumă mai mare decât ceea ce este datorită. (Civ. Fr. 2216).

Text. fr. Art. 2216. — La poursuite ne peut être annulée sous prétexte que le créancier l'aurait commencée pour une somme plus forte que celle qui lui est due.

Doctrină străină.

BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement, etc.*, III, 2698;
 DALLOZ, *Rép. Vente publ. d'imm.* 209; *Suppl. Vente publ. d'imm.* 44;
 GLASSON, II, p. 286;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 718.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 761;
 LUCA N., *Executarea silită*, p. 113;
 NACU, I, p. 324; III, p. 817.

Jurisprudență.

1. După art. 1835 o urmărire nu poate fi anulată numai sub singurul pretext că creditorul a cerut urmărirea pentru o sumă mai mare decât aceea ce în realitate avea să ia de la debitor, de oarece este destul să se justifice existența unei datorii pentru ca urmărirea să aibă toate efectele ei, rămânând ca în privința quantumului sumei datorite să se reguleze în urmă la facerea tabloului și distribuirea prețului eșit. (Cas. II, 89/Mai 5/78, B. p. 154).

2. După art. 1835 din codul civil o urmărire nu poate fi anulată sub pretext că creditorul a cerut-o pentru o sumă mai mare decât cea care i se datoră. De aci urmează că dacă creditorul unei succesiuni a urmărit un imobil, care, în urma partagiului făcut între erezi, căzuse în locu unuia din ei, acesta nu are drept a se plânge că a fost singur urmărit pentru întreaga datorie a tuturor moștenitorilor și a cere anularea vânzării și revindecarea imobilului dela adjudecatar. Singurul drept ce dânsul avea era acela de a-și arăta pretențiunea în privința regulării sumei datorite de dânsul la facerea tabloului de ordine și distribuire a prețului. (Cas. I, 511/95 B. p. 1434).

3. Art. 1835 din codul civil, după care se poate începe o urmărire și pentru o sumă mai mare decât cea datorită, și care se poate aplica în cazul unei creanțe ipotecare pur și simplă, când dreptul credito-

rului la exigibilitatea sumei mai mică este înăscut, cert și lămurit, este neaplicabil în cazul unei creanțe ipotecare condiționate de o condiție suspensivă, unde dreptul creditorului la exigibilitatea sumei mai mici nu este încă înăscut și lămurit, ci condiționat de dovedirea realizării condițiunii.

În asemenea caz, trebuie să se aplice art. 378, al. II din procedura civilă, după care, dacă datoria consistă în o sumă nelămurită, urmările se vor amâna până mai întâi se va face lichidarea. (Trib. Tuci Dr. 29/1911, p. 231).

4. În conformitate cu art. 497 pr. civ. comandamentul va cuprinde copie de pe titlul executor, somația de a plăti și înștiințarea că dacă nu se va plăti, se va face vânzarea nemiscătoarelor.

Din moment ce un comandament cuprinde elementele cerute de lege, nu se poate cere anularea lui pe temeiul că partea urmăritoare ar fi cerut a se plăti o sumă mai mare drept dobânzi decât cea prevăzută în actul de ipotecă, fiindcă quantumul sumei datorate se stabilește la tabloul de distribuire a prețului.

În această privință art. 1835 c. civ. arată că urmărirea nu poate fi anulată pentru motivul că s'a cerut o sumă mai mare decât cea datorită, ceace învederează că este suficient să existe o datorie pentru ca urmărirea să-și producă efectele ei. (Trib. Ilfov s. notariat 269 din 13 Nov. 1924. Jur. Gen. 1925 No. 1401).

Art. 1836. — Orice urmărire de expropriațiune trebuie să fie precedată de o somațiune de plată, făcută din partea creditorului, debitorului în persoană sau mandatarului său. (Pr. civ. 378, 387, 496 urm.; Civ. Fr. 2217).

Text. fr. Art. 2217. — Toute poursuite en expropriation d'immeubles doit être précédée d'un commandement de payer, fait, à la diligence et requête du créancier, à la personne du débiteur ou à son domicile, par le ministère d'un huissier.

Les formes du commandement et celles de la poursuite sur l'expropriation son réglées par les lois sur la procédure.

Doctrină străină.

BAUDRY ET DE LOYNES, *Du nantissement*, etc. III, 2708, 2709;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 953;
 DALLOZ, *Rép. Vente publ. d'imm.* 142;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 718;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 203.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, X, p. 674, 760 urm.;
 LUCA N., *Executarea silită*, p. 130;
 NACU, III, p. 817.

Jurisprudență.

1. In materie de urmărire silită, prin nici un text de lege nu se cere ca, afară de comandament, să se facă debitorului osebă somatiune, căci comandamentul ține locul unei somatiuni. (Cas. II, 48/Mart. 13/79. B. p. 239).

2. Din indivizibilitatea ipotecii nu reiese dreptul de a expropria pe cineva fără a fi chemat în cauză; din contra, principiul care domină această materie, prevăzut de lege prin art. 1836 c. civ., art. 387, 388 și 398 pr. civ., e ca nimeni să nu fie expropriat fără o somatiune prealabilă. (Cas. I, 296, Sept. 19/84, B. p. 697).

TITLUL XX.

Despre prescripțiune¹⁾.

CAPITOLUL I.

Dispozițiuni preliminare.

Art. 1837. — Prescripțiunea este un mijloc de a dobândi proprietatea sau de a se liberă de o obligațiune, sub condițiunile determinate prin această lege. (Civ. 557, 565, 645, 1091, 1800 § 4, 1846 urm.; Pr. civ. 568; L. jud. oc. 111; C. com. 937, 948; L. Timbr. 95; L. propr. liter. (Mon. of. 68/923), 45; Legea asupra drept. propriet. (Mon. of. 324/903), Art. 19; Civ. Fr. 2219).

Text. fr. Art. 2219. — La prescription est un moyen d'acquérir ou de se libérer par un certain laps de temps, et sous les conditions déterminées par la loi.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 70; VIII, p. 448;
BAUDRY ET TISSIER, *De la prescription*, 298 urm., 504;
BUNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 9, 156, 432;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 884;
DALLOZ, *Rép. Prescription civile* 1 urm.; *Suppl. Prescription civile*, 1 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 171 bis, IV;
LAURENT, XXXII, 347;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 719 urm.;
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2706; II, ed. 3-a, No. 690.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 41 urm., 45, 49, 135; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 504);
CANTACUZINO MATEI, p. 126, 504, 505;
NACU, II, p. 849; III, p. 823 urm.

INDEX ALFABETIC

Acțiune posesorie 1, 7.	Pământ rural 10.
Autoritate de lucru judecat 3.	Posesiune 1, 7, 8, 9.
Cercetare locală 8.	Prescripție 1—15.
Competență 5.	Procedură 5.
Convenții internaționale; 6.	Proprietate 1, 3, 9, 11, 12, 15.
Excepțiuni 3, 7.	Recurs 8, 11, 15.
Executarea actelor 5.	Revindecare 1, 3, 4, 6, 11, 12, 13.
Forma actelor 5.	Rurală lege 10.
Internaționale convenții 6.	Rural pământ 10.
Înterupere 6.	Stat străin 6.
Invocare 3, 7.	Substituție fideicomisară 14.
Lege rurală 10.	Titlul de proprietate a se vedea „Proprietate”.
Marturi 4, 8, 9, 11.	
Nulitate 14.	
Ordine publică 5, 14.	

Jurisprudență.

1. Faptul posesiunii, fără a se invoca prescripțiunea, nu poate atribui unei per-

soane dreptul de proprietate, când nu e vorba de o acțiune posesorie, ci de o acțiune în revindicatiune. (Cas. I., 196 Iun. 12/82, B. p. 677).

2. In materie de prescripțiune autoritatea lucrului judecat nu-și poate avea locul decât atunci când ea este întemeiată pe lapsul de timp calculat de la și până la tot aceeași epocă ca în prima cerere. (Cas. II, 306, Aug. 8/83, B. p. 766)

3. Prescripțiunea este un mijloc de a dobândi proprietatea. O dată ce prescripțiunea achizitivă este împlinită, ea constituie un adevărat titlu de proprietate, care cu atare poate fi invocat nu numai pe cale de excepțiune, pentru a reține imobilul ce se posedă, dar încă pe cale principală pentru a revindeca imobilul de care cineva e

¹⁾ In vechile legiuiri, Codul Calimach și Caragea, prescripțiunea era cunoscută sub numele de: „paragrafie”.

deposedat. Acest principiu reese într'un mod vădit din dispozițiile art. 645 și 1837. (Cas. I, 118, Mart. 20/84, B. p. 256).

4. Ori de câte ori este vorba de o cerere de revendicare, partea contra căreia este pornită, are drept a opune prscripția și a o dovedi prin martori. (Cas. I, 149, Apr. 20/84, B. p. 340).

5. Pentru executarea contractelor urmează să se aplice legea țării în care s-au încheiat, căci în lipsă de o stipulațiune expresă se presupune că la acea lege au înțeles părțile de a se referi, în momentul contractării, pentru cazul de judecată între ele asupra drepturilor ce ar pretinde că au după acele contracte. Numai pentru procedura de judecată se aplică legea locului unde se intentează procesul, căci fiecare țară înțelege și are dreptul de a aplica formele ce crede mai nimerite pentru menținerea ordinii publice în împărțirea justiției la acei ce vin să o ceară și dovedesc că o au. Și stingerea dreptului de reclamațiune prin prescripțiune, fiind bazată pe prezumpțiunea că partea interesată a înțeles de a renunța la dreptul ce credea că are prin abținerea sa de a-l reclama într'un timp determinat, urmează că și pentru aplicarea acestui principiu e să se referit la legea locului unde au contractat, ca o condițiune a menținerii aceluși drept, iar nu legea oricărei alte țări, unde împrejurările ar face ca să aibă judecată între ele pentru executarea contractului. Prin urmare chestiunea relativă la îndeplinirea sau neîndeplinirea condițiilor necesare pentru prescripțiune atinge direct fondul dreptului ce părțile înțeleg să aibă după contract, iar nu o formă de procedură relativă la modul de judecată. (Cas. II, 195 Nov. 16/93, B. p. 243).

6. Statul strein ca persoană internațională, poate prin prescripțiune să câștige posesiuni teritoriale internaționale. Această prescripțiune nu are nici un termen și nimic nu poate intrerupe continuitatea unui drept vechiu a cărui revendicare se poate oricând încerca prin orice mijloace, numai prin puterea timpului și sancțiunei istoriei putându-se stinge un asemenea drept. Nu se poate invoca anticitatea imemorială, când prin convenție internațională se recunoaște încălcarea și se retrocedează teritoriul încălcat. (Trib. Bacău, Dr. 42/95).

7. Prescripțiunea, fie achisitivă, fie extinctivă, nu se poate invoca decât pe cale de excepțiune de către acel care posedă și care a neglijat să exercite în timp util acțiunea posesorie. (Trib. Dâmbovița, Dr. 30/98).

8. Omisiunea, ce judecata face de a se pronunța asupra cererei unei părți de

a dovedi cu martori și cercetări locale prescripția, nu este esențială, când posesiunea ce voia a dovedi nu poate conduce la prescripție. (Cas. I, 52/901, B. p. 169).

9. Proba cu martori pentru dovedirea faptului posesiei de 30 ani, care posesie după art. 1837 este un mijloc de dobândirea proprietății, este admisă și atunci când valoarea obiectului în litigiu este mai mare de 150 lei. (Cas. I, 150/902, B. p. 529).

10. După art. 7 din legea dela 1864 și art. 1 din cea interpretativă dela 1879, sătenii putându-și înstreina pământurile lor către comună sau alt sătean, acele pământuri sunt susceptibile și de prescripțiune dacă cel ce pretinde că a dobândit un asemenea pământ prin prescripțiune poate dovedi că se găsește în condițiunile cerute de legea rurală spre a-l dobândi și dacă poate dovedi că are câștigată prescripțiunea în conformitate cu cerințele cod. civ. (Cas. I, 266/905 B. p. 708).

11. Dreptul de proprietate imobiliară neputându-se dovedi prin martori, când valoarea imobilului este mai mare de 150 lei vechi, ci numai prin titlu sau prescripțiune, Tribunalul comite un adevărat exces de putere și de violare a regulilor de drept când întemeindu-se numai pe proba cu martori administrată de reclamant în dovedirea cauzei sale, îi admite acțiunea în revendicare. (Cas. I, 24 Aprilie, B. p. 412).

12. Din dispozițiunea art. 1837 și 1890 cod. civ., rezultă, că prescripțiunea achizitivă este un mijloc de a dobândi proprietatea. Așa dar, prescripțiunea odată împlinită, ea constituie un adevărat titlu de proprietate, care poate fi invocat în dovedirea unei acțiuni în revendicare. (Cas. I, 17 Febr. 1909, B. p. 136).

13. Acțiunea în revendicare nu se poate prescrie prin faptul că nu a fost executată într'un anumit timp, ceace poate paraliza această acțiune sau ceace se poate opune, este numai prescripția achisitivă a obiectului revendicat iar nici de cum prescripția extinctivă. (Trib. Ilfov s. I, 447 din 25 Iunie 1912, Curier Jud. 39/913).

14. Nulitățile de cari sunt lovite substituțiunile și fidei-comisele prin art. 1803 c. civ., sunt nulități de ordine publică ca atare acțiunea prin care se tinde la declararea acestei nulități este imprescriptibilă. (Trib. Ilfov s. I, 447 din 25 Iunie 1912, Curier Jud. 39/913).

15. După art. 1837, 1890 și 1895 c. civ. prescripția de 30 ani cum și cea de 10 ani sunt moduri de a dobândi proprietatea și deci nepronunțarea instanței de fond asupra lor constituie o omisiune esențială. (Cas. I, decizia No. 342, din 22 Maiu 1915; Jurispr. Rom. 1915, p. 487).

Art. 1838. — Nu se poate renunța la prescripțiune decât după împlinirea ei. (Civ. 5, 965, 968, 969, 1839, 1842; Civ. Fr. 2220).

Text. fr. Art. 2220. — On ne peut, d'avance, renoncer à la prescription; on peut renoncer à la prescription acquise.

Doctrină străină.

BAUDRY ET TISSIER, *De la prescription*, 56, 58, 61, 63, 96 urm.;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 163;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 902 urm.; II, p. 137, 144, 677;
 DALLOZ, *Rép. Prescription civile*, 47 urm.; *Suppl. Prescription civile*, 10 urm.;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 567, 692;
 LAURENT, XXXII, 135, 184, 187;
 MARCADE, art. 2222, n° 3;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 730 urm.;
 PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2712 urm.; II, ed. 3-a, No. 699 urm.;
 TROPLONG, *Prescription*, I, 48, 51.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 49, 50 urm., 161 n. 2, 405; (I, ed. 2-a, p. 232 t. și n. 2; IV, part. I, ed. 2-a, p. 497; VI, p. 786); *Observație sub. Cas. Belg.*, 4 Oct. 1896. *Curier Jud.* 42/901;
 CANTACUZINO MATEL, p. 135, 506;
 NACU, I, p. 109; III, p. 825 urm.;
 TOLEANU N. C., *Părțile pot prin convențiune să scurteze termenele de prescripțiune prevăzute de lege?*. *Curier Jud.* 42/925;
 VELESCU ALEX., *Nota sub. Trib. Ilfov s. II com. 405 din 4 Maiu 1923. Pand. Rom.* 1924-II-30.

Jurisprudență.

1. Renunțarea de mai înainte la o prescripțiune sau prelungirea ei nu poate face obiectul unei convențiuni. (Apel Buc. I. 195, Sept. 5/81. *Dr.* 70/81).

2. Este valabilă convențiunea prin care părțile stipulează o prescripțiune mai scurtă decât cea prevăzută de lege, ea neavând nimic de contrariu legii, căci legea nu prohibă prin art. 1838 decât renunțările la prescripțiunea de ordine publică, de oarece ordinea publică chiar este interesată ca procesele să ia sfârșit cât mai în grabă; ea nu e nici contrarie bunelor moravuri, și ca ori și ce convențiune face lege între părțile cari au stipulat-o (Trib. Ilfov com., 174, Martie 10/83. *Dr.* 57/84, p. 427; Apel Buc. III, Mai 30/84. *Dr.* 60/84, p. 487; Cas. III, 273/915, *Curier Jud.* 56/915; Cas. III, 284/915, *Curier Jud.* 59/915. C. Apel Buc. s. I, 7/916; *Curier Jud.* 18/916; Cas. III, 254/916; *Curier Jud.* 47/916; Cas. III, 1253 din 15 Septembrie 1922; *Jurispr. Gener.* 1923 No. 384. Dreptul 17/924; Tribunalul Ilfov secția I. com. *Jurnal* 7077 din 8 Iunie 1922. Dreptul 34/922. *Pand. Rom.* 1923-II-62; Tribunalul Ilfov s. II com. 405 din 4 Maiu 1923. *Pand. Rom.* 1924-II-30).

3. În interesul ordinii sociale, legiuitorul a stabilit prescripțiunea care se cuvine spre a preîntâmpina procesele cari ar fi inevitabile dacă acțiunile nu ar avea nici un termen ceacele l-a condus să stabilească diferite termene în baza cărora și în anume condițiuni să se poată ajunge la câștigarea de drepturi sau liberare de obligațiuni. Și pentru a ajunge la acest scop legiuitorul prin art. 1838 a interzis părților dreptul de a renunța la prescripțiune înainte de a fi împlinită, ceea ce însemnează că părțile prin convențiunile lor nu pot să renunțe la

o prescripțiune sau să lungească termenul fixat de legiuitor, căci altfel aceasă clauză ar deveni comună în orice convențiune, și prin urmare acțiunile nu ar avea nici o dată termen. Și dacă se înțelege cauza pentru care sunt interzise convențiunile de renunțări la o prescripțiune sau de prelungirea termenului nu se poate vedea însă rațiunea pentru care ar fi interzise părților dreptul de a-și crea o prescripțiune convențională mai scurtă de cât cea legală căci o asemenea convențiune departe de a crea dificultăți pe cari legiuitorul a voit să le evite militează în favoarea rațiunii prescripțiunii căci scurtează termenele acțiunilor și prin urmare fixează mai curând drepturile părților. (Trib. Ilfov com. 88, Ian. 25/91. *Dr.* 50/91).

4. Direcțiunea căilor ferate are facultatea de a edicta în regulamentul său altă prescripțiune decât cea edictată de dreptul comun, chiar mai mare. (Cas. II, 150, Sept. 15/92. B. p. 816).

5. Art. 1838 prescrie că nu se poate renunța decât la o prescripțiune împlinită, pentru rațiune de ordine și utilitate publică. Legiuitorul a introdus prescripțiunea pentru a face să înceteze incertitudinea drepturilor și pentru a introduce pacea publică. A permite dar părților a renunța de la început la prescripțiune, ar fi a desființa din legislațiune prescripțiunea, fiindcă creditorii n'ar lipsi de a reclama de la debitori imprescriptibilitatea, care ar deveni în toate contractele, o clauză de stil. (Cas. II, 150 Sept. 15/92. B. p. 816).

6. În principiu prescripțiunea fiind o instituțiune de ordine publică, potrivit art. 5 din codul civil, părțile nu pot derogă de la dispozițiunile legilor cari determină durata prescripțiilor.

Consecvent acestui principiu, art. 1838 c. civ. dispune că nu se poate renunța la prescripțiune decât după îndeplinirea ei, fiindcă altfel nu ar mai putea fi vorba decât de un interes particular.

Or, când părțile convin de mai înainte ca să prelungească termenul prevăzut de lege pentru îndeplinirea unei prescripții, această prelungire echivalează cu o renunțare anticipată la prescripție, fapt ce interzice în mod absolut art. 1838 cod. civil, indiferent dacă prescripția este achizițivă sau liberatoare.

Prin urmare, în specie, Regulamentul de transport al C. F. R. din 1 Iunie 1920 prin art. 80 prelungind la un an prescripția acțiunilor contra cărașului derivând dintr'un contract de transport, în loc de 6 luni cât prevede art. 956 cod. comercial, această prelungire nu este valabilă; deci constatându-se că marfa încărcată și expediată de întîmat a ajuns la destinație la 1 Iunie 1921, iar acțiunea introdusă la 3 Mai 1922, ca atare după expirarea termenului de 6 luni prevăzută de art. 965 cod. com. ea este prescrisă. (C. Apel Iași s. I, 63 din 11 Oct. 1924. Jur. Gen. 1925 No. 1016).

7. După dispozițiunile art. 956 cod. com., acțiunile contra cărașului derivând dintr'un contract de transport, se prescriu prin trecerea de șase luni de la data de când s'a născut.

Însă Regulamentul de transport al C.

F. R. din 1 Iunie 1920 prin paragraful 80 a dispus că cererile de despăgubiri pentru pierderea totală sau parțială a lucrurilor transportate se prescriu printr'un an.

Chestiunea care se pune este: dacă acest regulament a abrogat în mod valabil sau nu dispozițiunile codului comercial. Regulamentul de transport pe C. F. R. de la 1 Iunie 1920, fiind un contract în care se arată toate condițiunile cerute de Direcțiunea C. F. R. pentru orice transporturi pe C. F., obligatorii pentru părțile care se servesc de acest mijloc de transport are caracterul unei convențiuni, care are puterea de lege între părțile contractante și deci este perfect valabil. Prin urmare, în specie, par. 80 din Regulament nu contrazice dispozițiile art. 956 cod. com.

În afară de aceasta, conform art. 1838 cod. civil, se poate renunța la prescripția dobândită, iar pe de altă parte dacă nu se poate prelungi mai dinainte termenul de prescripție, atunci când prescripțiunea este bazată pe un motiv de interes social, de ordine publică, de pildă lunga prescripție de 30 ani sau acele bazate pe art. 1907 cod. civil, în schimb în acele prescripțiuni unde ordinea publică nu este atinsă de loc, cum ar fi în specie intr'un contract de transport, părțile pot conveni la o prelungire a prescripției legale. (C. Apel Iași s. I, 2 din 26 Ian. 1925, Curier Jud. 19/925).

Art. 1839. — Renunțarea la prescripțiune este sau expresă sau tacită.

Renunțarea tacită rezultă dintr'un fapt care presupune delăsarea dreptului câștigat. (Civ. 689, 1838, 1840; Civ. Fr. 2221).

Text. fr. Art. 2221. — La renonciation à la prescription est expresse ou tacite: la renonciation tacite résulte d'un fait qui suppose l'abandon du droit acquis.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VIII, p. 452, 454;
 BAUDRY ET TISSIER, *De la prescription*, 68, 69, 72, 83, 85;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 166;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 902; II, p. 144;
 DALLOZ, *Rép. Prescription civile*, 55 urm., 72; *Suppl. Prescription civile*, 15 urm.;
 LAURENT, XXXII, 189, 194 urm., 212;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 733;
 PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2713, 2714;
 TROP LONG, *Prescription*, I, 52.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, XI, p. 49, 50 urm., 161 n. 2, 405; (III, part. II, ed. 2-a, p. 826; IV, part. I, ed. 2-a, p. 255); *Observație* sub. C. Apel Buc. s. III, 219 din 11 Sept. 1906. Dreptul 84/1906;
 CANTACUZINO MATEI, p. 135, 506;
 NACU, III, p. 825 urm.

Jurisprudență.

1. După art. 1839 din codul civil, renunțarea tacită la o prescripțiune rezultă dintr'un fapt care presupune delăsarea dreptului câștigat.

Astfel, dacă o parte a plătit chiria Statului pentru loc și după împlinirea termene-

nului prescripțiunei fără să facă nici o rezervă în ce privește dreptul său de proprietate asupra acelui loc, prin această dănușul a recunoscut dreptul statului de proprietate, ceea ce implică că a renunțat la prescripție. (Cas. I, 7 Sept. 1912, B. p. 1425).

2. Chestiunea de a se ști dacă o parte a înțeles să renunțe în mod tacit la o prescripție este chestie de fapt lăsată la aprecierea instanței de fond și nesupusă controlului Curții de Casație. (Cas. I, 182 1912, Curier Jud. 25/912).

3. Prescripția nu poate fi invocată din o-

ficiu de judecător, ea fiind un mijloc de apărare lăsat cu totul la facultatea părții de a voi să se folosească sau nu de beneficiul legii, la care evident, că poate și renunța, iar renunțarea poate să rezulte și din recunoașterea dreptului celor contra cărora se putea folosi de prescripția din art. 1865 c. civil care prevede acest mod de întrerupere civilă a unei prescripții începute, își are baza tocmai pe această presumpție legală de renunțare (Cas. I, 166/914, Curier Jud. 41/914).

Art. 1840. — Cel ce nu poate înstrăina nu poate renunța la prescripțiune. (Civ. 113, 199, 401, 430, 454, 458, 950 urm., 1155 urm., 1248 urm., 1265, 1306, 1310, 1536 urm., 1838, 1839; Civ. Fr. 2222).

Text. fr. Art. 2222. — Celui qui ne peut aliéner, ne peut renoncer à la prescription acquise.

Doctrină străină.

BAUDRY ET TISSIER, *De la prescription*, 87-90;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 166, 169;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 902; II, p. 144;
 DALLOZ, *Rép. Prescription civile*, 85 urm.; *Suppl. Prescription civile*, 38 urm.;
 LAURENT, XXXII, 203;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 734;
 PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2715;
 TROP LONG, *Prescription*, I, 80 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 161 n. 2, 473 n. 4;
 CANTACUZINO MATEI, p. 506;
 NACU, III, p. 825 urm.

Jurisprudență.

1. După art. 1840 din codul civil, cel ce nu poate înstrăina nu poate renunța la prescripție.

Deci un tutor legal chiar dacă ar fi avut autorizarea consiliului de familie, nu poate să renunțe la prescripția plății unor taxe de înregistrarea dobândită contra fiscului. (Cas. III, 1 Apr. 1908, B. p. 729).

Art. 1841. — În materie civilă, judecătorii nu pot aplica prescripțiunea dacă cel interesat nu va fi invocat acest mijloc. (Civ. Fr. 2223).

Text. fr. Art. 2223. — Les juges ne peuvent pas suppléer d'office le moyen résultant de la prescription.

Doctrină străină.

BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 46, 632;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 167, 169;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 901 urm.; II, p. 68, 143;
 DALLOZ, *Rép. Prescription civile*, 96 urm.; *Suppl. Prescription civile*, 43 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 330 bis, II;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 735;
 PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2709; II, ed. 3-a, No. 685;
 TROP LONG, *Prescription*, I, 89.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, XI, p. 21, 65 urm., 321, 363; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 589; V, p. 512 n. 2).
Droit ancien et moderne de la Roumanie, p. 259 nota 4;
 CANTACUZINO MATEI, p. 135, 506;
 DANIELOPOL G. D-R CAPITAN, *Observație* sub. Cas. Belg., 11 Mai 1913. Curier Jud. 10/1914;
 NACU, III, p. 827.

Jurisprudență.

1. Prescripțiunea în materie civilă nu se poate invoca din oficiu de judecătorii (Cas. I, 19 Ian. 21/86, B. p. 21); nici nu se poate invoca în casafie dacă n'a fost propusă la instanța de fond. (Cas. II, 159/Oct. 7/80 B. p. 341).

2. Prescripțiunea este de ordine privată, iar nu de ordine publică, ceace rezultă din art. 1841 după care judecătorii sunt opriți de a aplica din oficiu prescripțiunea când cel interesat nu o invoacă. Cas. II, 150 Sept. 16/92. B. p. 816).

3. Când posesorul unui imobil, apărându-se în contra unei acțiuni în revendicare invoacă stăpânirea de 20 ani asupra aceluși imobil, prin aceasta dânsul a invocat prescripția ca propusă în instanța de defensor. (Cas. I, 198/B. p. 799).

4. Misiunea judecătorului este ca faptele

arătate și stabilite de părți să deducă consecințele legale în conformitate cu legea, iar nu să urmeze pe părți în erorile pe cari le pot comite în deducțiunile lor.

Astfel, tot ce are art. 1841 codul civil, este ca judecătorii să nu aplice prescripțiunea dacă n'a fost invocată de partea interesată; e destul însă ca partea să invoace prescripțiunea, fie chiar în mod greșit, ca judecătorul să fie ținut a cerceta acest mijloc esențial de apărare și a o aplica dacă după lege o găsește fondată. (Cas. I, 14 Feb. 1907, B. p. 207).

5. Amenzile pentru contravențiunile fiscale fiind considerate ca civile, urmează că prescripția unor asemenea contravențiuni nu poate fi invocată din oficiu, după cum se prevede expres prin art. 1841 din codul civil. (Cas. III, 21 Ianuarie 1908 B. p. 172).

6. A se vedea: art. 5. notele 14, 29, 35; art. 1839 nota 3.

Art. 1842. — Prescripțiunea poate fi opusă în cursul unei instanțe până în momentul când curtea de apel va pronunța definitivă sa decizie, asupra căreia nu mai poate reveni după lege, afară numai de cazul când cel în drept a o opune ar trebui să se presume, după împrejurări, că a renunțat la dânsa. (Civ. 1094. 1839; Pr. civ. 327; Civ. Fr. 2224).

Text. fr. Art. 2224. — La prescription peut être opposée en tout état de cause, même devant la cour royale, à moins que la partie qui n'aurait pas opposé le moyen de la prescription ne doive, par les circonstances, être présumée y avoir renoncé.

Doctrină străină.

- BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 49, 51;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 167, 168;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 901; II, p. 143;
 DALLOZ, *Rép. Prescription civile*, 111 urm.; *Suppl. Prescription civile*, 50 urm.;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 736, 737;
 PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2710; II, ed. 3-a, No. 687.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, XI, p. 65; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 578 n. 1); *Observație* sub. Trib. civil din Arlon (Belgia), 1 Nov. 1913. Dreptul 56/914;
 CANTACUZINO MATEI, p. 135;
 DANIELOPOL G. D-R CAPITAN, *Observație* sub. C. Apel Liège, 9 Feb. 1913. Curier Jud. 10/1914;
 NACU, III, p. 827.

Jurisprudență.

1. Prescripțiunea fiind un mijloc peremptoriu de apărare în fond, judecătorii omițând a se pronunța asupra lui, violează

în mod flagrant drepturile de apărare și decide fără a motiva. (Cas. I. 105/Mart. 10/70, B. p. 97).

2. Prescripțiunea nefiind propusă la instanța de fond, nu poate fi propusă pentru

prima oară în casate ca motiv de casare. (Cas. I, 25/Iun. 28/91, B. p. 34; Cas. I, 64. Febr. 22/94, B. p.; Cas. II, 159/Oct. 140/80, B. p. 341).

3. După art. 327 pr. civ. orice cerere care servește ca mijloc de apărare în acțiunea principală se poate invoca și în apel; or prescripțiunea fiind un mijloc peremptoriu de apărare asupra acțiunii principale, ea se poate invoca chiar pentru prima oară în apel. (Cas. I, 243/Aug. 30/82 B. p. 834).

4. Nu se presupune că a renunțat la prescripțiune partea care la prima înfățișare când s'a discutat procesul în fond a omis de a o invoca dar a invocat-o în concluziunile scrise și la a doua înfățișare a pricinii. (Apel. Buc. III, 129, Iun. 4/86 Dr. 57/86).

5. Prescripțiunea poate fi opusă, în cursul unei instanțe până în momentul când Curtea de Apel a pronunțat definitivă sa decizie, afară numai de cazul, când cel în drept de a o opune ar trebui să se prezume după împrejurări, că a renunțat la, dânsa. Imprejurarea, că o parte nu a

propus martori cu ocaziunea unei cercetări locale, nu poate fi interpretată în sensul că acea parte a renunțat a opune prescripțiunea. (Cas. I, 468/97, B. p. 1445).

6. Faptul că Direcția Generală a C. F. R. a răspuns la interogator înaintea primei instanțe, recunoscând că în adevăr cu ocazia transportului pe cale ferată s'au pierdut niște mărfuri ale reclamantului nu o împedică de a ridica cu ocazia judecării apelului finele de neprimire al prescripției acțiunii reclamantului, deoarece recunoașterea pierderii mărfurilor nu poate avea nici o influență asupra invocării excepției prescripțiunii și această excepțiune, în conformitate cu dispozițiile art. 1842 c. civ. poate fi invocată în tot timpul cât pricina se găsește înaintea instanțelor de fond, deci și pentru prima oară în apel, mai cu seamă că fiind un mijloc de apărare servește la înlăturarea pretențiilor reclamantului. (Trib. Prahova S. II, 20 Iunie 1924, Jur. Gen. 1925 No. 905).

7. A se vedea: art. 36, nota 4.

Art. 1843. — Creditorii și verice altă persoană interesată pot să opună prescripțiunea câștigată debitorului sau codebitorului lor, ori proprietarului, chiar și dacă acel debitor, codebitor sau proprietar renunță la dânsa. (Civ. 562, 699, 974 urm., 1019, 1408, 1670; Civ. Fr. 2225).

Text. fr. Art. 2225. — Les créanciers, ou toute autre personne ayant intérêt à ce que la prescription soit acquise, peuvent l'opposer, encore que le débiteur ou le propriétaire y renonce.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 137; IV, p. 135, 684; VIII, p. 449, 450;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 106, 108, 109, 115 urm., 121;
BUDNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 169, 434;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 903; II, p. 56, 144;
DALLOZ, *Rép. Prescription civile*, 130 urm.; *Suppl. Prescription civile*, 61 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 332 bis, V;
DEMOLOMBE, XIX, 219-223;
LAURENT, XXXII, 209, 210, 212, 214-216, 218, 220;
LYON-CAEN ET RENAULT, IV, 452;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 738 urm.;
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2711, 2716, 2717; II, ed. 3-a, No. 688, 689;
TROPLONG, *Prescription*, I, 101.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 72 urm., 161 n. 2; (V, p. 202, 234 n. 1, 246);
ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă* sub. Cas. I, 985 din 15 Oct. 923. Pand. Rom. 1925-I-16;
CANTACUZINO MATEI, p. 135, 455;
NACU, III, p. 827.

Jurisprudență.

1. Dispozițiunile art. 1843 cod. civil nu sunt o aplicațiune a principiului acțiunii

pauliene, ce se aplică numai în cazul când debitorul nu face uz de facultatea ce-l este acordată prin art. 1907 cod. civ. (Trib. Ilfov not. Dr. 29/902).

Art. 1844. — Nu se poate prescrie domeniul lucrurilor care din natura lor proprie, sau printr'o declarațiune a legii, nu

pot fi obiecte de proprietate privată, ci sunt scoase afară din comerț. (Civ. 476, 478, 581, 647, 963, 1310, 1845, 1847, 1854, 1890; Legea din 10 Iunie 1884, Art. 5; Civ. Fr. 2226).

Text. fr. Art. 2226. — On ne peut prescrire le domaine des choses qui ne sont point dans le commerce.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, p. 70; VI, p. 21;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 125, 130-132, 157 urm., 183;
BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 182;
DALOZ, *Rép. Prescription civile*, 143 urm.; *Suppl. Prescription civile*, 69 urm.;
DEMOLOMBE, XI, 515;
LAURENT, III, 427; XXXII, 226;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 726 urm.;
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2648;
TROP LONG, *Prescription*, I, 139.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 15, 66 urm., 135, 147, 237, 238; (III, part. I, ed. 2-a, p. 202, 297);
Observație sub. Cas. Belg., 11 Mai 1912, *Dreptul* 81/1913; *Notă sub. Trib. Teleorman* s. I 10/916, *Curier Jud.* 27/916; *Nota sub. Trib. Nérac*, 8 Oct. 919. *Jurispr. Gen.* 13/1923. No. 943;
BARNOSCHE-VASILIU DEMETRU, „*Asupra legii din 15 Aug. 1864*”. *Curier Jud.* 35/908;
CANTACUZINO MATEI, p. 40, 135, 136;
DANIELOPOL G. DR. CAPITAN, *Observație sub. C. Apel Gand*, 14 Mai 913. *Curier Jud.* 20/914;
NACU, III, p. 828, 829;
RĂDULESCU SILIU, *Observație sub. C. Apel Bruxelles*, 9 Dec. 912. *Dreptul* 81/1912.

INDEX ALFABETIC

Acțiune petitorie 3, 15.	Pământ clăcășesc, a se vedea „Pământ rural”.
Acțiune posesorie 15.	Pământ rural 1, 8, 10, 11, 16, 17.
Alienabilitate 14.	Petitorie acțiune 3.
Aprecieri suverană 5, 18.	Posesiune 6, 7.
Bistrița-Râu 12.	Prescripție 1, 2, 4-19.
Bunuri publice, a se vedea „Domeniu public”.	Primărie 2, 3.
Cale ferată Română 15.	Privat domeniu, a se vedea „Domeniu privat”.
Calimach Cod 4.	„Domeniu public”.
Cărciumar 10.	Probe 6.
Cimitir 13, 14.	Public domeniu, a se vedea „Domeniu public”.
Comuna 13, 14.	Râul Bistrița 12.
Concesiune 13.	Râul Dâmbovița 9.
Dâmbovița-Râu 9.	Râu navigabil 9, 12.
Domeniu privat 14.	Recurs 8, 15, 18.
Domeniu public 3, 4, 5, 7, 9, 12, 13, 14, 15.	Regulament pentru in-
Expertiză 15.	mormântări 13.
Grânăuțire 3.	Rural imobil 19.
Imobil rural 19.	Rural pământ 1, 8, 10, 11, 16, 17.
Împrejmuire 3.	Stat 12.
Împrescriptibilitate, a se vedea „Prescripție”.	Stradelă 2.
Inalienabilitate 3, 4, 9, 10.	Străin 19.
Inmormântări, Regula-	Servitute 9, 12.
ment 13.	Successiune 13, 17.
Instrăinare, a se vedea „Vânzare-cumpărare”.	Suverană apreciere 5, 18.
Locațiune 13.	Termin 4.
Moară 9, 12.	Tuburare de posesie 3, 15.
Navigabil râu 9, 12.	Vânzare-cumpărare 1, 2, 3, 4, 9, 10, 14, 16.
Omisțiune esențială 8.	

mai fi imprescriptibil. (Cas. I. 570/94. B. p. 1077).

3. Numai pe cale petitorie Primăria unei comune, chemată în judecată pentru turburare de posesiune fiindcă a dărâmat împrejmuirea unui teren, poate să ceară să dovedească că autorizațiunea pentru împrejmuirea unui teren nu era relativă la terenul în litigiu și că acest teren în litigiu este de domeniu public și ca atare, inalienabil. (Cas. I. 426/99. B. p. 1270).

4. După codul Calimach, în deosebire de condicta actuală civilă, prescripția curgeă chiar asupra lucrului nemiscător ce făcea parte din domeniul public sau a cărui înstrăinare era oprită de lege însă termenul acestei prescripții era de patruzeci de ani. (Trib. Bacău C. Jud. 75/903).

5. Din combinarea art. 1844 cu art. 476 c. civ., și în special din art. 1844 rezultă că ceace legiuitorul a luat ca normă pentru caracterizarea unui bun ca aparținând domeniului public și deci scos din comerț și imprescriptibil, este numai natura lui sau declarația legii. Constatarea instanței de fond că un imobil prin natura lui nu aparține domeniului public, este o constatare suverană de fapt. (Cas. I. 434/904. B. p. 1423).

6. Prescripțiunea achizitivă, de 30 de ani, vizată de art. 1890 codul civil, în afară de calitățile posesiunii, exonerază pe cel ce o invoacă de sarcina altor probe, precum a titlurilor și a unei credințe, obligându-l numai cu

Jurisprudență.

1. Pământurile date după legea rurală nu se pot înstrăina, nici prescrie. (Apel. Craiova, I. 114 Sept. 17/90. *Di.* 63/90).

2. Odată ce Primăria unei urbe a înstrăinat un teren, care formă o stradelă, prin aceasta terenul, fiind scos prin chiar faptul primăriei din uzul public la care servea a încetat de a

dovada condițiilor limitativ indicate de art. 1844 codul civil. (Trib. Tecuci, Dr. 56/909, p. 445).

7. Bunurile care fac parte din domeniul public, fiind declarate imprescriptibile prin art. 1844 din codul civil, nu sunt susceptibile de posesiune privată, și posesiunea lor rămâne totdeauna publică, chiar dacă s'ar încerca cineva să le uzurpe sau să-și creeze un drept asupra lor.

Prin urmare, administrațiunile publice, în paza și sub administrațiunea cărora se găsește asemenea bunuri, nu pot fi niciodată considerate că au pierdut posesiunea acelor bunuri, pe cari sunt chemate să o exercite în numele și interesul publicului. (Cas. I, 9 Nov. 1910, B. p. 1501).

8. Instanța de fond sevărește omisiune esențială când admite că pârâțul a dobândit prin prescripție pământul în litigiu, fără a se pronunța asupra mijloacelor de apărare invocate de reclamant și bazate pe faptul că pârâțul nu mai putea dobândi acel pământ, de oarece poseda maximum acordat de legea rurală. (Cas. I 513 din 6 Oct. 1910. Jurisprudența 34/1910).

9. Dâmbovița fiind unul din râurile declarate prin lege navigabile, face parte din domeniul public al Statului și ea atare, bunurile domeniului public fiind scoase din comerț, nu pot face obiectul unui contract, fiind inalienabile și imprescriptibile.

Prin urmare, curtea de apel violează aceste principii de drept înscrise formal în art. 476, 963, 1310 și 1844 din codul civil când califică de servitute învoirea acordată unei persoane de a lua din râul Dâmbovița apa necesară pentru moara sa și. dă acelei învoiri efectul unei servituti. (Cas. secțiuni unite, 2 din 26 Ianuarie 1912, B. p. 187. Curier Jud. 18/912, 45/912).

10. Atât prin legea rurală din 1864, cât și prin cea interpretativă din 1879, legiuitorul nefăcând nici o distincțiune între locurile de muncă și locurile de casă, în ce privește inalienabilitatea, a permis înstrăinarea și unora și altora în mod excepțional numai către comună sau alt sătean cultivator.

Prin urmare, în lipsa unei asemenea distincțiuni făcută de legiuitor, nu se poate susține că inalienabilitatea prevăzută de lege se aplică numai la pământurile date foștilor clăcași, și că locurilor de casă, date la altă categorie de săteni decât cei cari au făcut clacă cum și văduvelor fără copii și nevolnicilor, s'ar putea înstrăina la săteni cari nu au meseria de cultivatori. Și astfel fiind, Tribunalul violează principiul inalienabilității pământurilor rurale, cum și dispozițiunile art. 1844 din codul civil, când hotărăște că un

sătean care are meseria de cărciumar, a putut să dobândească prin cumpărătoare și să prescrie un loc de casă din acelea cari au fost date în virtutea legei rurale. (Cas. I, 14 Febr. 1912, B. p. 237).

11. Deși art. 1844 c. civil dispune că nu se poate prescrie bunurile cari sunt scoase din comerț, totuși pământurile date după legea rurală din 1864 pot fi dobândite prin prescripțiune până la maximum acordat de legea rurală. (Trib. Roman, 11 Mai 1912, Curier Jud. 69/912).

12. Statul are întotdeauna dreptul să desființeze lucrările făcute pe râurile declarate navigabile sau plutitoare.

Astfel râul Bistrița fiind declarat ca navigabil și deci de domeniul public, morile făcute pe acest râu ca și lucrările făcute pe ambele maluri ale râului, denumite „drum regal“ trebuiesc desființate oricât de îndelungată ar fi posesia unor asemenea lucrări, întrucât ele nu se pot prescrie. (Jud. rur. Hangu (Neamțu). 13/912, Curier Jud. 45/912).

13. Comuna în interesul igienei publice fiind obligată a procura oricui un loc în cimitir și fiecare fiind obligat a-și, înmormânta mortul în acel cimitir, rezultă că cimitirul face parte din domeniul public.

Totuși conf. art. 7, 25 și 40 din regulamentul pentru înmormântări dela 1860, terenul dintr'un cimitir putând fi concedat pentru diferite epoci și chiar de veci, obligator fiind cel puțin șapte ani, rezultă că în cazul când concesiunea e pe un timp determinat, caracterul concesiunii va fi al unei locațiuni și, deci, moștenitorii defunctului, care sunt considerați ca locatari, stăpânind cu titlu precar nu vor putea deveni proprietari prin prescripție asupra aceluși teren. (Jud. Odobești-Putna 131/915, Curier Jud. 26/915).

14. Locurile rezervate cimitirelor fac parte din domeniul privat, iar nu din domeniul public al comunei. În consecință, aceste locuri sunt alienabile și prescriptibile. (Trib. Bacău 1787/915, Curier Jud. 36/915).

15. Conform art. 1844 c. civ. lucrurile de domeniul public fiind scoase afară din comerț, ele nu se pot prescrie și de aceea nu pot forma obiectul unei acțiuni posesorii.

De aci urmează că judecătorul acțiunii posesorii chemat să se pronunțe asupra chestiunii de a se ști dacă imobilul în litigiu e sau nu în comerț ori este de domeniul public nu poate să înlăture această chestiune și să respingă ca inadmisibilă dovada domeniului propusă de autoritatea chemată în judecată ca turburătoare a posesiunii reclamantului. Judecătorul posesorului are din contra datoria și calitatea de a cerceta dacă bunul este

sau nu în comerț spre a putea judeca dacă posesiunea este utilă și prin urmare dacă ea poate să fie protejată prin acțiune posesorie. Asemenea calitate o are și judecătorul acțiunii petitorii, din punctul de vedere al fondului dreptului, fiecare jurisdicțiune fiind liberă în aribuțiunile sale respective, destul numai să nu treacă peste limitele competenței ce li se dă prin lege.

Prin urmare judecătorul de ocol poate să judece atât acțiunea posesorie cât și excepțiunea de domencialitate, fără ca prin aceasta să statueze asupra fondului dreptului pe care îl lasă intact, mărginindu-se numai la punctul de a se ști dacă lucrul este în comerț pentru a putea fi posedat. Rămâne toată libertatea judecătorului în petoriu să decidă ulterior dacă lucrul este sau nu în comerț pentru a putea sau nu face obiectul dreptului de proprietate.

Când dar tribunalul refuză Direcțiunii căilor ferate expertiza cerută ca să dovedească că terenul în litigiu este de domeniu public, numai pe simplul motiv că prin aceasta tinde să dovedească dreptul de proprietate, interpretă greșit art. 1844 c. civ. și deci sentința sa e casabilă. (Cas. I, decizia No. 59 din 22 Martie 1919, Jurisprudența Rom. 1919 p. 632).

10. Pământurile delimitate, date sătenilor după legea rurală din 1864 sunt imprescriptibile și inalienabile, deci prescripția nu o poate invoca și înstrăinarea nu se poate face decât la Comună și sătenilor cari vor intra în prevederile legii, astfel ca în afară de aceasta, nimeni, nici chiar Statul nu poate invoca prescripția liberatorie sau extinctivă și nici cea achizitivă. (C. Apel Craiova s. I, 165 din 13 Sept. 1921. *Justitia* (Craiova) 15/921).

17. Terenurile date după legile de improprietărire, fiind inalienabile, devin, în adevăr, ca o consecință a acestui principiu, imprescriptibile. Cum însă inalienabilitatea e preserisă de legiuitor ca o măsură de garanție pentru ca terenurile rurale să nu treacă din mâna sătenilor cultivatori manuali, în mâna altor persoane, cărora legea le interzice a le deține, urmează că și prescripția unor asemenea terenuri, nu poate fi invocată de cât pentru aceiași rațiune, numai în contra acelorora cărora legea le interzice dobândirea de terenuri rurale, date conform legilor de improprietărire.

Prin urmare moștenitorii cultivatori manuali de pământ și deci capabili de a dobândi prin acte translativă terenurile rurale successorale, le pot dobândi și prin prescripție, contra moștenitorilor cari n'au uzat de facultatea de a accepta sau repudia în termenul prevăzut de lege. (Cas. I, 24 din 24 Ian. 1922. *Jur. Rom.* 5-6/922, *Dreptul* 19/922, *Pand. Rcm.* 1922-III-141).

18. Fiind constant că, recurentul nu a opus înaintea instanței de fond lipsa în persoana intimatului și a autorilor săi, a capacității legale pentru a putea prescrie terenul în discuțiune, această chestiune nu poate fi examinată pentru prima oară în casațiune, necesi-tând verificări de fapte și acte. (Cas. I, dec. 412 din 12 Martie, 1924. *Jur. Gen.* 1924 No. 1280).

19. Un străin nu poate dobândi prin prescripție proprietate imobiliară rurală. (Jud. Ocol Todireni-Botosani 109 din 11 Iunie 1924. *Jur. Gen.* 1924 No. 1289).

20. A se vedea: art. 476 cu notele respective; art. 624, nota 5; art. 700 nota 17; art. 1306, nota 35; art. 1310 nota 6.

Art. 1845. — Statul, stabilimentele publice și comunale, în ceea ce privește domeniul lor privat, sunt supuse la aceleași prescripțiuni, ca particularii, și ca și aceștia, le pot opune. (Civ. 301, 478, 647, 652, 963, 1310, 1895; Civ. Fr. 2227).

Text. fr. Art. 2227. — L'État, les établissements publics et les communes sont soumis aux mêmes prescriptions que les particuliers, et peuvent également les opposer.

Doctrină străină.

BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 175 urm.;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 183;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 706;
 DALLOZ, *Rép. Prescription civile*, 213 urm.; *Suppl. Prescription civile* 55;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 726 urm.;
 PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2651.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 59 n. 3, 75 urm., 77, 80 n. 1, 174; (III, part. I, ed. 2-a, p. 202, 214 t. și n. 2, 215); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 67 nota 1;
 CANTACUZINO MATEI, p. 136;
 NACU, I, p. 114 urm., 167; III, p. 828, 829.

Jurisprudență.

1. După art. 1845, prescripțiunea de 10 ani, prevăzută de art. 1900, se aplică și în privința comunelor. (Cas. I, 147/Mai 7/86. B. p. 396).

2. De și după regulile codului civil, persoanele morale, pentru a putea beneficia de un legat, trebuie să fi mai întâi autorizate în mod regulat de a primi legatul, nu este însă tot astfel pentru a putea dobândi proprietatea prin prescripțiune, căci de și în principiu, oricine poate prescrie, din natura însăși a prescripțiunii rezultă că dacă persoanele morale legalmente re-

cunoscute sunt capabile de a posedă sub capacitate și de a prescrie în condițiunile legii după cum a easă reiese și din art. 1845 din codul civil, care supune pe Stat stabilimentele publice și comunale la aceleași reguli de prescripție ca și particularii.

Prin urmare, Curtea de Apel, face o bună aplicațiune a legii când decide că o comună de și n'a avut autorizațiunea pentru a accepta un legat, totuși fiindcă a stăpânit în fapt averea ca proprietară uzufructuară timp de 30 ani, a dobândit-o prin prescripție. (Cas. I, 30 Nov. 1910. B. p. 1565).

CAPITOLUL II.

Despre posesiunea cerută pentru a prescrie.

Art. 1846. — Verice prescripțiune este fondată pe faptul posesiunii ¹⁾.

Posesiunea este deținerea unui lucru sau folosirea de un drept, exercitată, una sau alta, de noi înșine sau de altul în numele nostru. (Civ. 554, 1778, 1800, 1847 urm., 1854, 1890; L. jud. oc. 31; Civ. Fr. 2228).

Text. fr. Art. 2228. — La possession est la détention ou la jouissance d'une chose ou d'un droit que nous tenons ou que nous exerçons par nous-mêmes, ou par un autre qui la tient ou qui l'exerce en notre nom.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, ed. 5-a, p. 109, 112;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 200 urm., 227;
BENOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 196, 359, 367, 372;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 874 urm.;
DALLOZ, *Rép. Prescription civile*, 235 urm.; *Suppl. Prescription civile*, 118 urm.;
GARSONNET, I, p. 571 urm.;
LAURENT, XXXII, 267;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 741 urm., 761 urm.;
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2263, 2265, 2294.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 49, 91 urm., 426; (III, part. I, ed. 2-a, p. 290, 292; III, part. II, ed. 2-a, p. 54); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 244, 245;
CANTAGUZINO MATEI, p. 111;
BOTEZ CORNELIU, *Noul codice de ședință*, ed. 1908, p. 288 urm.;
GEORGEAN N., *Nota sub. Judec. ocol. Tg. Ocna 205 din 28 Aug. 1925, Jur. Gen. 1925, No. 1091*;
NACU, III, p. 829;
SCRIBAN ȘT., *Observație sub. Judec. Ocol. Câmpu-Lung, 930 din 3 Iunie 904. Curier Jud. 3/905*;
STRELIGESCU AL., „*Teoria posesiunii*”. Pagini Juridice 76/1911;
TOCILESCU, *Curs de Procedură civilă*, partea II, p. 104 urm.

INDEX ALFABETIC

Acțiune petitorie 3.	Interrupere 8, 9.
Acțiune posesorie 1, 2, 3, 4, 6, 10.	Judecătorii de ocoale, lege 4, 6.
Apreciere suverană 10.	Locație 6.
Arendare 6.	Marturi 5, 11.
Intenție 8.	Mărturisire 7, 11.

Omissione esențială 5.	Prezumpție 8.
Partaj 7, 11.	Proprietar 1, 6.
Petitorie acțiune 3.	Recurs 5, 10.
Posesiune 1, 2, 4-10, 11.	Servitute de trecere 2, 4.
Posesorie acțiune 1, 2, 3, 4, 6, 10.	Suverană apreciere 10.
Prescripție 2, 4, 5, 7, 9, 11.	Titlu de proprietar 1, 6.
	Toleranță 2, 4.

1) Primul aliniat al art. 1846 Cod. civ. lipsește în textul art. francez corespunzător.

Jurisprudență.

1. Intre condițiunile cerute pentru admisibilitatea unei acțiuni posesorii, se cere și aceea ca posesiunea să fie cu titlu de proprietar. (Cas. II, 29 Sept. 1906, B. p. 1377).

2. Trecerea pe proprietatea altuia fiind o servitute necontinuuă și considerată de lege numai ca un simplu act de toleranță, nu poate servi ca bază într-o acțiune posesorie, de oarece art. 31 din legea Judecătoriilor de ocoale cere pentru exercițiul acțiunii posesorii o posesiune care să întrunească condițiunile cerute de art. 1846 și 1847 din codul civil, adică o posesiune care să poată duce la prescripțiune. (Cas. I, 10 Iunie, B. p. 816).

3. Este în facultatea celui care se vede turburat în exercițiul unui drept real să intente sau o simplă acțiune posesorie, în care nu are de dovedit de cât o stare de fapt anterioară turburării, sau o acțiune întemeiată pe chiar dreptul său, în care este obligat să facă dovada existenței aceluia drept. (Cas. I, 28 Oct. 1911, B. p. 1232).

4. Art. 31 din legea Judecătoriilor de ocoale cere, pentru admiterea unei acțiuni posesorii, între alte condițiuni, ca posesiunea să întrunească condițiunile cerute de art. 1846 și 1847 din codul civil și ca posesiunea să fie continuă.

Astfel, posesiunea unei servituti de trecere nefiind continuă, nu poate servi de bază unei acțiuni posesorii, după cum nu poate duce pentru același motiv nici la dobândirea unei asemenea servituti prin uzucapiune, trecerea în asemenea condițiuni constituind un simplu act de toleranță. (Cas. I, 28 Oct. 1911, B. p. 1232).

5. Cel ce invoacă o prescripțiune trebuie să justifice pe lângă buna credință și just titlu și o posesiune utilă care să întrunească condițiunile cerute de art. 1846 și următorii din codul civil.

Prin urmare, săvârșește o omisiune esențială instanța de fond când trece asupra probei cu martori invocată de o parte pentru dovedirea unei posesiuni utile, fără să se pronunțe asupra acestui mijloc de apărare. (Cas. I, 844 din 2 Dec. 1911, B. p. 1582, Curier Jud. 4/912).

6. Din cuprinsul art. 1846 și 1847 din codul civil și art. 31 din legea Judec. de ocoale, rezultă că, pentru a avea exercițiul acțiunii posesorie, se cere o posesie animo domine, adică sub nume de proprietar, continuă, publică și neîntreruptă, iar nu în numele și pe socoteala altuia. De unde urmează că arăndașul care nu e decât un posesor precar alieno nomine, nu are acțiunea posesorie, ci numai-proprietarul în nu-

mele căruia posedă. (Trib. Tutova, Dr. 33/912 p. 262).

7. După art. 729 codul civil, împărțea nu se poate cere contra aceluia care opune prescripțiunea, adică care a exercitat o posesiune în termenul și condițiunile cerute de art. 1846 și următorii din codul civil.

Prin urmare, violează dispozițiunile art. 729 c. civil tribunalul când respinge prescripțiunea achizitivă numai pe simplul motiv că intimatul a recunoscut că nu s'a împărțit cu reclaman-tul asupra pământului ce detine. (Cas. I, 26 Feb. 1913, B. p. 323).

8. Dacă pentru dobândirea posesiunii se cere pe lângă intențiunea de a posedă și detenițiunea materială a lucrului însă conservarea acestei posesiuni poate să rezulte și din singura intenție de a posedă neînsoțită de acte materiale, posesorul ne putând să fie obligat a posedă totul prin sine însuși.

De aci rezultă că cel ce a dobândit odată posesiunea este presupusă că o are neîntrerupt cât timp nu s'a făcut dovada că a încetat de a o avea fie prin faptul unui terț, fie prin renunțare voluntară, fie prin întreruperea ei mai mult de un an în care timp altul să-și fi dobândit-o prin exercițiul ei în cursul aceluia an. (Cas. I, 6 din 10 Ian. 914, Curier Jud. 14/914).

9. Dacă partea în contra căreia se invoacă prescripția achizitivă de 30 ani nu invoacă și nu dovedește că acela care invoacă acea prescripție a pierdut posesia terenului în litigiu și că deci ar fi o întrerupere naturală a prescripției, cu drept cuvânt Tribunalul respinge mijlocul de apărare bazat pe întrerupere și consideră prescripția ca îndeplinită. (Cas. I, No. 33, din 19 Ian. 1915; Jurispr. Rom. 1915, p. 198).

10. Apartența instanțelor de fond de a determina în mod suveran împrejurările de fapt, din care rezultă că o posesiune întrunește condițiunile legale, spre a fi protejată printr-o acțiune posesorie; totuși, acest drept de apreciere nu dispensează instanțele de fond de a arăta ce anume împrejurări de fapt le îndreptătesc a trage concluzia că o posesiune întrunește sau nu condițiunile cerute de art. 1846 și 1847 c. civ., spre a fi protejate printr-o acțiune posesorie.

Când dar, Tribunalul se mărginește a afirma, în mod vag, că posesiunea exercitată de o persoană eră dubioasă, fără a preciza în ce constă acest viciu și fără a analiza elementele posesiunii cerute de menționatele texte; prin aceasta, Tribunalul pune Curtea de Casație în situația de a nu putea să-și exercite controlul său și să decidă dacă din faptele constatate, Tribunalul a tras consecințele legale. (Cas. I, No. 393/920; Jurisprudența, 1920, p. 251).

11. Dacă din mărturisirile părților nu rezultă o împărțeață și dacă din depunerile mărturilor nu se stabilește în mod neîndoios că posesiunea asupra unor terenuri ce fac parte din o succesiune, îndeplinește condițiunile cerute de art. 1846 și 1847 din codul civ., posesiunea ori cât de îndelungată ar fi

ea, nu poate dacă la concluzia că între părți a avut loc un act de partaj, nici nu poate duce la prescripție, această posesiune trebuind să fie considerată numai ca o împărțeață de folosință. (Jud. Ocol. Tg. Ocna, 205 din 28 August 1925, Jur. Gen. 1925, No. 1991).

12. A se vedea: art. 1850, nota 1.

Art. 1847. — Ca să se poată prescrie, se cere o posesiune continuă, neîntreruptă, neturburată, publică¹⁾ și sub nume de proprietar, după cum se explică în următoarele articole. (Civ. 622, 623 urm., 1854 urm., 1863 urm.; L. jud. oc. 31; Civ. Fr. 2229).

Text. fr. Art. 2229. — Pour pouvoir prescrire, il faut une possession continue et non interrompue, paisible, publique, non équivoque, et à titre de propriétaire.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, ed. 5-a, p. 111, 115, 128, 131, 538;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 228, 249, 254, 258 urm., 262, 269, 290 urm., 296;
BUPNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 199, 206, 209, 228, 265, 359, 367, 372;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 877 urm., 888, 893, 920, 1001, 1008; ed. 1-a, III, p. 447;
DALLOZ, *Rép. Prescription civile*, 302 urm., 887; *Suppl. Prescription civile*, 192 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 336 bis, VII; 339 bis, V, VII;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 488;
LAURENT, XXXII, 269, 280, 289, 290, 343;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 748;
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2278, 2284, 2650;
TROPLONG, *Prescription I*, 350, 411, 418.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 53, 102 urm., 125, 127, 147, 184 n. 2, 216, 230; (III, part. I, ed. 2-a, p. 270, 271, 804 urm., 806, 874; IV, part. I, ed. 2-a, p. 280; VII, p. 310; IX, p. 591; X, p. 703); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 244, 245, 498; *Observație* sub Trib. Putna, 27 Nov. 903. *Curier Jud.* 23/904; *Nota* sub. Trib. Aubresson (Creuse) 9 Ian. 1920, *Jurispr. Gen.* 24/923, No. 1696;
BOTEZ CORNELIU, *Noul codice de ședință*, ed. 1908, p. 288 urm.;
CANTACUZINO MATEI, p. 114, 126;
DUMITRESCU A. M., II, 334;
GEORGEAN N., *Notă* sub. *Judec. ocol. Tg. Ocna* 205 din 28 Aug. 1925, *Jur. Gen.* 1925, No. 1991;
NACU, III, p. 830;
SCRIBAN ST., *Observație* sub. *Judec. Ocol. Câmpu-Lung*, 930 din 3 Iunie 1904. *Curier Jud.* 3/905;
TOCILESCU, *Curs de procedură civilă*, partea II, p. 104 urm.

INDEX ALFABETIC

Acte 2.
Acțiune petitorie 9, 13.
Acțiune posesorie 3, 4, 6-11, 13, 27.
Adjudecare 16.
Apreciere suverană 17, 27.
Arbori 21.
Bae 2.
Caragea Cod 22.
Condițiile posesiei, a se vedea „Precaritate” și 1, 2, 3, 4, 8, 10, 11, 12, 13, 14, 16, 19, 20, 27, 29.
Confirmare 19.
Coprorietari 3, 22, 26, 28, 29.

Dotă 14.
Executare 7.
Femece săteancă 18.
Ferestre 20.
Forță, a se vedea „Violență”.
Hotărâre 25.
Indiviziune 3, 22, 26, 21, 29.
Interogator 6.
Intervertire 14.
Intruperare 19, 23.
Invocare 1.
Just titlu 25.
Locație 3, 16.
Mandat 3.
Mărturisire 28.

Martori 28.
Motivare 27.
Omisiune esențială 8, 9, 12.
Pământ rural 18, 25.
Partaj 28, 29.
Portărel 7.
Posesiune 1-5, 9, 10, 11, 12, 14-29.
Precaritate, a se vedea „Locație”, „Mandat” și 12, 14, 15, 20, 22, 24.
Prescripție 1-3, 5, 12, 15, 26, 28, 29.
Primărie 19.
Probă 1, 28, 29.
Publicitate 2.
Ratificare 19.
Recunoaștere 19.

Recurs 8, 9, 12, 27.
Renunțare 19.
Revendicare 11, 12, 16.
Rural pământ 18, 25.
Săteancă femece 18.
Servitute 15, 20, 21.
Suverană apreciere 17, 27.
Terțe persoane 3, 16.
Testament 26.
Titlu just 25.
Toleranță 20.
Turburare, a se vedea „Acțiune posesorie”.
Uzucapiune, a se vedea „Prescripție”.
Vânzare-cumpărare 6.
Violență 7, 10.

1) In art. francez, corespunzător 2229 se zice: „non équivoque”.

Jurisprudență.

1. Lipsa condițiilor legale ale posesiunii trebuie să fie ridicată și probată de cel ce combate prescripțiunea; dacă nu se ridică înaintea instanței de fond nici o obiecțiune în această privință, cu drept cuvânt instanța nu intră în cercetarea condițiilor posesiunii. (Cas. I, 118/Martie 20/84. B. p. 256).

2. Intre condițiile cerute de art. 1847 este și aceea ca posesia să fi fost publică pentru ca să poată conduce la prescripție; or când e vorba de un basin așezat într'un stabiliment de băi a cărui existență pentru vecini nu se relevă prin nici un semn exterior, lipsind unul din elementele esențiale, publicitatea, nu se poate prescrie. (Cas. I. 385 10/Dec. 10/86. B. p. 923).

3. Pentru ca cineva să poată intenta o acțiune posesorie, fie în complângere, fie reintegrândă, trebuie să justifice o posesiune utilă în sensul art. 1847, adică utilă spre a duce eventual la usucapiune. Prin urmare posesiunea trebuie să întrunească pe lângă celelalte condițiuni, și voința posedentului de a posedă pentru sine *animo domini et nomine suo*; de unde rezultă că ori de câte ori posesiunea nu prezintă acest element ea nu poate servi de bază pentru o acțiune posesorie. Astfel fiind, nici acela care deține lucrul pentru și de la un altul cu titlul de mandatar sau de locatar și nici chiar acela care posedă împreună cu alții în devălmășie comostenitorul, comunistul, nu poate intenta asemenea acțiune. Dacă această teorie s'ar putea combate, această combatere n'ar putea să se dirige de cât contra dreptului posesorilor *alieno nomine*, față cu cei de al treilea, față cu cari acești posesori ar avea o acțiune directă și independentă pentru respectarea posesiunii lor, cum e acea specificată prin art. 1426, în nici un caz însă această interpretare nu se poate sustine față cu însuși mandantul, locatarul, comostenitorul ori coposesorul; față cu aceștia și în contra lor de sigur posesorul *alieno nomine*, nu se poate prevala de posesiunea sa vitioasă, căci aceasta ar fi a abandonă pe proprietar, locatar, coposesor, etc., la discrețiunea absolută a chiriașului, locatarului, etc., ar fi a-l desbrăca de ori ce drept față cu aceștia. (Trib. Suceava, 86. Iun. 12/90. Dr. 60/90).

4. Acțiunile posesorii având de scop numai de a se restabili lucrurile în starea în care se aflau mai înainte, fără a prejudeca alte drepturi ce părțile mai pot avea asupra obiectului în litigiu, bine face tribunalul de nu caută să constate alte condițiuni de cât acelea cari dau simpla posesiune,

iar nu posesiunea cerută de art. 1847 c. civ. (Cas. I, 105/Mart. 17/89, B. p. 290; Cas. I, 68/Febr. 25/94, B. p. 249).

5. Odată ce se constată că una din părți a dobândit imobilul în litigiu prin prescripție, apoi deși acel imobil se stăpânește actualmente de cealaltă parte litigantă, nu se mai poate aplica maxima: „in pari causa melior est conditio possidentis“, căci această maximă presupune că starea de drepturi a părților este egală. (Cas. I, 223/94 B. p. 663).

6. Când proprietarul unui imobil a vândut acest imobil, rezervându-și dreptul de a urmări acțiunea posesorie, ce are deschisă contra unui terțiu pentru turburarea ce i-a cauzat, dânsul nu poate fi împiedicat de a exercita acest drept pe motiv că a transmis altuia proprietatea imobilului. De aci urmează că este neadmisibil, ca fiind fără interes, interogatorul ce turburătorul propune a i se face asupra chestiunii dacă dânsul a vândut sau nu acel imobil. (Cas. I. 389/94 B. p. 1103).

7. Acțiunea posesorie în reintegrândă nu poate fi exercitată decât în cazul când se constată că detentorul a fost deposedat prin violență. Așa dar, când deposedarea a fost săvârșită de către un agent competent (cum este un portărel), în virtutea unui act legal, o atare acțiune cată a fi respinsă. (Cas. I. 268/95 B. p. 750).

8. Comite o omisiune esențială instanța judecătorească, când nu se pronunță și nu constată printr'o acțiune posesorie, asupra mijlocului de apărare invocat de intimat, mijloc peremptoriu, cum că acțiunea în complângere a fost intentată de reclamant după o trecere de mai mult de un an dela data primei turburări în posesie, continuată ori repetată în urmă și deci hotărîrea sa este casabilă. (Cas. I. 122/97 B. p. 329).

9. Odată ce judecata a stabilit că reclamantul într'o acțiune posesorie a fost turburat în posesiunea terenului în litigiu și că acțiunea sa posesorie este fundată, examinarea și discutarea actelor produse de partea intimată, ar prezenta un interes pentru această parte numai dacă s'ar fi aflat față de o acțiune per torie, și dacă judecata a omis a se ocupa de aceste acte, omisiunea făcută nu este esențială și nemotivarea hotărîrii sale în această privință nu poate să atragă casarea ei. (Cas. I. 430/99 B. p. 1276).

10. Acțiunile posesorii nu vor putea fi admise ca fondate, decât dacă reclamantul dovedește că a posedat cel puțin un an înainte de turburare sau deposedare și dacă posesiunea lui însușeste condițiunile cerute de art. 1846 și 1847 din Cod. civ. În caz când

deposedarea sau turburarea s'a făcut prin violență sau forță, reclamantul, este dispensat a dovedi că a posedat un an și că posesiunea sa întrunește condițiile cerute de sus citatele texte de lege din Cod. civ. (Cas. I, 206/99 B. p. 654).

11. Dacă într'o acțiune posesorie s'a constatat că reclamantul a introdus acțiunea înăuntrul termenului de un an dela turburare și că dânsul a posedat mai înainte de turburare continuu, neîntrerupt public și cu titlul de proprietar, o asemenea acțiune este admisibilă rămânând părții pârâte dreptul de a-și valorifica pe cale de revendicare drepturile sale. (Cas. I, 66/902 B. p. 162).

12. Posesia, ca să conducă la prescripție, trebuind să fie exercitată sub nume de proprietar dacă revendicanțul opune precaritatea posesiei, instanța trebuie să se pronunțe asupra acestui mijloc de apărare, altfel face o omisie esențială căci precaritatea posesiei, dacă ar fi dovedită, este de natură să schimbe soluția oricărui. (Cas. secții unite 4/904. B. p. 197).

13. Cel care se vede turburat în exercițiul unui drept are facultatea să intente, sau o simplă acțiune posesorie, în care nu are de dovedit decât o stare de fapt anterioară turburării, sau o acțiune întemeiată pe chiar dreptul său, în care e obligat să facă dovada existenței aceluși drept. Prin urmare, pentru ca instanța de fond să respingă o acțiune, pentru motivul că a fost intentată după expirarea unui an dela turburare, trebuie să fie bine stabilită intențiunea reclamantului a fost să intente o simplă acțiune posesorie. (Cas. I, 57/905 B. p. 135).

14. Soțul nu poate stăpâni în numele său personal un teren constituit lui dotă, chiar dacă acea constituire nu ar fi fost valabilă, iar împrejurarea că el ar fi cumpărat terenul la împrietărire nu-i atribuie proprietatea terenului cumpărat, ci-i dă dreptul la o acțiune în despăgubire pentru suma ce a plătit.

Posesiunea exercitată cu titlu precar nu se poate transforma în posesiune utilă decât în modurile anume stabilite în art. 1858 din codul civil. (Cas. I, 12 Martie 1907. B. p. 396).

15. Posesiunea precară care se exercită în virtutea unui drept de servitute, nu poate să aibă de efect dobândirea prin prescripție a pământului asupra căruia se exercită dreptul de servitute. (Cas. I, 9 Iunie 1909. B. p. 734).

16. Prescripțiunea prevăzută de art. 568 procedura civilă, nu este o decădere a dreptului de proprietate a terților persoane, numai pe simpla lipsă de revendicare a aceluși drept în cursul

celor cinci ani dela executarea ordonanței de adjudecare căci cu ocaziunea votării acestui articol s'a propus un amendament pentru a se prevedea expres asemenea decădere, dar acel amendament s'a respins, de unde rezultă că și această prescripțiune specială trebuie să îndeplinească condițiunile preserise de art. 1874 și 1895 codul civil, ca adjudecatorul și urmașii săi, în cursul celor cinci ani, să fi avut posesiunea continuă neîntreruptă, neturburată, publică, sub nume de proprietar și de bună credință, neputându-se invoca asemenea prescripție de cei ce stăpânesc cu titlu de chiriași. (Cas. III, 3 Martie 1909. B. p. 356).

17. Cestiunea de a se ști dacă posesia întrunește condițiile cerute de art. 1847 din codul civil, pentru a servi de bază prescripției achizitive, este o cestiune de fapt, lăsată la suverana apreciere a instanței de fond. (Cas. I, 26 Ian. 1911. B. p. 31; In același sens: Cas. II, 27 din 22 Febr. 1911. Jurisprudenta 12/911).

18. Conform legii interpretative d'n 7 Aprilie 1910, femeia săteancă este capabilă de a dobândi pământ rural, așa că posedând un asemenea pământ mai mult de 30 de ani în condițiile cerute de art. 1847 codul civil poate prescrie; iar împrejurarea că soțul femeii sătenec nu ar fi sătean cultivator, sau ar avea pământ peste maximum permis de legea rurală, nu poate constitui o împiedecare pentru femeie de a dobândi și ea personal pământ rural, de oare-ce, legea rurală nu prevede o asemenea împiedecare. (Cas. I, 1 Mai, 1913. B. p. 1064).

19. În virtutea principiului că o recunoaștere spre a putea fi opozabilă celui ce o face trebuie să fie făcută de o persoană capabilă a se obliga sau de reprezentantul său autorizat. Primăria unei comune nu poate face o recunoaștere relativă la proprietățile sale decât sub formele anume determinate de legea sa organică.

Prin urmare, cele atestate de Primăria unei comune printr'un certificat și o telegramă neputând fi opozabile comunei, nu pot fi interpretate ca o întrerupere civilă a posesiei sale și Tribunalul hotărînd altfel a aplicat greșit principiile din art. 1865 c. civ. și a violat regulile de drept relative la continuitatea posesiei pentru a prescrie, edictate de art. 1847 c. civ. (Cas. I, decizia No. 687. din 20 Nov. 1913; Jurisprudenta Rom. 1914 p. 13).

20. Prin aplicarea regulii generale prevăzute de art. 1847 c. civ., pentru posesia cerută pentru a prescrie, posesiunea servitutilor, ca să fie utilă și să ducă la prescripție, trebuie să cuprindă și elementul intențional, adică să fie exercitată sub nume de proprie-

tar, iar nu în mod precar și prin simplă toleranță, căci acela care exercită o servitute de vedere sau de trecere pe fondul altuia în virtutea unei permisiuni exprese sau tacite, recunoaște prin aceasta, în mod implicit, că n'are nici un drept propriu asupra lucrului, ceea ce exclude din partea sa animus domini.

Prin urmare, Tribunalul face o justă aplicare a principiilor relative la prescripție când constată că ferestrele a căror desființare se cere au vedere numai pe acoperișul casei reclamantului, astfel că acest simplu fapt neaducându-i nici un prejudiciu el a tolerat o asemenea vedere și când hotărăște că pârâțul din acțiune nu a putut să dobândească prin prescripție servitutea de vedere ce pretinde că are asupra imobilului reclamantului. (Cas. I, decizia No. 425, din 23 Sept. 1914; Jurisprudența Rom. 1914, p. 514, Curier Jud. 3/915).

21. Dreptul de a avea arbori cari cresc înalți, la o distanță mai mică decât cea hotărâtă de lege, se poate dobândi prin prescripțiune de câte ori arborii plantați la o distanță mai mică ar fi existat timp de 30 ani fără ca vecinul să fi cerut scoaterea lor.

Această prescripțiune este achizitivă iar nu liberatorie, întrucât acest drept fiind o mărginire a dreptului de proprietate, stabilită în interesul vieții comune impune o sarcină vecinului și anume aceea de a suferi niște plantații care depreciază fondul său. (Trib. Mușcel, Apr. 1914; Dreptul 1914, p. 320).

22. Posesiunea cu titlu precar și indiviz nu putea conduce la dobândirea proprietății prin prescripție nici sub codul Caragea nici sub actualul cod. civil. (C. Apel. Buc. s. I 159/915, Curier Jud. 14/916).

23. Dacă partea în contra căreia se invoacă prescripția achizitivă de 30 ani nu invoacă și nu dovedește că acela care invoacă acea prescripție a pierdut posesia terenului în litigiu și că deci ar fi o întrerupere naturală a prescripției, cu drept cuvânt Tribunalul respinge mijlocul de apărare bazat pe întrerupere și consideră prescripția ca îndeplinită. (Cas. I, No. 33, 1915, Jurispr. Rom. 1915, p. 198).

24. O posesiune precară nu poate conduce la prescripțiunea achizitivă de 30 ani. (C. Apel Buc. S. II. No. 201, 1915, Dreptul 1915, p. 579).

25. Hotărârile date de Tribunale în aplicarea legii rurale interpretative din 13 Februarie 1879, având de scop numai să anuleze înstrăinările făcute în fraudă legii rurale dela 1864, în caz când o asemenea hotărâre constată și con-

firmă de bună înstrăinarea prin aceasta chiar constituie un just titlu, în sensul art. 1897 c. civ., astfel că o posesie exercitată în virtutea ei timp de 10 ani, cu bună credință și în condițiunile cerute de art. 1847 c. civ., conduce pe posesor la prescripție.

Prin urmare, Tribunalul violează regulile de mai sus, când hotărăște contrariul. (Cas. I, No. 717, 1915, Jurispr. Rom. 1916, p. 106).

26. În caz când sunt patru frați care posedă în indiviziune averea rămasă dela autorul lor și dacă unul din ei încetează din viață, iar ceilalți continuă a posedă în indiviziune, posesia acestora nu poate duce la prescripția achizitivă de scurt timp a sfertului din avere lăsat prin testament de către fratele decedat altui frato, care însă nu a prezentat testamentul și nu a cerut legatul, de oarece prescripția achizitivă nu poate fi opusă unui moștenitor cu care a posedat în indiviziune. (Cas. I, No. 212, 1916; Jurispr. Rom. 1916, p. 354).

27. Apartine instanțelor de fond de a determina în mod suveran împrejurările de fapt, din cari rezultă că o posesiune întrunește condițiunile legale, spre a fi protejată printr'o acțiune posesorie; totuși acest drept de apreciere nu dispensează instanțele de fond de a arăta ce anume împrejurări de fapt le îndreptățese a trage concluzia că o posesiune întrunește sau nu condițiunile cerute de art. 1846 și 1847 c. civ. spre a fi protejate printr'o acțiune posesorie.

Când dar, Tribunalul, se mărginește a afirma, în mod vag, că posesiunea exercitată de o persoană, eră dubioasă, fără a preciza în ce constă acest viciu și fără a analiza elementele posesiunii cerute de menționatele texte, prin aceasta, Tribunalul pune Curtea de Casație în situația de a nu putea să-și exercite controlul său și să decidă dacă din faptele constatate, Tribunalul a tras consecințele legale. (Cas. I, decizia, No. 393, din 20 Sept. 1920; Jurispr. Rom. 1920 p. 251).

28. Dacă din mărturisirile părților nu rezultă o împărțeață și din depunerile martorilor nu se stabilește în mod neîndoios că posesiunea asupra unor terenuri ce fac parte din o succesiune, îndeplinește condițiile cerute de art. 1846 și 1847 c. civ., posesiunea or cât de îndelungată ar fi ea, nu poate duce la concluzia că între părți a avut loc un act de partaj, nici nu poate duce la prescripție, această posesiune trebuind să fie considerată numai ca o împărțeață de folosință. (Judec. ocol Tg. Ocna, 205 din 28 Aug. 1925, Jur. Gen. 1925 No. 1991).

29. Un moștenitor nu poate dobândi

prin prescripție un imobil indiviz față cu comostenitori săi, decât dacă se stabilește că a stăpânit prodivizo, ca proprietar exclusiv, în condițiile prevăzute de art. 1847 c. civ., adică să fie vorba de o posesiune continuă, netul-

burată, publică și animo-domini. (Cas. II, 24 Mart. 1925, Pand. Săpt. 23/925).

30. A se vedea: art. 645, nota 1; art. 1846 cu notele respective; art. 1850, nota 1; art. 1890, nota 16.

Art. 1848. — Posesiunea este discontinuă când posesorul o exercitează în mod neregulat, adică cu intermitențe anormale¹⁾. (Civ. 1847, 1850).

Doctrină străină.

BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 239, 240;
DALLOZ, *Rép. Prescription civile*, 181;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 336 bis, II;
GUILLOUARD, *Prescription*, I, 442, 443, 450, 533;
HUC, XIV, 349;
LAURENT, XXXII, 275, 276;
MARCADÉ, art. 2229 urm.; No. 80, 90, p. 114 urm.;
PLANIOL, I, 2227;
TROPLONG, *Préscription*, I, 338, 345, 346.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 53, 102 urm., 125, 127, 147, 184 n. 2, 216, 230; (III, part. I, ed. 2-a, p. 270, 271, 804 urm., 806, 874; X, p. 703); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 498;
CANTACUZINO MATEI, p. 114;
NACU, III, p. 831.

Art. 1849. — Posesiunea este întreruptă prin modurile și după regulile prescrise în articolele 1863—1873²⁾. (Civ. Fr. 1847, 1850).

Doctrină străină.

BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 248;
GUILLOUARD, *Prescr.*, I, 448, 449, 533;
PLANIOL, I, 2673, 2675;
THIRY, IV, 629;
TROPLONG, *Prescr.*, I, 243.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 53, 102 urm., 125, 127, 147, 184 n. 2, 216, 230; (III, part. I, ed. 2-a, p. 270, 271, 804 urm., 806, 874; X, p. 703);
CANTACUZINO MATEI, p. 114;
NACU, III, p. 832.

Art. 1850. — Continuitatea și neîntreruperea posesiunii sunt dispensate de probă din partea celui ce invoacă prescripțiunea, în acest sens că, posesorul actual care probează că a posedat într'un moment dat mai înainte, este presupus că a posedat în tot timpul intermediar, fără însă ca aceasta să împiedice proba contrarie³⁾. (Civ. 1847—1849; Civ. Fr. 2234).

Text. fr. Art. 2234. — Le possesseur actuel qui prouve avoir possédé anciennement, est présumé avoir possédé dans le temps intermédiaire, sauf la preuve contraire.

1) Textul art. 1848 Cod. civ. nu există în Codul civil francez.

2) Textul art. 1849 Cod. civ. nu există în Codul civil francez.

3) Textul art. 1850 Cod. civ. diferă în redacțiunea sa de art. corespunzător francez, 2234.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, ed. 5-a, p. 539, 540;
 BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 245, 248;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 206;
 DALLOZ, *Rép. Prescription civile*, 315 urm.; *Suppl. Prescription civile*, 199 urm.;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 749;
 TROPLONG, *Prescription*, I, 423.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 53, 102 urm., 125, 127, 147, 184 n. 2, 216, 230; (III, part. I, ed. 2-a, p. 270, 271, 804 urm., 806, 874; X, p. 703).
 NACU, III, p. 836.

Jurisprudență.

1. Din moment ce o posesiune a fost dobândită, nu este necesar pentru a fi continuă, ca ea să fie exercitată neapărat în mod material printr'o ocupație reală sau printr'un contact ma-

terial cu obiectul asupra căruia se exercită posesiunea, căci ea se conservă virtual și continuă să existe atâta timp cât nimeni nu se instalează în acea posesiune și nu o tulbură. (Trib. Buzău, s. II. 408 din 22 Oct. 1924. Dreptul 39/924).

Art. 1851. — Posesiunea este turburată când este fundată sau conservată prin acte de violență în contra sau din partea adversarului. (Civ. 1847; Civ. Fr. 2233).

Text. fr. Art. 2233. — Les actes de violence ne peuvent fonder non plus une possession capable d'opérer la prescription.

La possession utile ne commence que lorsque la violence a cessé.

Doctrină străină.

BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 251 urm.;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 207;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 882;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 488;
 GUILLOUARD, *Prescription*, I, 453, 533;
 MARCADÉ, art. 2229 urm., No. 95 urm., p. 120 urm.;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 750 urm.;
 PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2279.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 53, 102 urm., 125, 127, 147, 184 n. 2, 216, 230; (III, part. I, ed. 2-a p. 270, 271, 804 urm., 806, 874; X, p. 703); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 499;
 CANTACUZINO MATEI, p. 114, 115;
 NACU, III, p. 832.

Jurisprudență.

1. O plângere dată la Primărie nu poate să constituie o întrerupere naturală, de oarece pentru aceasta art. 1851 și 1864 c. civ., cer ca posesia să fie tur-

burată prin acte materiale care să o împedice de a-și urma cursul său care duce la prescripție. (Cas. I, decizia No. 202 din 24 Mart. 1914. Jurispr. Rom. 1914, p. 310).

Art. 1852. — Posesiunea este clandestină când posesorul o exercitează în ascuns de adversarul său în cât acesta nu este în stare de a putea să o cunoască ¹⁾. (Civ. Fr. 1847).

Doctrină străină.

LAURENT, XXXII, 286.

¹⁾ Art. 1852 cod. civ. nu există în Codul civil francez.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 53, 102 urm., 125, 127, 147, 184 n. 2, 216, 320; (III, part. I, ed. 2-a, p. 270, 271, 804 urm., 806, 874; X, p. 703); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 499;

CANTACUZINO MATEI, p. 115;

NACU, III, p. 833.

Art. 1853. — Actele ce exercităm sau asupra unui lucru al altuia, sub nume precariu adică în calitate de locatari, depozitari, uzufructuari, etc., sau asupra unui lucru comun, în puterea destinațiunii legale a aceluia, nu constituiesc o posesiune sub nume de proprietar.

Tot asemenea este posesiunea ce am exercită asupra unui lucru al altuia, prin simpla îngăduință a proprietarului său. (Civ. 116, 117, 517, 622, 624, 728 urm., 1411, 1591, 1847 urm., 1855, 1890; Civ. Fr. 2232, 2236).

Text. fr. Art. 2232. — Les actes de pure faculté et ceux de simple tolérance ne peuvent fonder ni possession ni prescription.

Text. fr. Art. 2236. — Ceux qui possèdent pour autrui ne prescrivent jamais, par quelque laps de temps que ce soit.

Ainsi, le fermier, le dépositaire, l'usufruitier, et tous autres qui détiennent précairement la chose du propriétaire, ne peuvent la prescrire.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, ed. 5-a, p. 119, 124-127, 129;

BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 279 urm., 282 urm., 286, 304 bis, 306, 308, 310 bis, 315;

BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 193, 197, 210, 227, 228, 229, 238, 353;

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 877, 886 urm., 888, 992;

DALLOZ, *Rép. Prescription civile*, 155 urm., 399 urm., 452; *Suppl. Prescription civile* 26 urm., 84 urm.;

DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 338 bis, II; 343 bis, II, III;

LAURENT, XXXII, 300, 303, 314;

MOURLON, ed. 7-a, III, p. 755 urm., 761 urm.;

PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2312, 2649, 2802, 2955-2958.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 113, 123, 216, 427, 429; (III, part. I, ed. 2-a, p. 418, 806; X, p. 98, 236, 350); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 499; *Nota sub. Justiția de Pace din Mazamet-Tarn*, 6 Aug. 1920. *Jur. Gen.* 1924, No. 1588;

CANTACUZINO MATEI, p. 112;

NACU, III, p. 833.

Jurisprudență.

1. Cel ce deține într'un mod precar averea altuia nu poate să o prescrie nici odată. (Apel. Buc. 784/Febr. 26/79. *Dr.* 29/79).

2. Posesiunea în devălmășie exclude ideea de precaritate. (Cas. I. 128/Apr. 5/87. B. p. 306).

3. O posesie precară nu poate să ducă la prescripție. Astfel, când cineva a deschis niște ferestre spre vedere în proprietatea vecină numai prin toleranță, posesia exercitată astfel este o posesie precară. (Cas. I. 131/94. B. p. 426).

4. Faptul, că posesorul unei case a asigurat pe numele său acea casă la o societate de asigurare în contra pagubelor de incendiu, nu schimbă întru nimic caracterul de toleranță a posesiunii dacă posesiunea sa este numai un act de simplă toleranță din partea proprietarului. (Apel Galați I. C. Jud. 62/902).

5. Posesiunea precară care se exercită în virtutea unui drept de servitute nu poate să aibe de efect dobândirea prin prescripție a pământului asupra căruia se exercită dreptul de servitute. (Cas. I, 9 Iunie 1909. B. p. 734).

6. Potrivit art. 1853 c. civ. posesiu-

nea ce se exercită prin simpla îngăduință nu constituie o posesiune de proprietar, astfel că o servitute exercitată timp de 30 de ani prin îngăduință, nu poate constitui un drept de servitute dobândit prin posesie în sensul art. 623 c. civ.; și există îngăduință oricâte ori actele de posesiune exercitate de proprietarul fondului dominant nu aduc un prejudiciu apreciabil propieta-

rului fondului servant și când acesta din urmă nu are interes serios de a se opune. (Trib. Ilfov I, No. 588, 1913. Dreptul, 1914, p. 635).

7. O posesiune precară nu poate conduce la prescripțiunea achizitivă de 30 ani. (Apel Buc. II, No. 201, 1915, Dreptul, 1915, p. 579).

8. A se vedea: art. 729. Index „Folosința”. „Posesiune” și notele respective.

Art. 1854. — Posesorul este presupus că posedă pentru sine, sub nume de ¹⁾ proprietar, dacă nu este probat că a început a posedă pentru altul. (Civ. 1200, 1202, 1263 urm., 1847, 1850; Civ. Fr. 2230).

Text. fr. Art. 2230. — On est toujours présumé posséder pour soi, et à titre de propriétaire, s'il n'est prouvé qu'on a commencé à posséder pour un autre.

Doctrină străină.

BAUDY ET TISSIER, *Prescription*, 270 urm.;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 214, 265, 269, 274, 373, 376, 382, 405;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 880, 889; II, p. 232;
 DALLOZ, *Rép. Prescription civile* 348; *Suppl. Prescription civile* 280 urm.;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 753 urm.;
 PLANTOL, I, ed. 3-a, No. 2321.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 103, 115; (VII, p. 111); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 499;
 CANTACUZINO MATEI, p. 112, 114, 604;
 NACU, III, 836.

Jurisprudență.

1. Este admisibilă proba testimonială spre a se stabili prezumpțiunea prevăzută de art. 1854. (Trib. Fălciu, 164, Oct. 4/93, *Dr.* 80/93).

2. În ochii legii, posesorul lucrurilor mișcătoare este proprietarul lor, iar cel ce revendică este dator să dovedească precaritatea posesiei deținătorului și această probă nu se poate face decât după regulile dreptului comun. Astfel, când bunul revendicat este de o valoare mai mare de 150 lei și revendicantul susține că lucrul a fost dat în depozit, în locațiune, cu împrumut, sau că posesorul îl deține în virtutea oricărei alte convențiuni, la care revendicantul sau autorul lui a consimțit, proba acestor cauze juridice de unde ar decurge precaritatea posesiei, nu poate rezultă decât dintr'un act scris. Din contra, reclamantul este în drept a recurge la proba testimonială, sau la prezumpții când el ar fi pierdut lucrul reclamat, ar fi fost victima unui delict, sau s'ar găsi în cazurile excepționale ale art. 1198 cod. civ. (Cas. I, 444/902 B, p. 1153).

3. Din combinația art. 1854, 1899 și

1909, rezultă că posesorul lucrurilor mișcătoare este presupus a fi proprietarul lor și că cel ce le revendică este dator să dovedească contrariul. Astfel, dacă cu ocazia urmăririi unor lucruri mișcătoare, care se află în posesia debitorului, se face contestație de o terță persoană, dânsa este obligată să dovedească că acele imobile sunt proprietatea sa, iar nu a debitorului urmărit. (Cas. I, 227/904 B, p. 746).

4. Cel ce invoacă prescripțiunea achizitivă trebuie să facă dovada că are o posesiune care întrunește condițiunile cerute de lege spre a-l conduce la dobândirea proprietății, iar după art. 1854 c. civ. posesia este presupusă că se exercită cu titlu de proprietar dacă nu este probat contrariu.

Din aceste principii, rezultă că într'o acțiune în revendicare dacă reclamantul recunoaște că pâritul a posedat de fapt imobilul în termenul cerut de lege, pentru a prescrie, dar afirmă că l-a posedat ca arendaș, adică cu titlu precar, această mărturisire constituie dovada completă a prescripțiunei pârîtului, cât timp reclamantul nu face dovada afirmațiunei sale, că pâritul a avut posesia în calitate de arendaș.

¹⁾ Din eroare cuvântul „de” lipsește în textul oficial. În textul francez el există.

Prin urmare dacă Tribunalul înlătură prescripția opusă de pârât pe motiv că cu răspunsul la interogator al reclamantului n'a făcut dovada posesiei și a condițiilor ei legale, nesocotește regulile de probațiune mai sus arătate și comite exces de putere. (Cas. I, No. 105. 1915; Jurispr. Rom. 1915, p. 310).

5. Când cine-va stăpânește un imobil în posesiunea cărui a fost pus pe baza unei hotărâri judecătorești de partaj, este presupus ca proprietar al lui și ca atare garantat în liniștită sa folosință.

Așa fiind, cel ce pretinde vre-un drept asupra unui asemenea imobil trebuie să-și valorifice pretențiile sale numai pe calea principală a unei acțiuni în revendicare, neputând ca pe căi lăturănice, — cum ar fi aceea a punerii în posesie a unuia pentru executarea unui act de tranzacție la care cel ce stăpânește imobilul nu a luat parte, să

scoată din folosința bunului pe acela care îl posedă sub nume de proprietar.

Hotărârile judecătorești ca și actele autentice având o autoritate relativă, în sensul că nu leagă și nu sunt opozabile de cât persoanelor care au luat parte la formarea lor, nu pot fi deci invocate contra posesorului sub nume de proprietar de cât numai pe cale principală, ele nefiindu-i opozabile după cum s'a arătat mai sus.

În asemenea condițiuni posesorul unui imobil este garantat în contra ori cărei deposedări fără judecată, cu simpla condiție ca în momentul tulburării să fi posedat sub titlu de proprietar.

Ca consecință este admisibilă contestația din partea posesorului imobilului, dacă face dovada că în momentul executării dânsul posedă cu titlu de proprietar, fără a mai fi obligat să mai facă altă probă. (Trib. Dolj. s. I, 818 din 23 Dec. 1924, Jur. Gen. 1925, No. 2034).

Art. 1855. — Când posesorul a început a posedă pentru altul, se presupune că a conservat aceeași calitate, dacă nu este probă contrarie. (Civ. 1200, 1202, 1847; Civ. Fr. 2231).

Text. fr. Art. 2231. — Quand on a commencé à posséder pour autrui, on est toujours présumé posséder au même titre, s'il n'y a preuve du contraire.

Doctrină străină.

BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 272 urm.;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 214, 220, 270;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 880;
 DALLOZ, *Rép. Prescription civile*, 350; *Suppl. Prescription civile*, 282;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 753 urm.;
 PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2321.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 103 urm.; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 499, 500;
 CANTACUZINO MATEI, p. 112, 604;
 NACU, III, p. 836.

Art. 1856. — Posesiunea vițială prin vreuna din cauzele arătate în art. 1847, devine posesiune utilă, îndată ce acel vițiu încetează în vreun mod oarecare. (Civ. 1848 urm.; Civ. Fr. 2233).

Text. fr. Art. 2233. — Les actes de violence ne peuvent fonder non plus une possession capable d'opérer la prescription.

La possession utile ne commence que lorsque la violence a cessé.

Doctrină străină.

BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 161 urm., 274 urm.;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 207;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 882;
 DALLOZ, *Rép. Prescription civile*, 369 urm.; *Suppl. Prescription civile*, 237 urm.;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 488;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 750 urm., 767;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2279.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 422; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 500;
 CANTACUZINO MATEI, p. 115;
 NACU, III, p. 837.

Art. 1857. — Posesorul care posedă nu sub nume de proprietar, nu poate să schimbe el însuși, fie prin sine singur, fie prin alte persoane interpușe, calitatea unei asemenea posesiuni. (Civ. 1853, 1856, 1858; Civ. Fr. 2240).

Text. fr. Art. 2240. — On ne peut pas prescrire contre son titre, en ce sens que l'on ne peut point se changer à soi-même la cause et le principe de sa possession.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, ed. 5-a, p. 536;
 BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 322 urm.;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 215, 222, 270;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 881;
 DALLOZ, *Rép. Prescription civile*, 451 urm.; *Suppl. Prescription civile*, 301 urm.;
 LAURENT, XXXII, 329, 330;
 PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2319, 2320, 2649;
 TROPLONG, *Prescription*, I, 524.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 114, 116, 117 urm., 135, 427; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 500;
 CANTACUZINO MATEI, p. 112, 113;
 NACU, III, p. 837.

Jurisprudență.

1. a) Casa de Depuneri trebuie să fie asimilată unui depozitar ordinar, căruia nu-i este îngăduit să invoace prescripția de 30 ani a acțiunii pentru restituirea depozitelor, de oarece este inadmisibil ca, față de scopul înființării Cassei de depuneri, care a fost acela de a crea o instituție de depozit permanent și inviolabil, sub paza credinței publice, legiuitorul să fi înțeles să-i schimbe, în ce privește sumele depuse, calitatea de depozitară publică în cea de simplă debitoare, atunci când a autorizat-o să întrebuițeze sumele ce-i sunt depuse și să restituie depunătorilor numai echivalentul lor. Pe lângă aceasta, Cassa de Depuneri, fiind un depozitar forțat impus de legiuitor ar fi contrar oricărei noțiuni de dreptate, dacă i s'ar recunoaște dreptul la prescripție asupra sumelor depuse.

Prin urmare, Curtea de apel nu a violat art. 1857 și 1890 c. civ. relative la prescripție, atunci când a obligat pe Minister să restituie Primăriei unei comune o sumă de bani depusă ca zecimi comunale, pe contul acelei Primării și încasată în urmă dela Casa de Depuneri de către Ministerul de Finanțe în baza legii din 4 Februarie 1883.

b) Din textul alin. II al art. 125 din legea contabilității publice a Statului, rezultă că prescripția prevăzută în acel articol se aplică încasărilor de sume provenite din contribuțiuni și alte venituri ale Statului iar nu sumelor ridicate dela Cassa de Depuneri de către Ministerul de Finanțe, în baza legii din 4 Februarie 1883. (Cas. Sectiuni-Unite, decizia No. 13, din 22 Octombrie 1915, *Jurispr. Rom.* 1916, p. 114, *Curier Jud.* 1/919).

2. A se vede: art. 1897, nota 9.

Art. 1858. — Posesiunea care se exercitează nu sub nume de proprietar, nu se poate schimba în posesiune utilă, decât prin vreunul din următoarele patru moduri:

1. Când deținătorul lucrului primește cu bună credință dela o a treia persoană, alta decât adevăratul proprietar, un titlu translativ de proprietate în privința lucrului ce deține.

2. Când deținătorul lucrului neagă dreptul celui dela care ține posesiunea prin acte de rezistență la exercițiul dreptului său.

3. Când deținătorul strămută posesiunea lucrului, printr'un act cu titlu particular translativ de proprietate, la altul care este de bună credință.

4. Când transmisiunea posesiunii din partea deținătorului la altul se face printr'un act cu titlu universal dacă acest succesor universal este de bună credință ¹⁾. (Civ. 1857, 1861; Civ. Fr. 2237—2239).

Text. fr. Art. 2237. — Les héritiers de ceux qui tenaient la chose à quel-qu'un des titres désignés par l'article précédent, ne peuvent non plus prescrire.

Text. fr. Art. 2238. — Néanmoins les personnes énoncées dans les articles 2236 et 2237 peuvent prescrire, si le titre de leur possession se trouve interverti, soit par une cause venant d'un tiers, soit par la contradiction qu'elles ont opposée au droit du propriétaire.

Text. fr. Art. 2239. — Ceux à qui les fermiers, dépositaires et autres détenteurs précaires ont transmis la chose par un titre translatif de propriété, peuvent la prescrire.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, ed. 5-a, p. 127-129;
 BAUDRY ET TISSER, *Prescription*, 203, 319, 321, 327, 329, 330, 334, 337;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 197, 222, 224, 225, 262, 272, 279;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 881, 882, 905, 910;
 DALLOZ, *Rép. Prescription civile*, 431 urm., 435 urm.; *Suppl. Prescription civile*, 275 urm., 283 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 344 bis, III;
 LAURENT, XXXII, 292, 316, 318, 322, 324, 325;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 764 urm.;
 PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2320 urm., 2674, 2675;
 TROPLONG, *Prescription*, I, 506, 507, 514, 519, 520.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 114, 116, 117 urm., 135, 427; (III, part. II, ed. 2-a, p. 6; X, p. 260);
Droit ancien et moderne de la Roumanie, p. 500;
 CANTACUZINO MATEI, p. 112, 113, 129, 130, 262;
 NACU, III, p. 837, 840, 841;
 NICOLEANU G. HIPPOLYTE, *Notă* sub. Cas. I, 543 din 25 Mai 1923. Pand. Rom. 1924-I-139.
 POPESCU STELIAN, *Observație*, sub. Cas. I, 95 din 12 Mart. 907. Curier Jud. 35/907.

INDEX ALFABETIC

Acțiune posesorie 2, 12.	Intervertirea posesiunii 10, 11, 12, 13.
Arendare 12.	Just titlu 1, 4, 5, 6, 7, 8, 9.
Buna credință 1, 2, 5, 6, 7, 8, 9, 11.	Locație 12.
Calimach Cod 3.	Moșneni 10.
Cauză justă, a se vedea „Just titlu”.	Mostenitor, a se vedea „Succesor”.
Comostenitor 5, 7.	Obște 10.
Condițiile posesiunii 2.	Posesiune 1, 2, 5-13.
Contestație 13.	Precaritate 1, 6, 11, 12.
Dijmă 12.	Prescripție 1-9.
Donație 8.	Proprietate 3.
Drept Roman 3.	Recurs 9.
Erede, a se vedea „Succesor”.	Revendicare 3, 9, 12.
Executare 13.	Revocarea donațiunii 8.
Indiviziune 5, 7, 10.	Roman drept 3.
Interogator 12.	Succesiune 1, 2, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 13.

Succesor 1, 2, 5, 6, 7, 8, 9, 13.	Tolerare 1, 6.
Terțe persoane 5, 11, 13.	Tulburare în posesie 2, 12.
Titlu just 1, 4, 5, 6, 7, 8, 9.	Vânzare-cumpărare 13.

Jurisprudență.

1. Legiuitorul român a admis că eredele are în calitate sa un just titlu, care îl poate conduce printr'o posesiune de 10 ani până la 20 ani la dobândirea prin prescripțiune a proprietății imobilelor aflate în succesiunea autorului său chiar când succesiunea acestuia a fost precată sau tolerată însă în acest caz posesiunea invocată de erede

1) Aliniatul al 4-lea din textul art. 1858, nu există în Codul civil francez.

trebuie să fie de bună credință. Buna credință constă în credința posesorului că cel dela care a dobândit imobilul are toate însușirile cerute de lege spre a-i putea transmite proprietatea. (Apel Galati I. C. Jud. 62/901).

2. Conform art. 1859 combinat cu art. 1858 al. 3 din Cod. civil spre deosebire de legea franceză, achizitorul nu numai cu titlu particular dar și cu titlu universal, nu reprezintă persoana și nu continuă posesiunea autorului său, putând începe în persoana sa o nouă posesiune utilă, spre a duce la prescripțiune, dacă este achizitor de bună credință. O asemenea posesiune poate singură servi ca bază, sau ca mijloc de apărare, fie contra unei acțiuni posesorii după o anumită trecere de timp. În acest din urmă caz, pentru a face neprimitor exercitiul acțiunii posesorii se cere, ca posesiunea să îndeplinească condițiunile cerute de art. 61 din legea judecătorilor de pace, adică să fie exercitată timp mai bine de un an în mod pacinic, neîntrerupt public și sub nume de proprietar. (Trib. Botoșani, C. Jud. 51/902).

3. După art. 1949 din Codul Calimach, acțiunea în revendicare se stinge prin prescripția de 3, 6, 10, 20, 30 și 40 de ani, după deosebirea obiectului și stăpânirea altcuiva. Acest text, trimitând la §§ 1923, 1924, 1931-1936, a voit, cu deosebire de ceace se întâmplă în dreptul roman, unde acțiunea în revendicare se prescrie fără uzucapiune din partea excipientului, să stabilească că dreptul de proprietate nu se pierde prin neîntruibuire, ci numai prin câștigarea dreptului de către o altă persoană, care ar fi posedat lucrul tot timpul cerut și în condițiile prescrise de lege, adică care l-ar fi usucapiat. (Apel Iași I. C. Jud. 44/9040).

4. Condiția, care pare a fi cerută de art. 1895 Codul civil, că achiziția trebuie să aibă de obiect un meșteșor determinat și care nu este reproducă după textul legii franceze, text ce nu admite usucapiu pro herede, nu poate să fie menținută în legea noastră, care admite această uzucapiune. Prin urmare, art. 1895 trebuie combinat cu art. 1858 și 1859 Codul civil, care admite formal uzucapiunea pro herede, căci altfel prescripția cu acest titlu ar fi totdeauna înlăturată. (Cas. I. 405/904 B. p. 1280).

5. Dacă din art. 700, combinat cu 729 din codul civil, rezultă evident că un moștenitor care stăpânește un imobil succesoral ca proprietar exclusiv nu poate invoca față de comostenitorul său decât prescripțiunea achizitivă de 30 ani, însă nu este tot astfel când acel imobil a trecut prin succesiune la un erede al său universal sau cu titlu universal; în acest caz succesiunea

fiind un mod de dobândire a proprietății iar după art. 1858, combinat cu 1859, succesorul universal putând începe în persoana sa o posesiune utilă, deosebită de a autorului său, calitatea sa de erede poate constitui un just titlu care să ducă la prescripțiunea aceluia imobil găsit în succesiunea autorului, dacă l'a stăpânit 10 până la 20 de ani și cu bună credință conform art. 1895 din codul civil, prescripțiune care poate fi invocată față de cel de al treilea, prin urmare față și de acela care era comostenitor cu autorul său. (Cas. I. 21 Nov. 1911, B. p. 1386).

6. Din combinarea art. 1858 și 1859 cu art. 1897 din codul civil rezultă că eredele are, în calitatea sa, un just titlu, care-l poate conduce printr-o posesiune de 10 ani la dobândirea prin prescripție a proprietății imobilelor aflate în succesiunea autorului său, chiar când posesia acestuia a fost precară sau tolerată dacă posesia eredeului a fost de bună credință. (Cas. I. Mart. 1911, B. p. 282).

7. Dacă în cazul unui autor comun tuturor eredităților o prescripție întemeiată pe justul titlu de erede nu poate fi invocată contra altui coerede, aceasta se explică prin faptul că, într'un asemenea caz, titlul ce servă de bază prescripției fiind comun tuturor moștenitorilor până la facerea împărțelii, posesia nu are un caracter exclusiv cum trebuie să fie posesiunea care servă de bază unei prescripțiuni.

Atunci însă când un erede găsește în succesiunea autorului său imediat un imobil care a aparținut succesiunii unui autor mai depărtat acest erede poate să înceapă în persoana sa o posesiune nouă distinctă de aceea a autorului său care unită cu buna credință și cu titlul ce rezultă din calitatea sa de erede, poate să-l conducă la prescripțiune. (Cas. I. 7 Mai 1913 B. p. 1075).

8. Este adevărat că donatarul, care posedă bunul dăruit în virtutea actului de donațiune, nu poate opune acțiunii în revocarea donațiunii decât prescripția extinctivă de 30 ani, conform art. 840 c. civ., însă atunci când donatarul a încetat din viață și bunul dăruit a rămas în succesiunea sa moștenitorii donatarului încep în persoana lor o nouă posesiune conform art. 1859 c. civ., și această posesiune este o posesiune utilă care duce la prescripție conform art. 1858, alin. 4, cod civil.

Prin urmare, într'un asemenea caz moștenitorii donatarului cari au găsit bunul dăruit în succesiunea autorului lor și l-au stăpânit 10 sau 20 ani cu bună credință, pot opune reclamantului care exercită acțiunea în revoca-

rea donațiunii, prescripția achizitivă bazată pe justa cauză care rezultă din calitatea de moștenitor. (Cas. I, No. 423, 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 517). Curier Jud. 5/915, Dreptul 1914 p. 577).

9. Dacă pârîtul într-o acțiune în revendicare invoacă prescripția de 10 ani cu titlu pro herede, Tribunalul nu are a se preocupă dacă autorul pârîtului în a cărui succesiune acesta a găsit imobilul, a posedat cu just titlu, căci titlul acestuia de moștenitor este suficient, ci este dator să examineze dacă celelalte elemente ale prescripției, adică posesia și buna credință a pârîtului erau dovedite.

Prin urmare, dacă Tribunalul omite să examineze aceste elemente și respinge prescripția pe motiv că pârîtul nu a făcut dovada că tatăl său a început să poseadă cu just titlu, prin aceasta violează art. 1858, al. 4 și 1895 c. civ. și dă o hotărîre nemotivată. (Cas. I, decizia No. 17, din 13 Ian. 1915; Jurispr. Rom. 1915, p. 170).

10. Atunci când o obște de moșneni se află neîmpărțiti, fiecare membru al obștii are drept să se folosească în comun cu ceilalți de imobilul indiviz și nici unul din ei nu poate pretinde o posesie exclusivă cât timp nu dovedește că a schimbat titlul posesiei sale într-o posesie de proprietar printr'unul din modurile arătate de art. 1858 cod civil.

Prin urmare dacă reclamantul nu cere împărțirea pământului și nici ca intimatul să fie deposedat de terenul în litigiu ci numai să i se recunoască calitatea de membru al obștei moșnenilor spre a se putea folosi în comun cu intimatul de pământul în litigiu, Tribunalul nu poate să respingă ca inadmisibilă acțiunea fără a nesocoti principiile de drept relativ la folosința în comun a unui lucru neîmpărțit. (Cas. I, decizia No. 383, d'n 9 Iun. 1915; Jurispr. Rom. 1915, p. 516. Curier Jud. 74/915).

11. Posesiunea precară poate fi transformată în posesiune utilă pentru prescripție, când ea a fost transmisă unui terțiu de bună credință. (Apel Buc. II, No. 201, 1915; Dreptul 1915, p. 579).

12. Din interogatoriu ce reclamanta a luat pârâtului într'un alt proces de revendicare între aceleași părți pentru același teren, prezentat în copie astăzi în instanță și necontestat, rezultă că terenul de față a fost dat de reclamanta în arendă în dijma, adică pe fructe, conform art. 1466 c. civ. și pârîtul l-a folosit în această

calitate, doi ani, iar anul ultim 1923, dânsul asumându-și calitatea de proprietar asupra acestui teren, nu a mai voit a da dijma reclamantei.

În drept, posesiunea primilor doi ani este o posesiune exercitată în calitate de arendaș, deci în numele reclamantei, posesiune care nu-i poate folosi pârâtului, conform art. 1853 c. civ. În ce privește ultimul an, pârîtul nu numai că a refuzat pur și simplu a da reclamantei dijma, fapt care ar fi putut avea de consecință din partea acesteia o acțiune pentru obținerea acestei dijme dar pârîtul își sprijină rezistența sa față de reclamantă, după cum însuși declară în interogatoriu prezentat în copie, pe convingerea că acest teren i se cuvine lui ca proprietate dela defunctul său tată adoptiv.

Prin aceasta pârîtul negând, prin acte de rezistență la exercițiul dreptului reclamantei dela care el detinea posesia, însuși dreptul acesteia de proprietate, în sensul art. 1858 al. 2 c. civ., dânsul a intervertit posesiunea sa precară dela început în posesiune utilă și că prin a doua a sa posesie s'a adus o adevărată tulburare a posesiunii de până aci pe care tot el în calitatea de precarist o exercitase în numele reclamantei, tulburare care are față de aceasta toate elementele prevăzute de art. 1851 c. civ.

Prin urmare, posesiunea reclamantei întrunește toate elementele cerute de art. 31 din Legea judecătorilor de ocoale și prezenta acțiune în tulburare de posesie se privește ca fondată. (Jud. ocol. Bileiurești-Dâmbovița, carte jud. civ. 774 din 6 Decembrie 1923, Jur. Gen. 1924 No. 1).

13. Moștenitorul, chiar rezervatar, nu poate fi considerat ca terțiu și a se opune la executarea unui act consimțit de autorul său invocând ca titlu, în calitatea s'a de terțiu, posesiunea de moștenitor, pe baza art. 1858 al. 4 cod. civil, întrucât dispozițiunea acestui aliniat nu-și are aplicabilitatea în această chestie, ea fiind referitoare la intervertirea posesiunii și servind ca titlu pentru uzucapiune; iar moștenitorul cu titlu universal este continuatorul persoanei juridice a autorului și deci ținut la toate obligațiunile autorului său, cum e aceea de a preda imobilul vândut. (C. Apel Craiova s. II, 15 Mai 1925 Bul. C. Apel 12/925).

14. A se vedea: art. 1847 nota 14; art. 1897 nota 9.

Art. 1859. — În toate cazurile când posesiunea aceluiaș lucru trece pe rând în mai multe mâni, fiecare posesor în-

cepe, în persoana sa o nouă posesiune, fără a distinge dacă strămutarea posesiunii s'a făcut în mod singular sau universal, lucrativ sau oneros. (Civ. 1860, 1861; Civ. Fr. 2235).

Text. fr. Art. 2235. — Pour compléter la prescription, on peut joindre à sa possession celle de son auteur, de quelque manière qu'on lui ait succédé, soit à titre universel ou particulier, soit à titre lucratif ou onéreux.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, ed. 5-a, p. 134-137, 139, 554;
 BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 345, 347 urm., 350-353 urm., 356, 357 urm.;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 891, 909;
 DALLOZ, *Rép. Prescription civile*, 381 urm.; *Suppl. Prescription civile*, 246 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 341 bis, III, IV;
 DEMOLOMBE, X, 635;
 LAURENT, XXXII, 364 urm.;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 767;
 PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2673-2678;
 TROPLONG, *Prescription*, I, 430, 448.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 102 nota, 123, 127 urm.; (III, part. II, ed. 2-a, p. 6); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 500;
 CANTACUZINO MATEI, p. 113, 129, 130;
 NACU, III, p. 839 urm.;
 NICOLEANU G. HIPPOLYTE, *Notă* sub. Cas. I, 543 din 25 Mai 1923. Pand. Rom. 1924-I-139.

Jurisprudență.

1. Ori de câte ori posesiunea aceluiaș lucru trece prin mai multe mâini, cel din urmă posesor nu poate uni posesiunea sa cu a celor ce l-au precedat, dacă nu există o continuare neîntreruptă de posesiune între toți autorii a căror posesiune se cere a fi unită cu cea din urmă. (Cas. I, 329/96, B. p. 1327).

2. Conform art. 1859 combinat cu art. 1858 al. 3 din Cod. civil spre deosebire de legea franceză, achizitorul nu numai cu titlu particular, dar și cel cu titlu universal, nu reprezintă persoana și nu continuă posesiunea autorului său, putând începe în persoana sa o nouă posesiune utilă, spre a duce la prescripțiune, dacă este achizitor de bună credință. O asemenea posesiune poate singură servi ca bază sau ca mijloc de apărare, fie contra unei acțiuni posesorii, după o anumită trecere de timp. În acest din urmă caz, pentru a face nepriminator exercițiul acțiunii posesorii, se cere ca posesiunea să îndeplinească condițiunile cerute de art. 60 din legea judecătorilor de pace adică să fie exercitată timp mai bine de un an în mod pacinic neîntrerupt public și sub nume de proprietar. (Trib. Botoșani. C. Jud. 51/902).

3. După art. 1895 c. civ. pentru ca cineva să poată prescrie prin 10 sau 20 ani, este necesar ca posesia sa să aibă o justă cauză și ca posesorul să fie de bună credință. În ce privește justa

cauză, potrivit art. 1858 alin. 4 și 1859 c. civil. transmisiunea averii prin succesiune poate schimba în posesiune utilă o posesiune precară, începând moștenitorul o nouă posesiune.

Prin urmare, o moștenire poate constitui un just titlu care să conducă la prescripțiune, potrivit art. 1895 c. civil (Apel Buc. II, Dr. 38/911 p. 298).

4. Deși este exact că proprietarul indiviz nu poate prescrie împotriva coproprietarului său decât dacă a stăpânit exclusiv și pro diviso 30 ani, totuși această regulă nu se mai aplică atunci când, încetând din viață unul din coproprietari, moștenitorii lui vor putea, stăpânind 10 ani, să opună succesiunea lui ca just titlu, căci prin faptul că îi au succedat, posesiunea indiviză a autorului lor s'a schimbat în posesiune utilă pentru moștenitorii cari încep o nouă posesiune, potrivit art. 1858 și 1859 c. civil. (Apel Buc. II, Dr. 38/911 p. 298).

5. Este adevărat că donatarul, care posedă bunul dăruit în virtutea actului de donațiune, nu poate opune acțiunii în revocarea donațiunii decât prescripția extinctivă de 30 ani conform art. 840 c. civ., însă atunci când donatarul a încetat din viață și bunul dăruit a rămas în succesiunea sa moștenitorii donatarului încep în persoana lor o nouă posesiune conform art. 1859 c. civ., și această posesiune este o posesiune utilă care duce la prescripție conform art. 1858, alin. 4, c. civ.

Prin urmare, într'un asemenea caz

moștenitorii donatarului cari au găsit bunul dăruit în succesiunea autorului lor și l-au stăpănit 10 sau 20 ani cu bună credință pot opune reclamantului care exercită acțiunea în revocarea donațiunei, prescripția achizitivă, ha-

zată pe justa cauză care rezultă din calitatea de moștenitor, (Cas. I, No. 423, 1914; Jurispr. Rom. 1914 p. 517. Dreptul 1914 p. 577, Curier Jud. 5/915).
6. A se vedea: art. 1858, notele 3, 5, 6, 7.

Art. 1860. — Verice posesor posterior are facultatea, spre a putea opune prescripțiunea, să unească posesiunea sa cu posesiunea autorului său. (Civ. 169, 653, 1858, 1861; Civ. Fr. 2235).

Text. fr. Art. 2235. — Pour compléter la prescription, on peut joindre à sa possession celle de son auteur, de quelque manière qu'on lui ait succédé, soit à titre universel ou particulier, soit à titre lucratif ou onéreux.

Doctrină străină.

BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 355;
BENOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 277, 280, 285, 342;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 891, 909;
DALLOZ, *Rép. Prescription civile*, 381 urm.; *Suppl. Prescription civile*, 246 urm.;
LAURENT, XXXII, 363;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 759 urm.;
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2673-2678.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 102, nota, 123, 127 urm.; (III, part. II, ed. 2-a, p. 791, 792, 916; X, p. 655, 703 n. 1); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 500, 501;
CANTACUZINO MATEI, p. 113, 129;
DUMITRESCU A. M., II, 847;
NACU, III, p. 839 urm.

Jurisprudență.

1. Legea cere pentru exercitiul acțiunilor posesorii, ca posesia anuală să întrunească condițiunile posesiei cerută spre a prescrie proprietatea astfel

că art. 1860 c. civ. este neapărat aplicabil în acțiunea posesorie, această acțiune tinzând tocmai la conservarea posesiunii ce ar putea duce la prescripție. (Cas. I. decizia No. 28 din 17 Ian. 1914, Jurispr. Rom. 1914, p. 130).

Art. 1861. — Dispozițiunile celor două articole precedente nu deroagă la cele prescrise prin articolul 1858, în ultimul său aliniat¹⁾. (Civ. 1859, 1860).

Doctrină străină.

PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2673;
THIRY, IV, 629.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 102 nota, 123, 127 urm.;
CANTACUZINO MATEI, p. 113, 129, 130;
NACU, III, p. 839 urm.

Art. 1862. — Dacă vitiul posesiunii consistă în discontinuitatea, în interupțiunea sau în precaritatea sa, vericine are interes ca să nu fie prescripțiunea împlinită, îl poate opune. Dară clandestinitatea și turburarea posesiunii sunt viji

¹⁾ Art. 1861 nu are echivalentul său în Codul civil francez.

numai relative, și nu pot fi prin urmare opuse decât numai de cei în privința căror posesiunea a avut asemenea caracter¹⁾. (Civ. 1847 urm., 1853 urm.).

Doctrină străină.

MARCADÉ, art. 2234 No. 101 urm., p. 124 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 103 t. și n. 1, 112, 114, 115; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 501;

CANTACUZINO MATEI, p. 113, 114, 115;

NACU, III, p. 834.

CAPITOLUL III.

Despre cauzele cari intrerup sau cari suspend cursul prescripțiunei.

Secțiunea I. — Despre cauzele cari intrerup prescripțiunea.

Art 1863. — Prescripțiunea poate fi intreruptă sau în mod natural sau în mod civil. (Civ. 1847, 1864 urm.; C. com. 690, 938; L. propr. liter. (Mon. of. 68/923) art. 45; Civ. Fr. 2242).

Text. fr. Art. 2242. — La prescription peut être interrompue ou naturellement ou civilement.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, ed. 5-a, p. 519, 520, 527, 528;

BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 551, 552, 555, 556, 572;

BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 410;

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 893; ed. 1-a, III, p. 447;

DALLOZ, *Rép. Prescription civile*, 465;

LAURENT, XXXII, 141, 145, 168;

MOURLON, ed. 7-a, III, p. 770, 771;

PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2679;

TROPLONG, *Prescription*, II, 627, 664, 697, 698.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO; XI, p. 48, 49, 108, 143, 280 n. 4, 322, 455; (II, ed. 2-a, p. 808 n. 1; IV, part. I, ed. 2-a, p. 506, 632; V, p. 510, 511); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 498; *Observație* sub. C. Apel Craiova s. I, 112/912. Curier Jud. 67/912;

CANTACUZINO MATEI, p. 133;

HEROVANU EUGEN, *Tratat teoretic și practic de procedură civilă*, Vol. I, Fascicula II, No. 99 urm.;

NACU, III, p. 842.

Jurisprudență.

1. O plângere dată la Primărie nu poate să constituie o intrerupere naturală, deoarece pentru aceasta art. 1851 și 1864 c. civ. cer ca posesia să fie turburată prin acte materiale care să o împiedice de a-și urmări cursul său care duce la prescripție. (Cas. I No. 202 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 310).

2. Dacă partea în contra căreia se invoacă prescripția achizitivă de 30 ani

nu invoacă și nu dovedește că acela care invoacă acea prescripție a pierdut posesia terenului în litigiu și că deci ar fi o intrerupere naturală a prescripției, cu drept cuvânt Tribunalul respinge mijlocul de apărare bazat pe intrerupere și consideră prescripția ca îndeplinită. (Cas. I. No. 33. 1915; Jurisprudența Rom. 1915, p. 198).

3. A se vedea: art. 1864 cu notele respective; art. 1865 cu notele respective.

1) Art. 1862 nu are echivalentul său în codul civil francez.

Art. 1864. — Este întrerupere naturală:

1. Când posesorul este și rămâne lipsit, în curs mai mult de un an, de folosința lucrului, sau de către vechiul proprietar sau de către o a treia persoană;

2. Când lucrul este declarat neprescriptibil în urmarea unei transformări legale a naturii sau destinației sale. (Civ. 1863; Civ. Fr. 2243).

Text. fr. Art. 2243. — Il y a interruption naturelle, lorsque le possesseur est privé, pendant plus d'un an, de la jouissance de la chose, soit par l'ancien propriétaire, soit même par un tiers.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, ed. 5-a, p. 115, 116;
 BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 233, 234, 468 urm., 471-473 urm.;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 200, 410;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 893;
 DALLOZ, *Rép. Prescription civile*, 466 urm.; *Suppl. Prescription civile*, 308 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 350 bis, VI;
 DEMOLOMBE, X, 174;
 LAURENT, XXXII, 79, 80, 82, 83, 268;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 770, 771;
 PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2680 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 147 urm., 149, 150, 151 t. și n. 2, 160, 161 t. și n. 2, 162, 163, 165, 228, 421 urm., 453, 455 n. 3, 455 nota; (II, ed. 2-a, p. 808 n. 1; III, part. I, ed. 2-a, p. 291, 296; IV, part. I, ed. 2-a, p. 506, 632; X, p. 177 n. 1, 702); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 498;
 CANTACUZINO MATEI, p. 133;
 NACU, III, p. 842, 843.

Jurisprudență.

1. Dacă tribunalul, fără a cere ca posesiunea celui spoliat să însușească diferitele condițiuni cerute de lege pentru a dobândi prescripțiunea, a admis acțiunea posesorie intentată de spoliat și a ordonat restabilirea lucrurilor în starea în care se afla în momentul când s'a comis actele de violență, prin o atare procedură tribunalul n'a recunoscut nici un alt drept spoliatului decât de a detine imobilul cu același titlu cu care-l posedă de fapt ordonând numai încetarea spoliatiunii, conform cu principiul de ordine publică că nimenea nu poate să-și facă dreptate singur. (Cas. I. 302/Oct. 21/86. B. p. 769).

2. În art. 1864 se dispune că pierderea posesiunii în timp de mai bine de 1 an, întrerupe cursul prescripțiunii de unde urmează ca cel ce a pierdut posesiunea în timp de 1 an împlinit nu mai poate exercita acțiunea posesorie. (Cas. I. 48, Febr/14/86. B. p. 104).

3. După art. 1864 cod. civ., acțiunea posesorie nu durează de cât 1 an; o dată trecut acel termen nu-i rămâne părții care pretinde că a fost turbu-

rată, de cât acțiunea petitorie. (Cas. I. 175/Mai 22/87. B. p. 434).

4. Art. 1864 c. civ. statuiază că pierderea posesiunii în timp de mai bine de 1 an, întrerupe cursul prescripției; de unde urmează că acțiunea posesorie nu poate fi intentată de cât în cursul unui an de la pierderea acelei posesiuni. Timpul de 1 an se cere ca o condițiune a existenței acțiunii posesorii; și dar instanțele judecătorești fiind datoare a nu admite cererea reclamantului de cât atunci când ea este întemeiată, tribunalul e în drept a cercetă dacă cel ce intentă acțiunea posesorie se află în timpul util pentru a o intenta. Dacă dar reclamantul n'a avut posesiunea locului de prigonire în anul ce a precedat acțiunea sa posesorie, acțiunea sa cată a i se respinge. (Cas. I. 305, Oct. 27/87. B. p. 787).

5. Posedarea continuată mai mult de 1 an, conform art. 1864, exclude posibilitatea exercițiului acțiunii posesorie contra aceluia care posedă de mai mult de 1 an. Iar posedarea este o deținere cu titlu de proprietar în condițiunile stabilite de art. 1864 și urm. Constatarea posedării implică că obiectul se detine în condițiunile cerute

de acele articole. (Cas. I, 211/Iun 11/93, B. p. 565).

6. O plângere dată la primărie nu poate să constituie o întrerupere naturală, deoarece pentru aceasta art. 1851 și 1864 c. civ., cer ca posesia să fie tur-

burată prin acte materiale care să o împedice de a-și urma cursul său care duce la prescripție. (Cas. I, No. 202, 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 310).

7. A se vedea: art. 1846 nota 8.

Art. 1865. — Intreruperea civilă se operă:

1. Printr'o cerere făcută în judecată, fie introductivă de instanță sau numai incidentă într'o instanță deja începută:

2. Printr'un act începător de executare, precum sechestrul (*saisie*) sau cererea execuțiunei unui titlu cărui legea recunoaște puterea executorie;

3. Prin recunoașterea de către debitor sau posesor a dreptului celui în contra cărui prescrie. (Civ. 1189 urm., 1204 urm., 1863; Civ. Fr. 2244, 2248).

Text. fr. Art. 2244. — Une citation en justice, un commandement ou une saisie, signifiés à celui qu'on veut empêcher de prescrire, forment l'interruption civile.

Text. fr. Art. 2248. — La prescription est interrompue par la reconnaissance que le débiteur ou le possesseur fait du droit de celui contre lequel il prescrivait.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, ed. 5-a, p. 505, 507, 510-512, 514, 516, 517, 526; IV, ed. 4-a, p. 714; BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 476, 477, 479, 484, 486, 511, 513, 514, 516, 520, 521, 529-531, 533, 537, 538, 542 urm., 548;

BUENOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 164, 414;

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 393; II, p. 87, 141;

DALLOZ, *Rép. Prescription civile*, 475 urm., 571 urm.; *Suppl. Prescription civile*, 310 urm., 372 urm.;

DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 351 bis, VI, VIII; 355 bis, I, III, V, VI; 532 bis, XI;

LAURENT, XXXII, 87, 92, 93, 96, 103, 110, 112, 119, 124, 126, 128-130 urm., 162 urm., 166;

MOURLON, ed. 7-a, III, p. 772, 777 urm.;

PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2685, 2693; II, ed. 3-a, No. 660 urm., 665, 3410;

TROPLONG, *Prescription*, II, 561, 562 urm., 571, 572, 575, 576 urm., 594, 599, 614, 683.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 147 urm., 149, 150, 151 t. și n. 2, 160, 161 t. și n. 2, 162, 163, 165, 228, 421 urm., 453, 455 n. 3, 456 nota, (II, ed. 2-a, p. 808 n. 1; IV, part. I, ed. 2-a, p. 506, 632; VI, p. 186, 362; VII, p. 235, 236; X, p. 177 n. 1, 702; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 498; *Observație* sub. Trib. civil Caen, 7 Iulie 91; Curier Jud. 32/914;

ALEXANDRESCU TRAIAN, *Nota* sub Cas. I, 985 din 15 Oct. 923. Pand. Rom. 1925-I-16;

CANTACUZINO MATEI, p. 133, 134, 508;

NACU, III, p. 843;

PERECHYDE GRIGORE, „*Asupra art. 1865 codul civil întâiul alineat*“. Dreptul 76/1905;

SCRIBAN TRAIAN, *Notă* sub. Judec. Ocol. Herța-Dorohoi, 15 din 22 Ian. 1925. Jur. Gen. 1925 No. 364;

VELESCU ALEX., *Nota* sub. Trib. Com. Ilfov s. I, 472 din 22 Iunie 916. Curier Jud. 45/921.

INDEX ALFABETIC

Accesoriu 16.

Act administrativ 6.

Acțiune 2-7, 9-12, 16, 18-22,

26, 28, 30, 32, 35-39, 43.

Acțiune incidentă 20.

Acțiune reconvențională

20.

Acțiune suplimentară 19.

Anchetă în futurum 35,

36.

Antichreză 44.

Asigurare 34, 35, 36.

Autoritate de lucru ju-

decat 39.

Avere parafernală 3.

Buna credință 33.

Căile ferate Române 43.

Calitate 3.

Cambie 9, 26, 33.

Capacitate 29.

Cerere în judecată, a se

vedea „Acțiune”.

Citație 4, 13, 18, 37, 39.

Comandament 17.

Comercial Cod 43.

Comercială materie 26, 30,

35, 36.

Comunicare, a se vedea

„Notificare”.

Contravenție 7.

Coproprietar 8.

Debitor 5, 7, 17.

Despăgubiri 15, 36, 40.

Disparația dosarului 42.

Dobânzi 24.

Dosar, dispariția lui 42.

Duplicat 39.

Enumerare limitativă 31,

43.

Executare, a se vedea „Ur-

mărire”.

Faliment 33.

Fructe, acțiune în res-

tituire 16.

Garanție (chemare în) 20.	Reconvențională acțiune 20.
Hotărnicie 1, 12, 26, 39.	Recunoaștere 7, 8, 14, 15, 23, 24, 25, 27, 29, 30, 31, 33, 40, 43, 44, 45.
Hotărnicie 4, 11, 13.	Recurs 22.
Imprumut 24.	Regulamentul hotărnicilor 4.
Incidență acțiune 20.	Renunțare 36, 44.
Indiviziune 8, 31.	Restituire de fructe 16.
Inginer 4.	Revendicare 4, 11, 16, 32.
Instanță 9.	Sechestru 7.
Intervenție 10, 20.	Sendință, a se vedea „Hotărnicie”.
Intrerupere 1-45.	Soț 3.
Jurnal 13.	Stat 25, 27.
Just titlu 33.	Subprefect 6.
Limitativă enumerare 30, 43.	Succesiune 38.
Locație 23, 25, 30, 32.	Tabloul de ordine a creditorilor 26.
Mandat 8.	Taxe de timbru și înregistrare 7, 24.
Mărturisire 43.	Terțe persoane 5, 17.
Modificarea acțiunii 19.	Testament 24.
Moșneni 8.	Transport 15, 40.
Notificare 10, 21, 28, 31.	Transport pe C. F. R. 15.
Omisیune esențială 22.	Urmărire 1, 5, 7, 17, 26, 30, 33, 39, 43, 45.
Parafernală avere 3.	Venituri 16.
Părat 2.	Verificare de creanțe 33.
Partaj 31, 38.	
Perimare 23.	
Petițiune 43.	
Pierderea dosarului 42.	
Plata chiriei 23, 25, 32.	
Posesor 7, 23, 40, 43, 44.	
Prescripție 1-45.	
Primărie 29.	

Jurisprudență.

1. După art. 1865 urm. c. civ. întreruperea prescripției civile se operă printr'un act începător de executare a unui titlu cărui legea îi recunoaște puterea executorie. Dacă dar executarea s'a început în virtutea unei sentințe a tribunalului care nu era definitivă, căci nu se comunicase părții intimatăe și dacă printr'o hotărnicie definitivă a curții apelative s'a și anulat executarea nerecunoscându-se puterea executorie actului în virtutea cărui se începuse urmărirea, așa fiind aceea executare nu poate avea de efect întreruperea prescripției. (Cas. I, 66, Febr. 19/85. B. p. 104).

2. Art. 1865 prescrie o cerere în judecată fie chiar incidentală, dar o cerere deja făcută pentru a putea întrerupe prescripțiunea. Ea nu se întrerupe însă prin faptul că partea este defendoare în acțiunea intentată de cel ce prescrie. (Apel Buc. II, 35 Febr. 20/86. Dr. 48/86).

3. Cererea în judecată făcută de o persoană fără calitate cum ar fi aceea îndreptată de sot pentru avera parafernală a soției, și respinsă de judecată din această cauză, nu întrerupe prescripțiunea. (Apel Buc. III 87, Mart. 24/87 Dr. 75/87).

4. Citațiunea la hotărnicie făcută de inginer nu poate echivala cu o chemare în judecată spre a întrerupe prescripțiunea de oare ce inginerul hotărnic nu este judecător, și din faptul că el este obligat ași exprima părerea în cartea de hotărnicie ce o întocmește, nu însemnează că proprietarul care ar vedea părerea inginerului că moșia sa îi este încălcată, este ținut să asculte de inginer și să cheme în judecată pe persoana arătată ca încălcător. Apoi, art. 19 alin. II din

regulamentul de hotărnicii nu dă caracter întreruptiv prescripțiunei pentru încălcări de pământ de cât numai petițiunii de pornirea acțiunii de revendicare bazată pe planul de hotărnicie depus de inginer, iar nici cum simplei chemări înaintea inginerului pentru facerea aceluși plan. (Trib. Suceava 12 Mart. 29/91 Dr. 30/91).

5. O cerere de judecată sau o urmărire constituiesc niște acte ininterruptive de prescripțiune, în sensul art. 1865 din Cod. civil numai atunci când sunt îndreptate în contra persoanei debitorului, iar nu contra unui al treilea. (Cas. I, 158/95, B. p. 319).

6. Art. 1865 din Codul civil prevăzând întreruperea civilă a prescripțiunei printr'un act judiciar, această întrerupere nu are loc printr'un simplu act administrativ al subprefectului, care nu înlocuește actul judiciar prevăzut în acel articol. (Cas. I, 15/98 B. p. 26).

7. Întreruperea civilă a prescripției, nu se operă în afară de o chemare în judecată și de recunoașterea debitorului sau posesorului, decât printr'un act începător de executare, care nu poate fi decât sequestru sau cererea de executare unui titlu executor. Prin urmare, un proces verbal, care constată o contravenție la legea timbrului și care nu este aprobat de minister, nu este un act de executare și nu are până la aprobare, caracterul unui act executor și deci nu întrerupe prescripția. (Cas. I, 68/902 B. p. 166).

8. Fiecare codevălmăș având mandat de a îmbunătăți soarta tuturor celorlalți, iar nu de a-i păgubi un act emanat numai dela câțiva moșneni iar nu dela obștea întreagă, nu poate fi opus obștei, spre a dovedi recunoașterea codevălmășiei și întreruperea prescripției. (Apel Craiova I. Dr. 37/903).

9. Acțiunile ce derivă din cambii, cu scadență la o zi fixă se prescriu prin cinci ani din ziua scadenței, însă această prescripțiune se poate întrerupe prin simpla cerere făcută în judecată, fie introductivă de instanță fie numai incidentală într'o instanță deja începută fără însă a se mai exige ca cererea în judecată să fie urmată și de o citațiune în persoana părții. Această cerere în judecată chiar lăsată în părăsire, întrerupe prescripția acțiunii cambiale, căci, odată instanța angajată în timp util nu mai poate avea loc prescripțiunea acțiunii. Însă instanța se poate prescrie întru cât instanțele începute și delăsate se prescriu prin trecere de 30 ani, socotiți dela cel din urmă act de procedură, oricare ar fi termenul de prescripție al acțiunilor în urma cărora se vor fi început acele instanțe. (Trib. Iasi II, C. Jud. 4/903).

10. Intervenția, fie pentru recunoașterea drepturilor celui ce o face, fie pentru apărarea drepturilor uneia din prigonitoarele părții (art. 247 Pr. civ.) este o cerere făcută într-o judecată ce se urmează între alte persoane, astfel că conform art. 1865 Cod. civil operează și ea întreruperea prescripției, ca și o cerere introductivă de instanță. (Cas. II, 332/904 B. p. 1324).

11. Deși din art. 2 partea I și art. 3 partea II din legiuirea dela 8 Martie 1847 pentru mărginirea prescripției în caz de împresurări de pământuri, rezultă că cererea de hotărnicie pentru a întrerupe prescripția trebuie să fie urmată de o cerere în judecată cu plată de taxe, cum însă nici o lege anterioară nu cerea asemenea formalități, rezultă că o cerere de hotărnicie făcută înainte de 1847 poate să fie considerată ca un act introductiv de instanță și ca atare poate echivala cu o acțiune în revendicare, de oarece efectul legal al unui act trebuie să fie judecat după legea în vigoare, când a fost făcut. (Cas. I, 112/904, B. p. 345).

12. Prescripțiunea nu poate fi întreruptă decât în cazurile anume prevăzute de lege. Întreruperea civilă a prescripțiunei nu există, decât atunci când acela care o invoacă a făcut o cerere în judecată, fie această cerere introductivă de instanță, fi numai incidentă într-o instanță deja începută, care cerere să fie încuviințată printr-o hotărâre de nerevocabilă autoritate. (Apel Buc. II, Dr. 1/906).

13. Din combinația art. 403, din vechea procedură civilă, cu art. 34 din regulamentul hotărnicicilor din 1868, rezultă că, instanțele judecătorești nu pot să încheie jurnalul de confirmarea lucrării la îndeplinire a unei hotărnicii decât citând pe părți fie că există sau nu contestație în contra acelei executări.

Astfel, o încheiere a Curții de Apel dată fără citarea părților, asupra confirmării lucrării de aducere la îndeplinire a unei hotărnicii nu poate întrerupe prescripția față de părțile neitate, conform art. 1865 codul civil. (Cas. II, 14 Noembrie 1906, B. p. 1845).

14. Deși art. 1865 alin. III codul civ. vorbește numai de recunoașterea vointară din partea debitorului, același lucru trebuie admis și pentru recunoașterea forțată prin justiție, fiindcă nu există nici un motiv juridic de a face distincțiune între ambele cazuri. (Cas. III 10 Dec. 1907, B. p. 1974).

15. După regulamentul de transport al C. F. R. (§ 73, alin. I și III), cererile de despăgubiri pentru întârzieri se descriu în termen de 6 luni, socotite dela eliberarea mărfii, iar această prescripție nu se poate întrerupe decât conform codului civil.

Întreruperea civilă a prescripției operându-se conform art. 1865, alin. III codul civil, prin recunoașterea de către debitor a dreptului celui în contra cărui prescripție urmează că dacă direcția C. F. R. a făcut o ofertă de despăgubiri pentru întârzierea adusă în transportul mărfii, mai înainte de a se împlini termenul de 6 luni dela eliberarea mărfii, prescripția a fost întreruptă în asemenea caz prin faptul recunoașterii din partea debitoarei. (Cas. III, 21 Ian. 1908, B. p. 166).

16. Acțiunea în revendicare a unui bun, ca și acțiunea în restituire a fructelor lui derivă din același drept de proprietate, astfel că exercițiul acțiunii pentru principal, adică pentru fond întrerupe prescripția și pentru accesoriu, adică pentru venit. Prin urmare, când reclamantul care a câștigat procesul în revendicare, care a durat mai bine de 30 ani face acțiune pentru plata veniturilor pe tot acel timp, părțile nu poate invoca prescripția de 30 ani a acțiunii pentru plata veniturilor. (Cas. I, 235 din 27 Mai 1908, B. p. 844, Revista Judiciară 4, 1908).

17. În materie de urmărire silită, chiar dacă comandamentul ar fi de natură a întrerupe prescripțiunea față de debitor în sistemul codului vechiu de procedură, această întrerupere de prescripție însă nu poate produce nici un efect față de un tertiu care deține imobilul, de oarece comandamentul fiind destinat pentru debitor, nu poate fi opozabil tertului deținător al imobilului. (Cas. II, 15 Decembr. 1909, B. p. 1474).

18. După art. 1865 al. I din codul civ., simpla cerere în judecată operează întrerupere civilă și nu e nevoie ca acțiunea să fie notificată ca în codul francez, când cererea în judecată a fost însoțită și de plata citațiilor și prin urmare deligența ce se mai putea cere reclamantilor este îndeplinită. (Trib. Romanati, Dr. 47/910, p. 375).

19. Prescripția unei cereri suplimentare prin care se modifică suma cerută prin acțiune se întrerupe în aceleași condițiuni, deși este făcută după împlinirea termenului de prescripție, când ambele cereri pornesc din aceeași cauză și sunt bazate pe același titlu. (Trib. Romanati Dr. 47/910 p. 375).

20. După dispozițiunile art. 1865, alin. I din codul civil prescripția se întrerupe printr-o cerere făcută în judecată, fie introductivă de instanță sau numai incidentă în instanța deja începută. Prin cerere incidentă se înțelege cererea reconvențională, de chemare în garanție sau de intervenție, cari sunt adevărate cereri în judecată în sensul citatului articol.

Prin urmare, o petiție prin care nu se formulează nici o pretenție și care nu conține decât o simplă declarație nu constituie o cerere în judecată și nici principală, nici incidentă, și nu poate avea de efect întreruperea prescripției. (Cas. I, 103 din 26 Febr. 1910, B. p. 212. Jurisprudența 13/1910).

21. După art. 1865 alin. I din codul civil, întreruperea civilă a prescripției se operează printr-o cerere făcută în judecată, fie introductivă, de instanță sau numai incidentă, într-o instanță deja începută.

Acest text de lege, spre deosebire de textul corespunzător francez, nu cere ca condițiune pentru a se putea opera întreruperea prescripției ca acțiunea să fie adusă la cunoștința părților.

În adevăr, fundamentul juridic al prescripției liberatorii nu poate fi altul decât neglijența creditorului, și deci, din moment ce acesta a făcut cererea în justiție, dânsul și-a manifestat în deajuns intențiunea de a cere plata creanței sale. (Cas. III, 44 din 3 Februarie 1910, B. p. 287, Jurisprudența 7/1910).

22. După dispozițiunile art. 1865 din codul civil, prescripția poate fi întreruptă printr-o cerere în judecată prin urmare, un mijloc de apărare bazat pe întreruperea civilă a prescripțiunii printr-o acțiune intentată anterior fiind de natură a schimba soluțiunea procesului.

Omissionea ce Tribunalul face de a se pronunța asupra acestui mijloc de apărare este esențială. (Cas. I, 20 Mai 1911, B. p. 649).

23. Potrivit dispozițiilor art. 1865 din codul civil, întreruperea civilă a prescripției se poate opera și prin recunoașterea de către debitor sau posesor a drepturilor celui în contra căruia prescrie, și o asemenea recunoaștere poate să rezulte din plata unei chirii făcută fără nici o rezervă în privința dreptului de proprietate. (Cas. I, 1 Iunie 1911, B. p. 795).

24. Când printr'un testament defunctul a recunoscut existența unui capital cât și a procentelor ce se găsesc în patrimoniul său cu titlu de împrumut din averea parafernala a soției sale, nu se mai poate zice că procentele mai vechi de 5 ani au fost prescise, spre a fi apărate de taxa de înregistrare, de oare ce prescripția s'a întrerupt prin recunoașterea debitorului, conform art. 1865 din codul civil. (Cas. III, 336 din 7 Oct. 1911, B. p. 1314, Curier Jud. 15/912).

25. După art. 1865, alin. III din codul civil, întreruperea civilă a prescripției se operează prin recunoașterea de către debitor sau posesor a drepturilor celui în contra căruia prescrie.

Astfel, dacă o parte plătește chirie

Statului pentru un loc în litigiu fără să se facă nici o rezervă în ce privește dreptul său de proprietate asupra aceluși loc, prin aceasta dânsul recunoaște în mod voluntar dreptul de proprietate al Statului asupra aceluși loc. (Cas. I, 907 din 19 Dec. 1911, B. p. 1654, Curier Jud. 27/1912. În același sens Cas. I, din 4 Martie 1913, B. p. 584 hotărăște, adăugând: „și deci violează art. 1865 al. 3 c. civil tribunalul când respinge acțiunea statului, declarând că prescripțiunea a fost implinită în favoarea intimatilor desi ea fusese întreruptă prin recunoașterea voluntară a autorilor lor“).

26. Art. 1865 din Codul civil care prevede modurile de întrerupere civilă a prescripției, fiind aplicabil în genere și în materie comercială în linia vreunui alt text în această materie urmează că întreruperea cursului prescripției nu se poate opera nici în ce privește prescripția cambială de cinci ani de cât numai în cazurile prevăzute de art. 1865 din codul civil.

Simpla cerere de a fi înscris într'un tablou de creditori cu o creanță constatată printr-o cambie, care însă nu a fost lichidată și valorificată printr-o hotărâre judecătorească, neavând caracterul unui act începător de executare, conf. art. 378 pr. civ. rezultă de aci că acea cerere de înscriere în tablou nu a putut opera întreruperea prescripției cambiale conf. art. 1865 al. 2 din codul civil. (Cas. III, 508 din 12 Dec. 1911, Curier Jud. 3/1912, Bul. p. 1735).

27. După art. 1865 al. 3, întreruperea civilă a prescripției se operează prin recunoașterea de către debitor sau posesor a drepturilor celui în contra căruia prescrie, iar instanța de fond nu poate să înlăture efectul ce art. 1865 atribue unei asemenea recunoașteri, numai pentru motivul că debitorul nu s'ar fi putut opune la plata cerută de agenții de urmărire ai Statului când cel în contra căruia prescrie ar fi Statul întrucât dânsul, putea plăti sumele cerute să facă totus rezervele în privința dreptului de proprietate. (Cas. I, 415/912, Curier Jud. 48/1912).

28. Legiuitorul român, spre deosebire de textul corespunzător din codul civil francez, nu cere ca condițiune pentru a se putea opera întreruperea prescripțiilor ca acțiunea să fie adusă la cunoștința părților, ci numai ca acțiunea să fie introdusă, căci dacă legiuitorul nostru ar fi voit ca și legiuitorul francez să subordoneze întreruperea prescripției condițiunii de a se face un act cu caracter contradictoriu, ar fi prescise aceasta în mod formal, precum a făcut la perimare. (C. Craiova I, 112/912, Curier Jud.

67/1912. In acelaș sens: Cas. III, 27 Aprilie 1920, Curier Jud. 45/921).

29. In virtutea principiului că o recunoaștere spre a putea fi opozabilă celui ce o face trebuie să fie făcută de o persoană capabilă a se obliga sau de reprezentantul său autorizat. Primăria unei comune nu poate face o recunoaștere relativă la proprietățile sale decât sub formele anume de terminate de legea sa organică.

Prin urmare cele atestate de Primăria unei comune printr'un certificat și o telegramă neputând fi opozabile comunei, nu pot fi interpretate ca o întrerupere civilă a posesiei sale și Tribunalul hotărînd altfel a aplicat greșit principiile din art. 1865 c. civ., și a violat regulile de drept relative la continuitatea posesiunii pentru a prescrie edictate de art. 1847 c. civ. (Cas. I, No. 687, 1913; Jurispr. Rom. 1914, p. 18).

30. Întreruperea prescripțiunii în comercial, conform art. 946 cod. com. se regulează după dispozițiunile codului civil, iar după art. 1865 întreruperea se operează: 1) printr'o cerere în judecată; 2) printr'un act începător de executare; 3) prin recunoașterea de debitor a dreptului celui contra căruia se prescrie. Enumerarea făcută de acest articol fiind limitativă, orice alt act ce nu intră în prevederile acestui articol, nu pot avea efect întrerupător și deci nici reclamațiunile ce s'ar fi adresat în termen direcției C. F. R. pentru restituirea taxelor de locațiune incasate nu sunt întrerupătoare de prescripție, ele fiind invitațiuni extrajudiciare, cari nu echivalează cu o chemare în judecată, cum cere formal art. 1865 c. civ. (Cas. III, decizia No. 58, din 18 Febr. 1914, Jurispr. Rom. 1914 p. 249, Curier Jud. 26/914).

31. Dacă într'o acțiune de ieșire din indiviziune între comostenitori părțitul invoacă în apărarea sa prescripția achizitivă bazată pe posesia exclusivă ca proprietar, iar reclamantul opune întreruperea civilă rezultând din recunoașterea de către intimat a dreptului reclamantului de succesori, făcută într'un proces anterior în aceste împrejurări recunoașterea dreptului de succesori, indiferent dacă termenul prescripției eră sau nu împlinit la data recunoașterii, operează totuși întreruperea civilă în confomitate cu art. 1865 c. civ. (Cas. I, decizia No. 166 din 12 Martie 1914, Jurispr. Rom. 1914 p. 305).

32. Într'o acțiune în revendicarea unui teren, plată de chirie făcută de defendor reclamantului pentru acel teren nu poate echivala cu o întrerupere de prescripție, când instanța de fond constată, în fapt că prescripțiunea de 30 ani se împlinise în favoarea de-

fendorului cu mult înainte de epoca plății chiriei și că nu se poate deduce din această plată că defendorul a recunoscut reclamantului dreptul de proprietate asupra terenului, de oarece plata de chirie n-a fost voluntară după deposedarea defendorului, ci el a fost constrâns a o face. (Cas. secțiunii unite decizia No. 7 din 25 Sept. 1914, Jurispr. Rom. 1915, p. 66, Curier Jud. 69/914).

33. Verificarea unei creanțe la masa falimentului nefiind altceva decât o recunoaștere în justiție a datoriei ea are de efect a întrerupe prescripția conform art. 1865 c. civ. și constituie o cauză permanentă de întrerupere a prescripției până la închiderea operațiunilor falimentului. În adevăr, prescripțiunea întemeindu-se pe o presumpțiune de plată trasă din inacțiunea creditorului această presumpțiune nu poate fi admisă atunci când creditorul cambial se găsește în imposibilitate de a face o urmărire în justiție din cauza stării de faliment a debitorului său, de unde urmează că nu i se poate opune creditorului prescripția acțiunii sale din moment ce dănsul a prezentat creanța sa la verificare înainte de expirarea termenului de cinci ani pentru prescripție prevăzut de art. 949 cod. com.

Prin urmare, greșit tribunalul pentru a calcula termenul de prescripție ia ca punct de plecare data verificării creanței la masa falimentului în loc de data închiderii procedurii falimentului și declarând în modul acesta prescripția o acțiune cambială face o greșită aplicare a principiilor în materie de faliment și de prescripție și dă o sentință casabilă. (Cas. III deciziunea No. 532 din 21 Oct. 1915, Jurispr. Rom. 1915, p. 637).

34. Este validă clauza din polița de asigurare prin care se prevede că notificarea făcută societății de asigurare de către asigurat nu întrerupe prescripția acțiunii în despăgubire, care se împlinește la 15 Sept. a anului în care s'a întâmplat dauna, de oarece o asemenea clauză limitând și imputînd modurile de întrebuintare a prescripției, ea tinde la ameliorarea situației debitorului. (Cas. III, 397/915, Curier Jud. 65/1915).

35. Când într'un contract de asigurare s'a stipulat că acțiunea pentru plata daunei ce are asiguratul contra asiguratorului se prescrie într'un termen mai scurt decât cel prevăzut de Codul comercial, această clauză este valabilă și obligatorie.

Această prescripție convențională nu se poate întrerupe decât prin mijloacele convenționale alese de părți, așa încât dacă în contract s'a stipulat că prescripția nu se întrerupe nici

prin mijloacele legale de întrerupere a prescripției, ci numai prin acțiunea în justiție și plata taxelor, orice anchete, orice tratative, chiar și ancheta *in futurum*, nu pot întrerupe această prescripție scurtată convențională. (C. Buc. I, 7916, Curier Jud. 18/1916; Cas. III, 1253 din 15 Sept. 922, Jur. Gen. 1923, N. 384).

36. Dacă este admis că părțile pot stipula prin polita de asigurare un termen mai scurt de prescripție decât acel prevăzut de codul de comert prin art. 954, nu este însă mai puțin adevărat că o asemenea clauză trebuie să fie interpretată și aplicată cu bună credință, spre a nu deveni un mijloc de surprinde care să facă iluzorii drepturile asiguratului. De aci rezultă că instanțele de fond sunt în drept și datorate de a examina și aprecia diferițele împrejurări ale cauzei din cari ar rezulta intenția manifestă a asiguratului de a nu lăsa să se piardă dreptul său la despăgubire.

De aceea nu se poate sustine că numai prin intentarea acțiunii înainte de 15 Septembrie cum se prevede prin politile de asigurare, se poate întrerupe prescripția, ci trebuie a se recunoaște deplină latitudine instanțelor de fond de a cerceta și alte fapte și împrejurări speciale cauzei din care s'ar putea deduce că părțile au înțeles a renunța la decăderea stipulată prin polita de asigurare, cum ar fi atunci când societatea de comun acord cu asiguratul a procedat la efectuarea în mod contradictoriu și fără rezervă a unor anchete și cercetări pentru stabilirea prejudiciului suferit în care caz instanța de fond era datorată să examineze aceste împrejurări invocate ca o recunoaștere a prejudiciului și să motiveze pentru ce din ele nu rezultă o recunoaștere din partea societății de asigurare, care după art. 1865 c. civil, operă întreruperea prescripției. (Cas. III, 254/916, Curier Jud. 47/1916).

37. Chemarea în judecată fără citarea părții nu întrerupe prescripția. Suprimarea din textul român a aliniatului din Codul francez care cere încunoștințarea părții acționat nu înseamnă suprimarea principiului ci inutilitatea înscrierii în lege, fiind de la sine înțeles. (C. Apel Buc. s. II, 2 din 19 Ian. 1919, Curier Jud. 45/921).

38. Potrivit art. 1865 No. 1 și 1866 c. civ. prescripția se întrerupe prin o cerere de chemare în judecată și întreruperea durează atâta timp cât procesul va fi pendinte.

După această regulă în spetă I, S., acum defunct care a fost chemat în judecată pentru ieșire din indiviziune n'ar fi putut pretinde că, posedând bunul în cursul judecării procesului, a dobândit proprietatea prin pres-

cripție, pentru că ea a fost întreruptă. Inșă descendenții săi, cari, — când au intrat în stăpânirea averii rămase pe urma tatălui lor, au găsit în succesiune și imobilul din litigiu iar procesul fiind rezolvat la prima instanță înainte de deschiderea dreptului lor n'au fost introdusi în apelul făcut de reclamanti decât după împlinirea termenului de 10 ani, cerut de art. 1895 c. civ., — cum potrivit art. 1858 No. 4 și 1859 c. civ. acești descendenți au început o posesie nouă distinctă de a autorului lor, unită cu titlul de erede care constituie o justă cauză, și fiind și de bună credință, lor nu li se poate opune întreruperea operată în contra tatălui lor, de oarece n'au avut cunoștință de proces decât după ce au dobândit prin prescripție proprietatea bunului în discuțiune. (C. A. București IV, dec. civ. 329 din 30 Decembrie 1922, Jur. Gen. 1923 No. 224).

39. O hotărâre definitivă care nu se execută timp de 30 ani dela pronunțarea ei, se prescrie conform art. 404 pr. civ. și nu se mai poate executa, pierzându-și autoritatea lucrului judecat.

Nu poate să fie considerată ca un act întrerupător de prescripție cererea de a se libera un duplicat după titlul executoriu chiar dacă s'a dispus de judecată, pentru eliberarea duplicatului citarea părților.

Potrivit art. 1865 c. civ. întreruperea civilă a prescripției se operează și printr'o cerere făcută în judecată fie introductivă de instanță fie numai incidentă într'o instanță deja începută, ceace înseamnă că cererea în judecată să aibă de obiect constatarea și stabilirea unui drept ce formează însuși obiectul litigiului. (C. Apel Craiova s. I, 95 din 22 Mai 1923, Jur. Gen. 1923 No. 705; Cas. II, 481 din 30 Oct. 1923, Jur. Rom. 2/1924).

40. Conform art. 1865 al. 3 cod. civil, întreruperea civilă se operă și prin recunoașterea de către debitor sau posesor a dreptului celui în contra cărui prescrie.

În spetă scrisoarea din 8 Octombrie 1921, prin care intimata comunică apelantului distrugerea mărfii și îi cere, pentru îndeplinirea formalităților de despăgubire să-i trimeată factura originală, nu poate constitui în sensul art. 1865 al. 3 c. civ., un act întrerupător de prescripție de oarece nu rezultă din această scrisoare că zisa firmă se recunoaște datorată cu vre-o sumă de bani apelantului, din cauza distrugerii mărfurilor.

Chiar dacă s'ar admite că zisa scrisoare ar întruni elementele cerute, pentru a întrerupe prescripția totuși dela data ei până la introducerea prezentei acțiuni, 30 Mai 1922, a trecut mai mult de 6 luni, timp cerut de art.

956 al. I. cod. com. pentru prescrierea acțiunilor în materie de transport, deci a urmat un nou termen de prescripție care și-a produs efectele. (C. Apel Buc. s. IV 88 din 22 Oct. 1923, Jur. Gen. 1923 No. 1687).

41. Prin întreruperea prescripției prin unul din actele enumerate la art. 1865 cod. civ. nu se înlocuiește prescripția scurtă prin una ordinară — de 30 de ani în materie civilă și de 10 ani în materie comercială. — de oarece nici un text de lege nu prevede o asemenea dispoziție, și este și logic și rațional ca, prin încetarea cauzei de întrerupere, aceleași reguli să și reia aplicarea lor; că deci nu se poate schimba nici natura și nici termenul prescripției. (C. A. București IV, dec. com. 88 din 12 Oct. 1923, Jur. Gen. 1923 No. 1687).

42. Dispariția de dosar nu constituie după lege, un act întrerupător de prescripție. (Cas. II, 481 din 30 Oct. 1923, Jur. Gen. 1924, No. 168).

43. Potrivit dispozițiilor art. 946 al. 2 c. com. întreruperea prescripției în materie comercială se regulează după dispozițiile codului civil, iar potrivit dispozițiilor art. 1865 c. civ. întreruperea civilă se operează: printr'o cerere făcută în judecată, printr'un act începător de executare sau prin cererea de executare, precum și prin recunoașterea de către debitor sau posesor a dreptului celui, contra căruia se prescrie.

Aceste cazuri de întrerupere civilă a prescripției sunt limitativ arătate în lege și orice alte cazuri cari nu ar intra în enumerarea făcută de art. 1865 c. civ., nu pot avea același efect. Prin urmare petițiunile de reclamație adresate de păgubaș Direcției Generale a C. F. R. pentru a i se plăti valoarea unor mărfuri pierdute cu ocazia transportului pe calea ferată, nu pot avea efectul de a întrerupe prescripția, păgubașul fiind vinovat că, după prima sa reclamație văzând că Direcția C. F. R. nu voeste a lua în considerare cererea sa, n-a introdus acțiune în justiție

pentruca, în conformitate cu dispozițiile art. 1865 c. civ. să întrerupă cursul prescripției. (Trib. Prahova s. II, 20 Iunie 1924, Jur. Gen. 1925 No. 1480).

44. Prescripția este întreruptă atunci când, fie prin act separat, fie prin mărturisire în cursul unui proces, părțile recunoaște voluntar lipsa de drept în exercitiul stăpânirii imobilului. (Jud. Ocol. Herta-Dorohoi, 15 din 22 Ian. 1925, Jur. Gen. 1925 No. 364).

45. Prescripția achizitivă sau uzucațiunea ca mijloc de a dobândi proprietatea imobilului prin o posesie prelungită într'un timp determinat presupune două lucruri: posesorul să poseadă lucrul în timpul cerut de lege și proprietarul să nu reclame în acest timp bunul său. Dacă posesorul pierde lucrul sau dacă proprietarul îl reclamă, nemai existând una din aceste două condițiuni, prescripția a fost întreruptă, deci timpul de posesie anterior devine inutil.

Prescripția poate fi întreruptă pe lângă urmărirea în justiție și prin un act de recunoaștere voluntară, ce posesorul o face dreptului celui, contra căruia el prescrie. Această recunoaștere poate fi expresă (sub forma unei convențiuni), sau tacită (care să rezulte din actele posesorului).

Recunoașterea drepturilor altuia, fiind echivalentă unei renunțări la achizițiunea dreptului de proprietate, prin prescripțiune, face inutil timpul ce a curs, dar nu împiedecă prescripția să reînceapă să curgă imediat după aceea.

Prin urmare în specie, părțile prin actul de anticheză încheiat, recunoscând implicit ca proprietar al locului pe reclamant urmează că el nu mai are astăzi dreptul să invoace prescripția achizitivă a proprietății locului în litigiu, la care a renunțat în mod expres (Judec. Sîpote-Iasi 12 Febr. 1925, Jur. Gen. 1925, No. 498).

46. A se vedea: art. 390, nota 3; art. 1839, nota 3; art. 1865, nota 6; art. 1869, nota 6).

Art. 1866. — Efectele întreruperii prescripțiunei prin vreunul din modurile naturale sunt absolute; întreruperea civilă, afară de excepțiunile coprinse în articolele 1872 și 1873 și altele asemenea, nu folosește decât celui care o face și nu vatamă decât celui contra căruia se face¹⁾. (Civ. 1864 urm., 1867 urm.).

Doctrină străină.

BAUDRY ET CHÉNEAUX, *Des personnes*, IV, 645;
DEMOLOMBE, VIII, 151; XIX, 238;
LAURENT, V, 183; XIII, 98;
PANDECTES FR., *Prescription*, 3346.

¹⁾ Textul art. 1866 nu există în Codul civil francez.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, II, ed. 2-a, p. 808 n. 1; IV, part. I, ed. 2-a, p. 506, 632; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 498;
CANTACUZINO MATEI, p. 133, 509;
NACU, III, p. 849.

Jurisprudență.

1. Sunt acte întreruptive de prescripție numai acelea cari au loc între părțile cari figurează într-o hotărâre iar nu și acelea cu alte persoane străine de hotărâre. (Apel Buc. I. Feb. 17/89, *Dr.* 46/89).

2. Hotărârile ce au intervenit contra unora din moșneni, nu pot fi privite

ca acte întreruptive de prescripție contra obștei moșnenilor. (Apel B. c. III, Febr. 4/93, *Dr.* 14/94).

3. Conform art. 1866 din codul civil, întreruperea prescripției nu se poate întinde dela o persoană la alta. (Cas. I, 15 Oct. 1907, B. p. 1482).

4. A se vedea: art. 1057, nota 4; art. 1201, nota 166; art. 1865, nota 16; art. 1872 nota 1.

Art. 1867. — Întreruperea, fie civilă fie naturală, șterge cu totul verice prescripție începută înaintea sa; în nici un caz acea prescripție nu mai poate fi continuată. Posesorul sau debitorul pot începe o nouă prescripție după ce actele constitutive de întrerupție încetează, conform naturei lor și regulilor aci mai jos stabilite¹⁾. (Civ. 1864, 1866, 1868).

Doctrină străină.

BAUDRY ET CHÉNEAUX, *Des personnes*, IV, 645;
DEMOLOMBE, VIII, 151; XIX, 645;
LAURENT, V, 183; XIII, 98;
PANDECTES FR., *Prescription*, 3346.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, II, ed. 2-a, p. 808 n. 1; IV, part. I, ed. 2-a, p. 506, 632; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 498;
CANTACUZINO MATEI, p. 133, 508;
NACU, III, p. 848.

Jurisprudență.

1. Imprejurarea că posesiunea celui care invoacă prescripția a fost întreruptă după trecerea timpului necesar pentru a prescrie, nu poate avea nici o influență asupra dreptului deja câștigat căci după art. 1867 efectul întreruperii posesiunii este de a opri continuarea unei prescripții începute și neterminată iar nu de a sfârâma o prescripție terminată care a conferit posesorului dreptul de proprietate. (Trib. Râmnicu-Sărat, 85. Apr. 19/82, *Dr.* 79/82).

2. Când o prescripție este întreruptă, noua prescripție ce începe a curge este de aceeași durată ca prima, căci întreruperea prescripției, care are de efect de a șterge timpul anterior, nu schimbă întru nimic natura titlului nici a dreptului. (Apel Buc. III, 199, Sept. 18/92, *Dr.* 60/92).

3. Deși în general întreruperea prescripției nu are de efect a prelungi

timpul cerut pentru prescripție astfel că noua prescripție se împlinește dela încetarea întreruperii, prin același interval de timp în care s'ar fi împlinit aceea care a fost întreruptă, cu toate acestea, când întreruperea rezultă din recunoașterea datoriei, ea produce efecte mai întinse, între altele și acela că recunoașterea unei datorii care este supusă la o prescripție de scurtă durată poate avea de efect să proroage la 30 de ani timpul cerut pentru a prescrie. — Când este vorba de prescripție liberatorie, recunoașterea datoriei, care să aducă întreruperea prescripției poate fi valabil făcută de orice persoană care are administrațiunea patrimoniului altuia, căci dacă asemenea persoane pot să întrerupă în mod valabil prescripțiunea, plătind parte din capital sau interese, nu este nici un cuvânt să nu li se recunoască capacitatea de a întrerupe în orice alt mod, prin urmare și prin recunoașterea expresă. Și, dela întrerupere, în-

¹⁾ Textul art. 1867 nu există în Codul civil francez.

cepe o nouă prescripțiune de 30 de ani. (Apel Buc. III, Dr. 41/901).

4. a) Cu toate că prin efectul perimării acțiunea a cărei perimare s-a încuviințat este stinsă și socotită ca și când nu ar fi existat astfel că o acțiune perimată nu mai poate avea efectul întreruptiv de prescripție și a face ca o a doua acțiune ce s'ar introduce să fie valabilă, totuși pentru această trebuie ca cererea de perimare să se fi făcut înainte de introducerea celei de a doua acțiuni.

b) Perimarea neproducându-și efectele decât dela data introducerii, ei ur-

mează cu evidentă că dacă cererea de perimare a primei acțiuni a fost făcută posterior introducerii celei de a doua acțiuni, această acțiune este valabilă, întru cât dela data înregistrării ei prima acțiune continua încă de a exista cu efectul ei întreruptiv de prescripție, iar dacă în urmă a fost perimată, această perimare nu-și mai poate produce efectele decât dela data cererii ei, când cea de a doua acțiune se găsește valabilă introdusă. (Trib. Ilfov, s. I com. No. 929, 1915, Dreptul 1915, p. 118).

5. A se vedea: art. 1201 nota 180.

Art. 1868. — Cererea făcută în judecată nu va putea întrerupe prescripțiunea decât dacă va fi încuviințată de judecătoria prin hotărâre de nerevocabilă autoritate.

În cazul acesta nici o prescripțiune nu poate curge dela formarea cererii în judecată și până la pronunțarea unei asemenea hotărâri¹⁾. (Civ. 1200, 1201, 1865, 1869, 1870; Pr. civ. 376; Civ. Fr. 2247).

Text. fr. Art. 2247. — Si l'assignation est nulle par défaut de forme, Si le demandeur se désiste de sa demande, S'il laisse périmer l'instance, Ou si sa demande est rejetée, L'interruption est regardée comme non avenue.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, ed. 5-a, p. 508;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 505;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 895; II, p. 141;
DALLOZ, *Rép. Prescription civile*, 543 urm.; *Suppl. Prescription civile*, 351 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 354 bis, VI;
LAURENT, XXXII, 101;
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2691.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 148 urm., 310, 420 n. 2, 421; (II, ed. 2-a, p. 808 n. 1; IV, part. I, ed. 2-a, p. 506, 632); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 498;
CANTACUZINO MATEI, p. 134, 508;
DEGRÉ ALEXANDRU, *Scieri Juridice*, vol. IV, „*Diversae causarum figurae*“, p. 250, 251;
NACU, III, p. 845.

INDEX ALFABETIC

Acțiune 1, 2, 3, 5, 6, 7, 8, 10, 12, 13, 15, 17.	Hotărnicie 10, 11.
Acțiune părăsită 6, 7.	Identitate 7.
Acțiune posesorie 3, 7.	Intrerupere 1-17.
Autoritate de lucru judecat, a se vedea „Hotărâre“.	Just titlu 7.
Cambie 14.	Părăsirea cererii 6, 7, 11.
Cerere în judecată, a se vedea „Acțiune“.	Perimare 11, 16, 17.
Comunicare 1.	Prescripție 1-17.
Dezistare 11.	Regulamentul hotărnicilor 10.
Executare, a se vedea „Urmărire“.	Revendicare 7, 11.
Hotărâre 2, 3, 6, 8, 10, 11, 12, 13, 14, 15.	Stat 4.
	Suspendare 11.
	Tablou de ordine 4.
	Urmărire 1, 4.
	Uzucapiune, a se vedea „Prescripție“.

Jurisprudență.

1. Prescripțiunea ne având justificatiunea sa pe singura prezumțiune a renunțării din partea celui îndreptățit la dreptul său, dar și pe neglijența acestuia și mai cu seamă pe protecțiunea ce o rațiune de utilitate publică a făcut pe legiuitor să crează că trebuie a se acorda aceluia ce fie că a posedat un lucru neconținut în calitate de proprietar în timp de 30 ani fără ca nimeni să-l turbura sau să voiască a-l scoate din această stăpâ-

1) Textul art. 1868 diferă în redacțiunea sa de art. corespunzător Francez 2247.

nire, fie că nimeni nu i-a cerut în acel interval de timp nimic, să poată după trecerea de 30 ani a se apăra în contra unei asemenea cereri fără a mai fi silit să justifice nici origina dreptului său nici condițiunea sa; căci fără aceasta nimic n'ar mai fi cert și sigur. Or această certitudine și siguranță le-a avut acel ce invoacă prescripțiunea, chiar când o cerere s'ar fi făcut, când această cerere nu i-a fost cunoscută. Negligența există din partea celui ce n'a avut grija a comunica cererea sa. Resultă dar într'un mod invederat că pentru ca motivul legii să nu existe în favoarea celui ce invoacă prescripțiunea, ca întreruperea să-i fie cunoscută, ca negligența să nu se poată impută celeilalte părți și că prin urmare numai o cerere de executare comunicată părții întrerupe prescripțiunea. Către acestea neîntreruperea posesiunii fiind pusă ca condițiune ce între altele, trebuie să aibă posesiunea pentru a putea duce pe acel ce o are la prescripțiune, urmează neapărat ca posesiunea aceluia ce invoacă prescripțiunea trebuie să fie întreruptă, sau cu alte cuvinte ca persoana ce posedă să fie întreruptă în posesiunea sa pentru a putea susține că lipsește posesiunea ce se invoacă această condițiune a legii. De aci rezultă că persoana ce posedă trebuie să fie incunostiintată de executarea ce se cere, pentru a se putea zice într'un mod rațional că ea a fost întreruptă în posesiunea sa. Prin urmare și din acest punct de vedere numai cererile de executare incunostiintate părții ce posedă pot avea caracterul de a întrerupe prescripțiunea. (Cas. I, 75, Mart. 1/82, B. p. 269).

2. După textul formal și categoric al art. 1868 al. II, prescripțiunea pentru stăpânire cu bună sau rea credință nu poate curge din momentul formării cererii în judecată și până la pronunțarea unei hotărâri definitive asupra acelei cereri. Dacă dar cererea în judecată este încă pendinte, când se declară că simpla cerere în judecată n'are de efect a întrerupe prescripțiunea dacă nu s'a pronunțat o hotărâre definitivă, se dă o gresită interpretare art. 1868. (Cas. I, 404 Nov. 25/83, B. p. 1072).

3. Când tribunalul statuează că acțiunea posesorie intentată dinaintea judecătoriei comunale, e de natură a întrerupe prescripțiunea de și cartea de judecată fusese reformată în apel nu viclează întru nimic legea. (Cas. I, 128, Apr. 15/87 B. p. 305).

4. De și Statul a incasat sumele de bani ce-i datorau, după trecerea de 5 ani de la data cererii ce a făcut de a fi înscris în tabloul de ordinea creditorilor, întârzierea justiției de a se

pronunța nu poate face să curgă prescripțiunea (art. 1868, al. II). (Cas. I, 391, Dec. 12/89, B. p. 1035).

5. Întru cât judecata asupra proprietății era pendinte în momentul depozitării și această judecată a fost pendinte până în momentul când curtea de apel a dat decizia sa, nici o prescripțiune n'a putut curge în favoarea sau în contra nici uneia din părțile litigante, în virtutea principiiului ce resultă din art. 1868 că în tot timpul cât tine judecata cursul prescripțiunii este întrerupt. (Cas. I, 375, Oct. 9/91, B. p. 1067).

6. Cererea ce a fost părăsită nu poate întrerupe prescripțiunea, întru cât numai acele cereri în judecată întrerup prescripțiunea care sunt incuviințate printr'o hotărâre de nerevocabilă autoritate. (Cas. I, 456/97 B. p. 1429).

7. Este fără interes a se discuta motivul bazat pe usucapiune întemeiată pe posesia de 30 ani, când pârâțul a dovedit prescripțiunea prin un titlu just, și o posesie de 20 ani. Acțiunea posesorie intentată și părăsită cu mult înainte de 10 ani nu poate întrerupe prescripțiunea în sensul art. 1866, mai ales când nu se stabilește identitatea imobilului, asupra căruia se intentase acțiune posesorie cu imobilul ce se revendică pe calea petitorie. (Cas. I, 49/99 B. p. 117).

8. Prescripțiunea nu poate fi întreruptă prin intentarea unei acțiuni, dacă reclamantul nu a câștigat nimic contra părții care invoacă prescripțiunea, întreruperea prescripțiunii neputând opera dela persoana la persoana. (Apel Buc. III Dr. 47/904).

9. Spre a se putea întrerupe o prescripție, trebuie ca actele de întrerupere să emane dela acela în contra căruia este creiată prescripțiunea, iar nu dela adversar, care nu se poate presupune că a voit să lucreze în contra lui însuși și care are tot interesul să se opună la o acțiune stinsă în favoarea sa prin prescripțiunea ce se pretinde întreruptă (Cas. I, 395/904, B. p. 1254).

10. Art. 19 din regulamentul hotărârilor, arătând modul cum trebuie făcută cererea și cum se întrerupe prescripțiunea în privința calcărilor, n'a înteles să modifice întru nimic dispozițiile dreptului comun în privința cauzelor de întrerupere a prescripțiilor și efectele lor, nici să înlăture principiiul general cuprins în art. 1868 din Cod. civil după care cererea în judecată nu întrerupe prescripțiunea decât dacă va fi incuviințată printr'o hotărâre de nerevocabilă autoritate. (Cas. I, 122/905, B. p. 297).

11. Efectele întreruptive ale cererii în judecată în privința prescripțiunii nu încetează decât dacă s'a respins cererea printr'o hotărâre definitivă, sau

dacă partea care a format cererea în judecată lasă să se perimeze acea acțiune a sa prin nelucrare, și dacă se dezistă dela acea cerere pentru veri care alt motiv, afară de nulități de formă sau de necompetința instanței către care a adresat cererea sa.

Prin urmare, dacă cererea de revendicare făcută odată cu depunerea unei hotărâncii, a rămas suspendată până la depunerea unei noi hotărâncii, cererea de revendicare are de efect de a întrerupe prescripțiunea. (Cas. I, 15 Nov. 1906, B. p. 1799).

12. După art. 1868 din codul civil, cererea în judecată nu întrerupe prescripțiunea decât dacă este încuviințată de judecată printr'o hotărâre de nerevocabilă autoritate. (Cas. I, 31 Ian. 1907, B. p. 37).

13. Cererea de chemare în judecată nu poate constitui o întrerupere de prescripție de cât în mod condițional, căci depinde dacă ea a fost admisă printr'o hotărâre judecătorească de nerevocabilă autoritate. (Apel Buc. III, Dr. 14/911 p. 109).

14. Regula stabilită prin alin. II de sub art. 1868 c. civil, după care nici o prescripțiune nu poate curge până la pronunțarea hotărârii definitive, se aplică și în materie cambială întru cât nu există o dispoziție contrarie în codul de comerț. (Apel Buc. III, Dr. 14/911, p. 109).

15. Din combinarea art. 1868, 1870 și 1871 din codul civil rezultă că întreruperea prescripțiunii prin efectul unei cereri în justiție este subordonată condițiunei admiterei acelei cereri printr'o hotărâre de nerevocabilă autoritate.

De aci urmează că cererea în justi-

ție, nu produce efect întreruptiv de prescripție, decât dacă, prin hotărâre definitivă, a fost admisă. (Cas. I, 122 din 10 Febr. 1912, B. p. 227, Curier Jud. 36/912).

16. După art. 1871 cod. civ., perimarea unei acțiuni nu poate înlătura o întrerupere de prescripție începută potrivit art. 1868 din acelaș cod, decât dacă hotărârea de perempțiune s'a pronunțat mai înainte de intentarea celei de a doua acțiuni, contra căreia se invoacă prescripțiunea, ca mijloc de apărare. (Cas. III, deciziunea No. 139 din 2 Martie 1915, Jurispr. Rom. 1915, p. 247).

17. a) Cu toate că prin efectul perimării acțiunei a cărei perimare s'a încuviințat este stinsă și socotită ca și cum n'ar fi existat, astfel că o acțiune perimată nu mai poate avea efectul întreruptiv de prescripție și a face ca o a doua acțiune ce s'ar introduce să fie valabilă totuși pentru aceasta trebuie ca cererea de perimare să se fi făcut înainte de introducerea celei de a doua acțiuni.

b) Perimarea neproducându-si efectele decât dela data introducerii ei urmează cu evidentă că dacă cererea de perimare a primei acțiuni a fost făcută posterior introducerii celei de a doua acțiuni, această acțiune este valabilă, întrucât dela data înregistrării ei, prima acțiune continuă încă de a exista cu efectul ei întreruptiv de prescripție, iar dacă în urmă a fost perimată, această perimare nu-si mai poate produce efectele decât dela data cererei ei, când cea de a doua acțiune se găsea valabil introdusă. (Trib. Ilfov, s. I com. No. 929, 1915; Dreptul 1915, p. 18).

Art. 1869. — Dacă cel ce a format cererea în judecată lasă să se perimeze acea acțiune a sa prin nelucrare; dacă se dezistă de acea cerere pentru vericare alt motiv, afară de nulități de formă sau de necompetința instanței către care o a fost făcut, nici o întrerupere de prescripțiune nu poate fi. (Civ. 1865, 1870; Pr. civ. 257, 261; Civ. Fr. 2247).

Text. fr. Art. 2247. — Si l'assignation est nulle par défaut de forme, Si le demandeur se désiste de sa demande, S'il laisse périmer l'instance, Ou si sa demande est rejetée, L'interruption est regardée comme non avenue.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, II, ed. 5-a, p. 507;
 BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 503;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 418, 420;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 895; II, p. 141;
 DALLOZ, *Rép. Prescription civile*, 543 urm.; *Suppl. Prescription civile*, 351 urm.;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 772 urm.;
 PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2691.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 148 urm., 310, 420 n. 2, 421; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 498;
CANTACUZINO MATEI, p. 134;
NACU, III, p. 845.

Jurisprudență.

1. Din combinațiunea art. 1869 c. c. cu art. 260 și 261 pr. civ., rezultă că atunci când un reclamant, fără vre-o restricțiune, se desistă de la o acțiune în fața adversarului său, care acceptă desistarea, și tribunalul ia act de această desistare necondiționată, acțiunea, iar nu instanța, e stinsă definitiv și nu se mai poate intenta din nou, pe cât timp legiuitorul român în art. 216, vorbește de acțiune iar nu de instanță. Argumentul tras din art. 1869 c. civ. nu schimbă întru nimic sensul art. 261 pr. civ., și poate proba cel mult că art. 261 nu s'a ocupat de cazul prevăzut în art. 1869 c. civ. (Cas. I, 323, Nov. 9/76, B. p. 434).

2. Art. 1869 și 1870 Cod. civil sunt aplicabile și în materie comercială, astfel că deși acțiunea în regres a fost anulată pentru motive de formă, totuși această nulitate nu poate atrage pierderea acțiunii și, deci, o asemenea acțiune intrerupe prescripția. (Cas. II, 460/902, B. p. 1109).

3. O acțiune respinsă pe motiv că a fost rău îndreptată, nu se poate admite că a fost respinsă pentru lipsă de formă, după cum se prevede prin art. 1869 din codul civil, spre a fi socotită ca o întrerupere a prescripțiunii. (Cas. I, 31 Ian. 1907, B. p. 36).

4. Dezistarea având de efect a stinge atât instanța dela care s'a dezistat reclamantul, cât și cererea care a făcut obiectul dezistării de aci rezultă că atunci când s'a cerut executarea unei deciziuni și în urmă s'a dezistat dela ea, instanța de fond nu putea înălțura prescripția invocată, întrucât dezistarea părții avea de efect a anulă

acea cerere de executare și deci prescripția nu putea fi întreruptă.

Prin urmare și întrucât o cerere de executare a unei deciziuni nu putea fi considerată ca întreruptivă de prescripție, acea decizie care n'a fost executată timp de 41 de ani, nu se mai poate executa, căci ea a pierdut autoritatea lucrului judecat. (Cas. II, 22 Nov. 1910, B. p. 1612).

5. O acțiune perimată nu poate conform art. 1869 c. civ., să întrerupă cursul prescripției. (Cas. I, No. 222, 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 310).

6. a) Cu toate că prin efectul perimării acțiunea a cărei perimare s'a încuviințat este stinsă și socotită ca și când nu ar fi existat astfel că o acțiune perimată nu mai poate avea efectul întreruptiv de prescripție și a face ca o a doua acțiune ce s'ar introduce să fie valabilă, totuși pentru aceasta trebuie ca cererea de perimare să se fi făcut înainte de introducerea celei de a doua acțiuni.

b) Perimarea neproducându-și efectele decât dela data introducerii ei, urmează cu evidentă că dacă cererea de perimare a primei acțiuni a fost făcută posterior introducerii celei de a doua acțiuni această acțiune este valabilă, întru cât dela data înregistrării ei prima acțiune continuă încă de a exista cu efectul ei întreruptiv de prescripție, iar dacă în urmă a fost perimată, această perimare nu-si mai poate produce efectele decât dela data cererii ei, când cea de a doua acțiune se găsea valabil introdusă. (Trib. Ilfov. s. I Com. No. 929, 1915; Dreptul 1915, p. 118).

7. A se vedea: art. 1201, nota 180; art. 1868 nota 11.

Art. 1870. — Cererea în judecată întrerupe prescripțiunea, după regulile coprinse în articolul 1868 și 1869, chiar în cazul când este adresată la o instanță judecătorească necompetente, și chiar dacă este nulă pentru lipsă de forme. (Civ. 1868, 1869, 1871; Pr. civ. 108, 109, 111; Civ. Fr. 2246).

Text. fr. Art. 2246. — La citation en justice, donnée même devant un juge incompetent, interrompt la prescription.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, ed. 5-a, p. 506;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 497, 497 bis;
BUIFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 418, 420;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 895; II, p. 141;

DALLOZ, *Rép. Prescription civile*, 540 urm.; *Suppl. Prescription civile*, 348 urm.;
 GARSONNET, II, p. 220; V, p. 1213;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 772;
 PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2687, 2688, 2691;
 TROPLONG, *Prescription*, II, 596.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 185 urm., 501; (VI, p. 362, 403); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 498;
 CANTACUZINO MATEI, p. 134;
 DEGRÉ ALEXANDRU, *Scrieri juridice*, vol. IV, «*Diversae causarum figurae*», p. 250, 251;
 NACU, III, p. 844.

Jurisprudență.

1. Art. 1870 se aplică și când e vorba de o contestațiune la executare adresată la o instanță necompetente, care a respins-o ca nefundată. (Cas. I. 488, Dec. 10/73, B. p. 234).

2. Cererea în judecată întrerupe prescripția deși este adresată unei instanțe necompetente, întru cât cel interesat a introdus o nouă cerere în bună și cuvenită formă dinaintea instanței competente, mai înainte de a i se fi perimat prima cerere. (Cas. I. 370/902, B. p. 1034).

3. Art. 1869 și 1870 Cod. civil sunt aplicabile și în materie comercială, astfel că deși acțiunea în regres a fost anulată pentru motive de formă, totuși această nulitate nu poate atrage pierderea acțiunii și, deci, o asemenea acțiune întrerupe prescripția. (Cas. II. 460/902 B. p. 1109).

4. Din combinarea art. 1870 cu 1871 c. civ. rezultă că cererea în judecată întrerupe prescripția chiar în cazul când este adresată unei instanțe incompe-

tente dacă cel interesat va fi făcut mai înainte de hotărîrea de perempțiune ce ar putea fi pronunțată în contra sa, o nouă cerere în bună și cuvenită formă și dacă aceasta după urmă cerere se va fi încuviințat prin hotărîre de nerevocabilă autoritate. (Cas. I. 886/911. Curier Jud. 6/1912).

5. O acțiune respinsă nu pentru că ar fi nefondată, ci pentru că reclamantul, pentru a putea revendica, trebuia mai întâiu să fi cerut ieșirea din indiviziune cu alte cuvinte a fost respinsă pentru un motiv de formă, o asemenea acțiune poate întrerupe prescripția conform art. 1870 c. civ. (Cas. I. No. 240, 1916: Jurispr. Rom. 1916, p. 374).

6. Cererea în judecată conform art. 1870 c. civ. întrerupe prescripția, chiar dacă această cerere este nulă pentru lipsă de forme, dacă cel interesat va fi făcut potrivit procedurii civile o nouă cerere în bună și cuvenită formă mai înainte de perempțiunea ce ar putea fi pronunțată. (Apel Iași II, 1918: *Justitia* an. II, No. 3-4, 1918, p. 9).

7. A se vedea: art. 1868, nota 15.

Art 1871. — In cazurile prevăzute în articolul precedent, prescripțiunea nu va fi întreruptă decât dacă cel interesat va fi făcut, mai înainte de hotărîrea de perempțiune, ce ar putea fi pronunțată în contra sa, o nouă cerere în bună și cuvenită formă, și dacă aceasta după urmă cerere, se va fi încuviințat, după cum se arată la articolul 1868¹⁾. (Civ. 1870; Pr. civ. 257, 376).

Doctrină străină.

BAUDRY ET CHÉNEAUX, *Des personnes*, IV, 645;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 418, 420;
 DEMOLOMBE, VIII, 151; XIX, 238;
 LAURENT, V, 183; XIII, 98;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 772 urm.;
 PANDECTES FR., *Prescription*, 3346.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 185 urm., 501; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 493;
 CANTACUZINO MATEI, p. 134, 508;
 NACU, III, p. 845.

1) Textul art. 1871 nu există în Codul civil francez.

Jurisprudență.

1. Perimarea unei acțiuni nu poate înlătură o întrerupere de prescripțiune, începută potrivit dispozițiilor art. 1868 c. civ., decât dacă hotărîrea de

perimare s'a pronunțat mai înainte de intentarea celei de a doua acțiuni, contra căreia se invoacă prescripțiunea. (Cas. III. No. 139, 1915; Jurispr. Rom. 1915. p. 247; Dreptul 1915 p. 227).

2. A se vede: art. 1868 nota 15.

Art. 1872. — Întreruperea civilă a prescripțiunii, făcută în contra unui din debitorii solidari, are efect în contra tuturor celorlalți codebitori ai săi.

Întreruperea civilă făcută în contra unui din moștenitorii unui debitor solidar¹⁾ nu are efect în contra celorlalți moștenitori, chiar dacă creanța ar fi ipotecară, dacă obligațiunea nu este nedivizibilă. Asemenea întrerupere nu are efect în contra codebitorilor debitorului defunct, decât în măsura părții de obligațiune a moștenitorului contra cărui s'a făcut întreruperea.

Spre a întrerupe prescripțiunea în contra acelor codebitori, trebuie o întrerupțiune făcută în contra tuturor moștenitorilor debitorului defunct²⁾. (Civ. 112, 642, 973, 1039, 1045, 1052, 1062; C. com. 938; Civ. Fr. 2249).

Text. fr. Art. 2249. — L'interpellation faite, conformément aux articles ci-dessus, à l'un des débiteurs solidaires, ou sa reconnaissance, interrompt la prescription contre tous les autres, même contre leurs héritiers.

L'interpellation faite à l'un des héritiers d'un débiteur solidaire, ou la reconnaissance de cet héritier, n'interrompt pas la prescription à l'égard des autres cohéritiers, quand même la créance serait hypothécaire, si l'obligation n'est indivisible.

Cette interpellation ou cette reconnaissance n'interrompt la prescription, à l'égard des autres codébiteurs, que pour la part dont cet héritier est tenu.

Pour interrompre la prescription pour le tout, à l'égard des autres codébiteurs, il faut l'interpellation faite à tous les héritiers du débiteur décédé, ou la reconnaissance de tous ces héritiers.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, II, ed. 5-a, p. 524, 525, 528; IV, p. 30; IV, ed. 4-a, p. 59;
 BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 562, 567, 568, 568 bis, 569, 570;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 425, 427;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 188, 196;
 DALLOZ, *Rép. Prescription civile*, 618 urm.; *Suppl. Prescription civile*, 407 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 161 bis, I, III;
 LAURENT, XVII, 309, 423; XXXII, 150, 156, 157, 159;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 780, 781;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 743, 803-2°, 804;
 TROPLONG, *Prescription*, II, 642, 650, 656, 659.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, XI, p. 108, 161 n. 2, 167 urm., 169, 170, 422; (VI, p. 179, 185-187, 249);
Droit ancien et moderne de la Roumanie, p. 498;
 CANTACUZINO MATEI, p. 528, 542;
 NACU, III, p. 849.

1) Art. francez corespunzător 2249 al. II adaugă: „ou la reconnaissance de cet héritier”.
 2) Art. francez corespunzător 2249 al IV adaugă: „ou la reconnaissance de tous ces héritiers”.

Jurisprudență.

1. Cu privire la exercitiul acțiunilor isvorâte din succesiune fiecare din moștenitori nereprezentând decât dreptul său propriu și în măsura porțiunii sale succesoriale, precum de asemenea fiecare moștenitor neputând fi ținut decât în proporție cu acest drept de

aici rezultă că acțiunea de partaj nu poate folosi în privința întreruperii prescripțiunii decât moștenitorului de la care emană și că prin urmare ceilalți comoștenitori, fie că au fost sau nu chemați în cauză, nu o pot invoca în beneficiul lor. (Apel Galați I, No. 89, 1913; Dreptul 1914, p. 14).

Art. 1873. — Întrerupțiunea civilă a prescripțiunii făcută în contra debitorului principal ¹⁾ are efecte și în contra cauțiunii.

Întreruperea făcută în contra cauțiunii nu poate opri cursul prescripțiunii datoriei principale ²⁾. (Civ. 1652, 1679; C. com. 938; Civ. Fr. 2250).

Text. fr. Art. 2250. — L'interpellation faite au débiteur principal, ou sa reconnaissance, interrompt la prescription contre la caution.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, ed. 5-a, p. 529;

BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 566;

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 734;

DALLOZ, *Rép. Prescription civile*, 639 urm., 674 urm., *Suppl. Prescription civile*, 422 urm.;

LAURENT, XXXII, 152;

MOURLON, ed. 7-a, III, p. 782 urm.;

PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2381;

TROPLONG, *Prescription*, II, 635.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 108, 161 n. 2, 167 urm., 169, 170, 422; X, p. 176, 177; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 498; *Observație* sub Justiția de Pace din Reims, 14 Iunie 914. *Curier Jud.* 58/914;

CANTACUZINO MATEI, p. 541;

NACU, III, p. 849.

Jurisprudență.

1. Prescripțiunea nu e întreruptă în contra debitorului pentru că s'a urmărit garantul de oare ce art. 1873 consacră regula contrarie. (Apel Buc. I. 36, Febr. 17/82, *Dr.* 38/82).

2. Art. 1873 declară că prescripțiunea începută în contra datornicului principal are efect și în contra cauțiunii. (Cas. I. 379/Dec. 22/82, B. p. 120; Cas. I. 399, Oct. 23/91, B. p. 1106).

3. Dacă potrivit art. 1873 din codul civil, întreruperea prescripțiunii făcută în contra debitorului principal are efect și în contra cauțiunii această dispozițiune excepțională nu se poate întinde prin analogie și la un tertiu detentor excepțiunile fiind de strictă interpretare. (Cas. I. 15 Oct. 1907, B. p. 1482).

4. A se vedea: art. 1201 notele 44, 69, 166 și 180.

Secțiunea II. — Despre cauzele care suspendă cursul prescripțiunii.

Art. 1874. — Suspensiunea oprește cursul prescripțiunii pe timpul cât durează, fără însă a o șterge pentru timpul trecut ³⁾. (Civ. 1875 urm.; Legea specială autorizând luarea de măsuri excepționale (Mon. of. 217/1914), Art. 3—6).

1) Art. francez corespunzător 2250 adaugă: „ou sa reconnaissance”.
2) Textul ultimului alineat al art. 1873, lipsește în Codul civil francez.
3) Textul art. 1874 cod. civil Român nu există în Codul civil francez.

Doctrină străină.

ARNTZ, IV, 1992;
 AUBRY ET RAU, II, ed. 5-a, § 214, p. 502, 503;
 BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 415, 463, 803;
 DALLOZ, *Rép. Prescription civile*, 742;
 GUILLOUARD, *Prescription*, I, 173, 174, 192; II, 792;
 HUC, XIV, 501;
 LAURENT, XXXII, 74 bis, 77;
 PANDECTES FR., *Prescription*, 593 urm., 1110, 1112;
 PLANIOL, I, 2679;
 THIRY, IV, 605, 613.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 142, 143, 202 urm., 336 n. 3; (II, ed. 2-a, p. 808 n. 1; IV, part. I, ed. 2-a, p. 506; V, p. 510, 511); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 499;
 CANTACUZINO MATEI, p. 134, 509;
 HEROVANU EUGEN, *Tratat teoretic și practic de procedură civilă*, vol. I. Fascicula II-a, No. 99 urm.;
 NACU, III, p. 851.

Jurisprudență.

1. Prin art. 3 L. măs. exc. decretându-se suspendarea termenilor tuturor prescripțiilor, perempțiilor etc. în favoarea celor chemați sub arme, pe tot timpul mobilizării sau stării de război, s-a hotărât în același timp prin art. 5 că data încetării cauzei de suspensiune se va fixa de Consiliul de Miniștri prin Decret-Regal după propunerea Ministrului de Justiție căutându-se prin aceasta a se înlătura orice discuție la care ar fi putut da naștere art. 3 față de împrejurarea că demobilizarea putea avea loc și individual sau parțial.

Decretele Regale date în acest scop, pe temeiul art. 5 și în conformitate cu dispozițiile sale sunt: 1) Decretul Regal 1528/920 prin care se ridică suspensiunea termenilor judecătorești acordată persoanelor civile domiciliile în circumscripțiile în cari ea s-a găsit necesară din cauza faptelor de război; 2) Decretul-Regal 275 din 18 Mart 1921 care fixează ziua de 1 April 1921 ca data dela care are a se socoti termenele suspendate până atunci în favoarea celor cari au fost mobilizați.

Acest din urmă termen se aplică tuturor celor cari au fost mobilizați în cursul războiului independent de data demobilizării lor, deci chiar dacă la data primului decret cel din 1920 se aflau deja demobilizați. (Cas. I. 969 din 18 Noem. 1921. Curier Jud. 4/922. Justiția Dobrogei 2/923).

2. Termenele pentru suspendarea termenilor și plăților prevăzute în convențiuni, potrivit art. 5 Legea măs. except. sunt aplicabile numai în favoarea mobilizaților iar nu și a soțiilor lor. (Judec. ocol. Băicoi-Prahova 158 din 20 Dec. 1921. Curier Jud. 27/922).

3. Suspendarea termenilor tuturor prescripțiilor edictate de art. 3 din legea măsurilor excepționale, și motivată de starea de război este o favoare pe

care legea a acordat-o și locuitorilor din teritoriul fost ocupat. Drept sancțiune legea declară nule hotărârile obținute prin nerespectarea prescripțiilor pe cari ea le edictează dând și mijloace părților judecate în lipsă de a putea obține anularea lor. Nicăeri însă legea nu arată că la această măsură, creată pentru apărarea lor, cei prevăzuți în această categorie nu pot să renunțe și să ceară a fi judecați atunci când cauzele avute în vedere de legiuitor, au încetat cel puțin în parte. Facultatea aceasta de a renunța la favoarea mai sus arătată, poate să fie manifestată în mod expres sau tacit prin prezentarea părților în instanță și primirea judecății sau prin aceea că ele cer termeni de judecată etc. (Cas. III. 1219 din 11 Sept. 1922, Jur. Rom. 1-2/923).

4. Legiuitorul în scopul garantării intereselor celor chemați sub arme, cari din cauza mobilizării erau în imposibilitate de a-și exercita drepturile și acțiunile lor, precum și a se apăra în acțiunile îndreptate în contra lor, a decretat prin art. 3 legea măsurilor excepționale că, termenul tuturor prescripțiilor și perempțiilor se suspendă în profitul tuturor militarilor chemați sub arme, în tot timpul mobilizării sau stării de război.

Prin art. 5 din aceeași lege dispunându-se că, data încetării de suspensiune să se fixeze de Consiliul de Miniștri, prin Decret Regal, publicat în Monitorul Oficial, prin aceasta legiuitorul a înțeles să înlătore orice discuțiune la care ar fi putut da naștere interpretarea art. 3 și să fixeze un termen general pentru toți mobilizații, independent de faptul dacă în interval au fost sau nu demobilizați și în ce anume măsură.

Acest decret Regal a intervenit pe ziua de 1 Aprilie 1921, când armata a fost trecută pe picior de pace, astfel că numai dela această dată urmează a se calcula termenul de perempțiune

chiar și pentru mobilizații, ce posteri ori au fost demobilizați și întrucât este constant că cererea de perimare s'a făcut înainte de a se împlini doi ani

conform, art. 257 pr. civ., bine instanța de fond a respins-o. (Cas. I, 1836 din 7 Iulie 1925 Jur. Gen. 1925 No. 2051).

Art. 1875. — Prescripțiunea curge în contra vericării persoane care n'ar putea invoca o excepțiune anume stabilită prin lege. (Civ. 1874, 1876 urm.; Civ. Fr. 2251).

Text. fr. Art. 2251. — La prescription court contre toutes personnes, à moins qu'elles ne soient dans quelque exception établie par une loi.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, ed. 5-a, p. 479 urm.;
 BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 367 urm., 380;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 899;
 DALLOZ, *Rép. Prescription civile*, 684 urm., 791; *Suppl. Prescription civile*, 454 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 358 bis, II;
 LAURENT, XXXII, 14;
 LYON-CAEN ET RENAULT, IV, 449;
 PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2697-2705;
 TROPLONG, *Prescription*, II, 700 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 75 urm., 172 urm., 416, 417; (II, ed. 2-a, p. 808 n. 1; IV, part. I, ed. 2-a, p. 506);
 CANTACUZINO MATEI, p. 135, 509;
 COSTIN AL., „*Asupra legislației de război*“, Tribuna Juridică 26-27/919, 30-31/919, 37-38, 1919, 42-44/919;
 NACU, III, p. 851.
 NICOLESCU GEORGE, „*Cauzele cari suspend cursul prescripției*“, Pagini Juridice 79/911;
 SIMIONESCU D. IOAN, „*Pesta, invazia și în special războiul pot fi considerate în drept cauze de suspendarea prescripției*“. Curier Jud. 38/914.

Jurisprudență.

1. Prescripțiunea, fiind în mod principal întemeiată pe considerațiuni de interes social, nu se pot invoca în contra ei alte cauze de suspendare sau de întrerupere, decât acele ce sunt în mod expres determinate prin lege. Astfel, conform acestui principiu legiuitorul declară prin art. 1875 din Codul civil, că prescripțiunea curge în contra oricărei persoane, care n'ar putea invoca o excepțiune anume stabilită prin lege, și aceste principii guvernează și prescripțiunile începute înainte de punerea în aplicare a Codului civil, de oarece codul Caragea prin art. 10 dela prigoniri dispune formal că fiecare prigonire, după ce se va porni odată la vre-o judecată, are soroc de alți 30 de ani dela începutul pornirii (Cas. I 326/905 B. p. 878).

2. Deși conform art. 1875 codul civil, prescripția curge în contra oricărei persoane, care n'ar putea invoca o excepțiune anume stabilită prin lege însă acest text de lege se referă numai la excepțiuni relative la capacitatea diferitelor persoane, dar nu vorbește de piedicele ce s'ar putea ivi independent

de calitatea sau capacitatea persoanelor în proces.

Prin urmare cu drept cuvânt instanța de fond respinge excepțiunea relativă la prescripția acțiunii cambiale, când constată imposibilitatea în care se află partea de a exercita acțiunea sa. (Cas. I, 10 Dec. 1907, B. p. 1974).

3. Elementele din cari rezultă minoritatea unei părți care a avut de efect suspendarea prescripției, sunt niste constatări de fapt, cari scapă de controlul Curții de Casație. (Cas. I. 26 Nov. 1910, B. p. 1558).

4. Prescripția curge în contra tuturor coproprietarilor în indiviziune, cari nu pot dovedi că în persoana lor ar exista vre-o cauză de suspensiune sau întrerupere prevăzută de lege.

Prin urmare, suspendarea prescripției în persoana unuia din comostenitorii în indiviziune, din cauza minorității nu poate să profite și celorlalți comostenitori. (Cas. I. 78 din 2 Febr. 1911, B. p. 141 Jurispr. 10/1911; In acelaș sens: Cas. I, 114 din 14 Febr. 1911, Jurispr. 12/1911).

5. A se vedea: art. 1874 cu notele respective.

Art. 1876. — Prescripțiunea nu curge în contra minorilor și interdicțiilor, afară de cazurile determinate prin lege¹⁾. (Civ. 342, 454, 642 urm., 1376; Pr. civ. 257, 322; C. com. 938; L. jud. oc. 111; Civ. Fr. 2252).

Text. fr. Art. 2252. — La prescription ne court pas contre les mineurs et les interdits, sauf ce qui est dit à l'article 2278, et à l'exception des autres cas déterminés par la loi.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, ed. 5-a, p. 491, 492;
 BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 421;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 185, 408, 689;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 1524, 566, 595, 897, 900; ed. 1-a, III, p. 471, 802;
 DALLOZ, *Rép. Prescription civile*, 686 urm., *Suppl. Prescription civile*, 458 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 359 bis, II;
 LAURENT, XXXII, 46;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 786;
 PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2702; II, ed. 3-a, No. 678 urm.;
 TROPLONG, *Prescription II*, 740.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 46, 176 urm., 224, 274, 338, 375, 416, 419; (II, ed. 2-a, p. 231; III, part. I, ed. 2-a, p. 641, 860; III, part. II, ed. 2-a, p. 272; IV, part. I, ed. 2-a, p. 458, 459; V, p. 512 nota; VII, p. 93; X, p. 702);
 CANTACUZINO MATEI, p. 134, 509;
 NACU, III, p. 852.

Jurisprudență.

1. Atât sub actualul Cod civil cât și sub codul Caragea, minoritatea nu are de efect să întrerupă prescripția ci numai să o suspende (Cas. I, 209/903 B. p. 629).

2. În principiu prescripțiunea curge în contra tuturor, și nu e suspendată decât în anumite cazuri formale prevăzute de lege. Astel starea de indiviziune nu este nicăeri prevăzută de lege ca o cauză de suspensiune, și prin urmare prescripțiunea nu curge în contra tuturor coproprietarilor cari nu pot invoca în favoarea lor o cauză de suspensiune. Prin urmare, dacă printre coproprietarii în indiviziune se găsește un minor, prescripțiunea nu este suspendată decât în favoarea minorului, care după împlinirea termenului față de ceilalți, rămâne în indiviziune cu terțiul care a prescripționat și care, prin efectul acestei prescripțiuni s'a substituit celor cari au lăsat să se piardă drepturile lor. (Cas. I. 157/905 B. p. 352).

3. Vârsta persoanelor născute sub imperiul legiurii Caragea, putându-se stabili chiar prin prezumpțiuni, urmează de aci, că instanța de fond e în drept să ia de bază însăși afirmatiunea părții necontrazisă de adversar, spre a constata că dânsa eră minoră în mo-

mentul deschiderii succesiunii și că prin urmare prescripțiunea n-a putut curge în contra ei. (Cas. I 20 Sept. 1906. B. p. 1349).

4. În legea noastră, ca mai în toate legile moderne, cauzele cari suspendă cursul unei prescripțiuni, sunt limitativ enumerate de art. 1876 din codul civil și următorii, iar nu lăsat la aprecierea judecătorului.

Prin urmare, maxima de drept: „Contra non valentem agere non currit prescriptio” nu poate fi aplicată, de oarece nu intră în cazurile excepționale prevăzute de legiuitor pentru suspendarea unei prescripțiuni. (Cas. I. 842 din 2 Dec. 1911. B. p. 1577. Curier Jud. 10/912).

5. În principiu, prescripțiunea nu este suspendată decât în anumite cazuri prevăzute formal de lege și, prin urmare, curge în contra mostenitorilor cari nu pot invoca în favoarea lor o cauză de suspensiune.

Că dacă printre dânsii se găseso un minor, prescripția nu poate fi suspendată decât pentru partea convenită minorului care după împlinirea prescripției față de ceilalți va rămâne în indiviziune cu cel care a invocat și dovedit prescripția, care prin efectul acelei prescripțiuni s'a substituit celor cari au lăsat să se piardă drepturile lor. (Cas. s. I. 243/912 Curier Jud. 30/1912).

¹⁾ În art. francez corespunzător 2252 se zice: „sauf ce qui est dit à l'art. 2278” (1908 Cod. civ. român) „et à l'exception des autres cas déterminés par la loi”, în loc de: „afară de cazurile determinate prin lege”, cum este în textul român.

6. Prescripțiunea începută sub codul Calimac, urmează să fie în totul regulată de dispozițiunile aceluia cod și deci să curgă și în timpul minorității după cum prevede art. 1909 din acel cod, chiar dacă minoritatea s'a deschis sub actualul cod. Prin urmare, cu drept cuvânt instanța de fond a declarat prescripș dreptul de a cere complinirea le-

gitimei când cererea a fost făcută după 40 ani dela deschiderea succesiunii cât prevede art. 1951 codul Calimac pentru prescripțiunea aceluia drept. (Cas. I. decizia civilă No. 564, din 26 Noembrie 1914; Jurispr. Rom. 1915, p. 38).

7. A se vedea: art. 1875 notele 3, 4.

Art. 1877. — Prescripțiunea curge în contra femeii măritate, în privința averei sale parafernale, chiar și dacă aceea se află sub administrațiunea bărbatului, cu rezervă însă, pentru cazul acesta, de acțiune recursorie a femeii în contra bărbatului. (Civ. 554, 1242, 1256, 1258, 1283 urm., 1878 urm.; C. com. 938; L. jud. oc. 111; Civ. Fr. 2254).

Text. fr. Art. 2254. — La prescription court contre la femme mariée, encore qu'elle ne soit point séparée par contrat de mariage ou en justice, à l'égard des biens dont le mari a l'administration, sauf son recours contre le mari.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, ed. 5-a, p. 495;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 427-429;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 898; II, p. 451;
DALLOZ, *Rép. Prescription civile*, 710 urm.; *Suppl. Prescription civile*, 469;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 361 bis, II, III;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 787, 790, 791;
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2702; II, ed. 3-a, No. 678 urm.;
TROPLONG, *Prescription*, II-746, 760.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 629, 636, 637; XI, p. 186, 187, 224, 416; III, part. I, ed. 2-a, p. 641, 860; X, p. 702);
CANTACUZINO MATEI, p. 509;
NACU, III, p. 852;
NICOLAESCU I. DEM., *Observație sub. Trib. Prahova s. II, 26 Sept. 1903. Curier Jud. 78/903.*

Jurisprudență.

1. Deși art. 1880 din Codul civil pune în mod general principiul că nu este supusă prescripției, pe cât timp ține căsătoria nici o acțiune a femeii, care ar putea să se răsfrângă cumva în contra bărbatului de ar fi exercitată de femeie în contra unei a treia persoană, totuși art. 1877 din același cod, referindu-se în mod special la averea parafernală a femeii măritate, dispune în mod clar că prescripția curge în contra femeii măritate în privința averei sale parafernale chiar și dacă averea se află sub administrația bărbatu-

lui, cu rezervă însă, pentru cazul acesta de acțiune recursorie a femeii în contra soțului. (Trib. Prahova. II. C. Jud. 78/903).

2. Cu toate că art. 1877 din codul civil prevede în adevăr o prescripție achizitivă ce poate curge în timpul căsătoriei în contra parafernei, nu prevede însă cazul nici unei prescripțiuni extinctive de oare-ce art. 1879, imediat următor, spune categoric că nu se poate prescrie acțiunea în nulitate a femeii în contra actelor făcute de ea fără autorizatia soțului în timpul căsătoriei. (Trib. Bacău, I. Dr. 14/912, p. 107).

Art. 1878. — Prescripțiunea nu curge pe cât timp ține căsătoria, în contra femeii măritate, în privința imobilelor dotale cari n'au fost declarate alienabile prin contractul de căsătorie, decât, dacă va fi început a curge mai înainte de căsătorie, sau din momentul separațiunei patrimoniilor, conform

articolului 1256—1270, vericare ar fi epoca în care a început posesiunea. (Civ. 1877, 1879 urm., 1255, 1877, 1879 urm.; Civ. Fr. 1561, 2255).

Text. fr. Art. 1561. — Les immeubles dotaux non déclarés aliénables par le contrat de mariage, sont imprescriptibles pendant le mariage, à moins que la prescription n'ait commencé auparavant.

Ils deviennent néanmoins prescriptibles après la séparation de biens, quelle que soit l'époque à laquelle la prescription a commencé.

Text. fr. Art. 2255. — Néanmoins elle ne court point, pendant le mariage, à l'égard de l'aliénation d'un fonds constitué selon le régime dotal, conformément à l'article 1561, au titre du *Contrat de mariage et des Droits respectifs des Époux.*

Doctrină străină.

BAUDRY ET SURVILLE, *Contrat de mariage*, III, 1787 urm., 1872, 1945;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 431;
BUPNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 184, 185, 398;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 898; ed. 1-a, III, p. 294, 295;
DALLOZ, *Rép. Prescription civile*, 710 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 167 urm., 790;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 678 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 317, 337, 346 urm., 551, 496, 545, 637, 639, 673;
XI, p. 79, 186, 188, 189; (III, part. I, ed. 2-a, p. 641, 860); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 98;
CANTACUZINO MATEI, p. 134, 136, 509, 738;
IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 58, 169 urm.;
NACU, III, p. 853.

Jurisprudență.

1. Quasi-deliectul săvârșit de un posesor embaticar prin faptul că a dărâmat casele clădite pe locul supus embaticului se poate prescrie prin 30 de ani de la săvârșirea lui până la intențarea acțiunii prin care proprietarul

cere valoarea aceor case, fără ca proprietara, în caz când este o femeie măritată, să poată opune că prescripția nu a putut să curgă în contra sa în timpul căsătoriei, conform art. 1878 și 1880 din codul civil. (Cas. I, 453 din 30 Mai 1912, B. p. 943. Curier Jud. 59/912).

2. A se vedea: art. 1265 nota 15.

Art. 1879. — Nu este supusă prescripțiunii, pe cât timp ține căsătoria, acțiunea de nulitate a femeii contra actelor făcute de dânsa fără autorizațiunea bărbatului sau a judecăței în cazurile în care legea declară obligatorie acea autorizare¹⁾. (Civ. 199, 201, 1878, 1880).

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, § 314, p. 493, n° 10 (ed. 5-a);
BERRIAT ST. PRIX, *Notes élém. sur le C. civ.*, III, 9245;
LAURENT, XXXII, 60;
GUILLOUARD, *Prescription*, I, 120;
MOURLON, III, 1898.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 189; (I, ed. 2-a, p. 798; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 637 t. și n. 3);
Observație sub. Trib. Bacău, 520 din 7 Nov. 1911. Dreptul 14/1912;
CANTACUZINO MATEI, p. 509;
IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 58, 238;
NACU, III, p. 853.

1) Textul art. 1879 Cod. civil Român; nu există în Codul civil Francez.

Jurisprudență.

1. A se vedea: art. 1877, nota 3.

Art. 1880. — Nu este asemenea supusă prescripțiunei, pe cât timp ține căsătoria, nici o acțiune a femeii care ar putea să se răsfrângă cumva în contra bărbatului, de ar fi exercitată de femeie contra unei a treia persoană. (Civ. 1248 urm., 1285, 1337, 1878 urm.; Civ. Fr. 2256).

Text. fr. Art. 2256. — La prescription est pareillement suspendue pendant le mariage.

1^o Dans le cas où l'action de la femme ne pourrait être exercée qu'après une option à faire sur l'acceptation ou la renonciation à la communauté;

2^o Dans le cas où le mari, ayant vendu le bien propre de la femme sans son consentement, est garant de la vente, et dans tous les autres cas où l'action de la femme réfléchirait contre le mari.

Doctrină străină.

BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 438;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 898; ed. 1-a, III, p. 294;
DALLOZ, *Rép. Prescription civile*, 717 urm.; *Suppl. Prescription civile* 471;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 787, 788, 789;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 678 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 190, 274; (VIII, part. I, ed. 2-a, p. 84, 349, 350 n. 1, 431, 638, 639 t. și n.; X, p. 703);
CANTACUZINO MATEI, p. 509;
IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 58, 235, 237;
NACU, III, p. 853;
NICOLAESCU I. DEM., *Observație sub Trib. Prahova s. II, 26 Sept. 1903. Curier Jud. 78/1903*;
ORĂNESCU C., „*Art. 1880 și 1900 c. civil*”. *Curier Jud. 69/1906.*

Jurisprudență.

1. În virtutea art. 1880 acțiunea femeii nu e supusă prescripțiunei pe cât timp ține căsătoria ori de câte ori această acțiune de ar fi exercitată de femeie contra unei a treia persoană ar putea să se resfrângă cumva în contra bărbatului; cursul prescripției se suspendă chiar atunci când acțiunea femeii nu s'ar resfrânge în definitiv asupra bărbatului, căci acest articol nu numai că nu cere aceasta, dar zice că e destul ca această acțiune să se resfrângă cumva în contra bărbatului; de asemenea prescripție se suspendă chiar când dânsa ar fi început să curgă înainte de căsătorie, căci prin această suspendare legiuitorul voină a evitată neînțelegerile casnice la cari ar putea da loc o acțiune a femeii, când ea s'ar resfrânge asupra bărbatului, urmează că nici o rațiune n-ar fi a se distinge dacă acțiunea femeii luase naștere înainte sau după căsătorie. (Cas. I. 134, Apr. 20/92, B. p. 338).

2. Acțiunea femeii contra unui terțiu este imprescripțibilă cât timp durează căsătoria, dacă ea, exercitată, s'ar putea resfrânge contra sotului ei legitim. (Cas. I 1/98 B, p. 2).

3. Deși art. 1880 din Codul civil pune, în mod general, principiul că nu este supusă prescripției, pe cât timp ține căsătoria, nici o acțiune a femeii care ar putea să se răsfrângă cumva în contra bărbatului de ar fi exercitată de femeie în contra unei a treia persoană, totuși art. 1877 din același cod, referindu-se în mod special la avera parafernala a femeii măritate dispune în mod clar că prescripția curge în contra femeii măritate în privința averei sale parafernale chiar și dacă averea se află sub administrația bărbatului, cu rezervă însă, pentru cazul acesta, de acțiune recursorie a femeii contra sotului. (Trib. Prahova II. C. Jud. 78/903).

4. A se vedea: art. 1878, nota 1.

Art. 1881. — Prescripțiunea nu curge între soți, pe cât timp ține căsătoria. (Civ. 937, 940, 1877 urm.; Civ. Fr. 2253).

Text. fr. Art. 2253. — Elle ne court point entre époux.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, ed. 5-a, p. 495;
 BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 445, 446;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 897; ed. 1-a, III, p. 802;
 DALLOZ, *Rép. Prescription civile*, 708 urm.; *Suppl. Prescription civile*, 466 urm.;
 LAURENT, XXXII, 63;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 791;
 PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2702; II, ed. 3-a, No. 678 urm.;
 TROPLONG, *Prescription*, II, 742.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 46, 85, 191 urm., 417-419, 420; (II, ed. 2-a, p. 145; IV, part. I, ed. 2-a, p. 458, 459; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 64, 84, 253, 558 n. 2, 560, 637);
 CANTACUZINO MATEI, p. 135, 509;
 IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 58;
 NACU, III, p. 854.

Art. 1882. — Prescripțiunea nu curge în contra moștenitorului beneficiar în respectul creanțelor sale asupra succesiunii.

Ea nu curge în contra succesiunii nici în privința creanțelor nici în privința drepturilor reale¹⁾. (Civ. 653, 713, 1883; Civ. Fr. 2258 § 1).

Text. fr. Art. 2258. — La prescription ne court pas contre l'héritier bénéficiaire, à l'égard des créances qu'il a contre la succession.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, ed. 5-a, p. 496, 501, 502;
 BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 448, 451-453, 458;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 408;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 140; ed. 1-a, III, p. 471, 599;
 DALLOZ, *Rép. Prescription civile*, 776 urm.; *Suppl. Prescription civile*, 478;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 365 bis, II-VI;
 LAURENT, XXXII, 65-67, 73;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 792;
 PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2702, 2703; II, ed. 3-a, No. 679-681; III, ed. 2-a, No. 2112, 2113;

Doctrină românească

ALEXANDRESCO, XI, p. 192 urm., 196; (II, ed. 2-a, p. 804 n. 4; III, part. II, ed. 2-a, p. 373);
Observație sub. Cas. Roma, 18 Iunie 912. Curier Jud. 71/913;
 CANTACUZINO MATEI, p. 134, 135, 509;
 NACU, III, p. 854.

Jurisprudență.

1. Conversiunea efectelor publice fiind o opțiune ce se oferă creditorului, ca într'un termen scurt să aleagă între rambursarea creanței sale sau diminuarea dobânzei, ea nu se poate zădărnici prin nimic, îndată ce a fost prevăzută și consacrată printr'o lege specială. Astfel fiind, nu se poate considera suspendată, pe temeiul art. 18:2 din Codul civil, prescripțiunea uncr

cupoane aparținând împrumutului comunei București 8% scăzute în urma legii de conversiune a acestui împrumut. (Cas. I, 115/97 B. p. 320).

2. Dispozițiunile art. 1882 Cod. civ. nu se referă, în privința întreruperii prescripțiunii, decât la raporturile dintre moștenitorii beneficiari și succesiune, nu și la raporturile dintre ceilalți debitori și succesiune. (Trib. Ilfov Dr. 63/905).

¹⁾ Ultimul aliniat al art. 1882, nu există în textul art. francez corespunzător.

Art. 1883. — Regulile prescrise prin articolul precedent se aplică și la prescripțiunea dintre administratorul legal al averii unei persoane și acea persoană, precum dintre o succesiune vacantă și persoana numită curator al ei. (Civ. 701, 724 urm., 1884; Civ. Fr. 2258 § 2).

Text. fr. Art. 2258 § 2. — Elle court contre une succession vacante, quoique non pourvue de curateur.

Doctrină străină.

COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 470;
GUILLOUARD, *Prescription*, I, 62, 171.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 195 urm.;
CANTACUZINO MATEI, p. 93, 135, 509;
NACU, III, p. 854.

Art. 1884. — Prescripțiunea curge atât în folosul cât și în contra unei succesiuni vacante chiar și dacă n'are curator, și chiar în timpul termenelor de trei luni pentru facerea inventarului și de patruzeci zile pentru deliberare. (Civ. 690, 706 urm., 1883; Civ. Fr. 2258 § 2, 2259).

Text. fr. Art. 2258 § 2. — Elle court contre une succession vacante quoique non pourvue de curateur.

Text. fr. Art. 2259. — Elle court encore pendant les trois mois pour faire inventaire, et les quarante jours pour délibérer.

Doctrină străină.

BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 447 urm., 457;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 140;
DALLOZ, *Rép. Prescription civile*, 776 urm., 781; *Suppl. Prescription civile* 478;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 792;
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2702, 2703; II, ed. 3-a, No. 680, 681.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 195 urm.;
CANTACUZINO MATEI, p. 509;
NACU, III, p. 855.

Art. 1885. — Prescripțiunea unei creanțe condiționale sau cu termen nu poate începe decât din momentul când s'a împlinit condițiunea sau a expirat termenul.

Acțiunile reale ale creditorului sau proprietarului sunt, prin excepțiune, supuse prescripțiunii în folosul celui ce deține lucrul, chiar și mai înainte de realizarea condițiilor sau de expirarea termenilor la cari acele acțiuni pot fi subordonate. (Civ. 998, 1016, 1017 urm., 1022 urm., 1077 urm., 1337 urm., 1408, 1800, 1890, 1895; Civ. Fr. 2257).

Text. fr. Art. 2257. — La prescription ne court point,

A l'égard d'une créance qui dépend d'une condition, jusqu'à ce que la condition arrive;

A l'égard d'une action en garantie, jusqu'à ce que l'éviction ait lieu;

A l'égard d'une créance à jour fixe, jusqu'à ce que ce jour soit arrivé.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, ed. 5-a, p. 471-483, 485; VII, ed. 4-a, p. 230; VIII, ed. 4-a, p. 83;
 BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 390, 396 urm., 411 urm.;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 397;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 900; II, p. 139, 1028;
 DALLOZ, *Rép. Prescription civile*, 750 urm., 771; *Suppl. Prescription civile*, 477;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 67 bis, IX; VIII, 364 bis, III urm.;
 DEMOLOMBE, XIX, 240 urm.;
 LAURENT, XII, 23; XXXII, 24, 25, 34 urm.;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 793 urm.;
 PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2654; II, ed. 3-a, No. 379, 651 urm., 680;
 TROPLONG, *Prescription*, II, 791, 800.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 88 nota, 197 urm., 208, 228, 315, 316, 322 n. 5; (III, part. II, ed. 2-a, p. 824 n. 2, 825 text și nota; VI, p. 122);
 CANTACUZINO MATEI, p. 129, 506, 507, 517;
 NACU, III, p. 855;
 SIMIONESCU D. ION, „*Pesta, invazia și în special războiul, pot fi considerate în drept cauze de suspendare a prescripției?*”. *Curier Jud.* 38/1914.

CAPITOLUL IV.

Despre timpul cerut pentru a prescrie.

Secțiunea I. — *Dispozițiuni generale.*

Art. 1886. — Nici o prescripțiune nu poate începe a curge mai înainte de a se naște acțiunea supusă acestui mod de stingere ¹⁾.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, ed. 5-a, § 213, p. 482-484;
 BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 364, 380-382;
 GUILLOUARD, *Prescription*, I, 71, 73, 76-80;
 LAURENT, XXXII, 17, 19;
 MARCADÉ, art. 2263, No. 230, p. 263 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 49, 205 urm., 416;
 CANTACUZINO MATEI, p. 128, 129;
 NACU, III, p. 857.

Jurisprudență.

1. Contractele de închirieri și arendare pot fi desfiintate din osebite circumstanțe și înainte de sfârșitul sorocului stipulat printr'insele și în atare cazuri din momentul desfiintării contractului se calculează și prescripțiunea părților. (Cas. I. 364. Nov. 5/75 B. p. 302).

2. Nici o prescripțiune nu începe a

curge înainte de a se naște acțiunea supusă acestui mod de stingere, *actiōni nondum natae non praescribitur.* (Cas. I, 379, Dec. 22/82, B. p. 1201).

3. Prescripțiunea acțiunii în reducțiune a unei donațiuni nu poate începe decât în momentul când acțiunea a luat naștere, nu în momentul când donațiunea a fost făcută. (Trib. Ilfov. II. C. Jud. 20/97).

4. Pentru contractele care își produc

1) Textul art. 1886, Cod. civ. nu există în Codul civil francez.

efectele și sunt perfecte din momentul confecționării lor, cererea de restituire a unei taxe rău percepute se prescrie în termen de trei ani, de când s'a făcut perceperea acelei taxe, căci dreptul părții de a cere restituirea a luat naștere chiar în momentul când a plătit aceea taxă. Pentru contractele însă, în care dreptul părții de a cere restituirea taxei naște după plata ei, termenul de prescripție curge din ziua, de când s'a născut pentru parte dreptul de restituire a acelei taxe, iar nu din ziua, când s-a făcut plata, căci este inadmisibil ca legiuitorul, în contra principiului din art. 1886 Cod. civil. să fi voit să facă să înceapă a curge o prescrip-

ție, înainte de a se naște acțiunea suspusă prescripției. (Cas. I, 395/902 B. p. 1060).

5. Dispozițiunile art. 1886 din codul civil, privitoare la începerea curgerii unei prescripții, precum și ale art. 1694 din același cod, care se referă la exercitarea acțiunii debitorului contra creditorului pentru restituirea gajului, se aplică și pentru prescripțiunile acțiunilor comerciale, de oarece potrivește art. 1 din codul comercial, dispozițiile codului civil se aplică și în comercial, întrucât nu există alte dispoziții derogatorii. (Cas. III, 10 Dec. 1937 B. p. 1966).

6. A se vedea: art. 1890, nota 14.

Art. 1887. — Termenul prescripțiunii se calculează pe zile, și nu pe ore. Prin urmare ziua în cursul căreia prescripțiunea începe nu intră în acel calcul¹⁾. (Civ. 1779, 1889; Civ. Fr. 2260).

Text. fr. Art. 2260. — La prescription se compte par jours, et non par heures.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, I, ed. 5-a, § 49; II, p. 480;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 582;
BUENOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 396;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 891;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 367 bis, IV urm.;
LAURENT, XXXII, 353, 354;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 795 urm.;
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2656;
TROPLONG, *Prescription*, II, 815.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 209 urm., 438, 449 n. 2; (X, p. 433);
CANTACUZINO MATEI, p. 128, 507;
NACU, III, p. 858 urm.

Art. 1888. — Ziua se împarte în 24 de ore. Ea începe la miezul nopții și se finește la miezul nopții următoare²⁾. (Civ. 1887).

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, § 212, p. 480;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 580, 582, 583;
GUILLOUARD, *Prescription*, I, 82-84, 86, 88;
LAURENT, XXXII, 353, 355;
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2657;
TROPLONG, *Prescr.*, I, 315; II, 816.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 209 urm., 438, 449 n. 2;
CANTACUZINO MATEI, p. 128, 507;
NACU, III, p. 858 urm.;

1) In art. francez corespunzător 2260, lipsește ultima frază, împreună cu întreg textul art. 1888 Cod. civil român.

2) Textul art. 1888 Cod. civ. nu există în Codul civil francez.

Jurisprudență.

1. Prin art. 1888 legiuitorul stabilește că ziua începe a curge de la mijzul nopții; și întru cât nu se prevede nici

o restricție, urmează să decidem că se aplică aceeași regulă și în privința termenelor de procedură. (Cas. II. 53. Mai 18/84 B. p. 475).

Art. 1889. — Prescripțiunea nu se socotește câștigată, decât după împlinirea celei după urma zile a termenului defipt prin lege. (Civ. Fr. 2261).

Text. fr. Art. 2261. — Elle est acquise lorsque le dernier jour du terme est accompli.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, I, ed. 5-a, § 49; II, p. 479;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 580;
BENOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 396;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 891;
DALLOZ, *Rép. Prescription civile*, 816 urm.;
LAURENT, XXXII, 352;
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2656;
TROPLONG, *Prescription*, II, 812.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 216 n. 4, 485; (VI, p. 114, 361 n. 2);
CANTACUZINO MATEI, p. 128, 507;
NACU, III, p. 858 urm.

Jurisprudență.

1. Spre a se putea invoca cu succes prescripțiunea de 30 ani, trebuie a se stabili cu precizie luna și ziua de când s'a început posesiunea locului în litigiu, fiindcă după art. 1889 Codul civil prescripțiunea nu se socotește câștigată decât după împlinirea celei din urmă zile a termenului defipt prin lege (Apel Galați II. Dr. 44/905).

2. Prin art. 1889 c. civ., se pune principiul că prescripțiunea se socotește câștigată după împlinirea celei de pe urmă zile a termenului defipt prin lege și nici o dispozițiune formală a legii nu autoriză prorogarea termenului de prescripție atunci când el se sfârșește într-o zi de sărbătoare spre a se prelungi durata prescripției fixate de lege, iar prin analogie nu se poate aplica

dispoz. art. 731 pr. civ., cari au a fi observate numai în termenele de procedură.

Așa fiind, în materie cambială, constatându-se că termenul de cinci ani pentru prescripțiunea acțiunii s'a împlinit în ziua de 8 Septembrie 1912 care oră o zi de sărbătoare ca și a doua zi 9 Septembrie, o Duminică, termenul pentru păstrarea acțiunii cambiale nu urmează că s'a prelungit pentru ziua de 10 Septembrie prima zi după împlinirea termenului când putea fi prezentată cererea instanței judecătorești, și Tribunalul nu a violat art. 949 c. com., considerând prescripția acțiunea cambială intentată la această dată, cu două zile după împlinirea termenului fixat de lege. (Cas. III, decizia No. 193, din 30 Maiu 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 434. Curier Jud. 65/914).

Secțiunea II. — Despre prescripțiunea de 30 de ani.

Art. 1890. — Toate acțiunile atât reale cât și personale, pe cari legea nu le-a declarat neprescriptibile și pentru cari n'a defipt un termen de prescripțiune¹⁾, se vor prescrie prin treizeci de ani, fără ca cel ce invoacă această prescripțiune să fie obligat a produce vr'un titlu, și fără să i se poată opune reaua credință. (Civ. 557, 565, 638, 639, 645, 700, 840,

1) In art. francez corespunzător 2262, lipsește fraza: „pe care legea nu le-a declarat neprescriptibile și pentru care n'a defipt un termen, de prescripție”, care a fost intercalată de legiuitorul nostru in art. 1890 Cod. civil român.

1091, 1846, 1847 urm., 1853, 1863 urm., 1872, 1875 urm., 1893, 1898, 1905, 1911; Pr. civ. 404; C. com. 939; Civ. Fr. 2262).

Text. fr. Art. 2262. — Toutes les actions, tant réelles que personnelles, sont prescrites par trente ans, sans que celui qui allègue cette prescription soit obligé d'en rapporter un titre, ou qu'on puisse lui opposer l'exception déduite de la mauvaise foi.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, I, ed. 5-a, p. 180; IV, p. 278, 593; V, p. 187; VI, p. 182; VIII, p. 424; BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 165, 170, 173, 382, 385, 589 urm., 593 urm., 599 bis, 612, 614, 615; BUENOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 174, 176, 188, 243, 250, 658, 742, 805; COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 78, 80, 171, 679, 757, 855, 884 urm., 994; II, p. 131 urm., 352, 362, 677; DALLOZ, *Rép. Prescription civile*, 823 urm.; *Suppl. Prescription civile*, 363, 513 urm.; DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 265 bis, VI, VII; DEMOLOMBE, XXIX, 136; GARSONNET, I, p. 234; LAURENT, I, 71; II, 269; XIII, 451 urm.; XIX, 57 urm.; XXXII, 372; MOURLON, ed. 7-a, III, p. 798; PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2446 urm., 2651, 2706; II, ed. 3-a, No. 633; TROPLONG, *Prescription*, I, 110 urm., 113; II, 827 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 41, 49, 87, 88 nota, 105, 156, 157 nota, 158, 213 urm., 230 t. și nota, 232, 271, 272, 276, 277, 282-285, 290, 305, 330, 331 nota, 350, 371, 446, 509 nota, 510, 513, 528, 529; (I, ed. 2-a, p. 499, 522; II, ed. 2-a, p. 145, 281 n. 2, 326, 336, 359, 444, 767, 806, 807 n. 3, 809, 810 n. 1, 812; III, part. I, ed. 2-a, p. 273 n. 1, 298, 613; III, part. II, ed. 2-a, p. 101, 196, 224, 271, 295 n. 3, 320, 331, 398, 736, 748, 824, 825, 848, 888, 891, 896, 903; IV, part. I, ed. 2-a, p. 164, 247, 309, 312, 403, 415, 416, 433, 504, 505, 632, 698, 710, 721 nota, 773; IV, part. II, ed. 2-a, p. 138, 447, 584; V, p. 257, 283, 323, 374, 383, 501, 506, 509, 512, 513, 566; VI, p. 95, 447; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 58, 62, 249, 468; IX, p. 128, 147, 243 n. 1, 657, 660, 703; X, p. 698); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 187, 233; *Observație* sub. Trib. Ilfov s. III, 374 din 2 Iunie 906. Dreptul 20/1907; *Observație* sub. Cas. Fr., 12 Iulie 1906. Dreptul 9/1908; *Observație* sub. Trib. civil din Castelsarrasin, 21 April 914. Dreptul 60/914; *Observație* sub. Trib. Toulouse, 24 April 1922. Pand. Rom. 1923-III-115; *Observație* sub. Trib. civil Castres (Tarn), 14 Aug. 1922. Pand. Rom. 1923-III-116; *Notă* sub. C. Apel Rouen, 19 Mai 1922. Jurispr. Gen. 17/1923 No. 1243; *Observație* sub. Trib. civil Nantua-Ain, 9 Ian. 1923. Pand. Rom. 1924-III-123; *Notă* sub. Trib. Muscel, 2 Ian. 924. Jur. Gen. 1924 No. 2305; *Notă* sub. Trib. Jonzac, Charente-Inférieure, 13 Dec. 1922. Jur. Gen. 1925 No. 39; *Notă* sub. Cas. Fr., 15 Mai 1923. Jur. Gen. 1925 No. 1007; CANTACUZINO MATEI, p. 126, 127, 128, 268, 457, 510; DUMITRESCU A. M., II, 103, 744; GRUIA V. IOAN *Notă* sub. Trib. Ilfov, s. IV, 1100 din 22 Sept. 1925. Jur. Gen. 1925, No. 2075; NACU, III, p. 861; PORUMBEANU PAUL, *Notă* sub. Cas. s. u. 24 din 1 Iunie 922. Pand. Rom. 1924-I-60; VELESCU AL., *Notă* sub. Cas. I, 444 din 17 Mart. 1924. Pand. Rom. 1925-I-61.

INDEX ALFABETIC

Accesorii 11.
Acțiune 8, 11, 19, 23.
Acțiune civilă 3.
Acțiune penală 3.
Adopțiune 21.
Anulare 21, 33.
Apel 14, 23.
Apreciere suverană 16.
Autoritate de lucru judecat 8.
Beznan 19.
Bilet la ordin 10.
Buna credință 22, 25, 32.
Calitate 18, 20.
Cambie 10.
Casa de depuneri 27.
Chirii 34.

Comercial Cod 10.
Comostenitori 20, 25.
Comptabilitatea generală a Statului 30.
Comună 25.
Comunicare 14, 23.
Coproprietari 15.
Curte de Casație, lege 9.
Dărâmare 19.
Depozit 27.
Dotă 18, 24.
Dovadă 18.
Efecte de Stat 30.
Embatic 19.
Erede aparent 4.

Executare 8, 31.
Familie (sustrageri în) 3.
Fapt penal 3.
Femea măritată 19, 31.
Foae de zestre 18.
Fructe, restituire 11.
Funcționari comunali 2.
Furt 3.
Hotărâre 8, 9, 14, 23, 31.
Imobil rural 33.
Incapabili 31.
Inchiriere 34.
Indiviziune 15.
Interes 9.
Intrerupere 11, 15.
Judecătorii de ocoale 31.
Just titlu 4, 20, 22, 25, 32.
Legea de prelungirea con-

tractelor de inchiriere 34.
Locație 34.
Minoritate 15, 24, 31.
Morală persoană 13.
Moștenitori, a se vedea „Successori”.
Naturalizare 33.
Nulitate 21, 23, 32, 33.
Omisiune esențială 26.
Ordine publică 28.
Ordonanță prezidențială 34.
Pământ rural clacășesc 6, 7.
Partaj 25.
Penal fapt 3.
Pensie 2.
Persoană morală 13.

Posesiune 16, 17, 18, 19, 22.
Prelungirea contractelor
de închiriere 34.
Prescripție 1-34.
Probă 18.
Proprietate 18, 29.
Quasi-delicț 19.
Recurs 18, 26.
Restituirea fructelor 11.
Restituirea reținerilor pen-
tru pensie 2.
Revendicare 1, 5, 11, 12, 18.
Revizuire 9.
Revocarea dozațiunii 22.
Rural imobil 33.
Rural pământ 6, 7.

Servitute 1.
Stat 5, 30.
Străin 33.
Succesiune 25.
Succesori 20, 22.
Succesor aparent 4.
Suspendare 15, 19.
Sustrageri între rude 3.
Suverană apreciere 16.
Terțe persoane 10.
Titlu just, a se vedea
„Just titlu”.
Turcă stăpânire 5.
Vânzare-cumpărare 17, 33.
Venituri 11.
Zestre, foac. 18.

Jurisprudență.

1. Din expresiunile întrebuintate de art. 1842 și 1890, la prima vedere ar părea că prescripțiunea este un mijloc dat posesorului de a se apăra contra acțiunii în revendicare, însă ideia legiuitorului se lămurește îndată ce vom considera principiile care domină materia prescripțiunii: după art. 645 și 1837 prescripțiunea este un mod de a câștiga proprietatea; după art. 623 servitutele continue și aparente se câștigă prin posesiunea de 30 ani; în ceea ce privește prescripțiunea de 10 sau 20 ani, art. 1835 arată categoric că posesorul prescrie proprietatea. Din aceste texte rezultă că posesorul în timp de 30 ani a devenit proprietar. Astfel fiind el se bucură de toate garanțiile de cari legea înconjoară dreptul de proprietate și cea d'întâiu garanție este acțiunea în revendicare contra celui care i-a luat lucrul în posesiune. (Trib. Râm. Sărat, 85, Apr. 19/82, *Dr.* 79/82).

2. Restituirea reținerilor pentru pensie făcute de primărie funcționarilor comunali se prescrie prin 30 ani. Prescripția prevăzută de art. 1907 c. civ. nu e aplicabilă în cazul de față. (Cas. I, 221, Iun. 19/87, B. p. 548. Cas. I, 104, Mart. 13/87, B. p. 199; Cas. I, 85, Febr. 25/87, B. p. 140).

3. Legiuitorul în scop de a nu turbura liniștea familiei și a evita desbinările între persoane unite prin strânse legături de familie, a considerat că sustragerile comise între persoanele desemnate în art. 307 c. pen. nu constituiesc un delicț; deci acțiunea civilă care ia naștere cu ocaziunea unor asemenea sustrageri, ne isvorând dintr'un fapt penal, nu poate să fie prescriasă prin trecerea de timp fixat de legiuitor pentru prescripțiunea acțiunii civile derivând dintr'un delicț, ea rămâne supusă prescripțiunii de drept comun. (Trib. Ilfov I, 16, Iun. 11/92, *Dr.* 20/92).

4. Cel ce se crede moștenitor, fără ca în realitate să fie, nu poate opune adevăratului moștenitor prescripția prevăzută de art. 1895 din Codul civil, căci posesiunea sa, deși poate fi de bună credință, nu este însă întemeiată pe o justă cauză. În acest caz numai pres-

cripțiunea prevăzută de art. 1890 se poate invoca pentru adevăratul moștenitor. (Cas. I, 89/98 B. p. 361).

5. Comunele din Dobrogea, neavând sub dominația otomană o personalitate juridică până în anul 1874, când comuna a fost organizată în Turcia și neavând nici pământ, nu pot revendica astăzi dela Statul român pământ invocând prescripția. (Cas. I, 75/99 B. p. 170).

6. Pământurile date în virtutea legii rurale din 1864 nu se pot dobândi prin prescripție decât în condițiile sub care acele pământuri ar putea fi dobândite prin orice alt mod de achiziție, iar după aceeași lege înstrăinările de pământuri rurale nu se pot face decât la sătenii cari nu au alt pământ. Astfel că prescripția nu poate fi invocată de acela care n'a dovedit îndeplinirea acestei din urmă condiții. (Cas. I, 83/903 B. p. 188).

7. Pământurile date sătenilor în baza legii rurale din 1864, fiind alienabile în condițiile acestei legi și ale legii din 1879 se pot dobândi prin prescripție. (Cas. I, 405/903, B. p. 1219).

8. Conform art. 1890 și 1891 din Codul civil toate acțiunile, atât reale cât și personale, precum și instanțele începute și delăsate se prescriu prin trecere de 30 ani, iar după art. 404 din Pr. civilă, o hotărâre judecătorească, care nu s'a executat timp de 30 ani dela data sa nu se va mai putea executa, și va pierde puterea lucrului judecat. (Cas. I, 326/905 B. p. 878).

9. Procedura civilă, neprevăzând nici un termen fatal pentru cererea de revizuire de care se ocupă art. 304, combinat cu art. 36 p. II, No. 4 din legea Curtii de Casatie modificată în 1905, această revizuire se poate face înaintea Curtii de Casatie oricând înaintur termenului fixat prin art. 1890 codul civil pentru prescripțiunea tuturor acțiunilor, dacă partea poate să stabilească dinaintea Curtii că are interes să ceară anularea hotărârii care o vătămă. (Cas. I, 6 Oct. 1906, B. p. 1520).

10. Un bilet la ordine emis sub imperiul codului comercial anterior celui din 1887 nesubsemnat sau girat de vreun comerciant, constituia după legea veche un simplu inseris doveditor al unei creanțe necomerciale și, ca atare, ia nu se putea prescrie decât în termenul ordinar de 30 ani, prevăzut de art. 1890 din codul civil, iar nu de art. 966 din codul comercial, care stabilește prescripțiunile referitoare la polite sau bilete la ordin, formate conform legii și constituind adevărate efecte comerciale cu caracterul și în condițiile cerute de acea lege. (Cas. II, 13 Febr. 1907, B. p. 269).

11. Acțiunea în revendicare a unui bun, ca și acțiunea în restituire a fruc-

telor lui, derivă din același drept de proprietate astfel că exercitiul acțiunii pentru principal, adecă pentru fond, întrerupe prescripția și pentru accesoriu, adecă pentru venit. Prin tirmare, când reclamantul care a câștigat procesul în revendicare, care a durat mai bine de 30 ani, face acțiune pentru plata veniturilor pe tot acel timp, pârâțul nu poate invoca prescripția de 30 ani a acțiunii pentru plata veniturilor. (Cas. I, 235 din 27 Mai 1908, Bul. p. 844. Revista Judiciară 4/1908).

12. Din dispozițiile art. 1837 și 1890 Codul civil rezultă, că prescripțiunea achizitivă este un mijloc de a dobândi proprietatea. Așadar, prescripțiunea odată împlinită, ea constituie un adevărat titlu de proprietate, care poate fi invocat în dovedirea unei acțiuni în revendicare. (Cas. I, 17 Febr. 1909, B. p. 136).

13. Prescripțiunea, oricare ar fi, fiind un mod de dobândire a proprietății, nu poate fi invocată decât de o persoană capabilă de a dobândi.

Astfel, o persoană ce poartă numai numele de persoană morală, dar pe care legea o declară neexistentă, nu poate opune prescripțiunea achizitivă, nici pe cea extinctivă și, deci nici nu poate invoca această prescripțiune. (Cas. I, 2 Iunie 1909, B. p. 716).

14. Dreptul de apel se prescrie prin trecere de 30 ani, care curge dela comunicare iar nu dela pronunțarea hotărârii. (Cas. I, 103 din 26 Febr. 1910. Jurisprudența 13/910).

15. Prescripția curge în contra tuturor coproprietarilor în indiviziune, cari nu pot dovedi că în persoana lor ar există vre-o cauză de suspensivă sau întrerupere prevăzută de lege.

Prin urmare, suspendarea prescripției în persoana unuia din comostenitorii în indiviziune, din cauza minorității nu poate să profite și celorlalți comostenitori. (Cas. I, 2 Febr. 1911 B. p. 141)

16. Constatarea instanței de fond că partea a posedat terenul în litigiu timp de peste 30 ani în condițiile cerute de lege pentru a prescrie, e suficientă pentru stabilirea prescripției, fără să mai fie nevoie a se arăta cu precizie și momentul începerii posesiunii. (Cas. II, 27 din 22 Febr. 1911, Jurisprudența 12/1911).

17. Deși este exact că vânzătorul poate să continue și după vânzare să posedă „animo domini” bunul vândut sau o porțiune a lui și să invoace apoi prescripția de 30 ani dacă a stăpânit în condițiile legii, totuși nu poate invoca acea prescripție dacă se constată că nu a posedat timp de 30 ani căci posesia anterioară vânzării nu-i mai poate folosi fiind desbrăcat prin acea vânzare de orice drepturi anterioare.

(Cas. I, 757 din 29 Oct. 1912. Jur. Rom. 1,913).

18. Partea care se găsește în posesia unui imobil nu are nimic de dovedit până ce acela care revendică imobilul nu-și stabilește pe lângă calitatea sa și dreptul său de proprietate asupra acelui imobil, astfel că instanța de fond este datoare să examineze mai întâi mijloacele de dovadă pe care reclamantul își sprijină dreptul său de proprietate și numai în urmă mijloacele opuse de pârât în apărarea sa.

Prin urmare deci tribunalul după ce constată că foaia de zestre invocată ca titlu de proprietate de către reclamant nu e valabilă, omite să examineze dacă dreptul de proprietate al reclamantului se sprijină pe un alt titlu sau pe prescripție și admite acțiunea în revendicare numai pe motivul că pârâțul nu a putut stabili prin martori că are o posesie de 30 ani asupra pământului ce se revendică de la dânsul, în asemenea împrejurare tribunalul dă o hotărâre nemotivată și violează regula de drept că posesorul este presupus proprietarul imobilului până la dovida contrară. (Cas. I, 871 din 4 Dec. 1912. Jur. Rom. 7,913).

19. Quasi-delicțul săvârșit de un posesor embaticar prin faptul că a dărâmat casele clădite pe locul supus embaticului se poate prescrie prin 30 de ani dela săvârșirea lui până la intentarea acțiunii prin care proprietarul cere valoarea acelor case, fără ca proprietara, în caz când este o femeie măritată, să poată opune că prescripția nu a putut să curgă în contra sa în timpul căsătoriei conform art. 1878 și 1880 c. civ. (Cas. I, 453/912. Curier Jud. 59/1912, Bul. p. 943).

20. Calitatea de moștenitor poate servi ca just titlu pentru prescripția de 10 ani, dar numai față de cei de al treilea, iar nu și față de comostenitori în contra cărora nu poate fi invocată decât prescripția de 30 ani. (Trib. Tecuci, Oct. 1913; Dreptul 1914, p. 61).

21. Nici o prescripție nu poate să curgă mai înainte de a se naște acțiunea supusă acestui mod de stingere.

Prin urmare, termenul de prescripție al acțiunii moștenitorilor adoptatorilor de a cere nulitatea adopției, începe să curgă din momentul morții adoptatorului, căci atunci se naște dreptul lor de a cere anularea adopției, iar nu dela data hotărârii de adopție. (Cas. I, decizia No. 240 din 22 Aprilie 1914; Jurispr. Rom. 23/914, p. 359, Jur. Rom. 1915, p. 48).

22. Cu toate că donatarul care posedă bunul dăruit în virtutea actului de donațiune, nu poate opune conform art. 480 c. civ., acțiunii în revocarea donațiunii, decât prescripția extinctivă de 30 ani, totuși atunci când mo-

ștenitorii donatarului au găsit bunul dăruit în succesiunea autorului lor și l-au stăpânit 10 sau 20 de ani cu bună credință, pot opune declarantului care exercită acțiunea pentru revocarea donațiunii, prescripția achizitivă bazată pe justa cauză care rezultă din calitatea de moștenitor; astfel că dispozițiunile art. 480 c. civ., cari prevăd prescripția extinctivă de 30 ani a acțiunii în revocațiune, nu sunt aplicabile în cazul când moștenitorii donatarului invoacă prescripția achizitivă de 10 sau 20 ani cu titlu de *pro herede*. (Cas. I, No. 423, 1914; Dreptul 1914, p. 577; Jurispr. Rom. 1914, p. 517).

23. În caz de necomunicarea hotărârii pronunțată de prima instanță, dreptul de apel în contra acestei hotărâri nu se prescrie prin treizeci de ani dela pronunțarea ei, fiindcă neexistând în specie punerea în întârziere ce rezultă din comunicare, nimic nu poate stabili prezumpția de renunțare la dreptul de apel, prezumpție care este principiul și fundamentul prescripției liberatorii. (Apel Iași I, Noembrie 1914; Dreptul 1914, p. 628).

24. Instanța de fond nu violează art. 1901 c. civ., ei dă o bună interpretare art. 344 și 1271-1273 c. civ., când hotărâște că acțiunea minorului ajuns la majoritate în contra tatălui său, fostul său tutore, pentru o creanță dotală sau parafernala a mamei sale, este supusă prescripției de drept comun de 30 ani, iar nu prescripției de 10 ani prevăzută de art. 1901 c. civ. Faptul că obligația soțului de a restitui moștenitorilor soției averea dotală sau parafernala devine exigibilă după un an dela desfacerea căsătoriei — în speță prin moarte soției, — adică în timpul administrației tutelei, nu schimbă origina obligației de restituire, întru cât această obligație s'a născut dintr'un fapt anterior tutelei, iar nu dintr'un fapt de gestiune tutelară. (Cas. I, decizia No. 71, din 4 Februarie 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 149; Dreptul 1914, p. 194).

25. Dreptul unui comostenitor de a cere partea ce i se cuvine din succesiune dela comostenitorii săi nu se stinge decât prin trecere de 30 ani, conform art. 1890 c. civ., iar nu prin prescripția de 10 sau 20 ani cu just titlu și bună credință prevăzută de art. 1895.

În adevăr, această prescripție nu poate fi invocată decât de acela care deține bunul printr'un titlu translativ de proprietate, emanat dela o altă persoană decât dela adevăratul proprietar, ori comostenitorii au, prin această calitate chiar, un titlu legal în succesiune, însă numai pentru partea conferită prin lege. (Cas. I, deciziunea

No. 254, din 15 Aprilie 1913; Jurispr. Rom. 1915, p. 388).

26. După art. 1837, 1890 și 1896 c. civ., prescripția de 30 ani cum și aceea de 10 ani sunt moduri de a dobândi proprietatea și deci nepronunțarea instanței de fond asupra lor constituie o omisiune esențială. (Cas. I, No. 342/915 Jurispr. Rom. 1915, p. 487).

27. Cassa de Depuneri trebuia să fie asimilată unui depozitar ordinar, căruia nu-i este îngăduit să invoace prescripția de 30 ani a acțiunii pentru restituirea depozitelor, deoarece este inadmisibil ca, față cu scopul înființării Cassei de depuneri, care a fost acela de a crea o instituțiune de depozit permanent și inviolabil, sub paza credinței publice, legiuitorul să fi înțeles să-i schimbe, în ce privește sumele depuse, calitatea de depozitară publică în cea de simplă debitoare, atunci când a autorizat-o să întrebunțeze sumele ce-i sunt depuse și să restituie depunătorilor numai echivalentul lor. Pe lângă aceasta, Cassa de Depuneri, fiind un depozitar forțat, impus de legiuitor, ar fi contrar oricărei noțiuni de dreptate, dacă i s'ar recunoaște dreptul la prescripție asupra sumelor depuse.

Prin urmare, Curtea de apel nu a violat art. 1857 și 1890 c. civ., relative la prescripție, atunci când a obligat pe Minister să restituie Primăriei unei comune o sumă de bani depusă ea zeceimi comunale, pe contul acelei Primării și încasată în urmă dela Cassa de Depuneri de către Ministerul de Finanțe, în baza legii din 4 Februarie 1883, (Cas. Secțiuni-Unite, No. 13, 1915; Jurispr. Rom. 1916, p. 114, Curier Jud. 1/919).

28. Acțiunile bazate pe o nulitate de ordine publică se prescriu și ele conf. art. 1890 c. civil. (Trib. Dorohoi 30 Iunie 1915. Curier Jud. 59/915).

29. Proprietatea nu se pierde prin neuz. (Trib. Dorohoi, 30 Iunie 915. Curier Jud. 59/915; În același sens: C. Apel Buc. s. I, 159/915, Curier Jud. 14/916).

30. Prescripțiunea de 5 ani prevăzută de art. 125 și 227 din legea comptabilității generale a Statului, este aplicabilă numai acelor creanțe, înscrise în bugetul Statului sau comunelor, pentru a căror plată se cere o prealabilă lichidare și ordonanțare iar nu și pentru creanțele constatate prin înscrisuri, bonuri sau obligațiuni de plată, emise de Stat sau Comună, prin cari se recunoaște existența unor creanțe certe și lichide cari sunt supuse astfel prescripției de drept comun. (Trib. Teleorman s. I, 18 Nov. 1920. Dreptul 48/920, Curier Jud. 17/921).

31. Legea judecătorilor de ocale prin art. 111, zice că o carte de judecată lăsată zece ani în părăsire, nu

mai poate fi executată, iar dreptul prevăzut în ea se prescrie, prescripția curgând în contra incapabililor și femeilor măritate.

Evident că după zece ani se prescrie posibilitatea de a o executa în contra celor obligați prin cartea de judecată, dar dreptul este imprescriptibil atât timp cât altul nu a uzucapat în condițiile codului civil. (Judecătoria ocol Herta-Dorohoi 328 din 15 Aug. 1924, Jur. Gen. 1924, No. 1747).

32. Un act nul în mod absolut, nu poate servi ca titlu pentru dobândirea proprietății prin lunga prescripție, chiar dacă ar fi însoțit de buna credință. (Trib. Ilfov s. II 520 din 31 Mai 1924, Curier Jud. 39/924, Dreptul 36/924).

33. a) Nulitatea vânzării unui imobil rural vândut unui străin, este o nulitate absolută și deci poate fi invocată de orice persoană interesată, în deosebi de vânzător sau „ayant-cause“ ai lui.

b) Vânzarea nu devine valabilă prin naturalizarea străinului sau transmiterea ulterioară a imobilului unui român.

c) Imobilul astfel transmis nu se poate dobândi prin prescripția achizitivă.

d) Acțiunea în anulare a vânzătorului sau „ayant-cause“ ai lui se prescrie

prin 30 ani, conf. art. 1890 cod civil. (C. Apel Buc. s. II, 131 din 24 Martie 1925, Dreptul 16/1925, Bul. C. Apel 9/925).

34. Din dispozițiile art. 34 din legea din 27 Martie 1924, de prelungirea contractelor de închiriere, rezultă că chirieșul sau subchirieșul care nu a intentat acțiunea prevăzută de lege, pentru a rămâne mai departe în imobil și nu va părăsi imobilul la data de 6 Mai 1925, este pasibil de a fi obligat la plata chiriei înzecită a semestrului expirat, fiind obligat la aceasta pe cale de ordonanță prezidențială; așa dar din moment ce acțiunea poartă asupra unui text de lege isvorit din legea chirieșilor și care se tranșează pe cale de ordonanță prezidențială, ea nu poate fi judecată de cât în camera de consiliu și din moment ce prin zisul text de lege și nici printr'un altul, nu se arată termenul înlăuntrul căruia se poate face această acțiune, înseamnă că ea poate fi făcută ori și când înlăuntrul termenului de 30 ani, consacrat de dreptul comun. (Trib. Ilfov s. IV 1100 din 22 Sept. 1925, Jur. Gen. 1925, No. 2075).

35. A se vedea: art. 36 nota 1; art. 700 cu notele respective; art. 975 notele 13, 55; art. 998 notele 3, 8, 16, 17; art. 1092, nota 10; art. 1895 nota 55; art. 1900, notele 7, 8, 11, 12; art. 1907 notele 7, 11, 17.

Art. 1891. — Instanțele începute și delăsate se vor prescrie, în lipsă de cerere de peremțiune, prin treizeci ani socotiți dela cel după urmă act de procedură, oricare ar fi termenul de prescripțiune al acțiunilor în urma căror se vor fi început acele instanțe¹⁾. (Civ. 1869 urm., 1871; Pr. civ. 257, 259, 404).

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, I, ed. 5-a, § 37, p. 180, 181; II, § 216, p. 534, nota 3; IV, ed. 5-a, § 313, p. 238;

BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 587, 589-591, 595, 697, 734;

GUILLOUARD, *Prescription*, I, 529, 530, p. 505; 532, 533;

Huc, XIV, 63 urm., 434;

LAURENT, XXXII, 36, 367, 493;

MARCADE, art. 2273 urm., No. 279, p. 313;

PANDECTES FR., *Prescription*, 1665, 1681, 1766, 1977, 1978, 6768;

PLANIOL, I, 2706; II, 1287; III, 2048, 3132;

SIREY, *Prescription*, 1388;

THIRY, IV, 630, p. 546;

TROPLONG, *Prescription*, II, 982.

Doctrină românească

ALEXANDRESCO, XI, p. 41, 42, 156, 213 urm., 221 urm., 409, 446, 447; *Observație* sub Trib. Iași s. III, 25 April 1914, Curier Jud. 56/1914;

CANTACUZINO MATEI, p. 510;

NACU, III, p. 845, 862.

¹⁾ Textul art. 1891 Cod. civ. nu există în Codul civil francez.

INDEX ALFABETIC

Acțiune 2, 4, 5, 6, 7, 9, 10.	Hotărâre 1, 2.
Acțiune civilă 11.	Hotărânicie 8.
Acțiune penală 11.	Instanță, a se vedea „Acțiune”.
Apel 1, 2.	Înterupere 5, 11.
Cambie 5, 6.	Minori 10.
Caragea Cod 10.	Penal fapt 11.
Citație 5.	Perimare 2, 3, 9, 11.
Comercială afacere 7, 9.	Prescripție 1-11.
Comunicare 1.	Retroactivitate 4, 5.
Contestație 8.	Suspendare 2.
Executare, a se vedea „Urmărire” și 1, 2.	Urmărire, a se vedea „Executare” și 3.

Jurisprudență.

1. Deși hotărârea primei instanțe nu a fost comunicată părții ce a pierdut de cât peste 30 ani de la pronunțarea ei, totuși apelantul nu poate invoca această prescripțiune pentru motivul că adversarul nu câstigase prin acea hotărâre un drept pe care l-ar fi putut pune în executare de oare ce însuși termenul apelului suspendă de drept ori ce executare și ca consecință prescripțiunea după principiul *contra non valentem agere non currit prescriptio*. Și dacă în legislațiunea franceză o sentință pronunțată în prima instanță poate fi prescrișă printr'un termen de 30 ani, chiar în întrul termenului de apel, aceasta ține de diferența însemnată ce există între legea franceză și codul civil român în privința efectelor apelului, al cărui termen prin el însuși nu împiedecă executarea hotărârei. O dată executarea introdusă în justiție toate drepturile ce decurg din ea sunt salvate și prescripțiunea nu poate curge, ori care ar fi timpul ce ar trece între această acțiune și rezolvarea ei (Apel Buc. II 244, Nov. 15/80. Dr. 65/81).

2. Instanțele începute și delăsate se prescriu după codul civil actual (art. 1891) în lipsă de cerere de perempțiune, prin 30 de ani socotiți de la cel din urmă act de procedură. Pretinsa cauză de suspensiune, imposibilitatea de a se execută hotărârea care eră încă supusă apelului, eră de natură a împiedică executiunea sentinței, iar nici cum de a face imposibilă continuarea judecării, și dar fără cuvânt se aplică în specie maxima: „*contra non valentem agere non currit prescriptio*”. (Cas I, 44, Febr. 8/83 B. p. 154).

3. Legiuitorul, în art. 1891 c. civ., vorbind de perimare se servește de cuvântul „perimarea instanței”, iar în art. 257 pr. civ. de acela al „judecării”, ceea ce lasă a se vedea că pentru dănsul aceste cuvinte au același înțeles și se pot substitui unul altuia. Apoi prin cuvântul „instanță”, tradus din legiuirile cari au dat naștere procedurii noastre în cuvântul „judecată”, mai apropiat vorbirii comune, s'a înțeles în totdeauna ori ce procedură, ori ce instrucțiune care se efectuează de părți înaintea justiției, și care are de scop să

conducă pe aceasta la îndeplinirea telului urmărit de aceia cari i-au cerut intervenirea și între care fără nici o îndoială că trebuie să între și urmărirea silită. Ce este mai mult, în afară de această interpretare literală, mai este și cuvântul că nu găsim nici o rațiune care să ne facă a admite contrariul; căci dacă în materie litigioasă instanța se perimă pe de o parte din punctul de vedere al unei bune administrațiuni a justiției, spre a nu se lăsa să se prelungească instanțele la infinit, iar pe de alta ce o pedeapsă a neglijenței celui ce pornește judecata și o lasă 2 ani în părăsire de la cel din urmă act de procedură, menținând pe intimat în stare de incertitudine jignitoare intereselor sale și întretinând un ferment de ură între părți, apoi același lucru se întâmplă și în urmărirea silită, fiindcă de la primul aflat debitorul urmărit perde libera dispozițiune a bunului pus în vânzare, și cum dânsa suspendându-se, această stare ar putea dură zeci de ani fără beneficiul perempțiunii, debitorul ar fi silit să suferă o situațiune intolerabilă, pe câtă vreme perimându-se urmărirea, și-ar recupera creditul și ar putea face onoare plăților sale, sau, urmărirea suspendată și perimată considerându-se ca inexistentă, ar fi timp să ceară prescripțiunea titlului cu care a fost urmărit. Prin urmare, și într'o parte ca și în cealaltă fiind aceleași cauze și aceleași rațiuni care cer aplicarea unei asemenea măsuri, trebuie aplicată aceeași lege. (Apel Craiova, I. Ian. 12/94, Dr. 28/94).

4. Art. 1891 fixând prescripțiunea de 30 ani, spune categoric că ea se aplică și la acțiunile deja începute sub vechea legiuire (Apel Craiova, II, 57, Mai 9/94 Curier judic. 32/94).

5. Acțiunile ce derivă din cambii, cu scadența la o zi fixă se prescriu prin cinci ani din ziua scadenței, însă această prescripțiune se poate întrerupe prin simpla cerere făcută în judecată, fie introductivă de instanță, fie numai incidentă într'o instanță deja începută fără însă a se mai exige ca cererea în judecată să fie urmată și de o citațiune în persoana părîtului. Această cerere în judecată chiar lăsată în părăsire, întrerupe prescripția acțiunii cambiale, căci, odată instanța angajată în timp util, nu mai poate avea loc prescripțiunea acțiunii. Însă instanța se poate prescrie, intru cât instanțele începute și delăsate se prescriu prin trecere de 30 ani socotiți dela cel din urmă act de procedură, oricare ar fi termenul de prescripțiune al acțiunilor, în urma cărora se vor fi început acele instanțe. (Trib. Iași II, C. Jud. 4/903).

6. După art. 1891 din Codul civil.

instanțele se prescriu prin 30 ani fără deosebire dacă acțiunile ce formează obiectul lor, se prescriu printr'un termen mai scurt. Astfel, deși o acțiune cambială se prescrie prin 5 ani, însă instanța care are de obiect o asemenea acțiunea cambială, se prescrie prin 30 de ani conform dreptului comun, întrucât nici un text din legea comercială nu derogă dela această regulă. (Cas. III, 57/905, B. p. 1477).

7. Instanțele începute și delăsate se prescriu prin 10 ani atunci când afacerea este comercială conform art. 947 Cod. com., iar nu prin 30 ani, conf art. 1891 Cod. civ. (Apel Galați, C. Jud. 12/905).

8. Confirmarea unei hotărânicii constituind o adevărată instanță, fie că există sau nu o contestație din partea vreunui vecin, urmează că ea se prescrie prin 30 ani, dacă în tot acest interval nu a mai urmat nici un act de procedură (Cas. I, 23 Mai, 1906, B. p. 877).

9. În lipsa unei cereri de perimare, instanța începută și părăsită, în materie comercială, se prescrie prin zece ani dela cel din urmă act de procedură conform art. 947 codul comercial, iar nu prin 30 ani, conform art. 1891 din codul civil, întrucât în materie comercială nici o prescripție nu poate fi mai lungă de zece ani, fie că este vorba de prescrierea acțiunii, fie numai

de aceea a instanței, legea comercială nefăcând nici o distincțiune în această privință. (Trib. Fălciu. Dr. 27/908, p. 215).

10. a) Prescripțiunile scurte curg și contra minorilor spre deosebire de prescripțiunea de 30 ani prevăzută de articolul 1891 c. civil care nu curge contra minorilor.

b) Art. 1891 C. civ. actual, nefiind decât reproducerea art. 10 din Capitolul relativ la prigoniri din Codul Caragea cuprinde o normă de drept civil care implică chiar prescripția dreptului prețins prin acțiunea ce face obiectul prigonirii. Acest text dispunând că, judecata se prescrie dacă nu s'a terminat în 30 de ani dela pornirea ei cât timp a rămas în părăsire, de aci rezultă că termenul odată împlinit fără ca pricina să fie isprăvită, acțiunea și deci însuș dreptul părții este stins prin prescripție, oricari ar fi starea în care s'ar afla judecata (Trib. Iași III Apr. 1914; Curier Jud. 1914, p. 455).

11. Potrivit art. 8 pr. p., acțiunea civilă de daune se poate intenta înaintea instanțelor civile și întreruperea prescripției se va opera potrivit normelor dreptului civil; iar acțiunea civilă va subsista atât cât instanța nu va fi perimată, potrivit art. 337 pr. civ. sau prescripția, conform art. 1981 c. civ. (Apel Iași II 1918; Justiția, an. II. No. 3-4, 1918, p. 9).

Art. 1892. — Renditele sau creanțele ale căror capete nu sunt niciodată exigibile și cari produc în folosul creditorului interese periodice sau în perpetuu sau pe viață, se prescriu prin treizeci de ani începând dela data titlului lor constitutiv¹⁾. (Civ. 1639 urm., 1893).

Doctrină străină

AUBRY ET RAU, I, ed. 5-a, § 37, p. 180, 181; II, § 216, p. 534, nota 3; IV, ed. 5-a § 313, p. 238;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 587, 589-591, 595, 697, 734;
GUILLOUARD, *Prescription*, I, 529, 530, p. 505; 532, 533;
HUC, XIV, 63 urm., 434;
LAURENT, XXXII, 36, 367, 493;
MARCADÉ, art. 2273 urm., No. 279, p. 313;
PANDECTES FR., *Prescription*, 1665, 1681, 1766, 1977, 1978, 6768;
PLANIOL, I, 2706; II, 1287; III, 2048, 3132;
SIREY, *Prescription*, 1388;
THIRY, IV, 630, p. 546;
TROPLONG, *Prescr.*, II, 982.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 206 t. și n. 2, 213 urm.; (X, p. 97 t. și n. 1); „*Avem sau nu în dreptul actual rente perpetue*“. Dreptul 76/909;
CANTACUZINO MATEI, p. 507;
MEITANI GEORGE, „*Despre rentele perpetui în codicele român*“. Dreptul 58/901;
NACU, III, p. 863;

1) Textul art. 1829 Cod. civil Român nu există în Codul civil Francez.

SION FLORIN, *Considerațiuni asupra existenței rentelor perpetue în dreptul român*.
Curier Jud. 62/1914;
STRELICESCU N. AL., *Nota sub. Cas. I, 641 bis din 6 Nov. 1913. Pand. Rom. 1925-1-89.*

Jurisprudență.

1. Din cuprinsul dispozițiilor art. 474, 523, 550, 776, 1892 și 1907 c. civil, rezultă că legiuitorul a consacrat în codicele român renta perpetuă cu același caracter personal mobiliar și prin esență rescumpărabilă ca și în legislațiunea franceză și italiană, care i-a servit ca model, iar din faptul eliminării art. 530 și 1909-1911 din codul Napoleon, nu poate rezulta intenția legiuitorului român de a schimba acest ca-

racter al rentei perpetue, de oarece alte texte de lege evidențiază că și în legislația română renta perpetuă poate fi rescumpărată, astfel art. 776 c. civ., care vorbind de împărțeala imobilului ipotecat pentru garantarea unei rente, și autorizând rescumpărarea acestei rente pentru înlesnirea împărțelei, înțelege a vorbi de o rentă perpetuă. (Cas. I, 641 bis, 6 Novemb. 1913. B. p. 1962. Jur. Rom. 1914, p. 65. Curier Jud. 1914, p. 55. Pand. Rom. 1925, I, 89).

Art. 1893. — După 28 de ani dela data titlului constitutiv sau a celui de pe urmă titlu, debitorul poate fi constrâns să procure un nou titlu creditorului sau reprezentanților săi. (Civ. 1105, 1189, 1865 § 3, 1885, 1890; Civ. Fr. 2263).

Text. fr. Art. 2263. — Après vingt-huit ans de la date du dernier titre, le débiteur d'une rente peut être contraint à fournir à ses frais un titre nouvel à son créancier ou à ses ayant-cause.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, ed. 5-a, p. 518;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 625, 626;
BENOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 193;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 132, 139, 142;
DALLOZ, *Rép. Prescription civile*, 847 urm., 869 urm.; *Suppl. Prescription civile*, 521 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 370 bis, II, III;
LAURENT, XXXII, 380;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 799;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 670, 671.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 205 n. 2, 213 urm.; (III, part. I, ed. 2-a, p. 821 nota; X, p. 97 t. și n. 1);
CANTACUZINO, MATEI, p. 508;
NACU, III, p. 863.

Art. 1894. — Regulile prescripțiunei relative la alte obiecte decât cele cuprinse în acest titlu și cari sunt expuse la locurile respective din acest Codice, exclud aplicarea dispozițiilor acestui titlu în toate cazurile când sunt contrarii lor. (Civ. 118, 122, 163, 165, 167, 290 urm., 301—303, 489, 490, 498, 557, 559, 579, 580, 619, 623 urm., 628, 639 urm., 700, 720, 722, 783, 789, 833, 840, 931, 1334, 1359, 1375, 1512, 1800 § 4, 1901; C. com. 937—948; Civ. Fr. 2264).

Text. fr. Art. 2264. — Les règles de la prescription sur d'autres objets que ceux mentionnés dans le présent titre, sont expliquées dans les titres qui leur sont propres.

Doctrină străină.

BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 588;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 188, 736;
 DALLOZ, *Rép. Prescription civile*, 912;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 371 bis;
 LAURENT, XXXII, 374;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 800.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 228, 229; (III, part. I, ed. 2-a, p. 821, nota);
 NACU, III, p. 861.

Secțiunea III. — *Despre prescripțiunile de 10 până la 20 de ani.*

Art. 1895. — Cel ce câștigă cu bună credință și printr'o justă cauză un nemișcător determinat, va prescrie proprietatea aceluia prin zece ani, dacă adevăratul proprietar locuște în circumscripțiunea curței de apel unde se află nemișcătorul, și prin douăzeci de ani dacă locuște afară din acea circumscripțiune. (Civ. 462 urm., 471, 486, 557, 639 urm., 644, 818, 840, 1800, 1896 urm., 1902; C. com. 939, 940; Civ. Fr. 2265).

Text. fr. Art. 2265. — Celui qui acquiert de bonne foi et par juste titre un immeuble, en prescrit la propriété par dix ans, si le véritable propriétaire habite dans le ressort de la cour royale dans l'étendue de laquelle l'immeuble est situé; et par vingt ans, s'il est domicilié hors dudit ressort.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, ed. 5-a, p. 472, 542, 543, 545-540, 555, 556; IV, ed. 4-a, p. 405, 462;
 VII, p. 230, 375; VIII, p. 83;
 BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 656-661, 664, 666, 672, 674 urm., 679, 680, 689, 691, 693, 694;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 187, 192, 305, 309, 394;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 679, 904 urm., 907, 931, 968, 993; II, p. 444, 492, 726, 1026;
 DALLOZ, *Rép. Prescription civile*, 877 urm.; *Suppl. Prescription civile*, 525 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 56 bis; 105 bis, VI; VIII, 372 bis, IV, XV, XVI;
 DEMOLOMBE, XVII, 324; XXIV, 362, 367;
 LAURENT, XV, 73; XXV, 565; XXXII, 395, 398, 400, 401, 404, 405, 409, 410, 413, 419,
 421, 422, 425;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 801 urm.;
 PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2651, 2658-2672, 2706, 2758;
 TROPLONG, *Prescription*, II, 662, 663, 665, 710, 797, 865 urm., 882, 883, 886, 888, 890 urm.,
 910, 926.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 41, 94, 105, 118, 119, 134, 136, 137, 141, 231 urm.; (III, part. I,
 ed. 2-a, p. 299, 867, n. 4; III, part. II, ed. 2-a, p. 5, 6, 464, 791, 792 t. și n. 2;
 IV, part. I, ed. 2-a, p. 93, 208 n. 1, 414, 433, 505, 633, 710; V, p. 257, 383; VI, p. 96;
 X, p. 699, 700); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 194. *Observație* sub. Trib.
 Ilfov s. II, 655 din 15 Mai 904. *Curier Jud.* 49/904; *Observație* sub. Cas. I, 13 Febr.
 1923. *Pand. Rom.* 1923-III-115; *Notă* sub. Trib. Vassy, Haute-Marne, 9 Dec. 1921.
Jur. Gen. 1924 No. 1798;
 ANTONESCU EM., *Adnotație* sub. Trib. Ilfov s. II, 844 din 20 Dec. 903. *Curier Jud.* 37/904;
 CANTACUZINO MATEI, p. 126, 127, 128, 132, 254;
 CERBAN ALEX., *Notă* sub. Cas. I, 637 din 10 Dec. 1920. *Curier Jud.* 21/1921; *Notă* sub.
 Cas. I, 697 din 28 Dec. 920. *Curier Jud.* 22/921; *Notă* sub. Cas. I, 210 din 23 Febr. 923.
Curier Jud. 37/923;
 CERULEANU C., *Notă* sub. Trib. Prahova, s. III, 112 din 18 Febr. 1925, *Sentința* 5/1925;
 DIMITRESCU BARBU, „*Observațiuni privitoare la o recentă decizie a Curții de Casație*”,
Dreptul 4/915;
 EFTIMIE C. D., *Notă* sub. Trib. Constanța s. I, 132 din 6 April 1921. *Pand. Rom.* 1924-II-218;

IVANOVICI ȘTEFAN, *Observație* sub. Trib. Teleorman, 421 din 7 Iunie 912. Curier Jud. 27/913;
LĂZĂRESCU EM. ALEXANDRU, *Regula de drept și jurisprudența actuală*, „Despre croarea
de drept”, p. 6;
NĂCU, II, p. 428; III, p. 865, 881;
NICOLEANU G. HIPPOLYTE, *Notă* sub. Cas. I, 543 din 25 Mai 1923, Pand. Rom. 1924-1-139;
STOENESCU D. DEM., *Notă* sub. Cas. I, 188 din 3 Mai 1920, Pand. Rom. 1922-1-109;
VELESCU AL., *Notă* sub. Cas. I, 444 din 17 Mart. 1924, Pand. Rom. 1925-1-61.

INDEX ALFABETIC

Achizitori, a se vedea „Vânzare-cumpărare”.
Act autentic 50.
Act nul, a se vedea „Nulitate”, „Titlu anulabil și nul”.
Act sub semnătură privată 13.
Adjudecare 23.
Anulare, a se vedea „Nulitate”, „Titlu anulabil și nul”.
Autoritate de lucru judecat 55.
Bună credință 1, 4, 12, 14, 20, 24, 27, 28, 29, 30, 32, 34, 35, 36, 39, 40, 42, 43, 44, 46, 47, 48, 49, 51, 51 bis, 52, 53, 54, 56, 58-63, 65.
Bunurile Statului, instrăinare 19.
Calitate 35.
Căsătorie, desfacerea ei 58.
Cauză justă, a se vedea „Just titlu”.
Credință, a se vedea „Bună credință”.
Creditori 2.
Dată certă 13.
Deget (semnat prin punere de) 16.
Desfacerea căsătoriei 58.
Detențiune, a se vedea „Poseziune”.
Domiciliu 2, 60.
Donație 5, 16, 49.
Dotă 32, 58.
Dovadă 35.
Erede, a se vedea „Successiune”.
Eroare 39, 43.
Execuție 23.
Hotărâre 3.
Hotărnicie 17.
Improprietaire, a se vedea „Pământ rural”.
Indiviziune 64.
Instrăinare, a se vedea „Vânzare-cumpărare”.
Justă cauză, a se vedea „Just titlu”.
Just titlu 1, 4, 7, 10, 11, 12, 13, 16, 17, 18, 19, 20, 23, 24, 26, 27, 29-54, 56, 58-63, 65.
Legalizare 16.
Legea rurală, a se vedea „Pământ rural”.
Locațiune 23.
Locuință 2, 60.
Marturi 55.
Minoritate 22, 37, 40.
Moștenitori, a se vedea „Successiune”.
Nulitatea titlului 7, 16, 25, 36, 58, 59.
Omisie esențială 35, 53 bis.
Ordonanță de adjudecare 28.
Pământ rural 17, 22, 39, 43, 54.
Partaj 12, 57.
Petiție de ereditate 41.
Poseziune 1, 6, 14, 15, 20, 21, 24, 25, 28, 29, 30, 32, 34, 36, 37, 40, 42, 45, 47, 48, 50 bis, 51 bis, 54, 61, 63.
Precaritate 21, 36, 37, 51 bis.
Prescripție 1-65.
Prezumțiune 36, 58.
Primărie 16.
Probă 36.
Proces-verbal 17, 19.
Proprietarul adevărat 2.
Proprietate 1, 8, 10, 12, 15, 17, 20, 23, 31, 37, 43, 44, 46, 50, 50 bis, 51 bis, 53, 59, 61, 64, 65.
Punere de deget 16.
Recurs 35, 53 bis.
Reducțiune 5.
Renunțare 58.
Revendicare 2, 28, 50, 57, 58.
Revocarea donațiunii 49.
Rural pământ 17, 22, 39, 43, 54.
Rurală lege, a se vedea „Rural pământ”.
Schimb 50.
Semnat prin punere de deget 16.
Simulație 2.
Stat 39, 43, 60.
Stat, instrăinarea bunurilor sale 19.
Successiune 5, 6, 9, 10, 11, 12, 14, 29, 33-38, 41, 42, 44, 46, 47, 49, 52, 53, 54, 56, 57, 63, 64, 65.
Successor, a se vedea „Successiune”.
Terțe persoane 2, 5, 8, 23, 33, 34, 38, 41.
Testament 10, 12, 57.
Titlu anulabil și nul 7, 16, 23, 36, 51, 59.
Titlu just, a se vedea „Just titlu”.
Transcripție 48, 26, 50, 50 bis, 59, 62 bis.
Tutor 37, 40.
Uzucapiune, a se vedea „Prescripție”.
Vânzare-cumpărare 2, 3, 6, 8, 19, 20, 22, 25, 31, 44, 50, 50 bis, 58, 59, 63.

Principiul că nimeni nu poate transmite ceea ce nu are, nu și poate dar avea aplicațiune când este vorba de prescripțiune. (Cas. I, 403, Dec. 14/S1, B. p. 932).

2. Distincțiunea prevăzută de art. 1895 și 1896, în privința locuinței adevăratului proprietar prevăd ipoteza când acțiunea de revendicare se exercită de către adevăratul proprietar iar nu și de alții de al treilea, cum sunt creditorii săi cari exercită în numele său, acțiunea în simulațiunea actului de instrăinarea imobilului. (Cas I, 22 Ian. 23/82, B. p. 44).

3. Achizitorii unui imobil fiind supuși, ca și autorul lor, conform art. 404 proc. civ., în timp de 30 ani, efectelor unei sentințe relativă la imobilul dobândit și obținută contra autorului lor anterior achiziției imobilului, nici că poate fi vorba pentru ei de a putea invoca în favoarea lor prescripțiunea decenală. (Trib. Ilfov I, 96, Febr. 11/91, Dr. 23/91).

4. Dreptul de a prescrie prin 10 sau 20 ani nu este acordat de lege de către celuia care dobândește un imobil prin un just titlu și bună credință. Aceste două condițiuni sunt cerute de lege într-un mod cumulativ din cauza favoarei excepționale acordată dobânditorului admis a prescrie în afară de regulile ordinare. De unde rezultă că prescripțiunea de bună credință stabilită prin art. 1898, nu poate dispensa pe cel care invoacă prescripțiunea de 10 sau 20 ani de a face dovadă că a dobândit-o printr-un just titlu. (Apel Buc. III, 110, Mai 7/92, Dr. 41/92).

5. Acțiunea în reducere a unui moștenitor în contra comostenitorului său se prescrie prin 30 de ani dela deschidera succesiunii. Un tertiu detentor poate prescrie prin 10-20 de ani imobilul supus reducerei dacă are el însuși o posesiune dela 10-20 de ani. Nu poate însă, pentru a alcătui acest termen, să unească prescripțiunea liberatorie de 30 ani începută de donator, cu prescripțiunea sa achizitivă, care nu are încă nici 10 ani. (Cas. I, 350/98 B. p. 1185).

6. Când posesiunea aceluiaș, lucru trece pe rând în mai multe mâini, fiecare posesor începe în persoana sa o nouă posesiune, fără a distinge dacă strămutarea posesiunii s'a făcut în mod singular sau universal, lucrativ sau oneros. Deci sucesorul cu titlu universal, care are sezina, nu poate în-

Jurisprudență.

1. Prescripțiunea bazată pe just titlu și o posesiune de 10 sau 20 ani cu bună credință are totemai de efect a face să se recunoască în persoana celui ce o invoacă un drept de proprietate ce persoana de la care îl detine nu avea.

cepe o nouă posesiune în persoana sa, fiindcă posesiunea sa se confundă cu a lui de cujus, al cărui continuator este cumpărătorul, însă, fiind un achizitor cu titlu particular, poate dacă este de bună credință, să înceapă o nouă posesiune în persoana sa și să prescrie prin 10 sau 20 ani, deși autorul său nu putea prescrie decât prin 30 ani. (Apel Galați I. Dr. 61/99).

7. Din combinația art. 1895 și 1897 rezultă că atunci când este vorba de un titlu care nu este izbit de o nulitate, ci numai anulabil, un asemenea titlu poate să serve de bază pentru prescripția decenală, față cu orice altă persoană, decât aceea care ar fi avut dreptul să ceară anularea lui, de oarece, fiind vorba de o nulitate relativă numai acela care are dreptul să ceară anularea poate să se opună prescripției bazate pe un asemenea titlu. (Cas. I. 27/904, B. p. 27).

8. Prescripția de 10 ani are loc nu numai în caz de uzucapiune, adică atunci când terțiul deținător ar fi cumpărat de la non domino și ar avea nevoie de prescripție pentru a dobândi proprietatea ei și în cazul când terțiul deținător a cumpărat imobilul cu act valabil. (Cas. I. 47/904, B. p. 128).

9. Condiția, care pare cerută de art. 1895 Codul civil că achiziția trebuie să aibă de obicei un nemișcător determinat, și care nu este reproducă după textul legii franceze, text ce nu admite uzucapia pro herede, nu poate să fie menținută în legea noastră, care admite această uzucapiune. Prin urmare, art. 1895 trebuie combinat cu art. 1853 și 1859 Cod. civ. care admit formal uzucapiunea pro herede, căci altfel prescripția cu acest titlu ar fi totdeauna înlăturată. (Cas. I. 405/904, B. p. 1280).

10. Testamentul constituie un just titlu de proprietate care, unit cu buna credință, poate duce la prescripția prevăzută de art. 1895 din codul civil. (Cas. I. 20 Ian. 1906, B. p. 37).

11. Titlul de moștenitor constituie un just titlu, în baza căruia se poate dobândi prin prescripția de 10 ani proprietatea averii de succesiune. (Cas. I. 24 Nov. 1906, B. p. 1822).

12. Prescripțiunea cu just titlu și bună credință presupune o transmitere a non domino, iar nu o transmitere făcută de adevăratul proprietar care, ca în speță, a investit pe legatar cu dreptul de proprietate chiar din momentul decesului. În acest caz, prin urmare, legatarul sau moștenitorii săi nu poate opune la cererea de esire din indiviziune a erelor rezervatari decât stingerea dreptului lor de moștenire sau prescripțiunea acțiunii în reducere, cari ambele nu se pot împlini decât după 30 ani dela moartea tes-

tatorului. (Cas. I, 19 Iunie 1906, B. p. 1127).

13. Actul sub semnătură privată și fără dată certă, nu poate constitui o justă cauză în sensul art. 1897 din codul civil, care să ducă la prescripțiunea de 10 ani. (Cas. I, 15 Sept. 1906, B. p. 1342).

14. Eredele de bună credință, care a găsit în patrimoniul succesoral un imobil determinat, începe în persoana sa, din momentul deschiderii succesiunii, o posesie nouă care unită cu calitatea de moștenitor, poate conduce la dobândirea proprietății aceluși imobil prin prescripțiunea de 10-20 ani, prevăzută de art. 1895 codul civil. (Cas. I, 1 Iunie 1907, B. p. 1045).

15. Acela care stăpânește un pământ ca proprietar în mod public și neîntrerupt mai mult de 10 ani, dobândește proprietatea pământului prin prescripția prevăzută de art. 1895. (Cas. I, 14 Mai 1907, B. p. 803).

16. Un act de donație semnat prin punere de deget și legalizat de primărie, fiind nul, nu poate duce la prescripția decenală. (Cas. I, 15 Ianuarie 1907, B. p. 19).

17. Procesul-verbal de delimitare al comisiunii de plasă formează un titlu pentru tot pământul dat țăranilor conform legii rurale, iar nu și pentru proprietarul pe moșia căruia s'a făcut improprietărirea, de oarece prin încheierea procesului-verbal de delimitare, care nu este decât executarea pe fața pământului a improprietării țăranilor, nu se face o transmitere de proprietate către proprietarul pe moșia căruia s'a făcut improprietărirea, ci executarea în fapt a improprietării pe baza legii rurale din 1864.

Astfel fiind, cu drept cuvânt instanțele de fond n'au admis ca just titlu, care să ducă la prescripția de 10 ani hotărnicia și procesul-verbal al comisiunii de plasă, exilate de proprietarul pe moșia căruia s'a făcut improprietărirea la 1864. (Cas. I, 20 Febr. 1908, B. p. 254).

18. Art. 1802 din codul civil și 723 din procedura civilă, relative la conflictele de drepturi cari se regulează după anterioritatea transcripțiunii, se aplică numai în cazul când achizitorii nu pot invoca decât drepturile rezultând din titlurile lor, iar nu și atunci când unul din ei, pe baza titlului său, poate invoca prescripția de 10 ani, prevăzută de art. 1895 din codul civil. (Cas. I, 278 din 25 Iunie 1908, B. p. 1809 și Jurisprudența 20/908).

19. Procesul-verbal dresat de comisiunea întocmită în conformitate cu art. 18 din legea pentru înstrăinarea bunurilor Statului, neconfirmat de minister după cum se prescrie prin articolul următor, nu poate servi de just

titlu, care să ducă la prescripția de 10 ani. (Cas. I, 28 Ian. 1908, B. p. 28).

20. Conform art. 1897 din codul civil vânzarea constituind un titlu translativ de proprietate, are a fi considerată ca o justă cauză, în baza căreia cumpărătorul, potrivit art. 1895 din codul civil, printr'o stăpânire de 10 ani cu bună credință, poate dobândi proprietatea pământului cumpărat. (Cas. I, 11 Febr. 1908, B. p. 226).

21. Posesia precară nu poate duce la prescripția achizitivă. (Cas. I, 28 Martie 1908, B. p. 477).

22. Legea rurală din 1864 și cea interpretativă din 1879 nu cer, pe lângă condițiile prescise în acele legi, și condiția ca acel ce cumpără un pământ rural să fie major, astfel că o asemenea condiție rămâne supusă dreptului comun, după care minorii, prin reprezentanții lor legali, pot să cumpere imobilele. De altmintelega, chiar legea rurală dă pământ rural femeilor văduve cu copii minori, adică dă pământ minorilor.

Prin urmare, minorii putând să cumpere imobile rurale, pot să dobândească asemenea pământuri, și prin prescripție. (Cas. I, 27 Mai 1908, B. p. 840).

23. Conform art. 1897, alin. 1 codul civil, un act nul nu poate servi ca just titlu pentru prescripția achizitivă de 10 ani, prevăzută de art. 1895 codul civil. (Cas. I, 12 Sept. 1908, B. p. 1370).

24. O posesiune exercitată cu buna credință și întemeiată pe justă cauză timp de 10 ani poate conduce la prescripție, conform art. 1895 din codul civil. (Cas. I, 4 Nov. 1908, B. p. 1809).

25. Prescripția de 10 ani având de obiect tocmai acoperirea vițiului rezultând din lipsa dreptului de proprietate al autorurului, nulitatea de care ar fi viciat titlul acestuia, nu poate să se resfrângă asupra titlului cumpărătorului. (Trib. Dorohoi 134/1908. Revista Judiciară 2/1908; In acelaș sens: Cas. II 30/916. Curier Jud. 46/916).

26. Pentru dovedirea dreptului de posesiune de 10 ani, legea nu cere îndeplinirea formalității transcrierii titlului ci ea cere un just titlu, adică un fapt juridic care servește la posesiune, iar nici de cum un titlu transcris. (Trib. Dorohoi 134/1908. Revista Judiciară 2/1908. In acelaș sens: Cas. I, 158 din 22 Febr. 1913 Jur. Rom. 16/913 și Curier Jud. 31/913; Cas. I, 444 din 17 Martie 1924, Jur. Rom. 14/924).

27. După dispozițiunile art. 1895 codul civil, cel ce câștigă cu bună credință și printr'o justă cauză un nemisător determinat, prescrie proprietatea lui prin 10 ani, dacă adevăratul proprietar locuiește în circumscripția Curții de Apel unde se află imobilul. (Cas. I, 20 Mai 1909, B. p. 568).

28. Prescripțiunea prevăzută de art. 568 procedură civilă, nu este o decădere a drept lui de proprietate a terților persoane, numai pentru simpla lipsă de revendicare a acelu drept în cursul celor cinci ani dela executarea ordonanței de adjudecare, căci cu ocaziunea votărei acestui articol s'a propus un amendament pentru a se prevede expres asemenea decădere, dar acel amendament s'a respins, de unde rezultă că și această prescripțiune specială trebuie să îndeplinească condițiunile prescise de art. 1847 și 1895 din codul civil, ca adjudecătorul și urmașii săi, în cursul celor cinci ani să fi avut posesiunea continuă neîntreruptă, neturburată, publică, sub nume de proprietar și de bună credință neputându-se invoca asemenea prescripție de cei ce stăpânesc cu titlu de chiriași (Cas. III, 3 Martie 1909, B. p. 356).

29. Titlul de moștenitor este un just titlu care, unit cu posesiunea de bună credință, poate duce la dobândirea proprietății unui imobil prin prescripțiunea de 10 sau 20 de ani. (Cas. I, 439 din 17 Noembrie 1909, B. p. 1281, Jurisprudența 33/909. In acelaș sens: Judicătoria Ocol. Tg. Frumos. Curier Jud. 23/914).

30. Potrivit art. 1895 codul civil, cel ce câștigă cu bună credință și printr'o justă cauză un nemisător determinat prescrie proprietatea lui printr'o posesiune de 10 ani, dacă adevăratul proprietar locuiește în circumscripția Curții de Apel unde se află nemisătorul. (Apel Galați. I, Dr. 32/909, p. 253).

31. După art. 1897 din codul civil, just titlu este verice titlu valabil translativ de proprietate, precum vânzarea, etc.

Un asemenea titlu nu încetează de a fi just, pentru că persoana dela care emană nu eră proprietară sau n'avea deplinul drept de a transmite lucrul, de oarece prescripția prevăzută de art. 1895 codul civil are de scop tocmai de a acoperi, încât privește pe achizitorul de bună credință, vițiul rezultând din lipsa dreptului de proprietate sau a capacității autorului transmisiunii de a înstrăina obiectul vândut, întru cât fără un asemenea vițiu transmiterea este perfect valabilă din chiar momentul de când a avut loc. (Cas. I, 14 Ianuarie 1909, B. p. 10).

32. Un act dotal făcut cu formele cerute de lege fiind translativ de proprietate, constituie, conform art. 1897 din codul civil un just titlu, care poate conduce potrivit art. 1895 din codul civil la dobândirea proprietății imobilului constituit ca dotă, prin posesiunea cu bună credință în timp de 10 sau 20 ani, și această prescripție este menită în intențiunea legiuitorului de a consolida dreptul de proprietate al posesorului tocmai în împrejurările în cari au

torului îi lipseau titlurile necesare pentru a asigura succesoriului său un perfect drept de proprietate. (Cas. I, 2 Martie 1909, B. p. 288).

33. Uzucapiunea bazată pe justul titlu care rezultă din calitatea de erede, nu poate fi opusă unui moștenitor de un grad mai apropiat, ci numai unui al treilea care nu are calitatea de erede (Cas. I, 535 din 13 Oct. 1910, B. p. 1343, Jurispr. 33/1910).

34. Dacă din art. 700, combinat cu 729 din codul civil, rezultă evident că un moștenitor care stăpânește un imobil succesoriului ca proprietar exclusiv, nu poate invoca față de comostenitorul său decât prescripțiunea achizitivă de 30 ani, însă nu este tot astfel când acel imobil a trecut prin succesiune la un erede al său universal; sau cu titlul universal în acest caz, succesiunea fiind un mod de dobândire a proprietății, iar după art. 1858 combinat cu 1859, succesoriul universal putând începe în persoana sa o posesiune utilă, deosebită de a autorului său, calitatea sa de erede poate constitui un just titlu care să ducă la prescripțiunea aceluși imobil găsit în succesiunea autorului dacă l'a stăpânit 10 până la 20 de ani, și cu bună credință conform art. 1895 din codul civil, prescripțiune care poate fi invocată față de cei de al treilea, prin urmare față de acela care era comostenitor cu autorul său. (Cas. I, 795 din 21 Nov. 1911 B. p. 1386, Curier Jud. 14/912).

35. După dispozițiunile art. 1895 din codul civil, cel ce câștigă cu bună credință și printr-o justă cauză un imobil determinat, prescripție proprietatea lui prin 10 ani, dacă adevăratul proprietar locuiește în circumscripția Curții de Apel unde se află situat imobilul, iar după art. 1897 din codul civil, justă cauză este orice titlu translativ de proprietate.

Astfel, succesiunea fiind enumerată printre diferitele moduri de a dobândi proprietatea (art. 644 din codul civil), constituie prin ea însăși un just titlu care, unit cu buna credință, conduce la prescripțiunea de 10 ani.

Prin urmare, săvârșeste o omisiune esențială instanța de fond când nu se pronunță asupra calității de erede a unei persoane, calitatea invocată spre a dovedi justul titlu, în sensul art. 1895 din codul civil. (Cas. I, 4 Oct. 1911, B. p. 1171).

36. Eredetele are în calitatea sa un just titlu care îi poate conduce printr-o posesie de 10 sau 20 ani la dobândirea prin prescripție a proprietății imobilelor aflate în succesiunea autorului său, deși titlul în virtutea căruia acesta a stăpânit acele bunuri era un titlu nul, anulabil sau precar; în acest caz posesiunea invocată de erede

conform art. 1895 c. civ. trebuie să fie de bună credință. Această bună credință este destul să fi existat în momentul dobândirii imobilului, iar după art. 1899 al. 2-lea se presupune totdeauna în favoarea posesorului și sarcina probei este pentru cel ce alegă reaua credință. (Trib. Bacău 3 Mai 1911, Curier Jud. 14/1913; In același sens: Judec. Ocol. Bujor (Covurlui) 85/911, Curier Jud. 33/912).

37. Pentru prescripția de 10 și 20 ani prevăzută în art. 1895 c. civ., titlul „pro herede” constituie o justă cauză conform art. 1897 combinat cu 644 c. civil pentru toți erediții fie ab intestat, fie testamentari, universali sau particulari când posesiunea autorului a fost sub nume de proprietar, adevărată posesie întrunind cele două elemente: animus și corpus și nu constituie just titlu pentru erediții ab intestat atunci când posesia lui de cuius a fost nu sub nume de proprietar, ci o simplă detențiune fără animus domini, o posesie precară.

Prin urmare o tutoare legală care a continuat posesia defunctului său sot, posesiune neatinsă de vișul precarității, poate cu succes să se prevalaze de prescripția decenală asupra terenului posedat. (Judec. ocol rural Horezani de sus (Gorj) 139 din 12 Dec. 1912, Curier Jud. 6/914).

38. Prescripția decenală admisă de legiuitor ca o excepție nu se poate invoca cu succes atunci când ai ca just titlu calitatea de proherede pe lângă posesia de bună credință de cât față de terți dar nici de cum față de un comostenitor, căci acesta are facultatea de a accepta sau refuza succesiunea timp de 30 ani. (Trib. Teleorman 421 din 7 Iunie 1912, Curier Jud. 27/913).

39. Atunci când Statul a împroprietărit pe țărani conform legii din 1864, și în urmă constată că din eroare le-a dat o întindere de pământ peste întinderea ce era obligat a le da, acest prisos de pământ este deținut fără cauză și, prin urmare, acțiunea ce are Statul în restituirea lui, este o condicțiune indebiti bazată pe obligațiunea ce au locuitorii de a restitui ceace au primit fără să le fie datorit, așa că numai prescripția liberatorie de 30 ani se poate opune contra unor asemenea acțiuni ale Statului, iar nu aceia achizitivă cu bună credință și just titlu. (Cas. s. I, 87/912, Curier Jud. 37/1912).

40. Dacă detentoriul unui imobil poate fi admis pentru a completa termenul necesar prescripțiunii ce invocă, să unească la posesiunea sa pe aceea a autorului său, beneficiul acesta trebuie supus unei îndoite condițiuni, adică a existenței bune credințe

și a unui just titlu în persoana autorului său, după cum aceasta rezultă din principiul că prescripțiunea prevăzută de art. 1895 din codul civil, fiind o favoare, o măsură de excepție admisă prin derogatiune la prescripțiunea de lung timp, care este de drept comun, ea nu poate fi invocată de cât de acela care dobândește un imobil sub această îndoită condițiune arătată mai sus.

Prin urmare, violează dispozițiunile art. 1895 din codul civil Tribunalul când admite prescripțiunea decenală invocată de minori fără a se fi dovedit existența unui just titlu în persoana mamei, autoarea lor, în momentul când începe posesiunea. (Cas. I, 106 din 7 Febr. 1912, B. p. 210, Curier Jud. 34/912).

41. Intr'o acțiune în petițiune de ereditate ceace este esențial, este stabilirea gradului de rudenie cu *de cuius* și din moment ce rudenia este stabilită, ruda care se află în posesia moștenirei, nu poate să invoace în contra rudei care reclamă moștenirea sau o parte din ea prescripțiunea de 10 la 20 ani, bazată pe titlul care rezultă din calitatea sa de erede, de oarece acest titlu nu are un caracter exclusiv cum trebuie să fie titlul care servă de bază prescripțiunii ce este comun tuturor moștenitorilor până la facerea împărțelii.

Prin urmare, prescripțiunea întemeiată pe justul titlu care rezultă din calitatea de erede, nu poate fi opusă unui coherede, ci numai unui al treilea care nu are calitatea de erede (Cas. I, 462 din 1 Iunie 1912, B. p. 1124, Curier Jud. 60/1912).

42. Dacă în cazul unui autor comun tuturor eredizilor, o prescripțiune întemeiată pe justul titlu de erede nu poate fi invocată contra altui coherede, această se explică prin faptul că într'un asemenea caz, titlul ce servă de bază prescripției fiind comun tuturor moștenitorilor până la facerea împărțelii, posesia nu are un caracter exclusiv cum trebuie să fie posesiunea care servă de bază unei prescripțiuni.

Atunci însă când un erede găsește în succesiunea autorului său imediat un imobil care a aparținut succesiunii unui autor mai depărtat, acest erede poate să înceapă în persoana sa o posesiune nouă distinctă de aceea a autorului său, care unită cu buna credință și cu titlul ce rezultă din calitatea sa de erede, poate să-l conducă la prescripțiune. (Cas. I, 338 din 7 Mai 1913, B. p. 1075, Curier Jud. 46/913 și 55/914; In același sens. (Cas. I, 154 din 22 Febr. 1913, Curier Jud. 33/913).

43. Prescripțiunea achizitivă de 10 ani cu bună credință și just titlu are de scop acoperirea oricărui vitiu rezultând din lipsa dreptului de proprietate

al autorului transmisiunii iar nu o transmitere făcută de adevăratul proprietar precum ar fi Statul, care a investit pe locuitorii cu dreptul de proprietate din chiar momentul improprietării lor.

În acest caz dacă Statul constată că din eroare a dat locuitorilor improprietăți după legile rurale o întindere de pământ, peste ce eră obligat a le da, locuitorii devin debitori ai prisosului nedatorit și nu se pot libera de obligațiunea de restituire decât prin prescripțiunea liberatorie de 30 ani. (Cas. I, 195 din 5 Martie 1913, B. p. 600, Curier Jud. 34/913).

44. Prescripția de 10 ani, bazată pe titlul de moștenitor nu cere ca persoana în succesiunea căreia s'a găsit imobilul să fie proprietarul lui sau să aibă drept de a-l transmite, de oarece această prescripție are de scop tocmai de a acoperi, încât privește pe moștenitorul care a posedat de bună credință vitiul rezultând din lipsa titlului de proprietate sau a capacității autorului transmisiunii de a înstrăina imobilul. (Cas. I, 3 Sept. 1913, B. p. 1528).

45. Prescripțiunea de 10 ani prevăzută de art. 1895 cod civil, ca să poată fi opusă cere o posesiune bazată pe un titlu translativ de proprietate.

Astfel, întrucât nu se produce titlul pe temeiul căruia se exercită posesiunea, prescripția de 10 ani nu poate fi invocată. (Cas. I, 22 Oct. 1913, B. p. 1774).

46. Prescripția de zece ani bazată pe titlul de moștenitor nu cere ca persoana în succesiunea căreia s-a găsit imobilul să fie proprietarul lui sau să aibă drept de a-l transmite, de oarece această prescripție are de scop tocmai de a acoperi în cât privește pe moștenitorul care a posedat de bună credință vitiul rezultând din lipsa dreptului de proprietate sau a capacității autorului transmisiunii de a înstrăina imobilul.

Prin urmare, tribunalul nu violează art. 1895 c. civ., când admite părții pârâte mijlocul de apărare întemeiat pe prescripția de zece ani, pe baza titlului său de moștenitor. (Cas. I, 460 din 3 Sept. 913, Curier Jud. 65/913; Cas. I, 1429 din 27 Dec. 1922, Jur. Rom. 7-8/923, Curier Jud. 15/923).

47. Dacă un erede găsește în succesiunea autorului său imediat un imobil care a aparținut succesiunii unui autor mai depărtat, acest erede poate să înceapă în persoana sa o posesiune nouă distinctă de a autorului său care unită cu buna credință și cu titlul care rezultă din calitatea sa de erede să-l poată conduce la prescripție. (Cas. I, 154 din 22 Febr. 1913, Jur. Rom. 16/913).

48. Detentorul actual al unui imobil poate fi admis, pentru a completa

termenul necesar prescripțiunii ce invoacă, să unească la posesiunea sa pe aceea a autorului său, aceasta însă sub îndoița condițiune: a existenței, chiar dela origină, a *bunei credințe* și a unui *just titlu* în persoana autorului său, beneficiu ce rezultă din principiul că prescripțiunea prevăzută de art. 1895 din codul civil, fiind o favoare, o măsură de excepțiune, admisă prin derogatiune dela prescripțiunea de lungă durată, care e de drept comun, ea nu poate fi invocată decât de acela care dobândește un imobil sub această îndoiță condițiune. (Jud. Zătreni-Vâlcea, 12 Iunie 1914. C. Jud. 29/915).

49. Cu toate că donatarul care posedă bunul dăruit în virtutea actului de donațiune, nu poate opune conform art. 480 c. civ., acțiunii în revocarea donațiunii, decât prescripțiunea extinctivă de 30 ani, totuși atunci când moștenitorii donatarului au găsit bunul dăruit în succesiunea autorului lor și l-au stăpânit 10 sau 20 de ani cu bună credință, pot opune reclamantului care exercită acțiunea pentru revocarea donațiunii, prescripțiunea achizitivă bazată pe justa cauză care rezultă din calitatea de moștenitor; astfel că dispozițiile art. 480 c. civ., cari prevăd prescripțiunea extinctivă de 30 ani acțiunii în revocațiune, nu sunt aplicabile în cazul când moștenitorii donatarului invoacă prescripțiunea achizitivă de 10 sau 20 ani cu titlu de *pro herede*. (Cas. I. No. 423, 1914; Dreptul 1914, p. 577; Jurispr. Rom. 1914, p. 517, Curier Jud. 5/1915).

50. Dacă un proprietar operează două transporturi de proprietate asupra aceluiași imobil, mai întâi, către o persoană, printr'un schimb fără încheierea unui act scris și fără transcrierea dreptului de proprietate transferat, și apoi către o altă persoană, printr'o vânzare constatată printr'un act autentic și transeris, Tribunalul violează articolele dela prescripție când respinge acțiunea în revendicare intentată de cumpărător, pe motiv că acela care a făcut schimbul l-a dobândit prin prescripție având ca just titlu actul de schimb. În adevăr, într'o asemenea speță nu se poate aplica art. 1895 c. civ., căci nu este vorba de un just titlu, obținut a non domino care unit cu buna credință și printr'o posesie de zece sau douăzeci ani să poată duce la prescripție, ci de un titlu dobândit dela adevăratul proprietar, titlu ce prin el însuși are efectul imediatei transferări a dreptului de proprietate, dar pe care lipsa de transcripție îl face potrivit art. 723 pr. civ., neopozabil altor persoane cu drepturi asupra imobilului dobândit ulterior, dar transerise. (Cas. I, deci-

zia No. 606, din 10 Decembrie 1914; Jurispr. Rom. 1915, p. 228).

50 bis. Un act de vânzare netranseris unit cu posesia de zece ani duce la dobândirea dreptului de proprietate în contra unui alt cumpărător cu act de vânzare transeris deși ambii cumpărători dețin drepturile de la același vânzător.

În consecință prescripțiunea primează transcripțiunea. (Trib. Dolj s. III, 241 din 27 Oct. 1915. Justiția (Craiova) 6/921).

51. Buna credință în materie de prescripție nu este numai ignoranța dreptului altuia, ci ea implică o credință pozitivă, convingerea că autorul titlului era proprietar și că avea dreptul ca să înstrăineze lucrul. Astfel, dacă titlul autorului eră viciat, anulabil sau supus rezoluției, ori dacă drepturile de proprietate ce își vorăsc din titlu sunt îndoelnice și dacă dobânditorul avea cunoștința viciului, el nu poate să aibă buna credință. (Trib. Tecuci, No. 298, 1914, Dreptul 1915, p. 211).

51 bis. Stăpânirea cu titlu precar a unui imobil nu poate conduce pe posesor la dobândirea proprietății prin prescripție, fiindcă proprietatea nu se pierde prin neuz.

Cel care dobândește pe baza unui titlu o posesie viciată, trebuie să fie de bună credință spre a o putea preface în o posesiune utilă, pentru ca după trecerea de 10 ani să se prescrie dreptul de proprietate. (C. Apel Buc. II, 201/915, Curier Jud. 5/916).

52. Legiuitorul român, spre deosebire de cel francez, și respectând tradițiunea consacrată prin art. 3 al legiunii din Muntenia din anul 1847, asupra prescripției împresurării pământurilor, a înseris principiul că titlul *pro herede* este un just titlu, ceiace rezultă evident din art. 1858 al. 4 combinat cu art. 644 și 1897 c. civ.

Prin urmare, moștenitorul de bună credință, poate unind acest titlu cu o posesiune de zece ani exercitată în condițiunile legii, să dobândească proprietatea unui imobil, conform art. 1895 și urm. c. civ., fără a fi obligat el a face dovada titlului cu care autorul succesiunii a început posesiunea.

Astfel, tribunalul violează citatele texte de lege, când respinge mijlocul de apărare dedus din prescripțiunea proherede, (Cas. s. I decizia No. 17, 1915; Jurispr. Rom. 1915, p. 170; Curier Jud. 65/1915, p. 268).

53. Dreptul unui comostenitor de a cere partea ce i se cuvine din succesiune dela comostenitorii săi nu se stinge decât prin trecere de 30 ani, conform art. 1890 c. civ., iar nu prin prescripțiunea de 10 sau 20 ani cu just titlu și bună credință prevăzute de art. 1895.

În adevăr, această prescripție nu poate fi invocată decât de acela care

deține bunul printr'un titlu translativ de proprietate, emanat dela o altă persoană decât dela adevăratul proprietar, ori comostenitorii au, prin această calitate chiar, un titlu legal în succesiune, însă numai pentru partea conferită prin lege. (Cas. I, No. 254, 1915; Jurispr. Rom. 1915, p. 388).

53. bis. După art. 1837, 1890 și 1895 c. civ., prescripția de 30 ani cum și cea de 10 ani sunt moduri de a dobândi proprietatea și deci nepronunțarea instanței de fond asupra lor constituie o omisiune esențială. (Cas. I, No. 342, 1915. Jurispr. Rom. 1915, p. 487).

54. Deși succesiunea este un mod de a dobândi terenuri rurale fără nici o restricțiune, — afară de aceia a calității de român, — totuși de aci nu se poate deduce că acela care se îmbracă cu calitatea de succesor poate dobândi un teren clăcășese, prin prescripțiunea decenală, cu bună credință adăogată acestui just titlu, fără a avea în acelaș timp și calitate de sătean cultivator de pământ, căci în acest caz dobândirea ar urmă să se facă nu prin succesiune, ci prin posesiunea exercitată de succesor, în această a sa calitate. (Cas. I, decizia No. 585, din 21 Octombrie 1915. Jurispr. Rom. 7/916).

55. Dacă partea a decăzut din dreptul de a probă cu martori prescripția de 30 ani, nu urmează de aici că ea a pierdut și dreptul de a invoca această probă în dovedirea prescripției de 10 ani. În adevăr deși ambele prescripțiuni au la bază tot faptul posesiunii și deși partea ar invoca în ambele aceiaș dată a punctului de plecare a posesiunii, prescripția de scurtă durată constituie însă un mijloc de apărare cu reguli deosebite de acele cari guvernează materia prescripției de 30 ani. (Cas. I, 297, din 23 Mai 1916. Jur. Rom. 10-11/919).

56. a). Titlul *pro herede*, fiind un mod legal de dobândire al proprietății, constituie, conform art. 1895 c. civ. un just titlu, care unit cu o posesiune de bună credință timp de 10 sau 20 ani, să ducă la prescripție.

b). Titlul *pro herede* nu poate servi ca just titlu pentru prescripție între comostenitori. (Apel Iași II, No. 18, 1916; Justiția, 1916, p. 189).

57. a). Când este vorba de o avere imobilă determinată numai cantitativ, reclamantul nu poate să intențeze decât o acțiune în împărțeală, spre a se alege porțiunea de avere ce i se cuvine, iar nu o acțiune în revendicare, care nu se poate intența decât pentru un corp cert și determinat.

Prin urmare, Tribunalul cu drept cuvânt hotărăște că bine reclamantul a intentat o acțiune în împărțeală pe baza unui testament prin care i s'au lăsat 3 pogoane arabile, 12 rânduri de

vie și jumătate din locul de casă, adică o porțiune din averea imobilă, fără să se determine limitele în care se găsește porțiunea legată.

b). Moștenitorul de sânge care posedă întreaga avere a lui de cujus, deși există un testament prin care o parte din cea avere este legată unui terțiu, nu poate să invoace prescripția achizitivă de 10 sau 20 ani a bunului legat, de oarece el este ținut de executarea acelui legat particular. (Cas. I, decizia No. 243 din 29 Aprilie 1916; Jurispr. Rom. 26/1918, p. 402).

58. În acțiunea pentru revendicarea unui imobil dotal pentru motivul că înstrăinarea lui nu s'a făcut cu formele cerute de lege, se poate invoca prescripția prevăzută de art. 1255 c. civ., al cărui fundament nu este justul titlu și buna credință, prevăzute de art. 1895 c. civ., ci o prezumpție de renunțare din partea aceluia care având exercițiul acțiunii nu a exercitat-o în termenul de zece ani dela desfacerea căsătoriei, confirmând astfel actul izbit de nulitate. (Cas. I, decizia No. 101 din 2 Iunie 1919; Jurispr. Rom. 1919, p. 722).

59. Prescripția achizitivă de zece ani bazată pe just titlu și bună credință, având de scop de a acoperi viciile unui titlu translativ de proprietate, derivând din lipsa dreptului de proprietate a autorului, ea presupune o transmitere de la un neproprietar și deci nu are a se aplica în cazul când transmiterea derivă de la adevăratul proprietar. În această din urmă situație drepturile dobânditorilor sunt arătate de art. 723 pr. civ., după care proprietatea față de terți se transmite valabil aceluia care și-a transcris mai întâi titlul său.

Prin urmare dacă sunt doi cumpărători cari dețin drepturile dela acelaș vânzător, titlul valabil este acela care a fost transcris mai întâi, astfel că tribunalul violează art. 723 pr. civ., și interpretează greșit art. 1895 c. civ., atunci când admite prescripția achizitivă de zece ani, invocată de cumpărătorul care și-a transcris actul mai în urmă, pe motiv că ar fi doi autori diferiți ai părților în litigiu, întrucât unul dintre cumpărători n-ar deține imobilul direct de la vânzător ci de la un subachizitor al acestuia. (Cas. I, 183 din 3 Mai 1920. Jur. Rom. 4/921. Justiția 6/15 Mart. 1921. Pand. Rom. 1922, I, 109).

60. Statul având pretutindeni și în tot cuprinsul țării reprezentanți, cari să vegheze la apărarea intereselor sale, din punct de vedere patrimonial, termenul de prescripție, în caz de just titlu și bună credință, în contra lui, este de 10 ani iar nu de 20 ani, chiar dacă imobilul respectiv nu se află în circumscripția Curței de Apel București

ci a altei curți. (Cas. I, 697 din 28 Dec. 1920, Jur. Rom. 6/921, Pand. Rom. 1922, III, 4. Curier Jud. 22/921).

61. In cazul când părțile cari își contestă dreptul de proprietate asupra unui imobil, nu au nici una nici alta titluri cari să emane dela adevăratul proprietar, urmează a fi considerat ca proprietar acela care, pe lângă justul titlu pe care îl prezintă, dovedește în acelaș timp că a posedat neîntrerupt imobilul cu buna credință în termenul cerut pentru prescripție. (Cas. I, 637 din 10 Dec. 1920, Curier Jud. 21/921).

62. Prescripția decenală fiind condiționată de existența celor două elemente cerute de art. 1895 c. civ. adică just titlu și bună credință, lipsa unuia din ele împiedică dobândirea proprietății prin acest mijloc. (Cas. I, 294 din 5 Aprilie 1921, Jur. Gen. 1923, No. 622).

62. bis. Când doi achizitori ai aceluiaș imobil, își dispută preferința sau dreptul de proprietate asupra aceluiaș imobil, unul invocând anterioritatea transcrierii titlului său, iar celălalt prescripția împlinită în baza unui just titlu translativ de proprietate, transcris ulterior sau netranscris, acest de al doilea va evinge pe cel dintâi, pentru că în afară de titlul său, a mai dobândit un nou titlu de proprietate conferit de art. 645 c. civ.: „prescripția“, care îl face proprietar erga omnes și prin aceasta orice transcriere făcută de un altul nu mai operează pentru că uzucapiunea a consolidat definitiv proprietatea în patrimoniul celui ce o invoacă. (Trib. Constanța I, 132 din 6 Aprilie 1921, Pand. Rom. 1924, II, 218).

63. In principiu cel ce câștigă cu bună credință și printr'o justă cauză un nemiscător determinat, va prescrie proprietatea lui prin 10 ani. (Art. 1895 c. civil).

Art. 1859 prevede că dacă posesia aceluiaș lucru trece pe rând în mai multe mâini, fiecare posesor începe în persoana sa o nouă posesie, fără a distinge dacă strămutarea posesiei s'a făcut în mod singular sau universal, lucrativ sau oneros, iar art. 1858 No. 4

dispune că posesia exercitată nu ca proprietar, se poate schimba în posesie utilă, când transmiterea ei din partea deținătorului s'a făcut printr'un act cu titlu universal și dacă succesorul universal va fi de bună credință. In speță, reese că, chiar dacă înstrăinarea ce Șt. S. a făcut fiului său I. S. ar fi anulabilă sau raportabilă, prin încetarea din viață însă a acestuia din urmă, copiii săi au găsit în succesiune acel bun, începând o posesie nouă în persoana lor, distinctă de aceea a autorului lor și fiind de bună credință, care se prezumă conform art. 1898 c. civ., și stăpânindu-l mai bine de zece ani, au dobândit proprietatea prin prescripție față de ceilalți comostenitori ai tatălui lor. (C. Apel Buc. s. IV 329 din 30 Dec. 1922, Jur. Gen. 1923, No. 224).

64. Prescripția de zece ani este menită să acopere lipsa calității de proprietar în persoana vânzătorului.

Prin urmare, în specie, greșit tribunalul înlătură efectele acestei prescripții, pe motiv că ea nu a putut opera din cauza stăreii de indiviziune între reclamant și cel ce invoacă această prescripție. (Cas. I, 210 din 23 Febr. 1923, Jur. Rom. 10/923, Pand. Rom. 1923, III, 115, Dreptul 20/923, Curier Jud. 37/923).

65. Titlu pro-herede, după legea noastră, poate constitui un just titlu, care să ducă la prescripția decenală, însă trebuie unit cu buna credință; iar pentru ca să existe buna credință la deținerea materială a unui imobil, nu este suficient ca intențiunea de a posedă pentru sine să fie ca un act intern de voință, ci trebuie să fie manifestată prin acte cari să formeze și în mintea publicului din localitate o astfel de credință. (Trib. Prahova s. III, 112 din 18 Febr. 1925, Sentința 5/925).

66. A se vedea: art. 644, notele 10, 15; art. 749, nota 5; art. 975 notele 13, 55; art. 1858 cu notele respective; art. 1859, notele 3, 4, 5; art. 1897 cu notele respective; art. 1898 cu notele respective.

Art. 1896. — Dacă adevăratul proprietar a locuit, în diferite timpuri, în circumscripțiunea curței de apel unde se află nemiscătorul, și afară dintr'însa, prescripțiunea se va completa adăogându-se, la anii de prezență, un număr de ani de absență îndoit decât cel ce lipsește la anii de prezență pentru ca să fie zece. (Civ. 1895; Civ. Fr. 2266).

Text. fr. Art. 2266. — Si le véritable propriétaire a eu son domicile en différents temps, dans le ressort et hors du ressort, il faut, pour compléter la prescription, ajouter à ce qui manque aux dix ans de présence, un nombre d'années d'absence double de celui qui manque, pour compléter les dix ans de présence.

Doctrină străină.

BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 692 urm.;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 394;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 908;
 DALLOZ, *Rép. Prescription civile*, 943 urm.; *Suppl. Prescription civile*, 559 urm.;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 804 urm.;
 PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2671.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 91, 94, 105, 118, 119, 134, 136, 137, 141, 231 urm.; (III, part. II, ed. 2-a, p. 5, 6, 464, 791, 792 t. și n. 2; IV, part. I, ed. 2-a, p. 93, 208 n. 1, 414, 433, 505, 633, 710; X, p. 699, 700);
 CANTACUZINO MATEI, p. 132;
 NACU, I, p. 227; III, p. 865.

Jurisprudență.

1. Ca să fie loc la aplicarea art. 1896 se cere o lipsă continuă din circumscriptiunea curții de apel unde se află nemîșcătorul, iar nu o simplă plecare în mod trecător. (Cas. I. 308/Oct. 7/92. B. p. 859).

2. Chestiunea de a se ști dacă revendicantul unui imobil a locuit sau nu, în diferite timpuri, în circumscriptiua Curții de apel, unde se află nemîșcătorul, este o chestiune de fapt lăsată la suverana constatare și apreciere a judecătorilor de fond. (Cas. I, 255/900. B. p. 814).

Art. 1897. — Justa cauză este verice titlu translativ de proprietate, precum vinderea, schimbul, etc.

Un titlu nul nu poate servi de bază prescripțiunei de zece până la douăzeci de ani.

Un titlu anulabil nu poate fi opus posesorului care a invocat prescripțiunea de zece până la douăzeci de ani, decât de cel ce ar fi avut dreptul de-a cere anularea sa, sau de reprezentanții dreptului său, dacă posesorul n'a cunoscut cauza anulabilității¹⁾. (Civ. 207, 486, 487, 644, 952, 1895, 1899; Civ. Fr. 2267).

Text. fr. Art. 2267. — Le titre nul par défaut de forme, ne peut servir de base à la prescription de dix et vingt ans.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, ed. 5-a, p. 544, 545;
 BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 660 urm., 668, 671;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 292, 296, 303, 306;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 906, 931;
 DALLOZ, *Rép. Prescription civile*, 897 urm.; *Suppl. Prescription civile*, 538 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 374 bis, II;
 LAURENT, XXXII, 391 urm., 394;
 PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2662;
 TROPLONG, *Prescription*, II, 901, 902 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 1, 231 urm.; (III, part. I, ed. 2-a, p. 312, nota, 317, nota; III, part. II, ed. 2-a, p. 5, 6, 464, 791, 792 t. și n. 2; IV, part. I, ed. 2-a, p. 93, 208 n. 1, 414, 433, 505, 633, 710; IV, part. II, ed. 2-a, p. 590; X, p. 699, 700); *Observație sub. Trib. Iași s. I, 27 Sept. 1911. Dreptul 1/1912; Observație sub. Cas. I, 439 din 17 Nov. 909. Dreptul 3/1910; Observație sub. Justiția de pace din Liernais (Côte d'Or) 21 Aug. 913. Dreptul 51/914; Observație sub. Trib. Ilfov. s. II, 655 din 15 Mai 1904. Curier*

¹⁾ Art. 1897 Codul civil român, nu are echivalentul său în Codul civil francez. Singur aliniatul II este tradus după art. 2267 Codul francez.

- Jud. 49/904; *Notă* sub. Cas. I, 543 din 25 Mai 1923. Curier Jud. 41/923; *Observație* sub. Judec. ocol. rural Tg-Frumos, 98 din 7 Iunie 1912. Curier Jud. 23/914; *Notă* sub. Cas. I, 423/914. Curier Jud. 5/1915; *Observație* sub. Cas. I, 150 din 1 Mart. 1911. Curier Jud. 53/1911; *Notă* sub. Judec. ocol. Calafat, 25 Sept. 1924. Jur. Gen. 1925 No. 121;
- ANTONESCU EM., *Adnotație* sub. Trib. Ilfov s. II, 844 din 20 Dec. 1903. Curier Jud. 37/904;
- BENISACHE C. REMUS (Receben), *Notă* sub. Cas. I, 610 din 4 Oct. 1911. Curier Jud. 85/1911;
- CANTACUZINO MATEI, p. 130, 131;
- CERBAN AT., „Vânzarea lucrului altuia constituie un just titlu putând servi de baza prescripției de 10-20 ani”. Dreptul 55/1911;
- CERULEANU C., *Notă* sub. Trib. Prahova s. III, 112 din 18 Febr. 1925, Sentința 5/1925;
- NACU. I, p. 764; III, p. 866 urm.;
- NICOLEANU G. HIPPOLYTE, *Notă* sub. Cas. I, 543 din 25 Mai 1923. Pand. Rom. 1924-I-139;
- SAFIRESCU A., *Observație* sub. Trib. Dolj. s. II, 110 din 8 Febr. 1910. Pagini Juridice 60/1910;
- VELESCU AL., *Nota* sub. Cas. I, 444 din 17 Mart. 1924, Pand. Rom. 1925-I-61.

INDEX ALFABETIC

- | | |
|---|---|
| Act autentic 36, 41. | Nulitate, a se vedea „Titlu nul”. |
| Act de danie 22. | Omissioni esențială 20. |
| Act nul, a se vedea „Titlu nul”. | Ordonanță de adjudecare 44 bis, 47. |
| Adjudecare 44 bis, 47. | Pământ rural 6-12, 22, 31, 34, 33, 44 bis, 46, 43, 50. |
| Anulare, a se vedea „Titlu nul”. | Partaj 24, 52. |
| Arbitri 48. | Posesiune 3, 5, 11, 14, 15, 23, 44, 49, 55. |
| Autentic act 36, 41. | Precaritate 5, 9, 17, 33. |
| Autoritate de lucru judecat 47. | Prescripție 1-55. |
| Bezman 44 bis. | Primărie 10, 12, 29. |
| Biserica 16. | Proces verbal 34, 35. |
| Buna credință 5, 9, 13, 17, 20, 21, 22, 23, 24, 27, 28, 30, 32, 33, 38, 44, 46, 49, 51, 55. | Proprietate 4, 8, 13, 14, 17, 19, 22, 26, 32, 35, 43. |
| Bunurile Statului 35. | Punere de deget (semnătură) 29, 36. |
| Capacitate 2, 3, 13, 19. | Recurs 20. |
| Cauză justă, a se vedea „Just titlu”. | Registre 38. |
| Clacași, a se vedea „Pământ rural”. | Revocare 20. |
| Codul civil Francez 5, 9. | Revocarea donațiunii 44. |
| Comitet permanent 11, 44 bis. | Rural pământ 6-12, 22, 31, 34, 33, 44 bis, 46, 43, 50. |
| Comoștenitori 43, 52. | Rurală lege, a se vedea „Rural pământ”. |
| Comunală lege 16. | Schimb 36, 53. |
| Consiliu comunal 10, 16. | Schimbul lucrului altuia 53. |
| Daune 22. | Semnătură prin punere de deget 29, 36. |
| Deget (semnătură prin punere de) 29, 35. | Sentință, a se vedea „Hotărâre”. |
| Donație 22, 29, 41, 44. | Stat 35, 48. |
| Dotă 21, 53. | Stat, înstrăinarea bunurilor sale 35. |
| Efectul declarativ al parajului 52. | Succesiune 1, 5, 9, 10, 12, 15, 17, 25, 28, 30, 33, 37, 43, 44, 52, 55. |
| Embatic 44 bis. | Terțe persoane 10, 12, 26, 43, 47, 54. |
| Erede, a se vedea „Succesiune”. | Testament 17, 21. |
| Eroare 49. | Titlu just, a se vedea „Just titlu”. |
| Francez Cod 5, 9. | Titlu nul 3, 5, 10, 12, 16, 21, 23, 24, 26, 29, 41, 50, 51, 52, 53. |
| Hotărâre 10, 13, 24, 40, 42, 44 bis, 45, 46, 47, 50. | Titlul „pro herede”, a se vedea „Succesiune”. |
| Hotărânicie 39. | Tolerare 33. |
| Indiviziune 52. | Transcriere 54. |
| Inginer hotarnic 50. | Uzucapiune, a se vedea „Prescripție”. |
| Instrăinare, a se vedea „Vânzare-cumpărare”. | Vânzare-cumpărare 2, 3, 4, 8, 10, 12, 16, 19, 20, 27, 31, 32, 35, 37, 52, 53, 54. |
| Intervertire, a se vedea „Posesiune”. | Vânzarea lucrului altuia 52. |
| Just titlu 1-55. | Viții 4. |
| Judecătoria de ocol 41. | |
| Legalizare 29, 41. | |
| Legea comunală 16. | |
| Lege rurală, a se vedea „Pământ rural”. | |
| Mănăstire 2, 3. | |
| Moșie 2, 3. | |
| Moștenitor, a se vedea „Succesiune”. | |

Jurisprudență.

1. Calitatea de moștenitor constituie un just titlu. (Cas. I, 373/Nov. 20/81, B. p. 843).

2. Nu poate invoca prescripțiunea de 10 până la 20 ani cel care a cumpărat o moșie de la o mănăstire, întru cât nu avea un titlu just, și aceasta, pentru motivul că nici starițul, nici el cu soborul mănăstirii nu aveau capacitatea de a înstrăina imobilul monasticesc. (Cas. I, 116/Mart. 28/81, B. p. 238).

3. Cel care cunoaște că posesiunea sa se bazează pe un act nul de la sorgintea lui, cum ar fi actul de cumpărare al unei moșii monastirești vândută de stariț, care nu avea dreptul de a o vinde, nu poate invoca beneficiul prescripțiunii. (Apel Buc. II, 63, Mart. 10/80, Dr. 44/81).

4. Spre a consolida dreptul de proprietate prin prescripția achizitivă, se cere un titlu just, adică acel titlu prin care se poate transmite dreptul de proprietate; vrea să zică ori care titlu admis de lege care însușește solemnitățile cerute pentru validitate după natura lui este un titlu just, fără a ține seamă dacă persoana de la care provine titlul, e sau nu proprietară imobilului înstrăinat. Vițiul în persoana aelnuia care transmite dreptul de proprietate asupra imobilului înstrăinat nu ia titlului de transmitere caracterul de titlu just, căci tomai pentru că există acel vițiu uzucapiunea are de scop a-l înlătură. Așa dar o vânzare consimțită a *non domino* este un titlu just, numai ca vânzătorul să fi dispus de imobilul vândut ca de un lucru al său. (Cas. I, 82/Mart. 3/81, B. p. 181).

5. Chiar dacă s'ar admite că din dispozițiunile combinate ale art. 1858 alin. IV și art. 1859 ar rezultă în mod neîndoios că codul nostru civil prescrie, în opozițiune cu codul Napoleon, că eredele are în calitatea sa un just titlu, care îl cenduce printr'o posesiune de 10 sau 20 ani cu bună credință la dobândirea prin prescripțiune a proprietății asupra imobilelor aflate în succesiune deși titlul în virtutea căruia autorul său stăpânea acele bunuri, eră un titlu nul, anulabil sau

precar, și că am fi mai autorizați să deducem din acele articole că legiuitorul nostru, ținând seama de criticele doctrinei și de dificultățile semnalate de jurisprudența franceză, a înțeles, alcătuind citatele articole, să pună capăt, în favoarea eredelui de bună credință, eternității imposibilității de a prescrie, când posesiunea a fost precară la origina ei, prescriind: eredele începe în persoana sa o nouă posesiune, vițiile posesiunii se vor examina în persoana eredelui, posesiunea precară a autorului se schimbă în posesiune utilă, când eredele este de bună credință, totuși eredele nu poate să câștige prin prescripțiune proprietatea imobilului care nu s'a posedat de autorul său, și care la moartea sa n'a putut transmite eredelui său o posesiune pe care nu o avea. (Apel Buc. III, 230, Nov. 29/86, Dr. 36/87).

6. Art. 645 prevede că proprietatea se poate dobândi și prin lege. Astfel fiind, legea din 1864 pentru improprietărea clăcașilor este un titlu translativ de proprietate, în ceea ce privește quantumum de pogoane cuvenit lor după legea rurală. (Trib. Ilfov, II, 248, Nov. 24/88, Dr. 78/88).

7. Un act, ori care i-ar fi natura, nu poate servi de just titlu care să conducă la prescripția de 10 ani, prevăzută de art. 1895, de cât pentru ceea ce conține într'insul, nu și pentru un lucru care trece peste copriinderea acestui act. Așa fiind curtea de apel, face o greșită aplicație a art. 1895 și 1897, când consideră că legea rurală a putut servi locuitorilor improprietăriți ca titlu pentru a prescrie suma de pogoane ce se constată că posedă mai mult de cât li s'a dat în virtutea acelei legi. Pentru acest excedent de pământ legea rurală nu poate fi privită ca o justă cauză pentru locuitorii foști clăcași. (Cas. I, 100/Mart. 13/92, B. p. 211; Cas. I, 358/Nov. 11/92, B. p. 976; Cas. I, 154/Apr. 21/90, B. p. 452; Cas. I, 6/Ian. 11/88, B. p. 5; Apel Craiova I, 15, Ian. 19/90, Dr. 38/90; Apel Craiova II, 2, Ian. 10/94, Dr. 55/94).

8. Just titlu este acela care are de obiect transmisiunea unui drept de proprietate sub condițiunile de a fi autorizat de lege și de a fi investit cu formele cerute pentru validitatea sa, fără nici o considerațiune cât despre persoana dela care emană dacă este sau nu proprietar al imobilului înstrăinat de dânsa. Așa fiind, dacă curtea ia de bază, ca just titlu, legea pentru regularea proprietăței rurale, și constată că improprietărea este făcută în formele prescrie de acea lege, și că în virtutea acestei legi locuitorii au posedat continuu și neîntrerupt în curs de 10 ani, între prezenți și în limitele fixate de inginerul Sta-

tului, și un prisos de pământ alăturat pe lângă locurile lor considerând astfel legea improprietărilor, ca un just titlu care conduce la uzucapiune, și admitând în consecință prescripțiunea acelu prisos, nu violează art. 1895 c. civ. (Cas. I 266/Nov. 4/88, B. p. 901).

9. Art. 1858 No. 4, spre deosebire de cel francez, admitând titlul putativ al moștenitorului care nu cunoaște precaritatea posesiunii autorului său, face o aplicațiune specială a unei reguli generale. Astfel fiind dacă se admite titlul putativ al moștenitorului care a succedat unui succesor precar și căruia, după rigoarea principiilor ar trebui să i se opună că a succedat și în vițiile defunctului, cu atât mai mult urmează a se admite titluri putative în cazurile unde buna credință a posesorului nu este în conflict cu rigoarea principiilor. Art. 1895, ca să înlăture orice îndoială în această privință, cere pentru prescripțiunea de 10 sau 20 ani bună credință și o justă cauză, evitând astfel termenul *just titlu* de care se servește art. 2265 corespunzător francez. Astfel fiind titlul poate să lipsească fiind suficientă credința că există un titlu dacă eroarea are o justă cauză. Chiar dacă am admite că cuvintele „justă cauză” și „just titlu” exprimă aceeași idee, totuși menționarea lui în art. 1895 nu însemnează altceva de cât că legiuitorul nostru a admis că uzucapiunea de 10 și 20 de ani presupune nu numai buna credință dar și un just titlu în acest înțeles natural că și titlul putativ se consideră ca un just titlu dacă eroarea e scuzaabilă. Art. 1857 lăsând la o parte fraza enigmatică din corespunzătorul său francez art. 2241 că „nimeni nu poate să prescrie contra titlului său” și înlocuind-o cu aceea că posesorul, care posedă nu sub nume de proprietar nu poate să schimbe el însuși calitatea posesiunii sale, rezultă că a posedă dincolo de titlul său nu se înțelege a posedă contra titlului său sau fără titlu. Și chiar dacă am admite că în dreptul francez cel care posedă dincolo de titlu său posedă restul contra titlului, adică fără titlu și că pentru a prescrie îi trebuie o uzucapiune de 30 ani, totuși legea noastră, spre deosebire de cea franceză, considerând titlul putativ ca o justă cauză în înțelesul art. 1895, rezultă că un asemenea posesor are credință că există un titlu și pentru rest, credință care are o justă cauză, ceea ce este suficient. Din cele expuse rezultă că locuitorii improprietăriți după legea rurală pentru prisosul ce ar posedă peste pogoanele cuvenite lor au un titlu putativ adică credința că au un titlu, credință provenită din faptul că cu ocaziunea delimitării pământului cuvenit lor li s'au

măsurat și dat în posesiune de către comisiunea însărcinată de legea rurală și un prisos de pogoane, fapte cari fac ca eroarea lor să fie scuzabilă și prin consecință titlul lor un just titlu. Deci ei pot prescrie acel prisos prin o posesiune neîntreruptă de 10 ani. (Trib. Ilfov, 248, Noemb. 24/88, Dr. 78/88).

10. Dacă consiliul comunal, în urma declarației făcută de moștenitorul atunci cunoscut că nu mai poate plăti despăgubirea clăcei, a vândut acel pământ rural delăsat, fără autorizația comitetului permanent, titlul cumpărătorului nu poate fi considerat ca nul în mod absolut, ci ca titlu anulabil întru cât e vorba de un consimțământ viciat al primăriei. Or, după art. 1897, titlurile anulabile pot servi de bază pentru a conduce la prescripția de 10 sau 20 ani. În conformitate cu acest text de lege, numai primăria se poate prevala de acest motiv de nulitate iar nu și terțiele persoane. (Cas. I, 230/Mai 30/90, B. p. 681).

11. Hotărîrea comitetului permanent pronunțată asupra delimitării făcute locuitorilor conform legii rurale, de către comisia de plasă, constituie un just titlu, astfel că o posesiune exercitată în virtutea ei în timp de 10 ani, în mod pacinic, neîntrerupt și cu bună credință conduce la prescripțiune. (Cas. I, 194/Mai 11/90, B. p. 610).

12. După art. 1897, titlurile anulabile pot servi de bază pentru a conduce la prescripțiunea de 10 sau 20 ani. Astfel fiind, cel ce a cumpărat de la primărie un pământ rural, devenit proprietate a primăriei în virtutea art. 8 din legea rurală, poate opune unui pretins erede al împroprietăritului prescripțiunea de 10 sau 20 ani bazată pe acel act de vânzare, deși primăria a vândut acel teren fără autorizarea comitetului permanent, de oarece titlul cumpărătorului nu poate fi considerat ca nul în mod absolut, ci ca titlu anulabil, întru cât e vorba de consimțământul viciat dat de primărie, care numai dânsa se poate prevala de acest motiv de nulitate, conform art. 1897, iar nu și terțiele persoane. (Apel Craiova, II, 196. Noy. 23/90, Dr. 3/91).

13. Prescripția de 10 ani poate fi invocată ori de câte ori posesiunea e întemeiată pe un just titlu și e de bună credință. Și pentru ca un titlu să fie just, trebuie ca legea să autorize concedarea dreptului ce se acordă prin el și ca titlul să fie revestit de formele cerute de lege pentru validitatea lui. Un titlu nu încetează de a fi just pentru că persoana de la care emană nu eră proprietară sau n'avea capacitatea de a conceda un asemenea drept, căci prescripția are de scop tocmai a acoperi viciul rezultând din lipsa de capaci-

tate a persoanei ce a transmis dreptul. (Cas. I, 363/Oct. 2/91, B. p. 1051).

14. În materie de uzucapiune nu se discută chestiunea proprietății, destul fiind ca actul în baza căruia se începe posesiunea să fie translativ de stăpânire și să îndrituiască pe posesor să se creadă, după interpretarea rațională a împrejurărilor, proprietar real asupra imobilului dobândit; căci dacă titlul ar trebui să emane de la adevăratul proprietar n'ar mai fi nevoie de prescripțiune bazată pe simpla posesiune, fiind atunci transmisă deplina proprietate. (Trib. Suceava, No. 11/92, Dr. 1/93).

15. Deși după art. 644, proprietatea bunurilor se dobândește și se transmite și prin succesiune, cu toate acestea titlu *pro haerede* nu poate fi clasificat printre justele titluri. În adevăr, eredele nu are un drept distinct de acela al autorului său, dacă acesta a avut posesiunea utilă pentru a prescrie, eredele o va continua, dar el nu poate să înceapă o posesiune nouă, și nu are un titlu nou, căci nu are alte drepturi de cât ale aceluia căruia succede, dacă autorul nu are nici un drept nici eredele nu poate avea; posesiunea aceluia care nu are just titlu continuând în persoana eredelui său cu aceeași lipsă de just titlu, simpla calitate de erede nu poate șterge aceea lipsă, nici poate ține loc de titlu ce legea îl cere ca o condițiune specială a prescripțiunei, credința că defunctul a fost proprietar nu poate fi de cât un titlu putativ care nu constituie un just titlu în dreptul nostru. (Trib. Vâlcea, 533, Sept. 20/94, Dr. 20/94).

16. Potrivit articolelor 11, 71 și 73 din legea comunală dela 1864, așezămintele bisericesti fiind puse sub controlul comunei și episcopiei acestor așezăminte neputând face decât acte de administrațiune, fără a putea dispune sau aliena averea parohiilor, decât cu autorizațiunea și socotința consiliului comunal, când acele așezăminte depind de o comună, urmează că actul de alienare al unei asemenea averi, făcut numai de epitropi, nu poate conduce la prescripțiunea de 10 ani. (Cas. I, 393/904, B. p. 1251).

17. Cel care posedă ca moștenitor sau ca legatar timpul cerut de lege pentru a prescrie, poate opune prescripția, chiar dacă autorul său a avut o posesiune precară, cu condițiune însă ca să fie de bună credință, adică să aibă credința că cel de la care a dobândit imobilul, prin moștenire sau testament, avea toate însușirile cerute de lege spre a-i transmite proprietatea. (Apel Galați II, C. Jud. 27/99).

18. O universalitate de bunuri nu este susceptibilă de uzucapiune sau de prescripțiune achizitivă. În orice caz,

o hotărâre judecătorească, neconținând decât o declarațiune de drepturi pre-existente între părțile litigante, nu constituie în genere un titlu translativ de proprietate, spre a servi de justă cauză pentru uzucapiune. (Apel Iași, I, Dr. 76/99).

19. Just titlu sau justă cauză este orice titlu translativ de proprietate, precum: vânzarea, schimbul, etc. Pentru ca un titlu să fie just, trebuie ca legea să autorize concedarea dreptului ce se acordă prin el și ca titlul să fie revestit cu formele cerute de lege pentru validitatea lui. Titlul nu încetează de a fi just, pentru că persoana dela care emană nu eră proprietară sau n'avea capacitatea de a conceda un asemenea drept, căci prescripția are de scop tocmai a acoperi viciul, rezultând din lipsa de capacitate a persoanei ce a transmis dreptul. (Cas. I, 14/900, B. p. 12).

20. Când într'o acțiune în revendicare posesorul invoacă ca mijloc de apărare prescripția de 10 ani bazată pe just titlu și bună credință și judecata nu discută și nu se ocupă de actul de cumpărătoare, pe care posesorul îl invoacă ca just titlu pentru prescripțiune, prin aceasta judecata comite o omisiune esențială și, deci, hotărârea sa este casabilă. (Cas. I, 64/901, B. p. 197).

21. Deși testamentul, prin care se lasă soției un imobil, ar fi nul pentru viciu de formă sau de fond, dacă soția constituie acel imobil dotă fiicei sale prin act în regulă, aceasta poate prescrie imobilul în baza actului dotal după trecere de 10 ani și fiind de bună credință. (Apel Buc. I, Dr. 62/903).

22. Un act de danie, deși investit cu toate formele legale, emanând însă de la o persoană străină de proprietatea pământului dăruit, prin sine însuși nu poate conferi donatorului nișei un drept de proprietate, însă poate constitui un just titlu pentru a conduce la prescripția de 10 ani, cu condiție însă ca donatarul să fie de bună credință și pământul asupra căruia se exercită posesiunea să fie susceptibil de a fi prescriș. Astfel posesiunea unui pământ rural de către un târgoveț nu poate conduce la prescripție. (Trib. Bacău C. Jud. 73/903).

23. Pentru ca un posesor să poată uni posesiunea sa cu aceea a autorului său, ca astfel să ajungă la prescripțiunea achizitivă, nu este destul ca posesiunea sa și a autorului său să fie de bună credință și să se fi exercitat timp de zece ani, mai trebuie ca această posesiune să se fi exercitat pe baza unui just titlu. Astfel, când autorul posesorului nu a posedat în baza unui just titlu sau a posedat în baza unui titlu ce a fost anulat pe cale judecă-

torească, posesorul actual nu poate invoca și posesiunea autorului său. (Apel Craiova I, C. Jud. 42/903).

24. După dispozițiile art. 749 împărțirile făcute conform cu regulile prescrișe în asemenea materie sunt definitive, de unde rezultă că împărțeala, la care nu au luat parte toți comostenitorii, este nulă față de cei absenți și deci sentința, prin care s'a împărțit moștenirea numai între o parte din moștenitori, nu poate să fie invocată de aceștia ca just titlu, pentru ca împreună cu buna lor credință să ducă la prescripția de 10 ani. (Cas. I, 393/904, B. p. 1251).

25. Calitatea de succesori, fie universală, fie cu titlu universal sau particular, constituie un just titlu pe care se poate fonda în mod valabil prescripția achizitivă de bună credință *pro-herede* timp de 10 sau 20 ani și se dobândește proprietatea acelui imobil. (Cas. I, 89/98, B. p. 361; Cas. I, 116/99, B. p. 504 și Cas. I, 405/904, B. p. 1280. Contra: Trib. Ilfov, III, Dr. 30/904).

26. Un titlu anulabil poate servi de bază pentru a conduce la prescripția de 10 sau 20 ani, însă față numai cu terții cari ar pretinde vre-un drept de proprietate asupra bunului coprinș în titlu, iar nu și față de aceia care ar fi avut dreptul a cere anularea titlului. (Trib. Covurlui II, C. Jud. 12/905).

27. Actele de cumpărare a unor imobile streine, invocate de cumpărători, pot servi de bază prescripțiunii de 10 ani, când cumpărătorii au fost de bună credință. (Apel Iași, II, Dr. 9/906).

28. Succesiunea, fiind un mod de a dobândi proprietatea, constituie prin ea însăș un just titlu, care unit cu buna credință, duce la prescripțiunea decenală. (Cas. I, 12 Sept. 1906, B. p. 1335. In acelaș sens: Cas. I, 154 din 22 Febr. 913. Curier Jud. 33/913; Cas. I, 543 din 25 Mai 1923, Jur. Rom. 17/923. Curier Jud. 41, 923, Pand. Rom. 1924, I, 139, Dreptul 24/924).

29. Un act de donație, semnat prin punere de deget și legalizat de primărie, fiind nul, nu poate duce la prescripția decenală. (Cas. I, 15 Ianuarie 1907, B. p. 19).

30. După art. 1897 din codul civil, justă cauză este orice titlu translativ de proprietate.

Astfel, succesiunea fiind enumerată printre diferitele moduri de a dobândi proprietatea, constituie prin ea însăș un just titlu, care, unit cu buna credință, conduce la prescripțiunea de zece ani. (Cas. I, 20 Mai 1909, B. p. 568).

31. Pământurile rurale nu sunt inalienabile și imprescriptibile în mod absolut, căci ele pot să fie înstrăinate către comună sau către un sătean care s'ar găsi în condițiile legii rurale, astfel că instanța de fond, pentru a res-

pinge prescripția pe motiv că pământurile rurale nu se pot prescrie, trebuie ca acest motiv să fie invocat de parte, pentru a da putința adversarului a se apăra dovedind că se găsește în condițiile cerute de lege pentru a dobândi pământ rural. (Cas. I, 2 Febr. 1910, B. p. 147).

32. Faptul că acela care transmite prin vânzare proprietatea unui imobil nu este adevăratul proprietar, nu ridică vânzării caracterul de justă cauză în sensul art. 1897 alin. 1 cod. civ., și nu împiedică pe cumpărătorul de bună credință de a dobândi proprietatea prin prescripția de 10-20 ani (Jud. oc. Ploesti, Dr. 55/911, p. 439).

33. Din combinarea art. 1859 cu art. 1897 din codul civil rezultă că, eredele are, în calitatea sa, un just titlu, care-l poate conduce printr-o posesiune de 10 ani la dobândirea prin prescripție a proprietății imobilelor aflate în succesiunea autorului său, chiar când posesiunea acestuia a fost precară sau tolerată, dacă posesia eredelui a fost de bună credință. (Cas. I, 150 din 1 Martie 1911, B. p. 282; Jurisprudența 13/1911; In acelaș sens: Judec. ocol Drăgășani 674/911, Curier Jud. 21/912).

34. Procesul-verbal încheiat de Comisia comunală de recensământ conform regulamentului din 1878 relativ la înșurătorul unui sătean ca înșurător și prin care proces-verbal înșurătorul a fost scos din posesiune și pământul s'a dat altui sătean constituie o justă cauză în sensul art. 1897 din codul civil care duce la prescripția de 10-20 ani. (Cas. I, 715 din 1 Nov. 1911, B. p. 1359, Curier Jud. 2/912).

35. Procesul verbal încheiat de comisiunea prevăzută de art. 18 din lege pentru înșurătorul bunurilor statului, constituie titlul de proprietate al cumpărătorului și prin urmare din momentul încheierii lui, lotul pe care comisiunea l-a declarat vândut intră în patrimoniul cumpărătorului. (Cas. I, 142, din 25 Febr. 1911. Jurisprudența 13/911).

36. Un act de schimb semnat prin punere de deget și neautentic nu poate face nici o probă în justiție, astfel că nu poate servi de titlu pentru prescripția de zece ani. (Cas. I, 258 din 19 Aprilie 1911. Jurisprudența 19/1911).

37. Calitatea de erede nu poate constitui un just titlu pentru prescripția de 10 ani, când partea toemai în acea calitate a înșurătorul imobilul, astfel că acea calitate a fost stinsă pentru el. (Cas. I, 757 din 29 Oct. 1912. Jur. Rom. 1/913).

38. După dispozițiunile art. 1895 cod. civil cel ce posedă cu bună credință și printr-o justă cauză un nemșcător determinat, prescrie proprietatea lui prin 10 ani, dacă adevăratul proprie-

tar locuște în circumscripția Curții de apel unde se află imobilul, iar după art. 1897 justă cauză este orice titlu translativ de proprietate cum: vânzarea, schimb, etc.

Astfel registrul de repartitia generală a pământurilor ținut de comună pentru necesitățile sale administrative, nefiind un mod de dobândire a proprietății nu constituie un just titlu în sensul legii. (Cas. I, 190/912. Curier Jud. 24/912).

39. O hotărnicie nu este un titlu investit cu formele legale pentru a putea servi de bază prescripției decenale, mai cu osebite când nu este confirmată de tribunal. (Cas. I, 325/912, Curier Jud. 35/912).

40. Sentințele judecătorești ne fiind translative de drepturi, nu pot constitui un just titlu în sensul art. 1897 c. civ. (Cas. I, 275 din 2 Apr. 1913, B. p. 870, Jur. Rom. 19/913, Curier Jud. 38/913; In acelaș sens: Cas. I, 128 din 13 Febr. 913, Jur. Rom. 15/913).

41. Potrivit art. 1897 c. civil, un act nul nu constituie un just titlu, care să poată servi de bază prescripțiunei de 10 până la 20 ani.

Astfel, dacă un act de donațiune este legalizat numai de judecătorețul de ocol, iar nu făcut în formă autentică, acel act de donațiune este inexistent și nu poate constitui un just titlu, în sensul art. 1897. (Cas. I, 341 din 7 Maj 1913, B. p. 1079, Curier Jud. 46/913 și 54/913).

42. Hotărnicile judecătorești fiind numai declarative, iar nu atributive de drepturi, nu pot deci constitui un just titlu în sensul art. 1897 cod. civil, care să ducă la prescripția de 10 ani. (Trib. Tecuci, 1913; Dreptul 1914, p. 61).

43. Calitatea de moștenitor poate servi ca just titlu pentru prescripția de 10 ani, dar numai față de cei de al treilea, iar nu și față de comostenitori, în contra cărora nu poate fi invocată decât prescripția de 30 ani. (Trib. Tecuci, 1913; Dreptul 1914, p. 61).

44. Este adevărat că donatorul, care posedă bunul dăruit în virtutea actului de donațiune, nu poate opune acțiunei în revocarea donațiunei decât prescripția extintivă de 30 ani, conform art. 840 c. civ., însă atunci când donatorul a încetat din viață și bunul dăruit a rămas în succesiunea sa, moștenitorii donatarului încep în persoana lor o nouă posesiune, conform art. 1859 c. civ., și această posesiune este o posesiune utilă care duce la prescripție conform art. 1858, alin. 4 c. civ.

Prin urmare, într-un asemenea caz moștenitorii donatarului cari au găsit bunul dăruit în succesiunea autorului lor și l-au stăpânit 10 sau 20 ani cu bună credință, pot opune reclamantului care exercită acțiunea în revocare donațiunei, prescripția achizitivă, ba-

zată pe justa cauză care rezultă din calitatea de moștenitor. (Cas. I, No. 423, 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 517, Dreptul 1914, p. 577, Curier Jud. 5/915).

44 bis. a). Cu toate că în principiu hotărârile nu sunt un just titlu în sensul art. 1897 c. civ., ele neavând în general de efect a transferă proprietatea unui lucru sau unui drept rezultând dintr-o tranzacție sau un contract judiciar, totuși prin excepțiune hotărârile cari nu întrunesc acest caracter cum sunt ordonanțele de adjudecare pot constitui un just titlu în sensul legii.

b) Legile de împroprietărire, ca și legea embaticurilor, cum și hotărârile date în baza unor asemenea legi, pot constitui un just titlu sau o justă cauză, întrucât prin aceste legi nu se conced drepturi deja existente sau cari ar rezultă dintr'un contract judiciar.

c) Hotărârile comitetului permanent prevăzut de legea rurală dela 1864, sunt și pot constitui un just titlu, pentru a prescrie, cel puțin locurile date sătenilor peste întinderea legiuită, destul numai ca o asemenea hotărâre să fie investită cu formalitățile cerute de lege pentru a fi valabilă. (Apel Buc. I No. 172, 1914; Dreptul 1914, p. 548).

45. Hotărârile judecătorești fiind numai declarative, iar nu atributive de drepturi, nu pot constitui un just titlu, care să ducă la prescripția de zece ani. (Apel Buc. II, No. 201/915, Dreptul 1915, p. 579).

46. Hotărârile date de Tribunalele în aplicarea legii rurale interpretative din 13 Februarie 1879, având de scop numai să anuleze înstrăinările făcute în fraudă legii rurale dela 1864 în caz când o asemenea hotărâre constată și confirmă de bună înstrăinarea, prin aceasta chiar constituie un just titlu, în sensul art. 1897 c. civ., astfel că o posesie exercitată în virtutea ei timp de 10 ani, cu bună credință și în condițiunile cerute de art. 1847 c. civ., conduce pe posesor la prescripție.

Prin urmare, Tribunalul, violează regulile de mai sus, când hotărăște contrariul. (Cas. I, decizia No. 717, din 11 Decem. 1915; Jurispr. Rom. 1916, p. 106).

47. În principiu, hotărârile judecătorești nefiind translativ de proprietate nu pot constitui just titlu în sensul art. 1897 c. civil. O hotărâre, dacă poate servi ca titlu de proprietate, constituind autoritate de lucru judecat față de acei în contra cărora a fost pronunțată, fără a mai fi nevoie de vre-o posesiune pentru a prescrie, nu poate însă să aibă nici un efect față de terții care nu a luat parte la judecată.

Prin urmare, o hotărâre, — care nu este dintre acelea care conține sau con-

stată în prealabil existența unui titlu translativ de proprietate, a unui just titlu, cum ar fi o ordonanță de adjudecare, sau alta care constată o transmisiune de proprietate, — nu poate servi ca just titlu pentru prescripția de scurt timp. (Cas. I, decizia No. 124, din 19 Febr. 1916, Curier Jud. 37/916; În același sens Cas. I, decizia No. 275, din 2 Aprilie 1913; Compară Cas. I, decizia No. 128, din 13 Febr. 1913, relativă la sentințele date în baza legii rurale din 1879; Cas. I, decizia No. 310, din 26 Aprilie 1913 asupra aceleiași chestiuni și Cas. I, decizia No. 325, din 17 Aprilie 1912, relativ la hotărânicie; toate publicate în această revistă, pe anii respectivi, Jurispr. Rom. 17/916, p. 258).

48. Prescripția de scurt timp are a se invoca numai când este vorba de o dobândire dela un neproprietar contra adevăratului proprietar, de oarece justa cauză, în sensul art. 1897 c. civ., este titlul translativ de proprietate ce ar emana dela un neproprietar.

Prin urmare, în acțiunea prin care Statul revendică dela obștea locuitorilor împroprietăriți pe moșia sa o bucată de pământ, pe motiv că aceștia ar stăpâni mai mult decât li se cuvine, conform legii rurale din 1864, locuitorii nu pot opune prescripția de scurt timp, pe baza hotărârei superarbitrului, care ar constitui un just titlu; de oarece pe deoparte nu este vorba de o dobândire de proprietate *a non domino*, iar de altă parte hotărârea superarbitrului nu transferă însăși proprietatea, ci determină părțile din moșie pe care urmează să se facă împroprietărirea. (Cas. I, decizia No. 51, din 25 Ianuarie 1916; Jurispr. Rom. 1916, p. 302).

49 a). Termenul de justă cauză care eră întrebuițat în legislația romană și de care se servește și legiuitorul nostru, este identic cu acela de just titlu întrebuițat de legea franceză pentru dobândirea proprietății prin prescripție de zece ani.

b) Când posesorul crede că posedă în virtutea unui titlu și acela nu există ercarea lui nu e suficientă pentru a-l duce la prescripție, căci justa cauză este cerută ca o condiție distinctă pe lângă buna credință și dacă titlul putativ ar fi considerat ca suficient, totul s'ar reduce numai la buna credință, ceea ce ar fi contra dispoziției formale a legii care cere ambele condiții. (Cas. II, 132 din 3 Iunie 1919. Dreptul 2/919).

50. Un act intitulat „act de stăpânire” și care emana de la un inginer hotarnic, nefiind un act translativ de proprietate, nu poate servi ca just titlu pentru prescripția achizitivă de zece ani. (Trib. Dorohoi 191 din 2 Sept. 1921 Jur. Gen. 1923 No. 1372).

51. Un titlu absolut nul nu poate fi

de natură a conduce la prescripția de 10-20 ani, chiar dacă ar fi însoțit de bună credință. (Trib. Ilfov. s. II, 250 bis 31 Mai 1924. Jur. Gen. 1924 No. 1807).

52. a) Un titlu nul nu poate servi de bază uzucapiunii sau prescripției achizitive de 10 până la 20 ani.

b) Prin titlu nul, în sensul art. 1897 par. 2 codul civil, se înțelege orice act lipsit de formele legale, când aceste forme sunt cerute „*ad solemnitatem*”. de exemplu: o donațiune sau o convenție matrimonială, neredactate în formă autentică, un testament olograf nedatat etc.

c) Prin titlu nul se mai înțelege orice act lovit de o nulitate absolută, adică acel act care nu a putut produce nici un efect, chiar de la nașterea lui, un asemenea act fiind considerat ca inexistent.

d) Înstrăinarea unui bun al succesiunii, făcută de un copărtăș în timpul indiviziunii, este lovită de o nulitate absolută, de oarece de câte ori bunul înstrăinat n-a căzut în lotul moștenitorului care l-a înstrăinat, acest din urmă se consideră, în baza ficțiunii statornicită de art. 786 cod civil, că n'a fost nici odată proprietarul bunului înstrăinat.

e) Vânzarea lucrului altuia este nulă în sensul de inexistență, pentru lipsă de cauză, cu toată controversa ce există asupra acestui punct.

Ca atare, o asemenea vânzare nu poate servi de bază prescripției de 10 până la 20 ani, statornicită de art. 1895 urm. codul civil. (Judec. ocol. Calafat 25 Sept. 1924. *Justitia* (Craiova.) 12/1924. Jur. Gen. 1925 No. 121).

53. Nu numai vânzarea și schimbul lucrului altuia, dar și înzestrarea cu lucrul altuia sunt acte radicalmente, nule, cari nu pot servi ca justă cauză în dovedirea prescripției de zece ani. (Judec. Ocol. II C.-Lung. 27 Febr. 1925 Dreptul 13/925).

54. Prin art. 1895 și 1897 c. civil legea nu prevede condițiunea transcripției actelor translativ de proprietate spre a putea servi ca just titlu pentru prescripția decenală: formalitatea transcripției fiind stabilită în interesul tertilor, dobânditorii de la acelaș autor pentru a determina în caz de conflict între ei care anume are prioritatea, lipsa acestei formalități nu poate vătămă și nici nu poate fi invocată de tertul proprietar căruia simplul act în sine, chiar transcris fiind nu-i este opozabil. (Cas. I, 444 din 17 Mart. 1924, Pand. Rom. 1925, I: 61; Cas. I: 158 din 22 Febr. 1913. Pand. Rom. 1925, I: 64).

55. Titlul pro-herede, după legea noastră, poate constitui un just titlu, care să ducă la prescripția decenală, însă trebuie unit cu buna credință: iar pentru că să existe buna credință la detinerea materială a unui imobil, nu este suficient ca intențiunea de a posedă pentru sine să fie ca un act intern de voință, ci trebuie să fie manifestată prin acte cari să formeze și în mintea publicului din localitate o astfel de credință. (Trib. Prahova s. III, 112 din 18 Febr. 1925, *Sentinta* 5/1925).

56. A se vedea: art. 644 notele 10, 15; art. 886 nota 1; art. 1858, cu notele respective, art. 1895 cu notele respective; art. 1898 nota 4.

Art. 1898. — Buna credință este credința posesorului că, cel dela care a dobândit imobilul are toate însușirile cerute de lege spre a-i putea transmite proprietatea¹⁾.

Este destul ca bună credință să fi existat în momentul câștigării imobilului²⁾. (Civ. 960, 1855, 1899; Civ. Fr. 2268, 2269).

Text. fr. Art. 2268. — La bonne foi est toujours présumée, et c'est à celui qui allègue la mauvaise foi à la prouver.

Text. fr. Art. 2269. — Il suffit que la bonne foi ait existé au moment de l'acquisition.

Doctrină străină.

BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 348 urm., 685 urm.;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 342, 428;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 189, 907, 920, 931; II, p. 232;
 DALLOZ, *Rép. Prescription civile*, 913 urm.; *Suppl. Prescription civile*, 546 urm.;
 PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2669.

1) Primul aliniat al art. 1898 Codul civil român nu are echivalentul său în Codul civil francez. Aliniatul II numai este inspirat de art. 2269 francez.

2) Acest al II-lea aliniat al art. 1898, român este asemănător art. 2269 francez.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, XI, p. 356; III, part. I, ed. 2-a, p. 318; III, part. II, ed. 2-a, p. 5, 6, 464, 791, 792 t. și n. 2; IV, part. I, ed. 2-a, p. 93, 208 n. 1, 414, 433, 505, 633, 710; X, p. 699, 700); *Observație* sub. C. Apel Douai, 9 Febr. 1913. Curier Jud. 67/1914;
 CANTACUZINO MATEI, p. 131;
 CERULEANU C., *Notă* sub Trib. Prahova s. III, 112 din 18 Febr. 1925. Sentința, 5/1925; NACU, II, p. 851; III, p. 869, 870;
 VELESCU AL., *Notă* sub. Cas. I, 444 din 17 Martie 1924. Pand. Rom. 1925-I-61.

INDEX ALFABETIC

Act nul, a se vedea „Titlu nul”.	Nulitate, a se vedea „Titlu nul”.
Acțiune 1, 12.	Omission esențială 13.
Apreciere suverană 3, 9, 12.	Pământ rural 4, 6.
Beznan 7.	Posesiune 1, 5, 7, 8, 12, 14, 15.
Buna credință 1-15.	Prescripție 1-15.
Capacitate 2.	Proprietate 1, 2, 4.
Cauză justă, a se vedea „Just titlu”.	Rea credință, a se vedea „Bună credință”.
Donație 14.	Recurs, a se vedea „Apreciere suverană” și 13.
Embatic 7.	Revendicare 12.
Erede, a se vedea „Succesiune”.	Revocarea donației 14.
Eroare de drept 8.	Rural pământ 4, 6.
Exces de putere 13.	Succesiune 4, 6, 14, 15.
Instrăinare, a se vedea „Vânzare-cumpărare”.	Suverană apreciere 3, 9, 11
Interogator 13.	Titlu just, a se vedea „Just titlu”.
Just titlu 4, 14, 15.	Titlu nul 4, 8.
Marturi 13.	Tutor 12.
Mărturisire 13.	Uzucapiune, a se vedea „Prescripție”.
Minoritate 12.	Vânzare-cumpărare 1, 2, 4, 5, 10, 11.
Moștenitori, a se vedea „Succesiune”.	

Jurisprudență.

1. Buna sau reaua credință, consistând în credința posesorului că cel de la care a dobândit dreptul era sau nu proprietar, este un ce ce tot personal aceluia ce o invoacă sau contra cărui se invoacă, și dar pentru ca în contra cumpărătorului să se poată invoca reaua credință, în care fostul posesor se afla prin intentarea acțiunii, trebuie cel puțin ca el să fi fost continuatorul persoanei cu titlu universal și ținut în această calitate de toate obligațiunile personale ale aceluia cărui i-a succedat ceea ce nu poate fi cazul unui cumpărător. (Cas. I, 403 Dec. 14/81. B. p. 931).

2. Buna credință nu rezultă numai din sentimentul format de dobânditor asupra capacității celui ce înstrăinează, ci trebuie să reese atât din credința că acesta e proprietarul imobilului cât și din împrejurarea lipsei de ori-ce viciu al actului de transmitere. Numai întrunirea acestor elemente poate autoriza pe cel ce invoacă prescripțiunea a sustine că a fost de bună credință, că adică în momentul când a dobândit imobilul înstrăinătorul avea toate însușirile legale spre a-i transmite proprietatea. (Apel Buc. I, Nov. 9/86, Dr. 82/86).

3. Cestiunea d'a se ști dacă acela care se prevalează de prescripțiunea decenală era de bună sau rea credință în momentul achizițiunii nu constă de cât o cestiune de fapt, lăsată eu to-

tul la apreciațiunea suverană a judecătorului de fond; și, ori-cari ar fi elementele din cari aceasta deduce și constată cea bună sau rea credință, ele nu cad sub cenzura curței de cașiune. (Cas. I, 285, Sept. 23/92, B. p. 771; Cas. I, 1 Ian. 10/92 B. p. 3; Cas. I, 451, Nov. 29/91, B. p. 1236).

4. Eredele, spre a putea să se prevaleze de prescripțiunea de 10 ani trebuie, pe lângă *justa cauză* și posesiunea legală de 10 ani, să probeze și că în bună credință a considerat pe autorul său de proprietar al imobilului aflat în succesiunea acestuia; fără acest element nici calitatea de erede, adică *justă cauză*, nici posesiunea de 10 ani nu-l pot conduce la prescripțiunea achisitivă. Ast-fel, dacă autorul său deținea imobilul în virtutea unui act de vânzare nul, într-un cât în el nu se cuprind de cât niște iscalituri prin punere de deget învederat că eredele care avea cunoștință de nulitatea de formă a acestui titlu și de nulitatea de fond, fiind că prin el se vindea în contra legii un pământ rural știa că autorul său nu devenise proprietar pe acel imobil și prin urmare, calitatea de erede nu l'a putut conduce la usucapiunea prin o posesiune de 10 ani, fiindcă credința sa era că acela pe care îl moșteneau nu era proprietar al imobilului. (Apel Buc. I, 94, Ian 22/93. Dr. 9/93).

5. Esenta posesiunii usucaptive este ca actul transmisiunii de stăpânire să fie însoțit de imediată posesiune de fapt, căci buna credință a dobânditorului se manifestă în mod natural prin acest simptom în cât îndată ce actul translativ nu este urmat imediat și de posesiunea de fapt această desbinare suscită suspiciuni naturale în privința credinței ce putea să aibă însuși dobânditorul despre actul său. (Trib. Suceava, Nov. 11/92, Dr. 1/93).

6. Pământul rural fiind transmisibil prin succesiune, urmează că acel ce posedă un asemenea pământ în calitate de moștenitor îl poate dobândi prin prescripțiune, dacă l-a posedat în această calitate cu bună credință. (Cas. I, 89/98, B. p. 362).

7. Posesiunea încetează de a fi de bună credință, când posesorul a avut cunoștință că acel de la care a dobândit nemiscătorul datora plata unui besman. Prin urmare în asemenea caz, nu poate invoacă prescripțiunea prevăzută

de art. 1895 Cod. civ. (Apel Buc. II. *Dr.* 48/900).

8. Posesorul poate fi de bună credință, chiar când titlul său ar fi nul, fie pentru un viciu de formă, fie că nulitatea ar fi absolută sau relativă, așa că eroarea de drept nu exclude buna credință. (Cas. I, 318/904, B. p. 830).

9. Imprejurările și elementele din cari judecătoria de fond își pot forma convingerea în privința bunei sau relei credințe, constituie o chestiune de fapt nesupusă controlului Curții de Casație. (Cas. I, 6 Iunie 1907, B. p. 1059).

10. Deși după art. 1898 codul civil, este destul ca buna credință să fi existat în momentul câștigării imobilului de aci însă nu rezultă că judecătoria nu-și pot forma convingerea despre existența relei credințe în momentul înstrăinării unui imobil, și din fapte posteroare acestei înstrăinări, de oarece, în multe cazuri, tocmai din modul desfășurării unor asemenea fapte se poate învedera existența relei credințe cu care s'a efectuat înstrăinarea. (Cas. I, 6 Iunie 1907, B. p. 1059).

11. Pentru constatarea bunei credințe a tertului achizitor, judecătoria fondului au cea mai întinsă putere de apreciere și care nu poate fi supusă controlului Inaltei Curți de Casație. (Cas. I, 24 Mai 1911, B. p. 665).

12. Posesiunea de bună credință nu poate fi schimbată în cea de rea credință numai prin simpla introducere a acțiunii în revendicare contra unui tutor, dacă nu există și alte împrejurări cari să coroboreze cu această acțiune, pentru că chiar în urma introducerii acțiunii în revendicare, s'a putut încă păstra convingerea că reclamația pretinsului proprietar este neîntemeiată. (Judec. Ocol. Bujor Covur. lui) 85/911, Curier Jud. 33/912).

13. Tribunalul comite exces de putere și omisie esențială, când pentru a admite prescripția invocată de una

din părți, deduce buna credință din aceea că din arătările martorilor audiati în instanță nu rezultă reaua credință a acelei părți, fără să examineze și să se pronunțe și asupra interogatorului luat acelei părți, după cererea părții adverse, interogator invocat pentru a proba reaua credință. (Cas. I, 22 din 14 Ian. 913, Jur. Rom. 12/913).

14. Este adevărat că donatarul, care posedă bunul dăruit în virtutea actului de donațiune, nu poate opune acțiunii în revocarea donațiunii decât prescripția extinctivă de 30 ani, conform art. 480 c. civ., însă atunci când donatarul a încetat din viață și bunul dăruit a rămas în succesiunea sa, moștenitorii donatarului încep în persoana lor o nouă posesiune, conform art. 1859 c. civ., și această posesiune este o posesiune utilă care duce la prescripție conform art. 1858, alin. 4 c. civ.

Prin urmare, într'un asemenea caz moștenitorii donatarului cari au găsit bunul dăruit în succesiunea autorului lor și l-au stăpânit 10 sau 20 ani cu bună credință, pot opune reclamantului care exercită acțiunea în revocarea donațiunii, prescripția achizitivă, bazată pe justa cauză care rezultă din calitatea de moștenitor. (Cas. I, decizia No. 423, din 22 Sept. 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 517).

15. Titlul pro-herede, după legea noastră, poate constitui un just titlu care să ducă la prescripția decenală, însă trebuie unit cu buna credință; iar pentru ca să existe buna credință la deținerea materială a unui imobil, nu este suficient ca intențiunea de a poseda pentru sine să fie ca un act intern de voință, ci trebuie să fie manifestată prin acte care să formeze și în mintea publicului din localitate o astfel de credință. (Trib. Prahova s. III, 112 din 18 Febr. 1925, Sentința 5/1925).

16. A se vedea: art. 487, nota 2; art. 1895, nota 4.

Art. 1899. — Justa cauză trebuie să fie totdeauna probată de cel ce invoacă prescripțiunea de zece până la douăzeci ani¹⁾.

Buna credință se presupune totdeauna și sarcina probei cade asupra celui ce alegă rea credință²⁾. (Civ. 960, 1897, 1898; Civ. Fr. 2268).

Text. fr. Art. 2268. — La bonne foi est toujours présumée, et c'est à celui qui allègue la mauvaise foi à la prouver.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, ed. 5-a, p. 552;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 684;

1) Primul aliniat al art. 1899 nu-și are echivalentul său în Codul civil francez. Singur aliniatul II este luat din art. 2268 Codul civil francez.

2) Acest al II-lea aliniat al art. 1899 este asemănător art. 2268 Codul civil francez.

BUENOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 341;
 CAPITANT, *De la Cause des obligations*, p. 424;
 DALLOZ, *Rép. Prescription civile*, 913 urm.; *Suppl. Prescription civile*, 546 urm.;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 220, 232; III, p. 175;
 LAURENT, XXXII, 415;
 PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2668.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 355; (III, part. I, ed. 2-a, p. 321 urm.; III, part. II, ed. 2-a, p. 330;
 IV, part. I, ed. 2-a, p. 773; V, p. 80, 174 n. 2; X, p. 699, 700); *Observație sub*
 C. Apel Douai, 9 Febr. 1913. *Curier Jud.* 67/1914;
 CANTACUZINO MATEI, p. 132, 604;
 NACU, II, p. 851; III, p. 871.

Jurisprudență.

1. Buna credință este o prezumpțiune legală ce reese din combinațiunea art. 960, 1202 și 1899, și acela care împuță adversarului său reaua credință și dolul lui îi incumbă dovedirea relei credințe. (Apel Buc. II, *Dr.* 68/81; Cas. I, 134/82. B. p. 426).

2. Când este vorba de dobândirea dreptului de proprietate prin posesiunea de 10-12 ani, cu just titlu, buna credință se presupune totdeauna în favoarea celui ce invoacă și probează justul titlu, iar sarcina probei, pentru dovedirea relei credințe din partea posesorului, cade asupra aceluia ce alegă reaua credință. (Cas. I, 308/900. B. p. 1010; Cas. I, 405/904. B. p. 1280).

3. Deși buna credință a posesorului unui lucru este presupusă până la proba contrarie, totuși pentru probarea relei credințe, nu se poate cere vre-o notificare sau altă îndeplinire de formalitate, din partea aceluia care combate buna credință, în lipsă de o dispoziție specială a legii, căci stabilirea relei credințe este o cestiune de fapt, care se poate constata și prin alte mijloace legale, afară de proba scrisă. (Cas. II, 481/905. B. p. 1681).

4. Buna credință totdeauna se presupune și sarcina probei contrare cade asupra părții adverse. (Cas. I, 637 din 10 Dec. 1920. *Curier Jud.* 21/921).

5. A se vede: art. 486, notele 5, 8; art. 1895, nota 4.

Art. 1900. — Acțiunea pentru nulitatea sau pentru stricarea unei convențiuni, se prescrie prin zece ani, în toate cazurile când legea nu dispune altfel.

Această prescripțiune nu începe a curge, în caz de violență, decât din ziua când violența a încetat; în caz de eroare sau de dol din ziua când eroarea sau dolul s'a descoperit; pentru actele făcute de femei măritate neautorizate, din ziua desfacerei căsătoriei; în contra minorilor din ziua majorității, iar în respectul interdicțiilor din ziua când s'a ridicat interdicțiunea. (Civ. 163, 167, 950, 961, 1015, 1091, 1167, 1190; Civ. Fr. 1304).

Text. fr. Art. 1304. — Dans tous les cas où l'action en nullité ou en rescision d'une convention n'est pas limitée à un moindre temps par une loi particulière, cette action dure dix ans.

Ce temps ne court, dans le cas de violence, que du jour où elle a cessé; dans le cas d'erreur ou de dol, du jour où ils ont été découverts; et pour les actes passés par les femmes mariées non autorisées, du jour de la dissolution du mariage.

Le temps ne court, à l'égard des actes faits par les interdits, que du jour où l'interdiction est levée; et à l'égard de ceux faits par les mineurs, que du jour de la majorité.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, I, p. 118, 119, 468; II, p. 338; IV, p. 144, 270-282; IV, ed. 5-a, p. 238, 447-465; V, p. 71, 249; VI, p. 130, 182; VII, p. 230; VIII, p. 25, 41, 51, 424, 425;

- BAUDRY ET BARDE, *Tr. des oblig.*, I, 261, 276; III, 2024 urm.;
 BUENOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 319, 482, 637, 638, 650, 657, 665, 667, 704, 734;
 CHAUVEAU ET CARRÉ, *quest.*, 1886;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 76, 81, 170, 525, 570, 582, 593, 618, 650; II, p. 61, 132,
 352 urm., 436, 443, 451, 460, 492; ed. 1-a, III, p. 42, 568, 931;
 DALLOZ *Rép.* Nullité, 2 urm.; Minorité-tutelle, 664 urm.; Obligations, 2848 urm., 2880,
 2927 urm., 2988; *Suppl.* Minorité-tutelle, 619 urm.; Obligations, 1260 urm., 1313 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 105 bis, IV; 262 bis, I, II; 263, 263 bis, IX; 265 bis,
 I, III-V, VII, VIII;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 590; II, p. 399, 421;
 DEMOLOMBE, VIII, 766; XIX, 555; XXV, 239-244; XXIX, 21-25, 48-50, 54-62, 63 bis, 64,
 66-69, 71-74, 76, 79 bis, 83, 88-92, 118, 119, 122-128, 132-134, 136-138, 142, 143, 146-148,
 151-155, 157, 158, 161, 162, 164-166;
 HUC, VII, 229; VIII, 188, 191, 193-193, 200, 202, 203, 212;
 LAROMBIÈRE, *Th. et prat. des oblig.*, V, art. 785, n° 5; art. 1304, n° 10-13, 22-31, 34-38,
 44-46, 49, 55, 56; 58-62;
 LAURENT, V, 374, 377; XVIII, 531-533, 553, 575-577; XIX, 1-5, 7, 8, 10-17, 20-38, 44, 45,
 47-50, 55, 56;
 MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 3129 urm.;
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 762 urm.;
 PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 343-4°; II, ed. 3-a, No. 635, 1282 urm.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, XI, p. 42, 49, 177 n. 1, 178 n. 3, 185, 189, 190, 208, 219, 268 urm., 282-284,
 290 n. 1, 407; (I, ed. 2-a, p. 798; II, ed. 2-a, p. 444, 803, 812, 813; III, part. I, ed. 2-a,
 p. 50, 63; III, part. II, ed. 2-a, p. 232, 271, 313, 320, 475, 476, 828 n. 4, 831, 845-848,
 888, 891; IV, part. I, ed. 2-a, p. 69, 164, 206 n. 2, 207 nota, 225, 247, 255, 309, 312,
 367, 413, 415 urm., 417, 698; IV, part. II, ed. 2-a, p. 138, 584, 588; V, p. 34, 35, 87 urm.,
 151 n. 3, 256 t. și n. 3, 257, 258, 283; VII, p. 1 n. 1, 2 nota, 49, 50, 51 n. 3, 54, 68
 urm., 71 urm., 190, 208, 209; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 44, 62, 64, 83, 84, 101, 120, 421,
 432 t. și n. 3, 433, 435, 485 nota, 637 t. și n. 3, 638 nota; X, p. 230 t. și n. 1 și 3,
 231, 584); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 176, 406; *Observație* sub. Trib.
 civil Albi, 12 Ian. 1910. Dreptul 15/1910; *Observație* sub. C. Apel Galați s. I, 221 din
 19 Nov. 909. Dreptul 33/1910; „*Despre prescrierea acțiunii în anulare sau în resciziune*”,
 Curier Jud. 18, 21, 22, 27/1901; *Nota* sub. C. Apel Rouen, 19 Mai 1922. Jurispr. Gen.
 17/1923 t. 1243; *Observație* sub. Trib. civil Nantua (Ain), 9 Ian. 1923. Pand. Rom.
 1924-III-123; *Notă* sub. Trib. Jonzac, Charente-Inférieure, 13 Dec. 1922. Jur.
 Gen. 1925 No. 39;
 CANTACUZINO MATEI, p. 69, 70, 90, 93, 99, 234, 270, 271, 335, 415, 457, 507, 510, 637, 646,
 711, 729;
 CERBAN AL., „*O chestiune de drept civil*”. Dreptul 7/1901;
 DUMITRESCU A. M., II, 584, 588, 744; III, p. 860;
 GORUNEANU I. TULIUS, *Observație* sub. Trib. Prahova s. III, 381 din 13 Iulie 1923. Pand.
 Rom. 1924-III-30; *Notă* sub. Trib. Prahova s. III, 381 din 13 Iulie 1923. Jurispr. Gen.
 1/924 No. 45;
 IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul instrăinării*, p. 152;
 MAXIM G. D., *Notă* sub. C. Apel Buc. s. III, 182 din 28 Mai 1924. Pand. Rom. 1924-II-146;
 NACU, I, p. 334; II, p. 420, 473; III, p. 853, 871, 872;
 ORĂNESCU C., „*Art. 1880 și 1900 c. civ.*”. Curier Jud. 69/1906;
 PROFIRIU GH. ION, „*Câteva cuvinte asupra art. 1900 c. civil*”. Curier Jud. 80/912;
 SAVA V. AUREL, *Notă* sub. Judec. Ciocchina, Ialomița, 118 din 22 Aug. 1924. Jur. Gen.
 1924 No. 1610.

INDEX ALFABETIC

Acceptarea donațiunii 23.	Demență 25.	Interdicție 25.	Ratificare 2, 3, 10, 11, 13,
Act autentic 35.	Digeste 5.	Invocare 24.	18, 22, 23, 28, 30, 32, 33,
Act inexistent 7, 13, 25,	Dubrogea 17.	Just titlu 1.	35.
32, 35, 36.	Dol 5, 7.	Licitatie 17, 20.	Recurs 19, 23.
Act solemn 2, 13.	Domiciliu 15.	Mandat 21, 26.	Renunțare, a se vedea
Acțiune în resciziune, a	Donație 2, 22, 23	Minori 13, 14, 16, 20, 21,	„Ratificare”.
se vedea „Minori”, „Nu-	Dota 33.	32, 33.	Renunțare la succesiune
litate”.	Dovadă 24.	Moștenitori, a se vedea	13.
Acțiune pauliană 4, 11.	Eforie 26.	„Succesiune”.	Resciziune, a se vedea
Alienat 25.	Enumerare enunciativă 4,	Nebun 25.	„Minori”, „Nulitate”.
Anulare, a se vedea „Nu-	6.	Nulitate 2-18, 20-22, 24, 25,	Revendicare 34.
litate”.	Eroare 7.	27-30, 32-36.	Rural imobil 30.
Apel 5.	Excepție 4, 12.	Nulitate absolută 2, 7, 13,	Rural pământ 31.
Buna credință 16.	Femece măritată 10.	24, 25, 35.	Simulație 1, 8.
Capacitate 10, 13.	Forme solenne, a se ve-	Nulitate relativă 2, 20, 25.	Solemne forme 2, 13.
Confirmare, a se vedea	dea „Solemne forme”.	Omissione esențială 19, 23.	Stat 26.
„Ratificare”.	Fraudă 12.	Pact succesoral 23.	Străin 30.
Consimțământ 2, 3, 7, 10,	Imobile rurale 30.	Pământ rural 31.	Succesiune 7, 13, 22, 23,
13, 32, 33.	Inalienabilitate 31.	Prescripție 1-36.	25, 28.
		Presumpțiuni 3, 35.	Terțe persoane 6, 12, 27,
		Probă 24.	Testament 9.

Transcriere 1.
Tucsece tribunal 17.
Tutor 13, 14, 16, 20, 21, 32.
Urmărire silită 17, 20.
Vânzare-cumpărare 1, 7,
16.

Vânzare-silită 17, 20.
Violență 7, 35.
Viții 2, 3, 4, 7, 10, 13, 30,
34, 35.

Jurisprudență.

1. Se face o justă aplicațiune a art. 1895 și 1900, când se respinge cererea în simulațiune a unui act de vânzare, pe motiv că cumpărătorul având o posesiune liniștită asupra imobilului mai mult de 10 ani, bazată pe un just titlu transeris, pentru cumpărătorenea imobilului de la o altă persoană, iar nu de la primul cumpărător, al cărui act de cumpărare s'a declarat simulat. (Cas. I, 22/Ian. 23/82, B. p. 43).

2. Donatarul nu poate invoca prescripțiunea de 10 ani a art. 1900 contra unei acțiuni în nulitatea actului de donațiune nul pentru vitiul de formă, căci această prescripțiune a acțiunii în nulitate nu are loc de cât în privința contractelor cari, deși infectate de un vitiu ce le face anulabile, totuși sunt susceptibile de ratificare, întru cât nulitatea lor este relativă, putându-se invoca numai de către una din părți. Aceasta rezultă atât din natura acestor contracte, cât și din textul art. 1900, care vorbește numai de contractele anulabile pentru un vitiu al consimțământului, sau acele făcute de persoane incapabile. Cât pentru contractele radicalmente nule, precum sunt cele ale căror forme solemne necesare perfecțiunii lor n'au fost observate, întru cât nulitatea lor e absolută, putând fi invocată de ori-cine are interes a o face, acțiunea în nulitate este imprescriptibilă, și nu poate fi respinsă de cât în caz când contractul ar fi fost executat prin prescripțiunea achizitivă de 30 ani. (Trib. Iași, II, Febr. 27/82, Dr. 17/83).

3. Prescripțiunea estinctivă de 10 ani este fundată pe o presumpțiune de ratificare a convențiunii, care ar fi putut fi atacată pentru vitiu de consimțământ, și a cărei anulare nu s'a cerut în termenul fixat de art. 1900. Și din conținutul art. 1900 rezultă că prescripțiunea ce el prevede nu se poate aplica decât la contracte în sine iar nu și la actele destinate a constata existența lor, sau mai bine, zis, ea se aplică numai la acțiunea în nulitate a convențiunilor pentru un vitiu oare care al consimțământului, iar nu și la instrumentul probatoriu al lor când el e atacat de nul. (Trib. Brăila, Mai 19/83, Dr. 55/83).

4. După art. 1890, acțiunile nu se prescriu de regulă, de cât prin trecerea de 30 ani. Iar dispozițiunile art. 1900, constituind o excepțiune la această regulă generală, aceste dispozițiuni sunt de strictă interpretațiune. Dacă

legiuitorul în acest articol a întrebuințat cuvintele de „în toate cazurile în cari legea nu dispune alt-fel“ din aceste cuvinte rezultă numai că dispozițiunile lui se întind la toate cazurile de nulitate a unei convențiuni și nu sunt limitate numai la acele nulități enumerate în aliniatul II, acea enumerare fiind enunțativă iar nu limitativă. Din acești termeni nu rezultă însă că această prescripțiune excepțională s'ar putea aplica și acțiunilor pornite de persoane terții cari n'au figurat ca părți la încheierea convențiunii, a cărei nulitate o cer. Pentru a rezolva această chestiune de a se ști, adică: dacă este sau nu aplicabilă prescripțiunea art. 1900 persoanelor cari ne fiind părți în o convențiune, cer anularea ei, trebuie să recurgem la rațiunea legii, adică la motivele cari au făcut pe legiuitor să stabilească excepțiunea prevăzută prin art. 1900 la regula generală stabilită prin art. 1890. Această rațiune a legii nu este alta de cât că legiuitorul a văzut în tăcerea părților contractante în timp de 10 ani, atunci când ele cunosc vitiul de care e afectată convențiunea lor, voința de a o menține, cu toate că e vicioasă, cu alte cuvinte o confirmațiune tacită a convențiunii anulabile, or, ideea de confirmațiune nu poate fi aplicabilă de cât acelor persoane cari au fost părți contractante, iar nici cum celor de al treilea cari, ne consimțind la convențiunea pe care o atacă, nu pot fi chemate a o confirma; tăcerea lor față cu un act străin de dănsii, dar care le este poate prejudiciabil nu are un caracter special și diferit de tăcerea care servă de rațiune a legii, în privința prescripțiunii ordinare de 30 ani, și dar în privința lor trebuie a se aplica maxima de interpretare „*cessante legis ratione cessat lex ipsa*“. Astfel, acțiunea revocatorie rezultând pentru cei de al treilea din art. 975, nu este supusă prescripțiunii de 10 ani, stabilită prin art. 1900, ci prescripțiunii de 30 ani, prevăzută de art. 1890. Imprejurarea că în codul nostru civ. art. 1900 este pus în titlul despre prescripțiuni, pe când art. 1304 corespunzător din codul francez este pus în titlul despre convențiuni, nu are nici o importanță în privirea interpretărei sensului adevărat al aceluși articol întru cât ea nu denotă intențiunea legiuitorului de a modifica în ceva sensul legii, ci numai tendința de a clasifica materia într'un mod mai corect. (Cas. I, 331/Dec. 9/86, B. p. 919).

5. Maxima romană *quae temporalia sunt ad agendum, perpetua sunt ad excipiendum*, cuprinsă în textul legii cap. V, § 6, din Digeste, de *dolo mali et metus exceptione*, prin care se dispune că acțiunea de dol durează 1 an, iar excep-

țiunea de dol e perpetuă, își are origina în antagonismul ce există între dreptul roman și cel pretorian iar în legislațiunea noastră română nu poate avea nici un fundament juridic. În adevăr, o persoană ce a încheiat o convențiune anulabilă poate cere anularea ei într'un termen fatal oare care și fără a aștepta, ca în dreptul roman, ca cealaltă parte să ceară executarea convențiunei. Deci dar, neexistând vre-o cauză popritoare pentru exercițiul dreptului său, nu e nici un motiv rațional care să justifice deosebirea ce se voește a face între cererea de nulitate opusă pe cale de excepțiune de aceea ce se poate invoca pe cale de acțiune. Condițiunea sub care se propune a se subordona excepțiunea de nulitate în perpetuu, aceea a neexecutării convențiunei, adică că o asemenea excepțiune nu se poate invoca de cât în ipoteza când convențiunea n'a fost executată, de asemenea nu se poate justifica în fața art. 971, care declară că în contractele ce au de obiect translațiunea proprietății sau unui alt drept real, proprietatea sau dreptul se transmit prin efectul consimțământului părților fără a fi trebuință de tradițiunea lucrului. În vedere însă de a se curma nesiguranta dreptului și a preveni dificultățile de apreciere ce s'ar naște când s'ar putea invoca nulitatea unei convențiuni la o epocă prea depărtată de la facerea sa, legiuitorul a fixat un termen de 10 ani înăuntrul căruia numai să se poată exercita un asemenea drept. Apoi făcând abstracțiune de controversa privitoare la cesțiunea de a se ști dacă excepțiunea de nulitate există în perpetuu în materie de convențiune e un punct constant ce nu poate fi supus discuțiunii, că în ipoteza când o parte contractantă ia inițiativa pentru a cere nulitatea convențiunei pe temeiul violenței, ori și care ar fi forma sa ulterioară de procedare în exercițiul acțiunei sale, chiar dacă în apel ar deveni înțimată din reclamantă ce a fost la prima instanță unde a câștigat, nu poate fi considerată de cât ca reclamantă în tot cursul instanței, și ca atare i se poate opune prescripțiunea de 10 ani prevăzută de art. 1900. (Apel Buc. III, 120, Iun. 4/86 Dr. 57/86).

6. Art. 1900, așezat de legiuitor în titlul despre prescripțiuni și în secțiunea prescripțiilor de 10 până la 20 ani, este destul de categoric când dispune că acțiunea pentru nulitatea sau stricarea unei convențiuni se prescrie prin 10 ani. A se sustine că legiuitorul a dispus numai pentru cazul când nulitatea se cere de către părțile contractante, este a se face o distincțiune acolo unde legiuitorul nu numai n'a distins, dar chiar a se violă un text precis de

lege, de oare-ce art. 1900, continuând, zice: „această acțiune se prescrie prin 10 ani, în toate cazurile când legea nu dispune altfel”, și în nici o parte a legii nu găsim o prescripțiune specială a acțiunei pauliane. Argumentul că din aliniatul II, ar rezulta că această prescripțiune nu e aplicabilă de cât în cazurile anume prevăzute, nu poate fi admis, de oarece acest aliniat, pe lângă că se ocupă numai cu determinarea epocii de când are să înceapă a curge prescripțiunea în anume cazuri, apoi aceste cazuri nu sunt limitative, căci mai sunt multe alte cazuri de nulitate, cari rezultă din chiar convențiunea părților, precum și din lipsa de formalități cerute, căroro această prescripțiune le este aplicabilă și curgerea prescripțiunei va începe de la facerea actului când a luat naștere și acțiunea, conform principiului general stabilit de art. 1886. (Apel Buc. II, 91, Mai 12/86, Dr. 63/86).

7. Art. 1900 după care, acțiunea în nulitate se prescrie prin trecerea de 10 ani, se aplică numai pentru cazul când se cere nulitatea actelor pentru viciu de formă sau când consimțământul a fost smuls prin violență, dol sau eroare. Dacă acțiunea are de obiect de a se califica actul de vânzare ca neexistent și făcut în scopul de a frustra pe fiică de dreptul consacrat prin legea actuală de a veni la succesiunea tatălui, în acest caz acțiunea nu poate fi supusă prescripțiunei prevăzută de art. 1900, ci aceea de dreptul comun (art. 1890), aplicabilă tuturor acțiunilor pentru care legiuitorul n'a fixat un termen special de prescripție. (Cas. I, 164, Mai 13/87, B. p. 419).

8. Dacă scopul acțiunei în nulitate, este desființarea unui fapt juridic care are existență, altul este scopul acțiunei în simulațiune, care nu tinde de cât la restabilirea adevărului, adică la desființarea unui act aparent. Prin urmare, acțiunea în simulațiune având alt obiect de cât acțiunea în nulitate, prescripțiunea acțiunei în simulațiune, care urmează a fi supusă prescripțiunei comune prevăzută de art. 1890, aplicabilă tuturor acțiunilor pentru care legea n'a fixat un termen special de prescripțiune. (Apel Buc. III, 236, Nov. 29/86, Dr. 36/87).

9. Prescripțiunea art. 1900 nu poate fi admisă când e vorba de acțiunea în anularea unui testament, de oare ce art. 1900 vorbește numai despre convențiuni și donațiuni, iar nu de acte de ultima voință, care rămân sub imperiul prescripțiunei prevăzute de art. 1890. (Apel Craiova, II, 173, Dec. 19/86, Dr. 78/87).

10. Cererea de a se declara prescrisă acțiunea intentată de soție pentru anularea actului făcut de dânsa fără au-

torizarea soțului său, pe motiv că soțul său, care ea și dânsa aveau dreptul să ceară anularea actului făcut fără autorizatiunea maritală lăsând să treacă 10 ani de la facerea actului fără să intențeze acțiunea în anulare, este presupus că a confirmat tacit actul făcut de soție, și această ratificațiune validează actul și față cu femeea, ceea ce face inadmisibilă acțiunea în anularea actului intentată de dânsa. Această cerere este neintemeiată de oarece: 1) art. 1900 nu distinge, prescripțiunea de 10 ani nu curge în contra bărbatului, ea și în contra femeii, de cât din ziua desfacerei căsătoriei; 2) presupunând că prescripțiunea acțiunii pentru nulitatea actelor făcute de femeie, fără consimțământul bărbatului, curge în contra soțului cu începere din ziua în care actul a fost făcut de femeie, și s'ar fi îndeplinit în timpul căsătoriei, aceasta nu împiedică pe femeie, nu-i ridică dreptul de a intenta acțiunea în nulitate în cei 10 ani curgători de la desfacerea căsătoriei, căci femeea pe timpul duratei căsătoriei este considerată că se află în imposibilitate de a intența acțiunea din cauza incapacității sale, și în principiu prescripțiunea nu poate curge în contra incapabilului. (Apel Buc. I, 75, Mai 1688, Dr. 5/88).

11. Prin art. 1900, se prevăd numai acțiunile în nulitate sau rescisiune propriu zise și numai între persoanele contractante, iar nu și acțiunea revocatorie, care e personală creditorilor ca terții fraudată și căroră nu li se poate aplica de cât prescripțiunea de 30 ani de la data actului. (Apel Buc. I, 100, Ian. 15/88, Dr. 56/88).

12. Deși prin cuvintele din art. 1900: „în toate cazurile în cari legea nu dispune altfel”, s'ar cuprinde anularea tuturor convențiilor și pe motive în afară de articolul enumerat, dar aceasta este exact numai în ceea ce privește pe acei ce au participat la convențiuni, iar nu și pe cei al treilea ce n'au figurat, cari beneficiază de regula generală prevăzută de art. 1890. Art. 1900 nu este de cât excepțiune la cele ce dispune art. 1890, motivată pe aceea că părțile au figurat într-o convențiune, cunoscând vitiul de care poate fi atinsă, nu pot sta într-o tăcere îndelungată fără a periclită interesele vitale, de unde siguranța că ele cunoscând vitiile și tăcând 10 ani, le-au confirmat tacitamente, pe când cei de al treilea în totul, în necunoștință de convențiune și fraudă ce a prezidat la întocmirea ei, nici nu le pot confirma, și nici pot pierde drepturile lor de cât pe rațiunea fundamentală a art. 1890. (Cas. I, 338, Oct. 9/90, B. p. 1104).

13. Prescripțiunea acțiunii în nulitate nu este aplicabilă de cât la actele

făcute de minor sau de tutorul său în timpul minorității, cari conțin într'insel un vitiu de consimțământ sau de incapacitate, care face ca acele acte să fie anulabile, iar nu și la actele cari dacă nu sunt făcute după formele solemne prescise de lege, se consideră ca nule și neexistente, și care nu pot să fie ratificate nici tacit prin nici o trecere de timp și pentru care nu este nevoie de a fi atacate prin vre-o acțiune în nulitate, cum este formalitatea prescristă de art. 695 pentru renunțări la succesiune. (Apel Craiova, I, Iun. 7/93, Dr. 48/93).

14. Dacă minorul devenit major, nu și-a exercitat, în timp util, dreptul ce crede că ar fi avut în anularea tocmeii făcută de tutor în timpul epitropiei, din care ar fi rezultat un prejudiciu, el a pierdut ori ce acțiune în contra celui care, contractând cu reprezentantul său legal, a căpătat drepturi de proprietate în averea sa, și asupra căroră și-ar fi consolidat aceste drepturi prin ajutorul prescripțiunii de 10 ani. (Apel Craiova, II, Dr. 30/93).

15. Termenul fixat de acest articol, pentru prescripțiunea specială prevăzută în el, nu se mărește pentru că cel ce invoacă nulitatea ar fi domiciliat în circumscripția unei alte Curți de apel. (Trib. Putna, Dr. 80/95).

16. Acțiunea, ce minorul ajuns la majoritate intență în contra cumpărătorului, pentru anularea contractului și înstrăinarea unui imobil făcută de tutorul său fără paza formelor legale, nu poate fi prescristă prin trecere de 10 ani, conform art. 1900 cod. civ., dacă se constată că cumpărătorul n'a fost de bună credință. (Cas. I, 147/96, B. p. 660).

17. Prescripțiunea de 10 ani, prevăzută de acest articol, se aplică nu numai acțiunilor pentru anularea convențiilor încheiate de bună voie, dar și actelor intervenite prin judecată, în care intră și vânzările silite. Această prescripție e aplicabilă și vânzărilor de imobile situate în Dobrogea și efectuate de tribunalele otomane, înainte de anexarea acestei provincii la România. (Apel Galați II, Dr. 48/97).

18. Prescripțiunea este o confirmare tacită a convențiilor și a tuturor actelor analoage de voință lovite de nulitate. Dacă partea, care putea propune nulitatea și avea tot interesul a lucra, a tăcut 10 ani, trebuie presupusă că a aprobat convențiunea sau actul și că renunță la dreptul ce avea de a cere nulitatea. (Trib. Bacău, Dr. 56/98).

19. Mijlocul de apărare întemeiat pe prescripțiunea fiind de natură a schimbi soluțiunea procesului, în caz când s'ar dovedi nepronunțarea judecătorilor asupra lui, constituie o omisiune

esențială care atrage casarea hotărârii. (Cas. I, 173/98, B. p. 694).

20. Faptul că tutorul legal care a asistat la vânzarea bunului minorului, fie prin lipsă de apărare conștiințioasă, fie prin motivare necompletă și nesinceră a încuviințării vânzării, fie, în fine, printr'o greșită procedură a autorităților judecătorești, nu a reprezentat bine pe minor, ajuns major, în raport cu cumpărătorul, nu constituie decât cauze de nulități ale vânzării — nulități relative — și care pot fi acoperite prin ratificare sau prescripțiunea din art. 1900 cod. civ. (Apel Iași II, *Dr.* 83/98).

21. Prescripția de 10 ani se aplică atât la acțiunea în resciziune a actelor săvârșite de minori cât și la acțiunea în nulitate a actelor săvârșite de tutor, de oarece mandatul legal al tutorului fiind general și universal, el are calitate de a reprezenta pe minor, chiar când îl reprezintă rău și actele făcute de el nu pot fi considerate ca fără mandat și prin urmare ca neavând ființă. (C. Apel Iași s. II, Drep-tul 83/98).

22. Donatorul nu poate repara prin confirmațiune vitiile donațiunii, nulă în privința formei, ea trebuie refăcută cu formele legale. Moștenitorii donatorului însă, după moartea sa, pot ratifica sau execută voluntar o asemenea donațiune lipsită de formele legale. Deci, față de moștenitorii donatorului, donațiunea fiind numai anulabilă, iar nu nulă, acțiunea în anulare se prescrie prin 10 ani iar nu prin 30. Prescripția de 10 ani curge din ziua morții donatorului. (Apel Craiova II, *Dr.* 43/99).

23. Confirmatiia fiind neadmisibilă în cazul unui pact succesoral și prescripția din art. 1900 din codul civil neaplicabilă, omisiunea ce o instanță judecătorească ar face, nepronunțându-se asupra unui asemenea mijloc de apărare, este esențială și deci, atrage casarea hotărârii. (Cas. I, 296/99, B. p. 971).

24. Nu este destul ca o parte să invoace prescripția pentru ca instanța judecătorească să fie datoare a examina toate felurile de prescripții, care se află în legile generale sau speciale în vigoare în țară, ci partea trebuie să probeze că se găsește în condițiile cerute de lege pentru a prescrie, prin urmare să precizeze la care anume prescripție se referă. (Cas. I, 75/900, B. p. 161).

25. Actele făcute de o persoană în stare de demență, înainte de promulgarea interdicției, nu sunt absolute nule și inexistente, ci numai anulabile și prin urmare supuse prescripțiunii de 10 ani, care pentru moștenitori curge

din ziua morții autorului lor. (Apel Buc. II, *Dr.* 35/901).

26. Statul, nefiind mandatar al Eforiei pe timpul celor patru ani, cât i-a administrat averea, conform legii din 1860, nu poate opune Eforiei prescripția de 5 ani pentru suma rămasă asupra Statului din comptul acelei gestiuni, sumă ce avea a fi restituită Eforiei conform legii din 1864, ci pentru această sumă eră aplicabilă prescripția de 30 ani cerută de art. 1900 cod. civ. (Cas. I, 323/902, B. p. 943).

27. Prescripția de 10 ani a acțiunii în nulitate nu poate fi aplicabilă de cât acelor persoane care au fost părți contractante; ea nu se aplică celor de al treilea, cari n'au luat parte la convențiune. (Trib. Dolj, *Dr.* 31/903).

28. Nulitatea unei donațiuni, pentru lipsă de acceptare din partea donatarului, poate fi acoperită în privința moștenitorilor donatorului în urma morții acestuia, prin confirmarea lor expresă sau tacită. Prin urmare, în acest caz, este aplicabilă prescripția de 10 ani din art. 1900 cod. civ., căci această prescripție nu este decât o confirmare tacită. (Cas. I, 496/903, B. p. 1348).

29. Acțiunea în nulitate prevăzută de art. 1713 din cod. civil este o acțiune în resciziune și dar această acțiune nu are o durată mai mare de 10 ani și deci după trecerea acestei date acțiunea este prescrisă. (Apel Buc. III, C. Jud. 55/904).

30. Vânzarea de imobile rurale către un străin este nulă, și asemenea nulitate se poate invoca de oricine și nu se poate acoperi nici prin confirmarea actului, nici prin prescripțiune, cât timp există cauza nulității, adică interesul general. De îndată ce interesul general dispăre, nulitatea nu mai poate protege decât un interes pur privat și în atare caz, ea se poate acoperi și prin confirmarea actului și prin prescripțiunea prevăzută de art. 1900 codul civil. (Apel Galați II, *Dr.* 45/904).

31. Legiuitorul, în scop de a proteja pe locuitorii săteni, ca și cel dela 1864 și 1879, a creiat două categorii de pământuri și a declarat inalienabile numai pe acelea vândute sătenilor, potrivit art. 19 și următorii din lege, lăsând sub aplicațiunea dreptului comun al alienabilității pe cele vândute locuitorilor mărginași, potrivit art. 13 și următorii.

Prin urmare, din momentul ce instanța de apel constată că o moșie scoasă în vânzare este situată în jurul orașului și că cumpărătorii sunt în majoritate mărginași, iar ceilalți locuitori săteni sunt și ei din o comună aproape de oraș, această moșie intră în categoria celor alienabile, prevăzute de art. 13 și următorii din lege și, deci, asemenea loturi se pot prescrie prin

trezirea termenului de 10 ani dela majoritatea celor ce revendică. (Cas. I, 25 Mai 1912, B. p. 934).

32 Actele făcute de tutore fără a fi investite cu formele legale cerute pentru acest fel de acte, sunt anulabile și numai aceste nulități se prescriu prin trecerea de 10 ani dela majorat, conform art. 1900 c. civ.; iar când unui act îi lipsește consimțământul tutorului, apoi acestui act lipsindu-i una din condițiunile esențiale, consimțământul, el este inexistent și ca atare nu poate fi validat prin recunoașterea tacită dedusă din neexercitarea acțiunii prevăzută de art. 1900 cod. civil. (Trib. Tecuci, Oct. 1913; Dreptul 1914, p. 61).

33 Prescripțiunea dreptului minorului de a cere nulitate actului dotal pentru lipsa de consimțământ al persoanelor chemate de lege să-l asiste la căsătorie, presupunând o confirmare tacită a actului din partea minorului, ea nu poate să curgă decât dela desfacerea căsătoriei, iar nu de la data ajungerii minorului la majoritate, și aceasta din cauza principiului imutabilității convențiilor matrimoniale care nu permite ca în timpul căsătoriei să se confirme o asemenea convenție nulă.

După desfacerea căsătoriei încetând însă caracterul de imutabilitate a convențiilor matrimoniale, confirmarea expresă fiind posibilă, se poate concepe și o confirmare tacită a actului dotal nul, așa că dela acea dată poate să înceapă a curge termenul prescripției de 10 ani.

Prin urmare, instanța de fond a făcut o greșită aplicare a art. 1231 și 1900 c. civ., când a decis că prescripția începe să curgă dela majoritate. (Cas. I, No. 573, 1914; Jurispr. Rom. 1915, p. 67, Curier Jud. 18/915, p. 143).

34 Dacă acțiunea în anularea unei vânzări a fost intentată în termen util în contra cumpărătorului și dacă acesta a transmis altuia imobilul pe când procesul era pendinte, la acțiunea în revendicare intentată în contra noului

cumpărător, acesta nu poate opune prescripția extinctivă de 10 ani a acțiunii în nulitate, prescripție care s'ar fi împlinit după intentarea acțiunii în contra autorului său, deoarece acțiunea în nulitate fiind intentată în timp util în contra persoanei cu care a fost încheiat actul ea a conservat pe deplin reclamantului toate drepturile, atât față de primul cumpărător, cât și față de acei cari au dobândit drepturi dela dânsul și cari nu pot avea mai multe drepturi decât autorul lor. (Cas. I, No. 599, 1915; Jurispr. Rom. 40/915, p. 129, Curier Jud. 3/916).

35 Prescripțiunea decenală din art. 1900 c. civil, are ca fundament prezumpțiunea de confirmare tacită, rezultând din inacțiunea conservată timp de zece ani de beneficiarul acțiunii în anulare. Această explicațiune se sprijină și pe art. 959 c. civ. care consacră confirmarea tacită a unei convențiuni viciate de violență. Un act autentic de vânzare, nul ca formă face parte din categoria de acte numite în doctrină inexistente și ca atare nulitatea lui absolută, nefiind susceptibilă de confirmare, nu poate fi supusă prevederilor art. 1900 c. civil.

De altfel acest articol se referă numai la „anularea convențiilor“, neputându-se extinde și la actele care servesc ca instrumente probatorii. Oricum ar fi, este greu să se poată susține, că un înscris neexistent juridicește ca dovadă preconstituită, din momentul chiar al confecționării lui, poate să capete prin trecere de timp o forță probantă pe care n'a avut-o dela început. (Judecătoria ocolului rural Ciochina-Ialomita. Cartea de judecată civilă No. 118 din 22 August 1924; Jur. Gen. 1924, No. 1610).

36 Prescripția din art. 1900 nu se aplică atunci când este vorba de anularea unui act ca inexistent. (Trib. Tecuci 182 din Octombrie 1924, Curier Jud. 19/925).

37 A se vedea: art. 1167 nota 8; art. 1231 nota 11.

Art. 1901. — Verice acțiune a minorului contra tutorelui, relativă la faptele tutelei se prescrie prin zece ani, începând dela majoritatea sa. (Civ. 419, 434, 1900; Civ. Fr. 475).

Text. fr. Art. 475. — Toute action du mineur contre son tuteur, relativement aux faits de la tutelle, se prescrit par dix ans, à compter de la majorité.

Doctrină străină.

ABRY ET RAU, I, p. 496-498; I, ed. 5-a, p. 764-767;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 523 urm., 533, 535; II, p. 132, 136, 900;
DALLOZ, Rép. Prescription civile, 664 urm.; *Suppl.* Prescription civile, 619 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, II, 239 bis, V;

DEMOLOMBE, VIII, 152, 154, 158-162, 170-173;
 HUC, III, 464;
 LAURENT, V, 184, 185, 187, 190;
 MARCADÉ, art. 475;
 PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 1981, 1982.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 49, 178 n. 3, 184, 280 urm.; (II, ed. 2-a, p. 505, 783, 793, 807 urm., 812, 813; IV, part. I, ed. 2-a, p. 122; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 548 urm.; X, p. 698);
Droit ancien et moderne de la Roumanie, p. 52;
 CANTACUZINO MATEI, p. 510;
 LIVIANU C. B., „*Prescripția acțiunii expupilului contra tutorului relativ la administrația tutelei*”. *Curier Jud.* 30/1902;
 NACU, I, p. 571, 656.

Jurisprudență.

1. Art. 1901 cod. civil are în vedere prescripția acțiunilor minorului în contra tutorului său, iar nu prescripția acțiunilor, ce dânsul deschide contra terților, pentru anularea contractelor sau convențiilor încheiate de aceștia cu tutorul său. (Cas. I, 147/96, B. p. 660).

2. Acțiunea minorului ajuns la majoritate în contra tatălui, fostul său tutor, pentru o creanță dotală sau parafernala a mamei sale, este supusă

prescripției de drept comun de 30 ani, iar nu prescripției de 10 ani prevăzută de art. 1901 cod. civil. Faptul că obligația soțului de a restitui moștenitorilor soției averea dotală sau parafernala devine exigibilă după un an de la desfacerea căsătoriei, adică în timpul administrației tutelei, nu schimbă origina obligației de restituire, întrucât această obligație s'a născut dintr'un fapt anterior tutelei, iar nu dintr'un fapt de gestiune tutelară. (Cas. I, No. 71, 1914; *Jurispr. Rom.* 1914, p. 149, *Dreptul* 1914, p. 194).

Art. 1902. — După zece ani, arhitecții și întreprinzătorii de lucrări, sunt desărcinați de răspunderea la care sunt supuși pentru stricăciunea în tot sau în parte a construcțiunii prin vițiile de construire sau prin vițiile pământului. (Civ. 1483; Civ. Fr. 2270).

Text. fr. Art. 2270. — Après dix ans, l'architecte et les entrepreneurs sont déchargés de la garantie des gros ouvrages qu'ils ont faits ou dirigés.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 533;
 BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 66, 703, 704, 711;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 136, 568 urm.;
 DALLOZ, *Rép. Prescription civile*, 553 urm., 966 urm.; *Suppl. Prescription civile*, 812 urm.;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, V, p. 466;
 GUILLOUARD, II, 872-874; *Louage*, II, 868, 873;
 LAURENT, XXVI, 58, 59, 61;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1909 urm.;
 TROPLONG, *Louage*, 1006 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 303 urm.; XI, p. 184, 285 urm.; (V, p. 434, 435, 507, 508, 576; X, p. 359).
 CANTACUZINO MATEI, p. 505, 510, 665;
 DUMITRESCU A. M., II, 377, 378;
 HOZOC D., *Notă sub. Cas. I*, 709 din 11 Dec. 1915. *Pand. Rom.* 1925-I-50;
 NACU, III, p. 873;
 RADULESCU SILIU, *Observație sub. Cas. Fr.*, 28 Iunie 909. *Dreptul* 74/1915;
 ȘTEFĂNESCU-PRIBOI C. D., *L'idée de faute et la responsabilité des choses inanimées.*

Secțiunea IV. — Despre câteva prescripțiuni particulare.

Art. 1903. — Acțiunea maestrilor și institutorilor de științe sau de arte, pentru lecțiunile ce dau cu luna;

A ospățătorilor și găzduitorilor, pentru nutrirea și locuirea ce procură, și a oamenilor cu ziua, pentru plata zilelor, a materiilor de dânsii procurate și a simbriilor.

Se prescriu prin șase luni. (Civ. 1412, 1451, 1472, 1489, 1729, 1730 § 6, 1887 urm., 1905 urm., 1908 urm.; C. com. 939; Civ. Fr. 2271).

Text. fr. Art. 2271. — L'action des maîtres et instituteurs des sciences et arts, pour les leçons qu'ils donnent au mois;

Celle des hôteliers et traiteurs, à raison du logement et de la nourriture qu'ils fournissent;

Celle des ouvriers et gens de travail, pour le paiement de leurs journées, fournitures et salaires.

Se prescrivent par six mois.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VIII, p. 444, 445;
 BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 714-718;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 133, 134, 141, 142, 563, 795;
 DALLOZ, *Rép. Prescription civile*, 971 urm.; *Suppl. Prescription civile*, 567 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 379 bis;
 LAURENT, XXXII, 503-505, 510;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 810, 811;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 644;
 TROPLONG, *Prescription*, II, 945, 947, 970.

Doctrină românească

- ALEXANDRESCO, XI, p. 42, 180, 287, 288, 290, 291 urm., 305, 306, 308, 311 t. și n. 2, 315, 318, 320, 322, 326, 338, 404, 405, 414, 440, 446, 466; (I, ed. 2-a, p. 182; VII, p. 374, 375 urm., t. și n. 1; X, p. 425, 428, 698); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 425 nota 8; *Observație* sub. Justiția de Pace din Pont-l'Evêque, 8 Oct. 913. Curier Jud. 43/914;
 CANTACUZINO MATEI, p. 506, 514, 604, 627;
 NACU, III, p. 873, 876;
 RAPAPORT M., *Notă* sub. Cas. Fr., 22 Oct. 1924. Jur Gen. 1925 No. 593.

Jurisprudență.

1. Serviciile aduse de o persoană, în calitatea specială de avocat, pentru apărarea proceselor, stăruință depusă la diferite autorități și pentru redactarea osebitelor acte, nu pot fi asimilate cu ale lucrătorilor cu ziua, cu ale salahorilor prevăzuți de art. 1903, pentru care este aplicabilă prescripțiunea de 6 luni, de oare ce acele servicii aparțin calității de avocat. (Cas. I, 185. Mai 5/78, B. p. 192).
2. Prescripția prevăzută de art. 949 cod. com., care e bazată pe o prezump-

ție legală de plată, nefiind din acelea de care se ocupă art. 1903 și 1904 cod. civ., în contra ei nu se poate admite nici proba testimonială nici chiar juraământul, prevăzut de art. 1906 cod. civ. (Apel Buc. II, Dr. 56/906).

3. Prescripția de 6 luni prevăzută de art. 1903 din codul civil, pentru acțiunea ospățătorilor pentru alimente, încetează de a curge când s'a dat o chitanță, pe temeiul căreia se reclamă suma datorită. (Cas. III, 341 din 27 Sept. 1911, B. p. 1165, Curier Jud. 1/912).

4. A se vedea nota No. 1, de sub art. 1904.

Art. 1904. — Acțiunea medicilor, a chirurgilor și a apotecarilor, pentru vizite, operațiuni și medicamente;

A neguțătorilor, pentru marfele ce vând la particularii cari nu sunt neguțători;

A directorilor de pensionate, pentru prețul pensiunii școlarilor lor, și altor maeștri pentru prețul uceniciei;

A servitorilor care se tocmesc cu anul, pentru plata simbrii lor;

Se prescriu printr'un an. (Civ. 1183, 1472, 1729 § 3, 4 și 5, 1887 urm., 1903, 1905 urm., 1908; C. com. 945, 946, 947; Civ. Fr. 2272).

Text. fr. Art. 2272. — L'action des médecins, chirurgiens et apothicaires, pour leurs visites, opérations et médicaments.

Celle des huissiers, pour le salaire des actes qu'ils signifient, et des commissions qu'ils exécutent;

Celle des marchands, pour les marchandises qu'ils vendent aux particuliers non marchands;

Celle des maîtres de pension, pour le prix de la pension de leurs élèves; et des autres maîtres, pour le prix de l'apprentissage;

Celle des domestiques qui se louent à l'année, pour le paiement de leur salaire; Se prescrivent par un an.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VIII, p. 444;

BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 724, 725, 727, 731, 732;

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 133, 134, 135, 141, 563, 794, 795, 798;

DALLOZ, *Rép. Prescription civile*, 992 urm.; *Suppl. Prescription civile*, 575 urm.;

LAURENT, XXXII, 500, 501, 503, 511;

MOURLON, ed. 7-a, III, 811 urm.;

PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 642-2°, 643;

TROPLONG, *Prescription*, II, 938, 945, 955.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 71, n. 4, 149, 290, 292, 293, 295, 296 urm., 308, 309 t. și n. 1, 311 t. și n. 2, 315, 318, 320, 322, 405, 413, 414, 417, 446; (I, ed. 2-a, p. 182; VII, p. 374, 375 urm., t. și n. 1; IX, p. 269 n. 1; X, p. 390, 391, 395); *Droit ancien et moderne de la Roumanie* p. 425 nota 8; *Observație* sub. Justiția de Pace din Pont-l'Évêque, 8 Oct. 913. *Curier Jud.* 43/914;

CANTACUZINO MATEI, p. 506, 511, 546, 604, 627;

DANIELOPOL G. D-R CĂPITAN, *Observație* sub. Trib. Bruxelles, 1 Mart. 912. *Curier Jud.* 25/914;

NACU, III, p. 874, 875, 876;

RAPAPORT M., *Notă* sub. Cas. Fr., 22 Oct. 1924. *Jur. Gen.* 1925 No. 593;

VITZU M., *Notă* sub. C. Apel Buc. s. III, 271 din 19 Nov. 1921. *Pand. Rom.* 1922-II-205.

INDEX ALFABETIC

Act scris 6, 7, 9, 10.
Adeverință, a se vedea „Act scris”, „Titlu”.
Bilet, a se vedea „Act scris”, „Titlu”.
Buna credință 6.
Comerciant 3, 7, 8, 9, 11.
Comerț 11.
Debitor 5.
Director de pension 4.
Facturi 10.
Furnituri 3, 7, 8, 9, 10, 11.
Mărfuri, a se vedea „Furnituri”.
Neguțător 3, 7, 8, 9, 11.
Înterzicere 8.

Omisicune esențială 8.
Pension 4.
Plata 3, 8.
Prescripție 1-11.
Prezumpție de plată 5.
Recunoaștere 5.
Recurs 8.
Școală 4.
Servitorii 1, 2.
Socoteli, a se vedea „Act scris”, „Titlu”.
Stat 4.
Taxe 4.
Titlu 6, 7, 9, 10.
Tratative de plată 7.

Jurisprudență.

1. Prescripțiunile de 6 luni și 1 an nu se aplică de cât la servitorii propriu ziși, nu și la acele persoane a căror servicii fiind de ordine intelectuală nu se pot asimila cu serviciile manuale în privirea cărora numai legiuitorul a stabilit acele prescripțiuni de 6 luni și 1 an; acțiunea acestor soiuri de persoane nu se prescrie de cât prin trecere de 5 ani. (Cas. II, 106, Oct. 23/85, B. p. 788).

2. Pentru a fi aplicabil art. 1904 c.

civ., se cere ca condiție specială o plată fixă și periodică pe an și presupune niște servicii de servitor la stăpân. (Cas. I, 113/Mai, 3/88, B. p. 433).

3. Când este vorba de executarea unui contract de furnituri, intervenit între părți, iar nu de plată de obiecte, care obișnuit se cere dela comercianți, nu pe temeiul unui contract scris, nu se aplică prescripțiunea din art. 1904 din Cod. civil, ci prescripțiunea prevăzută de art. 939, cod. comercial, (Cas. II, 309/97, B. p. 1490).

4. Acest articol nefăcând nici o distincție între școalele publice ale Statului și cele private, creanța Statului, pentru plata taxei, ce se ia dela fiecare elev pentru întreținerea, hrana și învățatura ce i se dă, este, întocmai ca și creanța oricărui director de pension, prescriptibilă prin un an de zile. (Cas. I, 208/902, B. p. 639).

5. Prescripția de un an, prevăzută de art. 1904 cod. civ., fiind întemeiată pe o prezumpție de plată, nu este aplicabilă de câte ori debitorul recunoaște că a plătit o parte din datorie, rămânând dator cu un rest; în acest caz se aplică prescripția de 30 de ani. (Apel Buc. I, C. Jud. 62/903).

6. Prescripțiunea din art. 1904 din codul civil se aplică numai când datoria este întemeiată pe bună credință, iar nu și când se constată printr'un titlu, (Cas. I, 19 Martie 1907, B. p. 403).

7. După art. 1904 din codul civil, acțiunea neguțătorilor pentru furniturile ce fac altor persoane cari nu sunt neguțători se prescrie prin trecerea unui an, însă art. 1905 tot din codul civil adaugă că: prescripțiunea încetează de a mai curge când între părți s'au încheiat socoteli sau când se va fi dat bilete sau adevărințe. (Cas. III, 26 Martie 1907, B. p. 620).

8. După art. 1904 din codul civil, acțiunile neguțătorilor pentru mărfurile ce vând la particulari se prescriu printr'un an.

Când instanța de fond consideră ca acte interruptive de prescripție tratativele de plată, fără a se pronunța asupra mijlocului de apărare tras din faptul că corespondența relativă la aceste tratative a avut loc după ce prescripția se îndeplinise, prin această procedură ea săvârșește o omisiune esențială, căci mijlocul de apărare invocat eră de natură să schimbe sovoțul procesului. (Cas. III, 450 din 15

Nov. 1911, B. p. 1527, Curier Jud. 22, 1912).

9. După art. 1904 codul civil, se prescriu printr'un an acțiunile neguțătorilor pentru mărfurile ce vând la particulari cari nu sunt neguțători, iar după art. 1905 din acelaș cod, prescripția nu încetează de a curge decât când s'a încheiat socoteala sau s'a dat un bilet sau adevărință, ori s'a făcut cerere de judecată.

Când se constată că un neguțător a comandat o marfă la un alt neguțător, nu în scop de a o revinde în magazinul său, întrucât el făcea un comerț cu totul altul, ci ca simplu particular, în asemenea caz nefiind vorba de o furnitură de marfă dela neguțător la neguțător, se aplică prescripția din art. 1904 c. civ. (Cas. III, 205/912, Curier Jud. 38/912).

10. Prescripțiunea de un an prevăzută de art. 1904 cod. civ., pentru plata mărfurilor nu este aplicabilă decât atunci când nu sunt consemnate într'un act scris și ea încetează, potrivit art. următor, odată ce a fost recunoscută într'un asemenea act. O asemenea prescripțiune prin urmare, nu este aplicabilă când datorile pentru mărfuri sunt consemnate prin facturi — prezentate în instanță, acestea fiind acte scrise, astfel în acest caz pentru plata acestor datorii are a se aplica prescripțiunea ordinară comercială. (Cas. III, decizia No. 299 din 20 Oct. 1914. Jurispr. Rom. 1914, p. 551).

11. Conform art. 945 c. com. acțiunile derivând din acte, cari sunt comerciale chiar numai pentru una din părți, se prescriu pentru toate părțile contractante potrivit dispozițiilor legii comerciale.

După art. 947 c. com. prescripțiunea ordinară în materie comercială este de zece ani în toate cazurile în cari prin acest codice sau prin alte legi nu s'a stabilit o prescripție mai scurtă.

După dispozițiunile art. 1904 al. 2 c. civ. însă, acțiunile neguțătorilor pentru mărfurile ce se vând la particulari, cari nu sunt negustori, se prescriu printr'un an.

Prin urmare, fiind vorba de o lege care dispune ca termenul de prescripție să fie mai scurt decât cel prevăzut prin art. 947 c. com. în speță este aplicabil, art. 1904 al. 2 c. civ. (Trib. Ilfov s. I, com., sent. din 9 Febr. 1923, Jur. Gen. 1923 No. 1191).

12. A se vedea: art. 1208 nota 41.

Art. 1905. — Prescripțiunea, în cazurile mai sus arătate, se va împlini, chiar dacă ar urmă serviciile, lucrările și pre-dările acolo menționate.

Ea nu încetează de a curge de cât când s'a încheiat

socoteala, s'a dat un bilet sau adeverință, ori s'a format cerere în judecată. (Civ. 1203, 1865, 1903, 1904 urm., 1908; Pr. civ. 329; Civ. Fr. 2274).

Text. fr. Art. 2274. — La prescription, dans les cas ci-dessus, a lieu, quoiqu'il y ait eu continuation de fournitures, livraisons, services et travaux. Elle ne cesse de courir que lorsqu'il y a eu compte arrêté, cédule ou obligation, ou citation en justice non périmée.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VIII, p. 446, 447;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 751, 756, 759;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 135, 136, 142;
DALLOZ, *Rép. Prescription civile*, 1036 urm.; *Suppl. Prescription civile*, 593 urm.;
LAURENT, XXXII, 418, 450;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 813 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 672 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 58 n. 1, 149, 294, 298, 306 urm., 315, 320, 343 urm., 414, 446 n. 1;
CANTACUZINO MATEI, p. 511, 604;
NACU, III, p. 876;
VITZU M., *Notă sub. C. Apel Buc. s. III, 271 din 19 Nov. 1921. Pand. Rom. 1922-II-265.*

Jurisprudență.

1. Dacă datoria pentru plata pensiunii a fost recunoscută, prescripțiunea a fost întreruptă și nu mai poate fi invocată cu succes. (Apel Buc. I, Oct. 27/85, *Dr.* 85/85).

2. Deși după art. 1904 acțiunea servitorilor cari se tocmesc cu anul, pentru plata simbriei lor, se prescrie printr'un an, însă conform art. 1905 prescripțiunea de mai sus încetează de a curge când s'a încheiat socoteala sau s'a dat un bilet sau adeverință. Când dar se constată că titlul reclamantului derivă din o chitanță ce i s'a dat, aci fiind vorba de o creanță rezultând din sumele datorate creditorului în calitate de îngrijitor de moșie, în atare caz acțiunea nu e supusă de cât la prescripția de 30 de ani prevăzută de dreptul comun; iar nu la acea stabilită de art. 1904 și 1907. (Cas. 1, 320. Dec. 20/88, B. p. 1050).

3. Acțiunea ospățătorilor, hangiilor sau găzduitorilor pentru nutrirea și locuirea ce procură se prescrie prin sease luni și această prescripție scurtă încetează de a mai curge, de câte ori s'a încheiat între părți o socoteală sau s'a dat un bilet sau o adeverință din partea debitorului, etc., în care caz ar trebui să se aplice prescripția de 30 de ani; așa că actul întreruptiv al prescripției produce o adevărată

schimbare a naturii acestei prescripții. (Trib. Ilfov C. Jud. 31/905).

4. Prescripțiunea de un an prevăzută de art. 1904 cod. civ., pentru plata mărfurilor nu este aplicabilă decât atunci când nu sunt consemnate într'un act scris și ea încetează, potrivit art. următor odată ce a fost recunoscută într'un asemenea act. O asemenea prescripțiune prin urmare, nu este aplicabilă când datorile pentru mărfuri sunt consemnate prin facturi — prezentate în instanță, acestea fiind acte scrise, astfel că în acest caz pentru plata acestor datorii are a se aplica prescripțiunea ordinară comercială. (Cas. III, No. 299, 1914; *Jurispr. Rom.* 1914, p. 551).

5. Potrivit art. 1904 c. civ. acțiunea medicilor pentru plata onorariului ce li se cuvine pentru vizitele făcute de dânsii bolnavilor se prescrie pentru un an.

În ce privește punctul de plecare al acestor prescripții față cu redacțiunea art. 1905 c. civ. și cu lipsa oricăror alte obiceiuri în România relative la modul în care să se achite aceste onorarii, rezultă că prescripția începe a curge după fiecare vizită și ea atare nu pot fi valorificate în justiție de cât onorariile cuvenite pentru vizitele făcute în ultimul an. (C. Apel Buc. s. III 271 din 19 Nov. 1921, *Pand. Rom.* 1922-II-265).

6. A se vedea: art. 1904 nota 7.

Art. 1906. — Cu toate acestea, cei căror vor fi opuse aceste prescripțiuni, pot deferi, celor ce li se opun jurământ asupra cestiunei de a se ști dacă lucrul s'a plătit în adevăr.

Jurământul va putea fi deferit văduvelor și moștenitorilor sau tutorilor acestor după urmă, când sunt minori, pentru ca să aibă a declara dacă nu știu că lucrul este încă datorit. (Civ. 1208 urm., 1903 urm., 1908; Civ. Fr. 2275).

Tert. fr. Art. 2275. — Néanmoins ceux auxquels ces prescriptions seront opposées, peuvent déférer le serment à ceux qui les opposent, sur la question de savoir si la chose a été réellement payée.

Le serment pourra être déféré aux veuves et héritiers, ou aux tuteurs de ces derniers, s'ils sont mineurs, pour qu'ils aient à déclarer s'ils ne savent pas que la chose soit due.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VIII, p. 447;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 743, 746, 748 urm.;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 134, 135, 233, 248;
DALLOZ, *Rép. Prescription civile*, 1036 urm.; *Suppl. Prescription civile*, 5220 urm.;
LAURENT, XXXII, 516-518 urm.;
LYON-CAEN ET RENAULT, IV, p. 451;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 816;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 693-698.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 58 n. 1, 140, 294, 298, 306 urm., 315, 320, 343 urm., 414, 446 n. 1; (VII, p. 372 urm.; IX, p. 269 n. 1); *Droit ancien et moderne de la Roumanie* p. 425, 428 nota 5; „*Despre jurământul de credulitate sau credibilitate*“. Curier Jud. 56/1901; *Observație* sub. Trib. Namur. 4 Febr. 913. Curier Jud. 27/1914;
CANTACUZINO MATEI, p. 86, 512, 628;
NACU, II, p. 807; III, p. 877.

INDEX ALFABETIC

Cunoștință 1, 3, 4, 7, 8, 10, 11.	Locație 11.
Curator 9.	Mandat 2.
Datorie 1, 3, 4, 5, 10, 11.	Minori, a se vedea „Tutor și 5, 7.
Emancipat 9.	Minor emancipat 9.
Excepțiune 3, 5, 6, 8, 9, 11.	Moștenitori 1, 3, 4, 5, 8, 10, 11.
Fapt personal 3, 4, 5, 7.	Plată 4, 5, 8.
Femea văduvă 1, 5, 8.	Prescripție 1-11.
Imprumut 7.	Tranzacție 6, 8, 10, 11.
Interes 2.	Tutor 1, 4, 5, 6, 7, 8, 9.
Jurământ de credulitate 1-11.	Văduvă, a se vedea „Fe- mea văduvă“.
Jurământ decizoriu 4, 5, 6, 7, 8.	

Jurisprudență.

1. Din combinația art. 1906 cu articolele ce-l preced de sub rubrica „despre câte-va prescripțiuni particulare”, rezultă că legiuitorul a avut în vedere termenele cele mai scurte ale prescripțiunii unor creanțe datorite de o mică valoare, în care caz debitorii pârți invocând o asemenea prescripțiune, permite creditorului reclamant a deferi jurământul debitorului, văduvei lui, moștenitorilor sau tutorei spre a declara dacă nu știu că lucrul este încă datorit. (Cas. I, 7/Ian. 12/76, B. p. 6).

2. Jurământul de credibilitate trebuie respins când nu prezintă nici un interes spre soluțiunea chestiunii în litigiu, ne fiind deferit asupra faptului persistenței sau stingerei unei obliga-

țiuni precum se prescrie la art. 1906, ci asupra faptului nasterii unei obligațiuni de mandat. (Cas. I, 7. Ian. 12/76, B. p. 6).

3. Art. 1906 este relativ la prescripțiunile particulare cele mai scurte; el nu este aplicabil în specia unde nu e vorba de atari prescripțiuni. Deci, dacă se deferă jurământ asupra faptului dacă partea are cunoștință de datoria părintelui său, admitându-se acest jurământ nu se violează art. 1209, de oarece faptul pentru care i se deferă acest jurământ este un fapt personal părții careia se deferă jurământul. (Cas. I, 357. Dec. 15/79, B. p. 909).

4. Dacă se deferă jurământ tutorei asupra faptului dacă știe că debitorul a răspuns defunctului tată al minorilor o parte din datorie, judecătorul care respinge acest jurământ, pe motiv că trebuie a fi dat pentru fapt personale, violează principiul că jurământul de credibilitate poate fi dat tutorilor și moștenitorilor. (Cas. I, 196. Mai 23/80, B. p. 249).

5. Jurământul decizoriu nu se poate da de cât asupra faptelor personale. Art. 1906 deși deroga la acest principiu când e vorba de văduve, moștenitori și tutori, restrânge însă aplicațiunea acestor excepțiuni numai la acțiunile anume arătate în art. 1903, 1904 și 1905. Astfel, jurământul decizoriu

deferit tutorelui asupra achitărei unei părți din datoria ce o are către minori ne având de obiect un fapt personal al tutorelui, este inadmisibil. (Apel Buc. III, 233, Nov. 25/86, *Dr.* 7/86).

6. În principiu tutorele ne putând transige, art. 1906, care permite a se da tutorelui unor minori jurământul de credulitate nu se aplică în toate cazurile, ci numai în speciile despre care tratează secțiunea IV, capit. IV din codul civil când se poate opune mica prescripțiune. Dacă dar se deferă jurământ tutorelui asupra unei alte specii de cât cea prevăzută de aceea secțiune, jurământul e neadmisibil. (Cas. I, 169/Mai 18/87, B. p. 428).

7. Jurământul decizoriu, deferit intimatului, dacă nu are cunoștință că a împrumutat pe mama sa în calitate de epitropă legală și dacă intimatul n'a profitat de acea sumă, prin faptul mergerei sale în străinătate unde cu acești bani a terminat studiul, e un jurământ de cunoștință personală a intimatului despre existența unor fapte ce-l privea și pe dânsul. Un atare jurământ e admisibil după art. 1209 combinat cu 1906 Curtea de apel care îl respinge pe motiv că intimatul era minor pe când s'a petrecut acele fapte, face o rea aplicare a art. 1209 și 1906, de oarece minoritatea sa din acel timp, nu exclude posibilitatea de a avea cunoștință personală de faptele conținute în jurământul ce i se deferea. (Cas. I, 6/Ian. 9/89, B. p. 8).

8. Admiterea jurământului de credulitate e recunoscută prin art. 1906. Si dacă legiuitorul declară prin art. 1906 că cei cărora vor fi opuse prescripțiunile prevăzute prin art. 1903 urm. pot deferi celor ce se opun jurământul de credulitate dacă suma s'a plătit, această dispoziție e excepțională în acest sens, că de vreme ce contra prescripțiilor împlinite nu se poate administra proba contrarie și nu se poate deferi nici un jurământ din contra când e vorba de scurtele prescripții prevăzute de art. 1903 urm. civ., acei cărora se opune prescripția pot deferi

jurământul. De altmintrelea nu se poate zice că jurământul de credulitate recunoscut n'ar putea fi admis de cât în cazul art. 1906, ci din contra de câte ori se deferă jurământ dacă nu se știe că suma sau lucrul reclamat se datorește, el trebuie să fie admis, ne fiind contrariu nici art. 1209. Asemenea jurământ în general, poate fi deferit văduvelor, moștenitorilor și chiar fi tutorelui, dacă nu e vorba de a transige asupra intereselor minorului. (Cas. I, 296/Iun. 25/91, B. p. 752).

9. Minorului emancipat i se poate, cu asistența curatorului și cu îndeplinirea formelor prevăzute de art. 413 Cod. civ. a i se deferi sau referi jurământul de credulitate și pentru ipoteze analoge celor prevăzute de art. 1906 Cod. civ. Jurământul de credulitate nu se poate deferi sau referi tutorelor, în alte ipoteze, decât cele prevăzute în art. 1906 chiar dacă s'au îndeplinit formele prevăzute de art. 413 Cod. civ. (Trib. Dolj II, *Dr.* 12/95).

10. Jurământul de credulitate, prevăzut de art. 1906 din Codul civil deferindu-se pentru ca moștenitorii să aibă a declara dacă știu sau nu despre datoria sumei sau lucrului, tocmai această raportare la știința sau cunoștința moștenitorilor asupra datoriei lucrului constituie o transacție, și partea care deferă acest jurământ nu mai poate, după prestarea lor să uzeze de alte probe. (Cas. I, 327/900, B. p. 1119).

11. Jurământul zis de credulitate prevăzut de art. 1906 este admisibil prin analogie și în afară de mica prescripție, în cazul când se deferă asupra faptului, dacă moștenitorii nu știu că autorul lor s'a folosit de un imobil și datorează chiria. Acest jurământ constituind o tranzacție ca și cel decizoriu, partea care l-a propus nu mai poate să producă și alte probe pentru dovedirea pretențiunii sale. (Apel Galați II, *Dr.* 14/900).

12. A se vedea: art. 1208 notele 31, 38, 39, 41; art. 1472 nota 4.

Art. 1907. — Veniturile renditelor perpetue sau pe viață;
Prestațiunile periodice ale pensiunilor alimentare, chiriile caselor și arenzile bunurilor rurale;

Dobânzile sumelor împrumutate și în genere tot ce se plătește cu anul sau la termene periodice mai scurte;

Se prescriu prin cinci ani. (Civ. 474, 523, 900, 1429, 1587 urm., 1639 urm., 1908; C. com. 941; Civ. Fr. 2277).

Text. fr. Art 2277. — Les arrérages de rentes perpétuelles et viagères;
Ceux des pensions alimentaires;

Les loyers des maisons, et le prix de ferme des biens ruraux;

Les intérêts des sommes prêtées, et généralement tout ce qui est payable par année, ou à des termes périodiques plus courts;
Se prescrivent par cinq ans.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VIII, p. 433, 434 urm.;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 769, 770, 773-776, 780, 783-785, 788;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 927; II, p. 132 urm., 139, 141, 677, 809, 1011; ed. 1-a, III, p. 441, 544, 566;
DALLOZ, *Bép. Prescription civile*, 1051 urm.; *Suppl. Prescription civile*, 609 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 385 bis, II;
LAURENT, XXXII, 432, 433, 435, 438 urm., 449-451 urm., 457;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 818 urm.;
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2456; II, ed. 3-a, No. 637;

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 68 n. 1 și 2, 150, 191, 206 n. 2, 207, 227, 291, 292, 295, 307, 312, 316 urm., 321 urm., 335 urm., 338; (I, ed. 2-a, p. 522; II, ed. 2-a, p. 805 n. 2; III, part. I, ed. 2-a, p. 306, 553; III, part. II, ed. 2-a, p. 105, 609, 630, 825; IV, part. II, ed. 2-a, p. 291 n. 1; VI, p. 534 t. și n. 2; VII, p. 376 n. 3; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 253, 442, 605 t. și n. 5; IX, p. 155, 243 n. 1, 590, 591, 602, 702 n. 1, 703; X, p. 97 t. și n. 1, 156, 236, 239, 240, 257 n. 1, 265, 364, 417, 419, 426, 428, 743; „*Avem, sau nu, în dreptul actual, rente perpetue*”. Dreptul 76/909; „*Prescripția cincinală prevăzută de art. 1907 c. civ. este ea aplicabilă anuităților datorite creditului funciar?*” Curier Jud. 7/1901; *Observație sub Trib. Imperiului German*, 6 Iulie 1900. Curier Jud. 16/903; *Observație sub Trib. Namur*, 4 Febr. 1913. Curier Jud. 27/914; *Observație sub C. Apel Liège*, 9 Ian. 913. Curier Jud. 27/914; *Observație sub C. Apel Lyon*, 17 Febr. 911. Curier Jud. 30/1914; *Observație sub Trib. Iași s. I*, 18 Iunie 1919. Tribuna Juridică 28-29/1919; *Observație sub Trib. civil Le Havre* 4 Oct. 1920. Pand. Rom. 1923-III-139;
ALEXANDRESCU PAUL, *Notă sub Trib. Prahova s. III*, 29 April. 1920. Pand. Rom. 1922-II-44;
CANTACUZINO MATEI, p. 506, 507, 510, 511;
DANIELOPOL G. DR. CAPITAN, *Observație sub C. Apel Liège*, 9 Febr. 913. Curier Jud. 16/1914;
Observație sub Cas. Belg., 11 Mai 1913. Curier Jud. 16/1914;
MEITANI GEORGE, „*Despre rentele perpetue în codicelul român*”. Dreptul 58/1902;
NACU, III, p. 863, 877, 878;
SION FLORIN, „*Considerațiuni asupra existenței rentelor perpetue în Dreptul român*”. Curier Jud. 62/1914;
STRELICESCU N. AL., *Notă sub Cas. I*, 641 bis din 6 Nov. 1913. Pand. Rom. 1925-I-80;
VULTURESCU GR., „*Prescripția cincinală se aplică ea la dobânzile Creditului funciar?*”. Dreptul 11/1900.

INDEX ALFABETIC

Acțiune 15.
Arenzi, a se vedea „Locație”.
Bon de tezaur 4.
Calimach Cod 6, 7.
Capital 21.
Caraga Cod 6, 7.
Căsătorie, desfacerea ei 29, 30.
Cautiune 1.
Cauză, plată fără cauză 35.
Chirii, a se vedea „Locație”.
Clacasi 5, 6, 7, 8, 9, 10.
Comitetul Obligațiilor rurale 6, 7, 9, 10.
Comptabilitatea Statului 1-5, 11, 12, 17, 18.
Quasi-delicț 34.
Cupoane, a se vedea „Dobânzi”.
Daune-interese 13.
Desfacerea căsătoriei 29, 30.
Depozit 5, 6, 7, 8, 9, 10.
Dobânzi 6, 7, 9, 10, 13, 14, 15, 20, 21, 23, 26, 27, 29, 30, 31, 32, 33, 39.
Dobânzi moratorii 13, 29.

Dotă 29, 30, 33.
Efecte de stat 27.
Fruite 21, 22, 33, 34.
Garanție 1.
Hotărâre 22.
Imprumut 4, 6, 14, 23, 27, 39.
Interese, a se vedea „Dobânzi”.
Interogator 32.
Interuperea prescripției 15, 19.
Județene zecimi 36.
Jurămintă 32.
Legat 20.
Legea comptabilității Statului 1, 2, 3, 4, 5, 11, 12, 17, 18.
Locație 10, 24, 33.
Neglijență 13, 14, 16, 17, 18, 22, 32, 36, 39.
Novațiune 19.
Obligații rurale 6, 7, 9, 10.
Oraine puioică 13, 14, 32, 39.
Pământ rural 5, 6, 7, 8, 9, 10.
Pensiuni 16, 25.
Pensiune alimentară 10, 25, 28.

Poseziune 21, 22, 33.
Precaritate 8, 9.
Prescripție 1-39.
Prestațiuni periodice, a se vedea „Dobânzi”, „Locație”, „Pensiuni”, „Pensiuni alimentare”.
Primărie 25.
Proces, a se vedea „Acțiune”.
Quasi-delicț 34.
Răscumpărarea renditei 37.
Rea credință 21, 22, 30, 31.
Recunoaștere 20, 24.
Rendite perpetui și pe viață 10, 20, 37.
Rentă 26, 27.
Restituirea irucțiilor 21, 22, 33, 34.

Revendicare 22.
Rurale Obligații 6, 7, 9, 10.
Rural pământ 5, 6, 7, 8, 9, 10.
Salar 32.
Sergent de oraș 25.
Sorti (Esire la) 27.
Stat 8, 9, 10, 16, 27, 35, 37.
Stat, Legea comptabilității sale 1, 2, 3, 4, 5, 11, 12, 17, 18.
Subrogație 27.
Successiune 20, 23.
Testament 20.
Tezaur, bon 4.
Titluri la purtător 27.
Venituri, a se vedea „Dobânzi”.
Zecimi județene 36.

Jurisprudență.

1. Art. 79 ieg. compt. statului nu este aplicabil sumelor depuse la stat cu titlu de caucionament, de oarece acel articol a fost făcut în vederea de a asigura statului o repede liberațiune în privința datorilor contractate de

dânsul, iar nici cum în privința banilor ce dânsul a deținut sub titlul de garanție. (Apel Buc. I Dec. 19/73, *Dr.* 4/74).

2. Prescripțiunea de 5 ani, prevăzută de art. 79 din legea comptabilității generale a statului este excepțională și ca atare nu poate fi aplicată la alte cazuri diferite din cele anume arătate în zisa lege. Or, legiuitorul, prin art. 79 din legea comptabilității, preocupat de regularea veniturilor și cheltuelor statului a prevăzut că sunt prescrite și stinse în folosul statului toate creanțele rămase nelichidate, neordonanțate și ne plătite în termen de 5 ani, socotiți de la deschiderea exercitiului. Or, pretențiunea pentru venitul pământului călcat de stat nu formează contra statului o creanță certă și lichidă, de care ce cuantumul acelui venit e a se evalua și aprecia de către instanțele de fond și prin urmare nu se poate susține că niste atari pretențiuni de despăgubiri intră în prescripțiunea excepțională prevăzută de art. 79 din legea comptabilității. (Cas. I, 433, Dec. 10/77, B. p. 360).

3. Prescripțiunea de 5 ani prevăzută de art. 79 din legea comptabilității și al cărei punct de plecare este anul deschiderii exercitiului, presupune o creanță bugetară care a făcut obiectul unui exercițiu și prin urmare este inaplicabilă la creanțe care n'au făcut obiectul unei prevederi bugetare. (Apel Buc. III, 731 Febr. 26/79, *Dr.* 29/79).

4. Prescripțiunea de 5 ani prescrișă prin articolul 79 legea comptabilității privește pe acele creanțe ale particularilor contra statului, pentru a căror plată se cere o prealabilă lichidare și o anume ordonanțare. Intru cât privește creanțele particularilor asupra statului rezultând din împrumuturi ce acei particulari fac fiscului, nu poate fi vorba nici de lichidare nici de ordonanțare, statul liberând în schimb banilor primiți de el în împrumut, un bon de tezaur supus prescripțiunii de drept comun privitoare la stingerea obligațiilor. (Cas. I, 290, Nov. 2/79, B. p. 766).

5. Prescripțiunea de 5 ani prevăzută în art. 79 legea comptabilității generale în favoarea Statului are aplicație numai la creanțele bugetare al căror punct de plecare pentru a prescrie începe a curge de la deschiderea exercitiului; când însă este vorba de plata pretului rescumpărării clăcei, care se depune de către sătenii clăcași în comitetul rural pe comptul proprietarului moșiei delimitate, Statul fiind considerat în virtutea legii rurale numai un simplu depozitar, nu e loc a se opune prescripțiunea prevăzută în articolul citat. (Cas. I, 8, Ian. 12/83, B. p. 12;

Cas. I, 367 din 15 Dec. 1882, B. p. 1179; Cas. I, 9 Ian. 12/80, B. p. 9).

6. Sub regimul legilor anterioare codului civil nou, nu era consacrată prescripțiunea de 5 ani încât privește dobânzile sumelor împrumutate și tot ce se plătește cu anul sau la termene periodice, precum e consacrată prin art. 1907. Prin consecință dobânzile sumelor datorite de comitetul obligațiilor rurale nu se pot prescrie de cât prin trecerea de 30 ani, prescripție consacrată prin codicile Caragea și Calimach în general pentru toate obligațiile. (Cas. I, 411, Dec. 8/89, B. p. 395).

7. Comitetul de lichidare în operațiunile sale ne având nici un amestec cu acelea ale fiscului, el este cu totul independent întru cât operațiunile sale nu sunt prevăzute în bugetul Statului; prin urmare atribuțiunile sale fiind mărginite numai întru a conserva sumele încasate de la clăcași spre a le plăti proprietarilor dobânzile datorite de dânsul nu se pot prescrie de cât prin trecerea de 30 ani, prescripțiune consacrată prin codicile Caragea și Calimach în general pentru toate obligațiile. (Cas. I, 98, Mart. 11/81, B. p. 198).

8. Statul fiind un singur depozitar al fondurilor destinate pentru plata pretului răscumpărării clăcei și vârsate în casa de despăgubiri, în comptul proprietarilor de moșii în drept de a fi despăgubiți, nu poate invoca prescripțiunea în contra acelor proprietari, căci cel ce deține într'un mod precar averea altuia nu poate să prescrie nici o dată. (Apel Buc. III, 118, Apr. 16/82, *Dr.* 67/82).

9. Statul, conform întregii economii a legii rurale din 1864, nefiind de cât un depozitar al sumelor datorite de clăcași foștilor proprietari, comitetul de lichidare, care a primit acele sume pentru a le remite celor în drept nu poate invoca prescripțiunea de 5 ani pentru a fi apărat de plata cupoanelor obligațiilor rurale, de oare ce el nu face altceva de cât deține în mod precar averea altuia. (Apel Buc. I, 256, Oct. 18/80, *Dr.* 14/81).

10. Prescripțiunea de 5 ani, prevăzută de art. 1907, are o aplicație numai la creanțele ce decurg din veniturile renditelor perpetue sau pe viață a prestațiilor periodice ale pensiunilor alimentare, chirilor, arenzilor, dobânzi și în general la tot ce se plătește cu anul sau la termene periodice mai scurte. Inșă când este vorba de plata pretului rescumpărării clăcei care se depune de către sătenii clăcași în comitetul rural pe comptul proprietarului moșiei delimitate, Statul fiind constituit în virtutea legii rurale numai un simplu depozitar, nu e loc a se opune prescripțiunea prevăzută în

art. 1907. (Cas. I, 203/Mai 25/83, B. p. 525; Cas. I, 36/Ian. 20/83, B. p. 62; Cas. I, 265, Sept. 20/82, B. p. 877).

11. Prescripțiunea prevăzută de art. 79 leg. comptab. generale a statului, nu este aplicabilă de cât în privința creanțelor pentru cari s'a deschis un credit în bugetul statului. Când dar nu e vorba de o creanță bugetară, ci de restituirea unor sume reținute fără cauză, cari, conform art. 1890, urm. c. civ., se prescriu prin 30 ani, nu este aplicabil art. 79 din legea comptabilității generale a statului. (Cas. I, 42, Febr. 2/90, B. p. 130; Cas. I, 285/Sept. 11/85, B. p. 643).

12. După legea comptabilității generale a statului din anul 1864 (art. 20) creanțele pentru achitarea căroră statul a deschis un credit conform bugetului, se prescriu, dacă ele n'au fost cerute de către cel în drept de a și le primi, într'un interval de 5 ani. (Cas. I, 287/Oct. 8/86, B. p. 753).

13. Legiuitorul a admis prescripțiunea cincinală în vederea unei rațiuni de ordine publică și de interes general, spre a preveni o acumulațiune de dobânzi ruinătoare pentru debitori, astfel că ea este nu numai o simplă prescripțiune de plată, ci o adevărată liberațiune, și în care scop legea a înțins-o la tot ce se plătește cu anul sau la termene periodice mai scurte. Or, dobânzile moratorii, acordate de justiție, măresc pe fiecare an sumele adjudecate și ele nu se dobândesc de creditor de cât succesiv sau anual, treptat cu scadențele. Iar calificațiunea de daune-interese, ce s'ar putea da acestor dobânzi moratorii, nu poate a le schimba natura, pentru că în tot cazul aceste daune-interese măresc pe fiecare an sau la termene periodice capitalul. Deci dar, dobânzile fie datorite în virtutea unei convențiuni sau în virtutea unei hotărâri, sau a legii, natura lor este tot aceeași din punctul de vedere al prescripțiunii, căci toate măresc datoria principală și amenință prin urmare a ruina pe debitor, dacă creditorul le lasă a se acumula prin inacțiune sau neglijență. Astfel fiind, dobânzile legale și judiciare se prescriu prin 5 ani ca și dobânzile convenționale, rațiunea fiind aceeași. Art. 1907 vorbind despre dobânzile sumelor împrumutate, n'o face de cât ca exemplu, și exemplul nu este niciodată restrictiv, afară numai dacă restricțiunea n'ar rezulta din principiu. Deși prescripțiunea cincinală este o excepțiune, dar această excepțiune formează ea însăși o regulă în acest sens că art. 1907 zice că „tot ce se plătește cu anul sau la termene periodice mai scurte”. Astfel fiind, chiar textul legii stabilește un principiu general și ca atare aplicabil la toate do-

bânzile, or care ar fi sorgintea lor. (Apel Buc. III, 30, Aug. 9/91, Dr. 62/91; Trib. Ilfov, II, Mai 15/87, Dr. 47/87; Cas. II, 6/Ian. 14/92, B. p. 72).

14. Din exemplele ce dă art. 1907 și din spiritul legii, reese că legiuitorul a admis prescripțiunea cincinală în vederea unor considerațiuni de ordine publică și de interes general, spre a preveni ruina debitorului ce ar putea rezulta din marea acumulațiune a dobânzilor, astfel că ea este nu numai o simplă prezumțiune de plată ci o adevărată liberațiune. Astfel fiind, art. 1907 îmbrățișează, în generalitatea dispozițiunii sale penale, tot ce se plătește cu anul sau la termene periodice mai scurte. Această prescripțiune, fiind pedeapsa creditorului neglijent, evident este că nu se poate aplica aceluia care de mai înainte și-a preservat dreptul său contra ei, schimbând natura prestațiunii în momentul chiar al scadenței. Așa fiind, când din termenii unui contract de împrumut rezultă că părțile au convenit ca în caz de neplată la scadență dobânzile se vor capitaliza și vor produce și ele din ziua exibilității alte dobânzi, și când această clauză s'ar considera ca valabilă, nu se poate aplica acestor dobânzi, capitalizate de mai înainte, prescripțiunea de 5 ani. (Apel Buc. III, 109, Iun. 6/91, Dr. 49/91; Apel Buc. III, 171, Oct. 14/91, Dr. 82/91).

15. Art. 1907 nu lămurește cari sunt acei 5 ani și când ei încep a curge. Inșă ținând seamă de cauzele de înterupere civilă, precum sunt definite și regulate prin art. 1865, trebuie să zicem că pentru calcularea celor 5 ani trebuie a admite ca punct de plecare cererea în judecată sau actul intreruptiv al prescripțiunii, conform art. 1865. Prin urmare, debitorul nu poate opune prescripțiunea dobânzilor sau prestațiilor periodice cuvenite pentru cei 5 ani înainte de cererea în judecată, ci pentru timpul înainte de acei 5 ani. (Cas. I, 378/Nov. 25/92, B. p. 999; Cas. I, 223/Iun. 18/93, B. p. 583).

16. Din dispoziția finală a art. 1907 rezultă că prescripțiunea de 5 ani se aplică nu numai la acele creanțe enumerate în al. I, II și III ale art. 1907 ci la toate creanțele care însușesc natura celor enumerate, adică la acele cari nu au de obiect capitaluri, ci prestații periodice cari sunt venituri. Prin stabilirea acestei prescripțiuni legiuitorul a voit a împiedeca ruina debitorului a cărui datorie s'ar mări neîncetat prin acumularea prestațiilor periodice, pe cari creditorul prin neglijență nu le-a reclamat. Astfel prescripțiunea de 5 ani are a se aplica și la pensiile datorite de Stat și cari n'au fost reclamate 5 ani, pentru că ele sunt o creanță care are de obiect o

prestație periodică și determinată. (Cas. I, 378/Nov. 25/92, B. p. 999; Cas. I, 223/Iun. 18/93, B. p. 583).

17. Prescripțiunea de 5 ani prevăzută de art. 1907 este neaplicabilă în cazul când se cere restituirea unor rețineri de oare ce prin legea asupra contabilității Statului, prevăzându-se o anume specială prescripțiune, dânsa nu a putut fi abrogată posterior prin codul civil care edictă reguli generale asupra prescripțiunii. Dacă prin art. 79 din legea contabilității statului, se prevede că sunt prescrise în folosul Statului toate creanțele rămase nelichidate, neordonanțate și neplătite în termen de 5 ani socotiți de la deschiderea exercițiului, nu mai puțin însă prin art. 80 al aceleiaș lege se decide că o asemenea prescripțiune nu se va aplica când cauza generatorie a neordonanțării sau a neefectuării plății a fost faptul chiar al administrației. Deci dacă creanța nu a fost plătită celui în drept din faptul administrației, prescripțiunea specială de 5 ani nu mai fiind aplicabilă, prescripțiunea generală de 30 de ani e singura ce s'ar putea invoca. (Apel Buc. III, 50, Febr. 28/92, *Dr.* 24/92).

18. Prescripțiunea din art. 1907 fiind pedeapsa neglijenței creditorului, urmează că ea nu poate fi invocată de debitor când creanța nu s'a plătit la termenul prescripției din fapta chiar a debitorului. Acest principiu este consfințit de art. 80 din legea contabilității generale a statului, când, după ce prevede în art. 79 că sunt prescrise și cu desăvârșire stinse în folosul statului toate creanțele rămase nelichidate, neordonanțate și neplătite în termen de 5 ani socotiți de la deschiderea exercițiului, declară, în art. 80, inaplicabile aceste dispozițiuni în cazul când creanțele nu s'au ordonanțat, sau plata lor nu s'a efectuat la termene prescrise din fapta chiar a administrației. Deci dacă partea a făcut în lăuntru termenului de 5 ani, cererea de a i se plăti sumele datorite, și că ministrul a refuzat sau n'a voit a-i admite cererea, faptul neplății fiind imputabil ministerului, acesta nu poate, conform art. 80, invoca, în favoarea sa, prescripțiunea de 5 ani. Din momentul dar ce art. 80 din legea contabilității generale a statului, privește acest fapt ca de natură a ridică administrației dreptul de a invoca prescripțiunea de 5 ani, și această nevointă sau refuz al administrației, fiind un fapt permanent, urmează neapărat că pentru tot timpul cât statul n'a voit sau i-a refuzat de a ordonanța plata acelei sume să nu poată face a curge în favoarea sa termenul de 5 ani al prescripțiunii. Statul n'ar fi putut invoca, curgerea unei noi prescripțiuni de 5 ani, de

cât dacă ar fi făcut să înceteze faptul de a împiedecă cursul în favoarea sa, adică ar fi ordonanțat plata acelei sume și partea ar fi lăsat să treacă 5 ani, fără a reclama plata sumei ordonanțate. (Cas. I, 29/Ian. 20/93, B. p. 24).

19. Deși este inexact în drept a se pretinde că întreruperea prescripțiunii de 5 ani schimbă natura acestei prescripțiuni, transformând-o în prescripțiune de 30 ani, acest principiu nu este adevărat de cât atunci numai când faptul întreruptiv de prescripțiune conține o novațiune a creanței. (Cas. I, 29/Ian. 20/93, B. p. 25).

20. Debitorul legatului unei rente viagere nu mai poate invoca prescripțiunea intereselor rentei în virtutea art. 1907 din codul civil, când dânsul a recunoscut și s'a obligat a plăti ratele datorite, întru cât această recunoaștere și obligațiune de a plăti, transformă, pentru viitor, această datorie trecută, într'o datorie ordinară, prescripțibilă numai prin 30 ani. (Apel Buc. III, *Dr.* 52/95).

21. Prescripția de cinci ani nu se aplică decât la prestațiuni, periodice, iar nu și la o sumă de bani, datorită drept capital. Astfel că posesorul de rea credință nu poate invoca acea prescripție, pentru sumele la care a fost condamnat să le plătească anual, ca reprezentând fructele percepute pe nedrept. (Apel Galați II, *Dr.* 43/96).

22. Prescripția de cinci ani nu este aplicabilă la restituirea fructelor percepute de posesorul de rea credință înainte de pronunțarea hotărârii ce ordonă restituirea lor, de oarece, până la pronunțarea unei asemenea hotărâri, cotitatea fructelor nu este determinată și creditorul nu posedă un titlu, pe care să-l poată executa, acțiunea în restituirea de fructe, fiind subordonată acțiunii în revendicare a fondului.

Prescripția de 5 ani se aplică și la restituirea fructelor percepute de un posesor de rea credință, cu începere însă dela hotărârea definitivă, care determină cotitatea lor și le transformă într'o condamnăție pecuniară anuală; căci, dela acea dată, cotitatea creanței fiind determinată și creditorul având un titlu executoriu, creditorul devine culpabil de a nu fi urmărit veniturile sale periodice și de a fi provocat, printr'o neglijență prelungită, ruina debitorului său. (Cas. I, 188/96, B. p. 787).

23. Dobânzile sumelor împrumutate și orice alte sume plătibile la termene periodice se prescriu prin trecere de 5 ani, din momentul ce se datorase. (Cas. I, 308/96, B. p. 1230).

24. Datoriile provenite din chirie deși se prescriu prin trecere de 5 ani, totuș o asemenea datorie, dacă a fost recunoscută de debitor prin un osebit inseris, ea constituind o nouă obliga-

țiune, devine prescriptibilă după dreptul comun, prin urmare, nu mai poate fi vorba în asemenea caz de prescripția de cinci ani. (Cas. I, 313/96, B. p. 1307; Cas. secții unite 17/98, B. p. 1253).

25. Se prescriu prin cinci ani prestațiunile periodice ale pensiunilor alimentare, și deci această prescripție cincinală nu poate fi invocată de primăria unui oraș, când un sergent de oraș își reclamă reținerile ce i s'au făcut din leafă pentru pensiuine de către primărie, pensiuine ce nu poate avea, după ch'ar hotărârea aceleia primării. (Cas. I, 342/99, B. p. 1102).

26. Prescripțiunea cincinală, prevăzută de art. 1907 din cod. civ., se aplică și la cupoanele de rentă, dacă dela data exigibilității au trecut cinci ani, fără ca valoarea lor să fie reclamată. (Cas. I, 150/99, B. p. 470).

27. Titlurile emise la purtător, fie de Stat, fie de comune, reprezentând un împrumut, detentorul unui asemenea titlu trebuie privit, prin efectul subrogației, pentru suma cuprinsă în titlu, ca un împrumutător, și, prin esirea la sortii a titlului, capitalul conținut în titlu devenind exigibil, condiția deținătorului este aceiași ca a unui creditor a cărui creanță a ajuns la termen, de unde urmează că, conform dreptului comun, creanța sa, adică titlul, nu poate fi prescrisă decât după trecere de 30 de ani dela data esirei la sortii. Numai cupoanele acestor titluri, ajunse la scadență, se prescriu prin trecere de cinci ani din ziua scadenței, și această prescripție de cinci ani pentru cupoanele ajunse la scadență nu este decât consacrarea principului de drept comun, prevăzut în art. 1907 din codul civil, și în virtutea căruia se declară prescrise prin cinci ani veniturile renditelor. (Cas. I, 47/901, B. p. 80).

28. Obligațiunea impusă moștenitorului, de a da creștere și întreținere unui copil, neavând de obiect o prestațiune periodică, prescripțiunea de cinci ani, prevăzută de art. 1907 codul civil, nu este aplicabilă în speță. (Apel Buc. III, Dr. 48/901).

29. Dobânzile la capitalul dotal, datorite de bărbat după disolvarea căsătoriei, luate fie ca dobânzi moratorii legale, fie ca procente moratorii judiciare, sunt supuse prescripțiunei de 5 ani, prevăzută de art. 1907 din codul civil. (Trib. Ilfov, Dr. 45/901).

30. Soțul, condamnat să restituie dota cu dobânda ei legală dela desfacerea căsătoriei, este de rea credință, când dela această dată mai percepe cupoanele atașate la fondul dotal, și deci nu poate să invoace prescripția cincinală, când soția îl va urmări pentru plata dobânzilor. (Apel Buc. I, C. Jud. 35/901).

31. Prescripția prevăzută de art. 1907 codul civil nu se aplică la dobânzile sumelor supuse la restituție, când aceste sune au fost primite cu rea credință de către acela căruia nu-i erau datorite. (Cas. I, 345/902, B. p. 1021).

32. Prescripția din art. 1907 cod civ., după care se prescrie prin 5 ani tot ceea ce se plătește cu anul sau la termene periodice mai scurte, nu este fondată numai pe prezumpția de plată, dar mai mult, pe considerația de ordine publică și de interes general, de a împiedica ruina debitorului prin acumularea prestațiilor ce datorește, provenită din cauza neglijenței creditorilor de a le reclama la exigibilitatea lor. Prin urmare și salariul lunar, care este o plată periodică, intră în prevederile art. 1907, și se prescrie prin 5 ani, chiar în cazul când creditorul ar putea dovedi că i se datorează prestațiile ce reclamă și chiar dacă debitorul nu contestă datoria, astfel că în acest caz devine inutilă discuția asupra refuzului debitorului de a presta jurământul deferit și asupra respingerii cererei de a i se face un interogator, de oarece acest mod de probație se referă la prescripțiile din art. 1903, 1904, iar nu și la aceea din art. 1907. (Cas. I, 558/904, B. p. 1785).

33. Conform dispozițiilor ultime din art. 1907 codul civil, tot ce se plătește cu anul sau la termene periodice mai scurte se prescrie prin cinci ani.

Astfel, ori de câte ori se cere o plată anuală pe mai mulți ani, trecuți, reprezentând folosința unui loc pe acei ani, partea nu poate fi condamnată la acea plată decât pentru cei din urmă cinci ani, datoria pentru ceilalți ani anterori fiind prescrisă. (Cas. I, 31 Ianuarie 1907, B. p. 36).

34. Prescripțiunea de cinci ani, prevăzută de art. 1907 codul civil, nu se poate aplica de cât atunci când creanța pentru restituirea fructelor este isvorită dintr'un contract, iar nu și în cazul când acea creanță isvorăște dintr'un quasi-delicat comis printr'o posesiune de rea credință, în care caz restituirea de fructe este supusă prescripțiunei de 30 ani. (Apel Buc. II, Dr. 73/908, p. 599).

35. Dacă datoria Statului cră o prestație plătită la un termen mai scurt de un an și supusă prescripției prevăzută în art. 1907 codul civil, din aceasta nu rezultă însă că și datoria celui ce a încasat fără cauză atari prestații e și ea periodică și supusă prescripției din sus citatul articol. (Apel Craiova II, Dr. 59/909, p. 469).

36. Prescripțiunea de 5 ani prevăzută de art. 1907 din codul civil se aplică și creanțelor având cauza lor în lege, cum sunt zecimile județene, aceleași rațiuni ale legii fiind și pentru prescrip-

țiunea acestor creanțe ca și pentru cele convenționale, și anume că, pe de o parte, să se pedepsască neglijența creditorului care a stat în inacțiune, iar pe de alta, să se împiedece ruina debitorului, prin acumularea prestațiilor periodice datorite, cari constituie mai mult o sarcină a veniturilor, iar nu a capitalului. (Cas. I, 842 din 2 Dec. 1911, B. p. 1577, Curier Judiciar 10/912).

37. Din dispozițiunile art. 474, 523, 550, 776, 1892 și 1907 c. civ., rezultă că legiuitorul a consacrat în codicele român rentă perpetuă cu același caracter personal și mobiliar și prin esența ei rescumpărabilă ca și în legislațiunea franceză și italiană, care i-a servit de model, iar eliminarea art. 530 și 1909-1914 din codul Napoleon, care prevăd că această rentă se poate rescumpăra și că prin convenția părților se poate interzice rescumpărarea — interdicțiune care pentru renta fonciară nu poate trece peste 30 ani, iar pentru celelalte rente peste 10 ani, — nu poate avea semnificarea că legiuitorul a schimbat acest caracter al rentei perpetue, deoarece alte texte, cum ar fi art. 776 c. civ., evidentiază că și în legislația română, renta perpetuă poate fi rescumpărată.

Prin urmare, Curtea de Apel nu a săvârșit nici o violare de lege când a decis că constituirea unei rente perpetue, fie cu titlu oneros sau gratuit,

fie asupra Statului sau particularilor, nu este prohibită în legislația română. (Cas. II, No. 641 bis din 6 Nov. 1913; Jurispr. Rom. 1914, p. 65, Bul. p. 1962, Curier Jud. 1914, p. 55, Pand. Rom. 1925, I, 89).

38. Când se constată că la instanța de fond partea nu a invocat dispozițiile art. 1907 c. civ., în privința prescripției dobânzilor dotei datorite pe un timp mai lung de 5 ani și deci să se fi opus la plata lor din chiar momentul când a luat naștere obligația de restituire, Curtea de apel nu poate din oficiu să invoace o astfel de prescripție și deci nu violează art. 1907 citat mai sus când acordă dobânzile astfel cum au fost cerute chiar dela data exigibilității dotei. (Cas. I, No. 247, 1916; Jurispr. Rom. 1918, p. 389).

39. Conform art. 1907 c. civ., se prescriu prin cinci ani dobânzile sumelor împrumutate și în genere tot ce se plătește cu anul sau la termene periodice mai scurte.

Motivele legiuitorului au fost pe deoparte, interesul general de a împiedeca ruina debitorului prin acumularea dobânzilor, iar pe de altă parte pedepsirea neglijenței creditorilor de a nu reclama la exigibilitatea lor dobânzile ce li se datoresc. (C. Apel Buc. s. I, 24 din 5 Iunie 1920. Pand. Rom. 1922, III, 24).

40. A se vedea: art. 1092 nota 10; art. 1890, nota 2; art. 1904, nota 1.

Art. 1908. — Prescripțiunile prezentei secțiuni curg în contra minorilor și interdicțiilor, rămânând acestora recurs în contra tutorilor lor. (Civ. 342, 390, 421, 454, 998, 1876, 1903, 1904; Civ. Fr. 2278).

Text. fr. Art. 2278. — Les prescriptions dont il s'agit dans les articles de la présente section, courent contre les mineurs et les interdits; sauf leur recours, contre leurs tuteurs.

Doctrină străină.

BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 39, 424, 813;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 897; II, p. 140;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 386 bis;
MURLON, ed. 7-a, III, p. 821;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 682.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 180, 236 n. 3, 308, 337 urm., 374, 375;
CANTACUZINO MATEI, p. 93, 511;
NACU, III, p. 884.

— **Art. 1909.** — Lucrurile mișcătoare se prescriu prin faptul posesiunii lor, fără să fie trebuință de veri-o curgere de timp. Cu toate acestea cel ce a pierdut sau cel cărui s'a furat un lucru, poate să-l revendice, în curs de trei ani din ziua

când l-a pierdut sau când i s'a furat, dela cel la care 'l găsește rămânând acestuia recurs în contra celui dela care 'l are. (Civ. 472 urm., 485 urm., 972, 998, 1156, 1200, 1446, 1598, 1607, 1696, 1730, 1751, 1800, 1910; C. pen. 306 urm.; C. com. 58; Lege p. titlurile la purtător pierdute, distruse, furate, etc. 21 Ian. 1883; Decretul-lege 3380 din 13 Nov. 1918; Lege privitoare la duplicate pentru titlurile evacuate la Moscova din 15 Sept 1920; Civ. Fr. 2279).

Text. fr. Art. 2279. — En fait de meubles, la possession vaut titre.

Néanmoins celui qui a perdu ou auquel il a été volé une chose, peut la revendiquer pendant trois ans, à compter du jour de la perte ou du vol, contre celui dans les mains duquel il la trouve; sauf à celui-ci son recours contre celui duquel il la tient.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, II, ed. 5-a, p. 144, 147, 151, 155-159;
 BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 839, 849, 858, 861, 867, 869, 871, 879, 881, 885, 891, 893, 896-899;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 30, 63, 174, 192, 269, 274, 312, 343, 385, 411, 494, 619, 662, 701;
 CAPITANT, *De la cause des obligations*, p. 423 urm.;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 10, 679, 711 nota 1, 770, 797, 859, 870, 884, 911 urm., 933, 942, 996, 1005; II, p. 61, 216, 241, 441, 489, 492, 639, 640, 764, 804, 806, 827, 887, 889; ed. 1-a, III, p. 156, 567; 771, 772, 773;
 DALLOZ, *Rép. Prescription civile*, 264 urm., 542; *Suppl. Prescription civile*, 127 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 57 bis, III; VIII, 387 bis, 387 bis, III, XV, XVII;
 DEMOGUE, I, *Sources des obligations*, I, p. 231, 467, 699; III, p. 288;
 DEMOLOMBE, IX, 622; XXIV, 469; *Oblig.*, I, 475;
 LAURENT, XXXII, 544, 553, 555, 559, 561, 575-577, 594, 595;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 821 urm.;
 PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2459 urm., 2286, 2586, 2647, 2743, 2760;
 SALEILLES, *Obligation*, ed. 3-a, p. 304, 329;
 TROPLONG, *Prescription*, II, 1061, 1070.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, XI, p. 100, 101, 288, 343 urm., 356 urm., 364 urm., 376 urm., 388, 399, 400, 401, 407, 424; (I, ed. 2-a, p. 133 n. 4; III, part. I, ed. 2-a, p. 127 n. 1, 188 n. 1, 213 n. 4, 219 n. 1, 245, 262, 264, 298, 337, 338, 384 n. 1, 395 n. 2, 411, 456 n. 4, 482, 552, 553, 576 urm.; III, part. II, ed. 2-a, p. 22, 330, 464, 745, 746 t. și n. 1, 801, 820, 838, 876, 904, 918, 919; IV, part. I, ed. 2-a, p. 259, 261 t. și n. 4, 265, 279 t. și n. 3, 280, 282, 284 n. 2, 286, 290, 342 n. 1, 413, 424, 433, 434, 472, 505 n. 2, 710, 721 nota, 742; IV, part. II, ed. 2-a, p. 345; V, p. 75, 89 n. 2, 174 n. 1, 175, 382, 383, 387; VI, p. 95, 96, 263 nota, 447, 449, 474 t. și n. 2, 628 n. 4; VII, p. 164 n. 3, 187; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 274, 278, 279; IX, p. 5, 13 n. 4, 131 n. 2, 657, 672, 675; X, p. 236, 239, 257 n. 1, 265, 364, 365, 417, 419, 426, 452, 743); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 497, 498; *Observație sub. C. Apel Douai*, 18 Nov. 912. *Curier Jud.* 59/913; *Observație sub. Cas. Fr.* 16 Iulie 911. *Curier Jud.* 61/912; *Notă sub. Trib. Paris*, 12 Dec. 1923. *Jurispr. Gen.* 15/1924 No. 847; *Observație sub. Trib. Prahova*, 28 Iunie 1920. *Pand. Rom.* 1924-III-134;
 CANTACUZINO MATEI, p. 121, 122, 123, 125, 254, 378, 385, 461, 497, 505, 544, 549, 551, 553, 555, 558, 560, 561, 563, 649;
 DEGRÉ ALEXANDRU, *Scriseri Juridice*, vol. I, p. 638 urm.; „Prescripția instantanee în materie mobilă”; vol. IV, „Proprietatea hârtiei confidentiale”, p. 312 urm.;
 DUMITRESCU A. M., II, 17, 23, 92, 334, 731, 819;
 HOZOC D., *Notă sub. Cas. I.* 709 din 11 Dec. 1915. *Pand. Rom.* 1925-I-50;
 ILIESCU B. AL., (ABIL), *Notă sub. Jud. ocol. Calafat Dolj*, 263 din 2 Sept. 919. *Curier Jud.* 14/919;
 IONESCU I. IOAN, *Notă sub raportul instrăinării*, p. 287, 288, 301, 302;
 MAXIM G. DIM., „Legea titlurilor la purtător pierdute, furate, distruse”. *Dreptul* 36/924;
 NACU, I, p. 75; II, p. 428, 499, 609, 849; III, p. 879 urm.; „Despre prescripția lucrurilor mobili”. *Curier Jud.* 54/903.

- PLASTARA G., „Asupra transfertului proprietății mobiliare“. Dreptul 38/1907;
 RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. Justiția de pace din Mazamet, 28 Febr. 1913.
 Dreptul 34/914;
 ROSETTI-BĂLĂNESCU I., *Notă* sub. Trib. Ilfov s. III, 474 din 27 Iunie 1921. Pand. Rom.
 1922-II-154;
 STĂNESCU P. ION, *Notă* sub. Cas. II, 126 din 31 Mart. 1924. Jur. Gen. 1925 No. 906;
 VELESCU ALEX., *Notă* sub. Trib. Gorj s. II, 68 din 23 Sept. 1918. Curier Jud. 59-60/1920.

INDEX ALFABETIC

Adjudecare 14.	Mobile lucruri, a se vedea „Lucruri mobile“.
Amanet 8, 9, 14, 22, 23, 25, 27.	Motivare 18.
Anulare 8.	Negutător 22.
Aprecieare suverană 10.	Omisune esențială 27.
Bălcu 22.	Parte civilă 3.
Bună credință 1, 6, 7, 13, 19, 23, 26-31, 33, 34.	Pierdere, a se vedea „Lucru furat sau pierdut“.
Casare, a se vedea „Recurs“.	Posesiune 3, 6-13, 15, 16, 19-26, 28-32, 34.
Comerciant, a se vedea „Negutător“.	Prezaritate 3, 8, 9, 11, 12, 29.
Comisionar 14.	Preferință 23.
Contestație 15, 24.	Prejudiciu 4.
Credință, a se vedea „Bună credință“, „Rea credință“.	Prescripție 3, 6, 7, 10, 11, 12, 13, 15, 16, 19, 20, 21, 23, 24, 25, 26, 28, 30, 31, 32, 34.
Credit fnciar Român 22.	Prețul lucrului 1, 2, 22.
Culpă 4.	Presumpțiuni 11, 12, 18, 21, 24, 29.
Dată posterioară 34.	Probe 11, 12, 15, 20, 21, 24, 28, 32.
Dată certă 24.	Produsele solului 25.
Daune 4, 5.	Proprietar 1, 3, 6, 8, 9, 10, 11, 13, 15, 17-21, 23, 29, 29, 30, 31, 33, 34.
Depozit 3, 33.	Publicații 22.
Donație 20.	Rea credință 1, 33.
Dotă 17.	Recurs 18.
Dovezi 11, 12, 15, 20, 21, 24, 28, 32.	Resciziune 8.
Executare, a se vedea „Urmărire silită“.	Retenție 14.
Facturi 24.	Revendicare 1, 2, 5, 6, 7, 11, 15, 17, 21, 22, 25, 29, 31, 33.
Furt, a se vedea „Lucru furat sau pierdut“.	Reziliere 27.
Gaj 8, 9, 14, 22, 23, 25, 27.	Rezoluțiune 8, 27.
Găsirea unui obiect pierdut 33.	Suverană apreciere 10.
Hotărâre 18.	Tărg 22.
Intabulare 25.	Terțe persoane 8, 9, 15, 25, 29, 29, 31.
Just titlu 6, 26.	Titluri la purtător 16, 22.
Licitatie 22.	Urmărire silită 14, 15, 17, 24, 27, 28.
Locație 17.	Vânzare publică 22.
Lucru furat sau pierdut 1, 2, 4, 5, 11, 20, 21, 22, 29, 33.	
Lucruri mobile 1-34.	
Marturi 11.	

Jurisprudență.

1. Art. 1909 acordă proprietarului lucrului pierdut sau furat dreptul de a-l revendica de la cel ce-l deține fără a face distincțiune în cazul când acesta este de bună sau rea credință și fără a întoarce nimic în schimb, rămânând acestuia recurs în contra celui de la care l'a cumpărat. (Trib. Ilfov, IV, 145, Nov. 26/81, *Dr.* 49/82).

2. Tribunalul, sezisat de o cerere pentru plata prețului unor boi luați prin forță, nu este ținut a se pronunța de odată și asupra pretențiunii ridicată de cel ce a luat acei boi, că acei boi i-au fost furați, pe cât timp revendicantul nu s'a conformat art. 1909 și 1910. (Cas. I, 85/Mart. 8/82, B. p. 288).

3. Numai faptul posesiunii unui lucru nu este suficient pentru a-i legitima dreptul la proprietatea sa, căci dacă numai simplul fapt al posesiunii conduce la prescripțiunea bunurilor mobile, totuși această prescripțiune nu

este admisă ori de câte ori se stabilește că posesiunea acelor mobile este precară sau ilicită. Astfel, cel ce deține cu titlu precar de depozit niște bunuri nu se poate pretinde proprietar al lor. (Apel Buc. II, 104, Apr. 6/83, *Dr.* 51/83).

4. Dispozițiunile art. 1909, au a fi aplicate ori de câte ori este vorba de cereri pentru restituirea unor efecte furate, nu însă și când e vorba de cereri pentru daune de către partea vătămată de la acela din a cărui culpă i s'a cauzat prejudiciu. În cât privește această din urmă parte, relativă la cererile de daune, partea vătămată este în drept, după art. 998, a le pretinde de la acel prin a cărui culpă i s'a cauzat prejudiciu. (Cas. I, 427/Dec. 9/83, B. p. 1179).

5. Art. 1909 a recunoscut celui furat o acțiune în revendicare, independent de constituirea păgubașului ca parte civilă, care își păstrează dreptul de a-și revendica bunurile ori unde le-ar găsi cu toate că s'a constituit parte civilă și i s'au acordat despăgubiri. (Apel Buc. III, Sept. 20/83, *Dr.* 73/83).

6. Înțelesul acestei dispozițiuni este că dacă proprietarul nu poate revendica, aceasta este din cauză că posesorul îi poate opune prescripțiunea; or, dacă îi poate opune prescripțiunea, este că n'a câștigat posesiunea de la proprietar, căci altfel ar deveni proprietar, prin titlul care a intervenit între el și vechiul proprietar, iar nu prin ajutorul prescripțiunii. De aci rezultă că atunci când proprietarul revendică un imobil și constată dreptul său, acela care pretinde că i s'a transmis de dânsul proprietatea, nu poate invoca art. 1909 și trebuie să-și dovedească titlul său. Pentru a determina condițiunile de admisibilitate ale prescripțiunii mobiliare trebuie să ne referim atât la art. 1909 cât și la art. 972 care este o aplicațiune a art. 1909. Ar părea a rezultă din art. 1909 că simpla posesiune e suficientă pentru a respinge acțiunea în revendicare a proprietarului unui imobil. Cu toate acestea prin faptul că e vorba de o prescripțiune, trebuie mai întâi ca posesiunea să întrunească elementele cerute pentru posesiunea utilă spre a ajunge la prescripțiunea mobilelor, afară de cele relative la durata posesiunii, adică neîntreruperea și continuitatea (art. 1847), de oarece prescripțiunea imobiliară are loc fără vre-o

curgere de timp; trebuie dar ca posesiunea să fie pacinică, cu alte cuvinte să nu fie fundată prin acte de violență în contra adversarului (art. 1851) și să fie cu titlu de proprietar (art. 1853). În al doilea rând, cum e vorba de o prescripțiune de favoare, adică mai mică de 30 ani, identică cu prescripțiunea de la 10 până la 20 ani a imobilelor, e natural ca să se ceară just titlu și bună credință; și probă că se cer și aceste condițiuni e art. 972, căci acest articol decide că cel ce s'a obligat succesiv (fie el proprietar, fie simplu posesor) a da la două persoane un mobil, transferă proprietatea lui persoanei pusă în posesiune chiar când titlul acesteia este cu dată posterioară, numai posesiunea să fie de bună credință. Se putea exige mai clar just titlu și bună credință? Asupra bunei credințe trebuie observat că există diferența aceasta între prescripțiunea mobiliară și cea imobiliară de 10 și 20 ani. În cea din urmă e suficientă buna credință în momentul convențiunii care formează justul titlu, pe când în cea dintâi trebuie să existe în momentul punerii în posesiune (argument tras din cuvintele: numai posesiunea să fie de bună credință). Dacă justul titlu e cerut pentru a se invoca art. 1909 e clar că ar fi inutil de a se susține că cel ce pretinde de a fi câștigat posesiunea de la adevăratul proprietar, poate beneficia de dispozițiunea art. 1909; în adevăr la ce i-ar servi acel articol, căci el ar trebui totuși să dovedească o justă cauză de achizițiune, și dacă va dovedi cum a câștigat mobilul de la adevăratul proprietar, va deveni proprietar prin acel titlu iar nu prin prescripțiune. Aceasta e chiar o probă mai mult că art. 1909 nu se aplică atunci când posesorul pretinde a i se fi transmis posesiunea de cel ce revendică. (Trib. Dolj II, Mai 4/93. *Dr.* 48/93).

7. Este de principiu că lucrurile mișcătoare se prescriu prin simplul fapt al posesiunii, fără să fie trebuință de vre-o curgere de timp (art. 1909). De unde urmează că acela care cu bună credință a dobândit și posedă un asemenea lucru nu poate fi supus acțiunii în revendicare din partea celui care pretinde că ar avea un drept asupra lui de cât în cazurile excepționale și anume prevăzute de lege. (Cas. s. unite, 12/Oct. 10/94).

8. Atunci când posesorul ține lucrul mobil de la un autor al cărui titlu este supus la rezoluțiune, la anulațiune sau rescisiune, el poate cu toate acestea invoca excepțiunea din art. 1909 dacă titlul precedentului posesor a fost rezoluit, anulat sau rescindat. Așa fiind, deși creditorul gagist nu posedă cu titlul de proprietar, ci numai ca credi-

tor privilegiat, cu toate acestea el are asupra gagiului său un drept real, care este un desmembrământ al proprietății și art. 1909 garantează ori ce posesiune care implică un drept asupra lucrului; posesiunea gagistului nu e precară de cât numai față cu debitorul care i-a remis gagiul, față însă cu cei de al treilea, atât unul cât și celălalt au o posesiune cu titlu de proprietar în sensul art. 1909, căci dreptul real constituie și el o proprietate, prin urmare și unul și celălalt pot să se folosească de acest text de lege. (Apel Galați, I, No. 31/94, *Curier Jud.* 19/94).

9. Creditorul gagist, deși nu posedă cu titlu de proprietate, ci numai ca creditor privilegiat, cu toate acestea el are asupra gagiului său un drept real, care este un desmembrământ al proprietății. Art. 1909 din codul civil garantând ori ce posesiune care implică un drept asupra lucrului, posesiunea gagistului nu este precară, de cât față cu debitorul care i-a remis gagiul, nu însă față și cu cei de al treilea, față de care creditorul gagist are asupra gagiului o posesiune cu titlu de proprietar în sensul art. 1909 din codul civil, căci dreptul real constituie și el o proprietate. (Apel Galați I, C. Jud. 19/94).

10. Constatarea judecătorului de fond, că posesiunea unor lucruri mișcătoare aparține cutărei persoane, constituie o chestiune de fapt lăsată cu totul la apreciația sa suverană. În materie de lucruri mișcătoare, posesiunea lor valorează ca un titlu de proprietate și aflarea lor la domiciliul unei persoane, presupune că aparține ei. (Cas. I, 202/95, B. p. 578).

11. Lucrurile mișcătoare se prescriu prin faptul posesiunii, fără să fie trebuință de vre-o curgere de timp. Astfel simpla posesiune a unor asemenea lucruri constituie un lucru de proprietate pentru posesor, așa că dănsul nu este ținut să probeze cauza legitimă a achizițiunii lor, chiar atunci când recunoaște că le-a dobândit dela acela ce i le reclamă și cu toate că acesta ar justifica că a fost vechiul lor proprietar. Numai în cazul când lucrurile mișcătoare au fost furate sau pierdute, proprietarul lor are dreptul de a le revendica dela posesor în timp de trei ani. Când cel ce reclamă pretinde că a remis actualului posesor lucrurile mișcătoare ce reclamă cu condițiune de a i le restitui, cu alte cuvinte, când pretinde că posesiunea ce detentorul exercită este numai o posesiune precară, care, ca atare, nu-i constituie un titlu de proprietate, totuși, chiar în acest caz, nu este destul ca reclamantul să dovedească că a fost odinioară proprietarul lucrurilor, ci cătușă stabilească că în adevăr remiterea

acelor lucruri a făcut-o în mâna defendendorului cu titlu precar, și să dovedească aceasta prin aplicarea principiilor generale care regulează materia probelor, adică prin proba literală, dacă e în joc o valoare mai mare de 150 lei, și prin proba testimonială, prezumpțiuni, etc. când e vorba de o valoare inferioară acestei sume. (Cas. S. Unite, 2/95, B. p. 730).

12. Principiul, că în privința mobililor faptul singur al posesiunii valorează ca un titlu, nu poate fi invocat cu succes decât de acela care ar posedă pentru sine și în numele său, iar nu și de acela care, reținând pentru altul, trebuie să restituie. Deși prezumpțiunea este că oricine deține posedă pentru sine, această prezumpțiune însă se poate combate prin orice mod de probă. (Apel Buc. III, C. Jud. 3/96).

13. Lucrurile mișcătoare se prescriu prin faptul posesiunii, fără nici o curgere de timp, însă, pentru ca această posesiune să poată servi de bază prescripției instanțanei, trebuie neapărat să fie de bună credință și cu titlu de proprietar. (Cas. I, 62/901, B. p. 193).

14. Creditorul gagist nu se poate opune la urmărirea obiectului amencat de către ceilalți creditori ai debitorului. Aceștia conservă dreptul de a urmări orice avere a debitorului lor, rămânând ca creditorul gagist să exercite privilegiul său asupra prețului bunului vândut la licitație și să uzeze de dreptul său de a reține lucrul, chiar în contra adjudecatarului, până la plata creanței. Prin urmare, un comisionar care este și el un creditor gagist și cu dreptul de retenție, nu se poate nici el bază pe art. 1909 spre a se opune la urmărirea gagiului său, neavând decât dreptul de a invoca privilegiul său asupra prețului și de a reține produsele urmărite, chiar față de adjudecatar, până la completa achitare a sumelor ce-i datorează expeditorul. (Cas. I, 228/903, B. p. 650).

15. Din combinația art. 1858, 1899 și 1909 rezultă că posesorul lucrurilor mișcătoare este presupus a fi proprietarul lor și că cel ce le revendică este dator să dovedească contrariul. Astfel, dacă cu ocazia urmăririi unor lucruri mișcătoare, care se află în posesia debitorului, se face contestație de o terță persoană, dânsa este obligată să dovedească că acele mobile sunt proprietatea sa, iar nu a debitorului urmărit. (Cas. I, 227/904, B. p. 746).

16. În materie de titluri la purtător, raportul juridic se stabilește de reclamant față de emitent prin simplul fapt al posesiunii titlului emis. (Cas. III, 31 Oct. 907, Bul. p. 1660).

17. Mobilele, fie chiar dotale, nu pot fi sustrate dela urmărirea proprietarului cât timp dânsul nu a fost încu-

noștiințat despre condiția lor juridică, mai ales că averea dotală mobilă nu este inalienabilă. (Cas. II, 18 Sept. 1907, B. p. 1353).

18. O sentință prin care se stabilește în mod neîndoios prin prezumpțiuni de fapt un anume drept de proprietate, nu poate fi casată sub cuvânt că în unele din considerentele sentinței, greșit redactate, nu ar apărea destul de clar lămurit acel drept de proprietate. (Cas. III, 22 Sept. 1908, B. p. 1552).

19. Potrivit dispozițiilor art. 1909 codul civil, achizitorii obiectelor mobiliare nu sunt protejați de lege decât într'atât cât nici o circumstanță nu a fost de natură să deștepte într'înșii bănuiala asupra legitimației posesiunii persoanei care le-a transmis acele obiecte. (Apel Buc. II, Dr. 67/909, p. 532).

20. Posesorul unor mobile ce pretinde că le deține cu titlu de donație de la adevăratul proprietar, este apărât, prin simplul fapt al posesiunii sale, de o prezumpție de titlu, care însă cedează înaintea probei contrară făcută de proprietar, fie atacându-se faptul posesiunii, fie arătându-se origina suspectă a posesiunii, lăsând să se creadă într'o sustragere sau alt fapt delictuos. (Trib. Ilfov com. Dr. 78/911, p. 620).

21. Spre deosebire de ipoteza prevăzută de art. 1909 alin. I c. civil, în care dacă nu e contestată posesia unui lucru mobil, proprietarul ca să poată isbuti în cererea lui de revendicare, trebuie să facă dovada pozitivă a faptelor de furt sau sustragere, în ipoteza raporturilor dintre posesorii succesivi, este suficient ca din împrejurări de fapt să se arate alegațiunea posesorului pârât ca nefiind verosimilă pentru ca prezumpția legată de faptul posesiunii să cadă. (Trib. Ilfov, com. Dr. 78/911, p. 620).

22. După art. 1909 și 1910 din codul civil, cel ce a pierdut sau i s'a furat un lucru mișcător poate să-l revendice în curs de 3 ani din ziua când l-a pierdut sau când i s'a furat dela acel la care se găsește, iar deținătorul poate cere să i se restituie prețul ce l-a costat, numai în cazul când l-a cumpărat dela un bălcu sau târg, dela o vânzare publică sau dela un negutător de asemenea lucruri.

Legea titlurilor la purtător din 1893 este o lege de protecțiune pentru proprietarul titlului furat, când furtul n'a fost descoperit și nu se știe nimic de soarta titlului, iar publicațiunile prevăzute de art. 1 și 2 din aceea lege nu sunt prescripție decât în scopul de a conserva, față de debitor, drepturile celor ale căror titluri au fost furate, distruse sau pierdute, iar nu pentru exercitarea acțiunii în reven-

dicare, contra deținătorilor cari în mod neregulat ar deveni posesorii unor asemenea titluri.

Astfel, dacă un scris funciar rural, ce fusese furat, a fost constituit în gaj cuiva fără borderou și de o persoană ce nu-i eră cunoscută, împrejurări din cari instanța de fond își poate face convingerea că creditorul gagist cunoștea viciul posesiunii deținătorului, în momentul depunerii în gaj a titlului, proprietarul aceluia scris funciar rural poate să-l revendice pe calea unei acțiuni principale, conform principiilor dreptului comun prevăzute de art. 1909 din codul civil, fără a i se putea opune lipsa publicațiilor prescise de art. 1 și 2 din legea titlurilor la purtător din 1883. (Cas. III, 247 din 4 Mai 1912, B. p. 1048, Curier Jud. 45, 1912).

23. În virtutea prescripțiunii instanțate a lucrurilor mobile prevăzute de art. 1909 din codul civil, creditorul gagist ce are posesiunea lucrului amanetat, dobândind asupra lui de bună credință un drept real, urmează ca dânsul să fie preferat asupra acestui lucru, chiar și adevăratului proprietar care ar fi pierdut posesiunea. (Cas. II 237 din 30 Oct. 1912, B. p. 1757, Curier Jud. 13/914).

24. Art. 1909 c. civ., stabilește o prezumpție legată în favoarea posesorului de mobile, care însă este susceptibilă de a fi combătută prin proba contrarie.

Astfel fiind, când instanța de fond constată în fapt, din facturile prezentate de soția debitorului urmărit, că mobilele urmărite de creditorul soțului său aparțineau soției contestatoare, mai ales când acele facturi dobândise și dată certă, prin încetarea din viață a semnatarului lor, cu drept cuvânt acea instanță anulează urmărirea creditorului.

Afară de aceasta, din moment ce este stabilit că contestatoarea locuie în acelaș imobil unde urmărirea se efectuase acest fapt presupune că posesiunea nu eră exclusivă a debitorului. (Cas. II, decizia civilă No. 10, din 20 Ianuarie 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 218).

25. Creditorul gagist putând opune, în virtutea legii din 15 Iunie 1906 care a modificat art. 480 c. com., celor de al treilea, dreptul său asupra produselor solului puse în gaj, chiar dacă ele au rămas în posesiunea debitorului, din moment ce a intabulat actul său de gaj, acel ce dobândește asemenea lucruri, în urma intabulării, nu se poate pune la adăpostul prescripțiunii instantanee din art. 1909 c. civ., de oare ce el a putut să aibă cunoștință de existența gajului. Prin urmare, creditorul gagist poate urmări lucrurile ce-

fusese puse în gaj care se găseau, fără drept, în posesiunea unui al treilea. (Cas. II, No. 102, 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 401).

26. Posesiunea lucrurilor mișcătoare, pentru a servi de bază prescripțiunii instantanee, prevăzută de art. 1909 c. civ., trebuie să fie utilă, iar posesorul să aibă just titlu și să fie de bună credință. (Apel Constanța, No. 13, 1914; Dreptul 1915, p. 316).

27. Instanța de fond este obligată să constate dacă creditorul gagist care a vândut niște lemne ce-i fusese amanetate de cumpărătorul lor constatat ar fi de rea credință, a fost și el de rea credință, căci ar fi știut, atunci când a sechestrat și vândut acele lemne, că ele nu mai sunt în posesiunea debitorului său prin rezilierea vânzării acelor lemne, căci numai în asemenea caz efectele rezilierii contractului de vânzare s'ar fi putut refrânge asupra sa. Când însă s'ar fi constatat că creditorul gagist a fost de bună credință, el nu are să sufere consecințele rezoluțiunii vânzării, întrucât aceste consecințe privesc numai pe cumpărătorul lemnului constatat a fi de rea credință și în așa caz instanța de fond face o omisiune esențială dacă nu se pronunță asupra mijlocului de apărare invocat de creditorul gagist. (Cas. II, No. 164, 1915; Jurispr. Rom. 1915, p. 549).

28. Conform art. 1909 c. civ., faptul posesiunii de bună credință a unor lucruri mobile face dovada proprietății celui ce le posedă; prin urmare celui de al treilea, care pretinde un drept de proprietate asupra lor, îi incumbă sarcina de a dovedi retențiunea sa.

Astfel fiind, un creditor care urmărește mobilele debitorului său la alt domiciliu decât al acestuia, este dator să facă dovada, că mobilele sunt proprietatea debitorului său, sau să dovedească că ele au fost sustrate din domiciliul acestuia.

Violează așa dar art. 1909 c. civ. Tribunalul, când impune sarcina de a dovedi proprietatea mobilelor posesorului lor, la domiciliul căruia se află, iar nu creditorului urmăritor care-i contestă proprietatea. (Cas. Buc. II, decizia No. 9 din 19 Iunie 1918; Jurispr. Rom. 13-14/919, p. 636; Petre Popescu Jurispr. Cas. 1917-1918, No. 28).

29. Proprietarul originar al unui lucru mișcător nu poate avea exercițiul unei acțiuni reale pentru urmărirea lucrului său mișcător în mâinele unui terțiu posesor care a dobândit posesiunea lucrului cu titlu de proprietar și cu bună credință dela un precarist căruia proprietarul i-a promis lucrul în mod voluntar, de oarece art. 1909 c. civ., stabilește în favoarea terțiului posesor o prezumpțiune de proprietate,

care-i dă dreptul de a respinge acțiunea în revendicare a proprietarului.

Dacă însă terțiul a primit lucrul mișcător dela un detentor precar care și-a însușit lucrul dela proprietarul său, fără voia acestuia, acțiunea în revendicare este acordată proprietarului originar al lucrului mișcător. (Trib. Braïla I, No. 115, 1919; Trib. Jurid. 1919, p. 52).

30. Buna credință este o condiție esențială a posesiunii cerută de art. 1909 c. civ., fără de care nu poate să existe prescripția instantanee, prevăzută de acest text, cu titlu de proprietate pentru achizitorul unui bun mobilier corporal. (Trib. Prahova s. I, 291 din 20 Iunie 1920, Dreptul 35/920., Tribuna Jur. 39-41/922., Al. Găntoiu, Lucrări judecătorești 1922, pg. 56. În acelaș sens: Judecătoria ocol III, București, 8 Iulie 1920, Dreptul 35/920).

31. a). Proprietarul originar al unui lucru mișcător poate obține restituirea lucrului său, care se află în mâinile unui terț posesor, fie printr'o acțiune mobilă în revendicare, prevalându-se de titlul său de proprietar al lucrului, fie printr'o acțiune personală în nulitatea înstrăinării lucrului către terțul posesor, întemeiată nu pe proprietate, dar pe alte cauze isvorite dintr'un contract, quasi contract, delict sau quasi delict în virtutea cărora posesorul ar fi ținut la restituirea lucrului mișcător.

b). Pentru ca art. 1909 c. civ., să fie invocat se cere pe lângă buna credință a posesorului, ca posesiunea lucrului mișcător să fie cu titlu de proprietar. (Trib. Braïla s. I, 18 Sept. 1920. Dreptul 5/921).

32. Simpla posesiune a unor lucruri mobile constituie un titlu pentru cel ce posedă, fără a fi obligat a proba cauza legitimă a achiziției lor iar acel ce pretinde ca aceste lucruri sunt ale sale, îi incumbă datoria de a dovedi aceasta. (Trib. Tecuci, 8 Iunie 1920, Dreptul 5/923).

33. În lipsa unui text de lege, fie penal, fie civil, sau măcar de drept ad-

ministrativ, care să reglementeze soarta obiectelor pierdute, găsite pe stradă sau în locuri publice, cață a se tranșă dreptul găsitörului după principiile generale de drept.

Imprejurarea că revendicarea mobilelor se poate exercită timp de 30 ani în contra găsitörului sau în contra achizitorului de rea credință, iar numai timp de trei ani față de achizitorul de bună credință (art. 1909 c. civ.), nu poate îndreptăți o autoritate publică să dețină obiectul depozitat și declarat de găsitör nici timp de treizeci ani, nici timp de trei ani, cum prevăd oarecare regulamente din străinătate.

În speță găsitörul, după declarațiunea și depozitul ce a făcut, făcând și publicațiune în ziare despre lucrul găsit, la care înștiințare după un interval de doi ani nu s'a prezentat nimeni spre a-și valorifica dreptul asupra obiectului găsit, zisul găsitör s'a purtat ca un bun părinte de familie, și nu este nici un motiv ca judecătörul unui cabinet de instrucție să se opună la liberarea obiectului — suma de 136 mii lei în bancnote — în primirea găsitörului, sub luare de chitanță.

Hotărînd astfel, nu se naște nici un drept nou în persoana găsitörului, ci dănsul luând în păstrarea sa obiectul va răspunde de el în limitele prevăzute de codul civil. (Camera de punere sub acuzare București, s. v., decizia 451 din 31 August 1923, Jur. Gen. 1923, No. 991).

34. Potrivit dispozițiunilor art. 1909 din codul civil, lucrurile mobile se prescriu prin simpla posesiune, iar cel pus în posesiunea acestor lucruri este preferit și rămâne proprietar chiar când titlul său este cu data posterioară, sub singura rezervă ca posesiunea să fie, conform art. 972 cod. civil de bună credință. (Cas. I, 1562 din 12 Iunie 1925, Curier Jud. 34/1925).

35. A se vedea: art. 972, nota 1; art. 1206, nota 27; art. 1854, nota 2; art. 1910 cu notele respective.

Art. 1910. — Dacă posesorul actual al lucrului furat sau pierdut l-a cumpărat la bălci sau la târg sau la o vindere publică, sau dela un neguțător care vinde asemenea lucruri, proprietarul original nu poate să ia lucrul înapoi decât întorcând posesorului prețul ce l'a costat. (Civ. 1909; Leg. 21 Ian. 83, art. 20; Civ. Fr. 2280).

Text. fr. Art. 2280. — Si le possesseur actuel de la chose volée ou perdue l'a achetée dans une foire ou dans un marché, ou dans une vente publique, ou d'un marchand vendant des choses pareilles, le propriétaire originaire ne peut se la faire rendre qu'en remboursant au possesseur le prix qu'elle lui a coûté.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, ed. 5-a, p. 150, 154;
 BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 906, 907, 910, 965;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 30, 330, 390, 443;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 711 nota 1, 859, 914, 917, 924; II, p. 764, 780, 782, 806;
 DALLOZ, *Rép. Prescription civile*, 292 urm.; *Suppl. Prescription civile*, 180 urm.;
 LAURENT, XXXII, 589, 591;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 827 urm.;
 PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2486.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, XI, p. 100, 101, 288, 343 urm., 356 urm., 364 urm., 376 urm., 388, 399-401, 407, 424; (III, part. I, ed. 2-a, p. 279, 280; X, p. 423 n. 1); *Notă sub. Trib. Paris 12 Dec. 1923. Jurispr. Gen. 15/1924 No. 847; Notă sub. Trib. La Rochelle, Charente-Inférieure, 9 Mart. 1920, Jur. Gen. 1925 No. 156;*
 CANTACUZINO MATEI, p. 121, 122, 123;
 FILITTI D. ION, „*Despre restituirea unui obiect mișcător cumpărat de la un neguțator, care vinde obicinuit și care se dovedește în urmă a fi lucru de furat*“. Dreptul 39/1922;
 MAXIM G. DIM., „*Legea titlurilor la purtător pierdute, furate, distruse*“. Dreptul 36/924;
 NACU, III, p. 879 urm.;
 PETIT EUGEN, *Notă sub. Trib. com. Lyon, 25 Febr. 1924. Jur. Gen. 1925 No. 763.*

Jurisprudență.

1. Comptuarul unei case de bancă unde s'a făcut vânzarea unui bon furat nu se consideră ca intrând în prevederile art. 1910. În adevăr, în locurile prevăzute de art. 1910 vânzările se fac public, așa în cât poliția și păgubașul poate să vegheze și furul să fie surprins; în comptuarul însă al unui bancher nici poliția nici păgubașul nu pot străbate și furul nu se teme de nici o supraveghere. Nu asemenea vânzări dar a putut avea în vedere legiuitorul când a făcut art. 1910. (Trib. Ilfov, IV, 145, Nov. 26/81, Dr. 49/82).

2. Dacă se constată că cel ce a cumpărat lucrul de furat nu eră de bună credință cu ocaziunea cumpărării aceluia lucru și că prin urmare faptul constituie un delict, nu e loc de a se aplica art. 1910 c. civ. (Cas. I, 360/86 Sept. 16/86, B. p. 726).

3. Proprietarul unor bonuri furate este în drept a le revendica de la cel la care se găesc, fără a 'l despăgubi, dacă acesta nu le-a cumpărat în condițiunile art. 1910; îi rămâne însă dreptul de recurs contra celui de la care a cumpărat. (Apel Buc. II, 6 Martie 4/86, Dr. 36/86).

4. Dacă curtea de apel constată că bancherul a cumpărat niște cupoane de la un funcționar din ministerul de finanțe și dar nu de la un neguțator care vinde acele lucruri, că le-a cumpărat în comptuarul său și dar nici la un bălcu sau târg sau la o vânzare publică; și dar aceste cupoane fiind constat că erau de furat și cumpărătorul ne aflându-se în nici una din condițiunile cerute de art. 1910, curtea n'a violat acest articol când, conform cu dispozițiunile art. 1909, condamnă pe

cumpărător a restitui Statului acele cupoane. (Cas. II, 109/86 Oct. 22/86, B. p. 823).

5. Dacă posesorul actual al lucrului de furat, nu a voit să beneficieze de dispozițiunile art. 1910. c. civ. și nu s'a opus la darea înapoi a lucrului, proprietarului originar, până ce acesta nu i-ar fi restituit prețul plătit, nu mai poate veni cu acțiune contra vânzătorului de la care a cumpărat lucrul și să-i ceară acestuia restituirea prețului. (Trib. Ilfov. S. IV. 921 din 17 Nov. 1920. Dreptul 30/922, Dreptul 39/922).

6. Cu toate că potrivit art. 1910 c. civ. dacă posesorul actual al lucrului furat a cumpărat acel lucru dela un neguțator care vinde asemenea lucruri, proprietarul originar nu poate să ia lucrul înapoi, de cât întorcând posesorului prețul ce l-a costat, totuși în caz când acesta ar fi restituit adevăratului proprietar lucrul cumpărat, fără a-i cere plata prețului plătit de dânsul, acest fapt nu-l poate face să peardă beneficiul acordat de art. 1337 și 1341 c. civ., care obligă pe vânzător de a răspunde către cumpărător de evicțiunea lucrului vândut și deci nici dreptul de a acționa în justiție pe vânzătorul lucrului de furat, pentru a-i răspunde prețul ce i l-a plătit. (Trib. Ilfov S. II com., 124 din 17 Febr. 1922. Dreptul 30/922). Dreptul 39/922, Pand. Rom. 1923. III, 65).

7. Dacă posesorul actual al unui lucru de furat pe care l-a cumpărat dela un neguțator care vinde obicinuit asemenea lucruri, a fost deposedat prin o dispoziție abuzivă a autorității, fără să fie în prealabil despăgubit de către proprietarul originar de prețul plătit, el nu poate avea recurs în contra vânzătorului către dânsul, pentru că art.

1910 c. civ. aplicabil în specie nu prevede un asemenea recurs. (C. Apel Buc. S. II, 27 din 25 Aprilie 1923. Drep-
tul 21/923. Pand. Rom. 1923, III, 121).
8. A se vedea: art. 1909 cu notele
respective.

Art. 1911. — Prescripțiunile începute la epoca publicării acestui codice, se vor regulă după legile cele vechi¹⁾. (Civ. 1, 642, 1772, 1890 urm.; Pr. civ. 568; C. com. 966; Civ. Fr. 2281).

Text. fr. Art. 2281. — Les prescriptions commencées à l'époque de la publication du présent titre seront réglées conformément aux lois anciennes. Néanmoins les prescriptions alors commencées, et pour lesquelles il faudrait encore, suivant les anciennes lois, plus de trente ans à compter de la même époque, seront accomplies par ce laps de trente ans.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, ed. 5-a, p. 529 urm.;
BAUDRY ET TISSIER, *Prescription*, 948-950;
BUENOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 398;
DALLOZ, *Rép. Prescription civile*; 1111 urm.;
DEMOLOMBE, XII, 799;
LAURENT, XXXII, 612;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 831;
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 263.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, I, ed. 2-a, p. 118; XI, p. 42, 43 t. și n. 1, 49, 224, 460, 473; (III. part. I. ed. 2-a, p. 815 n. 3); *Observație* sub. Trib. Bacău, 67 din 5 Febr. 1903. Curier Jud. 75,903;
CANTACUZINO MATEI, p. 136, 507;
NACU, I, p. 75; III, p. 857;
NEAGU D., *Observație* sub. Trib. Constanța, 316 bis, 20 Iunie 905. Curier Jud. 73,905;
RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. Trib. Roman, 28 Nov. 1908, Dreptul 26/1909.

INDEX ALFABETIC

Acțiune 1, 13.	Neretroactivitate, a se vedea „Retroactivitate” și
Arenzi 5.	1, 3, 5, 7, 8, 9, 10, 11,
Calimach Cod 10, 11, 14.	13, 14.
Caragea Cod 3, 5, 13.	Otomană lege 8.
Casare, a se vedea „Recus”.	Prescripție 1-14.
Căștiuri 5.	Proces 1, 13.
Dobrogea 8.	Recurs 6.
Exigibilitate 5.	Retroactivitate, a se vedea „Neretroactivitate” și
Intreruperea prescripției 1.	4, 6, 12.
Invocare 2.	Suspendarea prescripției
Lege turcească 8.	11.
Locație 5.	Turcească lege 8.
Minoritate 11, 14.	

Jurisprudență.

1. Acțiunea care a luat naștere sub regimul legii noi e supusă la prescripțiunea stabilită de legea nouă. (Cas. I, 124/Apr. 16/74, B. p. 84).
2. Această dispozițiune este creată în profitul celor ce ar voi să o invoace, putând sau nu partea interesată a se folosi de efectele sale. (Apel Buc. III, Febr. 26/81, Dr. 38/81).
3. Prescripțiunei începută sub codul Caragea, câtă a i se aplica regulile stabilite de acel cod. (Apel Buc. III, Oct. 9/85, Dr. 2/85).

4. O prescripțiune începută sub vechiul cod și întreruptă sub cel nou, se regulează după legea cea nouă, căci art. 1911 dispune că numai prescripțiunile începute la publicarea codului se regulează după legile vechi. (Trib. Covur-lui, I, 163, Iun. 16/87, Dr. 9/87).

5. Dacă exigibilitatea căștigurilor a luat nașterea sub imperiul codului Caragea, sub imperiul aceluși codice începând a curge prescripția, după aceea lege, conform art. 1911 c. civ., urmează a se regula prescripția. (Cas. I, 336 Sept. 18/91, B. p. 948).

6. Admiterea de către judecătorul fondului a prescripțiunei invocate de una din părți, pe temeiul unei legi ce nu eră aplicabilă, nu poate da loc la casare, dacă cealaltă parte, contra căreia ea a fost ridicată, nu s'a pus pe terenul de a o combate din acest punct de vedere. (Cas. I, 104/95, B. p. 180).

7. Prescripțiunea începută sub regimul unei legi se regulează tot după aceeași lege, deși înainte de împlinirea termenului ar fi intervenit o altă lege care să-l scurteze. (Apel Galați II, C. Jud. 32/99).

1) Art. francez corespunzător 2281, adaugă: „Néanmoins les prescriptions alors commencées, et pour lesquelles il faudrait encore, suivant les anciennes lois, plus de trente ans à compter de la même époque, seront accomplies par ce laps de trente ans”.

8. Dispozițiunea art. 1911 Cod. civil, constituie o dispoziție generală, ce este aplicabilă tuturor tranzițiilor de legislație în materie de prescripție, iar nu numai tranziției dela 1865 la publicarea codului civil. Prin consecință, o persoană, ce a început să prescrie o proprietate în Dobrogea înainte de 1882, când prescripțiunea se regula conform legei otomane, dacă a continuat să prescrie și în urma legei din 1882, după care modurile de dobândire a proprietății se regulează de Cod. civil, ea a dobândit dreptul de proprietate, prin prescripție dacă a împlinit sub Codul civil prescripția conform legei turcești, aplicându-se deci legea veche, sub care a început prescripția, conform art. 1911 Cod. civil (Trib. Constanța C. Jud. 73/905).

9. Prescripțiunile începute înainte de punerea în aplicare a codului civil, trebuie a se regula conform art. 1911 din codul civil, după legile cele vechi. (Cas. I. 15 Noembrie 1906 B. p. 1799).

10. După art. 1911 din codul civil, prescripția începută sub codul Calimach, se regulează conform principiilor legei atunci în vigoare. (Trib. Roman. Dr. 26/909. p. 206).

11. Prescripția începută sub codul Calimach, nu este suspendată prin minoritatea părții intervenită sub legea actuală, întru cât se aplică legea veche, sub care a început prescripția, iar nu legea nouă, sub care ea se îndeplinește. (Trib. Roman. Dr. 26/909. p. 206).

12. În principiu, prescripția nu con-

stitue un drept câștigat decât numai atunci când ea este împlinită.

Prin urmare, dacă în cursul unei prescripții intervine o lege nouă, care modifică timpul cerut pentru a prescrie, se aplică noua dispozițiune afară numai când contrariul ar fi prevăzut în mod formal prin noua lege. (Cas. III. 36 din 27 Ianuarie 1910, B. p. 136, Jurisprudența 7/910).

13. Potrivit art. 1911 din codul civil, prescripția începută sub legea veche trebuie să se reguleze conform acelei legi.

Astfel, dacă dela data intentării unei acțiuni sub imperiul Codului Caragea a trecut mai mult de 30 ani, fără ca prigonirea să fie terminată, ea fiind prescrisă conform Codului Caragea, sentința tribunalului rămasă definitivă după trecerea de 30 ani dela intentarea acțiunii, nu mai poate fi executată. (Cas. II. 31 din 3 Febr. 1912, B. p. 295, Curier Jud. 61/912);

14. Prescripțiunea începută sub codul Calimach urmează să fie în totul regulată de dispozițiunile aceluși cod și deci să curgă și în timpul minorității după cum prevede art. 1909 din acel cod, chiar dacă minoritatea s-a deschis sub actualul cod. Prin urmare, cu drept cuvânt instanța de fond a declarat prescris dreptul de a cere complinirea legitimei când cererea a fost făcută după 40 ani dela deschiderea succesiunii cât prevede art. 1951 codul Calimach pentru prescripțiunea aceluși drept. (Cas. I. No. 564, 1914; Jurispr. Rom. 1915, p. 38).

Dispozițiuni generale.

Art. 1912. — Codicii Domnilor Calimach și Caragea, și orice alte legi civile anterioare, ordonanțele Domnești și instrucțiunile ministeriale din ambe Principatele-Unite, sunt abrogate în tot ce nu este conform regulilor prescrise în prezentul Codice. (Pr. civ. 740).

Doctrină tsrăină.

AUBRY ET RAU, I, ed. 5-a, § 29, p. 96-98;
 BAUDRY ET FOURCADE, *Personnes*, I, 123;
 BEUDANT, *Cours de dr. civ.*, I, 104, p. 110; 105, p. 112;
 DEMOLOMBE, I, 35, 127, 130;
 DURANTON, I, 107, 108;
 HUC, I, 49;
 LAURENT, *Principes*, I, 25; *Avant projet*, I, p. 200;
 PLANIOL, I, 231;
 SIREY, *Lois*, 1073 urm., 1090 urm.;
 TROP LONG, *Prescription*, II, 708.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, I, ed. 2-a, p. 47 urm.; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 79 n. 1; VII, p. 119, 307, 354 n. 2); *Droit ancien et moderne della Roumanie*, p. 131, 139, 169; *Observație sub*. Cas. S. U., 11 din 16 Nov. 1900. *Dreptul* 82/1900; *Observație sub*. Cas. S. U., 11 din

16 Nov. 900. Curier Jud. 80/1900; *Observație* sub. C. Apel Iași s. I, 28 Martie 1901
 Curier Jud. 70/1901; *Observație* sub. C. Apel Iași s. I, 31 Ian. 903. Curier Jud. 40/1903;
 CANTACUZINO MATEI, p. 24;
 NACU, I, p. 110, 111, 301.

INDEX ALFABETIC

Abrogare 1-14.	Marturi 13.
Adopțiune 13.	Muciană prezumpție 6.
Afinitate 12.	Obligații la purtător 10.
Apreciere suverană 11, 14.	Ofișul Știrbey 4.
Autentificarea actelor, lege 11, 14.	Ordine publică 9, 10.
Biserica ortodoxă 3, 4, 7.	Ordonanță domnească din 1856 11, 14.
Calimach Cod 1, 6, 8, 10.	Prezumpțiuni 13.
Călugări 1, 2, 3, 4, 7, 9.	Prezumpție Muciană 6.
Canonic drept 12.	Proprietar 6.
Caragea Cod 3, 6, 13.	Roman drept 12.
Constituție 1.	Rudenie 12.
Copil natural 8.	Secularizare 1.
Cuscrie 12.	Știrbey Ofiș 4.
Drept canonic 12.	Substituție fidei-comisară 1.
Drept Roman 12.	Succeșiune 1, 2, 3, 4, 7, 8, 9.
Femeie măritată 6.	Succeșiunea călugărilor 1, 2, 3, 4, 7, 9.
Fidei-comise 1.	Suverană apreciere 11, 14.
Fortă majoră 13.	Testament 11, 14.
Identitate 11, 14.	Titluri la purtător 10.
Imprumut 10.	Vânzare-cumpărare 6.
Ipsilante brisov 3, 4.	
Legea autentificării actelor 11, 14.	
Mănăstiri 1, 3, 4, 7, 9.	

Jurisprudență.

1. După constituțiune și art. 1912 c. civ. sunt abrogate toate legile ale căror principii sunt ne conforme cu principiile legilor noi, și prin urmare și § 762—769 c. Calim. cari se bazează pe alte principii de cât acele ale legii noi. În adevăr, § 762—769 c. Calim. nu sunt decât rezumatul ideilor și sentimentelor religioase care dominau la epoca confecționării codului Calimach și care favorizau instituțiunile pioase înmulțindu-le averile prin ademenirea tuturor de a intra în mănăstire și prin stabilirea unui drept de succesiune pentru mănăstire în averea membrilor ei. În urma însă a progresului științific și mai ales al economiei politice, aceste idei fiind recunoscute ca false legiitorul nostru urmând pe cei străini, a fost silit a seculariza aceste averi moarte acumulate la mănăstiri în dublu scop, de a pune aceste averi în circulațiune și de a redă puterea temporală acelui cui se cuvine, adică statului. Această idee se manifestă mai bine din dispozițiunile asupra succesiunilor care reflectează totdeauna starea vederilor economice a timpurilor în care ele sunt dictate. Și tocmai pentru aceasta codicele nou civil n'a reproduș dispozițiunile codului Calimach, căci n'a voit să mai mențină starea de lucruri de mai înainte, după care averile se acumula în mănăstiri contra principiilor economiei sociale. A mai susține că legea nouă ar fi menținut dispozițiunile relative la succesiuni ale codului Calimach este cu neputință mai ales după legea din 1863, căci cum se poate crede că în 1863 să se ia averea mănăstirilor și la 1865 să se introducă

tacitamente un drept de succesiune în favoarea mănăstirilor, când pe de altă parte se proscru substituțiunile și fideicomisele, care asemenea împedecau circulațiunea bunurilor din mână în mână. Iar decretule organice pentru regularea schimeci monachale intervenite de la 1864 încoace, departe de a trata acest punct care este exclusiv de domeniul legii civile, nu fac de cât a tolera voturile mănăstirilor fără a regula și averea călugărilor. (Apel Iași, II, Mai 16/75, *Dr.* 63/75).

2. Teoria că legile care regulează succesiunea călugărilor ar fi legi politice și ca atare neabrogate de codul civil, nu este fundată pentru că legile relative la succesiune sunt legile civile, regulând unul din modurile civile de achizițiune a proprietății, și prin urmare pot și sunt abrogate prin legi de succesiune posterioare. De asemenea ele nu sunt legi speciale care n'ar putea fi abrogate prin legi generale, căci prin legi speciale, în acest sens se înțeleg acele care sunt cu totul străine dreptului civil, cum sunt legile financiare, militare sau de administrațiune publică, iar aci e vorba de legi de succesiune care fac tocmai parte din legile ce compun codul civil, și prin urmare susceptibile a fi abrogate prin noul cod civil. (Apel Iași, II, Mai 10/75, *Dr.* 63/75).

3. Existența bisericei ortodoxe și funcționarea ei în România a fost și este recunoscută în dreptul public al României; dogmele, disciplina și cultul acestei biserice au fost supuse și sunt încă supuse normelor, a căror, complexe este dreptul bisericesc, drept ce era recunoscut ca fiind în vigoare nu numai înainte de 1859 și 1866 ci și după acești ani, precum aceasta rezultă între altele din art. 2 și 8 a legii pentru alegerea mitropoliților și constituirea Sinodului din 19 Decembre 1872. Și afară de acele părți cari s'au abrogat în mod formal prin dreptul pozitiv al statului, în sfera dreptului public, a dreptului penal, a organizațiunei judecătorești, sau a dreptului privat, dreptul bisericesc e obligatoriu pentru toți, pentru cetățeni, pentru funcționari, pentru magistrați, căci normele dreptului bisericesc, ca drept pozitiv al bisericei ortodoxe, sunt obligatorii ca și ori ce alte norme de drept pozitiv, și precum acestea și acelea au a fi observate de instanțele judecătorești civile. Or, dreptul bisericesc conține dispoziții în privința dreptului de moștenire al monachilor și episcopilor, cari sunt deosebite; în privința monachilor

se dispune că atunci când cineva intră în tagma monachală, toată averea ce o are e a mănăstirei, afară dacă a dispus de ea, sau dacă are copii; asemenea ori-ce avere dobândită de călugăr în urmă, se cuvine tot mănăstirei, precum aceasta rezultă din Nov., 123 cap. 38, Basilic., cart. IV, titl. I, cap. 9 și ceea ce s'a consacrat anume și prin § 7 a chrisovului din 1776 în care se zice: „Acei cari vor îmbrățișa odată viața monachală, vor trebui ca ei să curme mai întâi veri ce încurcătură de daraveri vor fi, având în viața lor de mai înainte, să-și reguleze ca prin o diată de moarte toate trebile lor, împărțindu-și și avutul său bătrânilor și rudelor sale și altora ce ei vor găsi cu cale, iar cele rămase lor să le închine la mănăstirea unde își face metania și unde va rămâne pentru todeauna neclintite și nu numai că mănăstirea să poată fi vre-o dată supărată, pentru asemenea danii, din partea rudelor lui (fie ele și din cele mai aproape) dar nici chiar el însuși la caz de a se căl și ar voi să le ia înapoi să nu poată să fie ascultat ca niște lucruri cari au fost odată închinat lui Dumnezeu“. Dispozițiile citate în privința monahilor în general, trebuie să se aplice și la episcopi, într-o cât episcopii nu pot fi de cât din tagma monachicească, precum aceasta s'a consacrat prin canonul XII al sinodului al șaselea ecumenic și precum aceasta s'a observat continuu; în deosebi se prescrie în privința episcopilor, că episcopii sunt ținuți a arăta averea lor privată, când începe a administra eparchia și a o constată în regulă, ca să nu se confunde cu averea eparchiei; asemenea are să se constate și averea dobândită în timpul episcopatului, prin moștenire de la rudele sale; numai de această avere episcopul poate dispune prin testament, însă trebuind a da o porțiune și bisericii, și dacă nu s'a constatat averea avută, înainte, sau dobândită în urmă, prin moștenire, sau dacă nu a dispus de ea prin testament, această avere e a eparchiei; și ori ce avere dobândită în timpul episcopatului, sub alt titlu de cât acela de moștenire e a eparchiei, de care episcopul nu poate dispune prin acte nici între vii, nici după moarte (v. can. 40 apostolilor, can. 40 și 89 a Sinodului din Cartagina, can. 11 și 12 a Sinodului Ecumenic al 7-lea și can. 24 din Antiochia; v. și Saguna compendiu de drept canonic §. §. 159, 160 și 161). Deci din cele expuse rezultă că după dreptul bisericesc în vigoare o rudă, nu poate pretinde a moșteni *ab intestat* averea rămasă de la un episcop. Și nu s'ar putea nega aplicabilitatea dispozițiilor dreptului bisericesc, sub regimul codului Caragea, sub motiv că materia succesiunilor e de drept civil, organizată

și regulată prin codul Caragea, care nu ar cunoaște nici o restricție în privința călugărilor sau a episcopilor, căci fără a uita legătura strânsă, ce eră între biserică și stat, codul Caragea nu a avut de scop decât a stabili regulile dreptului privat fără însă a se ocupa de normele pozitive și speciale ale bisericești, precum acestea rezultă din sorgintele dreptului bisericesc, sau din legiuirea lui Ipsilante din 1776; codul Caragea nu a abrogat în mod formal dispozițiile în privința moștenirii averii mănăstirilor, sau episcopilor și tăcerea codului Caragea nu constituie o abrogare, cât e vorba de un complex de dispoziții speciale, și de aceea și sub codul Caragea acele dispoziții ale dreptului bisericesc continuă a fi aplicabile și aplicate de către instanțele judecătorești fără ca să se schimbe întru ceva și caracterul acestor instanțe. Nici nu există contradicție în canoanele bisericești, și canonul 24 din Antiochia nu declară că dacă episcopul nu a dispus prin testament de averea sa fără distingere, or care rudă ar putea a-l moșteni. De altmintearea spre a ști și cunoaște ceace este dreptul bisericesc, nu avem a recurge la manualul de pravilă bisericească care e un extract și care nu a putut înlătura sorgintele dreptului bisericesc, precum sunt cuprinse în canoanele apostolilor a celor 7 sinoade ecumenice, a celor 12 sinoduri locale și altele, precum și în chrisovul lui Ipsilante. (Cas. sect. unit. 2/Apr. 8/80, B. p. 301).

4. Dacă în principiu și ca ideal, biserică caută să fie separată de Stat, întrebându-se pentru a se menține, apăra și propaga numai mijloace spirituale, astfel că fiecare confesiune să fie tratată ca o asociațiune privată, liberă a-și constitui raporturile sale interioare cum îi pare mai nemerit, neprimind nici un subsidiu de la Stat, rămânând supusă legilor generale, dacă zicem, din punctul de vedere al acestui ideal, canoanele bisericești nu trebuie să aibă autoritate de cât numai pentru regularea afacerilor spirituale, iar nu și pentru regularea dreptului de familie, a dreptului de moștenire, a dreptului de proprietate, etc., care intră în sfera exclusivă a legilor civile, nu este mai puțin adevărat că teologia a stăpânit spiritele oamenilor de la secolul al V-lea până la secolul al XVI-lea. Biserica ortodoxă a răsăritului, de parte de a fi spoliatoare ca ierarhia catolică, s'a identificat totdeauna cu Statul și a recunoscut supremația lui; or, între biserică și Stat formându-se astfel istoric legături de înrăurire reciprocă, aceste tradițiuni au modificat idealul de mai sus, dând prin forța lucrurilor naștere art. 21 din constituțiunea noastră din 1866 după care religiunea ortodoxă

a răsăritului este religiuca dominantă a Statului român, și canoanele bisericesti nu se pot abroga unilateral prin legi civile, ci numai de autoritatea sinodală care este compusă din elemente clericale și din elementele laice (vezi art. 4 al decret. din 6 Decembrie 1864 pentru înființarea unei autorități sinodale), compunere mixtă care este singura precauțiune luată de lege pentru a închezăși o conciliare succesivă a canoanelor bisericesti cu ideile moderne, căci materialul istoric dat nu se poate îndrepta spre ideal de cât încetul cu încetul; și dar în această stare a dreptului nu se poate zice că recunoscându-se canoanelor bisericesti, cari au fost consacrate în ceea ce privește proprietatea de mână moartă prin ofisul Principelui Stirbei din 1851 nu se poate zice, repetăm, că recunoscându-se acestor canoane caracterul și autoritatea de legi nu numai în ceea ce privește regularea afacerilor spirituale, dar și în ceea ce privește regularea averilor călugărești, s'ar admite prin aceasta o idee contrară ordinii publice. Or, ofisul principelui Stirbei din 1851, înaintea hrisovului lui Ipsilante din 1776 și hatiseriful din 1802 care sună astfel: „Se cuvine acelora ce o dată a iubit vieța cea călugărească ca prin diata de moarte bine să-și rânduiască toate ale sale împărțind averea sa la părinți și la rudeni sau altor cui li s'ar părea cu cuviință, iar rămășițele averiilor închinându-le mănăstirei, între care se învrednicească tunderii să rămâe de purure nemișcate și nu numai despre rudeni măcar cât de aproape, să nu fie supărată mănăstirea într'unile ca acestea ci însuși acela de va vrea să le ia înapoi cele închinat să nu poată nici să se asculte de către dregători cererea lui, fiind-că cele ce s'au închinat lui Dumnezeu sunt de a pururea nedespărțite“. Și acest ofis s'a aplicat continuu în țară fără nici o împotrivire din partea divanului țarei și dar nu se poate sustine că n'a avut putere de lege; deosebit de aceasta, acest ofis nu era de cât o nouă sancțiune dată canoanelor bisericesti cari și fără de aceasta ar fi avut putere de lege, sancțiune necesară, nu din cauza incertitudinii dreptului, ci probabilmente din cauza abuzurilor ce s'au strecurat cu ocaziunea aplicării dreptului. Și pentru ca să pătrundem bine sensul acestui ofis, e neapărat să recurgem la elementul istoric de interpretare, adică să căutăm a ne da seamă de starea dreptului existând asupra acestei materii la epoca când s'a dat acel ofis; urmând ast-fel vedem mai întâiu că după Novella V, cap. 5, averea călugărului era de drept a mănăstirei, chiar dacă călugărul nu ar fi zis aceasta expres (*quamquam se cas (res) inferre*

non expresse dixerit); mai apoi, după canonul al VII-lea și al XIX-lea al sinodului al șaptelea ecumenic „Monahii nimic a lor propriu sunt datori a avea ei a le lor ale afiorisi mănăstirei dându-i-se voie pentru averile lor a testăului înaintea intrării lor în mănăstire ca unii ce sunt morți lunei, căci după ce se vor face monahi peste toate cele cuvenite lor, mănăstirea are stăpânirea și nimic pentru a lor a purta grije sau a testăului li se dă voe, ca afurisând averilor lor să rămâe a mănăstirei, după făgăduința dată de ei“. Acestea fiind tradițiunile dreptului asupra acestei materii e evident că ofisul de mai sus nu se poate înțelege în sens că călugării rămân proprietari ai averii lor dacă n'au dispus de această avere în folosul mănăstirei prin dăruire expresă sau prin diată de moarte, ci din contră că averea călugărească este de drept a mănăstirei, chiar dacă călugărul n'ar fi declarat aceasta expres; călugării nimic al lor propriu sunt datori a avea, ei ale lor a le afiorisi mănăstirei; aceste averi trec imediat în proprietatea mănăstirei, după făgăduința dată de ei, adică după făgăduința de sărăcie ce a trebuit să facă, ca să dobândească darul călugăresc, aceea ce vrea să zică că făgăduința dată de ascultare, castitate sărăcie (*vota solemnia*) o dată prestată, mănăstirea devenea printr'aceasta chiar, adică prin însuși faptul călugăriii proprietara averii călugărului. (Cas. I, 347/Nov. 4/80, B. p. 353).

5. În principiu, legile de un interes general, ori cât de speciale ar fi drepturile și privilegiile ce acordă, sunt abrogate prin legile speciale de un interes local, de oare ce fiecare din aceste legi putându-se aplica în certe locuri, prin urmare ne escludându-se una prin alta, nu devin inconciliabile. (Apel Buc. I, 128, Mai 12/80, Dr. 21/81).

6. În principiu, acela care cumpără, ori care ar fi condițiunea sa, e presupus a fi proprietarul lucrului cumpărat. În special o femeie măritată, ori care ar fi origina banilor cu cari se servește la plata prețului, fie dânsii procurați de bărbatul ei în scop de a-i face o liberalitate sau procurați de un al treilea, nu mai puțin însă trebuie a fi considerată ca adevărată proprietară a lucrului cumpărat. A voi să se consacre ca o presumpțiune legală legea lui Quintus Mucius prin care tot ce se dobândește de femeie era considerat a fi al bărbatului, e a crea o nouă dispozițiune în legislațiunea modernă, a introduce o presumpțiune de drept care nu e stabilită de codul civil între celelalte presumpțiuni prevăzute de art. 1200. Și chiar dacă o asemenea dispozițiune ar fi existat în codul Caragea și în codul Calimach, dânsa ne fiind

reprodusă de codul civil din 1865, este virtualmente abrogată prin art. 1912 c. civ., care declară abrogate toate legile ce nu sunt conformate acestui cod. O asemenea soluțiune trebuie cu atât mai mult adoptată cu cât se știe că presumpțiunea Muciană eră aplicată cu multă circumspecțiune și cu mari temperamente în vechile legislațiuni ale diferitelor popoare. Principala excepțiune se făcea când bărbatul concura la actul de cumpărare al femeii, căci din el se deducea o recunoaștere implicită a serioșității acestui act și că prețul a fost în adevăr plătit de femeie. (Apel Buc. II, 96, Mai 5/85). *Dr. 47/85*).

7. Dreptul bisericesc în privința dreptului de moștenire al monachilor dispune că atunci când cineva intră în tagma nonachală, toată averea ce o are este a mănăstirii afară numai dacă a dispus de ea sau are copii, asemenea ori ce avere dobândită în urmă se cuvine tot mănăstirei, precum această rezultă din chrisovul din 1776; o asemenea dispozițiune a fost confirmată și prin împărătescul hatiserif din 1802 prin cel din 1827, prin ofisul domnesc din 1851 și prin art. 13 din regulamentul din 7 Iulie 1873 dat în puterea legii constitutive a sfântului Sinod. Iar dispozițiunile codului civil relative la succesiuni nu se pot aplica călugărilor legați mănăstirei, sub motiv că materia succesiunilor e de ordine civilă, căci legea civilă a avut de scop a reglementa dispozițiunile de drept privat, fără însă a se ocupa de regulile speciale ale bisericeii, nu numai în ceea ce privește disciplina și dogmele sale, ci și chiar în ceea ce privește regularea drepturilor aparținând obrazelor călugărești. Și codul civil nu a abrogat în mod expres dispozițiunile în privința moștenirii averei monachilor; această tăcere nu se poate considera ca o abrogare a diferitelor dispozițiuni cu putere de lege ce s'au dat la diferite epoci în privința moștenirii averei călugărilor legați la diferite mănăstiri și de aceea sub codul actual aceste dispozițiuni trebuiesc aplicate de instanțele judecătorești. Sub actualul cod, art. 13 din regulamentul legii din 1873 consfințește acest mod de a vedea și acest regulament, dat în puterea unei legi de scop general și în interpretarea și executarea acestei legi, este obligatoriu. Din momentul dar ce legea proclamă acest drept în persoana mănăstirei reprezentată conform legii sinodale, prin aceasta drept mănăstirei, ast-fel reprezentată, de a sta în judecată și a-și produce drepturile sale. Deci aplicarea sigiliilor cerută de un pretins moștenitor nu se mai poate menține nici ca măsură conservatorie, atunci când este constatată că acea persoană nu are acea

calitate și că mănăstirea este în drept a primi moștenirea. (Trib. Ilfov, I, 889, Iun. 24/87, *Dr. 11/88*).

8. Dreptul la o moștenire nedeschisă încă, nefiind un drept câștigat ci numai o expectativă și acest drept urmând a se regula după legea în vigoare în momentul deschiderii ei, copilul natural recunoscut sub legea veche, nu are nici un drept la moștenirea tatălui său natural, săvârșit din viață sub legea nouă; dispozițiile codului Calimach fiind în această privință abrogate, ca contrarii legii actuale, prin art. 1912 Cod. civ. (Apel Iași I, *Dr. 80/94*).

9. Legea asupra moștenirilor, fiind în strânsă legătură cu organizarea socială a Statului, este o lege de ordine publică și se aplică fără deosebire la toate clasele societății; nimeni nu se poate sustrage aplicării ei în lipsa unei derogățuni exprese. Astfel, Codul civil, care regulează moștenirile și care a abrogat orice alte dispozițiuni anterioare relative la moșteniri, nefăcând nici o deosebire între moștenirile rămase dela călugări și cele rămase dela celelalte persoane, se aplică și la moștenirile monachilor, și, deci pe călugări îi moștenesc rudele de sânge, iar nu mănăstirea sau Statul. (Cas. S. Unite 11/900 B. p. 1310).

10. Validitatea obligațiilor la purtător sau înfățisător este cu atât mai admisibilă în legea noastră, cu cât, după codul Calimach (art. 1842), ale cărui dispozițiuni au rămas în vigoare în tot ce nu sunt contrare regulilor codului actual (art. 1912 cod. civ.), sinele la înfățisător erau valabile și de o practică obicinuită, fără a se face vre-o deosebire între datorile decurgând din tocmeala împrumutului și constatate prin înscris și datorile derivând din alte cauze, precum și acele neconstatate prin înscris; iar strămutarea lor se făcea prin singura lor trădare (art. 1842 cod. Calimach). Deși pentru existența unei convențiuni legea între alte condițiuni, cere și acordul voinței părților contractante, totuși nici o dispoziție a legii, cu excepțiune însă pentru acele care privesc ordinea publică și bunele moravuri, nerestrângând libertatea contractanților, cu privire la modul cum ei înțeleg a se obliga și a-și executa obligațiile lor, iar convențiile legal făcute având putere de lege între părțile contractante, în baza principiului libertății convențiunilor (art. 969 § 1); de aici rezultă că obligațiile la purtător sau înfățisător pot în mod valid fi constituite și astăzi, fără arătarea numelui creditorului. (Apel Iași II, *Dr. 69/901*).

11. Înainte de promulgarea legii pentru autentificarea actelor (1 Sept. 1886) testamentul trebuia să fie autentificat

conform art. 860 și 861 cod civ. și fiindcă aceste texte nu arată modul cum judecătorul care instrumenta trebuia să se asigure de identitatea testatorului, acest punct era lăsat la aprecierea judecătorului. Ordonanța domnească din 1856, care prevedea procedura de urmat în această privință, a fost abrogată prin art. 1912 Cod. civ. (Trib. Putna, *Dr.* 15/907).

12. Legătura de înrudire numită cuscrie există numai între unul din soți și rudelele celuilalt.

Ea nu se întinde însă între rudele ambilor soți, soluție admisă și în dreptul roman. Deși dreptul canonic și legiuirile noastre anterioare admiteau soluția contrară în privința rudelor ambilor soți, totuși aceste dispoziții au fost abrogate prin art. 1912 din codul civil. (Trib. Neamț, *Dr.* 37/908, pr. 299).

13. Nu există nici un text în legiuirea Caragea, prin care — în cazurile când cineva dintr'o cauză de forță majoră se găsește în imposibilitate a prezenta actul original, — să nu permită a se face dovada actului, prin martori și nu este nici o rațiune ca în lipsă de text să se facă vre-o deosebire între acest caz excepțional și cazurile generale, când proba cu martori eră invariabil admisă după acea legiuire.

Prin urmare, Curtea de apel face o bună aplicare principiilor de drept relative la probă astfel cum au fost consacrate prin legiuirea Caragea combinată cu dispozițiile art. 1912 c. civ., când, după ce constată că partea se află într'un caz de forță majoră, că nu

poate să prezinte actul de adopțiune original, se întemeiază pe o constatare a Ministerului de Interne din 1865 și pe recunoașterile făcute de partea adversă la prima instanță în privința adopției, și constată că din acele acte rezultă prezumțiuni puternice că adopțiunea a avut loc și s'a făcut cu formele solemne cerute de legea Caragea. (Cas. I, decizia No. 209 din 3 Aprilie 1915. Jurisprudența Rom. 1915, p. 358).

14. Formele de îndeplinit pentru autentificarea unui testament anterior legii autentif. actelor din 1886 sunt numai acelea prevăzute de art. 860 și urm. c. civ., în care nu se prevedea modul cum are să se stabilească identitatea testatorului, astfel că acest punct era lăsat la aprecierea judecătorului care autentifică. Dacă art. 13 din legea autentificării din 1886 prescrie anumite mijloace, prin care judecătorul trebuie să se asigure de identitatea testatorului, acel articol nu se poate aplica testamentelor autentificate anterior legii speciale din 1886, căci un asemenea efect retroactiv nu este prevăzut în mod formal în legea autentificării. Deși ordonanța domnească din 1856 prevedea procedura de urmat în privința stabilirii identității testatorului, însă acea ordonanță a fost abrogată prin art. 1912 c. civ. (Cas. I, No. 213, 1916; Jurispr. Rom. 1918, p. 390).

15. A se vedea: art. 811, nota 1; art. 1008, nota 13; art. 1211, nota 14; art. 1907, nota 17.

Art. 1913. — Acest Codice civil se va pune în lucrare la 1 Iulie, anul 1865¹⁾.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, I, ed. 2-a, p. 21 n. 1; (V, p. 306 n. 4);
NACU, I, p. 32.

Jurisprudență.

1. Legiuitorul, prin art. 1913, fixând data de 1 Iulie 1865, când are să fie pus în aplicare codicele civil, nu data promulgării, ci data punerii sale în aplicare trebuie să fie luată ca termen de plecare pentru determinarea nouilor sale principii abrogatorii și a efectelor ce dănsle aveau să exercite asupra legilor anterioare. (Apel Buc. II, 27/Febr. 10/83, *Dr.* 29/86).

2. Noul cod civil, decretat la 26 Noiembrie 1864 și promulgat la 4 Decembrie 1864, stabilește, prin art. 1913, punerea sa în aplicare la data de 1 Iulie 1865. În urma codului civil și în contra

dispozițiilor sale din art. 1913, un decret Domnesc din 30 Iunie 1865, amână punerea în lucrare a acestei legi până la 1 Decembrie 1865. Or, decretul domnesc aveau putere de lege numai până la întrunirea adunării electivă (art. 18 din Statutul de la 2 Iulie 1864) și acele adunări întocmindu-se de fapt în cea d'întăiu Duminecă a lui Decembrie, conform art. 17 din Convențiune și art. 18 din Statut, nu se poate recunoaște vre-un caracter de legalitate decretului prin care se amână punerea în lucrare a codului civil. (Apel Buc. I, 247, Nov. 23/90, *Dr.* 2/91).

3. Punerea în lucrare a codului civil, regulată prin art. 1913 la 1 Iulie 1865,

1) Decret pentru amânarea punerii în lucrare a Codicelui civil (publ. 2 Iulie 1865): *Art. 1.* „Punerea în lucrare a noului Codice Civil Alexandru Ion I, este amânată până la 1 Decembrie viitor”. (1865).

prin decretul din 30 Iunie, s'a amânat la 1 Decembrie 1865. Corpurilor legiuitoare, alese conform statutului și întrunite, s'a comunicat de minister necesitatea prorogărei punerii în aplicațiune a codului civil, și corpurile legiuitoare au luat cunoștință despre ea ca într'atăta; și ținând seamă de textul art. 3 din modificările îndeplinite ale statutului, nu se poate zice că acest articol s'ar fi nesocotit și dar codul civil este a se considera ca pus în aplicare în mod legal de la 1 Decembrie 1865, când s'a prorogată punerea în aplicare, fiindcă art. 3 citat nu reclamă alt-ceva decât ceea-ce s'a făcut. Dacă s'ar zice că art. 1913 face parte integrantă din codul civil, și că prorogarea nu s'ar fi putut face printr'un simplu decret urmat de comunicare numai Corpurilor legiuitoare în modul precum s'a făcut, precum de altminterea nici suspendarea altor părți sau modificarea altor părți din codul civil nu s'ar fi putut face printr'un simplu decret urmat de comunicarea corpurilor legiuitoare, la această răspundem, că trebuie a distinge între dispozițiunile reglementare ale materiei dreptului privat și între faptul de punere în aplicare sau de promulgare a codului civil, a regula o materie de drept privat sau a suspenda aplicarea dispozițiilor oare-care a unui cod civil, acestea chiar sub regimul statutului nu se putea face prin decret domnesc urmat de o comunicare a Corpurilor legiuitoare în sensul aceluia articol 3; sub statut materiile dreptului privat nu puteau fi regulate de cât prin o lege, ceea-ce presupune concursul efectiv și real al celor trei factori ai puterii legiuitoare, căci drepturile Domnului chiar sub regimul statutului, sunt și continuă a fi regulate prin art. 15 seq. din convențiune, și Domnul n'avea dreptul prin decret a regula materia dreptului privat; că însă dreptul de a promulga legile, acesta este un atribut numai al Domnului, precum rezultă din art. 14 din convențiune; dacă Domnul are dreptul a promulga, el are și dreptul a proroga termenul punerii în aplicare a unei legi; prorogarea punerii în aplicare a codului civil se putea face conform art. 14 din convenție, prin decret domnesc

fără să fi fost trebuință a mai îndeplini forma art. 3 din modificările îndeplinite ale statutului. Ast-fel punerea în aplicare fiind prorogată prin decret, aceasta e legalmente și dar până la 1 Decembrie 1865 vechile coduri civile, codul Calimach și codul Caragea continuă a fi în vigoare. (Cas. I, 153/Mart. 29/91, p. 332).

4. Codul civil și procedura urman a se pune în lucrare de o dată. Punerea în aplicare însă a codicelui civil a fost prorogată prin decret domnesc cu 6 luni, adică de la 1 Iulie până la 1 Decembrie 1865, de oare-ce votarea procedurii civile în Senat nu se terminase decât la 28 Iunie 1865, adică numai cu 2 zile înainte de intrarea în vigoare a noului codice civil, și guvernul de atunci s'a văzut silit a proroga punerea în lucrare a noulor codici peste 9 luni. Argumentele oportunității acestei prorogări au fost cercetate și discutate de consiliul de miniștri, de domn, de Adunarea electivă și de Corpul ponderator, și au fost aprobate de toți acești factori legislativi. Astfel fiind, în timpul de la 1 Iulie 1865 până la 1 Decembrie 1865, această țară a fost guvernată tot de vechea condie Caragea. Și dacă puterea judecătorească ar declara prorogarea aplicării noului codice ca ilegală, dânsa ar încălea în atributele puterii legiuitoare și ar nesocoti principiul separațiunii, puterilor, principiu fundamental pentru orice Stat modern bine organizat. Nu este nici juridic a se considera decretul de prorogare al codicelui civil ca un act izolat și arbitrar al puterii executive, de oare-ce el a fost aprobat, după serioase discuțiuni de ambele Corpuri legislative. (Cas. I, 406 bis, Oct. 28/91 B, p. 1114).

5. Deși, prin art. 1913 din Codul civil, urma ca acest cod să fie pus în aplicare la 1 Iulie 1865, însă prin decretul domnesc dela 30 Iunie 1865 acest termen s'a prorogată până la 1 Decembrie 1865, prorogare făcută legalmente, astfel că o succesiune, deschisă în timpul dela 1 Iulie 1865 până la 1 Decembrie 1865, se regulează după legiuirea Caragea, în vigoare la acea epocă. (Cas. I, 126/97, B. p. 339 și Cas. I 300/905, B. p. 830).

Art. 1914. — Fiica dotată înaintea promulgării acestei legi, de voește a veni la o ereditate deschisă în urma promulgării acestei legi, va fi obligată a raportă dota¹⁾. (Civ. 751 urm).

¹⁾ Codul Caragea, în Muntenia ca și Codul Calimach în Moldova, cari au precedat Codului civil actual cuprindeau dispozițiuni contra echității, în ceea-ce priveau succesiunile. Astfel Codul Caragea îndepărta pe fete dela moștenire, atribuind-o numai băieților. Codul Calimach, avântagea pe fetele deja măritate pe care le dispensa de raportul dotelor permise. Iată principalele dispozițiuni ale Codului Caragea și Calimach în această privință:

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, I, § 30, p. 124, 125;
 BAUDRY ET FOURCADE, *Des personnes*, I, 106;
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 1020, n° 2 și 3;
 DEMOLOMBE, XIX, 318;
 GRENIER, *Donations*, III, 534, p. 654 urm.;
 LAURENT, XII, 65;
 PANDECTES FR., *Prescription*, 2766;
 POTHIER, *Donations entre-vifs*, VIII, 220, p. 422 (ed. Bugnet);
 SIREY, *Lois*, 912 urm.;
 TROPLONG, *Prescription*, II, 958.

Codul Caragea, partea IV, Cap. 3, art. 17: a) Când mortului nu-i trăește muiera, sau moartea bărbatului, și au numai un copil, atunci moștenește copilul; b) când au numai feciori, moștensesc numai feciorii de o potrivă fiecare; c) când au feciori și fete numai feciorii moștensesc de o potrivă, și pe fete, de vor fi neînzestrate, datori sunt să le înzestreze și să le căsătorească; d) când au fete neînzestrate și înzestrate, numai cele neînzestrate moștensesc de o potrivă fiecare; e) când au numai fete înzestrate atunci moștensesc ele de o potrivă una cu alta; f) când, afară de copiii lor cei vii, au și nepoți de fiu, se cheamă și aceștia la moștenire, și moștensesc împreună cu unchii lor, partea ce se cădea să moștenească tatăl lor de trăia; g) când neavând feciori în viață, au nepoți din feciori și din fete, atunci nepoții cei din feciori, depărtează pe nepoți cei din fete (precum se cădea să depărteze și feciorii de trăia, pe fete de trăia) și moștensesc pe obrazul părinților lor, luând adică fiecare familie partea ce se cuvenea să ia tatăl lor de trăia; h) când au nepoți din fete numai, aceea numai moștensesc de casă.—Pentru cazul când defunctului îi trăește soția, a se vedea nota de sub textul art. 684 C. civil.

Codul Caragea part. IV, Cap. 3, art. 17, lit. K

„Când mortului îi trăește muiera și are copii cu dânsa, sau moartei îi trăește bărbatul și are copii cu dânsul, atunci copiii, sufletul mortului sau al moartei, și soția cea vie, moștensesc de o potrivă averea, după cum mai jos se arată:

„Adică copiii își iau părțile lor, pe cari sunt stăpâni desăvârșiți, luând asupra lor și partea sufletului pentru cheltuielile îngropării și a pomenirilor mortului sau moartei; iar soția cea vie are numai hrăsis, adică folosul părții sale.

Iar de se va întâmpla, în urma morții unuia din părinți peste 3 ani, să trăiască copiii, și după acea vreme să moară copilul, însă partea bărbătească mai înainte de al 14-lea an al vârstei sale, iar partea femeiască mai înainte de al 12-lea an al vârstei sale, atunci părțile ce va fi viu să ia a treia parte a sufletului în bani gata; iar de vor muri copiii înainte împlinirii a 3 ani, după moartea unuia din obrazele părinților atunci obrazul dintre părinți ce este viu, de va fi făcut cheltuieli pentru îngropare și pomeniri, să arate socoteala către clironomi și clironomii să-i plătească cât va fi cheltuit.

Codul Caragea, art. 18, litera C: „Când va muri copil, parte bărbătească mai înainte de al 14-lea an al vârstei sale, iar partea femeiască mai înainte de 12 ani al vârstei sale, ori înainte morții unuia din părinții săi, ori după moartea aceluia părinte, și alt copil nu va mai rămănea, atunci perusia aceluia părinte, să se facă trei părți, din care o parte să o moștenească obrazul cel viu dintre părinți, cu desăvârșită stăpânire, însă în bani gata, altă parte să o moștenească rudele cele de sus ale părintelui celui mort sau frații numai (de vor lipsi rudele de sus) iar cealaltă a treia parte să o moștenească sufletul copilului celui mort care parte să o ia tot acele rude ale părintelui celui mort pentru cheltuiala îngropării și a pomenirilor.

Iar când nu vor trăi nici rude de sus, nici frați ai părintelui celui mort, atunci obrazul dintre părinții care trăește, să moștenească pe părintele cel mort al copilului și rudele de alături ale părintelui celui mort până la a patra spiță, să aibă pronomion a răscumpăra, de vor voi numai căminul neamului lor, de va fi.

Codul Caragea, art. 23: „Când bărbatul cu muiera trăind 10 ani și nefăcând copii, va muri unul din obraze și nu va avea copii din altă căsătorie mai dinainte, atunci obrazul cel viu moștenește fără de diată a șasea parte din avutul lui, iar cealaltă avere, rudele lui.

Când bărbatul cel mort n'are rude, nici de sus, nici de jos nici de alături, îl moștenește fără de diată soția sa, și pe soție, de nu va avea rude de sus, de jos și de alături, o moștenește fără diată soțul ei.

Codul Calimach, în § 916: „Când mortul va lăsa fiu, adică pogorâtul din spița întâiu, născuți din legiuită însoțire, atunci li se cuvine lor întreagă averea lui, fără deosebire de parte bărbătească și femeiască, ori că trăind el, sau când după moartea lui s'au născut.

§ 917: „Dacă vor fi doi sau mai mulți fiu, împărțesc ei moștenirea în părți de o potrivă după numărul lor, și aceasta se zice în legi împărțială pe capete.

§ 1013: „Fiecele cele înzestrate de către părinți nu pot cere sinisfora, dară nici sunt silite să pună la mijloc zestrurile.

Codul Calimach § 941: „Dacă murind unul din însoțiti va lăsa copil nevârșnic, și pe urmă va muri și acesta, mai înainte de împlinirea vârstei de 14 ani, partea bărbătească și de 12 ani partea femeiască: se împarte de o potrivă moștenirea rămasă de la mortul părinte între părintele ce trăește și între suitorii mortului părinte, scoțându-se cheltuielile îngropării și cele pentru suflet după starea mortului și cățimea averei. Iară murind copilul după zisa vârstă, îl moștenește singur părintele său ce a rămas în viață.

Codul Calimach § 957: „Văduva care având copii nu se va mai căsători, va lua din averea mortului ei bărbat parte cât un copil spre întrebuințare numai; asemenea și bărbatul care având copii nu se va mai însura, și lua din averea moartei sale soții parte cât un copil spre întrebuințare, și ori și care din suitorii având copii și ne mai însoțindu-se va lua din averea mortului său soț parte cât un copil.

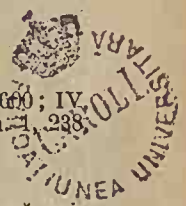
Codul Calimach § 958: „Însă dacă o femeie fiind bogată n'a adus zestre în casa bărbatului ei, nu va lua partea aceasta; asemenea și bărbatul care fiind bogat n'a dat darul dăntesc femeii sale.

Codul Calimach § 959: „Femeea săracă având până la trei copii dela mortul ei bărbat, va lua o a patra parte din curată averea lui spre întrebuințare; iar de va avea mai mulți copii, va lua numai parte cât un copil după analogie spre întrebuințare.

Codul Calimach § 960: „Dacă murind bărbatul a lăsat în urma lui copii dela femeia lui dintăiu atunci văduva săracă va lua din averea lui ori a patra parte sau după numărul copiilor analogistă parte cu deplină proprietate; iar dacă n'au rămas copii, ci alte rudeni, va lua ea a patra parte de a pururea cu deplină proprietate, asemenea va lua parte și bărbatul sărac din averea moartei sale soții.

Codul Calimach § 961: „Dacă nu vor fi copii nici alte rudeni, nici vre-un moștenitor din cei arătați în §§ 942—956, atunce moștenește bărbatul pe femeie și femeia pe bărbat dacă au viețuit nedespărțiți până la moartea unuia din ei.

Doctrină românească.



ALEXANDRESCO, I, ed. 2-a, p. 102 urm.; (III, part. II, ed. 2-a, p. 571 nota, 599, 600; IV, part. I, ed. 2-a, p. 566, 613, 655; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 184, 237 t. și n. 1, 238, 239); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 200 nota, 2, 205;

CANTACUZINO MATEI, p. 274;

NACU, I, p. 60, 61;

RĂDULESCU ANDREI, *Studii de drept civil*, vol. I, p. 181 urm.; *Obligațiunea impusă prin legiuirea Caragea de a înzestra pe surori și influența Codului civil asupra acestei obligațiuni.*

INDEX ALFABETIC

Acceptarea succesiunii 11.	Ordine publică 6, 9.
Calimach Cod 2.	Partaj 11.
Caragea Cod 1, 2, 3, 6-12.	Prezumpțiuni 10.
Codul Napoleon 3.	Raport 1-12.
Donație 2, 3, 6, 7, 9, 12.	Renunțare la succesiune 12.
Dota 1-12.	Revocare 2, 9.
Dispensă de raport 6.	Succesiune 1-12.
Excepții 6, 9.	
Napoleon Cod 3.	

Jurisprudență.

1. De vreme ce dreptul la moștenirea deschisă sub codul actual, al fetelor înzestrate sub codul Caragea, este dobândit prin art. 669, iară nu prin art. 1914, al cărui obiect este numai de a le supune la raportul dotei luată sub codicii anteriori când ele vin la succesiunea ascendentului înzestrător, este evident că și nepoții de fete înzestrate sub codul Caragea, sunt în drept, conform art. 669 combinat cu art. 664 și 665, să vină la moștenirea ascendentului lor, deschisă sub actualul cod prin reprezentatiune când concur cu unchiul lor. (Cas. I, 463/Dec. 20/72, B, p. 364).

2. Dreptul la succesiune se regulează dupe legea în vigoare la moartea lui *de cuius*, și nimeni nu poate pretinde că are un drept dobândit asupra unei succesiuni, în puterea legii anterioare deschiderii ei. Prin urmare, fetele înzestrate care, dupe legea Caragea, când se aflau în față cu feciorii sau chiar fete neînzestrate, nu mai aveau nici o vocațiune la succesiunea tatălui și a mamei, sunt chemate la succesiunea lor de art. 669 c. civ., dacă au murit sub acest codice; căci după acest articol, fetele vin la succesiunea tatălui și a mamei d'împreună cu feciorii fără distincțiune de sunt sau nu înzestrate; însă dacă înzestrarea făcută sub codicele actual, nu poate da naștere la dificultăți între comostenitorii ai aceleiași ascendinte, de oare-ce cazul când și cum o dotă, ca și ori-ce donațiune poate fi revocabilă pentru moștenitorii donatorului, și prin urmare raportabilă la masa succesiunii, este regulat de art. 750 și următorii de la secțiunea despre raporturi, n'ar fi fost tot ast-fel și pentru dotele date înainte de promulgarea codului nou, căci fetele înzestrate înainte, ar fi putut să pretindă să vie la succesiunea tatălui și mamei donatori în temeiul art. 669, fără ca

să raporteze dota, sub cuvânt că, dacă chiar donațiunile făcute sub codul actual la un succesibil de către ascendențele său nu sunt raportabile când ascendențele donator a manifestat în această privință voința sa (art. 751 *in fine*), cu atât mai puțin pot fi raportabile donațiunile făcute sub legea Caragea, cari nu se supuneau la nici un raport, donațiunile între vii, declarându-le irevocabile (art. 6 de la daruri), căci voința donatorului despre dispensa raportului unei donațiuni între vii făcută sub o lege care nu le supunea raportului, ar trebui să fie necesarmente presumată de oare-ce părțile urmează să se fi referit la acea lege, în privința efectelor irevocabile ale donațiuni. Și legiuitorul, prin art. 1914 c. civ., n'a voit de cât să preîntâmpine aceste conflicte ca trecerea de la o legislațiune, ca aceea a lui Caragea, sub care donațiunile între vii, și prin urmare și zestrele date, erau irevocabile și neraportabile, sau ca aceea a lui Calimach, sub care zestrele numai erau neraportabile (art. 1010, lit. g. și art. 1013), putea să dea naștere, și de aceea dând o soluțiune legislativă în privința zestrelor date sub legea Caragea sau Calimach, a dispus că fiica dotată înaintea promulgării codului civil de voește a veni la o ereditate deschisă în urma promulgării acelei legi, va fi obligată a raporta dota. Chiar din partea dispozitivă a acestui articol rezultă că el n'are de obiect a chema la moștenire fetele ce ar fi înzestrate sub codul Caragea, ele fiind deja chemate prin art. 669, ci de a obliga pe fetele măritate sub codul Caragea sau Calimach, când vin la succesiunea părinților, deschisă sub codul nou, la raportul dotei lor, la care nu erau supuse după acele legi, însă acordându-le facultatea de a reține acele dote prin renunțarea la succesiune, ceea ce este permis prin art. 752 c. civ., și pentru donațiunile făcute sub codul nou ce din lipsă de dispensă sunt raportabile. Ast-fel fiind, rămâne a se ști, dacă prin art. 1914 legiuitorul a ordonat un raport *sui generis*, ca *collatio* din dreptul Roman vechiu, pentru emancipați, cari erau obligați să aducă la masa succesorală a părinților lor, când concur cu frații lor neemanci-

pați, nu numai bunurile dăruite de tatăl lor, ci încă toată averea dăruită de alții sau câștigată prin munca lor. Dacă o asemenea dispozițiune avea atunci cuvântul de a fi, pentru că copiii neemancipați ne având dreptul de a câștiga nimic pe scoteala lor, ei chiar produsul muncii lor făcând parte din avutul părintelui sub puterea cărui se află copiii emancipați, dacă nu aduceau la mijloc averea dobândită în urma emancipațiunii când veneau împreună cu copiii neemancipați la succesiunea părintelui comun, care era mărită prin chiar munca copiilor neemancipați, s'ar fi împărțit de chiar averea acestora, ceea ce ar fi fost injust. Feciorii sub legea Caragea, aveau dreptul de a dobândi o avere a lor proprie, fie prin daruri chiar dela părinții lor, fie prin munca lor; și dară legiuitorul la 1865, n'avea nici un cuvânt plausibil ca să ordone, prin art. 1914, o asemenea aducere la mijloc (*collatio*) a dotei, chiar când înzestrarea n'ar fi făcută de *de cuius*, dacă legiuitorul ar fi voit să ordone o asemenea aducere la mijloc ar fi exprimat-o în termeni pozitivi; o astfel de aducere la mijloc (*collatio*) nu se poate prezuma din termenii art. 1914, mai cu seamă când în același cod, la secțiunea despre raporturi, prin a raporta legea n'a înțeles de cât a aduce înapoi la succesiunea de la care s'a luat (art. 757), ceea ce însuși acest cuvânt o indică. Art. 1914 n'a avut de obiect de a remedia inconvenientele ce din pricina faptelor împlinite sub codul Caragea se pot ivi la succesiunile ce se deschid sub legea actuală; dacă interpretarea ce s'ar da art. 1914, despre aducerea la mijloc a dotei, chiar când ea ar fi dată, nu de către *de cuius*, ci de consortele său, ar avea o aparență de echitate pentru cazul când înzestrătorul a dat fetelor toată averea sa ca dotă, iar succesiunea mamei se deschide sub codul actual, nu e tot ast-fel pentru casurile cele mai ordinare, când adică la moartea înzestrătorului, ivită sub codul Caragea, a rămas avere din care s'a împărțit băeților, fie și chiar în părți mai mici de acea ce s'a dat fetelor, căci atunci succesiunea mamei, deschisă sub codul nou, băeții de și ar obliga pe fete la punerea la mijloc a dotei luată din averea tatălui, ei n'ar fi obligați la aducerea părții ce au luat din aceeași avere cu titlu de moștenire de la tatăl lor mort sub codul Caragea. Din toate acestea rezultă în mod evident, că legiuitorul prin art. 1914 n'a tranșat de cât cesțiunea raportabilității dotelor date sub codicii Calimach și Caragea, în sensul unui raport ordinar, despre care se face vorba chiar în acel cod. (Cas. I, 463/Dec. 20/72, B. p. 360).

3. După art. 757 c. civ. nu poate fi

cesiune de raport de cât numai la succesiunea donatorului. Și chiar dacă s'ar admite ca prin obligațiunea de a raporta, impusă de art. 1914, nu este vorba în acel articol de cât de un raport extraordinar, raportul zestrei, nu se poate admite de cât numai când s'ar constata că sub codul Caragea există între soți și soție unitate de patrimoniu. Or a pretinde că sub codul Caragea există între soți și soție o asemenea unitate de patrimoniu, este a se isbi de art. 12 și următorii din codul Caragea, despre zestre și a sustine un principiu contrar ideii dominante de separațiune de patrimoniu între soți și soție, care idee a existat totdeauna în spiritul legiuitorului nostru și moravurile noastre, de oarece chiar astăzi sub codul civil, luat după codul Napoleon nu s'au ales, din cele patru regime aflate sub acel cod ca regimul legal, de cât regimul dotal, iar nu cel de comunitatea bunurilor aflat în codul francez. Ast-fel fiind obligațiunea fetelor, impusă de art. 1914, de a raporta dotă, nu se poate pretinde de cât tot după dispozițiunile generale ale art. 757. Art. 1914 ori cât de exceptional s'ar pretinde a fi, nu poate cuprinde într'insul excepțiuni contrarii principiilor generale de drept, de cât numai când acele excepțiuni ar fi fost prevăzute într'un mod categoric în acel articol. (Trib. Ilfov, I, Dr. 10/73).

4. Dacă art. 1914 nu face nici o distincțiune în privința părintelui care a constituit dotă ce urmează a fi raportată, motivul este că o asemenea distincțiune era cu totul inutilă, fiind deja făcută de lege prin art. 757, care dispune ca raportul să se facă la succesiunea donatorului. Din tăcerea legiuitorului asupra modului de a se face raportul prevăzut de art. 1914 rezultă evident că în această privință legiuitorul s'a referit la regulile de drept comun relative la raport. (Apel. Buc. II, Dr. 10/73).

5. Prin art. 1914 legiuitorul a voit să previe procesele ce ar fi putut da naștere cesțiunei de a se ști dacă zestrele constituite sub legea veche sunt sau nu supuse la raport. Această controversă posibilă nu este de loc rezolvată prin art. 753, căci acel articol prevede fapte petrecute sub legea nouă, iar nu o zestre constituită sub legea nouă; de unde rezultă că art. 1914 nu poate fi privit ca o superfluitate. (Apel Buc. II, Dr. 10/73).

6. Egalitatea care este baza constituțiunii noastre politice, este asemenea și principiul fundamental asupra cărui se formează sistemul nostru sucesoral. Ast-fel legile de moștenire fiind de ordine publică, raportul s'a părut legiuitorului nou atât de necesar în cât dânsul, prin art. 1914 obligă pe

femea măritată, care n'avea un drept de moștenire sub legea Caragea, dar care a primit o donațiune sub formă de dotă, a raportă această dotă dacă voește a veni la o ereditate deschisă în urma promulgării acestei legi. Această dispozițiune, cuprinsă în art. 1914, nu este o excepțiune, ci o aplicațiune a principiului că, ori-cine voește a moșteni, trebuie să raporte, afară numai dacă donatoarele sau testatoarele nu l'a dispensat de această obligațiune. O asemenea dispensă nu poate fi presupusă că poate resulta numai din imjurarea că legea, sub imperiul căreia s'a făcut donațiunea, nu impune donatarului moștenitor, care venea la succesiunea donatorului, sarcina raportului. (Cas. sect. unit., 2/Apr. 21/77. B, p. 442).

7. Art. 1914 fiind relativ numai la raportul dotelor ce au fost constituite înaintea promulgării codului actual, nu poate fi întins și la raportul donațiilor, pentru că el este special la dote, și, pe lângă aceasta, există o deosebire între natura zestrelor și a dotiunilor de sub codul Caragea, astfel că nici chiar prin analogie nu poate fi aplicabil și acestor din urmă. În adevăr, zestrea sub codul Caragea reprezintă dreptul personal ce aveau fetele la succesiunea tatălui; prin urmare, dacă codul actual permitea și fetelor înzestrate să vie la succesiunile deschise sub imperiul său, ar fi fost să permită acestora să vie de două ori la aceeași succesiune. Donațiunile nu erau în aceeași situațiune, și așa fiind nu li se poate aplica dispozițiunile legii noi relativ la zestre. (Trib. Brăila, Nov. 10/83 Dr. 10/84).

8. De și succesiunea s'a deschis sub imperiul noului codice civil, însă după art. 1914 c. civ., fata înzestrată sub legea Caragea, nu este obligată să raporte dote ce i s'a constituit la căsătorie, chiar dacă ar escede cotitatea disponibilă, dacă nu voește să vie la moștenire de o potrivă cu cei-l-alți erezi rezervatari. (Cas. I, 164/Mai 7/84 B, p. 394).

9. Dreptul la succesiune se regulează după legea în vigoare la moartea lui de cujus. Prin urmare fetele înzestrate sau chiar neînzestrate, care după codul Caragea, când se aflau față cu feciori nu aveau nici o vocațiune la succesiunea tatălui și a mamei, sunt chemate, după codul actual, la succesiunea lor de art. 669 c. civ., dacă ei au murit sub acest cod. Și egalitatea, care este baza constituțiunei noastre politice, este asemenea și principiul nostru fundamental asupra căruia se fundează sistemul nostru succesoral. Astfel fiind legile de moștenire fiind de ordine publică, raportul s'a părut legiuitorului din 1865 atât de necesar în cât prin art. 1914

obligă pe femeia măritată, care nu avea un drept de moștenire sub codul Caragea, dar care a primit o donațiune sub formă de dotă, a raporta această dotă, dacă voește a veni la succesiunea ascendentului său înzestrător deschisă în urma promulgării noui legi, sau a o reține dacă ar renunța la succesiune. Această dispozițiune cuprinsă în art. 1914 nu este o excepțiune ci o aplicațiune a principiului general că ori cine voește a moșteni trebuie a raporta, afară numai dacă donatorul sau testatorul nu l'a dispensat de această obligațiune. Legiuitorul din 1865, spre a evita presumpțiunea dispensei de raport a unei donațiuni dată sub formă de dotă unei fiice măritată sub codul Caragea, când dânsa ar veni la succesiunea tatălui sau a mamei donatoare deschisă sub codul nou, presumpțiune care s'ar fi putut induce din faptul că asemenea donațiuni făcute sub codul Caragea erau irevocabile și prin urmare neraportabile (art. 6 de la daruri), ca și cele făcute sub codul actual când ascendentul donator și-a manifestat în această privință voința (art. 751 c. civ.) a dat soluțiunea legislativă prevăzută în art. 1914 c. civ., adică supunând asemenea donațiuni la raport. (Trib. Ilfov, I, 160, Mart. 20/90. Dr. 23/90).

10. Art. 1914 c. civ. nu stabilește nici o presumpțiune în ce privește dotele constituite sub codul Caragea; el nu a avut în vedere de cât a regula pozițiunea fetelor înzestrate sub vechiul cod, supunându-le la raport în cazul când ar voi să vină la o succesiune deschisă în urma promulgării codului civil actual. (Cas. I, 141/90. Apr. 26/90 B p. 430).

11. Fiica dotată sub codul Caragea poate face acte de moștenitoare și mai înainte de a raporta dote, de oare-ce art. 1914 este relativ la partagiul, când adică fiica dotată sub imperiul legii Caragea ar veni să concure la o împărțeală de moștenire deschisă sub noul cod civil, să nu o poată face de cât raportând ceea ce a primit înainte. (Apel Buc. I, 22, Ian. 21/90. Dr. 14/90).

12. Sub imperiul codului Caragea, în vigoare în momentul puneri în aplicare a actualului cod civil se prevedea că numai copiii de sex bărbătesc moșteneau când veneau în concurență cu surori, iar legiuitorul actual, introducând egalitatea fraților și a surorilor, a prevăzut, ca dispoziție tranzitorie în art. 1914, că fiica dotată înaintea promulgării acestei legi de voește a veni la o ereditate deschisă sub actuala lege, va fi obligată la raport, de unde rezultă ca o atare fiică care avea un drept câștigat de a reține donațiunea, ori-care ar fi fost cuantumul ei, legea îi dă facultatea de a renunța la acest

drept, în care caz numai ar fi fost obligată la raport; că, prin urmare, trebuie din parte-i o manifestație clară și prescrisă, nu că renunță la succesiune ci din contră, că voeste a o accepta, și numai în acest caz poate fi obligată să raporteze dota.

Prin urmare, face o justă aplicați-

une a art. 1914 din codul civil, instanța de fond, când decide că fiica dotată sub vechiul cod nu poate fi obligată să raporteze moșia dotală sau valoarea ei, întrucât dânsa nu și-a manifestat dorința de a veni la succesiunea mamei sale. (Cas. I. 18 Noembrie 1910, B. p. 1533).

Sfârșitul volumului IV și ultim.

TABLA MATERIILOR

CUPRINSE IN VOLUMUL IV.

(A se vedea la sfârșitul acestui ultim volum, tabla detaliată pentru întreaga materie cuprinsă în toate volumele).

	<u>Pag.</u>
Bibliografia operelor la cari s'au făcut trimiteri	III
Prescurtări	VII

CARTEA III.

Despre diferitele moduri prin cari se dobândește proprietatea. (Urmare).

TITLUL IX. — Despre mandat (art. 1532-1559)	1
<i>Capitolul I.</i> — Despre natura mandatului (art. 1532-1538)	1
— <i>II.</i> — Despre îndatoririle mandatarului (art. 1539-1545)	20
— <i>III.</i> — Despre obligațiunile mandatarului (art. 1546-1551)	26
— <i>IV.</i> — Despre diferitele moduri după cari mandatul încetează (art. 1552-1559)	35
TITLUL X. — Despre comodat (art. 1560-1575)	42
<i>Capitolul I.</i> — Despre natura comodatului (art. 1560-1563)	42
— <i>II.</i> — Despre obligațiunile comodatului (art. 1564-1571)	44
— <i>III.</i> — Despre obligațiunile comodantului (art. 1572-1575)	48
TITLUL XI. — Despre împrumut (art. 1576-1590)	50
<i>Capitolul I.</i> — Despre natura împrumutului (art. 1576-1579)	50
— <i>II.</i> — Despre obligațiunea împrumutătorului (art. 1580-1583)	54
— <i>III.</i> — Despre obligațiunile împrumutatului (art. 1584-1586)	55
— <i>IV.</i> — Despre împrumutul cu dobândă (art. 1587-1590)	57
TITLUL XII. — Despre depozit și despre sequestru (art. 1591-1634)	62
<i>Capitolul I.</i> — Despre depozit în genere (art. 1591-1592)	62
— <i>II.</i> — Despre depozitul propriu zis (art. 1593-1625)	62
<i>Secțiunea I.</i> — Despre natura depozitului (art. 1593-1594)	62
— <i>II.</i> — Despre depozitul voluntar (art. 1595-1598)	63
— <i>III.</i> — Despre îndatoririle depozitarului (art. 1599-1617)	66
— <i>IV.</i> — Despre îndatoririle deponentului (art. 1618-1619)	77
— <i>V.</i> — Despre depozitul necesar (art. 1620-1625)	78
<i>Capitolul III.</i> — Despre sequestru (art. 1626-1634)	82
<i>Secțiunea I.</i> — Despre diversele feluri de sequestruri (art. 1626)	82
— <i>II.</i> — Despre sequestru convențional (art. 1627-1631)	82
— <i>III.</i> — Despre sequestru judiciar (art. 1632-1634)	84
TITLUL XIII. — Despre contractele aleatorii (art. 1635-1651)	100
<i>Capitolul I.</i> — Despre contractele aleatorii în genere (art. 1635)	100
— <i>II.</i> — Despre joc și prinsoare (art. 1636-1638)	101
— <i>III.</i> — Despre contractul de rentă pe viață art. (1639-1651)	104
<i>Secțiunea I.</i> — Despre natura contractului de rentă pe viață (art. 1639-1645)	104
— <i>II.</i> — Despre efectele contractului de rentă pe viață între părțile contractante (art. 1646-1651)	108
TITLUL XIV. — Despre fidejusiune (cauțiune) (art. 1652-1684)	112
<i>Capitolul I.</i> — Despre natura și întinderea fidejusiunii (art. 1652-1661)	112
— <i>II.</i> — Despre efectele fidejusiunii (art. 1662-1674)	118

TABLA MATERIILOR

	<u>Pag.</u>
Secțiunea I. — Despre efectele fidejusiunii între creditor și cauționator (fidejuser) (art. 1662-1668)	118
— II. — Despre efectele fidejusiunii între debitor și cauționator (fidejuser) (art. 1669-1673)	123
— III. — Despre efectele fidejusiunii între mai mulți garanți (art. 1674)	127
Capitolul III. — Despre fidejusiunea legală și cea judecăt. (art. 1675-1678)	128
— IV. — Despre stingerea fidejusiunii (art. 1679-1684)	130
TITLUL XV. — Despre amanet (art. 1685-1696)	134
— XVI. — Despre antichreze (art. 1697-1703)	150
— XVII. — Despre tranzacțiune (art. 1704-1717)	155
— XVIII. — Despre privilegii și ipotecă (art. 1718-1728)	167
Capitolul I. — Dispozițiuni generale (art. 1718-1721)	167
— II. — Despre privilegii (art. 1722-1745)	179
Secțiunea I. — Despre privilegiile cari se întind asupra mobilelor și imobilelor (art. 1727)	183
— II. — Despre privilegii asupra mobilelor (art. 1728-1736)	184
§ 1. — Despre privilegii g-rale asupra mobilelor (art. 1729)	184
§ 2. — Despre privilegii asupra oarecăror mobile (art. 1730)	187
§ 3. — Despre rangul privilegiilor asupra mobilelor la caz de concurs între ele (art. 1731-1736)	202
Secțiunea III. — Despre privilegii asupra imobilelor (art. 1737)	207
— IV. — Cum se conservă privilegiile (art. 1738-1745)	211
Capitolul III. — Despre ipotecă (art. 1746-1779)	223
Secțiunea I. — Despre ipotecile legale (art. 1753-1768)	231
§ 1. — Despre siguranțele femeilor măritate (art. 1754-1761)	232
§ 2. — Despre garanțiile ce sunt obligați a da tutorii în interesele minorilor și interzișilor (art. 1762-1767)	243
§ 3. — Despre garanțiile ce sunt obligați a da Statului, comunelor și stabilimentelor publice, percepătorii și administratorii contabili (art. 1768)	248
Secțiunea II. — Despre ipotecile convenționale (art. 1769-1777)	249
— III. — Despre rangul ipotecilor între ele (art. 1778-1779)	263
Capitolul IV. — Despre modul înscripțiunii privilegiilor și ipotecilor (art. 1780-1787)	265
— V. — Despre ștergerea și reducțiunea inscrip. (art. 1788-1789)	287
— VI. — Despre efectul privilegiilor și ipotecilor în contra persoanelor al treilea cari dețin imobilul (art. 1790-1799)	290
— VII. — Despre stingerea privilegiilor și a ipotecilor (art. 1800)	297
— VIII. — Despre modul de a purga proprietățile de privilegii și ipotece (art. 1801-1814)	300
Dispozițiune tranzitorie (art. 1815)	313
Capitolul IX. — Despre publicitatea registrelor și despre responsabilitatea grefierilor de tribunale însărcinați cu ținerea registrelor (art. 1816-1823)	318
TITLUL XIX. — Despre expropriatiunea silită (art. 1824-1836)	324
— XX. — Despre prescripțiune (art. 1837-1911)	339
Capitolul I. — Dispozițiuni preliminare (art. 1837-1845)	339
— II. — Despre posesiunea cerută pentru a prescrie (art. 1846-1862)	349
— III. — Despre cauzele cari întrerup sau cari suspend cursul prescripțiunii (art. 1863-1885)	366
Secțiunea I. — Despre cauzele cari întrerup prescrip. (art. 1863-1873)	366
— II. — Despre cauzele cari suspendă cursul prescripțiunii (art. 1874-1885)	382
Capitolul IV. — Despre timpul cerut pentru a prescrie (art. 1886-1911)	391
Secțiunea I. — Dispozițiuni generale (art. 1886-1889)	391
— II. — Despre prescripțiunea de 30 ani (art. 1890-1894)	393
— III. — Despre prescrip. de 10 până la 20 ani (art. 1895-1902)	402
— IV. — Despre câteva prescrip. particulare (art. 1903-1911)	429
Dispozițiuni generale (art. 1912-1914)	440

TABLA GENERALĂ DE MATERII
ALFABETICĂ

(Vol. I, II, III și IV)

A

CODULUI CIVIL ADNOTAT

TABLA GENERALĂ DE MATERII ALFABETICĂ

(Vol. I, II, III și IV)

A

CODULUI CIVIL ADNOTAT

A

Articolul

Abandonare. Despre cesiunea bunurilor din partea debitorului către creditorii săi	1122-1127
— Ce este cesiunea bunurilor debitorului către creditorii săi	1122
— De câte feluri este cesiunea bunurilor	1123
— Ce este cesiunea voluntară a bunurilor debitorului către creditorii săi	1124
— Ce este cesiunea judiciară a bunurilor către creditorii săi	1125
— Care este efectul cesiunei judiciare	1126
— Dacă cesiunea bunurilor din partea debitorului către creditorii săi poate fi refuzată	1127
— A se vedea cuvântul: „Cesiune“.	
Abateri. A se vedea cuvintele: „Amendă“, „Funcționar“, „Grefier“, „Ofițer de stare civilă“, „Sanctiuni“, „Stare civilă“.	
Abitațiune. Cum se stabilește și se pierde dreptul de uz și de abitațiune	565-577
— Dacă cine-va se poate folosi de dreptul de uz și de abitațiune, fără a face inventar și fără a depune cauțiune	566
— Cum trebuie să se folosească uzuarul și cel ce are abitațiunea de bunurile cari fac obiectul acestor drepturi	567
— Care este întinderea dreptului de uz și de abitațiune	568-575
— Dacă dreptul de abitațiune poate fi cesionat sau închiriat	573
— Cari sunt sarcinile impuse celui ce se bucură de dreptul de abitațiune	574
— Care este dreptul de abitațiune al văduvei în cursul anului de doliu	1279
— A se vedea: „Uz“, „Uzfruct“.	
Abrogare. Ce legiuri sunt abrogate prin Codul civil	1912
Absență. Cum îngrijește tribunalul de administrarea averii unei persoane presupusă absentă și care nu a lăsat un împuternicit	98
— Când se numește un curator spre a reprezenta pe cei presupuși absenți	99
— Ce rol are Ministerul Public în afacerile privitoare la interesele persoanelor presupuse absente	100
— Cum se face cererea de declararea absenței unei persoane care nu se va arăta la locul domiciliului seu sau al reședinței sale, fie că a lăsat, fie că nu a lăsat procură pentru administrarea averii sale. Procedura	101
— Cum constată tribunalul absența și ce cercetări ordonă a se face	102
— Cum se judecă cererea de declarare de absență	103
— Cum se publică hotărârile de declarare de absență	104

	Articol
Absență. Când se pronunță hotărîrea de declarare de absență	105
— Când pot cere moștenitorii trimeterea în posesiune provizorie asupra averii absentului, atunci când el nu a lăsat procurator	106
— Când pot cere moștenitorii prezumptivi punerea lor în posesie asupra averii absentului, atunci când el a lăsat procurator	107
— Când pot cere moștenitorii prezumptivi punerea lor în posesie asupra averii absentului, atunci când el ar fi lăsat procură cu termen care ar expira	108
— După trimeterea în posesie provizorie a moștenitorilor prezumptivi, cum se procedează în privința testamentului absentului și a dispozițiilor ce le cuprinde	109
— Cum e considerată punerea în posesie provizorie, asupra averii absentului și ce îndatoriri au persoanele puse în posesie	110
— Ce îndatoriri au persoanele puse în posesie provizorie asupra averii absentului în privința conservării și vânzării averii absentului	111
— În caz de dovedire a existenței sau de întoarcere a absentului, ce îndatoriri au cei trimiși în posesie provizorie, cu privire la veniturile averii absentului	112
— Dacă persoanele trimise în posesie provizorie asupra averii absentului, pot să înstrăineze sau să ipoteceze această avere	113
— După cât timp de la punerea în posesie provizorie sau nașterea absentului, se pot ridica cauțiunile, se poate face împărțeala averii absentului și se poate face punerea în posesie definitivă	114
— Când se deschide succesiunea absentului	115
— Cari sunt efectele revenirii absentului sau dovedirii existenței sale, în timpul punerii în posesie definitivă	116
— Cari sunt efectele revenirii absentului sau dovedirii existenței sale, chiar și după punerea în posesie definitivă, în ceea ce privește actele de dispozițiune efectuate în timpul absenței sale	117
— În ce termen copiii și descendenții absentului pot cere restituirea averii absentului	118
— În contra cui se exercită acțiunile pe cari terții le aveau contra absentului	119
— Cine poate reclama o succesiune deschisă unei persoane a cărei existență nu va fi recunoscută și ce dovezi trebuie să aducă	120-122
— În ce termen se prescriu acțiunile prin cari se reclamă o moștenire sau alte drepturi ce se vor cuveni absentului sau reprezentanților săi	122
— Dacă absentul nu se va arăta sau acțiunile nu se vor exercita în numele său, în ce condițiuni cei ce vor fi primit moștenirea vor dobândi în deplină proprietate veniturile luate de dânsii	123
— Dacă absentul a lăsat copii minori, cine va avea privigherea lor și exercițiul drepturilor puterii părintești asupra lor	124-126
— Dacă barbatul este interzis sau absent, cine autorizează pe femeia căsătorită ca să stea în judecată sau să contracteze	204
— În ce termen trebuie să introducă bărbatul acțiune în tagadă de paternitate	290
Abus. Dacă uzufructul poate înceta prin abuzul ce face uzufructuarul de folosința sa	558
— Cari sunt drepturile debitorului când creditorul abuzează de lucrul amanetat	1693
Abus de drept. Când poate exista abuz de drept	480, 998-1000
Accelerare. A se vedea: „Legea pentru accelerarea judecăților“.	
Acceptare. Dacă pentru acceptarea sau renunțarea la o succesiune căzută unui minor, se cere autorizația consiliului de familie	405, 406
— Dacă pentru acceptarea unei donațiuni făcute unui minor, se cere autorizația consiliului de familie	407

	<u>Articolul</u>
Acceptare. Despre acceptarea succesiunii	685-694
— Cum poate fi acceptată succesiunea	685
— Dacă cineva poate fi obligat să accepte o succesiune	686
— Cum acceptă succesiunea femeile măritate, minorii și interzișii	687
— Până unde se sue efectul acceptării succesiunii	688
— De câte feluri este acceptarea succesiunii	689
— Când se poate zice că este acceptare tacită și când expresă	689
— Dacă actele curat conservatorii, de îngrijire și de administrație provizorie sunt acte de acceptarea succesiunii	690
— Dacă donațiunea, vinderea, cesiunea drepturilor sau renunțarea la succesiune, atrag după sine acceptarea succesiunii	691
— Când cel cărui i se cuvine o succesiune a decedat, fără să fi renunțat la succesiune sau să o fi acceptat în mod expres, dacă moștenitorii sei pot renunța sau accepta acea succesiune	692
— Când moștenitorii unei persoane, care a decedat fără să fi acceptat sau să fi renunțat la succesiune, nu se învoesc pentru a accepta sau a renunța la succesiune, cum se va face acceptarea	693
— Cum poate ataca un major acceptarea ce a făcut în privința unei succesiuni	694
— Dacă un erede a ascuns obiecte din succesiune, mai poate renunța la succesiune	703
— Când un erede a ascuns obiecte din succesiune sau cu rea credință nu a trecut în inventar toată averea succesorală, dacă poate accepta succesiunea sub beneficiu de inventar	712
— Cum se face acceptarea unei donațiuni și ce efecte produce	814
— Cine acceptă donațiunea făcută minorilor neemancipați, minorilor emancipați și interzișilor	815
— Cum se face acceptarea donațiunii făcută surdo-muților	816
— Cum se face acceptarea donațiunilor făcute persoanelor morale	817
— Dacă acceptarea donațiunii bunurilor cari pot fi ipotecate, trebuiește transcrisă și la ce anume tribunal	818
— Dacă acceptarea donațiunii nu este transcrisă, cine poate invoca lipsa acestei transcripții	819
— Dacă minorii, interzișii, femeile măritate, în lipsă de acceptare sau de transcrierea unei donațiuni, pot cere obiectele dăruite și în caz negativ, contra căror persoane au drept de recurs	820
— Dacă acceptarea unei cesiuni poate fi făcută de debitor și prin act autentic înlocuind notificarea	1393
— A se vedeă cuvintele: „Donațiune“, „Renunțare“, „Succesiune“.	
Accesiune. Ce înseamnă dreptul de accesione	482
— Cui se cuvin fructele naturale sau industriale ale pământului, fructele civile și sporul animalelor (prăsila)	483
— Dacă semănăturile, arăturile și munca sunt puse de alții, în ce condiții dobândește proprietarul acele fructe prin accesione	484
— În cazul de revendicare a unui imobil, în ce condițiuni posesorul câștigă proprietatea fructelor	485
— Când se poate spune că posesorul este de bună credință pentru a putea câștiga fructele	486
— Când încetează posesorul să fie de bună credință	487
— Cui se cuvine tot ce se unește și se încorporează cu lucrul	488
— Dacă proprietatea pământului cuprinde în sine și proprietatea suprafeței și subfeței lui	489
— Ce drepturi poate exercita proprietarul asupra suprafeței pământului	490
— Ce drepturi poate exercita proprietarul asupra subfeței pământului	491
— Construcțiile, plantațiile sau lucrările făcute în pământ sau asupra pământului	

	Articolul
mântului, de cine sunt presupuse ca făcute și cu a cui cheltuială	492
Accesiune. Dacă proprietarul pământului a făcut construcțiuni, plantațiuni și lucrări cu materialuri străine, ce drepturi are proprietarul acelor materialuri	493
— Dacă plantațiile, construcțiile și lucrările au fost făcute de către o a treia persoană cu materialele ei pe pământ străin, ce drepturi au proprietarul pământului și proprietarul materialelor	494
— Ce este aluviunea și cine profită de ea când este vorba de un râu navigabil, plutitor sau neplutitor și ce îndatoriri are proprietarul aluviunii	495
— Cui aparține pământul lăsat de apele curgătoare, când ele se retrag pe nesimțite către celalt țărm	496
— Cui aparține pământul părăsit de apa mării	496
— Dacă aluviunea are loc în privința lacurilor, eleșteurilor și iazurilor și ce drepturi are proprietarul lor	497
— Dacă un fluviu sau râu navigabil sau nu, rupe o parte mare de pământ de la un proprietar și o alipește la pământul altui proprietar, cui aparține și în ce condițiuni	498
— Cui aparțin insulele și prunturile cari se formează în albia fluviilor sau râurilor navigabile sau plutitoare	499
— Cui aparțin insulele și prunturile ce se formează în albia râurilor nenavigabile sau neplutitoare	500
— Dacă un râu sau fluviu navigabil sau nu, formează un braț nou și înconjoară pământul unui proprietar riveran, formând o insulă, cui aparține acest pământ	501
— Dacă un fluviu sau râu își face un nou curs, părăsind vechea albie, cui aparține această albie	502
— Cine are proprietatea și în ce condițiuni, a animalelor sau sburătoarelor sălbatece, cari trec pe pământul cui-va	503
— Dacă două lucruri a doi deosebiți proprietari s'au unit împreună pentru a face un singur tot, dar se pot despărți și conserva fiecare în parte, după despărțire, cui aparține totul format și în ce condițiuni	504
— Care este lucrul principal în cazul articolului 504 din codul civil	505, 507
— Când lucrul unit este mai de preț de cât lucrul principal și când ele s'au unit fără știrea proprietarului, dacă el poate cere despărțirea și restituirea aceluia lucru	506
— Dacă un meșter sau alt cineva a întrebuințat materialul altuia pentru a face un lucru nou, cui și în ce condițiuni aparține acel lucru	508
— Dacă însă în cazul art. 508, manopera este foarte importantă și întrece valoarea materialului întrebuințat, cui și în ce condițiuni aparține lucrul format	509
— Când cineva întrebuințează, în parte materialul seu și în parte material străin, pentru a forma un lucru nou, fără ca nici o parte din material să-și fi pierdut cu totul ființa și dacă acele materiale nu se mai pot despărți fără pagubă, cui și în ce condițiuni aparține lucrul format	510
— Când un lucru s'a format din amestecarea mai multor materiale a diferiți stăpâni, cui și în ce condițiuni aparține acel lucru	511, 512
— Când lucrul format rămâne comun între proprietarii materialelor, cum se procedează în privința împărțelii	513
— În cazul când proprietarul materiei întrebuințate, fără știrea sa, la formarea unui lucru nou, este în drept a reclama lucrul format, dacă el poate cere o materie de aceeași natură, greutate, mărime și calitate sau valoarea acelei materii	514

	Articolul
Accesiune. Dacă cei ce vor întrebuința materii străine, fără știrea proprietarului, pot fi condamnați la daune-interese și urmăriți pe cale penală	515
— Dacă principiile regulilor arătate în Codul civil la capitolele „Accesiunii“, se pot aplica și la cazuri analoage	516
— Când cel ce a dat legat un imobil, a mărit acest imobil prin alte achizițiuni sau a făcut înfrumusețeri și construcții sau adausuri, dacă toate acestea fac parte din legat în virtutea dreptului de accesiune	904
— A se vedeă cuvintele: „Accesoriu“, „Proprietate“.	
Accesoriu. Dacă lucrul legat trebuie să se preda cu accesoriile necesare în starea în care se găsea la moartea donatorului	903
— Dacă obligația de a preda lucrul în caz de vânzare, cuprinde și accesoriile și tot ce a fost destinat la uzul său perpetuu	1325
— A se vedeă cuvintele: „Accesiune“, „Proprietate“.	
Accident. Cui cade răspunderea în caz de accident	998-1000
Achiesare. A se vedeă cuvintele: „Confirmare“, „Executare voluntară“, „Ratificare“.	
Achizițiuni. A se vedeă cuvintele: „Contract de căsătorie“, „Dotă“, „Societate de achizițiuni“.	
Act. Dacă forma exterioară a actelor este supusă legilor țării unde se face actul	2
— În caz de alegere de domiciliu pentru executarea unui act, unde se fac cererile, procedurile și urmăririle	97
— Dacă barbatul se opune a autoriza pe femei ca să facă vre-un act, cine îi poate da această autorizație și care e procedura	201
Act administrativ de autoritate. Ce se înțelege prin act administrativ de autoritate	480, 999-1000
— A se vedeă cuvintele: „Act de administrație“, „Act de gestiune“, „Act de guvernământ“, „Contencios“.	
Act autentic. Act de naștere al unui copil născut pe un vas Român. Ajungerea vasului într'un port Român. Care sunt formalitățile	42
— Dacă este necesară o procură autentică la facerea opozițiilor la căsătorie	56
— Dacă este necesar un act autentic despre consimțământul tatălui, mamei sau tutorului pentru căsătoria unui minor. Condițiuni și formalități	59
— Cum se legitimează copiii născuți sau concepuți afară din căsătorie, prin căsătoria părinților sei	304
— Dacă adoptatul este minor, cine își dă consimțământul la adopțiunea sa și în ce forme se dă acest consimțământ	318
— Cari ascendenți și în ce condițiuni au dreptul a alege prin testament sau prin act autentic un tutor copiilor lor minofi	340-351
— Cum se face acceptarea donațiunii și ce efecte produce	814
— De câte feluri este testamentul	858
— Ce condițiuni trebuie să îndeplinească un testament pentru a fi autentic și cari sunt formalitățile de autentificare	860-863, 867
— Ce se înțelege prin act autentic	1171
— Dacă actul care nu poate fi autentic din o cauză oarecare, poate fi considerat ca un act sub semnătură privată, când este semnat de părțile contractante	1172
— Ce valabilitate și față de ce persoane are actul autentic	1173
— Dacă executarea actului autentic poate fi suspendată și în ce cazuri	1173
— Ce valabilitate are actul autentic și cel sub semnătură privată între părțile contractante	1174
— Ce valabilitate are între părți, față de succesorii lor universali și față de terțele persoane, actul secret care modifică un act public	1175
— Ce valoare au copiile actelor autentice în cazurile când actul autentic există și atunci când el nu există	1188

	<u>Articolul</u>
Act autentic. Cum se face dovada despre un lucru oarecare de o valoare mai mare de 150 lei	1191
— Dacă acceptarea cesiunii poate fi făcută de debitor și prin act autentic înlocuind notificarea	1393
— A se vedea cuvintele: „Act sub semnătură privată“, „Contract de căsătorie“, „Donațiune“, „Dotă“, „Lege relativă la autentificarea actelor mobilizațiilor“, „Testament“.	
Act confirmativ. A se vedea cuvintele: „Act de confirmare“, „Ratificare“.	
Act conservator. A se vedea cuvintele: „Absență“, „Act de conservare“, „Privilegiu“.	
Act de administrație. Ce se înțelege prin act de administrație	998-1000.
— A se vedea cuvintele: „Act administrativ de autoritate“, Act de gestiune“, „Act de guvernământ“, „Contencios administrativ“.	
Act de căsătorie. Ce formalități trebuiesc să preceadă căsătoria	49
— Unde se afișează extractul de pe actul de publicația căsătoriei și cât ține această afișare	50
— Ce efecte produce necelebrarea căsătoriei în cursul unui an de la publicațiune	1
— Cari sunt formalitățile opoziției la căsătorie	52
— Dacă ofițerul stărei civile este obligat a trece pe scurt în registre toate opozițiile și hotărârile judecătorești ce se dau asupra lor	53
— Dacă ofițerul stărei civile poate celebra căsătoria până ce nu i se face cunoscut rezultatul opoziției și în cazul negativ, care este sancțiunea.	54
— În cazul când nu există opozițiune, ce mențiune se face în actul de căsătorie	55
— Dacă ofițerul stărei civile este obligat a alătura la dosarul căsătoriilor extracte de pe actele de naștere ale viitorilor soți și de pe actele de deces ale ascendenților lor. Formalități	56
— Cum se înlocuiesc actele de naștere și de deces, în caz de lipsa lor. Formalități	57
— Cari sunt condițiunile și formalitățile de îndeplinit în cazurile când consimțământul la căsătorie, al tatălui, mamei sau tutorului se dă prin act autentic	59
— Unde se celebrează căsătoria	60
— Cari sunt formalitățile celebrării căsătoriei	61
— Ce trebuie să cuprindă actul de căsătorie	62
— Cum se fac publicațiile căsătoriei militarilor sau funcționarilor de pe lângă armată, în timp de război sau tulburări	79
— Unde se înscriu actele de căsătorie ale militarilor sau funcționarilor de pe lângă armată în timp de război sau tulburări	80
— Pentru ca cineva să poată reclama titlul de soț și efectele civile ale căsătoriei, ce acte trebuie să prezinte	176
— Dacă este suficient pentru a proba căsătoria o posesiune de stat, sau trebuie a se înfățișa și actul de căsătorie	177
— Când există posesiune de stat și act de căsătorie, dacă se mai poate contesta de către soți validitatea acestui act	178
— Când soții, cari au decedat, aveau o posesiune de stat și când copiii născuți din ei au posesiunea de stat, necontrazisă prin actul de naștere, dacă se mai poate contesta legitimitatea lor	179
— Când dovada celebrării legale a căsătoriei se află dobândită prin rezultatul vre-unei proceduri criminale, ce efecte produce înscrierea sentinței în registrele stărei civile, în privința soțiilor și a copiilor	180
— Când soții au încetat din viață, fără a intenta vre-o acțiune în privința căsătoriei lor, cine poate intenta acțiunea civilă și acțiunea publică	181

Act de căsătorie. Când funcționarul stărei civile sau orico alt autor al fraudei, a încetat din viață atunci când s'a intentat acțiunea în contra sa, dacă moștenitorii lor pot fi urmăriți pentru despăgubiri și de către cine	182
— Dacă o căsătorie s'a declarat nulă, ce efecte produce și în ce condițiuni față de soț și față de copii	183
— Dacă o căsătorie s'a declarat nulă și există buna credință numai din partea unuia dintre soți, ce efecte produce față de soț și față de copii	184
— Unde se înscriu hotărârile de divorț și în ce termen	246, 276
— Ce acte și ce autorizație sunt obligați să depue soții în caz de divorț prin consimțământ mutual	262
— Cum se legitimează copiii născuți sau concepuți afară din căsătorie, prin căsătoria urmată între tatăl și mama lor	304
— A se vedea cuvintele: „Act de stare civilă“, „Barbat“, „Căsătorie“, „Divorț“, „Femeie“, „Ofițer de stare civilă“, „Registre de stare civilă“, „Soți“.	
Act de confirmare. Ce condițiuni trebuie să îndeplinească actul de confirmare sau de ratificare pentru a face dovadă în justiție	1190
— A se vedea cuvintele: „Acțiune în anulare“, „Nulitate“, „Ratificare“.	
Act de conservare. Dacă actele curat conservatorii, de îngrijire și de administrație provizorie, pot duce la acceptarea succesiunii	690
— A se vedea cuvintele: „Absentă“, „Acceptare“, „Privilegiu“, „Succesiune“.	
Act de deces. A se vedea cuvintele: „Act de moarte“, „Deces“, „Moarte“.	
Act de gestiune. Ce este un act de gestiune	998-1000
— A se vedea cuvintele: „Act administrativ de autoritate“, „Act de guvernământ“, „Contencios“.	
Act de guvernământ. Ce este un act de guvernământ	998-1000
— A se vedea cuvintele: „Act administrativ de autoritate“, „Act de gestiune“, „Contencios administrativ“.	
Act de încetare din viață. A se vedea cuvintele: „Act de moarte“, „Act de stare civilă“, „Deces“, „Moarte“.	
Act de liberalitate. A se vedea cuvintele: „Donațiuni“, „Dotă“, „Testamente“.	
Act de moarte. Dacă este necesar a se alătura la dosarul căsătoriilor, extracte de pe actele de deces ale ascendenților viitorilor soți	56
— Cu ce declarațiuni se înlocuște lipsa actelor de deces, ale ascendenților, necesare la căsătorii	57
— Cine dă autorizația de înmormântare și cari sunt formalitățile	63
— Cine și cum redactează actele de moarte	64
— Ce trebuie să cuprindă un act de moarte	65
— Cum se încheie actele de moarte în caz de deces în spitale militare, civile sau orice alte stabilimente publice sau particulare	66
— Cum se procedează în caz de indiciu de moarte violentă sau alte împrejurări bănuitoare	67
— Cari sunt formalitățile de încheiere a actului de deces când sunt indicii de moarte violentă sau alte împrejurări bănuitoare	68
— Cum se încheie actele de moarte în caz de deces în închisori	69
— În caz de deces în închisoare, dacă se face mențiune în act și în Registre despre locul decesului	70
— Cum se încheie actul de moarte în caz de deces pe un vas român	71
Act de moarte. În caz de deces al unei persoane pe un vas Român, cum se procedează atunci când vasul intră într'un port Român și într'un port străin	72
— De cine și cum se încheie actele de moarte ale militarilor sau funcționarilor de pe lângă armată în caz de război sau tulburări și unde se înscriu	81

	<u>Articolul</u>
Act de moarte. De cine și cum se încheie actele de moarte ale militarilor sau funcționarilor de pe lângă armată, decedați în spitale militare	82
— Ce acte și ce autorizație sunt obligați să depue soții în caz de divorț prin consimțământ mutual	262
— A se vedea cuvintele: „Act de stare civilă“, „Deces“, „Moarte“.	
Act de naștere. Unde, în ce termen și cum se face declarația de naștere a unui copil	41
— Cine trebuie să facă declarație despre nașterea unui copil	42
— Când se redactează un act de naștere și față cu cine	42
— Ce trebuie să arate un act de naștere	43
— Cari sunt formalitățile ce trebuiesc îndeplinite în cazul găsirii unui copil părăsit, ce lucrări se încheie și unde se înscriu	44
— În caz de nașterea unui copil pe un vas Român, cine redactează actul de naștere și unde să înscrie copilul născut	45
— Ce formalități trebuiesc îndeplinite în cazul nașterii unui copil pe un vas Român, atunci când vasul ajunge într'un port Român	46
— Ce formalități trebuiesc îndeplinite în cazul nașterii unui copil pe un vas Român, atunci când vasul ajunge într'un port străin	47
— Dacă actul de recunoașterea unui copil, trebuie înscris în registru și pe marginea actului de naștere	48
— Dacă trebuiesc alăturate la dosarul căsătoriei, actele de naștere ale viitorilor soți și cari sunt formalitățile	56
— Ce declarațiuni înlocuiesc lipsa actelor de naștere necesare pentru celebrarea unei căsătorii și cari sunt formalitățile	57
— În ce termen se fac declarațiile de nașteri, în caz de război sau tulburări pentru militari sau alte persoane în serviciu pe lângă armată	77
— Cum se încheie și unde se înscriu actele de naștere ale militarilor sau altor persoane în serviciu pe lângă armată în caz de război sau tulburări	78
— Când soții, cari au decedat, aveau o posesiune de stat și când copiii născuți din ei au posesiunea de stat necontrazisă prin actele de naștere, dacă se mai poate contesta legitimitatea lor	179
— Când dovada celebrării legale a căsătoriei se află dobândită prin rezultatul vre-unei proceduri criminale, ce efecte produce înscrierea sentinței în registrele de stare civilă, în privința soților și a copiilor	180
— Ce acte și ce autorizație sunt obligați să depue soții în caz de divorț prin consimțământ mutual	262
— În ce cazuri bărbatul nu va putea tăgădui paternitatea copilului născut înainte de 180 zile de la data căsătoriei	288
— Cum se dovedește filiațiunea copiilor legitimi	292
— Dacă în caz de lipsă de titlu se poate dovedi filiațiunea copiilor legitimi prin posesiune de stat	293
— Dacă se poate reclama sau contesta o stare civilă de către acel sau contra celui care are o posesiune de stat conformă actului său de naștere	295
— Dacă se poate face dovada filiațiunei cu marturi, în lipsă de titlu și de posesiune de stat, sau dacă copilul a fost înscris sub nume mincinoase sau din părinți necunoscuți, în cazul când există un început de dovadă	296
— Din ce poate rezulta începutul de dovadă scrisă în materie de dovadă a filiațiunei	297
— Dacă se pot legitima, copiii născuți sau concepuți afară din căsătorie, prin căsătoria urmată între tatăl și mama lor	304
— Ce formalități trebuiesc îndeplinite în privința actului autentic de recunoașterea unui copil natural	304

	Articolul
Act de naștere. A se vedea cuvintele: „Act de stare civilă“, „Copie“, „Filiațiune“, „Naștere“.	
Act de recunoaștere. Unde trebuie înscris un act de recunoașterea unui copil	48
— A se vedea cuvintele: „Act recognitiv“.	
Act de stare civilă. Ce trebuiesc să cuprindă actele de stare civilă	22
— Ce trebuie să treacă ofițerii stărei civile în actele de stare civilă	21
— Când se pot prezenta părțile prin procuratori la încheierea actelor de stare civilă	23
— Ce condițiuni trebuiesc să îndeplinească martorii propuși la încheierea actelor de stare civilă	24
— Dacă actele stărei civile trebuiesc cetite părților și martorilor de către Ofițerul stărei civile	25
— Dacă actele de stare civilă trebuiesc subscribe de către Ofițerul stărei civile și de persoanele ce au luat parte la confecționarea lor	26
— Dacă actele stărei civile trebuiesc înscrise în registre	27
— Dacă registrele de stare civilă trebuiesc numerotate, șnuruite și parafate	28
— Cum se înscriu actele de stare civilă în registre	29
— Cum se încheie și cum se conservă registrele de stare civilă	30
— Cum și unde se păstrează procurile și celelalte înscrisuri anexate la actele stărei civile	31
— Cum se liberează extracte de pe registrele de stare civilă și care este puterea probatoare a acestor extracte	32
— În lipsa sau în caz de pierderea registrelor de stare civilă, cum se face dovada căsătoriilor, nașterilor și a încetărilor din viață	33, 176
— Ce valabilitate au în România, actele de stare civilă făcute în țară străină	34
— Cum se face mențiune despre un act privitor la stare civilă, pe marginea unui alt act deja înscris în registru	35
— Cari sunt sancțiunile ce se aplică funcționarilor pentru abateri la întocmirea actelor de stare civilă	36
— Dacă partea vătămată poate intenta acțiune civilă contra depozitarilor registrelor de stare civilă	37
— Dacă părțile interesate pot cere despăgubiri în cazuri de alterațiuni, falsificări sau de înscrierea actelor de stare civilă pe foi libere iar nu în registre	38
— Dacă Procurorul tribunalului trebuie să verifice registrele de stare civilă când se depun la grefă, care e procedura și cari sunt sancțiunile	39
— Dacă părțile interesate au dreptul de a apela hotărârile pronunțate asupra actelor de stare civilă	40
— Cum se redactează actele de stare civilă în caz de război sau tulburări pentru militari sau persoanele în serviciu pe lângă armată	73
— Cine îndeplinește oficiul de ofițer de stare civilă în caz de război sau tulburări pentru militari sau alte persoane aflate în serviciu pe lângă armată	74
— Cum se păstrează registrele actelor de stare civilă ale militarilor sau altor persoane în serviciu pe lângă armată, în caz de tulburări sau război	75
— Unde și de cine se înscriu actele de stare civilă ale militarilor sau funcționarilor atașați pe lângă armată	83
— Cine și cum le judecă rectificările actelor de stare civilă	84
— Cui îi sunt opozabile hotărârile de rectificare ale actelor de stare civilă	85
— Ce formalități trebuiesc să se îndeplinească pentru hotărârile de rectificare ale actelor de stare civilă, după ce se comunică ofițerului de stare civilă	86
— A se vedea cuvintele: „Act de căsătorie“, „Act de moarte“, „Act de naștere“, „Ofițer de stare civilă“, „Registre de stare civilă“.	

	<u>Articolul</u>
Act estimativ. Cum se face estimăția imobilelor în materie de partaj de avere succesorală	734
— Cum se face estimăția mobilelor în materie de partaj de avere succesorală	735
— Actele de donațiuni de bunuri mobile, în ce condițiuni și pentru ce bunuri sunt valabile	827
Act nul. A se vedea cuvintele: „Acțiune de anulare“, „Anulare“, „Nulitate“.	
Act privat. A se vedea cuvintele: „Act sub semnătură privată“.	
Act recognitiv. În ce cazuri și în ce condițiuni, actele de recunoașterea unei datorii, constatate printr'un titlu, pot face proba despre o datorie și dispensează pe creditor de prezentarea titlului original	1189
Act respectuos. A se vedea cuvintele: „Ascendenți“, „Căsătorie“.	
Act secret. Ce valabilitate are între părți, față de succesorii lor universali și față de terțele persoane, actul secret care modifică un act public	1175
Act scris. Cum se dovedesc nașterile, căsătoriile și încetările din viață în caz de lipsă sau pierdere a registrelor de stare civilă	33, 176
— Din ce poate rezulta începutul de dovadă scrisă pentru a se proba filiațiunea	297
— Dacă depozitul voluntar trebuie făcut prin act scris	1597
— Pentru a exista dreptul de preferință al creditorului amanetar, ce formalități trebuie îndeplinite	1686
— Cum se constituie amanetul asupra mobilelor necorporale, cum sunt creanțele mobiliare	1687
— Cari sunt formalitățile contractului de anticheză	1698
— Cari sunt formalitățile contractului de tranzacție	1705
— A se vedea cuvintele: „Act autentic“, „Act sub semnătură privată“, „Dovadă“, „Început de dovadă“, „Inscris“, „Marturi“, „Prezumțiuni“, „Probe“.	
Act sub semnătură privată. Dacă actul care nu poate fi autentic din o cauză oarecare, poate fi considerat ca un act sub semnătură privată, atunci când este semnat de părțile contractante	1172
— Ce valabilitate are actul autentic și cel sub semnătură privată între părțile contractante	1174
— Care este efectul actului sub semnătură privată între părțile cari l-au scris și între cei cari reprezintă drepturile lor	1176
— Dacă actul sub semnătură privată este opozabil părții care l-a scris sau moștenitorilor sei	1177
— Care este procedura de urmat în justiție, atunci când cine-va nu recunoaște scriptura și subsemnătura sa sau când moștenitorii sei declară că nu le cunosc	1781
— În câte exemplare trebuie făcute actele sub semnătură privată cari conțin convențiuni sinalagmatice, ce mențiuni trebuie să cuprindă acele exemplare și în ce caz poate lipsi cea mențiune	1179
— Ce condițiuni trebuie să îndeplinească actul sub semnătură privată, prin care o parte se obligă către alta a-i plăti o sumă de bani sau o cătme oarecare, și în ce caz pot lipsi aceste condițiuni	1180
— Când suma arătată în acte este deosebită de cea arătată în „bun și aprobat“, pentru care din sumă este valabil actul	1181
— În ce condițiuni și în ce cazuri, data unui act sub semnătură privată, face credință în contra persoanelor a treia interesate	1182
— Ce dovadă și în ce condițiuni, fac în justiție, registrele, cărțile sau hârțile domestice	1185
— Ce dovadă și în ce condițiuni, face în justiție, adnotațiunea făcută de către creditor în josul, pe marginea sau pe dosul unui titlu de creanță sau a duplicatului unui act sau chitanță	1186

	Articolul
Act sub semnătură privată. A se vedea cuvintele: „Act autentic“, „Act scris“, „Inscris“.	
Acțiune. In caz de alegere de domiciliu pentru executarea unui act, unde se fac cererile, procedurile și urmărirea	97
— Când poate tribunalul să însărcineze un curator pentru a reprezenta pe cei presupuși absenți	99
— Ce rol are ministerul public în afacerile privitoare la interesele persoanelor presupuse absente	100
— Acțiunile ce terții aveau contra absentului, contra căror persoane le exercita	119
— Dacă absentul nu se va arăta sau acțiunile nu se vor exercita în numele său, în ce condițiuni cei ce vor fi primit moștenirea, vor dobândi în deplină proprietate, veniturile luate de dânsii	123
— Când soții au încetat din viață fără să fi intentat vre-o acțiune în privința căsătoriei lor, cine poate intenta acțiunea civilă și acțiunea publică	181
— Dacă femeea poate porni judecată fără autorizația bărbatului	197
— Dacă tribunalul poate autoriza pe femeie a porni judecata, atunci când bărbatul se opune	200
— Cine autorizează pe femeie pentru a face acțiuni și contracte când soțul este căzut sub o condemnațiune criminală, chiar în contumacie	203
— Dacă bărbatul este interzis sau absent, cine autorizează pe soție pentru a face acțiuni sau contracte	204
— Dacă bărbatul este minor, cine autorizează pe soție pentru a sta în judecată sau a contracta	205
— Cine poate cere anularea tocmelilor femeii sau acțiunilor, făcute fără autorizație	207
— La ce tribunal se introduce cererea de divorț	216
— Ce trebuie să conțină cererea de divorț și cum se primește de tribunal	218
— Ce face președintele tribunalului în cererea de divorț și ce lucrare încheie	219, 220
— Care este procedura în acțiunea de divorț	223
— Când se notifică ordonanța de sorocire în acțiunea de divorț	239
— În ce termen trebuie să introducă bărbatul acțiune în tagadă de paternitate	290
— Dacă bărbatul a murit înainte de a tăgădui paternitatea, în ce cazuri și în ce termen vor putea moștenitorii săi să conteste legitimitatea	291
— Ce tribunal sunt competente a judeca reclamațiile pentru starea civilă	299
— Dacă se poate prescrie acțiunea pentru reclamarea stărei civile în privința copilului	301
— În ce cazuri și în ce termen vor putea moștenitorii copilului să intenteze acțiune pentru reclamarea stărei civile	302, 303
— Dacă legea acordă sau nu acțiune spre plata unei datorii din joc sau prinsoare	1636, 1637
— A se vedea cuvântul „Absentă“.	
Acțiune civilă. Contra căror persoane se îndreaptă acțiunea civilă a părții vătămate prin alterațiunile săvârșite în registrele de stare civilă	37
— A se vedea cuvântul: „Acțiune“.	
Acțiune criminală. A se vedea cuvintele: „Acțiune“, „Acțiunea civilă“, „Acțiune penală“.	
Acțiune de anulare. Dacă creditorii unuia dintre compărțitori pot pretinde a fi prezenți la împărțeală și pot interveni și dacă ei pot ataca o împărțeală desăvârșită în cazul când nu au făcut opoziție sau nu au intervenit	785
— Dacă se poate anula împărțeala de ascendent în care nu s'au cuprins	

	<u>Articolul</u>
toți copiii în viață și descendenții fiilor premuriți și cine are dreptul a exercită această acțiune de nulitate	797
Acțiune de anulare. Dacă se poate ataca împărțeala de ascendent în care unul dintre copii s-ar găsi vătămat în partea legitimă	798
— În ce cazuri minorul emancipat și minorul neemancipat pot exercita acțiunea în anulare	1157
— Când leziunea rezultă dintr'un eveniment cazual și neașteptat, dacă minorul are acțiune în resciziune	1158
— Dacă minorul care face o simplă declarație că este major, are acțiune în resciziune	1159
— Dacă minorul, comerciant, bancher sau artizan, are acțiune de resciziune contra angajamentelor luate pentru comerțul sau arta sa	1160
— Dacă minorul are acțiune de resciziune contra convențiilor făcute în contractul de căsătorie, când actul s-a făcut cu consimțământul și în asistența acelora al căror consimțământ se cere pentru validitatea căsătoriei sale	1161
— Dacă minorul are acțiune de resciziune contra obligațiilor ce rezultă din delictele și cuasi-delicturile sale	1162
— Dacă minorul are acțiune de resciziune în contra angajamentului făcut în minoritate atunci când l-a ratificat după ce a devenit major	1163
— Care este efectul admiterii acțiunii de resciziune a minorilor, interzișilor și femeilor măritate, în privința înțoarcerii a ceea ce au primit	1164
— Dacă majorul poate exercita acțiune de resciziune pentru leziune	1165
— Dacă minorii și interzișii pot exercita acțiune de resciziune în privința înstrăinării imobilelor sau împărțealelor de succesiune, când s'au îndeplinit cu această ocazie toate formalitățile cerute	1166
— Dacă executarea obligației ține loc de act de confirmare sau ratificare și în ce condițiuni	1167
— Dacă ratificarea, confirmarea sau executarea voluntară a unei donațiuni, făcute de erezii donatorului, după moartea sa, ține loc de renunțare în privința oricărui vișiu sau excepțiuni	1167
— Dacă donatorul poate repara prin acte de confirmare, vișile donației între vii sau dacă ea trebuie refăcută cu formele legiuite	1168
— În ce termen se prescrie acțiunea pentru nulitate sau pentru stricarea unei convențiuni și de când începe a curge prescripția	1900
— A se vedea cuvintele: „Acțiune de nulitate“, „Acțiune de resciziune“, „Căsătorie“, „Nulitate“, „Impărțeală“, „Partaj“, „Succesiune“.	
Acțiune de denegare de dreptate. Când se poate exercita acțiunea de denegare de dreptate contra unui judecător	3
Acțiune de dezavuare. A se vedea cuvintele „Copii“, „Filiație“, „Paternitate“, „Tagada de paternitate“.	
Acțiune de nulitate. A se vedea cuvintele: „Acțiune de anulare“, „Acțiune de resciziune“, „Anulare“, „Căsătorie“, „Leziune“, „Minoritate“, „Nulitate“, „Impărțeală“, „Partaj“, „Resciziune“, „Succesiune“.	
Acțiune de repetițiune. Când se exercită acțiunea de repetițiune	992-997, 1092, 1638
— A se vedea cuvântul: „Repetițiune“.	
Acțiune de resciziune. A se vedea cuvintele: „Acțiune de anulare“, „Acțiune de nulitate“, „Anulare“, „Leziune“, „Minoritate“, „Nulitate“, „Resciziune“.	
Acțiune de restituire. Când se exercită acțiunea de restituire a unui lucru nedatorat	994-997
— În ce condițiuni se poate exercita acțiunea de restituire a unui lucru primit și cari sunt efectele cu privire la înstrăinarea lucrului ce trebuie restituit	
— Dacă acel ce exercită acțiunea de restituire, trebuie să despăgubească	996

	Articolul
pe posesor de cheltuelile făcute pentru conservarea lucrului sau cari i-au crescut valoarea	997
Acțiune de restituire. Dacă acțiunea de revendicarea unui imobil este de natură imobiliară sau mobilă	471
Acțiune de rezoluțiune. In ce cazuri și de către cine se poate cere rezoluțiunea unei vânzări	1365-1370
Acțiune de tulburare în posesie. In ce cazuri locatorul este responsabil de tulburarea adusă chiriașului său în folosința lucrului închiriat	1426-1428
Acțiune imobiliară. Dacă tutorul poate intenta acțiuni imobiliare sau a încuviința la asemenea cereri, fără autorizația consiliului de familie	408
Acțiune indirectă. Dacă creditorii pot exercita în numele debitorilor lor acțiune	974
Acțiune oblică. A se vedea cuvintele: „Acțiune indirectă“.	
Acțiune pauliană. Dacă creditorii unuia din compartitori pot pretinde a fi prezenți la împărțeală și pot interveni și dacă pot ataca o împărțeală desăvârșită, în cazul când nu au făcut opoziție sau nu au intervenit	785, 976
— Dacă creditorii pot exercita în numele lor personal acțiune pentru a ataca actele viclene făcute de debitorul lor în prejudiciul drepturilor lor	976
Acțiune penală. Dacă funcționarii stării civile pot fi dați în judecată pentru abateri săvârșite în registrele și actele de stare civilă	35
— Dacă femeia are nevoie de autorizația bărbatului când e urmărită în pricini penale	198
— Dacă chestiunea suprimării stării civile, înainte de a veni înaintea unei instanțe penale, trebuie să fie rezolvită în mod definitiv de o instanță civilă	300
Acțiune recursorie. Când poate minorul să exercite acțiune recursorie în materie de vânzare cu pact de răscumpărare	1376
Adjudecare. Care este efectul adjudecării asupra cumpărătorului cu pact de răscumpărare a părților celorlalți coindivizari, cu ocazia unei licitații provocată în contra sa	1382
— Dacă partea indiviză a unui coerede în imobilele succesiunii, poate fi pusă în vânzare de către creditorii sei personali, înainte de a să fi făcut împărțeala sau licitația	1825
— Dacă imobilele unui minor, chiar emancipat, sau interzis, pot fi puse în vânzare înaintea vânzării mobilelor sale	1826, 1827
— Dacă un creditor poate urmări vânzarea imobilelor cari nu-i sunt ipotecate, înainte de a urmări vinderea imobilului ipotecat	1828
— Cum se face vânzarea silită a imobilelor debitorului, cari sunt situate în județe diferite	1830, 1831
— Dacă debitorul poate cere suspendarea vânzării silită, în cazul când dovedește că venitul imobilului pe un an, acopere creanța	1831
— Ce titluri se cer pentru a provoca vânzarea silită a imobilelor	1832
— Ce formalități trebuie să îndeplinească cesionarul unui titlu executor, pentru a urmări exproprierea silită a debitorului	1833
— Dacă adjudecarea se poate face înainte de a se fi obținut o sentință definitivă în ultimă instanță sau trecută în putere de lucru judecat	1834
— Dacă o urmărire poate fi anulată sub pretext că creditorul ar fi început a cere urmărirea pentru o sumă mai mare decât cea datorită	1835
— Dacă înainte de a se începa o urmărire de expropriație, trebuie să se facă somație și cui trebuie să fie adresată	1836
— A se vedea cuvintele: „Executare“, „Împărțeală“, „Licitație“, „Partaj“, „Urmărire“.	
Adjudecatori. Ce persoane nu se pot face adjudecatori, nici direct nici prin persoane interpuse	1308

	Articolul
Administrație. Cum se face administrația averii unei persoane presupuse absente și care nu a lăsat un împuternicit	98
— Dacă moștenitorii prezumptivi sunt obligați să depună cauțiune pentru buna administrație a averii absentului, care nu a lăsat procură, cu ocazia trimiterii lor în posesie provizorie	100
— Când absentul a lăsat procură cu termen care ar expira, dacă moștenitorii prezumptivi pot cere punerea lor în posesie asupra averii absentului	108
— Cum e considerată punerea în posesie provizorie asupra averii absentului și ce îndatoriri au persoanele puse în posesie	110
— În contra cui se exercită acțiunile ce terții ar avea contra absentului	119
— Cine are administrația averii copiilor minori ai absentului	124-126
— Pentru ce acte este valabilă autorizația dată de bărbat femeii, chiar prin contractul de căsătorie	206
— Dacă actele curat conservatorii, de îngrijire și de administrație provizorie sunt acte de acceptarea unei succesiuni	600
— Cum administrează eredeii beneficiar bunurile succesoriale și ce răspundere are el	714, 715
— Ce acte poate să facă asociatul însărcinat cu administrația unei societăți în puterea unei clauze speciale	1514
— Când mai mulți asociați sunt însărcinați cu administrația, fără să fie determinate funcțiunile lor, ce puteri au ei	1515, 1516
— În lipsă de stipulațiune specială în contractul de societate în privința administrației, ce reguli trebuie observate	1517
— Dacă asociatul care nu este și administrator, poate face acte de dispoziție și de administrație	1518
— A se vedea cuvintele: „Absentă“, „Act administrativ de autoritate“, „Act de administrație“, „Act de gestiune“, „Act de guvernământ“, „Contract de căsătorie“, „Dotă“, „Interzis“, „Legea pentru administrarea patrimoniului mobilizațiilor“, „Minoritate“, „Parafernă“, „Tutelă“, „Tutor“.	
Administratori. Dacă administratorii spitalelor și ai orcăror stabilimente publice sau particulare trebuie să declare decesul persoanelor moarte în stabilimentele ce conduc	66
— Ce persoane nu se pot face adindecatari nici direct, nici prin persoane interpușe	1308
Administratori-comptabili. A se vedea cuvântul: „Ipotecă“.	
Admitere în principiu. Când se pronunță admiterea în principiu în materie de divorț	229, 230
Adopțiune. Cu cine nu se poate căsători tatăl adoptiv	146
— Cu cine nu se poate căsători copilul adoptat	147, 148
— Cine poate adopta și ce diferență de vârstă trebuie să fie între adoptator și persoana adoptată	300
— De câte persoane poate fi cineva adoptat și dacă un soț poate adopta fără consimțământul celuilalt soț	310
— Dacă adoptatul este minor cine își dă consimțământul pentru el la adopțiune	311
— Dacă adoptatul este minor în momentul adopțiunii, are el dreptul a cere desființarea adopțiunii și în ce termen	311
— Cari sunt efectele adopțiunii în privința numelui persoanei adoptate	312
— Cari sunt efectele adopțiunii asupra adoptatului în privința drepturilor sale în familia sa firească și în privința căsătoriei sale	313
— Cari sunt efectele adopțiunii în privința dreptului la alimente între adoptator și persoana adoptată	314
— Cari sunt efectele adopțiunii în privința succesiunii adoptatorului și a rudelor sale	315

	<u>Articolul</u>
Adopțiune. Dacă adoptatul moare fără descendenți, cine are dreptul la succesiunea sa	361
— Dacă adoptatul moare lăsând copii sau descendenți și aceștia mor fără posteritate, cine are dreptul de moștenire asupra bunurilor dăruite de adoptator	317
— Cari sunt părțile și unde trebuie să se prezinte pentru a se face o adopțiune	318
— Ce verificare de acte face instanța competentă înainte de a pronunța o adopțiune și unde face această verificare	319
— Dacă hotărârea de adopțiune trebuie motivată și în ce termeni urmează a se pronunța	320
— Dacă hotărârea de adopțiune se poate apela la instanța superioară	321, 322
— Unde se înscriu, hotărârile de adopțiune, cele de revocarea ei, după a cui cerere se înscriu și cari sunt sancțiunile în caz de neînscrisoare	323
Adulter. Dacă bărbatul sau femeia pot cere despărțenia pentru cauză de adulter	211
— În caz de divorț pentru cauză de adulter, dacă soții adulterini se pot căsători	279
— Dacă bărbatul va putea tăgădui paternitatea copilului sub cuvânt de neputință trupească și în ce cazuri s-ar putea tăgădui pentru cauză de adulter	287
Advocat. Cari persoane nu se pot face judecatori, nici direct, nici prin persoane interpuse	1308
— Dacă avocații se pot face cesionari de drepturi litigioase cari sunt de competență Curții de Apel în a cărei circumscripție își exercită funcțiunea lor	1309
— A se vedea cuvintele: „Legea pentru organizarea și unificarea corpului de avocați“.	
Afinitate. În linie directă între ce grade de rudenie este oprită cu desăvârșire căsătoria	143
— În linie colaterală între ce grade de rudenie este oprită căsătoria	144
— Cine dă dispensa și pentru ce motive la căsătoria între cumnați și cumnate și între veri și vere	150
— Ce îndatorire de alimentare au ginerii și nurorile față de socrii lor și în ce cazuri încetează această îndatorire	188
— A se vedea cuvintele: „Căsătorie“, „Grad de rudenie“, „Rudenie“.	
Afișare. Cari sunt efectele divorțului în privința drepturilor copiilor asupra averii soților în caz de divorț, prin consimțământ mutual și asupra averii soțului vinovat în caz de divorț pentru cauză determinată și cari sunt formalitățile de îndeplinit pentru realizarea acestor drepturi	285
— A se vedea cuvântul: „Publicație“.	
Agrară lege. A se vedea cuvintele: „Legea agrară“, „Legea pentru regularea proprietății rurale“, „Lege privitoare la înstrăinarea loturilor dobândite prin improprietărire“, „Pământ rural“.	
Agricolă Bancă. A se vedea cuvintele: „Lege pentru înființarea Băncii agricole“.	
Agricole tocmeli. A se vedea cuvintele: „Legea tocmelilor agricole“.	
Agricultură. Dacă există contestație între proprietarii riverani asupra unei ape curgătoare, cum vor statua judecătorii	533
Ajutor. Dacă soții își datoresc unul, altuia, credință, sprijin și ajutor	194
Albie. Dacă un fluviu sau râu își face un nou curs părăsind vechea albie, cui aparține această albie	505
Aleatorii contracte. Care este definiția contractelor aleatorii și ce contracte sunt considerate ca atare în codul civil	1635
— Dacă legea dă vre-o acțiune spre plata unei datorii rezultând din joc sau prinsoare	1636

Aleatorii contracte. La ce contracte aleatorii legiuitorul permite acțiunea pentru datoriile rezultate din încheierea lor și în ce măsură	1637
— Când debitorul și-a executat obligația rezultată dintr'un contract aleatoriu, dacă are acțiune în repetițiune	1638
— A se vede cuvintele: „Contract aleatoriu“.	
Alegere de domiciliu. A se vede cuvântul: „Domiciliu“.	
Alienație. A se vede cuvintele: „Interdicție“, „Smintire“.	
Alimente. Soții prin faptul căsătoriei lor ce îndatorire contractează față de copiii lor	185
— Ce îndatoriri au copiii față de părinții și ascendenții lor	187
— Dacă există reciprocitate în materie de obligație alimentară rezultată din faptul căsătoriei	189
— În ce proporțiuni se dau alimentele în obligațiunile de întreținere rezultate din faptul căsătoriei	190
— Când se poate reduce s'au înceta obligația de alimentare rezultată din faptul căsătoriei	191
— Ce se întâmplă dacă persoana obligată la alimente nu mai poate să-și execute obligația de a plăti în bani pensiunea de întreținere rezultată din faptul căsătoriei	192, 193
— Cari sunt efectele adopțiunii în privința dreptului de alimentare între adoptator și persoana adoptată	314
— Cine întreține copilul arestat după cererea tatălui său	332
— Dreptul de folosință al părinților asupra averii copiilor lor, ce sarcine le impune	339
— În ce cazuri se revoacă donațiunea între vii	831
— Cari sunt drepturile de alimente ale femeii în cursul anului de doliu după decesul soțului său	1279
— A se vede cuvintele: „Educație“, „Întreținere“, „Pensiune“.	
Alinierea stradelor. A se vede doctrina și jurisprudența din articolele	998, 1000
Alterațiune. Dacă alterațiunile sevărșite în registrele de stare civilă aduc răspunderea civilă a depozitarilor	37
— Dacă alterațiunea, falsificarea sau înscrierea actelor de stare civilă pe foi volante iar nu în registre, dau dreptul părților interesate să ceară despăgubiri	38
Alternative obligații. A se vede cuvintele: „Obligații alternative“.	
Aluviune. Ce este aluviunea și cine profită de ea când este vorba de un râu navigabil, plutitor sau neplutitor și ce îndatoriri are proprietarul aluviunii	495
— Cui aparține pământul lăsat de apele curgătoare când se retrag pe neștiință către celalt țărm	496
— Cui aparține pământul părăsit de apa mării	496
— Dacă aluviunea are loc în privința lacurilor, eleșteurilor și iazurilor și ce drepturi are proprietarul lor	497
— Dacă uzufructuarul are dreptul a se folosi de adăugirile făcute prin aluviune la obiectul asupra căruia are uzufructul	535
Amanet. Care este definiția contractului de amanet	1685
— Cari sunt drepturile creditorului amanetar	1686
— Ce formalități trebuiesc îndeplinite pentru a se păstra dreptul de preferință al creditorului amanetar	1686
— Cum se constituie amanetul asupra mobilelor necorporale, cum sunt creanțele mobiliare	1687
— Dacă pentru a exista preferința, în caz de constituire de amanet, se cere posesiunea obiectului amanetat	1688, 1730, 1733
— Dacă debitorul nu plătește la termen suma datorită pentru garantarea căreia s'a constituit amanetul, ce drepturi are creditorul amanetar cu privire la dobândirea proprietății bunului amanetat sau vânzarea lui	1689

Articolul

Amanet. In timpul duratei contractului de amanet, cine rămâne proprietarul lucrului amanetat	1690
— Cari sunt obligațiile creditorului cu privire la obiectul amanetat	1691
— Cari sunt obligațiile debitorului in privința cheltuelilor ocazionate de lucrul amanetat	1691
— Cum se amanează o creanță care produce dobânzi, cum se impută aceste dobânzi asupra capitalului și dobânzilor datorite pentru cari s'a constituit amanetul	1692
— Cari sunt drepturile debitorului in caz când creditorul abuzează de lucrul amanetat	1693
— Când poate debitorul să prelindă restituirea amanetului	1694
— Dacă după tradițiunea amanetului, debitorul contractează către creditorul amanetar o nouă datorie, ce efecte produce aceasta asupra lucrului gajat	1694
— Dacă amanetul este indivizibil de și datoria ar fi divizibilă între succesorii debitorului sau ai creditorului	1695
— In ce cazuri succesorii debitorului pot cere restituirea amanetului și succesorii creditorului sunt obligați a restitui amanetul	1695
— Dacă dispozițiile din codul civil de la amanet se aplică și in materie de comerț sau la casele de imprumut pe amanet	1695
— A se vedeă cuvintele: „Contract pignorativ“, „Gaj“.	
Amendă. Ce sancțiuni se aplică funcționarilor cari comit abateri la confecționarea actelor de stare civilă și la ținerea registrelor	36, 39
— Ce sancțiune se aplică ofițerului de stare civilă care va celebra căsătoria fără să i se fi făcut cunoscut rezultatul opoziției la acea căsătorie	54
— Care este sancțiunea ce se aplică ofițerului de stare civ. care nu va trece in actul de căsătorie, declarațiunea dacă există contract de căsătorie	62
— Ce sancțiuni și contra cui poate cere a se aplica, Procurorul, dacă nu s'au făcut cele două publicații cari preced căsătoria și dacă nu s'a observat intervalul de timp cerut de lege	174
— Ce sancțiuni și cui se aplică, atunci când o căsătorie nu se celebrează in public și inaintea ofițerului de stare civilă competent, chiar dacă acestea nu ar duce la anularea căsătoriei	175
— Ce sancțiune se aplică grefierului și ofițerului de stare civilă, cari vor neglija indeplinirea formalităților privitoare la actele autentice de recunoașterea unui copil natural	304
— Unde și după a cui cerere se inscriu hotărârile de adopțiune și cele de revocarea ei, și cari sunt sancțiunile in caz de neinscriere	323
— Ce sancțiuni se aplică unei persoane, convocată pentru a constitui consiliul de familie in materie de tutelă și nu se prezintă	364
— Ce sancțiuni se aplică grefierilor cari nu și-ar indeplini obligațiile privitoare la ținerea registrelor de transcrierea și inscrierea actelor 1822, 1823	
Amici. Cum se audiază marturii in materie de divorț și in prezența căror persoane	236, 237
Anatocism. Dacă anatocismul este permis in codul civil Român	1089
— A se vedeă cuvintele: „Clauza“, „Clauză penală“.	
An de încercare. Cum poate proceda tribunalul in caz când cererea de despărțenie se va fi făcut pentru violență, asprime sau injurii grave	241
— Cum procedează tribunalul dacă după un an de încercare acordat in cererea de despărțenie, soții nu se impacă	242
— A se vedeă cuvântul: „Divorț“.	
An de doliu. Cari sunt drepturile la alimente ale femeii in cursul anului de doliu, după decesul soțului său	1279

Animale. Dacă animalele pe cari proprietarul fondului le dă arendaşului pentru cultură sunt mobile sau imobile	467
— Cui se cuvin fructele naturale sau industriale ale pământului, fructele civile şi sporul animalelor (prăşila)	483
— Cine are proprietatea şi în ce condiţiuni a animalelor sau sburătoarelor sălbatece cari trec pe pământul cuiva	503
— Dacă proprietarul unui animal sau acela ce se serveşte de el în cursul serviciului este responsabil de prejudiciul cauzat de acel animal	1001
Antichreză. Care este definiţia contractului de antichreză	1697
— Cari sunt formele contractului de antichreză	1698
— Cari sunt obligaţiile creditorului în privinţa plăţii dărilor imobilului dat în antichreză şi de întreţinere a lui	1699
— Când poate debitorul să ceară restituirea imobilului dat în antichreză	1700
— Când şi în ce condiţiuni poate creditorul să silească pe debitor a primi înapoi imobilul dat în antichreză	1701
— Cari sunt drepturile creditorului în caz de neplata datoriei la termen şi dacă el poate deveni proprietarul imobilului dat în antichreză în caz de neplată	1702
— Dacă antichreza este indivizibilă deşi datoria ar fi divizibilă între succesorii debitorului sau ai creditorului	1702
— În ce cazuri succesorii debitorului pot cere restituirea imobilului dat în antichreză şi succesorii creditorului sunt obligaţi a restitui acest imobil	1703
— Ce drepturi are creditorul antichrezist asupra privilegiilor şi ipotecilor constituite asupra imobilului dat în antichreză	1703
— A se vedea cuvintele: „Contract pignorativ“.	
Antreprenori. Dacă arhitecţii sau întreprinzătorii răspund de viţiile de construcţiuni, în ce termen şi în ce condiţiuni	1483
— Când întreprinzătorul sau arhitectul s'au angajat a termina o construcţie după un plan stabilit şi statornicit cu comitentul, dacă poate cere vre-o sporire de plată şi în ce condiţiuni	1484
— Dacă contractul de locaţiune se desfiinţează prin moartea meseriaşului, arhitectului sau întreprinzătorului şi ce drepturi au erezii lor pentru lucrările făcute de autorii lor	1486
— Dacă arhitecţii, antreprenorii, pietrarii şi alţi lucrători au un drept de privilegiu şi în ce condiţiuni asupra construcţiilor făcute de ei	1737
— Dacă pentru a-şi conserva privilegiul, arhitecţii, antreprenorii, pietrarii şi alţi lucrători trebuie să ceară inscripţia acestui privilegiu	1742
— A se vedea cuvintele: „Antrepriză“, „Arhitecţi“, „Întreprindere“.	
Antrepriză. Care este definiţia contractului de antrepriză	1413
— A se vedea cuvintele: „Arhitect“, „Antreprenori“, „Întreprindere“.	
Anulare. Unde se înscriu de către ofiţerul de stare civilă, anularile de opoziţii la căsătorii	53
— Când poate pronunţa tribunalul anularea opoziţiei, ce se face de către rude, la căsătoria unui nebun	155
— În ce termen se pronunţă tribunalul asupra unei cereri de anulare a unei opoziţii la căsătorie	158
— În caz de a se face apel contra unei hotăriri pronunţată asupra unei cereri de anulare a unei opoziţii la căsătorie, în ce termen se fac citaţiile şi în ce termen se va da hotărîrea	159
— În ce termen se pronunţă Curtea de Casaţie asupra unei cereri de recurs contra unei decizii dată asupra unei cereri de anulare a unei opoziţii la căsătorie	160
— Când şi de către cine se poate cere anularea unei căsătorii	162

	Articolul
Anulare. In caz de lipsă de consimțământ la căsătorie, ce termen de conviețuire între soți se cere pentru a se respinge cererea de anularea căsătoriei	163
— In caz de lipsă de consimțământ al tatălui, mamei, ascendenților sau al consiliului de familie, la căsătorie, cine poate cere anularea acestei căsătorii	164
— In ce cazuri ascendenții nu mai pot cere anularea căsătoriei contractată fără consimțământul lor	165
— In ce cazuri și de către cine mai poate fi cerută anularea căsătoriei	166
— In ce cazuri nu se mai poate cere anularea căsătoriei contractată de către soți cari nu aveau vârsta legiuită	167
— Dacă tatăl, mama, ascendenții și familia au dreptul a cere anularea căsătoriei contractată de soții cari nu aveau vârsta legiuită, cu toate că au consimțit la căsătorie	168
— Ce fel de interes trebuie să aibă persoanele cari cer anularea căsătoriei dintr'un interes pecuniar	169
— Dacă soții pot cere anularea unei a doua căsătorii	170
— Când soții cei din urmă căsătorii opun nulitatea căsătoriei celei dintâi, dacă trebuie a se judeca în prealabil validitatea sau nulitatea acelei căsătorii	171
— In ce cazuri și sub ce condițiuni poate cere procurorul anularea căsătoriei în timpul vieții ambilor soți și condamnarea lor la despărțire	172
— Ce persoane pot cere anularea căsătoriei săvârșită în taină și înaintea unui ofițer de stare civilă necompetent	173
— Ce sancțiuni și cui se aplică în cazul când o căsătorie nu se celebrează în public și înaintea ofițerului de stare civilă competent, chiar dacă aceasta nu ar duce la anularea căsătoriei	175
— Când soții au încetat din viață fără a intenta vre-o acțiune în privința căsătoriei lor, cine poate intenta acțiune civilă și acțiune publică	181
— Dacă funcționarul de stare civilă sau orice alt autor al fraudei, privitoare la o căsătorie, a încetat din viață când s'a intentat acțiune în contra sa, dacă moștenitorii săi pot fi urmăriți pentru despăgubiri și de către cine	183
— Dacă o căsătorie s'a declarat nulă, ce efecte produce și în ce condițiuni, față de soți și față de copii	183
— Dacă o căsătorie s'a declarat nulă și există buna credință numai din partea unuia din soți, ce efecte produce față de soți și față de copii	184
— Cine poate cere anularea tocmeșilor sau a pornirilor de judecată făcute de femei fără autorizație	207
— Văduva și femeea a cărei căsătorie a fost declarată nulă, după cât timp de la desfacerea căsătoriei sau anularea ei, poate trece în altă căsătorie	210
— Cari sunt efectele divorțului în privința drepturilor copiilor asupra averii soților în caz de divorț prin consimțământ mutual, și a soțului vinovat în caz de divorț pentru cauze determinate și cari sunt formalitățile de îndeplinit pentru realizarea acestor drepturi	285
— Cum poate ataca un major acceptarea succesiunii ce a făcut	694
— A se vedea cuvintele: „Acțiune de anulare“, „Acțiune de nulitate“, „Acțiune de resciziune“, „Destituire“, „Femea măritată“, „Leziune“, „Minoritate“, „Nulitate“, „Resciziune“, „Revocare“, „Reziliere“, „Rezoluțiune“.	
Apăducere. Ce fel de servitute este dreptul de apăducere	622
Apărare de tutelă. A se vedea cuvântul: „Tutelă“.	
Aparent. Teoria eredelui aparent	117
Aparente servituți. A se vedea cuvântul: „Servitute“.	

Apartament mobilat. A se vedeă cuvântul: „Locațiune“.	
Ape. A se vedeă cuvintele: „Legea regimului apelor“, „Servitute“.	
Ape curgătoare. Ce este aluviunea și cine profită de ea, când este vorba de un râu navigabil, plutitor sau nepluitor și ce îndatoriri are proprietarul aluviunei	495
— Cui aparține pământul lăsat de apele curgătoare, când ele se retrag pe nesimțite către celalalt mal	496
— Ce drept are proprietarul asupra apei curgătoare care trece pe lângă proprietatea sa	582
— Dacă există contestație între proprietarii riverani asupra unei ape curgătoare, cum vor statua judecătorii	583
Apeduct. A se vedeă cuvintele: „Apăducere“, „Servitute“.	
Apel. Dacă părțile interesate au dreptul de apel în contra hotărârilor date asupra actelor de stare civilă	40
— Dacă rectificarea actelor de stare civilă se judecă cu drept de apel	84
— În caz de a se face apel contra unei hotărâri pronunțată asupra unei cereri de anulare a unei opoziții la căsătorie, în ce termen se fac citațiile și în ce termen se va da hotărârea	159
— În caz când se face apel asupra sentinței de divorț, dacă este obligată Curtea de Apel să judece de urgență apelul	244
— Care este termenul de apel în materie de divorț	245
— De când curge termenul în care trebuie să se prezinte la Ofițerul stării civile hotărârea de divorț pentru înscriere	247
— În caz de respingere a cererii de divorț prin consimțământ mutual, în ce termen se declară apel și cari sunt formele	270
— Dacă în caz de divorț prin consimțământ mutual, apelul ce se face contra sentinței de respingere se comunică și Ministerului Public	271
— În caz de apel asupra sentinței de divorț prin consimțământ mutual, cine comunică Procurorului Curții de Apel concluziile sale și în ce termen se pronunță decizia Curții de Apel	273
— Asupra deciziei Curții de Apel de respingere a cererii de divorț prin consimțământ mutual, în ce termen se declară recurs și cum se face acest recurs	274
— Asupra deciziei Curții de Apel de admitere a cererii de divorț prin consimțământ mutual, cine și cum face cererea de recurs	275
— Dacă hotărârea de adopțiune se poate apela la instanțele superioare	321, 322
— Cine are drept să declare apel în materie de excludere sau destituire din tutelă	389
— Cari sunt formalitățile în instanța de apel, în materie de interdicție sau de numirea unui consiliu judiciar	446, 447, 450
— A se vedeă cuvintele: „Curte de Apel“.	
Aplicare. Dacă principiile regulilor arătate în Codul civil la capitolul accesiu- nei, se pot aplica și la cazuri analoage	516
Aprobare. În ce cazuri ascendenții nu mai pot cere anularea căsătoriei contractată fără consimțământul lor	165
Aprobat. În ce cazuri se pune formula „bun și aprobat“ pe acte sub semnă- tură privată cari constată obligațiuni de plata unei sumi de bani sau a unei cătimi oarecare	1180
Arbitraj. Dacă facultatea dată mandatarului de a face o tranzacție, cuprinde și pe aceea de a face un compromis	1537
Arbori. Dacă arborii ce se taie sunt mobile sau imobile	466
— La ce distanță trebuiesc sădiți arborii ce cresc înalți	607
— Dacă vecinul poate cere ca arborii și gardurile vii puși la o distanță mai mică de cât cea convenită să se scoată	607

	<u>Articolul</u>
Arbori. Dacă acela pe a cărui proprietate se întind crăcile arborilor vecinului poate să-l îndatoreze a le tăia	608
— Dacă acela pe a cărui proprietate se întind rădăcinile arborilor vecinului are drept a le tăia singur	608
— Cui aparțin arborii ce se află în gardul comun și cine are dreptul a cere să-i taie	609
— A se vedeă cuvântul: „Servitute“.	
Arhitecți. Dacă arhitectul sau întreprinzătorul, răspund de viciul de construcțiune, în ce termen și în ce condițiuni	1483
— Când arhitectul sau întreprinzătorul s'a angajat a termina o lucrare de construcție după un plan stabilit și statornicit cu comitentul, dacă poate cere vre-o sporire de plată și în ce anume condițiuni	1484
— Dacă contractul de locațiune se desființează prin moartea meseriașului, arhitectului sau întreprinzătorului, și ce drepturi au erezii lor pentru lucrările făcute de autorii lor	1485, 1486
— Dacă arhitecții, antreprenorii, pietrarii și alți lucrători au un drept de privilegiu și în ce condițiuni asupra construcțiilor făcute de ei	1737
— Dacă pentru a-și conserva privilegiul lor, arhitecții, antreprenorii, pietrarii și alți lucrători trebuiesc să-și înscrie acest privilegiu	1742
Ardere. Cari sunt drepturile uzufructuarului asupra pământului pe care se află o clădire ce ar arde, s'ar distruge sau s'ar dărâma din o altă cauză	564
— A se vedeă cuvintele: „Asigurare“, „Incendiu“, „Locațiune“.	
Arendare. Cari sunt drepturile minorului emancipat în privința închirierii sau arendării averii sale nemișcătoare	427
— Dacă arende și chiriile caselor sunt considerate ca fructe civile	523
— Cari sunt drepturile uzufructuarului în privința închirierii sau arendării lucrului dat în uzufruct	534
— Cari sunt drepturile bărbatului în privința închirierii sau arendării averii dotale	1268
— Cari sunt drepturile bărbatului în privința reînnoirii contractului de închiriere sau arendare a averii dotale	1269
— În caz de vânzare cu pact de răscumpărare, când vânzătorul reintră în drepturile sale prin exercitarea pactului, ce obligații are el în privința contractului de arendare făcut de cumpărător fără fraudă	1380
— Care este definiția contractului de arendare	1413
— Cum și pe ce termen se închiriază sau se arendează și se reînnoesc contractele de locațiune privitoare la averea imobiliară a minorilor	1419
— Dacă prin contractul de arendă se arată o întindere mai mică sau mai mare de cât are fondul în realitate, cum se regulează prețul arendei	1454
— Cari sunt drepturile proprietarului în cazul când arendașul nu-și îndeplinește obligațiile decurgând din lege sau din contractul de arendare	1455
— Unde poate să-și strângă recoltele arendașul	1456
— Dacă arendarea s'a făcut pe mai mulți ani și dacă în cursul său s'a pierdut prin caz fortuit toată recolta unui an sau cel puțin jumătate din ea, cum se face scăzământul din arendă	1457
— Dacă arendarea s'a făcut numai pe un an și toată recolta sau cel puțin jumătate s'a pierdut prin caz fortuit, cum se face scăzământul din arendă	1458
— Când în cazurile art. 1457 și 1458 c. civil, pierderea fructelor s'a făcut după culegerea lor, dacă se poate admite scăzământul din arendă	1459
— Dacă arendașul poate prin o clauză expresă să ia asupra-și cazurile fortuite	1460
— Ce se înțelege prin cazuri fortuite ordinare și cazuri fortuite extraordinare, în materie de arendare	1461

	<u>Articolul</u>
Arendare. Dacă arendarea s'a făcut fără termin, cât timp durează contractul de arendare	1462, 1463
— Dacă după expirarea arendării făcută cu termin, arendașul continuă și este lăsat în posesiune, cât timp durează contractul nou format . .	1464
— Cari sunt obligațiile și drepturile arendașului ce vine în imobilul arendat și ale celui ce iese din acel imobil	1465
— Dacă arenzile datorite proprietarului sunt privilegiate, asupra cărei averi a arendașului cade privilegiul și pentru ce anume căștiuri 1730, 1733, 1734	1734
— A se vedea cuvântul: „Locațiune“.	
Arendare pe bani. A se vedea cuvintele: „Arendare“, „Locațiune“.	
Arendare pe fructe. Ce dispoziții din codul civil se aplică contractului de arendare pe fructe	1466
— Dacă subarendarea este permisă la contractul de arendare pe fructe . . .	1467
— Dacă subarendarea nu este permisă prin contract, ce drepturi are proprietarul	1468
— Pierderea recoltei prin caz fortuit în caz de arendare pe fructe, în sarcina cui cade	1469
— A se vedea cuvintele: „Arendare“, „Locațiune“.	
Arestare. Dacă tatăl va avea motive foarte grave de nemulțumire asupra purtării copilului său, ce măsuri va putea să ceară a se lua	329—331
— Mama văduvă care nu se va fi remăritat, ce mijloace de îndreptare va putea avea, când are motive foarte grave de nemulțumire asupra purtării copilului său	331, 335
— Când copilul va avea avere proprie sau când el va exercita o profesie sau meserie, ce mijloace de îndreptare vor avea părinții săi, dacă au motive foarte grave de nemulțumire asupra purtării sale .	336
— Dacă mama are drepturi de corecțiune asupra copiilor săi naturali legalmente recunoscuți	337
— Dacă tutorul poate fi autorizat de consiliul de familie pentru a pune la popreală pe minor când purtarea sa ar fi rea	414
Arhive. Unde se păstrează registrele de stare civilă	30
Armată. Cum se redactează, în caz de război sau tulburări, actele de stare civilă ale militarilor sau altor persoane în serviciu pe lângă armată	73-83
— Cine îndeplinește oficiul de ofițer de stare civilă în caz de război sau tulburări pentru militari sau alte persoane aflate în serviciu pe lângă armată	74
— Cum se păstrează registrele actelor de stare civilă ale militarilor sau altor persoane în serviciu pe lângă armată, în caz de război sau tulburări	75
— Cum și cine numerotează și parafează registrele actelor de stare civilă ale militarilor sau altor persoane în serviciu pe lângă armată, în caz de război sau tulburări	76
— În ce termen se fac declarațiunile de naștere pentru militari sau alte persoane în serviciu pe lângă armată, în caz de război sau tulburări	77
— Cum se încheie și unde se înscriu actele de naștere ale militarilor sau altor persoane în serviciu pe lângă armată în caz de război sau tulburări	78
— Cum se fac publicațiile căsătoriei militarilor sau funcționarilor de lângă armată în timp de război sau tulburări	79
— Unde se înscriu actele de căsătorie ale militarilor sau funcționarilor de lângă armată, în caz de război sau tulburări	80
— A se vedea cuvintele: „Militar“, „Mobilizat“, „Război“.	
Artificii. A se vedea cuvintele: „Dol“, „Fraudă“.	
Artistică proprietate. A se vedea cuvintele: „Legea proprietății literare și artistice“.	

	Articolul
Artizani. Dacă stăpânii sunt răspunzători de prejudiciul cauzat de elevii și ucenicii lor în timpul când se găesc sub privegherea lor	1000
— Dacă minorul comerciant bancher sau artizan, are acțiune în resciziune în contra angajamentelor luate pentru comerțul sau arta sa	1160
Arvună. În ce cazuri convențiunea accesorie a arvunei nu are nici un efect în materie de vânzare făcută prin dare de arvună	1297
— Dacă vinderea nu s'a executat din culpa uneia dintre părțile contractante, ce efect are acest lucru asupra convențiunei accesorii a arvunei	1298
Ascendenți. Dacă este necesar ca la căsătorie să se alătoreze la dosarul căsătoriei, extracte de pe actele de deces ale ascendenților	56
— Cui se va încredința privegherea copiilor minori ai unui absent în caz de deces al mamei minorilor	125, 126
— Când ambii părinți sunt decedați sau se găesc în neputință de a-și manifesta voința lor, cine dă consimțământul la căsătorie și ce se întâmplă în caz de desbinare între ascendenți sau în lipsa lor	133
— La ce vârstă copiii legiuți erau obligați să ceară printr'un act respectuos consiliu pentru a se căsători și cui adresau actele respectuoase	134
— Intre ce grade de rudenie este oprită cu desăvârșire căsătoria	143
— Dacă tatăl și mama și în lipsa lor ascendenții, pot forma opoziție la căsătorie	154
— Ce trebuie să conțină cererea de opoziție la căsătorie și cari sunt sancțiunile	157
— În caz de respingerea unei cereri de opoziție la căsătorie, dacă ascendenții pot fi condamnați la despăgubiri	161
— În caz de lipsă de consimțământ al tatălui, mamei, ascendenților sau al consiliului de familie, la căsătorie, cine poate cere anularea acestei căsătorii	164
— În ce cazuri ascendenții nu mai pot cere anularea unei căsătorii contractată fără consimțământul lor	165
— Dacă tatăl, mama, ascendenții și familia au dreptul a cere anularea căsătoriei contractată de soți ce nu aveau vârsta legiuită, cu toate că au consimțit la căsătorie	168
— Ce îndatorire alimentară au copiii față de părinții și ascendenții lor	187
— Ce rude trebuiesc să autorizeze divorțul prin consimțământ mutual	257
— Ce acte și ce autorizație sunt obligați să depue soții în caz de divorț prin consimțământ mutual	262
— În caz de divorț prin consimțământ mutual de câte ori și la ce interval se repetă declarația de despărțenie și dacă la aceste repetări se cere consimțământul părinților sau ascendenților	264
— Dacă adoptatul este minor cine își dă consimțământul la adopțiunea sa	311
— Ce ascendenți și în ce condițiuni au dreptul a alege prin testament sau prin act autentic un tutore copiilor lor sau descendenților lor	349-351
— Ce ascendenți și în ce ordine au dreptul la tutela descendenților lor	352-354, 453
— Dacă ascendenții au de drept posesiunea succesiunei din momentul decesului descendenților lor pe cari li moștenesc	653
— Ce ascendenți și în ce ordine au dreptul la succesiunea descendenților lor	670, 671, 673, 843
— Dacă tatăl, mama și ceilalți ascendenți pot face împărțeala bunurilor lor, între fiii și ceilalți descendenți	794
— Cari sunt formele prin care se poate face partajul de ascendent	795
— Dacă într'un partaj de ascendent nu s'au cuprins toate bunurile lăsate la moartea sa, ce se face cu acele bunuri	796
— Dacă este valabilă împărțeala de ascendent în care nu s'au cuprins toți	

	Articolul
copiii în viață și descendenții fiilor premuriți și cine are dreptul a exercita această acțiune de nulitate	797
Ascendenți. Dacă se poate ataca împărțeala de ascendent în care unul dintre copii s'ar găsi vătămat în partea sa legitimă	798
— Cine plătește cheltuielile estimațiunei, atunci când se atacă o împărțeală de ascendent pe motivul că s'a vătămat partea legitimă	799
— Ce ascendenți sunt reputați ca persoane interpușe în materie de dispozițiuni între vii sau prin testament făcute în favoarea unui incapabil	812
— Dacă ascendenții au dreptul să accepte donațiunile făcute minorului emancipat sau interzisului de și ei nu ar avea calitatea de tutor	815
— Care este cotitatea disponibilă și cum se reduc liberalitățile	841-855
— A se vedea cuvintele: „Descendenți“, „Rude“.	
Ascultare. Dacă bărbatul e dator protecțiune femeii și femeia ascultare bărbatului	195
Ascundere. Când un erede a ascuns lucruri din succesiune, dacă mai poate renunța la succesiune	703
— Când un erede a ascuns obiecte din succesiune sau când cu rea credință nu a trecut în inventar toată averea succesorală, dacă mai poate accepta succesiunea sub beneficiu de inventar	712
— A se vedea cuvântul: „Tăinuire“.	
Asigurare. Ce fel de contract este contractul de asigurare și după ce lege se guvernează acest contract	1635
— Când un imobil, recolte sau alte lucruri mobile vor fi fost asigurate contra incendiului sau alt caz fortuit, la ce se afectează suma datorită de asigurător	1721
Asistenți. Cine însoțește pe soți în caz de divorț prin consimțământ mutual la prezentarea lor înaintea Președintelui Tribunalului, după un an de la facerea primei declarații	265
— Ce observații pot face asistenții cu ocazia prezentării lor la Președintele Tribunalului în caz de divorț prin consimțământ mutual, ce lucrări se încheie cu această ocazie și de cine se subscriu	266
— A se vedea cuvintele: „Divorț“, „Marturi“, „Sfătuitoar“.	
Asociațiune. A se vedea cuvintele: „Contract de căsătorie“, „Dotă“, „Societate“.	
Asprime. Ce poate face tribunalul în caz când cererea de despărțenie se va fi făcut pentru violență, asprime sau injurii grave. (An de încercare)	241
— A se vedea cuvântul: „Divorț“.	
Așezare. A se vedea cuvântul: „Domiciliu“.	
Atacare. A se vedea cuvintele: „Acțiune de nulitate“, „Anulare“, „Nulitate“.	
Atentat. Dacă vrăjmășia unuia din soți, a vieții celuilalt soț, este un motiv de divorț	215
— În ce cazuri se revoacă donațiunile între vii	831
Autentificare. A se vedea cuvintele: „Act autentic“, „Act sub semnătură privată“, „Lege relativă la autentificarea actelor mobilizațiilor“.	
Autentic act. A se vedea cuvintele: „Act autentic“, „Act sub semnătură privată“, „Lege relativă la autentificarea actelor mobilizațiilor“.	
Autentice copii. A se vedea cuvintele: „Act autentic“.	
Autoritate. Până la ce vârstă rămâne copilul sub autoritatea părintească	326
— Cine exercită în timpul căsătoriei autoritatea părintească	327
Autoritate comunală. Cum se face declarația de schimbare de domiciliu	789
— A se vedea cuvintele: „Comunală autoritate“, „Primărie“.	
Autoritate de lucru judecat. Față de cine sunt opozabile hotărârile de rectificarea actelor stării civile	85
— În ce termen trebuie să prezinte soțul câștigător hotărârea de divorț, ofițerului de stare civilă pentru înscriere	246

	<u>Articolul</u>
Autoritate de lucru judecat. Dacă puterea ce acordă legea autorității de lucru judecat este o prezumpție legală	1200
— Cari sunt condițiile ca să existe autoritate de lucru judecat	1201
— Dacă autoritatea lucrului judecat poate fi combătută prin proba contrară	1202
— Dacă adjudecarea se poate face înainte de a se fi obținut o sentință definitivă în ultimă instanță sau trecută în puterea lucrului judecat . .	1834
— A se vedea cuvintele: „Lucru judecat“.	
Autorizație. Cine dă autorizația de înmormântare și cari sunt formalitățile . .	63
— Dacă femeea poate porni judecată, fără autorizația bărbatului, chiar când e comerciantă publică	197
— Dacă femeea are nevoie de autorizația bărbatului când e urmărită în pricinii penale	198
— Dacă femeea poate înstrăina și ipoteca averea sa parafernala sau dobândi avere fără autorizația bărbatului	199
— Dacă tribunalul poate autoriza pe femeie a porni judecată, când bărbatul se opune	200
— Dacă bărbatul se opune a autoriza pe femeie ca să facă vre-un act, cine îi poate da această autorizație și care e procedura	201
— Când femeea comerciantă are sau nu parafernă, dacă are nevoie de autorizația bărbatului pentru tot ce privește negoțul său	202
— Dacă bărbatul este căzut sub o condemnațiune criminală, chiar în conlucumacie, cine autorizează pe femeie în timpul cât ține osânda, pentru a face acțiuni și contracte	203
— Dacă bărbatul este interzis sau absent, cine autorizează pe femeea căsătorită ca să stea în judecată sau să contracteze	204
— Dacă bărbatul este minor, cine autorizează pe femeie pentru a sta în judecată sau pentru a contracta	205
— Care este interpretarea autorizației bărbatului dată în mod general chiar prin contractul de căsătorie	206
— Cine poate cere anularea tocmelilor sau pornirilor de judecată făcute de femeie fără autorizația bărbatului	207
— Dacă femeea poate face testament fără autorizația soțului său	208
— Ce rude trebuie să autorizeze divorțul prin consimțământ mutual	257
— Ce acte și ce autorizație sunt obligați să depue soții în caz de divorț prin consimțământ mutual	262
— În caz de divorț prin consimțământ mutual, când autoriză tribunalul pe femeie să părăsească domiciliul conjugal	263
— Dacă este necesară autorizația consiliului de familie și a tribunalului pentru ca tutorele să ia cu împrumut pentru minor sau să înstrăineze sau să ipoteceze averea nemișcătoare a minorului	401, 402
— Dacă pentru acceptarea sau renunțarea la o succesiune căzută unui minor, se cere autorizarea consiliului de familie	405, 406
— Dacă pentru acceptarea unei donații făcută unui minor se cere autorizația consiliului de familie	407
— Dacă pentru ca un tutor să poată intenta acțiune imobiliară în numele minorului sau să încuviințeze la o asemenea cerere, este necesară autorizația consiliului de familie	408
— Dacă pentru împărțeala averii minorilor este necesar ca tutorul să aibă autorizația consiliului de familie	409, 410
— Dacă pentru facerea unei tranzacțiuni în numele minorilor, se cere autorizația consiliului de familie și a tribunalului	413
— Dacă tutorul poate fi autorizat de consiliul de familie pentru a pune la popreală pe minor, când purtarea lui ar fi rea	414

	<u>Articolul</u>
Autorizație. Dacă minorul emancipat pentru a face un împrumut are nevoie de autorizația consiliului de familie și a tribunalului	429
— Cum acceptă succesiunea femeile măritate, minorii și interzișii	687
— Dacă femeea măritată are nevoie de autorizația soțului sau a justiției pentru înstrăinarea dotei sale mobiliare care e proprietatea sa	1249
— În ce cazuri se cere autorizarea justiției pentru înstrăinarea imobilului dotal	1250-1253
— Dacă pentru a se schimba un imobil dotal se cere autorizarea justiției și ce formalități trebuiesc îndeplinite pentru aceasta	1254
— Dacă este necesară autorizația Președintelui tribunalului pentru a se face o cerere de separație de patrimonii și ce formalități trebuiesc îndeplinite	1259
— Dacă femeea măritată are necesitate de autorizația soțului său sau a justiției pentru a înstrăina averea sa parafernală și a sta în judecată pentru ea	1285
— A se vedea cuvântul: „Consământ“.	
Avere. Dacă în caz de divorț prin consământ mutual, soții sunt datori a face inventarul averii lor și a regula drepturile lor respective	258
— Cari sunt efectele divorțului în privința drepturilor copiilor asupra averii soților în caz de divorț prin consământ mutual și asupra averii soțului vinovat în caz de divorț pentru cauză determinată și cari sunt formalitățile de îndeplinit pentru realizarea acestor drepturi	285
— Când copilul va avea avere proprie sau când el va exercita o meserie sau profesiune, ce mijloace de îndreptare vor avea părinții săi, când au motive foarte grave de nemulțumire asupra purtării sale	336
— Cine conservă dreptul de folosință asupra averii copiilor în timpul și după desfacerea căsătoriei și până la ce dată	338
— Dreptul de folosință al părinților asupra averii copiilor lor, ce sarcine le impune	339
— Dacă există dreptul de folosință asupra averii copiilor săi, pentru părintele în contra căruia s'a pronunțat despărțenia	340
— Dacă mama care trece în a doua căsătorie, păstrează dreptul de folosință asupra averii copiilor săi	340
— Asupra cărei averi a copiilor, au părinții dreptul de folosință	341
Averea absentului. A se vedea cuvântul: „Absență“	
Avere dotală. A se vedea cuvintele: „Autorizație“, „Bărbat“, „Contract de căsătorie“, „Dota“, „Femea măritată“.	
Averea minorului. A se vedea cuvintele: „Avere“, „Autorizație“, „Minoritate“, „Tutelă“.	
Avere parafernală. A se vedea cuvintele: „Autorizație“, „Bărbat“, „Contract de căsătorie“, „Dota“, „Femea măritată“, „Parafernă“.	
Avere vacantă. Cui aparțin averele vacante și fără stăpân precum și ale celor ce mor fără moștenitori sau de la a căror moștenire sunt despărțați	477
— A se vedea cuvântul: „Succesiune“.	
Avizul consiliului de familie. A se vedea cuvintele: „Autorizație“, „Consiliu de familie“, „Minoritate“, „Tutelă“.	
Avocat. A se vedea cuvântul: „Advocat“.	
Avulsivune. Dacă un fluviu sau râu, navigabil sau nu, rupe o parte mare de pământ de la un proprietar și o alipește la pământul altui proprietar cui aparține acel pământ și în ce condițiuni	498

B

Articolul

Balcoane. Dacă sunt tolerate balcoanele cu vedere asupra proprietății îngrădite sau neîngrădite a vecinului	612—614
Banca agricolă. A se vedea cuvintele: „Legea pentru înființarea Băncii agricole“	
Bancă populară. A se vedea cuvintele: „Legea băncilor populare“.	
Bancher. Dacă minorul comerciant, bancher sau artizan, are acțiune în resciziune contra angajamentelor luate pentru comerțul sau arta sa	1160
Bărbat. Care este domiciliul femeii măritate	93
— La ce vârstă se poate căsători bărbatul și femeia.	127
— Cari sunt îndatoririle bărbatului și femeii unul față de altul	195
— Unde e datoare femeia să locuească și cari sunt obligațiile bărbatului	196
— Dacă femeia poate porni judecată fără autorizarea bărbatului, chiar când e comerciantă publică	197
— Dacă femeia are nevoie de autorizația bărbatului atunci când e urmărită în procese penale	198
— Dacă femeia poate înstrăina și ipoteca averea sa parafernală sau dobândi avere fără concursul bărbatului	199
— Dacă tribunalul poate autoriza pe femeie pentru a porni judecată, atunci când bărbatul se opune	200
— Dacă bărbatul se opune a autoriza pe femeie ca să facă vre-un act, cine îi poate da această autorizație și care este procedura	201
— Când femeia comerciantă, are sau nu parafernă, dacă are nevoie de autorizația bărbatului pentru tot ce privește comerțul său	202
— Dacă bărbatul este căzut sub o condemnațiune criminală, chiar în contumacie, cine autorizează pe femeie în timpul cât ține osânda pentru a introduce acțiuni și pentru a contracta	203
— Dacă bărbatul este interzis, cine autorizează pe femeia căsătorită ca să stea în judecată sau să contracteze	204
— Dacă bărbatul este minor, cine autorizează pe femeie pentru a sta în judecată sau a contracta	205
— Ce valabilitate are autorizația bărbatului dată în mod general, chiar prin contractul de căsătorie	206
— Cine poate cere anularea tocmelilor sau a pornirilor de judecată făcute de femeie fără autorizație	207
— Dacă femeia poate face testament fără autorizația bărbatului	208
— Dacă bărbatul sau femeia pot cere despărțenia pentru cauză de adulter	211
— Cui se încredin. în mod provizoriu copiii, în timpul procesului de divorț	249
— Dacă femeia în procesul de divorț poate părăsi domiciliul bărbatului și să ceară o pensie de întreținere	250
— Ce vârstă se cere soților pentru a putea divorța prin consimțământ mutual	254
— În caz de divorț prin consimțământ mutual ce tocmală în scris trebuie să facă soții în privința copiilor și a pensiei de întreținere ce bărbatul trebuie să dea soției sale	259
— Cine este tatăl copilului conceput în timpul căsătoriei și în ce cazuri bărbatul va putea tăgădui paternitatea	286
— Dacă bărbatul poate tăgădui paternitatea sub cuvânt de neputință trupească și în ce cazuri poate tăgădui paternitatea pentru adulter	287
— În ce cazuri bărbatul nu va putea tăgădui paternitatea copilului născut mai înainte de 180 zile de la data căsătoriei	288
— În ce termen trebuie să introducă bărbatul acțiune în tăgădui paternitate	290
— Dacă bărbatul a murit înainte de a tăgădui paternitatea, în ce cazuri și în ce termen vor putea moștenitorii săi să conteste legitimitatea copilului	291

	<u>Articolul</u>
Bărbat. Prin ce dovezi se poate contesta filiațiunea unui copil	298
— Dacă bărbatul este de drept tutor al femeii sale care se află sub interdicțiune	451
— Dacă femeea poate fi numită tutoarea bărbatului său interzis	452
— A se vedeă cuvintele: „Autorizațiune“, „Căsătorie“, „Contract de căsătorie“, „Divorț“, „Dotă“, „Femea“, „Parafernă“, „Soți“.	
Beneficiu de discuțiune. Cari sunt efectele despărțeniei în privința drepturilor copiilor asupra averii soților în caz de divorț prin consimțământ mutual și asupra averii soțului vinovat în caz de divorț pentru cauză determinată și cari sunt formalitățile de îndeplinit pentru realizarea acestor drepturi și cari sunt drepturile creditorilor soților asupra acestei averi	285
— Dacă beneficiul de discuțiune poate fi invocat de către vre-unul dintre debitorii unei obligațiuni solidare	1042
— Dacă cumpărătorul cu pact de răscumpărare poate opune creditorilor vânzătorului său beneficiul de discuțiune sau discuțiune	1379
— Ce aplicațiune a beneficiului de discuțiune se face în materie de fidejusiune	1662-1668
— Dacă detentorul, care nu este personal obligat pentru creanța ipotecară a creditorului, poate să se opună la vânzarea imobilului ipotecat ce i-a fost transmis și să ceară discutarea celorlalte imobile ipotecate rămase în posesia datornicului	1794
— A se vedeă cuvântul: „Fidejusiune“.	
Beneficiu de inventar. A se vedeă cuvintele: „Acceptare“, „Minoritate“, „Renunțare“, „Succesiune“.	
Bezman. După ce legi se regulează bezmanul și dacă se mai poate înființa pe viitor	1415
Bigamie. Dacă se poate trece în a doua căsătorie înainte de desfacerea celei dintâi	130
— Dacă soțul, în prejudiciul căruia s'a contractat o a doua căsătorie înainte de desfacerea celei dintâi, poate cere nulitatea celei de a doua căsătorii	170
Birtaș. În ce termen se prescrie acțiunea birtașului sau găzduitorului pentru nutrimantul și locuința ce o procură	1903
Biserică. Unde se fac publicațiile declarației de căsătorie	49
Boală. Unde se celebrează căsătoria în caz de boală	61
— Cum se primește de tribunal cererea de divorț în caz de boală	218
— Ce sarcine le impune părinților dreptul lor de folosință asupra averii copiilor lor	339
Botez. Dacă actul de naștere trebuie să arate pronumele ce se va da copilului la botez	43
— Dacă la rudenă din Sf. Botez se oprește căsătoria între naș și fină precum și între nașă și fin	145
Bun și aprobat. A se vedeă cuvintele: „Act sub semnătură privată“.	
Bună credință. Dacă absentul nu se va arăta sau acțiunile nu se vor exercita în numele său, în ce condițiuni cei ce vor fi primit moștenirea vor dobândi în deplină proprietate veniturile luate de dânsii	123
— Dacă o căsătorie s'a declarat nulă, ce efecte produce și în ce condițiuni față de soți și față de copii	183
— Dacă o căsătorie s'a declarat nulă și există buna credință numai din partea unuia din soți, ce efecte produce față de soți și față de copii	184
— Dacă buna credință a posesorului unui bun, îi dă dreptul a câștiga proprietatea fructelor	485
— Ce se înțelege prin buna credință a posesorului	486
— Când încetează buna credință a posesorului	487

Bună credință. A se vedea cuvintele: „Accesiune“, „Prescripțiune“.	
Bune moravuri. Dacă se poate deroga prin convențiuni sau prin dispozițiuni particulare la legile cari interesează ordinea publică și bunele moravuri	5
Buni. A se vedea cuvântul: „Ascendenți“.	
Bunuri. De câte feluri sunt bunurile	461
— De câte feluri sunt bunurile imobile	462
— Dacă fondurile de pământ și clădirile sunt imobile prin natura lor	463
— Dacă morile de vânt sau de apă așezate pe stâlpi sunt imobile prin natura lor	464
— Dacă recoltele prinse de rădăcini și fructele neculese de pe arbori sunt imobile	465
— Dacă arborii cari se taie sunt mobili sau imobili	466
— Dacă animalele destinate agriculturii sunt imobile	467, 468
— Ce exemple dă codul civil de obiecte pe care proprietarul unui fond le-a pus pentru serviciul și exploatarea acestui fond și cari au devenit imobile prin destinație	468
— Când este presupus proprietarul că a așezat către fond în perpetuu efecte mobiliare care devin imobile prin destinațiune	469
— Dacă țevile sau urloaele cari servesc la conducerea apelor la o casă sau la un fond de pământ sunt imobile	470
— Dacă sunt imobile prin obiectul la care se aplică, uzufructul lucrurilor imobile, servituțile și acțiunile cari tind la revindicarea unui imobil	471
— De câte feluri sunt bunurile mobile	472
— Cari sunt bunurile mobile prin natura lor	473
— Cari sunt exemplele date de codul civil pentru bunuri mobile prin determinatiunea legii	474
— Despre bunuri în raportul lor cu cei ce le posed	475-479
— Cum se face și de câte feluri este cesiunea bunurilor debitorului către creditorii săi	1122-1127
— Dacă bunurile viitoare ale perceptorilor și administratorilor publici pot fi afectate de ipoteca legala a Statului	1768
— Dacă bunurile imobiliare ale minorilor pot fi ipotecate	1771
— Dacă bunurile viitoare ale debitorului pot fi ipotecate	1775
— A se vedea cuvintele: „Absentă“, „Accesiune“, „Avere vacantă“, „Donatiune“, „Dotă“, „Expropriatiune silită“, „Parafernă“, „Proprietate“.	

C.

Caducitate. A se vedea cuvântul: „Testament“.	
Calimach Cod. A se vedea cuvântul: „Abrogare“.	
Calitate. A se vedea cuvintele: „Cetățean român“, „Succesiune“.	
Camera de comerț. Cari sunt efectele divorțului în privința drepturilor copiilor asupra averii soților, în caz de divorț prin consimțământ mutual și asupra averii soțului vinovat, în caz de divorț pentru cauză determinată și cari sunt formalitățile și publicațiile de îndeplinit pentru realizarea acestor drepturi	285
Camera de consiliu. Dacă bărbatul se opune a autoriza pe femei ca să facă vreun act, cine îi poate da această autorizație și care este procedura	201
— Ce verificare de acte face instanța competentă a pronunță o adopțiune și unde face această verificare	319
— A se vedea cuvintele: „Divorț“, „Minoritate“, „Tutelă“.	
Capacitate. Dacă legea română guvernează capacitatea românilor, chiar când ei își au reședința în străinătate	2

	<u>Articuli</u>
Capacitate. A se vedea cuvintele: „Căsătorie“, „Consiliu judiciar“, „Contract de căsătorie“, „Contract“, „Donațiuni“, „Dotă“, „Interdicțiune“, „Mandat“, „Minor emancipat“, „Minoritate“, „Obligație“, „Parafernă“, „Persoane morale“, „Succesiune“, „Testament“, „Tutelă“.	
Căpitanul vasului. Cine redactează actul de naștere al unui copil născut pe un vas Român	45
— Cari sunt formalitățile ce trebuiesc să le îndeplinească căpitanul, stăpânul sau patronul unui vas Român, pe care s'a născut un copil, când vasul ar ajunge într'un port românesc	46
— Cari sunt formalitățile ce trebuiesc să le îndeplinească căpitanul, stăpânul sau patronul unui vas Românesc, pe care s'a născut un copil, când vasul ar ajunge într'un port străin	47
— Cine încheie actul de deces al unei persoane moarte pe un vas român și cari sunt formalitățile	71, 72
— Dacă căpitanul vasului este răspunzător de pierderea sau deteriorarea lucrurilor ce i s'au remis spre a fi încărcate în bastimentul său . 1473-1475	
Captațiune. A se vedea cuvântul: „Testament“.	
Caragea Cod. A se vedea cuvântul: „Abrogare“.	
Cărăuș. Dacă este răspunzător cărăușul de pierderea sau deteriorarea lucrurilor ce i s'au încredințat spre a fi transportate	1473-1475
Casă. A se vedea cuvântul: „Domiciliu“.	
Casa comunală. A se vedea cuvintele: „Comunală autoritate“, „Primărie“.	
Casa de depuneri. Cari sunt efectele divorțului în privința drepturilor copiilor asupra averii soților, în caz de divorț prin consimțământ mutual și asupra averii soțului vinovat, în caz de divorț pentru cauză determinată și cari sunt formalitățile de îndeplinit pentru realizarea acestor drepturi	285
Casa de împrumut pe amanet. A se vedea cuvântul: „Amanet“.	
Căsătorie. Dacă căsătoria unei străine cu un român deferă calitatea de român	12
— Dacă căsătoria unei românce cu un străin face a se pierde calitatea de român	19
— Cum se face dovada unei căsătorii în caz de lipsă sau pierderea registrelor de stare civilă	33, 176
— Cari sunt formele necesare la încheierea căsătoriei	49
— Unde se afișează extractul de pe actul de publicațiune a unei căsătorii	50
— În ce termeni de la publicațiune se poate celebra o căsătorie	50
— Dacă este nevoie a se face o nouă publicațiune în cazul când căsătoria nu s'a celebrat în cursul unui an de la facerea publicațiunii	51
— Cum se fac opozițiile la căsătorie	52
— Dacă ofițerul stărei civile este obligat a trece în registrul de publicațiuni toate opozițiile la căsătorie	53
— Dacă ofițerul stării civile poate celebra o căsătorie înainte de a se fi anulat opoziția ce se făcuse	54
— Dacă ofițerul stării civile este obligat a menționa în actul de căsătorie că nu s'a ivit nici o opozițiune	55
— Dacă ofițerul stării civile este obligat a alătura la dosarul căsătoriilor extractele de pe actele de naștere ale viitorilor soți	56
— Cu ce dovezi se poate înlocui lipsa actelor de naștere și de deces	57
— În ce formă trebuiește făcut actul de consimțământ al părinților viitorilor soți și ce trebuiește să conțină	59
— În ce comună trebuiește a fi celebrată căsătoria	60
— Cum procedează ofițerul stării civile în ziua hotărîtă pentru celebrarea căsătoriei și dacă această căsătorie poate fi celebrată în alt loc în afară de casa comunală	61, 151

	<u>Articolul</u>
Căsătorie. Ce mențiuni trebuie să cuprindă actul de căsătorie	62
— Cine celebrează căsătoria militarilor sau funcționarilor de lângă armată și care este procedura	79, 80
— La ce vârstă se pot căsători bărbatul și femeia	127
— Cine poate da dispensă de vârstă la căsătorie și pentru ce motive	128
— Dacă poate fi căsătorie valabilă fără consimțământ	129
— Dacă se poate trece în a doua căsătorie fără ca cea dintâi să fi fost desfăcută	130
— La ce vârstă este necesar consimțământul părinților la căsătoria copiilor lor și ce efect are deosebirea de vederi între părinți	131
— Când unul dintre părinți este decedat sau în neputință de a-și manifesta voința sa, cine dă consimțământul la căsătorie	132
— Când ambii părinți sunt decedați sau în neputință de a-și manifesta voința lor, cine dă consimțământul la căsătorie	133
— La ce vârstă copiii legiuinți erau obligați să ceară printr'un act respectuos consiliu pentru a se căsători și cui adresau ei actele respectuoase	134
— Care era procedarea în privința actelor respectuoase la căsătorie . 135-138,	140
— Ce sancțiune se aplică ofițerului de stare civilă care va fi celebrat căsătoria, fără îndeplinirea condițiilor și formalităților prevăzute în articolele 131-133 cod civil	139
— Cu a cui consimțământ se va putea căsători copilul natural minor ce-și va fi pierdut pe mama sa sau a căruia mamă se va afla în neputință de a-și manifesta dorința sa	141
— Intre ce grade de rudenie în linie directă este cu desăvârșire oprită căsătoria	143
— Intre ce grade de rudenie în linia colaterală este oprită căsătoria	144
— Dacă la rudenia din Sf. Botez se oprește căsătoria între naș și fină și între nașă și fin	145
— Cu cine nu se poate căsători tatăl adoptiv	146
— Cu cine nu se poate căsători copilul adoptat	147, 148
— Cu cine nu se poate căsători copila minoră aflată sub tutelă	149
— Cine dă dispensă și pentru ce motive la căsătoria între cumnați și cumnate și între veri și vere	150
— Ce formalități trebuie să se îndeplinească la căsătoria săvârșită în țară străină între români sau între români și străini, pentru a fi valabilă în țară	152
— Dacă persoana legată prin căsătorie cu una dintre părțile contractante, are dreptul a forma opoziție la căsătorie	153
— Dacă tatăl și mama sau în lipsa lor ascendenții, pot forma opoziție la căsătorie	154
— În lipsă de ascendenți, cari rude și în ce cazuri pot forma opoziție la căsătorie	155
— În ce condițiuni poate forma tutorul sau curatorul opoziție la căsătorie	156
— Ce trebuie să conție cererea de opoziție la căsătorie și cari sunt sancțiunile	157
— În ce termen se pronunță tribunalul asupra unei cereri de anulare a unei opoziții la căsătorie	158
— În caz de a se face apel contra unei hotăriri asupra unei cereri de anulare a unei opoziții la căsătorie, în ce termen se fac citațiile și în ce termen se va da hotărîrea	159
— În ce termen trebuie pronunțată decizia în recursul făcut contra unei hotăriri date asupra unei cereri de anulare a unei opoziții la căsătorie	160
— Cine poate fi condamnat la despăgubiri în cazul când se respinge cererea de opoziție la căsătorie	161

	<u>Articolul</u>
Căsătorie. In caz de lipsă de consimțământ la căsătorie a soților, cine poate cere anularea acestei căsătorii	162
— In caz de lipsă de consimțământ la căsătorie, ce termen de conviețuire între soți se cere, pentru a se respinge cererea de anularea unei căsătorii	163
— In ce cazuri ascendenții nu mai pot cere anularea căsătoriei contractată fără consimțământul lor	165
— In ce cazuri și de către cine mai poate fi cerută anularea unei căsătorii	166
— In ce cazuri nu se mai poate cere anularea căsătoriei contractată de către soți cari nu aveau vârsta legiuită	167
— Dacă tatăl, mama, ascendenții și familia, au dreptul să ceară anularea căsătoriei contractată de către soți ce nu aveau vârsta legiuită, cu toate că au consimțit la căsătorie	168
— Dacă persoanele cari cer anularea căsătoriei dintr'un interes pecuniar, trebuie să aibă un interes actual	169
— Dacă soții pot cere anularea unei a doua căsătorii	170
— Când soții cei din urmă căsătoriți opun nulitatea căsătoriei celei dintâi, dacă trebuie să se judece în prealabil validitatea sau nulitatea acelei căsătorii	171
— In ce cazuri și sub ce condițiuni poate cere Procurorul anularea căsătoriei în timpul vieții ambilor soți și condamnarea lor la despărțire	172
— Ce persoane pot cere anularea căsătoriei săvârșită în taină și înaintea unui ofițer de stare civilă incompetent	173
— Dacă nu s'au făcut cele două publicații cari preced căsătoria sau dacă nu s'a observat intervalul de timp cerut de lege, ce sancțiuni și contra cui poate cere Procurorul	174
— Ce sancțiuni și contra cui se aplică, dacă o căsătorie nu se celebrează în public și înaintea ofițerului de stare civilă competent	175
— Pentru ca cineva să poată reclama titlul de soț și efectele civile ale căsătoriei, ce acte trebuie să prezinte	176
— Dacă pentru a se proba o căsătorie este suficientă o posesiune de stat sau trebuie să se prezenta și actul de căsătorie	177
— Când există posesiune de stat și act de căsătorie, dacă se mai poate contesta de către soți validitatea acestui act	178
— Când soții cari au decedat aveau o posesiune de stat și când copiii născuți din ei au posesiune de stat necontrazisă prin actele lor de naștere, dacă se mai poate contesta legitimitatea lor	179
— Când dovada celebrării legale a căsătoriei se află dobândită prin rezultatul vre-unei proceduri criminale, ce efecte, în privința soților și a copiilor, produce înscrierea sentinței în registrele de stare civilă	180
— Când soții au încetat din viață, fără a intenta vre-o acțiune, în privința căsătoriei lor, cine poate intenta acțiunea civilă și acțiunea publică	181
— Când funcționarul stărei civile sau ori ce alt autor al fraudei privitoare la o căsătorie, a încetat din viață atunci când s'a intentat acțiunea în contra sa, dacă pot fi urmăriți moștenitorii săi pentru despăgubiri și de către cine	182
— Dacă o căsătorie s'a declarat nulă, ce efecte produce și în ce condițiuni față de soți și față de copii	183
— Dacă o căsătorie s'a declarat nulă și există buna credință numai din partea unuia dintre soți, ce efecte produce față de soți și față de copii	184
— Ce îndatoriri contractează soții față de copiii lor prin faptul căsătoriei .	185
— Dacă pot cere copiii dela părinții lor vre-o parte din avere spre a se căsători sau a-și crea vre-un stabiliment	186
— Ce îndatorire de alimentație au copiii față de părinții și ascendenții lor .	187

	<u>Articolul</u>
Căsătorie. Ce îndatorire de alimentație au ginerii și nurorile față de socrii lor și în ce cazuri încetează această îndatorire	188
— Dacă există reciprocitate în materie de obligațiuni de alimentare rezultate din faptul căsătoriei	189
— În ce proporțiune se dau alimentele în obligațiunile de întreținere, rezultate din faptul căsătoriei	190
— Când se poate reduce sau înceta obligația de alimentare rezultată din faptul căsătoriei	191
— Ce se întâmplă dacă persoana care este obligată a da alimente nu mai poate să-și execute obligația de a plăti în bani pensiunea de întreținere, rezultată din faptul căsătoriei	192, 193
— Cari sunt drepturile și datoriile respective ale soților	194—208
— Dacă soții își datoresc unul altuia credință, sprijin și ajutor	194
— Dacă bărbatul este dator protecție femeii iar femeia ascultare bărbatului	195
— Unde este datoare femeia a locui și cari sunt obligațiile bărbatului	196
— Dacă femeia poate porni judecata fără autorizația soțului, chiar când e comerciantă publică	197
— Dacă femeia are nevoie de autorizația bărbatului când e urmărită în pricini penale	198
— Dacă femeia poate înstrăina și ipoteca averea sa parafernala sau dobândi avere fără autorizația soțului	199
— Dacă tribunalul poate autoriza pe femei pentru a porni judecată, în cazul când se opune soțul	200
— Dacă bărbatul se opune a autoriza pe femeie ca să facă vre'un act, cine îi poate da această autorizație și care e procedura	201
— Când femeia comerciantă are sau nu parafernă, dacă are nevoie de autorizația bărbatului pentru tot ce privește comerțul său	202
— Dacă bărbatul este căzut sub o condamnățiune criminală, chiar în contumacie, cine autorizează pe femei în timpul cât ține osânda pentru a introduce acțiuni și a contracta	203
— Dacă bărbatul este interzis sau absent, cine autorizează pe femeia căsătorită ca să stea în judecată sau să contracteze	204
— Dacă bărbatul este minor, cine autorizează pe femei ca să stea în judecată sau să contracteze	205
— Ce valabilitate are autorizația bărbatului dată în mod general, chiar prin contractul de căsătorie	206
— Cine poate cere anularea tocnelilor sau a pornirilor de judecată făcute de femeia căsătorită fără autorizația bărbatului	207
— Dacă femeia poate face testament fără autorizația bărbatului său	208
— Prin ce moduri se desface căsătoria	209
— Văduva și femeia a cărei căsătorie s'a declarat nulă, după cât timp va putea trece în a doua căsătorie dela desfacerea sau anularea căsătoriei precedente	210
— După ce termen de la săvârșirea căsătoriei se poate cere divorțul prin consimțământ mutual	255
— După ce termen de la săvârșirea căsătoriei nu se mai poate cere divorțul prin consimțământ mutual	256
— Dacă soții ce se vor despărți se mai pot căsători	277
— În ce termen va putea trece în altă căsătorie, femeia divorțată	278
— În caz de divorț pentru cauza de adulter, dacă soții adulterini se pot căsători	279
— În ce cazuri bărbatul nu va putea tăgădui paternitatea copilului născut mai înainte de 180 zile de la data căsătoriei	288

Căsătorie. Dacă legitimitatea copilului născut după 300 zile dela desfacerea căsătoriei va putea fi contestată	289
— Cum se legitimează copiii născuți sau concepuți în afară de căsătorie prin căsătoria săvârșită după naștere între tatăl și mama lui	304
— Dacă legitimarea prin căsătorie subsequentă se poate face chiar în folosul copiilor decedați, în cazul când ei au lăsat descendenți	305
— Cari sunt efectele legitimării copiilor naturali, prin căsătorie subsequentă	306
— Cari sunt efectele adopțiunii în privința căsătoriei adoptatului	313
— Cine exercită puterea părintească în timpul căsătoriei	327
— Dacă tatăl se va căsători din nou și are cuvinte de nemulțumire foarte grave asupra purtării copilului său, ce mijloace de îndreptare va avea	331, 334
— Cine conservă dreptul de folosință asupra averii copiilor în timpul și după desfacerea căsătoriei și până la ce dată	338
— Dacă mama care trece în a doua căsătorie, păstrează sau nu dreptul de folosință asupra averii copiilor săi	340
— A se vedea cuvintele: „Act de căsătorie“, „Acțiune de anulare“, „Anulare“, „Contract de căsătorie“, „Desfacerea căsătoriei“, „Despărțenie“, „Divorț“, „Legea asupra căsătoriei militarilor“.	
Casație. În ce termen trebuiește pronunțată decizia în recursul făcut contra unei hotărâri date asupra unei cereri de anularea unei opoziții la căsătorie	160
— A se vedea cuvintele: „Legea Curții de Casație“.	
Catagrafie. A se vedea cuvântul: „Inventar“.	
Cauțiune. Dacă moștenitorii prezumptivi sunt obligați a depune cauțiune cu ocazia trimeterii în posesiune provizorie asupra averii absentului, când el nu a lăsat procură	106
— Ce persoane și când anume sunt obligate a depune cauțiune pentru exercitarea drepturilor lor, în caz de deschidere de testament al unei persoane declarate absentă	109
— După cât timp dela punerea în posesie provizorie sau de la nașterea absentului se pot ridica cauțiunile, se poate face împărțeala averii absentului și punerea în posesie definitivă	114
— Dacă uzufructuarul este obligat a da cauțiune cu ocazia intrării în uzufructul său	541-544
— Dacă acel căruia i s'a concedat un drept de uz sau de abitațiune este obligat a depune cauțiune	566
— Dacă soțul supraviețuitor este obligat a depune cauțiune cu ocazia primirii succesiunii soțului său decedat	682
— Dacă eredele beneficiar este obligat a depune cauțiune pentru prețul mișcătoarelor cuprinse în inventar și pentru porțiunea prețului imobilelor nedelegate creditorilor ipotecari	718
— Dacă soțul dotal poate fi obligat a depune cauțiune cu ocazia primirii dotei mișcătoare	1244
— A se vedea cuvântul: „Fidejustrune“.	
Cauțiunea „judicatum solvi“. Dacă mai există în dreptul civil actual	15
Cauză. În ce cazuri și în ce condiții actele de recunoașterea unei datorii, constatată printr'un titlu, pot face probă despre datorie și dispensează pe creditor de prezentarea titlului original	1189
— Ce condițiuni trebuiește să îndeplinească actele de confirmare sau ratificație pentru a face dovadă în justiție	1190
— A se vedea cuvintele: „Contract“, „Divorț“, „Prescripție“, „Tutelă“.	
Caz de forță majoră. A se vedea cuvintele: „Arendare“, „Caz fortuit“, „Forță majoră“, „Locațiune“.	
Caz fortuit. Ce efecte au cazurile fortuite și de forță majoră în materie de daune	1083

	<u>Articolul</u>
Caz fortuit. Ce efecte au cazurile fortuite și de forță majoră în materie de lucru datorit	1156, 1358
— Ce efecte au cazurile fortuite și de forță majoră în materie de locațiune și de arendare	1423, 1431, 1435, 1447, 1448, 1457, 1460, 1461, 1469, 1475
— A se vedea cuvintele: „Arendare“, „Forță majoră“, „Locațiune“.	
Celebrarea căsătoriei. A se vedea cuvintele: „Act de căsătorie“, „Căsătorie“, „Soți“.	
Cercetare. Cine și cum face cercetările în materie de absență	102-105
— Dacă este permisă sau nu cercetarea paternității și în ce cazuri se poate face	307
— Dacă este permisă cercetarea maternității și ce dovezi trebuiesc făcute	308
Cerere. A se vedea cuvintele: „Acțiune“, „Divorț“.	
Cerere de nulitate. A se vedea cuvintele: „Acțiune de anulare“, „Anulare“, „Nulitate“.	
Certă. Ce condițiuni trebuie să îndeplinească o datorie pentru a putea fi opusă în compensație	1145
— În ce cazuri se poate spune că un act sub semnătură privată dobândește dată certă	1182
Certificat. Când publicațiile de căsătorie s'au făcut în mai multe comune, dacă părțile sunt obligate a aduce certificate de neivirea opoziției	55
Certificat medical. Cum se primește cererea de divorț de către tribunal în caz de boală	218
Cesiune. Dacă se poate face cesiunea unui uzufruct	534
— Dacă se poate face cesiunea dreptului de uz	571
— Dacă se poate face cesiunea dreptului de abitațiune	573
— Când se poate face cesiunea sau abandonarea bunurilor din partea debitorului către creditorii săi	1122-1127
— Ce este cesiunea bunurilor debitorului către creditorii săi	1122
— De câte feluri poate fi cesiunea bunurilor debitorului către creditorii săi	1123
— Când poate avea loc cesiunea voluntară a bunurilor debitorului către creditorii săi	1124
— Dacă cesiunea bunurilor este un beneficiu acordat de legiuitor debitorului nefericit	1125
— Care este efectul cesiunii judiciare a bunurilor debitorului către creditorii săi	1126
— Dacă cesiunea judiciară a bunurilor debitorului către creditorii săi poate fi refuzată de aceștia	1127
— Când debitorul a acceptat pur și simplu ca un creditor să facă cesiunea drepturilor sale unei alte persoane, dacă mai poate invoca compensațiunea în contra cesionarului, compensațiune care ar fi avut loc în privința cedentului, înaintea acceptațiunii	1149
— Cari sunt persoanele pe cari legea le oprește ca să devie cesionari de drepturi litigioase	1309
— Cum se face cesiunea creanțelor, drepturilor și acțiunilor	1391
— Dacă cesiunea unei creanțe sau a unui drept incorporeal, atrage răspunderea cedentului de existența valabilă a creanței sau a dreptului cedat în momentul cesiunii	1392
— Dacă cesionarul poate opune dreptul său la o a treia persoană înainte de a fi notificat cesiunea debitorului	1393, 1833
— Dacă actul sau hotărârea care constată o cesiune sau o chitanță de chirie sau arendă pe doi ani viitori, trebuie să fie transcris pe registrele oficiului ipotecar	1394
— Când debitorul plătește creanța înainte de notificarea cesiunii, dacă liberarea sa este valabilă	1395

	Articol
Cesiune. Dacă cesiunea unei creanțe cuprinde și toate accesoriile sale precum, cautiunea, privilegiul și ipoteca	1396, 1714
— Dacă cedentul răspunde de solvabilitatea debitorului	1397
— Când cedentul ia asupra-și răspunderea de solvabilitatea debitorului, dacă răspunde numai pentru solvabilitatea actuală sau și pentru cea viitoare	1398
— Ce răspundere are cel ce vinde o moștenire, fără a specifica obiectele cuprinse în ea	1399
— Dacă cel ce vinde o succesiune este obligat a restitui cumpărătorului tot ceea ce a primit și tot ceea ce s'a folosit din cea succesiune	1400
— Dacă cumpărătorul unei succesiuni este obligat a restitui vânzătorului sumele plătite de el pentru datoriile și sarcinile succesiunii și să-i țină seamă de sumele de care el însuși era creditor al succesiunii	1401
— Cum se poate libera debitorul de cesionar prin exercitarea retractului litigios	1402
— Când se poate socoti că un drept este litigios	1403
— În ce cazuri nu se poate exercita retractul litigios	1404
— A se vedea cuvintele: „Abandonare“, „Acceptare“, „Creditor“, „Debitor“.	
Cetățean român. Dacă dobândirea și păstrarea calității de cetățean român influențează exercitarea drepturilor civile	6
— Dacă cetățenii români se bucură de drepturile civile	7
— Dacă cetățenia română va putea fi reclamată de orice individ născut și crescut în România până la majoritate și care nu se va fi bucurat niciodată de vreo protecție străină	8
— Cum puteau obține cetățenia română cei cari nu erau de rit creștinesc	9
— Cum redobândește cetățenia română, copilul născut în țară străină din un român, care ar fi pierdut calitatea de român	10
— Cum poate obține un străin cetățenia română	16
— Cum va putea redobândi cetățenia română un român care a pierdut-o	18
— Când o româncă se căsătorește cu un străin, dacă pierde cetățenia română	19
— Când o româncă se căsătorește cu un străin și devine văduvă, dacă redobândește cetățenia română	19
— Dacă cetățenia română se pierde prin intrarea unui român în serviciul militar străin, fără autorizația guvernului	20
— A se vedea cuvântul, „Român“ și paginile, 47-56 în cari este trecută „Legea privitoare la dobândirea și pierderea naționalității române“, din 23 Februarie 1924, publicată în „Monitorul oficial“ N. 41/1924.	
Cetire. Dacă actele de stare civilă trebuiesc citite de către ofițerul de stare civilă în prezența părților și a marturilor	25
Cheltueli. Dacă cheltuelile făcute de părintele defunct pentru copiii săi sunt sau nu supuse raportului	759
Cheltueli. Când un copil voește a ataca împărțeala făcută de părintele său, dacă este obligat a plăti mai dinainte cheltuelile estimațiunii succesiunii	799
— Dacă cheltuelile de judecată sunt privilegiate atât asupra lucrurilor mobile, cât și asupra celor imobile	1727, 1729, 1731
— Dacă cheltuelile celei de pe urmă boale făcute în curs de un an, sunt sau nu privilegiate asupra tuturor lucrurilor mobile	1720
— Dacă cheltuelile îngropării sunt privilegiate asupra tuturor lucrurilor mobile și în ce măsură	1720, 1735
— Dacă cheltuelile făcute pentru conservarea lucrului sunt privilegiate	1730, 1732
— Dacă cheltuelile făcute cu transportarea lucrului sunt privilegiate	1730
— Dacă cheltuelile recoltei de peste an sunt privilegiate	1734

	Articolul
Chestiune prejudicială. Când soții cei din urmă căsătoriți opun nulitatea căsătoriei celei dintâi, dacă trebuiește a se judeca în prealabil validitatea sau nulitatea acelei căsătorii	171
— Dacă chestiunea suprimării stării civile, mai înainte de a veni înaintea unei instanțe penale trebuiește să fie rezolvată în mod definitiv de o instanță civilă	300
Chezășie. A se vedea cuvântul: „Fidejusiune“.	
Chirii. Dacă chiriile caselor și arende de moșii intră sau nu în clasa fructelor civile	523
— Legea privitoare la simplificarea formalităților de plata chiriei	1114
— Dacă chiriile sau arende cedate pe doi ani viitori, trebuiește sau nu să fie transcrise în registrul oficiului ipotecar	1394
— Dacă chiriile și arende sunt socotite creanțe privilegiate și pe ce timp anume	1730
— Asupra căror obiecte ale chiriașilor și arendașilor se exercită privilegiul pentru chiriile și arende neplătite	1730
— Dacă privilegiul proprietarului pentru chiriile și arende neplătite este sau nu primat de alte creanțe privilegiate	1734
— A se vedea cuvintele: „Arendare“, „Legea de prelungire a contractelor de închiriere“, „Legea pentru înființarea oficiilor de închiriere“, „Locațiune“, „Pact comisor“.	
Chirurgi. Dacă chirurgii sunt obligați să facă ofițerului de stare civilă, declarație despre nașterea unui copil	42
— Cine face constatarea stării cadavrului în caz de indicii de moarte violentă sau alte împrejurări bănuitoare	67
Chitanță. Ce dovadă și în ce condițiuni, face în justiție adnotațiunea făcută de către creditor în josul, pe marginea sau în dosul unui titlu de creanță sau a duplicatului unui act sau chitanță	1186
Citațiune. În caz de alegere de domiciliu pentru executarea unui act, unde se fac cererile, procedurile și urmărirea	97
— În caz de a se face apel contra unei hotărâri date asupra unei cereri de anulare a unei opoziții la căsătorie, în ce termen se va da hotărârea	159
— Când discută tribunalul acordarea sau permiterea scoaterii citațiilor în acțiunea de divorț	222
— A se vedea cuvântul: „Procedură“.	
Civile drepturi. Dacă exercitarea drepturilor civile depinde sau nu de calitatea de cetățean român	6
— Dacă românii se bucură sau nu de drepturile civile	7
— Dacă străinii se bucură în România de aceleași drepturi civile ca și românii	11
— A se vedea cuvintele „Drepturi civile“.	
Clăcășești pământuri. A se vedea cuvintele: „Legea pentru regularea proprietății rurale“, „Legea privitoare la înstrăinarea loturilor dobândite prin împroprietărire“, „Pământ rural“.	
Clădiri. Dacă clădirile sunt considerate ca imobile prin natura lor	463
— Dacă clădirile făcute pe pământul cuiva sunt sau nu prezumpte a fi făcute de proprietarul pământului	492
— Cum se regulează dreptul celui care clădește pe un pământ ce nu-i aparține	494
— Când clădirile date în uzufruct se distrug, dacă uzufructuarul poate sau nu să se folosească de pământul pe care au fost clădirile distruse	564
— A se vedea cuvântul: „Construcții“.	
Clauză. Dacă este valabilă clauza prin care se stipulează dobândă la dobândirile datorite pe un an sau pentru mai puțin sau mai mult de un an sau la alte venituri viitoare	1089

	<u>Articol</u>
Clauza penală. In ce consistă clauza penală în materie de obligațiuni	1066
— Dacă nulitatea obligației principale atrage și pe cea a clauzei penale	1067
— Dacă nulitatea clauzei penale atrage și pe cea a obligației principale	1067
— Dacă creditorul are facultatea de a cere îndeplinirea clauzei penale sau acea a obligației principale	1068
— Dacă creditorul poate cere atât îndeplinirea obligației principale cât și pe aceea a clauzei penale	1069
— Dacă clauza penală poate fi înpuținată de judecător când obligația prin- cipală a fost executată în parte	1070
— Când obligația principală contractată cu o clauză penală este nedivizibilă, dacă penalitatea este datorită prin contraveniunea unui singur dintre moștenitori, și dacă poate fi cerută dela moștenitorul contravenient sau în proporție de la ceilalți moștenitori	1071
— Când obligația principală contractată cu o clauză penală este divizibilă, dacă dreptul creditorului este sau nu restrâns pentru executarea clauzei penale numai în contra moștenitorului contravenient	1072
— A se vedea cuvintele: „Contract pignorativ“.	
Clauza rezolutorie. In ce constă clauza rezolutorie în materie de obligațiuni	1019
— Dacă în contractele sinalagmatiche clauza rezolutorie este subînțeleasă	1020
— Dacă clauza rezolutorie operează deplin drept în privința desființării con- tractului sau autoriză pe parte a cere de la justiție desființarea lui	1021
— A se vedea cuvintele: „Locațiune“, „Pact comisor“, „Vânzare“.	
Coabitare. Cine este tatăl copilului conceput în timpul căsătoriei și în ce cazuri bărbatul va putea tăgădui paternitatea	286
— Dacă bărbatul va putea tăgădui paternitatea sub cuvânt de neputința tru- pească și în ce cazuri o va putea tăgădui pentru cauza de adulter	287
Cod Calimach. Dacă dispozițiile din Codul Calimach au fost abrogate prin codul civil	1912
Cod Caragea. Dacă dispozițiile din Codul Caragea au fost abrogate prin codul civil	1912
Cod civil. Când a fost pus în lucrare codul civil român	1913
Cod Comercial. Ce fel de contract este contractul de asigurare și după ce legi se guvernează	1635
— A se vedea cuvântul: „Comerț“.	
Cod penal. Cum se pedepsește ofițerul stării civile care va fi celebrat o căsă- torie fără îndeplinirea condițiilor și formalităților cerute de art. 131-133 din codul civil	139
— A se vedea cuvintele: „Amendă“, „Sancțiune“.	
Coerede. Cum conservă coeredele sau copărtașul, la o împărțeală, privilegiul său asupra bunurilor cuprinse în fiecare lot sau asupra lucrului pus la licitațiune	1741
— A se vedea cuvântul: „Succesiune“.	
Colateral. A se vedea cuvântul: „Succesiune“.	
Colon parțiar. Dacă drepturile colonului parțiar ce vor fi existat la începutul sau la finele uzufructului pot fi vătamate de dispozițiile art. 524 din codul civil	524
Comerciant. Dacă femeea poate porni judecată fără autorizația bărbatului, chiar când e comerciantă publică	197, 202
— Cum se socotește minorul emancipat care face comerț, pentru faptele cari privesc comerțul său	433
— Dacă minorul comerciant, bancher sau artizan, are acțiune în resciziune contra angajamentelor ce a luat pentru comerțul sau arta sa	1160
— Dacă registrele comercianților pot face credință despre vânzările ce cuprind, în contra persoanelor necomerciante	1183

	<u>Articolul</u>
Comerciant. Dacă registrele comercianților pot face credință în contra lor . . .	1184
— A se vedea cuvântul: „Comerț“.	
Comerț. Când femeea comerciantă are sau nu parafernă, dacă are nevoie de autorizația soțului său pentru tot ce privește comerțul său	202
— Ce fel de contract este contractul de asigurare și după ce legi se guvernează	1635
— Dacă dispozițiile din codul civil în materie de amanet se aplică și la amanetul comercial sau la casele de împrumut pe amanet	1696
— A se vedea cuvântul: „Comerciant“.	
Cominatorii daune. A se vedea cuvintele: „Daune cominatorii“.	
Comitenți. Dacă sunt responsabili comitenții de prejudiciul cauzat de prepușii lor în funcțiunile ce li s'au încredințat	1000
Comitete școlare. A se vedea cuvintele: „Legea pentru organizarea comitetelor școlare“.	
Comisor pact. A se vedea cuvintele: „Locațiune“, „Pact comisor expres“, „Vânzare“.	
Comoară. Dacă uzufructuarul are vre-un drept asupra comoarei care s'ar putea găsi în cursul uzufructului său	538
— Ce se înțelege în codul civil prin cuvântul „Tezaur“ și cui aparține proprietatea tezaurului găsit	649
Comodat. Ce înseamnă după codul civil „Contractul de comodat“	1560
— Dacă contractul de comodat este un contract cu titlul gratuit	1561
— Dacă împrumutătorul rămâne sau nu proprietarul lucrului dat în comodat	1562
— Dacă obligațiunile ce isvorăsc din comodat trec la moștenitorii comodantului și ai comodatarului	1563
— Cari sunt îndatoririle comodatarului	1564
— Când comodatarul se servește de lucrul dat în comodat la o altă trebuință sau pentru un timp mai îndelungat, dacă răspunde de pierderea cășunată chiar prin caz fortuit	1565
— Când lucrul împrumutat piere prin caz fortuit de la care comodatarul l-ar fi putut sustrage, subrogându-i un lucru al său sau când neputând scăpa decât unul din aceste lucruri, a preferit a scăpa lucrul său, dacă în acest caz răspunde de pierderea lucrului împrumutat	1566
— Când lucrul dat în comodat a fost prețuit atunci când s'a împrumutat, dacă comodatarul răspunde de pierderea lui întâmplată prin caz fortuit	1567
— Când lucrul se deteriorează prin întrebuințarea la care a fost dat, dacă este răspunzător comodatarul de această deteriorare	1568
— Când comodatarul face cheltueli necesare la uzul lucrului împrumutat, dacă poate să le reclame	1569
— Dacă comodatarul poate să rețină lucrul, pentru a compensa creanța ce o are în contra comodantului	1570
— Când mai multe persoane au luat cu împrumut același lucru, dacă sunt solidar răspunzătoare față de comodant	1571
— Dacă comodantul poate lua înapoi lucrul împrumutat înainte de expirarea termenului convenit sau înainte de a fi servit la trebuința pentru care a fost dat	1572
— Când în cursul termenului, comodantul ar cădea în o trebuință mare și neprevăzută de lucrul împrumutat, dacă judecătorul poate să oblige pe comodatar la restituirea lui	1573
— Când în cursul termenului, comodatarul a fost nevoit, pentru păstrarea lucrului, să facă cheltueli extraordinare, necesare și așa de urgente în cât nu a putut vesti pe comodant, dacă acesta este dator a i le înapoia	1574
— Dacă comandantul este răspunzător față de comodatar atunci când lucrul împrumutat are atâtea defecte încât nu poate fi întrebuințat	1575

	<i>Articolul</i>
Compensație. Dacă în materie de împărțeală inegalitatea loturilor ereditare date în natură se poate compensa prin bani	742
— Când și cum se poate opera compensația	1143, 1145
— Dacă compensațiunea operează de drept în virtutea legii și fără știrea debitorilor	1144
— Dacă termenul de grație poate împiedeca compensația	1146
— În ce cazuri compensația nu poate avea loc	1147
— Dacă compensația se poate opera în privința cauțiunei pentru ceea ce creditorul datorește debitorului principal	1148
— Dacă compensația se poate opera în privința debitorului principal pentru ceea ce creditorul datorește cauțiunei	1148
— Când debitorul a acceptat pur și simplu ca creditorul său să facă cesiunea creanței sale, dacă mai poate invoca contra cesionarului compensația ce ar fi avut loc în privința cedentului, înainte acceptațiunei	1149
— Când cesiunea s'a notificat debitorului, fără a fi acceptată de dânsul, dacă se împiedică compensația posterioară acestei notificări	1149
— Dacă compensațiunea se poate opera atunci când cele două datorii nu sunt platnice în acelaș loc	1150
— Cum se face compensația atunci când sunt mai multe datorii compensabile datorite de aceeaș persoană	1151
— Dacă compensația poate avea loc în prejudiciul drepturilor dobândite de alte persoane	1152
— Când cine-va a plătit o datorie stânsă de drept prin compensație, dacă poate, repetind plata creanței, să ceară, în prejudiciul altor persoane, privilegiile sau ipotecile ce le avea această creanță în momentul când el făcuse plata din eroare	1153
Competență. Dacă legile de competență au putere retroactivă	1
— Dacă tribunalele române pot judeca pe străini pentru îndeplinirea obligațiilor contractate cu români	13
— Dacă tribunalele române sunt competente a judeca pe români pentru obligațiile contractate de ei în țară străină chiar cu străini	14
— În caz de alegere de domiciliu pentru executarea unui act, unde se fac cererile, procedurile și urmăriile	97
— Care este competența ofițerului de stare civilă în materie de acte de stare civilă	151, 152
— Ce persoane pot cere anularea unei căsătorii săvârșită în taină și înainte unui ofițer de stare civilă necompetent	173
— La ce tribunal se introduce cererea de divorț	210
— Ce tribunale sunt competente pentru a judeca reclamațiile privitoare la starea civilă	299
— Dacă chestiunea suprimării stărei civile, înainte de a veni înainte unei instanțe penale, trebuie să fie rezolvată în mod definitiv de o instanță civilă	300
— Cine își dă consimțământul la adopție și în ce forme se dă acest consimțământ	318, 323
— Unde și cum se face renunțarea la o succesiune	695
— Unde și cum se face acceptarea unei succesiuni	704
— Cine este competent a autentifica testamentele militarilor și a indivizilor aflați pe lângă armate	868-886
— Când actul, care nu poate fi autentic din cauza incompetenței ofițerului public sau din o altă cauză, dacă poate fi considerat ca un act sub semnătură privată, atunci când este semnat de părțile contractante	1172
— Care este competența tribunalelor în materie de înscrierea ipotecilor 1773, 1780-1787	
— Care este competența tribunalelor în materie de transcripțiuni	1801-1815

	<u>Articolul</u>
Competență. Care este tribunalul competent pentru a efectua vânzarea bunurilor imobiliare cari s'ar afla în diferite districte	1829
Compromis. Dacă mandatarul căruia i se dă facultatea de a face tranzacțiuni, poate face și compromisuri	1537
Comunală autoritate. Care sunt formalitățile de îndeplinit în privința actului de naștere al unui copil născut pe un vas român, atunci când vasul ajunge într'un port român	46
— Cari sunt formalitățile de îndeplinit în privința actului de naștere al unui copil născut pe un vas român, atunci când vasul ajunge într'un port străin	47
— Cum și unde se face declarația de schimbare de domiciliu	89
Comune. Ce persoane nu se pot face adjudecatari nici direct, nici prin persoane interpuse	1308
Comunicare. Dacă opozițiile la căsătorie se comunică părților și ofițerului de stare civilă	52
— Cui și cum se comunică hotărârile asupra rectificării actelor de stare civilă	86
— Cui se comunică, în acțiunea de divorț, copie de pe ordonanța președintială	220
— Cari sunt termenile de apel și de recurs în materie de divorț și de când curg aceste termene	245
— Cui face referat, în materie de divorț prin consimțământ mutual, președintele tribunalului și dacă se cer și concluziile Ministerului Public	267
— În caz de a se respinge cererea de divorț prin consimțământ mutual, în ce termen se declară apel și cari sunt formele	270
— Dacă în caz de divorț prin consimțământ mutual, apelul care se face se comunică și ministerului Public	271
— În caz de apel asupra sentinței de divorț prin consimțământ mutual, cui comunică procurorul Curții de Apel concluziile sale și în ce termen se pronunță decizia Curții de Apel	273
— Asupra deciziei Curții de Apel prin care se respinge cererea de divorț prin consimțământ mutual, în ce termen se declară recurs și cum se face acest recurs	274
— A se vedea cuvintele: „Notificare“, „Somație“.	
Concepțiune. În ce cazuri nu se mai poate cere anularea unei căsătorii contractată de către soți cari nu aveau vârsta legiuită	167
— Cine este tatăl copilului conceput în timpul căsătoriei și în ce cazuri bărbatul și moștenitorii săi vor putea tăgădui paternitatea	286-291
— Cum se legitimează copiii născuți sau concepuți în afară de căsătorie	304
— Dacă este permisă cercetarea paternității și în ce cazuri se poate face	307
Concesiune: Dacă concesiunea temporară a unui imobil drept o prestație anuală trebuie considerată ca locațiune	1414
Conciliere. A se vedea cuvintele: „Consilii“, „Divorț“, „Sfaturi“.	
Condemnare. Dacă bărbatul este căzut sub o condamnățiune criminală, chiar în contumacie, cine autorizează pe femeie în timpul cât ține osânda pentru a introduce acțiuni și a contracta	203
— Ce formalități trebuie să se îndeplinească, atunci când divorțul se cere pentru motivul că unul dintre soți se află condamnat la muncă silnică sau reclusiune	243
— A se vedea cuvintele: „Amendă“, „Muncă silnică“, „Pedeapsă“, „Reclusiune“.	
Condițiune. Cari sunt condițiunile esențiale pentru validitatea convențiunilor 948-968	
— Despre condițiune în genere și despre deosebittele sale specii	1004-1021
— A se vedea cuvântul: „Contract“.	
Condițiune ilicită. Dacă se poate deroga prin convențiuni sau prin dispozițiuni particulare la legile cari interesează ordinea publică și bunele moravuri	5

Condițiune ilicită. Dacă condițiunea imposibilă sau contrarie bunelor moravuri sau proibită de lege este nulă și desființează convențiunea ce depinde de dânsa	1008
Confesiune. A se vedea cuvântul: „Mărturisire“.	
Confirmare. In ce cazuri ascendentul nu mai poate cere anularea căsătoriei contractată fără consimțământul său	165
— Dacă minorul devenit major mai are exercițiul acțiunii în resciziune după ce a ratificat sau confirmat la majorat convențiunea	1163
— Dacă se poate suplini confirmarea sau ratificarea unei obligații prin o executare voluntară	1167
— Dacă ratificarea sau confirmarea ține loc de renunțare în privința mijloacelor și excepțiilor ce puteau fi opuse actului	1167
— Dacă ratificarea, confirmarea sau executarea voluntară a unei donațiuni făcută de moștenitorii donatorului, după moartea sa, ține loc de renunțare atât în privința vițiilor de formă cât și în privința oricărei alte excepțiuni	1167
— Dacă donatorul poate repara prin vre-un act confirmativ vițiile unei donațiuni	1168
— A se vedea cuvintele: „Acte confirmative“, „Acțiune de anulare“, „Ratificare“, „Renunțare“.	
Confirmative acte. A se vedea cuvintele: „Acte confirmative“.	
Confuziune. Cum se stâng obligațiile	1091
— Când poate avea loc confuziunea și cari sunt efectele sale	1154
— Dacă prin confuziunea ce se operează prin concursul calităților de creditor și debitor principal se liberează cauțiunile și dacă această confuziune profită codebitorilor săi solidari	1155
— Dacă prin confuziunea ce se operează prin concursul calităților de creditor și debitor se aduce stângerea obligației principale	1155
— Dacă prin confuziunea urmată între datornicul principal și fidejuratorul său, prin faptul că s'au moștenit unul pe altul, se stânge acțiunea creditorului contra celui ce a garantat pentru fidejurator	1680
Congediu. Cum și când se dă congediul în materie de arendare și închiriere	1436, 1438, 1443, 1452
Consimțământ. Care sunt condițiunile și formele în cari trebuie dat consimțământul tatălui, mamei sau tutorelui la căsătorie	59
— Dacă în actul de căsătorie trebuie să se facă mențiune despre consimțământul tatălui, mamei sau tutorului și al părinților	62
— Dacă poate fi căsătorie fără consimțământul părinților	129
— La ce vârstă este necesar consimțământul părinților la căsătoria copiilor lor și ce efect are deosebirea de vederi între părinți	131
— Când unul dintre părinți este decedat sau în neputința de a-și manifesta voința sa, cine dă consimțământul la căsătorie	132
— Când ambii părinți sunt decedați sau în neputința de a-și manifesta voința lor, cine dă consimțământul la căsătorie	133
— Cu a cărui consimțământ se va putea căsători copilul natural minor ce va fi pierdut pe mama sa sau a cărui mamă s'ar afla în neputința de a-și manifesta dorința sa	141
— În caz de lipsă de consimțământ al soților la căsătoria lor, cine poate cere anularea acestei căsătorii	162
— În caz de lipsă de consimțământ la căsătorie, ce termen de conviețuire între soți se cere pentru a se respinge cererea de anulare a căsătoriei	163
— În caz de lipsă de consimțământ al tatălui, mamei, ascendenților sau consiliului de familie la o căsătorie, cine poate cere anularea acestei căsătorii	164

	Articolul
Consămțământ. În ce cazuri ascendenții nu mai pot cere anularea căsătoriei contractată fără consămțământul lor	105
— Dacă tatăl, mama, ascendenții și familia, au dreptul a cere anularea căsătoriei contractată de soți ce nu aveau vârsta legiuită, cu toate că au consimțit la căsătorie	108
— Dacă femeea căsătorită poate înstrăina, ipoteca, averea sa parafernala sau dobândi avere, fără autorizația soțului	199
— Dacă un soț, poate adopta fără consămțământul celuilalt soț	310
— Cine își dă consămțământul la adopțiune și în ce forme se dă acest consămțământ	318
— Cari sunt condițiunile esențiale pentru validitatea convențiilor	948, 953
— A se vedea cuvintele: „Autorizație“, „Convențiune“, „Divorț“.	
Consămțământ mutual. A se vedea cuvântul: „Divorț“.	
Consanguinii frați. A se vedea cuvântul: „Succesiune“.	
Consemnare. A se vedea cuvintele: „Ofertă de plată“, „Pact comisor“.	
Conservare. A se vedea cuvântul: „Privilegiu“.	
Consilii. A se vedea cuvintele: „Divorț“, „Sfaturi“.	
Consiliu de familie. Dacă este dator consiliul de familie ca să reguleze soarta copiilor absentului	125
— În ce condițiuni poate forma tutorul sau curatorul opoziție la căsătorie	156
— În caz de lipsă de consămțământ al tatălui, mamei, ascendenților sau consiliului de familie la căsătorie, cine poate cere anularea căsătoriei	164
— Cine numește cotutor pe soțul mamei minorilor în cazul când aceasta ar trece în a doua căsătorie	347, 348
— Când este chemat consiliul de familie ca să aleagă un tutor minorului	354-356
— Cine convoacă consiliul de familie	356
— Cum se compune consiliul de familie	357-360, 386
— În ce termen urmează a se convoca consiliul de familie	361
— Dacă membrii consiliului de familie trebuie să se înfățișe în persoană sau pot fi reprezentați	362
— Cum procedează tribunalul în cazul când consiliul de familie nu se poate întruni din cauza unei piedeci legiuite	363
— Dacă se pot condamna la amenă membrii consiliului de familie cari nu-și justifică absența lor	364
— Unde se întrunește consiliul de familie și câți membri trebuie să fie prezenți pentru a delibera	365
— Cine prezidează consiliul de familie și cum se face deliberarea membrilor	366
— Când poate tribunalul să procedeze din oficiu la îndeplinirea lucrărilor supuse consiliului de familie	367
— Dacă membrii consiliului de familie sunt răspunzători de lucrările frauduloase cari ar prejudicia pe minor	368
— Dacă tribunalele de județ sunt responsabile de îndeplinirea la vreme a legiuitelor formalități și pentru ori ce încuviințare a nelegalelor măsuri propuse de către consiliul de familie	369
— Dacă cei destituiți din o tutelă mai pot vreodată face parte ca membri în consiliu de familie	386
— Cine are dreptul a destitui pe tutor	387
— Dacă consiliul de familie este dator a motiva încheierea prin care destitue sau exclude pe tutor	388
— Cine are dreptul a regula facerea catagrafiei averei minorilor	391
— Cine e dator ca la începerea oricărei tutele să formeze budgetul de cheltuelile minorului de peste an și la caz de trebuință să autorizeze pe tutor să fie ajutat de un administrator sau procurator cu leafă	398
— Cine este chemat a fixă suma din excedentele veniturilor, cari urmează	

	Articolul
a fi date cu dobânda de către tutor, asigurând-o cu garanțiile prescrise de lege	399
Consiliu de familie. Cine este chemat a autoriza pe tutor în cazuri de împru- mut, ipotecă sau înstrăinarea averii nemișcătoare a minorului	401
— Dacă hotărârile consiliului de familie date în materie de împrumut, ipotecă sau înstrăinarea averii nemișcătoare a minorilor, pot fi puse în lucrare înainte de a fi fost aprobate de către tribunal	402
— Cine autorizează pe tutor pentru primirea sau refuzarea unei succesiuni căzută minorului	405, 406
— Cine autorizează pe tutor la acceptarea unei donațiuni făcută mino- rului	407
— Cine autorizează pe tutor atunci când urmează a intenta sau a sta în judecată în acțiuni imobiliare	408
— Cine autorizează pe tutor pentru facerea unei împărțeli a averii mi- norilor	409-412
— Cine autorizează pe tutor pentru a face o tranzacție în numele minorului	413
— Cine autorizează pe tutor pentru ca să ceară punerea la popreală a mi- norului	414
— Cine își dă avizul asupra socotelilor de administrația tutelei prezentate de tutor	416
— În ce caz și în ce mod poate să ceară consiliul de familie emanciparea minorului	423, 424
— Cine își dă părerea asupra împrumutului cerut de către minorul emancipat	429
— Dacă este necesar ca minorul emancipat să fie autorizat de către consi- liul de familie la toate actele sale de dispoziție relative la averea sa nemișcătoare	430
— Dacă este necesară părerea consiliului de familie în cazul când se cere punerea sub interdicție a unei persoane	440, 442
— Cum se compune consiliul de familie care urmează să-și dea părerea asupra persoanei a căreia interdicție se cere	441
— Dacă consiliul de familie este chemat a regula forma și condițiunile în cari femeia bărbatului interdict va administra averea sa	452
— Cine este în drept a hotărî dacă cel pus sub interdicție să fie îngrijit în casa sa sau dacă trebuiește așezat în vre-un stabiliment privat sau într'un spital	455
— Cine este dator ca la epoca căsătoriei copiilor unui interzis, să reguleze tot ceea ce privește la înzestrarea lor și la celelalte convențiuni pri- vitoare la căsătoria lor	456
— Dacă consiliul de familie este chemat a-și da avizul său la epoca încetării sau desființării interdicțiunei	457
— Cine este chemat a participa la lucrările relative la cererea de punerea unei persoane sub consiliul judiciar	459
— A se vedea cuvintele: „Minor“, „Minoritate“, „Tutelă“, „Tutor“.	
Consiliu îngrijitor. Dacă tatăl este în drept să orânduească un consiliu îngri- jitor pe lângă rămasa în viață mamă a copiilor săi	345
Consiliu judiciar. În ce cazuri se poate rândui unei persoane un consiliu judiciar	445, 448, 458
— Cine poate provoca punerea unei persoane sub consiliu judiciar	459
— Dacă sunt necesare concluziile procurorului la orânduirea unui consiliu judiciar	460
Consolidare. A se vedea cuvintele: „Legea pentru regularea și consolidarea dreptului de a exploata petrolul și ozocherita“.	
Constituirea dotei. A se vedea cuvintele: „Contract de căsătorie“, „Dota“.	

	Articolul
Constituție. Ce articole din codul civil sunt în legătură cu „Constituția României” . 7, 8, 9, 10, 11, 13, 16, 17, 18, 20, 21, 151, 434, 476, 480, 481, 489, 491, 998, 999, 1000, 1306, 1310, 1412, 1470	
Constrângere corporală. În ce cazuri se poate aplica asupra unui fidejutor constrângerea corporală	1675
Construcțiuni. Cari sunt drepturile proprietarului de a clădi asupra proprietății sale și cum se regulează drepturile sale când a făcut clădiri cu materiale străine, și ale terțelor persoane când au clădit pe proprietăți străine	490-494
— La ce depărtare de proprietatea vecinului poate cine-va clădi un puț, o privată, un cămin sau vatră, un cuptor, o sobă, un ocol de vite, o magazie de sare sau grămezi de materii corosive	610
— A se vedea cuvintele: „Accesiune”, „Clădiri”.	
Consular tarif. Regulamentul tarifului consular	34
Contencios administrativ. Sub ce articole din codul civil se tratează materia contenciosului administrativ	480, 998, 999, 1000
Contestație. Când există posesiune de stat și act de căsătorie, dacă se mai poate contesta de către soți validitatea acestui act	178
— Când soții cari au decedat aveau o posesiune de stat și când copiii născuți din ei au posesiune de stat necontrazisă prin actele de naștere, dacă se poate contesta legitimitatea lor	179
— Când pot propune părțile contestațiile lor asupra actelor și motivelor și apoi asupra fondului în judecarea acțiunii de divorț	231
— Dacă legitimitatea copilului născut după 300 zile de la desfacerea căsătoriei va putea fi contestată	289
— Dacă bărbatul a murit înainte de a tăgădui paternitatea, în ce cazuri și în ce termin vor putea moștenitorii să conteste legitimitatea copilului	291
— Dacă se poate reclama sau contesta o stare civilă de către acel sau contra celui care are o posesiune de stat conformă actului său de naștere	295
— Din ce poate rezulta începutul de dovadă scrisă pentru dovedirea filiațiunii	297
— Prin ce dovezi se poate contesta filiațiunea unui copil	298
— A se vedea cuvintele: „Copii”, „Filiațiune”, „Legitimitate”, „Paternitate”, „Tagadă de paternitate”.	
Continue servituți. A se vedea cuvântul: „Servitute”.	
Contra-inscris. Ce valoare are contra-inscrisul sau actul secret care modifică un act public, între părți și față de terțele persoane	1175
Contractare. A se vedea cuvântul: „Contract”, „Convenție”.	
Contract. Dacă bărbatul se opune a autoriza pe femeie ca să facă vre-un act, cine îi poate da această autorizație și care e procedura	201
— Dacă bărbatul este interzis sau absent, cine autorizează pe femeia căsătorită ca să stea în judecată sau ca să contracteze	204
— Dacă bărbatul este minor, cine autorizează pe femeie ca să stea în judecată sau ca să contracteze	205
— Cine poate cere anularea tocmelilor sau pornirilor de judecată făcute de femeie fără autorizația bărbatului	207
— Care este defunția contractului	942
— Ce este un contract bilateral sau sinalagmatic	943
— Ce este un contract unilateral	944
— Ce este un contract oneros	945
— Ce este un contract gratuit sau de bine-facere	946
— Ce este un contract comutativ	947
— Ce este un contract aleatoriu	947, 1635
— Cari sunt condițiunile esențiale pentru validitatea convențiilor	948

	Articolul
Contract. Cari sunt persoanele cari pot contracta	949
— Cari sunt persoanele incapabile ca să contracteze	950
— Dacă minorul poate ataca angajamentul său pentru cauză de incapacitate	951
— Dacă persoanele capabile de a contracta, pot opune minorului, interzisului sau femeii măritate incapacitatea lor	952
— Dacă eroarea, violența sau dolul viciază consăptământul	953
— In ce cazuri și in ce condițiuni eroarea poate aduce nulitatea unei convențiuni	954
— Dacă violența in contra celui care s'a obligat este o cauză de nulitate, chiar când este exercitată de altă persoană de cât acea in folosul căreia s'a făcut convențiunea	955
— In ce cazuri există violența in contractarea unei obligațiuni	956
— Dacă violența este o cauză de nulitate a convenției chiar dacă ea s'a exercitat asupra soțului sau a soției, asupra descendenților și ascendenților	957
— Dacă simpla temere reverențioasă constituie o cauză de nulitate a convenției	958
— Dacă se poate ataca o convențiune pentru cauza de violență, atunci când după încetarea violenței, ea a fost aprobată tacit sau expres	959
— Când poate fi dolul o cauză de anulare a convențiunei	960
— Dacă dolul se presupune sau trebuiește dovedit	960
— Dacă o convențiune făcută prin eroare, violența sau dol, este sau nu nulă de drept	961
— Care este obiectul convențiunilor	962
— Ce lucruri pot forma obiectul unui contract	963
— Dacă obligația trebuiește să aibă de obiect un lucru determinat, cel puțin in specia sa și dacă cantitatea obiectului poate fi necertă	964
— Dacă lucrurile viitoare pot forma obiectul unei obligații	965
— Dacă se poate face renunțări sau invoiri asupra unei succesiuni nedeschise	965
— Dacă obligațiunea fără cauză, sau fondată pe o cauză falsă sau nelicită, poate avea vre-un efect	966
— Dacă o convențiune este valabilă cu toate că cauza nu e expresă și dacă este presupusă cauza până la dovala contrară	967
— Când se poate spune că o cauză este nelicită	968
— Intre ce persoane pot produce efect convențiunile legal făcute	969, 973
— In ce mod trebuieșc executate convențiunile și la ce obligații dau naștere	970
— Cum se transmite proprietatea sau dreptul in contractele cari au de obiect translațiunea proprietății sau unui alt drept real și in cazul când nu s'a făcut tradițiunea, in a cui rizico-pericol rămâne lucrul	971
— Când un lucru mobil a fost vândut succesiv la două persoane diferite, care din ele trebuiește preferită	972
— Dacă creditorii pot exercita in numele debitorului lor toate drepturile și acțiunile acestuia	974
— Dacă creditorii pot in numele lor personal, să atace actele viclene încheiate de debitorul lor in prejudiciul lor și in ce condițiuni	975, 976
— Ce norme se urmează in interpretarea contractelor	978
— Dacă terminii contractului sunt susceptibili de două înțelesuri, cum urmează a fi interpretat	979
— In ce mod se interpretează dispozițiunilor îndoiioase din contract	980, 983
— Dacă se subînțeleg clauzele obicinuite într'un contract	981
— Dacă toate clauzele din o convențiune trebuieșc interpretate unele prin altele	982
— In caz de îndoială, in favoarea cui se interpretează convențiunea	983
— Dacă o convențiune poate cuprinde alte lucruri de cât cele asupra cărora părțile și-au propus a contracta	984

Contract. Când într'un contract s'a pus anume un caz pentru a se explica obligațiunea, dacă se poate susține că prin aceasta s'a restrâns întinderea ce angajamentul ar avea de drept în cazurile neexprese	985
— A se vedeă cuvintele: „Abitațiune“, „Acțiune de anulare“, „Anulare“, „Obligațiuni“, „Cuasi-contracte“, „Uz“, „Uzuct“.	
Contract aleatoriu. A se vedeă cuvintele: „Aleatoriu contract“.	
Contract de amanet. A se vedeă cuvântul: „Amanet“.	
Contract de antichreză. A se vedeă cuvântul: „Antichreză“.	
Contract de arendare. A se vedeă cuvintele: „Arendare“, „Locațiune“.	
Contract de căsătorie. Dacă la celebrarea unei căsătorii, trebuie să interpelezi soții dacă au făcut contract de căsătorie	61
— Dacă se menționează în actul de căsătorie despre existența contractului de căsătorie	62
— Ce valabilitate are autorizația bărbatului dată în mod general chiar prin contractul de căsătorie	206
— Ce drepturi au creditorii de a ataca actele viclene făcute de debitor în prejudiciul drepturilor lor și ce aplicație se face a acestui principiu în materie de contract de căsătorie	785, 975, 976
— Dacă prin contractul de căsătorie se poate renunța la succesiunea unui om în viață sau se pot înstrăina drepturile eventuale ce s'ar putea dobândi asupra unei succesiuni sau să se schimbe ordinea legală a succesiunilor	702, 1226
— Dacă donațiunile făcute în favoarea căsătoriei se pot revoca pentru cauză de ingratitude	835
— Dacă sunt supuse la vre-o formalitate donațiunile făcute soților sau unuia dintr'inșii prin contractul de căsătorie	932
— Dacă donațiunea făcută soților prin contractul de căsătorie, poate avea de obiect bunuri viitoare	933
— În ce cazuri se pot revoca donaț. făcute soților prin contract. de căsătorie	933
— Dacă prin contractul de căsătorie se poate face soților sau unuia dintr'inșii, cumulativ donațiunea bunurilor prezente și viitoare sau a unei părți numai din aceste bunuri, ce formalități se cer a se face și cari sunt efectele	934, 935
— Dacă soții pot să-și facă reciproc prin contractul de căsătorie sau numai unul altuia ori ce donațiune	936
— Dacă donațiunea între soți este sau nu revocabilă	937
— Dacă soțul care ar avea copii dintr'o altă căsătorie, poate dona și în ce măsură bunurile sale soțului cu care trece în a doua căsătorie	939
— Dacă sunt valabile donațiunile deghizate între soți sau făcute prin persoane interpuse	940
— Ce persoane sunt reputate a fi interpuse în donațiunile dintre soți	941
— Dacă minorul are acțiunea în resciziune contra convențiunilor făcute în contractul de căsătorie, dacă acesta s'a făcut cu consămtământul aceluia, al căror consămtământ este cerut pentru validitatea căsătoriei sale	1161
— Cum se guvernează asociațiunea conjugală când părțile nu au făcut convențiuni speciale	1223
— Dacă sunt permise și în ce condițiuni, orice convențiuni matrimoniale între soți	1224
— Dacă prin contractul de căsătorie se pot modifica drepturile pe care le dă legea aceluia dintre soți care supraviețuește celuilalt	1225
— Cum se guvernează asociațiunea conjugală când părțile declară în contractul lor de căsătorie că adoptă regimul dotal	1227
— Unde și cum se încheie și autentifică convențiunile matrimoniale	1228

	<u>Articla</u>
Contract de căsătorie. Dacă înainte de celebrarea căsătoriei se pot modifica sau schimba contractele de căsătorie și în ce condițiuni	1229
— În ce condițiuni pot fi opozabile terțelor persoane modificările sau schimbările aduse contractelor de căsătorie	1230
— Dacă sunt valabile contractele de căsătorie încheiate de minorii cari sunt capabili a se căsători	1231
— De când încep a-și produce efectele, contractele de căsătorie	1232
— Dacă se poate stipula o societ. de achizițiuni prin contractul de căsătorie	1287
— Ce efect produce între soți stipularea în contractul de căsătorie a unei societăți de achizițiuni	1288
— Cum se consideră mobilele care nu au fost inventariate fie la epoca căsătoriei, fie la epoca dobândirii lor de către unul dintre soți	1289
— Cum se formează fondul comun al societății de achizițiuni între soți	1290
— Când încetează sarcinile căsătoriei, cum trebuie să se împartă între soți, fondul comun care compune asociațiunea lor de achizițiune 1291, 1292, 1293	
— A se vedea cuvintele: „Dotă“, „Parafernă“.	
Contract de comodat. A se vedea cuvântul: „Comodat“.	
Contract de depozit. A se vedea cuvântul: „Depozit“.	
Contract de fidejusiune. A se vedea cuvântul: „Fidejusiune“.	
Contract de împrumut. A se vedea cuvântul: „Împrumut“.	
Contract de locațiune. A se vedea cuvântul: „Locațiune“.	
Contract de mandat. A se vedea cuvântul: „Mandat“.	
Contract de rentită pe viață. A se vedea cuvântul: „Rentită“.	
Contract de schimb. A se vedea cuvântul: „Schimb“.	
Contract de societate. A se vedea cuvântul: „Societate“.	
Contract de tranzacție. A se vedea cuvântul: „Tranzacție“.	
Contract de vânzare. A se vedea cuvântul: „Vânzare“.	
Contract pignorativ. Ce înseamnă contract pignorativ și dacă e permis a se încheia	1689, 1701
Contravenție. Cari sunt contravențiile la regulile prescrise în materie de acte de stare civilă	174, 175
— A se vedea cuvintele: „Amendă“, „Pedeapsă“, „Sancțiune“.	
Controlul străinilor. A se vedea cuvintele: „Legea pentru controlul străinilor“.	
Contumacie. Dacă bărbatul este căzut sub o condemnație criminală, chiar în contumacie, cine autorizează pe femeie în timpul cât ține osânda pentru a face acțiuni și contracte	203
Convențiuni. Dacă prin convențiuni se pot aduce derogări la legile care interesează ordinea publică și bunele moravuri	5
— În caz de divorț prin consimțământ mutual, ce tocmeală în scris, trebuie să facă soții în privința copiilor și a pensiei de întreținere a femeii	250
— A se vedea cuvântul: „Contract“.	
Convențiuni matrimoniale. A se vedea cuvintele: „Dotă“, „Parafernă“.	
Conviețuire. În caz de lipsă de consimțământ la căsătorie, ce termen de conviețuire între soți se cere pentru a se respinge cererea de anulara căsătoriei	163
— A se vedea cuvântul: „Coabitare“.	
Copartăș. Cum conservă privilegiul unul dintre copărtași pentru garantarea lotului său	1741
— A se vedea cuvintele: „Impărțală“, „Partaj“.	
Copie legalizată. Unde se înscriu hotărârile de adopțiune și cele de revocarea ei, după a cui cerere se face înscrierea și cari sunt sancțiunile în caz de neurmărire	323

	Articolul
Copie legalizată. A se vedea cuvintele: „Act autentic“, „Legalizată copie“.	
Copii. Dacă un copil născut din români în țară străină este român	10
— Cum redobândește calitatea de român, copilul născut în țară străină din români cari ar fi pierdut calitatea de român	10
— Unde, în ce termen și cum se face declarația de naștere a unui copil	41
— Cine face declarația de naștere	42
— Dacă sunt necesari martori la redactarea actelor de naștere	42
— Ce mențiuni trebuiesc să cuprindă actele de naștere	43
— Cine redactează actul de naștere al unui copil născut pe un vas român și cari sunt formalitățile	45
— Cari sunt formalitățile de îndeplinit în privința actului de naștere al unui copil născut pe un vas român, când acest vas ajunge într'un port român	46
— Cari sunt formalitățile de îndeplinit în privința actului de naștere al unui copil născut pe un vas român, când acest vas ajunge într'un port străin	47
— Unde se înscrie actul de recunoașterea unui copil	48
— În ce termen copiii și descendenții în linie dreaptă ai absentului, pot cere restituirea averii absentului	118
— Cui se încredințează creșterea și educația copiilor absentului	124-125
— Cu cine nu se poate căsători copilul adoptat	147-148
— Când soții cari au decedat aveau o posesiune de stat și când copiii născuți din ei au posesiune de stat necontrazisă prin actul de naștere, dacă se poate contesta legitimitatea lor	179
— Când dovada celebrării legale a căsătoriei, se află dobândită prin rezultatul vre-unei proceduri criminale, ce efecte în privința soților și copiilor produce înscrierea sentinței în registrele de stare civilă	180
— Dacă o căsătorie s'a declarat nulă, ce efecte produce și în ce condițiuni față de soți și față de copii	183
— Dacă o căsătorie s'a declarat nulă și există buna credința numai din partea unuia dintre soți, ce efecte produce față de soți și față de copii	184
— Ce îndatoriri contractează soții față de copii prin faptul căsătoriei lor	185
— Dacă pot cere copiii dela părinții lor vre-o parte din avere, spre a se căsători sau a-și creaa vre-un stabiliment	186
— Ce îndatorire de alimentație au copiii față de părinții și ascendenții lor	187
— Ce îndatorire de alimentație au ginerii și nurorile față de socrii lor și în ce cazuri încetează această îndatorire	188
— Ce se întâmplă dacă părinții nu mai pot să-și execute obligația de a plăti în bani pensiunea de întreținerea copiilor lor	193
— Dacă copiii părților pot fi ascuțați ca marturi în judecarea unei acțiuni de divorț	234
— Cui se încredințează în mod provizoriu copiii în acțiunea de divorț	249
— În caz de divorț prin consimțământ mutual, ce tocmeală în scris trebuiesc să facă soții în privința copiilor și a pensiunii de întreținerea femeii	259
— Ce acte sunt obligați să depue soții în caz de divorț prin consimțământ mutual	262
— Cui se încredințează copiii după pronunțarea despărțeniei și cine își dă părerea în această privință	282
— După pronunțarea divorțului și încredințarea copiilor unuia dintre soți, sau unei a treia persoană, ce drepturi și îndatoriri au tatăl și mama în privința copiilor	283
— Dacă divorțul poate lipsi pe copii de foloasele ce le-au avut asigurate de legi sau prin contractul de căsătorie	284
— Cari sunt efectele divorțului în privința drepturilor copiilor, asupra averii	

	Articuli
soților, în caz de divorț prin consimțământ mutual și asupra averii soțului vinovat, în caz de divorț pentru cauză determinată și cari sunt formalitățile de îndeplinit pentru realizarea acestor drepturi . . .	285
Copii. Cine este tatăl copilului conceput în timpul căsătoriei și în ce cazuri bărbatul va putea tăgădui paternitatea	286
— Dacă bărbatul poate tăgădui paternitatea sub cuvânt de neputință trupească și în ce cazuri o va putea tăgădui pentru cauză de adulter	287
— În ce cazuri bărbatul nu va putea tăgădui paternitatea copilului născut mai înainte de 180 zile de la data căsătoriei	288
— Dacă legitimitatea copilului născut după 300 zile de la desfacerea căsătoriei, va putea fi contestată	289
— În ce termen trebuie să introducă bărbatul acțiune în tăgădui paternitate	290
— Dacă tatăl a murit înainte de a tăgădui paternitatea, în ce cazuri și în ce termen vor putea moștenitorii să conteste legitimitatea copiilor	291
— Cum se dovedește filiațiunea copiilor legitimi	292
— Dacă în lipsă de titlu, se poate dovedi filiațiunea copiilor legitimi prin posesiune de stat	292
— În ce moduri se dovedește posesiunea de stat de copil legitim	294
— Dacă se poate reclama sau contesta o stare civilă de către acel sau contra celui care are o posesiune de stat conform actului său de naștere	295
— Dacă se poate face dovada filiațiunei cu marturi, în lipsă de titlu și de posesiune de stat, sau dacă copilul a fost înscris sub nume mincinoase sau din părinți necunoscuți, în cazul când există un început de dovadă	296
— Din ce poate rezulta începutul de dovadă scrisă pentru dovedirea filiației	297
— Prin ce dovezi se poate contesta filiațiunea unui copil	298
— Ce tribunale sunt competente pentru a judeca reclamațiile privitoare la starea civilă	299
— Dacă chestiunea suprimării stării civile, înainte de a veni înaintea unei instanțe penale, trebuie să fie rezolvată în mod definitiv înaintea unei instanțe civile	300
— Dacă se poate prescrie acțiunea pentru reclamația stării civile în privința copilului	301
— În ce cazuri și în ce termen vor putea să intente acțiune pentru reclamația stării civile, moștenitorii copilului	302, 303
— Ce condițiuni se cer în privința vârstei, pentru părțile ce iau parte la o adopțiune	309
— Cari sunt efectele adopțiunei în privința căsătoriei adoptatului și adoptatorului	313
— Cari sunt efectele adopțiunei în privința succesiunei adoptatorului și a rudelor sale	315
— Dacă adoptatul moare fără descendenți, cine are dreptul la succesiunea sa	316
— Dacă adoptatul moare, lăsând copii sau descendenți și aceștia mor fără posteritate, cine are dreptul de succesiune asupra lucrurilor dăruite de adoptator	317
— Dacă copilul la orice vârstă a sa, este dator să onoreze și să respecte pe tatăl și pe mama sa	325
— Până la ce dată rămâne copilul sub autoritatea tatălui	326
— Cine exercită puterea părintească asupra copiilor, în timpul căsătoriei	327
— Dacă poate copilul să părăsească casa părintească, fără voia tatălui său	328
— Dacă tatăl va avea motive de nemulțumire foarte grave asupra purtării copilului său, ce mijloace de îndreptare poate să întreprindă	329-334

Copii. Mama văduvă care nu se va fi măritat din nou, ce mijloace de îndreptare va avea când are motive de nemulțumire foarte grave asupra purtării copiilor sei	331, 335
— Când copilul are averea sa proprie sau când exercită vre-o profesiune sau meserie, ce măsuri de îndreptare vor avea părinții sei, când au motive de nemulțumire foarte grave asupra purtării copilului lor	336
— Dacă mama are drepturi de corecțiune asupra copiilor sei naturali, legalmente recunoscuți	337
— Cine conservă dreptul de folosință asupra averei copiilor în timpul și după desfacerea căsătoriei și până la ce dată	338
— Ce sarcine impune părinților, dreptul lor de folosință asupra averei copiilor lor minori	339
— Dacă există dreptul de folosință asupra averei copiilor lor, pentru părinții în contra cărora s'a pronunțat despărțenia	340
— Dacă mama care trece în a doua căsătorie, păstrează dreptul de folosință asupra averei copiilor sei, rezultați din prima căsătorie	340
— Asupra cărei averi a copiilor, părinții nu au dreptul de folosință	341
— Dacă un copil conceput are dreptul a moșteni	654
— Dacă un copil născut mort, are calitatea să poată moșteni	654
— Dacă copiii unui nedemn vin la succesiune și în ce condițiuni	658
— A se vedea cuvintele: „Minor“, „Minoritate“, „Tutelă“.	
Copil adoptat. A se vedea cuvintele: „Adopțiune“, „Copii“.	
Copii găsiți. Ce naționalitate au copiii găsiți pe teritoriul român, fără tată și mamă cunoscuți	8
— Când cine-va găsește un copil nou născut, cui este dator a-l încredința și ce lucrare se încheie și de către cine, cu această ocaziune	44
Copil legitim. A se vedea cuvintele: „Copii“, „Copii naturali“.	
Copii legitimați. A se vedea cuvintele: „Copii“, „Copii naturali“.	
Copii naturali. Cu a cui consimțământ se va putea căsători copilul natural minor, ce-și va fi pierdut pe mama sa, sau a căruia mamă se va afla în neputință de a-și manifesta dorința sa	141
— Cum se legitimează copiii născuți sau concepuți în afară de căsătorie	304
— Cum se recunosc copiii născuți sau concepuți în afară de căsătorie și ce formalități trebuiesc îndeplinite cu actul de recunoaștere	304
— Dacă legitimarea prin căsătorie subsequentă se poate face chiar în folosul copiilor decedați, în cazul când ei au lăsat descendenți	305
— Cari sunt efectele legitimării copiilor naturali prin căsătorie subsequentă	306
— Dacă este permisă cercetarea paternității și în ce cazuri se poate face	307
— Dacă este permisă cercetarea maternității și ce dovezi trebuiesc făcute	308
— Dacă mama are drepturi de corecțiune asupra copiilor sei naturali, legalmente recunoscuți	337
— Dacă copiii naturali sunt asimilați cu copiii legitimi când vin la succesiunea mamei lor și a colateralilor lor	652
— Dacă copiii naturali, chiar când căsătoria ar fi oprită între mama și tatăl lor, moștenesc pe mama lor, pe ascendenții și colateralii mamei, ca și copiii legitimi	677
— Cine moștenește pe copiii naturali încetați din viață fără posteritate	678
— A se vedea cuvintele: „Căsătorie“, „Copii“.	
Coproprietate. Dacă un coerede este în drept ca oricând să ceară împărțirea moștenirii	728, 729
— Cum se procedează la împărțirea unui lucru comun, de către coproprietari	1388, 1390
— Cum conservă coproprietarii privilegiul lor asupra lucrului pus în licitație	1741
— Dacă partea nediviză a unui erede în imobilele succesiunii, poate fi urmărită de creditorii sei personali	1825

Coproprietate. A se vedea cuvintele: „Impărțeală“, „Succesiune“.	
Corecțiune. A se vedea cuvintele: „Copii“, „Putere părintească“.	
Cotitate disponibilă. A se vedea cuvintele: „Donațiune“, „Succesiune“.	
Cotutor. A se vedea cuvintele: „Căsătorie“, „Copii“, „Minoritate“, „Tutelă“.	
Creanță. Cum se constituie amanetul asupra mobilelor necorporale, cum sunt creanțele mobiliare	1687
— A se vedea cuvintele: „Creditor“, „Debitor“.	
Creanță privilegiată. Ce înseamnă o creanță privilegiată	1722
— Intre mai mulți creditori cu privilegiu, cui se dă preferința	1723
— Intre mai mulți creditori privilegiați, având acelaș rang, cum se va regula preferința	1724
— Cum se regulează creanța privilegiată a tezaurului public	1725
— Cum se regulează creanța privilegiată a tezaurului public, față de creanțele privilegiate dobândite mai dinainte, de terțe persoane	1725
— Asupra căror bunuri se pot constitui privilegiile	1726
— Cari sunt creanțele privilegiate care se întind atât asupra mobilelor cât și asupra imobilelor	1727
— Cum pot fi privilegiile asupra unor mobile	1728
— Cari sunt creanțele privilegiate generale asupra mobilelor	1729
— Cari sunt creanțele privilegiate asupra oarecărui mobile	1730
— Care este rangul creanțelor privilegiate asupra mobilelor, la caz de concurs între ele	1731-1736
— Cari sunt creanțele privilegiate asupra imobilelor	1737
— Cum se conservă privilegiile	1738
— Dacă creanțele arătate la art. 1729 cod civil sunt scutite de formalitatea inscripției	1739
— Cum își conservă privilegiul său, vânzătorul cu privilegiu	1740
— Cum își conservă privilegiul său asupra bunurilor cuprinse în fiecare lot sau asupra lucrului pus în licitație, coeredele sau copărtașul la o împărțeală	1741
— Cum își conservă privilegiul lor, arhitecții, antreprenorii, pietrarii și alți lucrători întrebuințați pentru a zidi, a reconstrui, a repara edificii, canale sau alte opere și acei cari au împrumutat bani pentru a indemniza persoanele de mai sus	1742
— Cum își conservă privilegiul lor, creditorii și legatarii cari cer separațiunea patrimoniului defunctului	1743, 1744
— Ce valabilitate au creanțele privilegiate supuse la formalitatea inscripțiunii, în privința cărora nu s'ar fi îndeplinit condițiunile prescise pentru conservarea privilegiului	1745
— A se vedea cuvintele: „Creditor“, „Debitor“, „Inscripțiune“, „Ipotecă“, „Privilegiu“, „Purga“.	
Credință. Dacă soții își datoresc unul altuia: credință, sprijin și ajutor	194
— A se vedea cuvintele: „Buna credință“, „Rea credință“.	
Creditori. Cari sunt efectele divorțului în privința drepturilor copilor asupra averii soților, în caz de divorț prin consimțământ mutual și asupra averii soțului vinovat, în caz de divorț pentru cauză determinată și cari sunt formalitățile de îndeplinit pentru realizarea acestor drepturi și opozabilitatea față de creditorii soților	285
— Dacă creditorii uzufructuarului sunt în drept a cere anularea renunțării făcută de uzufructuar în dauna lor	562
— Dacă creditorii moștenitorului, care renunță la succesiune, sunt în drept a accepta succesiunea în locul său	699
— Dacă creditorii moștenirii sunt în drept a cere ca moștenitorul beneficiar să depună o cauțiune pentru prețul mișcătoarelor cuprinse în inventar	718

	Articolul
Creditori. Cum plătește eredele beneficiar pe creditorii succesiunii	719
— Cum se regulează dreptul creditorilor succesiunii față de eredele beneficiar, atunci când ei se prezintă după lămurirea socotelilor și înaintea ei	720
— In contra cui exercită creditorii succesiunii recursul lor, când s'au plătit de eredele beneficiar o parte din datorii și legate	720-722
— Dacă creditorii au dreptul a cere punerea sub peceți a efectelor succesiunii	731
— Dacă și în ce condițiuni creditorii sunt în drept a face opoziție la aplicarea peceților pe efectele succesiunii, fără să aibă un titlu executor	732
— Dacă creditorii pot interveni la operațiile unei împărțeli	736, 785
— Dacă creditorii sunt în drept să ceară raportul din partea moștenitorilor	763
— Creditorii cari au obținut titluri executorii în contra defunctului, în ce termen pot executa aceste titluri contra moștenitorilor	780
— Dacă creditorii succesiunii au dreptul a cere și în ce termen anume, separația de patrimoniu a defunctului de acela al erezilor	781-783
— Dacă creditorii eredelui au dreptul a cere separația patrimoniilor în contra creditorilor succesiunii	784
— Dacă creditorii unuia dintre copărtași au dreptul să atace împărțeala făcută și dacă pot cere să fie prezenți la împărțeală	785
— Dacă creditorii pot exercita în numele debitorilor lor acțiune	974
— Dacă creditorii pot exercita în numele lor personal acțiune pentru a ataca actele viclene făcute de debitorul lor în prejudiciul drepturilor lor	975
— Cari sunt restricțiunile ce se aduc dreptului creditorilor, de a ataca în numele lor personal actele viclene făcute de debitorii lor în prejudiciul drepturilor lor	976
— Dacă există acțiune în restituire contra creditorilor cari cu bună credință au primit o plată din eroare de la acela care nu o datora, și au desființat titlul lor de creanță	993
— Dacă există acțiune în restituire contra creditorilor cari au primit plata cu rea credință	994
— In ce cazuri și în ce condiții actele de recunoșterea unei datorii, constatată printr'un titlu, pot face probă despre datorie și dispensează pe creditorii de prezentarea titlurilor originale	1189
— Dacă creditorii femeii măritate pot cere separația patrimoniilor pentru cauză că dota este în mare pericol	1257
— Dacă creditorii soțului pot cere anularea separației de patrimoniu și să invoace nulitatea ei	1259, 1264
— Dacă creditorii soțului pot interveni în proces spre a contesta cererea de separație de patrimonii	1261
— A se vedea cuvintele: „Abandonare“, „Acțiune de anulare“, „Adjudecare“, „Amanet“, „Antichreză“, „Cesiune“, „Compensație“, „Confuziune“, „Creanță privilegiată“, „Debitor“, „Executare“, „Expropriere“, „Fidejusiune“, „Ipotecă“, „Licitație“, „Novațiune“, „Obligațiune“, „Ofertă de plată“, „Plată“, „Prescripție“, „Privilegiu“, „Remiterea datoriei“, „Solidaritate“, „Subrogație“, „Urmărire“.	
Creștere. A se vedea cuvintele: „Copii“, „Educație“, „Intreținere“.	
Creșteri de pământ. A se vedea cuvintele: „Accesiune“, „Aluviune“.	
Creștini. Cum dobândeau calitatea de cetățean român, cei cari erau de rit creștin	9
Crimă. Dacă vre-una din cauzele de divorț dă loc la urmărire criminală din partea Ministerului public, atunci acțiunea de divorț se va suspenda până la intervenirea hotărârei Curții cu Jurați	27

Crimă. A se vedea cuvintele: „Muncă silnică“, „Pedeapsă“, „Recluziune“.	
Criminal. A se vedea cuvântul: „Penal“.	
Criminală pedeapsă. Dacă bărbatul este căzut sub o condamnare criminală, chiar în contumacie, cine autorizează pe femei, în timpul cât ține osânda, ca să facă acțiuni și să contracteze	203
Criminală pricină. Dacă femeea are nevoie de autorizația bărbatului când este urmărită în pricini criminale	193
Criminală procedură. Când dovada celebrării legale a căsătoriei, se află dobândită prin rezultatul vreunei proceduri criminale, ce efecte produce înscrierea sentinței în registrele de stare civilă, în privința soților și a copiilor	180
Cruzimi. Dacă se poate cere divorțul, pentru excese, cruzimi sau insulte grave	212
Cuartir-maestru. Cine îndeplinește oficiul de ofițer de stare civilă în caz de război sau tulburări pentru militari sau alte persoane în serviciul armatei	74
— Cine redactează actele de moarte ale militarilor, în caz de război sau tulburări	81
— Cine primește, și cari sunt formalitățile, actele de moarte ale militarilor încetați din viață în spitalele militare	82
Cuasi-contract. Care este definiția cuasi-contractului în codul civil	986
— Până la ce dată este obligat a continua administrația, acel care gerează interesele altuia fără știrea proprietarului	987, 988
— Ce îngrijire trebuie să dea gerantele în administrarea intereselor altuia	989
— Dacă gerantul este răspunzător, când afacerea s'ar compromite	990
— Dacă stăpânul este obligat a respecta obligațiile contractate de gerant și să-i plătească acestuia cheltuelile utile și necesare ce a făcut	991
— Cum se regulează dreptul de restituire, când cineva, din eroare sau cu bună știință, primește ceea ce nu i se datorește și care sunt efectele cu privire la înstrăinarea lucrului	992-997
Cuasi-delict. Care este responsabilitatea cuiva de prejudiciul cauzat prin faptul seu sau al persoanelor sau lucrurilor puse sub paza sa	998-1003
— Dacă minorul are acțiune în resciziune contra obligațiilor ce rezultă din delictele sau cuasi-delicturile sale	1162
— A se vedea cuvintele: „Delict“, „Responsabilitate“.	
Culpă. Dacă vinderea nu s'a executat prin culpa uneia din părțile contractante, ce efect are acest fapt asupra convenției accesorii a arvunei	1298
— Cari sunt obligațiile creditorului cu privire la lucrul amanetat	1691
— A se vedea cuvintele: „Amanet“, „Comodat“, „Depozit“, „Dotă“, „Mandat“, „Obligațiune“, „Responsabilitate“, „Societate“, „Uzfruct“.	
Cumnați. Intre ce grade de rudenie, în linie colaterală, este oprită căsătoria	144
— Cine dă dispensă și pentru ce motive, la căsătoria între cumnați și cumnate	150
— Dacă în consiliul de familie al unei tutele intră de drept membri, cumnații minorului	358
Cumpărare. Dacă femeea poate înstrăina, ipoteca averea sa parafernala, sau dobândi avere fără autorizația soțului	199
— A se vedea cuvintele: „Dobândire“, „Femeie măritată“, „Instrăinare“, „Minoritate“, „Vânzare“.	
Curatelă. Care este domiciliul majorului interzis	93
— Cine numește un curator pentru a reprezenta pe cei presupuși absenți	99
— Cu cine nu se poate căsători copila minoră aflată sub tutelă	149
— În ce condițiuni poate forma tutorul sau curatorul opoziție la căsătorie	156
— Cine numește pe curatorul unui minor emancipat și ce atribuțiuni are	425, 815

	<u>Articolul</u>
Curatelă. După a cui cerere se numește un curator imobilului ipotecat, delăsător de cel ce-l posedă	1797
Curator. A se vedea cuvintele: „Curatelă“, „Succesiune“.	
Curte cu jurați. Când vre-una din cauzele de divorț, dă loc la urmărirea criminală din partea Ministerului Public, dacă acțiunea de divorț trebuie suspendată până la intervenirea hotărârii Curții cu jurați . . .	217
— Ce formalități trebuie să se îndeplinească atunci când divorțul se cere pentru că unul dintre soți, se află condamnat la muncă silnică sau reclusiune	243
Curte de Apel. In caz când se face apel contra hotărârii de divorț, cum va judeca apelul Curtea de Apel	244
— De când curge termenul în care trebuie să se prezinte decizia de divorț la ofițerul de stare civilă pentru înscriere	247
— Când copilul va avea averea sa proprie sau când exercită vre-o meserie sau profesiune, ce mijloace de îndreptare vor avea părinții sei când au motive de nemulțumire foarte grave asupra purtării copilului lor	336
— A se vedea cuvântul: „Apel“.	
Curte de Casație. A se vedea cuvintele: „Legea pentru Curtea de Casație și Justiție“, „Recurs“.	

D

Dar. A se vedea cuvintele: „Donație“, „Dotă“.	
Dar manual. Dacă există în dreptul nostru daruri manuale	813
— A se vedea cuvintele: „Donație“, „Dotă“.	
Data. Dacă actul de naștere trebuie să cuprindă data și locul nașterii . . .	43
— Dacă actul de recunoașterea unui copil trebuie înscris și unde anume	48
— Dacă procesul-verbal încheiat pentru facerea publicațiilor de căsătorie trebuie să cuprindă data facerii lor	49
— Cari sunt efectele divorțului în privința dreptului copiilor asupra averii soților, în caz de divorț prin consimțământ mutual și asupra averii soțului vinovat, în caz de divorț pentru cauză determinată și cari sunt formalitățile de îndeplinit pentru realizarea acestor drepturi	285
— In ce cazuri și în ce condițiuni, actele de recunoașterea unei datorii, constatată printr'un titlu, pot face probă despre datorie și dispensează pe creditor de prezentarea titlurilor originale	1189
— A se vedea cuvintele: „Dată certă“.	
Dată certă. In ce caz un act sub semnătură privată dobândește data certă opozabilă terțelor persoane	1182
— Pentru a exista dreptul de preferință al creditorului amanetar, ce formalități trebuie să se îndeplinească	1686
— Cum se constituie amanetul asupra mobilelor necorporale, cum sunt creanțele mobiliare	1687
— A se vedea cuvintele: „Act autentic“, „Act sub semnătură privată“, „Dată“, „Inscripțiune“, „Ipotecă“, „Transcripțiune“, „Vânzare“.	
Datorii. Cari sunt drepturile și datoriile respective ale soților	194-208
— A se vedea cuvintele: „Căsătorie“, „Drepturi“, „Obligație“.	
Datorie. Când poate avea loc remiterea datoriei	1138
— Dacă remiterea lucrului dat ca siguranță a datoriei, face a se presupune remiterea datoriei	1139
— Dacă remiterea titlului original sau a copieii legalizate de pe titlu făcute unuia dintre debitori, are acelaș efect față de toți ceilalți debitori	1140
— Dacă remiterea sau descărcarea expres făcută în folosul unuia dintre codebitorii solidari, liberează pe toți ceilalți codebitori	1141

	<u>Articolul</u>
Datorie. Dacă remiterea sau descărcarea expresă făcută de creditor debitorului principal, liberează pe debitorul principal	1142
— Dacă descărcarea acordată fidejursorului liberează pe debitorul principal	1142
— Dacă creditorul este obligat a scădea debitorului principal, ceea ce a primit de la fidejursor	1142
— A se vedea cuvintele: „Creanță privilegiată“, „Dotă“, „Imprumut“, „Ipotecă“, „Privilegiu“, „Succesiune“.	
Daune-interese. Dacă proprietarul pământului a făcut construcții, plantații și lucrări cu materialuri străine, ce drepturi are proprietarul acelor materiale	493
— Dacă plantațiile, construcțiile și lucrările au fost făcute de către o a treia persoană cu materialurile ei pe pământ străin, ce drepturi are proprietarul pământului și proprietarul materialelor	494
— Dacă cei ce vor întrebuința materii străine fără știrea proprietarilor, pot fi condamnați la daune-interese și urmăriți pe cale penală	515
— Dacă orice faptă a omului care cauzează cuiva un prejudiciu da loc la desdaunare	998
— Dacă cineva este răspunzător de dauna cauzată altuia prin neglijența sau imprudența sa	999
— Dacă cineva este răspunzător de dauna cauzată altuia prin faptul persoanelor de cari răspund sau de lucrurile ce sunt sub paza sa	1000
— Dacă tatăl și mama sunt răspunzători de dauna cauzată de copiii lor minori	1000
— Dacă stăpânii și comitenții sunt răspunzători de dauna cauzată de servitorii și prepușii lor în funcțiunile ce li s'au încredințat	1000
— Dacă institutorii și artizanii sunt răspunzători de dauna cauzată de elevii și ucenicii lor, în timpul când se găesc sub privityherea lor	1000
— Dacă proprietarul unui animal sau acela care se servește de dânsul, este răspunzător de dauna cauzată de animal	1001
— Dacă proprietarul unui edificiu, este răspunzător de dauna cauzată prin ruina edificiului său	1002
— Când delictul sau cuasi-delictul este imputabil la mai multe persoane, dacă ele sunt ținute solidar pentru despăgubiri	1003
— Dacă neîndeplinirea obligațiunilor contractate de una din părți, aduce după sine condamnarea sa la daune-interese și în ce condițiuni	1020, 1021, 1075, 1078, 1082
— Când pot fi considerate ca datorite, daunele-interese	1081
— Dacă poate fi loc la acordarea de daune-interese, când din o cauza de forța majoră sau caz fortuit, debitorul a fost împedecat de a da sau de a face aceea la care se obligase sau a făcut aceea ce era oprit	1083
— Ce pot cuprinde daunele-interese ce sunt datorite creditorului	1084
— Când debitorul nu-și îndeplinește obligația, de ce daune răspunde	1085, 1086
— Dacă pot fi micșorate sau majorate daunele cari au fost fixate prin convențiune, în caz de neexecutarea convenției	1087
— În ce consistă daunele ce se pot acorda la obligațiunile cari au de obiect o sumă de bani	1088
— Dacă advocații se pot face cesionari de drepturi litigioase, cari sunt în competența Curții de apel în a cărei circumscripție își exercita funcțiunea lor și care este sancțiunea	1309
— Cari sunt drepturile proprietarului în cazul când arendașul nu-și îndeplinește obligațiile decurgând din lege sau din contractul de arendare	1455
— A se vedea cuvintele: „Accesiune“, „Amanet“, „Antichreză“, „Arendare“, „Clauză penală“, „Comodat“, „Cuasi-delict“, „Delict“, „Depozit“, „Despăgubiri“, „Fidejusiune“, „Grefier“, „Locațiune“, „Mandat“, „Prejudiciu“, „Responsabilitate“, „Societate“, „Uzuctuct“, „Vânzare“.	

	Articolul
Daune cominatorii. In ce cazuri se pot acorda daunele cominatorii	1073, 1075
Debitor. A se vedeă cuvintele: „Abandonare“, „Adjudecare“, „Amanet“, „Anti-chreză“, „Cesiune“, „Contract“, „Creanță“, „Creditor“, „Expropriere“, „Executare“, „Ipotecă“, „Licitație“, „Obligație“, „Urmărire“.	
Deces. A se vedeă cuvintele: „Act de moarte“, „Act de stare civilă“, „Incetare din viață“, „Moarte“.	
Decizie. A se vedeă cuvintele: „Hotărire“, „Sentință“.	
Decizoriu. A se vedeă cuvântul: „Jurământ“.	
Declarație. Unde și in ce termin se face declarația de naștere a unui copil	41
— Unde se face declarația și încredințarea unui copil găsit	44
— Unde se face și sub ce formalități, declarația proiectului de căsătorie	49
— Cum se înlocuiesc actele de naștere și de moarte necesare la celebrarea unei căsătorii	57
— Dacă in actul de căsătorie trebuie trecută declarația soților de consimțământ	62
— De cine și cum se face declarația decesului unei persoane	64
— Unde și cum se face declarația de schimbare de domiciliu	89
— In lipsă de declarație expresă, din ce împrejurări depinde intenția schimbării domiciliului	90
— A se vedeă cuvintele: „Absență“, „Act de stare civilă“, „Emancipație“.	
Decret-lege. A se vedeă cuvântul „Lege“.	
Delegațiune. In ce caz poate avea loc delegația dată de debitor creditorului său pentru a percepe veniturile imobilului său	1831
Deliberațiune. Cum se face deliberațiunea eredului pentru acceptarea succesiunii 706, 711	
— A se vedeă cuvintele: „Consiliu de familie“, „Copii“, „Minoritate“, „Tutelă“.	
Delict. Dacă chestiunea suprimării stării civile, înainte de a veni înaintea unei instanțe penale, trebuie să fie rezolvită in mod definitiv de o instanță civilă	300
— Dacă cei ce vor întrebuița materii străine, fără știrea proprietarului, pot fi condamnați la daune-interese și urmăriți pe cale penală	515
— Cine răspunde pentru daunele rezultate din delict și cuasi-delict	998-1003
— Dacă minorul are acțiune in resciziune contra obligațiilor ce rezultă din delictele sau cuasi-delictele sale	1162
— Dacă proba cu marturi este admisibilă pentru a dovedi obligațiunile cari se nasc din delict și cuasi-delict	1198
— A se vedeă cuvântul: „Daune-interese“.	
Demență. A se vedeă cuvintele: „Interdicțiune“, „Nebunie“.	
Denegare de dreptate. Dacă judecătorii pot fi urmăriți ca culpabili pentru denegare de dreptate și când se poate spune că există din partea lor denegare de dreptate	3
Depozit. Cum e considerată in drept, punerea provizorie asupra averii absentului și ce îndatoriri au persoanele puse in posesie	110
— Ce se înțelege prin cuvântul „Depozit“	1591
— De câte feluri este depozitul	1592
— Cari sunt caracterele contractului de depozit și cum se încheie acest contract	1593
— De câte feluri este depozitul propriu zis	1594
— Cum se formează depozitul voluntar	1595
— Dacă depozitul voluntar se poate face de altă persoană afară de proprietarul lucrului	1596
— Dacă depozitul voluntar trebuie făcut prin act scris	1597
— Dacă depozitul s'a făcut de către o persoană capabilă către una necapabilă, ce acțiune are deponentul contra depozitarului in reluarea obiectului depus	1598

	Articolul
Depozit. Ce îndatoriri are depozitarul	1599, 1600
— Dacă depozitarul răspunde de stricăciunile provenite din forță majoră	1601, 1605
— Dacă depozitarul se poate servi de lucrul depozitat	1602
— Dacă depozitarul are dreptul a vedea lucrul ce s'a depus în o ladă închisă sau sub o copertă sigilată	1603
— Dacă depozitarul este dator a restitui acelaș lucru pe care l-a primit	1604
— În ce stare este obligat depozitarul a înapoia lucrul depus	1605
— În cazul când s'a luat prin forță depozitarului lucrul depus, dându-i-se în schimb o sumă de bani sau un alt lucru, ce trebuie să restituie el deponentului	1606
— Ce trebuie să restituie moștenitorul depozitarului, când cu bună credință a vândut lucrul pe care nu știa că este depus	1607
— Dacă depozitarul este obligat a restitui fructele lucrului depozitat	1608
— Dacă depozitarul este obligat a plăti dobândă pentru banii depozitați	1608
— Cui trebuie depozitarul să restituie lucrul depozitat	1609
— Dacă depozitarul poate pretinde ca deponentul să dovedească proprietatea lucrului depus	1610
— Ce obligațiune are depozitarul când descopere că lucrul depozitat este furat și cunoaște pe adevăratul proprietar	1610
— În caz de deces al deponentului, cui urmează să se restituie lucrul depus	1611
— Când după decesul deponentului au rămas mai mulți moștenitori, cum se face restituirea lucrului depus	1611
— Dacă după facerea depozitului, deponentul a pierdut dreptul de administrația bunurilor sale, cum se face restituirea lucrului depus	1612
— Dacă depozitul a fost făcut de un tutor care în momentul restituirei, a pierdut calitatea de tutor, cui urmează a se face restituirea lucrului depus	1613
— Unde este obligat depozitarul a face restituirea lucrului depus	1614, 1615
— Dacă deponentul poate cere restituirea lucrului depozitat, înainte de expirarea termenului fixat	1616
— Când se descopere și se dovedește că depozitarul este însuși proprietarul lucrului depozitat, dacă depozitarul poate fi obligat a restitui lucrul depozitat	1617
— Cari sunt îndatoririle deponentului față de depozitar	1618
— Dacă depozitarul este în drept a opri depozitul până la plata integrală a cheltuelilor făcute din cauza depozitului	1619
— Ce se înțelege prin cuvintele: „Depozit necesar”	1620
— Dacă proba testimonială este admisibilă pentru a se dovedi depozitul necesar	1621
— Ce reguli se aplică depozitului necesar	1622
— Ce fel de depozit este depozitul lucrurilor aduse în localul ospățătorilor sau hangiiilor și dacă aceștia răspund de pierderea acestor lucruri	1623
— Dacă ospățătorii sau hangiii răspund de furtul sau stricăciunea lucrurilor călătorilor	1624, 1625
— A se vedea cuvântul: „Sechestru”.	
Derogare. Dacă se poate deroga prin convențiuni sau dispozițiuni particulare, la legile cari interesează ordinea publică și bunele moravuri	5
Desbinare. Ce efecte produce desbinarea între tată și mamă, cu privire la consimțământul la căsătoria copilului lor	131
— Ce efecte produce desbinarea dintre ascendenți în privința consimțământului la căsătoria descendenților lor	133
Descendenți. În ce termen pot cere restituirea averii absentului, descendenții în linie dreaptă ai absentului	118
— Intre ce grade de rudenie este oprită cu desăvârșire căsătoria	143
— Cine poate forma opoziție la căsătorie	154

	Articolul
Descendenți. Dacă descendenții părților pot fi ascultați ca martori în judecarea unei cereri de divorț	234
— Dacă legitimarea se poate face în folosul copiilor decedați, în cazul când au lăsat descendenți	305
— Ce condițiuni se cer pentru cel ce voește să facă o adopțiune	309
— Cari sunt efectele adopțiunii asupra căsătoriei adoptatului	313
— Dacă adoptatul moare fără descendenți, cine are dreptul la succesiunea sa	316
— Dacă adoptatul moare lăsând copii sau descendenți și aceștia mor fără posteritate, cine are dreptul de succesiune asupra lucrurilor dăruite de adoptator	317
— A se vedeă cuvintele: „Ascendenți“, „Rude“, „Succesiune“.	
Deschiderea succesiunii. A se vedeă cuvântul: „Succesiune“.	
Desfacerea căsătoriei. Dacă se poate trece în a doua căsătorie, fără ca cea dintâi să fie desfăcută	130
— În ce cazuri și sub ce condițiuni poate cere Procurorul anularea căsătoriei, în timpul vieții ambilor soți și condamnarea lor la despărțire	172
— Prin câte moduri se desface căsătoria	209
— Văduva și femeia a cărei căsătorie a fost declarată nulă, după cât timp va putea trece în altă căsătorie, de la desfacerea sau anularea căsătoriei precedente	210
— Dacă legitimitatea copilului născut după 300 zile de la desfacerea căsătoriei, va putea fi contestată	289
— Cine conservă dreptul de folosință asupra averii copiilor, în timpul și după desfacerea căsătoriei și până la ce dată	338
— A se vedeă cuvintele: „Divorț“, „Moarte“.	
Desființare. A se vedeă cuvintele: „Abitațiune“, „Adopțiune“, „Amanet“, „Antichreză“, „Anulare“, „Arendare“, „Căsătorie“, „Comodat“, „Consiliu judiciar“, „Contract“, „Depozit“, „Divorț“, „Donație“, „Emancipație“, „Fidejusiune“, „Imprumut“, „Inscripțiune“, „Interdicție“, „Ipotecă“, „Locațiune“, „Mandat“, „Minoritate“, „Nulitate“, „Obligație“, „Partaj“, „Privilegiu“, „Rendită“, „Reziliere“, „Rezoluțiune“, „Schimb“, „Sechestru“, „Separație de patrimonii“, „Servitute“, „Societate“, „Testament“, „Tranzacție“, „Tutelă“, „Uzfruct“, „Vânzare“.	
Despăgubiri. Dacă depozitarii registrelor de stare civilă, pot fi supuși acțiunii civile a părții vătămate, pentru alterațiile săvârșite în ele	37
— Dacă alterațiile, falsificările sau înscrierea actelor de stare civilă pe foi libere iar nu în registre, dă drept părților interesate a cere despăgubiri	38
— Când ofițerul stării civile va fi celebrat căsătoria, fără să i se fi făcut cunoscut rezultatul opoziției, dacă poate fi condamnat la amendă și despăgubiri	54
— Dacă soții au dreptul la despăgubiri pentru omisiune sau greșeli în trecerea declarațiilor privitoare la contractul de căsătorie, în actul de căsătorie	62
— În caz de respingerea unei opoziții la căsătorie, cine poate fi condamnat la despăgubiri	161
— Când funcționarul stării civile sau orice alt autor al fraudei privitoare la o căsătorie, a încetat din viață când s'a intentat acțiunea în contra sa, dacă pot fi urmăriți moștenitorii pentru despăgubiri și de către cine	182
— A se vedeă cuvintele: „Daune-interese“ precum și trimeterile dela acest titlu.	
Despărțenie. A se vedeă cuvintele: „Divorț“, „Desfacerea căsătoriei“.	
Despărțire. A se vedeă cuvintele: „Divorț“, „Desfacerea căsătoriei“.	

	Articolul
Destituire. A se vedea cuvintele: „Consiliu de familie“, „Minoritate“, „Tutela“.	
Dezavuare. In ce cazuri bărbatul poate să nu recunoască paternitatea copilului născut în timpul căsătoriei	286, 289
— Dacă bărbatul poate sub cuvânt de neputința trupească sau de adulter, să nu recunoască paternitatea copilului născut în timpul căsătoriei	287
— In ce cazuri nu poate bărbatul să tăgăduiască paternitatea copilului născut mai înainte de 180 zile de la data căsătoriei	288
— In ce termen bărbatul trebuie să tăgăduiască paternitatea copilului născut, în timpul căsătoriei	290
— Când bărbatul a murit fără a reclama, dacă moștenitorii săi sunt în drept și în ce anume termen să conteste legitimitatea copilului	291
Dată. A se vedea cuvântul: „Testament“.	
Diligență. A se vedea cuvântul: „Obligație“.	
Directorii spitalelor. Cine declară decesul persoanelor moarte în spitale sau în ori ce stabilimente publice sau particulare	66
— Cine încheie actele de moarte ale militarilor decedați în spitale militare	82
Discuțiune. A se vedea cuvintele: „Beneficiu de discuțiune“, „Fidejusiune“.	
Dispariție. A se vedea cuvintele: „Absență“, „Lege pentru constatarea morții prezumate a celor dispăruți în timpul războiului“.	
Dispensă. Cine dă dispensa de vârstă și pentru ce motive, pentru a se putea contracta o căsătorie	128
— Cine dă dispensă și pentru ce motive, la căsătoria dintre cumnați și cumnate și dintre veri și vere	150
Disponibilă. A se vedea cuvintele: „Donațiune“, „Succesiune“.	
Dispozițiuni. Dacă se poate deroga prin convențiuni sau dispozițiuni particulare, la legile cari interesează ordinea publică și bunele moravuri	5
— A se vedea cuvintele: „Contract de căsătorie“, „Testament“.	
Distanță. A se vedea cuvintele: „Construcțiuni“, „Servituți“.	
Distrugere. A se vedea cuvintele: „Amanet“, „Arendare“, „Căpitan“, „Cărauș“, „Comodat“, „Depozit“, „Dotă“, „Locațiune“, „Obligație“, „Societate“, „Uzufruct“, „Vânzare“.	
Divizibile. A se vedea cuvântul: „Obligație“.	
Diviziune. A se vedea cuvintele: „Fidejusiune“, „Impărțeală“, „Partaj“, „Succesiune“.	
Divorț. Prin câte moduri se poate desface căsătoria	209
— Dacă bărbatul sau femeia pot cere despărțenia pentru cauza de adulter	211
— Dacă se poate cere divorțul pentru excese, cruzimi sau insulte grave	212
— Dacă se poate cere și dobândi divorțul când unul dintre soți va fi osândit la muncă silnică sau reclusiune	213
— Când poate constitui o cauză de divorț consimțământul mutual	214
— Dacă se poate pronunța divorțul în cazul de vrăjmășie a vieții unuia din soți	215
— La ce tribunal se introduce cererea de divorț	216
— Când vre-o cauză de divorț dă loc la o urmărire criminală din partea Ministerului Public, dacă acțiunea de divorț se suspendă până la intervenirea hotărârii Curții cu Jurați	217
— Ce trebuie să conție cererea de divorț și cum se primește ea de tribunal	218
— Care este procedura primirii cerere de divorț și ce lucrări se încheie cu această ocaziune	219, 220
— Cum procedează Președintele tribunalului cu darea sfaturilor soților în acțiunea de divorț	221
— Cum se acordă sau se suspendă permisiunea scoaterii citațiilor în acțiunea de divorț	222
— Care este procedura citării în acțiunea de divorț și în ce termen se face citarea	223

	Articolul
Divorț. Cum se procedează în acțiunea de divorț după primele citații în ședința secretă. Despre expunerea de motive și propunerea martorilor	224
— Dacă în materie de divorț, părțile se pot înfățișa prin procuratori	225
— Ce dovezi poate propune părțile în acțiunea de divorț	226
— Cum va proceda tribunalul la o a doua înfățișare a părților înaintea sa	227, 228
— Cum va proceda tribunalul la a treia înfățișare înaintea sa. Admiterea în principiu	229
— Dacă tribunalul, poate după admiterea în principiu a cererii de divorț, să hotărască asupra fondului	230
— Când pot propune părțile contestațiile lor asupra actelor și motivelor de admitere și apoi asupra fondului, în judecarea acțiunii de divorț	231
— Cum va proceda tribunalul îndată ce se va pronunța hotărârea care ordonă a se face cercetări prin martori	232
— Când se pot opune părțile la admiterea martorilor în acțiunea de divorț	233
— Dacă rudele și servitorii părților pot fi ascultați ca martori, în judecarea unei cereri de divorț	234
— Ce trebuie să arate hotărârea de admitere a unei dovezi cu martori, în materie de divorț	235
— Cum se audiază martorii în materie de divorț și în prezența căror persoane	236-238
— Cum trebuie să procedeze tribunalul după săvârșirea cercetării prin martori	239
— Cum procedează tribunalul când trebuie să pronunțe hotărârea de divorț și unde o pronunță	240
— În ce cazuri tribunalul poate acorda anul de încercare în o cerere de divorț	241
— Cum procedează tribunalul după un an de încercare, în cazul când soții nu s'au împăcat	242
— Ce formalități trebuie să se îndeplinească atunci când se va cere divorțul pentru motivul că unul dintre soți se află condamnat la muncă silnică sau recluziune	243
— În caz când se face apel contra sentinței de admisiune sau a judecării definitive asupra unei cereri de divorț, cum va proceda Curtea de Apel	244
— Cari sunt termenile de apel și recurs în materie de divorț și ce efect are declararea recursului asupra executării hotărârii de divorț	245
— În ce termen trebuie să prezinte soțul câștigător hotărârea de divorț, ofițerului de stare civilă, pentru înscriere și unde se înscrie	246
— De când curge termenul de două luni în care trebuie să se prezinte hotărârea de divorț la ofițerul de stare civilă pentru înscriere	247
— Cari sunt efectele neprezentării hotărârii de divorț, în termenul stabilit de lege pentru înscriere, la ofițerul de stare civilă	248
— Cui se incredințează în mod provizoriu copiii, în procesul de divorț	249
— Dacă femeia în procesul de divorț, va putea părăsi domiciliul bărbatului și să ceară o pensie de întreținere	250
— În ce cazuri împăcarea soților stânge cererea de divorț	251
— În ce cazuri după împăcarea soților, ei pot porni o nouă cerere de divorț	252
— Cum se dovedește împăcarea soților în procesul de divorț	253
— Ce vârstă se cere soților pentru a se putea divorța prin consimțământ mutual	254
— După ce termen dela săvârșirea căsătoriei se poate cere divorțul prin consimțământ mutual	255
— În ce caz nu se mai poate cere divorțul prin consimțământ mutual	256
— Ce rude trebuie să autorizeze divorțul prin consimțământ mutual	257

	Articolul
Divorț. Ce formalități trebuiesc să îndeplinească în prealabil soții, cu privire la averea lor, înainte de a cere divorțul prin consimțământ mutual . . .	258
— În caz de divorț prin consimțământ mutual, ce tocmeală înscrisă trebuiesc să facă soții, în privința copiilor și a pensiunii de întreținere a soției	259
— Unde se prezintă soții în persoană și de cine sunt însoțiți, pentru a face declarație de divorț prin consimțământ mutual	260
— Cum procedează Președintele Tribunalului la prima înfățișare a soților, în caz de divorț prin consimțământ mutual	261
— Dacă după prima conciliere, în caz de divorț prin consimțământ mutual, soții stăruesc în hotărîrea lor, ce acte sunt obligați să depună la tribunal	262
— În caz de divorț prin consimțământ mutual, ce trebuie să conțină procesul-verbal încheiat de tribunal și ce măsuri se iau în privința retragerii femeii din domiciliul conjugal	263
— În caz de divorț prin consimțământ mutual, de câte ori și la ce interval se repetă declarația de despărțenie și dacă la aceste repetări se cere și consimțământul părinților sau ascendenților	264
— În ce termen, după facerea cererii de divorț prin consimțământ mutual, se va pronunța admiterea despărțenii și cari sunt formalitățile ce au loc cu această ocazie	265
— Dacă în acest caz soții stăruesc în divorțul prin consimțământ mutual, ce lucrare încheie grefierul care asistă pe președinte și de cine se subscrie	266
— Cui referă Președintele Tribunalului toate împrejurările ce au loc cu ocazia cererii de divorț prin consimțământ mutual și dacă se cer și concluziile Ministerului Public	267
— În ce formă se dau concluziile Ministerului Public, în caz de divorț prin consimțământ mutual	268
— În caz de divorț prin consimțământ mutual, după referatul Președintelui, ce verificare face tribunalul pentru a admite sau respinge cererea de divorț	269
— În caz de respingere a cererii de divorț prin consimțământ mutual, în ce termen se declară apel și cari sunt formele	270
— Dacă în caz de divorț prin consimțământ mutual, apelul ce se face în contra sentinței de respingere se comunică și Ministerului Public	271
— În ce termen și cum pune concluzii Ministerul Public, în caz de apel asupra hotărîrii de divorț prin consimțământ mutual	272
— În caz de apel asupra hotărîrii de divorț prin consimțământ mutual, cui comunică procurorul Curții de Apel concluziile sale și în ce termen se pronunță decizia Curții de Apel	273
— Asupra deciziei Curții de Apel prin care se respinge cererea de divorț prin consimțământ mutual, în ce termen se declară recurs și cum se face acest recurs	274, 275
— Hotărîrea definitivă de admitere a cererii de divorț prin consimțământ mutual, în ce termen, unde și sub ce sancțiune, trebuie înscrisă	276
— Dacă soții ce se vor despărți se mai pot căsători	277
— În ce termen femeia divorțată va putea trece în altă căsătorie	278
— În caz de divorț pentru cauză de adulter, dacă soții adulterini se pot căsători	279
— Cari sunt efectele divorțului, pronunțat pentru orice cauză, afară de cea prin consimțământ mutual, în privința avantajelor stipulate prin contractul de căsătorie sau după căsătorie	280
— Dacă după pronunțarea divorțului, soțul care a obținut despărțenia, poate cere o pensiune de întreținere, care e cuantumul ei și când se poate revoca	281

	Articolul
Divorț. Cui se încredințează copiii după pronunțarea despărțeniei și cine își dă părerea în această privință	282
— După pronunțarea divorțului și încredințarea copiilor unuia dintre soți sau unei a treia persoane, ce drepturi și îndatoriri au tatăl și mama în privința copiilor	283
— Dacă divorțul poate lipsi pe copii de foloasele ce le-au avut asigurate de lege sau prin contractul de căsătorie	284
— Cari sunt efectele divorțului în privința drepturilor copiilor asupra averii soților, în caz de divorț prin consimțământ mutual și asupra averii soțului vinovat, în caz de divorț pentru cauză determinată și cari sunt formalitățile de îndeplinit pentru realizarea acestor drepturi	285
— Care este tatăl copilului conceput în timpul căsătoriei și în ce cazuri va putea bărbatul să tăgăduiască paternitatea	286
— Dacă există dreptul de folosință asupra averii copiilor sei, pentru părintele în contra căruia s'a pronunțat despărțenia	340
— A se vedea cuvintele: „Căsătorie“, „Desfacerea căsătoriei“.	
Dobândă. Dreptul de folosință al părinților asupra averii copiilor lor, ce sarcine le impune	339
— Cine hotărăște suma din excedentul veniturilor minorilor care urmează să fie dată cu dobândă și la ce sume de bani tutorul este obligat a plăti dobândă minorului	399
— Dacă tutorul datorește dobândă la capitalurile minorului, neîntrebuințate	400
— Dacă tutorul datorește minorului dobândă pentru sumele ce a rămas dator din tutelă	420
— Dacă dobânzile sumelor exigibile sunt considerate ca fructe civile	523
— Dacă acel care cu rea credință a primit plata unei sumi de bani ce nu i se datorea, datorește dobândă la suma plătită	994
— Dacă dobânda cerută contra unuia din debitorii solidari, face să curgă dobânda contra tuturor codebitorilor solidari	1046
— Dacă dobânzile parțiale primite de creditor de la unul din codebitorii solidari, fără rezerva solidarității, face să se piardă solidaritatea pentru dobânda trecută	1051
— Dacă dobânda reprezintă daunele-interese convenite pentru neexecutarea obligațiilor, care au de obiect o sumă oarecare	1088
— Dacă dobânda pe timpul trecut, poate produce dobânzi	1089
— Dacă este valabilă dobânda stipulată la dobânda pe un an viitor sau pentru mai puțin sau mai mult de un an sau la alte venituri viitoare	1089
— De când se poate obține dobânda la veniturile din trecut precum: arenzii, chirii, venituri de rentă perpetue sau pe viață	1090
— De când se poate obține dobânda la restituțiune de fructe și la dobânzile plătite de o a treia persoană creditorului, în comptul debitorului	1090
— Cum se compută plata făcută asupra unei datorii pentru care se plătește dobânda	1111
— Dacă cel ce a promis o dotă, care consistă dintr'un capital producător de dobândă, datorește dobândă și din ce zi	1241
— Dacă bărbatul datorește dobândă la dota pe care este obligat a o restitui, la desfacerea căsătoriei	1278, 1279
— Ce dobândă se cuvine cesionarului, când se exercită retractul litigios	1402
— Dacă asociatul care nu a vărsat miza sa socială datorește dobândă	1504
— Dacă asociatul, care a întrebuințat banii societății în folosul seu particular, datorește dobândă la acei bani	1504
— Dacă mandatarul care a întrebuințat sumele de bani în folosul seu, datorește dobândă la acele sume	1544

	Articol
Dobândă. Dacă mandantul datorește dobândă la sumele plătite de mandatar din banii săi în folosul mandantului	1550
— Dacă împrumutatul datorește dobândă, când nu întoarce lucrurile împrumutate la timpul stipulat în contract	1586
— Dacă se pot stipula dobânzi pentru un împrumut de bani, de denariate (zaharele) sau de alte lucruri mobile	1587
— Dacă dobânda plătită de un împrumutat, fără să fi fost stipulată, sau mai mare de cât cea stipulată, se poate repeta sau a se imputa asupra capitalului	1588
— Care este dobânda legală în materie civilă și comercială	1589
— Cum urmează a se calcula, dobânda legală, începută, cerută sau consacrată prin hotărâri definitive, anterioare legii civile actuale	1589
— Dacă adeverința dată pentru capital, fără rezervă a dobânzilor, este o presupțiune de plata lor	1590
— Dacă depozitarul datorește dobândă la suma ce i s'a dat în depozit	1608
— Dacă fidejutorul are drept la dobândă pentru sumele ce a plătit pentru debitor	1669
— Cari sunt drepturile creditorului amanetar, pentru plata sumei datorite și a dobânzilor, în caz când debitorul nu plătește suma împrumutată la termen	1689
— Cum se regulează dreptul creditorului amanetar, asupra dobânzilor creanței pusă în amanet	1692
— Dacă dobânda datorită creditorului antichrezist, se scade din fructele ce le produce imobilul dat în antichreză	1697
— Ce dobânzi a sumei asigurată prin ipotecă, au acelaș rang de preferință ca și capitalul	1785
— Prin ce termen se prescriu dobânzile sumelor împrumutate	1907
— A se vedea cuvântul: „Vânzare“.	
Dobândire. Cum se dobândește și se pierde naționalitatea română	6-20
și pag. 47 urm.	
— Cum redobândește calitatea de român, o româncă ce va fi pierdut această calitate prin căsătoria sa cu un străin	19
— Cum redobândește calitatea de român, un român ce va fi pierdut această calitate prin intrarea în serviciul militar străin	20
— Dacă femeea poate dobândi avere în mod oneros sau gratuit, fără concursul bărbatului	190
— A se vedea cuvintele: „Cumpărare“, „Instrăinare“, „Proprietate“, „Vânzare“.	
Dobrogea. A se vedea cuvintele: „Legea pentru organizarea Dobrogei“.	
Doctori. Dacă doctorii pot beneficia de dispozițiile între vii sau testamentare, făcute în favoarea lor, de persoanele care au fost tratate de dânsii și care au murit în boala în care au fost tratate	810
— Dacă doctorii au un privilegiu, pentru onorarul ce li se cuvine, pentru tratamentul făcut bolnavului în curs de un an	1729
— Dacă doctorii au nevoie să înscrie creanța onorarului lor, pentru a-i conserva privilegiul	1739
— În ce termen se prescrie creanța medicilor pentru vizitele lor	1904
Dol. Dacă dolul eredelui care a pus la o parte sau a ascuns lucruri din succesiune, îl împiedică sau nu de a renunța la succesiune	703
— Când un moștenitor a ascuns obiecte din succesiune sau cu bună știință și cu rea credință nu a trecut în inventar efecte din ea, dacă se poate folosi de beneficiul de inventar	712
— Dacă dolul este o cauză de desființare a împărțeții	790
— Când moștenitorul a instrăinat porțiunea sa ereditară în total sau în parte, dacă mai poate intenta acțiune de resciziune a împărțeții pentru dol	793

	<u>Articolul</u>
Dol. In ce cazuri dolul poate fi o cauză de nulitate a convenției	960
— Dacă o convențiune încheiată prin dol este nulă de drept	961
— La ce daune-interese poate fi condamnat debitorul, când neîndeplinirea obligației nu provine din dolul său	1085
— La ce daune-interese poate fi condamnat debitorul, când neîndeplinirea obligației provine din dolul său	1086
— Dacă minorul are acțiuni în resciziune, contra obligațiilor ce rezultă din delictele și quasi-delictele sale	1162
— Dacă mandatarul este răspunzător de dolul seu întrebuițat în executarea mandatului	1540
— Dacă pierzătorul la jocuri de noroc, poate cere a i se restitui ceea ce a plătit câștigătorului care a întrebuițat dol, înșelăciune sau amăgire	1638
— A se vedea cuvintele: „Acceptare“, „Fraudă“, „Vicienie“.	
Doliu. Cari sunt drepturile de alimente, de abitație și de vestminte ale femeii, în cursul anului de doliu, după decesul soțului său	1279
Domeniu public. Cari sunt bunurile pe care legiuitorul le consideră ca dependente ale domeniului public	476, 478
— Cui aparțin averele vacante și fără stăpân și averele persoanelor cari mor fără moștenitori	477
Domiciliu. Cine face declarația de naștere, dacă ea are loc în alt domiciliu decât cel al mamei	42
— Dacă actul de naștere trebuie să arate domiciliul tatălui, mamei și al maritorilor	43
— Cari sunt formalitățile de îndeplinit cu redactarea actului de naștere al unui copil născut pe un vas român, și ce se face cu actul, când vasul ajunge într'un port românesc	46
— Ce trebuie să cuprindă publicațiile de căsătorie și procesul-verbal încheiat	49
— Unde se afișează extractul de pe actul de publicație a căsătoriei și cât durează afișarea	50
— Ce trebuie să cuprindă actul autentic despre consimțământul tatălui, mamei sau al tutorului	59
— În ce comună trebuie să se celebreze căsătoria	60
— Ce mențiune de domiciliu trebuie să cuprindă actul de căsătorie	62
— Cine servește de marturi, când o persoană moare în afară de domiciliu seu	64
— Ce mențiune de domiciliu trebuie să cuprindă actul de încetare din viață	65
— Unde se scriu actele de deces ale persoanelor moarte în spitale sau în orice alte stabilimente publice sau particulare	66
— Dacă procesul verbal ce se încheie, atunci când sunt indicii de moarte violentă sau alte împrejurări bănuitoare, trebuie să cuprindă domiciliul mortului	67
— Cum se încheie actele de stare civilă și în ce registre se înscriu, atunci când sunt indicii de moarte violentă sau alte împrejurări bănuitoare	68
— Cum se încheie și unde se înscriu actele de naștere ale militarilor sau altor persoane, în timp de războiu sau tulburări	78
— Cum și unde se fac publicațiile căsătoriilor militarilor sau funcționarilor de lângă armată, în caz de războiu sau tulburări	79
— Unde se înscriu actele de căsătorie ale militarilor sau funcționarilor de lângă armată, în caz de războiu sau tulburări	80
— Unde se înscriu actele de moarte ale militarilor sau funcționarilor atașați pe lângă armată, în caz de războiu sau tulburări	81
— Unde se înscriu actele de moarte ale militarilor decedați în spitale militare	82

	Articola
Domiciliu. Unde se înscriu actele de stare civilă ale militarilor sau funcționarilor de lângă armată	83
— Unde este domiciliul românului, în cât privește exercitarea drepturilor sale civile	87
— Cum se operează schimbarea domiciliului	88
— Din ce acte rezultă dovada intenției de schimbare de domiciliu	89
— În lipsă de declarație expresă din ce împrejurări depinde intenția schimbării domiciliului	90
— Ce domiciliu are cetățeanul chemat în o funcțiune temporală sau revocabilă	91
— Ce domiciliu are acel ce primește o funcțiune pe viață	92
— Care este domiciliul femeii măritate	93
— Care este domiciliul minorului neemancipat	93
— Care este domiciliul majorului interzis	93
— Care este domiciliul majorului care servește sau lucrează obicinuît la altul	94
— Care este domiciliul unei succesiuni	95
— Care este domiciliul unei persoane juridice	96
— Unde se face cererile, procedurile și urmăriirile, în caz de domiciliu ales pentru executarea unui act	97
— Cum se face declarația de absență a unei persoane, ce nu se va mai arăta la locul domiciliului sau al reședinței sale, fie că a lăsat, fie că nu a lăsat procură pentru administrarea averii sale	101
— Unde și cum se fac cercetările cu ocazia constatării absenței	102
— Cum și unde se celebrează căsătoria	151
— Ce trebuie să cuprindă cererea de opoziție la căsătorie	157
— Unde este datoare femeia a locui și cari sunt obligațiile bărbatului	196
— La ce tribunal se introduce cererea de divorț	216
— Cum se primește cererea de divorț de către tribunal în caz de boală	218
— Dacă femeia în procesul de divorț va putea părăsi domiciliul bărbatului și cere o pensie de întreținere	250
— În caz de divorț, prin consimțământ mutual, ce trebuie să conție procesul-verbal încheiat de tribunal și ce măsuri se iau în privința retragerii femeii din domiciliul conjugal	263
— În ce termen, de la părăsirea domiciliului conjugal, va putea trece femeia divorțată în altă căsătorie	278
— Cine este tatăl copilului conceput în timpul căsătoriei și în ce cazuri va putea bărbatul să tăgăduiască paternitatea	286
— La care domiciliu urmează a se face cererea de adopțiune	311, 318
— Unde se înscriu hotărârile de adopțiune și cele de revocarea ei, după a cui cerere se face înscrierea și cari sunt sancțiunile în caz de neurmărire	323
— Dacă poate copilul să părăsească casa părintească, fără voia tatălui său	328
— La care domiciliu urmează a se face plata convenită creditorului	1104, 1115
— A se vedea cuvintele: „Locuință“, „Reședință“.	
Domnul. Când poate da Domnul dispensă de vârstă la căsătorie	128
— Când dă dispensă Domnul și pentru ce motive la căsătoria dintre cumnați și cumnate și dintre veri și vere	150
Donațiune. După trimeterea în posesiune provizorie a moștenitorilor prezumptivi asupra averii absentului, cum își execută donatarii drepturile lor	109
— Dacă femeia poate dobândi avere fără concursul bărbatului	199
— Cari sunt efectele divorțului, pronunțat pentru orice cauză, afară de cea prin consimțământ mutual, în privința avantajilor stipulate prin contractul de căsătorie sau după căsătorie	280
— Dacă adoptatul moare fără descendenți, cine are dreptul la succesiunea sa	316

	Articolul
Donațiune. Dacă adoptatul moare, lăsând copii sau descendenți și aceștia mor fără pösteritate, cine are dreptul de succesiune asupra lucrurilor dăruite de adoptator	317
— Asupra cărei averi a copiilor, părinții nu au dreptul de folosință	341
— Dacă moștenitorul este dator a raporta la masa succesorală, toate bunurile ce le-a primit prin donațiune dela părintele său decedat	738, 751
— Dacă moștenitorul care renunță la succesiune, poate opri darul sau a cere legatul ce i s'a făcut, în limitele cotității disponibile	752
— Dacă donatarul, care nu avea calitatea de moștenitor la epoca când i s'a făcut donațiunea dar care dobândise această calitate la epoca deschiderii succesiunii, este obligat a raporta donațiunea	753
— Dacă donațiunile și legatele făcute fiului unei persoane, care are calitatea de moștenitor în momentul deschiderii succesiunii, sunt prezumpte că s'au făcut cu scutire de raport	754
— Dacă fiul care vine cu dreptul său propriu la moștenirea donatorului, este obligat a raporta donațiunea făcută părintelui său	755
— Când fiul vine la moștenirea donatorului cu dreptul de reprezentatie al părintelui seu la a cărui moștenire a renunțat, dacă este dator a raporta donațiunile făcute părintelui său	755
— Dacă donațiile sau legatele făcute soțului unui descendent succesibil, sunt socotite ca făcute cu scutire de raport	756
— Cum se face raportul când darurile sau legatele s'au făcut la doi soți împreună, din cari numai unul este descendent cu drept de succesiune	756
— Dacă raportul se face numai la succesiunea donatorului	757
— Dacă un comoștenitor este dator a raporta aceea ce părintele a cheltuit cu dănsul, dotându-l, procurându-i o carieră sau plătindu-i datoriile	758
— Dacă cheltuelile de nunți și prezenturile (darurile) obicinuite, sunt supuse raportului	759
— Dacă este supus raportului, imobilul care s'a pierdut din caz fortuit, fără greșeala donatarului	760
— Dacă fiica înzestrată este datoare a raporta la masa succesorală a părintelui său, zestrea pe care înzestrătorul ascendent a plătit-o bărbatului seu fără asigurări suficiente	761
— De când încep a fi datorite fructele și interesele lucrurilor supuse raportului	762
— Dacă legatarii și creditorii pot pretinde ca moștenitorii să facă raport	763
— Cum se face raportul	764, 765
— Dacă trebuie ținute în seamă cheltuelile necesare și utile făcute de donatar, cu ocazia facerii raportului bunurilor dăruite	766
— Dacă donatarul este răspunzător de degradările și deteriorările cari au micșorat valoarea imobilului prin faptul, culpa sau negligența sa	767, 768
— Când raportul se face în natură, ce se întâmplă cu sarcinele create de donatar înainte de raport	769
— Cum trebuie să se facă raportul excedentului, atunci când un moștenitor primește, cu dispensă de raport, un dar care excede cotitatea disponibilă	770
— Dacă moștenitorul care raportează imobilul în natură, poate să rețină posesiunea până la plata efectivă a sumelor ce se datoresc pentru cheltueli sau ameliorațiuni	771
— Cum se evaluează mobilele sau banii dăruți și care sunt supuse raportului	772, 773
— Cari sunt formele și efectele împărțelei făcută de tată, de mamă sau de alți ascendenți, între descendenții lor	794-799
— Cu ce forme va putea cineva să dispue în mod gratuit de avutul său	800

	Articol
Donațiune. Care este definiția cuvântului „Donațiune“	801
— Ce înseamnă cuvintele: „Substituțiuni sau fidei-comise“ și dacă sunt permise în legea noastră	803
— Dacă este permisă dispoziția prin care o a treia persoană e chemată a primi darul, succesiunea sau legatul, în caz când donatarul, moștenitorul sau legatarul, nu ar primi sau nu ar putea primi	804
— Dacă este permisă dispoziția prin care uzufructul se dă la o persoană și nuda proprietate la altă persoană	805
— Dacă minorul mai mic de 16 ani, poate dispune de avutul seu prin acte de liberalitate între vii	806
— Dacă este capabil a primi cel conceput în momentul donațiunei	808
— Dacă minorul ajuns la majoritate poate dispune prin donațiuni în favoarea fostului său tutor	809
— Dacă doctorii în medicină sau în chirurgie, ofițerii de sănătate, preoții și spîșerii, cari au tratat pe o persoană în boala de care a murit, pot beneficia de liberalitățile făcute în favoarea lor, în cursul acestei boale	810
— Dacă dispozițiile între vii sau prin testament făcute în favoarea ospiciilor, săracilor, dintr'o comună sau stabilimentelor de utilitate publică, trebuiesc autorizate prin Ordonanțe Domnești	811
— Dacă dispozițiunile făcute în favoarea unui incapabil sunt valabile	812
— Cari sunt persoanele pe care legea le consideră ca persoane interpuse	812
— Dacă toate donațiunile trebuiesc făcute prin act autentic	813
— Dacă toate donațiunile trebuiesc acceptate și cum se face acceptarea	814
— Cine este în drept a accepta donațiunea făcută unui minor neemancipat sau unui interzis	815
— Dacă mama, cu toate că tatăl ar fi în viață și ceilalți ascendenți, cu toate că genitorii ar fi în viață, pot accepta donațiunea făcută minorului emancipat sau neemancipat și interzisului	815
— Cine este în drept a accepta donațiunea făcută unui minor emancipat	815
— Cine acceptă donațiunea făcută unui surdo-mut, care nu știe să scrie	816
— Cum se acceptă donațiunile făcute persoanelor morale	817
— Dacă este nevoie a se transcrie actul de donațiune și la ce tribunal, atunci când se dăruiesc bunuri cari pot fi ipotecate	818
— Cine are dreptul să invoace lipsa transcripției actului de donație	819
— Dacă minorii, interzișii, femeile măritate, în lipsă de acceptație sau transcripție, pot cere obiectele dăruite	820
— Dacă este revocabilă donațiunea între vii pentru bunuri viitoare	821
— Dacă este valabilă donațiunea făcută cu condițiuni, a căror îndeplinire depinde numai de voința donatorului	822
— Dacă este valabilă donațiunea făcută sub condițiunea de a se plăti datorii sau sarcine cari nu existau în momentul donațiunei sau care nu se arată în actul de donațiune	823
— Cui revin la moartea donatorului, toate obiectele de care el nu a dispus și pe care și le rezervase prin actul de donațiune	824
— Dacă se poate stipula reîntoarcerea bunurilor dăruite, pentru cazul când donatarul ar muri înaintea donatorului	825
— Dacă dispozițiunile din art. 821-825 din codul civil se aplică și la donațiunile dintre soți	826
— Ce condițiuni se cer să îndeplinească actul de donațiune de avere mobilă, pentru a fi valabilă	827
— Dacă donatorul răspunde către donatar de evicțiunea bunurilor dăruite	828
— Cari sunt cauzele de revocarea donațiunei	829
— Care este efectul asupra sarcinelor sau ipotecilor create de donatar, când se revoacă donațiunea pentru neîndeplinirea condițiilor	830

	Articolul
Donațiune. Când se poate revoca donațiunea pentru cauză de ingratitude . . .	831
— Dacă revocarea donațiunilor pentru neîndeplinirea condițiilor sau pentru ingratitude, operează de drept sau trebuie cerută de la justiție . . .	832
— In ce termen trebuie introdusă cererea de revocarea donațiunii pentru cauza de ingratitude	833
— Care este efectul revocării donațiunii pentru cauza de ingratitude; asupra înstrăinărilor, ipotecilor și sarcinilor constituite de donatar asupra bunurilor dăruite	834
— Ce condamnări poate suferi donatarul în caz de revocarea donațiunii pentru cauza de ingratitude	834
— Dacă donațiunile făcute în vederea căsătoriei, sunt revocabile pentru cauza de ingratitude	835
— Dacă donațiunile între vii făcute de persoane ce nu au copii sau descendenți în momentul facerii donațiunii, sunt revocabile pentru naștere de copii sau pentru legitimarea unui copil natural prin căsătorie subsequentă	836
— Dacă revocarea donațiunii poate să aibă loc atunci când copilul donatorului ar fi fost conceput în timpul donațiunii	837
— Ce condamnare poate suferi donatorul în caz de revocarea donațiunii pentru naștere de copil	838
— Dacă donatorul poate renunța la revocarea donațiunii pentru naștere de copil	839
— In ce termen se prescrie acțiunea de revocarea donațiunii pentru naștere de copil	840
— Ce restricțiuni fixează legiuitorul în privința liberalităților făcute, fie prin acte între vii, fie prin testament	841-844
— Cum se procedează atunci când uzufructul sau rendita viageră constituită cuiva trece peste cotitatea disponibilă	844
— Cum se socotește valoarea bunurilor înstrăinate unui succesibil în linie directă, cu sarcina unei rendite viagere sau cu rezervă de uzufruct	845
— Dacă se poate da în tot sau în parte, cu dispensă de raport, cotitatea disponibilă, prin acte între vii sau prin testament, copiilor sau altor succesibili ai donatorului	846
— Cum se face declarațiunea donatorului că darul se face peste partea convenită succesibilului	846
— Dacă trebuie reduse liberalitățile făcute prin acte între vii sau prin testament cari trec peste cotitatea disponibilă	847
— Cine are dreptul a cere reduțiunea liberalităților făcute prin acte între vii	848
— Cum se calculează cotitatea disponibilă	849
— Înaintea reducerii donațiunilor făcute de defunct, cari liberalități se reduc mai întâi	850
— Când există mai multe donațiuni, în ce ordine sufăr reduțiunea	850
— Cum se face reduțiunea donațiunii făcute unei persoane care moștenește	851
— Cum se face reduțiunea legatelor universale și celor particulare	852
— Când testatorul declară ca un legat să fie plătit cu preferință înaintea celorlalte, dacă acest legat poate fi redus mai înainte de a fi reduse toate celelalte	853
— Cum se face restituirea fructelor porțiunii ce trece peste cotitatea disponibilă	854
— Când donatarul a înstrăinat bunurile dăruite, cum se va face evaluarea excedentului care trece peste cotitatea disponibilă și pe care acesta trebuie să o raporteze la masa succesorală	855
— Dacă soții pot să-și facă prin contractul de căsătorie donațiuni unul altuia	936

	<u>Art.</u>
Donațiune. Dacă donațiunile făcute între soți în timpul căsătoriei sunt revocabile	937
— Dacă femeea căsătorită poate cere, fără autorizație, revocarea donațiunei	937
— Dacă donațiunea făcută între soți se poate revoca pentru naștere de copil.	937
— Dacă soții pot în timpul căsătoriei, să-și facă prin acte între vii sau prin testament, vre-o donație mutuală și reciprocă prin acelaș act	938
— Cât poate dărui celuilalt soț, bărbatul sau femeea, care având copii dintr'o altă căsătorie, va trece în o nouă căsătorie	939
— Dacă soții pot să-și dăruiască în mod indirect mai mult de cât s'a arătat în art. 939 din codul civil	940
— Cari sunt persoanele pe cari legea le consideră ca persoane interpușe, în materie de donație între soți	941
— Dacă moștenitorii sau reprezentanții donatorului pot, după moartea donatorului, să confirme sau să ratifice o donațiune vițiată în privința formei sale	1167
— Dacă donatorul poate repara prin vre-un act confirmativ, vițurile unei donațiuni între vii	1168
— A se vedea cuvintele: „Acceptare“, „Dar manual“, „Dotă“, „Instrăinare“.	
Donațiune cu sarcină de întreținere	829, 832
Donațiune deghizată. Dacă donațiunile deghizate sunt valabile	812, 813, 940
Donațiune manuală. A se vedea cuvintele: „Dar manual“.	
Dosar. Ce acte trebuie să cuprindă dosarul căsătoriilor	56
Dotă. Care sunt efectele divorțului pronunțat pentru ori ce cauză, afară de cel prin consimțământ mutual, în privința avantajilor stipulate prin contractul de căsătorie	280
— Dacă divorțul poate lipsi pe copii de foloasele ce le-au avut asigurate de lege sau prin contractul de căsătorie	285
— Cari sunt efectele divorțului în privința drepturilor copiilor asupra averii soților, în caz de divorț prin consimțământ mutual și asupra averii soțului vinovat, în caz de divorț pentru cauză determinată și cari sunt formalitățile de îndeplinit pentru realizarea acestor drepturi	285
— Ce raportează fiica înzestrată la masa succesorală a părintelui său defunct, atunci când înzestratorul ascendent a plătit zestrea bărbatului fără asigurări suficiente	761, 1282
— Dacă creditorii pot ataca actele viclene făcute de debitor în prejudiciul creditorilor lor, în materie de contracte dn căsătorie	976
— Dacă minorul are acțiune în resciziune, contra convențiilor făcute în contractul de căsătorie, când actul s'a făcut cu consimțământul și în asistența acelora a căror consimțământ se cere pentru validitatea căsătoriei sale	1161
— Cum se regulează asociația conjugală, când părțile declară în contractul lor de căsătorie că adoptă regimul dotal	1227
— Care este definiția cuvântului: „Dotă“	1233
— Care avere este dotală	1234
— Ce avere se poate constitui ca dotă și dacă se poate constitui dotă și averea viitoare	1235
— Dacă dota poate fi constituită sau adăugită în timpul căsătoriei	1236
— Cum se consideră constituită dota, dacă tatăl și mama constituiesc împreună o dotă fără a distinge partea fiecăruia	1237
— În sarcina cui cade dota, dacă ea este constituită numai de tatăl, pentru partea sa și a mamei	1237
— Din ce avere se ia dota atunci când fiica este dotată de tatăl și de mama sa deși are averea sa proprie	1238
— Din ce avere se ia dota atunci când soțul rămas în viață constituie dotă bunuri paterne și materne, fără a specifica porțiunea fiecăruia	1239

	Articolul
Dotă. Dacă cei ce constituesc o dotă răspund de evicțiunea și de viciile obiectelor constituite ca dotă	1240
— Dacă cel ce constituiește dotă un capital, este dator a plăti procente din ziua căsătoriei	1241
— Cine are administrația averii dotale în timpul căsătoriei	1242
— Ce obligațiuni are bărbatul în privința averii dotale	1243
— Dacă bărbatul este dator să dea cauțiune, pentru primirea dotei mișcătoare a femeii sale	1244
— Dacă obiectele mișcătoare prețuite prin contractul de căsătorie, devin proprietatea bărbatului	1245
— Dacă nemișcătoarele prețuite prin contractul de căsătorie, devin proprietatea bărbatului	1246
— Dacă nemișcătorul cumpărat cu bani dotali în timpul căsătoriei, devine dotal	1247
— Dacă bărbatul și femeea pot ipoteca sau înstrăina imobilul dotal	1248
— Dacă dota mobilă poate fi înstrăinată de femeie cu autorizația bărbatului său	1249
— În ce cazuri femeea poate să înstrăineze imobilul său dotal, cu autorizația bărbatului	1250
— Dacă bărbatul conservă dreptul de folosință al lucrului dotal înstrăinat de femeie cu autorizația justiției	1251
— Dacă imobilul dotal poate fi înstrăinat, când înstrăinarea sa este permisă prin contractul de căsătorie	1252
— În ce cazuri femeea poate înstrăina imobilul său dotal cu autorizația justiției	1253
— Dacă imobilul dotal poate fi schimbat pe un alt imobil și în ce condițiuni	1254
— Cine poate cere revocarea și în ce termen, a înstrăinării imobilului dotal făcută fără drept	1255
— În ce cazuri poate cere femeea măritată separația patrimoniilor	1256
— Dacă creditorii personali ai femeii, au dreptul a cere separația patrimoniilor	1257
— Dacă separația patrimoniilor poate fi făcută fără judecată	1258
— Dacă înainte de a fi introdusă cererea de separație de patrimoniu, ea trebuie autorizată de Președintele Tribunalului	1259
— Dacă cererea de separație de patrimoniu și hotărîrea ce s'a dat asupra acestei cereri, trebuiesc publicate sub pedeapsă de nulitate	1259
— Dacă mărturisirea bărbatului poate servi de dovadă în admiterea cererii de separație de patrimoniu	1260
— Dacă creditorii bărbatului pot interveni în instanță, pentru a contesta cererea de separație de patrimoniu	1261
— În ce termen trebuie pusă în executare hotărîrea de separație de patrimoniu, pentru a nu se atrage nulitatea ei	1262
— Care este efectul hotărîrei de separație de patrimoniu și de la ce dată începe acest efect	1263
— Dacă creditorii bărbatului pot ataca separația de patrimoniu deja executată	1264
— Care sunt drepturile femeii, după separația de patrimoniu, asupra averii dotale	1265
— Care sunt îndatoririle femeii după separația de patrimoniu	1266
— Care sunt obligațiile bărbatului după separația de patrimoniu	1267
— Care este termenul pe care are drept bărbatul, să închirieze sau să arendeze bunurile dotale	1268
— La ce epocă are drept bărbatul să reînnoiască contractele de închiriere sau de arendarea bunurilor dotale	1269
— Cum încetează starea de separație de patrimoniu	1270

	Articolul
Dotă. Dacă soții pot să modifice prin convențiune, regimul creat prin contractul de căsătorie	1270
— Când ia naștere obligația de restituirea dotei	1271
— In ce termen este dator bărbatul să restituie dota, care consistă în imobile sau mobile, cari au rămas proprietatea femeii	1272
— In ce termen este dator bărbatul să restituie dota, care consistă din bani sau alte imobile, cari au trecut în proprietatea bărbatului	1273
— Ce va restitui soțul, dacă mobilele cari au rămas proprietatea femeii, au pierit prin uz, fără culpa bărbatului	1274
— Dacă bărbatul este liberat de restituire, atunci când dota consistă din obligațiuni sau rendite cari au pierit fără neglijența bărbatului	1275
— Ce urmează să restituie bărbatul, atunci când dota consistă dintr'un uzufruct	1276
— Când căsătoria a ținut zece ani dela împlinirea termenului pus pentru plata dotei, dacă femeia este în drept a cere dela bărbatul seu, la epoca restituirii dotei, să-i plătească suma constituită dotă, chiar când dănsul nu-ar fi primit-o	1277
— De când începe pentru bărbat obligația de a plăti dobânzile și fructele dotei.	1278
— Când căsătoria se desface prin moartea bărbatului, cari sunt drepturile femeii în cursul anului de doliu, când ea ar fi avut constituită dotă.	1279
— Cum se împart fructele sau veniturile bunurilor dotale atunci când încetează sarcinile căsătoriei pentru bărbat	1280
— Dacă femeia are o ipotecă legală supusă inscripțiunei, asupra imobilelor bărbatului pentru garantarea dotei sale alienabile și dacă ea poate renunța la ipotecă	12 1
— Dacă fiica va fi datoare a raporta la masa succesorală a părinților sei, dota primită de soț, când în momentul constituirei dotei, bărbatul era insolubil, fără artă și fără profesiune și ce se întâmplă dacă insolabilitatea, a venit după căsătorie	1282
— Cine și când trebuie să ia inscripția ipotecară legală a femeii asupra bunurilor bărbatului	1754
— Dacă este necesar ca prin contractul de căsătorie să se specializeze imobilele ipotocate, obiectele dotale garantate și suma până la concurența căreia urmează a se lua inscripțiunea	1755
— Dacă femeia poate să ceară inscripția ipotecei sale legale în cursul căsătoriei	1756
— Dacă femeia poate, chiar în caz de convenție contrară, să ceară în cursul căsătoriei inscripția ipotecară asupra imobilelor bărbatului pentru asigurarea oricăror pretențiuni ce ar putea rezulta din contractul său dotal	1757
— Dacă inscripțiunea ipotecară cerută de femeie asupra imobilelor bărbatului, trebuie specializată și determinată în privința sumelor	1758
— Cine mai poate cere luarea inscripției pentru asigurarea ipotecei legale a femeii asupra bunurilor bărbatului	1759
— Dacă femeia poate renunța în favoarea bărbatului seu, la inscripțiunile luate pentru garantarea dotei sale	1760
— Dacă bărbatul are dreptul a contesta valoarea dotei alienabile pentru care s'a luat inscripțiune ipotecară în imobilele sale	1761
— In ce termen puteau lua inscripțiunea în imobilele bărbaților, femeile căsătorite înainte de promulgarea codului civil	1815
— Când fiica dotală, înainte de promulgarea codului civil, ar voi să vină la o moștenire deschisă după promulgarea codului civil, dacă este obligată a raporta dota sa	1914
— A se vedea cuvintele: „Contract de căsătorie“, „Donațiune“, „Parafernă“, „Societate de achizițiuni“.	

	Articolul
Dovadă. Cum se face dovada căsătoriilor, nașterilor și încetărilor din viață, în caz de lipsă sau pierdere a registrelor de stare civilă	33
— Din ce acte rezultă dovada intențiunei schimbării domiciliului	89, 90
— Ce trebuie să conțină cererea de divorț și cum se primește de tribunal	218
— Ce face președintele tribunalului cu cererea de divorț și ce lucrări încheie	219, 220
— Cum se procedează în acțiunea de divorț după primele citații, în ședința secretă	224
— Prin ce acte se dovedește filiațiunea copiilor legitimi	292
— Dacă în lipsă de titlu se poate dovedi filiațiunea copiilor legitimi prin posesiune de stat	293
— În ce mod se dovedește posesiunea de stat de copil legitim	294
— Dacă se poate dovedi cu martori filiațiunea, în lipsă de titlu și de posesiune de stat, sau dacă copilul a fost înscris sub nume mincinoase, sau din părinți necunoscuți, în cazul când există un început de dovadă scrisă	296
— Din ce poate rezulta începutul de dovadă scrisă pentru dovedirea filiațiunii	297
— Prin ce dovezi se poate contesta filiațiunea unui copil	298
— Cum se dovedește maternitatea unui copil natural	308
— Cine trebuie să facă dovada înaintea judecății	1169
— A se vedea cuvintele: „Act autentic“, „Act de confirmare“, „Act recognitiv“, „Act scris“, „Act sub semnătură privată“, „Copie“, „Filiațiune“, „Început de dovadă scrisă“, „Interogator“, „Jurământ“, „Marturie“, „Mărturisire“, „Prezumpțiuni“, „Probe“, „Reboage“.	
Drepturi. Acțiunile prin cari se cere o moștenire sau alte drepturi ce se vor cuveni absentului sau reprezentanților sei, prin ce termen se prescriu	122
— Cari sunt drepturile și datoriile respective ale soților	194-208
— A se vedea cuvintele: „Accesiune“, „Căsătorie“, „Cetățean român“, „Contract de căsătorie“, „Copii naturali“, „Dotă“, „Servitute“, „Uzfruct“.	
Drepturi câștigate. Dacă legea are putere retro-activă	1
Drepturi civile. Dacă drepturile civile se exercită independent de calitatea de cetățean român	6
— Dacă toți românii se bucură de drepturi civile	7
— Dacă străinii se bucură în România de aceleași drepturi civile ca și românii	11
— Care este domiciliul fiecărui român, în cece privește exercitarea drepturilor sale civile	87
Drepturi litigioase. Dacă judecătorii, supleanții, procurorii și avocații se pot face cesionari de drepturi litigioase	1309
— Dacă cel în contra căruia există un drept litigios vândut, se poate libera de cesionar	1402
— Când se poate zice că există un drept litigios	1403
— În ce anume cazuri nu se poate opune retractul litigios	1404
Drumuri. Dacă drumurile mari, drumurile mici și stradele, fac parte din domeniul public	476
Dubl-exemplar. A se vedea cuvintele: „Act autentic“, „Act sub semnătura privată“.	
Duplicat. A se vedea cuvintele: „Act autentic“, „Act sub semnătură privată“.	
E	
Edificii. A se vedea cuvintele: „Cuasi-delict“ „Locațiune“.	
Educație. Ce îndatoriri contractează soții, față de copiii lor, prin faptul căsătoriei	185
— După pronunțarea divorțului și încredințarea copiilor unuia din soți sau uneia a treia persoană, ce drepturi și îndatoriri au tatăl și mama în privința acestor copii	283

	Articolul
Educație. In ce mod se dovedește posesiunea de stat de copil legitim	294
— Dreptul de folosință al părinților asupra averii copiilor lor, ce sarcină li impune	330
Efecte. Când dovada celebrării căsătoriei se află dobândită prin rezultatul vre-unei proceduri criminale, ce efect produce înscrierea sentinței în registrele stărei civile, în privința soților și a copiilor	150
— Dacă o căsătorie s'a declarat nulă, ce efecte produce și în ce condițiuni, față de soți și față de copii	183
— Dacă o căsătorie s'a declarat nulă și există bună credință numai din partea uneia dintre soți, ce efecte produce față de soți și față de copii	184
— Ce efecte produce căsătoria în privința alimentației, întreținerii și educației copiilor	185—193
— Cari sunt efectele neînscrierii hotărârii de divorț în termenul prevăzut de lege	248
— Cari sunt efectele despărțeniei	277—285
— Cari sunt efectele legitimării copiilor naturali prin căsătorie subsequentă	306
— Care este efectul declarativ al partajului	786
— Ce valabilitate are între părți, față de succesorii lor universalși și față de terțele persoane, actul secret care modifică un act public	1175
— Care este efectul actului sub semnătură privată recunoscut de cel căruia i se opune, sau primit de lege ca atare, între părțile cari l-au subscris și între cei cari reprezintă drepturile lor	1176
— A se vedea cuvintele: „Acceptare”, „Succesiune”.	
Eleșterii. A se vedea cuvintele: „Accesiune”, „Aluviune”.	
Emancipațiune. Dacă minorele emancipat prin căsătorie poate autoriza pe soția sa ca să stea în judecată sau să contracteze	205
— Până la ce dată rămâne copilul sub autoritatea părintească	326
— Dacă tatăl va avea cuvinte de nemulțumire foarte grave, asupra purtării copilului său, ce mijloace de îndreptare poate să întrebuițeze	331
— Cine conservă dreptul de folosință asupra averii copiilor, în timpul și după desfacerea căsătoriei și până la ce anume dată	338
— Dacă minorul se emancipează de drept prin căsătorie	421
— Cine poate cere emanciparea minorului și la ce vârstă a lui	422
— Care sunt formele de emancipațiune a minorilor	422, 423
— Cum poate fi emancipat și la ce vârstă, minorul al cărui tată și mamă au încetat din viață	423, 424
— Dacă minorul emancipat are nevoie de un curator și cine îl numește	425
— La emanciparea minorului, cui se dă socotelile tutelei	426
— Ce acte poate face și încheia minorul emancipat fără asistența curatorului său	428
— Ce acte nu poate face și încheia minorul emancipat decât cu asistența curatorului său	428
— Dacă minorul emancipat se poate împrumuta fără deliberația consiliului de familie, adevărită de tribunal	429
— Ce forme se cer pentru ca minorul emancipat să poată vînde sau înstrăina averea sa nemișcătoare sau a face vre-un act care depășește marginele unei simple administrații	430
— Dacă obligațiile contractate de minorul emancipat, prin cumpărare sau prin alt mod, se pot reduce la prețurile convenite, când vor fi peste măsură încărcate și în ce condițiuni are loc această reducere	430
— Dacă minorul emancipat, ale cărui obligațiuni vor fi reduse conform art. 430 din codul civil, perde beneficiul emancipațiunii și cari sunt formele	431

	Articolul
Emancipațiune. Când se publică revocarea emancipației, până la ce dată re- intră sub tutelă minorul	432
— Când minorul emancipat face comerț, dacă se socotește ca major pentru toate actele cari privesc comerțul său	433
— Cine acceptă donațiunile făcute unui minor emancipat	815
— Dacă imobilul unui minor emancipat poate fi pus în vânzare silită, înain- tea vânzării mobilelor sale	1826
Embatic. Dacă locațiunile ereditare astăzi în ființă cunoscute sub nume de emfiteuză (bezman) se păstrează și după ce legi se conduc și dacă se mai pot înființa pe viitor	1415
Emfiteuză. A se vedea cuvântul: „Embatic“.	
Energie. A se vedea cuvintele: „Legea energiei“.	
Epitrople. A se vedea cuvintele: „Minoritate“, „Tutelă“.	
Erede. A se vedea cuvintele: „Moștenire“, „Succesiune“.	
Erede aparent. Teoria eredelui aparent	117
Eroare. Ce sancțiuni se aplică funcționarului care face eroare în trecerea de- clarațiilor privitoare la contractul dotal, în actul de căsătorie, și cum se rectifică eroarea	62
— În caz de eroare asupra persoanei fizice, cine poate cere anularea unei căsătorii	162
— În caz de eroare asupra persoanei fizice la căsătorie, ce termen de con- viețuire între soți se cere, pentru a se respinge cererea de anula- rea căsătoriei	163
— Dacă este valabil consimțământul dat prin eroare	953
— Când aduce nulitatea convențiunei, eroarea în materie de contracte	954
— Dacă eroarea asupra persoanei cu care s'a contractat, produce nulitatea contractului	954
— Dacă convențiunea făcută prin eroare este nulă de drept	961
— Când cel ce din eroare sau cu știință primește aceea ce nu-i este debit, dacă este obligat a-l restitui aceluia de la care l-a primit	992, 1092
— Când cel ce din eroare, crezându-se debitor, plătește o datorie, dacă are dreptul a cere restituțiunea sumei plătite	993—997, 1092
— Dacă eroarea asupra persoanei sau asupra obiectului în proces, atrage nulitatea tranzacțiunei	1712
— Dacă eroarea în socoteli urmată la facerea unei tranzacțiuni, obligă pe părți a o repara	1717
Estimație. Când se face estimația averii mobiliare a minorilor, rămasă în pă- strarea părinților sei	397
— Cum se face estimația averii mobiliare și imobiliare, cu ocazia partajului unei succesiuni	734, 735
— Cine face cheltuelile estimațiunei, în caz când copilul atacă împărțeala făcută de ascendent	799
— Dacă la termen debitorul nu plătește suma pentru care s'a constituit aman- netul, ce drepturi are creditorul amanetar cu privire la dobândirea proprietății bunului amanetat sau vânzarea lui	1689
— A se vedea cuvintele: „Act estimativ“, „Evaluare“, „Expertiză“.	
Estimatoriu. A se vedea cuvintele: „Jurământ estimatoriu“.	
Etate. Care este vârsta cerută pentru căsătorie	127
— Dacă Domnul (Regele) poate da dispensă de vârstă în materie de că- sătorie	128
— Ce vârstă trebuie să aibă femeia pentru a se putea admite divorțul prin consimțământ mutual	256
— Care este vârsta cerută în materie de adopțiune	309
— Care este vârsta cerută pentru ca să se poată emancipa un minor	422, 423

	Articolul
Etate. La ce vârstă devine cineva major	434
— A se vedeă cuvântul: „Vârstă“.	
Evaluare. Cari sunt efectele despărţeniei în privinţa drepturilor copiilor asupra averii soţilor, în caz de divorţ prin consimţământ mutual şi asupra averii soţului vinovat, în caz de divorţ pentru cauză determinată şi cari sunt formalităţile de îndeplinit pentru realizarea acestor drepturi	285
— A se vedeă cuvintele: „Estimaţiune“, „Expertiză“, „Jurământ eslimatoriu“.	
Evicţiune. Dacă comoştenitorii răspund unul către altul pentru evicţiunile ce rezultă din o cauză anterioară partajului	787, 788
— Dacă donatorul răspunde faţă de donatar de evicţiunea lucrului dăruit	828
— Dacă inezestratorul răspunde de evicţiune pentru obiectele şi lucrurile constituite dotă	1240
— Dacă copermutantul evins de lucrul primit în schimb, are dreptul a cere restituirea lucrului său cu daune-interese	1408
— Dacă locatarul evins de o parte a lucrului închiriat sau arendat, are drept la o scădere proporţională cu dreptul închirierii sau arendărei	1427
— Dacă locatarul ce se vede ameninţat printr'o acţiune în evicţiune, este dator a înştiinţa pe proprietar spre a sta în procesul ce i s'a intentat	1428
— Dacă asociatul răspunde faţă de societate pentru evicţiunea obiectelor aduse ca miză socială	1503
— Ce obligaţie are depozitarul căruia i sa luat prin forţă majoră lucrul depozitat dându-se în schimb o sumă de bani	1606
— Când creditorul primeşte de bunăvoie un imobil sau alt lucru în plata datoriei principale, dacă fidejuserul rămâne liberat când creditorul a fost evins de acel lucru	1683
— A se vedeă cuvântul: „Vânzare“	
Excepţionale măsurile. A se vedeă cuvintele: „Legea specială autorizând luarea de măsuri excepţionale“.	
Excepţiuni. Cari sunt excepţiunile la redactarea actelor stării civile, în caz de război sau tulburări, ale militarilor sau altor persoane în serviciu pe lângă armată	73-83
Excese. Dacă se poate cere divorţul pentru excese, cruzimi sau insulte grave	212
Excludere. A se vedeă cuvintele: „Minoritate“, „Tutelă“.	
Executare. În caz de alegere de domiciliu pentru executarea unui act, unde se fac cererile, urmărirea şi se îndeplinesc procedurile	97
— Dacă recursul declarat, suspendă executarea hotărârilor de divorţ	245
— Dacă executarea actului autentic, poate fi suspendată şi în ce cazuri	1173
— În câte exemplare trebuiesc întocmite actele sub semnătură privată cari constată convenţiuni sinalagmatice, ce menţiune trebuiesc să cuprindă acele exemplare şi în ce caz poate lipsi acea menţiune	1179
Executare silită. A se vedeă cuvintele: „Adjudecare“, „Creditor“, „Debitor“, „Expropriere“, „Licitaţie“, „Urmărire silită“.	
Executare voluntară. Dacă ratificarea, confirmarea sau executarea voluntară a unei donaţiuni făcute de erezii donatorului, după moartea sa, ţine loc de renunţare în privinţa oricărui vişiu sau excepţie	1167
— A se vedeă cuvintele: „Achiesare“, „Confirmare“, „Ratificare“.	
Executori testamentari. A se vedeă cuvântul: „Testament“.	
Exercitare. Dacă exercitarea drepturilor civile depinde de calitatea de cetăţean român	6
— Care este domiciliul unde se execută drepturile civile ale românilor	87
— Contra cui se exercită acţiunile ce terţii aveau contra absentului	119
— Dacă absentul nu se va arăta sau acţiunile nu se vor executa în numele său, în ce condiţiuni cei ce vor fi primit moştenirea, vor dobândi proprietatea veniturilor luate de dânşii	123

	Articolul
Exercitare. A se vedea cuvântul: „Acțiune“.	
Exoprică. A se vedea cuvântul: „Parafernă“.	
Expertiza. Ce îndatorire au persoanele puse în posesie provizorie asupra averii absentului, în privința conservării și vânzării averii absentului	111
Expertiză. Cum procedează tatăl și mama cu averea mișcătoare a minorilor, pe care nu voesc s'o vândă, ci s'o păstreze în natură	397
— Care este procedura expertizei ce se face cu ocazia împărțirii averii minorilor	411, 412
— Care este procedura expertizei în materie de împărțeli de succesiuni	734, 735, 737, 743
— Dacă debitorul nu platește la termen suma pentru care s'a constituit amanetul, ce drepturi are creditorul amanetar, cu privire la dobândirea proprietății bunului amanetat sau vânzării lui	1639
— A se vedea cuvintele: „Act estimativ“, „Antreprenori“, „Arhitecți“, „Estimațiune“.	
Exploatare. A se vedea cuvintele: „Legea pentru regularea și consolidarea dreptului de a exploata petrolul și ozocherita“.	
Expres. A se vedea cuvintele: „Acceptare“, „Mandat“, „Succesiune“.	
Expropriere. În ce condițiuni se poate expropria pentru utilitate publică, proprietatea cuiva	480, 481
— A se vedea cuvintele: „Legea agrară“, „Legea de expropriere“, „Legea pentru regularea proprietății rurale“, „Legea privitoare la înstrăinarea loturilor dobândite prin improprietărire“, „Pământ rural“.	
Expropriere silită. Ce lucruri din proprietatea debitorului pot fi expropriate de creditor	1824
— Dacă partea indiviză a unui coerede în imobilele succesiunii, poate fi pusă în vânzare de către creditorii săi personali	1825
— Dacă se pot pune în vânzare imobilele unui minor; chiar emancipat sau unui interzis, înainte vânzării mobilelor sale	1826
— Dacă se poate cere discuția prealabilă a mobilelor, atunci când se urmărește un imobil posedat în indiviziune de către un major și un minor sau interzis	1827
— Dacă creditorul ipotecar poate urmări vânzarea imobilelor cari nu-i sunt ipotocate; înainte de a urmări vânzarea acelor imobile cari i-au fost ipotocate	1828
— Cum urmează a se face vânzarea silită a imobilelor situate în diferite județe	1829, 1830
— În ce cazuri și în ce condițiuni poate debitorul să ceară și să obțină suspendarea urmăririi imobilelor sale făcute de către creditorul său	1831
— Ce condițiuni se cer să îndeplinească titlul și datoria, pentru a se putea urmări vânzarea silită a imobilelor debitorului	1832
— Dacă cesionarul unui titlu executoriu poate urmări exproprierea înainte de a fi notificat debitorului cesiunea titlului	1833
— Ce condițiuni se cer pentru a se face adjudecarea	1834
— Dacă urmărirea este nulă în cazul când creditorul a cerut o sumă mai mare de cât cea datorită	1835
— Dacă înainte de a se face urmărirea pentru expropriere, trebuie să se adresa debitorului o somație de plată	1836
Expunere de motive. Când se face expunerea de motive în cursul judecării acțiunii de divorț	224
Extract. Cum se liberează extractele de pe registrele stării civile și care este puterea lor probatoare	32
— Unde se afișează și cât ține această afișare, a extractului de pe actul de publicațiune a căsătoriei	50

	Articolul
Extract. Unde și cum se trimet extracte de pe actele de moarte ale militarilor sau funcționarilor atașați pe lângă armată, încheiate în timp de război sau tulburări	81
— Cari sunt efectele despărțeniei în privința drepturilor copiilor asupra averii soților, în caz de divorț prin consimțământ mutual și asupra averii soțului vinovat, în caz de divorț pentru cauză determinată și cari sunt formalitățile de îndeplinit pentru realizarea acestor drepturi	285
— Cui se înaintează extract de pe procesul-verbal de admiterea adopțiunii	323
— Unde se înscrie extractul de pe cererea de revocarea unei donațiuni	834
— A se vedea cuvintele: „Act de stare civilă“, „Registru de stare civilă“.	
Extra-dotat. A se vedea cuvintele: „Contract de căsătorie“, „Dotă“, „Parafernă“.	
Extra-judiciară. Ce valoare are în materie de probațiune, mărturisirea extrajudiciară verbală	1205
F	
Faliment. Dacă vânzătorul este în drept a nu face predarea lucrului vândut, în caz de faliment sau de insolvabilitate a cumpărătorului	1323
Fals. Ce valabilitate au extractele de pe registrele de stare civilă, legalizate de către Președintele Tribunalului	32
— Dacă părțile interesate au dreptul să ceară despăgubiri pentru alterațiile și falsificările actelor de stare civilă	37, 38
Familie. Dacă tatăl, mama, ascendenții și familia cari au consimțit la căsătoria soților ce nu aveau vârsta legiuită, mai pot cere anularea căsătoriei	168
— Cui se încredințează copiii după pronunțarea divorțului și cine își dă părerea în această privință	282
— În ce mod se dovedește posesiunea de stat de copil legitim	294
— Din ce poate rezulta începutul de dovadă scrisă pentru dovedirea filiațiunii	297
— Cari sunt efectele adopțiunii asupra adoptatului, în privința drepturilor sale în familia sa firească și în privința căsătoriei sale	313
— A se vedea cuvintele: „Consiliu de familie“, „Rude“.	
Farmacist. Dacă farmaciștii cari au tratat pe o persoană în boala din care a murit, pot beneficia de dispozițiunile între vii sau testamentare, ce acea persoană a făcut în favoarea lor, în cursul acestei boale	810
— Dacă farmaciștii au creanța privilegiată asupra mobilelor debitorului căruia i-au procurat medicamente	1729, 1732, 1736
— Dacă trebuie înscrisă creanța farmaciștilor pentru medicamentele ce au procurat debitorului	1739
— În ce termen se prescriu acțiunile farmaciștilor pentru medicamentele ce au procurat	1904
Femea. Cum își pierde și cum câștigă o femea naționalitatea română	19
— La ce vârstă se pot căsători bărbatul și femea	127
— Până la ce vârstă femea are nevoie de consimțământul părinților pentru a se putea căsători	131
— În ce caz nu se mai poate cere anularea căsătoriei când femea s-a căsătorit fără a avea vârsta legală	167
— Văduva și femea a căreia căsătorie s-a declarat nulă, după cât timp de la desfacerea sau anularea căsătoriei precedente, va putea trece în altă căsătorie	210, 278
— La ce vârstă se consideră majoră femea	432
— A se vedea cuvintele: „Bărbat“, „Căsătorie“, „Contract de căsătorie“, „Copii“, „Divorț“, „Dotă“, „Femea măritată“, „Mamă“, „Minoritatea“, „Parafernă“, „Soți“, „Succesiune“, „Tutelă“, „Văduvă“.	
Femea măritată. Care este efectul căsătoriei asupra schimbării naționalității unei femei	19

	Articolul
Femea măritată. Care este domiciliul femeii măritate	93
— Dacă bărbatul e dator protecțiune femeii și femeia ascultare bărbatului	195
— Unde este datoare femeia să locuiască și cari sunt obligațiile bărbatului	196
— Dacă femeia poate porni judecata fără autorizația bărbatului, chiar când e comerciantă publică	197
— Dacă femeia are nevoie de autorizația bărbatului când e urmărită în pricina penale	198
— Dacă femeia poate înstrăina, ipoteca averea sa parafernă sau dobândi avere fără concursul bărbatului	199
— Dacă tribunalul poate autoriza pe femeie pentru a porni judecată, în cazul când bărbatul se opune	200
— Când bărbatul se opune de a da autorizație femeii ca să facă vre-un act, cine o poate autoriza și care e procedura	201
— Când femeia comerciantă are sau nu parafernă, dacă are nevoie de autorizația bărbatului pentru tot ce privește comerțul său	202
— Dacă bărbatul este căzut sub o condamnățiune criminală, chiar în contumacie, cine autorizează pe femeie în timpul când ține osânda, ca să facă acțiuni sau contracte	203
— Dacă bărbatul este interzis sau absent, cine autorizează pe femeia căsătorită ca să stea în judecată sau să contracteze	204
— Dacă bărbatul este minor, cine autorizează pe femeie ca să stea în judecată sau să contracteze	205
— Ce valabilitate are autorizația bărbatului dată în mod general, chiar prin contractul de căsătorie	206
— Cine are dreptul să ceară nulitatea tocmelelor sau pornirilor de judecată, făcute de femeie, fără autorizația bărbatului	207
— Dacă femeia măritată are dreptul să facă testament, fără autorizația soțului său	208
— Dacă bărbatul sau femeia pot cere despărțonia pentru cauza de adulter	211
— Dacă femeia în procesul de divorț poate fi autorizată a părăsi domiciliul soțului, și să ceară o pensiuă de întreținere	241, 250
— Ce vârstă se cere să aibă soții pentru a putea divorța prin consimțământ mutual	254
— La ce vârstă a femeii, soții nu mai pot obține divorțul prin consimțământ mutual	256
— În caz de divorț prin consimțământ mutual, ce tocmeală în scris trebuie să facă soții în privința copiilor și a pensiuiei de întreținere a femeii	259
— Dacă în timpul procesului de divorț prin consimțământ mutual, femeia trebuie autorizată de tribunal spre a putea părăsi domiciliul soțului său	263
— Cari sunt efectele divorțului în privința drepturilor copiilor asupra averii soților, în caz de divorț prin consimțământ mutual și asupra averii soțului vinovat, în caz de divorț pentru cauză determinată și cari sunt formalitățile de îndeplinit pentru realizarea acestor drepturi	285
— În ce cazuri bărbatul va putea tăgădui paternitatea copilului născut înainte de 180 zile dela data căsătoriei	288
— Dacă femeia poate provoca interdicțiunea bărbatului ei	436
— Dacă femeia poate fi tutoarea bărbatului său interzis și cum administrează averea lui	452
— Dacă femeia moștenește pe bărbatul său și în ce condițiuni	652, 679—684
— Dacă femeia poate accepta în mod valabil o succesiune, fără autorizația bărbatului sau a justiției	687
— Dacă femeia, care a fost dotată, este obligată a raporta la succesiunea părinților săi tot ce a primit ca dotă	758, 761, 1914

	Articolul
Femea măritată. Dacă femeia poate accepta o donațiune făcută copilului seu, când bărbatul trăește și când dânsa nu are calitate de tutoare . . .	815
— Dacă femeia are acțiune în contra soțului său pentru lipsa de autorizație sau de transcriere a donației ce i s'a făcut	820
— Dacă femeia poate fi executoare testamentară fără autorizația soțului său	914
— Dacă femeia poate cere revocarea donațiunei făcută soțului fără autorizația justiției	937
— Când femeia având copii din căsătoria precedentă, va trece în a doua căsătorie, ce parte din averea sa o va putea dona noului său soț . .	939
— Dacă femeia măritată este capabilă să contracteze	950
— Dacă femeia este responsabilă de prejudiciul cauzat de copiii săi minori cari locuiesc cu dânsa	1000
— Când femeia exercită acțiunea în anularea convențiilor ce a încheiat fără autorizația soțului său, dacă este obligată a întoarce aceea ce a primit	1164
— Dacă femeia măritată poate vinde soțului său, averea sa	1307
— Dacă femeia poate fi numită mandatară	1538
— Dacă femeia măritată are ipotecă legală asupra bunurilor bărbatului său pentru asigurarea dotei sale alienabile și cum se obține inscripțiunea acestei ipotece	1754-1761
— Dacă femeia măritată poate renunța la inscripțiunea ipotecei sale legale, în favoarea bărbatului său	1760
— Dacă prescripțiunea poate curge în contra femeii măritate în privința averei sale parafernale, chiar când se află sub administrația soțului său	1877
— Dacă prescripțiunea curge, pe cât timp ține căsătoria, în contra femeii măritate, în privința imobilelor sale dotale	1878
— Dacă în timpul căsătoriei se poate prescrie acțiunea de anulare a femeii măritate contra actelor ce a făcut, fără autorizația bărbatului său . .	1879
— Dacă în timpul căsătoriei se poate prescrie acțiunea femeii, care ar putea să se resfrângă în contra bărbatului său	1880, 1881
Fereastră. Dacă se poate face o fereastră în zidul comun fără voia vecinului .	611
— Dacă cineva poate avea fereastră de vedere asupra proprietății vecinului.	612
— Ce fel de servitute este fereastra de vedere	622
— A se vedea cuvântul: „Servitute“.	
Fidei-comis. Dacă fidei-comisele sau substituțiunile sunt permise în legislația noastră	803-804
Fidejucune. Când consemnațiunea sumei făcută de debitorul principal nu s'a primit încă de creditor, dacă debitorul o poate lua înapoi și dacă în acest caz fidejucurii săi sunt liberați	1118
— După ce consemnarea sumei făcută de debitor a fost validată prin hotărâre definitivă, dacă debitorul poate, cu consimțământul creditorului și în prejudiciul fidejucurilor săi, să rădice suma depusă	1119
— Dacă novațiunea făcută în privința debitorului principal liberează pe fidejucur	1137
— Dacă remiterea datoriei sau descărcarea expresă făcută debitorului principal liberează pe fidejucure și dacă remiterea datoriei sau descărcarea fidejucurului profită și debitorului	1142
— Dacă remisiunea sau descărcarea acordată unei cauțiuni, liberează pe celelalte cauțiuni	1142
— Cum se face imputarea sumei primită de creditor de la o cauțiune pentru a o descărca de cheazășia sa	1142
— Dacă confuziunea ce se operează prin concursul calităților de creditor și debitor principal, liberează pe fidejucurii	1155

	<u>Articolul</u>
Fidejusiune. Dacă confuziunea ce se operează prin concursul calităților de creditor sau debitor și fidejutor, aduce stingerea datoriei principale . . .	1155
— Dacă jurământul dat și prestat de debitorul principal, liberează pe fidejutor și dacă jurământul dat și prestat de fidejutor, profită debitorului principal . . .	1218
— Ce se înțelege prin cuvântul: „Fidejusiune“	1652
— Dacă este necesar pentru existența fidejusiunii, ca obligația garantată să fie validă	1653
— Dacă este valabilă garanția dată pentru obligația unui minor	1653
— Dacă fidejusiunea poate fi dată sub condițiuni mai oneroase de cât obligația principală sau pentru o sumă mai mare de cât datoria debitorului	1654
— Dacă poate să existe fidejusiune fără știrea debitorului principal	1655
— Dacă se poate da fidejusiunea pentru fidejusele debitorului principal	1655
— Cum trebuie să fie dată fidejusiunea și dacă se poate întinde peste marginile în cari s'a contractat	1656
— Dacă fidejusiunea nedeterminată a unei obligații principale, se întinde și la toate accesoriile ei	1657
— Dacă îndatoririle fidejutorului trec la erorii săi	1658
— Ce condițiuni trebuie să îndeplinească fidejusiunea prezentată de debitor	1659
— Cum se măsoară solvabilitatea unui garant	1660
— Dacă trebuie înlocuită fidejusiunea obținută de creditor de bună voe sau prin judecată, în cazul de insolvabilitate a ei	1661
— Dacă fidejutorul are drept a învoaca beneficiul discuțiunii averii debitorului principal	1662
— În ce moment este obligat fidejutorul să invoace beneficiul discuțiunii averii debitorului principal	1663
— Ce obligațiune are fidejutorul care invoacă beneficiul discuțiunii averii debitorului principal	1664
— Cari sunt efectele cazului când fidejutorul a arătat bunurile debitorului principal și a anticipat spesele de urmărire, însă creditorul a amânat urmărirea până ce debitorul a devenit insolvabil	1665
— Care este obligația persoanelor cari au garantat unul și acelaș creditor pentru una și aceeași datorie	1666
— Când mai multe persoane au garantat aceeași datorie, dacă fiecare din ele are dreptul a învoaca beneficiul de discuțiune	1667
— Cum se procedează când unii din fidejutori erau insolvabili în timpul când unul din ei obținuse beneficiul de discuțiune sau când această insolvabilitate a survenit după diviziunea datoriei	1667
— Când însuși creditorul de bună voe a împărțit acțiunea sa între diferiți fidejutori, dacă mai poate în urmă să se lepede de această diviziune	1668
— Dacă fidejutorul care a plătit are regres contra debitorului principal și pentru ce sumă	1669
— Dacă fidejutorul care a plătit se poate subroga în drepturile ce le avea creditorul contra debitorului	1670
— Când sunt mai mulți debitori principali solidari pentru una și aceeași datorie, dacă fidejutorul care a garantat pentru ei toți, are regres în contra fiecărui din ei pentru repelițiunea sumei totale ce a plătit	1671
— Dacă fidejutorul ce a plătit prima dată, are regres contra debitorului principal care a plătit a două oară aceeași datorie	1672
— Când poate fidejutorul să reclame dezdaunare dela debitorul principal, deși nu a plătit datoria	1673
— Când mai multe persoane au garantat pentru unul și acelaș debitor și pentru una și aceeași datorie, dacă fidejutorul care a plătit întreaga datorie are regres contra celorlalți fidejutori pentru porțiunea ce privește pe fiecare din ei	1674

Fidejusiune. Când poate avea loc fidejusiunea legală și cea judecătorească . . .	1675
— Dacă cel ce e obligat să dea o garanție, poate oferi un amanet sau o altă asigurare creditorului său	1676
— Dacă fidejutorul judecătorec are dreptul să invoace beneficiul discuțiunii averii debitorului principal	1677
— Dacă cel ce a garantat pentru fidejutorul judecătorec, are dreptul să invoace discuțiunea averii debitorului principal sau a fidejutorului pentru care a garantat	1678
— Cum se poate stinge fidejusiunea	1679
— Dacă confuziunea urmată între debitorul principal și fidejutorul său, prin succesiunea unuia către altul, are efectul de a stinge acțiunea creditorului contra celui ce a garantat pentru fidejutor	1680
— Cari sunt excepțiunile cari de și aparțin debitorului principal; pot fi opuse și de către fidejutorul creditorului	1681
— Dacă fidejutorul este liberat de garanția sa atunci când, din cauza creditorului, nu poate intra în drepturile, privilegiile și ipotecile creditorului	1682
— Când creditorul primește de bunăvoie un imobil sau alt lucru în plata datoriei principale, dacă fidejutorul rămâne liberat atunci când creditorul a fost evins de acel lucru	1683
— Dacă prelungirea termenului acordat de creditor debitorului său principal, liberează pe fidejutor de garanția sa	1684
— Dacă întreruperea civilă a prescripției făcută contra debitorului principal are efect și în contra cauțiunii, și dacă întreruperea făcută în contra cauțiunii, oprește cursul prescripției datoriei principale	1873
— A se vedea cuvintele: „Compensație“, „Garanție“.	
Filiațiune. Cum se face dovada filiațiunii în caz de pierderea registrelor de stare civilă	33, 176
— Când soții cari au decedat aveau o posesiune de stat și când copiii născuți din ei, au posesiune de stat necontrazisă prin actele de naștere, dacă se mai poate contesta legitimitatea lor	179
— Dacă bărbatul este tatăl copilului conceput în timpul căsătoriei, și în ce cazuri este el în drept a nu recunoaște de al său pe copilul născut în timpul căsătoriei	286
— Dacă bărbatul este în drept a nu recunoaște pe copil sub cuvânt de neputință trupească sau pentru cauza de adulter	287
— În ce cazuri bărbatul nu poate tăgădui paternitatea copilului născut mai înainte de 180 zile dela data căsătoriei	288
— Dacă legitimitatea copilului născut după 300 zile dela desfacerea căsătoriei poate fi contestată	289
— În ce termen este obligat bărbatul a introduce reclamațiunea pentru contestarea paternității copilului	290
— Dacă moștenitorii bărbatului au dreptul să conteste legitimitatea copilului	291
— Cum se dovedește filiațiunea copiilor legitimi	292, 293
— Cum se poate stabili posesiunea de stat a unui copil legitim	294
— Dacă se poate reclama o stare civilă contrară aceleia ce rezultă din actul de naștere și posesiunea de stat conformă acestui titlu	295
— Cum se face dovada filiațiunii, în lipsă de titlu și de posesiune de stat statornică sau când copilul a fost înscris sub nume mincinos sau ca născut din tată și mamă necunoscuți	296
— Ce acte pot constitui un început de dovadă scrisă, pentru a se putea admite dovada cu martori în stabilirea filiațiunii legitime	297
— Dacă este admisă dovada contrară în materie de stabilirea filiațiunii legitime	298
— Ce instanțe judecătorești sunt competente pentru a hotărî asupra reclamațiunilor privitoare la starea civilă a unei persoane	299

	<u>Articolul</u>
Filiațiune. Dacă chestiunea suprimării stărei civile, înainte de a veni înaintea unei instanțe penale, trebuie să fie rezolvată în mod definitiv de instanțele civile	300
— Dacă se poate prescrie acțiunea pentru reclamarea stării civile, în privința copilului	301
— În ce cazuri și în ce termen vor putea moștenitorii copilului să intenteze acțiune pentru reclamarea stării civile	302
— Dacă moștenitorii copilului sunt în drept a urmări acțiunea deschisă de copil, pentru stabilirea stării sale civile	303
— Dacă cercetarea paternității este permisă în dreptul nostru și în ce cazuri se poate face	307
— Dacă cercetarea maternității este permisă în dreptul nostru	308
— A se vedea cuvintele: „Act de căsătorie“, „Act de moarte“, „Act de naștere“, „Act de stare civilă“, „Copii“, „Legitimare“, „Paternitate“, „Tăgădă de paternitate“.	
Fiu. A se vedea cuvintele: „Ascendenți“, „Bărbat“, „Copii“, „Descendenți“, „Divorț“, „Femei“, „Filiațiune“, „Legitimare“, „Mamă“, „Paternitate“, „Rude“, „Tăgădă de paternitate“, „Tatăl“.	
Fluviu. Cui aparțin fluviile și râurile navigabile	476
— A se vedea cuvintele: „Aluviune“, „Râuri“	
Folosință. A se vedea cuvintele: „Contract de căsătorie“, „Dotă“, „Parafernă“, „Posesiune“, „Uzuctruct“.	
Fond. Dacă fondurile de pământ și clădirile sunt imobile prin natura lor	463
— A se vedea cuvintele: „Accesiune“, „Arandare“, „Proprietate“, „Servitute“.	
Forma actelor. Cărei legislațiuni este supusă forma exterioară a actelor	2, 34
— A se vedea cuvintele: „Act autentic“, „Act de stare civilă“.	
Formalități. A se vedea cuvintele: „Abitațiune“, „Achizițiuni“, „Act autentic“, „Act confirmativ“, „Act recognitiv“, „Act sub semnătură privată“, „Act de stare civilă“, „Adopțiune“, „Amanet“, „Antichreză“, „Arandare“, „Căsătorie“, „Cesiune“, „Comodal“, „Consiliu judiciar“, „Contract de căsătorie“, „Copie“, „Copii“, „Depozit“, „Divorț“, „Donațiune“, „Dotă“, „Emancipație“, „Expropriere silită“, „Fidejusiune“, „Filiațiune“, „Impărțeală“, „Imprumut“, „Interdicție“, „Ipotecă“, „Jurământ“, „Legitimare“, „Licitație“, „Locație“, „Mandal“, „Mărturisire“, „Minoritate“, „Novațiune“, „Oferta de plată“, „Partaj“, „Privilegiu“, „Purgare“, „Remitere“, „Rendită pe viață“, „Schimb“, „Servitute“, „Societate“, „Subrogație“, „Succesiune“, „Testament“, „Transcripție“, „Tranzacție“, „Tutelă“, „Tutor“, „Uz“, „Uzuctruct“, „Vânzare“.	
Formulă executorie. În ce cazuri se poate suspenda executarea actului autentic investit cu formulă executorie	1173
— Ce titluri se cer pentru a se putea provoca vânzarea silită a imobilelor	1832
Forță majoră. Dacă proprietarul sau uzufructuarul sunt obligați a reconstrui aceea ce a căzut din vechime sau s'a distrus sau pierit din caz fortuit	547, 555, 556
— Dacă poate fi loc la daune-interese când din o forță majoră sau din un caz fortuit, debitorul a fost oprit a da sau a face ceea ce era obligat să facă sau a făcut ceea ce era oprit	1083
— Dacă obligațiunea subsistă, când obligațiunea având de obiect un corp cert și determinat, acesta a pierit din caz fortuit	1156
— Dacă obligațiunea subsistă, atunci când printr'un eveniment oarecare ce nu se poate imputa debitorului, se face imposibilă executarea ei	1156
— Dacă este admisibilă proba cu martori atunci când creditorul a pierdut titlul ce-i servea ca dovadă scrisă, din o cauză de forță majoră neprevăzută	1198

Forță majoră. Care este răspunderea bărbatului de restituirea dotei, consistând din mobile cari au pierit prin uz sau din obligațiuni sau rendite cari au pierit în totul sau în parte, fără neglijența soțului 1274, 1275

- În a cui sarcină cade pierderea lucrului vândut, prin caz fortuit, în materie de vânzare perfectă 1358
- Dacă mai subsistă contractul de locațiune, în cazul când în cursul locațiunii, lucrul arendat sau închiriat se strică cu totul prin caz fortuit 1423
- Dacă locatarul este răspunzător de pierderea sau deteriorarea lucrului închiriat, provenită din cauza vechimei sau a unei forțe majore 1431
- Dacă locatarul este răspunzător de incendiul întâmplat prin caz fortuit sau forță majoră 1435
- Dacă locatarul este răspunzător de sfărâmarea geamurilor provenită din cauză unei întâmplări extra-ordinare sau forță majoră 1447
- Dacă reparațiunile locative cad în sarcina locatarului atunci când ele au fost cauzate prin vechime sau forță majoră 1448
- Dacă arendarea s'a făcut pe mai mulți ani și dacă în cursul seu s'a pierdut prin caz fortuit toată recolta unui an sau cel puțin jumătate din ea, cum se face scăzământul din arendă 1457
- Dacă arendarea s'a făcut numai pe un an și toată recolta sau cel puțin jumătate, s'a pierdut prin caz fortuit, cum se face scăzământul din arendă 1458
- Când în cazurile articolelor 1457 și 1458 din codul civil, pierderea fructelor s'a făcut după culegerea lor, dacă se poate admite scăzământ din arendă 1459
- Dacă arendașul poate prin o clauză expresă să-și ia asupra sa cazurile fortuite 1460
- Ce se înțelege prin cazuri fortuite ordinare și cazuri fortuite extra-ordinare, în materie de arendare 1461
- În sarcina cui cade pierderea recoltei prin caz fortuit, în materie de arendare pe fructe 1469
- Dacă pot fi răspunzători cărașii și căpitanii, de pierderea sau stricăciunea lucrurilor încredințate lor și provenită din cauză de forță majoră 1475
- Dacă poate fi făcut răspunzător comodatarul de pierderea lucrului imprumutat, provenită din caz fortuit 1566-1568
- Dacă poate fi făcut răspunzător depozitarul de stricăciunile lucrului depozitat, provenite din forță majoră 1601, 1605
- Ce răspundere are depozitarul căruia i s'a luat lucrul prin forță majoră, înlocuindu-l prin o sumă de bani 1606
- Dacă ospățatorii sau hangii pot fi făcuți răspunzători de furturile comise cu mâna înarmată sau în altfel cu forță majoră 1625
- Dacă poate fi făcut răspunzător creditorul amanetat de pierderea sau stricăciunea întâmplată lucrului amanetat, prin caz de forță majoră 1691
- Când un imobil, recoltă sau alte bunuri mobile, vor fi fost asigurate contra incendiului sau alt caz fortuit, la ce se afectează suma datorită de către asigurator 1721

Fortuit caz. A se vedea cuvintele: „Forță majoră“.

Frate. Când poate face fratele opoziție la căsătorie 155

- Dacă frații buni ai minorului fac parte din consiliu de familie 358
- A se vedea cuvântul: „Successiune“.

Fraudă. Ce fraude se pot comite în materie de acte de stare civilă 36-40, 180, 181, 182, 300

- Cari sunt efectele divorțului în privința dreptului copiilor asupra averii soților, în caz de divorț prin consimțământ mutual și asupra averii soțului vinovat, în caz de divorț pentru cauză determinată și cari sunt formalitățile de îndeplinit pentru realizarea acestor drepturi 285

	Articolul
Fraudă. In ce termen trebuie să introducă bărbatul acțiune în tăgadă de paternitate	290
— Cine are proprietatea și în ce condițiuni, asupra animalelor sau sburătoarelor sălbatice cari trec pe pământul cuiva	503
— Dacă creditorii sunt în drept să atace actele frauduloase (viclene) făcute de debitor în prejudiciul drepturilor lor	975, 976
— Dacă minorul are acțiune în resciziune în contra obligațiilor ce rezultă din delictele sau cuasi-delictele sale	1162
— Dacă sunt admise prezumpțiunile pentru a se dovedi fraudă la un act	1203
— Dacă creditorii bărbatului sunt în drept a ataca separațiunea de patrimonii pronunțată și executată în fraudă drepturilor lor	1204
— A se vedea cuvintele: „Contracte“, „Dol“, „Donațiune“, „Succesiune“, „Viclenie“.	
Fruite. Dacă sunt mobile sau imobile recoltele înainte și după tăierea lor și fructele de pe arbori înainte și după culegerea lor	465
— Dacă uzufructul lucrurilor imobile sunt imobile	471
— Cui se cuvin fructele naturale sau industriale ale pământului și fructele civile	483
— Cui se cuvin fructele produse de un lucru și sub ce condițiuni	484
— În ce cazuri și sub ce condițiuni posesorul unui lucru are dreptul la fructele produse de acel lucru	485-487
— Din ce sunt formate fructele naturale	522
— Din ce sunt formate fructele civile	523
— Cum se dobândesc fructele civile	525
— Dacă sunt supuse raportului la succesiune, fructele și interesele lucrurilor	762
— Din ce moment este obligat donatarul a restitui fructele porțiunii ce trece peste partea disponibilă	854
— Din ce moment se datoresc legatarului universal, fructele bunurilor cuprinse în testament	890
— Din ce moment se datoresc legatarului unei fracțiuni din moștenire, fructele acelei fracțiuni	898
— Din ce moment se datoresc legatarului singular, fructele legatului său	899
— Din ce moment soțul datorește fructele dotei, în caz de desfacerea căsătoriei	1278
— Dacă văduva poate cere în cursul anului de doliu fructele dotei	1324
— Cine are dreptul la fructele lucrului depozitat	1608
— Dacă fructele sau recolta pământului sunt supuse privilegiului proprietarului pentru plata arenzii	1730
— Dacă fructele sau recolta pământului sunt supuse privilegiului creditorului care a procurat semănțele sau celui care a făcut cheltuelile recoltei de peste an	1734
— Prin ce termen se prescriu fructele civile și cele naturale	1907
— A se vedea cuvintele: „Accesiune“, „Antichreză“, „Arendare pe fructe“, „Recoltă“, „Uzufruct“.	
Funcționar. Dacă primirea unei funcțiuni publice de la un guvern străin, fără autorizația guvernului român, face a se pierde calitatea de român	17
— Ce sancțiuni se aplică funcționarilor cari comit abateri la confecționarea actelor de stare civilă și la ținerea registrelor	36
— Dacă funcționarii polițienești sunt datori ca în caz de moarte violentă sau bănuită, să trimită ofițerului de stare civilă toate științele arătate în procesele verbale de constatarea decesului	66, 68
— Ce domiciliu are cetățeanul chemat într'o funcțiune publică temporală sau revocabilă	91
— Ce domiciliu are cetățeanul chemat într'o funcțiune publică pe viață	92

	Articolul
Funcționar. Ce persoane nu se pot face adjudecatori nici direct, nici prin persoană interpuse	1308
— Dacă ipoteca stabilită asupra averii funcționarilor comptabili publici, trebuie reînnoită după 15 ani	1788
— A se vedea cuvintele: „Militar“, „Ofițer de stare civilă“, „Poliție“, „Război“.	
Furt. In ce termen se poate revendica un lucru furat	1900
— In ce condițiuni poate fi obligat posesorul de bună credință a unui lucru mișcător furat, a-l restitui proprietarului	1910

G

Gaj. A se vedea cuvântul: „Amanet“.

Garanție. Dacă eredele beneficiar trebuie să dea garanție pentru prețul bunurilor mișcătoare cuprinse în inventar	718
— Dacă eredele debitorului fiind chemat în judecată pentru totalitatea datoriei, poate cere a fi puși în cauză și ceilalți moștenitori	1065
— Dacă bărbatul este obligat a da garanție pentru primirea dotei mișcătoare	1244
— Dacă vânzătorul mai poate răspunde pentru evicțiune, atunci când cumpărătorul s'a judecat până la ultima instanță, fără să fi chemat în cauză pe vânzător	1351
— Dacă locatarul care este tulburat în folosința sa printr'o acțiune care tinde la revendicarea lucrului închiriat sau arendat, este dator a chema în garanție pe proprietarul aceluia lucru	1427, 1428, 1433
— Ce garanție trebuie să dea locatarul pentru asigurarea plății chiriei	1446
— Ce garanție trebuie să dea arendașul pentru a nu se declara reziliat contractul de arendare	1455
— Ce garanție trebuie să dea constituitorul unei rente pe viață cu titlu oneros, pentru asigurarea executării contractului	1646, 1647
— In ce cazuri se stinge garanția ce s'a dat	1679-1684
— Care este garanția creditorului pentru plata datoriilor	1718, 1719
— La ce plată servește suma produsă din asigurarea lucrurilor arse sau distruse	1721
— Ce garanție ipotecară sunt datori a da administratorii publici, comptabili și percepători	1768
— Cine garantează ținerea regulată a registrelor de inscripții și transcripții	1816-1823
— A se vedea cuvintele: „Abitațiune“, „Absentă“, „Acțiune de anulare“, „Aleatorii“, „Amanet“, „Antichreză“, „Arhitect“, „Căpitan“, „Căraș“, „Cauțiune“, „Cesiune“, „Comodat“, „Contract“, „Cuasi-contract“, „Cuasidelict“, „Delict“, „Depozit“, „Donațiune“, „Dotă“, „Evicțiune“, „Fidejusiune“, „Ipotecă“, „Locațiune“, „Mandat“, „Obligațiuni“, „Privilegiu“, „Rendită“, „Responsabilitate“, „Societate“, „Succesiune“, „Tutelă“, „Uzuct“, „Vânzare“.	
Gard. Cui aparține gardul care desparte două proprietăți și care sunt normele de stabilirea dreptului de proprietate	606
— La ce distanță de linia despărțitoare între proprietăți, se pot sădi arborii cari cresc înalți	607
— Dacă vecinul poate cere ca arborii și gardurile vii puși la o distanță mai mică decât cea prevăzută de dispozițiile codului civil, să se scoată	608
— Cui aparțin arborii ce se află în gardul comun și cine are dreptul a cere să-i tac	609
— A se vedea cuvântul: „Servitute“.	
Gazetă. A se vedea cuvântul: „Ziar“.	

	<u>Articolul</u>
Gestiune. Dacă gerantul care greează interesele altuia, este obligat a continua gestiunea până ce proprietarul va putea să se ocupe de afacerile sale	987, 988
— Ce îngrijire trebuie să dea gerantele gestiunii sale	989
— Dacă gerantele răspunde în cazul când afacerea s'ar compromite	990
— Dacă stăpânul trebuie să despăgubească pe gerante de toate cheltuielile utile și necesare ce le-a făcut în interesul său	991
— A se vedea cuvintele: „Act administrativ de autoritate“, „Act de administrație“, „Act de gestiune“, „Act de guvernământ“, „Contencios administrativ“.	
Gineri. Ce îndatorire de alimentație au ginerii și nurorile față de socrii lor	188
Grad de rudenie. Cum se stabilește gradul de rudenie și proximitatea rudeniei	659-663
— A se vedea cuvintele: „Rudenie“, „Succesiune“.	
Grănițuire. A se vedea cuvintele: „Arbori“, „Gard“, „Ingrădire“, „Șanț“, „Servitute“, „Zid“.	
Grație. Dacă în materie de desființare de contracte în baza condiției rezolutorii, se poate acorda de justiție, termen de grație	1020, 1021
— Dacă se poate acorda debitorului un termen de grație	1101
— În ce cazuri judecătorul poate acorda cumpărătorului un termen de grație	1366, 1367
Gravidă. În ce cazuri nu se mai poate cere anularea căsătoriei, contractată de către soți cari nu aveau vârsta legiuită	167
Grefier. Cine păstrează registrele de stare civilă	30
— Cine păstrează procurile și înscrisurile anexate la actele de stare civilă	31
— Cine face mențiune despre un act privitor la stare civilă, pe marginea unui alt act deja înscris în registre	35
— Unde se depun la finele anului, registrele de trecerea proceselor verbale întocmite despre facerea publicațiilor	49
— În caz de divorț prin consimțământ mutual, după trecere de un an de la prima declarație, ce lucrare încheie Grefierul Tribunalului și de cine se subscrie	266
— Cari sunt efectele divorțului în privința drepturilor copiilor asupra averii soților, în caz de divorț prin consimțământ mutual și asupra averii soțului vinovat, în caz de divorț pentru cauze determinate, și cari sunt formalitățile de îndeplinit pentru realizarea acestor drepturi	285
— Ce formalități trebuiesc îndeplinite cu actul de recunoașterea unui copil natural și ce sancțiuni se aplică în caz de neurmăre	304
— Unde se înscriu hotărârile de adopțiune și cele de revocarea ei, după a cui cerere se face înscrierea și cari sunt sancțiunile în caz de neurmăre	323
— Cine este însărcinat cu ținerea registrelor de inscripțiuni și transcripțiuni a ipotecilor, privilegiilor și actelor de mutațiune de proprietate	1816-1823
Guvernământ. A se vedea cuvintele: „Act administrativ de autoritate“, „Act de administrație“, „Act de gestiune“, „Act de guvernământ“, „Contencios administrativ“.	

H

Hangii. Dacă hangiii și ospătătorii răspund pentru toate lucrurile aduse în localul lor de călători	1623
— Dacă hangiii și ospătătorii răspund de furtul sau stricăciunea lucrurilor călătorilor	1624, 1625
— În ce termen se prescrie acțiunea hangiiilor și ospătătorilor pentru alimentele și locuința ce o procură	1903

Hârtii casnice. A se vedea cuvintele: „Act scris“, „Inscris“.

Hirurgi. A se vedea cuvântul: „Chirurgi“.

Hotar. Dacă un proprietar are dreptul a obliga pe vecinul său să-și grănițuiască proprietatea lipită de a sa	584
— Dacă un proprietar are dreptul să-și ingrădească proprietatea sa	585
— Dacă locatarul este obligat a apăra hotarele lucrului închiriat contra uzurpațiilor	1433
— A se vedea cuvântul: „Servitute“,	
Hotărîre. Dacă judecătorul este oprit de a se pronunța în hotărîrile ce dă, pe cale de dispoziții generale și reglementare, asupra cauzelor ce-i sunt supuse	4
— Dacă există drept de apel asupra hotărîrilor date asupra actelor de stare civilă	40, 84
— Unde și de către cine se trec, hotărîrile judecătorești pronunțate asupra opozițiilor la căsătorie	53
— Cui sunt opozabile hotărîrile de rectificarea actelor de stare civilă	85
— Unde se înscriu și de către cine, hotărîrile date asupra rectificării actelor de stare civilă	86
— Unde se publică hotărîrile de declarare de absență	104
— Când se pronunță hotărîrea de declarare de absență	105
— Cum cer moștenitorii punerea lor în posesie asupra averii absentului, atunci când el nu a lasat procură	106
— Cari sunt efectele revenirii absentului sau dovedirii existenței sale, în timpul punerii în posesie provizorie, asupra hotărîrei prin care s'a declarat absența	116
— Contra cui se exercită acțiunile ce terții ar avea contra absentului, după pronunțarea hotărîrei de declarare de absență	119
— În caz de opoziție la căsătorie pentru motiv de smintire, în ce termin trebuie să se pronunțe hotărîrea de interdicție	155
— În ce termin trebuie să se pronunțe hotărîrea asupra unei cereri de anularea unei opoziții la căsătorie	158
— În ce termini trebuie să se pronunțe hotărîrea, asupra apelului făcut contra unei sentințe privitoare la o cerere de anularea unei opoziții la căsătorie	159
— În ce termin trebuie pronunțată decizia în recursul făcut contra unei hotărîri, dată asupra unei cereri de anularea unei opoziții la căsătorie	160
— Când dovada celebrării căsătoriei se află dobândită prin rezultatul vre-unei proceduri criminale, ce efecte produce înscrierea sentinței în registrele de stare civilă, în privința soților și a copiilor	180
— În cazul când vre-una din cauzele de divorț dă loc la urmărire criminală din partea Ministerului public, dacă acțiunea de divorț se va suspenda până la intervenirea hotărîrei Curții cu Jurați	217
— Cum procedează tribunalul când trebuie să pronunțe hotărîrea de divorț și unde o pronunță	240
— Cum se pronunță hotărîrea în materie de despărțenie, după un an de încercare	242
— Cum judecă Curtea de apel, cererea de apel făcută în materie de divorț	244
— Cari sunt termenele de apel și de recurs în materie de divorț și de când curg termenele	245
— În ce termin trebuie să prezinte soțul câștigător hotărîrea de divorț la ofițerul stării civile pentru înscriere și unde se înscrie	246
— De când curge termenul în care trebuie să se prezinte la ofițerul de stare civilă hotărîrea de divorț pentru înscriere	247

	<u>Articolul</u>
Hotărîre. In caz de divorț prin consămtămint mutual, după referatul președintelui tribunalului, ce verificare face tribunalul pentru a admite sau respinge cererea	269
— In caz de respingerea cererii de divorț prin consămtămint mutual, in ce termen se declară apel și cari sunt formele	270
— In caz de apel asupra sentinței de divorț prin consămtămint mutual, cui comunică Procurorul Curții de apel concluziunile sale, cine face referat și in ce termen se pronunță decizia Curții de apel	273
— Asupra deciziei Curții de apel de respingerea cererii de divorț prin consămtămint mutual, in ce termen se declară recurs și cum se face acest recurs	274
— Asupra deciziei Curții de apel de admiterea cererii de divorț prin consămtămint mutual, cine și cum face cererea de recurs	275
— Hotărîrea definitivă de admiterea cererii de divorț prin consămtămint mutual, unde, in ce termen și sub ce sancțiune trebuie înscrisă	276
— In ce termen femeia divorțată va putea trece în altă căsătorie	278
— Cari sunt efectele divorțului in privința drepturilor copiilor asupra averii soților, in caz de divorț prin consămtămint mutual și asupra averii soțului vinovat, in caz de divorț pentru cauze determinate și cari sunt formalitățile de îndeplinit pentru realizarea acestor drepturi	285
— Dacă chestiunea suprimării stării civile, înainte de a veni în judecata unei instanțe penale, trebuie rezolvată in mod definitiv de o instanță civilă	300
— Dacă hotărîrea de adopțiune trebuie motivată și in ce termen urmează a se pronunța	320
— Unde se înscriu hotărîrile de adopțiune și cele de revocarea ei, după a cui cerere se înscriu și cari sunt sancțiunile in caz de neurmărire	323
— Dacă trebuie motivată hotărîrea consiliului de familie de excludere sau de destituire a tutorului	388
— In ce termen se poate ataca înaintea tribunalului, hotărîrea consiliului de familie prin care se exclude sau se destituie tutorele	389
— Dacă se poate pune in lucrare, înainte de a fi aprobată de tribunal, hotărîrea consiliului de familie relativă la vânzarea averii nemiscătoare a minorului	402
— Unde se pronunță hotărîrea de interdicțiune	444
— Dacă este apelabilă hotărîrea dată in materie de interdicție	446
— Dacă hotărîrea dată in materie de interdicțiune, trebuie publicată și afișată	447
— Dacă hotărîrea care revocă interdicțiunea pronunțată, trebuie să fie publicată și afișată	457
— Dacă sunt necesare concluziile procurorului pentru a se pronunța hotărîrea in materie de interdicțiune sau de numirea unui consiliu judiciar	460
— Dacă debitorul mai poate să-și retragă suma depusă după pronunțarea hotărîrei care validează oferta și consemnația sumei făcută de debitor, creditorului său	1119
— Când se poate spune că o hotărîre are puterea de lucru judecat	1201
— Dacă se pot admite dovezi contra unei hotărîri rămase definitivă	1202
— Dacă trebuie publicată și sub ce sancțiune, hotărîrea dată in materie de separație de patrimonii	1259
— In ce termen și sub ce sancțiune trebuie să se înceapă executarea hotărîrei dată in materie de separație de patrimoniu	1262
— De când își produce efectele hotărîrea de separație de patrimoniu	1263
— Dacă trebuie transcrisă și in ce registru hotărîrea care constată o cesiune sau o chitanță de chirie sau arendă pe doi ani viitori	1394

	Articolul
Hotărîre. Ce titluri se cer pentru a se putea provoca vânzarea silită a imobilelor	1832
— Dacă adjudecarea se poate face înainte de a se fi obținut o sentință definitivă în ultima instanță sau trecută în puterea de lucru judecat	1834
— Dacă este întrerupătoare de prescripție hotărîrea de admiterea unei cereri	1838
— A se vedea cuvintele: „Deciziune“, „Sentință“.	

I

Iazuri. A se vedea cuvântul: „Aluviune“.	
Identitate. Cum se dovedește maternitatea unui copil natural	308
Illicită. Dacă se poate deroga prin convențiuni sau dispozițiuni particulare la legile cari interesează ordinea publică, și bunele moravuri	5
— Dacă obligațiunea fondată pe o cauză ilicită poate avea vre-un efect	966
— Când o cauză este ilicită	968
— Dacă este valabil un contract de societate prin care un asociat își stipulează totalitatea câștigurilor sau acela prin care asociații stipulează ca să fie scutiți de a participa la pierdere	1513
Imobile. Căror legi sunt supuse imobilele aflătoare în România, chiar posedate de către străini	2
— Dacă imobilele absentului trebuiesc expertizate și evaluate	111
— Dacă imobilele absentului se pot ipoteca sau înstrăina de cei ce se află în posesiunea lor	113
— Dacă și în ce condițiuni se pot ipoteca sau înstrăina imobilele proprietatea minorilor	401-404, 1846
— Dacă pentru acțiunile imobiliare aparținând minorilor, tutorii trebuiesc autorizați de către consiliul de familie	408, 410
— Pe ce termen poate minorul emancipat să-și arendeze sau să-și închirieze bunurile sale	427
— Dacă minorul emancipat poate revendica bunurile sale imobiliare, fără asistența curătorului său	428
— Dacă minorul emancipat poate ipoteca sau înstrăina imobilele sale	430
— Dacă imobilele interzisului pot fi ipotecate sau înstrăinate	454
— Dacă imobilele celui pus sub consiliu judiciar pot fi ipotecate sau înstrăinate	458
— Cari lucruri sunt considerate ca imobile prin natura lor	463, 464
— Dacă sunt imobile sau mobile, recoltele și fructele înainte și după culegerea lor	465
— Dacă sunt imobile sau mobile, animalele pe cari proprietarul fondului le dă arendașului pentru cultura pământului	467
— Cari lucruri sunt imobile prin destinațiunea lor	468, 469
— Dacă sunt imobile sau mobile, urloaele sau țevile cari servesc pentru conducerea apelor la un fond de pământ sau la vre-o casă	470
— Dacă sunt imobile sau mobile, uzufructul lucrurilor imobile, servitutinele și acțiunile cari tind la revendicarea unui imobil	471
— Cari sunt imobilele care fac parte din domeniul public	476, 478
— Ce bunuri pot forma obiectul constituirei unui uzufruct	520
— Ce bunuri pot forma obiectul constituirei unui drept de uz și abitațiune	565-575
— Dacă este supus raportului imobilul care s'a pierdut din caz fortuit și fără greșala donatarului	760
— Dacă imobilul dăruit trebuie raportat și în ce mod la masa succesorală	765-771
— Dacă legatarul profită și de noile achizițiuni făcute de către testator și alipite aceluia imobil	904
— Dacă imobilele lăsate prin testament și având sarcini de uzufruct sau ipotecă, trebuiesc predate legatarilor libere sau nu de aceste sarcini	905

	Articolul
Imobile. In ce condițiuni se pot opune celor de al treilea vânzările de imobile	1295
— Cum se face predarea imobilelor vândute	1314, 1315, 1319, 1324-1326
— Dacă vânzarea imobilelor cu arătarea de cuprinsul lor și pe atât măsura, obligă pe vânzător a preda cuprinsul arătat în contract	1327
— Când imobilele vândute au o întindere mai mare de cât cea arătată în contract, dacă este obligat cumpărătorul a plăti prețul diferenței	1328
— In ce cazuri poate da loc la complinire sau la scăderea din preț, vânzarea imobilului făcută pe atât măsura	1329
— Cum se rezolvă cazul când s'au vândut două fonduri printr'un singur contract, drept un singur preț, cu arătarea de măsura fiecăruia și cuprinsul unuia este mai mic decât cel declarat iar al celuilalt este mai mare	1333
— Dacă prin răscumpărare, imobilul vândut cu pact de răscumpărare, reîntră în posesiunea vânzătorului, liber de orice sarcine și ipotecă constituite de cumpărător	1380
— Dacă trebuie vândut prin licitație publică imobilul care aparține mai multor persoane și care nu se poate împărți ușor și fără pierdere	1388-1390
— Dacă se poate constitui asupra unui imobil un sechestrul convențional	1630
— Dacă se poate cere punerea unui imobil sub sechestrul judiciar	1632
— Sub ce condițiuni se poate cere de către fidejutor discuțiunea bunurilor imobiliare ale debitorului principal	1664, 1665
— Cum se măsoară solvabilitatea unui garant	1660, 1675
— Cine are dreptul la suma plătită de asigurator pentru un imobil asigurat și care a fost distrus prin foc	1721
— Dacă se pot prescrie imobilele scoase din comerț	1844
— Dacă se pot prescrie imobilele proprietatea statului, a stabilimentelor publice și a comunelor	1845
— Dacă imobilele minorilor și interzișilor pot fi prescrie	1876
— Dacă se pot prescrie imobilele dotale și parafernale	1877, 1878, 1881
— A se vede cuvintele: „Abitațiune“, „Accesiune“, „Antichreză“, „Arendare“, „Donațiune“, „Dotă“, „Evicțiune“, „Expropriere silită“, „Impărțeală“, „Ipotecă“, „Locațiune“, „Partaj“, „Prescripție“, „Privilegiu“, „Proprietate“, „Servitute“, „Succesiune“, „Testament“, „Uzfruct“, „Vânzare“.	
Imposibilă. Dacă este nulă convențiunea stipulată sub o condițiune imposibilă	1008
Impozit. Legea impozitului pe moșteniri	684
Imprescriptibil. Dacă se poate prescrie acțiunea pentru reclamarea stării civile	301
— Dacă se poate prescrie domeniul lucrurilor cari, din natura lor proprie sau printr'o declarațiune a legii, nu pot fi obiecte de proprietate privată	1844
— A se vede cuvântul: „Prescripție“.	
Imprevizune. Dacă în dreptul nostru este aplicabilă teoria impreviz. 977, 1579, 1584,	1587
Imprudență. Dacă cineva este responsabil de daunele cauzate prin imprudența sa	999
Imputațiune. Cum se face imputațiunea plății mai multor datorii	1110
— Cum se face imputațiunea plății pentru o datorie purtătoare de dobânzi	1111
— Dacă poate fi contestată de debitor, imputațiunea plății făcută de creditor și prevăzută în chitanța dată debitorului său	1112
— Cum se face imputațiunea plății când nu se prevede accasta în chitanța dată de creditor, debitorului său	1113
— Când se amănetază o creanță care produce dobânzi, cum se imputează aceste dobânzi asupra capitalului și dobânzilor datorite pentru care s'a constituit amanetul	1692
— Care este definiția contractului de antichreză	1697
Inalienabilitate. A se vede cuvintele: „Dotă“ „Pământ rural“.	
Incapacitate. Cari sunt persoanele incapabile de a putea contracta	950

	Articolul
Incapacitate. Dacă este valabilă plata făcută creditorului incapabil	1098
— A se vedea cuvintele: „Consiliu de familie“, „Consiliu judiciar“, „Donațiune“, „Femea măritată“, „Interdicție“, „Minoritate“, „Testament“, „Tutelă“, „Vânzare“.	
Incendiu. Dacă locatarul este răspunzător de incendiul provenit imobilului închiriat	1435
— Ce destinație trebuie să se dea sumei plătită ca primă de asigurare, pentru distrugerea prin incendiu sau alt caz fortuit a unui imobil, recolte sau alte bunuri mobile, cari au fost asigurate	1721
Incompetență. A se vedea cuvântul: „Competență“.	
Indivizibilitate. A se vedea cuvintele: „Amanet“, „Antichreză“, „Depozit“, „Fidejusiune“, „Ipotecă“, „Obligațiune“, „Plată“, „Societate“.	
Indiviziune. A se vedea cuvintele: „Expropriere silită“, „Impărțeață“, „Licitație“, „Partaj“, „Succesiune“.	
Ingratitudine. Dacă ingratitudea este o cauză de revocarea donațiilor	831-834
— Dacă ingratitudea este o cauză de revocarea testamentelor	930, 931
— A se vedea cuvintele: „Donațiune“, „Testament“.	
Injuria grave. Dacă injuriile grave sunt o cauză de divorț	212, 241
— Dacă injuriile grave sunt o cauză de revocarea donațiilor	831
— Dacă injuriile grave făcute memoriei testatorului, sunt o cauză de revocarea testamentului și în ce termen se poate exercita această acțiune	931
Inscripție ipotecară. Cari sunt efectele divorțului în privința drepturilor copiilor asupra averii soților, în caz de divorț prin consimțământ mutual și asupra averii soțului vinovat, în caz de divorț pentru cauză determinată și cari sunt formalitățile de îndeplinit pentru realizarea acestor drepturi	285
— A se vedea cuvintele: „Dotă“, „Ipotecă“, „Inscriere“, „Privilegiu“, „Tutelă“.	
Inscripție în fals. Ce valabilitate au extractele de pe registrele de stare civilă, legalizate de președintele tribunalului	32
Insolvabilitate. Când unul dintre moștenitori sau succesori cu titlu universal este insolvabil, cine trebuie să plătească partea lui din datoria ipotecară	779
— Când unul dintre coerezi va fi insolvabil, cine plătește partea sa din garanția ce e dator pentru evicțiunea suferită de unul dintre copărtași în partea sa	788
— Dacă crezii sunt garanți pentru solvabilitatea debitorului unei rendite și cât durează această garanție	789
— Dacă debitorul mai poate reclama beneficiul termenului, când a devenit nesolvabil	1025
— Când creditorul a descărcat pe debitorul seu, acceptând delegațiunea ce-i făcuse către o altă persoană, dacă are recurs contra primului seu debitor, în cazul când persoana delegată a devenit insolvabilă	1133
— Dacă insolvabilitatea cumpărătorului, autorizează pe vânzător a refuza predarea lucrului vândut	1323
— Dacă proprietarul are dreptul a cere rezilierea contractului de închiriere, în cazul când locatarul sau arendașul a devenit insolvabil	1446, 1455
— Cum se urmează când unul dintre asociați și-a primit partea sa întreagă din creditul comun și debitorul a devenit apoi insolvabil	1507
— Dacă insolvabilitatea unuia dintre asociați, atrage desființarea societății	1523
— Dacă insolvabilitatea mandantului sau a mandatarului atrage stingerea mandatului	1552
— Cum se urmează când fidejursorul, căpătat de creditor de bună voce sau judecătorește a devenit insolvabil	1661
— Dacă insolvabilitatea unuia dintre co-garanți, se repartizează asupra tuturor celorlalți garanți	1667, 1668

	Articolul
Insolvabilitate. Dacă insolvabilitatea debitorului principal, autoriză pe fidejuser să reclame în contra sa, de și nu a plătit datoria	1673
— A se vedea cuvintele: „Cesiune“, „Dotă“, „Obligație“, „Separație de patrimoniu“.	
Institutori. Dacă institutorii sunt responsabili de prejudiciul cauzat de elevii lor	1000
Instrucțiuni ministeriale. A se vedea cuvântul: „Abrogare“	
Insule. Cui aparțin insulele și prunturile formate în albia fluviilor și râurilor navigabile sau plutitoare	499
— Cui aparțin insulele și prunturile formate în albia râurilor nonnavigabile și neplutitoare	500
— Cui aparține pământul, când un râu sau un fluviu, formându-și un braț nou, taie și inconjoară pământul unui proprietar riveran, făcând în acest chip o insulă	501
Insulte grave. Dacă insultele grave constituiesc o cauză de divorț	212, 241
Intendent. Cine îndeplinește oficiul de ofițer de stare civilă, în caz de războiu sau tulburări, pentru militari sau alte persoane în serviciu pe lângă armată	74
— Cine redactează actele de moarte ale ofițerilor și funcționarilor atașați pe lângă armată, în caz de războiu sau tulburări	81
— Cui se trimet actele de moarte ale militarilor încetați din viață în spitale	82
Intentare. A se vedea cuvintele: „Acțiune“, „Divorț“, „Proces“.	
Intenție. Cum se operează schimbarea domiciliului unei persoane	88
— Din ce acte rezultă intențiunea de schimbarea domiciliului	89, 90
— Ce domiciliu are cetățeanul chemat într-o funcțiune publică temporară sau revocabilă	91
— Ce condițiuni trebuie să îndeplinească actul de confirmare sau ratificare pentru a fi valabil în justiție	1190
— A se vedea cuvintele: „Acceptare“, „Renunțare“, „Succesiune“.	
Interdicție. Care este domiciliul majorului interzis	93
— Ce persoane și în ce condițiuni pot face opoziție la căsătoria unui nebun	155
— Dacă bărbatul este interzis sau absent, cine autorizează pe femeea căsătorită ca să stea în judecată sau ca să contracteze	204
— Cari sunt cauzele cari pot provoca punerea sub interdicție a unui major	435
— Cine este în drept a provoca punerea sub interdicție a unei persoane	436, 437
— Unde se adresează cererea de punere sub interdicție	438
— Dacă faptele care motivează cererea de punere sub interdicție trebuie arătate în scris și cum se face dovada lor	439
— Dacă este necesar avizul consiliului de familie asupra stărei persoanei ce se cere a fi pusă sub interdicție	440
— Dacă acei cari vor fi provocat punere sub interdicție, pot face parte din consiliu de familie	441
— Ce face tribunalul după ce primește avizul consiliului de familie	442
— Când poate tribunalul să numească un administrator provizoriu, persoanei ce se cere a fi pusă sub interdicție	443
— Unde se pronunță hotărîrea asupra cererii de punere sub interdicție	444
— Ce poate face tribunalul în caz când ar respinge cererea de punere sub interdicție	445
— Cum procedează Curtea de Apel în cazul când s'ar declara apel contra hotărîrei de punere sub interdicție	446
— În ce termen se afișează și se publică hotărîrea de interdicțiune	447
— Din ce moment își produce efectele sale, hotărîrea care pronunță interdicțiunea sau aceea care numește un consiliu judiciar	448
— Dacă după moartea unei persoane, se pot ataca actele săvârșite de ea, pentru motiv de smintire de minte, dacă interdicțiunea acelei persoane nu a fost pronunțată sau cerută înaintea morții sale	449

	Articolul
Interdicție. Când și după ce forme se numește persoanei puse sub interdicție un tutor	450, 1762
— Dacă bărbatul este de drept tutor al soției sale pusă sub interdicțiune	451
— Dacă femeia poate fi tutoarea soțului seu pus sub interdicțiune și cine controlează administrația sa	452
— Dacă tutorele unui interzis poate cere înlocuirea sa și după ce termin	453
— Cum se administrează persoana și averea unui interzis	454
— Care este destinația veniturilor averti interzisului	455
— Cine hotărăște locul unde trebuie să fie îngrijit un interzis	455
— Cine este chemat a stabili dota și toate celelalte convențiuni privitoare la stabilirea sau căsătoria copiilor unui interzis	456
— Cum încetează interdicțiunea și cari sunt formalitățile de îndeplinit, pentru ca interzisul să poată reîntra în exercițiul drepturilor sale	457
— Cum se poate accepta o succesiune cuvenită unui interzis	687
— Dacă tutorele unui interzis poate accepta o donațiune făcută unui interzis	815
— Dacă interziții pot reclama obiectele dăruite când donațiunea nu a fost acceptată sau transcrisă	820
— Când interziții cer anularea angajamentelor lor, dacă pot fi obligați a întoarce ceea ce au primit în urma acestor angajamente	1164
— Dacă minorii și interziții au dreptul să exercite acțiunea în resciziune pentru înstrăinarea imobilelor sau împărțelilor de succesiune, atunci când s'au îndeplinit cu această ocaziune toate formalitățile cerute	1166
— Dacă imobilele unui interzis pot fi urmărite și puse în vânzare, înaintea vânzării mobilelor sale	1826, 1827
— Dacă prescripțiunea curge în contra interzișilor	1876
— Prin ce termen se prescrie acțiunea pentru nulitatea sau pentru stricarea unei convențiuni ce aparține unui interzis	1900
— A se vedea cuvântul: „Smintire“.	
Interes. În ce cazuri cei interesați pot cere anularea unei căsătorii	166
— Dacă persoanele cari cer nulitatea unei căsătorii într'un interes pecuniar, trebuie să aibă un interes actual	169
— Ce persoane pot cere anularea căsătoriei săvârșită în taină și înaintea unui ofițer de stare civilă incompetent	173
— Când funcționarul stării civile sau orice alt autor al fraudei privitoare la o căsătorie, a încetat din viață, când s'a intentat acțiunea contra sa, dacă pot fi urmăriți pentru despăgubiri moștenitorii și de către cine	182
— Din ce poate rezulta începutul de dovadă scrisă pentru dovedirea filiațiunii	297
— În ce cazuri este permisă cercetarea paternității	307
Interese. A se vedea cuvintele: „Daune-interese“, „Dobândă“, „Procente“.	
Interogator. A se vedea cuvintele: „Interdicțiune“, „Mărturisire“.	
Interpretare. Cum trebuie judecătorul să interpreteze legile	3, 4
— Dacă principiile regulilor arătate în codul civil la capitolele accesiunii, se pot aplica și la cazuri analoage	516
— A se vedea cuvintele: „Contract“, „Vânzare“.	
Interpretative legi. Dacă legile interpretative au efect retroactiv	1
— Ce putere are dispoziția din codul civil, care dispune legitimarea copiilor născuți sau concepuți afară din căsătorie, prin căsătoria urmată între tatăl și mama lor	304
— A se vedea cuvintele: „Legea pentru regularizarea proprietății rurale“.	
Interpus. Cari sunt persoanele considerate de lege ca interpușe, în materie de donațiuni sau testamente	812, 940, 941

	<u>Articolul</u>
Interpus. Cari sunt persoanele cari nu se pot face adjudecatori, nici direct, nici prin persoane interpuse, sub pedeapsă de nulitate	1308
Inventar. In ce cazuri tribunalul însărcinează un curator pentru a reprezenta pe cei presupuși absenți	99
— Ce îndatoriri au persoanele puse în posesie provizorie asupra averii absentului, în privința conservării și vânzării averii absentului	111
— In caz de divorț prin consimțământ mutual, dacă soții sunt datori să facă mai întâi inventarul averii lor și să reguleze drepturile lor respective	258
— Dacă trebuie făcut inventarul averii interzisului	454
— Dacă legatarul universal sau al unei fracțiuni din moștenire trebuie să facă inventar, înainte de a fi pus în posesia porțiunii sale successorale	897
— Dacă soții cari stipulează prin contractul lor de căsătorie o societate de achizițiuni, sunt ținuți a face inventarul averilor lor	1289
— A se vedeă cuvintele: „Abitațiune“, „Absentă“, „Divorț“, „Donațiune“, „Dotă“, „Locațiune“, „Societate“, „Succesiune“, „Tutelă“, „Uz“, „Uzucruct“.	
Ipotecă. Dacă persoanele trimise în posesie în mod provizoriu asupra averii absentului, pot înstrăina sau ipoteca această avere	113
— Dacă femeea poate ipoteca averea sa, fără concursul bărbatului	199, 1285
— Dacă tutorul poate ipoteca averea nemiscătoare a minorului	401
— Dacă minorul emancipat poate ipoteca imobilele sale	429, 430
— Dacă cel pus sub consiliu judiciar poate ipoteca imobilele sale	458
— Dacă se poate face raportul în natură, când imobilul a fost ipotecat înainte deschiderei succesiunii	765
— Când se face raportul în natură, dacă imobilele reintră la masă liberă de orice ipotecă	769
— Când imobilele unei succesiuni sunt ipotecate special pentru plata de rendite, dacă fiecare dintre moștenitori poate cere ca renditele să fie plătite și imobilele eliberate, înainte de formarea loturilor pentru împărțeală	776
— Cine trebuie să plătească partea din datoria ipotecară a coerezilor sau succesorilor cu titlu universal insolvabili	779
— Când creditorul ipotecar primește plata sa dela o altă persoană, dacă o poate subroga în drepturile creanței sale ipotecare	1107, 1108
— Dacă femeea dotală poate ipoteca imobilele sale dotale	1248, 1250, 1252-1255
— Asupra căror bunuri ale bărbatului, urmează a fi inserisă ipoteca legală a femeii, pentru asigurarea dotei sale alienabile	1281, 1754, 1755
— Dacă femeea poate renunța la inscripțiunea ipotecei sale legale, în favoarea soțului său	1281, 1760
— Când vânzătorul reintră în urmarea pactului de răscumpărare, în drepturile sale de mai înainte asupra imobilului său, dacă acesta îi revine liber de toate sarcinile și ipotecile de cari cumpărătorul l-ar fi încărcat	1380
— Dacă cesiunea unei creanțe ipotecare, cuprinde ca accesorii, cautiunea, privilegiul și ipoteca	1396
— Dacă creditorul antichrezist conservă privilegiul și ipoteca asupra imobilului ce i s'a dat în antichreză	1703
— Ce destinațiune de plata are prețul datorit de asigurător pentru imobilul ipotecat care a ars sau a fost distrus	1721
— Dacă privilegiul primează sau nu ipoteca	1722
— Ce valabilitate au creanțele privilegiate în privința cărora nu s'ar fi îndeplinit condițiunile prescise pentru conservarea privilegiului	1745

	Articolul
Ipotecă. Care este definițiunea ipotecei și dacă este divizibilă sau nu	1749
— Care este efectul ipotecei în privința dreptului de urmare	1749
— Cum constituie dreptul de ipotecă	1749
— De câte feluri este ipoteca	1749
— Cum poate lua naștere ipoteca legală și ipoteca convențională	1749
— Cari lucruri se pot ipoteca	1750
— Dacă lucrurile mobile pot fi ipotecate	1751
— Dacă prin codul civil se aduce vre o modificare dispozițiilor legilor maritime, în privința ipotecei navelor și bastimentelor de mare	1752
— Cari sunt drepturile și creanțele asigurate prin ipotecă legale	1753
— Dacă bărbatul și femeia pot cere înscrierea ipotecei legale	1754
— Dacă ipoteca legală a femeii poate fi înscrisă după cererea femeii, în cursul căsătoriei și asupra altor imobile decât cele specificate prin contractul de căsătorie	1756
— Dacă ipoteca legală a femeii se poate cere a se înscrie, în cursul căsătoriei, pentru orice pretențiuni ar putea decurge din foaia sa dotală	1757
— Dacă inscripțiunile luate în baza art. 1756 și 1757 din codul civil, trebuiesc să arate în mod special fiecare imobil și să determine sumele pentru care sunt cerute	1758
— Dacă ipoteca legală a femeii poate fi înscrisă după cererea constituitorului dotei sau a procurorului tribunalului	1759
— Dacă bărbatul este în drept a contesta suma pentru care femeia sa a luat inscripție ipotecară în cursul căsătoriei	1761
— Cine determină și după ce norme suma pentru care se va lua inscripția ipotecară în numele minorilor, asupra averii imobiliare a tuto- rului	1762, 1763
— Dacă tutorii pot contesta quantumul sumei pentru care s'a înscris ipoteca legală pentru garantarea minorilor și interzișilor	1764
— Cine poate cere a se înscrie ipoteca legală, a minorilor și interzișilor	1765, 1766
— Dacă poate avea loc ipoteca legală, când tutorele este tatăl sau mama minorilor	1767
— Dacă ipoteca legală a statului, comunelor și stabilimentelor publice asupra bunurilor perceptorilor și administratorilor publici, se poate stabili și asupra bunurilor viitoare	1768
— Cine are capacitatea de a ipoteca	1769
— Dacă acei cari au asupra unui imobil un drept suspens sau rezolubil, au capacitatea să ipotecaze acel imobil	1770
— Dacă bunurile minorilor și ale interzișilor pot fi ipotecate	1771
— Prin ce formă se constituie o ipotecă convențională	1772
— Dacă ipotecile consimțite în țară străină au efect în România	1773
— Care este valabilitatea ipotecei convenționale dacă prin actul de constituțiune, nu se specifică anume natura și situațiunea fiecărui imobil al debitorului asupra căruia se consimte ipoteca creanței	1774
— Dacă bunurile viitoare ale debitorului pot face obiectul unei ipotece convenționale	1775
— Care este valabilitatea ipotecei convenționale, când suma pentru care este constituită ipoteca nu este determinată prin act	1776
— Dacă trebuie să se facă mențiune în inscripțiune de condițiunea ce afectează o creanță garantată prin o ipotecă convențională	1776
— Dacă ipoteca se întinde și asupra tuturor ameliorațiunilor survenite în urma constituirei ipotecei convenționale asupra imobilului	1777
— Care este rangul ipotecilor legale sau convenționale constituite asupra unui imobil	1778

	Articolul
Ipotecă. Ce rang au ipotecile înscrise în aceeași zi	1779
— Unde se fac înscricțiunile și în ce termen se poate face înscricțiunea unei ipotecii sau privilegiu, când debitorul a decedat înainte de luarea înscricțiunii	1780
— Care este procedura luării înscricțiunii unei ipotecii convenționale	1781, 1782
— Care este procedura luării înscricțiunii unei ipotecii legale	1783
— Cine poate cere luarea înscricțiunii unei ipotecii asupra bunurilor unei persoane încetată din viață	1784
— Ce rang ipotecar au dobândzile creanței ipotecare și pe cât timp anume	1785
— În ce termen urmează a fi reînscricțuită înscricțiunea ipotecară	1786
— Dacă înscricțiunile ipotecare luate în favoarea minorilor, interzișilor, femeilor măritate, statului, comunelor și celorlalte stabilimente publice, au nevoie a fi reînscrite	1786
— Ce condițiuni de formă trebuie să îndeplinească înscricțiunea reînscrită	1787
— Care este procedura pentru ștergerea sau reducerea înscricțiunilor ipotecare	1788
— Ce valabilitate au în România, actele făcute în țară străină, care constată consămțământul pentru ștergerea sau reducerea unei înscricțiuni ipotecare	1789
— Care este dreptul de urmărire al creditorilor privilegiați sau ipotecari	1790
— Ce obligațiuni are terțul detentor al imobilului ipotecat care nu a purgat imobilul ce-l deține, în privința plății sarcinilor ce există asupra acelui imobil	1791, 1792
— Când terțul detentor al imobilului ipotecat nu a purgat imobilul ce-l deține, dacă creditorii ipotecari pot cere vânzarea imobilului ipotecat	1793
— Dacă terțul detentor al imobilului ipotecat este în drept a cere suspendarea vânzării cerute de creditori, până ce mai întâi se vor urmări celelalte imobile ale debitorului principal	1794
— Dacă terțul detentor al imobilului ipotecat, are dreptul ca în caz de urmărire a creditorilor ipotecari, să delase imobilul	1795, 1796
— Care este procedura ce trebuie să o urmeze terțul detentor al imobilului ipotecat, când voește a delasa acel imobil și care sunt efectele delasării	1797
— Dacă servituțile și drepturile reale ce le avea terțul detentor asupra imobilului delasat, înainte de posesiunea sa, renașc după delasarea sau adjudecarea imobilului ipotecat	1798
— Dacă detentorul care a plătit datoria ipotecară, când a delasat imobilul ipotecat sau când a suferit exproprierea acestui imobil, are recurs în garanție contra debitorului principal	1799
— Cum se sting privilegiile și ipotecile	1800
— Unde se transcriu toate actele translativ de bunuri și drepturi cari se pot ipoteca și ce valoare au acele acte dacă nu au fost transcrise	1801, 1802
— Cari sunt efectele transcripției prevăzută de art. 1801 din codul civil	1803
— Care este procedura purgării imobilului de ipotecile și privilegiile cari sunt înscrise asupra imobilului cumpărat	1804—1813
— Cum se poate libera un imobil de ipotecile legale	1814
— În ce termen se putea face înscricțiunea ipotecilor legale ale femeilor căsătorite până la promulgarea codului civil	1815
— Cari sunt funcționarii însărcinați cu ținerea registrelor de înscricție și transcripție și cari sunt obligațiunile și responsabilitățile acestor funcționari	1816—1823
— Dacă creditorii au dreptul a urmări vânzarea imobilelor cari nu li sunt ipotecate, mai înainte de a urmări bunurile cari li sunt ipotecate	1828

Ipotecă. Cum se face vânzarea, dacă bunurile ipotecate creditorului și cele ce nu-i sunt ipotecate sau bunurile situate în diferite districte, fac parte din una și aceeași exploatare	1830
— A se vedea cuvintele: „Dotă“, „Inscripție“, „Novațiune“, „Privilegiu“, „Tutelă“.	
Irevocabilitate. A se vedea cuvintele: „Donațiune“, „Dotă“, „Revocare“, „Testamente“.	
Isvor. Ce drepturi are persoana asupra isvorului ce este pe proprietatea sa	579
— Cum se dobândește prin prescripție dreptul de folosință a unui isvor ce trece pe proprietatea cuiva	580
— Dacă proprietarul unui isvor are dreptul a schimba cursul unui isvor care dă apa trebuincioasă locuitorul unei comune, unui sat sau unui cătun	581
— A se vedea cuvântul: „Servitute“.	

Î

Imbogățire pe nedrept. Dacă cineva are dreptul a se îmbogați pe nedrept în dauna altuia	494, 991, 997, 998
Împacare. Dacă împacarea soților stinge cererea de divorț	251-253
Împământenire. A se vedea cuvintele: „Cetățean român“ și	6-20
Împărțeală. Când însărcinează tribunalul un curator pentru a reprezenta pe cei presupuși absenți	99
— Când se poate cere partajul averii absentului	114
— Dacă pentru împărțeala averii unui minor este necesară autorizația consiliului de familie și cum trebuie să se facă această împărțeala 409-412, 747-749	
— Dacă tatăl, mama și ceilalți ascendenți, pot face împărțeala bunurilor lor între copiii lor și ceilalți descendenți ai lor	794
— Prin ce acte se face împărțeala de ascendent și ce bunuri trebuie să cuprindă	795
— Ce valabilitate are împărțeala de ascendent care nu ar cuprinde toate bunurile lăsate de ascendent la moartea sa	796
— Ce valabilitate are împărțeala de ascendent care nu ar cuprinde pe toți copiii în viață la deschiderea succesiunii și descendenții fiilor premuriți	797
— Dacă se poate ataca împărțeala de ascendent când ar rezulta din ea sau din alte acte o vătămare a părții legitime a unuia dintre moștenitori	798
— Ce obligațiune are moștenitorul care atacă o împărțeala de ascendent, pe motivul că ar ataca partea sa legitimă	799
— Cum se formează masa succesorală pentru a se calcula partea disponibilă și rezerva moștenitorilor	849
— Dacă se mai poate ataca împărțeala atingătoare de averea minorilor sau interzișilor, când a fost făcută cu îndeplinirea tuturor formalităților prescise de lege	1166
— Cum se face împărțeala societății de achizițiuni, formată între bărbat și soția sa	1291-1293
— Cum se face împărțeala unui lucru comun al mai multor coproprietari, care nu se poate împărți ușor și fără pierdere	1388-1390
— Cum se face împărțeala averii unei societăți, între asociații săi	1530
— Cum se restituie depozitul către moștenitorii deponentului	1611
— Ce privilegiu garantează împărțeala făcută între moștenitori	1737, 1741
— Dacă se poate face împărțeala unei ipoteci	1746
— Dacă creditorii au voie să ceară împărțeala averii imobiliare a debitorului	1825
— A se vedea cuvintele: „Creditor“, „Partaj“, „Succesiune“.	
Impedecare la căsătorie. A se vedea cuvintele: „Căsătorie“, „Opoziție“.	

Improprietărire. A se vedea cuvintele: „Legea agrară“, „Legea privitoare la înstrăinarea loturilor dobândite prin improprietărire“, „Lege privitoare la regularea proprietății rurale“, „Pământ rural“.	
Împrumut. Dacă femeea măritată având avere parafernala se poate împrumuta fără consămțământul bărbatului	199
— Dacă tutorul se poate împrumuta în numele minorului, fără autorizația consiliului de familie și omologarea tribunalului	401, 402
— Dacă minorul emancipat se poate împrumuta fără autorizația consiliului de familie și omologarea tribunalului	420
— Dacă risipitorii puși sub consiliu judiciar se pot împrumuta fără asistența consiliului lor	458
— Dacă femeea dotală se poate împrumuta afectând ca ipotecă imobilul său dotal	1248, 1250, 1252, 1253
— Care este natura contractului de împrumut	1576
— Care sunt obligațiunile împrumutatului, când lucrul împrumutat piere	1577
— Care sunt obligațiile de restituire ale împrumutatului, când împrumutul este o sumă de bani	1578
— Care sunt obligațiile de restituire ale împrumutatului, când împrumutul s'a făcut în vergi metalice sau în monedă de aur sau argint	1579
— Care este răspunderea împrumutătorului	1580
— Dacă împrumutătorul poate cere restituirea împrumutului înainte de termenul fixat prin contract	1581
— Dacă judecătorul poate fixa un termen de restituire a lucrului împrumutat, când acesta nu este fixat prin contract	1582
— Cine fixează termen de plată când în contract s'a stipulat ca împrumutatul să restituie lucrul împrumutat când va putea sau când va avea mijloace	1583
— Care este starea în care trebuiesc restituite lucrurile împrumutate	1584
— Cum se procedează în cazul când împrumutatul este în imposibilitate de a restitui lucrurile în starea primită	1585
— Dacă împrumutatul este dator a plăti dobânzi, atunci când nu restituie la timp lucrurile împrumutate	1586
— Dacă se pot stipula dobânzi pentru împrumuturile de bani, de denariate (zaharele) sau de alte lucruri mobile	1587
— Dacă împrumutatul poate repeta său imputa asupra capitalului, dobânzile pe care le-a plătit de și nu au fost stipulate sau mai mari decât cele stipulate	1588
— Care este dobânda fixată de lege pentru afacerile civile și cele comerciale, în cazul când părțile nu au convenit cuantumul ei	1589
— Cum se calculează dobânzile legale începute, cerute, precum și cele consacrate prin hotărâri definitive	1589
— Dacă adeverința dată pentru primirea capitalului împrumutat, fără rezerva pentru dobânzi, este o prezumție de plata lor	1590
— Ce fel de contract este împrumutul nautic sau maritim	1635
— Dacă cel ce a împrumutat bani pentru achizițiunea unui imobil, este creditor privilegiat asupra aceluia imobil și în ce condițiuni	1732 al. 2, 1738
— Dacă sumele împrumutate pentru facerea cheltuielilor recoltei de peste an, urmează a se plăti din prețul acestei recolte	1734, 1738
— Ce fel de creditori sunt acei cari au împrumutat bani pentru a îndemni pe lucrătorii cari au zidit, reconstruit sau reparat un imobil	1737 al. 5, 1738
— A se vedea cuvintele: „Amanet“, „Antichreză“, „Comodat“, „Dotă“, „Ipotecă“.	
Împuternicit. A se vedea cuvintele: „Mandat“, „Mandat“, „Procură“, „Procurator“.	

Articolul

Inceput de dovadă scrisă. Dacă se poate dovedi filiațiunea cu marturi, în lipsă de titlu și de posesiune de stat, sau dacă copilul a fost înscris sub nume mincinoase sau din părinți necunoscuți, în cazul când există un început de dovadă	296
— Din ce poate rezulta începutul de dovadă scrisă pentru dovedirea filiațiunei	297
— Cum se dovedește maternitatea unui copil natural	308
— Ce valabilitate are actul autentic și cel sub semnătura privată între părțile contractante	1174
— Ce se înțelege prin început de dovadă scrisă	1197
— Dacă pentru a se putea deferi jurământ decizoriu este necesar un început de dovadă scrisă	1210
— A se vedea cuvintele: „Act autentic“, „Act scris“, „Copii naturali“, „Dovadă“, „Filiațiune“, „Inscris“, „Marturi“, „Prezumții“, „Probe“.	
Încercare. A se vedea cuvintele: „An de încercare“, „Divorț“.	
Încetare din viață. Cum se face dovada încetării din viață în caz de lipsă sau de pierderea registrelor de stare civilă	33, 176
— Când soții cari au decedat, aveau o posesiune de stat și când copiii născuți din ei au posesiunea de stat necontrazisă prin actele de naștere, dacă se mai poate contesta legitimitatea lor	179
— Când soții au încetat din viață fără a intenta vreo acțiune privitoare la celebrarea căsătoriei, cine poate intenta acțiunea civilă și acțiunea publică	181
— Dacă funcționarul stării civile sau orice alt autor al fraudei privitoare la o căsătorie, a încetat din viață când s'a intentat acțiunea în contra sa, dacă pot fi moștenitorii urmăriți pentru despăgubiri și de către cine	182
— Ce îndatoriri de întreținere au ginerii și nurorile față de socrii lor și în ce cazuri încetează aceste îndatoriri	188
— A se vedea cuvintele: „Act de încetare din viață“, „Act de moarte“, „Deces“, „Moarte“.	
Inchiriere. Dacă se pot închiria imobilele absentului	110
— Dacă femeea măritată poate închiria imobilele sale parafernale	199, 1285
— Dacă tutorul poate lua în arendă bunurile minorului	390
— Dacă minorul emancipat poate închiria sau arenda imobilele sale și pe ce termen	427
— Dacă tutorul interzisului poate închiria sau arenda imobilele interzisului	452, 454
— Dacă uzufructuarul poate închiria altuia exercițiul dreptului său	534
— Dacă uzuarul poate închiria altuia dreptul său	571
— Dacă cel ce are un drept de abitațiune poate închiria partea casei ce nu o locuște	572, 573
— Dacă bărbatul are drept a închiria sau arenda imobilele dotale ale soției sale	1242, 1268
— Dacă tutorul poate închiria imobilele minorului și pe ce termen	1268, 1419
— Reînnoirea de arendare sau de închiriere a imobilului dotal, când trebuie făcută	1269
— Dacă vânzătorul, care reintră în urmarea pactului de răscumpărare, în drepturile sale de mai înainte asupra imobilului vândut, este obligat să respecte contractul de închiriere sau de arendare încheiat de cumpărătorul său	1380
— Dacă sechestrul judiciar poate închiria bunurile ce i s'au încredințat	1633
— Dacă cumpărătorul imobilului închiriat este dator a respecta închirierea făcută înainte de vânzare	1441-1444
— Dacă cumpărătorul cu pact de răscumpărare, poate să dea afară pe locatar și a cere desființarea contractului de închiriere	1445
— Ce fel de creanțe sunt chiriile și arenzile	1730, 1733, 1734

	Articolul
Inchiriere. In ce termen se prescriu chiriile și arenzile	1907
— A se vedea cuvintele: „Arendare“, „Legea de prelungire a contractelor de închiriere“, „Legea pentru înființarea oficiilor de închiriere“, „Locație“, „Pact comisor expres“.	
Inchisoare. Cum se încheie actele de moarte în închisori	69, 70
— A se vedea cuvintele: „Arestare“, „Copii“, „Divorț“, „Pedeapsă“, „Putere părintească“.	
Ingrădiri. A se vedea cuvintele: „Arbori“, „Gard“, „Grănițuire“, „Șanț“, „Servitute“, „Zid“.	
Ingropare. A se vedea cuvântul: „Inmormântare“.	
Înmormântate. Cine dă autorizația de înmormântare și cari sunt formalitățile .	63
— Cum se procedează când sunt indicii de moarte violentă sau alte împrejurări bănuitoare	67
— Dreptul de folosință al părinților asupra averii copiilor lor, ce sarcine li impune	339
Însărcinată. In ce cazuri bărbatul nu va putea tăgădui paternitatea copilului născut înainte de 180 zile de la data căsătoriei	288
— A se vedea cuvântul: „Gravidă“.	
Inscriere. Unde se face înscrierea actelor de stare civilă	27
— Cum se face înscrierea actelor de stare civilă în registre	29
— Ce drepturi au părțile interesate în cazul când înscrierea actelor de stare civilă se face pe foi volante iar nu în registre	38
— Unde se înscriu actele de recunoașterea unui copil	48
— Unde se înscriu procesele verbale de facerea publicațiilor de căsătorie .	49
— Cine și unde se fac înscrierile opozițiilor la căsătorie și a hotărârilor judecătorești ce se dau asupra acestor opoziții	53
— Unde se înscriu actele de moarte ale militarilor și funcționarilor atașați pe lângă armată, decedați în caz de război sau tulburări, la corpurile lor sau în spitale militare	81, 82
— Unde și cum se face înscrierea hotărârilor date asupra cererilor de rectificarea actelor de stare civilă	86
— Ce acte și ce formalități trebuie să îndeplinească acel ce voește să reclame titlul de soț și efectele civile ale căsătoriei	176
— Când dovada celebrării legale a căsătoriei se află dobândită prin rezultatul vre-unei proceduri criminale, ce efecte produce înscrierea sentinței în registrele de stare civilă, în privința soților și a copiilor . .	180
— In ce termen trebuie să prezinte soțul câștigător hotărârea de divorț la ofițerul stării civile și unde se înscrie	246
— De când curge termenul în care trebuie să se prezinte hotărârea de divorț la ofițerul stării civile pentru înscriere	247
— Cari sunt efectele neînscriserii hotărârei de divorț la ofițerul stării civile, în termenul prevăzut de lege	248
— Hotărârea definitivă de admitere a cererii de divorț prin consimțământ mutual, unde, în ce termen și sub ce sancțiune trebuie înscrisă .	276
— Cum se dovedește filiațiunea copiilor legitimi	292
— Dacă se poate dovedi filiațiunea legitimă cu marturi, în lipsă de titlu și de posesiune de stat, sau dacă copilul a fost înscris sub nume mincinoase, sau din părinți necunoscuți, în cazul când există un început de dovadă	296
— Unde se înscriu hotărârile de adopțiune și cele de revocarea ei, după a cui cerere se face înscrierea și cari sunt sancțiunile în caz de neînscrisiere	323
— Cum dobândește un act sub semnătură privată data certă	1182
— A se vedea cuvintele: „Act de stare civilă“, „Inscripție“, „Registre“, „Registre de stare civilă“.	

	<u>Articolul</u>
Înscris. Înscris. Înscris. Înscris. In ce caz se suspendă executarea unui act autentic pus în executare	1173
— A se vedea cuvintele: „Act de stare civilă“, „Fals“, „Inscripție în fals“.	
Înscris. Cum se face dovada căsătoriilor, nașterilor și încetărilor din viață în caz de lipsă sau pierderea registrelor de stare civilă	33, 176
— Cum se dovedește împacarea soților în timpul procesului de divorț	253
— În caz de divorț prin consimțământ mutual, ce tocmeală în scris trebuie să facă soții în privința copiilor și a pensiunii de întreținere a femeii	259
— Din ce poate rezulta începutul de dovadă scrisă pentru dovedirea filiațiunii	297
— A se vedea cuvintele: „Act autentic“, „Act scris“, „Act sub semnătură privată“, „Dovadă“, „Începutul de dovadă scrisă“, „Marturi“, „Prezumpții“, „Probe“.	
Înstrăinare. Dacă persoanele trimise în mod provizoriu asupra averii absentului pot înstrăina sau ipoteca această avere	113
— Dacă femeia poate înstrăina averea sa fără concursul bărbatului	199, 1285
— Cari sunt efectele divorțului în privința drepturilor copiilor asupra averii soților, în caz de divorț prin consimțământ mutual și asupra averii soțului vinovat, în caz de divorț pentru cauze determinate și cari sunt formalitățile de îndeplinit pentru realizarea acestor drepturi	285
— Dacă tutorul poate înstrăina bunurile imobile ale minorului	401-404
— Dacă minorul emancipat poate înstrăina imobilele sale	430
— Dacă tutorul interzisului poate înstrăina imobilele acestuia	452, 454
— Dacă cei puși sub consiliu judiciar pot înstrăina imobilele lor	458
— Dacă uzufructuarul poate înstrăina dreptul său	534
— Dacă uzuarul poate înstrăina dreptul său	571
— Dacă se poate înstrăina dreptul de abitațiune	573
— Când proprietarul a două proprietăți între cari există un drept de servitute, înstrăinează una dintre proprietăți, dacă subsistă dreptul de servitute	627
— Cum se poate face înstrăinarea unui drept de proprietate	644
— Dacă înstrăinarea drepturilor succesoriale, făcute de un moștenitor, aduce după sine acceptarea succesiunii	691
— Dacă moștenitorul beneficiar poate înstrăina averea mobilă și imobilă ce a primit-o sub beneficiu de inventar	716, 727
— Când imobilul dăruit, supus raportului, a fost înstrăinat, cum se face raportul la masa succesorală	765, 768
— Când moștenitorul, după efectuarea partajului și primirii lotului său, a înstrăinat partea sa, dacă mai are dreptul a ataca împărțeala făcută pentru cauze de dol și violență	793
— Care sunt formele înstrăinării bunurilor prin acte de liberalitate	800, 813
— Cari sunt restricțiunile puse de legiuitor înstrăinării bunurilor prin acte de donațiuni sau testamente	841-846, 939
— Când se face reducățiunea liberalităților	847-855
— Dacă înstrăinarea obiectului legatului, revoacă legatul	923
— Dacă femeia dotală poate înstrăina bunurile sale dotale	1248-1255
— Dacă înstrăinarea imobilului închiriat sau arendat obligă pe cumpărător să respecte contractul de închiriere sau arendare	1441-1445
— Dacă asociatul, care nu este administrator, poate înstrăina bunurile societății	1518
— A se vedea cuvintele: „Amanet“, „Antichreză“, „Cesiune“, „Cumparare“, „Dobândire“, „Donație“, „Dotă“, „Expropriere silită“, „Licitație“, „Ipotecă“, „Minoritate“, „Prescripțiune“, „Vânzare“.	
Întreprindere de lucrări. A se vedea cuvintele: „Antreprenori“, „Antrepriză“, „Architect“, „Locațiune“.	

	Articolul
Înteruperea prescripției. Dacă acțiunea intentată contra unuia din debitori solidari, întrerupe prescripția contra tuturor celorlalți debitori solidari	1045
— A se vedea cuvintele: „Prescripție“, „Suspendare“.	
Întreținere. Cari sunt îndatoririle ce contractează soții față de copii, prin faptul căsătoriei lor	185
— Ce îndatoriri de întreținere au copiii față de părinții și ascendenții lor	187
— Ce îndatoriri de întreținere au ginerii și nurorile față de socrii lor și în ce cazuri încetează aceste îndatoriri	188
— Dacă există reciprocitate în privința îndatoririlor alimentare rezultate din faptul căsătoriei	189
— În ce proporție se dau alimentele în obligațiunile de întreținere, rezultate din faptul căsătoriei	190
— Când se poate reduce sau înceta obligația de alimentare ce rezultă din faptul căsătoriei	191
— Ce se întâmplă dacă persoana care este obligată la alimente, nu mai poate să-și execute obligația de a plăti pensiunea de întreținere rezultată din faptul căsătoriei	192, 193
— După pronunțarea divorțului și incredințarea copiilor unuia dintre soți, sau unei a treia persoane, ce drepturi și îndatoriri au tatăl și mama în privința acestor copii	283
— Cari sunt efectele despărțeniei în privința drepturilor copiilor asupra averii soților, în caz de divorț prin consimțământ mutual și asupra soțului vinovat, în caz de divorț pentru cauză determinată și cari sunt formalitățile de îndeplinit pentru realizarea acestor drepturi	285
— În ce mod se stabilește posesiunea de stat de copil legitim	294
— Ce sarcine impune părinților, dreptul lor de folosință asupra averii copiilor lor	339
— Ce fel de contract este vânzarea unui bun cu sarcina de întreținere	329
— A se vedea cuvintele: „Absentă“, „Adopțiune“, „Alimente“, „Amanet“, „Antichreză“, „Arendare“, „Căsătorie“, „Comodat“, „Depozit“, „Divorț“, „Donațiune“, „Dotă“, „Interdicție“, „Locațiune“, „Pensiune“, „Sechestrul judiciar“, „Testament“, „Tutelă“.	
Invoeii agricole. A se vedea cuvintele: „Legea tocmelilor agricole“.	
Invoire. Dacă poate copilul să părăsească casa părintească fără voia tatălui	328
J	
Joc și prinsoare. Ce fel de contracte sunt jocul și prinsoarea	1635
— Dacă legea acordă vre-o acțiune spre plata unui debit rezultat din joc sau din prinsoare	1636
— Ce jocuri și prinsori sunt permise de lege și în ce condițiuni sunt admise acțiunile pentru datoriile rezultate din aceste contracte	1637
— Dacă perzătorul care a plătit o datorie rezultată din joc sau prinsoare, poate repeta ceea ce a plătit de bună voce	1638
Judecata. Cum se judecă cererile de rectificarea actelor de stare civilă	84
— Unde se fac cererile, citațiile și urmărirea, în caz de alegere de domiciliu pentru executarea unui act	97
— A se vedea cuvintele: „Acțiune“, „Divorț“, „Judecător“, „Legea pentru accelerarea judecăților“, „Proces“.	
Judecător. În ce cazuri poate fi urmărit un judecător pentru denegare de dreptate	3
— Dacă li este permis judecătorilor a se pronunța în hotărârile ce dau, pe cale de dispoziții generale și reglementare, asupra cauzelor ce li sunt supuse	4
— Cine face inventarierea averii minorilor	395

	Articolul
Judecător. Cine ia interogatorul interzisului	442
— Dacă poate fi delegat un judecător cu facerea împărțelei succesiunii	733, 740
— Dacă poate fi delegat un judecător pentru a autentifica un testament	861, 862
— Dacă poate fi delegat un judecător cu primirea unui testament mistic .	864
— Dacă judecătorul poate acorda un termen în o cerere de reziliere de contract	1021
— Dacă judecătorul poate acorda debitorului mici termene pentru plata datoriei sale	1101
— Care este rolul judecătorului în aprecierea valorii prezumpțiunilor cari nu sunt stabilite de lege	1203
— Dacă un judecător se poate face cesionar de drepturi litigioase	1309
— Dacă judecătorul poate fixa un termen pentru restituirea împrumutului, atunci când în contract nu este prevăzut	1582, 1583
— Dacă judecătorul are dreptul să reducă suma cerută dintr'un joc sau prinsoare, atunci când este permisă după lege acțiunea	1637
— Cine primește cererile de inscripțiuni de privilegii și ipoteci	1781-1783
— A se vedea cuvintele: „Divorț“, „Jurământ“, „Președintele tribunalului“.	
Judecătorii comunale. Dacă judecătoriile comunale erau competente să autentifice actele de consimțământ la căsătorie ale tatălui, mamei sau tutorului	59
Judecătorii de ocoale. Cine autentifică actul de consimțământ la căsătorie, al tatălui, mamei sau tutorului	59
— Care sunt instanțele competente să pronunțe o adopțiune	318
Judiciar. A se vedea cuvintele: „Consiliu judiciar“, „Jurământ“, „Mărturisire“, „Sechestru judiciar“.	
Jurământ. Dacă se poate da jurământ supletoriu, în cazul când se prezintă în instanță registre comerciale cari nu pot fi opuse părții protivnice care nu e comerciantă	1183
— De câte feluri este jurământul judiciar	1207
— În ce fel de contestațiune se poate da jurământul decizoriu	1208
— Cum trebuie să fie faptele asupra cărora se dă jurământul decizoriu .	1209
— Dacă jurământul decizoriu poate fi dat în tot cursul procesului și fără existența unui început de dovadă scrisă	1210
— Care sunt efectele jurământului decizoriu refuzat de partea careia i s'a deferit	1211
— În ce condițiuni un jurământ decizoriu poate fi referit	1212
— Dacă după prestarea unui jurământ se mai poate dovedi falsitatea lui .	1213
— Dacă partea care a referit jurământ, îl mai poate retrage	1214
— Cui profită jurământul prestat sau refuzat	1215
— Dacă jurământul dat de unul dintre creditorii solidari și prestat de debitor, îl liberează pe acesta față de ceilalți creditori	1216
— Dacă jurământul dat de debitor unuia dintre creditorii sei solidari și refuzat de el, îl liberează pe debitor față de ceilalți creditori solidari	1217
— Dacă jurământul dat de unul dintre creditorii solidari și refuzat de debitor sau jurământul prestat de creditor, după propunerea debitorului, profită celorlalți creditori solidari	1218
— Dacă jurământul dat debitorului principal și prestat de el, liberează pe fidejutor	1218
— Dacă jurământul dat unuia dintre codebitorii solidari și prestat de el, profită celorlalți codebitori solidari	1218
— Dacă jurământul dat fidejursorului și prestat de el, profită debitorului principal	1218
— În ce cazuri se poate da de către judecător jurământul supletoriu	1219
— În ce condițiuni se poate da de către judecător jurământul supletoriu .	1220

	Articolul
Jurământ. Dacă jurământul supletoriu dat uneia dintre părți, poate fi referit de către ea	1221
— In ce cazuri judecătorul poate da jurământul supletoriu pentru stabilirea valorii lucrului reclamat	1222
— Dacă poate fi deferit jurământul părții care neagă existența unui contract de locațiune făcut verbal și care nu a primit nici o punere în lucrare	1416
— Dacă se poate deferi jurământul decizoriu, în aplicarea scurtei prescripțiunii, chiar văduvelor, moștenitorilor sau tutorilor	1906
Juridice. A se vedea cuvintele: „Legea pentru persoanele juridice“, „Persoane juridice“.	
Jurisconșulți. Dacă este necesar avizul jurisconșulților, pentru ca tutorii să poată încheia o tranzacțiune în numele minorilor	413
— A se vedea cuvântul: „Advocat“.	
Jurnal. A se vedea cuvintele: „Hotărîre“, „Judecată“, „Ziar“.	
Justa cauză. A se vedea cuvintele: „Buna credință“, „Prescripție“.	
Just titlu. A se vedea cuvintele: „Buna credință“, „Prescripție“.	
L	
Lacuri. A se vedea cuvintele: „Accesiune“, „Aluviune“.	
Legale. A se vedea cuvintele: „Dobândă“, „Ipotecă“.	
Legalizare. Care este puterea probatoare a extractelor de pe registrele de stare civilă și cine face legalizarea acestor extracte	32
— Care sunt formalitățile de îndeplinit cu actul de naștere al unui copil născut pe un vas român, când vasul ajunge într'un port străin	47
— A se vedea cuvintele: „Act autentic“, „Act sub semnătură privată“, „Copie“.	
Legat. Asupra cărei averi a copiilor nu au dreptul de folosință părinții	341
— Dacă eredele ce renunță la succesiune, poate cere legatul ce i s'a făcut, în limitele porțiunii disponibile	752
— Dacă se presupune că s'a făcut cu scutire de raport, legatul făcut unei persoane, care are calitatea de moștenitor în momentul deschiderii succesiunii	754
— Dacă se presupune că s'a făcut cu scutire de raport, legatul făcut soțului unui descendent succesibil	756
— Cum se face raportul când legatul este făcut la doi soți împreună, din cari numai unul este descendent cu drept la succesiune	756
— Dacă legatarii pot pretinde ca moștenitorii să facă raport	763
— Dacă legatarul universal care vine la succesiune în concurs cu un moștenitor rezervatar, este obligat la plata datoriilor și sarcinelor succesiunii	775, 893
— Dacă legatarul singular este ținut la plata datoriilor succesiunii	775, 909
— Dacă legatarul cotității disponibile este supus la raport	846
— Cum se poate face declarația că darul sau legatul se face peste partea succesibilă	846
— Cum se face reducțiunea legatelor	847-852
— Dacă este supus reducțiunii, legatul făcut cu dreptul de a fi preferit înaintea celorlalte legate	853
— Ce este legatul universal	888
— Dela cine trebuiește să ceară punerea în posesie, legatarul universal	889, 891
— Dela ce epocă are dreptul legatarul universal să pretindă fructele bunurilor ce i s-au lăsat prin testament	890
— Ce este legatul unei fracțiuni de moștenire	894
— Dela cine trebuiește să ceară punerea în posesie, legatarul unei fracțiuni de moștenire	895

	Articolul
Legat. Dacă legatarul unei fracțiuni de moștenire, este obligat la plata datoriilor și sarcinilor succesiunii	896
— Dacă legatarul unei fracțiuni de moștenire este obligat, ca înainte de a fi pus în posesiunea legatului său, să facă inventarul bunurilor cari compun legatul și care este sancțiunea în caz de neurmărire	897
— Din ce moment, legatarul unei fracțiuni de moștenire poate pretinde fructele legatului său	898
— Care sunt drepturile legatarului pur și simplu asupra lucrului legat	899
— Cum intră legatarul singular în posesia legatului său și de la ce dată are drept a pretinde fructele bunului legat	899
— În ce cazuri legatarul singular are dreptul la fructele bunului legat, din momentul morții testatorului	900
— În sarcina cui cad cheltuielile de predarea unui legat singular	901
— Dela cine trebuie să fie legatarul singular să ceară predarea legatului său	902
— Ce drept are legatarul singular în privința accesoriilor lucrului legat	903
— Dacă aparțin legatarului singular și achizițiunile pe cari defunctul le făcuse și le alăturase la imobilul legat, precum și înfrumusețirile și construcțiile noi făcute asupra fondului legat și adausul pe care testatorul l-a făcut lucrului legat întinzându-i îngrădirile sale	904
— Dacă legatarul singular cărui a i s'a legat un imobil ipotecat sau supus dreptului de uzufruct, are drept a cere moștenitorilor ca să libereze imobilul de aceste sarcini	905
— Când testatorul știind, a dat legat lucrul altuia, ce obligații are însărcinatul cu predarea legatului	906
— Ce valabilitate are legatul unui lucru străin, făcut de testator în necunoștința acestei împrejurări	907
— Cari sunt obligațiile persoanei însărcinată cu predarea legatului unui lucru nedeterminat	908
— Dacă înstrăinarea obiectului legat făcută de testator, revoacă legatul	923
— Dacă legatul devine caduc, atunci când legatarul a murit înainte de testatorului	924
— Dacă legatul făcut sub o condiție suspensivă devine caduc, atunci când legatarul a murit înainte de îndeplinirea condiției	925
— Dacă legatul făcut dela un timp înainte, oprește pe legatar de a avea un drept dobândit din momentul morții testatorului	926
— Dacă legatul devine caduc, atunci când lucrul a pierit în tot, în timpul vieții testatorului	927
— Dacă legatul devine caduc, atunci când legatarul refuză primirea lui, sau când este incapabil să-l primească	928
— Cum se împarte legatul lasat la mai mulți legatari, în cazurile când unii dintre ei nu ar primi legatul, ar fi murit înainte de testatorului sau ar fi incapabili să-l primească	929
— Cari sunt cauzele de revocarea legatelor	930
— În ce termen poate fi revocat un legat	931
— A se vedea cuvintele: „Succesiune“, „Testament“.	
Legea agrară. Cari articole din codul civil sunt în legătură cu legea agrară	5, 481, 489, 491, 494, 577, 650, 730, 742, 747, 751, 1021, 1252, 1253, 1306, 1310, 1411, 1415, 1423, 1439, 1769, 1790
Legea asupra căsătoriilor militarilor. Cari articole din codul civil sunt în legătură cu legea asupra căsătoriei militarilor	1248, 1249
Legea asupra drepturilor proprietarilor. Cari articole din codul civil sunt în legătură cu legea asupra drepturilor proprietarilor	998, 1418, 1429, 1439
Legea asupra numelui. Cari sunt efectele adopțiunii în privința numelui adoptatului	312

	Articolul
Legea asupra numelui. Cari articole din codul civil sunt în legătură cu legea asupra numelui	44, 84, 85, 86, 286, 304, 312, 480
Legea asupra pescuitului. Cari articole din codul civil sunt în legătură cu legea asupra pescuitului	648
Legea asupra poliției vânătorului. Cari articole din codul civil sunt în legătură cu legea asupra poliției vânătorului	648
Legea băncilor populare. Cari articole din codul civil sunt în legătură cu legea băncilor populare	1685, 1688
Legea constrângerii corporale. Cari articole din codul civil sunt în legătură cu legea constrângerii corporale	1675
Legea de expropriere pentru utilitate publică. Care articole din codul civil sunt în legătură cu legea de expropriere pentru utilitate publică	481
Legea de organizare a Dobrogei Noi. Cari articole din codul civil sunt în legătură cu legea de organizare a Dobrogei Noi	1310
Legea de prelungire a contractelor de închiriere. Cari articole din codul civil sunt în legătură cu legea de prelungire a contractelor de închiriere	1020, 1021, 1104, 1114, 1429, 1430, 1436
Legea energiei. Cari articole din codul civil sunt în legătură cu legea energiei	476
Legea impozitului pe moșteniri. Cari articole din codul civil sunt în legătură cu legea impozitului pe moșteniri	652, 669, 671, 675—680, 684, 737, 800, 813, 856, 932, 936, 1234, 1235, 1237, 1238, 1239
Legea minelor. Cari articole din codul civil sunt în legătură cu legea minelor	480, 489, 491, 537
Legea pentru accelerarea judecăților. Cari articole din codul civil sunt în legătură cu legea pentru accelerarea judecăților	1589
Legea pentru autentificarea actelor. A se vedea cuvintele: „Act autentic“.	
Legea pentru controlul străinilor. Cari articole din codul civil sunt în legătură cu legea pentru controlul străinilor	11
Legea pentru Creditul agricol. Cari articole din codul civil sunt în legătură cu legea pentru Creditul agricol	1101, 1171, 1685, 1688
Legea pentru Curtea de Casație și de Justiție. Cari articole din codul civil sunt în legătură cu legea pentru Curtea de Casație și de Justiție	1000
Legea pentru înființarea Băncii agricole. Cari articole din codul civil sunt în legătură cu legea pentru înființarea Băncii agricole	468, 1685, 1688, 1785, 1786, 1787
Legea pentru înființarea oficiilor de închiriere. Cari articole din codul civil sunt în legătură cu legea pentru înființarea oficiilor de închiriere	1436
Legea pentru încurajarea construcțiilor de clădiri. Cari articole din codul civil sunt în legătură cu legea pentru încurajarea construcțiilor de clădiri	99, 401, 454, 1248, 1436
Legea pentru organizarea comitetelor școlare. Cari articole din codul civil sunt în legătură cu legea pentru organizarea comitetelor școlare	652, 680
Legea pentru organizarea meseriilor. Cari articole din codul civil sunt în legătură cu legea pentru organizarea meseriilor	652, 680, 998, 999, 1000
Legea pentru organizarea monetăriei Statului. Cari articole din codul civil sunt în legătură cu legea pentru organizarea monetăriei Statului	1100
Legea pentru organizarea și unificarea corpului de avocați. Cari articole din codul civil sunt în legătură cu legea pentru organizarea și unificarea corpului de avocați	1171, 1536, 1737
Legea pentru persoanele juridice. A se vedea vol. II, pag. 698 urm.	
— Cari articole din codul civil sunt în legătură cu legea pentru persoanele juridice	5, 1491
Legea pentru regularea proprietății rurale. Cari articole din codul civil sunt în legătură cu legea pentru regularea proprietății rurale	1306, 1310

Legea pentru regularea și consolidarea dreptului de a exploata petrolul și ozocherita. Cari articole din codul civil sunt în legătură cu legea pentru regularea și consolidarea dreptului de a exploata petrolul și ozocherita . . .	117, 390, 401, 402, 786, 1201, 1242, 1243, 1415, 1419, 1632, 1685—1689
Legea pentru reorganizarea Ministerului afacerilor streine. Cari articole din codul civil sunt în legătură cu legea pentru reorganizarea Ministerului afacerilor străine	22, 34, 885, 1171
Legea pentru servitori. Cari articole din codul civil sunt în legătură cu legea pentru servitori	1412, 1470
Legea poliției rurale. Cari articole din codul civil sunt în legătură cu legea poliției rurale	477, 585, 624, 998, 1000
Legea privitoare la constatarea morții prezumate a acelor dispăruți în război. Cari articole din codul civil sunt în legătură cu legea privitoare la constatarea morții prezumate a celor dispăruți în război	66, 86, 98, 99, 112, 115, 117, 130, 184
Legea privitoare la declarațiuni pentru evaluarea pagubelor din război. Cari articole din codul civil sunt în legătură cu legea privitoare la declarațiuni pentru evaluarea pagubelor din război	1000
Legea privitoare la dispozițiuni luate pentru înlesnirea ocrotirii orfanilor din război. Cari articole din codul civil sunt în legătură cu legea privitoare la dispozițiuni luate pentru înlesnirea ocrotirii orfanilor din război	355, 383, 390
Legea privitoare la dobândirea și pierderea naționalității române. A se vedea: vol. I, pag. 47 urm. și	6—20
Legea privitoare la înstrăinarea loturilor dobândite prin împroprietărire. Cari articole din codul civil sunt în legătură cu legea privitoare la înstrăinarea loturilor dobândite prin împroprietărire	1306, 1310
Legea privitoare la recunoașterea calității de cetățean român celor cari sunt de origină română și se află sub drapel. Care articole din codul civil sunt în legătură cu legea privitoare la recunoașterea calității de cetățean român celor cari sunt de origină română și se află sub drapel	18
Legea privitoare la simplificarea formalităților de plata chiriei. Cari articole din codul civil sunt în legătură cu legea privitoare la simplificarea formalităților de plata chiriei	1114
Legea proprietății literare și artistice. Cari articole din codul civil sunt în legătură cu legea proprietății literare și artistice	5, 98, 199, 200, 201, 472, 480, 650, 659, 669, 671, 672, 673, 684, 998, 1020, 1021, 1285, 1310
Legea regimului apelor. Cari articole din codul civil sunt în legătură cu legea regimului apelor	476, 480, 481, 495, 496, 499-502, 577, 587
Legea relativă la administrarea patrimoniului sătenilor mobilizați. Cari articole din codul civil sunt în legătură cu legea relativă la administrarea patrimoniului sătenilor mobilizați	98, 197, 199, 1171
Legea relativă la autentificarea actelor mobilizaților. Cari articole din codul civil sunt în legătură cu legea relativă la autentificarea actelor mobilizaților	1171
Legea specială autorizând luarea de măsuri excepționale. Cari articole din codul civil sunt în legătură cu legea specială autorizând luarea de măsuri excepționale	1020, 1021, 1374, 1436, 1738, 1778, 1786
Legea specială autorizând luarea de măsuri în vederea stării de război. Cari articole din codul civil sunt în legătură cu legea specială autorizând luarea de măsuri în vederea stării de război	98, 276, 304, 327, 684, 706, 1171
Legea tocmelilor agricole. Cari articole din codul civil sunt în legătură cu legea tocmelilor agricole	1171
Legi. Dacă au putere retroactivă	1
— Dacă legile de procedură, de organizare, de competență și cele interpretative au putere retroactivă	1

	Articolul
Legi. Ce legi guvernează imobilele aflătoare în România, chiar când sunt posedate de străini	2
— Dacă legile relative la starea civilă și la capacitatea persoanelor, urmăresc pe români, chiar când ei își au reședința în străinătate	2
— Da să se poate deroga prin convențiuni sau dispozițiuni particulare la legile cari interesează ordinea publică și bunele moravuri	5
Lege interpretativă. Dacă dispoziția legitimizei copiilor născuți în afară de căsătorie prin căsătorie subsequentă, are putere de lege interpretativă.	304
Legitima. A se vedea cuvântul: „Succesiune“.	
Legitimare. Cum se pot legitima copiii născuți sau concepuți afară din căsătorie.	304
— Dacă legitimarea se poate face în folosul copiilor decedați, în cazul când au lăsat descendenți	305
— Cari sunt efectele legitimizei copiilor naturali prin căsătorie subsequentă	306
— Dacă răpitorul unei fete poate fi declarat părintele copilului născut	307
— Dacă este în drept copilul a cerceta maternitatea sa	308
— A se vedea cuvântul: „Legitimare“.	
Legitimare. Când soții cari au decedat aveau o posesiune de stat și când copiii născuți din ei au posesiune de stat necontrazisă prin actele de naștere, dacă se mai poate contesta legitimizea lor	170
— Dacă poate fi contestată legitimizea copilului născut după 300 zile de la desfacerea căsătoriei	286
— Dacă bărbatul a murit fără a lăsa paternitatea, în ce cazuri și în ce termen, vor putea moștenitorii să conteste legitimizea copilului	291
— Prin ce acte se dovedește filiațiunea copiilor legitimi	292
— Dacă în lipsă de titlu, se poate dovedi filiațiunea copiilor legitimi prin posesiune de stat	293
— A se vedea cuvintele: „Copii“, „Filiațiune“, „Legitimare“, „Paternitate“, „Tagadă de paternitate“.	
Legitim copii. A se vedea cuvintele: „Copii“, „Filiațiune“, „Legitimare“, „Legitimare“.	
Leziune. Dacă minorul emancipat are drept a ataca angajamentele sale pentru cauză de leziune	430, 1157
— Dacă majorul poate ataca acceptarea succesiunii făcută, sub cuvânt de leziune	694
— Dacă majorul poate ataca partajul făcut de ascendenții săi, asupra averii lor, sub cuvânt de vătămarea rezervei	798
— Dacă majorul poate ataca liberalitățile făcute de părinții săi cari li ating rezerva sa	841, 842, 847-849
— Dacă minorul are drept a ataca angajamentele sale pentru cauză de leziune	951, 1157, 1160, 1161
— Dacă minorul poate cere resciziunea angajamentelor sale atunci când leziunea rezultă dintr'un eveniment cazual și neașteptat	1158
— Dacă majorul poate ataca angajamentele sale pentru cauză de leziune	1165
— A se vedea cuvintele: „Acceptare“, „Acțiune de anulare“, „Acțiune de nulitate“, „Cuasi-delict“, „Daune“, „Delict“, „Despăgubiri“, „Locațiune“, „Minoritate“, „Prejudiciu“, „Responsabilitate“, „Vânzare“, „Vătămare“.	
Liberalitate. A se vedea cuvintele: „Donațiune“, „Legat“.	
Lichidă. A se vedea cuvintele: „Compensație“, „Expropriere silită“.	
Licit. A se vedea cuvintele: „Cauză“, „Contract“, „Legi“.	
Licităție. În ce mod se vinde averea absentului	111
— În ce mod se vinde averea minorilor	396, 397, 401-404
— Când lucrul este făcut prin amestecarea mai multor materiale a diferiți stăpâni, și aparține în comun proprietarilor materiilor, cum se face împărțea lui	513

Licitație. Cum se face vânzarea averei mișcătoare și nemișcătoare primită de moștenitorul care a acceptat succesiunea sub beneficiu de inventar 716, 717	
— Cum se face vânzarea averei mobilă și imobilă dintr'o succesiune . . .	736, 748
— Cum se procedează în cazul unei averi imobiliare aparținând la mai mulți proprietari și care nu se poate împărți ușor și fără pierdere . . .	1388-1390
— Cum se face vânzarea lucrului pus ca amanet	1689
— Cum se face vânzarea imobilului dat în antichreză	1701
— Cum se face vânzarea imobilului delasat	1797, 1806, 1808-1813
— A se vedea cuvintele: „Accesiune“, „Adjudecare“, „Creditor“, „Debitor“, „Executare silită“, „Expropriere silită“, „Impărțeață“, „Partaj“, „Urmărire silită“, „Vânzare“.	
Litigios drept. Dacă judecătorii, procurorii și avocații se pot face cesionari de drepturi litigioase	1309
— În ce caz se poate opune retractul litigios	1402
— Când se poate zice că lucrul este litigios	1403
— În ce cazuri nu se poate admite propunerea retractului litigios	1404
Loc. Dacă în actul de naștere al unui copil trebuie arătat locul nașterii	43
— Dacă trebuie arătat locul facerii publicațiilor de căsătorie în procesul-verbal încheiat de ofițerul de stare civilă	49
— Unde trebuie celebrată căsătoria	61
— Dacă actul de căsătorie trebuie să cuprindă locul nașterii soților	62
— Dacă trebuie arătat locul nașterii în actul de deces	65
— Unde este domiciliul unui român în ceea ce privește exercitarea drepturilor sale civile	87
— A se vedea cuvintele: „Aluviune“, „Domiciliu“.	
Loc înfundat. A se vedea cuvântul: „Servitute“.	
Locațiune. Dacă minorul emancipat are dreptul a închiria sau arenda bunurile sale nemișcătoare și pe ce termen	427
— Dacă uzufructuarul are voc a închiria dreptul său de uzufruct și sub ce condițiuni	534
— Dacă uzuarul poate închiria dreptul său de uz	571
— Dacă cel ce are un drept de abitațiune, poate închiria acest drept	572, 573
— Dacă bărbatul poate închiria imobilele dotale și pe ce anume termen	1268
— La ce epocă poate bărbatul să reînnoiască închirierea imobilelor dotale	1269
— Când vânzătorul reintră în urmarea pactului de răscumpărare, în drepturile sale de mai înainte asupra imobilului său, dacă este dator a respecta contractul de locațiune încheiat de cumpărător	1380
— Care este obiectul contractului de locațiune	1410
— Ce înseamnă locațiunea lucrurilor	1411
— Ce înseamnă locațiunea lucrărilor	1412
— De câte feluri este locațiunea și care este definiția acestor feluri de locațiune	1413
— Ce fel de contract este concesiunea temporară a unui imobil drept o prestație anuală	1414
— Dacă se mai păstrează locațiunile ereditare astăzi în ființă, cunoscute sub numele de emfiteuză ori embatic (bezman), după ce legi se guvernează și dacă se mai pot înființa	1415
— Cum se poate dovedi un contract de locațiune încheiat în mod verbal, care nu a primit nici o punere în lucrare și care este contestat de o parte	1416
— Cum se poate dovedi prețul locațiunii unui contract de închiriere verbal pus în lucrare, dar al cărui preț este contestat	1417
— Dacă locatarul are dreptul a subînchiria sau a subarenda și de a ceda contractul seu altuia	1418
— Cari sunt restricțiunile aduse închirierii sau arendării bunurilor imobiliare ale minorilor	1419

	Articolul
Locațiune. Cari sunt obligațiile principale ale locatarului	1420, 1421
— Cari sunt obligațiile locatarului în privința garantării locatarului pentru toate stricăciunile și vițiile lucrului închiriat ori arendat ce-i împiedică întrebuintarea	1422
— Dacă este de drept desființat contractul atunci când în cursul locațiunii, lucrul închiriat sau arendat se strică în totalitate prin caz fortuit și cum se procedează în cazul când lucrul se distruge numai în parte	1423, 1439
— Dacă locatarul poate schimba forma lucrului închiriat sau arendat . . .	1424
— Cum se procedează atunci când în cursul locațiunii, bunul are nevoie de reparațiuni urgente cari nu se pot amâna până la finele contractului	1425
— Dacă locatarul este răspunzător către locatar de tulburarea ce i se aduce de către un terț care nu-și sprijină faptul său pe nici un drept asupra imobilului închiriat sau arendat	1426
— Când locatarul este tulburat în folosința sa, în urmarea unei acțiuni relative la proprietatea lucrului, dacă el poate cere o scădere din prețul locației	1427
— Care este obligația locatarului, atunci când un terț pretinde că are un drept asupra lucrului închiriat sau când locatarul e acționat ca să delese lucrul închiriat în totalitate sau în parte sau pentru a suferi exercițiul unei servituți	1428
— Cari sunt obligațiile principale ale locatarului	1429
— Dacă locatarul este în drept a cere desființarea contractului în cazul când locatarul uzează de lucrul închiriat sau arendat altfel de cum se arată în contract sau când din această folosință rezultă o vătămare pentru locatar	1430
— În ce stare trebuie să restituie locatarul lucrul închiriat și dacă poate fi făcut răspunzător de pierderea sau deteriorarea provenită din cauza vechimei sau a unei forțe majore	1431
— Cum se procedează cu restituirea lucrului închiriat la finele contractului de locațiune, atunci când la începerea contractului nu s'a făcut un inventar de starea în care s'a primit de către locatar	1432
— Cari sunt obligațiile locatarului în privința uzurpațiilor ce s'ar aduce bunului închiriat	1433
— Dacă locatarul este răspunzător de stricăciunile și pierderile întâmplare în cursul locațiunii, precum și de cele cauzate de persoanele din familia sa sau de sublocatar	1434
— Dacă locatarul este răspunzător de incendiul imobilului închiriat	1435
— Când încetează locațiunea	1436
— Când se consideră locațiunea reînnoită și ce dispozițiuni se aplică acestei reînnoiri de contract	1437, 1452
— Dacă locatarul mai poate opune relocațiunea tăcută atunci când i s'a notificat congediul	1438
— Dacă o parte poate cere desființarea contractului de locațiune atunci când cealaltă parte nu-și îndeplinește îndatoririle sale principale . .	1439
— Dacă se desființează contractul de locațiune prin moartea locatarului sau a locatarului	1440
— Când proprietarul vinde imobilul închiriat sau arendat, dacă este obligat cumpărătorul a respecta contractul de locațiune existent în momentul vânzării	1441
— Dacă locatarul are drept a cere vre-o despăgubire dela locatar, atunci când s'a prevăzut desființarea contractului de locațiune, în caz de vânzare	1442
— Cum trebuie să procedeze cumpărătorul atunci când voește să uzeze de facultatea desființării contractului de locațiune în caz de vânzare . .	1443

	Artie
Locațiune. Dacă arendașii sau locatarii, pot fi dați afară din imobilul închiriat sau arenda înaintea de a fi desdaunați, în caz de vinderea imobilului	144
— Dacă locatarul poate fi dat afară de către cumpărătorul cu pact de răscumpărare mai înainte ca acesta să fi devenit proprietar irevocabil prin trecerea termenului răscumpărării	1445
— Dacă proprietarul poate cere desființarea contractului de locațiune, atunci când locatarul nu mobilează în deajuns casa	1446
— Ce exemple dă legea de reparațiuni locative și cari cad în sarcina locatarului	1447
— În sarcina cui cad reparațiunile locative, atunci când stricăciunile au fost cauzate prin vechime sau forță majoră	1448
— Cine este obligat la curățirea pușurilor și latrinelor	1449
— Pe ce termen se consideră făcută locațiunea mobilelor destinate pentru mobilarea unei case, unui apartament sau unui magazin	1450
— Ce norme se iau la determinarea timpului pentru care s'a închiriat un apartament mobilat	1451
— Cari sunt desdăunările ce trebuie să le plătească locatarul, atunci când contractul de închiriere se desființează din culpa sa	1453
— Câte feluri de locațiuni de lucrări sunt în codul civil	1470
— Pe ce termen și pentru ce întreprinderi se pot presta serviciile unei persoane	1471
— Dacă patronul se crede pe cuvânt pentru cătimea salariului și plata lui, făcută lucrătorilor sau servitorilor sei	1472
— Dacă dispozițiile legii privitoare la obligațiile stăpânilor de hoteluri ca depozitari și sechestri, sunt aplicabile și căraușilor și căpitanilor de corăbii întrucât privește paza și conservarea lucrurilor încredințate lor	1473
— Dacă sunt responsabili căraușii și căpitanii pentru lucrurile ce li s'au remis în port sau în magazinele de depozit spre a fi încărcate în carul sau în bastimentul lor	1474
— Dacă sunt responsabili căraușii și căpitanii de pierderea și stricăciunea lucrurilor ce li s'au încredințat	1475
— Dacă întreprinzătorii de transporturi publice pe uscat și pe apă, sunt datori să țină un registru, de banii, efectele și pachetele pe care se însărcinează a le transporta	1476
— Cari sunt obligațiile întreprinzătorilor de transporturi și de trăsuri publice, precum și patronilor bastimentelor cu privire la regulamentele particulare	1477
— În câte feluri se poate încheia un contract de facerea unui lucru	1478
— Cine suportă pierderea lucrului întâmplată, înainte de a fi fost trădat	1479-1481
— Cum se face verificarea și plata muncii unui lucru ce se măsoară sau care are mai multe bucăți	1482
— Cât timp durează răspunderea întreprinzătorului și arhitectului pentru ruina edificiului din cauza unui vițiu de construcție sau a pământului	1483
— Când întreprinzătorul sau arhitectul s'a însărcinat a termina un edificiu după un plan statornicit și desbătut cu comitentul, dacă mai poate cere vre-o sporire de plată sub pretext de scumpire de materiale sau de schimbări și adăugiri care nu au fost aprobate în scris de comitent	1484
— Dacă moartea meseriașului, arhitectului sau întreprinzătorului, aduce desființarea contractului de locațiune	1485
— În caz de deces al meseriașului, arhitectului sau întreprinzătorului, dacă este obligat comitentul a plăti valoarea materialelor și lucrărilor făcute înainte de deces	1486

	Articolul
Locațiune. Dacă întreprinzătorul răspunde de lucrările persoanelor ce a întrebuințat	1487
— Dacă zidarii, lemnarii și ceilalți lucrători întrebuințați la clădirea unui edificiu sau la facerea altei lucrări date în apalt, pot reclama plata lor de la comitent în limita sumelor ce acesta ar datori antreprenorului	1488
— Cum sunt priviți zidarii, lemnarii și ceilalți lucrători cari contractează direct cu comitentul pe un preț hotărît și ce dispozițiuni se aplică contractului ce au încheiat	1489, 1490
— A se vedea cuvintele: „Arendare“, „Chirie“, „Inchiriere“, „Legea asupra drepturilor proprietarilor“, „Legea de prelungire a contractelor de inchiriere“, „Pact comisor“, „Privilegiu“.	
Locuință. A se vedea cuvântul: „Domiciliu“.	
Locus regit actum. Unde se face aplicația acestei regule	2, 34
Lucrători. A se vedea cuvintele: „Arhitecți“, „Locațiune“, „Meseriași“.	
Lucru furat. În ce termen se poate revendica lucrul furat din mâna celui care îl posedă	1909, 1910
— A se vedea cuvântul: „Obligațiune“.	
Lucru judecat. A se vedea cuvintele: „Autoritate de lucru judecat“.	
Lucru litigios. A se vedea cuvintele: „Drept litigios“, „Litigios drept“, „Retract litigios“.	
Lucruri. A se vedea cuvintele: „Bunuri“, „Proprietate“.	

IV

Majoritate. Care este domiciliul majorului interzis	93
— Care este domiciliul unui major care lucrează în mod obicinuit la altul	94
— Dacă se pot căsători copiii majori fără consimțământul părinților lor	131
— Cari sunt efectele divorțului în privința drepturilor copiilor asupra averii soților, în caz de divorț prin consimțământ mutual și asupra averii soțului vinovat, în caz de divorț pentru cauză determinată și cari sunt formalitățile de îndeplinit pentru realizarea acestor drepturi	285
— În ce cazuri și în ce termen vor putea moștenitorii copilului să întreprindă acțiune pentru reclamarea stării civile	302, 303
— Când adoptatul a fost minor în momentul adopțiunii, dacă are el drept să ceară desființarea adopțiunii și în ce termen	311
— Până când rămâne copilul sub autoritatea părintească	326
— Dacă tatăl va avea motive de nemulțumire foarte grave asupra purtării copilului său, ce mijloace și până la ce vârstă a copilului, va putea întrebuința pentru îndreptarea lui	331
— Cine conservă dreptul de folosință asupra averii copiilor, în timpul și după desfacerea căsătoriei și până la ce dată	338
— La ce vârstă se consideră bărbatul și femeia ca major	434
— În ce cazuri poate fi pus un major sub interdicțiune	435
— Dacă majorul risipitor poate fi pus sub un consiliu judiciar	458
— Dacă este exclus de la succesiune moștenitorul major, care având cunoștința de omorul defunctului, nu l-a denunțat justiției	655, 656
— Dacă majorul poate să atace sub motiv de leziune, acceptarea succesiunii ce a făcut	694
— Ce formalități trebuiesc îndeplinite de majori pentru a-și împărți o succesiune	730
— Dacă un major poate ataca împărțea făcută de ascendentul seu, atunci când i s'a vătămât rezerva	798
— Dacă un major poate dispune prin acte de liberalitate de toată averea sa fără nici o restricțiune	841-843

	Articolul
Majoritate. Dacă majorul are drept să atace angajamentele sale și să ceară desființarea lor sub motiv de leziune	1165
— A se vedea cuvintele: „Copii“, „Minoritate“.	
Maluri. Dacă malurile unde trag vasele plutitoare fac parte din domeniul public	476
Mama. Dacă nașterea unui copil nu are loc la domiciliul mamei, ce persoane sunt obligate a declara nașterea la ofițerul de stare civilă	42
— Ce mențiuni trebuie să cuprindă actul de naștere al unui copil	43
— Ce mențiuni trebuie să cuprindă procesul-verbal de facerea publicațiilor de căsătorie	49
— Dacă este necesar consimțământul mamei la căsătoria copilului său și cum se dă acest consimțământ	59
— Ce mențiuni trebuie să cuprindă actul de căsătorie	62
— Dacă absentul a lăsat copii minori, cine va avea privergherea și exercițiul drepturilor asupra lor	124-126
— Dacă este necesar consimțământul mamei la căsătoria copilului său și ce efect are desbinarea între ea și tatăl în această privință	131
— Când unul dintre părinți este decedat sau în neputință de a-și manifesta voința sa, cine dă consimțământul la căsătoria copiilor	132
— Când ambii părinți sunt decedați sau în neputință de a-și manifesta voința lor, cine dă consimțământul la căsătorie și ce se întâmplă în caz de desbinare între ascendenți sau în lipsa lor	133
— La ce vârstă, copiii legitimi erau obligați să ceară printr'un act respectuos consiliu pentru a se căsători și cui adresau actul respectuos	134
— Cine va consimți la căsătoria copilului natural minor, care va fi pierdut pe mama sa sau a cărui mamă se va afla în neputință de a-și manifesta dorința sa	141
— Dacă tatăl și mama pot forma opoziție la căsătoria copiilor lor	154
— Dacă mama poate cere anularea căsătoriei copilului său, când ea nu și-a dat consimțământul și în ce caz nu poate cere anularea	164, 165
— Dacă tatăl, mama, ascendenții și familia, au dreptul să ceară anularea căsătoriei, contractată de către soți cari nu aveau vârsta legiuilă cu toate că au consimțit la căsătorie	168
— Ce persoane pot cere anularea căsătoriei săvârșită în taină și înainte unui ofițer de stare civilă incompetent	173
— Dacă pot cere copiii de la părinții lor, vre-o parte din averea lor spre a se căsători sau a-și crea vreun stabiliment	186
— Ce îndatoriri de alimentare au copiii față de părinți și ascendenții lor	187
— Ce se întâmplă dacă părinții nu pot să-și execute obligația de a plăti în bani pensiunea de întreținere, copiilor lor	193
— Cui se încredințează paza copiilor în cursul procesului de divorț	249
— Ce rude trebuie să autorizeze divorțul prin consimțământ mutual	257
— La caz de divorț prin consimțământ mutual, de câte ori și la ce interval se repetă declarația de despărțenie și dacă la aceste repetări se cere consimțământul părinților și ascendenților	264
— După pronunțarea divorțului și încredințarea copiilor unuia dintre soți sau unei a treia persoană, ce drepturi și îndatoriri au tatăl și mama în privința acestor copii	283
— Cari sunt efectele divorțului în privința drepturilor copiilor asupra averii soților, în caz de divorț prin consimțământ mutual și asupra averii soțului vinovat, în caz de divorț pentru cauză determinată și cari sunt formalitățile de îndeplinit pentru realizarea acestor drepturi	285
— Prin ce dovezi se poate contesta filiațiunea unui copil	298
— Cum se legitimează copiii născuți sau concepuți în afară de căsătorie	304
— Dacă cercetarea maternității este permisă și cum se face ea	308

	<u>Articolul</u>
Mama. Dacă adoptatul este minor, cine consimte pentru el la adopțiunea sa	311
— Dacă la orice vârstă, copilul este dator să onoreze și să respecte pe tatăl și pe mama sa	325
— Până la ce vârstă rămâne copilul sub autoritatea părintească	326
— Ce mijloace de îndreptare va avea mama văduvă care nu se va fi remăritat, atunci când are motive foarte grave de nemulțumire asupra purtării copilului seu	331, 335
— Când copilul va avea avere proprie sau când va exercita vre-o profesiune sau meserie, ce mijloace de îndreptare vor avea părinții sei, dacă au motive de nemulțumire foarte grave asupra purtării sale	336
— Dacă mama are drept de corecțiune asupra copilului seu natural legalmente recunoscut	337
— Cine conservă dreptul de folosință asupra averii copiilor în timpul și după desfacerea căsătoriei și până la ce dată	338
— Ce sarcini li impune părinților, dreptul lor de folosință asupra averii copiilor lor minori	339
— Dacă părintele în contra căruia s'a pronunțat despărțenia, păstrează dreptul de folosință asupra averii copiilor sei	340
— Dacă mama care va trece în altă căsătorie, păstrează dreptul de folosință asupra averii copiilor sei	340
— Asupra cărei averi a copiilor, părinții nu au dreptul de folosință	341
— Dacă după moartea bărbatului, tutela asupra copiilor minori revine de drept mamei	344
— Dacă mama este obligată a fi tutricea legală a copiilor sei minori	346
— Ce formalități trebuie să îndeplinească mama, care voește a trece în a doua căsătorie și să păstreze tutela copiilor sei minori	347, 348
— Dacă mama are drept a numi prin testament un tutor copiilor sei minori	349, 351
— Dacă mama care a trecut în a doua căsătorie și nu i s'a lăsat tutela are sau nu dreptul a numi un tutor testamentar copiilor sei minori	350
— Dacă mama la orice vârstă ar fi ea, este tutricea copiilor sei minori	383
— Dacă mama în calitate de tutrice e obligată sau nu să vândă averea mișcătoare a copiilor sei minori	397
— Dacă mama în calitate de tutrice a copiilor sei minori, poate să se împrumute, a ipoteca sau înstrăina averea nemiscătoare a copiilor sei minori	401
— Dacă mama tutrice este obligată a da socoteli de administrarea averii minorilor sei copii	416
— Dacă mama poate emancipa pe copilul seu	422
— Dacă mama are de drept posesiunea averii rămasă de la copilul său decedat	653
— Care este rezerva mamei în succesiunea copiilor sei	671, 673, 674
— Dacă mama moștenește pe copilul seu natural	678
— Dacă mama poate face împărțeala averii sale între copiii și descendenții sei	794
— Dacă mama poate accepta o donațiune făcută copilului seu, atunci când dânsa nu e tutoare și atunci când tatăl copilului este în viață	815
— Cât poate dona noului său soț, mama, care are copii din prima sa căsătorie și care trece în a doua căsătorie	939
— Dacă mama este răspunzătoare de prejudiciul cauzat de copiii sei minori ce locuiesc la dânsa	1000
— Cum înzestreză mama pe copiii sei	1237-1239
— A se vedeă cuvintele: „Ascendenți“, „Bărbat“, „Copii“, „Femece“, „Soți“.	
Mandat. Dacă părțile se pot prezenta prin mandatar la confecționarea actelor de stare civilă	23

	<u>Articolul</u>
Mandat. Cum procedează tribunalul în privința administrației averii unei persoane presupuse absentă și care nu a lăsat un împuternicit	98
— Dacă moștenitorii prezumptivi pot cere punerea în posesie asupra averii unei persoane absente, atunci când acesta a lăsat un mandatar	107
— Dacă în procesul de divorț se pot prezenta părțile prin mandatar 218, 225, 231	1206
— Dacă mărturisirea judiciară se poate face prin mandatar	1286
— Ce îndatoriri are bărbatul care administrează bunurile parafernale ale soției sale	1308
— Dacă mandatarul se poate face adjudecatar al averii ce a fost însărcinat să vândă	1532
— Cari sunt elementele contractului de mandat	1533
— De câte feluri poate fi contractul de mandat și dacă el poate fi acceptat în mod tacit	1534
— Dacă mandatul este oneros sau gratuit	1535
— Dacă mandatul poate fi general și special	1536
— Ce putere are mandatarul care are un mandat conceput în termeni generali	1536
— Cum trebuie să fie mandatul dat pentru o înstrăinare ipotecară sau pentru facerea unor acte ce trec peste o administrație ordinară	1537
— Dacă mandatul pentru a face o tranzacție, cuprindând și dreptul de a face un compromis	1537
— Dacă mandatarul poate lucra în afară de limitele mandatului său	1538
— Dacă femecele și minorii emancipați pot fi aleși mandatar și dacă mandantul are în contra lor acțiune și în ce condițiuni	1539
— Cari sunt obligațiile și răspunderea mandatarului	1540
— Dacă mandatarul răspunde de culpă comisă în executarea mandatului	1541
— Dacă mandatarul este obligat a da socoteală mandantului de gestiunea sa și să-i remită tot ce a primit pentru dânsul	1542
— Dacă mandatarul poate fi făcut răspunzător de cel pe care l-a substituit în gestiunea sa și dacă mandantul are acțiune contra substituitului	1543
— Dacă există solidaritate între mandatarii constituiți prin unul și același act	1544
— Dacă mandatarul este obligat a plăti dobânzi la sumele pe cari le-a întrebuințat pentru dânsul și de la care anume epocă	1545
— Care este obligația mandatarului, care dând părții cu care a contractat o destulă lămurire de puterile ce le primise de la mandatarul său, a lucrat în afară de limitele mandatului său	1546
— Dacă mandantul este obligat a îndeplini tot ce a contractat mandatarul său	1547, 1548
— Dacă mandantul este obligat a despăgubi pe mandatar de anticipațiile și spezele făcute pentru aducerea la îndeplinire a mandatului și să-i plătească onorariul stipulat, chiar dacă afacerea nu ar fi reușit	1549
— Dacă mandantul este obligat să plătească mandatarului dobândă la sumele anticipate și de la ce anume dată	1550
— Dacă există răspundere solidară pentru mai multe persoane cari au numit un mandatar pentru o afacere comună	1551
— Cum se stinge contractul de mandat	1552
— Dacă mandantul are dreptul să revoace oricând mandatul dat	1553
— Dacă revocarea mandatului notificată numai mandatarului, poate fi opusă persoanei care în necunoștință de această revocare a contractat cu mandatarul	1554
— Dacă numirea unui nou mandatar pentru aceiași afacere, poate fi interpretată ca o revocare a primului mandat	1555

	<u>Articolul</u>
Mandat. Dacă mandatarul poate renunța la mandat	1556
— Dacă este valabil tot ceea ce face mandatarul în necunoștința decesului mandantului	1557, 1558
— Cari sunt obligațiile moștenitorilor mandatarului în caz de deces al acestuia	1559
— Dacă inscripțiunea unei ipoteci se poate cere prin mandatar	1781, 1783
— Cum trebuie să fie mandatul dat pentru a se face o ștergere sau o reducere de inscripție ipotecară	1788
— A se vedea cuvintele: „Procură”, „Procurațiune”, „Procurator”.	
Mare. A se vedea cuvântul: „Aluviune”.	
Maritim. Ce fel de contract este contractul de asigurare și după ce legi se guvernează	1635
Marturi. Ce condițiuni trebuie să îndeplinească marturii propuși la încheierea actelor de stare civilă	24
— Dacă ofițerul stării civile este obligat a citi actul în prezența marturilor	25
— Dacă marturii sunt obligați să semneze actele stării civile	26
— Cum se face dovada căsătoriilor, nașterilor și încetărilor din viață, în caz de lipsă sau pierdere a registrelor de stare civilă	33, 176
— Cum se redactează și față de cine, actul de naștere al unui copil	42
— Ce mențiuni trebuie să cuprindă actul de naștere în privința marturilor	43
— Cine servește de marturi la redactarea actului de naștere al unui copil născut pe un vas român	45
— Cum se înlocuesc actele de naștere și de moarte necesare la celebrarea unei căsătorii	57
— Dacă la celebrarea unei căsătorii trebuie să asiste marturi și ce mențiuni trebuie făcute în privința lor, în actul de căsătorie	61, 62
— Dacă sunt necesari marturi la încheierea actelor de deces	64
— Ce persoane servesc ca marturi la redactarea actelor de moarte, în caz de decese întâmplare pe un vas român	71
— Câți marturi trebuie la redactarea actelor de moarte ale militarilor sau funcționarilor atașați pe lângă armată	81
— Când se propun marturi în acțiunea de divorț	224, 226
— Cum va proceda tribunalul îndată ce se va pronunța hotărîrea care va ordona a se face cercetări prin marturi și până când se pot propune marturii în acțiunea de divorț	232
— Când se pot opune părțile la admiterea marturilor în acțiunea de divorț și dacă ministerul public pune concluziuni cu această ocaziune	233
— Dacă rudele și servitorii părților pot fi ascultați ca marturi în acțiunea de divorț	234
— Ce trebuie să arate hotărîrea care admite o dovadă testimonială în acțiunea de divorț	235
— Cum se audiază marturii în acțiunea de divorț	236-238
— Cum trebuie să procedă tribunalul în materie de divorț, după săvârșirea cercetării prin marturi	239
— Cum se dovedește împăcarea soților în cererea de divorț	253
— În caz de divorț prin consimțământ mutual, cum se prezintă soții și de cine sunt însoțiți pentru a face declarația de voință	260, 261, 265
— Dacă se poate face dovada filiațiunii prin marturi, în lipsă de titlu și de posesiune de stat sau dacă copilul a fost înscris sub nume minci-noase sau ca născut din părinți necunoscuți, în cazul când există un început de dovadă	296-298
— Dacă cercetarea maternității este permisă și cum se dovedește	308
— Dacă în dovedirea faptelor sprijinitoare unei cereri de punere sub interdicție se poate admite proba cu martori	430

Marturi. Dacă este necesară prezența marturilor la confecționarea testamentelor făcute de militari și funcționari pe lângă armată	868-886
— Dacă se poate admite a se dovedi cu marturi, un lucru de o valoare mai mare ca 150 lei	1191, 1192
— Dacă se poate admite dovada cu marturi în contra sau pe seama ceea ce cuprinde actul sau despre ceea ce se prelinde că s'ar fi zis înainte, la timpul sau în urma confecționării actului	1191
— Dacă reclamantul pentru a-și dovedi acțiunea cu marturi, are dreptul a-și restrânge cererea la 150 lei	1193
— Dacă se poate admite dovada cu marturi când suma reclamată este mai mică de 150 lei însă face parte din o creanță mai mare, neconstatată prin înscris	1194
— Dacă se poate admite dovada cu marturi pentru fiecare datorie aparte, atunci când dinaintea aceleiași instanțe se fac mai multe cereri pentru sumi mai mici de 150 lei pentru care nu există înscrisuri și când toate aceste sumi la un loc ar întrece suma de 150 lei	1195
— Dacă proba cu marturi este admisibilă atunci când există un început de dovadă scrisă	1197
— Când există începutul de dovadă scrisă, pentru a se putea admite proba cu marturi	1197
— În ce cazuri se poate admite dovada cu marturi fără nici o restricțiune	1198
— Dacă se poate dovedi cu marturi existența unui contract de locațiune făcut verbal, care nu a fost pus în lucrare și a cărui existență se neagă de către una dintre părțile contractante	1416
— Dacă se poate dovedi cu marturi existența unui depozit necesar	1621
— A se vedea cuvintele: „Act autentic“, „Act scris“, „Asistență“, „Dovadă“, „Început de dovadă“, „Înscris“, „Prezumpțiune“, „Probă“.	
Mărturisire. Dacă se poate opune unei părți mărturisirea ce a făcut, fie înainte începerii judecării, fie în cursul judecării	1204
— Dacă poate servi ca dovadă în justiție, mărturisirea extra-judiciară verbală	1205
— Dacă se poate face o mărturisire judiciară prin mandatar	1206
— Dacă mărturisirea judiciară face o dovadă completă contra celui care a făcut-o	1206
— Dacă mărturisirea judiciară este scindabilă	1206
— Dacă se poate revoca mărturisirea judiciară de către cel ce a făcut-o	1206
— Dacă poate fi admisă ca o probă în materie de separație de patrimoniu, mărturisirea bărbatului	1200
— A se vedea cuvintele: „Început de dovadă“, „Interogator“.	
Măsuri excepționale. A se vedea cuvintele: „Legea specială autorizând luarea de măsuri excepționale“.	
Maternitate. Dacă se poate cerceta maternitatea și cum se procedează	308
— A se vedea cuvintele: „Bărbat“, „Copii“, „Filiațiune“, „Mamă“, „Naștere“, „Paternitate“.	
Medic. Dacă medicii trebuie să facă declarație de nașterea unui copil	42
— Cine face constatarea stării cadavrului în caz de moarte violentă sau alte împrejurări bănuitoare	67
— Dacă medicii cari au tratat pe o persoană de boală de care a murit, pot să profite de liberalitățile ce a făcut această persoană în favoarea lor, în cursul acestei boale	810
— Dacă medicii au privilegiu asupra averii mișcătoare a persoanei pe care au îngrijit-o în boala de care a suferit	1729
— În ce termen se prescrie acțiunea medicilor pentru vizitele ce fac bolnavilor	1904
Medical certificat. Unde și în ce condițiuni se celebrează căsătoria în caz de boală	61

	Articolul
Mențiune. Unde se face mențiune despre un act privitor la starea civilă . . .	35
Meserie. Când copilul va avea avere proprie sau când el va exercita vre-o profesiune sau meserie, ce mijloace de îndreptare vor avea părinții sei, când au cuvinte de nemulțumire foarte grave asupra purlărei sale	336
— A se vedea cuvintele: „Legea pentru organizarea meseriilor“, „Meseriaș“.	
Meseriaș. Când meseriașul la confecționarea unui lucru, s'a obligat a pune materialul seu, dacă răspunde de pierderea lucrului întâmplată înainte de predarea lui	1479
— Când meseriașul la confecționarea unui lucru, s'a obligat a pune numai lucrul sau industria sa, ce răspundere are în cazul pierderii lucrului întâmplată înainte de predarea lui	1480
— Când meseriașul a pus numai lucrul sau industria sa la confecționarea unui lucru care a pierit înainte de a se fi predat, dacă are drept la salariu	1481
— Dacă moartea meseriașului aduce rezilierea contractului de locațiune de lucrări ce a încheiat	1485, 1486
— Dacă meseriașii pot reclama plata salariului de la comitent, atunci când au fost întrebuințați de către un antreprenor, la clădirea unui edificiu sau la altă lucrare dată în antrepriză	1488
— Ce legătură juridică se formează între comitent și meseriași, când aceștia din urmă contractează cu cel dintâi pe un preț hotărît	1489
— A se vedea cuvintele: „Antrepriză“, „Lucrători“, „Meserie“.	
Militar. Când românul, fără autorizația guvernului, va intra în serviciu militar străin, dacă pierde calitatea de român	20
— Cum se încheie actele de moarte în caz de deces în spitale militare sau civile sau în orice alte stabilimente publice sau particulare	60
— Cum se redactează, în caz de război sau tulburări, actele stării civile ale militarilor sau altor persoane în serviciu pe lângă armată	73-83
— Cine îndeplinește oficiul de ofițer al stării civile în caz de război sau tulburări, pentru militari sau alte persoane în serviciu pe lângă armată	74
— Cum se păstrează registrele stării civile în care se trec actele stării civile, încheiate în timp de război sau tulburări, pentru militari sau alte persoane în serviciu pe lângă armată	75
— Cine și cum numerotează și parafează registrele actelor stării civile, ale militarilor și altor persoane în serviciu pe lângă armată, în caz de război sau tulburări	76
— În ce termen se fac declarațiile de naștere pentru militari sau alte persoane în serviciu pe lângă armată, în caz de război sau tulburări	77
— Cum se încheie și unde se înscriu actele de naștere ale militarilor sau altor persoane în serviciu pe lângă armată, în caz de război sau tulburări	78, 79
— Cum se fac publicațiile căsătoriei militarilor sau altor persoane în serviciu pe lângă armată, în caz de război sau tulburări	79
— Cine și cum redactează actele de moarte ale militarilor și altor persoane în serviciul armatei, în caz de război sau tulburări	81
— Cine și cum le încheie actele de moarte ale militarilor încetați din viață în spitalele militare	82
— Unde se înscriu actele de stare civilă ale militarilor sau funcționarilor atașați pe lângă armată	83
— A se vedea cuvintele: „Legea asupra căsătoriilor militarilor“, „Mobilizat“, „Testament“.	
Mine. Dacă proprietarul fondului este și proprietarul minelor ce s'ar afla sub pământul său	401
— A se vedea cuvintele: „Accesiune“, „Legea minelor“, „Proprietate“.	

	Articolul
Ministerul afacerilor străine. A se vedea cuvintele: „Legea pentru reorganizarea Ministerului afacerilor străine“.	
Ministerul de Interne. Cari sunt formalitățile de îndeplinit cu actul de naștere al unui copil născut pe un vas român, atunci când vasul ajunge într'un port român	46
— Cari sunt formalitățile de îndeplinit cu actul de naștere al unui copil născut pe un vas român, când vasul ajunge într'un port străin	47
Ministerul de Justiție. Cine publică hotărârile de declarare de absență	104
Ministerul Public. Dacă ministerul public este obligat a verifica registrele stării civile ce se depun la grefa tribunalului de către ofițerul stării civile	39
— Dacă în materie de rectificarea actelor de stare civilă sunt necesare concluziile ministerului public	84
— Ce rol are ministerul public în afacerile privitoare la interesele persoanelor presupuse absente	100, 102, 109, 111
— Care e sancțiunea și cine cere aplicarea ei în caz când ofițerul de stare civilă celebrează căsătoria, fără îndeplinirea condițiilor și formalităților prevăzute de art. 131-133 din codul civil	139
— În ce cazuri poate cere ministerul public anularea căsătoriei	166, 172
— Cine poate cere anularea căsătoriei săvârșită în taină și înaintea unui ofițer de stare civilă incompetent	173
— Când poate cere ministerul public amendarea ofițerului de stare civilă	174 175, 182
— Dacă vre-una din cauzele de divorț dă loc la urmărire criminală din partea ministerului public, cum se procedează cu acțiunea de divorț	217
— Ce rol are ministerul public în acțiunile de divorț pentru cauze determinate și prin consimțământ mutual 221, 222, 228-231, 233, 236-240, 249, 267, 268, 271, 272, 273, 282, 285	217
— Dacă ministerul public are drept de a controla cererea copilului minor care a fost arestat după cererea părinților sei	336
— Cine este dator, ca ori-de câte ori se deschide tutela unui minor, să aplice sigiliile asupra averii copilului și să facă inventarul ei	392, 395, 730
— Dacă sunt necesare concluziile procurorului când se cere vânzarea imobilelor unui minor	402
— Cine indică jurisconsulții cari urmează să-și dea avizul asupra unei tranzacții privitoare la averea minorilor	413
— Dacă ministerul public are dreptul să ceară punerea sub interdicție a unei persoane majore pentru cauza de nebunie cu furie	437
— Dacă se cere prezența ministerului public la luarea interogatorului persoanei a cărei punere sub interdicție se cere	442
— Dacă sunt necesare concluziile ministerului public înainte de a se pronunța hotărârea de punere sub interdicție sau de numirea unui consiliu judiciar	460
— Dacă ministerul public are dreptul a cere tribunalului să se declare o succesiune vacantă	725
— Dacă ministerul public se poate face cesionar de drepturi litigioase	1309
— Dacă ministerul public poate cere tribunalului luarea inscripției ipotecei legale a femeii dotale	1759
— Dacă sunt necesare concluziile ministerului public în contestația ce ar face bărbatul asupra cuantumului sumei, pentru care femeia dotală a cerut luarea inscripției ipotecei sale legale	1761
— Care este dreptul de control al ministerului public asupra operării de către grefierii tribunalelor a transcrierii și înscrierii ipotecilor și privilegiilor și a liberării de certificate de sarcini ce se află asupra imobilelor	1819
— A se vedea cuvintele: „Parchet“, „Procuror“.	

	Articolul
Minoritate. Dacă este necesar consimțământul tatălui, mamei sau tutorului la căsătoria unui copil minor	59, 62
— Care este domiciliul copilului minor neemancipat	93
— Dacă absentul a lăsat copii minori, cine va avea privegherea lor și exercițiul drepturilor asupra lor	124-126
— La ce vârstă se pot căsători copiii minori de ambe sexe	127
— Când unul dintre părinți a decedat sau se găsește în neputință de a-și manifesta voința sa, cine consimte la căsătoria minorului	132
— Când ambii părinți au decedat sau sunt în neputință de a-și manifesta voința lor, cine consimte la căsătoria minorului	133
— Cine își dă consimțământul la căsătoria copilului natural minor care va fi pierdut pe mama sa sau a căruia mamă se află în neputință de a-și manifesta voința sa	141
— Cu cine nu se poate căsători copilul minor aflat sub tutelă	149
— În ce condițiuni va putea tutorul sau curatorul să formeze opoziție la căsătorie	156
— În ce cazuri ascendenții nu mai au dreptul a cere anularea căsătoriei minorului	165
— Dacă minorii au dreptul a cere anularea căsătoriei făcute fără vârsta legiuită și în ce cazuri nu o mai pot cere	166, 167
— Dacă un copil minor poate care alimente de la părinții sei	185
— Când bărbatul este minor, cine autorizează pe femece pentru a sta în judecată sau a contracta	205
— Cui se va încredința ținerea copiilor minori în cursul procesului de divorț	249
— Cui se va încredința ținerea copiilor minori, după desfacerea căsătoriei prin divorț	282, 283
— Dacă divorțul poate aduce atingere drepturilor copiilor minori, născuți din căsătoria care a fost desfăcută	284
— Cari sunt efectele divorțului în privința drepturilor copiilor asupra averii soților, în caz de divorț prin consimțământ mutual și asupra averii soțului vinovat, în caz de divorț pentru cauze determinate și cari sunt formalitățile de îndeplinit pentru realizarea acestor drepturi	285
— În ce cazuri și în ce termen vor putea să intente moștenitorii copilului, acțiune pentru reclamarea stării civile	302, 303
— Dacă pot copiii să cerceteze paternitatea lor	307
— Dacă pot copiii să cerceteze maternitatea lor	308
— Dacă adoptatul este minor, cine consimte pentru el la adopțiune	311, 318
— Când adoptatul este minor în momentul adopțiunei, dacă are dreptul să ceară desființarea adopțiunei și în ce termen	311
— Cari sunt drepturile copilului adoptat în familia sa firească	313
— Până la ce vârstă rămâne copilul sub autoritatea părintească	326
— Cine exercită puterea părintească în timpul căsătoriei	327
— Dacă poate copilul să părăsească casa părintească fără voia tatălui seu	328
— Dacă tatăl va avea motive de nemulțumire foarte grave asupra purtării copilului seu, ce mijloace de îndreptare va putea să întrebuițeze	329-334, 336
— Când mama văduvă, care nu se va fi remăritat, va avea motive foarte grave de nemulțumire asupra purtării copilului seu, ce mijloace de îndreptare va putea întrebuița	331, 335, 336
— Dacă mama are drepturi de corecțiune asupra copiilor sei naturali legalmente recunoscuți	337
— Cine conservă dreptul de folosință asupra averii copiilor minori, în timpul și după desfacerea căsătoriei și până la ce dată	338
— Dreptul de folosință al părinților asupra averii copiilor lor minori, ce sarcine li impune	339

	Articolul
Minoritate. Dacă există dreptul de folosință asupra averii copiilor sei, pentru părintele în contra căruia s'a pronunțat despărțenia	340
— Dacă mama, care trece în a doua căsătorie, păstrează sau nu dreptul de folosință asupra averii copiilor sei minori	340
— Asupra cărei averi a copiilor minori, părinții lor nu au drept de folosință	341
— Până la ce vârstă copilul de ambe sexe este minor	342
— Dacă minorul se emancipează de drept prin căsătorie	421
— La ce vârstă se poate emancipa un minor	422, 423
— Cine poate cere emanciparea minorului	422-424
— Cine numește curatorul pentru un minor emancipat și până la ce vârstă durează curatela	425
— Cum și de la cine primește curatorul unui minor emancipat socotelile tutelei	426
— Cum se acceptă succesiunea pentru minori	687
— Dacă trebuie aplicate peceți pe efectele unei succesiuni convenită unui minor	730
— In ce mod trebuie să se face împărțeala unei succesiuni, la care iau parte și minorii	747, 748, 1389
— Cum se procedează atunci când la o împărțeală sunt mai mulți minori cu interese contrare	747
— Dacă se mai poate ataca împărțeala unei succesiuni făcută de tutor cu autorizația consiliului de familie sau de către minorul emancipat asistat de curatorul seu	749
— Dacă minorul mai mic de 16 ani, poate dispune de averea sa prin acte între vii sau prin testament	806, 807
— Dacă minorul de 16 ani, poate dispune prin testament în favoarea tuto- rului seu	809
— Dacă minorul devenit major, poate dispune prin donațiuni sau testament, în favoarea fostului seu tutor	809
— Cine acceptă o donațiune făcută unui copil minor	815
— Cine acceptă donațiunea făcută unui minor emancipat	815
— Dacă minorii pot pretinde obiectele donate, în lipsă de acceptațiune sau de transcriere a donațiunei	820
— Dacă un minor poate fi numit executor testamentar	915
— Dacă minorii, după lege, sunt sau nu capabili să contracteze	950
— In ce cazuri un minor poate să atace angajamentele sale	951
— Dacă persoanele capabile de a contracta, pot opune minorilor incapa- citatea lor	952
— Dacă părinții sunt răspunzători de daunele cauzate de copiii lor minori și în ce condițiuni	1000
— Dacă institutorii și artizanii sunt răspunzători de daunele cauzate de elevii și ucenicii lor minori	1000
— Dacă minorul neemancipat poate cere desființarea angajamentelor sale pentru cauză de leziune	1157
— Dacă minorul emancipat poate cere desființarea angajamentelor sale pentru cauză de leziune	1157
— Dacă minorul are acțiune de resciziune atunci când leziunea rezultă dintr'un eveniment casual și neașteptat	1158
— Dacă are acțiune în resciziune, minorul, care face o simplă declarație că e major	1159
— Dacă minorul comerciant, bancher sau meseriaș, are acțiune de resciziune în contra angajamentelor făcute cu privire la comerțul sau arta sa	1160
— Dacă minorul are acțiune de resciziune în contra convențiilor făcute prin contractul de căsătorie	1161

	Articolul
Minoritate. Dacă minorul are acțiune în resciziune contra obligațiilor ce rezultă din delictele și cuasi-delictele sale	1162
— Dacă minorul mai are acțiune în resciziune în contra angajamentelor făcute în minoritate și pe care le-a ratificat după ce a devenit major	1163
— Dacă minorii pot fi obligați a restitui ceea ce au primit, atunci când se admite acțiunea de resciziune	1164
— Dacă minorii pot ataca în resciziune, pentru cauză de leziune, actele de înstrăinare sau împărțețele de succesiuni făcute cu paza formalităților cerute de lege	1166
— Dacă minorul care este capabil să se căsătorească poate face convenții matrimoniale	1231
— Pe ce termen se pot arenda sau închiria bunurile imobiliare ale minorilor. 1268,	1419
— Dacă tutorii pot cumpăra averea minorilor a căror tutori sunt	1308
— Dacă termenul stipulat pentru exercitarea răscumpărării în vânzarea cu pact de răscumpărare, curge și în contra minorilor	1376
— Dacă minorii emancipați pot fi aleși mandatar	1538
— Dacă drepturile și creanțele minorilor asupra bunurilor tutorului sunt asigurate de lege prin ipotecă	1753
— Ce garanții sunt obligați tutorii să dea în interesul minorilor	1762-1767
— Dacă bunurile copiilor minori pot fi ipotecate	1771
— Dacă inscripțiunile ipotecare luate în favoarea minorilor, trebuiesc să fie reînnoite după 15 ani	1788
— Dacă se poate urmări și vinde imobilul unui minor, înainte de a se fi urmărit și vândut mobilele sale	1826, 1827
— Dacă prescripția curge în contra copiilor minori	1876
— În ce termen se prescrie acțiunea de nulitate ce aparține minorilor în contra angajamentelor sale	1900
— În ce termen se prescrie acțiunea minorului contra tutorului, relativ la faptele tutelei	1901
— Dacă prescripțiunile prevăzute de art. 1903-1907 din codul civil curg și în contra copiilor minori	1908
— A se vedea cuvintele: „Act de naștere“, „Copii“, „Emancipare“, „Filiațiune“, „Legitimare“, „Majoritate“, „Regulamentul general al casei centrale de corecție pentru minori“, „Tutelă“, „Tutor“	
Mișcătoare avere. A se vedea cuvântul: „Mobile lucruri“.	
Mistic. A se vedea cuvântul: „Testament“.	
Moarte. Cum se procedează când sunt indicii de moarte violentă sau alte împrejurări bănuitoare	67
— Când se deschide succesiunea unei persoane absente	115
— Cui se încredințează privesherea copiilor minori ai absentului în caz de deces al mamei	125, 126
— Când unul dintre părinți a decedat sau se găsește în neputința de a-și manifesta voința sa, cine dă consimțământul la căsătorie	132
— Când ambii părinți sunt decedați sau se găsesc în neputință de a-și manifesta voința lor, cine își dă consimțământul la căsătoria copiilor	133
— Cine își dă consimțământul la căsătoria copilului natural, ce va fi pierdut pe mama sa sau a cărei mamă se va afla în neputință de a-și manifesta voința sa	141
— Prin câte moduri se desface căsătoria	209
— Văduva și femeia a cărei căsătorie s'a declarat nulă, după cât timp va putea trece în altă căsătorie de la desfacerea sau anularea căsătoriei precedente	210
— Dacă bărbatul a murit înainte de a tăgădui paternitatea, în ce cazuri și în ce termen, vor putea moștenitorii lui să conteste legitimitatea copilului	291

Moarte. In ce cazuri și în ce termen vor putea să intente acțiune pentru reclamarea stării civile, moștenitorii copilului	302, 303
— Dacă legitimarea prin căsătorie subsequentă se poate face în folosul copiilor decedați, în cazul când au lăsat descendenți	305
— Dacă adoptatul moare fără descendenți, cine are dreptul la succesiunea sa	316
— După moartea unuia dintre soți, cui revine tutela copiilor lor minori	344
— După moartea ambilor soți, cine îngrijește de educația și de administrația averii copiilor minori	349-355
— Dacă prin decesul tutorului se transmite tutela succesorilor sei	369
— Dacă se stinge uzufructul prin decesul uzufructuarului	557
— Ce se întâmplă cu uzufructul care s'a constituit până ce o altă persoană va ajunge la o anumită vârstă și care moare înainte de a fi ajuns la această vârstă	560
— Dacă se stinge uzul și abitația prin decesul celor în favoarea cărora au fost concesate	565
— Cum se deschide succesiunea unei persoane	651
— Dacă descendenții și ascendenții au de drept posesiunea succesiunii din momentul morții defunctului	653
— Dacă un copil născut mort are calitatea de moștenitor	654
— Dacă mai poate veni la succesiune, un moștenitor, care a provocat sau a încercat omorul defunctului	655
— Cum se regulează dreptul de reprezentare în materie de succesiune	668
— Dacă se poate stipula întoarcerea bunurilor dăruite, atât în cazul când donatarul ar deceda înainte donatorului, cât și în cazul când donatarul și descendenții sei ar muri înainte donatorului	825
— Dacă după moartea donatorului se mai poate cere revocarea donațiunii pentru cauză de ingrătitudine	833
— Dacă decesul legatarului întâmplat înainte de decesul testatorului, aduce sau nu caducitatea legatului	924, 925, 929
— Cum dobândește dată certă un act sub semnătură privată	1182
— Dacă decesul soțului dotal provoacă restituirea averii dotale către soția defunctului	1271, 1279
— Cari sunt drepturile femeii, în caz de deces al soțului seu, în cursul anului de doliu	1279
— Dacă decesul locatarului sau al locatarului aduce sau nu desființarea contractului de locațiune	1440
— Dacă decesul meseriașului, arhitectului sau întreprinzătorului, aduce desființarea contractului de locațiune a lucrurilor și cari sunt în acest caz obligațiile comitentului față cu moștenitorii locatarului de lucrări	1485, 1486
— Dacă decesul unui coasociat aduce desființarea contractului de societate	1523, 1526
— Dacă decesul mandantului sau a mandatarului, aduce stingerea contractului de mandat și în ce condițiuni	1552, 1557-1559
— Dacă decesul comodatului aduce desființarea contractului de comodat	1563
— Dacă decesul persoanei în favoarea căreia se constituise o rentă pe viață, aduce nulitatea contractului de rentă	1644, 1645
— Dacă cheltuielile de îngropare sunt privilegiate față de alte creanțe	1729, 1735
— Cum conservă creditorii și legatarii privilegiul lor, după ce au cerut separația de patrimoniu și care sunt efectele acestui privilegiu	1743, 1744
— A se vedea cuvintele: „Act de deces“, „Act de încetare din viață“, „Act de moarte“, „Deces“, „Desfacerea căsătoriei“, „Ingropare“, „Incetare din viață“, „Legea pentru constatarea prezumată a celor dispăruți în timpul războiului“, „Minoritate“, „Succesiune“, „Tutelă“.	

	Articolul
Moașe. Dacă sunt obligate moașele să facă declarațiile de naștere de copii . . .	42
Mobile lucruri. Dacă trebuiește inventariată averea absentului și dacă ea se poate vinde	111
— Cari sunt drepturile copiilor asupra averii părinților, în caz de divorț prin consimțământ mutual și asupra averii soțului vinovat, în caz de divorț pentru cauze determinate și care sunt formalitățile de îndeplinit pentru realizarea acestor drepturi	285
— Dacă averea unui copil minor trebuiește inventariată	391, 395
— Dacă tutorul este obligat să vândă sau să păstreze în natură averea mobilă a minorului	396
— Dacă tatăl și mama, care au dreptul de folosință legală asupra bunurilor copiilor lor minori, sunt obligați a vinde lucrurile mobile ale copiilor lor minori	397
— Ce fel de lucruri sunt recoltele și fructele înainte și după culesul lor . .	465
— Ce fel de lucruri sunt arborii tăiați	466
— Ce lucruri mobile devin imobile prin destinația ce li se dă	467-470
— Ce lucruri sunt mobile prin natura lor	473
— Ce lucruri sunt mobile prin determinațiunea legii	474
— Cum se face donațiunea lucrurilor mobile	827
— Dacă testatorul poate da dreptul executorilor săi testamentari, să intre în posesiunea averii sale mobile și în ce condițiuni	911
— Dacă executorii testamentari pot cere inventarierea și vânzarea averii mobile a succesiunii	916
— Ce obligație de restituire are acel care fără drept și cu rea credință, a primit un lucru mobil care în urmă a pierit	995
— Ce obligațiune de restituire are acel care fără drept și cu rea credință, a primit un lucru pe care l-a înstrăinat	996
— A se vedea cuvintele: „Accesiune“, „Amanet“, „Comodat“, „Depozit“, „Dotă“, „Fructe“, „Imobile“, „Imprumut“, „Locațiune“, „Obligație“, „Plata“, „Prescripție“, „Privilegiu“, „Proprietate“, „Sechestru“, „Societate“, „Succesiune“, „Tezaur“, „Uzuct“, „Vânzare“.	
Mobilizat. A se vedea cuvintele: „Legea autorizării luării de măsuri cu privire la familie și averea celor mobilizați“, „Legea măsurilor excepționale“, „Legea relativă la administrarea patrimoniului sătenilor mobilizați“, „Legea relativă la autentificarea actelor mobilizaților“.	
Monitorii oficial. Unde se publică hotărârile de declarare de absență	104
— Cari sunt efectele divorțului în privința drepturilor copiilor asupra averii soților, în caz de divorț prin consimțământ mutual și asupra averii soțului vinovat, în caz de divorț pentru cauză determinată și cari sunt formalitățile și publicațiile de îndeplinit pentru realizarea acestor drepturi	285
Mori. Ce fel de lucruri, mobile sau imobile, sunt morile de vânt sau de apă când sunt așezate pe stâlpi	464
Moștenire. A se vedea cuvintele: „Absență“, „Moarte“, „Succesiune“, „Succesori“.	
Moștenitori. A se vedea cuvintele: „Absență“, „Moarte“, „Succesiune“, „Succesori“.	
Motivare. Dacă hotărârea de adopțiune trebuiește motivată și în ce termini urmează a se pronunța	320
Motive grave. Cine dă dispensă și pentru ce anume motive, la căsătoria dintre persoane cari nu au vârstă legiuită	128
— Cine dă dispensă și pentru ce anume motive, la căsătoria dintre cumnați și cumnate și dintre veri și vere	150
Muncă silnică. Dacă se poate cere divorțul când unul dintre soți va fi osândit la muncă silnică sau reclusiune	213

Articolul

Muncă silnică. Ce formalități trebuiesc să se îndeplinească, atunci când se cere divorțul pentru motivul că unul dintre soți se află condamnat la muncă silnică sau recluziune	243
Mutual. A se vedea cuvintele: „Consimțământ mutual“, „Divorț“.	

N

Naștere. Când deferă calitatea de român, nașterea unui copil în România	8
— Când deferă calitatea de român, nașterea unui copil din români, în țară străină	10
— Cum se face dovada nașterilor în caz de lipsă sau pierderea registrelor de stare civilă	33, 176
— Dacă actele de moarte trebuiesc să cuprindă locul nașterii morților	65
— Ce mențiuni trebuiesc să cuprindă procesul-verbal ce se încheie, în caz de moarte violentă sau alte împrejurări bănuitoare	67
— După câți ani de la punerea în posesie provizorie sau nașterea absentului se pot ridica cauțiunile, se poate face împărțeala averii absentului și punerea în posesie definitivă	114
— Când dovada celebrării căsătoriei este dobândită prin rezultatul vre-unei proceduri criminale, ce efect produce înscrierea sentinței în registrele stării civile, în privința soților și a copiilor	180
— Văduva și femeia a cărei căsătorie a fost declarată nulă, după cât timp va putea trece în altă căsătorie de la desfacerea sau anularea căsătoriei precedente	210
— În ce termen de la naștere, poate trece femeia divorțată în altă căsătorie	278
— Cine este tatăl copilului conceput în timpul căsătoriei și în ce cazuri bărbatul va putea tăgădui paternitatea	286
— Dacă bărbatul va putea să tăgăduiască paternitatea copilului sub cuvânt de nepuință trupească și în ce cazuri o va putea tăgădui pentru cauză de adulter	287
— În ce cazuri bărbatul nu va putea tăgădui paternitatea copilului născut înainte de 180 zile de la data căsătoriei	288
— Dacă legilimitatea copilului născut după 300 zile de la desfacerea căsătoriei va putea fi contestată	289
— În ce termen trebuie să introducă bărbatul acțiune în tăgadă de paternitate	290
— Dacă se poate reclama sau contesta o stare civilă, de către acel sau contra celui care are o posesiune de stat conformă actului său de naștere	295
— Cum se legitimează copiii născuți sau concepuți în afară de căsătorie	304
— Care este efectul legitimării copiilor naturali prin căsătorie subsequentă	306
— Dacă cercelarea maternității este permisă și cum se dovedește	308
— Dacă nașterea de copii survenită în urma donațiunei aduce revocarea do drept a donațiunei	836-840
— A se vedea cuvintele: „Act de naștere“, „Copii“, „Donațiune“, „Filiațiune“, „Mamă“, „Tatăl“.	
Naționalitate. Cum se dobândește și se pierde naționalitatea română	6-20
— Care este naționalitatea copiilor găsiți pe teritoriul României fără tată și fără mamă cunoscuți	8
— Ce naționalitate are copilul născut din români în țară străină	10
— Cum se redobândește naționalitatea română când a fost pierdută	10, 18, 20
— Ce naționalitate are străina care se va căsători cu un român	12
— Cum se poate pierde calitatea de român	17, 20
— Ce naționalitate are românca care se căsătorește cu un străin	19
— Ce naționalitate are românca care s'a căsătorit cu un străin și a devenit văduvă	19

	Articolul
Naționalitate. A se vedea cuvintele: „Cetățean român“, „Legea privitoare la dobândirea și pierderea naționalității române“.	
Naturali copii. A se vedea cuvintele: „Copii naturali“, „Filiațiune“, „Legitimare“, „Naștere“, „Succesiune“.	
Naturalizare. Cum pot dobândi străinii naturalizarea în România	6-20
— A se vedea cuvintele: „Cetățean român“, „Legea privitoare la dobândirea și pierderea naționalității române“, „Naționalitate“.	
Nautic. Ce fel de contract este contractul de împrumut nautic sau maritim	1635
Neaparent. A se vedea cuvântul: „Servitute“.	
Nebunie. A se vedea cuvintele: „Interdicție“, „Smintire“.	
Necapacitate. A se vedea cuvintele: „Capacitate“, „Căsătorie“, „Consiliul judiciar“, „Contract“, „Depozit“, „Donațiune“, „Emancipare“, „Expropriere silită“, „Femea“, „Interdicție“, „Minoritate“, „Obligațiune“, „Testament“, „Tutelă“, „Tutor“, „Vânzare“.	
Necesar. A se vedea cuvântul: „Depozit“.	
Necompetență. A se vedea cuvântul: „Competență“.	
Necontinue. A se vedea cuvântul: „Servitute“.	
Necorporal. A se vedea cuvintele: „Amanet“, „Cesiune“.	
Nedemnitare. A se vedea cuvintele: „Donațiune“, „Succesiune“, „Tutelă“.	
Nedivizibilitate. A se vedea cuvintele: „Accesiune“, „Amanet“, „Antichreză“, „Cesiune“, „Depozit“, „Fidejusiune“, „Ipotecă“, „Legal“, „Mărturisire“, „Obligațiune“, „Proprietate“, „Prescripție“, „Registre“, „Societate“, „Succesiune“, „Tranzacție“, „Urmărire“.	
Neglijență. A se vedea cuvintele: „Amanet“, „Amendă“, „Antichreză“, „Comodal“, „Cuasi-delict“, „Depozit“, „Fidejusiune“, „Grefier“, „Împrumut“, „Ipotecă“, „Locațiune“, „Mandat“, „Minoritate“, „Obligațiuni“, „Ofițer de stare civilă“, „Privilegiu“, „Sechestrul judiciar“, „Societate“, „Succesiune“, „Tutelă“, „Tutor“, „Vânzare“.	
Negoț. A se vedea cuvântul: „Comerț“.	
Neprescriptibilitate. A se vedea cuvintele: „Domeniu public“, „Dota“, „Femea“, „Filiațiune“, „Interdicție“, „Minoritate“.	
Nepuțință. Dacă bărbatul va putea să tăgăduiască paternitatea copilului sub cuvânt de nepuțință trupească	287
Neregulate. A se vedea cuvântul: „Succesiune“.	
Neretroactivitate. Dacă legile au sau nu putere retroactivă	1, 304
Nerecunoaștere. A se vedea cuvintele: „Copii“, „Filiațiune“, „Paternitate“, „Tagada de paternitate“.	
Neuz. A se vedea cuvintele: „Prescripție“, „Servitute“, „Uzfruct“.	
Notificare. A se vedea cuvintele: „Amanet“, „Cesiune“, „Comunicare“, „Depozit“, „Divorț“, „Expropriere silită“, „Fidejusiune“, „Locațiune“, „Ipotecă“, „Mandat“, „Obligațiune“, „Privilegiu“, „Societate“, „Somație“, „Succesiune“, „Vânzare“.	
Novatiune. Dacă se face o novatiune în privința creanței contra defunctului, atunci când creditorul unei succesiuni a acceptat pe moștenitor ca debitor	782
— În câte moduri se operează novatiunea	1128
— Dacă este indispensabilă capacitatea părților contractante, pentru a se putea opera o novatiune	1129
— Dacă novatiunea se poate prezuma	1130
— Dacă se cere concursul primului debitor pentru a opera novatiunea, prin substituirea unui nou debitor	1131
— Dacă operează novatiunea, delegațiunea prin care un debitor dă creditorului său un alt debitor	1132
— Dacă creditorul care a primit delegațiunea și a descărcat pe primul său	

	<u>Articolul</u>
debitor, poate să recurgă în contra acestuia în caz când debitorul delegat a devenit insolvabil	1133
Novățione. Dacă privilegiile și ipotecile creanței vechi le are și creanța care-i este substituită	1134
— Când novăționea se operează prin substituirea unui nou debitor, dacă privilegiile și ipotecile primitive ale creanței trec asupra bunurilor noului debitor	1135
— Când novăționea se operează între creditor și unul dintre debitorii solidari, dacă privilegiile și ipotecile vechei creanțe rămân rezervate și pe ce bunuri anume	1136
— Dacă sunt liberați codebitorii prin novăționea operată între creditori și unul dintre debitorii solidari	1137
— Dacă novăționea operată între creditor și debitorul principal, liberează cauțiunile	1137
Nuda proprietate. Cari sunt efectele divorțului în privința drepturilor copiilor asupra averii soților, în caz de divorț prin consimțământ mutual și asupra averii soțului vinovat, în caz de divorț pentru cauze determinate și cari sunt formalitățile de îndeplinit pentru realizarea acestor drepturi	285
— Dacă este permisă dispoziția între vii sau testamentară, prin care se dă uzufructul unei persoane și nuda proprietate altei persoane	805
Nulitate. Dacă se poate deroga prin convențiuni sau dispozițiuni particulare, la legile cari interesează ordinea publică și bunele moravuri	5
— Dacă cei puși în posesiune provizorie asupra averii absentului, pot ipoteca sau înstrăina averea nemișcătoare	114
— Ce trebuie să cuprindă cererea de opoziție la căsătorie și cari sunt sancțiunile	157, 158
— Cine poate ataca în nulitate căsătoria, săvârșită fără consimțământul soților	162
— Dacă se poate ataca în nulitate căsătoria pentru eroare asupra persoanei fizice	162
— În ce termen se poate ataca în nulitate căsătoria pentru lipsa de consimțământ a soților sau pentru eroare asupra persoanei fizice	163
— Cine poate ataca în nulitate căsătoria pentru lipsa consimțământului părinților	164
— În ce termen pot cere părinții nulitatea căsătoriei săvârșită fără consimțământul lor	165
— Cine poate ataca în nulitate căsătoria săvârșită în contra dispozițiilor art. 127, 130, 143 și 144 din codul civil	166
— În ce cazuri nu se mai poate ataca în nulitate o căsătorie săvârșită de soți cari nu aveau vârsta legiuită	167
— Dacă părinții cari au consimțit la căsătoria copiilor lor când nu aveau vârsta legiuită, o mai pot ataca în nulitate	168
— În ce condițiuni persoanele cari au un interes pecuniar pot ataca în nulitate o căsătorie	169
— Dacă soțul în prejudiciul căruia s'a contractat o a doua căsătorie, poate ataca în nulitate această căsătorie	170
— Dacă trebuie judecat în prealabil validitatea sau nulitatea celei dintâi căsătorii, când soții cei din urmă căsătoriți opun nulitatea ei	171
— În ce cazuri procurorul este obligat a cere nulitatea căsătoriei	172, 174
— Cine are dreptul a ataca în nulitate căsătoria săvârșită în taină și dinaintea unui ofițer de stare civilă incompetent	173, 175
Dacă o căsătorie declarată nulă produce efecte civile în privința soților și a copiilor și în ce condițiuni	183, 184

	Articolul
Nulitate. Cine are dreptul să ceară anularea tocmelelor sau a pornirilor de judecată făcute de femeia măritată fără autorizația bărbatului . . .	207
— Ce valoare are sentința de divorț netranscrisă în termenul legal în registrele ofițerului de stare civilă	218, 276
— Dacă copiii soților divorțați au dreptul să atace în nulitate înstrăinările făcute în fraudă drepturilor lor, în intervalul de timp de la data intențării acțiunii de divorț și până la transcrierea ei	285
— Când adoptatul era minor în momentul adopțiunii, dacă are dreptul să ceară desființarea adopțiunii și în ce termen	311
— Dacă tutorul poate să cumpere sau să ia în arendă bunurile minorilor sau să primească cesiunea vre-unui drept sau vre-unei creanțe în contra pupilului său	390
— Dacă tutorul se poate împrumuta pentru minor, poate să ipoteceze sau să înstrăineze averea sa nemișcătoare fără avizul consiliului de familie și omologarea tribunalului	402
— Ce formalități se întrebuițează la vânzarea bunurilor nemișcătoare ale minorilor	403, 404
— Dacă tutorul poate primi sau refuza o moștenire căzută minorului, fără autorizația consiliului de familie	405, 406
— Dacă tutorul poate accepta o donațiune făcută minorului, fără autorizația consiliului de familie	407
— Dacă tutorul poate intenta în numele minorului acțiune imobiliară sau să încuviințeze la o asemenea cerere făcută contra minorului, fără autorizația consiliului de familie	408
— Dacă tutorul poate încuviința la o împărțeală făcută contra minorului, fără autorizația consiliului de familie	400, 410
— Cum se face împărțeală atingătoare de averea minorului, pentru a avea tăria legiuită	411, 412
— Cari sunt formalitățile ce trebuie să le îndeplinească tutorul, pentru a putea face o tranzacție în numele minorului	413
— Dacă este valabilă o convențiune, săvârșită între tutor și pupilul ajuns la majoritate, înaintea expirării unei luni de la desfacerea definitivă a tutorului	419
— Dacă minorul emancipat poate arenda sau închiria imobilele sale și pe ce anume termen	427
— Dacă minorul emancipat poate introduce acțiuni imobiliare sau a se apăra în contra unor asemenea acțiuni, sau a da sau a primi capitaluri, dând chitanță pentru ele, fără asistența curatorului său	428
— Ce formalități trebuie să îndeplinească minorul emancipat, pentru a face un împrumut valabil	429
— Ce formalități trebuie să îndeplinească minorul emancipat, pentru a putea vinde sau înstrăina bunurile sale imobiliare sau a face orice act care iese din actele unei pure administrații	430
— Dacă persoana pusă sub consiliu judiciar poate pleda, a se învoi, a se împrumuta, a primi capitaluri, dând chitanță de primirea lor, a înstrăina sau a ipoteca averea sa, fără asistența consiliului său	445
— Ce valabilitate au actele făcute de interzis sau de cel pus sub consiliul judiciar, în urma publicației hotărârii	448
— Dacă după decesul unei persoane se mai pot ataca în nulitate actele încheiate de dânsa, sub cuvânt de smintire de minte	449
— Dacă risipitorul care a fost pus sub consiliu judiciar, poate să pledeze, să facă tranzacții, să se împrumute, să primească capitaluri, dând chitanțe descărcătoare, să înstrăineze și să ipoteceze, fără asistența consiliului judiciar	458

	Articolul
Nulitate. Dacă creditorii uzufructuarului, au drept să atace în nulitate renunțarea făcută în paguba lor	562
— Dacă uzuarul poate ceda sau închiria dreptul seu altuia	571
— Dacă dreptul de abitațiune poate fi cedat sau închiriat	573
— Dacă femeea măritată poate accepta o succesiune, fără autorizația soțului sau a justiției	687
— Dacă interzișii pot accepta o succesiune fără autorizația consiliului de familie	687
— Dacă mțorul poate cere anularea acceptărei unei succesiuni ce a făcut	694
— Dacă creditorii unui moștenitor, pot cere anularea renunțării la succesiune făcută de debitor în paguba lor	699
— Dacă se poate renunța la succesiunea unui om în viață sau a se înstrăina drepturile eventuale ce s'ar putea dobândi asupra unei succesiuni	702, 965
— Dacă renunțarea moștenitorilor la o succesiune este valabilă, atunci când ei au ascuns lucruri din acea succesiune	703, 712
— Cari sunt formalitățile de îndeplinit pentru a fi valabilă declarația de acceptarea unei succesiuni sub beneficiu de inventar	705
— Dacă este valabilă declarația de acceptarea succesiunii sub beneficiu de inventar, atunci când moștenitorul cu rea credință a omis de a trece în inventar toate lucrurile succesiunii	712
— Ce formalități trebuie să îndeplinească moștenitorul beneficiar, pentru a vinde averea mișcătoare și nemișcătoare din succesiune	716, 717
— Dacă este valabilă convențiunea prin care moștenitorii ar stipula să rămăe în indiviziune asupra unei succesiuni	728
— Ce formalități trebuie să îndeplinească creditorii unei succesiuni, pentru a putea urmări pe moștenitori	780
— Când comoștenitorul a înstrăinat porțiunea sa ereditară, dacă mai poate să ceară nulitatea împărțelei pentru cauza de dol sau violență	793
— Dacă este valabilă împărțea de ascendent în care nu s'au cuprins toți copiii în viață la deschiderea succesiunii și descendenții lor premuriți	797
— Dacă este valabilă împărțea de ascendent care ar vătama partea legitimă a unuia dintre moștenitori	798
— Ce formalități trebuie să întrebuițeze cineva pentru a dispune în mod valabil de avutul seu, cu titlu gratuit	800, 813
— Dacă sunt permise dispozițiile fidei-comisare sau substituțiunile	803
— Dacă minorul mai mic de 16 ani poate dispune prin donațiune sau testament	806
— Dacă minorul de 16 ani poate dispune prin testament	807
— Dacă minorul de 16 ani poate dispune în mod valabil prin testament în favoarea tutorului seu	809
— Dacă sunt valabile dispozițiile între vii sau testamentare făcute doctorilor în medicină sau în chirurgie, ofițerilor de sănătate și spiterilor, de o persoană pe care au tratat-o în boala de care a murit, când acele dispozițiuni au fost făcute în cursul acestei boale	810
— Dacă sunt valabile dispozițiile între vii sau prin testament făcute în favoarea ospiciilor, săracilor dintr'o comună sau stabilimentelor de utilitate publică	811
— Dacă sunt valabile dispozițiile între vii sau prin testament făcute în favoarea unui incapabil	812
— Dacă este valabilă donațiunea care nu a fost acceptată	814, 820
— Dacă trebuie transcrise donațiunile de bunuri imobiliare	818
— Cine are dreptul să invoace lipsa transcrierei donațiunei de bunuri imobiliare	819

	Articolul
Nulitate. Dacă sunt valabile donațiunile făcute sub condițiuni, a căror îndeplinire atârnă numai de voința donatorului	822
— Dacă este valabilă donațiunea făcută sub condițiunea de a se plăti datorii sau sarcine, cari nu existau la epoca donațiunei sau cari nu sunt arătate în actul de donațiune	823
— Ce formalități se cer pentru valabilitatea donațiunei de lucruri mobile	827
— Dacă donațiunile sunt de drept revocate prin naștere de copil	830
— Dacă sunt valabile clauzele prin care donatorul ar renunța la revocarea donațiunei pentru naștere de copil	839
— Cari sunt restricțiunile aduse de legiuitor, în privința liberalităților făcute prin donațiuni între vii și prin testamente	841-843
— Dacă este valabil testamentul prin care două sau mai multe persoane testează una în favoarea celeilalte sau în favoarea unui terț	857
— Ce formalități trebuie îndeplinite cu testamentul olograf pentru a fi valabil	859
— Ce mențiuni trebuie să cuprindă procesul verbal de autentificarea unui testament pentru a fi valabil	861, 862
— Dacă cei care nu știu să citească și să scrie pot testa în formă mistică	865
— Cât timp durează valabilitatea testamentului făcut de un militar sau de un individ întrebuițat în armată, în cazurile prevăzute de art. 868, 869, și 870 din codul civil	871
— Cât durează valabilitatea unui testament făcut într'un loc care este scos din comunicație din cauza cumei sau altor boale contagioase	872, 873
— Cât durează valabilitatea unui testament făcut pe mare	880
— În ce cazuri este valabil testamentul făcut pe mare	882
— Dacă testamentul făcut pe mare poate cuprinde dispozițiuni în favoarea ofițerilor bastimentului	883
— Dacă formalitățile prevăzute de codul civil în privința testamentelor, sunt prescise sau nu sub pedeapsă de nulitate	886
— Dacă este valabil legatul prin care testatorul a legat un lucru străin	906, 907
— Dacă o persoană ce nu se poate obliga, poate fi numită executor testamentar	913
— Dacă femeea măritată poate fi executoare testamentară	914
— Dacă minorul poate fi numit executor testamentar	915
— Cum se pot revoca testamentele	920-922
— Dacă înstrăinarea obiectului legat făcută de testator, revoacă legatul	923
— Dacă dispoziția testamentară devine caducă, atunci când acela în favoarea căruia a fost făcută a murit înaintea testatorului	924
— Dacă dispozițiunea testamentară făcută sub condiție suspensivă cade atunci când moștenitorul sau legatarul a murit înaintea îndeplinirii condiției	925
— Dacă legatul devine caduc, atunci când lucrul legat a pierit de tot în timpul vieții testatorului	927
— Dacă dispoziția testamentară cade atunci când eredele numit sau legatarul nu o va primi sau va fi incapabil s'o primească	928
— Dacă donatorul mai poate dispune gratuit de bunurile sale pe care le-a dăruit viitorilor soți sau unuia din ei prin contractul de căsătorie	932, 933
— Dacă se poate face prin contractul de căsătorie, donațiunea bunurilor prezente și viitoare sau a unei părți din aceste bunuri	934, 935
— Dacă soții pot în timpul căsătoriei să-și facă prin acte între vii sau prin testament, vre-o donație mutuală și reciprocă prin unul și același act	938
— Care este porțiunea din avere pe care o poate dona un soț celuilalt, când va trece în a doua căsătorie, atunci când are copii din căsătoria precedentă	939

	Articolul
Nulitate. Dacă soții pot să-și doneze indirect mai mult de cât se arată prin articolul 939 din codul civil	940
— Dacă minorul poate ataca în nulitate angajamentul seu pentru cauza de incapacitate	951
— Dacă persoanele capabile de a se obliga pot opune minorului, interzisului și femeii măritate incapacitatea lor	952
— Dacă este valabil consimțământul când a fost dat prin eroare, smuls prin violență sau surprins prin dol	953
— În ce cazuri eroarea poate aduce anularea convențiunei	954
— În ce cazuri violența poate aduce anularea convențiunei	955-959
— În ce cazuri dolul poate aduce anularea convențiunei	960
— Dacă este nulă de drept convențiunea făcută prin eroare, violență sau dol	961
— Dacă este valabilă obligațiunea fără cauză, sau fondată pe o cauză falsă sau nelicită	966
— Dacă este valabilă convențiunea când cauza nu este expresă	967
— Când cauza este nelicită	968
— Dacă creditorii au dreptul să atace în nulitate actele viclene făcute de debitorul lor, în prejudiciul drepturilor lor	975, 976
— Dacă este valabilă convențiunea încheiată sub o condițiune imposibilă, sau contrară bunelor moravuri sau prohibită de lege	1008
— Dacă este valabilă convențiunea încheiată sub condițiunea de a nu face un lucru imposibil	1009
— Dacă este valabilă obligațiunea contractată sub o condițiune protestativă din partea celui ce se obligă	1010
— Care este efectul condițiunei rezolutorii asupra convențiunei părților	1019-1021
— Dacă este valabilă clauza penală inserată în contractele de împrumut sau de prestațiuni în natură	1066
— Dacă nulitatea obligației principale, atrage și pe aceea a clauzei penale și dacă nulitatea clauzei penale atrage nulitatea obligației principale	1067
— Dacă sunt valabile stipulațiile de dobânzi la dobânzi în convențiunile civile	1089
— Dacă este valabilă plata făcută de proprietarul, care nu era capabil de a înstrăina lucrul dat în plată	1095
— Dacă este valabilă plata făcută aceluia care nu are împuternicire de a primi pentru creditor	1096
— Dacă este valabilă plata făcută în mâinele celui care are creanța în posesiunea sa	1097
— Dacă este valabilă plata făcută creditorului care este incapabil de a primi	1098
— Dacă este valabilă plata făcută de debitor creditorului seu, în urma unui sechestrul sau popririi	1099
— Cari sunt formalitățile ce trebuie să le îndeplinească debitorul, pentru a face o ofertă de plată și o consemnație valabile	1114-1121
— Dacă minorul neemancipat poate exercita acțiune de anulare pentru leziune	1157
— În ce cazuri un minor emancipat poate exercita acțiune de anulare pentru cauza de leziune	1157
— Dacă minorul are acțiune de anulare atunci când leziunea rezulta dintr'un eveniment casual și neașteptat	1158
— Dacă minorul, care face o simplă declarație că e major, are acțiune de anulare	1159
— Dacă minorul comerciant, bancher sau artizan, are acțiune de anulare în contra angajamentelor luate cu privire la comerțul sau arta sa	1160

	<u>Articolul</u>
Nulitate. Dacă minorul are acțiune de anulare în contra convențiilor făcute în contractul de căsătorie	1161
— Dacă minorul are acțiune de anulare în contra obligațiilor cari rezultă din delictele sau cuasi-delictele sale	1162
— Dacă minorul are acțiune de anulare în contra angajamentelor făcute în timpul minorității pe care le-a ratificat la majoritate	1163
— Dacă sunt obligați minorii, interzișii și femeele măritate a întoarce aceea ce au primit, atunci când exercită acțiunea de anulare a angajamentelor lor	1164
— Dacă majorul poate ataca în nulitate angajamentele sale pentru cauza de leziune	1165
— Dacă minorii și interzișii, mai pot exercita acțiune de anulare pentru cauza de leziune contra înstrăinării imobilelor și a împărțelilor de succesiune, atunci când acestea s'au făcut cu îndeplinirea formalităților cerute de lege	1166
— Dacă executarea voluntară a unei obligații atinsă de nulitate, înlocuște confirmarea sau ratificarea ei	1167
— Dacă ratificarea, confirmarea sau executarea voluntară a unei donațiuni, făcută de către moștenitorii sau reprezentanții donatorului, după moartea sa, ține loc de renunțare atât în privința viciilor de formă cât și în privința oricărei alte excepțiuni	1167
— Dacă ratificarea, confirmarea sau executarea voluntară, în forma și în epoca determinată de lege, ține loc de renunțare în privința mijloacelor și excepțiunilor ce puteau fi opuse în contra unui act	1167
— Dacă donatorul poate repara prin vre-un act confirmativ viciurile unei donații între vii	1168
— Dacă este necesară facerea atâtor exemplare câte părți cu interes contrar sunt, pentru actele sub semnătură privată cari conțin convențiuni sinagmatice	1170
— Ce formalități trebuiesc să se îndeplinească pentru valabilitatea actelor sub semnătură privată prin care o parte se obligă către alta a-i plăti o sumă de bani sau o cîtime oarecare	1180
— În ce condițiuni copiile actelor au valoare și dacă copiile copiilor au vre-o putere probatoare	1188
— În ce condițiuni un act de recunoașterea unei datorii, poate face dovadă despre existența datoriei și dispensează pe creditor de a prezenta titlul original	1189
— Dacă sunt valabile convențiile matrimoniale, care vatămă drepturile bărbatului de cap al familiei sau al asociației conjugale sau care derogă la dispozițiile prohibitive ale codului civil	1224
— Dacă soții pot prin contractul lor de căsătorie să aducă modificări drepturilor ce dă legea la titlul IX și X din Cartea I, aceluia dintre soți care supravețuește celuilalt	1225
— Dacă soții pot prin contractul de căsătorie să renunțe la o succesiune viitoare sau să schimbe ordinea legală a succesiunilor între dânsii și succesorii lor	1226
— Când și sub ce formalități trebuiesc făcute convențiunile matrimoniale	1228
— Cum și când trebuiesc făcute schimbările ce s'ar aduce convențiunilor matrimoniale	1229, 1230
— Dacă femeea are dreptul să atace în nulitate înstrăinarea imobilului dotal făcută în afară de cazurile permise de lege	1255
— Dacă este valabilă separația de patrimonii făcute între bărbat și femea în timpul căsătoriei, de bună voe	1258

	Articolul
Nulitate. Dacă sunt prescrise sub pedeapsă de nulitate formalitățile pentru obținerea hotărârii de separație de patrimonii	1259
— In ce termen și sub ce sancțiune trebuie executată hotărârea de separație de patrimonii	1262
— Dacă creditorii bărbatului pot cere anularea executării hotărârii de pronunțare a separației de patrimonii	1264
— Dacă este valabilă arendarea sau închirierea bunurilor dotale, făcute de bărbat pe un termen mai mare de cinci ani	1268
— Când trebuie să se facă de către bărbat, reînnoirea contractelor de arendare sau închiriere a bunurilor dotale pentru a fi valabilă	1269
— Dacă este valabilă convențiunea prin care soții modifică regimul creiat prin contractul lor de căsătorie	1270
— Dacă femeia poate renunța în mod valabil la ipoteca legală ce o are asupra imobilelor bărbatului pentru asigurarea dotei sale alienabile	1231, 1760
— Dacă vânzarea este permisă între soți	1307
— Ce anume persoane nu se pot face, sub pedeapsă de nulitate, adjudecatori nici direct, nici prin persoane interpușe	1308
— Dacă judecătorii, procurorii și avocații se pot face cesionari de drepturi litigioase	1309
— Dacă este valabilă vânzarea când în momentul vânzării, lucrul vândut era pierit în tot sau în parte	1311
— A se vedea cuvintele: „Acțiune de anulare“, „Acțiune de nulitate“, „Acțiune de resciziune“, „Amanet“, „Antichreză“, „Anulare“, „Arendare“, „Depozit“, „Desființare“, „Expropriere silită“, „Fidejusiune“, „Ipotecă“, „Joc și prinsoare“, „Leziune“, „Locațiune“, „Mandat“, „Minoritate“, „Prescripție“, „Privilegiu“, „Rendita“, „Resciziune“, „Revocare“, „Reziliere“, „Rezoluțiune“, „Societate“, „Tranzacție“, „Vânzare“.	
Număr. A se vedea cuvintele: „Consiliu de familie“, „Minoritate“, „Tutelă“.	
Nume. Ce nume trebuie să cuprindă actul de naștere	43
— Dacă procesul-verbal încheiat de ofițerul stării civile, cu ocazia găsirii unui copil nou născut, trebuie să cuprindă numele ce se dă copilului	44
— Ce nume trebuie să cuprindă publicațiile de căsătorie și procesul-verbal încheiat cu această ocazie	49
— Ce nume trebuie să cuprindă actul autentic de consimțământul tatălui, mamei sau tutorului la căsătoria copilului minor	59
— Ce nume de persoane trebuie să cuprindă actul de căsătorie	62
— Ce nume trebuie să cuprindă actul de încetare din viață	65
— Ce nume trebuie să cuprindă procesul-verbal care se încheie atunci când sunt indicii de moarte violentă sau alte împrejurări bănuitoare	67
— Ce formalități trebuie făcute cu privire la drepturile copiilor asupra averii părinților în caz de divorț	285
— În ce moduri se dovedește posesiunea de stat de copil legitim	294
— Cari sunt efectele adopțiunii în privința numelui adoptatului	312
— A se vedea cuvintele: „Legea asupra numelui“.	
Numerotare. Cine face numerotarea registrelor de stare civilă	28
— Cine face numerotarea registrelor de trecerea proceselor-verbale de facerea publicațiilor de căsătorie	49
— Cum și cine numerotează și parafează registrele de stare civilă ale militarilor și altor persoane în serviciu pe lângă armată, în caz de război sau tulburări	76
Nurori. Ce îndatorire de alimentare au ginerii și nurorile față de socrii lor și în ce cazuri încetează această îndatorire	188



Obicei. Dacă uzufructuarul, conformându-se obiceiului locului și al proprietarului, poate să ia din pădure araci pentru vii și produse de pe pomi	532
— Dacă un proprietar poate să oblige pe vecinul său să contribuie la clădirea și repararea îngrădirii, și ce înălțime trebuie să aibă ea . . .	600
— Ce distanță trebuie observată, de la proprietatea vecinului, la sădirea arborilor cari cresc înalți	607
— Ce distanță, de la proprietatea vecinului trebuie observată, cu ocazia construirii de puțuri sau privați, căminuri sau vetre, ferării, cuploare sau sobe, ocoluri de vite, magazii de sare sau grămezi de materii corosive	610
Obiect. În ce cazuri și în ce condițiuni, actele de recunoașterea unei datorii, constatate printr'un titlu, pot face probă despre datorie, și dispensează pe creditor de prezentarea titlului original	1189
— Ce condițiuni trebuie să îndeplinească actul de confirmare sau ratificare pentru a face dovadă în justiție	1190
— A se vedea cuvintele: „Contract“, „Imobile“, „Mobile“.	
Obligație. Când sunt supuse judecării tribunalelor române, obligațiile contractate de un străin cu un român	13
— Dacă pot fi supuse judecării tribunalelor române, obligațiile contractate de un român chiar cu un străin în țară străină	14
— Ce obligații se nasc din căsătorie în privința alimentației, educației și întreținerii copiilor lor	185-193
— Cari sunt drepturile și datoriile respective ale soților	194-208
— Când este o obligațiune condițională	1004
— Ce este o condițiune cauzală	1005
— Ce este o condițiune potestativă	1006
— Ce este o condițiune mixtă	1007
— Care este efectul unei condițiuni imposibile sau contrară bunelor morăvuri, sau prohibită de lege asupra unei convențiuni	1008
— Dacă este valabilă convențiunea stipulată sub condițiunea de a nu face un lucru imposibil	1009
— Care este valabilitatea convențiunei contractată sub o condițiune potestativă din partea celui care se obligă	1010
— Cum trebuie adusă la îndeplinire condițiunea stipulată în o convenție	1011
— Care este efectul obligațiunei, contractată sub condițiunea că un eveniment oarecare se va întâmpla într'un timp fixat, în cazul când timpul a expirat fără ca să se întâmple evenimentul	1012
— Care este efectul convențiunei contractată sub condițiunea că un eveniment oricine se va întâmpla, fără a se determina timpul întâmplării lui, în cazul când există siguranță că evenimentul nu se va întâmpla	1012
— Care este efectul convențiunei contractate sub condițiunea că un eveniment oarecare nu are să se întâmple într'un timp determinat, atunci când timpul a expirat fără ca evenimentul să se fi întâmplat	1013
— Care este efectul convențiunei, contractată sub condițiunea că un eveniment oarecare nu se va întâmpla într'un timp determinat, atunci când înaintea termenului este sigur că evenimentul nu se va întâmpla	1013
— Care este efectul convențiunei contractată sub condițiunea că un eveniment oarecare nu se va întâmpla, fără a se determina timpul întâmplării lui	1013
— Dacă o condițiune este considerată ca îndeplinită atunci când debitorul, obligat sub această condițiune, a împiedicat îndeplinirea ei	1014
— Din ce zi are efect condiția îndeplinită și asupra cui trec drepturile unei persoane care încetează din viață înaintea îndeplinirii condițiunei	1015

	Articolul
Obligație. Dacă creditorul este în drept să exercite acte de conservare înaintea îndeplinirii condițiunei	1016
— Ce este condițiunea suspensivă și care este efectul ei asupra unei obligațiuni	1017
— În sarcina cărei persoane cade riscul și pericolul, atunci când obligația este contractată sub o condiție suspensivă	1018
— Care este efectul obligației atunci când obiectul convențiunei a pierit în întregul seu, înainte de îndeplinirea condiției suspensive și fără greșala debitorului	1018
— Dacă creditorul poate fi obligat a primi obiectul în starea în care se găsește fără scădere de preț, atunci când el s'a deteriorat fără greșala debitorului	1018
— Ce este condițiunea rezolutorie	1019
— Dacă în contractele sinalmatice condițiunea rezolutorie este sub-înțeleasă	1020
— Care este efectul condiției rezolutorii asupra unei convențiuni și dacă justiția poate acorda în această materie un termen pentru executarea obligației	1021
— Care este deosebirea între termen și condițiune în materie de obligații	1022
— Dacă aceea ce se datorește cu termen, se poate cere înaintea termenului și dacă aceea ce se plătește înaintea termenului se poate repeta	1023
— În favoarea căreia din părțile contractante se presupune fixat termenul	1024
— Dacă debitorul poate reclama beneficiul termenului, atunci când este căzut în stare de insolvabilitate sau când prin faptul seu a micșorat garanțiile ce dăduse creditorului seu prin contract	1025
— Cum se liberează debitorul unei obligațiuni alternative	1026
— Cui aparține alegerea în executarea obligațiilor alternative	1027
— Dacă debitorul poate săli pe creditorul său să primească o parte din unul și o parte din celălalt lucru, din cele prevăzute în obligația alternativă	1028
— Care este efectul obligației alternative atunci când unul din cele două lucruri promise nu putea fi obiectul obligației	1029
— Care este efectul obligației alternative atunci când unul din cele două lucruri promise a pierit sau nu mai poate fi predat din ori ce altă cauză și chiar atunci când aceasta s'a întâmplat fără culpa debitorului	1030
— Care este efectul obligației alternative atunci când amândouă lucrurile promise au pierit, însă unul dintre ele prin greșala debitorului	1030
— Care este efectul obligației alternative atunci când alegerea din cele două lucruri promise este lăsată creditorului și unul din ele sau amândouă, ar pieri prin greșala debitorului	1031
— Care este efectul obligației alternative, când amândouă lucrurile promise au pierit fără greșala debitorului	1032
— Ce principii se aplică atunci când obligația alternativă ar cuprinde mai mult de două lucruri	1033
— Ce este obligațiune solidară între mai mulți creditori	1034
— Când obligația este solidară între mai mulți creditori, dacă debitorul poate plăti datoria la oricare dintre creditorii solidari	1035
— Dacă remiterea datoriei făcută de unul dintre creditorii solidari, liberează pe debitor	1035
— Dacă actul care întrerupe prescripția în privința unuia dintre creditorii solidari, profită și celorlalți creditori solidari	1036
— Cari sunt obligațiile creditorului solidar care a primit toată datoria, față de ceilalți creditori solidari	1037
— Dacă creditorul solidar reprezintă pe toți ceilalți cocreditori, în toate actele care pot avea de efect conservarea datoriei	1038
— Ce este obligațiunea solidară din partea debitorilor	1039

	<u>Articolul</u>
Obligație. Dacă debitorii solidari se pot obliga sub diferite modalități	1040
— Dacă obligațiunea solidară se prezumă sau trebuiește expres stipulată	1041
— Dacă unul dintre debitorii solidari poate invoca beneficiul de diviziune a datoriei	1042
— Dacă acțiunea intentată de creditor contra unuia dintre debitorii solidari, îl oprește să exercite aceiaș acțiune în contra celorlalți debitori solidari	1043
— Când lucrul datorit a pierit din culpa unuia dintre debitorii solidari, dacă ceilalți codebitori sunt liberați și când se poate zice că debitorul este în culpă	1044
— Dacă acțiunea intentată în contra unuia dintre codebitorii solidari, întreprinde prescripția față de ceilalți codebitori solidari	1045
— Dacă cererea de dobândă îndreptată în contra unuia dintre codebitorii solidari, face să curgă dobânda față de ceilalți codebitori solidari	1046
— Ce excepțiune poate invoca unul dintre debitorii solidari, în contra căruia creditorul a intentat acțiune	1047
— Când unul dintre debitorii solidari, devine unicul moștenitor al creditorului sau când creditorul devine unicul moștenitor al unuia dintre debitorii solidari, dacă operarea confuziunii stinge întreaga creanță față de ceilalți debitori	1048
— Dacă creditorul care consimte a se împărți datoria în privința unuia dintre codebitorii solidari, conservă acțiunea solidară în contra celorlalți codebitori	1049
— Când creditorul primește separat partea unuia dintre debitorii solidari, fără ca în chitanță să-și rezerve solidaritatea, dacă este presupus că a renunțat la solidaritate în privința acestui debitor	1050
— Când creditorul a primit o parte din datorie de la unul dintre debitorii solidari, fără să fi spus în chitanță că acea sumă este primită pentru partea aceluia debitor, dacă este presupus că a renunțat la solidaritate în privința acestui debitor	1050
— Când creditorul cheamă în judecată pe unul dintre debitorii solidari pentru partea sa, dacă este presupus că a renunțat la solidaritate în privința acestui debitor	1050
— Dacă creditorul pierde solidaritatea pentru veniturile viitoare sau pentru plata capitalului, atunci când primește separat și fără rezerva solidarității, porțiunea unuia dintre codebitorii solidari din venitul renditei sau din dobânzile unei datorii solidare	1051
— Cum se împarte între debitori, obligațiunea solidară numai în privința creditorului	1052
— Ce drepturi are codebitorul solidar care a plătit creditorului toată datoria, în contra celorlalți creditori solidari	1053
— Cum se regulează plata între debitorii solidari atunci când unul dintre ei devine insolubil	1053
— Când creditorul a renunțat la solidaritate în favoarea unuia sau a mai mulți dintre debitorii solidari, cum se regulează plata între debitori, atunci când unul sau mai mulți din ceilalți codebitori solidari devin insolubili	1054
— Cum se regulează plata între debitorii solidari, atunci când datoria a fost făcută numai în interesul unuia dintre ei	1055
— Dacă unul dintre debitorii solidari reprezintă pe toți ceilalți codebitori, în toate actele care pot avea de efect stingerea sau imputinarea obligației	1056
— Ce este o obligațiune nedivizibilă	1057
— Cum se consideră obligațiunea atunci când obiectul fiind divizibil, părțile contractante l-au privit sub un raport indivizibil	1058

	<u>Articolul</u>
Obligație. Dacă solidaritatea contractată dă obligațiunei un caracter indivizibil	1059
— Cum se execută între creditor și debitor o obligație primitoare de diviziune .	1060
— Dacă divizibilitatea obligației se aplică între moștenitorii creditorilor sau ai debitorului	1061
— Dacă fiecare din cei cari au contractat împreună o datorie nedivizibilă, este obligat pentru totalitatea ei	1062
— Cari sunt obligațiile moștenitorilor aceuia care a contractat o obligație nedivizibilă	1063
— Dacă fiecare dintre moștenitorii creditorului poate cere executarea obligației nedivizibile în totalitate	1064
— Dacă un singur moștenitor poate face remiterea întregii datorii nedivizibile sau să primească prețul în locul lucrului	1064
— Când unul dintre moștenitori a remis singur debitul sau a primit prețul lucrului, dacă ceilalți comoștenitori pot pretinde lucrul nedivizibil, fără scăderea părții comoștenitorului, care a făcut remiterea sau a primit prețul	1064
— Dacă moștenitorul debitorului fiind chemat în judecată pentru totalitatea obligației, are dreptul a cere un termen ca să pună în cauză și pe ceilalți comoștenitori	1065
— Ce este clauza penală	1066, 1069
— Dacă este permisă stipularea clauzei penale în contractele de împrumut sau de prestațiuni în natură	1066
— Dacă judecătorul are dreptul să înlocuiască clauza penală inserată în orice obligațiuni, afară de împrumuturi sau prestațiuni în natură, prin o condamnare la daune-interese în conformitate cu dispozițiile art. 1084 din codul civil	1066
— Dacă nulitatea obligației principale atrage nulitatea clauzei penale și dacă nulitatea clauzei penale atrage nulitatea obligației principale .	1067
— Dacă creditorul are facultatea de a cere de la debitorul care nu a executat la termen, fie îndeplinirea clauzei penale, fie îndeplinirea obligației principale	1068
— În ce caz creditorul are dreptul să ceară atât clauza penală cât și obiectul obligației principale	1069
— Dacă judecătorul poate să împuțineze clauza penală, atunci când obligația principală a fost executată în parte	1070
— Când obligația principală contractată cu o clauză penală este nedivizibilă, dacă penalitatea este datorită prin contravențiunea unuia dintre moștenitori și cum se poate ea executa în contra moștenitorilor	1071
— Când obligația principală contractată cu o clauză penală este divizibilă, dacă penalitatea este datorită prin contravențiunea unuia dintre moștenitori și cum se poate executa în contra moștenitorilor	1072
— Cari sunt drepturile creditorului în caz de neexecutarea obligațiunei	1073
— Care este cuprinsul întinderii obligațiunei de a da	1074
— Cine poartă riscul lucrului ce urmează a fi predat	1074
— Care este efectul neexecutării din partea debitorului a obligației de a face	1075
— Dacă creditorul poate cere a se distruge ceea ce s'a făcut, în cazul când s'a călcat de debitor obligația de a nu face	1076
— Dacă creditorul poate fi autorizat să distrugă el însuși cu cheltuiala debitorului ceea ce a făcut, când exista o obligație de a nu face	1076
— Dacă creditorul poate fi autorizat a face cu cheltuiala debitorului, ceea ce acesta trebuia să facă	1077
— Cari sunt obligațiile debitorului care a călcat obligația ce consista în a nu face ceva	1078

	Articolul
Obligație. Dacă este necesară punerea în întârziere, prin o notificare a debitorului, în obligațiile care consistă în a da sau în a face și în ce cazuri se consideră debitorul de drept pus în întârziere	1079
— Care este diligența ce trebuie să o pună debitorul în executarea unei obligații	1080
— Din ce moment este obligat debitorul a plăti daune creditorului său	1081
— În ce cazuri debitorul poate fi obligat la plata de daune-interese către creditor și în ce cazuri poate fi scutit	1082
— Dacă poate fi loc la obligare la plata de daune-interese atunci când, din o forță majoră sau dintr'un caz fortuit, debitorul a fost împiedecat de a da sau a face ceea ce se obligase sau a făcut ceea ce îi era oprit	1083
— Ce reprezintă daunele-interese pe care debitorul le datorește creditorului	1084
— Când neîndeplinirea obligației nu provine din dolul debitorului, dacă el poate fi obligat la plată de alte daune afară de cele prevăzute sau cari au putut fi prevăzute la facerea contractului	1085
— Când neîndeplinirea obligației provine din dolul debitorului, dacă daunele-interese ce urmează a se plăti pot cuprinde alte daune de cât acele cari sunt consecința directă și necesară a neexecutării obligației	1086
— Când convențiunea cuprinde clauza că partea care nu-și va executa obligația va plăti o sumă oarecare drept daune, dacă se poate acorda celeilalte părți o sumă mai mare sau mai mică	1087
— Ce daune-interese se acordă la obligațiile cari au de obiect o sumă oarecare	1088
— De când curg dobânzile în obligațiile cari au de obiect o sumă oarecare	1088
— Dacă dobânda pe timpul trecut poate produce la rândul ei dobândă	1089
— Dacă se poate stipula dobândă la dobânda datorită pe un an sau la alte venituri viitoare	1089
— Dacă veniturile pe timpul trecut precum arenzi, chirii, venituri de rente perpetue sau pe viață pot produce dobânzi și din ce moment	1090
— Dacă se pot acorda dobânzi la restituțiuni de fructe și la dobânzile plătite de un terțiu creditorului în comptul debitorului	1090
— Cum se sting obligațiile	1091, 1156
— Cum se dovedesc obligațiile	1169, 1170
— A se vedea cuvintele: „Acțiune de anulare“, „Acțiune de resciziune“, „Căsătorie“, „Cesione“, „Compensație“, „Confuziune“, „Contract“, „Impuțarea plății“, „Novațiune“, „Ofertă de plată“, „Plată“, „Prescripție“, „Remiterea datoriei“, „Subrogație“.	
Observație. A se vedea cuvântul: „Divorț“.	
Ocupație. A se vedea cuvintele: „Poseziune“, „Prescripție“, „Proprietate“.	
Ofense. A se vedea cuvintele: „Divorț“, „Donațiune“, „Succesiune“, „Testament“.	
Ofertă de plată. Când și cum poate face debitorul oferta reală creditorului său	1114
— Care este efectul ofertei reale urmată de consemnațiunea sumei datorită	1114
— În a cui rizic-pericol rămâne suma consemnată ca urmarea unei oferte reale	1114
— Care este procedura ofertei reale	1115
— Care este efectul validării unei oferte reale urmată de consemnația sumei	1116
— Cine suportă cheltuelile ofertei reale și a consemnării	1117
— Dacă debitorul mai poate ridica suma consemnată în urma unei oferte reale	1118
— Dacă după validarea ofertei reale, mai poate debitorul să ridice suma depusă	1119
— Care este efectul consimțirii creditorului ca debitorul să-și ridice consemnațiunea după validare, asupra privilegiilor și ipotecilor ce le avea pentru plata creanței sale	1120

	<u>Articolul</u>
Ofertă de plată. Care este procedura ofertei reale a unui corp cert, care trebuie a se preda la locul unde se găsește	1121
Oficiant public. A se vedea cuvintele: „Funcționar“, „Vânzare“.	
Oficiu de închiriere. A se vedea cuvintele: „Legea pentru înființarea oficiilor de închiriere“.	
Ofițer. Cine pot servi ca marturi la redactarea actului de naștere al unui copil născut pe un vas român	45
— A se vedea cuvântul „Militar“.	
Ofițer-comptabil. Cine îndeplinește oficiul de ofițer de stare civilă în timp de războiu sau tulburări	74, 78
Ofițer de sănătate. A se vedea cuvântul: „Donațiune“.	
Ofițer de stare civilă. A se vedea cuvintele: „Act de căsătorie“, „Act de încetare din viață“, „Act de moarte“, „Act de naștere“, „Act de stare civilă“, „Adopțiune“, „Amendă“, „Divorț“, „Legitimare“, „Opozițiune“.	
Olograf. A se vedea cuvântul: „Testament“.	
Omisiune. Cum se face dovada căsătoriilor, nașterilor și încetărilor din viață în caz de omisiunea trecerei acestor acte în registrele de stare civilă	33, 176
— Dacă omisiunea trecerei declarațiilor privitoare la contractul de căsătorie în actul de căsătorie se pedepsește cu amendă și cine poate cere rectificarea actului	62
— Dacă omisiunea unuia dintre obiectele succesiunii, atrage sau nu desființarea actului de partaj încheiat de moștenitori	790, 796
— Care este valabilitatea împărțelii făcută de ascendent, în care s'a omis a se cuprinde toți copiii în viață la deschiderea succesiunii și descendenții fiilor premuriți	797
Opoziție. Cari sunt formalitățile opoziției la căsătorie	52
— Unde se trec opozițiile la căsătorie	53
— Dacă ofițerul stării civile poate celebra căsătoria înainte de a i se face cunoscut rezultatul opoziției	54
— Dacă trebuie făcută mențiune în actul de căsătorie despre opoziția făcută	55, 62
— Dacă persoana legată prin căsătorie cu una dintre părțile contractante, are dreptul de a forma opoziție la căsătorie	153
— Dacă tatăl și mama și în lipsa lor ascendenții, pot forma opoziție la căsătorie	154
— În lipsă de ascendenți, ce rude și în ce cazuri pot forma opoziție la căsătorie	155
— În ce condițiuni poate forma tutorul sau curatorul opoziție la căsătorie	156
— Ce trebuie să cuprindă cererea de opoziție la căsătorie și sub ce sancțiuni	157
— În ce termen trebuie să se pronunțe tribunalul asupra unei cereri de anularea unei opoziții la căsătorie	158
— În caz de a se face apel contra unor hotărâri pronunțată asupra unei cereri de anulare a unei opoziții la căsătorie, în ce termen se vor face citațiile și în ce termen se va da hotărârea	159
— În ce termen trebuie pronunțată decizia în recursul făcut contra unei hotărâri date asupra unei cereri de anulare a unei opoziții la căsătorie	160
— În caz de respingerea unei opoziții la căsătorie, cine poate fi condamnat la despăgubiri	161
— De când curge termenul în care trebuie să se prezinte la ofițerul de stare civilă, hotărârea de divorț pentru înscriere	247
— A se vedea cuvântul „Tutelă“.	

Ordine publică. Dacă se poate deroga prin convențiuni sau dispoziții particulare la legile cari interesează ordinea publică și bunele moravuri	5
— Ce articole din codul civil sunt privitoare la ordinea publică 948, 965-968, 1008, 1191, 1206, 1208, 1224-1226, 1228, 1248, 1249, 1253, 1255, 1258, 1260, 1439, 1471, 1513, 1636	
Ordonanță. Ce lucrare încheie președintele tribunalului când i se prezintă cererea de divorț	220
— Când se comunică ordonanța de sorocire în procesul de divorț	239
— Dacă dispozițiile între vii sau prin testament, făcute în favoarea ospiciilor, săracilor dintr'o comună sau stabilimentelor de utilitate publică, pot avea vre-un efect, dacă nu sunt recunoscute și autorizate prin Ordonanțe Domnești	811
— Dacă donațiunile făcute persoanelor morale, pot fi valabil acceptate, fără Ordonanțe Domnești	817
— A se vedea cuvântul: „Abrogare“.	
Orfani de război. A se vedea cuvintele: „Legea privitoare la dispozițiuni luate pentru înlesnirea ocrotirii orfanilor de război“.	
Organizare. Dacă legile de organizare au putere retroactivă	1
Osândă. A se vedea cuvintele: „Condemnațiune“, „Crimă“, „Muncă silnică“, „Pedepsă“, „Recluziune“.	
Ospătători. Dacă ospătătorii ori hangiii răspund ca depozitari, pentru toate lucrurile aduse în localul lor de către călători	1623
— Dacă ospătătorii ori hangiii răspund de furturile sau stricăciunile lucrurilor călătorului comise de servitorii lor, sau de către cei însărcinați cu direcțiunea ospătăriilor sau de către străinii ce le frecventează	1624
— Dacă ospătătorii sau hangiii răspund de furturile comise cu mână înarmată sau în altfel cu forță majoră	1625
— În ce termen se prescrie acțiunea ospătătorilor și găsditorilor pentru nutrirea și găsdirea ce o procură cuiva	1903
Ospicii. A se vedea cuvântul: „Ordonanță Domnească“.	
Oștire. A se vedea cuvintele: „Armată“, „Militar“, „Mobilizat“, „Război“.	
Ozocherită. A se vedea cuvintele: „Legea pentru regularea drepturilor de a exploata petrolul și ozocherita.“	

P

Pact comisor expres. În ce articole se face aplicația pactului comisor expres	1020, 1021, 1079, 1104, 1114, 1365, 1367, 1418, 1420, 1429, 1430, 1439
— A se vedea cuvintele: „Arendare“, „Locațiune“, „Obligație“.	
Pact de răscumpărare. A se vedea cuvântul „Vânzare“.	
Pădure. Ce fel de bunuri, mobile sau imobile, sunt pădurile tăiate și cele netăiate	462, 466
— În ce mod se poate folosi uzufructuarul de pădurile destinate de proprietarul lor la tăeri periodice	529—532
Pagube. A se vedea cuvintele: „Despăgubiri“, „Legea privitoare la declarațiile pentru evaluarea pagubelor de război“.	
Pământ rural. A se vedea cuvintele: „Legea pentru regularea proprietății rurale“, „Legea pentru înstrăinarea loturilor dobândite prin improprietărire“, precum și doctrina și jurisprudența de la articolele	1242 1307, 1310, 1366, 1409
Parafare. Cine face parafarea registrelor de stare civilă	28
— Cine face parafarea registrelor de trecerea proceselor verbale de facerea publicațiilor de căsătorie	49
— Cine parafează registrele de stare civilă ale militarilor sau altor persoane în serviciu pe lângă armată, în timp de război sau tulburări	76

	<u>Articolul</u>
Parafare. Ce face președintele tribunalului cu cererea de divorț și ce lucrare încheie	219, 220
Parafernă. Dacă femeea poate înstrăina averea sa, chiar parafernală, fără concursul bărbatului	199
— Când femeea comerciantă are parafernă, dacă are nevoie de autorizația bărbatului pentru tot ce privește negoțul său	202, 1285
— Ce valabilitate are autorizația bărbatului dată în mod general, chiar prin contractul de căsătorie	206
— Ce este averea parafernală	1283
— Dacă femeea este datoare a contribui la susținerea sarcinilor căsătoriei cu veniturile averii sale parafernale	1284
— Cine administrează averea parafernală în cursul căsătoriei	1235
— Dacă bărbatul are obligațiile unui mandatar față de soția sa, când aceasta îi dă procură pentru administrația averii sale parafernale	1286
— A se vedea cuvintele: „Contract de căsătorie“, „Dotă“, „Femeea“.	
Părăsire. Dacă femeea căsătorită are voie să părăsească domiciliul conjugal 196, 250, 263	
— Dacă în procesul de divorț, când tribunalul dă soților un an de încercare, femeea poate fi autorizată să părăsească domiciliul conjugal	241
— Dacă poate copilul să părăsească casa părintească fără voia tatălui său	328
— A se vedea cuvintele: „Divorț“, „Domiciliu conjugal“.	
Parchet. A se vedea cuvintele: „Ministerul public“, „Procuror“.	
Părinți. A se vedea cuvintele: „Act de căsătorie“, „Act de moarte“, „Act de naștere“, „Adopțiune“, „Căsătorie“, „Copii“, „Divorț“, „Filiațiune“, „Legitimare“, „Mamă“, „Minoritate“, „Putere părintească“, „Succesiune“, „Tatăl“, „Tutela“.	
Părit. A se vedea cuvintele: „Acțiune“, „Divorț“, „Reclamant“.	
Partaj. A se vedea cuvintele: „Accesiune“, „Acțiune pauliană“, „Impărțeală“, „Licitație“, „Succesiune“, „Vânzare“.	
Parte disponibilă. A se vedea cuvintele: „Donațiune“, „Legat“, „Succesiune“, „Testament“.	
Paseri. Cine are proprietatea și în ce condițiuni a animalelor și sburătoarelor sălbatice cari trec pe pământul cuiva	503
Paternitate. Cine este tatăl copilului conceput în timpul căsătoriei	286
— În ce cazuri bărbatul poate să nu recunoască copilul născut în timpul căsătoriei	286
— Dacă bărbatul poate să nu recunoască un copil sub cuvânt de neputință trupească sau pentru cauză de adulter	287
— Dacă poate fi admisă nerecunoașterea unui copil din partea bărbatului, atunci când a existat în fapt intrunirea între soți	287
— În ce cazuri nu e îngăduit bărbatului a tăgădui paternitatea copilului născut mai înainte de 180 zile de la data căsătoriei	288
— Dacă poate fi contestată legitimitatea copilului născut după 300 zile de la desfacerea căsătoriei	289
— În ce termen trebuie să facă bărbatul reclamație pentru tăgăduirea paternității copilului născut în timpul căsătoriei	290
— Când bărbatul a murit înainte de a tăgădui paternitatea copilului, dacă succesorii săi pot exercita acțiunea în contestare de legitimitate	291
— Dacă este permisă cercetarea paternității	307
— A se vedea cuvintele: „Bărbat“, „Căsătorie“, „Copii“, „Filiațiune“, „Legitimare“, „Recunoaștere“, „Tăgăduire de paternitate“.	
Patron. Cine redactează actul de naștere, al unui copil născut pe un vas român 45	
— Cari sunt formalitățile de îndeplinit cu actul de naștere al unui copil născut pe un vas român, când vasul ajunge într'un port român și într'un port străin	46, 47

	<u>Articolul</u>
Patron. Cine încheie actul de deces al unei persoane decedate pe un vas român	71, 72
— Cum se redactează testamentele în voiaj pe mare și care este valabilitatea lor	874
— Dacă patronul este crezut pe cuvânt pentru cătmea și plata salariului lucrătorilor sei	1474
Pauliană acțiune. A se vedea cuvintele: „Acțiune pauliană“.	
Pecetii. Când se aplică peceti și de către cine pe averea ce se cuvine minorului	392
	393, 916
— Când se aplică peceti pe averea dintr'o succesiune	730-732
Pedeapsă. Care este sancțiunea contra ofițerului de stare civilă, care va fi celebrat o căsătorie fără îndeplinirea condițiilor și formalităților cerute de art. 131-133, din codul civil	139
— A se vedea cuvintele: „Amendă“, „Condemnare“, „Crimă“, „Ministerul Public“, „Muncă silnică“, „Osândă“, „Parchet“, „Penal“, „Procuror“, „Recluziune“, „Sancțiune“.	
Penal. Când dovada celebrării legale a căsătoriei se află dobândită prin rezultatul unei proceduri criminale, ce efecte produce înscrierea sentinței în registrele stării civile, în privința soților și a copiilor	180
— Dacă femeea are nevoie de autorizația bărbatului când este urmărită în pricini penale	198
— Dacă chestiunea suprimării stării civile, înainte de a veni înaintea unei instanțe penale, trebuie să fie rezolvată în mod definitiv înaintea unei instanțe civile	300
— A se vedea cuvintele: „Cod penal“, „Pedeapsă“.	
Penală cauză. A se vedea cuvintele: „Amanet“, „Antichreză“, „Clauză penală“, „Contract pignorativ“, „Ipotecă“.	
Penalitate. A se vedea cuvântul: „Pedeapsă“.	
Pensiune. Ce poate face tribunalul, când cererea de despărțenie se va fi făcut pentru violență, asprime sau injurii grave în timpul anului de încercare	241
— Dacă femeea va putea în timpul procesului de divorț să părăsească domiciliul bărbatului și să ceară o pensie de întreținere	250
— În caz de divorț prin consătmânt mutual, ce toameala în scris trebuie să facă soții în privința pensiei de întreținere a femeii	259
— Dacă după pronunțarea divorțului, soțul care a obținut despărțenia, poate cere o pensie de întreținere pentru el și copii, care e cuantumul ei și când se poate revoca	281
— A se vedea cuvintele: „Alimente“, „Divorț“, „Educație“, „Întreținere“.	
Perceptorii. A se vedea cuvintele: „Ipotecă“, „Privilegiu“.	6-20
Perdere. Cum se dobândește și se pierde naționalitatea română	17
— Cari sunt cauzele de pierdere ale naționalității române	19
— Dacă o româncă prin căsătoria sa cu un străin, pierde naționalitatea română	20
— Când un român intră în serviciul militar străin, fără autorizația guvernului român, dacă pierde calitatea de român	20
— Cum se dovedesc nașterile, căsătoriile și încetare din viață, în caz de pierdere registrelor de stare civilă	33, 176
— Dacă prin netranscrierea sentinței de divorț în registrele de stare civilă în termenul cerut de lege, se pierde beneficiul acelei sentințe	248, 276
— Dacă acei cari au dat la o parte sau au ascuns lucruri aparținând succesiunii, pierd dreptul de a renunța la acea succesiune	703
— Dacă moștenitorul care au ascuns sau care, cu știință și rea credință, nu a trecut în inventar efectele din succesiune, pierde beneficiul de inventar	712
— În ce termen se poate revendica un lucru care a fost pierdut	1909
— Dacă proprietarul unui lucru pierdut îl poate revendica de la posesor, fără a-l despăgubi	1910

Perdere. A se vedea cuvintele: „Amanet“, „Contract“, „Emancipare“, „Forța majoră“, „Legea pentru dobândirea și pierderea naționalității române“, „Obligație“.

Pericol și rizic. A se vedea cuvintele: „Contract“, „Depozit“, „Dată“, „Forța majoră“, „Imprumut“, „Ipotecă“, „Obligație“, „Ofertă de plată“, „Pre-scriptie“, „Societate“, „Vânzare“.

Persoane. Dacă legile relative la starea și la capacitatea persoanelor urmăresc pe români chiar când își au reședința în străinătate 2

— Care este efectul eroarei asupra persoanei fizice în materie de căsătorie 162, 163

— Dacă persoana capabilă de a se obliga poate opune minorului, interzisului sau femeii măritate, necapacitatea lor 812

— A se vedea cuvintele: „Donațiune“, „Testament“, „Tranzacție“.

Persoane juridice. Care este domiciliul persoanelor juridice 96

— A se vedea cuvintele: „Legea pentru persoanele juridice“, „Persoane morale“, „Societate“.

Persoane morale. Care este domiciliul persoanelor morale 96

— Dacă persoanele morale trebuiesc recunoscute pentru a putea accepta dispozițiunile între vii sau prin testament, făcute în favoarea lor 811

— Dacă persoanele morale pot accepta o donațiune fără o Ordon. Dămnească 817

— A se vedea cuvintele: „Persoane juridice“.

Pescuit. A se vedea cuvintele: „Legea Pescuitului“.

Petrari. A se vedea cuvântul: „Arhitect“.

Petrol. A se vedea cuvintele: „Legea pentru regularea dreptului de a exploata petrolul și ozocherita“.

Pignorativ contract. A se vedea cuvintele: „Amanet“, „Antichireză“, „Ipotecă“.

Plată. Dacă este supus repetițiunii ceea ce s'a plătit fără să fie datorit și dacă plata obligațiilor naturale este supusă repetițiunii 1092

— Cine trebuie să execute obligațiunea contractată 1093

— Cine trebuie să execute obligația de a face 1094

— Ce condițiuni se cer pentru ca plata să fie făcută în mod valabil 1095

— Cine trebuie să primească plata 1096

— Dacă este valabilă plata făcută celui care nu are o imputernicire de a o primi pentru creditor, atunci când acesta o ratifică sau profită de ea 1096

— Dacă este valabilă plata făcută cu bună credință în mâinile aceluia care are creanța în posesiunea sa, chiar dacă în urmă posesorul ar fi evins 1097

— Dacă este valabilă plata făcută în mâinile unui creditor incapabil de a primi plata 1093

— Dacă este valabilă plata făcută de debitor creditorului său în urma unui sechestrul sau popririi și, față de creditorii sechestranti sau popritori 1099

— Dacă creditorul poate fi silit să primească alt lucru afară de cel ce i se datorește 1100

— Dacă debitorul poate sili pe creditorul seu, să primească o parte din datorie 1101

— Dacă judecătorii au facultatea să acorde debitorului mici termene pentru plata datoriei sale către creditorul seu 1101

— În ce stare trebuie să predea debitorul lucrul pentru a fi liberat 1102

— Cum se poate libera debitorul atunci când datoria constă într'un lucru determinat numai prin specia sa 1103

— Unde trebuie să se facă plata 1104

— Cine suportă cheltuelile pentru efectuarea plății 1105

— Ce dispozițiuni, cuprinde legea pentru simplificarea formalităților de plata chiriei 1114

— A se vedea cuvintele: „Cesiune“, „Compensație“, „Confuziune“, „Cuasi-contract“, „Imputarea plății“, „Legat“, „Ofertă de plată“, „Remiterea datoriei“, „Successiune“, „Subrogație“.

	<u>Articolul</u>
Policitație. A se vedea cuvântul: „Vânzare“.	
Poliție. Când se dă autorizație de înmormântare	63
— Cine încheie proces-verbal în caz de indicii de moarte violentă sau alte împrejurări bănuitoare	67
— Cum procedează funcționarul polițienesc în caz de moarte violentă sau alte împrejurări bănuitoare	68
— Dacă femeea are nevoie de autorizația bărbatului când e urmărită în pricinii penale	198
Poliția pescuitului. A se vedea cuvintele: „Legea pescuitului“.	
Poliția rurală. A se vedea cuvintele: „Legea poliției rurale“.	
Poliția vânătorului. A se vedea cuvintele: „Legea poliției vânătorului“.	
Poml. Dacă se cuvin uzufructuarului, pomii roditori cari se usucă și acei desrădăcinați sau dărămați din accidente	533
Porniri de judecată. A se vedea cuvintele: „Acțiune“, „Femea“, „Proces“.	
Port. Cum se procedează cu actul de naștere a unui copil născut pe un vas român, atunci când vasul ajunge într'un port românesc	46
— Cum se procedează cu actul de naștere al unui copil născut pe un vas român, atunci când vasul ajunge într'un port străin	47
— Cum se procedează cu actul de deces încheiat pe un vas român, atunci când vasul ajunge într'un port românesc și într'un port străin	72
— Dacă porturile naturale sau artificiale fac parte din domeniul public	476
— A se vedea cuvintele: „Act de încetare din viață“, „Act de naștere“, „Testamente“.	
Posesiune. Ce lege guvernează posesiunea imobilelor; aflate în România, de către străini	2
— Când pot cere moștenitorii trimeterea în posesie provizorie asupra averii absentului, atunci când acesta nu a lăsat procurator	106
— Când pot cere moștenitorii prezumptivi punerea lor în posesie asupra averii absentului, atunci când acesta a lăsat procurator	107, 108
— După ce moștenitorii prezumptivi vor fi puși în posesie provizorie asupra averii absentului, ce se face cu testamentul și cu persoanele prevăzute în el	109
— Cum e considerată punerea în posesie provizorie asupra averii absentului și ce îndatoriri au persoanele puse în posesie	110
— Ce îndatoriri au persoanele puse în posesie provizorie asupra averii absentului, în privința conservării și vânzării averii absentului	111
— În caz de dovadă a existenței sau întorcerea absentului, ce îndatoriri au cei trimiși în posesie provizorie, cu privire la veniturile averii absentului	112
— Persoanele trimise în posesie provizorie asupra averii absentului, dacă pot înstrăina sau ipoteca această avere	113
— După câți ani de la punerea în posesie provizorie sau nașterea absentului, se pot ridica cațiunile, se poate face împărțeala averii absentului și punerea în posesie definitivă	114
— Cari sunt efectele revenirii absentului sau dovedirii existenței sale, în timpul punerii în posesie provizorie	116
— Cari sunt efectele revenirii absentului sau dovedirii existenței sale, chiar și după punerea în posesie definitivă, în privința actelor de dispoziție efectuate în timpul absenței sale	117
— În ce termen de la punerea în posesie definitivă, pot cere copiii și descendenții în linie dreaptă ai absentului, restituirea averii sale	118
— În contra cui se exercită acțiunile ce terții ar avea contra absentului	119
— Dacă posesorul de bună credință câștigă proprietatea fructelor produse de lucrurile ce le posedă	485

	<u>Articolul</u>
Posesiune. Când este posesorul de bună credință	486
— Din ce moment posesorul unui lucru devine de rea credință	487
— Cari dintre moștenitori au sezina și cari trebuiesc să ceară trimeterea în posesie dela justiție	653
— A se vedea cuvintele: „Absentă“, „Prescripție“, „Proprietate“, „Succesiune“.	
Posesiune de stat. Dacă pentru a se proba o căsătorie este suficientă posesiunea de stat sau trebuiește a se înfățișa și actul de căsătorie	177
— Când există posesiune de stat și act de căsătorie, dacă se mai poate contesta de către soți validitatea acestui act	178
— Când soții cari au decedat aveau o posesiune de stat și când copiii născuți din ei au posesiune de stat necontrazisă prin actele lor de naștere, dacă se mai poate contesta legitimitatea lor	179
— Dacă bărbatul a murit înainte de a fi tăgăduit paternitatea, în ce cazuri și în ce termen vor putea moștenitorii sei să conteste legitimitatea copilului	291
— Dacă posesiunea de stat, fără înfățișarea actului de naștere, este suficientă pentru dovedirea filiațiunei legitime	293
— În ce moduri se poate dovedi posesiunea de stat de copil legitim	294
— Dacă se poate reclama sau contesta o stare civilă de către acel sau contra celui care are o posesiune de stat conformă actului său de naștere	295
— Dacă se poate face dovada filiațiunei cu marturi, în lipsă de titlu și de posesiune de stat sau dacă copilul a fost înscris sub nume mincinoase sau din părinți necunoscuți, atunci când există un început de dovadă	296
— A se vedea cuvintele: „Copii“, „Filiațiune“, „Legitimitate“, „Maternitate“, „Paternitate“, „Tăgadă de paternitate“.	
Potestativă condițiune. A se vedea cuvintele: „Donațiune“, „Obligație“.	
Prea-curvie. A se vedea cuvântul: „Adulter“.	
Predare. A se vedea cuvintele: „Absentă“, „Amanet“, „Antichreză“, „Cesiune“, „Contract“, „Depozit“, „Dotă“, „Legat“, „Locațiune“, „Minoritate“, „Schimb“, „Sechestr“, „Separație de patrimonii“, „Succesiune“, „Testament“, „Uzufruct“, „Vânzare“.	
Preferință. A se vedea cuvintele: „Amanet“, „Antichreză“, „Gaj“, „Ipotecă“, „Privilegiu“.	
Prejudicială chestiune. Când soții cei din urmă căsătoriți opun nulitatea căsătoriei celei dintâi, dacă trebuiește a se judeca în prealabil validitatea sau nulitatea acelei căsătorii	171
— Dacă chestiunea suprimării stării civile înainte de a veni înaintea unei instanțe penale, trebuie să fie rezolvită în mod definitiv înaintea unei instanțe civile	300
Prejudiciu. Cari sunt efectele divorțului în privința drepturilor copiilor asupra averii soților, în caz de divorț prin consimțământ mutual și asupra averii soțului vinovat, în caz de divorț pentru cauză determinată și cari sunt formalitățile de îndeplinit pentru realizarea acestor drepturi	285
— Dacă creditorii pot exercita în numele lor personal, acțiune pentru atacarea actelor viclene făcute de debitorul lor, în prejudiciul drepturilor lor	785, 975, 976
— A se vedea cuvintele: „Cuasi-delict“, „Delict“, „Daune“, „Despăgubiri“, „Responsabilitate“.	
Prelungire. A se vedea cuvintele: „Legea de prelungire a contractelor de închiriere“, „Locație“.	
Preot. Dacă preotul care a îngrijit pe o persoană în boala din care a murit, poate sau nu profita de dispozițiile între vii sau testamentare făcute de acea persoană în beneficiul său, în cursul acestei boale	810
Prescripție. Prin ce termen se prescriu acțiunile prin cari se cere o moștenire sau alte drepturi ce se vor cuveni absentului sau reprezentanților săi	122

	Articolul.
Prescripție. In ce termen se prescrie acțiunea de anularea căsătoriei contractată cu eroare asupra persoanei fizice	162, 163
— In ce termen trebuie ascendenții să ceară anularea căsătoriei contractată fără consimțământul lor	164, 165
— In ce termen se prescrie acțiunea pentru anularea unei căsătorii, pentru motivul că soții nu aveau vârsta legiuită	166, 167
— In ce termen se prescrie acțiunea creditorilor pentru atacarea transferului, de proprietate operat în favoarea copiilor, în caz de divorț prin consimțământ mutual și pentru cauze determinate	285
— In ce termen trebuie să introducă tatăl acțiune, în tăgada de paternitate, 290, 291	
— Dacă se poate prescrie în privința copilului, acțiunea pentru reclamarea stării civile	301
— In ce cazuri și în ce termen vor putea moștenitorii copilului, să intenteze acțiune pentru reclamarea stării civile	302, 303
— In ce termen se poate prescrie acțiunea pentru reclamarea unei porțiuni de teren ce s'a rupt din proprietatea cuiva, alipindu-se la proprietatea altuia	498
— In ce termen se prescrie prin neuz dreptul uzufructuarului	557
— Cum se poate dobândi prescripția servituții unui izvor de apă, care se află pe proprietatea fondului superior	579, 580
— Dacă se poate prescrie acțiunea de despăgubire pe care o are proprietarul care este obligat a lăsa loc de trecere vecinului, a cărui proprietate este înfundată	619
— Dacă se pot dobândi prin prescripție servituțiile continui și aparente	623
— Cum se dovedește existența servituțiilor cari nu pot fi dobândite prin prescripție	628
— In ce termen se prescriu servituțiile prin nefolosirea lor	639, 640
— Dacă modul executării servituții se poate dobândi și prescrie ca și servitutea însăși	641
— Când proprietatea în folosul căreia există un drept de servitute aparține la mai mulți proprietari, dacă exercițiul servituții din partea unuia dintre ei, oprește prescripția și în privința celorlalți	642
— Când proprietatea în folosul căreia există un drept de servitute aparține la mai mulți proprietari, dintre care unul este minor contra căruia nu curge prescripția, dacă această împrejurare folosește celorlalți coproprietari	643
— Dacă se poate dobândi prin prescripție proprietatea bunurilor	645
— In ce termen se prescrie facultatea de a accepta sau de a renunța la o succesiune	700, 701
— In ce termen se prescrie dreptul creditorilor de a reclama în contra legatarilor și creditorilor succesiunii ce au fost plătiți de către moștenitorul beneficiar	719-722
— In ce termen se prescrie dreptul creditorilor succesiunii de a cere separația patrimoniului defunctului de acel al moștenitorilor	781, 783
— In ce termen se prescrie obligația de garanție a moștenitorilor împărțiți pentru solvabilitatea debitorului unei rente	789
— In ce termen se prescrie acțiunea de revocarea unei donațiuni pentru ingratitude	833
— In ce termen se prescrie acțiunea de revocarea unei donațiuni pentru naștere de copii	840
— Dacă actul care intrerupe prescripția în privința unuia dintre creditorii solidari, profită sau nu și celorlalți creditori	1036
— Dacă acțiunea introdusă contra unuia dintre debitorii solidari, intrerupe prescripția contra tuturor debitorilor	1045

	Articolul
Prescripție. Dacă bărbatul este responsabil de toate prescripțiile dobândite asupra averii dotale	1243
— In ce termen se prescrie acțiunea de anulare a înstrăinărilor imobilelor dotale făcute de femei și de bărbat	1255
— In ce termen se prescrie acțiunea vânzătorului pentru complectarea prețului și a cumpărătorului pentru scăderea prețului sau pentru stricarea convenției	1334
— In ce termen se prescrie facultatea de răscumpărare a imobilului vândut cu pact de răscumpărare	1273-1275
— In ce termen se prescrie acțiunea unuia dintre asociați pentru determinarea părților de câștig și pierdere	1512
— In ce termen se prescriu ipotecile și privilegiile	1890
— Care este efectul prescripțiunei	1837
— Dacă se poate renunța la prescripția care nu este îndeplinită	1838
— Cum se poate renunța la prescripție	1839
— Dacă acel care nu poate înstrăina, poate să renunțe la prescripție	1840
— Dacă în materie civilă judecătorii pot ridica din oficiu prescripția	1841
— Până în ce stadiu al procesului se poate invoca prescripția	1842
— Dacă creditorii sau orice altă persoană interesată, au dreptul să invoace prescripția dobândită debitorului sau codebitorului lor, chiar dacă acel debitor, codebitor sau proprietar renunță la dânsa	1843
— Dacă se poate prescrie domeniul lucrurilor cari, din natura lor proprie sau printr'o declarație a legii, nu pot fi obiect de proprietate privată	1844
— Dacă Statul, stabilimentele publice și comunele, în ceea ce privește domeniul lor privat, sunt supuse la aceleași prescripțiuni ca și particularii și ca și aceștia le pot opune	1845
— Care este baza prescripțiunei	1846
— Care este definițiunea posesiunei	1846
— In ce condițiuni trebuie să se exercite posesiunea pentru a duce la prescripție	1847
— Când posesiunea este discontinuă	1848
— Când se intrerupe posesiunea	1849
— Dacă cel care opune prescripția este obligat a dovedi continuitatea și neîntreruperea posesiunei sale	1850
— Când posesiunea este tulburată	1851
— Când posesiunea este clandestină	1852
— Dacă se poate spune că posesiunea este sub nume de proprietar, atunci când se exercită asupra unui lucru al altuia, sub nume precar, adică în calitate de locatar, depozitar uzufructuar, etc., sau asupra unui lucru comun, în puterea destinației lui legale	1853
— Dacă se poate spune că posesiunea este sub nume de proprietar, atunci când se exercită asupra unui lucru al altuia, prin simplă îngăduință a proprietarului său	1853
— Dacă posesorul este presupus că posedă pentru sine, sub nume de proprietar, atunci când nu se dovedește ce a început a posedea pentru altul	1854
— Când posesorul a început a posedea pentru altul, dacă se presupune că a conservat aceiași calitate până la dovada contrară	1855
— Dacă posesiunea viciată prin vre-una din cauzele arătate în art. 1847 din codul civil, se poate schimba în posesiune utilă	1856
— Dacă posesorul care nu posedă sub nume de proprietar, poate de la sine sau prin persoane interpuse, să schimbe calitatea posesiunei sale	1857
— In ce cazuri posesiunea care nu se exercită sub nume de proprietar, poate deveni posesiune utilă	1858
— Ce fel de posesiune exercită fiecare posesor, atunci când acelaș lucru trece pe rând în mai multe mâini	1859

	Articolul
Prescripție. Dacă posesorul posterior are dreptul, spre a putea opune prescripția, să unească posesiunea sa cu aceea a autorului său	1860
— Dacă dispozițiile articolelor 1860 și 1861 din codul civil, derogă sau nu la dispozițiile ultimului alineat din art. 1858 din codul civil	1861
— Dacă acel contra căruia se invoacă prescripția, are dreptul să opue viciul posesiunii ce ar consta din discontinuitatea, întreruperea sau precaritatea sa	1862
— Cine are dreptul să invoace clandestinitatea și tulburarea posesiunii	1862
— Prin ce moduri se poate întrerupe prescripția	1863
— Când se întrerupe în mod natural prescripția	1864
— Când se întrerupe în mod civil prescripția	1865
— Dacă efectele întreruperii prescripției în mod natural sunt absolute	1866
— Cui poate profita întreruperea civilă a prescripției	1866
— Care sunt efectele întreruperii civilă și naturală a prescripției	1867
— Când actele de întrerupere a prescripției au încetat, dacă se poate începe o nouă prescripție	1867
— Sub ce condițiuni o cerere în judecată întrerupe prescripția	1868, 1869
— Dacă acțiunea adresată unei instanțe incompetente, sau nulă pentru lipsă de forme, întrerupe sau nu prescripția	1870, 1871
— Dacă întreruperea civilă a prescripției făcută în contra unuia dintre debitori solidari, are efect și în contra celorlalți codebitori	1872
— Dacă întreruperea civilă a prescripției, făcută în contra unuia dintre moștenitori unui debitor solidar, are efect în contra celorlalți comoștenitori	1872
— Dacă întreruperea civilă a prescripției, făcută în contra unuia dintre codebitorii debitorului defunct, are efect în contra celorlalți codebitori	1872
— Dacă întreruperea civilă a prescripției făcută în contra debitorului principal, are efect în contra cauțiunii și dacă întreruperea civilă în contra cauțiunii poate opri cursul prescripției datoriei principale	1873
— Care este efectul suspendării prescripției	1874
— În contra cui curge prescripția	1875
— Dacă prescripția curge în contra minorilor și interzișilor	1876
— Dacă prescripția curge în contra femeii măritate, în privința averii sale parafernale	1877
— Dacă prescripția curge în contra femeii măritate, în privința averii sale dotale imobiliare	1878
— Dacă prescripția curge în privința acțiunii de anulare a femeii contra actelor făcute de ea fără autorizația bărbatului sau a justiției	1879
— Dacă acțiunea femeii în contra bărbatului se prescrie în timpul căsătoriei	1880
— Dacă prescripțiunea între soți poate curge în timpul căsătoriei	1881
— Dacă prescripția curge în contra moștenitorului beneficiar, în respectul creanțelor sale asupra succesiunii	1882
— Dacă prescripția curge în contra succesiunii în privința creanțelor sau drepturilor reale	1882
— Dacă regulile prescrise de art. 1882 din codul civil, se aplică administratorilor legali și curatorilor	1883
— Dacă prescripția curge în folosul sau în contra unei succesiuni vacante	1884
— Din ce moment începe a curge prescripția unei creanțe condiționale sau cu termen	1885
— Dacă acțiunile reale ale creditorului sau ale proprietarului, sunt supuse prescripției înainte de realizarea condiției sau de expirarea termenului la care acele acțiuni pot fi subordonate	1885
— Din ce moment începe a curge prescripția	1886

	Articolul
Prescripție. Cum se calculează termenul prescripției	1887
— Cum se împarte ziua și de când începe, în materie de prescripție	1888
— Când se poate zice că prescripția este câștigată	1889
— În ce termen se prescriu toate acțiunile, atât reale cât și cele personale	1890
— În ce termen se prescriu instanțele începute și părăsite	1891
— În ce termen se prescriu rentele sau creanțele ale căror capete nu sunt niciodată exigibile și cari produc interese periodice sau în perpetuu sau pe viață	1892
— În ce termen, de la data titlului constitutiv al rentei sau al creanței, poate creditorul să constrângă pe debitorul său pentru a-i da un nou titlu	1893
— Dacă regulile prescripției relative la alte obiecte de cât cele cuprinse în titlul XX și cari sunt expuse la locurile respective din codul civil, exclud aplicarea dispozițiilor acestui titlu în toate cazurile când sunt contrare lor	1894
— În ce mod se poate prescrie un nemișcător determinat prin prescripția de 10—20 ani	1895, 1896
— Ce înseamnă justa cauză în materie de prescripție și când poate un titlu să servească de baza unei prescripții de 10—20 ani	1897
— Ce înseamnă buna credință în materie de prescripție și în ce moment al prescripției trebuie să existe buna credință	1898
— Cine trebuie să probeze justa cauză în materie de prescripție	1899
— Cine trebuie să probeze buna credință	1899
— Prin ce termen se prescrie acțiunea pentru nulitatea sau pentru stricarea unei convențiuni, și din ce moment începe a curge această prescripție	1900
— Prin ce termen se prescriu acțiunile minorului contra tutorului, relative la faptele tutelei	1901
— Prin ce termen se prescriu acțiunile contra arhitecților și întreprinzătorilor de lucrări privitoare la stricăciunile construcțiilor prin viciile de construire sau ale pământului	1902
— Ce acțiuni se prescriu prin termen de șase luni și în ce condițiuni	1903, 1905
— Ce acțiuni se prescriu prin termen de un an și în ce condițiuni	1904, 1905
— Dacă cei cărora li se opun prescripțiile arătate în articolele 1903 și 1904 din codul civil, au dreptul să defere, celor ce invoacă aceste prescripții, jurământ asupra chestiunii de a se ști dacă lucrul s'a plătit în adevăr și dacă acest jurământ se poate deferi văduvelor, moștenitorilor sau tutorilor acestora, când sunt minori, pentru a declara dacă nu știu că lucrul este încă datorit	1906
— Ce acțiuni se prescrie prin termen de cinci ani	1907
— Dacă prescripțiunile prevăzute în secția IV din capitolul IV, titlul XX din codul civil, curg în contra minorilor și interzișilor	1908
— Cum se prescriu lucrurile mișcătoare	1909
— În ce termen poate revendica lucrul de la actualul posesor, acel căruia i s'a furat sau care a perdut un lucru mișcător	1909
— Când posesorul actual al lucrului furat sau perdut l-a cumpărat la un bălcui, sau târg sau la o vânzare publică sau de la un negustor care vinde asemenea lucruri, dacă proprietarul original poate cere lucrul înapoi și în ce condițiuni	1910
— După ce legi se regulează prescripțiile începute la epoca publicării codului civil	1911
Președintele tribunalului. Cine numerotează, șnuruește și parafează registrele de stare civilă	28
— Cine legalizează extractele de pe registrele actelor de stare civilă și care este puterea probatorie a acestor extracte	32

Președintele tribunalului. Cine numerotează și parafează registrele de trecerea proceselor-verbale de facerea publicațiilor la căsătorie	49
— Dacă tatăl, sau mama va avea motive de nemulțumire foarte grave asupra purtării copilului seu, ce mijloace de îndreptare va putea întrebuița și cui se adresează	329-336
— A se vedea cuvintele: „Divorț“, „Inscripție“, „Ipotecă“, „Putere părintească“.	
Președintele Curții de apel. In caz de apel asupra sentinței de divorț prin consimțământ mutual, cui comunică Procurorul Curții de apel concluziile sale, cine face raport și în ce termen se pronunță decizia Curții de apel	273
Prestația lucrărilor. A se vedea cuvântul: „Locațiune“.	
Prezumată absență. A se vedea cuvântul: „Absență“.	
Prezumțiuni. Dacă se poate face dovada filiațiunei cu martori și prezumțiuni, în lipsa de titlu și de posesiune de stat, sau dacă copilul a fost înscris sub nume mincinoase, sau din părinți necunoscuți, în cazul când există un început de dovadă scrisă	296
— Dacă proprietarul este presupus că a așezat către fond în perpetuu efectele mobiliare cari sunt întărite cu ghips, var sau ciment, sau când ele nu se pot scoate fără a se strica sau deteriora sau fără a se strica partea fondului către care sunt așezate	469
— Dacă oglinzile și tablourile unui apartament, se presupun așezate în perpetuu atunci când parchetul pe care ele stau este una cu lemnăria camerei	469
— Cari sunt prezumțiunile cari duc la stabilirea proprietății zidului care desparte două proprietăți	591
— Cari sunt prezumțiunile cari duc la stabilirea proprietății șanțurilor dintre două proprietăți vecine	602—604
— Dacă gardul care desparte două proprietăți se presupune a fi comun .	606, 609
— In ce cazuri este presupus un moștenitor ce a acceptat în mod tacit succesiunea	689—691
— Dacă se poate presupune renunțarea la succesiune	695
— Dacă moștenitorul care a renunțat la succesiune, se presupune că nu a fost nici odată moștenitor	696
— Dacă sunt presupuse ca făcute cu scutire de raport, donațiile și legatele făcute unei persoane care are calitatea de moștenitor în momentul deschiderii succesiunei	754
— Dacă sunt presupuse ca făcute cu scutire de raport, donațiile și legatele făcute soțului unui descendent succesibil	756
— Dacă fiecare moștenitor este presupus că a moștenit singur și imediat toate bunurile cari compun partea sa, sau care i-au căzut prin licitație și că nu a fost nici odată proprietar pe celelalte bunuri ale succesiunei	786
— Cari sunt persoanele presupuse a fi interpuse aceluia care este incapabil să primească o liberalitate	812, 941
— Dacă este presupus dolul în materie de convențiuni sau trebuie dovedit .	960
— Dacă este presupusă cauza în materie de convențiuni până la proba contrară	967
— Dacă este presupusă ca îndeplinită condițiunea, în materie de obligații, atunci când debitorul obligat sub această condițiune, a împedecat îndeplinirea ei	1014
— Dacă este subînțeleasă condițiunea rezolutorie, în contractele sinalagmatice, în caz când una dintre părți nu îndeplinește angajamentul său .	1020
— In favoarea cui este presupus că s'a stipulat termenul în materie de convențiuni	1024
— Dacă se poate presupune obligația solidară sau trebuie stipulată . . .	1041

Prezumțiuni. Când creditorul primește separat partea unuia dintre debitorii solidari, fără ca în chitanță să-și rezerve solidaritatea sau drepturile sale în genere, dacă este presupus că a renunțat la solidaritate în privința celorlalți debitori	1050, 1051
— Dacă simpla cerere în judecată formată în contra unuia dintre debitorii solidari pentru plata părții sale, constituie o renunțare la solidaritate	1050
— Dacă orice plată presupune o datorie	1092
— Dacă novațiunea unei datorii se poate presupune	1130
— Dacă remiterea voluntară a titlului original, făcută de creditor debitorului, este o prezumpție de liberațiune	1138
— Ce dovadă constituie remiterea voluntară a copiei legalizată de pe titlu, făcută de către creditor debitorului	1138
— Dacă remiterea lucrului dat ca amanet sau ca siguranță, este o prezumpție de remiterea datoriei	1139
— Când suma arătată în act este deosebită de aceea ce este arătată în „bun și aprobat“, pentru care din aceste două sumi se presupune contractată obligația	1181
— Ce este o prezumpțiune	1199
— Ce sunt prezumpțiunile legale	1200
— Când există autoritate de lucru judecat	1201
— Dacă prezumpțiunea legală dispensează de orice dovadă pe acela în favoarea căruia este făcută și dacă se admite vreo dovadă contra ei	1202
— În ce cazuri sunt admise prezumpțiunile cari nu sunt stabilite de lege	1203
— Cum se presupune ca fiind constituită dota, atunci când ea este constituită de tată și mamă împreună, fără a distinge partea fiecăruia	1237
— Cui aparțin, mobilele, existente la epoca căsătoriei sau cari au căzut unuia dintre soți mai în urmă, fără să fi fost constatată prin inventar regulat, când regimul stipulat a fost cel de comunitate de bunuri	1289
— Dacă vânzarea făcută pe încercate, este totdeauna presupusă condițională până la încercare	1302
— Dacă cumpărătorul poate cere desființarea contractului, atunci când imobilul vândut este grevat de servituți neaparente, nedeclarate de vânzător și de o așa importanță în cât se poate presupune că cumpărătorul nu ar fi cumpărat dacă le-ar fi cunoscut	1349, 1350
— Când cedentul a luat asupra sa răspunderea pentru solvabilitatea debitorului ces, dacă această garanție se presupune făcută numai pentru garantarea solvabilității actuale a debitorului sau și pentru aceea viitoare	1398
— Dacă orice concesiune temporară a unui imobil drept o prestație anuală, se consideră o locațiune, ori sub ce titlu ar fi făcută	1414
— Dacă se poate presupune interzicerea de a subînchiria sau subarenda, sau trebuiește expres stipulată	1418
— Cum este presupus că a primit locatarul lucrul închiriat, atunci când nu s'a făcut inventar	1432
— Cari sunt efectele rămânerei locatarului în posesia lucrului închiriat, după expirarea termenului contractului de locațiune	1437, 1438, 1452, 1464
— Pe ce termen sunt presupuse ca închiriate mobilele destinate pentru mobilarea unei case întregi, a unui apartament sau a unui magazin	1450, 1451
— Care este durata unui contract de arendare fără termen	1462, 1463
— Dacă subarendarea este prezumată ca oprită, atunci când la arendarea unei moșii s'a stipulat ca arenda să se plătească în fructe	1467
— Cum se presupune că făcuta societate atunci când se face un simplu contract de societate universală, fără nici o altă declarație	1497

	<u>Articolul</u>
Prezumptionsini. Ce durată are contractul de societate atunci când nu s'a stipulat durata lui	1502
— Cum trebuie administrată o societate în lipsă de stipulații speciale în această privință	1517
— Cari sunt prezumptionsinile de acceptare tacită a mandatului	1533
— Dacă mandatul este presupus gratuit, atunci când nu s'a stipulat o plată	1534
— Care este întinderea puterilor mandatului conceput în termeni generali	1536
— Dacă mandatul de a face o tranzacție cuprinde și dreptul de a face un compromis	1537
— Dacă adeverința dată pentru capital, fără nici o rezervă în privința dobânzilor, este o prezumptionsie de plată lor	1590
— Cum se presupune ca făcut depozitul lucrurilor unui călător la ospătatori sau hangii	1623
— În ce cazuri se poate presupune renunțarea la prezumptionsie	1839
— Dacă posesorul actual care dovedește că a posedat într'un moment dat mai înainte, este presupus că a posedat în tot timpul intermediar	1850
— Cum este presupus că posedă posesorul care a început a posedea pentru el	1854
— Cum este presupus că posedă posesorul care a început a posedea pentru altul	1855
— Dacă buna credință în materie de prescripçõesie se presupune	1899
— A se vedea cuvintele: „Act autentic“, „Act scris“, „Dovadă“, „Început de dovadă“, „Inscris“, „Marturi“, „Paternitate“, „Probe“.	
Pricină. A se vedea cuvintele: „Acțiune“, „Proces“.	
Prietini. A se vedea cuvântul: „Amici“.	
Prințar. Cine redactează actul de declarațiile marturilor, cari înlocuiesc lipsa actelor de naștere necesare celebrării căsătoriei	57
— Dacă adoptatul este minor și nu are ascendenți cine consimte la adopçõesia sa	311
Primărie. Unde trebuie făcută publicația declarației de căsătorie	49
— Unde trebuie afișat un extract de pe actul de publicație a căsătoriei	50
— Cari sunt formalitățile de celebrarea căsătoriei	61
— Unde se fac publicațiile în materie de divorț când soții au copii	285
— A se vedea cuvintele: „Autoritate comunală“, „Comunală autoritate“.	
Principală așezare. A se vedea cuvântul: „Domiciliu“.	
Prinsoare. Dacă legea dă vre-o acțiune spre plata unei datorii provenită din joc sau prinsoare	1636
— Cari sunt excepçõesinile când legea permite a se face acțiune pentru o datorie rezultată din joc sau prinsoare	1637
— Dacă perzătorul are dreptul a repeta ceea ce a plătit de bună voe ca datorie din un joc sau prinsoare	1638
Privată. Care este distanța de observat dela proprietatea vecinului, cu ocazia construirii unei private	610
Privileghere. A se vedea cuvintele: „Absență“, „Divorț“, „Educație“, „Interdicçõesie“, „Minoritate“, „Putere părintească“, „Tutelă“.	
Privileghiu. Dacă se pierde sau se stinge dreptul de privileghiu când creditorul a consimțit că debitorul să-și retragă consemnația după ce aceasta s'a declarat valabilă prin o hotărירה definitivă	1120
— Dacă prin operarea unei novații rezultată din substituieră unei noi creanțe celei vechi, se păstrează privileghiu și ipotecile	1134
— Dacă prin operarea unei novații rezultată din substituieră unui nou debitor, privileghiu și ipotecile trec sau nu asupra bunurilor noului debitor	1135
— Când novaçõesia se operează între creditor și unul dintre debitorii solidari, ce se întâmplă cu privileghiu și ipotecile vechii creanțe	1136
— Dacă acel care este obligat personal, este ținut a îndeplini îndatoririle sale cu toate bunurile sale imobile și mobile, prezente și viitoare	1718
— Care este dreptul creditorilor asupra bunurilor debitorilor	1719

	<u>Articolul</u>
Privilegiu. Cari sunt cauzele legitime de preferință între creditori	1720
— Cine are dreptul asupra sumei prinse din asigurarea unui imobil sau recolte sau alte bunuri care au fost distruse prin incendiu sau alte cazuri fortuite	1721
— Ce este dreptul de privilegiu	1722
— Cum se stabilește dreptul de preferință între creditorii privilegiați	1723
— Cum se regulează dreptul creditorilor privilegiați care au acelaș rang	1724
— Cari sunt drepturile de privilegiu ale tezaurului public	1725
— Dacă privilegiile se pot exercita asupra lucrurilor mobile și asupra imobilelor	1726
— Care este privilegiul cheltuelilor de judecată și care este rangul seu și asupra căror bunuri se exercită	1727
— De câte feluri sunt privilegiile asupra lucrurilor mobile	1728
— Cari sunt creanțele privilegiate asupra tuturor lucrurilor mobile și în ce ordine se execută	1729
— Carisunt creanțele privilegiate unei asupra oare căror lucruri mobile 1686—1688, 1730	
— Care este dreptul de privilegiu al proprietarului pentru chirii și arenzile datorite și pentru tot ce privește executarea contractelor și în ce condițiuni se execută	1730 al. 1
— Cum se exercită privilegiul pentru sumele datorite pentru semințe sau pentru cheltuiala recoltei anului curent	1730 al. 2, 1734
— Cum se exercită dreptul de privilegiu al creditorului amanetar	1730 al. 3
— Cum se exercită privilegiul cheltuelilor făcute pentru conservarea lucrului	1730 al. 4
— Cum se regulează dreptul de privilegiu pentru prețul lucrurilor mobile neplătite și dacă vânzătorul poate să revendice lucrurile vândute	1730 al. 5
— Cum se exercită dreptul de privilegiu al hangului asupra efectelor voiajorilor	1730 al. 6
— Cum se regulează privilegiul creanței cheltuelilor de transport și a cheltuelilor accesorii asupra lucrului transportat	1730 al. 7
— Cum se regulează privilegiul creanțelor rezultând de abuzuri și prevaricațiuni ale funcționarilor publici, în exercițiul funcțiunei	1730 al. 8
— Cum se regulează dreptul de preferință al privilegiului pentru cheltuelile de judecată	1731
— Cum se regulează dreptul de preferință al privilegiului pentru sumele cheltuite pentru conservarea lucrului	1732
— Cum se regulează dreptul de preferință al privilegiului creditorului amanetar, a hangului și a căraușului	1733
— Cum se regulează dreptul de preferință al privilegiului vânzătorului lucrurilor mobile	1733
— Cum se regulează dreptul de preferință al privilegiului cheltuelilor de îngropare	1735
— Dacă privilegiile generale sunt primite de către privilegiile speciale	1736
— Cari sunt creditorii privilegiați asupra bunurilor imobile și cum se exercită privilegiul	1737
— Cum se conservă privilegiile și de când curge efectul lor	1738
— Cari sunt creanțele privilegiate dispensate de inscripție	1739
— Cum se conservă privilegiul vânzătorului pentru plata prețului datorit	1740
— Cum se conservă privilegiul celui care a dat bani pentru cumpărarea unui imobil	1740
— Cum se conservă privilegiul comoștenitorului sau copartașului în caz de partaj	1741
— Cum se conservă privilegiul arhitecților, antreprenorilor, petrarilor și altor lucrători întrebuințați pentru a zidi, a reconstrui sau a repara edificii, canale sau alte opere și a acelor cari au împrumutat bani pentru a plăti pe acești creditori	1742

	<u>Articolul</u>
Privilegiu. Cum se conservă privilegiul creditorilor și legatarilor cari au cerut separația de patrimonii a defunctului	1743
— Dacă cesionarii creanțelor privilegiate au aceleași drepturi ca și cedentii	1744
— Care este efectul creanțelor privilegiate supuse la formalitatea inscripției, în privința cărora nu s'ar fi îndeplinit condițiile prescrise pentru conservarea privilegiului	1745
— Care este tribunalul competent pentru a face inscripția privilegiului	1780
— Dacă drepturile de privilegiu și de ipotecă neînscrise înaintea decesului debitorului, mai pot fi înscrise după decesul seu și în ce termen	1780
— Care este procedura cererii de inscripția privilegiilor și ipotecilor	1781
— Cine ordonă luarea inscripției privilegiilor și ipotecilor și ce cercetări se fac	1782
— Care este procedura cererii de luarea inscripției unei ipoteci, legale sau privilegiu	1783
— Cine poate cere inscripția privilegiului și ipotecei asupra bunurilor unei persoane moarte	1784
— Dacă creditorul privilegiat sau ipotecar înscris pentru un capital sau pentru o rentă care produce interese, păstrează privilegiul și pentru dobânzile datorite	1785
— Care este durata valabilității inscripțiunilor luate și când trebuiesc reînscrisse	1786
— Dacă inscripțiunile luate în favoarea minorilor, interzișilor, femeilor măritate, Statului, comunelor și altor stabilimente publice, trebuiesc reînscrisse	1786
— Cari sunt indicațiunile ce trebuiesc să cuprindă inscripțiunea reînscrisă	1787
— Cum se șterg sau se reduc inscripțiunile	1788
— Cum trebuiesc să fie mandatul dat, pentru a face o ștergere sau o reducere de inscripție	1788
— Dacă sunt valabile în România, actele făcute în țară străină constatând consimțământul pentru ștergerea sau reducerea unei inscripții	1789
— Dacă creditorii cari au un drept de privilegiu sau de ipotecă înscris asupra unui imobil, au dreptul să urmărească acest imobil în mâinele oricui ar trece	1790
— Ce drepturi și obligații are acel în mâinile căruia a trecut un imobil grevat de o ipotecă sau privilegiu	1791
— Dacă terțul detentor care nu voește să plătească sarcinile ipotecare sau privilegiate ce grevează imobilul, poate delasa acest imobil	1792, 1795
— Cari sunt drepturile creditorilor ipotecari sau privilegiați, atunci când terțul detentor nu voește să plătească sarcinile ce grevează imobilul nici să-l delase	1793
— Dacă terțul detentor are dreptul să ceară suspendarea urmăririi ce se face asupra imobilului ce-l deține, până ce debitorul va urmări celelalte imobile ale debitorului comun ipotecate pentru această datorie	1794
— Dacă terțul detentor mai poate delasa imobilul ce i s'a transmis, după ce a recunoscut obligația ce apasă asupra imobilului sau după ce a fost condamnat în această calitate	1796
— Care este procedura delasării imobilului	1797
— Dacă servituțile și drepturile reale ce le avea terțul detentor asupra imobilului delasat înaintea posesiunii sale, renasc după delasarea imobilului	1798
— Dacă detentorul care a plătit datoria ipotecară sau care a delasat imobilul ipotecat sau care a suferit exproprierea acestui imobil, are recurs în garanție, de drept, în contra debitorului principal	1799
— Cum se sting privilegiile și ipotecile	1800
— A se vedea cuvintele: „Amanet“, „Anticheză“, „Gaj“, „Inscripție“, „Ipotecă“, „Preferință“, „Purga“.	

	<u>Articolul</u>
Probe. Dacă forma exterioară a actelor este supusă legilor țării unde se face actul	2, 34, 152
— Care este valabilitatea extractelor de pe registrele de stare civilă, legalizate de Președintele tribunalului	32, 176
— Cum se dovedesc nașterile, căsătoriile și încetările din viață, atunci când nu există registre de stare civilă sau când s'au pierdut	33
— Prin ce dovezi se suplinește lipsa actelor de moarte sau de naștere	57
— Cui îi este opozabilă hotărîrea dată asupra rectificării unui act de stare civilă	85
— Cum se dovedește intenția cuiva de a-și stabili domiciliul într'un loc oarecare	89, 90
— Cum se dovedește absența unei persoane	102, 114
— Cum se dovedește căsătoria ce a avut loc între două persoane	176
— Dacă e necesar a se face dovada căsătoriei când există posesiune de stat	177
— Dacă mai pot soții contesta validitatea unei căsătorii, când există act de celebrarea ei și posesiune de stat	178
— Dacă se poate dovedi prin posesiune de stat legitimitatea copiilor	179
— Când se prezintă de către reclamant dovezile în cererea de despărțenie	218
— Cum se dovedește împăcarea soților în acțiunea de divorț	253
— Dacă un copil natural poate să-și dovedească paternitatea sa	307
— Dacă un copil natural poate să-și dovedească maternitatea sa	308
— Cine este obligat a administra dovezile înaintea justiției	1169
— Cum se face proba înaintea justiției	1170
— Ce dovadă face actul autentic care modifică un act public	1175
— Ce credință face data unei scripturi private față de terțele persoane	1182
— Ce dovadă fac în justiție registrele comercianților	1183, 1184
— Ce dovadă fac în justiție registrele, cărțile sau hârtiile domestice	1185
— Ce dovadă fac adnotațiunile făcute de creditor în josul, pe marginea sau pe dosul unui titlu de creanță, chiar nesemnate de el	1186
— Dacă mărturisirea bărbatului face vre-o dovadă în materie de separație de patrimonii	1260
— Cum se face dovada averii adusă în societatea de achizițiuni încheiată între bărbat și femeie prin contractul matrimonial	1289—1293
— A se vedea cuvintele: „Abitațiune“, „Act autentic“, „Act de confirmare“, „Act de recunoaștere“, „Act scris“, „Act sub semnătură privată“, „Acțiune de nulitate“, „Adopțiune“, „Amanet“, „Antichreză“, „Căz fortuit“, „Cesiune“, „Comodat“, „Consiliu judiciar“, „Contract“, „Copie“, „Depozit“, „Divorț“, „Donație“, „Dotă“, „Dovadă“, „Emancipare“, „Executare silită“, „Fidejusiune“, „Filiație“, „Imprumut“, „Imputație“, „Început de dovadă“, „Inscris“, „Interdicție“, „Ipotecă“, „Jurământ“, „Legitimare“, „Locațiune“, „Mandat“, „Marturi“, „Mărturisire“, „Novațiune“, „Obligație“, „Ofertă“, „Parafernă“, „Paternitate“, „Plată“, „Prescripție“, „Prezumpțiuni“, „Privilegiu“, „Proprietate“, „Publicitate“, „Purga“, „Reboage“, „Remitere“, „Rendită“, „Schimb“, „Sechestrul“, „Sechestrul judiciar“, „Servitute“, „Societate“, „Subrogație“, „Succesiune“, „Testament“, „Tranzacție“, „Uzuctu“, „Vânzare“.	
Procedură. Dacă legile de procedură au efect retroactiv	9
— În caz de alegere de domiciliu pentru executarea unui act, unde se fac cererile, citațiile și urmărirea	97
— A se vedea cuvântul: „Citație“.	
Proces. A se vedea cuvântul: „Acțiune“.	
Proces-verbal. A se vedea cuvintele: „Absență“, „Act de căsătorie“, „Act de moarte“, „Act de stare civilă“, „Adopțiune“, „Divorț“.	

	Articolul
Procură. Când se pot prezenta părțile prin procurator la confecționarea actelor de stare civilă.	23
— Ce se face cu procurile și celelalte acte anexate la actele de stare civilă.	31
— Ce fel de procură este necesară la facerea opozițiilor la căsătorie	52
— Cum se face declararea de absență a unei persoane dispărute, fie că a lăsat, fie că nu a lăsat procură pentru administrarea averii sale	101
— Când absentul nu a lăsat procură, cum cer moștenitorii trimeterea în posesie provizorie asupra averii absentului	106
— Când absentul a lăsat procură, când pot moștenitorii prezumptivi să ceară punerea în posesie provizorie asupra averii absentului	107
— Când absentul a lăsat procură cu termen care expiră, când pot cere moștenitorii prezumptivi punerea lor în posesie asupra averii absentului.	108
— Dacă în materie de divorț părțile se pot înfățișa prin procuratori. 218, 225, 231	
— Dacă membrii consiliului de familie pot fi reprezentanți la deliberări prin mandatar	362
— Dacă în materie de tutelă se poate numi un mandatar cu salariu spre a ajuta pe tutor în administrarea averii minorului	398
— Dacă în materie de convențiuni, debitorul poate plăti în mâinile mandatului creditorului	1096
— Dacă mărturisirea judiciară poate fi făcută printr'un mandatar special	1206
— Dacă femeia poate însărcina cu procură pe soțul său ca să administreze averea sa parafernala	1286
— Dacă mandatarii averii ce sunt însărcinați să vândă, se pot face adjudecări asupra acestei averi	1308
— Ce acte poate să facă asociatul sau asociații care sunt însărcinați cu administrarea averii societății în puterea unei clauze sociale speciale din contract	1514, 1515, 1516
— Dacă se poate revoca mandatul dat unuia dintre asociați prin contractul de societate, de a administra averea societății	1514
— Dacă nu există stipulație specială în contractul de societate asupra modului de administrație a averii societății, cum se procedează	1517
— Dacă asociatul care nu este administrator, poate vinde și obliga lucrurile societății	1518
— Cui trebuie restituit depozitul	1612, 1613
— Dacă se poate numi de către consiliu de familie un mandatar special pentru a lua inscripție ipotecară asupra bunurilor tutorului.	1766
— Dacă la luarea inscripției ipotecare se pot prezenta părțile prin mandatar. 1781, 1783	
— Cum trebuie să fie mandatul dat pentru a se opera o ștergere sau o reducere de ipotecă sau privilegiu	1788
— A se vedea cuvântul: „Mandat“.	
Procuror. A se vedea cuvintele: „Absență“, „Act de căsătorie“, „Act de stare civilă“, „Amendă“, „Căsătorie“, „Consiliu judiciar“, „Divorț“, „Interdicție“, „Ministerul Public“, „Minoritate“, „Parchet“, „Procuror general“, „Putere părintească“.	
Procuror general. În ce termen și unde pune concluzii Ministerul Public, în caz de apel asupra hotărârii de divorț prin consimțământ mutual.	272
— În caz de apel asupra sentinței de divorț prin consimțământ mutual, cine comunică Procurorului curții de apel concluziile sale, cine face raport și în ce termen se pronunță decizia Curții de apel.	273
— Ce rol are procurorul general în materie de drept de corecțiune al părinților asupra copiilor lor minori	336
Prodig. A se vedea cuvintele: „Consiliu judiciar“.	
Profeslune. A se vedea cuvintele: „Act de moarte“, „Act de naștere“, „Căsătorie“, „Divorț“, „Putere părintească“.	

Prohibițiuni. A se vedea cuvintele: „Abitațiune“, „Absentă“, „Accesiune“, „Act de moarte“, „Act de recunoaștere“, „Act de stare civilă“, „Acțiune de anulare“, „Adopțiune“, „Amanet“, „Antichreză“, „Căsătorie“, „Cesiune“, „Comodat“, „Compensație“, „Consiliu judiciar“, „Contract“, „Contract de căsătorie“, „Copii naturali“, „Depozit“, „Divorț“, „Domiciliu“, „Donațiune“, „Dotă“, „Emancipare“, „Expropriere silită“, „Fidejusiune“, „Filiație“, „Imprumut“, „Imputație“, „Interdicție“, „Ipotecă“, „Joc și prinsoare“, „Jurământ“, „Locațiune“, „Mandat“, „Marturi“, „Mărturisire“, „Minoritate“, „Novațiune“, „Obligație“, „Ofertă“, „Parafernă“, „Paternitate“, „Plată“, „Prescripție“, „Prezumpție“, „Prinsoare“, „Privilegiu“, „Proprietate“, „Publicație“, „Purgă“, „Putere părintească“, „Remitere“, „Rendită“, „Sechestr“, „Servitute“, „Societate“, „Subrogație“, „Succesiune“, „Testament“, „Tranzacție“, „Tutelă“, „Uzucruct“, „Vânzare“.	
Promisiune de vânzare. A se vedea cuvântul: „Vânzare“.	
Pronume. A se vedea cuvintele: „Act de căsătorie“, „Act de moarte“, „Act de naștere“, „Căsătorie“, „Divorț“.	
Proprietate. Teoria eredelui aparent, în ce constă ea	117
— Cari sunt efectele divorțului în privința dreptului copiilor asupra averii soților, în caz de divorț prin consimțământ mutual și asupra soțului vinovat, în caz de divorț pentru cauza determinată și cari sunt formalitățile de îndeplinit pentru realizarea acestor drepturi	235
— Dacă cineva are dreptul a dispune liber de bunurile sale	475
— Ce bunuri sunt considerate de domeniul public	476-478
— Ce drepturi poate avea cineva asupra bunurilor	479
— Ce este dreptul de proprietate	480
— În ce condițiuni poate fi silit cineva a-și ceda proprietatea sa	481
— Ce drepturi are proprietarul unui lucru mobil sau imobil asupra lucrului vinovat, cum se dobândește și se transmite proprietatea lucrurilor	644, 645
— Cui aparține bunurile fără stăpân	646
— Dacă există bunuri cari nu aparțin la nimeni și cine are dreptul a le lua	647
— Dacă este liber dreptul de a vâna sau pescui	648
— Cum aparține proprietatea unui tezaur	649
— Ce este un tezaur	649
— Dacă în contractele care au de obiect transferarea proprietății sau a unui alt drept real, proprietatea sau dreptul se transmite prin simplul efect al consimțământului părților	971
— Dacă obiectele mișcătoare constituite dotă și prețuită prin contractul de căsătorie, trec în proprietatea bărbatului	1245
— Dacă prețuirea obiectelor nemișcătoare prin contractul de căsătorie transmite proprietatea lor către soțul dotal	1246
— Ce formalități trebuiesc îndeplinite pentru ca înstrăinarea proprietății unui imobil să fie opozabilă terților	1295, 1801, 1802
— În ce cazuri se recurge la vânzarea proprietății unui bun prin licitațiune	1388-1390
— Cine este proprietarul lucrului împrumutat	1577
— Dacă creditorul amanetar are dreptul ca în caz de neplată a datoriei să-i rămână proprietatea amanetului	1689
— Cum se dobândește proprietatea lucrurilor mișcătoare	1909, 1910
— A se vedea cuvintele: „Absentă“, „Accesiune“, „Bunuri“, „Donație“, „Legea asupra drepturilor proprietarilor“, „Legea proprietății literare și artistice“, „Prescripție“, „Purgă“, „Servitute“, „Succesiune“, „Testament“, „Vânzare“.	
Protecțiune. Dacă bărbatul datorește protecțiune femeii și femeea ascultare bărbatului	195

	Articolul
Protecțiune. străină Dacă supunerea unui român unei protecțiuni străine face a se pierde calitatea de român	17
Prunturi. A se vedea cuvintele: „Accesiune“, „Insule“.	
Publicații. Cari sunt formalitățile publicațiilor ce preced căsătoria și ce mențiune se face de ele	49-51, 55, 62
— Cari sunt formalitățile publicațiilor căsătoriei militarilor sau funcționarilor de lângă armată, în caz de război sau tulburări	79
— Dacă nu s'au făcut cele două publicații cari preced căsătoria sau dacă nu s'a observat intervalul de timp cerut de lege, ce sancțiuni și contra cui poate cere procurorul, a se aplica	174
— Ce publicații se fac pentru realizarea drepturilor copiilor, în caz de divorț, asupra averii părinților lor	285
— A se vedea cuvintele: „Absență“, „Afișare“, „Emancipare“, „Interdicție“.	
Publicitate. Cum și unde se celebrează căsătoria	151
— Ce sancțiuni și contra cui se aplică, dacă o căsătorie nu se celebrează în public și înaintea ofițerului de stare civilă competent	175
— Dacă grefierii sunt obligați a libera, la cerere, oricui copii sau certificate de pe actele înscrise sau transcrise în registrele tribunalului	1816
— Dacă grefierii sunt răspunzători de omisiunile făcute și de prejudiciul cauzat din trecerea actelor în registre și liberarea copiilor și certificatelor și cari sunt sancțiunile	1817—1823
— A se vedea cuvintele: „Publicație“, „Ședință publică“, „Ședință secretă“, „Taină“.	
Punere în întârziere. A se vedea cuvintele: „Depozit“, „Expropriere silită“, „Locațiune“, „Notificare“, „Obligație“, „Pact comisor“, „Purga“, „Societate“, „Somație“, „Vânzare“.	
Punere în posesie. Cine se pune în posesie asupra averii absentului	106
— Când și cum se pune în posesie tutorul asupra averii minorilor	395
— Cum se pune în posesie uzufructuarul și care sunt efectele	540, 541
— Cum se pune în posesie cel care are drept de abitație și cel ce are drept de uz	566
— Dacă ascendenții și descendenții au de drept posesiunea averii succesoriale și dela cine cer colateralii și ceilalți moștenitori punerea în posesie	653
— Cum se pune în posesie eredele beneficiar	704, 705
— Cum se pune în posesie legatarul universal asupra averii succesoriale	889, 891, 897
— Cum se pune în posesie legatarul unei fracțiuni din moștenire	895, 897
— Dela cine cere legatarul singular punerea în posesie asupra lucrului legat	899, 901, 902
— Cum se pun în posesie executorii testamentari	911, 912
— A se vedea cuvintele: „Absență“, „Amanet“, „Antichreză“, „Cesiune“, „Comodat“, „Depozit“, „Locație“, „Posesiune“, „Schimb“, „Sechestru“, „Vânzare“, „Vânzare cu pact de răscumpărare“.	
Punerea sigiliilor. A se vedea cuvintele: „Successiune“, „Tutelă“.	
Purga. Când noul deținător al unui imobil nu îndeplinește formalitățile prescrite pentru purgarea lui, dacă rămâne obligat la plata tuturor datoriilor ipotecare și privilegiate cari se găsesc înscrise asupra imobilului ce-l deține	1791, 1792
— Cari sunt formalitățile de delasarea imobilului ipotecat	1795-1799
— Ce efecte are transcrierea actelor translativ de bunuri, drepturi ce se pot ipoteca, în privința celui ce le dobândește	1803
— Cari sunt formalitățile ce trebuie să le întreprinde noul proprietar al unui imobil, care voește a purga imobilul de ipotecile și privilegiile ce există asupra lui	1804, 1805
— Ce formalități trebuiesc să îndeplinească creditorii ipotecari și privilegiați pentru a-și conserva și realiza drepturile lor	1806, 1807

	<u>Articolul</u>
Purga. Cari sunt formalitățile vânzării imobilului a cărui punere în licitație a fost cerută de creditorii ipotecari și privilegiați	1803—1813
— Cum se liberează un imobil de ipotecile legale	1814
Purtare. A se vedea: „Arestare“, „Putere părintească“.	
Putativă. A se vedea cuvântul: „Căsătorie“.	
Putere părintească. Dacă părinții contra cărora s'a pronunțat divorțul, păstrează dreptul de uzufruct legal asupra averii copiilor minori	278, 340
— Dacă copilul este dator să onoreze și să respecte pe tatăl și mama sa până la orice vârstă	325
— Până la ce vârstă rămâne copilul sub autoritatea părintească	326
— Cine exercită puterea părintească în timpul cât durează căsătoria	327
— Dacă poate copilul minor să părăsească casa părintească, fără voia tatălui său	328
— Dacă tatăl va avea motive de nemulțumire foarte grave asupra purtării copilului său minor, ce mijloace de îndreptare poate să întrebuițeze	329—324
— Mama văduvă care nu se va fi remăritat, ce mijloace de îndreptare va avea, când are motive foarte grave de nemulțumire asupra purtării copilului său minor	331, 335
— Când copilul va avea averea sa proprie, sau când va exercita o profesiune sau meserie, ce mijloace de îndreptare vor avea părinții sei, când au motive foarte grave de nemulțumire asupra purtării sale	336
— Dacă mama are drepturi de corecțiune asupra copiilor sei naturali legalmente recunoscuți	337
— Cine conservă dreptul de folosință asupra averii copiilor în timpul și după desfacerea căsătoriei și până la ce dată	338
— Ce obligațiuni au părinții față de copiii sei în baza uzufructului legal	339
— Dacă mama care trece în a doua căsătorie păstrează dreptul de folosință asupra averii copiilor lor	340
— Dacă părinții au uzufruct legal asupra averii ce ar câștiga copiii prin propria lor muncă și industrie	341
— A se vedea cuvintele: „Absență“, „Adopțiune“, „Căsătorie“, „Copii“, „Divorț“, „Donațiune“, „Emancipare“, „Filiațiune“, „Minoritate“, „Tutelă“.	
Puț. Ce distanță trebuiește să observe acel ce voește să facă un puț lângă zidul vecinului său	610

Q

Quasi-contract. A se vedea cuvintele: „Cuasi-contract“, „Gestiune de afaceri“, „Plată“.	
Quasi-delict. A se vedea cuvintele: „Cuasi-delict“, „Daune“, „Delict“, „Despăgubiri“, „Responsabilitate“.	

R

Radlere. Cum se operează radierea sau reducerea ipotecilor	1788, 1789, 1841
Rang. Cum se stabilește rangul privilegiilor asupra lucrurilor mobile	1731 - 1736
— Cum se stabilește rangul privilegiilor asupra bunurilor imobile	1737 - 1745
— Cum se stabilește rangul ipotecilor	1778, 1779
— A se vedea cuvântul „Succesiune“.	
Răplre. În ce cazuri este permisă cercetarea paternității	307
Raport. Cum va proceda tribunalul la a doua înfățișare în judecarea cererii de divorț	227, 228
— Cum procedează tribunalul, în materie de divorț, după ascultarea marturilor	239
— Cum procedează tribunalul când trebuiește să pronunțe sentința de divorț	240

	Articolul
Raport. In caz de apel asupra sentinței de divorț prin consimțământ mutual, cui comunică Procurorul Curții de apel concluziile sale, cine face raport și în ce termen se pronunță decizia Curții de apel	273
— A se vedea cuvintele: „Contract“, „Referat“.	
Raport succesoral. Ce avere este obligat moștenitorul să raporteze la masa succesorală	738, 751
— Când raportul nu se face în natură, cum se procedează pentru egalizarea loturilor copartașilor	739, 740
— Dacă este obligat a face raportul donațiunei, donatarul care în momentul donațiunei nu avea calitatea de moștenitor dar care are această calitate în momentul deschiderii succesiunei	753
— Dacă trebuie să se raporta donațiunile și legatele, făcute fiului unei persoane care are calitatea de erede în momentul deschiderii succesiunei	754
— Când fiul vine la succesiunea donatorului cu dreptul său propriu și când vine prin reprezentatie, dacă este obligat a raporta darul făcut părintelui său	755
— Dacă sunt raportabile donațiile și legatele făcute soțului unui descendent succesibil	756
— Cum se regulează raportul când donațiile sau legatele s'au făcut la doi soți împreună, din cari numai unul este descendent cu drept de succesiune.	756
— La succesiunea cărei persoane se face raportul	757
— Dacă este obligat comoștenitorul să raporteze aceea ce părintele său a cheltuit cu dânsul dotându-l, procurându-i o carieră sau plătindu-i datoriile	758
— Dacă sunt supuse raportului, cheltuelile de nutriment, de întreținere, de educație, de învățatura unui meșteșug, de îmbrăcăminte și alte trebuincioase la intrarea în armată, cheltuelile de nuntă și prezenturile obicinuite	759
— Dacă este supus raportului, imobilul care s'a pierdut din caz fortuit și fără greșeala donatarului	760
— Dacă fiica înzestrată este obligată a raporta dota constituită, pierdută de bărbat, atunci când înzestrătorul ascendent a plătit-o bărbatului fără asigurări suficiente	761, 1282
— Din ce zi se datoresc fructele și interesele lucrurilor supuse raportului	762
— Dacă legatarii și creditorii pot pretinde ca moștenitorii să facă raport	763
— Cum se face raportul	764
— Când imobilul dăruit a fost înstrăinat de donatar, cum se face raportul	765
— Dacă să țin în seamă cheltuelile necesare și utile făcute de donatar, la imobilul ce urmează a se raporta la succesiune	766
— Dacă donatarul este răspunzător de toate degradările și deteriorările cari au micșorat valoarea imobilului supus raportului	767
— Dacă se pun în socoteala donatarului, cu ocazia raportului, degradările și ameliorările făcute imobilului, de acel care l-a înstrăinat	768
— Când raportul se face în natură, dacă bunurile intră în masa succesorală libere de sarcinile create de donatar și ce drepturi au creditorii ipotecari	769
— Cum se face raportul excedentului când un moștenitor primește, cu dispensă de raport, o donațiune ce excede cotitatea disponibilă	770, 855
— Cum se face raportul când excedentul cotității disponibile trece peste jumătatea imobilului dăruit	770
— Dacă există dreptul de retențiune pentru comoștenitorul care raportează un imobil dăruit, în natură, până la plata efectivă a sumelor datorite pentru cheltueli sau ameliorațiuni	771
— Cum se face raportul lucrurilor mobile	772

Articolul
773

Raport succesoral. Cum se face raportul banilor	773
— Dacă poate fi dată unuia dintre comoștenitori prin donație sau testament, în tot sau în parte cu dispensă de raport, cotitatea disponibilă și în ce mod și prin ce act se poate face aceasta	846
— Când fiica dotată înainte de promulgarea codului civil, vine la o moștenire deschisă după promulgarea acestui cod, dacă este datoare a raporta dota ce a primit	1914
Răsături. Cum se procedează cu răsăturile ce s'ar face în actele de stare civilă	29
Răsboi. A se vedea cuvintele: „Act de căsătorie“, „Act de moarte“, „Act de naștere“, „Act de stare civilă“, „Legea pentru constatarea morții prezumate a celor dispăruți în timpul războiului“, „Legea privitoare la declararea pentru evaluarea pagubelor de război“, „Legea privitoare la dispozițiile luate pentru înlesnirea ocrotirii orfanilor din război“.	
Răscumpărare. Cari sunt efectele divorțului în privința drepturilor copiilor asupra averii soților, în caz de divorț prin consimțământ mutual și asupra averii soțului vinovat, în caz de divorț pentru cauza determinată, cari sunt formalitățile de îndeplinit pentru realizarea acestor drepturi și cum poate soțul să răscumpere nuda proprietate cuvenită copiilor	285
— A se vedea cuvântul: „Vânzare“.	
Ratificare. Dacă o convențiune mai poate fi atacată pentru cauza de violență, atunci când după încetarea violenței, convențiunea a fost aprobată expres sau tacit	959
— Dacă este valabilă plata făcută aceluia care nu are imputernicire, atunci când creditorul în numele căruia s'a primit plata, o ratifică sau profită de ea	1096
— Când minorul, după ajungerea sa la majoritate, a ratificat angajamentul său, dacă mai poate exercita acțiunea în resciziune	1163
— Dacă executarea voluntară a obligației, ține loc de renunțare la mijloacele cu care ea se poate ataca, în lipsa unui act de confirmare sau ratificare	1167
— Dacă executarea voluntară a unei donațiuni făcută de moștenitorii donatorului după moartea sa, ține loc de renunțare la mijloacele cu care ea se putea ataca	1167
— Dacă donatorul poate repara prin vre un act confirmativ viciurile unei donațiuni între vii	1168
— Cum trebuie să fie redactat pentru a fi valabil, actul de confirmare sau ratificare a unei obligațiuni, în contra căreia legea admite acțiunea de nulitate	1190
— A se vedea cuvintele: „Act de confirmare“, „Act de recunoaștere“, „Act sub semnătură privată“, „Acțiune de anulare“, „Aprobare“, „Confirmare“, „Mandat“.	
Râuri. Dacă râurile navigabile sau plutitoare fac parte din domeniul public	476
— A se vedea cuvintele: „Accesiune“, „Aluviune“, „Insule“, „Servitute“.	
Rearendare. Când are loc rearendarea tacită	1464
Reboage. Dacă reboagele pot constitui un mijloc de probație în justiție	1187
Recăsătorie. Dacă soțul în prejudiciul căruia s'a contractat o a doua căsătorie, are dreptul să ceară anularea acestei noi căsătorii	170, 171
— În ce termen va putea femeia să treacă în a doua căsătorie	210, 278
— Dacă soții care se vor despărți mai pot să se recăsătorească împreună	277
— Dacă mama care trece în a doua căsătorie, mai păstrează uzufructul legal asupra averii copiilor săi minori din căsătoria anterioară	340
— Dacă mama care trece în a doua căsătorie păstrează tutela copiilor săi minori din căsătoria anterioară	347
— Dacă mama recăsătorită căreia nu i s'a lăsat tutela copiilor săi minori din căsătoria anterioară, are dreptul să rânduiască, prin testament sau prin act autentic, un tutor acelor copii	350

	Articolul
Recăsătorie. Dacă mama recăsătorită căreia i s'a lăsat tutela copiilor săi minori din căsătoria anterioară, are dreptul să rânduiască prin testament sau prin act autentic, un tutor acelor copii	351
— Când bărbatul sau femeea, având copii din o căsătorie anterioară, trece în a doua căsătorie, cât va putea dărui din averea sa noului său soț.	939
Reciprocitate. Dacă există reciprocitate în materie de obligațiuni de alimente rezultate din faptul căsătoriei	189
Reclamant. A se vedea cuvintele: „Acțiune“, „Divorț“, „Părit“.	
Reclamație. A se vedea cuvintele: „Acțiune“, „Divorț“, „Părit“.	
Recluziune. Dacă se poate cere divorțul când unul dintre soți va fi osândit la muncă silnică sau la recluziune	213
Recognitiv act. În ce cazuri și în ce condițiuni actele de recunoașterea unei datorii constatată printr'un titlu, pot face proba despre datorie și dispensează pe creditor de prezentarea titlurilor originale	1189
Recoltă. Dacă recoltele prinse de rădăcini sunt considerate ca bunuri mobile sau imobile	465
— Cui aparțin recoltele pământului	483, 484
— În ce caz recoltele pământului devin proprietatea posesorului	485 - 487
— Dacă recoltele pământului dat cu uzufruct aparțin uzufructuarului	524
— Dacă recoltele al căror preț este regulat de mercuriale, se pot compensa cu sume lichide și exigibile	1145
— Dacă recoltele vândute și neridicate în termen de către cumpărător, pot duce la desființarea contractului de vânzare	1370
— În caz de arendare, unde trebuiesc adunate recoltele după culesul lor	1456
— Dacă pierderea recoltelor în totalitate, înainte și după culegere, dă dreptul la un scăzământ din costul arenzei	1457 - 1459
— Dacă după expirarea contractului de arendă, arendașul mai poate păstra recoltele în încăperile moșiei	1465
— În sarcina cui cade pierderea recoltelor în contractele de arendare pe fructe	1469
— Dacă proprietarul are un privilegiu asupra recoltelor de pe moșii, pentru garantarea plății arenzilor datorite	1730
— Dacă recoltele de pe moșii servesc pentru garantarea plății sumelor datorite pentru semințe sau pentru cheltuiala făcută cu strângerea lor	1730, 1734
— A se vedea cuvintele: „Arendare“, „Fructe“, „Locațiune“.	
Reconciliere. A se vedea cuvântul: „Divorț“.	
Rectificare. Cine poate cere rectificarea greșelilor sau omisiunilor trecerei declarațiilor privitoare la contractul de căsătorie, în actul de celebrarea căsătoriei	62
— Cine și cum judecă cererile de rectificarea actelor de stare civilă	84
— Cui îi este opozabilă hotărîrea de rectificarea actelor de stare civilă	85
— Unde și cum se înscriu hotărîrile de rectificarea actelor de stare civilă	86
Recunoaștere. Unde se înscriu actele de recunoașterea copiilor	48
— În ce mod se dovedește posesiunea de stat de copil legitim	294
— Cum se legitimează copiii născuți sau concepuți în afară de căsătorie și natural cum se recunosc copiii naturali	304
— Ce formalități trebuiesc îndeplinite în cazul de recunoașterea unui copil prin act autentic și ce sancțiuni se aplică în caz de neurmărire	304
— Dacă mama are drept de corecțiune asupra copiilor sei naturali legalmente recunoscuți	337
— A se vedea cuvintele: „Copii“, „Filiațiune“, „Legea privitoare la recunoașterea calității de cetățean român celor ce sunt de origină română și se află sub drapel“, „Paternitate“, „Tăgădă de paternitate“.	
Recurs. În ce termen trebuiește pronunțată decizia în recursul făcut contra unei hotărîri, date asupra unei cereri de anularea unei opoziții la căsătorie	160

	Articolul
Recurs. Care este termenul de recurs în materie de divorț și ce efect are declararea recursului în ceea ce privește executarea hotărârii	245
— De când curge termenul în care trebuie să se prezintă hotărârea de divorț la ofițerul de stare civilă, pentru înscriere	247
— Asupra deciziei Curții de Apel de respingerea cererii de divorț prin consimțământ mutual, în ce termen se poate declara recurs	274
— În ce termen, cum și de cine se face recursul contra deciziei Curții de apel de admitere a cererii de divorț prin consimțământ mutual	275, 276
Redactare. A se vedea cuvintele: „Act de căsătorie“, „Act de moarte“, „Act de naștere“, „Act de stare civilă“, „Copii găsiți“, „Depozit“, „Inscripție“, „Testament“, „Transcripție“.	
Redhibitorii. A se vedea cuvântul: „Vânzare“.	
Redobândire. A se vedea cuvintele: „Dobândirea calității de român“.	
Reducere. A se vedea cuvântul: „Reducțiune“.	
Reducțiuni. Cum se face reducerea inscripțiilor ipotecare	1788, 1789
— A se vedea cuvintele: „Donațiune“, „Dotă“, „Locațiune“, „Succesiune“, „Testament“.	
Referat. Cum dă Președintele tribunalului sfaturi în acțiunea de divorț și care e procedura	221
— Cum procedează tribunalul în acțiunea de divorț, după referatul Președintelui	222
— Cui referă Președintele tribunalului toate împrejurările, în caz de divorț prin consimțământ mutual și dacă se comunică și concluziile Ministerului Public	267
— Cari sunt efectele divorțului în privința drepturilor copiilor asupra averii soților, în caz de divorț prin consimțământ mutual, și asupra averii soțului vinovat, în caz de divorț pentru cauze determinate și cari sunt formalitățile de îndeplinit pentru realizarea acestor drepturi	285
— A se vedea cuvântul: „Raport“.	
Regală dispensă. A se vedea cuvintele: „Căsătorie“, „Rege“.	
Rege. În ce cazuri se cere dispensa regală la căsătorie	128, 150
Regimul apelor. A se vedea cuvintele: „Legea regimului apelor“.	
Regimul dotal. A se vedea cuvintele: „Contract de căsătorie“, „Dotă“, „Parafernă“.	
Registre. Cari sunt efectele divorțului în privința drepturilor copiilor asupra averii soților, în caz de divorț, prin consimțământul mutual și asupra averii soțului vinovat, în caz de divorț pentru cauză determinată și cari sunt formalitățile de îndeplinit pentru realizarea acestor drepturi	285
— Din ce poate rezulta începutul de dovadă scrisă pentru dovedirea filiațiunei	297
— Ce dovadă fac în justiție registrele comerțanților	1183, 1184
— Dacă registrele domestice fac credință în favoarea celui care le-a scris	1185
Registre de stare civilă. A se vedea cuvintele: „Act de căsătorie“, „Act de moarte“, „Act de naștere“, „Act de stare civilă“, „Adopțiune“, „Divorț“, „Filiațiune“.	
Regres. Dacă minorii, interzișii și femeile măritate au recurs în contra tutorilor sau bărbaților lor, pentru lipsa de acceptare sau de transcriere a donațiilor ce li s'au făcut	820
— Când moștenitorii, din cauza unuia dintre comoștenitori, au fost siliți să execute clauza penală stipulată în contract, dacă au regres contra celui comoștenitor	1072
— Dacă debitorul are regres contra creditorului sau căruia i-a plătit în urma unui sechestru sau poprii	1099
— Dacă creditorul are recurs în contra debitorului pe care l-a descărcat în urma unei delegațiuni, când debitorul delegat devine insolubil	1133
— Dacă fidejursorul are regres în contra debitorului principal, când a plătit pe creditor	1669

	Articolul
Regres. Dacă fidejutorul are regres în contra fiecărui din debitorii principali, pentru repetițiunea sumei ce a plătit creditorului	1671
— Când fidejutorul a plătit ceea ce plătiese debitorul creditorului seu, dacă are regres contra debitorului	1672
— Dacă garantul care a plătit datoria, are regres contra celorlalți garanți cari au garantat pentru unul și acelaș debitor și pentru una și aceeași datorie	1674
Regulament. Când se dă autorizația de înmormântare după regulamentele polițienești	63
— A se vedea cuvântul: „Proprietate“.	
Regulamentul actelor de stare civilă. A se vedea cuvintele: „Act de căsătorie“, „Act de moarte“, „Act de naștere“, „Act de stare civilă“, „Copii găsiți“.	
Regulamentul general al Casei Centrale de corecțiune pentru minori.	329, 332
Reînchiriere. Când are loc relocația tacită	1437, 1452
Reinoire. Când trebuie să se facă reînnoirea închirierii sau arendării averilor dotale, și ale minorilor	1269, 1419
— Când trebuie să se facă reînnoirea înscricțiilor ipotecare și dacă această reînnoire se aplică și înscricțiilor ipotecare luate în favoarea minorilor, interzișilor, femeelor măritate, Statului, comunelor și celorlalte stabilimente publice	1786
— Ce trebuie să se arate în reînnoirea înscricției ipotecare, pentru a fi valabilă	1787
Relocațiune. A se vedea cuvintele: „Rearendare“, „Reînchiriere“.	
Remitere. Dacă remiterea datoriei făcute de unul dintre creditorii solidari liberează pe debitor	1035
— Dacă unul singur dintre moștenitori poate face remiterea totală a datoriei	1064
— Dacă remiterea voluntară a titlului original făcută debitorului de către creditor, este o probă de liberațiune	1138
— Dacă remiterea voluntară a copiei legalizate a titlului făcută de către creditor, debitorului, constituie o probă de remiterea datoriei sau de plată	1133
— Dacă remiterea lucrului dat ca siguranță a plății datoriei constituie o prezumpțiune de remiterea datoriei	1139
— Ce efect are remiterea titlului original sau a copiei legalizate de pe titlu făcută unuia dintre codebitori	1140
— Dacă remiterea sau descărcarea expresă făcută în folosul unuia dintre codebitorii solidari, liberează pe toți ceilalți codebitori	1141
— Dacă remiterea sau descărcarea expresă făcută debitorului principal, liberează cauțiunile și dacă remiterea sau descărcarea expresă făcută cauțiunei, liberează pe debitorul principal	1142
— Dacă remiterea sau descărcarea expresă acordată uneia dintre cauțiuni, liberează pe celelalte cauțiuni	1142
— A se vedea cuvintele: „Cesiune“, „Vânzare“.	
Rendită. Ce sarcini le impune părinților dreptul lor de folosință asupra averii copiilor lor	339
— Ce obligațiuni de restituire au uzufructuarii unui drept de rendită pe viață	527
— Cari sunt obligațiile celui ce câștigă cu titlu gratuit un uzufruct universal, în privința plății veniturilor renditelor perpetui sau pe viață	550
— Când imobilele unei succesiuni sunt ipotecate special pentru plata de rendite, dacă fiecare dintre comoștenitori poate să ceară ca renditele să fie plătite și imobilele liberate, înainte de formarea loturilor, cu ocazia împărțelii	776

	Articolul
Rendită, Care este durata garanției comostenitorilor, pentru solvabilitatea debitorului unei rendite	789
— Din ce moment curg veniturile unei rendite viagere legate de testator, drept alimente	900
— Cum se poate constitui o rendită pe viață	1639, 1640
— Dacă este supusă reducțiunii rendita pe viață, înființată prin donațiuni sau testament, atunci când ea întrece cotitatea disponibilă	1641
— Dacă este valabilă rendita pe viață în favoarea unei persoane incapabilă de a primi	1641
— În favoarea cui se poate înființa o rendită pe viață	1642, 1643
— Dacă este valabilă rendita pe viață înființată în favoarea unei persoane, care era decedată în momentul constituirei ei	1644
— Dacă este valabil contractul de rendită pe viață, constituit în favoarea unei persoane afectată de o boală, care a decedat în interval de 20 zile de la data contractului	1645
— Dacă acela în favoarea căruia s'a constituit o rendită cu titlu oneros, poate să ceară sfărâmarea contractului, când constituitorul renditei nu dă asigurările stipulate pentru executarea ei	1646
— Cari sunt drepturile celui în favoarea căruia s-a constituit o rendită, în caz când ea nu i s'ar plăti la termenele stipulate prin contract	1647
— Cum se poate libera de plata renditei, înființatorul ei	1648
— Cum se dobândește rendita pe viață de către proprietarul ei	1649
— Dacă se poate stipula ca rendita pe viață să nu poată fi supusă sechestrării	1650
— Ce trebuie să dovedească proprietarul renditei pe viață pentru ca să poată cere termenele expirate	1651
— Ce drept are, în privința intereselor renditei, creditorul privilegiat sau ipotecar înscris pentru o rendită care produce interese	1785
Renunțare. Dacă tutorul poate renunța la o succesiune căzută minorului, fără autorizația consiliului de familie	405
— Dacă creditorii uzufructuarului pot cere anularea renunțării făcută în prejudiciul lor	562
— Dacă se poate reprezenta pe acela la a cărui succesiune s'a renunțat	668
— Dacă renunțarea la succesiune se poate presupune	695
— Cine profită de partea renunțătorului la succesiune	697
— Dacă moștenitorul care a renunțat la succesiune, poate fi reprezentat	698
— Dacă creditorii aceluia care renunță la succesiune în prejudiciul lor, pot accepta succesiunea în locul și rândul său	699
— În ce termen se prescrie facultatea de a renunța la o succesiune	700
— Dacă moștenitorii au încă dreptul de a accepta succesiunea, în tot timpul în care prescripția dreptului de a accepta o succesiune nu este dobândită, în contra moștenitorilor cari au renunțat	701
— Dacă se poate renunța, prin contractul de căsătorie, la succesiunea unei persoane în viață	702, 965
— Dacă moștenitorii cari au dat la o parte sau au ascuns lucruri dintr'o succesiune, mai au dreptul să renunțe la acea succesiune	703
— Dacă moștenitorul care renunță la succesiune, poate opri darul sau a cere legatul ce i s'a făcut	752
— Dacă este valabilă renunțarea la revocarea unei donațiuni pentru naștere de copii	839
— Dacă este presupus că a renunțat la solidaritate, creditorul care a primit separat partea unuia dintre codebitorii solidari, fără ca în chitanță să-și fi rezervat solidaritatea sau drepturile sale în genere	1050
— Dacă este presupus că a renunțat la solidaritate în favoarea unui debitor,	

	Articolul
când creditorul primește de la el o sumă egală cu partea ce era obligat să plătească	1050
Renunțare. Dacă este presupus că a renunțat la solidaritate în favoarea unui debitor, când creditorul îl cheamă în judecată numai pe el pentru partea sa	1050
— Cum se regulează datoria când creditorul a renunțat la solidaritate în favoarea unuia sau mai multor dintre debitorii solidari, când unul sau mai mulți dintre ceilalți creditori devin insolvari	1054
— Dacă ratificarea, confirmarea sau executarea voluntară, în forma și epoca determinată de lege, ține loc de renunțare în privința mijloacelor și excepțiilor ce puteau fi opuse unui act anulabil	1167
— Dacă ratificarea, confirmarea sau executarea voluntară a unei donațiuni, făcută de către moștenitorii sau reprezentanții donatorului, după moartea sa, ține loc de renunțare atât în privința vițiilor de formă, cât și în privința oricărei alte excepțiuni	1167
— Dacă soții pot face prin contractul de căsătorie convențiuni sau renunțări, care ar avea de obiect să schimbe ordinea legală a succesiunilor între dânsii și descendenții lor	1226
— Dacă soția dotală poate să renunțe la ipoteca sa legală	1281, 1760
— În ce caz este admisibilă și în ce formă trebuie făcută, renunțarea la continuarea unui contract de societate	1527, 1528
— Dacă mandatorul poate să renunțe la mandat și cari sunt efectele acestei renunțări	1556
— Dacă creditorul antichrezist poate să renunțe la folosința imobilului dat în antichreză și să silească pe debitor să-și reia imobilul	1700
— Dacă se poate renunța la o prescripțiune înainte de împlinirea ei	1838
— În ce moduri se poate face renunțarea la prescripție	1839
— Dacă cel ce nu poate să înstrăineze, poate să renunțe la prescripție	1840
— Dacă creditorii pot opune prescripția câștigată debitorului lor, atunci când acesta renunțase la dânsa	1843
— A se vedea cuvintele: „Acceptare“, „Act de confirmare“, „Act de anulare“, „Confirmare“, „Ratificare“, „Succesiune“.	
Reparațiuni. Ce reparațiuni sunt în sarcina uzufructuarului	545
— Ce reparațiuni cad în sarcina proprietarului lucrului dat în uzufruct	546
— Dacă uzuarul este obligat a face reparațiile necesare lucrului dat în uz	574
— Cine este obligat să facă reparațiuni la zidul comun care desparte două proprietăți	592, 593, 595
— Dacă este obligat vecinul să contribuie la repararea îngrădirii ce desparte imobilul său de al vecinului	600, 605
— Cari sunt reparațiunile, cari în materie de locație, cad în sarcina proprietarului	1421, 1425, 1449
— Cari sunt reparațiile locative, cari în materie de locație, cad în sarcina chiriașilor	1447
— În a cui sarcină cad reparațiile locative în cazul când stricăciunile au fost cauzate de vechime sau din caz de forță majoră	1448
— Dacă creditorul antichrezist este obligat a face reparațiile necesare și utile la imobilul dat în antichreză	1699
— Dacă sunt privilegiate cheltuelile făcute cu reparațiile pentru conservarea lucrului	1730, 1732, 1737, 1742
— A se vedea cuvintele: „Cuasi-delict“, „Delict“, „Responsabilitate“.	
Repetițiune. Dacă cel ce câștigă cu titlu gratuit un uzufruct universal, este obligat a plăti, în proporție cu folosința sa și fără nici un drept de repetiție, legatele, pensiile alimentare și veniturile renditelor perpetui sau pe viață cari privesc patrimoniul dat în uzufruct	550

	Articolul
Repetițiune. Dacă este obligat la restituțiune acel care din eroare sau cu știință, primește aceea ce nu-i este datorit	992
— Dacă are drept de repelițiune, acel care, din eroare, crezându-se debitor a plătit o datorie	993
— Dacă are drept de repelițiune contra codebitorilor sei, codebitorul solidar care a plătit întreaga datorie	1053
— Dacă este supusă repelițiunii, aceea ce s'a plătit fără să fie datorit și dacă această repelițiune este admisă în privința obligațiilor naturale, cari au fost plătite de bună voe	1092
— Dacă există dreptul de repelițiune contra creditorului, care de bună credință a consumat banii sau alte lucruri ce se consumă prin întrebuițare, a căror plată s'a făcut de o persoană ce nu era capabilă de a înstrăina	1095
— Dacă există drept de repelițiune pentru comodatarul ce a făcut cheltueli necesare pentru uzul lucrului împrumutat	1569
— Dacă cel ce a pierdut la joc sau prinsoare, poate repeliți ceea ce a plătit de bună voe	1638
— Când fidejursorul care a garantat pentru mai mulți codebitori solidari, a plătit datoria lor, dacă are drept de repelițiune în contra fiecăruia dintre ei pentru totalitatea datoriei plătite	1671
— Dacă are acțiune de repelițiune în contra creditorului, fidejursorul care a plătit creditorului, după ce acesta primise plata datoriei de la debitorul principal	1672
— Dacă garantul care a plătit datoria are acțiune de regres contra celorlalți garanți, atunci când ei toți au garantat pentru unul și același debitor și pentru una și aceeași datorie	1674
— A se vedea cuvintele: „Acțiune de repelițiune“, „Aleatoriu contract“.	
Reprezențanți. Când soții au încetat din viață, fără a intenta vre-o acțiune în privința căsătoriei lor, cine poate intenta acțiune civilă și acțiune penală	181
— A se vedea cuvintele: „Reprezențațiune“, „Succesiune“.	
Reprezențațiune. Ce este reprezențațiunea în materie de succesiune	664
— Care este întinderea dreptului de reprezențațiune	665
— Dacă este admisă reprezențația în linie colaterală	666
— Cum se face împărțiala averei succesoriale, atunci când este admisă reprezențația	667
— Dacă persoanele în viață pot fi reprezentate	668
— Dacă se poate reprezenta pe acela la a cărui succesiune s'a renunțat	668
Reputație. Cine trebuie să facă dovada de bună reputație, în materie de adopțiune	319
Resciziune. A se vedea cuvintele: „Acțiune de anulare“, „Acțiune de resciziune“, „Desființare“, „Impărțeală“, „Minoritate“, „Obligație“, „Succesiune“.	
Rescumpărare. A se vedea cuvântul: „Divorț“, „Vânzare“.	
Resedință. Cum se fixează domiciliul necesar la celebrarea unei căsătorii	60
— Cum se face declararea de absență a unei persoane ce nuse va mai arăta la locul domiciliului sau al reședinței sale, fie că a lăsat, fie că nu a lăsat procură pentru administrarea averii sale	101
— Unde și cum se fac cercetările cu ocazia constatării absenței	102
— Când unul dintre părinți este decedat sau în neputință de a-și manifesta voința sa, sau dacă reședința sa este necunoscută, cine dă consimțământul la căsătoria copilului sau minor	132
— A se vedea cuvintele: „Căsătorie“, „Domiciliu“.	
Respect. Dacă la orice vârstă, copilul este obligat să onoreze și să respecte pe tatăl și pe mama sa	325

	Articolul
Respectuoase acte. La ce vârstă copiii legiuïți erau obligați să ceară printr'un act respectuos, consiliu pentru a se căsători și cui adresau acest act	134
— Care era procedura actelor respectuoase, necesare la căsătorie	135-138, 140
Responsabilitate. Dacă donatorul este răspunzător de evicțiune către donatar pentru lucrul dăruit	828
— Dacă orice fapt al omului care aduce cuiva un prejudiciu, obligă pe acel ce l-a cauzat a-l repara	998
— Dacă cineva răspunde de prejudiciul cauzat prin negligența sau imprudența sa	999
— Dacă cineva este răspunzător de prejudiciul cauzat prin faptul persoanelor, pentru cari este obligat a răspunde sau de lucrurile ce sunt sub paza sa	1000
— Dacă tatăl și mama sunt răspunzători de prejudiciul cauzat de minorii lor copii	1000
— Dacă stăpânii și comitenții sunt răspunzători de prejudiciul cauzat de servitorii și prepușii lor, în funcțiunile ce li s'au incredințat	1000
— Dacă institutorii și artizanii sunt răspunzători de prejudiciul cauzat de elevii și ucenicii lor	1000
— Dacă proprietarul unui animal sau acela care se servește de dânsul, este răspunzător de prejudiciul cauzat de animal	1001
— Dacă proprietarul unui edificiu este răspunzător de prejudiciul cauzat prin dărâmarea edificiului său	1002
— Când delictul sau cuasi-delictul este imputabil mai multor persoane, dacă aceste persoane sunt răspunzătoare solidar pentru despăgubire	1003
— Dacă cei ce constituesc dotă niște lucruri, sunt răspunzători de evicțiune și de vițiile lucrurilor constituite ca dotă	1240
— Care este răspunderea acelora cari au cumpărat lucruri mobile furate sau pierdute	1909, 1910
— A se vedea cuvintele: „Act de stare civilă“, „Acțiune de anulare“, „Antichreză“, „Arendare“, „Cesiune“, „Comodat“, „Contract“, „Cuasi-contract“, „Depozit“, „Despăgubire“, „Donațiune“, „Dotă“, „Fidejusiune“, „Grefier“, „Ipotecă“, „Imprumut“, „Judecător“, „Locațiune“, „Mandat“, „Obligație“, „Parafernă“, „Pierdere“, „Plată“, „Prescripție“, „Privilegiu“, „Schimb“, „Sechestrul“, „Servitute“, „Societate“, „Succesiune“, „Testament“, „Tutelă“, „Uz“, „Uzfruct“, „Vânzare“.	
Restituire. A se vedea cuvintele: „Absență“, „Acțiune de anulare“, „Acțiune de resciziune“, „Acțiune de restituire“, „Amanet“, „Antichreză“, „Cesiune“, „Comodat“, „Cuasi-contract“, „Depozit“, „Donațiune“, „Dotă“, „Fidejusiune“, „Fructe“, „Ipotecă“, „Imprumut“, „Joc“, „Locațiune“, „Mandat“, „Obligație“, „Prescripție“, „Prinsoare“, „Privilegiu“, „Raport“, „Reducțiune“, „Rendită“, „Repetițiune“, „Schimb“, „Sechestrul“, „Separație de patrimonii“, „Societate“, „Succesiune“, „Tranzacție“, „Tutelă“, „Uzfruct“, „Vânzare“.	
Retențiune. Dacă poate, moștenitorul care raportează imobilul în natură, să rețină posesiunea lui până la plata efectivă a sumelor ce-i sunt datorite pentru cheltueli sau ameliorațiuni	771
— Dacă vânzătorul poate să rețină lucrul vândut până ce cumpărătorul îi plătește prețul	1322
— Dacă vânzătorul poate să rețină lucrul vândut atunci când cumpărătorul a căzut în stare de faliment sau a devenit insolubil	1323
— Când cumpărătorul este tulburat sau are motive a se teme că va fi tulburat prin vre-o acțiune ipotecară sau în revendicare, dacă poate să rețină prețul vânzării până ce vânzătorul va face să înceteze tulburarea sau temerea de tulburare	1364

	Articolu
Retențiune. Dacă cumpărătorul cu pact de răscumpărare, are drept să reție imobilul cumpărat, până ce vânzătorul îi va întoarce prețul în capete, spesele contractului și spesele reparațiilor utile făcute imobilului vândut	1377
— Când unul dintre copermutanți a primit lucrul dat lui în schimb și în urmă probează că celălalt contractant nu este proprietar al aceluia lucru, dacă poate să reție lucrul promis de el și să restituie numai pe cel primit	1407
— Dacă comodatarul poate să reție lucrul dat în comodat sub cuvânt de compensație pentru creanța ce o are contra comodantului	1570
— Dacă depozitorul poate să reție lucrul dat în depozit până ce deponentul îi va plăti integral sumele ce i se cuvin din cauza depozitului făcut	1619
— Dacă creditarul amanetar poate să rețină amanetul până ce i se vor plăti integral sumele ce i se datoresc	1694
— Dacă creditorul antichrezit poate să rețină imobilul dat în antichreză până ce i se vor plăti sumele ce i se datoresc	1700
— Când posesorul actual al unui lucru furat sau pierdut l'a cumpărat la un bălcu sau târg, sau la o vânzare publică, sau dela un negustor care vinde asemenea lucruri, dacă are drept să rețină lucrul până ce proprietarul îi va întoarce prețul cumpărării	1910
Retract litigios. A se vedea cuvântul: „Litigios“.	
Retragere. Dacă retragerea opoziției la căsătorie se trece de ofițerul stării civile în registre	53
Retroactivitate. Dacă legea are putere retroactivă	1
— Cum se legitimează copiii născuți sau concepuți în afară de căsătorie și dacă dispozițiunea din codul civil privitoare la această materie are putere retroactivă	304
— A se vedea cuvintele: „Obligație“, „Separație de patrimonii“.	
Revendicare. Dacă tutorul poate să întenteze acțiune în revendicare a unui imobil sau să încuviințeze la o asemenea cerere intentată contra minorului, fără autorizația consiliului de familie	408
— Dacă minorul emancipat poate să întenteze acțiune de revendicarea unui imobil sau a se apăra în contra unei asemenea acțiuni, fără asistența curatorului său	428
— Ce fel de acțiuni sunt acele cari tind la revendicarea unui imobil	471
— Dacă posesorul de rea credință este dator a înapoia imobilul cu fructele produse, proprietarului care îl revendică	485
— În ce termen trebuie să se revendice pământul care s'a rupt de ape din proprietatea cuiva și s'a alipit de proprietatea altuia	498
— Dacă poate cumpărătorul să suspende plata prețului vânzării, în caz de evicțiune sau de revendicarea imobilului cumpărat	1364
— Când copermutantul este evins de lucrul primit în schimb, dacă poate revendica lucrul său	1408
— Când locatarul este tulburat în folosința sa printr'o acțiune în revendicarea lucrului închiriat, dacă are dreptul a cere o scădere de preț și ce drepturi și obligațiuni mai are	1427, 1428
— Când depozitul voluntar s'a făcut de către o persoană capabilă către una incapabilă, dacă deponentul are acțiune în revendicarea lucrului dat în depozit	1593
— Dacă este cazul a se cere înființarea unui sechestrul judiciar asupra unui lucru, când exista proces de revendicarea aceluia lucru	1632
— Dacă proprietarul unei moșii sau al unei case, are dreptul să revendice lucrurile și mobilele arendașului sau chiriașului său, cari au fost transportate în alt loc, fără consimțământul său	1730

	Articolul
Revendicare. Dacă vânzătorul lucrurilor mobile căruia nu i s'a achitat prețul, are dreptul să revendice acele lucruri de la cumpărător	1730
— Dacă acțiunea în revendicare întrerupe prescripția	1868
— Dacă se întrerupe prescripțiunea când cel care a făcut cerere în judecată lasă să se primească acțiunea sau se dezistă de la acea cerere	1869
— În ce condițiuni se întrerupe prescripția, în cazul unei cereri în judecată, care este nulă în privința formei sau care este introdusă înaintea unei instanțe incompetente	1870, 1871
— Dacă poate să revendice lucrul seu, acel căruia i s'a pierdut sau i s'a furat un lucru mișcător și în ce condițiuni urmează a se face acțiunea de revendicare	1909, 1910
— A se vedea cuvintele: „Acțiune de revendicare”, „Prescripție”, „Vânzare”.	
Revizori de morți. Cum se face constatarea decesului unei persoane, cu ocazia autorizării înmormântării	63
Revocare. Dacă adoptatul are dreptul să ceară desființarea adopțiunii și în ce anume termen	311
— Unde se înscriu hotărârile de adopțiune și cele de revocarea ei, după a cui cerere se face înscrierea și cari sunt sancțiunile în caz de neurmărire	323
— Dacă se poate cere revocarea uzufructului atunci când uzufructuarul abuzează de folosința sa sau când aduce stricăciuni fondului supus uzufructului	558
— Dacă majorul poate cere revocarea acceptării ce o făcuse pentru primirea unei succesiuni	694
— Dacă donațiunea este un act revocabil prin natura sa	801
— Dacă testamentul este un act revocabil prin natura sa	802
— Dacă donațiunile între vii pentru bunurile viitoare sunt revocabile	821, 933
— Dacă donatarul poate stipula întoarcerea bunurilor dăruite, atât în cazul când donatarul ar muri înaintea sa cât și în cazul când donatarul și descendenții sei ar muri înaintea sa	825
— Dacă donațiunile între soți, făcute în timpul căsătoriei, sunt revocabile	937
— Dacă soția are dreptul să ceară revocarea donațiunii făcută soțului seu, fără autorizația acestuia	937
— Cum se pot revoca convențiunile legal făcute între părți	969, 1019, 1020, 1021
— Dacă creditorii sunt în drept să ceară anularea actelor viclene încheiate de către debitor în prejudiciul drepturilor lor	975, 976
— Dacă partea care a făcut o mărturisire, poate să ceară revocarea ei pentru motivul că ar fi făcut-o din eroare de fapt	1206
— Dacă bărbatul, femeia și moștenitorii ei au dreptul să ceară revocarea înstrăinării imobilului dotal, făcută în contra legii și în ce anume termen	1255
— Dacă creditorii bărbatului sunt în drept să ceară revocarea hotărârii de separație de patrimoniu, pronunțată și chiar executată în fraudă drepturilor lor	1264
— Dacă se poate cere revocarea reînnoirii de arendare sau de închiriere a averilor dotale	1269
— Când se poate cere și obține revocarea hotărârii de separație de patrimoniu, între soți	1270
— Dacă asociatul însărcinat cu administrarea societății în virtutea unei clauze speciale din contract, poate fi revocat în cursul duratei societății	1514
— Dacă mandatul are drept să revoace oricând mandatul ce a dat	1553
— Cari sunt efectele revocării mandatului, notificată numai mandatarului, în privința terților de bună credință	1554, 1557, 1558
— Dacă numirea unui nou mandatar pentru aceeași afacere, cuprinde în sine revocarea primului mandat	1555

	Articolul
Revocare. In ce termen se prescrie acțiunea pentru nulitatea sau pentru stricarea unei convențiuni	1900
— A se vedea cuvintele: „Acțiune de anulare“, „Acțiune de resciziune“, „Anulare“, „Consiliu judiciar“, „Desființare“, „Donațiune“, „Emancipare“, „Interdicție“, „Nulitate“, „Resciziune“, „Revocare“, „Reziliere“, „Rezoluțiune“, „Separație de patrimonii“, „Testament“, „Tutela“, „Vânzare“.	
Rezervă. Dacă se poate cere anularea împărțelii făcută de un ascendent, atunci când aduce atingere părții legitime a eredelui rezervatar	798
— Care este partea erezilor rezervatari	841, 842
— Care este partea legitimă a tatălui și mamei în lipsă de copii sau descendenți	843
— Cum se calculează rezerva	849
— Dacă prin donațiile dintre soți se poate atinge rezerva copiilor și descendenților	939
— A se vedea cuvintele: „Donațiune“, „Succesiune“, „Testament“.	
Reziliere. A se vedea cuvintele: „Acțiune de anulare“, „Anulare“, „Arendare“, „Desființare“, „Locațiune“, „Nulitate“, „Revocare“, „Rezoluțiune“, „Vânzare“.	
Rezolutorie condiție. A se vedea cuvintele: „Condițiune“, „Obligație“.	
Rezoluțiune. A se vedea cuvintele: „Acțiune de anulare“, „Acțiune de rezoluțiune“, „Anulare“, „Desființare“, „Nulitate“, „Revocare“, „Reziliere“, „Vânzare“.	
Risipitori. A se vedea cuvintele: „Consiliu judiciar“.	
Rol. Unde se trece actul de naștere al unui copil născut pe un vas român	45
— Unde se trece actul de deces al unei persoane moarte pe un vas român	71
Român. Dacă legile relative la starea civilă și la capacitatea persoanelor, urmăresc pe români, chiar când ei își au reședința în străinătate	2
— Cum se dobândește și se pierde naționalitatea română	20
— Dacă dobândirea și păstrarea cetățeniei române, influențează exercitarea drepturilor civile	6
— Dacă românii se bucură de drepturile civile	7
— Dacă cetățenia română poate fi reclamată de orice individ născut și crescut în România până la majoritate și care nu se va fi bucurat niciodată de vreo protecțiune străină	8
— Ce naționalitate au copiii găsiți pe teritoriul României fără părinți cunoscuți	8
— Ce naționalitate au copiii născuți din români în țară străină	10
— Cum dobândește calitatea de român, copilul născut în țară străină dintr'un român care va fi pierdut această calitate	10
— Cum puteau dobândi calitatea de români cei ce nu erau de rit creștin	11
— Ce naționalitate are străina căsătorită cu un român	12
— Dacă românul poate fi tras înaintea unui tribunal român pentru obligațiile contractate de el în țară străină, chiar cu un străin	14
— Cum se dobândește de către un străin, cetățenia română	16
— Cum se pierde calitatea de român	17
— Cum se poate redobândi calitatea de român	18, 20
— Ce naționalitate are românca ce se căsătorește cu un străin	19
— Ce naționalitate are românca ce va deveni văduvă după căsătoria sa cu un străin	19
— Dacă românul, care, fără autorizația guvernului, va intra în serviciul militar străin, pierde calitatea de român	20
— Ce valabilitate au actele stării civile privitoare la români, făcute în țară străină	34
— Unde este domiciliul fiecărui român, în ceea ce privește exercitarea drepturilor sale civile	87
— Ce domiciliu are românul chemat într'o funcțiune publică temperară sau irevocabilă și într'una pe viață	91, 92

Articolul

Român. Ce formalități trebuiesc îndeplinite pentru căsătoria săvârșită în țară străină între români, sau între români și străini, pentru a fi valabilă în România	152
Rudenie. Dacă rudele pot servi ca marturi la redactarea actelor de moarte	64
— Dacă actele de moarte trebuiesc să menționeze gradul de rudenie al marturilor	65
— Intre ce grade de rudenie în linie directă, este oprită căsătoria	143
— Intre ce grade de rudenie în linie colaterală, este oprită căsătoria	144
— Dacă la rudenia din Sf. Botez, se oprește căsătoria dintre naș și fină, precum și dintre nașă și fin	145
— Cine dă dispensă și pentru ce motive la căsătoria dintre cumnați și cumnate și dintre veri și vere	150
— Ce anume rude ale părților pot fi ascultate ca marturi în judecarea unei cereri de divorț	234
— Cari sunt efectele adopțiunii în privința succesiunii adoptatorului și a rudelor sale	315
— Mama văduvă care nu se va fi remăritat, ce mijloace de îndreptare va avea, când are motive de nemulțumire foarte grave asupra purtării copilului său	331, 335
— A se vedea cuvintele: „Afinitate“, „Ascendenți“, „Consiliu de familie“, „Copii“, „Descendenți“, „Divorț“, „Familie“, „Filiațiune“, „Grad de rudenie“, „Mamă“, „Succesiune“, „Tatăl“.	
Rupere de pământ. A se vedea cuvântul: „Accesiune“.	
Rurală poliție. A se vedea cuvintele: „Legea poliției rurale“.	
Rurale pământuri. A se vedea cuvintele: „Legea pentru regularea proprietății rurale“, „Legea privitoare la înstrăinarea loturilor dobândite prin împroprietărire“, „Pământuri rurale“.	
S	
Sădire. A se vedea cuvintele: „Arbori“, „Servitute“.	
Sala de ședințe. Unde se fac publicațiile privitoare la drepturile copiilor asupra averii soților în caz de divorț	285
Sancțiuni. A se vedea cuvintele: „Amendă“, „Crimă“, „Criminală pedeapsă“, „Delict“, „Procuror“.	
Săraci. Cine autorizează dispozițiile între vii sau prin testament, făcute în favoarea săracilor dintr'o comună	811
Sarcine. Ce sarcine le impune părinților, dreptul lor de folosință asupra averii copiilor lor	339
— Ce fel de contract este vânzarea cu sarcină de întreținere	829
— A se vedea cuvintele: „Alimente“, „Donațiune“, „Dotă“, „Ipotecă“, „Pensiune“, „Privilegiu“, „Servitute“.	
Schimb. Cum se face schimbul unui imobil dotal	1254
— Ce este contractul de schimb	1405
— Ce condițiuni se cer pentru valabilitatea contractului de schimb	1406
— Ce se întâmplă în cazul când lucrul dat în schimb nu este proprietatea aceluia care îl oferă	1407
— Care sunt drepturile copermutantului, în cazul când este evins de lucrul ce i s'a dat în schimb	1408
— Dacă regulile prescise pentru contractul de vindere-cumpărare sunt aplicabile și contractului de schimb	1409
Schimbarea domiciliului. Cum se operează schimbarea domiciliului unei persoane	88, 89
— În lipsă de declarație expresă, din ce împrejurări rezultă intenția cuiva de a-și schimba domiciliul	90
— Ce domiciliu are acel ce primește o funcțiune temporară și acel ce primește o funcțiune pe viață	91, 92

Scriptură. A se vedea cuvintele: „Act autentic“, „Act scris“, „Act sub semnătură privată“, „Dovadă“, „Inceput de dovadă scrisă“, „Scris“, „Marturi“, „Prezumptiuni“, „Probă“.	
Scurgerea apelor. A se vedea cuvântul: „Servitute“.	
Scutire. Cari sunt creanțele privilegiate scutite de obligația luării înscrisului ipotecare	1739
Sechestrul. De câte feluri poate fi sechestrul	1625
— Ce este sechestrul convențional	1627
— Dacă sechestrul convențional este un contract cu titlu oneros sau gratuit	1623
— Ce reguli se aplică sechestrului cu titlu gratuit	1629
— Ce bunuri pot forma obiectul unui sechestrul	1630
— Când se poate libera depozitarul de lucrul sechestrat	1631
— În ce cazuri se poate aplica sechestrul judiciar	1632
— Ce obligațiuni se nasc între sechestranti și sechestrul judiciar	1633
— Cui se poate încredința păstrarea lucrului pus sub sechestrul judiciar	1634
— Ce îndatoriri are persoana însărcinată cu păstrarea lucrului pus sub sechestrul judiciar	1634
— Ce drepturi are debitorul când creditorul abuzează de lucrul pus în amanet	1693
— A se vedea cuvintele: „Compensație“, „Locațiune“, „Rendită“.	
Secret. A se vedea cuvintele: „Divorț“, „Sedință publică“, „Sedință secretă“, „Taină“.	
Seduțiune Dacă seducătorul poate fi obligat la plata de despăgubiri	998, 999
Semnătură. Cine trebuie să semneze actele de stare civilă	26
— A se vedea cuvintele: „Act autentic“, „Act sub semnătură privată“, „Donație“, „Subscriere“.	
Sentință. A se vedea cuvintele: „Consiliu judiciar“, „Divorț“, „Hotărâre“, „Interdicție“, „Separație de patrimonii“.	
Separație de patrimonii. Dacă creditorii unei succesiuni, au dreptul să ceară separația patrimoniilor defunctului de acela al moștenitorilor	781, 782
— În ce termen pot creditorii succesiunii să ceară separația de patrimonii	783
— Dacă creditorii personali ai moștenitorilor pot cere separația patrimoniului moștenitorilor de acela al succesiunii	784
— Cari sunt formalitățile și efectele separației de patrimonii între soți	1256-1270
— Cum conservă creditorii și legatarii succesiunii, cari cer separația de patrimoniu, privilegiul lor asupra imobilelor succesiunii	1743
— A se vedea cuvântul: „Dotă“.	
Serviciu militar. Dacă pierde calitatea de român, cetățeanul român, care fără autorizația guvernului va intra în serviciu militar străin	20
Servitori. Care este domiciliul servitorilor	94
— Dacă servitorii părților pot fi ascultați ca marturi în judecarea unei cereri de divorț	234
— Dacă stăpânii sunt răspunzători de prejudiciul cauzat de servitorii săi cu ocazia serviciului ce li s'a încredințat	1000
— A se vedea cuvintele: „Legea pentru servitori“, „Locațiune“.	
Servitute. Dacă dreptul de servitute este un drept mobilier sau imobilier	471
— Ce este o servitute	576
— De unde se nasc servituțiile	577
— Dacă locurile inferioare sunt supuse a primi apele ce curg în mod firesc din locurile superioare	578
— Dacă proprietarul inferior poate rădica o stavilă pentru a opri scurgerea firească a apelor ce vin din locurile superioare și dacă proprietarul superior poate face vre o lucrare pentru agravarea servituției fondului inferior	578

	Articolul
Servitute. Cari sunt drepturile proprietarului asupra unui izvor care se află pe proprietatea sa	579
— Dacă proprietarul unui fond inferior, poate dobândi prin prescripție folosința de a întrebuința apa ce se scurge din izvorul ce se află pe fondul superior	580
— Dacă proprietarul unui izvor poate să-i schimbe cursul, atunci când acest izvor dă apa trebuincioasă locuitorilor unei comune, unui sat sau unui cătun	581
— Dacă acel care are o proprietate pe marginea unei ape curgătoare, poate lua apa necesară pentru irigația proprietății sale	582
— Dacă acel prin a cărui fond trece o apă curgătoare, poate să întrebuințeze această apă în toată întinderea scurgerei sale	582
— Ce norme trebuie să ia în considerație judecătorii când li se prezintă spre soluționare contestații între proprietari cu privire la apele curgătoare necesare proprietăților lor	583
— Dacă un proprietar poate obliga pe vecinul său să contribuie la grănățuirea proprietății lipită de a sa	584
— Dacă un proprietar are dreptul să-și îngădească proprietatea sa	585
— Ce obiect au servituțiile stabilite de lege	586
— Ce obiect au servituțiile stabilite pentru utilitatea publică sau comunală și ce legi și regulamente guvernează aceste servituții	587
— Dacă legea poate supune pe proprietari la deosebite obligațiuni unul către altul, fără că să existe între ei vreo convenție	588
— Ce obligații isvorăsc din legea poliției rurale	589
— Ce lucrări pot face coproprietarii asupra zidului comun	589
— Dacă este comun zidul, care servește de despărțire între clădiri sau între curte și grădină și între ograde, la țară	590
— Care este semnul de necomunitate de proprietate a zidului	591
— Cine este obligat a repara și reclădi zidul comun	592, 593
— Ce lucrări poate face fiecare coproprietar asupra unui zid comun și ce drepturi au ceilalți coproprietari în privința acestor lucruri făcute de un coproprietar	594
— Dacă un coproprietar al unui zid comun are dreptul să înalțe acest zid și sub ce condițiuni	595
— Cum trebuie să procedeze coproprietarul ce ar voi să înalțe zidul comun, atunci când acesta nu e în stare a purta greutatea înălțării ce ar voi s'o facă	596
— Cum poate câștiga dreptul de comunitate a zidului, vecinul care nu a contribuit la înălțarea lui	597
— Cum poate un vecin să facă zidul proprietatea comună a sa cu a celui ce l-a făcut	598
— Dacă un vecin are dreptul a găuri zidul comun și să alătoreze sau să sprijine de dânsul vre-o lucrare, fără consimțământul coproprietarului	599
— Dacă în orașe și suburbie poate fi îndatorat vecinul a contribui la clădirea și repararea îngrădirii ce desparte casele, curțile și grădinele lor și ce înălțime trebuie să aibă îngrădirea	600
— Dacă servituțiile active și pasive se perpetuă, atunci când se reclădește un zid comun sau o casă	601
— Dacă șanțurile între două proprietăți se socotesc comune	602
— Care este semnul aparent al necomunității zidului	603
— După ce se poate cunoaște că șanțul aparține numai unuia dintre proprietarii vecini	604
— Cine este obligat la întreținerea șanțului comun	605
— Dacă gardul între două proprietăți se socotește proprietate comună	606

	Articolul
Servitute. La ce depărtare, de la linia despărțitoare a proprietății vecinului, se pot sădi arbori cari cresc înalți, plantații și garduri vii	607
— Dacă vecinul are dreptul a cere scoaterea arborilor și gardurilor vii, plantați între două proprietăți de către proprietarul vecin	608
— Dacă proprietarul vecin are dreptul a tăia rădăcinile arborilor vecinului cari se întind pe proprietatea sa	608
— Cui aparțin și cine are dreptul a cere tăierea arborilor ce se află în gardul comun	609
— Ce depărtare trebuie observată de la proprietatea vecinului, acel ce voește să facă un puț, o privată, un cămin sau o vatră, o fierărie, un cuptor sau sobă, un ocol de vite sau să pue lângă zid un magazin de sare sau grămezi de materii corosive	610
— Dacă unul dintre vecini are dreptul să facă, fără consimțământul celuilalt, o fereastră sau o deschidere într'un zid comun	611
— Ce distanță trebuie să păstreze de la proprietatea vecinului, acel ce voește să deschidă vedere sau ferestre spre vedere sau să facă balcoane sau alte asemenea asupra proprietății îngrădite sau neîngrădite a vecinului său	612, 614
— Ce distanță de proprietatea vecinului trebuie păstrată pentru a avea vederi pezișe pe proprietatea vecinului	613, 614
— Ce obligație are un proprietar când își face strașina casei	615
— Dacă proprietarul unui loc înfundat și care nu are nici o țășire la calea publică, poate cere o trecere pe proprietatea vecinului și sub ce condițiuni	616
— Cum trebuie reglementată trecerea proprietarului locului înfundat pe proprietatea vecinului său	617, 618
— Dacă se poate prescrie acțiunea de despăgubire a aceluia care permite dreptul de trecere proprietarilor al căror loc este înfundat și care este efectul acestei prescripțiuni	619
— Dacă este permis proprietarilor să stabilească pe proprietățile lor sau în folosul proprietăților lor ori ce servitute vor crede de cuviință	620
— Cum se numesc servituțile stabilite în folosul clădirilor și servituțile stabilite în folosul pământului	621
— Ce este o servitute continuă și ce este o servitute necontinuuă	622
— Ce este o servitute aparentă și ce este o servitute neaparentă	622
— Cum se pot dobândi servituțile continue și aparente	623
— Cum se dobândesc servituțile continue neaparente și cele necontinue și neaparente	624
— Dacă destinația proprietarului poate ține loc de titlu în privința servituților continue și aparente	625
— Ce este o servitute creată prin destinația proprietarului	626
— Când proprietarul a două proprietăți între care există un semn de servitute, înstrăinează una dintre proprietăți fără ca în contract să se prevadă vre-o convenție cu privire la această servitute, dacă ea urmează a exista într'un mod activ sau pasiv în favoarea fondului înstrăinat sau asupra fondului neînstrăinat	627
— Cum se constituiesc servituțile cari nu se pot dobândi prin prescripție	628
— Care sunt întinderile unui drept de servitute	629
— Dacă servitutea de a lua apă din fântâna altuia, atrage și dreptul de trecere	629
— Dacă acel în folosul căruia este constituit un drept de servitute, are dreptul a face toate lucrările necesare cu cheltuiala sa, spre a se folosi de servitute și a o păstra	630, 631

	<u>Articolul</u>
Servitute. Ce poate face proprietarul fondului supus servituții, în cazul când este însărcinat prin titlu să facă cu cheltuiala sa lucrările necesare pentru ca vecinul sau să se poată folosi de servitute	632
— Ce se întâmplă cu dreptul de servitute atunci când proprietatea în favoarea căreia s'a stabilit servitutea, s'ar împărți între mai mulți codevalmași	633
— Dacă proprietarul fondului supus servituții are dreptul să facă ceva spre a-i scădea întrebuințarea sau a o îngreua	634
— Ce drepturi are proprietarul fondului supus servituții, atunci când servitutea a devenit nfai împovărătoare proprietarului fondului supus sau dacă îl oprește a face pe acest loc reparațiuni folositoare	634
— Dacă acela care are un drept de servitute poate exercita acest drept așa fel încât să împovăreze fondul supus servituții	635
— Cum încetează dreptul de servitute	636
— Dacă după încetarea servituțiilor, ele mai pot renaște	637
— Dacă servituțiile se sting atunci când ambele proprietăți cad în aceeași mână	638
— Dacă servituțiile se pot stinge prin neuz și prin ce termin anume	639, 640
— Dacă se poate prescrie modul servituței	641
— Când proprietatea în folosul căreia s'a stabilit servitutea, aparține mai multor proprietari, dacă întrebuințarea servituții din partea unuia dintre ei, oprește întreruperea prescripției în privința celorlalți	642
— Când între coproprietari în folosul cărora s'a stabilit servitutea, se găsește unul în potriva căruia nu curge prescripția, precum ar fi un minor, dacă acesta păstrează dreptul de servitute și pentru ceilalți coproprietari	643
— A se vedea cuvintele: „Accesiune“, „Aluviune“, „Arbori“, „Proprietate“, „Purga“.	
Sex. Dacă actul de naștere trebuie să arate sexul copilului născut	43
— Dacă procesul-verbal al ofițerului de stare civilă, încheiat cu ocazia găsierei unui copil nou născut, trebuie să arate sexul copilului găsit	44
— Cine poate adopta pe un altul	309
Sezină. Dacă ascendenții și descendenții au de drept posesiunea succesiunii din momentul decesului defunctului	653
— A se vedea cuvântul: „Succesiune“.	
Sfaturi. Cum procedează Președintele tribunalului la prima înfățișare a soților, în caz de divorț prin consimțământ mutual	261
— Ce lucrare încheie grefierul tribunalului, când soții persistă în divorțul prin consimțământ mutual, după observațiile ce se fac de Președintele tribunalului și de asistenți, după trecerea unui an de la prima declarație	266
— A se vedea cuvintele: „Consilii“, „Divorț“, „Sfătuitori“.	
Sfătuitori. De cine sunt asistate părțile cu ocazia judecării cererei de divorț	224
— Dacă sfătuitorii au dreptul să vorbească în procesul de divorț	231
— În prezența căror persoane se audiază martorii în procesul de divorț	236-238
— A se vedea cuvintele: „Divorț“, „Sfaturi“.	
Sigilii. A se vedea cuvintele: „Minoritate“, „Succesiune“, „Tutelă“.	
Siguranța. A se vedea cuvântul: „Dotă“.	
Simplificare. Cari sunt formalitățile de simplificarea formalităților de plata chiriei	1114
Simulațiune. Intre ce părți are putere actul secret care modifică un act public	1175
Slugi. Dacă servitorii soților pot fi audiați ca marturi în procesul de divorț al stăpânilor lor	234
— A se vedea cuvântul: „Servitor“.	
Smintire. Cine are dreptul să facă opoziție la căsătoria unui nebun și în ce condițiuni	155

	<u>Articolul</u>
Smintire. A se vedea cuvintele: „Interdicție“, „Nebun“.	
Societate. Ce este contractul de societate	1491
— Cari sunt condițiunile pentru valabilitatea unui contract de societate în ceea ce privește obiectul, folosul și miza membrilor	1492
— De câte feluri sunt societățile	1493
— De câte feluri sunt societățile universale	1494
— Ce înseamnă o societate a tuturor bunurilor prezente și dacă bunurile dobândite prin donațiune sau succesiune, intră în patrimoniul acestui fel de societate	1495
— Ce înseamnă o societate a câștigurilor	1496
— În ce cazuri se poate spune că s'a format o societate universală de câștiguri	1497
— Ce condițiuni trebuiesc să îndeplinească persoanele cari compun o societate universală	1498
— Ce înseamnă o societate particulară	1499, 1500
— Din ce moment începe societatea	1501
— Cât durează societatea atunci când nu s'a stipulat nimic în această privință	1502
— Cari sunt obligațiile asociatului în privința mizei sale pusă în societate	1503, 1504
— Cari sunt obligațiile asociatului care a luat din casa societății o sumă de bani	1504
— Cari sunt obligațiile asociatului care s'a îndatorat a pune în comun industria sa	1505
— Cum se procedează atunci când un asociat primește o sumă de la un debitor al său care este și debitor al societății, în cazul când în chitanța dată s'ar specifica că suma a fost primită în comptul datoriei asociatului, precum și în cazul când primirea s'ar fi făcut în comptul datoriei societății	1506
— Ce se face atunci când unul dintre asociați și-a primit partea sa întreagă din creditul comun iar debitorul a devenit în urmă insolubil	1507
— Dacă fiecare asociat răspunde către societate de prejudiciul cauzat prin culpa sa și dacă aceste daune se pot compensa cu foloasele pe care asociatul le-a adus societății prin industria sa în alte afaceri	1508
— În sarcina cui cade riscul și pericolul lucrurilor a căror folosință numai, a fost adusă ca aport în societate	1509
— Ce acțiuni are asociatul în contra societății	1510
— Cum se procedează în cazul când prin contractul de societate nu se determină partea de câștig sau de pierdere a fiecărui asociat	1511
— Cum se procedează în cazul când, pentru determinarea părților de câștig convenite asociaților, ei au convenit a se raporta la judecata unuia dintre ei sau unui al treilea și în ce termen asociatul care se crede nedreptățit prin determinarea părții ce i s'a fixat, poate el reclama	1512
— Dacă este valabil contractul prin care se stipulează ca un asociat să încaseze totalitatea câștigurilor sau ca unul sau mai mulți asociați să fie scutiți de a participa la pierderile societății	1513
— Dacă asociatul însărcinat cu administrarea societății, în virtutea unei clauze speciale din contract, poate să facă fără învoirea celorlalți asociați toate actele de administrație, fără să poată fi revocat în cursul duratei societății	1514
— Cum se procedează când sunt însărcinați mai mulți asociați cu administrația societății, fără a se fi determinat funcțiunile lor	1515, 1516
— Ce reguli trebuiesc observate, în lipsă de stipulațiuni speciale, în privința modului de administrație a societății	1517
— Dacă asociatul care nu este administrator, poate vinde sau obliga lucrurile societății	1518

	Articolul
Societate. Dacă un asociat poate, fără învoirea asociaților, să-și asocieze o a treia persoană la partea ce o are în societate	1519
— Dacă asociații sunt răspunzători în mod solidar pentru datoriile societății și dacă pot să oblige pe ceilalți asociați fără autorizarea lor	1520
— Care este responsabilitatea asociaților când mai mulți dintre ei s'au îndatorat către acelaș creditor	1521
— Când s'a stipulat expres că s'a contractat o obligație pe seamă societății, dacă această obligație îndatorește numai pe asociatul contractant sau și pe ceilalți asociați	1522
— Prin ce moduri încetează o societate	1523
— Cum se dovedește prelungirea contractului de societate	1524
— Care sunt efectele pierderii lucrului promis de un asociat înainte și după predarea lui în comun societății, în privința continuării sau încetării societății	1525
— Cari sunt drepturile moștenitorilor asociatului decedat în cursul duratei societății și dacă se poate stipula ca în caz de deces al unui asociat, societatea să continue cu moștenitorii sei sau numai cu asociații rămași în viață	1526
— Când se poate cere desfacerea societății prin voința unui singur asociat	1527
— Când renunțarea unui dintre asociați la continuarea societății este de rea credință și când este făcută fără timp	1528
— Când poate să ceară unul dintre asociați desfacerea societății făcută pentru un timp determinat, înainte de expirarea timpului pus	1529
— Cum se face împărțea averii unei societăți între asociați	1530
— Dacă dispozițiile din codul civil privitoare la societăți se aplică și societăților comerciale	1531
— A se vedea cuvintele: „Legea pentru persoanele juridice“.	
Societate de achizițiuni. Dacă soții supunându-se regimului dotal, pot să stipuleze o societate de achizițiuni	1287
— Cari sunt drepturile și obligațiile soților, cari stipulează în contractul lor de căsătorie o societate de achizițiuni, în privința datoriilor și lucrurilor lor mobile	1288
— Cum se procedează cu bunurile mobile, existente la epoca căsătoriei sau cari au căzut unuia dintre soți în urmă și cari nu au fost constatate prin inventar regulat	1289
— Din ce se compune fondul comun al societății de achizițiuni dintre soți	1290
— Cum se împarte fondul comun al societății de achizițiuni, la încetarea sarcinilor căsătoriei	1291, 1292
— Când amândoi soții vor avea, pentru drepturile lor personale, a prelua valori din fondul comun, dacă femeia sau moștenitorii sei, vor trece înaintea bărbatului	1293
— A se vedea cuvintele: „Contract de căsătorie“, „Dotă“.	
Socoteli. A se vedea cuvintele: „Succesiune“, „Tutelă“.	
Socri. Ce îndatoriri de alimentare au ginerii și nurorile față de socrii lor, și în ce cazuri încetează aceste îndatoriri	188
Solidaritate. A se vedea cuvintele: „Comodat“, „Cuasi-delict“, „Delict“, „Fidejusiune“, „Mandat“, „Obligație“, „Remiterea datoriei“, „Societate“, „Succesiune“, „Tutelă“.	
Solvabilitate. A se vedea cuvintele: „Cesiune“, „Fidejusiune“.	
Somație. A se vedea cuvintele: „Adjudicare“, „Notificare“.	
Soră. Când poate face o soră opoziție la căsătoria fratelui seu	155
— A se vedea cuvântul: „Succesiune“.	
Sorocire. Când se comunică ordonanța de sorocire în materie de divorț	239
— A se vedea cuvântul: „Termin“.	

	Articolul
Soți. In ce cazuri soții pot cere anularea căsătoriei lor	166
— In ce cazuri nu se mai poate cere anulare căsătoriei contractată de către soți cari nu aveau vârsta legiuită	167
— Dacă soții pot cere anularea unei a doua căsătorii	170
— Când soții cei din urmă căsătoriți, opun nulitatea primei căsătorii, dacă trebuiește judecată în prealabil nulitatea acelei căsătorii	171
— Cine poate cere anularea căsătoriei săvârșită în taină sau înaintea unui ofițer de stare civilă necompetent	173
— Pentru ca cineva să poată reclama titlul de soț și efectele civile ale căsătoriei, ce acte trebuiește să prezinte	176
— Dacă pentru dovedirea căsătoriei între soți, pot ei să invoace numai posesiunea de stat	177
— Când există posesiune de stat și act de căsătorie, dacă mai pot soții să conteste validitatea acestui act	178
— Când dovada celebrării căsătoriei se află dobândită prin rezultatul vre-unei proceduri criminale, ce efecte produce înscrisura sentinței în registrele stării civile în privința soților și copiilor	180
— Când soții au încetat din viață, fără a intenta vre-o acțiune în privința căsătoriei lor, cine poate intenta acțiune civilă și acțiune publică	181
— Dacă o căsătorie s'a declarat nulă, ce efecte produce și în ce condițiuni față de soți și față de copii	183, 184
— Dacă soții își datoresc unul altuia, credință, sprijin și ajutor	194
— Cari sunt drepturile și datoriile respective ale soților	194-208
— Când pot cere soții divorțul	211-215
— Dacă soții cari se vor despărți se vor mai putea recăsători	277
— In caz de divorț pentru cauză de adulter dacă soții adulterini se pot căsători	279
— Cari sunt drepturile copiilor, în privința averii soților, în caz de divorț prin consimțământ mutual și asupra averii soțului vinovat, în caz de divorț pentru cauză determinată și cari sunt formalitățile de îndeplinit pentru realizarea acestor drepturi	285
— Dacă un soț poate adopta fără consimțământul celuilalt soț	310
— Cari sunt efectele adopțiunii asupra dreptului adoptatului de a se căsători	311
— A se vedea cuvintele: „Ascendenți“, „Bărbat“, „Căsătorie“, „Contract de căsătorie“, „Copii“, „Descendenți“, „Divorț“, „Donațiune“, „Dotă“, „Fenee“, „Filiațiune“, „Mamă“, „Minoritate“, „Parafernă“, „Paternitate“, „Putere p'rintească“, „Rude“, „Societate de achizițiuni“, „Succesiune“, „Tatăl“, „Tutelă“, „Vânzare“.	
Spitale. Cum se încheie actele de moarte în caz de deces în spitale militare sau civile, sau orice alte stabilimente publice sau particulare	66
— Cine și cum redactează actele de moarte ale militarilor și funcționarilor atașați pe lângă armată, decedați în spitale militare	82
Spîțeri. Dacă spîțerii cari au tratat pe o persoană în boala de care au murit, sunt în drept a beneficia de dispozițiile între vii sau testamentare ale persoanei decedate, făcute în favoarea lor	810
Spor. Cui se cuvine sporul animalelor	483
— Ce fel de fruct este sporul animalelor	522
Sprijin. Dacă soții își datoresc unul altuia, credință, sprijin și ajutor	194
Stabilimente. Cum se încheie actele de moarte în caz de deces în spitale militare sau civile, sau orice alte stabilimente publice sau particulare	66
— Dacă stabilimentele de utilitate publică, neautorizate sau nerecunoscute de stat, pot beneficia de dispozițiile între vii sau prin testament făcute în favoarea lor	811
— In ce condițiuni pot să accepte donațiunile, stabilimentele de utilitate publică, recunoscute ca persoane morale	817

	<u>Articolul</u>
Stabilimente. Ce persoane nu se pot face adjudecatari, nici direct, nici prin persoane interpuse	1303
Stăpâni. Cine redactează actul de naștere al unui copil născut pe un vas român	45
— Cum se procedează cu actul de naștere al unui copil născut pe un vas român, când vasul ajunge într'un port român și într'un port străin	46, 47
— Cine este obligat să declare decesul persoanelor moarte în stabilimentele publice sau particulare	66
— Cine încheie actul de moarte al unei persoane decedate pe un vas român	71, 72
— Cari sunt obligațiile stăpânului ale cărui afaceri au fost bine administrate, în privința gerantului și a persoanelor cu care gerantele a contractat	991
— Dacă stăpânii sunt răspunzători de prejudiciul cauzat de servitorii sei	1000
— Dacă stăpânul unui animal este responsabil de prejudiciul cauzat de animalul său	1001
— Dacă stăpânul unui edificiu este responsabil de prejudiciul cauzat prin ruina edificiului său, atunci când ruina este urmarea lipsei de întreținere sau a unui vițiu de construcțiune	1002
— Dacă stăpânul se crede pe cuvântul său în ceea ce privește câțimea salariului și plata lui	1472
— Dacă stăpânii de corăbii și căraușii sunt responsabili de lucrurile ce le-au încărcat pe bastimentul sau carul lor, precum și pentru acelea ce li s'au remis în port sau în magazinele de depozit spre a fi încărcate pe bastimentul sau carul lor	1474, 1475
— A se vedea cuvintele: „Locațiune“, „Servitor“.	
Stăpânire. A se vedea cuvintele: „Posesiune“, „Proprietate“.	
Stare civilă. Ce lege guvernează starea civilă a românilor, chiar când ei își au reședința în străinătate	2
— Ce tribunale sunt competente să judece reclamațiile privitoare la starea civilă	299
— Dacă chestiunea suprimării stării civile, înainte de a veni înaintea unei instanțe penale, trebuie să fie rezolvată în mod definitiv de o instanță civilă	300
— Dacă se poate prescrie acțiunea pentru reclamarea stării civile în privința copilului	301
— În ce cazuri și în ce termen vor putea să intenteze acțiune pentru reclamarea stării civile, moștenitorii copilului	302, 303
— A se vedea cuvintele: „Act de căsătorie“, „Act de încetare din viață“, „Act de naștere“, „Act de stare civilă“, „Adopțiune“, „Filiațiune“, „Ofițer de stare civilă“, „Rectificare“, „Statut personal“.	
Stare de smintire. A se vedea cuvintele: „Căsătorie“, „Interdicțiune“.	
Stat. Care este dreptul de moștenire al statului în ceea ce privește succesiunile vacante	680, 681, 683
— Dacă statul poate accepta donațiunile făcute în favoarea sa	817
— Dacă statul este responsabil de prejudiciul cauzat de prepușii săi, în funcțiunile ce li s'au încredințat	1000
— Ce persoane nu se pot face adjudecatari, nici direct, nici prin persoane interpuse	1303
— A se vedea cuvintele: „Accesiune“, „Insule“, „Succesiune“.	
Statut personal. Dacă statutul personal urmărește pe români, chiar când își au reședința în străinătate	2
Statut real. Dacă statutul real se aplică imobilelor situate în România, chiar când ar fi posedate de către străini	2
Stelionat. Ce răspundere are vânzătorul care cu rea credință a vândut lucrul acestuia	1346
Ștergere. A se vedea cuvintele: „Ipotecă“, „Privilegiu“.	

	Articolul
tingerea drepturilor. A se vedea cuvintele: „Acceptare“, „Adopțiune“, „Anulare“, „Ayușiune“, „Beneficiu de inventar“, „Căsătorie“, „Cesiune“, „Clauză penală“, „Compensatie“, „Confuziune“, „Consiliu judiciar“, „Depozit“, „Dezavuare“, „Divorț“, „Donațiune“, „Emancipare“, „Fidejusiune“, „Impărțeală“, „Ingratitudine“, „Interdicție“, „Ipotecă“, „Legat“, „Legitimare“, „Leziune“, „Mandat“, „Minoritate“, „Novațiune“, „Nulitate“, „Obligație“, „Obligație alternativă“, „Obligație solidară“, „Oferta reală“, „Perderea lucrului datorit“, „Plată“, „Prescripție“, „Privilegiu“, „Remitere“, „Renunțare“, „Revocare“, „Separație de patrimoniu“, „Servitute“, „Societate“, „Stare civilă“, „Subrogație“, „Succesiune“, „Termin“, „Tutelă“, „Uzuct“, „Vânzare“.	
Stipulație pentru altul. Dacă este admisă stipulația pentru altul în dreptul civil român	969
Străinătate. Dacă legile relative la starea civilă și la capacitatea persoanelor, urmăresc pe români chiar când ei își au reședința în străinătate	2
— Dacă actele stării civile privitoare la români sau la străini făcute în străinătate sunt valabile în România	34
— Ce formalități trebuiesc observate la căsătoria săvârșită în țară străină, între români, sau între români și străini pentru a fi puternică în țară.	152
— Dacă românul aflat în străinătate poate face testament și în ce anume formă	885
— Dacă actele făcute în țară străină, cari constată consimțământul pentru ștergerea sau reducțiunea unei inscripțiuni ipotecare, sunt executorii în România	1789
— A se vedea cuvintele: „Act de căsătorie“, „Act de încetare din viață“, „Act de naștere“, „Act de stare civilă“, „Străini“.	
Străini. Ce legi guvernează imobilele din România, chiar când sunt posedate de străini	2
— Ce legi guvernează starea civilă și capacitatea străinilor	2
— Cum dobândesc străinii calitatea de român	6-20
— Dacă străinii se bucură în România de aceleași drepturi civile ca și românii.	11
— Ce naționalitate are străina ce se va căsători cu un român	12
— Dacă străinul poate fi tras în judecata tribunalelor române, pentru obligațiile contractate cu un român	13
— Când era obligat străinul reclamant să depună cauciunea „judicatum solvi“.	15
— Dacă supușenia unui român unei protecții străine, face a se perde calitatea de român	17
— Ce naționalitate va avea românca, ce se va căsători cu un străin	19
— Ce formalități trebuiesc îndeplinite pentru căsătoria săvârșită în țară străină, între români sau între români și străini pentru a fi valabilă în România	152
— Dacă străinii pot dobândi imobile rurale în România	1308, 1310
— A se vedea cuvintele: „Legea pentru controlul străinilor“, „Străinătate“.	
Strămutare. Cum se face strămutarea proprietății bunurilor	644-649
— A se vedea cuvintele: „Cesiune“, „Domiciliu“.	
Strașină. A se vedea cuvântul: „Servitute“.	
Stricțiunal. A se vedea cuvintele: „Antichreza“, „Arendare“, „Cărăuș“, „Comodat“, „Daune“, „Depozit“, „Dotă“, „Imprumut“, „Locațiune“, „Servitute“, „Societate“, „Succesiune“, „Uzuct“, „Vânzare“.	
Subarențare. A se vedea cuvintele: „Arendare“, „Locațiune“.	
Subînchiriere. A se vedea cuvintele: „Arendare“, „Locațiune“.	
Subrogațiune. Cum se face plata prin subrogație	1106
— Cum se face subrogația convențională	1107
— Cum se face subrogația de drept	1108

	Articolul
Subrogațiune. In contra cui operează subrogația stabilită de articolele 1106—1108 și ce efecte are	1109
Subscriere. Ce face Președintele tribunalului cu cererea de divorț și ce lucrare încheie el	219
— Cine subscrie procesul-verbal încheiat cu ocazia audierii marturilor în materie de divorț	238
— A se vedea cuvintele: „Act autentic“, „Act de căsătorie“, „Act de încetare din viață“, „Act de naștere“, „Act de stare civilă“, „Act sub semnătură privată“, „Semnătură“.	
Substituțiuni. Dacă substituțiunile sau fideicomisele sunt permise	803
— Dacă este permisă dispozițiunea prin care o a treia persoană ar fi chemată a lua darul, moștenirea sau legatul, atunci când donatarul, moștenitorul sau legatarul nu ar primi sau nu ar putea primi	804
Sucesiune. Care este domiciliul unei succesiuni	95
— Ce este teoria eredelui aparent	117
— Când funcționarul stării civile sau orice alt autor al fraudei, privitoare la o căsătorie, a încetat din viață când s'a intentat acțiunea în contra sa, dacă pot fi urmăriți moștenitorii pentru despăgubiri și de către cine anume	182
— Cine poate cere anularea tocmelilor sau pornirilor de judecată, făcute de femeea măritată, fără autorizația bărbatului său	207
— Dacă divorțul poate lipsi pe copii de foloasele ce le-au avut asigurate de legi sau prin contractul de căsătorie	284
— Dacă bărbatul a murit înainte de a tăgădui paternitatea, în ce cazuri și în ce termen, vor putea moștenitorii contesta legitimitatea copilului	291
— În ce cazuri și în ce termen, vor putea să intenteze acțiune pentru reclamarea stării civile, moștenitorii copilului	302, 303
— Cari sunt efectele adopțiunii în privința succesiunii adoptatului și a rudelor sale	315
— Dacă adoptatul moare fără descendenți, cine are dreptul la succesiunea sa	316
— Dacă adoptatul moare lăsând copii sau descendenți și aceștia mor fără posteritate, cine are dreptul de succesiune asupra lucrurilor dăruite de adoptator	317
— Asupra cărei averi a copiilor, părinții nu au dreptul de folosință	341
— Cum se dobândește și se transmite proprietatea bunurilor	644
— Cum se deferă succesiunea	650
— Cum și când se deschide o succesiune	651
— Cine regulează ordinea succesiunilor între moștenitorii legitimi	652
— Cari sunt drepturile copiilor naturali în privința succesiunii mamei lor și a colateralilor sei	652
— Cine moștenește bunurile unui defunct, în lipsă de moștenitori legitimi sau naturali	652
— Ce moștenitori au posesiunea succesiunii din momentul decesului defunctului, și cum intră în posesiunea succesiunii acei ce nu o au de la lege	653
— Ce condițiuni se cer pentru ca cineva să poată veni la succesiunea unei persoane	654
— Dacă un copil conceput, se consideră că există în momentul deschiderii succesiunii	654
— Dacă un copil născut mort se consideră că există în momentul deschiderii succesiunii	654
— Ce persoane sunt nedemne și deci excluse de a veni la o succesiune	655
— Ce efecte are lipsa de denunțare a omorătorului defunctului, în privința succesiunii acestuia	656

	Articolul
Succesiune. Ce obligații are moștenitorul îndepărtat de la succesiune ca nedemn, în privința restituirii fructelor și veniturilor ce a încasat	657
— Când copiii nedemnului vin la succesiune în virtutea dreptului lor propriu, dacă pot fi depărtați pentru greșala tatălui lor	658
— Dacă nedemnul departat dela o moștenire, poate să reclame uzufructul legal asupra averii moștenită de copiii sei, în virtutea dreptului lor propriu în succesiunea de la care nedemnul a fost depărtat	658
— Cum se defer succesiunile	659
— Cum se stabilește proximitatea rudeniei în materie de succesiune	660
— Cum se formează linia dreaptă și linia colaterală în materie de succesiune	661
— Cum se numără gradele de rudenie în linie directă, în materie de succesiune	662
— Cum se numără gradele de rudenie în linie colaterală, în materie de succesiune	663
— Ce este reprezentațiunea în materie de succesiune	664
— În ce cazuri este admisă reprezentațiunea în linie directă descendentă, în materie de succesiune	665
— În ce cazuri este admisă reprezentațiunea în linie colaterală, în materie de succesiune	666
— Cum se face împărțeala succesiunii, când se admite reprezentațiunea	667
— Cine poate fi reprezentat și dacă se poate reprezenta o persoană la a cărei succesiune s'a renunțat	668
— Care este dreptul de moștenire al copiilor și descendenților, cum moștenesc și în ce proporțiune	669
— Care este dreptul de moștenire al descendenților în succesiunea descendenților lor morți fără descendenți	670
— Care este dreptul de moștenire al descendenților în succesiunea descendenților lor, când aceștia au murit lăsând frați, surori sau descendenți de ai acestora	671
— Care este dreptul de moștenire al rudelor colaterale în succesiunea fratelui lor, mort fără posteritate și fără părinți	672
— Care este dreptul de moștenire al rudelor colaterale în succesiunea fratelui lor care a murit lăsând părinți sau numai unul dintre ei	673
— Care este dreptul de moștenire al fraților în succesiunea fratelui lor, când nu sunt toți născuți din aceeași căsătorie	674
— Cum se împarte moștenirea cuiva care a murit fără a lăsa frați sau ascendenți	675
— Până la ce grad moștenesc rudele defunctului	676
— Care este dreptul de moștenire al copiilor naturali în succesiunea mamei lor, a ascendenților și colateralilor ei	677
— Cine moștenește pe copilul natural, mort fără posteritate	678
— Care este dreptul de succesiune al soțului nedespărțit	679
— Care este dreptul de succesiune al Statului	680
— Ce formalități trebuie să îndeplinească soțul și Statul când cere o succesiune	681
— Dacă soțul în viață este dator a da cauțiune solvabilă când cere moștenirea	682
— Cari sunt răspunderile soțului în viață și ale Statului, când nu îndeplinesc formalitățile cerute de lege pentru acceptarea succesiunii defunctului	683
— Care este dreptul de succesiune al văduvei sărace în succesiunea soțului seu, când acesta a murit lăsând descendenți	684
— Care este dreptul de succesiune al văduvei sărace în succesiunea soțului seu, când acesta a murit lăsând rude de sus sau de alături	684

	<u>Articolul</u>
Succesiune. Cum se face acceptarea unei succesiuni	685
— Dacă un moștenitor poate fi obligat a accepta succesiunea ce i se cuvine	686
— Dacă femeea măritată poate accepta o succesiune fără autorizația soțului sau a justiției	687
— Ce formalități trebuie îndeplinite pentru acceptarea succesiunii cvenită minorilor și interzișilor	687
— Dacă acceptarea succesiunii are efect retroactiv până la ziua deschiderii succesiunii	688
— Când este acceptarea succesiunii expresă și când este tacită	689
— Dacă actele curat conservatorii, de îngrijire și de administrație provizorie, făcute de moștenitor, pot fi considerate ca acte de acceptarea succesiunii	690
— Dacă donațiunea, vânzarea sau cesiunea drepturilor succesoriale făcute de un moștenitor, pot fi considerate ca acte de acceptarea succesiunii	691
— Când acel căruia i se cuvine o succesiune, a murit fără să fi renunțat sau să o fi acceptat în mod expres sau tacit, dacă moștenitorii sunt în drept să accepte sau să renunțe la acea succesiune	692, 693
— Dacă moștenitorul major poate să atace acceptarea expresă sau tacită a succesiunii	694
— Dacă renunțarea la o succesiune se poate presupune și cum trebuie făcută această renunțare	695
— Ce efecte are renunțarea la succesiune, în privința drepturilor moștenitorului care a renunțat	696
— Cine profită de partea moștenitorului care a renunțat la succesiune	697, 698
— Dacă se poate reprezenta pe moștenitorul care a renunțat la succesiune	698
— Dacă creditorii moștenitorului care a renunțat la succesiune, pot accepta succesiunea pentru debitorul lor și cui profită această acceptare	699
— În ce termen se prescrie facultatea de a accepta sau de a renunța la o succesiune	700
— Dacă moștenitorul care a renunțat la o succesiune, o mai poate accepta și dacă drepturile dobândite asupra moștenirii de către terți, după renunțarea la succesiune, pot fi vătămăte prin acest fapt	701
— Dacă se poate renunța la succesiunea unui om în viață sau a se instrăina drepturile eventuale ce s'ar putea dobândi asupra unei succesiuni viitoare	702
— Dacă moștenitorii cari au dat la o parte sau au ascuns lucruri de ale succesiunii, mai pot renunța la acea succesiune	703
— Ce formalități trebuie să îndeplinească moștenitorul care voeste să accepte succesiunea sub beneficiu de inventar	704
— Ce efect are declarația moștenitorului că acceptă succesiunea sub beneficiu de inventar, atunci când el nu a cerut să se facă inventar fidel și exact al tuturor bunurilor succesiunii	705
— Care este termenul acordat de lege unui moștenitor pentru a face inventar	706
— Când în succesiune se găsesc obiecte supuse stricăciunii sau a căror conservare ar costa scump, dacă moștenitorul poate să ceară autorizația justiției pentru vânzarea lor, și dacă această procedură a sa poate fi considerată ca un act de acceptare a succesiunii	707
— Dacă în timpul termenelor acordate de lege unui moștenitor pentru a face inventar și pentru a delibera, poate el fi silit a se pronunța dacă acceptă sau renunță la succesiune sau dacă se poate obține vreo condamnare în contra sa	708
— Dacă după expirarea termenelor acordate de lege pentru facerea inventarului, moștenitorul mai poate cere și obține de la tribunal un nou termen	709

	<u>Articolul</u>
Sucesiune. Cine plătește cheltuelile de urmărire făcute în contra moștenitorului care a cerut suspendarea ei și acordarea unui nou termen pentru facerea inventarului succesiunii	710
— Dacă după expirarea termenilor acordate de lege și de tribunal pentru facerea inventarului, moștenitorul mai are facultatea de a face încă inventarul succesiunii	711
— Dacă moștenitorul care a ascuns obiecte de ale succesiunii sau care cu știință și rea credință nu a trecut în inventar efecte dintr'însa, se mai poate folosi de beneficiul de inventar	712
— Ce avantaje dă moștenitorului acceptarea succesiunii sub beneficiu de inventar	713
— Cari sunt îndatoririle moștenitorului care a acceptat succesiunea sub beneficiu de inventar, în privința administrației bunurilor succesoriale	714, 715
— Dacă moștenitorul beneficiar poate vinde obiectele mișcătoare din succesiune și în ce forme	716
— Dacă moștenitorul beneficiar răspunde de deteriorarea și deprecierea obiectelor mișcătoare din succesiune	716
— Dacă eredele beneficiar poate vinde imobilele din succesiune și în ce forme	717
— Dacă moștenitorul beneficiar este obligat a da cauțiune solvabilă pentru prețul averii mișcătoare cuprinsă în inventar și pentru porțiunea prețului imobilelor nedelegate creditorilor ipotecari și care este procedura în caz când va depune cauțiunea	718
— Cum plătește moștenitorul beneficiar pe creditorii și legatarii succesiunii	719
— Contra cui au recurs creditorii moștenirii pentru plățile legatelor și datoriiilor făcute de către moștenitorul beneficiar	720, 721
— În ce termen se prescrie dreptul creditorilor succesiunii de a ataca plățile făcute de către moștenitorul beneficiar	722
— Cine suportă cheltuelile făcute cu aplicarea pecetilor, facerea inventarului și facerea socotelilor în cazul acceptării unei succesiuni sub beneficiu de inventar	723
— În ce cazuri se declară o succesiune vacantă	724
— Ce tribunal este competent a numi un curator unei succesiuni vacante	725
— Ce îndatoriri are curatorul unei succesiuni vacante	726, 727
— Dacă cine-va poate fi obligat a rămâne în indiviziune și dacă un moștenitor poate oricând să ceară împărțeala succesiunii	728
— Pe ce termen se poate face invoirea pentru suspendarea împărțelei succesiunii și dacă după expirarea acestui termen se mai poate reînoui această invoire	728
— Dacă se mai poate cere împărțeala unei succesiuni, atunci când unul sau mai mulți dintre moștenitori au posedat părți separate din succesiune	729
— Când toți moștenitorii sunt prezenți și majori, dacă pot împărți succesiunea ori cum vor voi, fără îndeplinirea vre-unei formalități	730
— Cum se procedează în cazurile când toți erezii nu sunt prezenți sau când între ei se află minori sau interziși	730
— Dacă creditorii unei succesiuni pot cere punerea de peceti și sub ce condițiuni	731
— Dacă după punerea pecetilor, creditorii cari n'au titluri executorii sau autorizația justiției, au dreptul să facă opoziție	732
— Cum procedează tribunalul, atunci când vre-unul dintre comoștenitori nu consimte la facerea împărțelei, sau dacă se ivesc contestațiuni, fie în privința modului de procedare, fie asupra chipului de a o termina	733
— Cine face estimățiunea imobilelor succesoriale și ce trebuiește să se arate în procesul-verbal de estimățiune încheiat cu ocazia facerii împărțelei	734

Succesiune. Cine face estimățiunea mobilelor unei succesiuni	735
— Dacă fiecare dintre moștenitori este în drept a cere în natură partea sa din mobilele sau imobilele succesiunii	736
— Cum se procedează în cazul când sunt creditori sechestrați sau aparenti, sau când majoritatea comoștenitorilor socotesc necesară vinderea mobilelor pentru plata datoriilor succesiunii	736
— Când imobilele unei succesiuni nu se pot împărți în natură, dacă se pot vinde și sub ce formalități	736
— Când toți comoștenitorii sunt majori, dacă pot conveni ca vânzarea mobilelor și imobilelor succesiunii să se facă înaintea unui arbitru numit de dânșii	736
— După ce mobilele și imobilele s'au vândut, cum se procedează pentru regularea socotelilor dintre comoștenitori și pentru formarea loturilor ereditare	737
— Dacă fiecare moștenitor este dator să raporteze la masa succesorală, donațiunile ce a primit și sumele ce le datorește succesiunii	738
— Care este procedura partajului când raportul nu se face în natură	739, 740
— Cum se formează și se compun părțile ce urmează să se atribue comoștenitorilor	741, 742
— Cine formează părțile ce urmează a se atribui copărtașilor și cum se împart între comoștenitori	743
— Dacă mai înainte de a se proceda la tragerea părților la sort, sunt admiși copărtașii să propue reclamațiile lor în contra formării părților	744
— Dacă regulile stabilite pentru împărțirea masei succesorală, trebuie observate și în subdiviziunile ce se vor face între stirpele compărtașii	745
— Cum trebuie să procedeze arbitrul când, asupra operațiunilor trimise înaintea sa, se fac contestațiuni	746
— Cum se face împărțea succesiunii în cazul când toți comoștenitorii nu sunt prezenți, sau dacă între ei sunt interziși sau minori, chiar emancipați	747
— Cum se procedează la împărțea, în caz când sunt mai mulți minori cu interese contrare	747
— Cum se procedează în cazul când în succesiune sunt de împărțit imobile ce trebuie să fie vândute	748
— Ce putere au împărțelile făcute conform prescripțiunilor legii, sau de tutori cu autorizația consiliului de familie, sau de minori emancipați asistați de curatorii lor sau în numele absenților	749
— Cine pă-trează după împărțea, titlurile relative la loturile ereditare cuvenite fiecărui comoștenitor	750
— În ce proporțiune contribuiesc comoștenitorii la plata datoriilor și sarcinilor succesiunii	774, 777
— Dacă legatarul cu titlu universal contribuie și în ce proporțiune la plata datoriilor și sarcinilor succesiunii	775
— Dacă legatarul particular contribuie la plata datoriilor și sarcinilor succesiunii	775, 909
— Când imobilele unei succesiuni sunt ipotecate special pentru plata de ren lite, dacă moștenitorii pot pretinde ca renditele să fie plătite și imobilele liberate înainte de formarea loturilor ereditare și cum se procedează în cazul când moștenitorii împart succesiunea cu imobilele afectate de rendite	776
— Când comoștenitorul sau succesorul cu titlu universal, din cauza ipotecăi, a plătit din datoria comună mai mult decât partea sa, dacă are recurs contra celorlalți comoștenitori sau succesori cu titlu universal și în ce proporție	778

	Articolul
Succesiune. Dacă comoștenitorul care a acceptat succesiunea sub beneficiu de inventar, are dreptul să ceară plata creanțelor sale personale ca ori ce alt creditor al succesiunii	778
— Cum se împarte partea din datoria ipotecară a unuia dintre comoștenitori sau succesori cu titlu universal care este insolubil	779
— Cum și în ce termen se pot executa în contra moștenitorilor, titlurile executorii obținute în contra defunctului	780
— Dacă creditorii succesiunii au dreptul să ceară separația patrimoniului defunctului de acel al moștenitorilor	781
— Când creditorii au acceptat ca debitor pe moștenitor, dacă mai au dreptul să ceară separația de patrimonii	782
— În ce termen se prescrie dreptul creditorilor de a putea cere separația de patrimonii în contra creditorilor succesiunii	783
— Dacă creditorii personali ai moștenitorilor au dreptul să ceară separația de patrimonii în contra creditorilor succesiunii	784
— Dacă creditorii personali ai comoștenitorilor pot să intervie la împărțeala succesiunii, să asiste la facerea ei și să o atace	785
— Dacă fiecare comoștenitor este presupus că a moștenit singur și imediat toate bunurile cari compun partea sa sau cari i-au căzut prin licitație și că nu a fost nici odată proprietar pe celelalte bunuri ale succesiunii	786
— Care este garanția comoștenitorilor unul către altul pentru tulburările și evicțiunile ce proced dintr'o cauză anterioară împărțelei și în ce cazuri încetează această garanție	787
— Cum despăgubesc comoștenitorii pe comoștenitorul lor de paguba suferită din cauza evicțiunii și cum se procedează când unul dintre ei este insolubil	788
— Care este durata garanției comoștenitorilor pentru solvabilitatea debitorului unei rendite și dacă ei sunt obligați la garanție atunci când insolvabilitatea a luat naștere în urma împărțelei	789
— În ce cazuri se poate cere desființarea împărțelei succesiunii și dacă omisiunea unora dintre obiectele succesiunii poate da loc la desființarea împărțelei	790
— Ce acte sunt supuse acțiunii de resciziune și în ce cazuri împărțeala nu mai poate fi atacată prin acțiune de resciziune	791
— Dacă acela în contra căruia s'a făcut acțiune de resciziune poate opri și în ce mod anume desființarea împărțelei	792
— În ce cazuri comoștenitorul care a înstrăinat porțiunea sa ereditară în tot sau în parte, nu poate intenta acțiune de resciziune	793
— Dacă tatăl, mama și ceilalți ascendenți, pot face împărțeala bunurilor lor între fii și ceilalți descendenți	794
— Cum se poate face împărțeala de ascendent și ce bunuri pot face obiectul unei împărțelei de ascendent	795
— Cum se procedează atunci când, prin împărțeală de ascendent, nu s'au cuprins toate bunurile pe care ascendentul le-a lăsat la moartea sa	796
— Dacă este valabilă împărțeala de ascendent, în care nu s'au cuprins toți copiii în viață la deschiderea succesiunii și descendenții fiilor premuriți și cine are dreptul a discuta această valabilitate	797
— Dacă se poate ataca împărțeala de ascendent, atunci când prin dispozițiile sale, se vatămă rezerva legală a unuia dintre moștenitori	798
— Cine plătește cheltuelile estimațiunii atunci când copilul atacă împărțeala făcută de ascendent pentru motivul că ar ataca rezerva	799
— Dacă este admisibilă și în ce condițiuni, acțiunea pauliană, în materie de partaj, succesiune sau contracte de căsătorie și drepturi respective ale soților	975

	<u>Articolul</u>
Succesiune. Ce valabilitate are între părți, față de succesorii lor și față de terțele persoane, actul secret care modifică un act public	1175
— Dacă se desființează contractul de locațiune prin moartea meseriașului, arhitectului sau întreprinzătorului și ce drepturi au moștenitorii lor pentru lucrările făcute de autorii lor	1486
— Dacă amanetul este indivizibil, deși datoria ar fi divizibilă între succesorii debitorului sau ai creditorului	1695
— În ce cazuri succesorii debitorului pot cere restituirea amanetului și succesorii creditorului sunt obligați a restitui amanetul	1695
— Dacă antichreza este indivizibilă deși datoria ar fi divizibilă între succesorii debitorului sau ai creditorului	1702
— În ce cazuri succesorii debitorului pot cere restituirea imobilului dat în antichreză și succesorii creditorului sunt obligați a restitui acest imobil	1702
— Dacă prescripțiunea curge în contra moștenitorului beneficiar în respectul creanțelor sale asupra succesiunii	1882
— Dacă prescripțiunea curge în contra succesiunii	1882
— Dacă prescripțiunea curge în folosul sau contra unei succesiuni vacante	1883, 1884
— Dacă fiica dotată înaintea promulgării codului civil, are dreptul la moștenirea deschisă după promulgarea acestui cod	1914
— A se vedea cuvintele: „Abitațiune“, „Absentă“, „Acceptare“, „Adopțiune“, „An de doliu“, „Moarte“, „Moștenire“, „Raport“, „Renunțare“, „Testament“, „Tutelă“.	
Succesori. A se vedea cuvântul: „Succesiune“.	
Superiorii spitalelor. Cine declară decesul persoanelor decedate în spitale militare sau civile și în ori care stabilimente publice sau particulare	66
Supletoriu. A se vedea cuvântul: „Jurământ“.	
Supliment. A se vedea cuvintele: „Împărțeață“, „Succesiune“.	
Suprafață. A se vedea cuvintele: „Proprietate“, „Vânzare“.	
Suprimare. Dacă chestiunea suprimării stării civile, înainte de a veni înaintea unei instanțe penale, trebuie să fie rezolvată în mod definitiv de o instanță civilă	300
Supușenie. Dacă supușenia unui român, unei protecții străine, face a se pierde calitatea de român	17
Surdo-mut. Dacă surdo-mutul poate accepta o donațiune ce i s'a făcut	316
— Dacă surdo-mutul poate face testament	366
Suspendare. A se vedea cuvintele: „Act autentic“, „Divorț“, „Prescripție“, „Vânzare“.	
Suspensivă condiție. A se vedea cuvintele: „Condițiune“, „Obligație“.	
Sustracțiuni. A se vedea cuvântul: „Succesiune“.	

S

Șanțuri. Dacă șanțurile între două proprietăți se socotesc comune	602-604
— Cu a cui cheltuială se întrețin șanțurile comune	605
— A se vedea cuvintele: „Proprietate“, „Servitute“.	
Școlare comitete. A se vedea cuvintele: „Legea pentru organizarea comitetelor școlare“.	
Ședință publică. A se vedea cuvintele: „Divorț“, „Interdicțiune“.	
Ședință secretă. A se vedea cuvântul: „Divorț“.	
Șnuruire. Cine face șnuruirea, numerotarea și parafarea, registrelor de stare civilă.	28

T

Tacit. Dacă ascendenții mai pot cere anularea căsătoriei descendentului lor, atunci când au confirmat-o în mod tacit	165
---	-----

Tacit. A se vedea cuvintele: „Acceptare“, „Arendare“, „Confirmare“, „Executare voluntară“, „Locațiune“, „Ratificare“, „Renunțare“, „Succesiune“.	
Tagadă de paternitate. Cine este tatăl copilului conceput în timpul căsătoriei și în ce cazuri bărbatul va putea tăgădui paternitatea copilului . . .	286
— Dacă tatăl va putea tăgădui paternitatea sub cuvânt de neputință trupească sau pentru cauză de adulter	287
— În ce cazuri bărbatul nu va putea tăgădui paternitatea copilului născut înainte de 180 zile de la data căsătoriei	288
— În ce termen trebuie să introducă tatăl, acțiune în tagadă de paternitate	290
— Dacă bărbatul a murit înainte de a tăgădui paternitatea, în ce cazuri și în ce termen, vor putea moștenitorii contesta legitimitatea copilului	291
— A se vedea cuvintele: „Copii“, „Filiațiune“, „Legitimare“, „Paternitate“, „Tatăl“.	
Taină. Ce persoane pot cere anularea căsătoriei săvârșită în taină și înaintea unui ofițer de stare civilă necompetent	173
— A se vedea cuvintele: „Publicitate“, „Tănuire“.	
Tănuire. Dacă bărbatul va putea tăgădui paternitatea copilului, sub cuvânt de neputință trupească, sau pentru cauză de adulter	287
— În ce termen trebuie să introducă tatăl, acțiune în tagadă de paternitate	290
— A se vedea cuvintele: „Paternitate“, „Succesiune“, „Taină“, „Vânzare“.	
Tarif consular. A se vedea trimeteretele dela art. 34 din codul civil	34
Tatăl. Cine trebuie să facă declarația de nașterea unui copil	42
— Dacă actul de naștere trebuie să arate numele, profesiunea și domiciliul tatălui	43
— În prezența cărei persoane, se redactează actul de naștere al unui copil, născut pe un vas român	45
— Ce mențiuni trebuie să cuprindă publicațiile de căsătorie și procesele-verbale încheiate cu această ocaziune	49
— Dacă este necesar consimțământul tatălui la căsătoria copiilor	59, 62
— Dacă tatăl absent a lăsat declarația de naștere asupra acestor copii	124-126
— Când este necesar consimțământul tatălui la căsătoria copilului seu și ce se întâmplă dacă este desbinare între el și mamă	131
— Cu cine nu se poate căsători tatăl adoptiv	146
— Cine are dreptul de opoziție la căsătorie	154
— În lipsă de consimțământ al tatălui la căsătoria copilului seu, dacă el poate să ceară anularea acestei căsătorii	164
— Ce persoane pot cere anularea căsătoriei săvârșită în taină și înaintea unui ofițer de stare civilă necompetent	173
— Dacă copilul poate cere de la părinții sei, vreo parte din averea lor spre a se putea căsători sau a-și crea vre-un stabiliment	186
— Ce îndatorire de alimentație au copiii față de părinți și ascendenți	187
— Cum se procedează când părinții nu-și mai pot executa obligația de a plăti copiilor lor, în bani, pensiunea de întreținere	193
— Cui se încredințează copiii în timpul procesului de divorț	249
— Cine își dă autorizația la divorțul prin consimțământ mutual	257, 264
— Când, după pronunțarea divorțului, se vor încredința copiii unuia dintre soți sau unei a treia persoană, ce drepturi și ce îndatoriri au tatăl și mama în privința acestor copii	283
— Cari sunt efectele divorțului în privința drepturilor copiilor asupra averii soților, în caz de divorț prin consimțământ mutual și asupra averii soțului vinovat, în caz de divorț pentru cauză determinată și cari sunt formalitățile de îndeplinit, pentru realizarea acestor drepturi	285

	Articolul
Tatăl. Cine este tatăl copilului conceput în timpul căsătoriei și în ce cazuri bărbatul va putea tăgădui paternitatea	286
— Dacă bărbatul va putea tăgădui paternitatea sub cuvânt de neputință trupească și în ce cazuri o va putea tăgădui pentru cauză de adulter	287
— În ce cazuri bărbatul nu va putea tăgădui paternitatea copilului născut, înainte de 180 zile de la data căsătoriei	288
— În ce termin trebuie să introducă tatăl, acțiune în tăgadă de paternitate	290
— Cum se legitimează copiii născuți sau concepuți în afară de căsătorie	304
— Dacă cercetarea paternității este permisă și în ce cazuri se poate face	307
— Dacă adoptatul este minor, cine își dă consimțământul la adopțiunea sa	311
— Dacă la orice vârstă, copilul este dator să onoreze și să respecte pe tatăl și pe mama sa	325
— Până la ce vârstă rămâne copilul sub autoritatea părintească	326
— Cine exercită autoritatea părintească în timpul căsătoriei	327
— Dacă poate copilul să părăsească casa părintească fără voia tatălui său	328
— Ce mijloace de îndreptare poate să întrebuițeze tatăl, care va avea motive de nemulțumire foarte grave asupra purtării copilului său 329-334,	336
— Cine conservă dreptul de folosință asupra averii copiilor, în timpul și după desfacerea căsătoriei și până la ce dată	338
— Ce sarcine le impune părinților, dreptul lor de folosință asupra averii copiilor lor minori	339
— Dacă există dreptul de folosință asupra averii copiilor săi, pentru părintele în contra căruia s'a pronunțat despărțenia	340
— Asupra cărei averi a copiilor minori, părinții nu au dreptul de folosință	341
— A se vedea cuvintele: „Absentă“, „Act de naștere“, „Adopțiune“, „Ascendenți“, „Bărbat“, „Căsătorie“, „Copii“, „Donațiune“, „Dată“, „Emancipație“, „Femea“, „Impărțeală“, „Paternitate“, „Responsabilitate“, „Tutelă“.	
Taxe. Dacă se plătesc taxe pentru liberarea autorizației de înmormântare	63
— A se vedea cuvintele: „Tarif consular“.	
Teoria eredelui aparent. Dacă este admisibilă în dreptul nostru teoria eredelui aparent	117
Teoria impreviziunii. Dacă este admisibilă în dreptul nostru teoria impreviziunii	977
Teoria proprietarului aparent. A se vedea cuvintele: „Teoria eredelui aparent“.	
Termin. În ce termin se face declarația de nașterea unui copil	41, 77
— În ce termin se celebrează o căsătorie	50, 79
— În ce termin se liberează autorizația de înmormântare	63, 71, 81
— În ce termin se poate cere declararea absenței unei persoane	101
— În ce termin se pronunță hotărîrea de declarare a absenței unei persoane	105
— În ce termin pot cere dela tribunal, moștenitorii absentului, punerea lor în posesie provizorie asupra averii absentului	107
— În ce termin, moștenitorii absentului, poate cere împărțirea averii sale	114
— În ce termin copiii și descendenții absentului, pot cere restituirea averii absentului	118
— În caz de opoziție la căsătorie pentru motive de smintire, în ce termin trebuie să se pronunțe hotărîrea de interdicție	155
— În ce termin, judecă tribunalul cererea de anulare a unei opoziții la căsătorie	158
— În ce termin se fac citațiile și se pronunță decizia Curții de apel, în materie de opoziție la căsătorie	159
— În ce termin se pronunță decizia Curții de Casație, în materie de opoziție la căsătorie	160
— În ce termin și de către cine se poate cere anularea căsătoriei contractată fără consimțământ	163-165

	Articolul
Termin. In ce cazuri nu se mai poate cere anularea unei căsătorii, contractată de către soți cari nu aveau vârsta legiuită	167
— Dacă nu s'au făcut cele două publicații ce preced căsătoria s'au dacă nu s'a observat intervalul de timp cerut de lege, ce sacțiune și contra cui poate cere procurorul a se aplica	174
— După cât timp va putea trece în altă căsătorie, de la desfacerea sau anularea căsătoriei precedente, văduva sau femeia a cărei căsătorie a fost declarată nulă	210, 278
— După cât timp, tribunalul, discută acordarea sau permisiunea scoaterii citațiilor în acțiunea de divorț	222
— Când se comunică ordonanța de sorocire în materie de divorț	239
— Despre anul de încercare în materie de divorț	241, 242
— Cari sunt termenele de apel și de recurs în materie de divorț	245
— In ce termin trebuie să prezinte soțul câștigător hotărîrea de divorț, la ofițerul stării civile și unde se înscrie această hotărîre	246, 247
— Care este efectul netranscrierii hotărîrei de divorț, la ofițerul de stare civilă, în termenul prevăzut de lege	248
— După ce termin de la săvârșirea căsătoriei se poate cere divorțul prin consimțământ mutual	255, 256
— La caz de divorț prin consimțământ mutual, de câte ori și la ce intervale se repetă declarațiile de despărțenie și cine își dă consimțământul la aceste declarații	264
— In ce caz de divorț prin consimțământ mutual, în ce termin de la expirarea unui an de la prima declarație, se cere despărțenia, unde se adresează, de cine sunt însoțiți soții și ce acte depun ei	265
— In ce termin se declară apel contra hotărîrei ce va fi refuzat divorțul prin consimțământ mutual	270
— In ce termin și în ce loc, pune concluzii Ministerul Public, în caz de apel asupra hotărîrei de divorț prin consimțământ mutual	272
— In caz de apel asupra sentinței de divorț prin consimțământ mutual, cine comunică Procurorului Curții de apel concluziile sale, cine face referat și în ce termin se pronunță decizia Curții de apel	273
— Asupra deciziei Curții de apel de respingerea cererii de divorț prin consimțământ mutual, în ce termin se declară recurs și cum se face acest recurs	274
— Hotărîrea definitivă de admiterea cererii de divorț prin consimțământ mutual, unde, în ce termin și sub ce sancțiuni trebuie înscrisă	276
— Cari sunt efectele divorțului în privința drepturilor copiilor asupra averii soților, în caz de divorț prin consimțământ mutual, și asupra averii soțului vinovat, în caz de divorț pentru cauză determinată și cari sunt formalitățile de îndeplinit pentru realizarea acestor drepturi	285
— In ce termin pot creditorii soțului condamnat în procesul de divorț, să atace mutațiunile de proprietate făcute în favoarea copiilor	285
— In ce termin trebuie să introducă bărbatul, acțiunea în tagadă de paternitate	290
— Dacă bărbatul a murit, înainte de a tăgădui paternitatea, în ce cazuri și în ce termin vor putea moștenitorii să conteste legitimitatea copilului	291
— Dacă se poate prescrie acțiunea pentru reclamarea stării civile, în privința copilului	301
— In ce cazuri și în ce termin, vor putea moștenitorii, să intente acțiune pentru reclamarea stării civile	302, 303
— Când adoptatul este minor în momentul adopțiunei, dacă are el dreptul să ceară desființarea adopțiunei și în ce termin	311

	Articolul
Termin. In ce termin este obligat grefierul tribunalului să trimeată ofițerului de stare civilă, extractul de pe procesul verbal de adopțiune	323
— Pe ce termin poate fi arestat copilul minor, după cererea părinților sei, cari au motive de nemulțumire foarte grave asupra purtării sale	330, 331, 333
— Cine conservă dreptul de folosință asupra averii copiilor, in timpul și după desfacerea căsătoriei, și până la ce dată	338
— In ce termin trebuie să ceară desărcinarea de tutelă, acei cari au fost numiți tutori și in urmă au intrat într'o funcțiune incompatibilă cu însărcinarea de tutore	372, 379
— In ce termin poate declara apel la tribunal, tutorul care a fost destituit de către consiliul de familie	389
— In ce termin trebuie tutore să ceară vânzarea averii mobiliare a minorului	396
— In ce termin trebuie tutore să dea cu dobândă capitalurile minorului	399, 400
— In ce termin trebuie tutore să dea socoteală de administrarea averii minorului	416, 417
— In ce termin de la ajungerea minorului la inajorat, poate contracta cu fostul seu tutore	419
— De la care termin curg dobânzile la sumele ce tutore a rămas dator minorului, la eșirea sa din tutelă	420
— Pe ce termin poate minorul emancipat să închirieze sau să arendeze bunurile sale imobiliare	427
— Din ce zi produce efect, revocarea emancipării	432
— In ce termin trebuie afișată și publicată sentința de interdicție	447
— Din ce zi produce efect, hotărârea de interdicție	448
— Când poate cere tutore unui interzis, înlocuirea sa	453
— In ce termin trebuie proprietarul să ceară înapoi bucata de pământ pe care o apă curgătoare a rupt-o din proprietatea sa, alipind-o la proprietatea altuia	498
— Dacă uzufructul se poate stabili pe un termin fix	519, 557
— Cum se dobândesc fructele civile	525
— Pe ce termin poate, uzufructuarul, să închirieze sau să arendeze altuia bunurile asupra cărora are dreptul de uzufruct	534
— Pe ce termin se poate constitui dreptul de uzufruct	559, 560, 564
— Care este terminul de prescripție prin care proprietarul fondului inferior, dobândește dreptul de a se folosi de apele venite din isvorul aflat pe fondul superior	579, 580
— In ce termin se pot dobândi prin prescripție, servituțiile continue și aparente	623
— In ce termin se sting servituțiile	639-641
— Când se poate cere restituirea cautiunii depusă de către un soț pentru primirea succesiunii soțului seu	682
— De la ce dată începe dreptul la uzufructul porțiunii civile, pentru văduva săracă	684
— In ce termin se prescrie facultatea de a accepta sau a renunța la o succesiune	700
— Care este terminul in care moștenitorul este obligat a face inventarul succesiunii	706
— Dacă moștenitorul mai poate obține de la justiție un nou termin pentru facerea inventarului, după expirarea terminului acordat de lege pentru facerea lui	709, 711
— In ce termin se prescrie dreptul creditorilor succesiunii in contra moștenitorului beneficiar, pentru lămurirea socotelilor și plata relicuatelor	722

Termin. Când se declară o succesiune vacantă	724
— Pe cât timp se poate face învoire de suspendarea împărțelei unei succesiuni	728
— Până când moștenitorii au dreptul să facă reclamarile lor în contra formării loturilor, cu ocazia împărțelei unei succesiuni	744
— În ce termin creditorii unei succesiuni pot executa titlurile obținute în contra defunctului	780
— În ce termin creditorii unei succesiuni pot cere separația patrimoniului defunctului de acela al moștenitorilor	788
— Până la ce dată, comoștenitorii datoresc garanție comoștenitorului lor pentru solvabilitatea debitorului unei rendite	789
— În ce termin trebuiește făcută acceptarea unei donațiuni	814
— În ce termin trebuiește făcută cererea de revocarea unei donațiuni, pentru cauză de ingraturdine	833
— De când datorește donatarul restituirea fructelor, în caz de revocarea donațiunei pentru naștere de copil	838
— În ce termin se prescrie acțiunea de revocarea donațiunei pentru naștere de copil	840
— De când datorește donatarul restituirea fructelor porțiunei ce trece peste cotitatea disponibilă	854
— În ce termin de la reîntorcerea, în țară sau încetarea ostilităților trebuieșc refăcute testamentele, făcute de militari, în timp de rășboi, rășcoală sau asediu	871
— În ce termin trebuieșc refăcute testamentele, făcute în locuri scoase din comunicație din cauza ciumei sau alte boli contagioase	873
— În ce termin trebuieșc refăcute testamentele, făcute pe un vas ce călătorește pe mare	882
— De la ce dată are dreptul legatarul universal să pretindă fructele bunurilor ce i s'au lăsat prin testament	890
— De la ce dată, legatarul unei fracțiuni de moștenire, are dreptul a pretinde fructele porțiunei sale	898
— De la ce dată, legatarul singular, are dreptul a pretinde fructele legatului seu	899, 900
— Pe ce termin poate să acorde testatorul, executorilor sei testamentari, posesiunea averei sale mobiliare	911
— În ce termin sunt obligați executori testamentari, să dea socoteală de gestiunea lor	916
— În ce termin trebuiește introdusă acțiunea pentru revocarea dispozițiilor testamentare, făcute în favoarea aceluia care a adus o injurie gravă memoriei testatorului	931
— De la ce dată este obligat a plăti interesele sau fructele lucrului primit fără a-i fi datorit, când acel ce a primit plata a fost de rea credință	994
— Dacă se consideră condițiunea ca neîndeplinită când terminul a expirat, fără ca evenimentul să se întâmple, atunci când, obligațiunea este contractată sub condițiunea că un eveniment oarecare se va întâmpla într'un termin fixat	1012, 1013
— Dacă în contractele sinalagmatiche, când se cere desființarea lor pentru cauză de neexecutare, partea în culpă poate cere și obține de la justiție un termin pentru îndeplinirea obligațiilor sale	1021
— Care este deosebirea între termin și condițiune, în materie de obligație	1022
— Dacă aceea ce se datorește cu termin, se poate cere înainte de sosirea lui	1023
— Dacă se poate repeti, aceea ce s'a plătit înainte de sosirea terminului	1023
— În a cui favoare este presupus stipulat terminul	1024
— În ce cazuri debitorul nu mai poate beneficia de termin	1025

	<u>Articolul</u>
Termîn. La obligațiile cari au de obiect o sumă oarecare, de când se datoresc dobânzi	1088, 1090
— Dacă judecătorii sunt în drept să acorde termine de grație debitorului care este urmărit de către creditorii sei	1101
— Ce condițiuni se cer în privința termenului, pentru valabilitatea ofertei reale făcute de debitor, creditorului seu	1115
— Dacă termenul de grație împiedică operarea compensației	1146
— Dela ce dată își produce efect contractul de căsătorie	1232
— În ce termen se poate cere anularea înstrăinării imobilului dotal, de către femeie sau moștenitorii sei	1255
— În ce termen trebuiește executată hotărîrea de separație de patrimoniu dintre bărbat și femeie și care este sancțiunea în caz de neurmare	1262
— Din ce moment își produce efectele sale sentința de separație de patrimoniu dintre bărbat și femeie	1263
— Pe ce termen are dreptul bărbatul să arendeze sau să închirieze imobilele dotale	1268
— În ce termen are dreptul bărbatul să reînnoiască contractele de arendare sau închirierea imobilelor dotale	1269
— Din ce moment se consideră vânzarea perfectă între vânzător și cumpărător	1295, 1299-1302
— Care sunt drepturile cumpărătorului, în cazul când vânzătorul nu face predarea lucrului vândut în termenul desfipt de către părți	1320-1323
— În ce termen se prescrie acțiunea vânzătorului pentru complinirea prețului și a cumpărătorului pentru scăderea prețului pentru desființarea convenției	1334
— În ce termen trebuiește introdusă acțiunea pentru viciile redhibitorii ale lucrului vândut	1359
— Când trebuiește cumpărătorul să facă plata prețului lucrului cumpărat, atunci când în contractul de vindere-cumpărare nu s'a prevăzut termenul când urmează să se facă plata	1362
— Din ce moment este obligat a plăti cumpărătorul, dobânzi la prețul vânzării	1363
— Dacă judecătorii pot acorda cumpărătorului termen pentru a face plata prețului lucrului vândut	1366
— Dacă mai poate cumpărătorul să plătească prețul vânzării după expirarea termenului atunci când la o vânzare de imobile s'a stipulat că, în lipsă de plata prețului la termenul desfipt, vânzarea va fi de drept desființată	1368
— Care este efectul nerădicării la termenul desfipt a danariatelor vândute	1370
— Dacă la vânzarea cu pact de răscumpărare se poate fixa un termen mai lung de cinci ani	1373
— Dacă la vânzarea cu pact de răscumpărare, termenul desfipt de părți, se mai poate prelungi de către părți sau de judecător	1374
— Când vânzătorul în termenul desfipt, nu începe a exercita dreptul seu de răscumpărare, dacă îl mai poate exercita după acest termen	1375
— Dacă termenul fixat pentru a exercita dreptul de răscumpărare, curge contra minorilor	1377
— Pe ce termen se pot arenda imobilele minorilor	1419
— Care este îndatorirea principală a chiriașului	1429
— În ce termen este obligat locatarul să înștiințeze pe locator despre uzurpațiile aduse lucrului închiriat	1433
— Când încetează contractul de locațiune	1436
— Dacă se poate considera locațiunea reînviată, atunci când după expirarea termenului locațiunei, locatarul rămâne și e lăsat în posesiunea imobilului	1437, 1452, 1464

	Articolul
Termin. In ce termin este obligat, cumpărătorul unui imobil arendat sau inchirial, să notifice arendaşului sau chiriaşului, congediul	1443
— Cum se determină terminul pentru care a fost făcută inchirierea mobilelor destinate pentru mobilarea unei case întregi, unui apartament sau a unei magazii, atunci când între părţi nu s'a fixat un termin 1450,	1451
— Dacă arendarea s'a făcut fără termin, cât timp durează contractul de arendare	1462, 1463
— Care este terminul de responsabilitate al întreprinzătorilor şi arhitecţilor pentru clădirile şi lucrările făcute de dânsii	1483
— Dacă contractul de societate s'a făcut fără termin, cât timp durează contractul	1502
— Din ce moment datoreşte dobânzi asociatul, care a promis o sumă de bani ca miză socială şi nu a depus-o în termin	1504
— Din ce moment datoreşte dobânzi, asociatul, care a luat din casa societăţii o sumă de bani pentru folosul seu particular	1504
— In ce termin se prescrie, acţiunea asociatului, contra determinării părţii sale la câştig şi la pierdere, formată de către unul dintre asociaţi sau de către un terţ însărcinat cu o asemenea determinare	1512
— Când încetează societatea	1523
— Cum se dovedeşte prorogarea unei societăţi, contractată pe un timp determinat	1524
— Când durata unei societăţi este nemărginită, dacă unul dintre asociaţi poate cere desfacerea ei	1527
— Când este fixată durata societăţii, dacă se poate cere desfacerea de către unul dintre asociaţi înainte de expirarea terminului	1529
— Din ce moment este obligat mandantul să plătească procente la sumele avansate de către mandatarul seu	1550
— Din ce moment se consideră revocat mandatul dat primului mandatar, când el a fost înlocuit prin alt mandatar	1555
— Care este răspunderea comodatarului, atunci când el se serveşte de lucrul împrumutat pentru un timp mai îndelungat de cât se cuvine, şi lucrul pierde chiar prin caz fortuit	1565
— Dacă poate cere comodantul, restituirea lucrului împrumutat, înainte de expirarea terminului convenit	1572, 1573
— Când în timpul duratei împrumutului, comodatarul a fost nevoit să facă cheltueli extraordinare, necesare şi urgente pentru păstrarea lucrului, dacă este obligat comodantul a i le înapoia	1574
— Dacă împrumutătorul poate cere lucrul împrumutat înainte de expirarea terminului	1581
— Dacă judecătorul poate da un termin împrumutatului, pentru restituirea lucrului împrumutat, atunci când în contract nu este fixat un termin de restituire	1582
— Dacă judecătorul poate hotări un termin de plată, atunci când s'a fixat în convenţie că împrumutatul va plăti când va putea sau când va avea mijloace	1583
— Când împrumutatul nu întoarce la terminul stipulat lucrurile împrumutate sau valoarea lor, dacă este obligat a plăti dobânzi şi din ce moment	1586
— Din ce moment este obligat depozitarul să plătească dobânzi pentru banii ce i s'au dat în depozit	1608
— Dacă se poate cere restituirea depozitului înainte de expirarea terminului fixat în convenţie	1616
— Dacă beneficiarul renditei pe viaţă are dreptul să ceară reînlocuirea capitalului sau reîntrarea în posesia fondului înstrăinat, când nu i se plăteşte la timp rendita	1647

	<u>Articolul</u>
Termin. Cum se face plata terminilor renditei pe viață	1649
— Dacă proprietarul unei rendite pe viață, poate să ceară renditele expirate, înainte de a justifica existența sa sau a persoanei în favoarea căreia s'a înființat	1651
— În ce moment garantul poate să opună creditorului, beneficiul discuțiunii averei debitorului principal	1663
— Din ce moment, garantul are dreptul să ceară de la debitorul principal, dobânzile sumelor plătite creditorului seu	1669
— Dacă prelungirea terminului acordat de creditor în favoarea datornicului principal, liberează pe fidejutor de garanția sa	1684
— Dacă creditorul antichrezist poate deveni proprietar al imobilului dat în antichreză, prin simpla neplată la termen a datoriei	1701
— În ce termen este obligat proprietarul, să urmărească lucrurile transportate de către chiriașul sau arendașul seu, din casa sau de pe moșia dată în locație	1730
— În ce termen este obligat, vânzătorul lucrurilor mobile, a face cunoscut proprietarului că lucrurile mobile aduse de chiriaș nu sunt plătite încă, pentru a-și putea conserva privilegiul asupra lor	1730-1733
— Din ce moment își produc efectele între creditori, privilegiile	1738
— În ce termen este obligat comostenitorul sau copartașul la o împărțală, să-și înscrie privilegiul seu	1741
— În ce termen sunt obligați, creditorii și legatarii, cari cer separația patrimoniului defunctului, să înscrie privilegiul lor	1743
— Cum se determină rangul unei ipotecii	1775, 1779
— În ce termen, de la deschiderea succesiunii, se pot înscrie privilegiile și ipotecile cari nu s'ar fi înscris înainte morții debitorului	1780
— Când se reînnoesc inscripțiile ipotecare	1786
— Prin ce trecere de timp se prescriu privilegiile și ipotecile	1800
— În ce termen se pot purga proprietățile de privilegiu și ipotecă	1804, 1806, 1807
— Până când se poate invoca prescripțiunea	1842
— Când se poate zice că prescripția a fost întreruptă în mod natural	1864
— Din ce moment începe a curge prescripția unei creanțe cu termen	1885
— Cum se calculează termenul prescripției	1887
— Când se socotește prescripția câștigată	1889
— Ce acțiuni se prescriu prin termen de 30 ani	1890
— În ce termen se prescriu instanțele începute și delăsate	1891
— Prin ce termen se prescriu renditele sau creanțele ale căror capete nu sunt exigibile nici odată și cari produc interese periodice, sau în perpetuum, sau pe viață	1892
— În ce termen poate fi constrâns debitorul, să procure creditorului seu, un nou titlu de rentă sau de creanță	1893
— Prin ce termen se prescrie proprietatea bunurilor imobiliare	1895-1897
— Prin ce termen se prescrie, acțiunea pentru nulitatea sau pentru stricarea unei convențiuni	1900
— În ce termen se prescrie acțiunea minorului relativ la faptele tutelei, în contra tutorului seu	1901
— Prin ce termen se prescrie acțiunea în contra arhitecților și întreprinzătorilor	1902
— Ce acțiuni se prescriu prin trecere de șase luni	1903
— Ce acțiuni se prescriu prin trecere de un an	1904
— Ce acțiuni se prescriu prin trecere de cinci ani	1907
— În ce termen se prescrie proprietatea lucrurilor mișcătoare	1909
— În ce termen trebuie reclamate lucrurile mișcătoare furate sau pierdute	1909
— A se vedea cuvintele: „Dotă“, „Sorocire“.	

	<u>Articolul</u>
Termin de grație. In ce cazuri judecătorul este autorizat a acorda termin de grație, debitorului	1021, 1101, 1143, 1366, 1367
— A se vedea cuvântul: „Termin“.	
Terțe persoane. Dacă hotărîrea pronunțată asupra rectificării unui act de stare civilă, este opozibilă terțelor persoane	85
— Când absentul revine, după ce moștenitorii sei prezumptivi au fost puși în posesiune definitivă asupra bunurilor sale, dacă mai are el dreptul a reclama averea ce a fost înstrăinată către terțe persoane	117
— In ce cazuri pot cere acei ce au interes, anularea unei căsătorii	166
— Ce obligație are uzufructuarul în cazul când în cursul uzufructului, o terță persoană aduce uzurpațiune fondului	554
— Dacă este valabilă dispozițiunea prin care donatarul, eredele instituit sau legatarul, este însărcinat a conserva un bun și a-l remite la o a treia persoană	803
— Dacă este permisă dispozițiunea prin care o a treia persoană ar fi chemată a lua darul, ereditatea sau legatul în cazul când donatarul, eredele numit sau legatarul, nu ar primi sau nu ar putea primi	804
— Dacă este valabilă dispozițiunea testamentară sau între vii, prin care uzufructul se dă unei persoane și nuda proprietate unei alteia	805
— Dacă violența în contra celui ce s'a obligat este o cauză de nulitate, în cazul când este exercitată de o altă persoană afară de cea care a contractat	955
— Dacă violența este o cauză de nulitate a convenției, atunci când s'a exercitat asupra soțului sau soției, asupra ascendenților și descendenților persoanei obligate	957
— A se vedea cuvintele: „Accesiune“, „Act autentic“, „Act secret“, „Amanet“, „Cesiune“, „Compensație“, „Convențiune“, „Convenție matrimonială“, „Cuasi-delict“, „Dată“, „Delict“, „Depozit“, „Dotă“, „Expropriere silită“, „Fidejusiune“, „Gestiune de afaceri“, „Licitație“, „Locațiune“, „Mandat“, „Novațiune“, „Obligație“, „Plată“, „Posesiune“, „Prescripție“, „Privilegiu“, „Proprietate“, „Rendită“, „Sechestru“, „Societate“, „Subrogație“, „Testament“, „Tranzacție“, „Vânzare“.	
Testament. După ce moștenitorii prezumptivi au fost trimiși în posesie provizorie asupra averii absentului, ce se face cu testamentul lăsat de absent	109
— Dacă femeia măritată poate să facă testament, fără autorizația soțului seu	208
— Dacă adoptatul moare fără descendenți, cine are drept la succesiunea sa	316
— Asupra cărei averi a copiilor, părinții nu au dreptul de folosință	341
— Ce ascendenți și în ce condițiuni, au dreptul a alege prin testament sau prin act autentic, un tutor copiilor lor, sau să numească un consiliu îngrijitor	345, 349-351
— In ce mod poate face un ascendent partajul între descendenți sei	795
— In ce mod și sub ce formă cineva poate dispune în chip gratuit de bunurile sale	800
— Ce este un testament	802
— Ce este o substituțiune sau un fidei-comis și dacă ele sunt permise	803
— Dacă este permisă dispozițiunea testamentară, prin care o a treia persoană ar fi chemată a lua darul, moștenirea sau legatul, în cazul când donatarul, moștenitorul numit sau legatarul, nu ar primi sau nu ar putea primi	804
— Dacă este permisă dispozițiunea testamentară, prin care uzufructul se dă la o persoană iar nuda proprietate altei persoane	805
— Dacă minorul mai mic de șase spre zece ani, poate face testament	806

	Articolul
Testament. Dacă minorul de șase spre zece ani poată să facă testament și în ce condițiuni	807
— Dacă acela care este conceput la epoca morții testatorului, este capabil a primi prin testament	808
— Dacă minorul de șase spre zece ani, poate dispune prin testament în favoarea tutorului său	809
— Dacă minorul ajuns la majoritate, poate dispune prin testament în favoarea fostului său tutor	809
— Dacă doctorii în medicină sau în chirurgie, ofițeri de sănătate, preoții și farmaciștii, cari au tratat pe o persoană în boala de care au murit, pot să se bucure de dispozițiile testamentare, făcute în favoarea lor în cursul acestei boale	810
— În ce condițiuni devin valabile, dispozițiile testamentare, făcute în favoarea ospiciilor, săracilor dintr'o comună sau stabilimentelor de utilitatea publică	811
— Dacă sunt valabile dispozițiile testamentare, făcute în favoarea unui incapabil	812
— Ce persoane sunt considerate de lege ca interpușe ale incapabilului de a primi prin testament	812
— Dacă testatorul poate dispune de bunurile sale, în cazul când are copii legitimi	841, 842
— Dacă testatorul poate dispune de bunurile sale, în cazul când are tată și mamă sau numai unul dintre dâșii	843
— Dacă sunt supuse reducțiunei, liberalitățile făcute prin testament cari întrec cotitatea disponibilă	847
— Cum se calculează cotitatea disponibilă	849
— În ce mod se face reducțiunea liberalităților	850, 854, 855
— Cum se face reducerea legatelor universale și legatelor singulare	852
— Când testatorul a dispus ca un legat să fie plătit cu preferința celorlalte, dacă acest legat se poate reduce ca și celelalte	853
— Ce persoane își pot face testament	856
— Ce formă poate să aibă un testament	858
— Ce condițiuni de valabilitate se cer pentru un testament olograf	859
— Ce condițiuni se cer pentru ca un testament autentic să fie valabil 860-863, 1171	860-863, 1171
— Cum se procedează când testatorul voește să facă un testament și nu se poate prezenta la tribunal din cauză de boală	861, 864, 867
— Ce condițiuni se cer pentru ca un testament mistic să fie valabil	864
— Dacă acei cari nu știu sau cari nu pot ceti și scrie, pot face testament mistic	865
— Cum se procedează când testatorul nu poate vorbi dar știe să scrie, și voește să facă un testament mistic	866
— Dacă două sau mai multe persoane, pot testa prin unul și acelaș testament, una în favoarea celeilalte sau în favoarea unei a treia persoane	867
— Cum pot face testament, militarii și indivizii întrebuițați pe lângă armată, cari se află în expediție militară sau în cartir sau în garnizoană, afară din teritoriul român, sau prizonieri la inamici sau acei cari se găsesc într'o cetate asediată sau în alte locuri ale căror părți să fie închise și comunicațiile intrerupte din cauza rășboiului	868-871
— Cum se poate face un testament într'un loc care este scos din comunicație din cauza ciumei sau altei boli contagioase	872, 873
— Cum se face testamentul pe corăbii sau alte bastimente, cari călătoresc pe mare	874-884
— În ce formă poate să facă un român testament, când se află în țară străină	885

	Articolul
Testament. Dacă formalitățile la cari sunt supuse deosebitele testamente menționate în capitolul V, secțiunile 1 și 2 din codul civil, trebuie observate sub pedeapsă de nulitate	886
— Cum poate dispune testatorul de bunurile sale	887
— Care este procedura de deschiderea unui testament olograf sau mistic, înaintea tribunalului	892
— Dacă pot fi socotite ca parte a legatului, achizițiunile ce le-a făcut testatorul posterior facerii testamentului	904
— Dacă infrumusețările și construcțiile noi, făcute asupra fondului legat fac parte dinrânsul	904
— Dacă adausul ce testatorul a făcut unui loc închis întinzând îngrădirile sale, fac parte din legat	905
— Cum se poate revoca un testament	920
— Dacă testamentul posterior revoacă pe cel anterior	921
— Dacă revocarea făcută prin testamentul posterior, are efect, în cazul când acest act a rămas fără efect, fie din cauza incapacității eredelui sau a legatarului, fie din cauza că aceștia nu au voit să primească succesiunea	922
— Dacă instrăinarea lucrului legat, făcută de testator revoacă legatul	923
— Dacă dispozițiunea testamentară devine caducă atunci, când acela în favoarea căruia a fost făcută, a murit înaintea testatorului	924
— Dacă dispozițiunea testamentară făcută sub o condiție suspensivă, cade atunci când moștenitorul sau legatarul a murit înaintea îndeplinirii condițiunei	925
— Dacă dispozițiunea testamentară făcută sub o condițiune care nu are alt efect de cât a suspenda executarea ei, oprește pe eredele numit sau pe legatar, de a avea un drept dobândit din momentul morții testatorului	926
— Dacă legatul devine caduc atunci când lucrul legat a perit de tot, în timpul vieții testatorului	927
— Dacă dispozițiunea testamentară cade, atunci când eredele numit sau legatarul nu o primește sau e incapabil de a o primi	928
— Când obiectul legat a fost lăsat la mai mulți legatari, din care unii sunt incapabili sau refuză a primi, cine profită de partea incapabilului sau a aceluia care refuză	929
— Dacă se poate cere revocarea dispozițiunei testamentare pentru cauza de neîndeplinirea condiției sub care a fost făcută sau pentru că legatarul a atentat la viața testatorului sau pentru că el s'a făcut culpabil, față de testator, de delict, cruzimi sau injurii grave	930
— În ce termen trebuiește introdusă acțiunea de revocarea dispoziției testamentare, întemeiată pe o injurie gravă, făcută memoriei testatorului	931
— Dacă soții, pot, în timpul căsătoriei, să-și facă prin testament, vre-o donațiune mutuală și reciprocă prin unul și acelaș act	938, 939
— Dacă condițiunea imposibilă sau contrară bunelor moravuri sau prohibite de lege, anulează testamentul	1008
— A se vedea cuvintele: „Acceptare“, „Executor testamentar“, „Legat“, „Leziune“, „Succesiune“, „Vatamare“.	
Tezaur. Dacă uzufructuarul are vre-un drept asupra tezaurului ce l-ar găsi în cursul uzufructului seu	538
— Ce este tezaurul și cui aparține proprietatea lui	649
Titlu. A se vedea cuvintele: „Act autentic“, „Act sub semnătură privată“, „Expropriere silită“, „Posesiune“, „Prescripție“, „Privilegiu“, „Proprietate“, „Succesiune“.	
Tocmell. A se vedea cuvintele: „Contract“, „Convenție“, „Obligație“.	

Tocmeli agricole. A se vedea cuvintele: „Legea tocmelilor agricole“.	
Tradițiune. A se vedea cuvintele: „Amanet“, „Antichreză“, „Cesiune“, „Prodare“, „Schimb“, „Vânzare“.	
Tragere la sorți. A se vedea cuvintele: „Impărțeală“, „Succesiune“.	
Transcriere. Unde se transcriu convențiile matrimoniale	1228
— Care sunt formele contractului de antichreză	1698
— Unde se transcriu și de către cine, actele translativ de bunuri și drepturi cari se pot ipoteca	1801-1803
— Cine liberează copii de pe actele transcrise în registrul tribunalului	1816
— Dacă grefierii tribunalelor sunt răspunzători de omisiunile ce s'ar face în registrele de transcriere	1817
Transcriere. Dacă imobilul, în privința căruia grefierul a omis, în certificatele sale, una sau mai multe sarcine, rămâne afectat cu sarcinele ce se găsesc înscrise asupra lui	1818
— Dacă grefierii pot să întârzie transcrierea actelor de mutațiune de proprietate, inscripția privilegiilor și ipotecilor sau să refuze liberarea de certificate, sau să prezinte registrele originale, când li se cer de către părțile interesate	1819
— Unde trec grefierii și în ce ordine, actele de mutațiune de proprietate	1820
— Ce forme se cer pentru valabilitatea registrelor de transcrieri și inscripții.	1821
— Ce sancțiuni se aplică grefierilor de tribunale, în cazul când ei s'ar abate dela vre-una dintre formalitățile cerute de lege în materie de transcripții și inscripții	1822
— Cum se operează în registrele tribunalului, mențiunile de depozit, de inscripțiuni și de transcripțiuni	1823
— A se vedea cuvintele: „Antichreză“, „Cesiune“, „Divorț“, „Donațiune“, „Inscriere“, „Locațiune“, „Privilegiu“, „Succesiune“, „Vânzare“.	
Tranzacție. Dacă tutorul, poate precurma prin tranzacție pricini atingătoare de interesele minorului	418
— Dacă tranzacția încheiată asupra dificultăților reale ce prezintă un act de împărțeală, poate fi atacată cu acțiunea în resciziune	791
— Ce este tranzacția	1704
— Prin ce fel de act trebuie constatată tranzacția	1705
— Cine poate încheia o tranzacție	1706
— Dacă se poate face tranzacție asupra unei acțiuni civile care derivă din o infracțiune	1707
— Dacă se poate prevedea, în tranzacție, o penalitate contra celui ce nu va respecta condițiunile ei	1708
— Care este întinderea tranzacției în privința obiectului ei	1709, 1710
— Care este puterea tranzacției între părțile contractante	1711
— Dacă este admisibilă acțiunea de nulitate contra unei tranzacțiuni, pentru eroare asupra persoanei sau asupra obiectului procesului	1712
— Dacă se poate ataca tranzacția, făcută în executarea unui titlu nul	1713
— Dacă este valabilă tranzacția încheiată pe documente, dovedite în urmă false	1714
— Dacă este valabilă tranzacția încheiată asupra unui proces, sfârșit prin o sentință neapelabilă, despre care părțile sau una din ele nu aveau cunoștință	1715
— Când părțile au transigat în genere, asupra tuturor afacerilor ce ar putea exista între ele și în urmă se descoper documente, pe care ele nu le cunoșteau, dacă această descoperire de documente, constituie o cauză de anularea tranzacției	1716
— Dacă invederata greșală în socoteli, urmată la încheierea tranzacției, aduce vre-un prejudiciu uneia dintre părțile contractante	1717
— A se vedea cuvântul: „Jurământ“.	

Tratat de pace. Ce articol din codul civil, este în legătură cu Tratatul de pace dela Versailles	13
Trecere. A se vedea cuvintele: „Drept de trecere“, „Servitute“.	
Tribunal. Dacă tribunalele române sunt competente să judece pe un străin, care contractează cu un român în România sau în străinătate	13
— Dacă tribunalele române sunt competente să judece pe un român, pentru obligațiuni contractate de el în țară străină, chiar cu un străin	14
— Care este tribunalul competent să judece rectificarea actelor de stare civilă	84
— În caz de alegere de domiciliu, la ce tribunal se fac cererile, contestațiile și urmărirea	97
— În ce cazuri dă tribunalul autorizație unei femei căsătorite, pentru a sta în procese sau a contracta	200, 201, 203-205
— Ce tribunale sunt competente să judece reclamațiile privitoare la starea civilă	299
— Care este instanța competentă să pronunțe o adopțiune	318
— A se vedea cuvintele: „Absență“, „Căsătorie“, „Competență“, „Divorț“.	
Trimitere în posesie. Cari sunt efectele trimiterei în posesie provizorie asupra averii absentului	106-119
— Ce moștenitori trebuie trimiși în posesie asupra averii succesoriale	653
— A se vedea cuvintele: „Legat“, „Posesiune“, „Succesiune“, „Testament“.	
Tulburări. A se vedea cuvintele: „Act de căsătorie“, „Act de moarte“, „Act de naștere“, „Act de stare civilă“, „Donațiune“, „Dotă“, „Locațiune“, „Război“, „Succesiune“, „Vânzare“, „Uzuct“.	
Tulpină. A se vedea cuvântul: „Succesiune“.	
Tutelă. Ce mențiuni trebuie să cuprindă actul autentic despre consimțământul tutorului la căsătoria minorului	59
— Dacă în actul de căsătorie trebuie să se facă mențiune despre consimțământul tutorului	62
— Care este domiciliul minorului neemancipat	93
— Dacă absentul a lăsat copii minori, cine va avea privergherea lor și exercitarea drepturilor asupra acestor copii	124-126
— Când ambii părinți sunt decedați sau în neputință de a-și manifesta voința lor, cine își dă consimțământul la căsătoria pupilor minori legitimi sau naturali	133, 141
— Cu cine nu se poate căsători copilul minoră, aflată sub tutelă	149
— În ce condițiuni se pot căsători rudele tutorului cu pupila sa	149
— În ce condițiuni va putea forma opoziție la căsătorie tutorul sau curatorul	156
— Ce drepturi are tatăl ca tutor legal, asupra averii copiilor săi minori	343
— Dacă tatăl poate să orânduiască prin testament, un consiliu îngrijitor pe lângă rămasa în viață mamă a copiilor minori	345
— Dacă mama este îndatorată a fi neaparat tutoare și cum procedează când nu va voi a primi tutela	346
— Ce trebuie să facă mama tutoare, care va voi a trece în a doua căsătorie	347
— Când consiliul de familie va lăsa tutela asupra mamei care trece în a doua căsătorie, dacă este dator să numească pe al doilea bărbat cotutor	348
— Dacă tatăl și mama au dreptul a numi prin testament un tutor copiilor lor minori	349-351
— Cui revine de drept tutela, atunci când cel din urmă soț a încetat din viață, fără să orânduiască un tutor copiilor săi minori	352-354
— În ce cazuri consiliul de familie numește un tutor copiilor minori	355
— Când se convoacă consiliul de familie pentru numirea unui tutor	356
— Cum se formează consiliul de familie	357-360

	<u>Articolul</u>
Tutelă. Cine hotărăște termenul de convocarea consiliului de familie	361
— Dacă membrii din consiliul de familie, pot fi reprezentați prin mandatar, la deliberările ce urmează să aibă loc	362
— Dacă tribunalul are dreptul ca în caz când nu s'ar putea întruni consiliul de familie la prima convocare, să amâne chemarea membrilor pentru o altă zi	363
— Dacă membrii consiliului de familie, pot fi supuși la amendă, când nu se prezintă, fără justificare, la convocare	364
— Unde se adună membrii consiliului de familie și ce număr de membri este necesar pentru a putea delibera în mod valabil	365
— Cine prezidează consiliul de familie și cum încheie lucrarea	366
— Dacă în cazuri urgente și când consiliul de familie, de și convocat, nu se întrunește, tribunalul poate păși în lucrare din oficiu și să îndeplinească datoria consiliului	367
— Dacă tribunalele de județ sunt obligate a supraveghea lucrările consiliului de familie, fiind răspunzătoare, împreună cu membrii consiliului, pentru toate încuviințările ce le-ar da asupra nelegalelor măsuri propuse de consiliul de familie	368
— Dacă tutela trece la moștenitorii tutorului și dacă ei au vreo răspundere	369
— Ce persoane pot fi apărate de sarcina de tutore	370
— Dacă acei ce au primit tutela se aflau deja în servicii publice, mai pot fi apărați de tutelă	371
— Dacă acei cari au intrat în servicii publice, după primirea unei tutele, mai pot fi desărcinați de această tutelă	372
— Dacă acel ce nu este nici rudă, nici afin cu minorul, poate fi silit a primi tutela fără voia sa	373
— Dacă persoanele în vârstă de 65 ani sau acele care fiind deja tutori, au ajuns vârsta de 70 ani, pot fi scutite de tutelă	374
— Dacă persoanele supuse unei infirmități grave sau cari fiind deja tutori, au dobândit asemenea infirmități, pot fi apărate de tutelă	375
— Dacă acela care are deja primită o tutelă, mai poate fi silit a primi a doua tutelă	376
— Dacă cei cari au cinci copii legitimi, sunt apărați de primirea unei tutele	377
— Dacă copiii născuți în timpul tutelei, pot fi o cauză pentru ca un tutor să fie apărat de tutelă	378
— Acela care având motive de apărare din tutelă, a fost totuși numit tutor, în ce termen trebuie să propue scuzele sale	379
— Ce face tribunalul când primește o cerere de apărare de tutela	380
— Ce sancțiune se aplică acelor cari se opun la cuvintele de apărare de tutelă și tribunalul admite cererea de apărare	381
— Ce responsabilitate au acei cari fără motive temeinice, nu vor voi a primi sarcina de tutore	382
— Ce persoane sunt incapabile a primi sarcina de tutore sau a face parte dintr'un consiliu de familie, sau a fi excluși din aceste sarcini	383-386
— Ce persoane au dreptul să ceară destituirea tutorului și care este instanța competentă să se pronunțe asupra acestei cereri	387
— Dacă consiliul de familie este obligat a cita pe tutor, cu ocazia deliberării asupra unei cereri de destituire și dacă trebuiește a-și motiva hotărârea sa	388
— Dacă tutorul se poate plânge la tribunal, în contra hotărârei consiliului de familie de excludere sau destituire din tutelă și cine are dreptul să apeleze hotărârea ce ar da-o tribunalul	389
— Dacă tribunalul are dreptul a numi un tutor provizor, atunci când încuviințează excluderea sau destituirea tutorului	389

	Articolul
Tutelă. Cari sunt îndatoririle tutorului în privința îngrijirii și educației minorului și a administrării averii acestuia	390
— Dacă tutorul poate lua cu arendă sau cumpăra bunurile minorului	390
— Dacă tutorul poate intra în funcțiune, înainte de a se fi făcut inventarul averii minorului	391
— Cum procedează tribunalul de județ la orice întâmplare, care motivează după legi, numirea unui tutor	392
— Cum se face punerea și ridicarea sigiliilor pe averea cuvenită minorilor	392, 393
— Când convoacă, tribunalul consiliul de familie pentru alegerea unui tutor	394
— Când se face inventarul averii minorului și se predă averea tutorului și ce îndatoriri are cu această ocaziune tutorul	395
— Dacă tutorul este obligat să vândă averea mișcătoare a minorilor	396
— Dacă tatăl și mama sunt obligați să vândă averea mișcătoare a copiilor minori și ce formalități trebuiesc să îndeplinesc	397
— Când încheie consiliul de familie bugetul anual al minorului	398
— Dacă poate fi autorizat tutorul, ca în administrarea averii minorului, să fie ajutat de unul sau mai mulți procuratori și administratori cu leafă	398
— Cine hotărăște modul de întrebuințare al excedentului veniturilor averii minorilor și ce responsabilitate are tutorul care nu se va conforma acestei hotărâri	399
— Care este responsabilitatea tutorului în privința excedentului veniturilor averii minorului atunci când, nu a avut grijă a se determina de către consiliul de familie suma la care începe pentru el obligația pentru a o întrebuința	400
— Dacă tutorul poate lua împrumut pentru minor, sau a ipoteca sau a înstrăina averea sa nemișcătoare	401, 1771
— Dacă este necesară omologarea tribunalului, a hotărârilor consiliului de familie, prin care tutorul este autorizat a se împrumuta pentru minori, sau a ipoteca sau a înstrăina averea sa nemișcătoare	402
— Cari sunt formalitățile de îndeplinit cu ocazia vânzării averii nemișcătoare a unui minor	403
— Dacă sunt necesare formalitățile prevăzute de art. 401 și 402 din codul civil, atunci când vânzarea prin licitație va fi fost ordonată prin o sentință judecătorească, după cererea unui coproprietar	404
— Dacă tutorul poate primi sau refuza o succesiune cazul minorului, fără autorizația consiliului de familie	405, 687
— Cum se face acceptarea unei succesiuni în numele unui minor	405
— Dacă o succesiune refuzată în numele unui minor, mai poate fi primită în numele său	406
— Dacă tutorul poate accepta o donațiune făcută unui minor fără autorizația consiliului de familie	407
— Dacă tutorul poate intenta în numele minorului vre-o acțiune imobiliară sau a încuviința la o asemenea cerere făcută în contra minorului, fără autorizația consiliului de familie	408
— Dacă tutorul are nevoie de autorizația consiliului de familie pentru facerea unei împărțeli pornită în contra minorului	409
— Dacă în cazurile prevăzute de articolele 408 și 409 din codul civil, tutorul este obligat a consulta consiliul de familie în privința mijloacelor de apărare	410
— Cari sunt formalitățile de îndeplinit în cazul unei împărțeli atingătoare de averea minorului	411, 412
— Cari sunt formalitățile de îndeplinit în cazul unei tranzacții făcute în numele minorului	413
— Dacă tutorul poate cere arestarea minorului, când ar avea cuvinte de nemulțumire foarte grave asupra purtării minorului	414

	Articolul
Tutelă. In ce termin trebuiește tutorul să prezinte tribunalului, socotelile de administrația averii minorului și de gestiunea sa	415, 416
— Cum procedeză tribunalul la verificarea socotelilor prezentate de tutor	416
— Ce măsuri poate să ia tribunalul pentru ca tutorul să depue socoteli	417
— Cum predă tutorul socotelile generale de gestiunea tutelei, la eșirea sa din tutelă	418
— Dacă minorul, la majoritate, are dreptul a cere socoteala tutorului, pentru administrația sa	418
— Dacă este valabilă și în ce condițiuni, convențiunea încheiată între minor ajuns la majoritate și tutorul seu	419
— Din ce moment tutorul datorește dobânzi la sumele cu care el a rămas dator către minor, după încheierea socotelilor tutelei	420
— Din ce moment minorul este obligat la dobânzi la sumele cu cari a rămas dator către tutor, după încheierea socotelilor tutelei	420
— Dacă tutorul poate să ceară emanciparea minorului	423
— Cine poate cere emanciparea minorului, atunci când tutorul refuză să facă această cerere	424
— Cui dă tutorul socotelile gestiunii tutelei, în caz de emancipare a minorului	426
— Cari sunt efectele revocării emancipării minorului	432
— Dacă tutorii se pot face adjuccatari ai averii celor cari sunt puși sub tutela lor	1308
— Cine fixează garanția pentru care să se ia o inscripțiune ipotecară asupra averii tutorului, înainte de intrarea acestuia în administrarea averii minorului	1762, 1763
— Dacă tutorul poate contesta suma pentru care i se cere o inscripție ipotecară	1764
— Cine are dreptul a lua inscripție ipotecară asupra bunurilor tutorului pentru garanția fixată de consiliul de familie	1765, 1766
— Dacă tatăl sau mama când sunt tutori, sunt obligați de a da ipotecă legală, pentru asigurarea administrației bunurilor copiilor lor minori	1767
— Dacă inscripțiile luate în favoarea minorilor, trebuiec reînnoite după cincisprezece ani	1780
— Dacă imobilul unui minor poate fi pus în vânzare silită, înainte de a se vinde mobilele sale	1826
— Dacă prescripția curge în contra minorilor	1876
— In ce termin se prescriu acțiunile minorului în contra tutorului, relative la faptele tutelei	1901
— Dacă se poate deferi tutorilor jurământ de credulitate pentru a declara, dacă nu știu că lucrul reclamat contra minorilor este încă datorit	1906
— A se vedea cuvintele: „Absentă“, „Consiliu de familie“, „Donațiune“, „Impărțeală“, „Interdicție“, „Minor“, „Minoritate“, „Succesiune“, „Testament“.	

Tutor. A se vedea cuvântul: „Tutelă“.

Tutor ad-hoc. A se vedea cuvintele: „Divorț“, „Succesiune“.

T

Tară străină. A se vedea cuvintele: „Act“, „Act autentic“, „Act de stare civilă“, „Act de căsătorie“, „Statut personal“, „Statut real“, „Străin“, „Străinătate“, „Testament“.

Ținerea copiilor. A se vedea cuvintele: „Divorț“, „Căsătorie“.

U

Ulițe. Cui aparțin ulițele cari sunt în sarcina statului 476

Universal. A se vedea cuvintele: „Legat“, „Testament“.

Universale. A se vedea cuvântul: „Societate“.

Urban. A se vedea cuvântul: „Servitute“.	
Urgență. Cum trebuie să se judece o cerere de recurs în Casație, contra unei decizii dată asupra unei cereri de anulare a unei opoziții la căsătorie	160
— Cum judecă Curtea de Apel o cerere de apel contra unei sentințe de divorț	244
Urloae. Dacă sunt mobile sau imobile, urloaele sau țevile cari servesc pentru conducerea apelor la un fond de pământ sau la vre-o casă	470
Urmărire. În caz de alegere de domiciliu pentru executarea unui act, unde se fac cererile, citațiile și urmărirea	97
— Cum procedează creditorii pentru realizarea creanței lor în cazul prevăzut de art. 285 din codul civil, în materie de divorț	285
— A se vedea cuvintele: „Ajudecare“, „Creditor“, „Debitor“, „Executare silită“, „Expropriere silită“, „Ipotecă“, „Licitație“, „Succesiune“.	
Ușă. A se vedea cuvântul: „Servitute“.	
Utilitate publică. Dacă cineva poate fi obligat a-și ceda proprietatea sa pentru cauza de utilitate publică	481
— Dacă servitutele stabilite de lege, au de obiect utilitatea publică	586, 587
— Sub ce condițiuni sunt valabile, dispozițiunile între vii sau prin testament, făcute în favoarea stabilimentelor de utilitate publică	811
— Dacă este necesară autorizația statului pentru ca stabilimentele de utilitate publică, ca persoane morale, să poată accepta donațiunile făcute în favoarea lor	817
Uz. Cum se stabilește și se pierde dreptul de uz	565
— Ce obligațiuni are acel căruia i s'a concedat dreptul de uz, înainte de a se folosi de acest drept	566
— Cum trebuie să se folosească de dreptul seu acel căruia i s'a concedat dreptul de uz	567
— Care este întinderea dreptului de uz și cum se regulează întinderea folosinței acestui drept	568, 569
— Dacă cel ce are uzul fructelor unui loc, are drept să prelindă mai multe fructe decât i se cuvin pentru trebuințele sale și ale familiei sale	570
— Dacă cel care are dreptul de uz poate închiria sau ceda dreptul seu	571
— În ce proporțiune este obligat uzuarul să contribuie la cheltuelile ocazionate de lucrul asupra căruia s'a concedat dreptul de uz	574
— Ce legi cărmuesc dreptul de uz al pădurilor	575
— A se vedea cuvintele: „Abitațiune“, „Amanet“, „Antichreză“, „Arendare“, „Comodat“, „Depozit“, „Locațiune“, „Societate“, „Uzufruct“, „Vânzare“.	
Uzufruct. Cari sunt efectele divorțului în privința drepturilor copiilor asupra averii soților, în caz de divorț prin consimțământ mutual și asupra averii soțului vinovat, în caz de divorț pentru cauză determinată și cari sunt formalitățile de îndeplinit pentru realizarea acestor drepturi	285
— Cine conservă dreptul de folosință asupra averii copiilor, în timpul și după desfacerea căsătoriei	338
— Ce sarcine le impune părinților, dreptul lor de folosință asupra averii copiilor lor	339
— Dacă există dreptul de folosință asupra averii copiilor sei, pentru părintele în contra căruia s'a pronunțat despărțenia	340
— Dacă mama care trece în a doua căsătorie, păstrează dreptul de folosință asupra averii copiilor sei	340
— Asupra cărei averi a copiilor, părinții nu au drept de folosință	341
— Dacă este un drept imobiliar, uzufructul bunurilor imobile	471
— Ce este dreptul de uzufruct	517
— Cum se stabilește dreptul de uzufruct	518
— Dacă uzufructul poate fi stabilit cu diferite modalități	519

	Articolul
Uzufruct. Asupra căror bunuri se poate constitui dreptul de uzufruct	520
— Cari sunt drepturile uzufructuarului	521
— Ce înseamnă fructe naturale și fructe industriale	522
— Ce înseamnă fructe civile	523
— Cui aparțin fructele naturale și industriale neculese încă, în momentul deschiderii dreptului de uzufruct și cui aparțin aceste fructe, în momentul când se sfârșește dreptul de uzufruct	524
— Cum se socotesc și cum se dobândesc fructele civile în materie de uzufruct	525
— Cum se exercită dreptul de uzufruct care cuprinde lucruri cu cari nu se poate cineva servi fără a le consuma, precum: bani, grâne, băuturi	526
— Cum se regulează dreptul uzufructuarului asupra unei rendite pe viață	527
— Cum se exercită dreptul de uzufruct care cuprinde lucruri cari fără a se conserva înlată, se strică după timp, prin întrebuințarea lor, precum: rufe și mobilele unei case	528
— Cum se exercită dreptul de uzufruct care cuprinde păduri destinate de proprietar la tăieri periodice	520-531
— Dacă uzufructuarul are dreptul a lua din păduri araci pentru vii, precum și de pe pomi, produsele anuale sau periodice	532
— Dacă uzufructuarul are dreptul a lua pomii roditori cari se usucă și acei desrădăcinați sau dărâmați din accidente	533
— Dacă uzufructuarul are dreptul a închiria sau a ceda altuia dreptul seu de uzufruct	534
— Pe ce durate de timp are dreptul uzufructuarul să închirieze dreptul seu de uzufruct	534
— Dacă uzufructuarul are dreptul a se folosi de adaugirile făcute prin aluviune la obiectul asupra căruia are dreptul de uzufruct	435
— Dacă uzufructuarul are dreptul a se folosi de drepturile de servitute și în genere de toate drepturile de cari se poate folosi proprietarul	536
— Dacă uzufructuarul are dreptul a se folosi, întocmai ca și proprietarul, de minele, pietrăriile și nisipurile, ce sunt în exploatare la deschiderea dreptului seu de uzufruct	537
— Dacă uzufructuarul are vre-un drept asupra minelor și petrăriilor nedeschise, sau asupra nisipurilor a căror exploatare nu e încă începută, sau asupra comoarei care s'ar putea găsi, în cursul uzufructului seu	538
— Dacă proprietarul poate să aducă pedici în exercițiul dreptului uzufructuarului	539
— Dacă la încetarea uzufructului seu, uzufructuarul are dreptul să ceară vre-o despăgubire pentru îmbunătățirile ce le-a făcut și cari au contribuit la sporirea valorii lucrului dat în uzufruct	539
— Dacă la încetarea uzufructului, uzufructuarul sau moștenitorii sei, au dreptul să ridice oglinzile, tablourile și alte ornamente, pe cari le-ar fi așezat asupra lucrului dat în uzufruct	539
— Ce formalități trebuie să îndeplinească uzufructuarul înainte de a intra în posesiunea lucrului asupra căruia are dreptul de uzufruct	540
— Dacă uzufructuarul este obligat a da cauțiune înainte de începerea uzufructului și ce anume persoane sunt scutite de această cauțiune	541
— Cum se procedează în cazul când uzufructuarul nu depune cauțiunea	542
— Dacă proprietarul are dreptul a cere vânzarea averii mișcătoare care este supusă periciunei prin întrebuințare, atunci când uzufructuarul nu depune cauțiunea	543
— Dacă uzufructuarul care nu a depus cauțiunea, are dreptul a cere pe o simplă prestare de jurământ, o parte din lucrurile mișcătoare, date în uzufruct, necesare propriilor sale trebuințe	543

	Articolul
Uzufruct. Ce efect are asupra perceperei fructelor obiectelor date in uzufruct, întârzierea uzufructuarului de a depune cauțiunea	544
-- Ce reparațiuni cad asupra uzufructuarului, in cursul uzufructului	545
-- Ce sunt reparațiunile mari, in materie de uzufruct	546
-- Cine are obligațiunea de a reclădi lucrul dat in uzufruct, care a căzut din vechime sau s'a distrus prin caz fortuit	547
-- Cari sunt sarcinele la care este obligat uzufructuarul, in cursul folosinței sale	548
-- Cine plătește sarcinele pe proprietate in cursul uzufructului	549
-- Cari sunt obligațiile, acelu care câștigă cu titlu gratuit un uzufruct universal sau cu titlu universal, in privința plății legatelor, pensiunilor alimentare și veniturilor renditelor perpetui sau pe viață	550
-- Dacă uzufructuarul cu titlu particular, este dator a plăti datoriile ipotecare de care este afectat fondul dat in uzufruct	551
-- Cum contribuie uzufructuarul universal sau cu titlu universal, și proprietarul, la plata datoriilor	552
-- Dacă uzufructuarul este obligat a plăti cheltuielile proceselor cari privesc folosința și celelalte condamnățiuni la care aceste procese pot da naștere	553
-- Care sunt obligațiile uzufructuarului, in privința uzurpațiilor sau orice alte încercări de încălcare a drepturilor proprietarului, asupra fondului dat in uzufruct	554
-- Cari sunt îndatoririle uzufructuarului in caz când animalul dat in uzufruct ar peri fără culpa sa	555
-- Dacă uzufructuarul poate fi făcut răspunzător de peirea turmei ce i s'a dat in uzufruct și cari sunt obligațiile sale, atunci când turma nu a pierit cu totul	556
-- Când se stinge uzufructul	557
-- Dacă abuzul uzufructuarului de folosința sa, poate duce la încetarea dreptului de uzufruct și cum procedează justiția in acest caz	558
-- Dacă creditorii uzufructuarului pot interveni in contestațiile privitoare la abuzul uzufructuarului in folosința sa și ce drepturi au acești creditori	558
-- Care este termenul de uzufruct de care se poate bucura, o persoană morală	559
-- Cât durează uzufructul constituit până ce o altă persoană va ajunge la o anumită vârstă	560
-- Dacă vânzarea lucrului dat in uzufruct, aduce vre-o atingere drepturilor uzufructuarului	561
-- Dacă creditorii uzufructuarului au dreptul să ceară anulara renunțării, făcute in prejudiciul lor	562
-- Când o parte a lucrului supus uzufructului s'a distrus, dacă uzufructul se păstrează asupra părții rămase nedistrusă	563
-- Când clădirea supusă uzufructului a ars, s'a distrus sau s'a dărâmat, dacă uzufructuarul are dreptul să se folosească de pământul pe care a fost clădirea și de materialele rămase	564
-- Dacă acela care a fost exclus dintr'o moștenire ca nedemn, poate să se bucure de uzufructul asupra bunurilor pe cari copiii sei le-ar putea dobândi din acea moștenire, in virtutea dreptului lor propriu	658
-- Care este porțiunea virilă, din uzufruct convenită văduvei sărace in succesiunea soțului seu decedat, când vine la succesiune in concurență cu copiii sau descendenții defunctului și de când incepe acest drept de uzufruct	684
-- Dacă este permisă de lege dispozițiunea, făcută prin act între vii sau	

	Articolul
prin testament, prin care se dă uzufructul unei persoane iar nuda proprietate altei persoane	805
Uzufruct. Dacă bărbatul are dreptul de uzufruct asupra bunurilor dotale ale soției sale	1242
— Ce obligațiuni are bărbatul care are uzufructul asupra bunurilor dotale ale soției sale	1242
— A se vedea cuvintele: „Abitațiune“, „Uz“.	
Uzurpațiune. A se vedea cuvintele: „Locațiune“, „Uzufruct“.	
V	
Vacantă. A se vedea cuvântul: „Succesiune“.	
Văduvă. Dacă româncea ce va fi pierdut calitatea de româncă prin căsătoria sa cu un străin, redobândește această calitate devenind văduvă	19
— Văduva și femeia a cărei căsătorie a fost declarată nulă, după cât timp va putea trece în altă căsătorie de la desfacerea sau anularea căsătoriei precedente	210
— Ce mijloace de îndreptare va avea mama văduvă care nu se va fi măritat din nou, atunci când are motive de nemulțumire foarte grave asupra purtării copilului său	335
— Care este porțiunea virilă din uzufruct convenită văduvei sărace în succesiunea soțului său decedat, atunci când vine în concurență cu copiii și descendenții soțului său și de când începe acest drept de uzufruct	684
— Care sunt drepturile de abitațiune de alimente și de vestimente de doliu ale femeii văduve în cursul anului de doliu	1279
— A se vedea cuvintele: „Căsătorie“, „Femeie“.	
Validitate. Când soții cei din urmă căsătoriți, opun nulitatea căsătoriei celei dintâi, dacă trebuie să se judece în prealabil validitatea sau nulitatea acelei căsătorii	171
— Când există posesiune de stat și act de căsătorie, dacă mai pot soții să conteste validitatea acelei căsătorii	178
— A se vedea cuvintele: „Acțiune de anulare“, „Acțiune de nulitate“, „Acțiune de resciziune“, „Nulitate“	
Vănat. Dacă dreptul de a vâna este reglementat prin vre-o lege	643
— A se vedea cuvintele: „Legea poliției vânatului“.	
Vânzare. Ce îndatoriri au persoanele puse în posesie provizorie asupra averii absentului, în privința conservării și vânzării averii absentului	111
— Dacă persoanele trimise în posesie provizorie asupra averii absentului, pot înstrăina sau ipoteca avera absentului	113
— Care sunt efectele revenirii absentului sau dovedirii existenței sale, chiar după punerea în posesie definitivă, asupra actelor de dispoziție efectuate în timpul absenței sale	117
— Teoria eredului aparent și a proprietarului aparent	117
— Dacă femeia măritată poate înstrăina avera sa parafernala fără concursul bărbatului său	190, 1285
— Care sunt efectele divorțului în privința drepturilor copiilor asupra averii soților, în caz de divorț prin consimțământ mutual și asupra averii soțului vinovat, în caz de divorț pentru cauză determinată și care sunt formalitățile de îndeplinit pentru realizarea acestor drepturi	285
— Dacă tutorul este obligat a cere vânzarea averii mișcătoare a minorului	396
— Dacă tatăl și mama, cât timp au folosința legală asupra bunurilor minorilor lor copiii, sunt obligați a vinde avera mobilă a copiilor lor minori	397
— Dacă tutorul, fie chiar tatăl și mama, pot înstrăina avera imobiliară a minorului	401

	<u>Articolul</u>
Vânzare. Cari sunt formalitățile ce trebuiesc întreprinse la vânzarea bunurilor minorilor	403, 404
— Dacă minorul emancipat poate vinde bunurile sale imobiliare	430
— Dacă cel în contra căruia s'a făcut o cerere de punere sub interdicție, poate fi oprit a-și înstrăina averea sa	445, 451
— Dacă cel pus sub consiliu judiciar poate să-și înstrăineze averea sa	453
— Cum se procedează cu un lucru care este format din materialele a doi diferiți stăpâni, așa încât nu se pot despărți	513
— Când uzufructuarul nu depune cauțiunea, dacă proprietarul este în drept să ceară vânzarea mobilelor supuse periculi prin întreprinșarea lor	543
— Dacă vânzarea lucrului dat în uzufruct poate atinge drepturile uzufructuarului	561
— Când proprietarul a două proprietăți între cari există un semn vizibil de servitute, înstrăinează una dintre proprietăți fără a se face în contract vre-o convențiune privitoare la servitute, dacă această servitute continuă a exista într'un mod activ sau pasiv în favoarea fondului înstrăinat sau asupra fondului neînstrăinat	627
— Dacă vânzarea sau transportul drepturilor succesoriale, făcută de un moștenitor, atrage după sine acceptarea succesiunii	691
— Dacă se pot înstrăina drepturile eventuale asupra unei succesiuni nedeschisă încă	702, 965
— Dacă în cursul termenului de deliberare și de facerea inventarului, moștenitorul poate cere vânzarea obiectelor succesoriale supuse stricăciunii	707
— Cum poate să vândă, moștenitorul beneficiar, mobilele succesiunii	716
— Cum poate să vândă, moștenitorul beneficiar, imobilele succesiunii	717
— Dacă creditorii succesiunii pot cere vânzarea mobilelor succesiunii, atunci când moștenitorul beneficiar nu dă cauțiune pentru valoarea lor	718
— Unde trebuie să depue, sumele prinse din vânzarea averii mișcătoare sau nemiscătoare a succesiunii, curatorul unei succesiuni vacante	726
— Dacă moștenitorii au dreptul să ceară vânzarea mobilelor succesiunii, pentru a se face plata creditorilor și cum se face vânzarea	736
— Cum se procedează când imobilele unei succesiuni nu se pot împărți în natură	736
— Cum se procedează când imobilele unei succesiuni nu se pot împărți în natură și la împărțeală figurează minori	748
— Dacă moștenitorul poate fi obligat să raporteze imobilul pe care l-a înstrăinat înainte de deschiderea succesiunii	765
— Dacă un comoștenitor care a înstrăinat porțiunea sa succesorală, în tot sau în parte, poate să intenteze acțiune de resciziune pentru dol sau violență în contra împărțelei făcute	793
— Cari sunt efectele revocării donațiunii pentru cauza de ingrătitudine, asupra înstrăinărilor făcute de donatar	824
— Vânzarea cu clauza de întreținere, ce fel de contract este	829
— Dacă trebuie socotite în cotitatea disponibilă, valoarea bunurilor înstrăinate unui succesibil în linie dreaptă, cu sarcina unei rente viagere sau cu rezerva de uzufruct	845
— Cum se face raportul excedentului peste cotitatea disponibilă, când donatarul, supus acțiunii în reducere, a înstrăinat bunurile dăruite	855
— Dacă executorii testamentari pot cere vânzarea averii mișcătoare a succesiunii pentru a plăti legatele	916
— Dacă înstrăinarea obiectului legat, făcută de testator în timpul vieții sale, aduce revocarea legatului	923
— Cum se face restituțiunea, când acela care a primit un lucru ce nu i se datora, cu rea credință, l-a înstrăinat	996

	Articolul
Vânzare. Dacă cesiunea judiciară, dă drept creditorilor să ceară vânzarea bunurilor, cedate de debitorul lor, spre despăgubirea lor	1126
— Dacă minorii au dreptul să ceară anularea înstrăinării imobilelor lor, făcute de tutorii lor cu paza tuturor formalităților cerute de lege . .	1166
— Care este efectul prețurii dolei mobiliare, prin contractul de căsătorie .	1245
— Care este efectul prețurii imobilului dotal, prin contractul de căsătorie .	1246
— Dacă soții sunt în drept să înstrăineze imobilul dotal	1248
— Dacă femeea poate înstrăina dota mobilă, care a rămas proprietatea sa	1249
— Dacă femeea poate da imobilul seu dotal pentru căpătuirea copiilor sei .	1250
— Cari sunt drepturile bărbatului, când femeea înstrăinează averea sa dotală cu autorizația justiției	1251
— Dacă imobilul dotal poate fi înstrăinat, când înstrăinarea sa este permisă prin contractul de căsătorie	1252
— În ce cazuri poate să înstrăineze femeea, cu autorizația justiției, imobilul seu dotal	1253
— Când imobilul dotal s'a înstrăinat, în afară de cazurile excepționale permise de lege, cine are dreptul și în ce termen, să ceară revocarea înstrăinării	1255
— Dacă femeea separată de bunuri, poate vinde averea sa dotală mobilă și imobilă	1265
— Ce răspundere are bărbatul, după separația de patrimonii, pentru întrebuințarea ce ar putea face femeea din prețul imobilului seu înstrăinat cu autorizația justiției	1267
— Dacă femeea măritată are dreptul să înstrăineze averea sa parafernă .	1285
— Care este definiția contractului de vânzare	1294
— Când devine perfect contractul de vânzare	1295
— Ce formalități trebuiesc îndeplinite, pentru ca drepturile rezultate dintr-o vânzare imobiliară să poată fi opuse celor al treilea	1295
— Sub ce modalități se poate face vânzarea	1296
— Ce principii guvernează efectele contractului de vânzare	1296
— Ce efecte produce vânzarea prin dare de arvună	1296, 1298
— Dacă vânzarea poate fi considerată perfectă, atunci când s'au vândut mărfuri cu gămada, fără a fi cântărite, numărate sau măsurate . .	1299
— În a cui risc și pericol rămân, până la predarea lor, mărfurile când ele nu s'au vândut cu grămada, ci după greutate, după număr sau după măsură	1300
— Când devine vânzarea perfectă în caz de vânzare de vinuri, oleuri și alte asemenea mărfuri, cari, după obicei, se gustă înainte de a se cumpăra	1301
— Dacă vânzarea făcută pe încercate, este ea totdeauna presupusă condițională până la încercare	1302
— Cum trebuie să fie prețul vânzării	1303
— Dacă determinarea prețului vânzării poate fi lăsată la arbitru unei terțe persoane	1304
— În sarcina cui cad cheltuielile vânzării	1305
— Cine poate cumpăra și vinde	1306
— În ce cazuri este permisă vânzarea între soți	1307
— Ce persoane sunt oprite a cumpăra sub pedeapsă de nulitate	1308
— Dacă judecătorii, procurorii și avocații, se pot face cesionari de drepturi litigioase	1309, 1403
— Ce lucruri se pot cumpăra și vinde	1310
— Dacă este valabilă vânzarea, când în momentul vânzării, lucrul era perit în tot sau în parte	1311

	Articolul
Vânzare. Dacă vânzătorul este obligat să explice curat îndatoririle ce înțelege a lua asupra sa	1312
— In contra cui se interpretează, clauzele obscure sau îndoioase conținute în actul de vânzare	1312
— Cari sunt obligațiile principale ale vânzătorului	1313
— Ce înseamnă pierderea lucrului vândut	1314
— Cum se face predarea imobilelor vândute	1315
— Cum se face predarea mobilelor vândute	1316
— Cine suportă cheltuelile predării lucrurilor vândute și cine suportă cheltuelile ridicării lucrurilor vândute	1317
— Cum se face predarea lucrurilor necorporale vândute	1318
— Unde trebuie să se facă predarea lucrului vândut	1319
— Cari sunt drepturile cumpărătorului în cazul când vânzătorul nu face predarea lucrului vândut la timpul determinat	1320
— Cari sunt obligațiile vânzătorului când din nepredarea lucrului vândut la timp, cumpărătorul a suferit o vătămare	1321
— Dacă vânzătorul poate fi obligat să predea lucrul, atunci când cumpărătorul nu plătește prețul și nu are dat de vânzător un termen pentru plata lui	1322
— Dacă vânzătorul poate fi obligat să facă predarea lucrului vândut, când cumpărătorul a căzut în faliment sau în insolvabilitate	1323
— In ce stare trebuie predat lucrul vândut	1324
— Din ce moment are drept cumpărătorul la fructele lucrului vândut	1324
— Ce cuprinde obligația de a preda lucrul vândut	1325
— Dacă vânzătorul este dator să predea cuprinsul lucrului vândut în măsura determinată prin contract	1326
— Când vânzătorul nu poate preda tot cuprinsul lucrului vândut, așa cum s'a determinat prin contract, dacă cumpărătorul are dreptul să facă o scădere proporțională din preț	1327
— Cum se procedează atunci când cuprinsul lucrului vândut e mai mare de cât cel arătat prin contract	1328
— Dacă în cazurile de vânzare făcută altfel de cât pe atât măsura, se poate cere vre-un adaus de preț sau vre-o scădere din preț, atunci când imobilul sau imobilele vândute ar avea un excedent sau o lipsă de a douăzecea parte din prețul total al vânzării	1329
— Dacă aplicațiunea dispozițiilor art. 1327-1329 din codul civil poate fi modificată prin convențiunea părților	1330
— Ce facultate are cumpărătorul atunci când potrivit dispozițiilor art. 1328 din codul civil, este locul a se adăugi prețul pentru excedent de măsură	1331
— Dacă în cazurile când cumpărătorul are drept să strice vânzarea, vânzătorul este obligat a restitui, pe lângă preț și speșele contractului	1332
— Cum se procedează în cazul când s'au vândut două fonduri printr'un singur contract drept un singur preț, cu arătare de măsura fiecăruia și cuprinsul unuia este mai mic de cât cel declarat, iar cuprinsul celuilalt este mai mare	1333
— Care este termenul de prescripție al acțiunii vânzătorului pentru complinirea prețului și a cumpărătorului pentru scăderea prețului sau pentru stricarea contractului	1334
— Ce reguli se aplică la judecarea pericolului total sau parțial al lucrului vândut, mai înainte de predare	1335
— Ce obligații de răspundere are vânzătorul față de cumpărător cu privire la lucrul vândut	1336

	Articolul
Vânzare. Dacă vânzătorul răspunde față de cumpărător, de evicțiunea totală sau parțială a lucrului vândut sau de sarcinile care afectează lucrul vândut și care nu au fost declarate la facerea contractului	1337
— Dacă părțile pot prin contractul lor, să adauge, să micșoreze sau să șteargă obligația de a răspunde de evicțiune	1338
— Dacă vânzătorul se poate sustrage de la răspunderea pentru evicțiunea care rezultă dintr'un fapt personal al seu	1339
— Dacă stipulațiunea prin care vânzătorul se descarcă de răspunderea pentru evicțiune, îl scutește de a restitui prețul în caz de evicțiune	1340
— Cari sunt obligațiile vânzătorului, în caz de evicțiune a cumpărătorului, atunci când vânzătorul este răspunzător de evicțiune	1341
— Cum se regulează dreptul la restituțiune al cumpărătorului, dacă la epoca evicțiunii, lucrul vândut se află de o valoare inferioară sau a suferit deteriorațiuni, fie prin neglijența cumpărătorului, fie prin evenimente independente de cumpărător	1342, 1343
— Cum se regulează dreptul la restituțiune al cumpărătorului, dacă la epoca evicțiunii, lucrul vândut se află de o valoare mai mare	1344
— Dacă, în caz de evicțiune, vânzătorul este obligat să întoarcă cumpărătorului toate cheltuelile necesare, utile și de întreținere, ce le-a făcut la lucrul cumpărat	1345
— Cari sunt obligațiile de restituire ale vânzătorului, atunci când, cu rea credință a vândut un lucru al altuia	1346
— Dacă cumpărătorul poate cere stricarea vânzării, când este evins numai de o parte a lucrului și aceasta are în privința totului o așa însemnătate, încât cumpărătorul nu ar fi cumpărat lucrul fără acea parte	1347
— Cari sunt drepturile cumpărătorului în contra vânzătorului, în caz când evicțiunea parțială nu e de natură a face să se strice vânzarea	1348
— Cari sunt drepturile cumpărătorului, în caz când imobilul vândut se află însărcinat de servituți neaparente, nedeclarate de vânzător și de o așa însemnătate, încât se poate presupune că cumpărătorul nu ar fi cumpărat de le-ar fi cunoscut	1349
— Ce reguli se aplică chestiunilor de daune-interese ce ar rezulta din cauza neexecutării vânzării și cari nu sunt anume prevăzute în capitolul privitor la contractul de vânzare	1350
— Dacă vânzătorul mai răspunde de evicțiune față de cumpărătorul seu, atunci când acesta s'a judecat până la ultima instanță cu evingătorul seu, fără să cheme în cauză pe vânzător, și a fost condamnat	1351
— Dacă vânzătorul răspunde pentru vițiile ascunse ale lucrului vândut	1352
— Dacă vânzătorul răspunde pentru vițiile aparente ale lucrului vândut	1353
— Dacă vânzătorul răspunde pentru vițiile ascunse ale lucrului vândut, pe care nu le-a cunoscut	1354
— Cari sunt drepturile cumpărătorului în contra vânzătorului, pentru vițiile ascunse ale lucrului vândut	1355
— Care este răspunderea vânzătorului pentru vițiile lucrului vândut, pe care le-a cunoscut	1356
— Care este răspunderea vânzătorului pentru vițiile lucrului vândut, pe care nu le-a cunoscut	1357
— Care este răspunderea vânzătorului pentru pierderea lucrului vândut din cauza vițiilor	1358
— Care este termenul în care cumpărătorul este obligat să intente acțiunea pentru vițiile redhibitorii ale lucrului vândut	1359
— Dacă există acțiunea redhibitorie în materie de vânzări publice	1360
— Cari sunt obligațiile principale ale cumpărătorului	1361

	Articolul
Vânzare. Unde și când trebuie să facă plata cumpărătorul, atunci când prin contract nu s'a stipulat nici locul nici timpul când trebuie să se facă plata lucrului cumpărat	1362
— In ce cazuri este obligat cumpărătorul a plăti dobânzi la prețul lucrului cumpărat	1363
— Dacă cumpărătorul este în drept a suspenda plata prețului vânzării, atunci când este tulburat sau are motive a se teme că va fi tulburat prin vre-o acțiune, fie ipotecară, fie de revendicare	1364
— Dacă vânzătorul este în drept a cere stricarea vânzării, atunci când cumpărătorul nu plătește prețul	1365
— Dacă stricarea vânzării poate fi pronunțată îndată, atunci când vânzătorul este în pericol a perde lucrul și prețul	1366
— In ce cazuri judecătorul poate acorda cumpărătorului un termen pentru plata prețului imobilului vândut	1366
— Când cumpărătorul nu plătește prețul în termenul acordat de judecător, dacă vânzătorul are dreptul a cere rezoluțiunea vânzării	1366
— Dacă cumpărătorul poate plăti prețul după expirarea termenului, atunci când la o vânzare de imobile, s'a stipulat că în lipsă de plata prețului la termenul determinat, vânzarea să fie de drept rezolvată	1367
— Ce fel de acțiune este acțiunea vânzătorului pentru rezoluțiunea vânzării	1368
— Ce mod de conservare are acțiunea rezolutorie prevăzută de art. 1365 din codul civil și când poate fi exercitată această acțiune	1369
— Dacă vânzarea de danariate și de lucruri mobile, se rezolvă de drept și fără interpelație, în folosul vânzătorului, după expirarea termenului de drept pentru ridicarea lor	1370
— Dacă se poate prevedea în contractul de vânzare, facultatea de răscumpărare pentru vânzător și care sunt efectele exercitării acestei facultăți	1371
— Ce este facultatea de răscumpărare stipulată într'un contract de vânzare	1372
— Dacă facultatea de răscumpărare poate fi stipulată pe un termen mai lung de cinci ani	1373
— Dacă după stipularea termenului de răscumpărare, acest termen mai poate fi prelungit, fie de către părți, fie de către judecător	1374
— Care sunt efectele neexecutării dreptului de răscumpărare, în termenul prescrist	1375
— Dacă termenul fixat pentru exercitarea dreptului de răscumpărare, curge în contra minorilor	1376
— Ce obligațiuni are vânzătorul pentru a putea exercita facultatea de răscumpărare	1377
— Dacă cumpărătorul cu pact de rescumpărare, poate exercita toate drepturile vânzătorului său	1378
— Dacă cumpărătorul cu pact de rescumpărare, poate prescrie, atât în contra adevăratului proprietar, cât și în contra acelor cari ar pretinde că au drepturi și ipotecă asupra lucrului vândut	1378
— Dacă cumpărătorul cu pact de rescumpărare este în drept a opune creditorilor vânzătorului său, beneficiul de ordine sau discuțiune	1379
— Când vânzătorul cu pact de rescumpărare își exercită dreptul său, dacă imobilul vândut îi revine, liber de toate sarcinile și ipotecile de cari cumpărătorul l-ar fi încărcat	1380
— Dacă vânzătorul cu pact de rescumpărare, după ce și-a exercitat dreptul său, este obligat a respecta contractul de închiriere sau arendare încheiat de cumpărătorul său	1380
— Dacă vânzătorul cu pact de rescumpărare, are dreptul să-și exercite acțiunea sa în contra unui al doilea cumpărător	1381

	Articolul
Vânzare. Când cel ce a cumpărat cu pact de rescumpărare o parte indiviză a unui imobil, s'a făcut adjudecătar a tuturor celorlalte părți, dacă este în drept a obliga pe vânzătorul seu să rescumpere întreg imobilul	1382
— Cum se exercită și de către cine, acțiunea de rescumpărare, atunci când mai multe persoane au vândut împreună printr'un singur contract, un imobil comun cu facultatea de rescumpărare	1383
— Cum se exercită acțiunea de rescumpărare, atunci când vânzătorul a murit și a lăsat mai mulți moștenitori	1384
— Dacă este în drept, cumpărătorul, ca să ceară ca toți covanzătorii sau toți cămoștenitorii să se înțeleagă spre a lua întreg imobilul, atunci când acțiunea de rescumpărare se exercită numai din partea unuia dintre ei, pentru partea lui separată	1385
— Cum se exercită dreptul de rescumpărare atunci când imobilul aparține mai multor proprietari și fiecare dintr'inșii a vândut separat partea sa cu drept de rescumpărare	1386
— De la cine se poate cere restituirea imobilului vândut, atunci când cumpărătorul cu pact de rescumpărare a încetat din viață, lăsând mai mulți moștenitori	1387
Cum se procedează în cazurile când un lucru comun al mai multor proprietari, nu se poate împărți ușor și fără pierdere sau, dacă într'o împărțeală de bună voie s'ar afla lucruri, pe cari nici unul dintre copărtași nu ar putea sau nu ar voi să le ia	1388-1390
— Când locatorul vinde lucrul închiriat sau arendat, dacă cumpărătorul este dator să respecte locațiunea sau arendarea făcută înainte de vânzare	1441
— Cari sunt drepturile locatarului, atunci când în contractul de locațiune s'a prevăzut desființarea lui din cauza vânzării	1442
— Cum trebuie să procedeze cumpărătorul imobilului închiriat sau arendat, când voește să facă uz de facultatea rezervată prin contractul de locațiune de a da concediu locatarului sau arendașului	1443, 1444
— În ce timp poate, cumpărătorul cu pact de rescumpărare să ceară rezilierea contractului de locațiune sau de arendare și să dea afară pe locatar sau pe arendaș	1445
— Dacă asociatul care nu este și administrator, are dreptul să vândă lucrurile societăței	1518
— Ce fel de procură trebuie să aibă mandatarul când este vorba de o înstrăinare ipotecară	1536
— Ce îndatoriri are moștenitorul depozitarului care a vândut lucrul, fără să fi știut că e lăsat în depozit	1607
— Ce drepturi are acel în favoarea căruia s-a constituit o rentă cu titlu oneros	1647
— Dacă creditorul amanetar poate să ceară de la justiție vânzarea lucrului depus amanet, pentru a-și realiza creanța sa	1689
— Cine este proprietarul lucrului depus amanet, până la vânzarea lui	1690
— Dacă creditorul antichrezist este în drept a cere vânzarea imobilului dat în antichreză, pentru îndestularea creanței sale	1701
— Care este dreptul de privilegiu al vânzătorului lucrurilor mobile	1730, 1733
— Cari sunt efectele pierderii acțiunii de revendicare a vânzătorului asupra mobilelor vândute	1730 al. 5
— Care este privilegiul vânzătorului unui imobil, căruia nu i s'a plătit prețul vânzării	1737 al. 1, 1740
— Dacă acel care are capacitatea să vândă un imobil, poate să-l și ipotecheze	1769

	Articolul
Vânzare. Cari sunt drepturile creditorilor ipotecari pentru realizarea creanțelor lor	1790-1798
— Dacă terțiul detentor al imobilului ipotecat, are dreptul a se opune la vânzarea imobilului, cerută de creditorii ipotecari	1794
— Când terțiul detentor al imobilului ipotecat ar delăsa imobilul, contra cui se vor îndeplini formalitățile de vânzarea imobilului, cerute de creditorii ipotecari	1797
— Dacă trebuiesc transcrise, toate actele translative de bunuri și drepturi cari se pot ipoteca	1801
— Dacă actele translative de bunuri și drepturi cari se pot ipoteca, netranscrise, pot fi opuse terțelor persoane	1802
— Cari sunt drepturile cumpărătorului care a fost indus în eroare, printr'un certificat al greșierului, care a omis a trece în el sarcinile care afectau imobilul vândut	1818
— Cari sunt obligațiile greșierilor tribunalelor, în privința înscrierii actelor de mutațiuni ale proprietăților destinate a fi transcrise	1820
— A se vedea cuvintele: „Acceptare“, „Cesiune“, „Cumpărare“, „Dobândire“, „Expropriere silită“, „Instrăinare“, „Licitație“, „Purga“, „Prescripție“.	
Vapor. A se vedea cuvântul: „Vas“.	
Vâr. A se vedea cuvântul: „Căsătorie“.	
Vârsta. Dacă procesul verbal încheiat de ofițerul stării civile cu ocazia gășirii unui copil nou născut, trebuiește să cuprindă vârsta copilului, după aparență	44
— Vârsta căror persoane, trebuiește să cuprindă actul de căsătorie	62
— Vârsta căror persoane trebuiește să cuprindă actul de încetare din viață	65
— La ce vârstă se poate căsători bărbatul și femeia	127
— Cine dă dispensă de vârstă în materie de căsătorie	128
— Cu al cui consimțământ se căsătoresc bărbatul și femeia care nu au vârsta de 21 ani împliniți	131, 141
— Până la ce vârstă a copiilor, au dreptul să facă părinții opoziție la căsătoria lor	154
— În ce cazuri nu se mai poate cere anularea căsătoriei, contractată de către soți, care nu aveau vârsta legiuită	167
— Când tatăl, mama, ascendenții și familia au consimțit la căsătoria soților cari nu aveau vârsta legiuita, dacă mai pot cere anularea căsătoriei	168
— Ce vârstă se cere soților pentru a divorța prin consimțământul mutual	254
— La ce vârstă a femeii, soții nu mai pot cere divorțul prin consimțământ mutual	256
— Ce condiții de vârstă se cer pentru adopțiune	309
— Cine își dă consimțământul la adopțiunea unui copil mai mic de 21 ani împliniți	311
— Dacă la orice vârstă copilul trebuiește să onoreze și să respecte pe tatăl și pe mama sa	325
— Până la ce vârstă, copilul rămâne sub autoritatea părinților sei	326
— Până la ce vârstă a copilului, părinții și tutorul au dreptul a cere arestarea lui, când au motive de nemulțumire foarte grave asupra purtării sale	330, 331, 334, 336
— Până la ce vârstă a copilului, părinții sei, au uzufructul averii sale	338
— La ce vârstă poate fi emancipat un copil minor	422
— La ce vârstă devine un copil major	434
— Cât ține uzufructul, care e constituit până ce o altă persoană va ajunge la o anumită vârstă și când acea persoană a încetat din viață înaintea vârstei hotărîită	560

Articolul

Vârsta. A se vedea cuvintele: „Copii“, „Majoritate“, „Minoritate“, „Putere părintească“, „Tutelă“.	
Vas. A se vedea cuvintele: „Act de moarte“, „Act de naștere“, „Act de stare civilă“, „Testament“.	
Vătămare. A se vedea cuvintele: „Acceptare“, „Accesiune“, „Acțiune de anulare“, „Acțiune de resciziune“, „Cuasi-delict“, „Daune“, „Delict“, „Despăgubiri“, „Leziune“, „Prejudiciu“, „Responsabilitate“.	
Vechime. Dacă proprietarul sau uzufructuarul sunt obligați a reclădi ceea ce a căzut din vechime	547
— Dacă locatarul este răspunzător de pierderea sau deteriorarea lucrului închiriat, provenită din cauza vechimei	1431, 1448
Vedere. A se vedea cuvântul: „Servitute“.	
Venituri. A se vedea cuvintele: „Absentă“, „Divorț“, „Dotă“, „Rendită“.	
Verificare. Cine face verificarea actelor de stare civilă	39
— Cum procedează tribunalul, când în cursul executării unui act autentic, se atacă în fals acest act	1173
— Dacă judecata poate ordona verificarea scriptelor, atunci când se contestă scrierea sau subscrierea unui act sub semnătură privată	1178
Versailles. Tratatul de pace de la Versailles	13
Vestimente. Dacă femeia poate lua la desfacerea căsătoriei, vestimintele făcute în cursul căsătoriei	1274
— Cine trebuie să procure văduvei, vestimintele în cursul anului de doliu	1279
Viclenie. A se vedea cuvântul: „Dol“.	
Violență. A se vedea cuvintele: „Contract“, „Depozit“, „Divorț“, „Posesiune“, „Succesiune“.	
Viiți. Ce condițiunii trebuie să îndeplinească actul de confirmare sau ratificare, pentru a face dovadă în justiție	1190
— A se vedea cuvintele: „Accesiune“, „Bună credință“, „Construcție“, „Cuasi-delict“, „Delict“, „Locațiune“, „Posesiune“, „Responsabilitate“, „Vânzare“.	
Viza. Dacă ofițerul stării civile este obligat a viza exemplarele de pe opoziția la căsătorie cari se comunică părților	52
Voe. A se vedea cuvântul: „Invoire“.	
Voluntar. A se vedea cuvintele: „Cesiune“, „Depozit“, „Executare voluntară“, „Remitere“.	
Vrăjmășie. Dacă se poate pronunța divorțul pentru cauza de vrăjmășie a vieții unuia dintre soți	215

Z

Zămislire. A se vedea cuvântul: „Concepțiune“.	
Zestre. A se vedea cuvântul: „Dotă“.	
Ziar. Unde se fac publicațiile privitoare la drepturile copiilor asupra averii soților în caz de divorț	285
Zid. A se vedea cuvântul: „Servitute“.	
Zidar. Dacă zidarii, lemnarii și ceilalți lucrători, întrebuițați la clădirea unui edificiu sau la facerea unei alte lucrări date în antrepriză, pot reclama plata lor de la comitent	1488
— Când zidarii, lemnarii și ceilalți lucrători, contractează direct cu un preț hotărât, dacă sunt considerați ca antreprenori pentru partea de lucru ce iau asupra lor	1489

Sfârșitul tablei generale de materii